



HAL
open science

Faire mémoire pour “ faire ” l’histoire ? : le Geste de Verdun

Veronique Mathieu

► **To cite this version:**

Veronique Mathieu. Faire mémoire pour “ faire ” l’histoire ? : le Geste de Verdun. Linguistique. Université d’Angers, 2022. Français. NNT : 2022ANGE0055 . tel-04059454

HAL Id: tel-04059454

<https://theses.hal.science/tel-04059454>

Submitted on 5 Apr 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THESE DE DOCTORAT DE

L'UNIVERSITE D'ANGERS
ET L'UNIVERSITE CATHOLIQUE DE L'OUEST

ECOLE DOCTORALE N° 595

Arts, Lettres, Langues

Spécialité : *Langues, littératures et civilisations germaniques*

Par

Véronique MATHIEU

Faire mémoire pour « faire » l'histoire ? Le Geste de Verdun.

Thèse présentée et soutenue à Angers, le 14 décembre 2022

Unité de recherche : 3L.AM

Thèse N° : 131 251

Rapporteurs avant soutenance :

Reiner MARCOWITZ,
Bettina SEVERIN-BARBOUTIE,

Professeur des Universités, Université de Lorraine
Professeure des Universités, Université de Clermont-Ferrand

Composition du Jury :

Présidente : Dorothea BOHNEKAMP

Professeure des Universités, Université de Rennes 2

Examineurs : Dorothea BOHNEKAMP
Reiner MARCOWITZ
Bettina SEVERIN-BARBOUTIE

Professeure des Universités, Université de Rennes 2
Professeur des Universités, Université de Lorraine
Professeure des Universités, Université de Clermont-Ferrand
Professeure des Universités, Université Catholique de l'Ouest

Dir. de thèse : Gwénola SEBAUX

A mon Père

REMERCIEMENTS

Ce travail de thèse n'aurait pas pu aboutir sans le soutien de nombreuses personnes, que je tiens ici à remercier chaleureusement.

J'ai tout d'abord particulièrement apprécié l'accueil qui m'a été réservé, tant à l'Université Catholique de l'Ouest qu'à l'Université d'Angers. Parallèlement, j'ai toujours bénéficié de la compréhension des chefs d'établissement de mon lycée, **Delphine Nibaudeau**, **Antoine Bareau** et **Frédérique Chaudat**.

J'adresse également mes plus vifs remerciements à tous les acteurs de terrain qui ont facilité l'accès aux archives. **Maximilien Girard** (Conservateur aux Archives Nationales) m'a guidée dans mes démarches, et **Dominique Bertinotti** (Mandataire du Fonds François Mitterrand) a eu l'obligeance de m'accorder les dérogations nécessaires. **Georges Saunier et Christophe Rosé** (Chargés de mission à l'I. F. M.) m'ont ouvert leur riche fonds d'archives, notamment médiatiques. **Vanessa Lefort** (Adjointe de Direction à L'Ossuaire de Douaumont) m'a communiqué les photographies présentées en annexe. J'associe à ces remerciements tous les membres du personnel des Archives Nationales, des Archives Diplomatiques, du Bundesarchiv du Politisches Archiv, ainsi que et des Archives Municipales de Coblenche

Serge Barcellini, Frédéric de La Mure, Georges Saunier, Daniel Groscolas et Jean-Louis Dumont ont eu l'obligeance de m'accorder les entretiens transcrits en annexe. Chacun à sa manière m'a offert non seulement sa disponibilité, mais aussi son propre regard sur le Geste de Verdun, à la fois passionnant et singulier.

Je sais tous les sacrifices consentis au long de ces années par mes proches. **Maud Mathieu**, ma mère, ne s'est pas contentée d'assurer le soutien logistique. **Michel Dulhoste**, meilleur ami de la famille, m'a offert le compagnon indispensable : l'ordinateur portable.

Que soient aussi remerciées de leur amitié et de leur solidarité **Brigitte Rigaux-Pirastru, Andrea Micke-Serin et Sophie Paré**, nos compagnes doctorantes germanistes : les joies et les peines partagées resteront gravées dans ma mémoire.

Je suis également particulièrement consciente aussi de ce que je dois à mon C. S. I. **Brigitte Lestrade, Pascal Fagot, Anne Salles et Reiner Marcowitz** (pour la dernière session) m'ont constamment accordé leur confiance, et ont ainsi su donner à mes recherches une impulsion décisive.

Ma reconnaissance va enfin tout particulièrement à **Gwénola Sebaux**, ma Directrice de thèse. Elle a su accompagner ces huit années avec professionnalisme, dans une exigence et une rigueur toujours bienveillantes. J'ai véritablement tiré profit de ses précieux conseils, bien au-delà de ce seul travail de recherches.

Il ne m'est malheureusement pas possible de mentionner tous ceux qui ont contribué, chacun à sa place, à la bonne marche de mon projet de recherche. Que ceux que j'aurais pu oublier dans ces remerciements veillent bien me pardonner.

*Mets-toi vite d'accord avec ton adversaire, tant que tu es encore en chemin avec lui, de peur que cet adversaire ne te livre au juge, le juge au gendarme, et que tu ne sois jeté en prison. En vérité, je te le déclare : tu n'en sortiras pas tant que tu n'auras pas payé jusqu'au dernier centime.*¹



François Mitterrand et Helmut Kohl, Esplanade de l'Ossuaire de Douaumont,
22 septembre 1984 / Frédéric de La Mure.

AW : - L'enjeu, c'est donc, encore et toujours, de rendre la perspective de l'autre compréhensible.

*HMD : - Et cela avant tout à partir de la connaissance du passé, car à l'avenir - en raison du Brexit - la relation franco-allemande sera à nouveau décisive.*²

¹ *Evangile selon Saint Matthieu, chapitre 5, versets 25-26.*

² MIARD-DELACROIX Hélène / WIRSCHING Andreas, *Von Erbfeinden zu guten Nachbarn – Ein deutsch-französischer Dialog*, Stuttgart, Reclam, 2019, p. 153.

„AW : - Es kommt also darauf an, immer wieder, die Perspektive des anderen verständlich zu machen.

HMD : - Und die vor allem aus der Kenntnis der Vergangenheit heraus denn in Zukunft wird es – angesichts des Brexits – erneut auf das deutsch-französische Verhältnis ankommen.“

TABLE DES MATIERES

Remerciements	p. 7
Avant-propos	p. 15
INTRODUCTION.....	p. 17
CHAPITRE I : Faire mémoire ensemble – commémorer : définition et enjeux	p. 35
I. Du conflit à la réconciliation	p. 40
1. Un conflit héréditaire ?	p. 41
2. Se construire aux dépens de l'autre ?	p. 42
3. Se construire malgré l'autre ?	p. 44
4. Se construire avec l'autre ?	p. 47
II. Tentatives de définition	p. 56
1. Faire mémoire : un acte volontaire	p. 56
2. Faire mémoire : un rite social	p. 57
3. Faire mémoire ensemble : un geste politique	p. 58
III. De la mémoire à l'oubli : réflexions sur la mémoire collective.....	p. 61
1. Mémoire individuelle et mémoire collective	p. 62
2. Mémoire traumatique et mémoire négative	p. 63
3. Les abus de la mémoire	p. 66
4. Du pardon à l'oubli	p. 74
IV. De la possibilité d'une mémoire transnationale : le regard des historiens.....	p. 78
1. La fin du « roman national ».....	p. 78
2. Vers une mémoire partagée des conflits ?	p. 84
3. Vers des lieux de mémoire européens ?.....	p. 92
CHAPITRE II : Verdun : commémoration ou geste politique ?	p. 99
I. Un « Ersatz » fabriqué de toutes pièces ?	p. 104
1. L'affaire de la « non-invitation ».....	p. 105
2. L'annonce de Rambouillet.....	p. 109
3. Soulagement des deux côtés du Rhin	p. 113
II. Une commémoration parfaitement mise en scène	p. 121
1. Acte I : au cimetière de Consenvoye	p. 122
2. Acte II : à la Nécropole de Douaumont	p. 125
3. Acte III : à l'Ossuaire de Douaumont.....	p. 129
III. L'irruption de l'inattendu.....	p. 133
1. Au-delà les chefs d'Etat et de gouvernement : des hommes	p. 134
2. Nouveau geste ou geste nouveau ?	p. 138
3. Geste prémédité ou geste improvisé ?	p. 142

CHAPITRE III : Regards médiatiques croisés sur l'événement	p. 149
I. Un geste « historique » ?.....	p. 154
1. « Une improvisation inutile » ?	p. 158
2. « Une première » ?.....	p. 163
3. « Une photo qui fera l'histoire » ?	p. 170
II. Un geste « de réconciliation » ?.....	p. 178
1. « Des lieux qui restent cruels »	p. 179
2. « Une nouvelle page de la réconciliation » ?.....	p. 188
3. « Ici, la réconciliation a des allures de promesse ».....	p. 193
III. Un geste diplomatique ?	p. 202
1. « Un lot de consolation » ?	p. 205
2. « L'Europe grandie » ?	p. 211
3. « Une prière de paix » ?.....	p. 215
 CHAPITRE IV : Nouveau souffle ou souffle nouveau ?	 p. 223
I. Assurer la cohésion du bloc occidental.....	p. 227
1. Soutenir la R.F.A. dans la crise des euromissiles	p. 229
2. Eviter un nouveau <i>Sonderweg</i> allemand.....	p. 236
3. Construire une politique de défense commune.....	p. 249
II. Relancer la construction européenne	p. 259
1. Sortir de la crise économique et monétaire.....	p. 261
2. Mettre fin au blocage britannique.....	p. 265
3. Trouver l'équilibre entre approfondissement et élargissement	p. 270
III. Renforcer la coopération franco-allemande.....	p. 280
1. Un nouveau « couple » aux affaires	p. 281
2. Une solidarité sans faille ?.....	p. 293
3. Les sujets qui fâchent.....	p. 304
 CHAPITRE V : De la caricature au mythe	 p. 319
I. Un geste caractéristique ?	p. 325
1. Un lieu : Verdun	p. 325
2. Deux hommes : François Mitterrand et Helmut Kohl	p. 330
3. Une posture : main dans la main.....	p. 338
II. Un geste tourné en dérision	p. 346
1. Une différence de taille.....	p.347
2. Une hypocrisie ?	p. 355
3. Une trahison du message de Verdun ?.....	p. 361
III. Un geste « étalon » ?.....	p. 365
1. Le geste de Verdun et le mythe du couple franco-allemand	p. 366
2. Le geste de Verdun et le mythe du moteur franco-allemand de l'Europe	p. 374
3. Le geste de Verdun et le mythe de la réconciliation.....	p. 387
 CONCLUSION	 p. 397

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	p. 427
I. Archives	p. 429
II. Entretiens (Sources non publiées).....	p. 432
III. Relations franco-allemandes	p. 432
IV. Contexte historique : France, Allemagne, Europe, Relations internationales	p. 437
V. Geste de Verdun.....	p. 439
VI. François Mitterrand, Helmut Kohl, autres dirigeants	p. 443
VII. Mémoires de guerre (Verdun / Grande Guerre / Seconde Guerre mondiale).....	p. 450
VIII. Mémoire, Histoire, Oubli.....	p. 455
IX. Images et mises en scène	p. 458
 ANNEXES	 p. 461
I. Entretien avec M. Serge BARCELLINI	p. 463
II. Entretien avec M. Frédéric de LA MURE.....	p. 475
III. Entretien avec M. Georges SAUNIER	p. 493
IV. Entretien avec M. Daniel GROSCOLAS	p. 499
V. Entretien avec M. Jean-Louis DUMONT.....	p. 511
VI. Extraits d'archives	p. 523
VII. Extraits de manuels scolaires	p. 539
VIII. Notre album de famille franco-allemand	p. 545
 TABLE DES ILLUSTRATIONS	 p. 553

AVANT-PROPOS

- *Et tu la fais sur quoi, ta thèse ?*
- *Le Geste de Verdun.*
- *Le... quoi ?*
- *Le Geste de Verdun. Mitterrand et Kohl, en 1984, main dans la main, à Verdun, devant un catafalque recouvert d'un drapeau français et d'un drapeau allemand...*
- *Ah bon... Oui, ça me dit vaguement quelque chose³... Et tu dois écrire combien de pages là-dessus ?*
- *L'équivalent d'un livre, trois ou quatre-cents pages environ...*
- *Trois ou quatre-cents pages ? Eh beh... Il y a tant de choses à dire là-dessus ? Je te souhaite bien du plaisir... !*

Alors pourquoi le choix d'un tel sujet ? Travailler sur le franco-allemand était d'abord pour moi une évidence. Professeure d'allemand en lycée et en classe préparatoire littéraire, c'est quotidiennement que je suis appelée à entraîner mes élèves et mes étudiants dans cette étrange expérience de « l'autre », à la fois « si semblable et si différent »⁴. Que de préjugés ai-je pu constater, d'ailleurs favorables comme défavorables – dus à l'ignorance de cet « autre » qui est pourtant notre voisin le plus proche, dans tous les sens du terme : non seulement notre voisin géographique, mais aussi notre premier partenaire économique, politique, culturel... avec lequel nous Français avons, bon gré mal gré, une histoire commune.

Je ne suis pas devenue professeure d'allemand par hasard. Je suis née et j'ai grandi en Alsace, où la sensibilité à cette histoire commune est encore particulièrement vive, mais où le voisinage se vit aussi au quotidien. J'ai vu très concrètement disparaître les contrôles à la frontière, qui ont encore marqué mon enfance chaque fois que nous franchissions le Rhin, entre Neuf-Brisach et ses fortifications édifiées par Vauban, et Breisach dominant le fleuve de sa cathédrale. J'ai aussi eu cette chance de pouvoir commencer l'allemand en CM1, à une époque où l'apprentissage des langues étrangères à l'école primaire était encore une exception. Lorsque je suis entrée en sixième dans la région parisienne, je me suis ainsi retrouvée avec des camarades qui débutaient leur apprentissage, ce qui m'a tout naturellement donné le statut de référente pour tout ce qui concernait l'allemand : le début, en quelque sorte, de ma carrière.

Enfin, il y a aussi mon histoire familiale. Comme celle de beaucoup de Français et d'Allemands, qu'ils le sachent ou qu'ils l'ignorent, elle est marquée par cette histoire commune de nos deux pays. Après la guerre de 1870, mes arrière-grands-parents paternels,

³ Variante quasiment aussi fréquente : « Non, désolé(e)... Ça ne me dit rien du tout... ».

⁴ Voir :

GROSSER Alfred, *L'Allemagne de Berlin, différente et semblable*, Paris, Alvik, 2002.

GROSSER Alfred, *La France, semblable et différente*, Paris, Alvik, 2005.

GROSSER Alfred et MIARD-DELACROIX Hélène, *Allemagne – Un exposé pour comprendre, un essai pour réfléchir*, Paris, Flammarion, 1994.

Jean Schuster (1839-1911) et Henriette Herbeth (1853-1903) ont quitté respectivement Wittring et Sarralbe, situées en Moselle et donc devenues allemandes, pour s'installer à Mangonville, dans la Meurthe-et-Moselle restée française. Mon grand-père paternel, Anatole-Constant Mathieu (1875-1952), a fait partie de l'administration française de l'Armée du Rhin, qui a occupé la Rhénanie au lendemain de la Première Guerre mondiale. C'est donc à Mainz (Mayence) qu'est né mon père en 1922. Lui-même, élève de Saint-Cyr, a pris le maquis en 1942 dans les Vosges, à la Piquante-Pierre, pour ne pas se soumettre au Service du travail Obligatoire. Il a ensuite embrassé une carrière militaire, avant de se reconvertir dans le civil et de devenir Directeur Départemental du Travail dans le Haut-Rhin, et de se retrouver confronté à une problématique beaucoup plus pacifique : celle des spécificités du droit local, héritage jalousement conservé de l'époque bismarckienne puis wilhelminienne. L'histoire de la réconciliation entre nos deux pays est donc forcément aussi un peu la mienne.

Enfin, le petit dialogue d'ouverture, certes fictif mais à l'image de que j'ai vu tant de fois se répéter au cours de ces années de recherche, aurait pu à lui seul motiver mon travail. Il ne s'agit certes pas d'entrer dans une étude sociologique, qui sortirait du cadre choisi pour mon propos. Mais modestement, dans la banalité de ces échanges quotidiens avec mes proches, mes amis, mes collègues, mes étudiants, j'ai tout de même pu mesurer un paradoxe qui n'a pas manqué de m'interpeller. La posture de François Mitterrand et Helmut Kohl, main dans la main, fait désormais partie de la mémoire collective, elle est même entrée dans les livres d'histoire. Et pourtant, l'appellation « Geste de Verdun » n'évoque plus grand-chose de précis pour le grand public. La photo, vieille de presque quarante ans, a inévitablement jauni, et elle se trouve petit à petit reléguée au magasin des antiquités. Le cliché est certes resté dans les mémoires ; mais quant aux circonstances exactes où il a été pris, elles semblent souvent tombées dans l'oubli. Cela m'a poussée à m'interroger : coupé de ses racines historiques (lieu, date, contexte), le Geste de Verdun, n'a-t-il pas fini par perdre tout son sens ? La visite de l'exposition « Le Geste de Verdun », organisée par le Centre Mondial de la Paix et des Droits de l'Homme de Verdun à partir du mois de septembre 2014, à l'occasion du trentième anniversaire du geste, m'a confortée dans mon projet. Présentant plus de 110 dessins de presse réalisés entre les années 1920 et la période la plus récente, cette exposition a fini de me convaincre de l'actualité du sujet ; elle a ainsi largement contribué à donner à mes recherches leur orientation définitive.



Exposition « Le Geste de Verdun » au Centre Mondial de la Paix et de Droits de l'Homme, 30 octobre 2014. Photo : Véronique Mathieu

INTRODUCTION

Les presque quarante années qui se sont écoulées depuis le Geste de Verdun permettent d'en juger : la photographie de François Mitterrand et d'Helmut Kohl, main dans la main, est désormais entrée dans l'histoire des relations franco-allemandes. Elle a ainsi rejoint les autres clichés qui ont illustré les autres grandes heures de cette « saga ». De la première photo en 1950, celle de Robert Schuman et K. Adenauer, fondant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier dans le Salon de l'Horloge du Ministère des Affaires étrangères, à la toute dernière en date au moment où nous écrivons, celle d'Emmanuel Macron et Olaf Scholz se rendant conjointement à Kyiv pour soutenir le Président ukrainien Volodymyr Zelinsky, toutes ces photos constituent une sorte d'« album de famille »⁵. Ces photos ont ainsi contribué à l'émergence d'un « grand récit »⁶ : celui d'une réconciliation inédite entre deux pays ennemis, servant désormais de modèle à l'échelle du continent européen et même du monde.

Et dans cet album, nous pouvons aisément constater : le Geste de Verdun a pris une place toute particulière, il s'est vu conférer une valeur éminemment symbolique, comme le rappelle l'historien allemand Gerd Krumeich :

*Le geste d'un 'main dans la main' franco-allemand sur le champ de bataille de Verdun fait désormais partie intégrante des livres d'histoire scolaire, et son caractère éminemment symbolique est difficilement égalable.*⁷

L'image a d'abord surpris par son caractère inédit : un geste, quasiment familier, est venu perturber le protocole et le bon ordonnancement d'une commémoration officielle millimétrée. Elle a donc fait à l'époque le tour du monde, et cette médiatisation exceptionnelle a grandement contribué à sa notoriété. Cette notoriété toutefois n'est pas seulement due à l'événement en lui-même. Avec le recul, nous pouvons en effet constater que le phénomène a perduré. Alors que près de quarante années se sont écoulées, les médias, comme les historiens, continuent toujours d'y faire largement référence. Ces dernières années, le Geste de Verdun est même revenu à plusieurs reprises sur le devant de la scène. Il y a eu tout d'abord les anniversaires liés au geste lui-même : à l'occasion du trentième anniversaire en septembre 2014, le Centre Mondial de la Paix et des Droits de l'Homme de Verdun a organisé un colloque, ainsi que l'exposition précédemment mentionnée. Une manifestation a de nouveau été organisée en septembre 2019,

⁵ Nous pouvons ainsi assister à la constitution d'un véritable « roman-photo » qui se complète à chaque anniversaire. Voir par exemple : JAMET Constance, « Les grandes étapes de la réconciliation franco-allemande », in *Le Figaro*, 10 novembre 2009. MAZUIR Valérie et BEYEKLIAN Elisabeth, « Les temps forts de la réconciliation franco-allemande en images », in *Les Echos*, 17 septembre 2021.

Nous proposerons notre propre version de cet album en annexe.

⁶ Voir : ROSOUX Valérie, « La réconciliation franco-allemande : crédibilité et exemplarité d'un « couple à toute épreuve » ? », in *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 100 | 2007, p. 23.

⁷ KRUMEICH Gerd, « Verdun », in den BOER Pim, DUCHHARDT Heinz, KREIS Georg, SCHMALE Wolfgang (Hrsg.) *Europäische Erinnerungsorte 2 – Das Haus Europa*, München, Oldenbourg-Verlag, 2012, p. 443.

„Die Geste eines deutsch-französischen ‚Hand in Hand‘ auf dem Schlachtfeld von Verdun ist fester Bestandteil des Schulgeschichtsbücher geworden und in seiner Emblematik kaum zu übertreffen.“

à l'occasion du trente-cinquième anniversaire, en présence d'Hubert Védrine (ancien conseiller diplomatique, porte-parole puis secrétaire général de l'Elysée sous F. Mitterrand de 1981 à 1995, ancien ministre des Affaires Etrangères du gouvernement de Lionel Jospin de 1997 à 2002) et de Nikolaus Meyer-Landrut (alors ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne en France). Leurs interventions ont été accompagnées par celles Hélène Carrère d'Encausse (historienne, ancienne députée européenne, secrétaire perpétuel (*sic*) de l'Académie Française) et de Daniel Groscolas (ancien secrétaire général de l'OFAJ de 1984 à 1988), ce qui a permis de faire le lien entre la mémoire du Geste de Verdun et l'actualité la plus récente.



H. Védrine et N. Meyer-Landrut au Centre Mondial de la Paix et des Droits de l'Homme, 20 septembre 2019.
Photo : Véronique Mathieu.

Il y a eu ensuite les commémorations liées à la mémoire de Verdun. Lors des cérémonies du Centenaire de la Bataille de Verdun, célébrées par François Hollande et Angela Merkel le 29 mai 2016, de nombreux parallèles ont été faits par les médias avec les cérémonies de 1984, et la photo s'est de nouveau retrouvée à la une⁸. Enfin, à l'occasion du décès d'H. Kohl, le 16 juin 2017, elle a fait partie de la majorité des hommages rendus à l'ancien Chancelier,

⁸ Voir entre autres :

Auteur non mentionné, « Hollande et Merkel appellent à protéger "la maison" Europe, en célébrant le centenaire de Verdun », in *Le Point*, 29 mai 2016.

LUCAS Rosalie (?), « Hollande et Merkel célèbrent Verdun et défendent l'Europe », in *Le Parisien*, 29 mai 2016.

FLANDRIN Antoine, « Hollande à Douaumont : 'Aimons notre patrie mais protégeons l'Europe' », in *Le Monde*, 29 mai 2016.

MEISTER Martina, „Wie ein Schlachtfeld zur Stadt des Friedens werden soll“, in *Die Welt*, 29. Mai 2016.

Auteur non mentionné, „Merkel und Hollande auf den Spuren Kohls und Mitterrands“ in *Focus*, 29. Mai 2016.

WIEGEL Michaela, „Neues Gedenken an 300 000“, in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 29. Mai 2016.

notamment pour illustrer son action européenne⁹. Récemment encore, elle a été choisie en couverture de l'ouvrage d'Hélène Miard-Delacroix et Andreas Wirsching¹⁰, paru en 2019, qui revisite 150 ans de relations franco-allemandes. Nous pouvons d'ailleurs remarquer que la photo, une des seules illustrations présentes dans l'ouvrage, a été recadrée pour l'occasion : un gros plan sur les deux mains qui se joignent met les visages des protagonistes hors-champ, et donne ainsi à l'image une valeur encore plus universelle.

Cette notoriété ne manque pas d'interroger : quelles sont les raisons qui ont donné au Geste de Verdun un statut si particulier ? Le constat de G. Krumeich précédemment évoqué, au cœur d'un article consacré au lieu de mémoire européen qu'est devenu Verdun, le souligne : le « caractère éminemment symbolique » du geste posé par les deux Chefs d'Etat et de gouvernement est d'abord dû au cadre dans lequel il s'est déroulé. Selon Georges-Henri Soutou, le geste s'est même inscrit à son tour dans la mémoire du lieu : il a contribué pour une part à l'élaboration du « symbole », voire du mythe¹¹ de Verdun :

Le conseil municipal de Verdun, dès 1965, avait lancé l'idée d'un Centre mondial de la Paix, qui fut inauguré finalement en 1994. Mais cette nouvelle orientation avait atteint son point culminant lors de la cérémonie du 22 septembre 1984, lors de la commémoration des morts de la Première Guerre mondiale, où devant un catafalque placé à l'entrée de l'ossuaire de Douaumont, le président Mitterrand saisit de sa main gauche la main droite du chancelier Kohl qui se tenait à ses côtés pour écouter la Marseillaise après avoir écouté l'hymne allemand. Ce geste, dont la photographie fit le tour du monde, reste marqué par une plaque commémorative en bronze, devant l'Ossuaire, face à la Nécropole.¹²

Le « mythe » de Verdun en effet n'est pas seulement lié à une mémoire triomphaliste française, célébrant la résistance de toute une nation à l'invasion du voisin. Il est aussi lié, et ce dès

⁹ Voir entre autres :

Auteur non mentionné, „Altkanzler Helmut Kohl ist gestorben“, in *Die Welt*, 16. Juni 2017 (Fotostrecke 7/17).

Auteur non mentionné, „Helmut Kohl ist tot“, in *Der Spiegel*, 16. Juni 2017 (Fotostrecke 11/28).

BLACHERE Thomas, „Helmut Kohl et François Mitterrand en 1984 : retour sur un jour historique“, in *Le Parisien*, 16 juin 2017.

VERNET Daniel, « Mort d'Helmut Kohl, l'artisan de la réunification allemande », in *Le Monde*, 17 juin 2017.

Tagesschau (ARD, 20 Uhr), 16. Juni 2017

Disponible sur : <https://www.tagesschau.de/multimedia/video/video-299413.html>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

Journal de 20H de France 2 du 16 juin 2017.

Disponible sur : https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/Allemagne/mort-d-helmut-kohl-l-ex-chancelier-allemand-a-marque-l-histoire_2240087.html

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

¹⁰ MIARD-DELACROIX Hélène et WIRSCHING Andreas, *Von Erbfeinden zu guten Nachbarn – Ein deutsch-französischer Dialog*, Op. Cit.

¹¹ Voir aussi : KRUMEICH Gerd, « Les lieux de mémoire : France-Allemagne », in *Questions de communication*, 2004/2 (N°6), pp. 233-246.

« Le mythe de Verdun ne s'éteint pas parce qu'il associe un savoir historique à une intention politique. [...] Ainsi ce carnage est-il une sorte de contrepoint aux bonnes relations qu'entretiennent, aujourd'hui, les deux peuples. Personne n'oubliera la photographie du geste emblématique de François Mitterrand et Helmut Kohl se tenant la main. Je ne sais pas si ce qui a uni ces deux chefs d'État était prémédité ou si leur geste recoupait une sensibilité historique mais, parfaitement « vraie », la photographie participe aujourd'hui du mythe de Verdun. »

¹² SOUTOU Georges-Henri, « La construction du symbole de Verdun », in *Revue Défense Nationale*, 2016/2 (N° 787), p. 28.

l'origine, à une mémoire traumatique¹³. Les pertes, les massacres, toutes les atrocités de la guerre se sont produits des deux côtés du front. Ils constituent ainsi un terreau favorable au développement d'une mémoire commune à l'ensemble des combattants, suscitant un solide engagement commun à défendre la paix. Cet esprit « pacifiste » a toujours fait partie intégrante de la mémoire de Verdun, et c'est dans cette continuité qu'ont voulu s'inscrire F. Mitterrand et H. Kohl par leur geste, comme le rappelle Marion Gaillard :

*Cette obsession de la paix en Europe les pousse ainsi à faire avancer l'intégration communautaire. Elle les invite également à renforcer les liens bilatéraux entre leurs deux pays pour consolider la réconciliation franco-allemande et l'ancrer définitivement dans les mentalités. Il s'agit pour eux de toucher, au-delà des élites et des cercles politiques, les opinions publiques, les peuples. Cela se traduit par une volonté de « théâtraliser » leur relation, de « mettre en scène » leur amitié. Le geste historique de Verdun le 22 septembre 1984 s'inscrit dans cette logique. Tout comme le général De Gaulle et Konrad Adenauer dans la cathédrale de Reims en 1962, François Mitterrand et Helmut Kohl cherchent à toucher les citoyens en jouant sur le registre symbolique et émotionnel.*¹⁴

Comme l'évoque ici M. Gaillard, il ne faudrait pas non plus minimiser l'impact que le geste a eu sur les personnes qui en ont été les témoins, sur place ou par l'intermédiaire de la retransmission télévisée en direct. L'événement les a parfois touchées, et l'émotion reste encore palpable bien des années après. Mais cet impact ne se limite pas uniquement aux personnes présentes, selon un phénomène décrit par Patrick Garcia :

*La force de la cérémonie, son impact ne se jouent plus dans la présence, le rassemblement physique [...] mais dans la production d'images qui seront le support d'un commentaire et, si possible, d'une image mémoire qui inscrira le geste, non plus de la nation rassemblée mais d'un homme incarnant celle-ci – le président –, dans les consciences et, peut-être, dans l'histoire (L'hommage rendu, main dans la main, aux morts de la Première guerre mondiale par Helmut Kohl et François Mitterrand à Verdun, le 22 septembre 1984, est un modèle du genre). Chaque détail de la mise en scène devient donc signifiant.*¹⁵

Cette part de « mise en scène » appartient en effet à la désormais longue tradition des relations franco-allemandes. Les différents « couples » au pouvoir ont d'abord mis en scène la réconciliation : nous pensons en particulier à Charles de Gaulle et K. Adenauer, dans la séquence qui va de l'invitation du Chancelier à la Boisserie (14 septembre 1958) à la signature du Traité de l'Elysée (22 janvier 1963). Ils ont ensuite théâtralisé leur amitié, grâce notamment à la télévision, comme ce fut le cas en particulier avec Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt. Chacun a pour ainsi dire voulu imprimer sa marque dans l'histoire des relations franco-allemandes. Comment expliquer alors que le « couple » formé par F. Mitterrand et

¹³ Nous reviendrons sur cette expression au cours du chapitre I.

¹⁴ GAILLARD Marion, « Mitterrand, le couple franco-allemand et l'Europe (1981-1995) », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2011/1-2 (N° 101-102), p. 11.

¹⁵ GARCIA Patrick, « Jacques Chirac au Panthéon. Le transfert des cendres d'André Malraux (23 novembre 1996) », in *Sociétés & Représentations*, 2001/2 (n° 12), p. 212.

Certes, l'auteur analyse ici le cas tout à fait particulier des cérémonies de panthéonisations, mais il renvoie explicitement au Geste de Verdun qu'il utilise même comme modèle pour illustrer son analyse.

H. Kohl ait pris une telle place dans la mémoire collective ? Reiner Marcowitz évoque tout d'abord le caractère exceptionnel de la coopération qui s'est établie entre les deux dirigeants :

*Tous deux partageaient des convictions personnelles et politiques qui ont fait des années de leur coopération, de 1982 à 1995, l'apogée des relations franco-allemandes [...]. En plus de cette coopération franco-allemande concrète et couronnée de succès, leur présence commune au pouvoir fut marquée par de nouvelles actions de politique mémorielle et d'actes symboliques imposants. Une illustration exemplaire en fut leur présence le 22 septembre 1984 à Verdun, c'est-à-dire sur un, sinon le champ de bataille de la Première Guerre mondiale.*¹⁶

Ce caractère exceptionnel est dû d'abord à la longévité inédite du « couple » au pouvoir. Mais ce n'est pas la seule raison : en effet, comme le souligne R. Marcowitz, le « succès » de leur coopération tient aussi - et peut-être surtout - au fait que celle-ci ne s'est pas bornée à de simples réalisations économiques. Leur politique commune a aussi su intégrer, de manière probablement inédite, une dimension mémorielle qui lui a donné tout son sens.

La cérémonie de Verdun, telle qu'elle avait été conçue, était en effet à l'origine de l'ordre de la commémoration. Lors de son annonce officielle, en conférence de presse finale du Sommet de Rambouillet du 29 mai 1984, F. Mitterrand déclarait simplement :

*[...] Nous nous retrouverons pour célébrer nos morts en un lieu qui marque l'histoire : fin septembre, nous nous inclinons devant des tombes allemandes et devant des tombes françaises, en particulier à Verdun.*¹⁷

La veille de la cérémonie, dans une interview accordée à FR3 Lorraine, le Président français précisait toutefois :

*Je crois que ce sera pour nous un grand moment de recueillement. Le Chancelier de la République fédérale Allemande, le Président de la République française ensemble, éprouveront le sentiment d'avoir contribué à faire l'Histoire de leurs deux peuples et au-delà de ces deux peuples, d'avoir donné un élan nouveau à une construction politique qui devrait si on le comprenait davantage, j'espère qu'on le comprendra davantage, transformer l'équilibre mondial.*¹⁸

¹⁶ MARCOWITZ Reiner, « Vers une mémoire franco-allemande de la Grande Guerre ? Les gestes symboliques, de Mourmelon (1962) au Hartmannswillerkopf (2014) », in JALABERT Laurent, MARCOWITZ Reiner, WEINRICH Arndt, *La longue Mémoire de la Grande Guerre – Regards croisés franco-allemands de 1918 à nos jours*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2017, p. 222.

¹⁷ MITTERRAND François, *Déclaration à la presse de M. François Mitterrand à l'issue des 43èmes consultations franco-allemandes du sommet de Rambouillet*, 29 mai 1984.

Disponible sur : <https://www.elysee.fr/francois-mitterrand/1984/05/29/declaration-a-la-presse-de-m-francois-mitterrand-a-l-issue-des-43eme-consultations-franco-allemandes-au-sommet-chateau-de-rambouillet-mardi-29-mai-1984>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

¹⁸ MITTERRAND François, *Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à FR3 Lorraine, à l'occasion des cérémonies commémoratives de Verdun*, 21 septembre 1984.

Disponible sur : <https://www.elysee.fr/francois-mitterrand/1984/09/21/interview-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-accordee-a-fr3-lorraine-a-loccasion-des-ceremonies-commemoratives-de-verdun-paris-palais-de-leysee-vendredi-21-septembre-1984>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

De fait, le geste qui a été posé par F. Mitterrand et H. Kohl au cours de la cérémonie est sorti du cadre protocolaire, et donc du cadre strictement mémoriel. Il a surgi de surcroît dans un contexte international bien précis, ce qui lui confère inévitablement une dimension politique, comme le suggèrent Ulrich Lappenküper et Jérôme Vaillant :

*C'est alors avec un sens poussé de l'histoire dans la vie de leurs peuples et de la portée des gestes symboliques que Kohl et Mitterrand, une fois surmontée l'une des 'plus dures crises (de la CE) depuis sa création' célébrèrent le « couple franco-allemand », la réconciliation, l'entente et l'amitié entre les deux pays : pour le 70e anniversaire du début de la Première Guerre mondiale ils se tinrent démonstrativement la main devant les tombes du champ de bataille de Verdun.*¹⁹

Mais près de quarante années ont passé : que reste-t-il du « sens de l'histoire » des protagonistes, du « geste symbolique » qui a été accompli, de « l'élan nouveau » qui devait « transformer l'équilibre mondial » ?

Le temps, ainsi que la banalisation des relations franco-allemandes, ont fait leur œuvre. Presque deux générations s'en sont allées : celle des Poilus et des *Frontsoldaten* de la Première Guerre mondiale, encore présente en 1984, s'est désormais éteinte²⁰; celle des vétérans de la Seconde Guerre mondiale est en train de suivre. Le 11 novembre 2021, le dernier compagnon de la Libération, Hubert Germain, a ainsi rejoint le caveau du Mémorial de la France combattante, au Mont Valérien :

*Chacun savait dès lors que le jour viendrait où il faudrait dire adieu aux derniers compagnons, celui qui prendrait dans la crypte la dernière place. Ce jour est venu. Conformément à la volonté exprimée par le général DE GAULLE, Hubert GERMAIN rejoindra cet après-midi au Mont-Valérien ses frères de combat et avec eux, tous ceux qui se sont levés pour que vive la France. Les compagnons, alors, ne seront plus.*²¹

Les acteurs et les témoins des conflits qui ont opposé la France et l'Allemagne ont quasiment disparu. Il reste certes ceux de la réconciliation : celle entamée par Robert Schuman et K. Adenauer dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et scellée par le même K. Adenauer et Ch. de Gaulle dans le Traité de l'Élysée, texte fondateur de l'étroite coopération qui s'est établie depuis entre les deux pays, quels que soient les successeurs. Mais ce « grand récit de la réconciliation » ne risque-t-il pas d'être biaisé si les Français et les Allemands oublient d'où ils viennent, et négligent de faire mémoire des grands traumatismes du XX^{ème} siècle qui ont conduit à cette réconciliation ?

¹⁹ LAPPENKÜPER Ulrich, VAILLANT Jérôme, « Une communauté de destin en des temps turbulents : les relations franco-allemandes de 1982 à 1990 », in *Allemagne d'aujourd'hui*, 2016/1 (N° 215), p. 182.

²⁰ L'année 2008 a été marquée par le décès du dernier soldat allemand de la Première Guerre mondiale, Erich Kästner, et celui du dernier Poilu français, Lazare Ponticelli.

Voir : KLOTH Hans-Michael, „Der leise Tod des letzten Veteranen“, in *Der Spiegel*, 24. Januar 2008.

Voir : HOPQUIN Benoît, « Lazare Ponticelli, le dernier Poilu français », in *Le Monde*, 12 mars 2008.

²¹ MACRON Emmanuel, *Déclaration de M. Emmanuel Macron, président de la République, en hommage aux Compagnons de la Libération*, à Paris le 11 novembre 2021.

Disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/discours/282409-emmanuel-macron-11112021-compagnons-de-la-liberation>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

Ensuite, le monde a considérablement changé, et les enjeux ne sont à l'évidence plus ceux des années 1980 : le Mur de Berlin est tombé, l'Allemagne est réunifiée. Le monde bipolaire de la Guerre froide, avec une Allemagne située sur la « ligne de démarcation »²² entre les forces de l'OTAN et celles du Pacte de Varsovie a fait place à un monde multipolaire. Dans la réédition de son ouvrage *Les Relations Internationales depuis 1945*, Maurice Vaisse, après avoir analysé « la fin du monde bipolaire » et les difficultés liées à la « recherche d'un nouvel ordre mondial », consacre ainsi un chapitre aux années 2014-2020, et son constat est sans appel :

*Il est loin le temps de l'hyperpuissance américaine des années 1990. Fini le règne de la démocratie libérale et d'un système international régi par des règles. Dans plusieurs États, des dirigeants autoritaires tiennent des discours populistes et bousculent l'ordre international où seuls comptent les rapports de force. Peu à peu, en ces années 2010, c'est un monde multipolaire qui émerge dans lequel, sur un fond de rejet d'un ordre international occidental, les affrontements sont multiples, au point qu'on peut parler de chaos multipolaire.*²³

Quelle place l'Europe, et au cœur de l'Europe le couple franco-allemand, peuvent-ils encore bien jouer dans un monde devenu particulièrement complexe, et où les menaces sont multiples ? Comme le soulignait l'historien allemand Hartmut Kaelble dès 1993 :

*Ces nouveaux défis à la Communauté européenne en sont aussi un pour la coopération franco-allemande, qui est apparue, même après 1989, comme la partie essentielle et le principal moteur de l'intégration européenne. La vieille règle, selon laquelle rien, au sein de celle-ci, ne peut aller sans consensus franco-allemand, continue d'être valable après 1989. Aussi la question de savoir si la coopération entre les deux pays est soutenue par les convergences existant entre les deux sociétés respectives, ou menacée par de nouvelles divergences sociales est-elle d'une actualité qui n'a rien perdu de son importance.*²⁴

Certes, l'Union Européenne est passée de 10 à 27 membres, ce qui aurait dû renforcer son poids ; mais le continent européen est-il réunifié pour autant ? Ces quinze dernières années, l'Europe en effet a dû surmonter bien des crises : crise financière, crise terroriste, crise migratoire, Brexit, crise sanitaire et désormais le retour de la guerre en Ukraine... Du nord au sud, ou de l'est à l'ouest, les fractures sont multiples : pays « frugaux » (voire « radins ») contre pays « dépensiers », gouvernements « populistes » contre gouvernements « démocrates »... Le *leadership* du couple franco-allemand, qui a fait les grandes heures de la relance européenne du milieu des années 1980 a largement été remis en question. Cela a été particulièrement flagrant lors la gestion de la crise financière, où la France a été accusée de se plier au « Diktat » de

²² L'expression « *Trennungslinie* » est de Helmut KOHL. Voir KOHL Helmut, *Regierungserklärung*, 4. Mai 1983. Disponible sur : <https://dserver.bundestag.de/btp/10/10004.pdf> Consulté le 1^{er} octobre 2022.

²³ VAÏSSE Maurice, « Un chaos multipolaire », in *Les Relations Internationales depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 2021, p. 296.

²⁴ KAEUBLE Hartmut, « Allemagne-France : convergences et divergences », in *Le couple franco-allemand en Europe*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 1993, p. 133.

l'austérité allemande²⁵. La coopération franco-allemande célébrée par le Geste de Verdun ne serait-elle pas en train de battre de l'aile ?

Les anniversaires offrent l'occasion de faire un retour sur le chemin parcouru. Le tournant de l'année 2012/2013, avec la célébration des cinquante ans du Traité de l'Élysée (22 janvier 1963), a ainsi donné lieu à de multiples célébrations publiques. François Hollande et Angela Merkel, notamment, ont ainsi commémoré chaque étape du chemin parcouru par leurs prédécesseurs Ch. de Gaulle et K. Adenauer²⁶. Or, comme le soulignait alors l'ancien Secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes, Pierre Lellouche, les commémorations sont aussi parfois une sorte de cache-misère :

Il en va pour les hommes comme pour les nations : les dates d'anniversaire sont toujours un moment utile pour s'interroger sur le temps écoulé et réfléchir sur les choix et défis qui nous attendent. Pour le 50e anniversaire du traité de l'Élysée en février 2013, nul doute que les deux gouvernements multiplieront les gestes symboliques sur 'l'indéfectible amitié franco-allemande', née de siècles d'affrontements, de méfiance... et de millions de morts. Nul doute aussi que l'on essaiera des deux côtés, et plus sûrement encore du côté français, de se rassurer : la relation franco-allemande demeure fondamentale pour l'équilibre du continent et elle perdure 'comme avant'.²⁷

Nous pouvons ainsi nous demander s'il ne s'agit pas pour les dirigeants de redonner un peu d'éclat à une coopération franco-allemande que la grande majorité des commentateurs de l'époque décrivent comme en berne.

Le cinquantième anniversaire du Traité de l'Élysée a vu aussi, sans surprise, se multiplier les publications. Nous ne saurions les évoquer ici dans leur exhaustivité. Nombre d'ouvrages ou d'articles commencent certes par rendre hommage au chemin parcouru depuis 1963, à l'image par exemple d'Hans Stark qui n'hésite pas à employer l'expression de « succès miraculeux » :

La relation franco-allemande n'a pas d'équivalent dans le monde. Nulle part ailleurs un tel « binôme » d'États ne dispose de structures bilatérales aussi denses et variées, impliquant à la fois la sphère gouvernementale, la haute administration et la société civile des deux pays. Ce succès est miraculeux, à l'aune de l'histoire qui a opposé Français et Allemands durant les trois siècles qui précèdent la réconciliation. Entamée dès 1950, coulée dans le bronze du traité de l'Élysée qui n'a déployé ses atouts qu'au milieu des années 1970, celle-ci a doté les deux pays d'un faisceau de structures de coopération, censées atteindre une telle intensité que la relation franco-allemande ne devait plus

²⁵ Voir STRAUSS-KAHN Dominique, « To my German friends ; An meine deutschen Freunde ; A mes amis allemands », *Lettre ouverte sur Twitter*, 18 juillet 2015.

Texte disponible sur : https://www.lemonde.fr/economie/article/2015/07/18/a-mes-amis-allemands-le-texte-de-dsk-qui-fustige-les-conditions-de-l-accord-avec-la-grece_4688728_3234.html

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

²⁶ Voir : Auteur non mentionné, « Hollande et Merkel célèbrent à Reims cinquante ans d'amitié franco-allemande », in *Le Monde*, 8 juillet 2012. Auteur non mentionné, „Ludwigsburg feiert De Gaulle -Rede“, in *Die Welt*, 23. September 2012.

²⁷ LELLOUCHE Pierre, « France-Allemagne : le double déni », in *Politique étrangère*, 2012/4 (Hiver), p. 739.

*connaître le moindre déficit de communication, le moindre manque de compréhension, ni donc de marge pour d'éventuelles divergences de fond.*²⁸

Mais comme la formulation d'H. Stark le laisse entendre, le grand projet mis en œuvre par le Traité de l'Élysée n'a peut-être pas tenu toutes ses promesses. Dans le 11^{ème} volume de la collection consacrée par les éditions du Septentrion aux relations franco-allemandes, Hélène Miard-Delacroix invite ainsi à plus de réalisme :

*Au-delà des images choc et des envolées rhétoriques s'adressant à l'imaginaire plus qu'à la raison, c'est un bilan mitigé du bilatéralisme franco-allemand qui s'impose à l'issue de la quarantaine d'années parcourues dans ce livre. Au début du XXI^{ème} siècle, on a assisté à la baisse d'efficacité du moteur après les moments très performants des années 1970 à 1990, et l'on constate dans les deux sociétés un relatif désintérêt pour le voisin.*²⁹

Au moment de célébrer une réconciliation et la naissance d'une coopération qui n'a pas d'équivalent dans l'histoire, il suffit de parcourir les titres des ouvrages et des articles scientifiques pour s'apercevoir que l'heure semble donc plutôt à la relativisation, voire au scepticisme. « *Paris-Berlin : relation solide, rapports asymétriques, politiques antinomiques* »³⁰, « *Déconcertante Angela, imprévisible François ?* »³¹, « *L'émergence du couple franco-allemand : un mariage de raison* »³², « *Que reste-t-il du couple franco-allemand ?* »³³, « *Noces d'or franco-allemandes : le couple est-il fini ?* »³⁴, « *Les relations franco-allemandes : entre passion et crépuscule* »³⁵... L'année du Centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale a ensuite pu apparaître comme une sorte d'année blanche : en début d'année 2018, la Chancelière allemande était ainsi en proie aux difficultés intérieures, confrontée à la difficile négociation de coalition en vue de la formation de son nouveau gouvernement ; à la fin de la même année, c'est le Président français qui a été accaparé par la crise des gilets jaunes³⁶ :

À l'occasion du 55^e anniversaire du traité historique de 1963, l'idée a été reprise par Emmanuel Macron et Angela Merkel 'd'avancer sur un nouveau traité de l'Élysée'. Mais les circonstances immédiates ont retardé les négociations franco-allemandes, A. Merkel

²⁸ STARK Hans, « Paris-Berlin : relation solide, rapports asymétriques, politiques antinomiques », in *Politique étrangère*, 2012/4 (Hiver), p. 769.

²⁹ MIARD-DELACROIX Hélène, « Retour sur le bilatéralisme », in *Le Défi Européen de 1963 à nos jours*, Histoire franco-allemande, volume 11, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaire du Septentrion, 2011, p. 303.

³⁰ STARK Hans, « Paris-Berlin : relation solide, rapports asymétriques, politiques antinomiques », *Op. Cit.*, p. 769-781.

³¹ VAILLANT Jérôme, « Déconcertante Angela ? Imprévisible François ? », in *Allemagne d'aujourd'hui*, 2013/2 (N° 204), p. 3-6.

³² SOUTOU Georges-Henri, « L'émergence du couple franco-allemand : un mariage de raison », *Politique étrangère*, 2012/4 (Hiver), p. 727-738.

³³ CALLA Cécile et DEMESMAY Claire, *Que reste-t-il du couple franco-allemand ?*, Paris, La documentation française, 2013.

³⁴ GUEROT Ulrike, « Noces d'or franco-allemandes : le couple est-il fini ? », *Politique étrangère*, 2012/4 (Hiver), p. 755-768.

³⁵ ASHOLT Wolfgang, « Éditorial. Les relations franco-allemandes : entre passion et crépuscule », in *Allemagne d'aujourd'hui*, 2013/3 (N° 205), p. 3-6.

³⁶ Le mouvement de protestation dit « des gilets jaunes », suscité au départ en France par l'augmentation des taxes sur les carburants, débute officiellement le 17 novembre 2018, avec l'occupation des premiers ronds-points par des manifestants revêtus de gilets de haute visibilité (de couleur jaune fluorescent).

*étant alors encore en train de forger la nouvelle grande coalition qui la réélirait chancelière pour la 4e fois. [...] Au moment où la chancelière retrouve une certaine liberté de manœuvre pour répondre aux attentes européennes du président français, c'est au tour de la France de plonger dans les incertitudes qu'apporte avec lui le mouvement des « gilets jaunes » qui fait perdre à celui-ci la marge de manœuvre que les succès de la première année de sa présidence lui avait donnée.*³⁷

Les commémorations autour de l'Armistice du 11 novembre, avec la présence d'A. Merkel à Rethondes, puis celle d'Emmanuel Macron pour un discours devant le Bundestag réuni à l'occasion du *Volkstrauertag*³⁸ ont donc été les bienvenues. Lorsque la coopération semble fonctionner moins bien, et que le « couple » franco-allemand connaît des difficultés, commémorer permet de se redonner du cœur à l'ouvrage :

*Nous devons aujourd'hui avoir ensemble le courage d'ouvrir une nouvelle étape [...] Était-ce plus facile pour ceux qui nous ont précédés ? Pour Briand et Stresemann, pour Adenauer et de Gaulle, pour Mitterrand et Kohl ? N'ont-ils pas dû surmonter des tabous plus grands, des histoires plus douloureuses, des résistances plus acharnées que nous ? Cette nouvelle responsabilité de l'action qui est la nôtre, nous la devons à l'Europe et nous la devons au monde.*³⁹

La mise en scène de la signature du traité d'Aix-la-Chapelle, en janvier 2019, à l'occasion du cinquante-sixième anniversaire du Traité de l'Elysée, a permis aux dirigeants d'afficher leur volonté de relancer la dynamique d'étroite coopération entre les deux pays. Cette dynamique semble désormais avoir retrouvé de son efficacité lors des crises liées à la pandémie de coronavirus⁴⁰ et à la guerre en Ukraine⁴¹. Les hasards du calendrier ont fait que l'Allemagne et la France se sont quasiment succédé à la présidence du Conseil Européen. A. Merkel, d'abord, a assuré pour l'Allemagne la présidence au deuxième semestre 2020, en pleine crise sanitaire. Suite à l'*Initiative franco-allemande pour la relance européenne face à la crise du coronavirus* (lancée le 18 mai 2020), la Chancelière allemande s'appuie sur les crises déjà surmontées pour réaffirmer son *credo* en la solidarité européenne :

³⁷ STARK Hans, VAILLANT Jérôme, « Éditorial. Des difficultés franco-allemandes », in *Allemagne d'aujourd'hui*, 2018/4 (N° 226), pp. 3 et 5.

³⁸ Journée de deuil national allemand, célébrée chaque année en novembre (avant-dernier dimanche avant le début de l'Avent). La principale célébration a lieu au Bundestag, le Président de la République Fédérale y prononce l'hommage aux morts. Le président Français Emmanuel Macron y a officiellement participé et y a prononcé un discours en 2018, à l'occasion du centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale. Instaurée par la République de Weimar, la journée a été transformée entre 1934 et 1945 en journée de commémoration des héros (« *Heldengedenktag* »). Elle a été rétablie au niveau fédéral en 1952, et adoptée par les nouveaux Länder en 1990. Elle rend désormais aussi hommage aux victimes de la violence et du terrorisme, ainsi qu'aux soldats tombés en opération extérieure.

³⁹ MACRON Emmanuel, *Discours du Président de la République au Bundestag, à Berlin le 18 novembre 2018*. Disponible sur : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2018/11/18/le-president-de-la-republique-a-berlin-pour-la-commemoration-du-18-novembre>
Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁴⁰ La maladie, apparue en Chine à Wuhan à la fin de l'année 2019, touche l'Europe au début de l'année 2020 et se propage ensuite dans le monde entier. Elle est déclarée « pandémie » par l'OMS le 11 mars 2020.

⁴¹ La crise Ukrainienne, qui avait débuté en 2014 avec l'annexion de la Crimée (alors ukrainienne) par la Russie, connaît le 24 février 2022 un tournant décisif, avec la décision de Vladimir Poutine d'envahir l'Ukraine.

*Les tâches qui nous attendent sont immenses [...] mais je suis confiante. Pensez aux épreuves et aux conflits que l'Europe a déjà surmontés. Pensez par exemple à l'échec de la Constitution européenne il y a 15 ans ou aux crises économiques et financières au sujet desquelles nous nous sommes durement affrontés. Ou pensez aux flux de réfugiés il y a cinq ans. Cela n'a jamais été facile. Cela a toujours entraîné des blessures. Mais même les crises les plus amères ont aidé à mieux comprendre les nécessités et les besoins des uns et des autres. C'est ensemble que nous avons appris.*⁴²

E. Macron a ensuite assuré la présidence du Conseil Européen pour la France au premier semestre 2022. L'Europe et le monde doivent alors affronter la guerre en Ukraine. Comme l'a rappelé le Président français devant le Parlement Européen, le retour de la guerre sur le sol européen constitue une grave remise en cause, sans doute encore plus profonde que celle provoquée par les crises précédentes, des fondements de la construction européenne. En effet, préserver la paix sur le continent était la raison même du projet européen bâti sur la réconciliation franco-allemande. Mais E. Macron ne cède pas au pessimisme, et voit lui aussi dans cette remise en cause un défi à relever :

*Mesdames et Messieurs les députés, je suis né en 1977 et ma jeunesse fut celle de l'évidence européenne. Sur les terres ensanglantées du nord de la France sur lesquelles j'ai grandi, l'Europe était la paix, comme une évidence intangible. J'ai vécu, ensuite, comme beaucoup d'entre vous ici, le grand doute européen. Le référendum de 2005, l'accusation technocratique, le risque de dislocation face à la crise des dettes souveraines. Nos générations ont aujourd'hui à refonder notre Europe pour faire face à ses promesses de démocratie, de progrès et de paix. [...] Notre capacité à inventer un rêve possible, à le rendre tangible, à le faire réalité, à le rendre utile à nos concitoyens, est la clé de notre succès. Nous en avons la force, nous en avons les moyens. C'est pour cela que j'ai confiance en nous.*⁴³

Nous retrouvons là des accents qui ne sont pas sans rappeler ceux d'H. Kohl et F. Mitterrand, lors de la grande relance européenne du milieu des années 1980.

⁴² MERKEL Angela, *Rede von Bundeskanzlerin Merkel zur deutschen EU-Ratspräsidentschaft 2020 vor dem Europäischen Parlament am 8. Juli 2020 in Brüssel.*

Disponible sur : <https://www.bundesregierung.de/breg-de/aktuelles/rede-von-bundeskanzlerin-merkel-zur-deutschen-eu-ratspraesidentschaft-2020-vor-dem-europaeischen-parlament-am-8-juli-2020-in-bruessel-1767368>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

„Die Aufgaben vor uns sind gewaltig [...] aber ich bin zuversichtlich. Denken Sie an das, was Europa schon an Prüfungen und Konflikten bestanden hat. Denken Sie etwa an die gescheiterte Verfassung für Europa vor 15 Jahren oder an die Wirtschafts- und Finanzkrisen, über die wir hart gestritten haben. Oder denken Sie an die Flüchtlingsbewegungen vor fünf Jahren. Das war nie leicht. Das hat immer auch zu Verletzungen geführt. Aber auch die bittersten Krisen haben geholfen, die Nöte und Bedürfnisse des jeweils anderen besser zu verstehen. Wir haben miteinander gelernt.“

⁴³ MACRON Emmanuel, *Discours du Président de la République devant le Parlement Européen, 19 janvier 2022.*

Disponible sur : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/01/19/discours-du-president-emmanuel-macron-devant-le-parlement-europeen>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

Précisions méthodologiques

Notre ambition est de contribuer modestement à « dépolvériser » le Geste de Verdun. Il s'agit de sortir la photo quelque peu « jaunie » de l'album de famille et de lui redonner, si possible, un peu d'éclat. Afin de proposer un meilleur éclairage, nous avons l'intention de croiser, autant que nous le pourrons, différents types de source. Puisque l'événement s'est inscrit dans la mémoire commune de la France et de l'Allemagne, nous souhaitons tout d'abord rendre hommage au Geste de Verdun en donnant à notre travail une dimension franco-allemande. Nous croiserons ainsi chaque fois que cela sera possible, les sources en provenance de l'un et l'autre pays. Ces sources seront pour une part médiatiques : articles de presse, émissions de télévisions..., mais elles seront complétées par des sources en provenance des archives officielles : Archives Nationales et Archives diplomatiques pour la France, Bundesarchiv et Politisches Archiv pour la République Fédérale.

Ce travail ne sera pas toutefois celui d'une historienne, mais d'une germaniste civilisationniste. Ce statut, nous en avons bien conscience, est inconfortable : certains pourraient même le qualifier d'hybride : la civilisation n'a-t-elle pas parfois été considérée comme une « sous-discipline » des études germaniques, ni linguistique ni littéraire, sur laquelle se rabattaient ceux qui n'étaient pas vraiment « historiens »⁴⁴? C'est donc en tremblant que nous revendiquons ce choix et cette spécificité. La discipline, depuis, a fort heureusement démontré sa légitimité. Nous nous appuyons ainsi sur le vibrant plaidoyer de Stephan Martens en faveur de la civilisation, qui en définit en même temps les limites inévitables et l'infinie richesse :

*La civilisation, c'est aussi une quête identitaire et une réflexion épistémologique à partir d'un projet pédagogique et de recherche à la fois ambitieux et complexe car par essence inter- et multi-disciplinaire, ce qui lui attire encore souvent le reproche de dilettantisme. Si la civilisation vise, du point de vue du contenu, l'ensemble de la vie historique, intellectuelle, économique, idéologique, politique et administrative d'une société sur un territoire, il est clair qu'elle ne vise pas sur le plan de la recherche une science au sens précis du terme. Comme domaine de recherche, la civilisation n'est homogène ni par ses contenus, ni par ses supports de travail, ni par ses méthodes.*⁴⁵

⁴⁴ Voir : GUERLAIN Pierre, « Malaise Dans La Civilisation ? Les Études Américaines en France. », in *Revue Française d'études Américaines*, N° 83, janvier 2000, p. 30.

« La remise en cause du mot « civilisation » et des pratiques des civilisationnistes semble s'organiser autour de plusieurs axes : épistémologique, car, contrairement à l'histoire, la civilisation ne serait pas une discipline mais un champ d'études ; sémantique, car le choix du mot « civilisation » renverrait à une idéologie impérialiste ; pédagogique, car certains historiens ne comprennent pas que les cours d'histoire soient enseignés par des non-spécialistes dans les UFR d'anglais ; de formation, car ils doutent de la qualité de l'autoformation de certains de leurs collègues ; et enfin intellectuel, car ils privilégient les méthodes et la déontologie du champ historique qu'ils opposent au vide méthodologique de la civilisation ».

Ces considérations concernant les études américaines sont parfaitement transposables aux études germaniques.

⁴⁵ MARTENS Stephan, « La civilisation allemande dans les études germaniques en France : ingénierie et atouts », in *Visions franco-allemandes*, N°8 / juillet 2006, Comité d'Etudes des Relations Franco-Allemandes – IFRI, p.3.

Nous référant à cette « boussole », nous nous appuyerons sur la richesse qu'offrent les différentes disciplines susceptibles de venir baliser notre domaine de recherche.

Nous aurions pu aborder notre sujet sous un angle uniquement sociologique, tant le geste a marqué la mémoire collective. Nous le reconnaissons d'ores et déjà bien volontiers, il y a là tout un domaine de recherche qui viendrait utilement compléter notre travail. Mais nous avons dû nécessairement faire des choix : par goût personnel, et dans la continuité de nos travaux de recherche antérieurs ⁴⁶, nous avons pris le parti de privilégier un axe plus politique. L'histoire aura donc tout naturellement une place privilégiée, tant pour les contenus de la discipline que pour les méthodes utilisées : les relations internationales après 1945, la construction européenne, la réconciliation franco-allemande sont des domaines désormais bien connus des chercheurs. Par contre, l'abondance des publications ne nous permettra évidemment pas l'exhaustivité. Nous avons d'ailleurs envisagé au début de nos recherches une perspective nettement plus diachronique. Mais nous avons dû finalement renoncer face à l'ampleur de la tâche : le champ des commémorations franco-allemandes est si vaste, et le Geste de Verdun en lui-même est si riche. D'autant plus que nous souhaitons mettre en relation l'histoire avec d'autres disciplines. Car le Geste de Verdun n'a pas été qu'un geste historique. Accompli dans le cadre d'une commémoration, il se voulait aussi un geste mémoriel. Et pour aborder ces questions mémorielles, la philosophie sera incontournable, de même que la sociologie et même parfois la psychologie. Ensuite, le Geste de Verdun a été accompli par deux hommes politiques, F. Mitterrand et H. Kohl, dont il est reconnu de manière quasiment unanime qu'ils étaient tous deux des pragmatiques. Il sera donc parfois utile, voire nécessaire, d'avoir recours à des disciplines telles que les sciences politiques ou l'économie. Enfin, le Geste de Verdun a aussi été un geste médiatique : l'analyse d'images, le commentaire d'articles de presse et même de caricatures seront aussi de précieux outils pour mener à bien notre travail. Cet appel aux différentes disciplines ne fait en réalité que correspondre au cadre défini par S. Martens :

La spécificité du civilisationniste est justement sa pluridisciplinarité et sa logique de transversalité, qui, combinées à un rapport particulier à la langue, produisent un regard unique sur l'aire d'étude. Le civilisationniste est un spécialiste d'une aire linguistique et culturelle du point de vue de l'ensemble des sciences sociales (donc dans ses dimensions politique, économique, historique), il est avant tout un généraliste polyvalent capable de mettre en relation des éléments tirés de différentes disciplines. C'est cette diversité des emprunts faits aux sciences humaines et sociales qui contribue à la richesse du domaine de la civilisation aujourd'hui. ⁴⁷

Afin de mieux expliciter nos choix, forcément « hétérogènes » en fonction des problématiques abordées, nous nous proposons de revenir plus précisément sur les aspects méthodologiques en tête de chaque chapitre.

⁴⁶ Notre mémoire de Maîtrise (Master 1) d'études germaniques : « La réforme du système éducatif dans le Land du Brandebourg », sous la direction de Denis Goedel, Université de Strasbourg 2 – Marc Bloch, 1993.

Notre mémoire de DEA (Master 2) d'Histoire et Civilisations de l'Europe : « L'adhésion de l'Autriche à l'Union Européenne », sous la direction de Marie-Thérèse Bitsch, Institut des Hautes Etudes Européennes de Strasbourg / Université de Strasbourg 3 – Robert Schuman, 1995.

⁴⁷ MARTENS Stephan, « La civilisation allemande dans les études germaniques en France : ingénierie et atouts », *Op. Cit.*, p. 4.

Enfin, nous n'oublions pas non plus l'atout que possèdent les germanistes. Comme le rappelle S. Martens :

*De plus, le civilisationniste a l'avantage, par principe, de la connaissance de la langue, du discours originel non déformé par la traduction [...] une conscience aigüe de l'importance des questions de terminologie et des problèmes liés à la traduction.*⁴⁸

Francophone de naissance, mais également germanophone « par adoption », nous utiliserons les documents allemands dans leur langue originale, tout en assurant nous-même une proposition de traduction. Le lecteur pourra donc, à sa guise, se référer à l'une ou l'autre version, voire les comparer, entrant ainsi à son tour dans une démarche qui se veut être une démarche de dialogue entre nos deux pays.

Questionnements, hypothèses et plan de travail

A l'origine, F. Mitterrand et H. Kohl devaient se retrouver pour un après-midi de commémorations, que beaucoup en 1984 considéraient comme banales, voire surannées. Et pourtant, près de quarante années plus tard, le geste qu'ils ont accompli continue de faire l'objet de commémorations. Le Geste de Verdun est devenu un véritable lieu de mémoire, le geste « mémoriel » étant devenu pour ainsi dire un geste « mémorial ». Mais pour quelles raisons ? A quoi bon commémorer une commémoration ? Quelles sont les raisons qui expliquent non seulement que le geste a frappé les imaginations, mais aussi qu'il est resté dans la mémoire collective ? Nous pouvons ici d'ores et déjà formuler deux hypothèses liminaires. Soit l'importance du Geste a été réelle, et elle a véritablement transformé les relations franco-allemandes. Soit cette importance a été reconstruite après coup, comme pour se consoler d'une coopération perçue comme étant aujourd'hui plus difficile, dans une sorte de « nostalgie » d'une époque perçue comme « l'âge d'or » des relations franco-allemandes.

« Eminemment symbolique », « difficilement égalable », « point culminant », « geste historique », « modèle du genre », « illustration exemplaire », : les hyperboles en effet ne manquent pas. Le Geste de Verdun a souvent été présenté comme *le* geste de la réconciliation définitive entre la France et l'Allemagne. La poignée de mains échangée entre F. Mitterrand et H. Kohl aurait symboliquement mis un terme à la rivalité multiséculaire qui a opposé les deux pays voisins. Comment expliquer l'importance prise par ce simple geste ? Là encore, deux hypothèses se dessinent. La symbolique du lieu, particulièrement poignante, a évidemment pu jouer un rôle. Il ne faut pas négliger non plus le caractère résolument franco-allemand des cérémonies, inédit à un si haut niveau. Mais cela suffit-il à expliquer le phénomène ?

En 1984, plus de vingt ans après la signature du Traité de l'Elysée, la réconciliation franco-allemande n'était-elle pas considérée comme acquise ? Pourquoi les dirigeants des deux pays ont-ils éprouvé le besoin non seulement de monter une nouvelle cérémonie, en dehors de toute logique de calendrier, mais encore de poser un nouveau geste devant l'opinion publique ? Là encore, plusieurs questionnements et plusieurs hypothèses s'ouvrent à nous. Le Geste de Verdun est d'abord un geste mémoriel : il s'agirait donc de franchir une étape dans la réconciliation des mémoires, encore blessées par les conflits qui ont opposé les deux pays. Mais

⁴⁸ *Ibid.*

c'est aussi un geste accompli dans un contexte international précis : l'intention serait donc alors d'envoyer un « message », politique cette fois, à l'intention du reste du monde. Comment ces deux aspects peuvent-ils se conjuguer ?

En effet, le Geste de Verdun est aussi un « événement », qui s'est produit à une date bien précise, le 22 septembre 1984, dans un contexte bien précis que nous ne pouvons ignorer. Cela nous amène à envisager ici aussi plusieurs hypothèses. Le geste de Verdun pourrait d'abord obéir à une volonté de « réparer » l'absence du Chancelier allemand aux cérémonies du quarantième anniversaire du Débarquement allié en Normandie. Mais il pourrait aussi répondre à la nécessité de démontrer la parfaite solidarité franco-allemande face aux partenaires européens, notamment face aux Britanniques. En pleine crise des euromissiles, sur fond de Guerre froide finissante, il pourrait enfin s'agir de réaffirmer la parfaite cohésion de l'Europe occidentale, face à l'Union Soviétique et au bloc de l'Est déjà en train de se fissurer. Le Geste de Verdun ne serait-il alors avant tout qu'un geste politique ?

Mais si cet événement est resté dans les mémoires, c'est que son actualité dépasse en réalité celle de la simple année 1984. Il a pris place dans une histoire longue, celle des relations franco-allemandes. D'autres gestes l'ont précédé, d'autres ont suivi. Le Geste de Verdun ne peut donc pas être considéré comme le point d'orgue qui mettrait un terme à la partition de la réconciliation jouée par les deux pays depuis 1945. Notre dernière hypothèse est bien que la partition, aujourd'hui encore, continue de s'écrire. La réconciliation, l'amitié ne sont jamais acquises une fois pour toutes, mais toujours à construire. Une relation n'est jamais statique : elle a besoin d'une dynamique pour rester vivante. Mais en quoi le Geste de Verdun, cette vieille photo jaunie tirée de l'album de famille, est-il aujourd'hui encore susceptible d'entretenir cette dynamique ?

Puisque le Geste de Verdun est à l'origine un geste mémoriel, et un geste mémoriel résolument franco-allemand, il nous a paru important de consacrer un premier chapitre à la mémoire franco-allemande, afin de donner à notre réflexion sur le Geste de Verdun une base théorique. C'est indéniable : dans la longue histoire de leur voisinage géographique, la France et l'Allemagne ont vécu des événements communs. Mais existe-t-il véritablement entre les deux pays une mémoire commune de ces événements ? Faire mémoire ensemble est loin d'être une évidence. Depuis les premiers travaux de Maurice Halbwachs, la réflexion sur la mémoire collective s'est désormais considérablement étoffée. Elle a permis de faire ce constat : sous l'impulsion notamment des travaux de Pierre Nora, avec l'émergence de la notion de lieux de mémoire, la mémoire collective s'affranchit de plus en plus de ses cadres strictement nationaux. Les équipes transnationales de chercheurs se multiplient, le regard se transforme et devient moins monolithique, chacun essaie d'entrer dans une meilleure compréhension de l'autre. Mais la mémoire collective se fracture aussi, ce qui sembler *a priori* constituer une difficulté : comment amener à une mémoire commune tant de groupes qui revendiquent chacun leur identité particulière et leur propre mémoire ? Paradoxalement en effet, la diversification de la mémoire collective n'a pas entraîné la fin des commémorations de type « identitaire », mais au contraire leur multiplication. Cette difficulté peut toutefois aussi cacher une grande chance : une mémoire « commune » désormais ne peut plus nier les différences, mais se doit de les prendre en compte. C'est-à-dire qu'elle nécessite une véritable connaissance de l'autre, qui

dépasse les clichés et refuse les amalgames. Mais cette espérance n'est-elle pas utopique ? Une mémoire commune franco-allemande, voire même européenne est-elle possible ?

Une commémoration franco-allemande : c'est en tout cas le défi que se sont lancés les organisateurs des cérémonies jalonnant la Rencontre de Verdun du 22 septembre 1984. Dans un deuxième chapitre, nous reviendrons donc sur les cérémonies en elles-mêmes. Quelle en a été la genèse ? Comment le projet s'est-il organisé ? A quelles difficultés les organisateurs se sont-ils trouvés confrontés ? Comment les cérémonies se sont-elles déroulées ? Et enfin, comment expliquer qu'ait surgi dans un cadre protocolaire si contraint un geste aussi inattendu ?

Un tel geste a inévitablement provoqué des réactions dans les médias des deux pays. Dans un troisième chapitre, nous tenterons d'analyser ces réactions. Le geste accompli par F. Mitterrand et H. Kohl a-t-il été spontanément bien accueilli ? Les réactions ont-elles été les mêmes en France et en Allemagne, et pour quelles raisons ? Comment les journalistes de deux pays ont-ils finalement analysé l'image offerte au monde entier par les deux Chefs d'Etat et de Gouvernement ?

Toutes les réactions suscitées par le Geste de Verdun tendent à suggérer que celui-ci ne s'est pas borné à être un simple geste mémoriel, mais qu'il a aussi été un geste médiatique, qui a pris une dimension politique. Quel était donc le message que les deux dirigeants ont souhaité adresser au monde à travers leur geste ? Dans un quatrième chapitre, nous tenterons d'éclairer les intentions des dirigeants à l'aide du contexte international. La France et l'Allemagne, en 1984, doivent faire face aux tensions suscitées par la Guerre froide finissante. Elles doivent ensuite tenter de mettre fin au blocage de l'intégration européenne (notamment par les Britanniques sur les questions budgétaires). Elles doivent enfin réaffirmer une solidarité toujours remise en cause, notamment après les polémiques qui ont resurgi face aux difficultés à commémorer ensemble le Débarquement en Normandie, l'événement qui a tout de même précipité la défaite du Nazisme et permis le retour de la paix en Europe. Quel est le lien entre tous les éléments que nous venons de mentionner et le Geste de Verdun ?

Pour dépasser la perspective plutôt synchronique de notre étude, nous avons enfin souhaité consacrer un dernier chapitre à la postérité du Geste de Verdun. Il était évidemment impossible d'aborder tous les aspects de l'héritage laissé par le geste accompli par F. Mitterrand et H. Kohl. Notre travail avait été inauguré par la visite de l'exposition « Le Geste de Verdun ». C'est donc tout naturellement sur le dessin de presse que nous avons focalisé nos dernières réflexions. Cet axe de recherches nous a de surcroît paru particulièrement significatif. La richesse du corpus, qui s'étend quasiment sur un siècle, et regroupe plus d'une centaine de dessins, nous a en effet permis d'ouvrir largement la perspective. Quel regard les caricaturistes ont-ils porté sur le Geste de Verdun ? Qu'en ont-ils retenu ? Ce regard est-il plutôt sarcastique ou au contraire plutôt nostalgique ? Enfin, comment le dessin de presse a-t-il aussi contribué, pour sa part, à l'entrée du Geste de Verdun dans la mémoire collective ?

A l'issue de ce travail nous tenterons d'esquisser une réponse à la question qui nous taraude depuis le début de nos recherches : le Geste de Verdun mérite-t-il le statut de lieu de mémoire que le « grand récit » la réconciliation franco-allemande lui a attribué ? Il nous semble que ce statut fait l'objet d'un consensus, qui n'a jamais été véritablement interrogé jusqu'à présent. Le Geste de Verdun a-t-il encore un sens aujourd'hui, une place en dehors des manuels d'histoire franco-allemands ? Enfin - question ô combien d'actualité au moment où nous

écrivons - en quoi peut-il encore éclairer le chemin sur lequel la France et l'Allemagne se sont résolument engagées après 1945, celui de la réconciliation et de l'intégration européenne au service de la paix sur le continent ?

CHAPITRE I

FAIRE MEMOIRE ENSEMBLE – COMMÉMORER DEFINITION ET ENJEUX

« *Que serions-nous sans commémorations ?* » ... Derrière cette interrogation, de l'aveu même des auteurs en forme de boutade, Bernard Cottret et Lauric Henneton pointent une réalité désormais bien connue des sciences humaines : l'inflation, depuis maintenant près de cinquante ans, du phénomène commémoratif dans notre société contemporaine⁴⁹. Ce « memory boom »⁵⁰ est-il un phénomène purement national, ou bien prend-il des dimensions européennes, voire mondiales ? Quelles en sont les principales caractéristiques ? S'agit-il d'un phénomène homogène ou au contraire d'un phénomène d'une incroyable complexité ? Quelles en sont les causes, les enjeux, les possibles conséquences ? Les questions mémorielles ont pour ainsi dire envahi le domaine de la recherche : les publications sont innombrables, dans des disciplines aussi variées que complémentaires : histoire, sociologie, psychologie, philosophie... pour ne citer que les principales.

« Faire mémoire ensemble » ... c'est désormais devenu, semble-t-il, un impératif. Crises financières et économiques, attentats, vagues migratoires sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale... En cette période de remise en question dans nos pays respectifs, en Europe, dans le monde, le politique est à la recherche de tout ce qui peut rassembler. Au plan national bien-sûr, mais aussi au plan international. La question de l'identité, et celle corollaire d'une mémoire commune, s'étaient déjà posées au XIX^e siècle suite aux bouleversements introduits par la Révolution française. Ce questionnement avait alors abouti à l'élaboration des grands mythes nationaux⁵¹. A l'aube du XXI^e siècle, ces questions se posent de nouveau de manière cruciale : dans une Europe qui peine à se construire, dans un monde de plus en plus globalisé, quel est l'héritage commun ?

La commémoration du Centenaire de la Première Guerre mondiale est une formidable occasion de s'interroger sur la possibilité d'une mémoire transnationale, voire européenne, du conflit qui a été parfois qualifié non plus de guerre entre nations, mais de « guerre civile européenne »⁵². Ce n'est pas si simple : dès la commémoration de l'élément déclencheur,

⁴⁹ COTTRET Bernard et HENNETON Lauric, « La commémoration, entre mémoire prescrite et mémoire proscrite », in COTTRET Bernard et HENNETON Lauric (dir.), *Du bon usage des commémorations. Histoire, mémoire et identité, xv^e-xx^e siècle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. 12.

⁵⁰ Voir : WINTER Jay, « Souvenir de la Grande Guerre dans l'histoire culturelle britannique depuis les années Soixante », in *Sociétés & Représentations*, 2006/2 (n° 22), p. 17.

⁵¹ Voir : THIESSE Anne-Marie, « La fabrication culturelle des nations européennes », in JOURNET Nicolas (éd.), *La Culture. De l'Universel au Particulier*, Auxerre, Éditions Sciences Humaines « Synthèse », 2002, pp. 224-226.

⁵² L'expression a été employée par Ernst Nolte et Enzo Traverso. Notons toutefois qu'il s'agit d'une reconstitution *a posteriori* qui relève pour pour bien des historiens d'un « anachronisme ».

Voir : NOLTE Ernst, *Der europäische Bürgerkrieg 1917–1945. Nationalsozialismus und Bolschewismus*, Propyläen Verlag, 1987. (Ouvrage qui a fait polémique et alimenté la querelle des historiens en Allemagne dans le milieu des années 1980). TRAVERSO Enzo, *A feu et à sang. De la guerre civile européenne 1914-1945*, Paris, Stock, 2007. Voir aussi : PROST Antoine, « Commémorer sans travestir. La guerre de 1914-1918 comme grand événement », in *Le Débat*, 2013/4 (n° 176), p. 137-144. BECKER Jean-Jacques / KRUMEICH Gerd, « En guise de conclusion », in

l'assassinat de l'Archiduc d'Autriche François-Ferdinand par l'étudiant serbe de Bosnie Gavrilo Princip, la polémique a surgi ⁵³. La mémoire européenne est une mémoire meurtrie par deux conflits mondiaux, ayant fait, à une génération à peine d'écart, des millions de victimes, le second surpassant encore - si l'on peut dire - le premier. Alors qu'en est-il pour la France et l'Allemagne, ces deux pays qui ont été au cœur de ces affrontements, puis de la réconciliation ? Est-il vraiment possible pour deux nations qui se sont entre-déchirées, comme la France et l'Allemagne, d'aller plus loin que le « cessez-le-feu » et de véritablement faire mémoire ensemble ?

A la lumière d'une sélection parmi les très nombreux travaux concernant les relations franco-allemandes, ce chapitre introductif rappellera dans un premier temps les grandes étapes de ce passage du conflit à la réconciliation. Il en évoquera les enjeux, de la guerre de 1870 à la signature du Traité de l'Elysée, le 22 janvier 1963. Le Traité de l'Elysée constitue en effet une étape importante de ce processus de réconciliation, il en est devenu en quelque sorte le « mythe fondateur » ⁵⁴. Mais les travaux récents publiés à l'occasion du cinquantième montrent qu'en 1963, le processus était loin d'avoir totalement abouti ⁵⁵. « Commémorer ensemble » était alors loin d'être une évidence, et le cinquantième de la bataille de Verdun en 1966 est demeuré une cérémonie franco-française ; il a fallu attendre 1984 pour que soit organisée la commémoration commune qui fera l'objet de notre étude. Le deuxième temps de ce chapitre introductif interrogera donc, en s'appuyant sur les travaux de sociologues et d'historiens des deux pays, la notion complexe de mémoire collective qui est au cœur de notre sujet. A l'aide des points de repère ainsi dégagés, et en nous appuyant sur le regard d'historiens engagés tant dans le national que dans le transnational, nous aborderons enfin, dans un troisième temps les conditions de possibilité d'une « mémoire commune » qui serviront de cadre à notre réflexion.

Précisions méthodologiques

Ce chapitre se veut encore un chapitre préliminaire. Dans ce premier temps, il s'agit pour nous de ne pas aborder notre sujet, le Geste de Verdun, sans avoir au préalable posé le cadre théorique qui permettra d'étayer notre réflexion. Avant d'étudier dans les chapitres suivants les différentes sources « primaires » (archives, discours...) dont nous avons pu disposer, nous avons ainsi souhaité débiter notre réflexion par un premier tour d'horizon des travaux déjà réalisés. Ceux-ci ont en effet permis de faire jaillir les questionnements qui ont par la suite guidé notre travail.

Le Geste de Verdun s'inscrit dans l'histoire des relations franco-allemandes. Il nous a paru important de faire appel aux spécialistes du sujet, essentiellement des historiens, afin de

BECKER Jean-Jacques, KRUMEICH Gerd (Dir.), *La Grande Guerre. Une histoire franco-allemande*, Paris, Tallandier « Texto », 2012, p. 307-308.

⁵³ Voir : BUISSON Jean-Christophe, « Quand un coup de feu accouche de l'histoire », in *Le Figaro*, 27 juin 2014. Ou encore : DERENS Jean-Arnault, « 1914 : la faute aux Balkans », in *Le Monde Diplomatique*, juin 2014, p.10.

⁵⁴ Voir notamment : GROSSER Alfred, « Le Traité de l'Elysée est-il un mythe fondateur ? » in MARCOWITZ Reiner et MIARD-DELACROIX Hélène (Dir.), *50 ans de relations franco-allemandes*, Paris, Nouveau Monde Editions, 2012, pp. 31-42.

⁵⁵ Voir notamment : DEFRANCE Corine / PFEIL Ulrich, *La France, l'Allemagne et le traité de l'Elysée*, Paris, CNRS Editions, 2012, ou MARCOWITZ Reiner et MIARD-DELACROIX Hélène (Dir.), *50 ans ..., Op. cit.*

replacer l'événement dans une histoire plus longue : les cent-cinquante ans qui depuis la guerre de 1870 ont conduit les deux pays de l'inimitié héréditaire à la réconciliation. Pour entrer dans la perspective franco-allemande qui est la nôtre, nous avons ainsi sollicité des chercheurs des deux pays, qui d'ailleurs souvent ont eux-mêmes adopté cette perspective en travaillant ensemble, comme Etienne François et Hagen Schulze, Antoine Prost et Gert Krumeich, Corinne Defrance et Ulrich Pfeil, Hélène-Miard-Delacroix et Reiner Marcowitz.

Mais le Geste de Verdun n'est pas qu'un geste historique. A l'origine, il avait été conçu comme un geste commémoratif :

*À Verdun, ce 22 septembre 1984, le Président de la République Française et le Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne sont venus se recueillir sur les tombes des fils de l'Allemagne et de la France tombés pour leur pays.*⁵⁶

Il nous a donc paru essentiel de faire appel également aux spécialistes des questions mémorielles : historiens (Reinhart Koselleck, Henry Rousso), mais aussi sociologues (Maurice Halbwachs, Aleida Assmann), philosophes (Paul Ricoeur), psychologues (Boris Cyrulnik), historiens des idées (Tzvetan Todorov) qui ont travaillé sur les problématiques liées à la mémoire. Qu'est-ce que commémorer ? Comment se forge la mémoire collective ? Quelles sont ses caractéristiques, mais aussi ses limites ? Quels sont les chemins possibles d'une mémoire commune franco-allemande ?

Dans un troisième temps nous avons donc de nouveau fait appel aux historiens pour nous interroger sur la possibilité d'une mémoire transnationale. La France et l'Allemagne peuvent-elles espérer transcender la mémoire traumatique des deux conflits mondiaux, et sortir du scénario à répétition qui conduit le conflit à se reproduire inéluctablement ? Plutôt que de nous lancer dans des considérations purement théoriques, nous avons choisi de nous appuyer sur plusieurs exemples concrets de travaux ayant résolument choisi d'aborder la mémoire des deux guerres mondiales sous cet angle. Deux ouvrages majeurs nous ont guidé dans notre réflexion : celui d'Antoine Prost et Gert Krumeich qui consacre une partie entière à la difficile mémoire commune de la Bataille de Verdun, et celui d'Hélène Miard-Delacroix dont un chapitre retrace l'évolution mémorielle des deux pays depuis 1945, dans leurs points communs et leurs divergences. Grâce notamment aux travaux d'Etienne François et de Thomas Serrier, et de ceux d'Henry Rousso, nous avons finalement été conduite à élargir notre questionnement au-delà du simple binôme franco-allemand et à nous interroger sur la possibilité d'une mémoire non-seulement franco-allemande, mais aussi européenne.

Nous n'avons pas ici la prétention d'être exhaustive, tant le sujet abordé est vaste. Nous serons ainsi amenée à élargir ce premier cadre théorique tout au long des chapitres suivants. Nous ne prétendons pas non-plus faire œuvre d'historienne, mais bien de germaniste civilisationniste. L'objectif est de tirer de la riche réflexion déjà existante la « substantifique moëlle » permettant d'éclairer ce qui fait le cœur proprement dit de notre sujet ; le Geste de Verdun.

⁵⁶ Communiqué de presse conjoint franco-allemand publié le 22 septembre 1984 à l'issue des cérémonies. Disponible sur : <https://www.mitterrand.org/verdun-le-geste-mitterrand-kohl.html>
Consulté le 1^{er} octobre 2022.

I. Du conflit à la réconciliation

Le Geste de Verdun est désormais devenu un « incontournable » de l'histoire des relations franco-allemandes : il est devenu le symbole de ce chemin de réconciliation inédit parcouru par les deux pays, passés en 150 ans de la « haine héréditaire » à l'« amitié indéfectible »⁵⁷. Nous empruntons à dessein ces deux termes à l'article de Claire Astangul consacré à l'iconographie populaire, pour souligner que l'un comme l'autre ne sont pas des réalités objectives, mais des notions fabriquées, au service du « grand récit »⁵⁸ de la réconciliation franco-allemande qui s'est construit depuis près de quatre-vingts ans. C'est précisément ce grand récit que nous avons voulu interroger dans un premier temps. Pour ce faire, nous avons sollicité les historiens spécialistes de ce sujet, des historiens aussi bien français qu'allemands. La première notion que nous avons souhaité interroger est celle de « haine héréditaire ». Dans leur ouvrage présentant les lieux de mémoire allemands, Etienne François et Hagen Schulze ont précisément consacré un chapitre à ce sujet⁵⁹. Certains lieux, comme la Galerie des Glaces du château de Versailles, la clairière de Rhetondes... ont ainsi cristallisé les revanches successives que l'un ou l'autre pays prenait sur l'autre au cours des trois guerres qui les ont opposés entre 1870 et 1945. Mais comme le précise Hélène Miard-Delacroix, cette cristallisation ne doit pas empêcher un regard plus nuancé sur la période :

*Je pense cependant que cette histoire franco-allemande, qui repose en partie sur des récits, comme celui du mythe de la haine héréditaire, présente en réalité bien plus de nuances. L'histoire ne se limite pas à la seule rivalité, même si cette dernière a fait partie intégrante de la construction de l'identité de chacun.*⁶⁰

Nous avons également souhaité questionner la notion « d'amitié » qui s'est développée, notamment depuis le Traité de l'Elysée (officiellement appelé « Traité d'amitié franco-allemand »). Le cinquantième anniversaire de ce traité a donné lieu à de nombreux travaux qui serviront de cadre à notre réflexion (notamment ceux Corinne Defrance et Ulrich Pfeil⁶¹, et ceux de Rainer Marcowitz et Hélène Miard-Delacroix⁶²). La réconciliation allemande est-elle

⁵⁷ ASTANGUL Claire, « De la haine héréditaire à l'amitié indéfectible », in *Revue historique des armées*, 256 | 2009, pp. 3-13.

⁵⁸ Voir Valérie ROSOUX, *Supra*, note 6.

⁵⁹ SCHULZE Hagen, « Erbfeind » in FRANCOIS Etienne / SCHULZE Hagen, *Deutsche Erinnerungsorte (Band 1)*, München, C. H. Beck, 2002, pp. 385-470.

⁶⁰ MIARD-DELACROIX Hélène / WIRSCHING Andreas, *Von Erbfeinden zu guten Nachbarn – Ein deutsch-französischer Dialog, Op. Cit.*, p. 12.

„Ich glaube aber, dass diese deutsch-französische Geschichte, die zum Teil auf Erzählungen wie dem Mythos von Erbfeindschaft beruht, in Wahrheit viel mehr Schattierungen hat. Es hat in der Geschichte nicht nur eine Gegnerschaft gegeben, auch wenn die Gegnerschaft ein integraler Bestandteil der eigenen Identitätskonstruktion gewesen ist.“

⁶¹ DEFANCE Corine / PFEIL Ulrich, *Entre guerre froide et intégration européenne ; Reconstruction et rapprochement*, (Histoire franco-allemande en 11 volumes), Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2012.

DEFANCE Corine / PFEIL Ulrich, *La France, l'Allemagne et le traité de l'Elysée, Op. Cit.*

⁶² MARCOWITZ Reiner et MIARD-DELACROIX Hélène (Dir.), *50 ans de relations franco-allemandes, Op. Cit.*

depuis 1963 un « fait accompli », gravé dans le marbre, à l'abri de toute remise en cause ? Dans ce cas-là, quelle pouvait être l'utilité d'ajouter un nouveau geste à Verdun en 1984 ? Quel peut être de sens de cette commémoration commune ?

1. Un conflit héréditaire ?

Tout d'abord, il faut noter que la France et l'Allemagne ont une longue histoire commune qui ne saurait se résumer à la dramatique première moitié du XX^{ème} siècle. La collection « Histoire franco-allemande », projet des Presses Universitaires du Septentrion dont la parution a débuté en 2011, fait le choix de faire débiter cette histoire commune avec le sacre de Charlemagne, le jour de Noël de l'an 800. Ce choix, d'abord bien sûr fondé scientifiquement, est également fortement symbolique. C'est pourquoi, sans pour autant parcourir ces 1200 années, ce qui déborderait de loin le cadre de cette étude, nous souhaitons néanmoins, en exergue, nous arrêter quelques instants sur cette figure de Charlemagne. C'est tout d'abord une figure de « père fondateur », dont les deux nations n'ont pas fini de revendiquer l'héritage, comme nous l'ont montré les commémorations des 1200 ans de sa mort en 2014⁶³. L'empire de Charlemagne, s'étendait sur un territoire qui correspond approximativement à celui de la France et de l'Allemagne d'aujourd'hui. Cette unité politique, même partielle, est devenue pour tous les partisans du rapprochement franco-allemand un mythe. Comment cette unité furtive (800-843) a-t-elle été possible ? Probablement parce que l'Empire de Charlemagne a précédé l'existence de la France et de l'Allemagne en tant que nations. Et c'est là que se trouve le paradoxe : la naissance de ce qui deviendra d'un côté la France, et de l'autre l'Allemagne, n'a été possible que par la dislocation de cette unité par le Traité de Verdun. Certes, « *Ni la France, ni l'Allemagne ne naquirent en 843, mais les deux royaumes de Francie occidentale et orientale sont à l'origine de l'histoire française et de l'histoire allemande* »⁶⁴. Cela nous conduit à nous interroger : la France et l'Allemagne ne peuvent-elles exister en tant que nations que dans la division, l'opposition, le conflit ? N'y aurait-il pas là une sorte de « péché originel » qui rendrait toute réconciliation illusoire ? Côté français, un certain « germano-scepticisme » va même jusqu'à affirmer que la lutte sans merci n'aurait fait que se poursuivre sur le terrain économique :

*Depuis bien longtemps, en fait depuis De Gaulle et Adenauer, nous ne nous embrassons plus que dans les cimetières. Sur les vrais champs de bataille de ce nouveau siècle, c'est-à-dire sur le marché mondial et dans les places boursières, ils nous taillent sans pitié des croupières, tout en nous méprisant, nous qualifiant de « pays club Med' » et ironisant à gorge déployée sur le modèle français.*⁶⁵

⁶³ Voir GROË Rolf, « Est-il français ou allemand ? », *L'Histoire*, 2014/12 (n° 406), p. 64.

⁶⁴ GROË Rolf, *Du royaume franc aux origines de la France et de l'Allemagne*, (Histoire franco-allemande en 11 volumes / volume 1), Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2014, p.46.

⁶⁵ Voir l'article polémique de DESJARDIN Thierry, *Non, l'amitié franco-allemande n'existe pas plus que l'Europe*, publié sur son blog le 03 août 2014.

Disponible sur : <http://www.thierry-desjardins.fr/2014/08/non-lamitie-franco-allemande-nexiste-pas-plus-que-leurope>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

2. Se construire aux dépens de l'autre ?

Certes, la France et l'Allemagne ont une histoire commune largement traversée par les conflits, et les conflits armés. Le XIX^{ème} siècle, fondateur dans le processus d'unification politique de l'Allemagne, a été profondément marqué par l'occupation napoléonienne d'une partie du territoire « allemand », et par les guerres de libération qui ont suivi. C'est de l'affrontement avec la France qu'est né le sentiment national allemand. Ce sentiment s'est ensuite développé tout au long du XIX^{ème} siècle, prenant des tonalités des plus légitimes aux plus nationalistes. C'est en Allemagne, notamment sous l'influence de l'écrivain et historien Ernst Moritz Arndt que s'est développée la notion d'ennemi héréditaire :

*La patrie d'un Allemand, c'est là où la rage détruit la vermine latine, où tout Français s'appelle ennemi, où tout Allemand s'appelle ami.*⁶⁶

Bien-sûr, ce sentiment national allemand n'est pas dénué d'une certaine admiration pour la France ; mais c'est tout de même la méfiance qui domine.

C'est en tout cas dans l'affrontement avec la France que l'Allemagne réalise son unité politique en 1871. La proclamation du Reich a lieu, certes de manière improvisée compte tenu des circonstances⁶⁷, mais ô combien symbolique, dans la Galerie des Glaces du château de Versailles :

*Les images furent plus efficaces que les articles de journaux, précisément celle de ce peintre, dont le tableau de la proclamation de l'Empire a façonné de manière particulière l'imagination des Allemands, depuis l'époque de Bismarck et probablement jusqu'à aujourd'hui : Anton von Werner. La première version de son tableau, la plus connue, imprimée à des millions d'exemplaires et présente dans tous les manuels scolaires allemands, reproduit l'ensemble des détails de la fresque du plafond, pour souligner que l'acclamation des Princes et des officiers n'allait pas seulement au Roi de Prusse, mais aussi à la victoire sur l'ennemi héréditaire français.*⁶⁸

Presque un demi-siècle plus tard, la Galerie des Glaces, devenue « lieu de mémoire », sera tout naturellement le cadre de la « revanche » lors de la signature en 1919 du Traité de Paix avec l'Allemagne. Cela explique la manière dont sera reçu en Allemagne ce Traité de Paix, qui visait

⁶⁶ ARNDT Ernst Moritz, *Was ist Deutsches Vaterland?*, 1813, cité par SCHULZE Hagen, « Erbfeind » in FRANCOIS Etienne / SCHULZE Hagen, *Deutsche Erinnerungsorte (Band 1)*, Op. Cit., p. 389.

„Da ist des Deutschen Vaterland / Wo Zorn vertilgt den welschen Tand,
Wo jeder Frantzmännchen heißet Feind, / Und jeder Deutscher heisset Freund“.

⁶⁷ Hagen Schulze rappelle toutefois que Versailles a été choisi plus pour des raisons pratiques que mémorielles : le quartier général allemand était alors établi à Versailles, et le futur empereur Guillaume Ier ainsi que Bismarck s'y trouvaient.

⁶⁸ SCHULZE Hagen, « Versailles », in FRANCOIS Etienne / SCHULZE Hagen, *Deutsche Erinnerungsorte (Band 1)*, Op. Cit., pp. 412-413.

„Wirkungsvoller als die Zeitungsartikel waren aber die Bilder, namentlich jenes Malers, dessen Gemälde von der Kaiserproklamation die Imagination der Deutschen vom Bismarckstaat wahrscheinlich bis heute in erster Linie bestimmt: Anton von Werner. Die bekannteste erste Fassung seines Gemäldes, millionenfach reproduziert und in jedem deutschen Schulbuch abgedruckt, gibt sämtliche Details der Deckenbemalung wieder, um hervorzuheben, dass der Jubel der Fürsten und Offiziere nicht nur dem König vom Preußen, sondern auch der Überwindung des französischen Erbfeindes galt“.

au moins tout autant à entériner la défaite de l'Allemagne qu'à construire la paix... La défaite française de 1870 signifie pour la France, outre l'humiliation de l'occupation, le traumatisme d'une amputation de son territoire, la perte de l'Alsace et de la Moselle. C'est sur ce terrain que s'est construite la Troisième République. Entre 1871 et 1918, ce sont pratiquement deux générations entières qui ont grandi dans la nostalgie des provinces perdues. Certes, il n'est pas question dans le débat public de revanche militaire proprement dite. Mais il suffit d'évoquer la célèbre formule de Léon Gambetta « *Y penser toujours, n'en parler jamais !* » ou la non moins célèbre statue de Paul Dubois « le Souvenir », installée en 1910 sur la place Maginot de Nancy, pour avoir une idée du poids de cette perte dans la mémoire française. Les représentations de la France proposées aux Français à cette époque en sont également témoins. Sur les cartes de France, dans les écoles, les provinces perdues sont représentées soit dans les couleurs du deuil (noir, violet), soit en couleurs « normales », comme les autres provinces de France, alors que les pays frontaliers sont eux en blanc, ce qui constitue un déni complet du Traité de Francfort :

*La revanche est, en 1881, plus que jamais au programme des journaux patriotes et, plus discrètement, des manuels scolaires. En réalité, cela ne fait pas d'elle un projet sérieux et crédible pour la population. Personne n'est dupe : la revanche permet au pays de se reconstruire après la défaite. Elle est un mythe fondateur. La présence de ce coin noir sur la carte de France est avant tout un appel, réaliste et conscient, à la vigilance. C'est une politique de prudence envers l'Allemagne dont on craint une nouvelle invasion.*⁶⁹

La « revanche » finit pourtant par arriver en 1914, embarquant les deux pays dans un conflit aux dimensions sans précédents. Cette fois-ci, c'est l'Allemagne qui concède la défaite le 11 novembre 1918. La défaite.... ou le « match nul » ? Contrairement à ce qu'il s'est passé pour la France en 1870, l'Allemagne n'a vu pénétrer sur son territoire aucun soldat ennemi, les batailles se sont uniquement déroulées sur sol français. Il n'y a pas eu d'occupation française par les armes... mais seulement par les clauses du traité de Versailles. Cette situation paradoxale a permis que se développe rapidement le mythe d'une armée allemande invaincue ; mythe, parce que les historiens s'accordent pour affirmer qu'en novembre 1918, l'Allemagne était de toute façon à bout de souffle et n'aurait pas résisté plus longtemps. Si l'armée n'a pas été vaincue, comment expliquer la défaite autrement que par une trahison, un « coup de poignard dans le dos » venu de l'arrière, des civils ? C'est ainsi que le Maréchal Paul von Hindenburg réveille un mythe allemand fondateur, celui de Siegfried :

*Nous étions à bout. Comme Siegfried sous le coup de lance du furieux Hagen, c'est ainsi que s'effondra notre front épuisé.*⁷⁰

En comparant l'Allemagne à Siegfried frappé sournoisement dans le dos par la lance de Hagen, Hindenburg ouvre la voie à une théorie du complot qui sera amplement reprise par le National-socialisme. Injustice, trahison : c'est un cocktail éminemment explosif que le Maréchal Lyautey avait bien perçu lorsqu'il mettait les Français en garde contre les théories

⁶⁹ TURETTI Laurent, *Les Français et le territoire national 1870-1914*, Thèse de doctorat sous la direction de Alfred WAHL, soutenue à l'Université de Metz en janvier 2003.

⁷⁰ HINDENBURG Paul von, *Aus meinem Leben*, 1920, cité par KRUMEICH Gerd, « Die Dolchstoßlegende » in FRANCOIS Etienne / SCHULZE Hagen, *Deutsche Erinnerungsorte (Band 1)*, Op. cit., p. 594.

„Wir waren am Ende! Wie Siegfried unter dem hinterlistigen Speerwurf des grimmen Hagen, so stürzte unsere ermattete Front“.

revanchistes développées dans *Mein Kampf* : « *Tout Français doit lire ce livre* »⁷¹. Les éditions françaises autorisées par Hitler étaient expurgées de ces passages revanchistes, mais les intentions de ce dernier n'ont pas tardé à être mises en œuvre, ouvrant la porte à un second conflit mondial encore plus meurtrier que le premier.

A ce point de leur histoire, il semble que la France et l'Allemagne soient parvenues au paroxysme d'une spirale sans fin. Ces deux nations, devenues ennemies héréditaires, s'infligent guerres et traumatismes à répétition. Or ces traumatismes ne touchent pas seulement les acteurs et les témoins directs, mais ils marquent profondément les mémoires de plusieurs générations, ainsi que l'a formulé Aleida Assmann :

*[80 ou 100 ans], c'est la période sur laquelle différentes générations - en général trois, dans les cas extrêmes cinq - coexistent, et forment par le partage personnel une communauté d'expérience, de mémoire et de récit.*⁷²

Dans la mesure où les événements traumatiques, dans le cas des relations franco-allemandes, se répètent quasiment à chaque génération, comment alors sortir de ce cercle vicieux ?

3. Se construire malgré l'autre ?

Il faut d'abord souligner que toute l'opinion, tant en France qu'en Allemagne, n'est pas entrée automatiquement dans la spirale du revanchisme. Certes, en 1914, il y a bien une volonté d'aller à la guerre. L'assassinat de Jean Jaurès, dont le pacifisme est assimilé à une trahison en témoigne. Mais l'image de la « fleur au fusil », les historiens l'ont démontré⁷³, appartient plus à la propagande de guerre qu'à la réalité. Certes, il y a bien l'union sacrée, cette volonté de faire front contre l'ennemi, et les socialistes par exemple, tant en France qu'en Allemagne votent les crédits de guerre. Mais il y a surtout une résignation à l'inéluctable et l'espérance que cette guerre sera courte. Bien vite, cependant, la prolongation du conflit et l'âpreté des combats de tranchées soulèvent la question du sens de tant de souffrances.

La communauté de destin du soldat de part et d'autre du front va faire émerger une autre mémoire, qui déjà transcende la simple mémoire nationale : celle des anciens combattants, celle de ceux qui peuvent dire : « *Verdun ? J'y étais...* ». Dans cette mémoire, la notion de vainqueur et de vaincu s'estompe. Il a moins de héros que de victimes. C'est de cette mémoire que va naître le mouvement pacifiste de l'entre-deux-guerres, avec pour épïcêtre l'Ossuaire de Douaumont. Il y a certes des centaines de cimetières militaires, tant français qu'allemands, le long de la ligne de front. Mais Douaumont possède plusieurs particularités qui en font un symbole. Tout d'abord, il est lié à la mémoire de Verdun, bataille devenue tant en France qu'en

⁷¹ BRAGANCA Manu, « La curieuse histoire de "Mein Kampf" en version française », *Le point*, 10 juin 2016.

⁷² ASSMANN Aleida / FREVERT Ute, *Geschichtsvergessenheit, Geschichtsversessenheit - Vom Umgang mit deutschen Vergangenheiten*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1999, p. 37.

„[80 oder 100 Jahre] das ist die Periode, in der verschiedene Generationen - in der Regel sind es drei, im Grenzfall sogar fünf - gleichzeitig existieren und durch persönlichen Austausch eine Erfahrungs- und Erinnerungs- und Erzählgemeinschaft bilden“.

⁷³ Voir notamment BECKER Jean-Jacques, « 7. 'La fleur au fusil' : retour sur un mythe », in PROCHASSON Christophe (éd.), *Vrai et faux dans la Grande Guerre*, Paris, La Découverte « L'espace de l'histoire », 2004, pp. 152-165.

Allemagne emblématique de l'ensemble de la Grande Guerre ⁷⁴. Ensuite, l'Ossuaire regroupe les ossements de 130 000 anciens combattants, qui témoignent à eux seuls de l'hécatombe subie dans les deux armées. Enfin, et surtout, compte-tenu de l'impossibilité d'identification des corps, l'Ossuaire regroupe Français et Allemands sans distinction. Ce mouvement pacifiste autour de Douaumont connaît son apogée lors du vingtième anniversaire de la bataille de Verdun, en 1936, qui accueille une délégation allemande (national-socialiste), et du serment pour la paix qui est prononcé à cette occasion.

Parce que ceux qui reposent ici et ailleurs ne sont entrés dans la paix des morts que pour fonder la paix des vivants... et parce qu'il nous serait sacrilège d'admettre désormais ce que nos morts ont détesté. La paix, que nous devons à leur sacrifice, nous jurons de la sauvegarder et de la vouloir. ⁷⁵

C'est malheureusement le chant du cygne d'un mouvement qui va radicalement échouer avec les accords de Munich de 1936. Comme le souligne en effet Sébastien Bertrand :

Replacée dans son contexte, cette initiative d'anciens combattants paraît aujourd'hui totalement décalée. ⁷⁶

Ce mouvement des anciens combattants va pourtant aussi toucher le milieu politique. Au milieu des années 1920 en France, la ligne « dure » qui voyait dans le fait de mettre définitivement l'Allemagne à genoux le seul moyen d'éviter une nouvelle guerre va céder la place à la ligne plus pragmatique d'Aristide Briand. Avec son homologue allemand Gustav Stresemann, il est à l'origine de la première tentative de réconciliation franco-allemande. Les efforts aboutissent au traité de Locarno de 1925, qui tourne la page des « réparations » et redonne à l'Allemagne sa place dans le concert des nations. Ils seront couronnés l'année suivante par un prix Nobel de la Paix attribué aux deux hommes.

Le Traité doit initier une nouvelle ère d'action commune... Puissent les générations futures avoir lieu de faire mémoire de ce jour comme de celui où débute une nouvelle évolution. [...] Une communauté de destin nous lie les uns aux autres. Si nous voulons nous élever, nous ne pourrions pas le faire en nous combattant les uns les autres, mais en agissant ensemble, les uns avec les autres. ⁷⁷

Certes, ces deux figures n'ont pas fait l'unanimité à l'époque, et les historiens débattent encore de leurs motivations réelles : citons simplement le fameux « *finassieren* » de Stresemann qui a

⁷⁴ PROST Antoine / KRUMEICH Gerd, *Verdun 1916*, Villeneuve d'Ascq, Editions de Noyelles, 2015, pp. 183-236.

⁷⁵ Texte du Serment de Verdun à la une du *Populaire* du 13 juillet 1936.

Disponible sur : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k822356k>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁷⁶ BERTRAND Sébastien, « Le centenaire de la Première Guerre mondiale dans la relation franco-allemande », in *Revue de l'Institut Français d'Histoire en Allemagne* [Online], N° 5 | 2013.

⁷⁷ Discours de Gustav Stresemann cité dans HIRSCH Felix, *Gustav Stresemann 1878-1978*, Berlin, Berlin Verlag, 1978, respectivement p. 67 et p. 68.

„Der Vertrag soll eine neue Ära des Zusammenwirkens einleiten... Mögen spätere Geschlechter Grund haben, denkbar des heutigen Tages als eines Anfangs der neuen Entwicklung zu gedenken [...] Eine Schicksalsgemeinschaft kettet uns aneinander. Wenn wir in die Höhe kommen sollen, können wir es nicht im Kampf gegeneinander, sondern im Zusammenwirken miteinander“.

fini par être retenu comme Leitmotiv de sa politique...⁷⁸. Quoi qu'il en fût, G. Stresemann et A. Briand n'en ont pas moins posé ce qui sera la fondation de la réconciliation franco-allemande de l'après Seconde Guerre mondiale. Cet « âge d'or » des relations franco-allemandes sera de courte durée. La mort des principaux protagonistes (respectivement en 1929 et 1932), la crise économique de 1929, et surtout l'arrivée au pouvoir en Allemagne d'Adolf Hitler en 1933 signent la fin de l'éclaircie.

Néanmoins, le mouvement pacifiste favorable à un rapprochement franco-allemand ne s'est pas cantonné au milieu des anciens combattants et à quelques hommes politiques pragmatiques. Il a également touché les mouvements de jeunesse, en plein essor dans l'entre-deux-guerres. Marc Sangnier, notamment, fonde en 1922 l'Internationale Démocratique :

*Née de la conviction que l'établissement d'une paix définitive passe par une politique de conciliation entre la France victorieuse et l'Allemagne vaincue, l'Internationale Démocratique insiste sur le rapprochement des peuples par le « désarmement des haines ». La main tendue à « l'autre Allemagne », l'Allemagne pacifique et démocratique, devient une fraternisation enthousiaste avec la jeunesse allemande.*⁷⁹

Ce mouvement connaît son apogée avec le Congrès de Bierville en 1926, conçu comme le « Locarno de la jeunesse du monde » et accueillant de fait des jeunes des deux pays, majoritairement allemands⁸⁰. C'est lors de ce congrès notamment que Franz Stock (1904-1948) découvre la France et comprend que c'est dans ce pays qu'il vivra sa vocation. Ordonné prêtre, il devient Aumônier allemand des prisons parisiennes sous l'Occupation, tâche qui l'amène à assister, soutenir et même aider matériellement plus d'un millier de condamnés à mort français.

*Bien sûr, Stock était un Allemand aux côtés d'autres Allemands. Il aidait les condamnés à mourir, il n'empêchait pas leur mort. Mais dans cette clairière où se perpétrèrent tant de cruautés, la présence apaisante de Stock, le regard fraternel et profondément humain qu'il posait sur chaque condamné, les liens d'amitié et de confiance qu'il noua avec beaucoup d'entre eux, étaient l'image d'une réconciliation avant la réconciliation.*⁸¹

⁷⁸ Pour G. Stresemann, il s'agissait d'une politique pragmatique qui permettait de desserrer l'étau français, politique perçue comme hypocrite par ses détracteurs, notamment français et anglo-saxons.

Voir : FISCHER Joschka, „Außenpolitik im Widerspruch. Was Gustav Stresemann erreichte, woran er scheiterte und was daraus gelernt wurde“, in *Die Zeit*, 3. Februar 2000.

⁷⁹ PRAT Olivier, « 'La Paix par la jeunesse'. Marc Sangnier et la réconciliation franco-allemande, 1921-1939 », in *Histoire@Politique* [Online], 2010/1 - n° 10.

Disponible sur : <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=10&rub=dossier&item=100>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

Marc Sangnier (1873-1950) est homme politique et un journaliste français. Fondateur du *Sillon* (mouvement d'éducation populaire destiné à promouvoir le catholicisme social) puis de *Ligue de la Jeune République* (mouvement puis parti politique dans le prolongement du *Sillon*). Son engagement pacifiste a marqué l'entre-deux-guerres. Partisan des accords de Munich, il se rallie en 1940 à la Résistance. Il est élu député M. R. P. en 1946.

Voir la biographie de Marc Sangnier proposée par Olivier PRAT.

Disponible sur : <http://www.marc-sangnier.com/biographie.html>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ SARKOZY Nicolas, *Cérémonie franco-allemande en hommage aux fusillés de la clairière du Mont Valérien et à l'occasion du 60^{ème} anniversaire de la mort de l'Abbé Franz Stock*, 23 février 2008.

Resté en France prisonnier de guerre volontaire des Américains après 1945, il peut former au « séminaire des barbelés » de Chartres plus de 500 prêtres allemands (dont quatre futurs évêques), promoteurs de la réconciliation dans la société allemande et futurs soutiens de la Démocratie Chrétienne ⁸².

4. Se construire avec l'autre ?

L'échec de la politique de réconciliation de l'entre-deux-guerres a eu comme conséquence terrible le basculement dans un second conflit mondial. Mais paradoxalement, le traumatisme que ce second conflit inflige à l'Europe et au monde consacre cette politique comme la seule envisageable après 1945. La gestion de l'après Seconde Guerre mondiale par les « vainqueurs » est en effet radicalement différente de celle mise en œuvre par le traité de Versailles de 1919. Les conditions ne sont en effet pas les mêmes : la France a certes été invitée à siéger à la table des vainqueurs grâce à la France libre du Général de Gaulle. Mais elle n'a qu'un « strapontin », compte-tenu de l'armistice de 1940, qui a entraîné l'occupation de la France par l'Allemagne et la politique de collaboration du gouvernement de Vichy. De plus, le contexte de Guerre froide incite les Américains à promouvoir une reconstruction économique aussi rapide que possible de l'Ouest de l'Europe, et notamment de l'Allemagne. Le plan Marshall prend ainsi le contre-pied exact des réparations réclamées en 1919. Plus profondément toutefois, il y a cette conviction, balbutiante encore dans l'entre-deux-guerres, mais désormais affermie, qu'une paix durable ne saurait passer par l'humiliation du vaincu.

Les relations franco-allemandes de l'après Seconde Guerre mondiale ne se limitent pas au seul plan politique ; elles s'appuient également sur un large réseau issu de la société civile. Ce réseau est constitué « *d'associations et organisations poursuivant des objectifs de connaissance de l'autre, d'échanges culturels ou socioculturels [...qui] ne cherchent pas un profit politique ou économique direct et ne sont pas concentrés sur des intérêts sectoriels* ⁸³ ». Ce phénomène n'est pas tout à fait nouveau : des associations avaient déjà été fondées sous l'ère Briand-Stresemann pour promouvoir les relations entre les deux pays. Mais ce phénomène, que Corine Defrance et Ulrich Pfeil désignent sous l'appellation de « Locarno intellectuel », concernait surtout une élite (monde économique, culturel, universitaire) et n'avait que peu d'ancrage dans l'opinion publique. Il n'a pas résisté, comme nous l'avons vu, aux années 1930. Dès 1945, mais surtout à partir des années 1950, les politiques peuvent s'appuyer sur un ensemble de médiateurs. Ceux-ci viennent en partie des Eglises chrétiennes, promotrices de la réconciliation au nom de l'Évangile, tout comme elles avaient pu l'être dans l'entre-deux-guerres. Mais ils viennent aussi des milieux résistants : l'expérience de la déportation, paradoxalement, a notamment permis à de nombreux résistants français de rencontrer dans les

Disponible sur : https://www.france-allemande.fr/IMG/pdf/Dossier_de_presse.pdf

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁸² Voir : FRANZ Stock, *Franz Stock, Wegbereiter der Versöhnung. Tagebücher und Schriften*, Herder, Freiburg im Breisgau, 2017 (édition allemande) / *Journal de Guerre. Écrits inédits de l'aumônier du Mont-Valérien*, Paris, Éditions du Cerf, 2017 (édition française). Edition établie sous la direction de GUEREND Jean-Pierre, introduction d'Étienne FRANCOIS.

⁸³ DEFANCE Corine / PFEIL Ulrich, *Entre guerre froide et intégration européenne ; Reconstruction et rapprochement*, *Op. Cit.*, p.158.

campes de concentration des démocrates allemands, eux-aussi résistants au nazisme. Citons parmi beaucoup d'autres l'exemple de Jean du Rivau, le fondateur du Bureau International de Liaison et de documentation (BILD)⁸⁴. Les milieux des anciens prisonniers de guerre, paradoxalement, semblent également avoir été un terrain favorable au rapprochement franco-allemand, notamment les 140 000 Allemands qui sont restés en France comme travailleurs libres dans les années 1950 à la fin de leur captivité⁸⁵. La captivité, des Français en Allemagne comme des Allemands en France, a permis finalement à chacun de faire une véritable « expérience de l'autre », dépassant les clichés réciproques. Il faut noter toutefois que l'implication active dans le rôle de médiateur interculturel entre la France et l'Allemagne est très souvent le fruit d'un parcours biographique particulier, comme cela a été le cas d'Alfred Grosser, ainsi que celui-ci le rappelle lui-même dans l'avant-propos de son ouvrage *Le crime et la mémoire*⁸⁶.

En 1945, les traumatismes ont été tels qu'il ne saurait toutefois être question de retour immédiat à la normale. Les années d'immédiat après-guerre sont en quelque sorte des années de transition, où tout est à reconstruire. C'est d'abord vrai pour l'Allemagne qui vient de connaître une nouvelle fois l'humiliation de la défaite : la violence nazie a fini par se retourner non plus seulement contre les « ennemis » du régime, mais contre l'ensemble de la population allemande. Les fractures internes sont considérables : la culpabilité, la désillusion de ceux qui avaient suivi Hitler, la difficulté des victimes à se faire entendre... Il faut ajouter à cela la partition de 1949 qui crée deux Etats allemands. Sur le plan extérieur, douze années de nazisme ont rendu le nom d'Allemand difficile à porter, et c'est une litote, dans une grande partie du monde. L'Allemagne se retrouve dans la situation que les étudiants de la Rose Blanche redoutaient, et qui motivait leur vibrant appel à la résistance :

C'est une certitude mathématique : Hitler mène le peuple allemand vers le précipice. Hitler ne peut plus gagner la guerre, il ne peut plus que la prolonger ! [...] Allemands ! Voulez-vous, vous et vos enfants, subir le même sort que celui qui a été réservé aux Juifs ? Voulez-vous être jugés à la même aune que ceux qui vous ont pervertis ? Sommes-nous condamnés à devenir le peuple haï et rejeté par le monde entier ? Non ! Alors rompez

⁸⁴ Voir le site du BILD :

<http://www.bild-documents.org/index.php/component/content/article/18-presentation/41-origine-sejours-linguistiques>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

« Le Bureau International de Liaison et de Documentation est la branche française d'un organisme dû à une initiative privée qui fut l'un des tout premiers, dès 1945, à s'engager sur la voie du rapprochement et de la réconciliation entre la France et l'Allemagne. Le but était, au-delà de l'entente franco-allemande et de la coopération entre les deux pays, de contribuer ensemble à la construction de l'unité européenne. Jean du Rivau, son fondateur, entouré de quelques aînés et de jeunes des deux pays, voulut, en effet, dès les premiers mois qui suivirent la fin des hostilités, renouer des contacts avec les Allemands, les informer de ce qui se passait en France et les interroger, en même temps, sur leur histoire récente. Il souhaitait d'abord permettre et favoriser des rencontres entre Français et Allemands afin que les uns et les autres puissent s'interroger mutuellement sur leur passé et confronter leur mémoire. Dans son esprit, il s'agissait, bien évidemment, à partir de l'entente franco-allemande retrouvée et de la coopération entre les deux pays, de contribuer à la construction de l'Europe »

⁸⁵ DEFRANCE Corine / PFEIL Ulrich, *Entre Guerre Froide et intégration européenne...*, Op. cit., pp. 39-40.

⁸⁶ GROSSER Alfred, « Qui parle ? », in *Le Crime et la mémoire*, Flammarion, Paris 1991, pp. 7-16.

*avec la sous-humanité nationale-socialiste ! Prouvez par vos actes que vous pensez autrement !*⁸⁷.

Le sentiment national, dans le sens d'un attachement légitime à son pays de naissance, a été pour longtemps détruit. Il a donc fallu du temps, jusqu'au discours du président R. von Weizsäcker de 1985 devant le Bundestag, pour que le 8 mai 1945 soit considéré non plus seulement comme un effondrement, mais comme une libération :

*Pour nous Allemands, le 8 mai n'est pas un jour de célébration. Ceux qui se souviennent d'avoir vécu cette journée se remémorent des expériences très personnelles et donc très différentes. [...] Et pourtant, ce que nous avons à dire tous ensemble aujourd'hui est devenu de jour en jour plus clair : le 8 mai fut un jour de libération. Il nous a tous libérés de la tyrannie nationale-socialiste, qui avait érigé le mépris de l'Être humain en système. [...] Nous n'avons vraiment aucune raison de nous associer en ce jour à des célébrations de victoire. Mais nous avons toutes les raisons de reconnaître le 8 mai 1945 comme la fin du fourvoiement de l'histoire allemande, qui portait en germe l'espoir d'un avenir meilleur. »*⁸⁸

L'humiliation de la défaite de 1940 et la fracture de la collaboration ont également considérablement divisé la France, même si celle-ci se rassemble rapidement sous la figure de « l'homme du 18 juin » et du mythe de « la France libérée par elle-même ». Mais cette volonté de tourner rapidement la page ne doit pas masquer les difficultés. Elles tiennent d'abord aux différentes réalités vécues par chacun pendant la guerre : outre la distinction pas toujours facile à établir entre ancien collaborateur ou ancien résistant, il y a aussi une différence considérable entre un soldat fait prisonnier en juin 1940, un résistant déporté en camp de concentration, et un survivant des camps de la mort⁸⁹. Les survivants en particulier ont vécu douloureusement

⁸⁷ SCHOLL Hans / SCHMORELL Alexander, tract N°5 disponible sur le site de la Bundeszentrale für politische Bildung : <http://www.bpb.de/geschichte/nationalsozialismus/weisse-rose/61025/flugblatt-v>
Consulté le 1^{er} octobre 2022.

„Mit mathematischer Sicherheit führt Hitler das deutsche Volk in den Abgrund. Hitler kann den Krieg nicht gewinnen, nur noch verlängern! [...] Deutsche! Wollt Ihr und Eure Kinder dasselbe Schicksal erleiden, das den Juden widerfahren ist? Wollt Ihr mit dem gleichen Maß gemessen werden wie Eure Verführer? Sollen wir auf ewig das von aller Welt gehaßte und ausgestoßene Volk sein? Nein! Darum trennt Euch von dem nationalsozialistischen Untermenschentum! Beweist durch die Tat, daß Ihr anders denkt!“

⁸⁸ von WEIZÄCKER Richard, Gedenkveranstaltung im Plenarsaal des Deutschen Bundestages zum 40. Jahrestag des Endes des Zweiten Weltkrieges in Europa, 8. Mai 1985.

Disponible sur : https://www.bundespraesident.de/SharedDocs/Reden/DE/Richard-von-Weizsaecker/Reden/1985/05/19850508_Rede.html

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

„Der 8. Mai ist für uns Deutsche kein Tag zum Feiern. Die Menschen, die ihn bewußt erlebt haben, denken an ganz persönliche und damit ganz unterschiedliche Erfahrungen zurück. [...] Und dennoch wurde von Tag zu Tag klarer, was es heute für uns alle gemeinsam zu sagen gilt: Der 8. Mai war ein Tag der Befreiung. Er hat uns alle befreit von dem menschenverachtenden System der nationalsozialistischen Gewaltherrschaft. [...] Wir haben wahrlich keinen Grund, uns am heutigen Tag an Siegesfesten zu beteiligen. Aber wir haben allen Grund, den 8. Mai 1945 als das Ende eines Irrweges deutscher Geschichte zu erkennen, das den Keim der Hoffnung auf eine bessere Zukunft barg.“

⁸⁹ Voir les propos de Simone VEIL repris sans indication de source sur :

<http://histoiregeographieapaulclaudel.blogspot.fr/2014/02/simone-veil-et-la-shoah-temoigner.html>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

leur réintégration dans une communauté nationale : il a été longtemps difficile de faire entendre l'indicible à une société pressée de tourner la page et d'oublier les « années noires ». Pour la même raison, les enfants nés de couples franco-allemands pendant la guerre, tant en France qu'en Allemagne, ont eu extrêmement de mal à trouver leur place dans la communauté nationale⁹⁰. Il faut attendre 2009 pour que le premier Français né de père Allemand pendant la guerre puisse obtenir la nationalité allemande⁹¹. Les Alsaciens enfin, qui viennent de passer 70 années ballotés entre la France et l'Allemagne, vivent une réintégration à la communauté nationale plus compliquée encore qu'en 1918. Ils ne sont plus les « fils chéris de la province perdue », dont certains certes avaient combattu sous l'uniforme allemand, mais finalement de manière « honorable ». Après la Seconde Guerre mondiale, l'uniforme allemand, particulièrement lorsqu'il s'agit de l'uniforme de la SS, a perdu toute honorabilité et les incorporés de force, les « malgré-nous », sont la plupart du temps considérés comme des traîtres par les « Français de l'intérieur »⁹². La tension s'est exacerbée lors du procès du massacre d'Oradour-sur-Glane, où étaient impliqués des Alsaciens incorporés dans la division *das Reich*. Leur accusation a d'abord soulevé un tollé chez les Alsaciens « *Les drapeaux ont été mis en berne en signe de deuil. Les Alsaciens se sont dit : les Français de l'intérieur n'ont rien compris. Le gouvernement n'a pas eu d'autre choix que de prononcer l'amnistie* »⁹³. Ce qui a provoqué évidemment de vives réactions à Oradour-sur-Glane. En 2011 encore, lors de la projection de son film à Strasbourg, le réalisateur Patrick Séraudie se heurte à un climat qui lui fait se demander si « *la réconciliation avec l'Allemagne n'est pas plus facile qu'avec l'Alsace* »⁹⁴.

En insistant sur le rôle de la société civile, comme le rappellent Corine Defrance et Ulrich Pfeil : « il ne s'agit pas de nier ni de vouloir minimiser le rôle des Etats dans les relations sociétales - ils sont parfois les seuls à pouvoir surmonter les obstacles et les réticences pour

« Contrairement à ce que l'on a dit trop souvent, dès notre retour, nous avons cherché à raconter ce que nous avons vu et vécu. Il n'y avait personne pour nous écouter. Nous nous heurtions à l'indifférence ou à l'impossibilité pour nos proches d'entendre le récit de nos souffrances. Il fallait aussi vaincre l'obstacle tenant à la difficulté pour les tiers de croire et même d'imaginer ce qui c'était passé dans les camps. Enfin, les historiens eux-mêmes nous ont longtemps récusés : "les victimes ne peuvent être crédibles, elles ne peuvent témoigner de façon impartiale". De toute façon, c'est une expérience, une réalité qui n'est pas transmissible. Il ne s'agit pas seulement de faits précis, mais de sentiments ou d'éléments impondérables qui ne peuvent être appréhendés par d'autres. Quand certains pensent pouvoir se mettre à notre place, c'est une totale illusion. Cette mémoire qui nous hante est si lourde qu'elle explique sans doute que beaucoup d'entre nous aient préféré ne pas en parler, même à nos enfants, pour ne pas les angoisser et les perturber. »

⁹⁰ DEFANCE Corine / PFEIL Ulrich, *Entre guerre froide et intégration européenne...*, Op. cit., p. 40-41.

⁹¹ PICARD Maurin, « 200 000 enfants de soldats allemands seraient nés en France », in *Le Figaro*, 30 novembre 2009.

⁹² Voir : GRANDHOMME Jean-Noël, « Le Mémorial de l'Alsace-Moselle et le 'Mur des noms' ou de la difficulté à créer une mémoire 'consensuelle' », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2019/4 (N° 276), pp. 11-23.

⁹³ CAILLAT Sophie, « Oradour-sur-glane, l'Alsace et le Limousin se déchirent encore », article publié en ligne le 16 septembre 2012.

Disponible sur : <https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-nos-vies-connectees/20120916.RUE2480/oradour-sur-glane-l-alsace-et-le-limousin-se-dechirent-encore.html>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁹⁴ *Ibid.*

imposer une volonté forte »⁹⁵. Cette volonté est indéniable, mais sans pour autant être dénuée de pragmatisme, voire d'arrière-pensées diront les esprits les plus chagrins. La réalité est que la France et l'Allemagne ont pris malgré tout conscience qu'elles avaient besoin l'une de l'autre. Au sortir de la guerre, l'Allemagne n'existe plus politiquement. Son territoire, dévasté, est entièrement occupé par les Alliés ; elle n'a plus de souveraineté nationale, et ses frontières sont révisées de manière unilatérale. La capitulation sans condition a manifestement créé des conditions d'armistice bien plus dures que celles de 1918. L'enjeu pour les Allemands est donc dans un premier temps de retrouver leur souveraineté, mais aussi de réintégrer au plus vite le concert des nations. La France de son côté sort trop affaiblie du conflit pour pouvoir se reconstruire seule, elle ne peut plus non plus compter obtenir des réparations de la part de l'Allemagne comme lors du Traité de Versailles. Face aux trois autres Alliés (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Union Soviétique), elle a de toute façon du mal à peser, compte-tenu de la fragilité de son statut de vainqueur. Très vite donc, le pragmatisme et la nécessité d'une intégration européenne s'impose dans les deux pays. Les Etats-Unis de leur côté adoptent une attitude différente de celle de l'entre-deux-guerres : loin de retourner à une forme d'isolationnisme, ils sont bien décidés à peser sur la reconstruction de l'Europe. Le contexte de la Guerre froide commençante les conforte évidemment dans cette politique (évoquons simplement le plan Marshall). L'Allemagne de surcroît se retrouve au cœur de la division de l'Europe, division concrétisée en 1949 par la fondation des deux Etats allemands. La crainte est que la volonté d'unification l'emporte à court ou moyen terme. Il s'agit d'ancrer l'Allemagne de l'Ouest... à l'Ouest.⁹⁶

La première étape de ce processus d'intégration européenne est la déclaration Schuman du 9 mai 1950, qui a frappé les contemporains par son caractère inédit :

*La mise en commun des productions de charbon et d'acier assurera immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique, première étape de la Fédération européenne, et changera le destin des régions longtemps vouées à la fabrication des armes de guerre dont elles ont été les plus constantes victimes. La solidarité de production qui sera ainsi nouée manifesterà que toute guerre entre la France et l'Allemagne devient non seulement impensable, mais matériellement impossible.*⁹⁷

La date a d'ailleurs été retenue comme fête officielle de l'Europe, même si sa commémoration a un peu de mal à trouver une place au lendemain du 8 mai. Dans cette déclaration, l'ambition est clairement de dépasser la fracture traditionnelle vainqueur / vaincu. C'est ce que l'on pourrait appeler dans un langage moderne un accord « gagnant-gagnant » : le plan Schuman permet de protéger l'économie française de la concurrence allemande par une politique d'harmonisation entre les deux pays, il permet aussi à la toute jeune République Fédérale de

⁹⁵ DEFRANCE Corine / PFEIL Ulrich, « *La France, l'Allemagne et le traité de l'Elysée - une introduction* » in *La France, l'Allemagne...*, Op. cit., p. 53.

⁹⁶ Voir WINKLER Heinrich-August, *Der lange Weg nach Westen - Deutsche Geschichte Band 2 - Vom 'Dritten Reich' bis zur Wiedervereinigung*, München, C.H. Beck, 2000.

⁹⁷ Déclaration Schuman du 9 mai 1950 pour la création de la CECA, texte disponible sur https://european-union.europa.eu/principles-countries-history/history-eu/1945-59/schuman-declaration-may-1950_fr
Consulté le 1^{er} octobre 2022.

faire un pas vers la réintégration dans le concert des nations. Un pas décisif est franchi dans les années 1954-1955 avec les Accords de Paris (adhésion de la RFA à l'OTAN) et le retour de la République Fédérale à une pleine souveraineté⁹⁸. Ce « troc » (politique contre économique) restera d'ailleurs un des moteurs et une des constantes des relations franco-allemandes jusqu'à la réunification allemande de 1990.

La deuxième étape marquante est celle de la signature du Traité de l'Élysée par Ch. de Gaulle et K. Adenauer le 22 janvier 1963. Au fil des années, ce traité a fini par devenir le véritable mythe fondateur de la réconciliation franco-allemande, reléguant au second plan la déclaration Schuman⁹⁹. Certes, l'arrivée au pouvoir de Ch. de Gaulle, les relations de confiance établies avec Konrad Adenauer ont donné aux relations franco-allemandes une nouvelle impulsion. Les deux hommes ont introduit la notion de relations personnelles privilégiées, que le traité a traduites par un engagement de consultations régulières sur tous les sujets importants. Et de fait, par la suite, le dynamisme des relations bilatérales va souvent être jugé à l'aune de la bonne entente (ou pas...) du « couple » exécutif. Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, François Mitterrand et Helmut Kohl, Jacques Chirac et Gerhard Schröder, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont été perçus comme des couples « fonctionnant bien », cela a été plus difficile dans les cas de Georges Pompidou et de Willy Brandt, ou plus récemment de François Hollande et d'Angela Merkel¹⁰⁰. Mais la signature du Traité de l'Élysée n'a pas en elle-même fondé la réalité du rapprochement franco-allemand qui, comme nous l'avons vu, avait commencé dès le lendemain de la guerre. De surcroît, il n'était pas entièrement dénué d'ambiguïtés et d'arrière-pensées :

Les motivations sont loin d'être les mêmes de part et d'autre. [...] Le chancelier allemand souhaitait surtout fournir à la coopération entre les deux États un cadre durable et contraignant auquel son successeur présumé, le ministre de l'Économie, Ludwig Erhard, ne pourrait se soustraire. L'ambition du général de Gaulle était tout autre : elle était bien plus importante et correspondait à la vision d'une véritable union franco-allemande associant intimement les deux partenaires dans le domaine des Affaires étrangères et de la Défense, dans le but de soustraire progressivement les Allemands à une influence américaine jugée hégémonique. »¹⁰¹

Enfin, il était profondément lié à la personnalité de K. Adenauer et Ch. de Gaulle ; leur départ de la scène politique (respectivement en 1963 et 1969) n'est pas étranger aux débuts un peu difficiles de son application, au point que l'on a même pu se demander si le Traité leur survivrait¹⁰²...

⁹⁸ OSMONT Matthieu, « De nouvelles relations ? L'ouverture de l'ambassade de France à Bonn en 1955 », in *Relations internationales*, 2007/1 (n° 129), p. 67-83.

⁹⁹ GROSSER Alfred, « *Le Traité de l'Élysée est-il un mythe fondateur ?* » in MARCOWITZ Reiner et MIARD-DELACROIX Hélène (Dir.), *50 ans ..., Op. Cit.*

¹⁰⁰ Voir la tribune de MARTIN-GENIER Patrick « Le couple franco-allemand à l'épreuve du temps », in *Le Monde*, 21 janvier 2013.

¹⁰¹ VAILLANT Jérôme, « La coopération franco-allemande à l'épreuve du traité de l'Élysée. Retour sur quarante ans d'attentes, de déceptions et de succès », in *Revue internationale et stratégique*, 2002/4 (n° 48), p. 23.

¹⁰² Voir : SCHWARZ Hans-Peter, « le chemin allemand vers le traité de l'Élysée », in DEFRANCE Corine / PFEIL Ulrich, *La France, l'Allemagne et le Traité de l'Élysée, Op. cit.*, pp. 83-104.

Voir aussi : SCHOENBORN Benedikt, « Les réticences du chancelier Erhard à l'égard de la France (1963-1966) », in *Relations internationales*, 2006/2 (n° 126), pp. 3-13.

La décision de sceller la réconciliation franco-allemande est née d'un processus qui a commencé dès l'arrivée au pouvoir de Ch. de Gaulle en 1958. Le premier geste marquant s'est déroulé le 14 septembre 1958, lorsque Ch. de Gaulle, encore dernier président du Conseil de la IV^{ème} république, a accueilli K. Adenauer en visite privée à la Boisserie (le Chancelier est le seul chef d'Etat ou de Gouvernement étranger à avoir eu ce privilège). Ce n'est pas tant le contenu de la rencontre que le climat qu'elle a instauré qui sera déterminant par la suite. Les consultations vont se poursuivre ensuite régulièrement, pour aboutir aux deux visites officielles de 1962. Le point culminant de la visite de K. Adenauer est la Messe puis le Te Deum célébrés à la Cathédrale de Reims le 8 juillet 1962. Le choix de Reims, lieu de mémoire de la Première Guerre mondiale (son bombardement par les Allemands en septembre 1914) et de la Seconde (c'est à Reims qu'a été signée la première capitulation le 7 mai 1945) n'est déjà pas anodin, même s'il est encore trop tôt pour que le sujet soit officiellement évoqué : il témoigne d'une volonté politique forte. Une anecdote rapportée par Alain Peyrefitte est assez parlante : faisant remarquer au Général de Gaulle le peu d'enthousiasme qu'a semblé soulever cette visite du chancelier Adenauer en France, il reçoit cette réponse : « *J'ai toujours fait comme si [...] Ça finit souvent par arriver* »¹⁰³. Le voyage du Président français en Allemagne semble avoir rencontré plus de succès. On retiendra notamment l'impact sur la jeunesse allemande, en 1962, du Général de Gaulle venant lui dire chez elle, dans sa propre langue :

*Je vous félicite, ensuite, d'être de jeunes Allemands, c'est-à-dire les enfants d'un grand peuple. Oui ! D'un grand peuple !*¹⁰⁴

La signature du traité n'a pourtant pas été sans anicroches, en raison en particulier des divergences entre Ch. de Gaulle et K. Adenauer sur la question des relations avec les Etats-Unis. Dans le contexte de la Guerre froide, il s'agissait pour le Président français d'assurer l'indépendance de la France. La « carte » franco-allemande, et plus largement européenne était un moyen privilégié de défendre les intérêts du pays. C'est dans ce cadre qu'il faut aussi situer un certain rapprochement avec l'URSS, faisant rejaillir chez les Allemands le spectre tant redouté d'une alliance franco-russe. Enfin, la première explosion nucléaire française dans le Sahara en février 1960 renforçait le déséquilibre politique entre les deux pays sur la scène internationale. Pour le Chancelier allemand, mais surtout pour la C.D.U., il y avait une crainte qu'une relation trop étroite avec la France ne transformât l'Allemagne de l'Ouest en satellite de cette dernière : les Etats-Unis restaient donc le partenaire privilégié de la République Fédérale, garant de sa sécurité. C'est ainsi qu'a éclaté l'affaire du préambule. Le Chancelier avait privilégié la forme du traité pour s'assurer de la pérennité des accords qui seraient conclus. Mais en tant que traité, le texte signé par le Chancelier devait être ratifié par le Bundestag. Pour

¹⁰³ PEYREFITTE Alain, *C'était de Gaulle*, volume 1, Paris, Fayard, 1994, p. 156.

¹⁰⁴ Les images du discours sont disponibles sur le site de l'INA : <https://fresques.ina.fr/de-gaulle/fiche-media/Gaulle00224/voyage-en-allemande.html>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

Le texte français sur le site de la Fondation Charles de Gaulle : <http://www.charles-de-gaulle.org>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

Le texte allemand sur le site de la ville de Ludwigsburg : <http://www.ludwigsburg.de>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

„*Ich beglückwünsche Sie ferner, junge Deutsche zu sein, das heißt, Kinder eines großen Volkes. Jawohl, eines großen Volkes.*“

assurer cette ratification, un préambule a donc été ajouté qui subordonnait clairement le Traité de l'Elysée à l'Alliance Atlantique, ce qui eut pour conséquence de rendre Ch. de Gaulle furieux : « *les traités sont comme les jeunes filles et les roses : ça dure ce que ça dure. Si le traité franco-allemand n'était pas appliqué, ce ne serait pas le premier dans l'histoire* »¹⁰⁵.

Les premières années de vie du Traité de l'Elysée ont ainsi été relativement compliquées, semblant ne pas apporter grand-chose à ce qui existait déjà. Certains ont même cru constater une régression¹⁰⁶. Mais cela est moins dû au traité en lui-même qu'aux circonstances extérieures. Ainsi, suite à la démission d'Adenauer, l'accession à la chancellerie le 16 octobre 1963 de Ludwig Erhard, nettement plus atlantiste, a sans doute été un obstacle majeur des premières années. Néanmoins, avec cinquante années de recul, il faut constater que le Traité a donné une nouvelle impulsion aux relations franco-allemandes. Certes, il n'a peut-être « *rien créé ni réglé* »¹⁰⁷ mais il a accéléré un processus déjà entamé qui a conduit la France et l'Allemagne à un niveau de coopération et d'échanges jamais atteint jusqu'ici. Par l'établissement d'une étroite concertation politique, par l'approfondissement de la coopération dans tous les domaines, par l'intensification des échanges culturels (notamment au travers de l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse), le Traité a en quelque sorte institutionnalisé et pérennisé une réconciliation déjà à l'œuvre. Ce fut incontestablement un geste politique fort, qui a marqué les consciences. C'est sans doute pour cette raison que le Traité de l'Elysée est devenu en lui-même un véritable « mythe » : la date de signature a été retenue pour la célébration annuelle de la journée franco-allemande, et les deux pays ont fait à l'occasion du cinquantenaire (2012-2013) le pèlerinage mémoriel de toutes les étapes marquantes qui l'ont directement précédée¹⁰⁸.

La réconciliation de la France avec l'Allemagne semble désormais scellée, et son caractère inédit a même souvent été cité en exemple :

*La réconciliation entre l'Allemagne et la France est probablement l'exemple le plus dramatique de l'histoire permettant de montrer que la guerre et le conflit peuvent être transformés si rapidement en paix et coopération.*¹⁰⁹

Mais le verbe « sceller » est trompeur : comme le rappellent Corine Defrance et Ulrich Pfeil, la réconciliation n'est jamais un état définitif, mais un processus. Aucun traité ne pourra la garantir une fois pour toutes. Dans le cas de la France et de l'Allemagne, qui ont tout de même été marquées par une longue histoire de conflits, cinquante ans est une période relativement courte :

¹⁰⁵ MENUQUIER Henri, « Adenauer, de Gaulle et le traité de l'Elysée selon Alain Peyrefitte » in DEFANCE Corine / PFEIL Ulrich, *La France, l'Allemagne et le Traité de l'Elysée*, Op. cit., p. 152.

¹⁰⁶ L'ambassadeur de France en R.F.A, Roland de Margerie, se plaint ainsi de la baisse de son budget. Cité par DEFANCE Corine / PFEIL Ulrich, *Ibid.*, p. 70.

¹⁰⁷ GROSSER Alfred, « Deux siècles de haine et de passion », in *L'express*, 2 janvier 2003.

¹⁰⁸ Voir Introduction, note 5.

¹⁰⁹ Discours de présentation prononcé le 10 décembre 2012 par Thorbjørn JAGLAND lors de la remise du Prix Nobel de la Paix 2012 décerné à l'Union Européenne.

Disponible sur : <https://www.nobelprize.org/prizes/peace/2012/ceremony-speech/>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

« *The reconciliation between Germany and France is probably the most dramatic example in history to show that war and conflict can be turned so rapidly into peace and cooperation* ».

il ne s'agit en réalité que du début du processus. Malgré tous les efforts, beaucoup d'incompréhension et de méconnaissance mutuelle demeurent.

La psychologie individuelle nous apprend en outre à distinguer entre deux processus qui peuvent coexister, sans pour autant se confondre : le pardon et la réconciliation.

Pardoner c'est fondamentalement faire don de quelque chose à quelqu'un. Le sens du terme est donc fidèle à son étymologie : perdonare, en latin (per/donare). Il s'agit du don que l'on fait de son droit au ressentiment après avoir été la victime d'une offense. Le pardon est le fait de vaincre son ressentiment envers un offenseur, non pas en niant son droit au ressentiment, mais en s'efforçant de considérer l'offenseur avec bienveillance, compassion et même amour. ¹¹⁰

Le pardon requiert avant tout un travail sur soi, sur sa propre histoire, sa propre mémoire. La réconciliation par contre requiert un travail avec l'autre.

Le pardon n'est pas [...] la réconciliation. Pour se réconcilier, il faut être au moins deux. Il faut aussi qu'une relation antérieure, même minimale, ait existé et que cette relation vaille la peine d'être poursuivie. Pardoner n'implique donc pas nécessairement de se réconcilier. On ne peut se réconcilier avec une personne qui ne souhaite plus vous rencontrer. ¹¹¹

Si nous transposons cette définition dans un cadre collectif, la réconciliation, selon C. Defrance et U. Pfeil, peut être définie ainsi :

La réconciliation n'implique pas un état particulier ou d'acte unique, mais un processus interactif au niveau politique et social qui transforme des sentiments négatifs comme la colère et la haine en sentiments positifs (la sympathie et l'amour par exemple) par un travail dynamique dans un but précis entre des personnes communicantes. ¹¹².

« Faire mémoire ensemble » peut donc être considéré à la fois comme le chemin qui permet la réconciliation, et comme l'objectif à atteindre qui atteste, lorsque l'on y parvient, que la réconciliation est effective.

Signe par excellence de volonté de réconciliation, « tendre la main » est un signe qui avait déjà été posé de manière forte par Ch. de Gaulle et K. Adenauer (notamment en 1958 à Colombey-les-Deux-Eglises et en 1962 à Reims). Nous pouvons donc nous interroger : pour quelles raisons François Mitterrand et Helmut Kohl ont-ils éprouvé le besoin de mettre de nouveau ce geste en scène à Douaumont, en 1984, et de manière aussi solennelle ? Ce geste a-t-il réellement donné une nouvelle impulsion à la réconciliation franco-allemande ? Peut-on parler véritablement de la naissance d'un « faire mémoire ensemble » ? Afin d'approfondir notre questionnement, nous allons dans la deuxième partie de ce chapitre introductif tenter de définir ce qu'est la mémoire collective, et d'en dégager les enjeux majeurs pour notre étude.

110 ENRIGHT Robert et FITZGIBBONS Richard, *Helping Clients Forgive: An Empirical Guide for Resolving Anger and Restoring Hope*, APA Books, Washington DC, 2000, cité par Maria Teresa Muñoz Sastre et al., « Chapitre 12. Le pardon : une porte ouverte sur l'avenir », in LÉCONTE Jacques, *Introduction à la psychologie positive*, Malakoff, Dunod « Psycho Sup », 2014, p. 183.

111 Ibid. p. 184.

112 DEFRANCE Corine / PFEIL Ulrich, *La France, l'Allemagne et le Traité de l'Élysée*, Op. cit., p.47.

II. Tentatives de définition

La rencontre du 22 septembre 1984 a été conçue comme une commémoration. Mais que veut dire « commémorer », « faire mémoire ensemble » ? A l'origine, la mémoire est forcément un processus individuel (chacun « vit » les événements à sa propre manière, et en garde donc nécessairement un souvenir qui ne peut être que personnel). Ce caractère individuel pose d'abord la question de la communicabilité : comment plusieurs individus peuvent-ils parvenir à reconnaître des points communs dans ce qu'ils ont vécu et dont ils se souviennent, à construire une mémoire « collective » ? Mais l'enjeu du « faire mémoire » est-il seulement de mettre en commun ? La disparition inéluctable des individus qui ont vécu les événements et s'en souviennent pose en effet rapidement la question de la transmission de la mémoire, de laisser un héritage à léguer aux futures générations. L'enjeu ici est donc de lutter contre l'oubli. Transmise ainsi de génération en génération, la mémoire « collective » devient une mémoire « culturelle », Il s'agit là d'un processus important, indispensable même à un groupe pour assurer sa cohésion et forger son identité.

La question qui se pose alors est la suivante : comment fonder une mémoire vraiment commune, c'est-à-dire qui soit capable d'intégrer la singularité des mémoires individuelles, parfois divergentes ? Comme le montre bien l'expression « faire mémoire », la mémoire alors n'est plus une mémoire naturelle, mais une mémoire « fabriquée ». Les grands mythes nationaux forgés au XIX^{ème} siècle en France comme en Allemagne ont répondu à cette nécessité de souder l'identité de la nation, et nous pouvons nous demander si le « grand récit » de la réconciliation franco-allemande ne sert pas à sa manière le projet de construction européenne né au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. De manière extrême dans les systèmes totalitaires du XX^{ème} siècle (que ce soit le nazisme ou le communisme), nous avons assisté à la mise en place d'un « faire mémoire ensemble sur commande ». La mémoire « officielle » a fini par nier la personne au profit du groupe, et donc par devenir abusive et destructrice de l'identité propre de chacun. Mais même dans un système qui se veut garant des libertés individuelles, et de la protection des victimes, le « devoir de mémoire » n'est pas à l'abri d'éventuelles dérives (hypermédiatisation, banalisation, victimisation...).

Faut-il pour autant renoncer à commémorer, oublier et tourner la page ? Quel est le bon équilibre entre « devoir de mémoire » et « droit à l'oubli » ? Si nous transposons cette interrogation à notre sujet, peut-il y avoir entre la France et l'Allemagne un « souvenir commun » de la Bataille de Verdun ? Une commémoration, aussi bien construite soit-elle, est-elle susceptible de réconcilier non seulement les pays, mais les mémoires en profondeur ?

1. Faire mémoire : un acte volontaire

« Faire mémoire » : l'expression elle-même indique qu'il ne s'agit pas ici de mémoire spontanée (« souvenir » ou « Erinnerung », selon la distinction introduite par Husserl et reprise

par Paul Ricœur)¹¹³. Il s'agit d'une « anamnèse », d'un acte où la mémoire est consciente et volontaire (« Gedächtnis » en allemand). Il s'agit d'évoquer des personnes, des événements, qui appartiennent au passé et qui donc par définition ne sont plus. La mémoire elle-même est fugace, elle reste dépendante de l'individu ou du groupe qui la porte, et de ce fait peut être sélective, déformée... Elle reste de toute façon constamment menacée par l'oubli. « Faire mémoire » apparaît comme un besoin anthropologique fondamental pour lutter contre cet oubli, cette disparition, c'est-à-dire finalement contre la mort.

En effet, les derniers témoins, ceux qui peuvent dire « j'y étais ! » disparaissent eux-aussi petit à petit. Une transmission de la mémoire est donc nécessaire. Elle peut se faire dans un premier temps de manière orale, ce qui permet ainsi à la mémoire de se perpétuer sur plusieurs générations. Elle peut prendre aussi la forme de rituels, de cérémonies chargées à dates fixes d'entretenir le souvenir et de l'inscrire dans la durée. Ainsi en est-il par exemple de la Pâque juive, fondatrice de l'histoire du peuple d'Israël :

*Ce jour-là sera pour vous un mémorial. Vous en ferez pour le Seigneur une fête de pèlerinage. C'est un décret perpétuel : d'âge en âge vous la fêterez.*¹¹⁴.

2. Faire mémoire : un rite social

Très vite cependant s'impose aussi la nécessité de laisser une empreinte plus durable, sur des supports plus fiables et plus résistants que la seule faculté humaine à se souvenir. La mémoire peut alors s'inscrire dans la pierre, sous forme de monuments, sur le papier, sous formes d'annales... L'Homme peut ici déployer tout son génie artistique, littéraire... et même scientifique. Aujourd'hui les progrès technologiques repoussent sans arrêt les limites de la mémoire. Chaque événement, chaque personne peut avoir son « empreinte numérique », dont on sait combien elle est désormais difficile à effacer. Il est même devenu paradoxalement nécessaire de créer, parallèlement au « devoir de mémoire », un « droit à l'oubli » reconnu au niveau européen par décision de la Cour de Justice de l'Union Européenne, datée du 13 mai 2014¹¹⁵.

Il semble donc difficile de s'interroger sur le « faire mémoire » sans envisager en même temps son complémentaire, qui serait l'oubli. Il faut souligner que l'oubli, a priori, semble être un danger pour le faire mémoire, dont l'un des principaux rôles, voire le devoir moral, est précisément de le combattre. Mais Nietzsche souligne dès 1874 les dangers de la mémoire qui fonctionnerait sans faculté d'oubli :

[...] Il existe un degré d'insomnie, de rumination, de sens de l'histoire, à partir duquel le vivant se dégrade et finit par périr, qu'il s'agisse d'un homme, d'un peuple ou d'une culture. Pour déterminer ce degré et, à travers lui, la limite au-delà laquelle le passé doit être oublié s'il ne veut pas devenir le fossoyeur du présent, il faudrait savoir exactement

¹¹³ RICOEUR Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Editions du Seuil, 2000, pp.37-38.

¹¹⁴ Livre de l'Exode 12, 14, traduction AELF.

¹¹⁵ Arrêt de la Cour (grande chambre) du 13 mai 2014, Affaire C 131/12, Google Spain SL et Google Inc. contre Agencia Española de Protección de Datos (AEPD) et Mario Costeja González.

Voir aussi : UNTERSINGER Martin, « 'Droit à l'oubli' : Google débouté par la justice européenne », in *Le Monde*, 13 mai 2014.

*quelle est la force plastique d'un homme, d'un peuple, d'une culture ; je veux dire cette force qui permet de trouver en soi sa propre croissance, de transformer et d'incorporer le passé et l'étranger, de guérir les blessures, de remplacer ce qui a été perdu, de régénérer à partir de soi les formes brisées.*¹¹⁶

Sur le plan individuel « l'hypermnésie », ce « surfonctionnement » de la mémoire, est ainsi reconnue comme une pathologie¹¹⁷. Or c'est un phénomène qui semble depuis la fin du siècle dernier devenu collectif, et de surcroît s'être mondialisé en ce qui concerne la Shoah¹¹⁸. Cela nous nous amène à nous interroger : comment les historiens, les sociologues se situent-ils entre ces deux pôles que sont la mémoire et l'oubli ? Faut-il les opposer ou au contraire les considérer dans leur rapport dialectique ? L'oubli est-il nuisible ou au contraire nécessaire à l'émergence d'un véritable « faire mémoire ensemble » franco-allemand ?

3. Faire mémoire ensemble : un geste politique

« Commémorer » est un mode particulier du « faire mémoire ». Comme sa racine latine l'indique, c'est un « faire mémoire ensemble », qui s'inscrit donc d'emblée dans le cadre de la mémoire collective, concept défini par Maurice Halbwachs¹¹⁹ et sur lequel nous reviendrons. C'est un « faire mémoire » officiel, destiné à occuper l'espace public. La commémoration peut prendre la forme d'une cérémonie rassemblant la communauté, d'un monument ou d'un musée visible par tous... Le phénomène est ensuite amplifié par l'hypermédiatisation que connaît notre société : une cérémonie peut désormais être retransmise simultanément à l'intention de millions de téléspectateurs (il y en a eu par exemple en décembre 2017 plus de 16 millions, pour les obsèques de Johnny Hallyday), une minute de silence peut être observée simultanément dans tous les lieux publics d'un territoire. La mobilisation internationale qui a suivi l'attentat contre Charlie Hebdo du 7 janvier 2015, notamment sur les réseaux sociaux, illustre de manière exemplaire cette mondialisation de l'espace commémoratif. Evoquons pour le côté « officiel » la présence de plus de 56 chefs d'Etat et de gouvernement à la « marche républicaine » qui a suivi le 11 janvier 2015¹²⁰. Cette hypermédiatisation tend évidemment à unifier le « faire

¹¹⁶ NIETZSCHE Friedrich, *Unzeitgemässe Betrachtungen*.

Disponible sur le site du projet Gutenberg : <https://www.projekt-gutenberg.org/nietzsch/unzeit1/unzeit1.html>
Ttexte de l'édition Insel Taschenbuch 1981.

„[...]Jes gibt einen Grad von Schlaflosigkeit, von Wiederkäuen, von historischem Sinne, bei dem das Lebendige zu Schaden kommt und zuletzt zugrunde geht, sei es nun ein Mensch oder ein Volk oder eine Kultur. Um diesen Grad und durch ihn dann die Grenze zu bestimmen, an der das Vergangene vergessen werden muß, wenn es nicht zum Totengräber des Gegenwärtigen werden soll, müßte man genau wissen, wie groß die plastische Kraft eines Menschen, eines Volkes, einer Kultur ist; ich meine jene Kraft, aus sich heraus eigenartig zu wachsen, Vergangenes und Fremdes umzubilden und einzuverleiben, Wunden auszuheilen, Verlorenes zu ersetzen, zerbrochene Formen aus sich nachzuformen“.

¹¹⁷ d'AREMBAUD Arnaud, « L'oubli fait partie du bon fonctionnement de la mémoire », in *L'Express*, 25 janvier 2011.

¹¹⁸ Voir BESANCON Alain, *Le malheur du siècle - sur le communisme, le nazisme, et l'unicité de la Shoah*, Paris, Fayard, 1998.

¹¹⁹ HALBWACHS Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994 (Première édition : Paris, Alcan, 1925).

¹²⁰ Chiffre et liste publiés sur le site du *Point* (source : AFP) : http://www.lepoint.fr/politique/manifestation-chefs-d-etat-et-de-gouvernement-en-nombre-11-01-2015-1895664_20.php
Consulté le 1^{er} octobre 2022.

mémoire », et semble donc aller dans le sens d'un « faire mémoire ensemble ». Mais ne conduit-elle pas également à une sorte d'uniformisation ? Ce phénomène soulève donc pour nous une nouvelle interrogation : peut-il y avoir un véritable « faire mémoire ensemble » qui mettrait pour ainsi dire entre parenthèses les identités nationales ? Celles-ci sont-elles encore de mise dans un espace mondial globalisé, ou doivent-elles être dépassées ?

Commémorer s'inscrit par ailleurs dans un temps particulier, distinct du temps ordinaire. Le temps s'arrête pour la durée de la commémoration, que ce soit pour une minute (minute de silence), une journée entière (jour férié) ou davantage (la trêve olympique). Même lorsqu'il s'agit d'un monument, celui-ci invite à s'arrêter pour se souvenir, de manière collective lors d'une cérémonie, ou individuelle, au moins le temps de le regarder et de lire l'inscription qui l'accompagne. La commémoration rompt ainsi avec la logique du temps qui passe. En perpétuant le souvenir, elle abolit la distinction passé / présent / futur, et tente d'inscrire le moment dans l'éternité. Même si ce n'est qu'un instant, cet instant peut se répéter. La commémoration permet donc d'entrer dans une autre temporalité. Comme le montre Pierre Nora, la commémoration s'inscrit ainsi dans deux types différents de temporalité :

*Le centenaire, dans sa majesté séculaire, commande en fait, par ses multiples ou sous-multiples, tous les rendez-vous arithmétiques du calendrier. La génération seule, par la multiplicité qu'elle implique autour d'une même date, vivifie le rendez-vous.*¹²¹

Il y a ainsi tout d'abord un axe cyclique, qui induit un côté répétitif, et qui inscrit le « faire mémoire » dans une tradition, un rituel. Mais il y a aussi un axe linéaire, induit par la succession des générations : les différentes générations qui se succèdent permettent une évolution du « faire mémoire ». C'est la condition nécessaire à une tentative d'élaboration d'une « histoire » de ce « faire-mémoire ». Nous serons donc amenée à interroger de près cette évolution sur la période de plus de quarante années (soit pratiquement deux générations) sur laquelle porte notre étude : Y a-t-il eu effectivement évolution du faire-mémoire franco-allemand ? Et dans l'affirmative, dans quelle mesure ? Et enfin : quel rôle le changement de génération a-t-il pu jouer dans cette évolution ?

Commémorer comporte en outre des rites ou des codes qui lui sont propres. C'est particulièrement visible lorsqu'il s'agit d'une cérémonie, où s'organise une véritable mise en scène : place des participants selon leur fonction, gestes particuliers, discours, choix de musique... La muséographie quant à elle nous enseigne combien cette mise en scène est importante dans la présentation de la collection d'un musée ; citons simplement le Musée juif de Berlin, dont la conception par l'architecte américain Daniel Libeskind raconte en elle-même l'histoire des Juifs allemands, à travers ses espaces vides et ses lignes zigzagantes¹²². Les

¹²¹ NORA, Pierre, « L'Ere de la commémorations », *Les Lieux de mémoire*, Tome III, Paris, Gallimard, 1992, p. 982.

¹²² Voir le site du cabinet de l'architecte : <http://libeskind.com/work/jewish-museum-berlin/> (page en anglais). Consulté le 1^{er} octobre 2022.

« Le projet de Daniel Libeskind, qui a été créé un an avant la chute du mur de Berlin, était basé sur trois idées : il est impossible de comprendre l'histoire de Berlin sans comprendre les immenses contributions de ses citoyens juifs ; la signification de l'Holocauste doit être intégrée dans la conscience et la mémoire de la ville de Berlin ; et, enfin, pour son avenir, la ville de Berlin et le pays d'Allemagne doivent reconnaître l'effacement de la vie juive dans son histoire. Le visiteur pénètre dans le Kollegienhaus baroque, puis descend par un escalier à travers le dramatique espace vide de l'entrée, dans le sous-sol. Le bâtiment existant est relié à la nouvelle extension par le sous-sol, préservant ainsi l'autonomie contradictoire de l'ancienne et de la nouvelle structure en surface. La descente mène à trois routes axiales souterraines,

monuments enfin demandent aussi à être mis en scène. Un arc de triomphe ne s'installe évidemment pas sur un site isolé, mais bien sur l'axe le plus fréquenté de la cité. Ici encore, cet aspect « mise en scène » de la commémoration suscite de nombreuses questions. Quelle a été la part de mise en scène dans les différentes commémorations qui ont émaillé notre période de recherches ? Quels étaient les buts poursuivis par cette mise en scène ? Dans le cas particulier de la commémoration du 22 septembre 1984 et de son geste symbolique, celle-ci a-t-elle servi par la suite non seulement de référence, mais aussi de modèle instituant ce que nous pourrions appeler une « nouvelle liturgie commémorative » ? De véritables rituels franco-allemands ont-ils émergé ?

Cet aspect rituel nous rappelle que le terme « commémorer » appartient à l'origine au domaine du sacré. Pour des pays européens tels que la France et l'Allemagne, la commémoration provient pour une part de l'héritage judéo-chrétien. Le terme « commémoration » est passé dans la langue française par l'intermédiaire du latin utilisé par la liturgie catholique. Dans la continuité de la Pâque juive, déjà évoquée plus haut, la parole fondatrice qui constitue depuis plus de deux-mille ans le cœur du culte chrétien est le « *faites cela en mémoire de moi* » prononcé par le Christ le soir de la Cène. Très tôt, les Chrétiens ont fait mémoire également des « Martyrs », puis plus généralement des fidèles défunts.

Le terme « commémorer » appartient aussi à l'héritage latin de l'Europe. Aux fêtes innombrables en l'honneur des dieux que comporte déjà le calendrier romain s'ajoutent, notamment sous l'Empire, de multiples commémorations : anniversaire de l'Empereur, victoires... L'Empereur Auguste en particulier apparaît comme le précurseur en ce domaine, notamment par les monuments qu'il a fait construire et les triomphes qu'il a fait célébrer. Mais quand l'Empereur offre des jeux pour commémorer ses victoires, il ne rend pas seulement hommage aux dieux. Il réaffirme aussi la source de son pouvoir, et cela participe à l'entreprise de divinisation de sa personne. La commémoration devient alors politique¹²³. Ce qui importe alors est moins de célébrer le passé que d'envoyer un signal politique fort, répondant en réalité aux préoccupations du moment. La France et l'Allemagne ont joué un rôle moteur dans la construction européenne. Une trop grande connivence a même pu être dénoncée, il suffit de rappeler le succès de l'expression « merkozy » pour critiquer la politique d'austérité défendue par les deux pays suite à la crise financière de 2008. N'y a-t-il pas eu une certaine tentation d'utiliser la promotion de la réconciliation franco-allemande, à travers une multiplication des commémorations, afin d'imposer le modèle franco-allemand au reste de l'Europe¹²⁴ ?

Les deux aspects, sacré et politique, restent inséparables tant que religion et pouvoir restent liés. La figure de Jeanne d'Arc nous rappelle par exemple l'importance du sacré du Roi

chacune d'entre elles racontant une histoire différente. Le premier mène à une impasse - la tour de l'Holocauste. Le deuxième conduit à l'extérieur du bâtiment et au Jardin de l'exil et de l'émigration, en souvenir de ceux qui ont été forcés de quitter Berlin. Le troisième, le plus long, trace un chemin menant à l'escalier de la continuité, puis aux espaces d'exposition du musée, soulignant le continuum de l'histoire. Un vide coupe le plan en zigzag du nouveau bâtiment et crée un espace qui incarne l'absence. Il s'agit d'une ligne droite dont l'impénétrabilité devient le point central autour duquel les expositions sont organisées. Pour passer d'un côté à l'autre du musée, le visiteur doit traverser l'un des 60 ponts qui s'ouvrent sur ce vide. »

¹²³ Voir BENOIST Stéphane, *Rome, le prince et la Cité. Pouvoir impérial et cérémonies publiques (Ier siècle av. - début du IVe siècle apr. J.-C.)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2005.

¹²⁴ Voir la tribune publiée conjointement par Daniel COHN-BENDIT et Eva JOLY, « Le traité Merkozy, ou l'impasse européenne », in *Libération*, 8 décembre 2011.

de France à Reims (en mémoire de Clovis) pour asseoir la légitimité de Charles VII. Avec la laïcisation du pouvoir au XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, la commémoration devient profane. En France notamment, la République invente ses propres rituels laïques afin de fonder sa légitimité : drapeau tricolore, 14 juillet, Marseillaise ¹²⁵... La commémoration ne conserve alors que son aspect politique, mais garde toutefois deux fonctions essentielles : forger la communauté par une mémoire, une histoire commune. Le « faire-mémoire » est ainsi fortement constitutif de l'identité d'un individu ou d'un groupe. Cela s'est avéré tout au long du XIX^{ème} dans l'élaboration progressive des « mythes nationaux ». Et même si la seconde partie du XX^{ème} siècle a vu ces derniers fortement remis en question, l'aspect identitaire, lui, est resté. Pour faire mémoire ensemble, il faut non-seulement se reconnaître une identité commune, mais aussi la volonté de la promouvoir. Alors certes, il existe entre la France et l'Allemagne des relations particulières qui font qu'elles sont l'une pour l'autre un partenaire privilégié. L'Allemagne évoque une « amitié » au sens fort du terme, la France parle même volontiers de « couple franco-allemand ». Mais existe-t-il pour autant, au-delà des conflits qui ont opposé les deux pays, une mémoire commune franco-allemande, qui serait en quelque sorte constitutive de l'identité de ce « couple » ?

Notons en contrepoint que le terme « gedenken » en allemand ne comporte pas la connotation collective du « cum- »- latin. Construit uniquement sur le verbe « denken », il met moins l'accent sur le « faire mémoire » en tant que phénomène social, mais davantage sur le « faire mémoire » en tant processus intellectuel ¹²⁶. Ce processus, qui consiste en l'élaboration d'une représentation mentale, paraît a priori indissociable de la personne (du sujet) qui l'accomplit, et semble donc ne pouvoir être qu'individuel. Selon nous, cette définition soulève une objection qui remet en cause la possibilité d'une mémoire « collective », et interroge de ce fait la pertinence même du fait d'évoquer un « faire mémoire ensemble ». Les nuances que la traduction fait apparaître entre les termes français et allemands employés pour désigner l'action de « commémorer » ne sont donc pas anodines. Elles témoignent du fait que ce n'est pas seulement sur le fond du « faire mémoire » que la France et l'Allemagne divergent, mais aussi sur la forme. Pourrions-nous ainsi aller jusqu'à affirmer que la commémoration prend plus volontiers la forme d'une cérémonie publique en France, et davantage la forme d'un débat intellectuel en Allemagne ?

III. De la mémoire à l'oubli : réflexions sur la mémoire collective

Le concept de « mémoire collective » a été forgé au début du XX^{ème} siècle par sociologue français Maurice Halbwachs (1877-1945). Ses travaux restent jusqu'à aujourd'hui la référence obligée de la quasi-totalité des publications sur le phénomène commémoratif. Dans

¹²⁵ Voir notamment les articles de Raoul GIRARDET (« Les trois couleurs »), de Michel VOVELLE (« La Marseillaise ») de Christian MALVI (« Le 14 juillet ») in NORA Pierre, *Les lieux de mémoire / 1. la République*, Paris, Gallimard, 1984.

¹²⁶ Voir le site du *Digitales Wörterbuch der deutschen Sprache*, <https://www.dwds.de/wb/gedenken>. Consulté 1^{er} octobre 2022.

la lignée du fondateur de la sociologie française, Emile Durkheim, qui postule l'impossibilité pour l'individu d'exister en dehors de la société dont il fait partie, Maurice Halbwachs postule l'impossibilité pour la mémoire individuelle d'exister en dehors d'une mémoire collective :

Mais inversement, il n'y a pas alors de souvenir, qui puisse être dit purement intérieur, c'est-à-dire qui ne puisse se conserver que dans la mémoire individuelle. En effet, du moment qu'un souvenir reproduit une perception collective, lui-même ne peut être que collectif, et il serait impossible à l'individu de se représenter à nouveau, réduit à ses seules forces, ce qu'il n'a pu se représenter une première fois qu'en s'appuyant sur la pensée de son groupe. ¹²⁷

De même que l'individu se construit à partir des échanges et des partages avec les autres individus du groupe, de même la mémoire individuelle se construit en interaction avec d'autres mémoires individuelles (« Dis, tu te souviens, quand... ? »). Il n'existe pas pour Maurice Halbwachs de mémoire individuelle « chimiquement pure », et ce postulat ouvre tout le champ de la réflexion sur les rapports entre mémoire individuelle et mémoire collective. Comment se forge la mémoire collective ? Est-elle la simple mise en commun des mémoires individuelles ? Quelles sont les influences réciproques des mémoires individuelles sur la mémoire collective, existe-t-il un rapport de force entre les deux dans le processus de construction de la mémoire, et au-delà de l'identité, tant de la personne que du groupe ?

1. Mémoire individuelle et mémoire collective

Pour Maurice Halbwachs en ce début de XX^{ème} siècle, le cadre de la mémoire collective est par excellence la nation ¹²⁸. Chaque nation constitue une communauté, au sein de laquelle la mémoire collective est une sorte d'héritage qui se transmet de génération en génération. Cette transmission se fait par deux sortes de canaux privilégiés. Il y a tout d'abord le vécu communautaire (récits entendus ensemble, rituels auxquels participe l'ensemble de la communauté...). On pourrait ainsi citer par exemple en France, au lendemain de la Première Guerre mondiale, les « cérémonies de la Victoire » qui revêtent pour les enfants un aspect quasiment initiatique. Ce vécu est lui-même générateur de souvenirs individuels. Mais il y a aussi la transmission par l'école (qui s'est généralisée en France comme en Allemagne) d'une mémoire collective qui n'est plus fondée sur l'expérience, mais sur le savoir. S'agit-il alors encore de mémoire ? Il faudra en tout cas un long processus d'apprentissage avant que l'individu ne puisse s'approprier ces connaissances « extérieures », et qu'elles deviennent ainsi une « mémoire historique ». C'est ce constat qui permet à Maurice Halbwachs de poser la distinction entre mémoire collective (fût-elle historique) et histoire ¹²⁹. La première est perçue comme subjective, et donc sujette à caution, alors que la seconde revendique l'objectivité. Cette distinction est encore aujourd'hui perçue comme fondamentale : mémoire et histoire revendiquent chacune leur autonomie, comme le rappelle Paul Ricœur en introduction à la deuxième partie de son ouvrage *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*, consacrée à l'histoire :

¹²⁷ HALBWACHS Maurice, *Les cadres sociaux de la Mémoire*, Op. cit. , p. 196.

¹²⁸ Ibid., p.289-290.

¹²⁹ HALBWACHS Maurice, *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997 (1^{ère} édition Paris, Presses Universitaires de France, 1950).

*Reste que l'autonomie de la connaissance historique par rapport au phénomène mnémonique demeure la présupposition majeure d'une épistémologie cohérente de l'histoire en tant que discipline scientifique et littéraire.*¹³⁰

La relation entre mémoire et histoire s'est encore complexifiée avec l'avènement de ce qu'Annette Wieviorka a défini comme « l'ère du témoin »¹³¹. Elle est au cœur de notre sujet. Il s'agira probablement moins d'opposer mémoire et histoire que de les envisager dans leur relation dialectique. C'est là, nous semble-t-il, la condition préalable à une histoire de la mémoire, cette « histoire au second degré » dont parle Pierre Nora¹³². La période choisie (depuis 1984) se caractérise en effet par deux phénomènes contradictoires : la multiplication et l'hypermédiatisation des témoignages individuels (directs ou à travers des documents d'archives) et la disparition progressive des derniers témoins. Cette disparition des derniers témoins, qui concernait au début de notre période la Première Guerre mondiale, s'étend aujourd'hui à la Seconde. Quelles conséquences cela va-t-il entraîner sur la mémoire des deux conflits mondiaux, mémoire qui est centrale dans le cadre franco-allemand ?

2. Mémoire traumatique et mémoire négative

Les traumatismes du XX^{ème} siècle, et notamment ceux de la Seconde Guerre mondiale et de la Shoah, ont porté à son paroxysme la réflexion sur la mémoire collective. C'est particulièrement vrai pour la République Fédérale d'Allemagne, qui a accompli au cours des soixante-dix dernières années un travail sans précédent dans ce domaine. Dans cette réflexion sur la mémoire collective, les travaux des égyptologues allemands Jan et Aleida Assmann font référence. Ils reprennent et approfondissent les théories de Maurice Halbwachs sur la mémoire collective, et introduisent en particulier la distinction entre « mémoire communicative » et « mémoire culturelle »¹³³.

Ce que J. et I. Assmann désignent sous le terme de « mémoire communicative », c'est avant tout une mémoire orale, qui passe par les souvenirs personnels et le témoignage. La transmission de la mémoire est donc ici directe, « immédiate », et ne peut donc se faire qu'à échelle de vie humaine : au maximum entre arrière-grands-parents et arrière-petits enfants, soit trois ou quatre générations représentant environ quatre-vingts ans¹³⁴. Au-delà, les témoins directs disparaissent, et leur mémoire avec eux. La « mémoire communicative » se renouvelle donc par la force des choses au rythme du changement de générations. Ce facteur générationnel prend une importance particulière dans la deuxième partie du XX^{ème} siècle, et devient même source de conflit en raison de la fracture occasionnée par le nazisme. Des phénomènes apparaissent, que la psychologie connaît bien dans le cadre d'événements traumatiques : déni, mutisme..., tels que les décrit Boris Cyrulnik :

¹³⁰ RICOEUR Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Op. cit., p. 168-169.

¹³¹ WIEVIORKA Annette, *L'Ère du témoin*, Paris, Plon, 1998.

¹³² NORA Pierre, *Présent, Nation, Mémoire*, Paris, Gallimard, 2011, p. 169.

¹³³ ASSMANN Aleida / FREVERT Ute, *Geschichtsvergessenheit Geschichtsversessenheit - Vom Umgang mit deutschen Vergangenheiten*, Op. Cit, p. 35 et ss.

¹³⁴ *Ibid.*

*Comment penser de telles atrocités, et comment les dire ensuite quand la paix est revenue ? Le déni et le mutisme permettront d'éviter la mémoire douloureuse, mais non de donner sens à l'insensé. Cette défense adaptative qui évite la souffrance fait taire le blessé et l'isole, l'empêchant de reprendre une place dans la société.*¹³⁵

Ces phénomènes bloquent la transmission, et plus tard provoquent questionnement, remise en cause par les générations suivantes. C'est ainsi qu'en Allemagne, après le mutisme des années 1950, la génération de 1968 s'est mise à interroger les deux générations précédentes sur leurs rapports avec le national-socialisme¹³⁶.

C'est pour pallier ce caractère à la fois fragile et éphémère de cette « mémoire communicative » que la « mémoire collective » recourt à des médias (récits, rituels, mémoriaux...). La « mémoire collective » peut ainsi se perpétuer sur plusieurs siècles, voire plusieurs millénaires si l'on prend comme exemple les grandes traditions religieuses de l'humanité. C'est cette mémoire transmise de manière plus large, tant dans le temps que l'espace, que J. et A. Assmann désignent par les termes de « mémoire culturelle ». On s'éloigne de plus en plus nettement de la notion de mémoire spontanée pour rejoindre celle de mémoire « fabriquée ». La « mémoire collective » devient alors « mémoire fonctionnelle »¹³⁷, selon la désignation introduite par Jan et Aleida Assmann. Elle ne vise plus la fidélité comme critère absolu, mais ne retient du passé que ce qui a une utilité pour le présent. C'est une mémoire fonctionnelle qui devient donc par définition sélective, à l'image finalement de la mémoire individuelle : tout ce qui n'a plus d'utilité tombe dans l'oubli.

La « mémoire culturelle » quant à elle a longtemps répondu à un double objectif : à la fois forger, mais aussi manifester l'identité du groupe qui la porte. C'est ainsi que sont nés au XIX^e siècle, en même temps que l'idée de nation, les grands « mythes nationaux ». Là encore, la rupture radicale provoquée par la Seconde Guerre mondiale bouleverse considérablement la donne. L'idée de nation devient particulièrement suspecte en Allemagne :

*L'effondrement du régime national-socialiste, la capitulation sans condition, les crimes commis par des Allemands au nom de la Nation allemande ont ébranlé également la validité du nationalisme allemand en tant qu'idéologie politique d'intégration.*¹³⁸

Cet effondrement entraîne un profond bouleversement qui a des répercussions sur la manière de concevoir la mémoire et l'histoire :

¹³⁵ CYRULNIK Boris, *Autobiographie d'un épouvantail*, Paris, Odile Jacob, 2008, p. 221.

¹³⁶ Voir: KASTNER Jens, „1968 und die Auseinandersetzung mit dem Nationalsozialismus“, in *Forschungsjournal NSB*, Jg. 21, 3 /2008, pp. 45-56.

¹³⁷ ASSMANN Aleida, *Der lange Schatten der Vergangenheit*, München, C. H. Beck, 2014, p. 37 et ss.

¹³⁸ LEPSIUS Mario Rainer, « Das Erbe des Nationalsozialismus und die politische Kultur der Nachfolgestaaten des „großdeutschen Reiches“ », in *Demokratie in Deutschland*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1993, cité par WINKLER Heinrich-August, *Der lange Weg...*, *Op. cit.*, p. 651.

„Der Zusammenbruch des nationalsozialistischen Regimes, die bedingungslose Kapitulation, die von Deutschen im Namen der deutschen Nation begangenen Verbrechen erschütterten auch die Geltung des deutschen Nationalismus als politische Integrationsideologie“.

Issue de plusieurs décennies d'autocritique, la prise de conscience des dangers d'un lien trop étroit entre nationalisme et science historique avait discrédité, apparemment une fois pour toutes, la tradition nationale allemande. ¹³⁹

La « mémoire collective » cesse d'obéir à un impératif identitaire pour obéir à un impératif éthique. Il s'agit de mettre en place un « travail de mémoire » (qui n'est pas tout à fait un « devoir de mémoire », nous y reviendrons), afin de comprendre ce qui s'est passé et de ne pas le reproduire. C'est ainsi que naît le concept de « mémoire négative » ¹⁴⁰ : l'entrée dans la « mémoire collective » d'événements non plus seulement glorieux, mais aussi traumatiques.

Il est cependant paradoxal de constater que c'est cette entrée du « traumatique » dans la mémoire collective qui a permis de sortir du cadre purement national. Ce constat nous amène à l'interrogation suivante : une mémoire commune entre la France et l'Allemagne peut-elle n'être que de type traumatique et se limiter à celle des guerres (les horreurs de Verdun, puis celles d'Auschwitz) ? Pour approfondir cette question, il faudra probablement étudier la manière dont s'est constituée la mémoire franco-allemande dans ses différentes strates. C'est-à-dire la manière dont s'est effectué le passage de la mémoire « communicative » (celle des témoins) à la mémoire « culturelle » (autrement dit la mémoire « officielle » destinée à être transmise).

Ces distinctions entre différents types de mémoire ne doivent cependant pas amener à conclure à un cloisonnement, qui ferait que ces mémoires existeraient indépendamment les unes des autres. C'est au contraire leur interaction, parfois même conflictuelle, qui constitue cette réalité complexe qu'est la « mémoire collective ». L'essentiel de la recherche au XX^{ème} siècle, poussée par les événements historiques et les évolutions sociales, s'est en effet employée à remettre en cause le caractère monolithique de la « mémoire collective » officielle. Toutefois, il faut bien reconnaître qu'entre recherche scientifique et politique mémorielle, il subsiste parfois encore un décalage. Nicolas Offenstadt a ainsi fortement remis en cause le grand récit de la construction européenne, récit « politique » ayant pour objectif de promouvoir l'unité de l'Europe, mais qu'il estime être en réalité une nouvelle forme de « roman national » :

Comme le « roman national », le « récit européen » risque aussi d'euphémiser ou de minimiser les passés de tensions ou de conflits pour valoriser l'unité de civilisation. On le voit dès le début de la construction européenne. [...] Mais l'Europe n'a rien à gagner à bâtir des fictions historiques, comme celles que les Nations ont raconté au XIX^{ème} siècle pour légitimer leur existence. ¹⁴¹

Ces objections nous amènent à formuler le postulat suivant : une éventuelle « mémoire commune » entre la France et l'Allemagne ne saurait, elle non plus, chercher à être monolithique. Les commémorations, pour manifester et forger cette mémoire commune de

¹³⁹ JARAUSCH Konrad H., „Normalisierung oder Re-Nationalisierung? Zur Umdeutung Der Deutschen Vergangenheit“ in *Geschichte Und Gesellschaft*, vol. 21, n°4, 1995, p. 574.

„Die in jahrzehntelanger Selbstkritik entstandene Einsicht in die Gefahren einer zu engen Verbindung von Nationalismus und Geschichtswissenschaft hatte die deutschnationale Tradition anscheinend ein für allemal diskreditiert“.

¹⁴⁰ ASSMANN Aleida, *Der lange Schatten der Vergangenheit*, Op. Cit., p. 219.

¹⁴¹ OFFENSTADT Nicolas, « 3. Roman national, roman européen » in *L'Histoire bling-bling - La fin du roman national*, Paris, Stock, 2009.

manière vraie, devraient donc non pas gommer, mais au contraire prendre en compte le jeu complexe des différentes mémoires.

3. Les abus de la mémoire

L'historien allemand Reinhart Koselleck, qui a particulièrement travaillé sur la sémantique des termes employés dans les sciences historiques, est allé jusqu'à remettre en cause le concept de « mémoire collective ». R. Koselleck pousse en effet l'intuition de M. Halbwachs jusqu'au bout, fondant sa conviction sur le postulat suivant : je ne peux véritablement me souvenir, au sens propre du terme, que de ce que j'ai vécu personnellement ¹⁴². Il confirme ainsi la différence de nature, irréductible, entre la mémoire individuelle, fondée sur l'expérience, constitutive du passé et de l'identité de chaque individu, et la mémoire dite « collective », purement théorique.

Certes, un même événement peut évidemment être vécu de manière collective. Mais R. Koselleck s'appuie sur le constat, somme toute banal, que l'on peut faire lors de tout appel à témoignage : pour un même événement objectif il y a, au-delà de quelques points communs, autant de versions différentes que de témoins. Cela s'explique tout d'abord par les différences de perception : il y a autant de perspectives que d'individus, conditionnées par le terreau personnel de chacun (milieu, éducation, vécu antérieur etc...). Cette différence de perception se répercute évidemment immédiatement sur la mémoire qui en est la trace. Il faut enfin ajouter le caractère sélectif et fonctionnel de la mémoire que nous avons déjà évoqué grâce à J. et A. Assmann. Tous ces facteurs, mais aussi son expérience personnelle, amènent R. Koselleck à conclure qu'il y a autant de mémoires que d'individus :

Je ne peux me souvenir que de ce dont j'ai moi-même fait l'expérience. Je dirais même que chaque être humain a un droit à ses souvenirs particuliers. C'est le droit à une biographie particulière, qui ne peut lui être retiré par aucune collectivisation, aucune homogénéisation, aucune contrainte. ¹⁴³

La « mémoire collective » est pour lui une mémoire fabriquée, et donc purement théorique, coupée de l'expérience. La mémoire collective est fabriquée, car elle n'existerait pas sans le travail de ceux que R. Koselleck définit presque comme une véritable caste, en allemand les sept « P » : « *die Professoren, die Priester, die Pfarrer, die PR-Spezialisten, die Presseleute, die Poeten, die Politiker* » (les professeurs, les prêtres, les pasteurs, les spécialistes des relations publiques, les gens de la presse, les poètes, les politiciens) ¹⁴⁴. Comme ceux qui fabriquent cette mémoire poursuivent un but identitaire, et visent à « l'homogénéisation », ils sont contraints de dénier à la mémoire tout droit à la diversité. Il y a ainsi, de fait, une simplification inhérente à la « mémoire collective » au détriment de la réalité, toujours beaucoup plus complexe.

¹⁴² KOSELLECK Reinhart, *Gibt es ein kollektives Gedächtnis ?*, Maison des Sciences de l'Homme et de la Société, Sofia, 2004, pp. 23-28.

¹⁴³ *Ibid.*, p. 25.

„Ich habe keine Erinnerung bis auf das, was ich selbst erfahren habe. Ich würde sogar sagen, dass jeder Mensch ein Recht auf seine eigene Erinnerung hat. Das ist das Recht auf seine eigene Biografie, die ihm durch keine Kollektivierung, durch keine Homogenisierung, durch keine Zumutung genommen werden kann“.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 27.

R. Koselleck dénonce donc comme « mythe », voire même comme « idéologie », toute tentative de réduire la pluralité des mémoires :

*Il y a autant de mémoires que d'individus et, selon moi, tout habillage collectif relève a priori de l'idéologie ou du mythe.*¹⁴⁵

Cette remise en cause nous amène à nous interroger : existe-t-il une « véritable » mémoire franco-allemande, susceptible de s'appuyer sur un réel fonds commun ? La mémoire franco-allemande s'est forgée en grande partie à partir d'une volonté politique forte des deux pays. Toutefois, cette volonté politique forte discrédite-t-elle pour autant, a priori, l'histoire des relations franco-allemandes ? Pouvons-nous affirmer que cette histoire n'est finalement qu'un « roman binational » (proche somme toute de l'ancien roman national), une « idéologie », un « mythe » au service de l'intégration européenne ?

La remise en cause du caractère monolithique de la mémoire entraîne un renversement complet du statut de l'historien, thématiqué en particulier par les travaux de Pierre Nora en France. Selon P. Nora, la tâche de l'historien ne consiste plus à fouiller le passé afin d'y « exhumer » des événements, des personnages... susceptibles d'alimenter la construction du « mythe national ». Il s'agit au contraire de déconstruire ces « mythes nationaux », qui sont pour lui porteurs d'une identité factice. Les historiens qui adoptent cette démarche portent désormais davantage leur intérêt sur les « les cadres sociaux de la mémoire », c'est-à-dire l'étude des terreaux particuliers (terreaux religieux, sociaux, politiques, nationaux...) sur lesquels la mémoire individuelle a pu se développer¹⁴⁶. Leur objectif est même de mettre à jour les lignes de fractures, les conflits, refoulés mais toujours larvés, afin d'entrer dans un véritable dialogue avec l'autre. L'historien Patrick Boucheron définit ainsi le projet de *L'Histoire Mondiale de la France* publiée en 2017 sous sa direction :

Cette ambition est politique, dans la mesure où elle entend mobiliser une conception pluraliste de l'histoire contre l'étrécissement identitaire qui domine aujourd'hui le débat public. [...] Voici pourquoi elle prend la forme d'un projet pensé d'emblée comme un geste éditorial : faire entendre un collectif d'historiens et d'historiennes travaillant ensemble à rendre intelligible un discours engagé et savant. Ce livre est donc joyeusement polyphonique. Il ne l'est pas faute de mieux – comment écrire aujourd'hui

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 28.

„Es gibt so viele Erinnerungen wie Menschen und jede Kollektivität, die darüber gestülpt wird, ist m. E. a priori Ideologie oder Mythos“.

¹⁴⁶ Citons ici pour la France Jacques Legoff et ses travaux sur le Moyen-âge, ou pour l'Allemagne Hans-Ulrich Wehler et son *Histoire de la société allemande* en 5 volumes.

WEHLER Hans-Ulrich, *Deutsche Gesellschaftsgeschichte Band 1-5*, München CH. Beck, 2008.

LEGOFF Jacques, *Pour un autre Moyen-Âge*, Paris, Gallimard, 1991, p. 16.

« Ne nous attardons pas aux jeux dérisoires d'une légende dorée du Moyen-Age à substituer à la légende noire des siècles passés. Ce n'est pas cela un autre Moyen-Age. Un autre Moyen-Âge c'est – dans l'effort de l'historien – un Moyen-Âge total qui s'élabore aussi bien à partir des sources littéraires, archéologiques, artistiques, juridiques qu'avec les seuls documents naguère concédés aux médiévistes « purs ». [...] C'est un Moyen-Âge profond que le recours aux méthodes ethnologiques permet d'atteindre dans ses habitudes journalières, ses croyances, ses comportements, ses mentalités. »

*d'un seul jet et d'une même plume une histoire de France ? – mais par choix et par conviction.*¹⁴⁷

Cela nous amène à soulever la question suivante : n'y a-t-il pas toutefois un danger à mettre au jour ce qui divise ? Nous entrons là dans un débat qui serait plutôt de l'ordre de la psychologie. Faut-il attendre que le passé soit suffisamment passé, c'est-à-dire qu'il ait suffisamment perdu sa charge émotionnelle, pour pouvoir entreprendre ce travail de mémoire ? Ou bien au contraire y a-t-il urgence à faire ce travail, avant justement que les fractures ne cristallisent et ne deviennent irréductibles ?

Cet aspect traumatique de la mémoire collective a été l'un des axes importants des travaux de l'historien français Henry Rousso sur la mémoire de Vichy, et plus largement sur celle de la Seconde Guerre mondiale. Sa réflexion s'appuie, à partir de celle de J. et A. Assmann, sur le concept de « mémoire négative ». Le terme de « négatif » ne se rapporte pas ici aux événements eux-mêmes qui, même s'ils sont douloureux, peuvent parfois être encore regardés avec une certaine fierté, et finissent même par emporter l'adhésion quasi générale d'une mémoire apaisée (H. Rousso cite ici en exemple la Révolution Française). Selon son interprétation, le terme de « mémoire négative » désigne une mémoire collective de type traumatique, dont les ressorts essentiels ne sont plus la célébration, mais « *la perpétuation du deuil et la hantise d'une répétition du passé* »¹⁴⁸.

H. Rousso situe la naissance de la « mémoire négative » au lendemain de la Première Guerre mondiale, et son expression emblématique est le « plus jamais ça - nie wieder » des anciens combattants. Cette « mémoire négative » s'est ensuite exacerbée avec l'expérience de la Seconde Guerre mondiale et de la Shoah. La « mémoire négative » a donc comme première caractéristique d'être obsédante : elle finit par envahir l'espace public (la mémoire non seulement « communicative », mais aussi « culturelle », pour reprendre la terminologie de J. et A. Assmann), et donc *in fine* la mémoire des individus qui composent le groupe. H. Rousso la définit ainsi comme une mémoire « d'un passé qui ne passe pas »¹⁴⁹, qui hante durablement le présent d'une société, de la même manière qu'un événement traumatique peut hanter durablement la vie d'un individu.

En tant que « mémoire communicative », la « mémoire négative » s'est construite en priorité sur le témoignage, mais un témoignage particulier : celui des victimes ou, à défaut, de ceux qui parlent en leur nom. La figure centrale de la mémoire négative n'est donc plus le héros, ni même le témoin, mais la victime¹⁵⁰. C'est au nom des victimes que l'on fait mémoire - des victimes qui demandent d'abord à être reconnues comme telles par la collectivité. Cette demande de reconnaissance implique alors une demande de reconnaissance du préjudice subi, et une demande de juste réparation. L'aspect traumatique se double alors d'une exigence

¹⁴⁷ BOUCHERON Patrick, « Ouverture », in BOUCHERON Patrick (Dir.), *Histoire mondiale de la France*, Paris, Seuil, 2017, p. 7.

¹⁴⁸ ROUSSO Henry, *La dernière catastrophe*, Paris, Gallimard, 2012, p.101.

¹⁴⁹ En Allemagne, l'expression renvoie à l'article d'Ernst NOLTE, „Vergangenheit, die nicht vergehen will“, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 6. Juin 1986, qui a contribué à déclencher la « querelle des historiens ».

En France, à l'ouvrage d'Eric CONAN et Henry ROUSSO, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994.

¹⁵⁰ ROUSSO Henry, *Face au passé*, Paris, Belin, 2016, p.253.

morale, fondée sur l'idée que le passé ne doit pas passer : oublier serait en quelque sorte tuer une seconde fois les victimes, comme le rappelle Elie Wiesel :

*Pour le survivant qui se veut témoin, le problème reste simple : son devoir est de déposer pour les morts autant que pour les vivants, et surtout pour les générations futures. Nous n'avons pas le droit de les priver d'un passé qui appartient à la mémoire commune. L'oubli signifierait danger et insulte. Oublier les morts serait les tuer une deuxième fois. Et si, les tueurs et leurs complices exceptés, nul n'est responsable de leur première mort, nous le sommes de la seconde.*¹⁵¹

C'est ainsi que s'est forgée la notion d'un « devoir de mémoire », qui s'est institutionnalisée de plus en plus : procès, journées nationales de commémoration, commissions de réconciliation¹⁵²...

A partir d'un tournant qu'H. Rousso situe pour l'Europe dans les années 1970, la « mémoire négative » est donc de ce fait devenue « mémoire culturelle » : elle a envahi l'espace public (travaux de recherche, médiatisation des procès, émissions de télévision...) ¹⁵³. H. Rousso a pu constater que le phénomène, qui concernait dans un premier temps les pays de l'Ouest de l'Europe, s'est ensuite mondialisé à partir des années 1990 ¹⁵⁴, notamment après la chute du Mur de Berlin et l'avènement à la démocratie de pays où la mémoire était jusque-là contrôlée, y compris hors de l'Europe. Toutefois, cette hypermédiatisation des victimes n'est tout de même pas sans interroger l'historien en quête d'objectivité. H. Rousso y voit le danger que la capacité à se faire entendre, voire à scandaliser, prime désormais sur le critère d'authenticité et de véracité. Rappelons seulement toutes les réserves faites par R. Koselleck au sujet des possibles manipulations de la « mémoire collective ». Nous pouvons ainsi nous interroger : quel rôle les souvenirs traumatiques ont-ils joué dans l'émergence de la mémoire franco-allemande ? Y a-t-il des traces de « manipulation », consciente ou non, notamment du fait de l'hypermédiatisation que connaissent la France comme l'Allemagne ?

¹⁵¹ WIESEL Elie, *La Nuit*, Paris, Editions de Minuit, 1958 / réédition de 2007 avec nouvelle préface, p. 22.

¹⁵² Citons parmi de multiples exemples :

- en Allemagne : du procès de Francfort (2d procès d'Auschwitz : 1963-1965) au tout récent procès Josef Schütz. Voir : BAILLY Anne-Françoise, « Procès d'un ancien nazi en Allemagne : un Dijonnais parmi les témoins-clés », in *Le Bien Public*, 10 mai 2022.

- en France : les procès contre Klaus Barbie (1987), puis Paul Touvier (1995) et Maurice Papon (1997-1998), la « journée nationale commémorative des victimes des persécutions racistes et antisémites commises sous l'autorité de fait dite Gouvernement de l'Etat français (1940-1944) » instaurée par François Mitterrand en 1993 et devenue en 2000 « Journée nationale à la mémoire des victimes de crimes racistes et antisémites de l'Etat français et d'hommage aux " Justes " de France ».

- en Afrique du Sud : la Commission de la Vérité et de la Réconciliation ...

¹⁵³ Citons les documentaires du journaliste et historien allemand Guido Knopp (*Hitlers Helfer, Les complices d'Hitler*).

¹⁵⁴ ROUSSO Henry, *Face au passé*, Op. cit., p. 266.

« Pour avoir eu la chance, ces dernières années, de parler de ces sujets un peu partout dans le monde, j'ai pu constater à quel point la gestion longue des séquelles du nazisme et de la Seconde Guerre mondiale pouvait intéresser les audiences les plus diverses. Ce n'est pas tant l'histoire occidentale comme telle qui suscitait cet attrait, que la résonance de ces thèmes dans des situations fort éloignées de l'expérience européenne. Cette histoire de la mémoire parle à des Chiliens, à des Colombiens, à des Coréens ou à des Rwandais, pour citer quelques rencontres personnelles. Elle soulève les mêmes interrogations que celles qu'ils se posent face à leurs propres traumatismes collectifs ».

L'historien des idées Tzvetan Todorov (1939-2017) a ainsi thématiqué dans un essai de 1995 ce qu'il a désigné comme les « abus de la mémoire »¹⁵⁵. Il commence par rappeler que la mémoire est d'abord par essence sélective : un processus complexe entre souvenir et oubli. Il souligne ensuite que le propre des régimes totalitaires est de vouloir contrôler cette sélection. La mémoire officielle a alors pour but de sélectionner les informations dont les individus peuvent disposer, et finalement d'exercer ainsi un contrôle de la pensée. Mais n'est-ce pas, au moins pour une part, illusoire ? En dépit de toutes les polices politiques, il reste extrêmement difficile de contrôler entièrement la mémoire communicative. Elle se transmet dans l'ombre et joue alors le rôle de contre-pouvoir : faire mémoire devient un acte de résistance, voire de survie dans le cas de communautés persécutées et menacées de disparition¹⁵⁶. C'est ce qui explique que des personnes aient mis leur vie en danger pour que la mémoire puisse être transmise¹⁵⁷ :

*Reihane danse, sans voile et avec des garçons, sur une terrasse de Téhéran. Xitlali prépare son excursion dans les montagnes du Guerrero mexicain, à la recherche des personnes enlevées par les trafiquants de drogue. Moustafa Djemilev, le Tatar de Crimée, nargue Vladimir Poutine au téléphone. Olga donne une conférence sur la démocratie dans une usine affectée de Biélorussie. Ali reçoit des soldats israéliens dans sa cabane en territoires palestiniens pour discuter de la non-violence. Ce sont les nouveaux dissidents. Mais les anciens n'avaient pas non plus froid aux yeux. Rappelons-nous.*¹⁵⁸

Pourtant T. Todorov toutefois, la notion de « mémoire » ne doit pas être simplement opposée à celle d'« oubli ». Il est en effet de toute façon impossible pour la mémoire de conserver l'intégralité du passé. Elle comporte nécessairement un processus de sélection, souvent en grande partie inconscient, entre ce qui est destiné à être « conservé » et ce qui est destiné à être effacé. Ce processus de choix est pour T. Todorov constitutif de l'individu, et ne saurait donc lui être imposé de l'extérieur. Là où ce processus n'a pas lieu (comme par exemple dans la mémoire purement informatique et numérique) ou lorsque ce processus est contraint (comme dans une dictature) on assiste immédiatement à une déshumanisation :

¹⁵⁵ TODOROV Tzvetan, *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa, 2015 (Première édition 1995).

¹⁵⁶ Voir les témoignages de Nadia MURAD (Yézidie, prix Nobel de la Paix 2018) : KAVALL Allan, « Nadia Murad, des chaînes de l'Etat islamique au prix Nobel de la paix », in *Le Monde*, 5 octobre 2018 ou de Gulbahar HAITIWAJI (Ouïghoure) : HAITIWAJI Gulbahar / MORGAT Rozenn, *Rescapée du goulag chinois*, Paris, Editions des Equateurs, 2021.

¹⁵⁷ Voir : ELTCHANINOFF Michel, *Les nouveaux Dissidents*, Paris, Stock, 2016.

Dans le premier chapitre « Lénine rechute », M. Eltchaninoff consacre notamment un paragraphe au groupe de punk-rock féministe « Pussy Riot » :

« Le 21 février 2012, vers 11 heures du matin, ces nouveaux dissidents stupéfient le pays. La cathédrale du Christ-Sauveur, la plus vaste église orthodoxe de Russie [...]. Cinq jeunes femmes se faufilent devant l'autel, vers l'endroit réservé à la lecture des textes saints. Elles enfilent des cagoules colorées, ôtent leurs manteaux et se retrouvent en collant et tunique. A l'aide d'une sono portable, filmées par leurs amis, elles entament une âpre « prière punk » d'une vingtaine de versets, dont le refrain est « Vierge Marie, mère de Dieu, chasse Poutine ! ». [...] Alors que les premières photos et vidéos commencent à circuler, trois membres du collectif sont arrêtés, placés en détention provisoire, inculpés de hooliganisme. [...] Ekatarina Samoutsevitch est libérée le 10 octobre [2012], mais pas Nadia [Tolokonnikova] et Maria [Alekhina], qui sont expédiées dans leurs colonies pénitentiaires respectives [...]. Leur détention permet d'ailleurs de faire connaître au monde entier le délabrement et la cruauté du système pénitentiaire russe, puisque les deux jeunes femmes font parvenir à la presse des descriptions de leur quotidien ».

¹⁵⁸ *Ibid.*, Introduction.

Ce que nous reprochons aux bourreaux hitlériens et staliniens n'est pas qu'ils retiennent certains éléments du passé plutôt que tous - nous-mêmes ne comptons pas procéder autrement - mais qu'ils s'arrogent le droit de contrôler le choix des éléments à retenir. ¹⁵⁹

T. Todorov introduit ainsi une distinction entre le processus de mémoire en lui-même et l'usage qui en est éventuellement fait par la suite. Le processus de mémoire, lui, est en quelque sorte « neutre » ; mais son usage par contre peut conduire à ce que l'auteur dénonce comme des « abus », ainsi que le laisse entendre le titre-même de son essai. T. Todorov rappelle dans un premier temps que le travail de « recouvrement » du passé, pour un individu comme pour un groupe, est absolument incontournable, surtout si ce passé a été traumatique. Refoulés, les éléments traumatiques du passé continuent à peser sur le présent et il est nécessaire de se libérer de ce poids tout simplement pour recommencer à vivre :

Le poids de la mémoire colore le présent. Quand on sort d'une agonie de plusieurs années, on ne peut pas gambader tout de suite. Il faut du temps pour réapprendre à laisser venir le bonheur. ¹⁶⁰

Mais il y a aussi une façon d'user de la mémoire, de la ressasser, qui entretient le conflit au lieu de l'apaiser ¹⁶¹, et qui sous couvert de justice, de réparation, voire de juste vengeance, peut conduire à tous les abus. L'auteur énonce donc, parallèlement au « devoir de mémoire », un « droit à l'oubli ».

T. Todorov introduit ensuite une deuxième distinction, concernant cette fois-ci l'usage de la mémoire, entre ce qu'il appelle la mémoire « littérale » et ce qu'il appelle la mémoire « exemplaire ». Selon lui, la mémoire littérale est une mémoire où l'événement traumatique devient autoréférentiel, « *il reste un fait intransitif, ne conduisant pas au-delà de lui-même* » ¹⁶². L'individu ou le groupe se construit à partir du traumatisme dont il a été victime et ne parvient pas à le dépasser. Il reste ancré dans ce passé et ne vit le présent qu'en fonction de lui. Cet enfermement peut ainsi conduire à tous les amalgames : 'j'ai subi des atrocités de la part d'Allemands nazis, donc tous les Allemands sont des nazis...' et ainsi de suite... La mémoire exemplaire par contre est une mémoire où l'individu ou le groupe parvient à dépasser l'événement traumatique, non pour l'oublier mais pour l'utiliser afin de comprendre le présent : 'les événements dont j'ai été victime me mobilisent pour empêcher qu'ils ne se reproduisent pour d'autres'.

¹⁵⁹ TODOROV Tzvetan, *Les abus de la mémoire*, Op. cit., pp. 14-15.

¹⁶⁰ Voir CYRULNIK Boris, *Sauve-toi, la vie t'appelle*, Paris, Odile Jacob, 2012, p. 104.

¹⁶¹ Il est ici possible d'évoquer à titre d'exemple, le rôle de la mémoire dans le conflit israélo-palestinien, sous deux angles complémentaires :

KHOURY Rafiq, « Un peuple en Palestine », *Revue Projet*, 2001/3 (n° 267), p. 24.

« *Alors que les Israéliens célèbrent chaque année l'anniversaire de leur indépendance le jour qui, selon le calendrier juif, correspond au 15 mai 1948, pour les Palestiniens cette date évoque le souvenir de la Nakba ("catastrophe")* ».

FINKIELKRAUT Alain, « Entretien », *Revue internationale et stratégique*, 2005/2 (N°58), p. 87.

« *On pourrait même affirmer de manière assez provocatrice que la détestation d'Israël est un dommage collatéral du devoir de mémoire. Ainsi, plus les Juifs sont honorés comme victimes, plus leur génocide apparaît comme l'étalon de tous les massacres, et plus Israël est attaqué. La commémoration devait éviter le retour des passions antisémites. Voici qu'elle orchestre ce retour* ».

¹⁶² TODOROV Tzvetan, *Les abus...*, Op. cit., p. 29.

L'usage exemplaire, en revanche, permet d'utiliser le passé en vue du présent, de se servir des leçons, des injustices subies pour combattre celles qui ont cours aujourd'hui, de quitter le soi pour aller vers l'autre. ¹⁶³

Cette notion de mémoire exemplaire a souvent été refusée, l'auteur le rappelle, en ce qui concerne la Shoah, en raison de la singularité du traumatisme subi. Comparer serait alors relativiser, profaner voire nier l'Holocauste. C'est tout le débat qui a agité l'Allemagne dans les années 1986-1987 lors de la « querelle des historiens », autour de l'historien Ernst Nolte et du philosophe-sociologue Jürgen Habermas ¹⁶⁴. T. Todorov rappelle simplement que pour pouvoir conclure à la singularité d'un événement, il faut d'abord entrer dans un processus de comparaison, qui inclut bien-sûr les analogies, mais aussi les différences. Refuser la comparaison, tout comme la banaliser, sont deux attitudes qui relèvent toutes deux de la manipulation de la mémoire. Mais surtout, et c'est ce qui nous paraît le plus important dans la position défendue par T. Todorov, conclure à une absolue unicité d'un événement c'est affirmer que celui-ci n'a rien à nous dire pour le présent, et donc empêcher d'en tirer toute leçon :

Il est impossible d'affirmer à la fois que le passé doit nous servir de leçon et qu'il est absolument incomparable avec le présent : ce qui est singulier ne nous enseigne rien du tout pour l'avenir. ¹⁶⁵

Il est alors légitime de se demander : quelle peut bien être l'utilité de faire mémoire d'un passé qui n'aurait rien à dire concernant le présent ?

Dans le phénomène actuel de « culte de la mémoire », phénomène qu'il qualifie même de « compulsif » ¹⁶⁶, T. Todorov dénonce ainsi plusieurs types d'abus. Dans un monde en mutation, qui va de plus en plus vite, il y d'abord la tentation de se raccrocher à un passé révolu, simplement pour se rassurer. Dans un monde de plus en plus ouvert et globalisé, et donc uniformisé, la mémoire particulière de tel ou tel groupe est aussi un moyen privilégié pour affirmer, voire de revendiquer son identité. L'auteur dénonce également dans cette recherche effrénée du passé une sorte d'alibi qui permet de se dédouaner à bon compte du présent :

Qu'on nous rappelle avec minutie les souffrances passées nous rend peut-être vigilants à l'égard de Hitler ou de Pétain, mais nous fait aussi d'autant mieux ignorer les menaces présentes - puisqu'elles n'ont pas les mêmes acteurs ni ne prennent les mêmes formes. Dénoncer les faiblesses d'un homme sous Vichy me fait apparaître comme un vaillant combattant de la mémoire et de la justice, sans m'exposer à aucun danger ni m'obliger à assumer mes éventuelles responsabilités face aux détreesses actuelles. Commémorer les victimes du passé est gratifiant, s'occuper de celles d'aujourd'hui dérange... ¹⁶⁷

T. Todorov évoque enfin l'abus du « statut de victime », qui est un moyen d'assigner l'autre dans le rôle de coupable et de l'obliger à donner droit à toutes vos revendications :

¹⁶³ *Ibid.*, p. 31.

¹⁶⁴ NOLTE Ernst, „Vergangenheit, die nicht vergehen will“, in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 6. Juni 1986. HABERMAS Jürgen, „Eine Art Schadensabwicklung“, in *Die Zeit*, 11. Juli 1986.

Voir aussi : SCHULZ Bernhard, „30 Jahre Historikerstreit - Die Vergangenheit, die doch vergeht“, in *Der Tagespiegel*, 6. Juni 2016.

¹⁶⁵ TODOROV Tzvetan, *Les abus...*, *Op. cit.*, p. 37.

¹⁶⁶ *Ibid.*, p. 51.

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 53.

Il est plus avantageux de rester dans le rôle de victime que de recevoir une réparation pour l'offense subie [...] : au lieu d'une satisfaction ponctuelle, on garde un privilège permanent, l'attention, et donc la reconnaissance des autres vous est assurée. Ce qui est vrai des individus l'est encore plus des groupes. Si l'on parvient à établir de façon convaincante que tel groupe a été victime d'injustice dans le passé, cela lui ouvre dans le présent une ligne de crédit inépuisable. ¹⁶⁸

Entretenir le passé peut ainsi être le moyen inavoué de s'assurer certains privilèges au sein de la société :

La souffrance des victimes, lorsqu'elle en vient à être publiquement reconnue, permet d'obtenir des droits, d'occuper une place au sein de l'espace public, de recevoir une visibilité et une certaine forme de pouvoir. La « victimisation » serait dans cette perspective une opération argumentée consciente (ou non) consistant à se présenter ou à être présentée par un tiers comme victime afin de bénéficier de droits, de reconnaissance, de bénéfices réels ou symboliques. La victimisation serait-ce alors une manière de tirer profit de la souffrance réelle ou imaginaire ? ¹⁶⁹

Il s'agit alors d'une véritable perversion du « devoir de mémoire ». C'est une dérive qui peut parfois menacer les victimes, notamment lorsqu'entre en jeu la notion d'imprescriptibilité, qui a poussé le « devoir de mémoire » à son paroxysme.

Pour T. Todorov, le véritable devoir de mémoire n'est pas tant de dénoncer (finalement à bon compte) les atrocités du passé, que de pousser à lutter contre les injustices présentes. L'essai se conclut ainsi sur cet appel, qui ne peut s'empêcher d'être teinté d'un regret :

Ceux qui, à un titre ou à un autre, connaissent l'horreur du passé ont le devoir d'élever leur voix contre une horreur autre, mais bien présente, se déroulant à quelques centaines de kilomètres, voire à quelques dizaines de mètres de chez eux. Loin de rester prisonniers du passé, nous l'aurions mis au service du présent, comme la mémoire - et l'oubli - doivent se mettre au service de la justice. ¹⁷⁰

Cette interpellation nous semble cruciale pour l'avenir des relations franco-allemandes. En effet, la mémoire franco-allemande a longtemps été, et ce dès le lendemain de la Première Guerre mondiale, un moteur de réconciliation : « plus jamais ça ! ». Le traumatisme a fini par engendrer une dynamique positive, qui a permis la réconciliation franco-allemande et la construction européenne. Les deux guerres mondiales, et les massacres de masse qu'elles ont entraînés, ont servi en quelque sorte de repoussoir commun. Avec la disparition des témoins, pouvons-nous encore compter sur cette dynamique ? Le « devoir de mémoire » est-il encore d'actualité pour des générations qui sont maintenant de plus éloignées des événements commémorés ? A défaut, une autre dynamique - laquelle ? - pourrait-il alors émerger et prendre en quelque sorte le relais ?

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 55.

¹⁶⁹ GRINSHPUN Yana, « Introduction. De la victime à la victimisation : la construction d'un dispositif discursif », in *Argumentation et Analyse du Discours*, N° 23 | 2019, en ligne : <https://journals.openedition.org/aad/3400>.

¹⁷⁰ TODOROV Tzvetan, *Les abus...*, *Op. cit.*, p. 60.

4. Du pardon à l'oubli

Le « devoir de mémoire » n'est en effet pas sans poser question. « Faire mémoire » peut-il, et doit-il devenir une sorte de « décret perpétuel » ? Ne risque-t-il pas de rouvrir sans cesse des blessures qu'il faudrait désormais laisser cicatriser ? Le processus de réconciliation des mémoires ne nécessite-t-il pas une part d'oubli et de pardon ? P. Ricoeur rappelle d'abord que l'oubli connaît lui-aussi ses dérives et ses abus, qui ne sont que les corollaires de ceux déjà dénoncés de la mémoire : mémoire pathologique dans le cas de l'hypermnésie, mémoire manipulée, voire mémoire commandée dans le cadre des régimes totalitaires. La mémoire peut ainsi être « empêchée », dans le cas d'un oubli de type pathologique (l'amnésie). Mais l'oubli peut aussi être volontaire, comme dans le processus de refoulement décrit par H. Rousso à propos de la mémoire de Vichy : P. Ricoeur parle alors de mémoire « manipulée ». L'oubli enfin peut être « commandé », lorsqu'il prend la forme d'une loi d'amnistie.

Certes, cette « commande » peut avoir un objectif louable : comme par exemple une amnistie promulguée afin de garantir la paix civile ¹⁷¹ :

Il est certes utile – c'est le mot juste – de rappeler que tout le monde a commis des crimes, de mettre une limite à la revanche des vainqueurs et d'éviter d'ajouter les excès de la justice à ceux du combat. Plus que tout, il est utile, comme au temps des Grecs et des Romains, de réaffirmer l'unité nationale par une cérémonie de langage, prolongée par le cérémonial des hymnes et des célébrations publiques. ¹⁷²

Dans cette perspective, la mémoire de Verdun serait en quelque sorte à l'exact opposé de celle de Versailles : à la logique de la revanche, elle permettrait de substituer celle de la réconciliation. Une commémoration franco-allemande serait ainsi l'occasion de reconnaître, sinon les torts partagés, du moins les souffrances de l'autre, et de les considérer comme « suffisantes » à assurer une juste réparation. Il sera donc intéressant de vérifier si la rencontre du 22 septembre 1984 correspondait bien à ces critères.

Mais P. Ricoeur souligne d'emblée les limites de ce processus d'oubli sur commande, incapable de restaurer en profondeur une vraie cohésion sociale, fondée sur une véritable réconciliation des mémoires :

Un tel commandement équivaldrait à une amnésie commandée [...]. La mémoire privée et collective serait privée de la salutaire crise d'identité permettant une réappropriation lucide du passé et de sa charge traumatique. En deçà de cette épreuve, l'institution de l'amnistie ne peut répondre qu'à un dessein de thérapie sociale d'urgence, sous le signe de l'utilité, non de la vérité. ¹⁷³

Ainsi par exemple était-il concevable pour le gouvernement de la IV^{ème} République de promulguer dès 1947, puis en 1951 et 1953 des lois d'amnistie concernant certains délits et crimes commis pendant l'Occupation. Après la phase de procès destinée à encadrer

¹⁷¹ Nous pensons par exemple aux lois d'amnistie de 1947, 1951 et 1953 prises par la IV^{ème} République quant à certains délits et crimes commis pendant la période de l'Occupation.

¹⁷² RICOEUR Paul, *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*, Op. cit., p. 588.

¹⁷³ *Ibid.*, p. 589.

juridiquement l'épuration, il s'agit de restaurer la paix civile en France. Mais ces lois n'ont pas suffi à réconcilier les mémoires à long terme : les questions mémorielles, en France comme en Allemagne, ont ressurgi avec force dans le débat public à partir des années 1970.

En effet, comme le souligne H. Rousso, les priorités éthiques qui ont motivé les décisions de l'immédiat après-guerre ont désormais changé :

*L'absence peut alors s'expliquer, d'une part, par l'existence d'un autre système de normes, qui valorise par exemple l'oubli politique ou juridique et non le désir de souvenir perpétuel qui caractérise notre époque. Telle était, en 1945, la tradition issue de la Grèce antique et du christianisme qui a débouché sur les lois d'amnistie des années 1950, dénoncées par la suite comme ayant contribué à jeter le voile. L'absence peut s'analyser, d'autre part, comme une première étape dans la construction d'une mémoire collective. [...] Aujourd'hui, on peut au contraire observer que l'étape de l'oubli, dans des situations comparables de sortie de guerre ou de transitions démocratiques, a souvent disparu : l'obligation du souvenir s'impose comme norme immédiatement applicable après une tragédie.*¹⁷⁴

Avec l'émergence du « devoir de mémoire », l'oubli aujourd'hui n'est plus une option considérée comme moralement acceptable, ainsi que le rappelle P. Ricoeur :

*On ne saurait substituer la grâce à la justice. Pardonner serait ratifier l'impunité, qui serait une grande injustice commise aux dépens de la loi et plus encore des victimes.*¹⁷⁵

Faut-il pour autant renoncer au pardon ? La question se pose, notamment devant l'ampleur de crime qui pour la première fois dans l'histoire ont été qualifiés « d'imprescriptibles » :

*Une connexion qui n'a pas encore été nommée se met en place, la connexion entre le pardon et la punition. L'axiome est celui-ci : dans cette dimension sociale, on ne peut pardonner que là où l'on peut punir ; et on doit punir là où il y a infraction à des règles communes. [...] Si le pardon était possible à ce niveau, il consisterait à lever la sanction punitive, à ne pas punir là où on peut et on doit punir. Cela est impossible directement, le pardon créant de l'impunité, qui est une grande injustice.*¹⁷⁶

P. Ricoeur invite alors à faire la distinction entre l'imprescriptibilité, qui est une notion juridique, destinée à assurer la justice dans la cadre d'un contrat social et la notion de pardon, qu'il place à un tout autre niveau. La justice par nature assimile la personne pour les actes qu'elle a commis. Par le pardon, qui encore une fois ne rend pas caduque la nécessité d'une punition, il s'agit tout simplement de ne pas enfermer une personne dans les actes qu'elle a commis, aussi terribles soient-ils :

*Sous le signe du pardon, le coupable serait tenu pour capable d'autre chose que de ses délits et de ses fautes. Il serait rendu à sa capacité d'agir, et l'action rendue à celle de continuer. [...] La formule de cette parole libératrice, abandonnée à la nudité de son énonciation serait : tu vaux mieux que tes actes.*¹⁷⁷

¹⁷⁴ ROUSSO Henry, *Face au passé*, Op. cit., p. 48.

¹⁷⁵ RICOEUR Paul, *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*, Op. cit., p. 612.

¹⁷⁶ *Ibid.*, p. 608.

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 642.

L'enjeu ici n'est pas de décrire une réalité si haute qui peut sembler à première vue hors d'atteinte¹⁷⁸. Le processus de pardon que décrit P. Ricoeur, comme il le reconnaît lui-même, ici est de l'ordre de l'idéal qui indique la route à suivre :

*L'oubli et le pardon désignent, séparément et conjointement, l'horizon de toute notre recherche. Séparément, dans la mesure où ils relèvent chacun d'une problématique distincte : pour l'oubli, celle de la mémoire ou de la fidélité au passé ; pour le pardon, celle de la culpabilité et de la réconciliation avec le passé. Conjointement, dans la mesure où leurs itinéraires respectifs se croisent en un lieu qui n'est pas un lieu et que désigne mieux le terme d'horizon. Horizon d'une mémoire apaisée, voire d'un oubli heureux.*¹⁷⁹

Par le pardon, il s'agit d'aller au-delà de l'oubli. « L'oubli heureux » dont parle P. Ricoeur n'est pas une négation du passé, mais un refus de laisser le passé peser sur le présent et hypothéquer le futur. Il s'agit d'ouvrir une espérance, de ménager un avenir possible après la catastrophe.

C'est le chemin qu'ont pris les Anciens combattants de la Première Guerre mondiale, sans pour autant être à même d'empêcher la suivante. Le chemin a été repris après 1945 avec la réconciliation franco-allemande et la construction européenne. Il semble en effet que le temps soit nécessaire pour avancer sur un tel chemin. Nous pouvons ainsi nous interroger : où en sommes-nous de cette réconciliation des mémoires au moment de la commémoration du 22 septembre 1984 ? Une réconciliation des mémoires non-seulement de la Première Guerre mondiale, mais de la Seconde est-elle possible ? Dans quelle mesure le Geste de Verdun a-t-il pu être une étape sur ce chemin ? Qu'en est-il aujourd'hui, alors que près de quarante ans se sont écoulés ?

Ces réflexions autour de la mémoire collective permettent ainsi de dégager plusieurs enjeux majeurs pour notre travail de recherche autour du « faire mémoire ensemble » franco-allemand. Une première difficulté réside dans le constat que « faire mémoire » conduit l'individu, mais aussi le groupe, la nation, à se tenir sur une difficile ligne de crête entre le trop peu et l'excessif. L'oubli, l'amnésie, parfois nécessaires pour avancer et se reconstruire, peuvent être aussi moralement inacceptables. A l'inverse, l'hypermnésie peut elle aussi connaître ses dérives : victimisation, ancrage dans le traumatisme... Ces deux écueils n'ont pas toujours été évités dans l'histoire du « faire mémoire » franco-allemand. Du côté de l'oubli, nous pourrions évoquer pendant le septennat de V. Giscard d'Estaing la suppression de la commémoration officielle du 8 mai 1945 en France, au nom de la réconciliation franco-allemande. Du côté de l'hypermnésie, nous pensons en particulier à la saturation des chaînes de télévision françaises de programmes évoquant le nazisme et Hitler, comme si l'Allemagne se résumait à cette seule période de son histoire. Cela nous amène à nous interroger : quelle mémoire la commémoration du 22 septembre 1984 à Verdun met-elle en œuvre ? Les organisateurs sont-ils parvenus à éviter les deux écueils précédemment évoqués ?

Par leur caractère officiel, les commémorations peuvent certes être un moyen efficace d'encadrer le « faire mémoire » pour le préserver des possibles dérives. Toutefois l'émergence de politiques mémorielles n'est pas sans poser questions Service commandé (la mémoire

¹⁷⁸ Et pourtant, il semble dans certains cas exceptionnels possible : voir le témoignage de Maïti GIRTANNER : GIRTANNER Maïti / TABARD Guillaume, *Même les bourreaux ont une âme*, Paris, Editions de la Loupe, 2008.

¹⁷⁹ RICOEUR Paul, *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*, Op. cit., p. 536.

« prescrite » évoquée par Paul Ricœur), le « faire mémoire » peut être mis au service d'un but (la réconciliation franco-allemande pour ce qui concerne notre sujet). Mais, R. Koselleck met en garde contre une possible dérive : le « faire mémoire » peut alors tourner à l'idéologie. Il s'agirait dans ce cas de promouvoir une réconciliation forcée, à coup de « gestes » et de cérémonies. Quoiqu'il en soit, il semble difficile d'isoler les différentes politiques mémorielles qui ont été menées des enjeux successifs du moment. Nous pourrions ainsi nous interroger : quels sont les enjeux qui ont permis, voire provoqué le Geste de Verdun ? Ces enjeux sont-ils les mêmes pour les deux pays ? Sont-ils complémentaires ou antagonistes ? Ont-ils évolué ensuite au cours de la période ?

La période de près de quarante années qui s'est écoulée depuis le geste de F. Mitterrand et H. Kohl est caractérisée par un phénomène important : la disparition progressive, voire totale des témoins directs de la Première puis de la Seconde Guerre mondiale, événements majeurs qui ont profondément marqué la mémoire franco-allemande au XX^{ème} siècle. Cette disparition n'est-elle pas un préalable indispensable pour que l'historien puisse entrer en scène et faire œuvre « d'objectivité » ? C'est la difficulté à laquelle se trouve confronté l'historien du temps présent, difficulté qui a poussé François Bédarida à définir une approche particulière à cette discipline ¹⁸⁰ :

En effet, avec l'avènement de l'histoire du temps présent, l'historien se trouve constamment confronté à une mémoire vive. C'est pourquoi l'une des premières imputations de son travail consiste à intégrer cette mémoire comme objet d'histoire, quels que soient par ailleurs le caractère pluriel du souvenir, le refoulement ou les manipulations dans la représentation du passé. ¹⁸¹

Quel rôle la présence, puis la disparition de ces témoins directs ont-elles joué dans l'élaboration de la mémoire collective autour du Geste de Verdun ? Ce rôle a-t-il été le même en France et en Allemagne ? Ces témoins ont-ils pu influencer, durablement, l'opinion publique ? Y a-t-il eu des pressions, par exemple de différentes associations, sur les pouvoirs publics dans l'élaboration du « discours » mémoriel ? Y a-t-il une évolution de ce discours avec la disparition (annoncée ou effective) des derniers témoins des deux conflits mondiaux ?

Les enjeux mémoriels sont donc loin d'être simples, tant sur le plan national dans chacun des deux pays, que sur le plan binational. « Faire mémoire ensemble »... Est-ce donc finalement possible compte-tenu de tout ce qui vient d'être évoqué concernant la complexité de la mémoire collective ? C'est en tout cas une volonté clairement affichée, tant par les historiens que par les pouvoirs publics. Il s'agit là d'une évolution majeure du dernier quart du XX^{ème} siècle, dans laquelle les historiens ont joué un rôle de fer de lance, et sur laquelle nous souhaitons maintenant revenir, car elle nous semble centrale pour aborder notre sujet.

¹⁸⁰ François BEDARIDA (1926-2001) est le fondateur et le premier directeur de l'Institut d'Histoire du Temps Présent.

¹⁸¹ BEDARIDA François, « Le temps présent et l'historiographie contemporaine », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2001/1 (n° 69), p. 158.

IV. De la possibilité d'une mémoire transnationale : le regard des historiens

Depuis le tournant des années 1970, sous l'impulsion notamment en France de Pierre Nora, la réflexion sur la mémoire a pris une place majeure, voire prépondérante dans les travaux des historiens. Cette réflexion a amené à remettre en cause le cadre national de la mémoire, de deux manières conduisant, apparemment, dans des directions opposées. Il faudra d'ailleurs nous demander si ces deux manières de remettre en cause le « roman national » sont aussi contradictoires qu'elles le paraissent ou si elles ne sont pas, au contraire, complémentaires. Il y a d'une part une fragmentation du « roman national », et donc de la mémoire collective : chaque groupe travaille désormais à construire sa mémoire propre¹⁸². Il y a d'autre part une « mondialisation » de la mémoire, notamment autour de la Shoah, que H. Rousso situe au tournant des années 1990. Le phénomène mémoriel n'échappe donc pas à une certaine forme d'uniformisation. Nous pouvons alors nous demander comment situer la mémoire franco-allemande par rapport aux deux mouvements de la mémoire collective que nous venons d'évoquer. Une mémoire « commune » franco-allemande singulière est-elle finalement possible ? Peut-elle exister de manière autonome au cœur d'une mémoire européenne ? Quel rôle à ce moment-là peut-elle y jouer ? Ne s'agit-il pas encore une fois, comme au XIX^{ème} siècle, de forger une identité, en remplaçant l'ancien mythe national par une autre construction du même type, franco-allemande ou européenne, au service des enjeux du moment ?

1. La fin du « roman national »

Jusqu'à un tournant que Pierre Nora situe en France dans les années 1970, le phénomène commémoratif était intrinsèquement lié à l'idée de nation. Cette idée de nation, issue de la Révolution Française, a traversé tout le XIX^{ème} siècle européen. C'est elle qui est à l'origine des différentes révolutions européennes de 1848, puis de l'unité italienne en 1861, et enfin allemande en 1871. Malgré les divergences nationales, il est toutefois intéressant de constater un certain nombre de similitudes entre la France et l'Allemagne : notamment l'élaboration, dans chacun des deux pays, de ce que l'on a appelé un « récit national », mêlant à la fois positivisme historique et romantisme littéraire. Ce récit, met en scène de grandes figures héroïques perçues comme « nationales » (en France : Napoléon, Jeanne d'Arc..., en Allemagne : Arminius, Frédéric Barberousse...). Herfried Münkler décrit ainsi le phénomène tel qu'il s'est produit en Allemagne :

Sous l'influence de la Révolution française et de la dynamique politique qui s'est développée dans son sillage, une quête de mythes et de héros nationaux avait débuté en Allemagne à la fin du XVIII^e siècle [...]. De la redécouverte de la Chanson des

¹⁸² Sans être exhaustive, évoquons les mémoires « régionales », notamment dans les régions à « identité forte » comme la Bretagne, la Corse, l'Alsace... ; les mémoires « communautaires » comme la mémoire juive, la mémoire des « Pieds-Noirs », la mémoire antillaise... ; les mémoires « catégorielles » comme la mémoire ouvrière, la mémoire féministe...

Nibelungen au Faust de Goethe et à la Germania de Tacite, du chef des Chérusques Hermann / Arminius au réformateur Luther en passant par l'empereur Barberousse, les textes littéraires et les personnages historiques furent testés quant à leur capacité à devenir des mythes politiques fondateurs susceptibles de donner une orientation. ¹⁸³

En France, le « roman national » est transmis principalement par l'école qui se généralise, et permet de fédérer la nation en lui donnant en même temps une identité :

L'école de la Troisième République devait en réalité forger, par-delà la diversité des classes et des régions, l'unité de la nation autour de son histoire et de sa géographie ; autour, finalement, d'un « roman national » (Pierre Nora) largement mythologique et continuiste. [...] Quant à l'histoire enseignée au cours de cette Troisième République, elle a une incarnation, « un instituteur national » (Pierre Nora), en la personne d'Ernest Lavissee, converti tardif à la République mais auteur de manuels d'histoire à très large diffusion tout au long de la Troisième République. [...] La France, dans la perspective de Lavissee, est assimilée à une personne dont, comme chez Michelet, l'enfance remonterait au Moyen Âge, l'adolescence s'identifierait avec l'époque moderne et l'âge adulte, enfin, celui de la maturation, serait celui de la Révolution française. Cette nation élue s'enracine dans l'histoire de quelques héros et martyrs – n'excluant pas l'Ancien Régime – que les écoliers sont invités à aimer. ¹⁸⁴

Ces « récits nationaux » ont accompagné simultanément le ralliement à la III^{ème} République en France, et la proclamation de l'unité de l'Empire en Allemagne. C'est cette vision « nationale » qui a perduré une grande partie du XX^{ème} siècle, atteignant son paroxysme lors des deux conflits mondiaux, et qui rendait de fait difficilement envisageable l'émergence d'une mémoire transnationale.

¹⁸³ MÜNKLER Herfried, *Die Deutschen und ihre Mythen*, Berlin, Rowohlt, 2008, p. 12

„Unter dem Einfluss der französischen Revolution und der sich in ihrem Gefolge entwickelnden politischen Dynamik hatte Ende des 18. Jahrhunderts in Deutschland eine Suche nach Nationalmythen und Nationalhelden eingesetzt [...]. Vom wieder aufgefundenen Nibelungenlied bis zu Goethes Faust und Tacitus' Germania, vom Cheruskerfürsten Hermann / Arminius über den Stauferkaiser Barbarossa bis zum Reformator Luther wurden literarische Texte und historische Personen auf ihre Tauglichkeit zu politischen Gründungs- und Orientierungsmythen getestet.“

¹⁸⁴ FUREIX Emmanuel, « Chapitre II. La République, forme politique et compromis social », in *Le siècle des possibles. 1814-1914*, sous la direction de FUREIX Emmanuel, Paris, Presses Universitaires de France, 2014, pp. 188-189.

Signe d'une certaine nostalgie française de ce « roman national », *L'Histoire de France* d'Ernest LAVISSE (paru en 1913 à destination des élèves du Cours Moyen) a encore été réédité récemment : LAVISSE Ernest, *Histoire de France - Cours moyen*, Paris, Armand Colin, 2021. Dans la présentation de cette réédition, « Lavissee et la vertu de l'histoire de France – Le charme contemporain du *Roman national scolaire* », Olivier LOUBES précise ses intentions :

« Vous tenez donc entre vos mains un classique indispensable à lire et indispensable à présenter, tant il est nécessaire de bien comprendre, de Lavissee à Nora, ce qui fait toujours le charme puissant de ce récit national et ce qu'il dit de l'identité de la France telle qu'elle se change. Dès lors, le plaisir de lecture de ce conte à la Dumas, est redoublé par le goût de la connaissance nécessairement critique, à la Braudel, d'un récit mythologique. En effet, cette histoire de France se lit à la fois comme un roman tissé d'histoires légendaires et comme un document d'histoire, elle est à la fois une chanson de Roland patriotique et une source historique de première valeur pour comprendre la France républicaine et nationale jusqu'à nos jours. »

C'est en Allemagne que le mythe national s'effondre le premier. Dès 1945, les historiens ont à cœur de mener un travail de mémoire qui va s'exprimer dans de nombreux débats publics, dont les plus notoires sont la controverse Fischer dans les années 1960¹⁸⁵ et la querelle des historiens au milieu des années 1980. Au cœur du débat se situent les questions de la singularité et de la continuité de la nation allemande à travers les tragédies de son histoire récente. Selon les thèses les plus radicales de ce *Sonderweg* allemand, le nationalisme du XIX^e siècle est considéré comme le péché originel qui a mené au nazisme¹⁸⁶. Rappelons les mots prononcés par Thomas Mann à Washington le 6 juin 1945, à l'occasion de son 70^{ème} anniversaire :

*Né de la guerre, le malsain Empire prussien-germanique ne pouvait qu'engendrer la guerre.*¹⁸⁷

Certes ces thèses ont été relativisées, par exemple par H. A. Winkler :

*En réalité, la naissance de l'État national allemand au XIX^e siècle a été un processus contradictoire : d'une part une occidentalisation, d'autre part un renforcement de l'État autoritaire. Ce n'est pas la résolution de la question de l'unité qui a été à l'origine de la catastrophe, mais la non-résolution de la question de la liberté. Ce n'est pas l'État national, mais le mythe du Reich, qui voulait être davantage qu'un État national, qui a conduit à l'autodestruction de l'Allemagne entre 1933 et 1945.*¹⁸⁸

Le national-socialisme, dans les années 1930, a par la suite en effet largement exploité tous les ressorts du mythe national pour justifier sa marche vers la guerre. Après 1945, le traumatisme d'une seconde défaite, plus dramatique encore la précédente, et à une génération à peine d'écart, ainsi que la découverte progressive de l'ampleur de la Shoah provoquent une profonde remise en cause :

Après la première Guerre mondiale, la plupart des Allemands étaient restés fidèles aux anciennes valeurs. Ils justifiaient la mort des militaires par des conceptions nationalistes du XIX^e siècle. Seulement, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, ils ont changé d'attitude face à la guerre en soi, et par conséquent, également à l'égard de la première

¹⁸⁵ Controverse déclenchée par l'historien allemand Fritz FISCHER sur la responsabilité allemande dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale, suite à la publication en 1961 de son ouvrage *Griff nach der Weltmacht. Die Kriegszielpolitik des kaiserlichen Deutschland 1914/18*, Düsseldorf, Droste Verlag, 1961 / rééd. 2013.

¹⁸⁶ Selon la théorie du *Sonderweg* allemand, popularisée par Hans Ulrich Wehler, il y aurait un particularisme allemand qui distinguerait l'Allemagne des autres pays européens, et dans sa forme extrême aurait engendré le nazisme.

¹⁸⁷ MANN Thomas, « Deutschland und die Deutschen », in *Thomas Mann- Essays 1938-1945 – Band 5*, Frankfurt am Main, Fischer, 1996, p. 277.

„Durch Kriege entstanden, konnte das unheilige Deutsche Reich preußischer Nation immer nur ein Kriegsreich sein“.

¹⁸⁸ WINKLER Heinrich-August, *Der lange Weg...*, Op. cit., p. 655.

„In Wirklichkeit war die Gründung des deutschen Nationalstaates im 19. Jahrhundert ein widerspruchsvoller Vorgang: einerseits Verwestlichung, andererseits Festigung des Obrigkeitsstaates. Nicht die Lösung der Einheitsfrage stand am Beginn der Katastrophe, sondern die Nichtlösung der Freiheitsfrage. Nicht der Nationalstaat, sondern der Mythos vom Reich, das mehr sein wollte als ein Nationalstaat, führte in die Selbsterstörung Deutschlands in den Jahren 1933 bis 1945.“

*Guerre mondiale. Les héros sont devenus des victimes. Leur mort n'évoquait plus des combats glorieux, mais exhortait à la paix.*¹⁸⁹

Il se produit ainsi une transformation radicale de la perception que l'Allemagne a d'elle-même en tant que nation : après 1945, il n'y a plus aucune fierté à être Allemand, et tout nationalisme devient déplacé, voire suspect. Il suffit d'évoquer les débats qui ont entouré le choix d'un hymne national pour la jeune République Fédérale, non seulement au début des années 1950¹⁹⁰, mais aussi lors de l'unification de 1990¹⁹¹. Celle-ci n'a d'ailleurs semble-t-il pas d'emblée réconcilié les Allemands avec l'idée de nation¹⁹². Certes, les années 2000, avec notamment l'organisation de la coupe du monde de football, ont vu l'émergence de ce qui a été qualifié de « nouveau patriotisme » :

*Comme l'exprime la devise officielle de la coupe du monde : "le monde invité chez des amis", l'Allemagne a offert le visage d'un pays ouvert et accueillant. C'est surtout la nouvelle attitude décomplexée qu'ont eu les Allemands vis-à-vis d'eux-mêmes et de leurs symboles nationaux qui a surpris l'étranger, mais surtout les Allemands eux-mêmes. L'atmosphère positive du "conte d'été" a contribué à ce que les Allemands s'identifient à leur pays d'une manière naturelle et décontractée, et à ce que l'on commence à parler d'un nouveau patriotisme joyeux en Allemagne. Dans toute l'Allemagne, les citoyens brandissaient des drapeaux aux couleurs nationales, et arboraient fièrement les couleurs noir, rouge et or en public, ce qui ne s'était plus vu depuis les premières tentatives de révolution démocratique en 1848.*¹⁹³

¹⁸⁹ ECHTERKAMP Jörg, « Vers l'effacement : la Première Guerre mondiale en Allemagne de l'Ouest après 1945 » in JALABERT Laurent, MARCOWITZ Reiner, WEINRICH Arndt, *La longue Mémoire de la Grande Guerre. Regards croisés franco-allemands de 1918 à nos jours*, Op. Cit., p. 175.

¹⁹⁰ Voir ESCHER Clemens, „Genese des Hymnenstreits“, in „*Deutschland, Deutschland, Du mein Alles!*“ *Die Deutschen auf der Suche nach ihrer Nationalhymne 1949 – 1952*, Verlag Ferdinand Schöningh, Paderborn, 2017, pp. 27-72.

¹⁹¹ Voir aussi l'article de Claus-Stephan REHFELD, « Auferstanden zu Einigkeit, Recht und Freiheit » paru en 2015 sur le site de la Deutschlandfunk.

Disponible sur :

<https://www.deutschlandfunkkultur.de/geschichte-der-deutschen-nationalhymne-auferstanden-zu-100.html>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

¹⁹² LE RIDER Jacques, « Après l'unification : retour à la normalité de la nation allemande ? », in *Le Débat*, 1991/1 n° 63, p. 134.

„En cette période de réunification, les régionalismes s'affirment aussi nettement que le sentiment national. Vue de Souabe, la question allemande est une affaire extérieure. Vue de Dresde, c'est une question saxonne. Si la nation est une communauté de destin historique, de mémoire et d'identification à quelques idées, on se demande quelle communauté de souvenirs peut souder les citoyens de l'ex - R.D.A. et ceux de l'Ouest, et quel idéal peut les réunir, sinon cette volonté - bien naturelle - de rattrapage économique et démocratique dont parle Habermas. »

¹⁹³ KÖNIG Daniel, *Patriotismus in Deutschland*, Hamburg, Diplomica Verlag, 2012, p. 121.

„Wie im WM Motto: „die Welt zu Gast bei Freunden“ ausgedrückt, hat sich Deutschland als ein weltoffenes und gastfreundliches Land gezeigt. Vor allem die neue unbefangene Art der Deutschen, mit sich selbst und ihren nationalen Symbolen umzugehen, hat das Ausland, aber vor allem die Deutschen selbst überrascht. Die positive Atmosphäre des „Sommermärchens“ trug dazu bei, dass die Deutschen sich auf eine natürliche, lockere Art zu ihrem Land bekannten uns die Rede vom neuen, fröhlichen Patriotismus in Deutschland entstand. In ganz Deutschland zeigten die Bürger Nationalflaggen, trugen die schwarz-rot-goldenen Farben öffentlich mit Stolz, wie es seit den ersten demokratischen Revolutionsversuchen 1848 nicht mehr zu sehen war.“

Mais dix années plus tard, à l'occasion de la commémoration du centenaire de la bataille de Verdun à Douaumont, G. Krumeich souligne encore la réaction d'A. Merkel, qui semble assez typique de celle de beaucoup de ses compatriotes :

*Lorsque j'ai évoqué le fait que les soldats, des deux côtés du front, sont morts en étant conscients de mourir pour leur patrie, A. Merkel a eu un petit sursaut. Ce fut parfaitement visible : le mot « patrie » l'a dérangée. [...] A Verdun hier, pas un mot à connotation nationale n'a été prononcé. [...] La culture commémorative s'est affranchie de la référence à la nation et à la patrie et elle est en passe de devenir transnationale. Est-ce que ce phénomène va se traduire dans la pratique, ça, c'est une autre question.*¹⁹⁴

Nous retiendrons le questionnement final de G. Krumeich, qui sera une des lignes directrices de notre réflexion. Poussée par les traumatismes de son histoire récente, l'Allemagne a été la première à s'affranchir du « national ». L'Allemagne, par son travail de mémoire, a joué un rôle de précurseur à partir des années 1960¹⁹⁵. Mais qu'en est-il pour notre période de recherche, marquée par l'unité allemande et le retour plénier de la République Fédérale dans le concert des nations ? L'Allemagne, s'étant en quelque sorte « achetée une conduite », continue-t-elle à jouer un rôle moteur, et dans quels domaines ? Le retour à un véritable pied d'égalité avec la France avec la signature en 1990 du Traité de Moscou (dit « Traité 2+4 ») met-elle fin à la « singularité » allemande ? Nous pouvons alors nous demander enfin si l'émergence d'une nouvelle « nation » allemande a été un frein à la construction d'une mémoire bi-nationale franco-allemande, ou au contraire elle en a été le préalable indispensable.

Même si elle a été plus longue que l'Allemagne à sortir de la référence purement nationale, la France dans les années 1970 connaît elle aussi de profonds bouleversements, sous forme de véritables ruptures, qui vont radicalement remettre en cause le « récit national ». Sur le plan politique, il y a tout d'abord la disparition du Général De Gaulle et avec lui d'une « certaine idée de la France » dont il était porteur. C'est notamment la fin de ce qu'H. Rousso a défini comme le « mythe résistancialiste » : la vision au service de la réconciliation nationale d'une France unanimement résistante :

Le terme, forgé à la Libération par les adversaires de l'épuration [orthographié alors résistancialisme] a ici une autre acception. Il désigne un processus qui a cherché : primo, la marginalisation de ce que fut le régime de Vichy et la minoration systématique de son empreinte sur la société française [...] ; secundo la construction d'un objet de mémoire, la

Voir la chronique de Jürgen LEINEMANN, « Ein glückliches Volk. Deutschland, ein Sommermärchen – die Fußball-WM wird zur nationalen Love Parade » (sans date de parution).

Disponible sur : <http://www.spiegel.de/jahreschronik/a-452551.html>

Consulté 1^{er} octobre 2022.

¹⁹⁴ Voir l'interview de Gerd KRUMEICH, "Das Wort Vaterland hat ihr nicht gepasst" in *Der Spiegel*, 30. Mai 2016.

„Als ich davon sprach, dass die Soldaten auf beiden Seiten der Front in dem Bewusstsein starben, für ihr Vaterland zu sterben, zuckte Merkel kurz zusammen. Man hat deutlich gemerkt: Das Wort Vaterland hat ihr nicht gepasst. [...] In Verdun fiel gestern kein einziges nationales Wort. [...] Die Gedenkkultur hat sich von dem Bezug auf Vaterland und Nation verabschiedet und ist auf dem Wege, eine transnationale zu werden. Ob das dann in der Praxis so hinlänglich ist, ist eine andere Frage.“

¹⁹⁵ Voir MIARD-DELACROIX Hélène, *Le défi européen de 1963 à nos jours*, Op. Cit, pp. 199-220.

« Résistance » [...] ; tertio, l'assimilation de cette « Résistance » à l'ensemble de la nation, caractéristique notamment du résistancialisme gaullien.¹⁹⁶

Sur le plan économique, c'est la fin des « Trente glorieuses » et des certitudes sur l'avenir ; c'est aussi la fin d'un monde rural séculaire. Sur le plan social enfin, mai 1968 a profondément bouleversé les rapports entre jeunes et aînés, et ainsi remis largement en cause la transmission intergénérationnelle. La nouvelle génération (en France comme en République Fédérale) se désolidarise de la mémoire de la génération précédente et réclame ses propres références. On assiste ainsi à un véritable morcellement de la mémoire collective. Mais paradoxalement, ces ruptures, en se conjuguant, rendent encore plus aiguë la conscience qu'une époque est en train de disparaître. On assiste ainsi dans les années 1980 à un phénomène que Pierre Nora désigne comme le passage « du national au patrimonial »¹⁹⁷ qui transforme en profondeur le phénomène commémoratif. Année du patrimoine, affiches électorales sur fond de clocher de village, multiplication des éco-musées¹⁹⁸... P. Nora résume ainsi l'année du patrimoine (1980) décrétée par le Gouvernement français et emblématique de la période :

*Très peu de souci de l'avenir, très peu de vraie politique de préservation et de transmission, mais une ruée vers le passé. Les Français sont bien partis, cette année-là, limités seulement par la pauvreté des crédits, à la recherche d'un continent en voie d'engloutissement.*¹⁹⁹

En conclusion des *Lieux de mémoire*, P. Nora évoque ce qu'il décrit comme un « emballage » de ce phénomène commémoratif à partir des années 1990²⁰⁰ : après la chute du mur de Berlin, la fragmentation que constatée dans le cadre national devient un phénomène global. Chaque « groupe » particulier s'est soudainement mis à revendiquer son droit à sa propre mémoire, souvent en opposition à la mémoire dite « officielle ». Cette revendication, sur fond d'un sentiment d'avoir été oublié, voire injustement traité, se double alors d'une demande de juste réparation. On passe ainsi d'un juste travail de mémoire aux lois mémorielles des années 1990-2000, qui inscrivent dans le marbre législatif le « devoir de mémoire »²⁰¹. Pour Paul Ricoeur, il s'agit là d'une « mémoire obligée » qui flirte avec la manipulation :

*Il ne s'agit certes plus de manipulations au sens délimité par le rapport idéologique du discours au pouvoir, mais de façon plus subtile au sens d'une direction de conscience qui se proclame elle-même porte-parole de la demande de justice des victimes ; c'est cette captation de la parole muette des victimes qui fait virer l'us à l'abus. On ne sera pas étonné de retrouver à ce niveau pourtant supérieur de la mémoire obligée les mêmes signes d'abus [...], principalement sous la forme de la frénésie de la commémoration.*²⁰²

¹⁹⁶ ROUSSO Henry, *Le Syndrome de Vichy. De 1944 à nos jours*, Editions du Seuil, Paris, 1990, p. 19.

¹⁹⁷ NORA Pierre, « L'ère de la commémoration », in *Les lieux de mémoire, tome III, Op. Cit.*, pp. 992 et ss.

¹⁹⁸ Citons parmi de nombreuses réalisations quelques exemples : en 1978 Philippe de Villiers lance le projet du Puy du Fou ; en 1984, l'Ecomusée d'Alsace est inauguré à Ungersheim ; la même année, à Dijon, le Musée de la Vie Bourguignonne ouvre de nouveau ses portes après avoir été transféré dans l'ancien couvent des Bernardines.

¹⁹⁹ NORA Pierre, « L'ère de la commémoration », *Op. cit.*, pp. 996-997.

²⁰⁰ NORA Pierre, *Présent, Nation, Mémoire, Op. cit.*, pp. 403-404.

²⁰¹ Pierre Nora préside l'association « Liberté pour l'histoire », fondée en 2005, en réaction aux différentes lois mémorielles et aux procédures judiciaires qui ont suivi.

²⁰² RICOEUR Paul, *Op. cit.*, p. 109.

Ces « signes d'abus » poussent Pierre Nora à s'interroger :

*Avec le temps, la mémoire a perdu son sens et son statut ; et c'est là le plus grave. Elle est devenue une cause, une industrie, un moyen de pression. S'agit-il encore vraiment de mémoire ?*²⁰³

Ce n'est pas sans amertume qu'il constate avoir lui-même contribué à ce phénomène, alors que son intention initiale était bien de construire une histoire de type « contre-commémoratif », non pas en mythifiant, mais en disséquant les lieux de mémoire nationaux²⁰⁴.

Cette irruption non seulement de la mémoire, mais de la multiplicité des mémoires dans l'histoire pose donc de nombreuses questions qu'il nous faudra traiter dans notre travail de recherche. La principale est ainsi formulée par René Sigrist (historien Suisse) et Stella Ghervas (historienne Moldave) :

*À l'exception de la Russie, où existe la notion de « victime glorieuse », aucune nation ne peut en effet ressortir indemne du processus de « déconstruction identitaire » qui accompagne l'essor de ces mémoires de groupes. Mais cette évolution, défavorable aux pouvoirs étatiques nationaux, ne serait-elle pas précisément la chance d'une Europe transnationale ?*²⁰⁵

A priori, la fin du « roman national » semble en effet offrir l'opportunité de voir émerger une mémoire transnationale. Les mémoires de chacun des pays, moins monolithiques, sont ainsi censées pouvoir se rejoindre plus facilement. Mais nous pouvons tout de même nous demander si le morcèlement mémoriel qui en découle ne va pas au contraire compliquer le travail de mémoire, le livrant à une multiplicité de lobbys bien difficiles à rassembler. Ce nouveau type de mémoire collective, fragmentée mais finalement encore fortement identitaire, est-il susceptible de s'intégrer dans une mémoire commune plus large, franco-allemande ou européenne ?

2. Vers une mémoire « partagée » des conflits ?

« Faire mémoire ensemble »... est-ce donc finalement possible compte-tenu de tout ce qui vient d'être rappelé concernant la complexité du phénomène de mémoire collective ? C'est en tout cas une volonté clairement affichée, tant par les historiens que par les pouvoirs publics. De nombreuses initiatives transnationales voient le jour, en particulier en ces années du centenaire de la Première Guerre mondiale. Les diverses manifestations tendent à promouvoir une lecture transnationale de la Première Guerre mondiale. Certes, la Mission du Centenaire est bien une initiative encadrée par le Gouvernement Français. Mais il faut noter que, d'une part, elle ne saurait résumer à elle seule tous les travaux effectués par les différentes équipes de recherches, et que d'autre part, elle est pilotée par un comité scientifique qui, lui, est

²⁰³ NORA Pierre, *Présent, Nation, Mémoire, Op. cit.*, pp. 403-404

²⁰⁴ *Ibid.*, pp. 301 et ss.

²⁰⁵ SIGRIST René et GHERVAS Stella, « La mémoire européenne à l'heure du 'paradigme victimaire' », in GHERVAS Stella et ROSSET François (dir.), *Lieux d'Europe - Mythes et limites*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2008, pp. 217-245.

international. Signalons ainsi simplement la présence dans ce comité de Gert Krumeich et de Arndt Weinrich en ce qui concerne les historiens allemands ²⁰⁶. Mais peut-on pour autant parler d'une mémoire partagée ? De plus, la mémoire de la Première Guerre mondiale est, somme toute, en train de devenir « historique » depuis la disparition des derniers témoins. La notion de mémoire partagée est-elle transposable à la mémoire nettement plus vive des « années noires » (1933-1945 pour l'Allemagne, 1940-1945 pour la France) ? Dans notre monde de plus en plus globalisé, tout pousse à sortir du cadre national pour aller vers un cadre bilatéral, européen, voire mondial. Mais le peut-on, le doit-on, en ce qui concerne le domaine tellement spécifique et tellement lié à l'identité qu'est la mémoire ?

Avec le centenaire de la Première Guerre mondiale, un autre événement traumatique que la Shoah revient au cœur de la mémoire européenne : la bataille de Verdun. Très intéressante à cet égard est la parution en 2016 de l'ouvrage commun d'Antoine Prost (historien français) et de Gert Krumeich (historien allemand), *Verdun 1916*, qui analysent très précisément les conditions et les enjeux de l'émergence d'une mémoire « commune » de la bataille. Cette initiative inédite et d'une ampleur considérable nous invite à lui faire une large place dans notre réflexion. Dans la troisième partie de l'ouvrage, consacrée au « mythe de Verdun », le plan adopté par les auteurs invite à constater dès le sommaire une fracture entre deux périodes. La première période (1916-1945) donne lieu à deux chapitres séparés : le chapitre VII concerne la mémoire de Verdun en France, et le chapitre VIII concerne la mémoire de Verdun en Allemagne. Par contre, la seconde période qui couvre de 1945 à nos jours fait l'objet d'un seul chapitre commun. L'expression « péripéties d'une mémoire commune » qui a été choisie en titre montre bien toutefois que le chemin de cette mémoire commune est loin d'aller de soi, en dépit de toutes les bonnes volontés.

Du côté français, la première caractéristique relevée par les auteurs, et qui justifie déjà en elle-même l'emploi du mot « mythe », est celle de la sacralisation du lieu de Verdun. Celle-ci a son origine dans la décision prise par le Gouvernement français et le Haut Commandement Général, aux premiers jours de l'offensive allemande, de défendre Verdun coûte que coûte, alors que la ville est située sur la rive droite de la Meuse. L'enjeu d'emblée est plus symbolique que stratégique. Verdun est aussi associée à un homme, Pétain, qui va finir par symboliser à lui seul la bataille. « *Le premier mois de Verdun a donné naissance au Pétain de 1917, de l'entre-deux-guerres et de Vichy* » ²⁰⁷. Verdun va donner naissance aussi à la figure du « Poilu », et très vite la propagande de guerre va se charger de façonner une mémoire collective officielle. « *On passe du spontané au construit, du présent au futur : un travail de mémoire commence* » ²⁰⁸. A côté de cette mémoire officielle se développe aussi une mémoire dite « combattante ». Elle est d'autant plus prégnante que l'immense majorité des anciens combattants, de par le système de « noria » mis en place par Pétain, sont passés par Verdun. Après l'Armistice, c'est cette

²⁰⁶ Voir le dossier de presse présentant la Mission du Centenaire de la Première Guerre mondiale.

Disponible sur :

https://www.manche.gouv.fr/content/download/21817/139306/file/dossier_de_presse_mission_centenaire_4_novembre_2.pdf

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

²⁰⁷ PROST Antoine et KRUMEICH Gerd, *Verdun, Op. Cit.*, p. 195.

²⁰⁸ *Ibid.*, p. 197.

mémoire combattante qui prend en mains la construction des lieux de mémoire de la Première Guerre mondiale, dont l'Ossuaire de Douaumont va devenir l'archétype. L'Etat ne joue qu'un rôle de second plan : les initiatives et leur financement sont essentiellement privés, l'Etat ne fait en quelque sorte que « ratifier » en venant inaugurer. Les auteurs toutefois n'opposent pas ces deux mémoires, qui de fait vont tendre à la fin des années 1920 à se rejoindre :

*En Verdun, ces deux mémoires se nouent intimement : Verdun est en effet une victoire défensive, et donc paradoxalement pacifiste ; la bataille qui empêche l'adversaire de passer permet à la nation de s'affirmer sans agresser quiconque ; c'est pour les Français le symbole même de toute la guerre. Il résume une certaine idée de la France, à laquelle celle-ci adhère et dans laquelle elle se reconnaît non sans fierté, si ce n'est, disent les étrangers, avec une pointe d'arrogance.*²⁰⁹

Mais cette vision de Verdun est-elle finalement compatible avec une mémoire commune de la bataille ? Nous pouvons en effet nous interroger : si Verdun est l'affirmation de la Nation française, qui prend le beau rôle de la défense contre une agression extérieure, comment y associer les anciens « agresseurs » ? Quelle mémoire les Allemands peuvent-ils faire d'événements dans lesquels, à l'inverse des Français, ils n'ont aucune raison de s'identifier ?

Du côté allemand, A. Prost et G. Krumeich évoquent un phénomène de « banalisation » totalement inverse de celui de « sacralisation » constaté en France. Verdun est au début une bataille offensive, dont la presse souligne le succès ; mais l'offensive de Verdun n'obtient visiblement pas le succès escompté. Très rapidement, avec son enlisement, et sous l'effet également de la censure, elle perd de son intérêt dans l'opinion allemande. Après la défaite, deux phénomènes se conjuguent : la mise en accusation des responsables, notamment de Falkenhayn, qui se défend en soutenant avoir saigné à blanc l'armée française et en minimisant les pertes allemandes, et de Hindenburg, qui met en place la théorie d'un « coup de poignard dans le dos ». Mais ce qui frappe surtout, c'est la chape de silence qui va recouvrir toute la décennie des années 1920. « *Le traumatisme provoqué par la défaite et la 'honte' de Versailles interdisait de discuter ou de commémorer la Grande Guerre* »²¹⁰. Selon les auteurs, c'est à partir de la toute fin des années 1920, notamment à partir du dixième anniversaire de l'Armistice, que la digue se rompt. Emergent alors deux mémoires : une plus « pacifiste » représentée par la parution en 1929 d'*A l'Ouest rien de nouveau* d'Erich Maria Remarque, et l'autre, plus « nationaliste », représentée par la parution, en 1930, de *Die Gruppe Bosemüller* de Werner Beumelburg. Signes de ce regain d'intérêt pour la Première Guerre mondiale, se développent également à partir de la fin des années 1920 les expositions et le « tourisme de guerre ». Ce phénomène participa à la prise de conscience de l'ampleur des pertes françaises et des destructions sur le sol français, prise de conscience qui selon les auteurs facilita de manière collatérale la propagation de l'idée selon laquelle « l'Allemagne n'avait pas vraiment perdu la guerre ». La théorie du « coup de poignard dans le dos » devient alors un mythe largement exploité par le régime nazi à partir des années 1930. Hitler se présente comme le « vengeur » de cette trahison, avec un certain succès dans des milieux nationalistes, même chez ceux qui n'adhéraient pas forcément à l'idéologie nazie en tant que telle.

²⁰⁹ *Ibid.*, p. 207.

²¹⁰ *Ibid.*, p. 224.

Force est donc de constater qu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale se sont construits en France et en Allemagne deux « mythes mémoriels » de Verdun diamétralement opposés. Mais A. Prost et G. Krumeich rappellent toutefois que la réalité est moins monolithique qu'il ne paraît. A partir des années 1920 s'est également développée une mémoire des anciens combattants des deux pays qui peuvent se rejoindre autour de l'expérience commune des horreurs vécues dans les tranchées. C'est ce qu'H. Rousso a désigné sous le terme de « mémoire négative », et qu'A. Prost et G. Krumeich reprennent de la façon suivante :

*Mais le coût humain de cette victoire dépasse toute appréciation : le sacrifice surhumain dont il garde le souvenir a été tellement inhumain qu'il est impensable qu'il se reproduise : il ne le doit pas, il ne le peut pas.*²¹¹

Cette mémoire trouve son apogée lors des cérémonies du vingtième anniversaire de la bataille en 1936, en présence d'une délégation allemande, cérémonies marquées notamment par le « Serment de Verdun » :

*Parce que ceux qui reposent ici et ailleurs ne sont entrés dans la paix des morts que pour fonder la paix des vivants... et parce qu'il nous serait sacrilège d'admettre désormais ce que nos morts ont détesté. La paix, que nous devons à leur sacrifice, nous jurons de la sauvegarder et de la vouloir.*²¹²

Sans doute première étape d'une tentative de commémoration commune, qu'il ne faut pas pour autant sous-estimer ou dénigrer, les cérémonies de Verdun n'en sont pas moins porteuses de toutes les ambiguïtés de la période : le gouvernement français semble étrangement absent d'une initiative laissée aux Anciens Combattants, et le gouvernement d'Hitler, soucieux encore à cette période-là de donner une image pacifiste, s'y engouffre à des fins de propagande²¹³. « *L'illusion était belle, le réveil fut monstrueux* »²¹⁴.

Après 1945, tant en Allemagne qu'en France, c'est évidemment la mémoire de la Seconde Guerre mondiale qui prédomine, au détriment de celle de la Grande Guerre. Le sujet est délicat tant en France (où Verdun est indissociablement liée à la figure de Pétain) qu'en Allemagne (où se pose la question du *Sonderweg*, cette spécificité allemande qui permettrait de faire découler la Seconde Guerre mondiale par la Première). Le contexte (réconciliation franco-allemande, construction européenne ...) n'est en outre pas favorable au retour d'une mémoire « nationaliste » de la bataille. La mémoire de Verdun tend donc à s'estomper durant toute une période qu'A. Prost et G. Krumeich situent jusque dans le milieu des années 1970. C'est le temps que les auteurs désignent comme celui du passage de la « mémoire » à « l'histoire ». Cela se fait d'abord par le biais de l'enseignement, qui sous l'impulsion des accords de Mayence (1951) commence à proposer une vision commune du conflit : « *des deux côtés, la figure de la victime l'emporte sur celle du héros. Une sensibilité européenne s'affirme ainsi, où Verdun*

²¹¹ *Ibid.*, p. 207.

²¹² *Ibid.*, p. 234.

²¹³ Voir MOREAU-TRICHET Claire, « La propagande nazie à l'égard des associations françaises d'anciens combattants de 1934 à 1939 », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2002/1 (n° 205), p. 55-70.

Voir aussi COCHET François, « Verdun, mémoires croisées franco-allemandes (1919-1939) », in JALABERT Laurent, MARCOWITZ Reiner, WEINRICH Arndt, *La longue Mémoire de la Grande Guerre, Op. cit.*, pp. 123-134.

²¹⁴ PROST Antoine et KRUMEICH Gerd, Verdun, *Op. cit.*, p. 208.

peut trouver une place imminente »²¹⁵. Cette période de transition est aussi marquée par la prédominance de la figure du « témoin » ; ils sont encore relativement nombreux dans l'immédiat après-guerre ; mais vingt ans plus tard, le cinquantenaire de 1966 permet déjà de prendre conscience de leur progressive disparition. C'est à ce moment que l'historiographie prend le relais, et les auteurs soulignent en ce domaine le rôle déterminant du colloque international sur la bataille de Verdun qui s'est tenu à Verdun même du 6 au 8 juin 1975. Ce colloque en effet a eu particularité de faire appel à des experts internationaux, et d'ouvrir ainsi la voie à l'histoire comparative (ou « croisée » selon l'expression de Michael Werner)²¹⁶ encore largement à construire :

*A Verdun et Douaumont, nous ne sommes plus dans le temps immédiat des hashtags et des SMS : le vent qui souffle sur ces hauteurs boisées est celui du temps long de l'histoire, celui des morts qui dorment ici depuis un siècle pour l'éternité.*²¹⁷

A travers ce vaste panorama de la mémoire de Verdun, nous pouvons ainsi constater que celle-ci s'est élaborée par strates successives, passant d'une mémoire plutôt vive et conflictuelle à une mémoire plus apaisée et plus consensuelle. Le temps, la succession des générations, et le travail des historiens ont été des facteurs décisifs qu'il va évidemment falloir prendre en compte dans notre étude.

Depuis 2014, la question de la possibilité d'une mémoire commune semble focalisée sur la Grande Guerre, en raison de la célébration du Centenaire. Mais elle se pose avec davantage d'acuité encore en ce qui concerne le second conflit mondial. Les problématiques sont-elles pour autant les mêmes, avec une génération d'écart ? Il faut d'abord constater que la Seconde Guerre mondiale est largement plus présente dans les consciences, tant en France qu'en Allemagne. Tout d'abord, ce passé est plus proche dans le temps (il y a encore des témoins directs, même si ceux-ci aussi tendent à disparaître), mais surtout, il a littéralement envahi l'espace public, incitant les chercheurs à employer le terme « d'hypermnésie » pour désigner le phénomène. Hélène Miard-Delacroix consacre ainsi tout le chapitre 4 de la deuxième partie du 11^{ème} volume de la collection *Histoire Franco-Allemande*, intitulée « questions et débats », au couple « mémoire et histoire », donnant ainsi des éléments d'analyse de la construction de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale, en France et en Allemagne après 1945, qui seront précieux pour notre réflexion.

H. Miard-Delacroix commence par souligner la difficulté d'écrire une histoire franco-allemande de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Cette difficulté s'explique essentiellement par l'affirmation, que l'auteure reprend à son compte, de la singularité de l'Holocauste.

Dans cette approche comparative, il est clair qu'il ne s'agit pas de mettre sur le même plan deux passés, en faisant comme si l'Etat autoritaire de Vichy avait été le même en identité que l'Etat nazi [...] et que la participation de Français à l'arrestation et à la

²¹⁵ *Ibid.*, p. 240.

²¹⁶ Voir WERNER Michael, ZIMMERMANN Bénédicte, « De la comparaison à l'histoire croisée », *Le Genre humain*, 2004/1 (N° 42).

²¹⁷ PROST Antoine / KRUMEICH Gerd, *Verdun, Op. cit.*, p. 257.

*déportation de juifs était équivalente à l'élaboration et la réalisation de la Solution finale ou aux massacres de masse perpétrés à l'Est.*²¹⁸

De par leur horreur et leur ampleur, les crimes nazis en effet radicalisent l'opposition entre l'agresseur-coupable (l'Allemagne) et la victime (la France). Certes, il y a eu des actes de résistance au nazisme en Allemagne, et des actes de collaboration en France : ces actes sont à prendre en compte dans l'élaboration de la mémoire commune. Mais la question des responsabilités, pour des raisons essentiellement morales, ne peut pas être discutée comme elle l'a été pour la Première Guerre mondiale.

Ainsi, selon H. Miard-Delacroix, une différence, incontournable, radicale, apparaît entre la France et l'Allemagne dans la « gestion » de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. En France, il y a d'abord une volonté d'affirmer, au-delà de la « parenthèse » de Vichy, la continuité de l'Etat et de la Nation. Ceci a été possible grâce à l'affirmation, défendue par les différents chefs d'Etat jusqu'en 1995, y compris par François Mitterrand, que l'Etat Français « n'était pas la France ». Selon cette rhétorique, du fait de l'occupation après l'armistice de juin 1940, la continuité de l'Etat a été assumée non par Vichy, mais par la « France libre », et en particulier par la personne du Général de Gaulle. Cette thèse, qui évacue de fait les années noires de l'histoire nationale, rend ainsi difficile tout travail de mémoire. En Allemagne par contre, certes d'abord sous la pression des Alliés, mais aussi très rapidement de manière autonome, s'est développée, la « *Vergangenheitsbewältigung* ». Hélène Miard-Delacroix souligne la difficulté de traduire ce terme en français, signe qu'il exprime au départ une spécificité allemande. Elle reprend ainsi la définition qu'ont donnée Claus Leggewie et Erik Meyer (spécialistes allemands de sciences politiques) :

*La Vergangenheitsbewältigung renvoie au travail critique (et exemplaire) qui a été fait en Allemagne sur les crimes nazis ; elle qualifie la façon dont les régimes faisant suite à des dictatures et installant une démocratie pluraliste mettent en lumière, interrogent et digèrent l'hypothèque que représentent les méfaits et les crimes du régime précédent.*²¹⁹

En France, il faut attendre 1995 et le discours de Jacques Chirac au Vel'd'Hiv pour que ce travail de mémoire, entamé par les chercheurs plus de vingt ans auparavant, soit officiellement assumé au plus haut niveau de l'Etat. Le décalage temporel entre la France et l'Allemagne sur le plan mémoriel s'est accompagné logiquement d'un décalage judiciaire : alors que les grands procès s'ouvrent en Allemagne dans les années 1960 (notamment celui de Francfort en 1963), il a fallu attendre en France la fin des années 1980 (procès Paul Touvier et Maurice Papon). H. Miard-Delacroix note en outre que cette phase judiciaire a commencé par le procès non d'un Français, mais d'un Allemand : Klaus Barbie. Ce constat des différences conduit H. Miard-Delacroix à une posture qui nous semble capitale dans le cadre de notre étude :

Ce décalage est une des manifestations d'un rythme différent dans la mémoire du passé des années noires. La comparaison, qui ne vise pas la distribution de bons points, met

²¹⁸ MIARD-DELACROIX Hélène, *Le Défi Européen de 1963 à nos jours*, Op. Cit., p. 200.

²¹⁹ *Ibid.*, p. 201.

*plutôt en évidence le fait que chacun des deux processus de construction de mémoire s'inscrit dans une économie propre et dans des contextes en évolution.*²²⁰

La spécificité de chacune des mémoires nationales étant posée, il devient alors possible de mettre en évidence ce qu'H. Miard-Delacroix qualifie de « traits communs » ou de « parallèles » entre la France et l'Allemagne. Le premier de ces traits communs est celui du phénomène actuel d'« hypermnésie » qui se cristallise autour des « années noires ». En reprenant les analyses d'H. Rouso, H. Miard-Delacroix constate une évolution parallèle dans les deux pays : après une première phase d'amnésie plus ou moins longue, l'Allemagne comme la France ont vécu une phase d'anamnèse (de redécouverte et de travail sur le passé) :

*Cette période [de silence officiel] a duré une vingtaine d'années en Allemagne fédérale, un peu plus dans le reste de l'Europe occidentale. Elle correspond plus ou moins à un passage de relais de générations. Cette période se clôt à la fin des années 1960 et au début des années 1970 à l'Ouest, et après 1989 à l'Est (mais dans une moindre mesure), par un brusque changement de perspective et l'apparition soudaine de débats, de controverses, de scandales, notamment sur le passé révélé de telle ou telle personnalité politique. Cette troisième étape, souvent brève et intense, a été suivie dans presque tous les pays européens d'un même processus d'anamnèse durable, une quatrième étape qui a mis en avant, de façon systématique, des interrogations sur le passé nazi ou fasciste, au sens large du terme, sur la collaboration entre occupants et occupés, sur l'antisémitisme autochtone des pays occupés ou engagés aux côtés du IIIe Reich.*²²¹

Cette anamnèse a ainsi débouché ensuite à partir des années 1990 sur « boom mémoriel », largement amplifié, voire déformé, par le phénomène d'hypermédiatisation qu'ont connu nos deux sociétés. H. Miard-Delacroix insiste néanmoins sur la distinction entre la réalité du travail de mémoire scientifique, qui lui a été constant dans les deux pays sur l'ensemble de la période, et la mémoire collective du grand public, nettement plus sujette aux fluctuations. H. Rouso lui-même a récemment précisé ses analyses, notamment en ce qui concerne la période dite « d'amnésie » qu'il a quelque peu relativisée :

*La première question à poser concerne le diagnostic d'occultation lui-même. L'histoire de la mémoire est une histoire comme les autres. Elle peut donc elle aussi être révisée. L'occultation de la Shoah durant deux à trois décennies après 1945 est-elle un fait acquis et prouvé ? Plusieurs recherches récentes ont contesté cette interprétation, souvent par réaction à son expression de plus en plus dogmatique dans les discours publics ou dans l'enseignement. Ces travaux de deuxième ou troisième génération, grâce à de nouvelles sources et des problématiques renouvelées, ont remis partiellement en question les analyses produites dans les années 1980-1990 par la première génération d'historiens de la mémoire.*²²²

Le second trait commun est le rôle qu'ont joué « les effets de générations » dans l'élaboration de la mémoire dans les deux pays. S'appuyant sur les travaux d'A. Assmann, H. Miard-Delacroix analyse l'impact de cette « dynamique générationnelle » sur l'ensemble de

²²⁰ *Ibid.*

²²¹ ROUSSO Henry, « La mémoire négative de l'Europe », in *Face au passé*, *Op. cit.*, p. 250

²²² *Ibid.*, p. 37.

la période. La fracture qui apparaît alors n'est plus nationale, mais générationnelle. Sur la question de Vichy comme sur celle du nazisme, un fossé s'est inévitablement creusé entre « ceux qui y étaient » et « ceux qui n'y étaient pas ». Les générations trop jeunes pour avoir été impliquées cherchent à comprendre et réclament des explications : « Comment cela a-t-il été possible, comment avez-vous pu ? ». Mais ils se heurtent à un mur : « vous ne pouvez pas comprendre puisque vous n'avez pas vécu cette période ».

Le travail de mémoire effectué dans les deux pays, notamment sous l'impulsion de ces nouvelles générations, a donc contribué à faire bouger les lignes.

A la succession des générations [...] correspondit dans la dernière décennie du siècle la mise au premier plan du souvenir de la Shoah et de la question de l'antisémitisme. Ce qui eut pour effet que pour les jeunes Français et les jeunes Allemands se pose désormais la question du partage entre les justes et les autres. ²²³

En suivant l'analyse d'H. Miard-Delacroix, nous pouvons ainsi constater qu'en l'espace de trois générations, que la France et l'Allemagne sont passées d'un schéma vainqueur-victime versus bourreau-vaincu, schéma qui rend de fait toute mémoire commune impossible, voire indécente, à un schéma beaucoup plus complexe. Cette complexité, tant diachronique (la succession des générations) que synchronique (au sein même d'une génération donnée) est un phénomène dont il nous faudra évidemment tenir compte dans notre étude. Il faudra donc nous demander quelles ont été les conséquences de cette évolution sur le « faire-mémoire » franco-allemand, y compris dans ses aspects les plus pratiques.

La France est passée dans les années 1970 et 1980 de la célébration du résistant à celle de la victime et [...] l'on a réussi à intégrer en Allemagne la célébration de la résistance au nazisme à la commémoration de la responsabilité de l'indicible. ²²⁴

A la question de la possibilité d'une mémoire commune franco-allemande, H. Miard-Delacroix répond donc elle-aussi par l'affirmative, dans un sens qui rejoint les conclusions d'A. Prost et G. Krumeich à propos de Verdun :

Pour les Français et les Allemands, cela signifie aussi des efforts pour comprendre et assimiler la mémoire spécifique de l'autre, y compris dans la diversité de ses mémoires. ²²⁵

La commémoration de Verdun se veut une « commémoration commune franco-allemande ». Nous pouvons donc nous demander si elle correspond bien aux critères proposés par H. Miard-Delacroix. Organisée par la France, en territoire français, sur un lieu de mémoire certes aussi allemand, mais avant tout français, quelle place laisse-t-elle à cette « mémoire spécifique de l'autre » ?

²²³ MIARD-DELACROIX, *Le Défi Européen*, Op. Cit., p. 204.

²²⁴ *Ibid.*, p. 217.

²²⁵ *Ibid.*, p. 220.

3. Vers des lieux de mémoire européens ?

En 2011, avec presque trente années de recul, et alors que l'entreprise des *Lieux de mémoires* s'est exportée dans bien d'autres pays européens (en Allemagne ont paru par exemple à partir de 2001 les *Deutsche Erinnerungsorte* sous la direction d'Etienne François et de Hagen Schulze), P. Nora se pose la question : existe-t-il des lieux de mémoire européens, qui ne passeraient pas par la multiplicité des mémoires nationales ? Sa réponse est clairement négative. A ses yeux, les *Lieux de mémoire* sont en effet - de par leur nature même - une entreprise nationale :

*Un lieu de mémoire suppose un sentiment d'appartenance, l'expérience d'une communauté partagée ; il suppose une inscription dans le temps, une durée de fabrication, une fermentation. Il suppose un cadre, une tradition, la formation d'un imaginaire et d'un ensemble de représentations collectives. Bref, il suppose une histoire immédiatement ressentie comme commune.*²²⁶

Faut-il en conclure pour autant que les mémoires nationales sont par nature inconciliables ? Cela remettrait en cause la possibilité même d'une mémoire commune et a fortiori d'un faire mémoire ensemble. Il faudra donc nous interroger : la France et l'Allemagne ont-elles quelque chose de ce « sentiment d'appartenance », de « cette histoire immédiatement ressentie comme commune » ? P. Nora pourtant, lorsqu'il revient sur la notion même de « lieux de mémoire », ne ferme peut-être pas la porte de manière aussi catégorique qu'il n'y paraît :

*L'essentiel n'est cependant pas là. Il est dans la dialectique de l'universel et du particulier qu'éclaire et qu'implique la notion même de 'lieu de mémoire' ; car elle met en face l'universalisme de la culture et le particularisme des nations [...] La problématique de la mémoire et la recherche de ses points d'ancrage, de ses « nœuds » ont renouvelé l'histoire nationale par la plongée dans les particularités des identités nationales. J'y ai personnellement acquis la conviction que c'est d'abord et avant tout de l'approfondissement des différences que peut naître le sentiment de la communauté.*²²⁷

Cette dernière affirmation nous semble capitale dans le choix de la démarche que nous souhaitons adopter dans notre travail. Certes, P. Nora se situe toujours dans un cadre national ; mais ne pourrait-on pas partir du même postulat (« c'est d'abord et avant tout de l'approfondissement des différences que peut naître le sentiment de la communauté ») pour tenter de faire émerger une « mémoire commune » franco-allemande ?

Lorsqu'ils posent la question de la possibilité d'une mémoire européenne commune, Etienne François et Thomas Serrier constatent le bouleversement radical intervenu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. En 1945, rappellent-ils, le schéma est encore la dichotomie classique entre vainqueurs et vaincus, celui du Traité de Versailles, qui empêche toute réconciliation durable. Pour dépasser ce schéma, le mot d'ordre lancé par Churchill à Zürich est celui de l'oubli, seul capable d'assurer la paix entre les anciens belligérants :

²²⁶ NORA Pierre, *Présent...*, Op. cit., p.385.

²²⁷ *Ibid.*, p. 391.

« Nous devons tous tourner le dos aux horreurs du passé. Notre devoir est de regarder vers le futur. Si nous voulons sauver l'Europe des malheurs sans fin et d'une ruine sans recours, nous devons la fonder sur un acte de foi en la famille européenne et sur un acte d'oubli de tous les crimes et les erreurs du passé ». [Tel était le discours dominant.²²⁸

Mais cet oubli est-il possible, et éthiquement défendable ? L'ampleur des crimes a rendu l'oubli impossible, et le travail de mémoire s'est doublé d'une exigence de justice, que P. Ricoeur justifie de la façon suivante :

*C'est la justice qui, extrayant des souvenirs traumatisants leur valeur exemplaire, retourne la mémoire en projet ; et c'est ce même projet de justice qui donne au devoir de mémoire la forme du futur et de l'impératif.*²²⁹

C'est ainsi qu'est apparue la notion morale de « devoir de mémoire » et même de « dette imprescriptible »²³⁰, qui remet en cause la notion d'oubli ou de pardon, puisque le temps qui passe ne peut plus jouer son rôle. La conséquence est l'omniprésence du passé dans le présent, ce que François Hartog a théorisé sous l'appellation de « présentisme »²³¹.

Au tournant des années 1980-1990 en effet, la Shoah prend un espace considérable dans le champ mémoriel (le film documentaire *Shoah* de Claude Lanzmann sort en 1985, le procès Klaus Barbie s'ouvre en 1987). Ce phénomène a entraîné de fait la disparition de la figure du héros au profit de celle de la victime²³². Et cette figure de la victime est par nature internationale : les deux pays ont ainsi pris conscience qu'elle est présente des deux côtés de la frontière. Les prémices d'une mémoire partagée a donc commencé à s'esquisser, dont l'un des emblèmes est le discours tenu par Richard von Weizsäcker le 8 mai 1985 devant le Bundestag²³³.

Le phénomène commémoratif s'est ainsi transformé, et l'on a pu assister à une multiplication des gestes de repentance et de réconciliation, d'abord nationaux puis transnationaux. Pour E. François et T. Serrier, il ne s'agit pourtant pas simplement d'une mode, mais d'une nécessité dans un continent qui a banni la guerre comme moyen de trouver une issue aux conflits. En ce qui concerne la Shoah, l'oubli est impossible, et la justice quoi que nécessaire, l'est finalement tout autant. Nous sommes là dans le domaine de l'irréparable. Comment faire alors pour surmonter le passé ? La seule issue selon les auteurs est alors le pardon : « Une catégorie [...] d'abord forgée dans le contexte religieux, ce qui n'interdit pas

²²⁸ FRANCOIS Etienne et SERRIER Thomas, « Lieux de mémoire européens », in *La Documentation Photographique*, Paris, mai-juin 2012, p. 3.

²²⁹ RICOEUR Paul, *Op. cit.*, p. 108.

²³⁰ CHIRAC Jacques, *Discours prononcé le 16 juillet 1995, lors des cérémonies commémorant la grande rafle des 16 et 17 juillet 1942.*

Disponible sur : <https://www.elysee.fr/jacques-chirac/1995/07/16/allocution-de-m-jacques-chirac-president-de-la-republique-sur-la-responsabilite-de-letat-francais-dans-la-deportation-des-juifs-durant-la-deuxieme-guerre-mondiale-et-sur-les-valeurs-de-liberte-de-justice-et-de-tolerance-qui-fondent-lidentite-franca>
Consulté le 1^{er} octobre 2022.

²³¹ HARTOG François, « La montée du présentisme », in *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Le Seuil, Paris, 2003.

²³² ROUSSO Henry, « Vers une mondialisation de la mémoire », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2007/2 (n° 94), p. 6.

²³³ Voir *Supra*, note 88.

pour autant de la prendre au sérieux dans un contexte séculier »²³⁴, « *aux antipodes de la notion juridique d'imprescriptibilité. Le passé n'est ni oublié ni nié, mais il cesse d'être un horizon indépassable et laisse place à un pari sur l'avenir* »²³⁵.

Car pardonner ne signifie pas la même chose qu'oublier. E. François et T. Serrier, citant Jürgen Habermas, évoquent ainsi une « *mémoire solidaire de l'irréparable* »²³⁶, et une responsabilité européenne tout autant qu'allemande du génocide. Au-delà des complicités avérées dans les pays occupés par l'Allemagne nazie, qui sont d'un autre ordre, il s'agit ici de responsabilité non dans le sens de culpabilité, mais de poids à porter ensemble. Nous pouvons ainsi nous interroger : quelle place cette « mémoire solidaire » a-t-elle véritablement dans les commémorations franco-allemandes ? Elle semble en effet loin d'être acquise au moment du Geste de Verdun, comme l'ont montré les polémiques suscitées à l'époque, sur fond de querelle mémorielle, nous y reviendrons dans les chapitres suivants. Le geste accompli par F. Mitterrand et H. Kohl a-t-il alors permis de réconcilier les mémoires, non seulement autour de la Première Guerre mondiale, mais aussi de la Seconde ? Qu'en est-il aujourd'hui, alors que près de quarante années se sont encore écoulées ?

D'après les thèses défendues par E. François et T. Serrier, mais aussi par H. Rousso, Auschwitz est ainsi devenu en quelque sorte « le mythe fondateur » de la construction européenne, la catastrophe originelle qui a poussé à prendre le chemin de la réconciliation et de la coopération :

*En revanche [...] s'est développée, dans les années 1990, l'idée que le seul ciment historique qui pouvait créer un consensus, une mémoire européenne commune, était la célébration de la Shoah comme événement à la fois repoussoir et fondateur d'un nouvel humanisme européen, voire mondial.*²³⁷

Cette prédominance de la Shoah dans le champ mémoriel européen n'est pas sans interroger H. Rousso :

*Dans une Europe où la paix, la stabilité et la prospérité économique ont été jusqu'à une date récente les valeurs dominantes, dans un contexte où la guerre y a été infiniment plus limitée dans le temps et dans l'espace que sur d'autres continents, on peut se demander comment et pourquoi la mémoire d'événements traumatiques a pu devenir un tel enjeu politique et historiographique.*²³⁸

Selon l'analyse d'H. Rousso, la prédominance de la Shoah dans la mémoire commune européenne s'explique d'abord par le fait que celle-ci a touché l'ensemble du continent, et qu'elle est donc une expérience commune qui peut servir de référence. Mais cette expérience n'a évidemment pas été vécue de manière uniforme, et ne pourrait pas à elle seule constituer un socle commun. D'autres facteurs sont à prendre en compte, et principalement la singularité du traumatisme, qui explique le poids particulier que celui-ci a encore sur le présent de tous les pays d'Europe. Le socle commun est donc moins à rechercher dans l'expérience elle-même que

²³⁴ FRANCOIS Etienne / SERRIER Thomas, *Lieux de mémoire européens*, Op. cit., p. 5.

²³⁵ *Ibid.*

²³⁶ *Ibid.*, p. 4.

²³⁷ ROUSSO Henry, *Face au passé*, Op. cit., p. 258.

²³⁸ *Ibid.*, p. 239.

dans sa mémoire, telle qu'elle s'est développée parallèlement à la construction européenne. L'auteur remarque que la grande majorité des commémorations à dimension européenne tournent autour de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et de la Shoah (27 janvier, 8 mai...), le 8 mai éclipsant même le 9 mai, pourtant officiellement journée de l'Europe en référence à la déclaration Schuman considérée comme fondatrice ²³⁹.

Mais ce socle commun est lui-même loin d'être une évidence : l'auteur le rappelle, la fracture est/ouest qui a divisé l'Europe pendant plus de quarante ans est loin d'être encore surmontée, et notamment sur le plan mémoriel. D'autre part, il est de plus en plus remis en causes par les nouvelles générations qui refusent de porter cette « mémoire solidaire » évoquée précédemment :

D'abord, peut-on imposer une mémoire négative sur plusieurs générations ? Jusqu'à quand faut-il que les dents des arrières petits-enfants soient agacées des raisins verts de leurs ancêtres ? La question reste ouverte alors que disparaissent les derniers survivants de la seconde Guerre mondiale mais que l'on manque de recul sur les effets à terme de la politique de mémoire négative qui a placé la Shoah au centre du dispositif. ²⁴⁰

Mais la principale remise en cause de la Shoah comme « socle commun » de la mémoire européenne vient d'un phénomène plus récent et plus brutal que la seule succession des générations :

On observe de toutes parts, notamment en Europe - en Hongrie, en Croatie, mais aussi en France et même en Allemagne - la montée en puissance d'un refus de la « repentance » historique qui va de pair avec la résurgence du nationalisme, voire l'apparition de formes de plus en plus nombreuses de révision et de négation de l'Histoire récente. De ce point de vue, face à de nouvelles crises comme celle des migrants ou des réfugiés, ou celle du terrorisme islamique, l'Union Européenne ne peut plus se contenter du rappel de ses origines sur les cendres du IIIème Reich. Il lui faut inventer une nouvelle tradition à partir de cette mémoire, une façon de maintenir le souvenir et la connaissance tout en allégeant le fardeau de la responsabilité. ²⁴¹

C'est toute la question de l'identité européenne, qui s'est forgée depuis plus de soixante-dix ans sur la mémoire de la Seconde Guerre mondiale, et sur la réconciliation franco-allemande qui est ici posée. La fin de la Guerre froide, l'émergence d'une nouvelle menace avec le terrorisme rebattent en effet les cartes de manière radicale. E. François et Th. Serrier affirment ainsi la nécessité de construire une mémoire européenne élargie :

Sans remettre en cause la centralité des mémoires douloureuses du XXe siècle dans l'émergence même d'une hypothétique « communauté mémorielle [...], il nous a donc semblé fondamental de rappeler notre conviction selon laquelle les mémoires plongent

²³⁹ Nous avons pu par ailleurs constater qu'il est d'ailleurs relativement compliqué de trouver une liste officielle des commémorations européennes. Celles-ci ont en effet du mal à trouver une place entre les « journées mondiales » et les « journées nationales ».

²⁴⁰ ROUSSO Henry, *Face au passé*, Op. cit., p. 264.

²⁴¹ *Ibid.*, pp. 296-297.

*leurs racines dans un substrat infiniment plus ancien, sujet à d'incessantes réinterprétations ?*²⁴²

Le Traité de l'Elysée a certes été une étape importante dans le processus de réconciliation de la France et de l'Allemagne. Mais cela n'a été qu'une étape : l'histoire de cette réconciliation ne s'est pas arrêtée avec sa signature. La coopération plus étroite qui a été institutionnalisée à partir de 1963 a permis aux deux pays d'entrer dans une concertation plus régulière, et donc plus profonde. Elle les a contraints à se confronter pour ainsi dire quotidiennement aux éventuelles difficultés plutôt que de les éviter sans jamais les résoudre pour autant. Nous pouvons cependant nous interroger : cette « saine » confrontation a-t-elle finalement permis de surmonter les divergences, voire les différends qui pouvaient subsister entre les deux pays ? Clairement, la convergence de vues n'est jamais un acquis : la volonté politique est nécessaire pour impulser des deux côtés du Rhin la dynamique nécessaire.

Par ce travail de longue haleine, La France et l'Allemagne sont entrées petit à petit dans une meilleure connaissance du partenaire – en particulier de ce qui fait l'identité la plus profonde de l'autre : sa mémoire particulière. La réflexion sur la mémoire collective qui s'est élaborée au cours des dernières décennies dans les deux pays a d'abord permis à chacun d'aborder différemment sa propre histoire, et d'être « plus au clair » avec sa propre identité. Ce « travail sur soi-même » a permis également de sortir du cadre purement national pour aborder différemment l'histoire de l'autre. Cela a engendré la prise de conscience qu'il existait bien une « histoire commune » qui liait les deux pays bien au-delà de leur rivalité.

Les travaux des historiens ont ainsi précédé, orienté puis accompagné les politiques mémorielles qui se sont élaborées sous les différents gouvernements. Il devient désormais possible de sortir de la traditionnelle commémoration nationale, et de faire davantage de place à la mémoire de l'autre. Il s'agit néanmoins d'un processus de long terme, qui présente quelques analogies avec celui de la convalescence. Il faut laisser le temps faire son œuvre, des rechutes sont possibles. Commémorer ensemble suppose que les blessures de la mémoire soient un minimum cicatrisées, que la mémoire vive des débuts ait fait place à une mémoire « apaisée », selon les critères définis par P. Ricoeur, que nous avons exposés plus haut.

Certes, commémorer ensemble n'est pas en 1984 un phénomène nouveau : régulièrement, des délégations de l'autre pays assistaient aux commémorations organisées par le partenaire. Mais organiser une commémoration franco-allemande à ce plus haut niveau était cependant une première. Comment ceux qui avaient directement vécu les événements, les Anciens Combattants de la Grande Guerre, encore relativement nombreux en 1984, ont-ils accueilli cette « première » ? Le choix du lieu, Verdun, et le choix de la date, septembre 1984, étaient-ils « neutres » ou ont-ils été « stratégiques » ? Que disent-ils de l'avancée du processus de réconciliation des mémoires ? Nous pouvons en effet d'ores et déjà nous demander si Verdun n'était-il pas trop restrictif en évacuant *de facto* la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Si les choix ont été stratégiques, il nous faudra alors nous demander quelles sont les raisons qui ont guidé ces décisions.

Comme toute commémoration, la cérémonie de Verdun a été « fabriquée ». *In fine*, la cérémonie du 22 septembre 1984 peut-elle être considérée comme un « prototype » de

²⁴² SERRIER Thomas, « A la recherche des lieux de mémoire européens », in *Revue de l'IFHA en ligne*, 5 | 2013.

commémoration franco-allemande ? C'est donc le processus de « fabrication » que nous allons de décortiquer dans le chapitre suivant, afin de tenter de formuler une réponse à toutes ces questions : il s'agira d'essayer de comprendre comment a pu surgir, dans le cadre d'une cérémonie parfaitement préparée et organisée, un geste totalement inattendu.

CHAPITRE II

VERDUN : COMMEMORATION OU GESTE POLITIQUE ?

La Bataille de Verdun est d'abord le symbole de l'affrontement franco-allemand de la Première Guerre mondiale. Elle a marqué les esprits par le nombre de soldats français et allemands tombés en quelques mois dans cette seule région, et le territoire lorrain porte encore les stigmates de l'âpreté des combats. Mais cette guerre n'a pas concerné que la France et l'Allemagne : elle a profondément bouleversé l'ensemble du continent, ce qui a conduit les historiens à la qualifier non seulement de guerre fratricide mais aussi de suicide européen²⁴³. Le lieu choisi pour la Rencontre, Verdun, est donc incontestablement un lieu de mémoire. Mémoire française, bien-sûr, mais aussi allemande et finalement européenne. C'est un lieu de commémoration, et de nombreuses cérémonies s'y sont succédé : célébrations de la Victoire pour les Français, mais aussi hommage aux morts qui a rapidement débordé le cadre strictement national. Certaines de ces commémorations, notamment à l'occasion des anniversaires de la Bataille de Verdun, ont été plus particulièrement marquantes, comme celles de l'immédiat après-guerre dans les années 1920, ou celles de 1936 et de 1966.

Ces cérémonies ont permis d'élaborer au fil des années tout un rituel commémoratif plutôt bien rôdé, avec des marqueurs obligés. Les commémorations oscillaient ainsi entre célébration des héros (distingués par une traditionnelle remise de médaille), déploiement des symboles nationaux (Marseillaise et drapeau tricolore) et liturgie du deuil (dépôt de gerbe et sonnerie aux morts). Le tout en présence des Anciens Combattants mis à l'honneur, mais aussi des enfants des écoles réunis pour assister à une leçon d'histoire grandeur nature. Précisons

²⁴³ SOUTOU Georges-Henri, « Chapitre VI. 1914-1918 : la Première Guerre mondiale », in *L'Europe de 1815 à nos jours*, Dir. Georges-Henri Soutou, Presses Universitaires de France « Nouvelle Clio », Paris, 2009, p. 159-180.

« Très tôt ressentie par beaucoup comme une guerre civile et comme une forme de suicide collectif, la Grande Guerre est aussi à l'origine, par réaction, de la naissance d'un mouvement d'union européenne, et ce dès les années 1920. Mais il faut insister ici sur la rupture que la guerre de 1914-1918 et ses suites ont représenté pour le système international européen et son fonctionnement. »

Des écrivains notamment, français comme allemands, ont très tôt dénoncé de « suicide collectif » :

Voir ROLLAND Romain, « Au-dessus de la mêlée », in *Journal de Genève*, 22-23 septembre 1914.

« Quoi ! vous aviez, dans les mains, de telles richesses vivantes, ces trésors d'héroïsme ! À quoi les dépensez-vous ? Cette jeunesse avide de se sacrifier, quel but avez-vous offert à son dévouement magnanime ? L'égorgement mutuel de ces jeunes héros ! La guerre européenne, cette mêlée sacrilège, qui offre le spectacle d'une Europe démente, montant sur le bûcher et se déchirant de ses mains, comme Hercule ! »

Stefan Zweig reprendra lui-aussi ce thème, à la lumière du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

ZWEIG Stefan, *Die Welt von Gestern*, Vorwort, 1944.

Disponible sur : <https://www.projekt-gutenberg.org/zweig/weltgest/chap001.html>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

« J'ai même perdu la véritable patrie que mon cœur avait choisie, l'Europe, depuis qu'elle s'entre-déchire pour la seconde fois dans une guerre fraternelle suicidaire. »

„Auch die eigentliche Heimat, die mein Herz sich erwählt, Europa, ist mir verloren, seit es sich zum zweitemal selbstmörderisch zerfleischt im Bruderkriege.“

qu'il s'agit-là de commémorations telles que les conçoivent les Français, et dont la nature a peu changé au moment où va être organisée la Rencontre de Verdun en 1984. A l'exception notable de la cérémonie de 1936, il paraît difficile de parler de commémorations franco-allemandes. C'est ce qui permet à Serge Barcellini d'affirmer :

Alors est-ce que c'est une nouveauté ? Oui, c'est une nouveauté. Ah, ça, c'est clair ! Verdun, c'est la première fois qu'on faisait du franco-allemand à ce point. Du franco-allemand, on commençait à le faire à Verdun. Mais ce n'étaient pas des gestes politiques. C'étaient des gestes associatifs. Le grand tournant, c'est que ça devient un geste politique. [...] Le Mémorial de Verdun fait déjà du franco-allemand. Mais vous voyez bien, c'était du franco-allemand associatif, ce n'était pas du franco-allemand politique. ²⁴⁴

Certes, auparavant, des représentants allemands peuvent être présents, mais pas de manière officielle, et pas au plus haut niveau. Les Allemands, même s'ils sont assez nombreux à venir à Verdun, le font dans un cadre privé.

Lors de ces commémorations, le silence et le recueillement sont a priori de règle : « *Il y a des lieux si hauts que le discours, même le plus pieux, semble sacrilège... Messieurs, inclinons-nous et méditons* » ²⁴⁵. Malgré cette volonté affichée, un discours de circonstance accompagne souvent les cérémonies pour en rappeler le sens, et donc en proposer une lecture officielle. Une mise en scène peut également être organisée, dont les participants deviennent soit les acteurs (le Serment de Verdun en 1936) ou spectateurs (le son et lumière de 1966). Nous quittons alors le domaine de la seule commémoration pour entrer dans le domaine du message politique. Et cela peut aller jusqu'à perturber le déroulement des cérémonies, comme en 1948 où le Général de Gaulle a vu son discours interrompu pendant près d'un quart d'heure par les sirènes de la ville, déclenchées délibérément en signe de protestation ²⁴⁶.

Il apparaît ainsi clairement qu'une commémoration se contente rarement d'être commémorative, et cela semble d'autant plus vrai que la commémoration se fait plus officielle et vise un plus large public. Et les moyens de communication modernes ne font qu'amplifier ce phénomène. Alors que nous nous proposons d'étudier les commémorations du 22 septembre 1984, nous pouvons donc nous interroger : Que voulait-on exactement commémorer ? De quelle manière ? Et pour quelles raisons ? Après un retour sur la genèse de la Rencontre de Verdun, nous étudierons le déroulement des cérémonies. Comment le Geste de Verdun a-t-il pu émerger du rituel, pourtant habituellement si codifié, de ce type de célébrations ? En sortant ainsi du cadre strict de la simple commémoration, le geste posé par François Mitterrand et Helmut Kohl n'était-il pas, et dans une large mesure, un geste avant tout politique ?

²⁴⁴ BARCELLINI Serge, dans l'entretien qu'il nous a accordé par visio-conférence le 7 mai 2021. L'entretien est retranscrit dans son intégralité en annexe.

²⁴⁵ PAUL-BONCOUR Joseph, discours du 7 août 1932 à l'occasion de l'inauguration de l'Ossuaire de Douaumont, publié au *Journal Officiel de la République Française* du 31 août 1932, p. 9467.

²⁴⁶ Voir la page dédiée sur le blog de Loïc LANGLOIS (avec les documents d'archive).

Disponible sur : <https://langloishg.fr/2016/02/23/la-memoire-de-verdun-en-1948/>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

Rappelons que la cérémonie avait lieu non à Douaumont, mais au centre-ville de Verdun, sur les marches du monument de la Victoire. Le Général de Gaulle n'était plus au gouvernement, mais suite à la création du RPF, son intervention fut perçue comme éminemment politique.

Précisions méthodologiques :

Afin de mieux comprendre la nature du Geste de Verdun, nous avons dû d'abord nous intéresser à sa genèse. La Rencontre de Verdun n'aurait probablement pas été organisée sans la polémique qui est née, au cours du deuxième trimestre de l'année 1984, autour des commémorations du quarantième anniversaire du Débarquement Allié en Normandie. Nous avons trouvé des traces de cette polémique dans la presse de l'époque, à vrai dire surtout dans la presse française. Les médias allemands en effet avaient un peu de mal à comprendre en quoi la participation du Chancelier à cet anniversaire pouvait encore mettre mal à l'aise en France. Le sujet a aussi beaucoup agité les chancelleries, et nous avons pu aussi trouver des traces de ce malaise dans les archives (Archives Nationales et Fédérales notamment). Nous avons pu aussi y consulter des échanges de lettres, provenant en particulier d'Anciens Combattants. Nous avons pu enfin bénéficier d'un entretien que nous a accordé Serge Barcellini, historien spécialiste des questions mémorielles et témoin privilégié de l'époque, du fait de ses fonctions au Ministère des Anciens Combattants.

Tout cela nous a amené à nous interroger sur le choix annoncé à Rambouillet d'organiser une cérémonie franco-allemande à Verdun. Mais nous touchons là aux limites de la recherche, dans un domaine qui concerne les conversations en tête à tête qu'ont pu avoir François Mitterrand et Helmut Kohl. Nous disposons par contre du large écho que cette annonce a provoqué dans la presse, notamment la presse régionale française. Nous avons donc pu étudier cet écho, en contrepoint de la polémique qui avait conduit les deux Chefs d'Etat et de Gouvernement à prendre une initiative. Cela nous a permis de nourrir la réflexion sur une possible mémoire franco-allemande entamée au chapitre précédent.

En ce qui concerne le déroulement de La Rencontre de Verdun en elle-même, nous disposons d'abord dans les archives (Nationales, Fédérales, Diplomatiques) d'un certain nombre de notes qui rendent compte des préparatifs et de l'organisation minutieuse des cérémonies. Nous les avons confrontées aux images du direct que nous avons pu consulter à l'Institut François Mitterrand. Cela nous a permis d'analyser les différents éléments commémoratifs mis en avant par les organisateurs, en lien avec la riche histoire des lieux retenus. Nous avons pu ainsi nous appuyer sur les travaux de nombreux historiens (Antoine Prost, Gerd Krumeich, François Cochet, Arndt Weinrich... pour ne citer que quelques exemples).

Il faut enfin rappeler ici que le Geste de Verdun a été posé dans un cadre bien particulier : presque à la fin des cérémonies du 22 septembre 1884, en quelque sorte en point d'orgue d'une après-midi déjà dense. Pour tenter de comprendre ce qui l'a suscité, nous avons choisi dans ce chapitre de nous concentrer sur les deux hommes qui l'ont accompli. Nous avons essentiellement leurs propres déclarations. Celles-ci sont parfois complétées par des témoignages des acteurs de l'époque (essentiellement des proches de François Mitterrand, nous manquons de témoignages équivalents du côté allemand). Les unes comme les autres sont à étudier avec toute la prudence nécessaire. Mais en les confrontant, nous avons pu voir se dessiner quelques lignes de force, qui aident à mieux comprendre ce qui a fait la spécificité du Geste de Verdun.

I. Un « Ersatz » fabriqué de toutes pièces ?

Les commentateurs de l'époque sont unanimes : la décision d'organiser une rencontre franco-allemande à Verdun le 22 septembre 1984 est indissociable de la polémique qui l'a précédée. Cette polémique est née à l'occasion de la commémoration du quarantième anniversaire du débarquement Allié en Normandie du 6 juin 1944.

*La question d'une éventuelle participation aux cérémonies commémoratives [organisées par les] vainqueurs de 1944 en Normandie avait ces derniers temps été montée en épingle par certaines publications, et menaçait finalement de devenir un sujet de polémique franco-français.*²⁴⁷

Jusque-là, les commémorations autour du D-Day n'avaient suscité que peu d'intérêt dans l'opinion publique²⁴⁸. De manière générale, les Français étaient davantage attachés à la célébration de la Libération de Paris, transformée au fil des années en épopée nationale. En 1954, le président René Coty avait inauguré le musée d'Arromanches et participé à une cérémonie aux côtés de représentants des anciens Alliés (occidentaux, précisons-le : l'Union Soviétique affirmant avec constance son désintérêt pour un événement perçu comme américain, avait privilégié les célébrations de la capitulation allemande, le 9 mai, et le rôle de l'Armée Rouge dans la victoire contre le nazisme)²⁴⁹. En 1964, le Général de Gaulle avait boycotté les cérémonies : sans doute se souvenait-il qu'il avait été tenu à l'écart des préparatifs de l'opération *Overlord*. Il avait ainsi privilégié les commémorations du Débarquement en Provence, où les Forces Françaises Libres avaient davantage été impliquées²⁵⁰. Mais surtout, et peut-être avant tout, il s'agissait aussi pour le Chef de l'Etat d'affirmer son indépendance vis-à-vis des Etats-Unis. En 1974, Valéry Giscard d'Estaing, tout juste élu, n'avait pas fait non plus le déplacement. Son septennat par ailleurs avait été marqué par une certaine prise de distance par rapport aux commémorations liées à la Seconde Guerre mondiale, comme en témoigne la suppression de la célébration du 8 mai entre 1975 et 1981²⁵¹. Il s'agissait de promouvoir la construction européenne et d'éviter toute commémoration qui pourrait nuire à la bonne entente franco-allemande²⁵².

²⁴⁷ Auteur non mentionné, « Bonn und Paris demonstrieren Einvernehmen rundum », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 30. Mai 1984.

„Das Thema einer möglichen deutschen Beteiligung an den Erinnerungsfeiern der Sieger von 1944 in der Normandie war in letzter Zeit durch einige Veröffentlichungen hochgespielt worden und drohte schließlich zu einem innerfranzösischen Streitpunkt zu werden“.

²⁴⁸ Voir : VIROT Pascal, « De l'indifférence de 1954 au raté de 1994 », in *Libération*, 5 juin 2014.

²⁴⁹ Voir : Auteur non mentionné, « D-Day : Moscou appelle à ne pas 'exagérer' l'importance du Débarquement », in *Sud-Ouest*, 5 juin 2019.

²⁵⁰ Voir : d'ALENCON François, « D-Day : en 1964, la chaise vide du général de Gaulle », in *La Croix*, 6 juin 2014.

²⁵¹ François Mitterrand rétablira dès son élection le statut du 8 mai comme « commémoration nationale » et « jour férié » (loi du 23 septembre 1981).

²⁵² Voir : BOZO Frédéric, « 6 juin 1944 : 'Une célébration de plus en plus instrumentalisée par la diplomatie' », in *Le Monde*, 6 juin 2019.

En 1984, François Mitterrand décide de donner une dimension internationale aux célébrations du 6 juin, en invitant tous les Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays ayant participé au Débarquement (occidentaux uniquement, dans le contexte de la Guerre froide). Par cette invitation, les commémorations prennent inévitablement un tour politique : c'est le monde « libre » qui fête sa libération, libération en grande partie redevable aux Etats-Unis. Dès lors se posent un certain nombre de difficultés. Le Rideau de Fer qui s'est abattu sur l'Europe a redessiné les alliances. Comme le rappelle Serge Barcellini, une autre question se posait aussi : fallait-il inviter les Allemands, les Italiens, anciens ennemis devenus maintenant membres fondateurs de la Communauté Economique Européenne et piliers de l'Alliance Atlantique ?

*Quand on s'est posé la question pour monter la cérémonie internationale de qui on allait inviter, quels étaient les Chefs d'Etat - puisque c'était une grande première, ça n'avait jamais eu lieu – quels étaient les Chefs d'Etat qu'on invitait, alors à ce moment-là, j'ai fait une proposition à l'Elysée [...] en disant : « on va inviter des Chefs d'Etat qui ont eu des troupes sous leur propre uniforme ». Ce qui réduisait singulièrement le nombre d'invités. Bien-sûr, il y avait les Anglais, les Canadiens, il y avait cinq ou six pays [...]. Sauf qu'il y avait la décision à prendre : que fait-on des Allemands ? [...]. Est-ce qu'on invitait uniquement les Alliés, ou est-ce qu'on invitait les Alliés et les Allemands en 1984 ? Et j'avais fait une note à Mitterrand, pour lui poser la question. Mitterrand lui-même avait décidé que c'était trop tôt pour inviter les Allemands.*²⁵³

Précisons que ce débat ne touche pas la présence des Allemands en général, au fil des ans déjà devenue banale, mais la présence officielle des plus hautes autorités allemandes sur un pied d'égalité avec les anciens Alliés. Faut-il inviter le Chancelier Helmut Kohl ? La question est délicate, en France comme en Allemagne.

1. L'affaire de la « non-invitation »

En France, l'opinion publique est partagée. En 1984, quarante ans après la fin du conflit, ce qui ne représente même pas deux générations, il reste encore beaucoup de témoins de l'Occupation et de survivants de la Déportation. Il s'agit donc à l'époque d'une mémoire encore vive, c'est-à-dire encore marquée par les ressentis (ressentiments ?) et les émotions de ceux qui ont vécu cette période. Certes, la majorité de ces témoins trouve que ce débat autour de la présence des Allemands est d'un autre âge, et souhaite que le Chancelier soit invité en signe de réconciliation définitive entre la France et l'Allemagne. Serge Barcellini se souvient :

Dès que ça s'est connu, qu'on n'avait pas invité les Allemands, il y a eu des réactions. J'ai le souvenir très fort de la réaction de Simone Veil, qui a dit : 'C'est une grave erreur, au moment de l'Europe, on associe les Allemands...'.²⁵⁴

Simone Veil n'est pas la seule à avoir réagi. Joseph Rovin, « connu pour avoir été l'un des pionniers et des principaux médiateurs culturels entre les deux pays ainsi qu'un grand

²⁵³ BARCELLINI Serge, dans l'entretien qu'il nous a accordé par visio-conférence le 7 mai 2021, *Op. Cit.*

²⁵⁴ *Ibid.*

Européen »²⁵⁵, signe pour *Le Monde* un commentaire publiée à la veille du sommet de Rambouillet :

*Quelle logique montrons-nous aux générations nouvelles en repoussant, le 6 juin, M. Kohl, pour le rencontrer le 7, à Londres, au sommet des grandes puissances du monde libre ? Quelle occasion magnifique tristement ratée ! Celle d'une grande journée commune de deuil et de pénitence où Allemands, Français, Anglais et Américains auraient confessé, face à l'histoire, la part de responsabilité de chacun dans la montée et dans les victoires de l'hitlérisme, celle aussi d'une confirmation de la volonté commune de maintenir nos libertés, face à ceux qui les menacent aujourd'hui.*²⁵⁶

Mais Serge Barcellini précise que François Mitterrand lui-même était d'avis qu'une telle invitation était encore prématurée :

*Là c'est clair, c'est une décision de François Mitterrand. Il pensait que c'était trop tôt pour associer les Allemands à un geste de 39-45. C'est important : associer à un geste de 39-45, en Normandie, lui-même trouvait que c'était trop tôt, donc on a décidé de ne pas inviter les Allemands.*²⁵⁷

La position de François Mitterrand n'est pas isolée ; il faut en effet constater que d'autres voix s'élèvent pour trouver cette présence déplacée :

*Mais les inviter à participer à cette célébration est tellement monstrueux que l'on est autorisé à se poser la question de savoir si les politiciens et intellectuels français qui le préconisent ont encore leur raison. C'est qu'il ne faut tout de même pas oublier que l'armée hitlérienne, dont l'ombre sanglante planerait assurément sur la présence physique du chancelier fédéral, n'était pas une armée comme toutes les autres...*²⁵⁸

D'autant plus que le Chancelier est accusé d'avoir maladroitement manœuvré (ou fait manœuvrer) pour obtenir une invitation²⁵⁹. Certes, personne n'allait jusqu'à remettre en cause

²⁵⁵ Voir : DEFRANCE Corine, « Comment repenser et renouer les relations franco-allemandes après Dachau ? », in *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, N°48-2/2016, p.453-471. L'auteure poursuit :

« Avec Alfred Grosser, son cadet de sept ans, il incarne l'exilé allemand, d'origine juive, qui souffrit de la guerre (Rovan entra en Résistance, fut arrêté et déporté en camp de concentration), prit la nationalité française et s'engagea après 1945 pour le rapprochement bilatéral[...] .Si les travaux de recherche portant sur les relations franco-allemandes depuis 1945 lui consacrent de nombreuses pages ou chapitres, tant son activité fut fondamentale, nous ne disposons toujours pas d'une biographie scientifique de ce passeur de frontière. Mais Rovan a laissé derrière lui de précieux témoignages que les historiens connaissent bien ».

Dans le cadre de notre travail, soulignons particulièrement sa réflexion sur la réconciliation franco-allemande suite à l'expérience traumatique de Dachau.

²⁵⁶ ROVAN Joseph, « Le sens d'une célébration », in REIßMÜLLER *Le Monde*, 28 mai 1984.

Voir par exemple aussi : VAILLANT Jérôme, « ...Oui ! », in *Le Monde*, 8 juin 1984.

« On a laissé passer une chance. Le chancelier de la République fédérale d'Allemagne aurait dû être invité aux cérémonies commémorant le débarquement allié en Normandie. C'eût été l'occasion de faire apparaître que l'Allemagne fédérale n'est plus considérée comme le pays ennemi vaincu d'hier mais comme l'allié d'aujourd'hui. »

²⁵⁷ BARCELLINI Serge, dans l'entretien qu'il nous a accordé par visio-conférence le 7 mai 2021, *Op. Cit.*

²⁵⁸ LICHTENSTEIN H.-B. (ancien FFC / Paris), « Fallait-il inviter le chancelier Kohl ? Non ! ... », in *Le Monde*, 8 juin 1984.

²⁵⁹ Voir la tribune ironique : SARRAUTE Claude, « Débarquement », in *Le Monde*, 23 mai 1984.

la solidité d'une coopération bien installée sur le terrain depuis les initiatives de l'immédiat après-guerre. Mais l'ampleur de la polémique née à l'occasion de cette affaire de la non-invitation d'Helmut Kohl nous pousse tout de même à nous interroger : la réconciliation franco-allemande et les belles protestations d'amitié ne seraient-elle finalement qu'une façade, masquant une réalité beaucoup plus complexe ? Ne s'agirait-il que d'une mise en scène, destinée non pas à témoigner d'une réalité, mais à promouvoir un projet politique de construction européenne autour d'un axe fort franco-allemand ? Cette polémique autour des cérémonies du Débarquement témoigne en tout cas d'une mémoire qui serait loin d'être apaisée, notamment en ce qui concerne l'Occupation et la Seconde Guerre mondiale. Karl Weishäupl, à l'époque président du *Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge* déclarait par exemple :

*Les raisons ne sont certainement pas personnelles, mais tout au plus politiques. Peut-être, comme l'a écrit un journal, Mitterrand a-t-il voulu ne pas offenser les Français, qui n'ont guère pardonné aux Allemands. Même au niveau des organisations représentant les Anciens Combattants en France, nous constatons dans les organisations allemandes que de nombreux membres de la Résistance n'ont toujours pas pardonné aux Allemands.*²⁶⁰

En Allemagne de l'Ouest, la question fait également débat. La mémoire allemande est marquée à la fois par un sens de la responsabilité par rapport à ce qu'il s'est passé (la République Fédérale a une mission particulière pour promouvoir les valeurs opposées au nazisme), et par une volonté de tourner la page (il s'agit de construire l'avenir, et non de ressasser sans cesse le passé). Les discussions touchent en premier lieu la nature même des commémorations. S'il s'agit de célébrer les valeurs du monde « libre », la République Fédérale depuis 1949 a amplement démontré qu'elle avait pleinement sa place au sein de l'alliance occidentale. La présence du Chancelier aux cérémonies serait en quelque sorte la reconnaissance de cet engagement, reconnaissance dont les Allemands, en raison du double traumatisme de 1918 et de 1945, sont particulièrement demandeurs. Mais si les cérémonies se résument à l'autocélébration des anciens vainqueurs, la République Fédérale n'a évidemment aucune envie d'y participer. Constatant avec une certaine amertume la tournure annoncée des cérémonies, et en l'absence du Chancelier, les associations allemandes d'Anciens Combattants ne souhaitent pas participer non plus aux commémorations du Débarquement, considérant qu'elles n'y seront pas à leur place :

Je suis en discussion un peu vive avec les associations françaises d'Anciens Combattants et de Victimes de guerre qui souhaitent que les Allemands soient représentés de manière

« Ce qu'ils peuvent être vaches les Alliés ! Et mesquins. Et rancuniers. Ils vont célébrer le quarantième anniversaire du débarquement en Normandie. Et ils refusent d'inviter les Allemands. Vous n'imaginez pas le chagrin que ça lui a fait à ce pauvre M. Kohl. Il les a suppliés, il les a tirés par la manche : allez, soyez gentils, laissez-moi venir aussi. Non, mais c'est vrai, ce n'est pas chic. Pourquoi vous me battez froid comme ça ? Pourquoi vous me snobez ? Qu'est-ce que je vous ai fait ? Les autres étaient un peu gênés : rien, rien, on vous aime bien. Simplement on préférerait rester entre nous. »

²⁶⁰ Bundesarchiv, BA 136 / 30068 - 18, lettre de Karl WEISHÄUPL, président du VDK, à René PEYRE, président de l'UFAC, en date du 11 mai 1984.

„Sicherlich sind die Gründe keine persönlichen, sondern allenfalls politische. Mag sein, wie eine Zeitung schreibt, dass Mitterrand vielleicht jene Franzosen nicht brüskieren wollte, die den Deutschen schwerlich verziehen haben. Auch im Bereich der Organisationen in Frankreich, die ehemaligen Kriegsteilnehmer vertreten, stellen wir in den deutschen Organisationen fest, dass viele der Angehörigen der Résistance den Deutschen noch nicht verziehen haben.“

significative le 6 juin, lors de leurs cérémonies de la Victoire en Normandie. Notre position est la suivante : nous ne participerons que si notre Chancelier lui-aussi est invité. S'il n'est pas jugé digne de prendre part aux cérémonies prévues à l'occasion du quarantième anniversaire du Débarquement, ce sera le signe qu'il faudra nous aussi nous en abstenir. ²⁶¹

C'est d'ailleurs le sentiment exprimé par Helmut Kohl lui-même. Loin de solliciter une invitation, affirmera-t-il plus tard à plusieurs reprises, il ne souhaitait absolument pas se rendre en Normandie, pour des raisons d'abord politiques :

Il n'y a pour un Chancelier Allemand aucune raison de participer aux célébrations quand d'autres fêtent leur victoire dans une bataille où des dizaines de milliers d'Allemands ont péri misérablement... ²⁶²

Mais le Chancelier a aussi des raisons beaucoup plus personnelles, d'ordre familial, sur lesquelles il reviendra quelques années plus tard :

En 1984, les journaux français ont été envahis par cette question : 'François va-t-il convier Helmut en Normandie ?'. C'était le quarantième anniversaire du... de l'invasion alliée. [...]. C'était aussi le lieu où mon frère fut blessé, avant de finalement succomber à la fin de la guerre. Et un Chancelier allemand n'y a pas sa place. C'est réservé aux vainqueurs. ²⁶³

²⁶¹ Bundesarchiv, BA 136 / 30068-17, lettre de Karl WEISHÄUPL (Président du VdK), au Chancelier Helmut KOHL, en date du 11 mai 1984.

„Ich habe eine kleine Auseinandersetzung mit den französischen Verbänden der ehemaligen Kriegsteilnehmer und Kriegsoffer, die wünschen, dass die deutschen repräsentativ am 6. Juni bei ihrer Siegesfeier in der Normandie vertreten sind. Wir stellen uns auf den Standpunkt, dass wir unsere Vertretung davon abhängig machen, dass unser Bundeskanzler ebenfalls eingeladen wird. Wenn er nicht als würdig erachtet wird, an den vorgesehenen Gedenkfeiern anlässlich des vierzigsten Jahrestags der Invasion teilzunehmen, ist es für uns ein Hinweis, den Feierlichkeiten auch fernzubleiben.“

²⁶² KOHL Helmut, cité par Johann Georg REIßMÜLLER, « Wie könnte ein deutscher Regierungschef in der Normandie mitfeiern? Ein Gespräch von Johann Georg Reißmüller mit Bundeskanzler Kohl », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 5. Juni 1984.

„Es ist für den deutschen Bundeskanzler kein Grund zum Feiern, wenn andere ihren Sieg in einer Schlacht begehren, in der Zehntausende Deutsche elend umgekommen sind...“

Voir aussi : Auteur non mentionné, « Il y a trente ans, Mitterrand tendait 'instinctivement' la main à Kohl », in *Les Echos*, 19 septembre 2014.

« Kohl lui-même considérait le 'D-Day' comme un 'événement ambivalent' car marquant le 'commencement de la défaite allemande'. Il fut donc 'soulagé de n'avoir pas reçu d'invitation', assure pour sa part l'ancien conseiller diplomatique d'Helmut Kohl, Horst Teltschik à l'AFP ».

²⁶³ Voir interview d'Helmut KOHL « Kohl: Hand in Hand ».

Disponible sur : <https://www.zeitzeugen-portal.de/videos/7Bi6-y0NfZU>

La date de l'interview n'est pas précisée (le Chancelier y apparaît déjà âgé, donc l'interview a été réalisée plusieurs années après son départ de la Chancellerie).

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

„1984 waren plötzlich die französischen Zeitungen voll mit der Frage: ‚Holt François Helmut in die Normandie?‘. Es war ja die 40-Jahr-Feier für den ...für die Invasion. [...] Das war ja der Platz, wo mein Bruder verwundet wurde, bevor er dann endgültig gefallen ist am Ende des Krieges. Und es ist kein Platz für einen deutschen Bundeskanzler. Da sind ja die Sieger gefragt.“

La question continue néanmoins d'être posée : Helmut Kohl a-t-il sollicité une invitation ? Face à la polémique, le gouvernement français comme le gouvernement fédéral sont contraints d'opposer les démentis les plus virulents :

A diverses reprises, le bruit s'est répandu que j'aurais manœuvré pour participer aux commémorations en Normandie, et que j'aurais été déçu de ne pas y avoir été invité. Bien que le Président français ait démenti, à Rambouillet encore, les affirmations en ce sens parues dans la presse, cette rumeur continue aujourd'hui encore de hanter bien des rédactions, tant en France qu'en République Fédérale. ²⁶⁴

Mais cela ne suffit pas. Le sujet, qui devait à l'origine être réglé entre ministres des Affaires étrangères ²⁶⁵, finit par atteindre le plus haut niveau de l'Etat, et se retrouve à l'ordre du jour des discussions en tête à tête prévues dans le cadre du sommet franco-allemand de Rambouillet. La question devient d'autant plus brûlante que le lendemain des célébrations, le 7 juin, doit s'ouvrir à Londres le sommet du G7, en présence du Chancelier de la République Fédérale, pourtant exclu la veille. Cette coïncidence, qui met à mal la logique commémorative, n'échappe pas à François Mitterrand : « *Le 6 juin, on fêtera votre défaite, et le 7 juin, on se retrouve à Londres pour glorifier notre alliance face à l'un des alliés de 1944. C'est ainsi* » ²⁶⁶. Il est donc grand temps de mettre officiellement fin à une polémique qui met à mal le bon fonctionnement du couple franco-allemand.

2. L'annonce de Rambouillet

Il y a par définition peu de traces accessibles des discussions qui se sont tenues en tête à tête (en présence toutefois de preneurs de notes). Mais si nous nous fions aux quelques traces qui ont pu rester de ces entretiens, c'est apparemment le Chancelier qui aborde le sujet. C'est d'ailleurs vraisemblable, car c'est lui qui est particulièrement demandeur d'un geste fort, pour mettre fin à la polémique, et au sentiment de mise à l'écart provoqué par son absence annoncée aux futures cérémonies du 6 juin ²⁶⁷. C'est également, semble-t-il, Helmut Kohl qui suggère

²⁶⁴ KOHL Helmut, *Erinnerungen 1982-1990*, München, Droemer-Knaur-Verlag, 2005, pp. 288-289.

„Verschiedentlich ist kolportiert worden, ich hätte mich um eine Teilnahme an den Gedenkfeiern in der Normandie bemüht und sei enttäuscht gewesen, dazu nicht eingeladen worden zu sein. Obgleich der französische Präsident noch in Rambouillet derartige Pressemeldungen richtigstellte, geistert die Falschmeldung bis heute durch manche Redaktionen in Frankreich wie in der Bundesrepublik.“

Voir aussi : *Déclaration à la presse du Président de la République à l'issue des 43èmes consultations franco-allemandes au sommet au château de Rambouillet*, Op. Cit.

« Auparavant je voulais vous indiquer que, le Chancelier et moi, nous souhaitons vous dire ce que nous pensions à l'occasion des cérémonies qui auront lieu le 6 juin en France et des relations franco-allemandes. Aucune démarche n'a jamais été entreprise par la République Fédérale Allemande, par ses dirigeants, à cet égard. »

²⁶⁵ Bundesarchiv, BA 136 / 29950 - 142 : Dans les notes préparatoires au sommet de Rambouillet, concernant les cérémonies du 6 juin, est précisé en marge de manière manuscrite (auteur non identifié) :

« Ne concerne pas le Chancelier. Sera - espérons-le - réglé avant par le Ministre des Affaires étrangères (le 14 mai). »

„Kein BK-Thema, wird hoffentlich durch AM (14.5) vorher geklärt“

²⁶⁶ ATTALI Jacques, *Verbatim, tome 1 - Chronique des années 1981-1986*, Paris, Fayard, 1993, p. 641.

²⁶⁷ Archives Nationales, Fonds François Mitterrand, AG / 5 (4) / CD / 72. Aucune mention du preneur de notes, mais d'après l'écriture et la place du document dans le dossier, il pourrait s'agir d'Hubert Védrine. Les notes retranscrivent le dialogue suivant :

Verdun, suggestion qui reçoit l'assentiment de François Mitterrand : « *Oui. Ce ne serait pas trahir le souvenir de nos morts. Vous avez mon accord* »²⁶⁸. Pouvons-nous pour autant résumer la décision d'organiser la Rencontre de Verdun à un simple geste de bonne volonté, de réparation envers un ami froissé de ne pas avoir été invité à la « fête de famille » du 6 juin ? En tout cas, il y a la volonté des deux hommes de poser un geste marquant, et l'annonce va pouvoir en être faite, non sans déjà une certaine mise en scène.

*M. le Chancelier de la République Fédérale Allemande (sic) et moi-même sommes convenus que nous nous retrouverons pour célébrer nos morts en un lieu qui marque l'histoire : fin septembre, nous nous inclinons devant les tombes allemandes et devant les tombes françaises, en particulier à Verdun. Ainsi l'anniversaire des combats passés et définitivement passés sera-t-il suivi peu après de cérémonies qui marqueront que nous sommes engagés sans retour dans l'avenir sur la base d'une amitié franco-allemande dont dépendront beaucoup d'autres choses.*²⁶⁹

Dans cette annonce faite par François Mitterrand des futures cérémonies, à l'issue du sommet de Rambouillet des 28 et 29 mai 1984, plusieurs éléments sont particulièrement frappants. Il faut tout d'abord préciser que le sommet franco-allemand avait été en quelque sorte « délocalisé » : Rambouillet avait été préféré à Paris, ce qui donnait presque à la Rencontre un petit air de week-end à la campagne²⁷⁰. L'accent avait été mis sur la cordialité des relations

« - HK : « All à Verdun pensable ? »

- FM : « tout à fait »

- HK : « Verdun avantage : 1ère guerre. Symbole ++ »

- FM : « tell de morts que respect mutuel »

²⁶⁸ ATTALI Jacques, *Verbatim, tome 1 - Chronique des années 1981-1986, Op. Cit.*, p.642.

²⁶⁹ *Déclaration à la presse du Président de la République à l'issue des 43èmes consultations franco-allemandes au sommet au château de Rambouillet, Op. cit.*

²⁷⁰ Bundesarchiv, BA 136 / 29951 - 411, Protokoll der Plenarsitzung der 43. Deutsch-französischen Konsultationen am 29. Mai 1984 in Paris (verbatim de la session plénière du 29 mai 1984 / 43ème sommet franco-allemand de Paris, disponible malheureusement uniquement en allemand, même pour partie concernant François Mitterrand) :

« **M. le Chancelier Kohl** : « ... j'ai très fortement perçu auprès de mes collègues, M. le Président, qu'une soirée comme celle d'hier, où nous nous sommes retrouvés tous ensemble, là en-face, pour partager un dîner, est au moins aussi importante que les discussions techniques, car c'est précisément ce genre de soirées qui donnent l'occasion de percevoir, au-delà de ce qui est officiel, ce qui est personnel et humain. Et face à l'histoire, en particulier dans un lieu tel que celui-ci, on ne peut qu'affirmer ceci : le vent de l'histoire souffle de telle manière que ce qui est solide humainement résiste aussi généralement face à l'histoire et à face à la politique. [...] La météo que nous avons trouvée ici est à l'exact opposé du climat qui caractérise nos relations. Difficile de trouver meilleurs mots pour parler de nous et de notre travail aujourd'hui ... »

M. le président Mitterrand : « J'ai été très heureux de pouvoir vous accueillir ici. [...]. Le caractère très officiel de ces sommets peut parfois faire obstacle aux relations personnelles directes. C'est vous-même, M. le Chancelier, qui y avez introduit cette touche supplémentaire, et c'est dans cet esprit que nous nous sommes un peu éloignés de Paris, hier et aujourd'hui ... »

BK Dr. Kohl : „...ich habe sehr verspürt bei meinen Kollegen, Herr Präsident, daß ein Abend wie der gestern, als wir drüben zusammensaßen, mindestens so wichtig ist wie die Diskussion von Sachthemen, weil man bei einer solchen Gelegenheit eben neben dem amtlichen das sehr persönlich menschliche verspürt. Und vor der Geschichte kann man nur behaupten, gerade in einem Haus wie diesem, daß der Geist der Geschichte so atmet, daß das, was menschlich beständig ist, meistens auch vor der Geschichte und der Politik beständig ist. [...] Das Wetter, das wir hier vorgefunden haben, steht im umgekehrten

entre François Mitterrand et Helmut Kohl, symboliques de la bonne entente du « couple » franco-allemand. L'ancien photographe du Quai d'Orsay, Frédéric de La Mure, se souvient encore de cette ambiance « cordiale » qui caractérisait les sommets franco-allemands :

*Avant le 11 septembre, une fois par an, il y avait un sommet franco-allemand qui se passait alternativement dans une ville de province en France, et dans une ville d'Allemagne. Quand les visites officielles se passent à Paris, tout le monde râle parce que ça met la pagaille : Paris est bouclé, ça ne circule pas [...]. Par contre, dans des petites villes en province, souvent, les écoles s'arrêtaient, il y avait un monde fou dans la rue. Les magasins étaient pavoisés aux couleurs du pays reçu. Nous, les journalistes, on était toujours invités dans les villes la veille, pour voir comment ça se passait. C'était hyper sympa pour la découverte de l'autre. Moi j'ai été comme ça dans au moins une quinzaine de villes allemandes, et j'étais super content d'y aller, parce que c'était autre chose... Désormais, quand on va à Berlin, c'est complètement fermé. A la Chancellerie, ça n'a plus du tout la même âme.*²⁷¹

Dans ce contexte, le cadre choisi pour l'annonce officielle, la conférence de presse finale commune, devant un parterre de journalistes internationaux, était donc particulièrement solennel. Et cette solennité tranchait avec la normalité affichée, nous pourrions presque dire la banalité, des relations franco-allemandes. Il s'agissait d'assurer à l'annonce des cérémonies un retentissement médiatique optimal.

Que contenait donc cette annonce ? Notons qu'il s'agit du tout premier sujet abordé par le Président français, de surcroît spontanément, ce qui montre qu'il était attendu, comme nous venons de l'évoquer. L'annonce de la Rencontre se trouve ainsi en quelque sorte mise en exergue du bilan du sommet, et se veut ainsi emblématique de la parfaite entente affichée par les deux partenaires. La remarque suivante concernerait la date choisie, dans un premier temps de manière très approximative : « *fin septembre* ». Cette date ne correspond à aucun anniversaire précis, qui pourrait en soi justifier une commémoration. Il ne peut être question ici de célébrer les premières batailles de la Première Guerre mondiale (Bataille de la Marne, puis de l'Aisne). Serge Barcellini montre ainsi l'importance du choix de cette date « neutre » :

*Attali m'appelle avant pour me dire « Où peut-on aller ? ». Je ne vous cache pas que je n'avais pas proposé Verdun - à ma grande honte - je n'avais pas proposé Verdun. [...] Je lui dis : « La Marne ». Puisqu'on faisait le quatre-vingtième anniversaire des combats de la Marne. Vous avez bien compris tout de suite que cela ne retenait absolument pas l'intérêt de l'Elysée. L'une des raisons que l'on ne m'a pas dites, mais c'était clair, la Marne, c'était une victoire alors qu'ils voulaient plus quelque chose de plus à égalité. Et Verdun, n'oubliez jamais que Verdun, c'est une victoire française à égalité.*²⁷²

Verhältnis zu unseren Beziehungen. Und was Besseres kann man über uns und unser Tun heute nicht sagen...“

PR Mitterrand: „Ich war sehr glücklich darüber, Sie hier empfangen zu können [...]. Der sehr offizielle Charakter dieser Gipfel kann manchmal die direkten persönlichen Beziehungen behindern. Sie, Herr Bundeskanzler, haben hier diese zusätzliche Note eingebracht, und in diesem Geiste haben wir uns gestern und heute ein wenig von Paris entfernt...“

²⁷¹ de La MURE Frédéric, dans l'entretien qu'il nous a accordé par visio-conférence le 14 mai 2021. L'entretien est retranscrit dans son intégralité en annexe.

²⁷² BARCELLINI Serge, dans l'entretien qu'il nous a accordé par visio-conférence le 7 mai 2021, *Op. Cit.*

La nécessité n'étant donc manifestement pas calendaire, elle est plus vraisemblablement politique. La formulation employée par François Mitterrand le confirme : « *le Chancelier de la République Fédérale Allemande (sic) et moi-même sommes convenus que...* ». Quelle va donc être la nature de la rencontre annoncée ?

La cérémonie prévue se veut, pour une part au moins, commémorative : « *...nous nous inclinons devant les tombes allemandes et devant les tombes françaises, en particulier à Verdun* ». L'hommage aux morts, nous l'avons évoqué au chapitre précédent, est un élément traditionnel de la commémoration de manière générale, et de la commémoration des conflits en particulier. La cérémonie annoncée semble donc dans un premier temps être présentée comme la suite normale des nombreuses commémorations de l'année 1984 (notamment de celle du quarantième anniversaire du Débarquement Allié en Normandie le 6 juin 1944). Mais nous avons vu que cet enchaînement des commémorations n'a en réalité rien d'évident. Le Président reste d'ailleurs très allusif (le débarquement n'est pas évoqué en tant que tel). De plus, les cérémonies de septembre sont présentées comme tournée vers l'avenir, en contraste donc avec les précédentes, qui elles sont présentées comme tournées vers le passé.

Le lieu choisi, Verdun, est également un lieu emblématique de la mémoire de la Première Guerre mondiale. C'est vrai pour les Français, mais aussi pour les Allemands, même si cette mémoire s'est construite selon des modalités différentes. Nous voudrions souligner la mention, sur le même plan, dans une tournure grammaticale qui accentue le parallélisme, des tombes allemandes (citées en premier, probablement par respect pour Helmut Kohl, comme cela est d'usage entre amis) et des tombes françaises. Pourquoi une telle insistance ? Le thème de la réconciliation sur les tombes, notamment à Verdun, n'a rien de nouveau : il est pratiquement contemporain de la fin du conflit et de la naissance de l'Ossuaire de Douaumont dans les années 1920. La présence de représentants allemands n'a elle non plus rien d'une nouveauté ; mais l'invitation des plus hautes autorités, en la personne du Chancelier, est par contre une première. Il ne s'agit donc plus d'une initiative d'Anciens Combattants, mais bien d'une initiative politique.

Verdun est en effet le lieu idéal pour promouvoir l'idée d'une mémoire commune franco-allemande. Verdun fait avant tout référence à la Première Guerre mondiale : en 1984, même s'il reste encore d'assez nombreux Anciens Combattants, cette mémoire est davantage apaisée que celle de la Seconde Guerre mondiale. Contrairement à d'autres lieux (dans la Somme, par exemple), la Bataille de Verdun n'a concerné que les Français et les Allemands. Ceux-ci pourront donc faire mémoire de leurs morts dans une sorte d'intimité binationale (et non dans un cadre international comme cela avait pu être le cas en Normandie, en présence de tous les anciens alliés occidentaux). Il y a clairement la volonté affichée de renforcer les relations entre les deux pays par la célébration d'un deuil commun.

Mais dans la suite de la phrase de François Mitterrand, nous voyons que Verdun n'a pas été choisi en tant que lieu de commémoration des combats passés (en tout cas pas uniquement). C'est ce qui est particulièrement intéressant dans cette annonce. La cérémonie envisagée dépasse la conception traditionnelle française de la commémoration : une commémoration encore largement « à la gloire des vainqueurs », plutôt tournée vers le passé, et qui, même si elle est marquée par le deuil, magnifie les héros tombés pour la France. A la fin de son annonce, François Mitterrand évoque des cérémonies résolument tournées vers l'avenir (« *...cérémonies qui marqueront que nous sommes engagés sans retour dans l'avenir sur la base d'une amitié franco-allemande dont dépendront beaucoup d'autres choses* »). Au travers des déclarations du Président de la République, il apparaît donc clairement que la Rencontre de Verdun ne se

bornera pas à une simple commémoration. La conception du faire-mémoire qui se dessine ici nous semble se rapprocher plutôt de la manière dont l'Allemagne a construit son travail sur le passé à partir de deux catastrophes majeures, les deux conflits mondiaux du XXème siècle. Il s'agit non pas de ressasser le passé, mais de le dépasser. Commémorer à Verdun prend alors un sens précis : faire de l'amitié franco-allemande le socle de l'avenir que les deux pays souhaitent construire.

3. Soulagement des deux côtés du Rhin

Dans l'ensemble, « l'annonce de Rambouillet » est accueillie de manière extrêmement positive. Les ambassadeurs respectifs notent, dans leur revue de presse, combien les commentateurs des deux pays, dans leur grande majorité, se félicitent de l'annonce de la future cérémonie. Le sentiment qui prévaut est donc le soulagement, tant dans les médias français que dans les médias allemands :

*Les résultats du sommet de Rambouillet ont été accueillis très positivement. Beaucoup de quotidiens chantent une sorte d'hymne à l'amitié franco-allemande [...]. A cet égard, la Frankfurter Rundschau félicite le président de la république d'avoir publiquement mis fin aux discussions oiseuses sur la participation du Chancelier à la célébration du 6 juin 1944.*²⁷³

*Libération - article de Pierre Briançon 'Kohl - Mitterrand : l'Europe à deux'... 'Une Europe à plusieurs vitesses, mais la France et l'Allemagne ont la même : voilà en résumé le message du sommet... après le 'dear Helmut, dear Valéry', voici venu le temps du 'Dear François, dear Helmut'. Les deux hommes ont commencé la conférence de presse en balayant les scories malodorantes du passé. Pour consoler Helmut Kohl de 'l'effet débarquement', on organisera en septembre prochain une cérémonie...'*²⁷⁴

Les commentateurs détaillent en outre les autres résultats du sommet de Rambouillet : tout d'abord, le soutien total d'Helmut Kohl aux initiatives européennes que François Mitterrand avait présentées quelques jours auparavant, lors de son discours devant le Parlement Européen de Strasbourg, dans le cadre de la présidence française du Conseil Européen²⁷⁵. Cette totale entente affichée permet aux deux pays d'aborder les futures échéances, notamment le futur sommet de Fontainebleau de juin, d'un front uni :

²⁷³ Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4913, « Réactions de la presse aux consultations franco-allemandes », Revue de presse rédigée par Jacques Morizet, ambassadeur de France en RFA.

²⁷⁴ Bundesarchiv, BA 136 / 29951 - 430 à 432, *Pariser Presse vom 30.05.1984 zum deutsch-französischem Gipfel und zum 6. Juni 1984*, revue de presse concernant le sommet de Rambouillet et le 6 juin (sans signature, peut-être de l'ambassadeur Franz-Jochen Schoeller ?) :

„Libération - Artikel von Pierre Briançon 'Kohl-Mitterrand: das Europa zu zweit'... Europa mit verschiedener Geschwindigkeit, aber Frankreich und Deutschland haben die gleiche: das ist zusammengefasst die Botschaft des Gipfels... nach ‚dem dear Helmut, dear Valery‘ jetzt ‚dear François, dear Helmut‘. Beide haben die Pressekonferenz begonnen, indem sie die übelriechenden Schlacken der Vergangenheit beseitigten. Um Helmut Kohl wegen des ‚Landungseffekts‘ zu trösten, wird man im kommenden September eine Zeremonie veranstalten...“

²⁷⁵ Nous reviendrons sur ces initiatives au chapitre IV (« II. Relancer la construction européenne »).

*Le sommet franco-allemand fait la une de tous les quotidiens parisiens. Tous sont unanimes pour souligner la bonne entente qui règne entre le Chancelier et Mitterrand, dans la perspective notamment des sommets de Londres et de Fontainebleau.*²⁷⁶

La République Fédérale d'Allemagne étant toujours à la recherche de reconnaissance internationale, il s'agit là d'un état de fait dont se félicitent tous les commentateurs allemands.

*Les commentateurs soulignent l'étroitesse des liens entre la France et la RFA, l'importance de la coopération et la volonté d'aller de l'avant. Pour la Frankfurter Neue Presse, le sommet de Rambouillet, 'amical et chaleureux', a été un grand succès sur la forme comme sur le fond. Le General Anzeiger souligne que les consultations franco-allemandes ont depuis longtemps dépassé le stade de la routine. Les Stuttgarter Nachrichten ajoutent 'qu'un travail fructueux a incontestablement été fait au cours de ces consultations'. La Stuttgarter Zeitung conclut : 'rien ne peut plus faire capoter l'amitié franco-allemande'.*²⁷⁷

Comme preuve de cette bonne entente, les journalistes notent également l'avancée des projets communs, comme par exemple la signature des accords sur le futur hélicoptère de combat. Particulièrement symbolique enfin est l'abolition annoncée des formalités à la frontière commune pour les voyageurs des deux pays. Certes, le sommet ne marque en réalité que la conclusion officielle de travaux engagés de long terme. Mais ces résultats, qui témoignent de l'excellente entente entre les deux hommes, sont présentés comme une véritable volonté de relance de la coopération franco-allemande²⁷⁸.

Les réactions sont particulièrement positives du côté des associations allemandes d'Anciens Combattants. Celles-ci, en effet, sont particulièrement déçues de ne pas pouvoir participer aux commémorations du 6 juin. Certes, une cérémonie est prévue au cimetière militaire allemand de la Cambe, en présence de hautes autorités allemandes et françaises (Jean Lorrain, le ministre des Anciens Combattants, Jacques Morizet, l'ambassadeur de France en

²⁷⁶ Bundesarchiv, BA 136 / 29951-430 à 432, Op. cit.

„Der deutsch-französische Gipfel ist Aufmacher aller Pariser Tageszeitungen. Übereinstimmend wird auch mit Blick auf London und Fontainebleau das gute Einverständnis zwischen Bundeskanzler und Mitterrand hervorgehoben.“

²⁷⁷ Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4913. « Réactions de la presse... », Op. Cit.

²⁷⁸ Auteur non mentionné, « Plus de Rhin ? », in *Le Monde*, 31 mai 1984.

« Mais les consultations qui se sont achevées mardi après-midi 29 mai à Rambouillet ont tout de même marqué sinon un véritable tournant du moins une indéniable accentuation de la concertation entre Paris et Bonn [...]. Français et Allemands pourront, d'ici quelques semaines, passer la frontière sans avoir à montrer leur passeport et vérifier que, dans ce domaine-là au moins, il n'y a plus de Rhin... »

Voir aussi Bundesarchiv, BA 136 / 29951 - 430 à 432, Op. cit.

« Le matin (Jean-Louis Arnaud) : « Mitterrand-Kohl à l'unisson - le président et le Chancelier Ouest-Allemand ont adopté une stratégie commune pour mettre fin aux discordes au sein de la communauté européenne » ... Rarement le Président et le Chancelier ont donné comme hier l'impression d'être si proches, au point qu'il soit impossible de faire la moindre réserve sur les sujets importants. »

Le Matin (Jean-Louis Arnaud) : „Mitterrand-Kohl im Gleichklang - der Präsident und der Westdeutsche Kanzler haben eine gemeinsame Taktik abgestimmt, um die EG-Streitigkeiten zu beenden“ ... „Selten haben, so wie gestern, der Präsident und der Kanzler den Eindruck vermittelt, sich so nahe zu sein, ohne daß überhaupt Einschränkungen bei den wichtigen Themen machen müsste.“

République Fédérale d'Allemagne...²⁷⁹) mais cette cérémonie se déroulera en marge des commémorations du 6 juin : dans un autre lieu, à une autre date, et ni le Chancelier ni le Président ne sont présents²⁸⁰. L'annonce d'une future cérémonie conjointe, à Verdun, en présence cette fois-ci du Chancelier, invité d'honneur aux côtés du président, correspond donc particulièrement à leur attente²⁸¹. A l'inverse de ce qui s'est passé pour les Français, les Anciens Combattants allemands n'ont jamais véritablement eu de place dans la mémoire nationale allemande, et leurs souffrances n'ont jamais été reconnues : ils ont été oubliés dans les années 1920 par une République de Weimar qui voulait oublier la défaite, puis récupérés dans les années 1930 par le régime national-socialiste, et enfin relégués après 1945 dans la mémoire honteuse d'une Allemagne qui voulait rompre avec tout militarisme. Les années passant, près de soixante-dix ans après la bataille, les Anciens Combattants de Verdun sont de plus en plus âgés et de moins en moins nombreux. C'est pour eux quasiment la dernière occasion de faire le déplacement sur les lieux, dans la fidélité à l'idéal de « réconciliation par-delà es tombes » qui animait déjà les tout premiers pèlerinages d' Anciens Combattants dans l'entre-deux-guerres²⁸². L'hommage aux camarades tombés, par son caractère binational,

²⁷⁹ BARCELLINI Serge, « Diplomatie et commémorations. Les commémorations du 6 juin 1984 : une bataille de mémoire. », in *Guerres Mondiales et Conflits Contemporains*, N°. 186, 1997, p. 132.

« Parallèlement, il est donné consigne à Jean Laurain de participer à la cérémonie allemande organisée à La Cambe le 7 juin 1984. »

²⁸⁰ Sur le cimetière de La Cambe, voir en annexe l'entretien que nous a accordé Serge Barcellini le 7 mai 2021.

« C'est un cimetière magnifique, c'est sans doute le plus beau cimetière de tout le 6 juin. Il est magnifique, le cimetière allemand, comme les Allemands savent faire. [Mais] il y a un petit problème : dans ceux qui sont enterrés à La Cambe, il y a tous les Allemands qui sont remontés pour aider, pour arrêter les troupes anglo-américaines du 6 juin. Or, dans les troupes qui remontaient, il y a celles qui sont passées à Oradour... Vous me suivez... Il est là le problème de La Cambe. Dans les SS qui sont passés à Oradour, et qui ont massacré Oradour, un certain nombre important ont été tué ensuite en Normandie. Et ils sont enterrés à La Cambe. Ils sont remontés d'Oradour, avec toutes les troupes allemandes qu'on faisait remonter pour faire le front. Ils sont partis le 6 juin, ils sont tués fin juin, et ils sont enterrés à La Cambe. Donc le problème, à chaque fois, c'est toujours le même problème à La Cambe, peut-on commémorer, aller sur un lieu, où il y a les assassins d'Oradour ? »

²⁸¹ Bundesarchiv, BA 136 / 30068 - 22, lettre de Karl WEISHÄUPL, Président du Comité Allemand pour la Coopération Européenne des Soldats et Victimes de guerre, au Chancelier Helmut KOHL, en date du 6 juin 1984 :

« Monsieur le Chancelier, je vous annonce au nom du Comité Allemand pour la Coopération Européenne des Soldats et Victimes de Guerre, et donc aussi du Service pour l'Entretien des Sépultures Militaires Allemandes, que si cette cérémonie est organisée, nous y participerons massivement. »

„Sehr verehrter Herr Bundeskanzler, ich bekunde für das Deutsche Komitee für Europäische Zusammenarbeit der Kriegsteilnehmer und Kriegsopfer e. V., und damit auch für den VdK Deutschlands, daß wir uns, wenn es zu dieser Feier kommt, stark engagieren werden.“

²⁸² Bundesarchiv, BA 136 / 30068 - 33, lettre d'Heino GÄFGEN (ancien combattant Allemand de Verdun) au Chancelier Helmut KOHL, en date du 30 mai 1984, afin de solliciter une invitation aux cérémonies :

« Jusqu'à il y a une vingtaine d'années, nous, officiers et hommes de troupe, nous rendions régulièrement sur les sépultures de guerre, sans jamais oublier Verdun. Aujourd'hui ? L'âge fixe des limites. Je suis en train de devenir le dernier 'Oranier'. Vous comprendrez que mon souhait le plus profond, en mémoire de mon régiment bien-aimé, est de renouer à Verdun les liens de solidarité avec les nombreux camarades tombés au combat, et de nous retrouver avec l'ancien ennemi, devenus amis par-delà les tombes. »

„Bis vor etwa 20 Jahren haben wir, Offiziere und Mannschaften, regelmäßig Fahrten zu den Kriegsgräbern gemacht, Verdun nie vergessen. Heute? Das Alter setzt Grenzen. Allmählich bin ich wohl der letzte 'Oranier'. Sie können verstehen, dass es mir ein tief gegründetes Anliegen ist, in Erinnerung an mein geliebtes Regiment, noch einmal in Verdun den vielen dort gefallenen Kameraden die Verbundenheit zu erneuern und zusammen zu sein mit dem ehemaligen Gegner, über die Gräber Freunde geworden.“

oblige la mémoire à sortir de ses catégories traditionnelles. Le soldat tombé n'est plus ni un « héros », ni une « brute sanguinaire », mais avant tout une victime. L'apparition de cette nouvelle catégorie de « victime » ne veut pas dire toutefois que la mémoire des Anciens Combattants devient victimaire (une telle mémoire relèverait des abus dénoncés par T. Todorov). Cette mémoire se veut résolument tournée vers l'avenir. Il s'agit pour les Anciens Combattants de témoigner par leur présence des conséquences funestes des guerres fratricides qui ont opposé les deux pays, et dont Verdun reste le symbole. Cette mémoire « négative » donne l'opportunité de transmettre *a contrario* aux jeunes générations les valeurs qui ont permis la réconciliation des deux pays, et ont fait de cette réconciliation le moteur de la construction européenne ²⁸³.

En France, nous avons pu remarquer une tonalité un peu plus particulière dans les régions particulièrement marquées par la première Guerre mondiale. Dans la Meuse, concernée au premier chef par les futures cérémonies, et où les paysages portent encore les traces visibles de la violence des combats, l'annonce faite à Rambouillet par François Mitterrand et Helmut Kohl touche au cœur. Les commentateurs insistent tout d'abord sur le caractère inédit de la cérémonie qui s'annonce ²⁸⁴ : si les Présidents français ont tous, sans exception, fait le pèlerinage de Verdun, c'est la première fois qu'un Président français y recevra un Chancelier allemand. Les journaux régionaux insistent aussi sur le caractère symbolique du choix de Verdun. René Vincent, président de l'association « Ceux de Verdun » rappelle que le chemin de réconciliation entre la France et l'Allemagne est loin d'avoir été une évidence :

Je me souviens que lorsque nous luttions pour la réconciliation avec Robert Schuman, il y a vingt ans, nous étions très critiqués. Aujourd'hui, chacun a compris la nécessité de s'unir pour une paix durable, définitive. Ici, à Douaumont, les ossements trouvés et recueillis dans la zone rouge sont mélangés, sans distinction de nationalité. ²⁸⁵

Ce n'est pas seulement la commémoration qui doit marquer les esprits, c'est le fait que cette commémoration soit conjointe. Il s'agit de faire mémoire « ensemble » : un signal fort, destiné à témoigner que les affrontements entre les deux pays sont bien « *combats passés et définitivement passés* », comme l'a martelé François Mitterrand dans la conférence de presse finale du Sommet de Rambouillet. Pour les Lorrains, la portée de la cérémonie annoncée dépasse ainsi largement celle d'un simple geste politique ; l'attente est très forte, comme le note Pierre Homant, Chapelain de l'Ossuaire de Douaumont de 1953 à 1998 :

²⁸³ Bundesarchiv, BA 136 / 30068 - 33, *Op. cit.*

« Pour les membres de notre association particulièrement, qui travaillent depuis plus de 30 ans à la réconciliation au-delà des tombes et à la défense commune de la paix en Europe, cette participation est un souhait qui leur tient particulièrement à cœur. »

„Gerade für unseren Mitgliederkreis, der sich seit über 30 Jahren für die Versöhnung über Gräbern und für das gemeinsame Eintreten in Europa für Frieden einsetzt, ist die Teilnahme Herzenswunsch.“

²⁸⁴ Auteur non mentionné, « Sur les lieux de la plus formidable des empoignades : Mitterrand-Kohl à Verdun pour une 'première' historique », in *L'est Républicain*, 31 mai 1984.

« L'annonce de la visite de Président François Mitterrand et du chancelier Helmut Kohl en septembre prochain, ici, sur cette terre du souvenir, a été ressentie comme un signe d'espoir [...]. C'est une première, une pierre blanche sur la route toujours en construction de l'Europe [...] Nombre d'hommes politiques sont déjà venus visiter le champ de bataille, en déplacement officiel ou en pèlerinage privé. Mais c'est la première fois que le président de la République reçoit son homologue allemand. »

²⁸⁵ *Ibid.*

Depuis longtemps ici nous proposons un rapprochement moral. Je souhaite que cette visite Mitterrand / Kohl soit un « geste », qu'il soit chargé de sens... La réconciliation ne peut se faire que sur des critères moraux et non politiques. Cette double démarche des présidents doit toucher au cœur et avoir une signification profonde qui fasse retrouver à chacun le sentiment qu'ont pu éprouver les combattants dans les tranchées : au-delà de la guerre, une fraternité dans la douleur. Une conscience de la condition humaine. ²⁸⁶

Un peu plus tard, toutefois, lorsque le déroulement des cérémonies se précise, avec ses choix et ses frustrations inévitables, la voix du maire de Verdun, Jacques Barat-Dupont, se fait entendre pour déplorer ce qu'il considère comme un boycott de sa ville :

Hélas, la ville de Verdun n'est pas invitée. Est-ce un affront ou une raison d'Etat qui nous dépasse ? J'espère qu'une assemblée plus importante de tous les pays d'Europe viendra dans notre ville sceller, plus tard, ce que le traité de Charlemagne il y a mille ans a désintégré. ²⁸⁷

Chez le Président de l'Office de Tourisme, Patrick Leloup, la déception est grande également de ne pas voir les travaux réalisés dans La Citadelle Souterraine officiellement inaugurés par les deux Chefs d'Etat et de Gouvernement :

Le 22 septembre aurait dû être un jour marquant. Par contre, avec 1h30 passée dans la région, notre ville est oubliée ou ignorée. ²⁸⁸

Cette montée au créneau du maire de Verdun témoigne selon Serge Barcellini d'une longue querelle (pas seulement de mémoire) entre la ville et les anciens champs de batailles :

C'était compliqué avec le Maire ! [...] A Verdun, depuis l'origine, il y a un problème. Il y a la mémoire de la ville, et la mémoire du champ de bataille. Et ce n'est pas la même chose. [...] Exemple : pour bien que vous compreniez cette bagarre qu'il y a, je vous donne l'exemple du TGV, pour bien la comprendre. Le TGV arrive, au milieu de nulle part, si vous allez à Verdun. Il s'arrête à 29 kilomètres de Verdun, et à 31 kilomètres de Bar-le-Duc. Mais c'était simple, après : il suffisait de mettre un petit train. [...]. Et vous savez que cela, c'est impossible. Pourquoi ? Parce que si vous faites ça, vous ne passez plus par la ville de Verdun. Or, quand vous arrivez à la gare TGV, la seule chose que vous trouvez, c'est des bus qui vous amènent à la gare de Verdun. Et après pour monter sur le champ de bataille, c'est coton ! Vous êtes coincé à Verdun, donc vous êtes obligé d'aller au restaurant ou à l'hôtel à Verdun, vous avez compris l'idée. Donc la ville de Verdun refuse. Il y a une bagarre énorme entre la ville de Verdun et le champ de bataille. Depuis l'origine. Ce n'est pas une histoire des maires actuels. Ni des maires d'avant. Depuis l'origine, il y a une bagarre entre la ville de Verdun et le champ de bataille, en termes de mémoire. ²⁸⁹

²⁸⁶ « Sur les lieux de la plus formidable des empoignades : Mitterrand-Kohl à Verdun pour une 'première' historique », *Op. cit.*

²⁸⁷ Auteur non mentionné, « Mitterrand-Kohl à Douaumont, mais pas à Verdun : déception dans la Meuse du Nord », in *Le Républicain Lorrain*, 16 septembre 1984.

²⁸⁸ *Ibid.*

²⁸⁹ BARCELLINI Serge, dans l'entretien qu'il nous a accordé par visio-conférence le 7 mai 2021, *Op. Cit.*

Certes, Verdun, capitale autoproclamée et reconnue de la Paix, se voyait bien accueillir une partie des cérémonies. Mais il faut reconnaître que les imposants monuments de la ville (notamment le Monument à la Victoire et aux Soldats de Verdun), qui restent inévitablement liés aux célébrations de la Victoire de l'entre-deux-guerres, cadrent mal avec la philosophie annoncée de la commémoration. Les voix discordantes restent malgré tout marginales, et aucune ne remet en cause, en tant que telle, l'idée d'organiser une cérémonie franco-allemande à Verdun.

Il est difficile toutefois de ne pas remarquer une petite nuance entre quotidiens français et allemands, dans la tonalité des commentaires, qui témoigne d'une différence notable dans la manière dont « l'affaire de la non-invitation » d'Helmut Kohl aux cérémonies du 6 juin été perçue dans les deux pays. Dans les médias français, à l'image de ce qui peut s'exprimer par exemple dans le journal *Le Monde*, le ton qui prédomine est tout de même une certaine ironie devant les contorsions diplomatiques auxquelles les deux pays ont été contraints pour dissiper la polémique ²⁹⁰. Les commentateurs évoquent certes les avancées concrètes du sommet de Rambouillet, comme par exemple l'abolition des formalités douanières pour les voyageurs ; ils reconnaissent ces avancées, qui témoignent bien mieux du bon fonctionnement du « couple » franco-allemand que les remous suscités par la non-invitation du Chancelier Kohl aux cérémonies du 6 juin ²⁹¹. Mais ils ne se privent pas de rappeler qu'il ne s'agit là que d'officialiser des résultats déjà acquis par le travail des mois précédents, et saluent simplement un retour à l'ordre normal de la coopération franco-allemande. En Allemagne, par contre, les réactions euphoriques ont du mal à dissiper l'amertume de ne pas avoir été convié aux commémorations du 6 juin. Le malaise autour de la non-invitation du chancelier Kohl a laissé des traces, d'autant plus que les débats avaient fait émerger dans certaines publications françaises des relents de germanophobie, qui pour être marginaux n'en ont pas moins incommodé le voisin d'outre-Rhin.

Un quotidien parisien [...] est paru mardi avec cette une polémique, en allemand : 'Heil Helmut! Raus Kohl!'. Il était manifestement grand temps que les deux protagonistes s'expriment, afin de clarifier les choses et de mettre ainsi un terme à une situation de plus en plus embarrassante. ²⁹²

²⁹⁰ BRIGOULEIX Bernard, « La fin du sommet franco-allemand de Rambouillet », in *Le Monde*, 31 mai 1984.

« C'est entendu : jamais le chancelier Kohl n'a demandé à participer aux cérémonies commémoratives du 6 juin 1944, " ni aucun membre de son gouvernement ", et jamais, de ce fait, les autorités françaises n'ont eu à lui opposer le refus gêné dont a parlé la presse des deux pays. [...] Rumeur sans fondement, la grosse colère de l'ambassadeur de RFA, la semaine précédente. Invention de journalistes, l'embarras du Quai d'Orsay et de l'Élysée, où l'on cherchait fébrilement une solution susceptible de ménager Bonn sans porter ombrage aux anciens combattants français (le Monde du 23 mai). L'amitié franco-allemande vaut bien un (petit) mensonge [...] et, en septembre, M.M. Mitterrand et Kohl se retrouveront à Verdun, haut lieu, s'il en fut, des déchirements franco-allemands, pour une autre cérémonie qui célébrera la réalité et la pérennité de la réconciliation entre les deux peuples. »

²⁹¹ Auteur non mentionné, « Plus de Rhin », in *Le Monde*, 31 mai 1984. *Op. cit.*

« Les grandes protestations d'amitié appartiennent de longue date au rituel des sommets franco-allemands. De même pour la célébration d'une réconciliation si ancienne et si profonde que, n'eût été la petite " affaire de la commémoration du 6 juin ", il n'en aurait sans doute même pas été question. »

²⁹² Auteur non mentionné, « Bonn und Paris demonstrieren Einvernehmen rundum », *Op. Cit.*

„Eine Pariser Tageszeitung [...] erschien am Dienstag mit der polemischen deutschen Schlagzeile: ‚Heil Helmut! Raus Kohl!‘. Es war offenbar höchste Zeit, dass die beiden Beteiligten ein klärendes Wort sprachen, um wachsenden Peinlichkeiten entgegenzuwirken.“

Ajoutons à tout cela un certain agacement des Allemands de se voir renvoyer constamment au National-socialisme, en dépit de tous les gages donnés par la République Fédérale depuis sa fondation :

*Pour de nombreux Allemands, notamment pour les nouvelles générations qui n'ont pas connu la guerre, il devient de plus en plus difficile d'accepter qu'un pays qui se trouve au cœur du dispositif militaire occidental, en première ligne face à l'Est, doive encore se sentir différent en raison d'un passé que toute l'histoire moderne de la République Fédérale d'Allemagne récuse.*²⁹³

Cette amertume est parfaitement palpable dans les commentaires qui ont accompagné, à peine une semaine plus tard, le compte-rendu des cérémonies. Les craintes qui avaient finalement poussé les Allemands à ne pas être demandeurs (ou du moins à ne pas insister pour être invités aux cérémonies) semblent s'être confirmées. Les commentateurs reprochent avant tout aux anciens Alliés d'avoir organisé une cérémonie de vainqueurs, en total décalage avec les nouveaux enjeux géopolitiques du moment :

*Mais entre-temps 40 années se sont écoulées et l'État allemand de l'Ouest est devenu depuis longtemps un allié dans la défense contre une puissance qui, une fois de plus, s'appuie sur la violence à l'intérieur et recourt à la violence à l'extérieur. Ne serait-ce pas le moment pour les nations occidentales, au lieu de consacrer des célébrations d'État pompeuses à d'anciennes victoires sur les Allemands, de se retrouver avec les Allemands, au moins dans une partie de l'Europe, pour faire mémoire d'une époque où l'Europe connaissait une misère extrême, mais espérait aussi en la fin imminente de cette détresse ?*²⁹⁴

²⁹³ de BRESSON Henri, « Les sentiments mitigés des Allemands de l'Ouest », in *Le Monde*, 8 juin 1984.

²⁹⁴ REIßMÜLLER Johann Georg, « Nach den Siegesfeiern », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 9. Juni 1984.

„Aber inzwischen sind 40 Jahre vergangen, der westliche deutsche Staat ist längst ein Verbündeter bei der Verteidigung gegen eine Macht, die sich, wiederum, innen auf Gewalt stützt, und draußen zur Gewalt greift. Wäre das nicht die Zeit, daß die westlichen Nationen, statt einstigen Siegen über die Deutschen pompöse Staatsfeiern zu widmen, im Zurückschauen in eine Zeit tiefster europäischen Not, aber auch der Hoffnung auf das baldige Ende dieser Not wenigstens in einem Teil Europas, sich mit den deutschen finden?“

Voir aussi : Auteur mentionné uniquement sous les initiales G.R., « Gemischte Gefühle » in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 7. Juni 1984.

« Les Alliés d'autrefois ont célébré hier sur les plages de Normandie la victoire sur les Alliés d'aujourd'hui. La célébration a fait revivre le vieux héros qui se nourrit du sang versé [...] On aurait pu admettre ce genre de cérémonie si celle-ci avait été entièrement dédiée à la mémoire des victimes qui ont payé de leur vie pour reconquérir la démocratie et la liberté pour l'Europe [...] Lorsque les deux conservateurs, Adenauer et de Gaulle, se sont réunis pour se constituer en Monument de l'amitié, ils ont donné en même temps, et à travers eux, une image de l'avenir. Qu'apportent les images des Chefs d'Etat en Normandie ? La commémoration conçue comme pièce de musée à la gloire des héros. D'où les sentiments mitigés. »
„Die Alliierten von einst haben gestern an den Stränden der Normandie den Sieg über den Alliierten von heute gefeiert. In der Veranstaltung lebte der alte Heros wieder auf, der sich vom vergossenen Blut nährt [...] Man hätte solcher Feier Verständnis entgegenbringen können, wäre sie ganz von dem Gedächtnis der Opfer gewidmet worden, die es gekostet hat, für Europa Demokratie und Freiheit wiederzugewinnen [...] Als die zwei Konservativen, Adenauer und de Gaulle, sich zum Monument der Freundschaft zusammenstellten, gaben sie mit und durch sich ein Bild der Zukunft. Was bringen die Staatsmannbilder aus der Normandie? Die Feier als heroische Antiquität. Darum die gemischten Gefühle.“

Les critiques concernant le déroulement des cérémonies commémorant le débarquement allié du 6 juin 1944 se font parfois plus acerbes. Les commentateurs dénoncent une véritable mise en scène, pas toujours de bon goût, des événements historiques. Or cette mise en scène est forcément déformante, puisqu'elle se focalise sur le spectaculaire. La question se pose alors de savoir si de telles commémorations ont vraiment une utilité.

*Comme s'il s'agissait d'un spectacle de carnaval ! L'épopée héroïque avec jeux de guerre et ambiance foraine, qui a été présentée sur la plage de Normandie, fait froid dans le dos au spectateur. Le mannequin accroché au clocher de l'église, où il y a 40 ans, le jour de l'invasion des alliés de guerre occidentaux, un parachutiste américain s'est retrouvé suspendu, n'était qu'un des apparitions macabres d'un spectacle indigne.*²⁹⁵

Ce type de commentaire témoigne du profond décalage qui existe encore entre le faire-mémoire officiel et la mémoire historique, beaucoup plus complexe. Le faire-mémoire officiel, à ce moment-là, paraît être encore très monolithique, et uniquement tourné vers l'autoglorification. Mais est-il toujours en mesure de fédérer un pays (la France) ou un groupe (le « monde libre ») ? Nous avons vu que c'est loin d'être évident. Les cérémonies du 6 juin 1984 ont ainsi contribué, en creux, à faire émerger une évidence : la nécessité pour des pays qui souhaitaient coopérer ensemble d'inventer une nouvelle manière de commémorer.

A travers toutes les polémiques et toutes les réactions qui ont pu entourer cette affaire de la non-invitation d'Helmut Kohl en Normandie, nous avons donc pu constater toutes les difficultés que soulève encore le « faire mémoire ensemble », plus de 20 années après le Traité de l'Élysée. Une génération s'est encore écoulée, la coopération est devenue la norme dans un grand nombre de domaines, mais participer à une célébration commune soulève encore énormément de débats. Les fractures mémorielles sont encore nombreuses. Elles se situent déjà entre Français et Allemands, qui ont du mal à sortir de leur rôle d'ancien vainqueur et d'ancien vaincu, avec tous les clichés et les agacements que ces postures suscitent. Mais au-delà de la fracture nationale, nous pouvons aussi constater des fractures générationnelles. Il y a tout d'abord ceux qui ont vécu les combats de la Première Guerre mondiale, et qui restent attachés au souvenir des camarades tombés au combat. Dans la continuité de la mémoire combattante qui s'est forgée dans l'entre-deux-guerres, les Français et Allemands de cette génération se rejoignent finalement dans une mémoire que nous pourrions plutôt caractériser de « négative » : ne pas oublier pour ne pas reproduire. Il y a ensuite ceux qui sont davantage marqués par la Seconde Guerre mondiale, laquelle a d'ailleurs tendance, comme nous l'avons vu, à envahir le champ mémoriel. Dans cette génération, la fracture se situe plutôt entre ceux qui sont prêts aller de l'avant (pardonner ou assumer ce qu'il s'est passé afin de construire un avenir commun), et ceux qui se sont cristallisés dans une mémoire « victimaire » (ceux qui s'installent dans le rôle de victime pouvant être aussi bien les Français qui ont subi l'Occupation et la Déportation que

²⁹⁵ Auteur non mentionné, « Wo junge Soldaten starben », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 8. Juni 1984 (originellement paru dans les *Lübecker Nachrichten*, date non mentionnée).

„Als wäre es ein Stück zum Feiern! Das Heldenepos mit Kriegsspielen und Kirmesstimmung, das am Strand der Normandie vorbeigeführt worden ist, lässt kalte Schauer über den Rücken des Zuschauers laufen. Die Puppe am Kirchenturm, an dem vor 40 Jahren, dem Tag der Invasion der westlichen Kriegsbündigten, ein amerikanischer Fallschirmjäger hängenblieb, das war nur eine der makabren Erscheinungen einer unwürdigen Show.“

les Allemands qui ont subi des bombardements alliés). Les premiers sont ou ont été les moteurs de la réconciliation franco-allemande, les seconds sont empêtrés dans le passé et entretiennent un perpétuel ressentiment. Ce ressentiment peut être plus ou moins larvé, mais il est prêt à ressortir sous la forme des clichés les plus éculés à la moindre polémique et il empêche, ou du moins freine, la réconciliation véritable. Il y a enfin les jeunes générations, celles qui n'ont connu aucun des deux conflits mondiaux. Elles peuvent certes être marquées par la mémoire familiale, mais globalement ce sont les générations de la réconciliation, qui ont parfois du mal à entrer dans les schémas mémoriels de leurs aînés. La cérémonie de Verdun se veut donc bien plus qu'un simple geste de réparation vis-à-vis d'un ami froissé de ne pas avoir été invité : les péripéties autour du 6 juin ont aussi montré qu'il y avait, en Allemagne comme en France, un réel désir de construire au-delà de toutes ces fractures une mémoire commune afin d'affronter l'avenir ensemble. Cette mémoire commune peut déjà s'appuyer sur les travaux des historiens, qui la précèdent et la fondent scientifiquement ; mais elle manque encore de « lieux » où s'incarner, ce qui la rend difficile à célébrer. Voilà bien le défi auquel se trouve confrontée la future cérémonie de Verdun : inventer une manière, pour les Français et les Allemands, de faire mémoire ensemble.

II. Une commémoration parfaitement mise en scène

Les cérémonies du 22 septembre 1984 ont nécessité une préparation millimétrée. C'est une commémoration qui s'est déroulée selon une mise en scène précise, et qui ne se limite pas à l'image figée qui en est finalement restée dans les livres d'histoire. Le Geste de Verdun a été posé dans le cadre d'une rencontre qui s'est déroulée sur un après-midi entier. Les cérémonies étaient initialement prévues en trois actes, une sorte de triptyque correspondant à trois lieux choisis pour leur caractère symbolique, en lien avec la Bataille de Verdun. Ces trois étapes, formant ce que les commentateurs n'ont pas tardé à appeler un « pèlerinage », ont été soigneusement préparées, comme en témoignent les nombreux documents déposés aux archives. Des annotations manuscrites, en tête ou en marge des documents, témoignent que François Mitterrand et Helmut Kohl se sont personnellement impliqués dans les préparatifs, ce que confirme Jean-Louis Dumont, alors député de la Meuse :

Si je reviens à la soirée, la veille, Serge Barcellini était en communication évidemment avec son ministre pour savoir ce qu'il se passait, et Charles Hernu, le ministre de la défense, lui, avait prévu un défilé. Il voulait à tout prix, mais alors à tout prix, faire défiler quelques chars, enfin quelques troupes françaises et allemandes pour marquer cela. [...] Et donc, à dix heures du soir, téléphone, Hernu réclamait à tout prix de faire un défilé militaire. Mitterrand a dit « non, il n'y aura pas de défilé militaire. »²⁹⁶

C'est François Mitterrand également qui s'oppose à la date des 9 et 10 novembre : « *Nous avions convenu fin septembre* » ou intervient sur le choix des invités « *à voir avec grand*

²⁹⁶ DUMONT Jean-Louis, dans l'entretien qu'il nous a accordé par téléphone le 26 avril 2021. L'entretien est retranscrit dans son intégralité en annexe.

soin »²⁹⁷. C'est lui aussi qui corrige l'intitulé choisi pour l'appellation officielle de la Rencontre : à une première proposition « *Hommage franco-allemand aux morts des deux guerres mondiales rendu conjointement à Verdun par le Président de la République Française et le Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne le 22 septembre 1984* », il répond : « *C'est bien, mais un peu ~~trop~~ restrictif* »²⁹⁸. En ce qui concerne Helmut Kohl, nous pouvons voir sur nombre de documents son « *Ja* » caractéristique au feutre noir en marge des paragraphes qui requéraient son approbation²⁹⁹. L'organisation s'est faite de manière générale en étroite collaboration avec les autorités allemandes, mais c'est tout de même à la France, pays hôte, que revenait de régler les différents points de détail de la Rencontre. Les Allemands ont dû relancer à plusieurs reprises les autorités françaises, alors que la date se rapprochait et que l'organisation semblait ne pas avancer³⁰⁰. Même du côté français, des plaintes remontent, témoignant des difficultés d'organisation et surtout de coopération entre les différents services³⁰¹. Toutefois, en reprenant le déroulement des cérémonies, nous ne nous bornerons pas à de simples questions d'organisation. En analysant la manière dont les commémorations du 22 septembre 1984 ont été conçues, et les éléments qui les ont composées, nous nous interrogerons : sommes-nous en fin de compte en présence de l'arsenal commémoratif traditionnel, produisant une commémoration de facture somme toute classique ? Dans ce cas, pour quelles raisons un tel soin a-t-il été apporté dans la mise au point des moindres détails ? Comment expliquer que la Rencontre de Verdun ait tant marqué les contemporains ? N'est-ce pas là le signe du caractère finalement inédit des cérémonies ?

1. Acte I : au cimetière de Consenvoye

La première étape du programme est prévue au cimetière militaire allemand de Consenvoye, situé à une vingtaine de kilomètres de Verdun. Ce cimetière a été aménagé par les autorités françaises à partir de 1923, au lendemain de la Première Guerre mondiale, pour accueillir les corps des soldats allemands tombés sur les deux rives de la Meuse, notamment lors de la Bataille de Verdun. Ce lieu de sépulture devait à l'origine être provisoire, en attendant un éventuel rapatriement des corps, comme en témoignent les simples croix en bois prévues pour les tombes. Mais ce rapatriement sera matériellement impossible, et les années passant contraindront les autorités à faire de Consenvoye un lieu de sépulture définitif. En 1926, un accord est passé avec l'organisation allemande qui est chargée de la gestion des sépultures militaires, le *Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge* (VDK), qui se voit confier l'aménagement et l'entretien du cimetière³⁰². Le cimetière militaire de Consenvoye devient donc un lieu de recueillement pour les Anciens Combattants et les familles des soldats ; du moins pour ceux qui peuvent faire le déplacement. Les débuts sont timides, les Allemands ne commémorant pas la Première Guerre mondiale. Mais après une dizaine d'années de silence,

²⁹⁷ Archives Nationales, dossier AG / 5(4) / CD / 163.

²⁹⁸ Archives Nationales, dossier AG / 5(4) / 13101.

²⁹⁹ Voir en annexe à titre d'illustration : Bundesarchiv BA 136 / 30067 - 214.

³⁰⁰ *Ibid.* – 173 à 178 : une note en date du 13 septembre 1984 (à neuf jours seulement des cérémonies) fait état d'une liste assez impressionnante de détails encore à régler, concernant notamment le protocole.

³⁰¹ Archives Nationales, dossier AG / 5(4) / 10121. Note de Jean Glavany à Jean-Louis Bianco, en date du 11 septembre 1984.

³⁰² Voir le site : <https://kriegsgraeberstaetten.volksbund.de/friedhof/consenvoye>
Consulté le 1^{er} octobre 2022.

au tournant des années trente, la figure de l'ancien combattant (« *Frontsoldat* ») est réhabilitée, et les pèlerinages sur les anciens champs de bataille se font plus nombreux³⁰³. Consenvoye, du côté allemand participe donc, à l'instar de Douaumont du côté français, à cette mémoire combattante qui transcende dans un deuil commun les frontières et les anciennes rivalités, afin de promouvoir la paix. Avec la Campagne de France, puis l'occupation allemande, une nouvelle étape s'ouvre pour Consenvoye. Les autorités nazies décident en 1943 d'y transférer 6000 corps provenant notamment d'anciens champs de bataille de la Meuse et de l'Argonne³⁰⁴. Avec ce regroupement, Consenvoye devient le plus grand cimetière militaire allemand de la Meuse, dans une volonté manifeste d'en faire le pendant à la Nécropole française de Douaumont. Avec la fin de la guerre et la Libération, Consenvoye tombe en quelque sorte dans l'oubli. Ce n'est clairement pas une priorité, ni pour la France ni pour l'Allemagne, aucun des deux pays ne souhaitant faire la promotion du culte aux morts allemands de la Première Guerre mondiale. Néanmoins, il faut bien pourvoir à l'entretien du cimetière qui se dégrade. Un nouvel accord est donc signé avec le VDK en juillet 1966³⁰⁵. Ce sont désormais de jeunes volontaires, allemands pour la majorité mais originaires aussi d'autres pays d'Europe, qui viennent pendant les vacances d'été participer aux travaux d'entretien et d'aménagement. Ils participent à cette œuvre de « réconciliation au-delà des tombes » initiée par leurs aînés de l'entre-deux-guerres. Le cimetière militaire allemand de Consenvoye revêt alors l'aspect que nous lui connaissons aujourd'hui : les croix en bois provisoires, très abimées, sont remplacées par des croix métalliques, et les aménagements paysagers sont effectués par étape pour embellir le lieu. 11148 corps reposent à Consenvoye, des soldats venant de tous les territoires de l'Empire Allemand (sauf pour 62 d'entre eux qui venaient de l'ancien Empire Austro-hongrois), en majorité dans des tombes individuelles³⁰⁶. Un millier de corps environ n'ont pas pu être identifiés. Notons qu'il s'agit exclusivement de morts de la Première Guerre mondiale, ce qui a pour avantage d'éviter toute polémique que susciterait un hommage à d'éventuels anciens soldats nazis, qui pourraient notamment avoir appartenu à la SS³⁰⁷. Le cadre choisi n'a donc rien de surprenant, compte tenu de la localisation, de l'histoire et de la signification du cimetière militaire allemand de Consenvoye. Serge Barcellini explique même que ce choix « *s'imposait* » :

Donc on voyait bien une cérémonie à monter sur un cimetière allemand. Consenvoye s'imposait – vous savez pourquoi ? Parce qu'en 1920, il a été décidé de ne pas mettre un seul corps allemand sur le champ de bataille de Verdun. Il n'y a pas de cimetière allemand sur le champ de bataille de Verdun. On les a mis à l'extérieur du champ de

³⁰³ Voir WEINRICH Arndt, « Le traumatisme de la défaite. Mémoires et politiques mémorielles en Allemagne – 1918-1939 » in JALABERT Laurent, MARCOWITZ Rainer, WEINRICH Arndt (dir.), *La longue mémoire de la Grande Guerre. Regards croisés franco-allemands de 1918 à nos jours*, Op. Cit., pp. 111 et ss.

³⁰⁴ Voir le site : <https://kriegsgraeberstaetten.volksbund.de/friedhof/consenvoye>, Op. Cit.

³⁰⁵ *Ibid.*

³⁰⁶ *Ibid.*

³⁰⁷ Il faut éviter un effet « La Cambe » (voir *Supra*, note 278). La prudence semble tout à fait justifiée, au regard de la polémique qui a accompagné, l'année suivante, la visite du Président américain Ronald Reagan au cimetière militaire de Bitburg.

Voir WICHERS Thomas, « An einem passenderen Ort » in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 6 mai 1985.

Voir aussi de BRESSON Henri, « La polémique sur Bitburg a éclipsé la préparation du sommet de Bonn » in *Le Monde*, 2 mai 1985.

Voir aussi : ARONOWICZ Annette et ROLLAND Jacques. « Reagan, Weizsäcker et la visite au cimetière de Bitburg », in *Esprit* N°123 /2, Editions Esprit, Paris, 1987, pp. 87-101.

*bataille, on ne voulait pas polluer notre champ de bataille. Il n'y a pas de soldat allemand inhumé sur le champ de bataille de Verdun. Donc les cimetières allemands sont à l'extérieur du champ de bataille. Et le plus près est Consenvoye.*³⁰⁸

Comme annoncé à Rambouillet, les cérémonies du 22 septembre 1984 débutent donc par un hommage commun aux morts, dans un premier temps aux morts allemands. Et c'est bien la présence de François Mitterrand qui fait de cette commémoration une première, comme le rappelle la plaque apposée depuis à l'entrée du cimetière. Il fut en effet le premier président français à se rendre au cimetière militaire allemand de Consenvoye, et à participer aux côtés du Chancelier allemand à un hommage officiel aux Soldats allemands tombés lors du premier conflit mondial. La cérémonie à Consenvoye est prévue sur une vingtaine de minutes. Une haie d'honneur mixte, où soldats allemands et français sont « *imbriqués* »³⁰⁹, est disposée à l'entrée du cimetière pour l'accueil de François Mitterrand et Helmut Kohl par le Préfet et le Directeur allemand du service des Nécropoles (puisque'il s'agit d'un cimetière allemand en territoire français). Une autre haie d'honneur, également mixte, se tient autour de la dalle devant laquelle doit se dérouler la cérémonie. Derrière les militaires sont répartis les Anciens Combattants et les jeunes des deux pays. La présence de la presse est réduite : un emplacement fixe pour les photographes, et une équipe mobile pour la télévision. Le public lui-aussi est volontairement restreint (« *pas de spectateurs* »³¹⁰), pour éviter l'effet « cohue » et préserver le recueillement ; et pour ne pas rompre ce recueillement, aucun discours n'est prévu. Helmut Kohl et François Mitterrand déposent chacun une couronne « *en mémoire des Allemands morts pendant les guerres* »³¹¹, respectivement pour l'Allemagne et pour la France. Notons qu'il est fait référence aux morts allemands des deux guerres, sans distinction³¹²... mais qu'il n'y a pas de couronne commune. La France en tant que nation, et l'Allemagne en tant que nation restent donc bien distinctes. La musique militaire allemande joue « *der gute Kamerad* »³¹³, puis les deux hymnes nationaux d'abord la *Marseillaise*, puis le *Lied der Deutschen*³¹⁴. Ensuite, Helmut Kohl et François Mitterrand remontent l'allée centrale du cimetière « *partie qui doit être absolument vide* »³¹⁵. Sur les photos, les deux hommes sont seuls, accompagnés uniquement de Brigitte Sauzay³¹⁶ pour la traduction :

³⁰⁸ BARCELLINI Serge, dans l'entretien qu'il nous a accordé par visio-conférence le 7 mai 2021. *Op. Cit.*

³⁰⁹ Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4910. « *Schéma de déroulement de la cérémonie du 22 septembre 1984* », établi par l'Etat-Major particulier de la Présidence de la République, en date du 19 septembre 1984.

³¹⁰ *Ibid.*

³¹¹ Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4910, « *Programme* ».

³¹² Conformément au libellé de l'invitation officielle envoyée par François Mitterrand à Helmut Kohl, en date du 6 septembre 1984 : « *... un hommage solennel aux morts des deux dernières guerres...* ». Mais l'appellation officielle de la cérémonie, en date du 12 septembre 1984, reste plus vague : « *... en hommage aux morts des combats passés...* ». Voir : Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4910.

³¹³ Il s'agit d'un chant d'hommage aux morts des armées allemandes (et non d'un chant du « *folklore allemand* » comme l'a commenté un peu rapidement le journaliste de France 3). Il a été composé en 1809 par Ludwig Uhland, et mis en musique en 1825 par Friedrich Silcher. La musique a été adoptée par la Bundeswehr pour les cérémonies officielles.

³¹⁴ Le commentateur Français de France 3 annonce « *l'hymne national allemand, le 'Deutschland, Deutschland über alles'* ». Précisons donc que cette première strophe de l'hymne allemand n'est plus chantée officiellement depuis 1945. Après la polémique de 1950 entre le président Theodor Heuss et le Chancelier Konrad Adenauer, ce dernier a fini par imposer la troisième strophe comme hymne national. De toute manière, dans le cadre de cette cérémonie, les hymnes sont simplement joués, et non chantés.

³¹⁵ Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4910. « *Schéma de déroulement...* ». *Op. cit.*

³¹⁶ Brigitte Sauzay (1947-2003) est une Française, interprète en allemand, qui a travaillé auprès des Présidents Pompidou, Giscard d'Estaing et Mitterrand. Elle fut ensuite conseillère auprès du Chancelier Gerhard Schröder.



Consenvoye, 22 septembre 1984 / Institut François Mitterrand.

Ils s'arrêtent sur quelques tombes, et c'est Helmut Kohl qui s'improvise alors guide pour son homologue français. Les deux hommes se dirigent ensuite vers la sortie du cimetière, qu'ils quittent après avoir signé le livre d'or pour se rendre à Douaumont en hélicoptère. Dans son déroulement, la cérémonie de Consenvoye reste donc d'une facture relativement classique, il est difficile d'y associer en tant que telle une signification clairement politique. Mais elle est tout de même inédite, et c'est pour cette raison qu'elle est depuis devenue un lieu de mémoire : une plaque commémorative offerte par le VDK ³¹⁷ fait désormais mémoire de la cérémonie. Il faut aussi ajouter que cette cérémonie de Consenvoye a été reproduite, quasiment à l'identique, le 29 mai 2016 par François Hollande et Angela Merkel, à l'occasion du centenaire de la Bataille de Verdun.

2. Acte II : à la Nécropole de Douaumont

Après cette première étape, il est tout à fait logique que la suite de cérémonies se déroule à la Nécropole de Douaumont, lieu symbolique de la mémoire française de la Première Guerre mondiale, mais aussi, comme nous venons de le voir, pendant du cimetière militaire allemand de Consenvoye. Cet immense cimetière militaire a été créé en 1923 pour offrir une sépulture aux Poilus tombés dans la région de Verdun ; rappelons qu'après plus de cent ans, des corps continuent encore d'être retrouvés chaque année ³¹⁸. La Nécropole française a été construite sur

Son nom a été donné à un programme d'échanges de l'OFAJ, qui permet aux élèves de 4^{ème} – 1^{ère} (France) et 8^{ème} - 11^{ème} classe (Allemagne) passer trois mois dans le pays partenaire.

Voir aussi en annexe le témoignage de Daniel Groscolas, en 1984 secrétaire général de l'OFAJ, dans l'entretien qu'il nous a accordé par téléphone le 25 mars 2021 :

« Je dois dire que Brigitte, qui était une amie, quand je voulais savoir quelque chose et que le Président n'était pas [disponible, que] je n'osais pas le déranger, elle était en mesure presque de me dire ce que le Président déciderait. Parce qu'elle avait été dans une telle intimité dans la relation avec Kohl qu'elle y adhérerait, et elle comprenait tout. [...] Et je me souviens de Brigitte Sauzay qui traduisait en allemand, à un certain moment, elle ne traduisait pas, elle avançait le discours présidentiel dans sa traduction. »

³¹⁷ Bundesarchiv, BA 136 / 30067 - 536 à 537, texte de la plaque et lettre de remerciement au Président du VDK en date du 12 février 1985 (expéditeur inconnu).

³¹⁸ Voir par exemple : Auteur non mentionné, « La belle histoire du sergent Fournier », in *La nouvelle République*, 21 février 2018.

le territoire de Fleury-devant-Douaumont, un village entièrement détruit lors de la bataille de Verdun et qui n'a jamais été reconstruit. Elle se trouve donc au cœur de la « Zone Rouge », cette zone trop marquée par les combats pour être entièrement réhabilitée, et préemptée par l'Etat dès la fin du conflit pour des raisons de sécurité et de mémoire. Inaugurée officiellement en 1929 par le Président Gaston Doumergue, la Nécropole devient tout naturellement l'épicentre de la mémoire combattante, fondée sur le deuil et la promotion de la paix ³¹⁹. Elle a servi de cadre aux grandes cérémonies de l'entre-deux-guerres organisées par les associations d'Anciens Combattants. Le point d'orgue de ces cérémonies fut sans aucun doute les célébrations des 12 et 13 juillet 1936, et notamment la veillée nocturne, ou fut prononcé le « Serment de Verdun ». Par ce serment, les quelques 15000 participants venus « *de toutes les provinces de France et de 15 pays étrangers* » ³²⁰ se sont engagés à défendre la paix. Parmi eux, une délégation de plusieurs centaines de représentants allemands ³²¹. Certes, la présence de cette délégation de l'Allemagne nazie (avec drapeau à croix gammée et salut hitlérien) peut *a posteriori* sembler un peu étrange. Elle s'inscrivait en réalité pour une large part dans une stratégie de propagande visant à montrer un visage pacifique (voir pacifiste) du régime, en prélude pour ainsi dire aux jeux olympiques de Berlin qui devaient s'ouvrir début août 1936. Les espoirs soulevés par ces célébrations ont été rapidement anéantis par le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Mais il serait sans doute excessif de prêter à l'ensemble des représentants allemands les arrière-pensées politiques du régime. Il s'agit bel et bien, avec toutes les limites que nous venons d'évoquer, d'une première tentative de commémoration franco-allemande. Et cela participe également à la symbolique du lieu. Après la guerre, et la fusion en France des mémoires combattantes des deux conflits au profit de la mémoire de la Résistance et de la Libération, les grands anniversaires de la Bataille de Verdun ont continué d'être célébrés à Douaumont ; notamment celui du cinquantenaire, les 28 et 29 mai 1966. De la veillée nocturne, nous retiendrons deux aspects qui deviennent désormais complémentaires. L'hommage aux morts traditionnel, avec sa liturgie propre (silence, sonnerie aux morts, bourdon de l'Ossuaire, flambeaux...) mais aussi le spectacle qui a clôturé la soirée. Un « son et lumière » a été proposé, retransmis comme le reste des cérémonies en eurovision, et conçu

³¹⁹ Voir COCHET François, « XXIX - Douaumont », in : WIEVIORKA Olivier et WINOCK Michel, *Les lieux de l'histoire de France*, Paris, Éditions Perrin, 2017, p. 413.

« Douaumont » est un des noms évocateurs de la Grande Guerre qui sonnent le plus lugubrement tant en allemand qu'en français. Le lieu évoque immédiatement une succession de générations de mémoires partagées, passant de l'exaltation de l'héroïsme guerrier à l'évocation de la douleur et de la mort. Les transformations mémorielles ont été rendues d'autant plus possibles qu'au nom de Douaumont répondent non un, mais deux lieux, distants de quelques centaines de mètres, qui sont, depuis longtemps maintenant, associés et perçus comme complémentaires et constitutifs sur le plan mémoriel, bien qu'ils aient à l'évidence évolué depuis la Grande Guerre. »

³²⁰ Voir : *Le Bulletin Meusien*, 18 juillet 1936.

Disponible sur : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6306560s/f1.item.zoom>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

³²¹ KRUMEICH Gerd, « Bataille de Verdun : De chaque côté du Rhin, on a construit un mythe », in *Géo histoire*, 28 mai 2016.

Disponible sur : <https://www.geo.fr/histoire/premiere-guerre-mondiale-bataille-de-verdun-de-chaque-cote-du-rhin-on-a-construit-un-mythe-160938>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

« Et en juillet de cette année-là, une délégation allemande de 300 personnes s'est rendue au fort de Douaumont. Après une marche digne et silencieuse, derrière une bannière à croix gammée, les Allemands prononcèrent un serment solennel, jurant de protéger la paix lieux. »

comme une évocation historique de la Bataille de Verdun ³²². Les commémorations de 1966 ne peuvent donc plus être considérées uniquement comme une cérémonie mémorielle d'Anciens Combattants (encore assez nombreux, mais par la force des choses de moins en moins au fur et à mesure que les années passent). C'est déjà une mise en scène de la mémoire, dont l'aspect politique est encore renforcé par la présence du Général de Gaulle. Certes, celui-ci est lui-même un ancien combattant de Verdun, et les journaux rappellent qu'il a été fait prisonnier en 1916 dans le secteur de Douaumont. Mais il est avant tout le Chef de l'Etat, l'homme du 18 juin qui par son histoire est surtout lié à la mémoire du second conflit mondial. En sa personne, il est difficile d'éviter le télescopage des deux mémoires. Rappelons aussi qu'en 1966, la polémique est encore vive autour de l'éventuel transfert des cendres de Philippe Pétain à Douaumont, et les Français doivent encore affronter leurs propres démons. Quant aux relations franco-allemandes, elles sont un peu en berne depuis le départ du Chancelier Konrad Adenauer (en octobre 1963). Le lendemain dans son discours, le Général de Gaulle, après avoir retracé les grandes lignes de la Bataille, revient sur ces deux sujets éminemment politiques ³²³. Reste qu'en 1966, le Chancelier Ludwig Erhard n'a pas été invité à Douaumont : sans doute était-ce prématuré ³²⁴. En 1984, presque vingt années ont passé, la visite d'un Chancelier allemand à la Nécropole de Douaumont pour un hommage aux Poilus est donc là-aussi une première, comme celle du Président français à Consenvoye.

³²² Voir le compte-rendu des cérémonies, disponible aux Archives Nationales, dossier AG / 5(1) / , édition spéciale de *L'Est Républicain* en date du 29 mai 1966.

En particulier CAFFIER Michel, « Ils ont fait, pour leurs camarades morts la plus poignante des haies d'honneur » in *L'Est Républicain*, 29 mai 1966, p. 13.

« A 22 heures, Verdun 1966, sans les foules tumultueuses, mais dans une rare émotion, commençait la face à face des rescapés et des disparus. Les tambours couverts de crêpe ont roulé doucement au loin, comme roulaient les canons avant de se déchaîner. La nuit appartenait au souvenir qui donnait une dimension nouvelle à ce qui semblait, jusque-là, être un échec. [...] Entre les collines, les haut-parleurs et les boules fumigènes offrirent un éphémère son et lumière, dont chaque page rappelait comment on tenait à Fleury, à Souville, 's'endormir (sic), sans ravitaillement, sans rien voir dans la fumée et la nuit'. Dans le ciel dégagé, la campagne s'embrasait une dernière fois et, au feu de ces bombes, on lisait l'émotion des témoins. »

³²³ de GAULLE Charles, Discours prononcé à Douaumont le 29 mai 1966, disponible aux archives de l'INA.

Disponible sur : <https://www.ina.fr/video/CAF97011897>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

« Si, par malheur, en d'autres temps, dans l'extrême hiver de sa vie et au milieu d'événements excessifs, l'usure de l'âge mena le maréchal Pétain à des défaillances condamnables, la gloire que, vingt-cinq ans plus tôt, il avait acquise à Verdun, puis gardée en conduisant ensuite l'armée française à la victoire ne saurait être contestée ni méconnue par la patrie. »

« Dans une Europe qui doit se réunir tout entière après d'affreux déchirements, se réorganiser en foyer capital de la civilisation, redevenir le guide principal d'un monde tourné vers le progrès, ces deux grands pays voisins, faits pour se compléter l'un l'autre, voient maintenant s'ouvrir devant eux la carrière de l'action commune, fermée depuis qu'à Verdun même, il y a mille cent vingt-trois ans, se divisa l'empire de Charlemagne. Cette coopération directe et privilégiée, la France l'a voulue, non sans mérite mais délibérément, quand, en 1963, elle concluait avec l'Allemagne un traité plein de promesses. Elle y est prête encore aujourd'hui. »

³²⁴ JOYEUX Robert, « 40 000 Poilus et 500 000 le 28 mai à Verdun », article de l'époque disponible aux Archives Nationales, dossier AG / 5(1), source inconnue.

« Comme il s'agit de commémorer une victoire française, on a jugé impossible d'inviter pour le mois de mai une délégation de l'armée allemande. Toutefois les autorités, souhaitant qu'ait lieu à Verdun une cérémonie qui marque la réconciliation franco-allemande, d'anciens combattants des deux pays se rassembleront dans la cathédrale de Verdun, le 2 novembre. »

Le dispositif déployé à la Nécropole française de Douaumont est rigoureusement le même que celui du cimetière militaire allemand de Consenvoye. Le Président et le Chancelier sont accueillis à l'entrée de la Nécropole par le Préfet, et une haie d'honneur toujours composée de soldats des deux pays. Puis ils se rendent au mât aux couleurs pour le dépôt des couronnes, où les attendent une autre haie d'honneur mixte, ainsi que les Anciens Combattants et les jeunes. Soulignant la symétrie, la configuration est inversée par rapport à celle de Consenvoye : François Mitterrand est cette fois-ci à droite, Helmut Kohl est à gauche.



Nécropole de Douaumont, 22 septembre 1984 / capture d'écran INA.

La musique (française cette fois-ci), joue la sonnerie aux morts française, et de nouveau les deux hymnes nationaux (allemand d'abord puis français ensuite). Les deux Chefs d'Etat et de Gouvernement traversent ensuite le cimetière, sous la conduite de François Mitterrand, et s'arrêtent sur quelques tombes avant de se rendre à l'Ossuaire. Comme ils ne reviennent pas au point de départ, ils sont suivis des officiels, mais à bonne distance (« à 50 mètres » précise le protocole ³²⁵). Au niveau de la Nécropole, il n'y a pas de spectateurs (« pas au cimetière » ³²⁶) et la presse est strictement encadrée, comme à Consenvoye (même dispositif : un « emplacement fixe » et un « pool mobile » ³²⁷).

A ce stade, il faut bien constater que ces deux cérémonies ont été conçues pour se répondre, dans un parallélisme soulignant la stricte réciprocité : une sorte d'échange de politesses entre les deux pays. Nous sommes en présence de tous les marqueurs commémoratifs classiques des cérémonies d'hommage aux morts, du type de celles du 11 novembre en France ou du *Volkstrauertag* ³²⁸ en Allemagne. A l'exception notable, en ce qui concerne la France, de la traditionnelle allocution et de la remise de décorations aux Anciens Combattants survivants. Cette organisation soulève alors une question : deux parallèles peuvent-elles finalement se rencontrer ? Si ces deux parallèles ne se rencontrent pas, pourrions-nous alors vraiment parler d'un hommage commun, rendu dans le cadre d'une cérémonie conçue également et peut-être avant tout pour célébrer l'amitié entre les deux pays ³²⁹ ? Proposer deux cérémonies en miroir,

³²⁵ Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4910. « Schéma de déroulement... ». *Op. cit.*

³²⁶ *Ibid.*

³²⁷ *Ibid.*

³²⁸ Voir *Supra*, Introduction, note 38.

³²⁹ Voir l'appellation officielle de la cérémonie : « Célébration franco-allemande d'amitié célébrée conjointement à Verdun par le Président de la République Française et le Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne le 22 septembre 1984 en hommage aux morts des combats passés ».

cela suffit-il à apporter quelque chose de vraiment nouveau dans l'art de commémorer ? D'une facture au départ tout de même très « classique », les cérémonies du 22 septembre 1984 n'auraient certainement pas autant marqué l'histoire des relations franco-allemandes si elles s'étaient cantonnées à ce cadre finalement très contraint.

3. Acte III : à l'Ossuaire de Douaumont

Pour sortir du « face à face », de cette symétrie France d'un côté / Allemagne de l'autre, une troisième étape a été prévue dans les cérémonies. Cette étape, qui tient particulièrement à cœur du côté allemand, est conçue pour compléter, voir couronner, les deux étapes précédentes³³⁰. Surplombant la Nécropole, point culminant du site dans tous les sens du terme, se trouve l'Ossuaire de Douaumont. Compte tenu de la proximité, François Mitterrand et Helmut Kohl peuvent s'y rendre à pied, et c'est tout naturellement que cette immense « *cathédrale des morts* »³³¹ doit servir de cadre à la troisième étape des commémorations. Le choix de l'Ossuaire de Douaumont ne saurait toutefois se résumer à une simple commodité pratique. Le monument est emblématique : construit à partir de 1920 sur l'initiative de l'Evêque de Verdun de l'époque, Monseigneur Ginisty, il a été conçu pour accueillir les ossements retrouvés sur les différents champs de bataille autour de Verdun, avant même la Nécropole, qui ne suffisait de toute façon pas à l'ampleur de la tâche. Il ne s'agit donc pas d'une initiative à caractère publique. Elle a été financée par souscription, en grande partie des Ancien Combattants français ou leurs familles, mais pas uniquement, puisque les fonds pour le Bourdon sont venus des Etats-Unis³³². De même que Verdun fut la bataille de tous les Français (« *Celui qui n'a pas fait Verdun n'a pas fait la guerre* », l'expression est devenue courante dès 1916 parmi les soldats français), l'Ossuaire de Douaumont est pour ainsi dire le monument de tous les Français³³³. Notons également qu'il ne s'agit pas non-plus d'un simple monument aux morts, puisque la présence des ossements en fait aussi lieu de sépulture. La configuration des lieux (cloître, grande tour avec un bourdon, chapelle) en fait incontestablement aussi un lieu de nature religieuse, voué au souvenir des morts. C'est un lieu de recueillement, qui permet aux familles et aux anciens camarades de célébrer le deuil. Il faut enfin souligner que l'Ossuaire de Douaumont regroupe les ossements de 130 000 soldats inconnus, aussi bien français

³³⁰ Bundesarchiv, BA 136 / 30067 - 122, note de provenance allemande datant de septembre 1984, en Français, sans autres précisions.

„Une grande cérémonie devant l'Ossuaire nous – en plus des deux autres moins longues – paraît indispensable

- parce qu'elle exprime le mieux l'idée de fonds (sic) de la rencontre

- parce qu'on peut éviter de devoir déplacer toutes les personnalités présentes ou de les mettre à l'une (sic) ou l'autre cimetière

- l'équilibre entre les cérémonies serait mieux gardé. »

³³¹ GINISTY Charles (Mgr), Discours prononcé au Trocadéro le 16 février 1919, à l'occasion du troisième anniversaire de la Bataille de Verdun, paru dans *L'Echo de l'Ossuaire et des Champs de Bataille de Verdun*, N°1 septembre-octobre 1921.

Disponible sur : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6267868v/f18.image>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

« Ce serait la cathédrale des morts, la basilique de la victoire. »

³³² Voir : WALTER Jacques, « L'ossuaire de Douaumont dans des quotidiens français : de l'idée à l'inauguration », in *Le Temps des médias*, 2015/2 (n° 25), p. 250.

³³³ *Ibid.*

« Quant à la réalisation de ce plan, elle serait l'œuvre de la France, et même du monde. »

qu'allemands. Il s'agit là d'une particularité que la mémoire française semble avoir eu un peu de mal à reconnaître ouvertement, comme le confirme Serge Barcellini :

En 1984, on n'osait pas encore dire qu'il y avait beaucoup d'Allemands dans l'Ossuaire. Maintenant, c'est public. [...] Et quand j'ai fait mettre le drapeau européen et le drapeau allemand sur le Fort de Douaumont, je ne vous dis pas les ennuis que j'ai eus ! Et c'était pourtant en 2010... ou 2009... Pour vous dire que c'est encore très sensible. Aujourd'hui, dire qu'il y a des soldats allemands dans l'Ossuaire de Douaumont, ça y est. Mais en 1984, ça n'y était pas encore. ³³⁴

Ces ossements sont répartis dans 46 fosses, correspondant aux 46 secteurs du champ de bataille. Ainsi les soldats ne sont-ils plus distingués par leur nationalité, comme au cimetière de Consenvoye ou à la Nécropole en contrebas, mais par le secteur dans lequel ils ont été retrouvés. C'est cette particularité qui fait de l'Ossuaire de Douaumont un lieu franco-allemand, le lieu par excellence d'où pourrait émerger une mémoire franco-allemande de la Bataille de Verdun.

Ici encore, il s'agit d'une première, puisqu'aucun Chancelier Allemand ne s'était encore rendu en visite officielle à l'Ossuaire. Compte-tenu du timing relativement serré, le transfert de François Mitterrand et Helmut Kohl entre Consenvoye et Douaumont (une vingtaine de kilomètres) est prévu en hélicoptère. Cela ne laisse guère le temps aux invités, ceux qui ne font pas partie de la suite directe du président ou du Chancelier, et qui sont venus en voiture particulière puis en bus, de partir de Consenvoye et de rejoindre à temps à Douaumont pour la suite des cérémonies. La plupart des personnalités (ministres, hommes politiques, officiels, délégation d'Anciens Combattants, invités d'honneur...) attendent donc sur l'esplanade de l'Ossuaire l'arrivée de François Mitterrand et d'Helmut Kohl. Les deux hommes arrivent à pied, sous la pluie, et gravissent les marches de l'Ossuaire, tels des pèlerins franchissant les derniers mètres qui les séparent du sanctuaire. Ainsi, par cette « mise en scène », cette troisième étape apparaît donc d'emblée comme le point culminant de la Rencontre. François Mitterrand et Helmut Kohl sont accueillis par l'Evêque de Verdun et le Chapelain de l'Ossuaire. Ils sont les seuls à pénétrer dans l'Ossuaire, même l'épouse et le fils d'Helmut Kohl attendent à l'extérieur. La presse elle aussi reste sur l'esplanade, seule une équipe mobile est autorisée à filmer les pas des deux Chefs d'Etat et de Gouvernement à l'intérieur du bâtiment. Sur les images ³³⁵, on peut même très nettement voir le chef du protocole faire signe aux journalistes de ne pas suivre François Mitterrand et Helmut Kohl à la Chapelle où est prévu un bref « recueil » ³³⁶. Au moment de quitter la chapelle, Helmut Kohl sort un instant du protocole pour aller allumer un cierge - une démarche tout à fait personnelle rappelant qu'il est catholique - ce qui oblige François Mitterrand à se retourner pour l'attendre. Les deux hommes, toujours guidés par l'Evêque de Verdun et le Chapelain de l'Ossuaire, et accompagnés de Brigitte Sauzay pour la traduction, traversent ensuite l'Ossuaire pour aller signer le livre d'or. Cela permet un long plan relativement rapproché sur ce groupe réduit à cinq personnes, qui déambule dans un Ossuaire d'autant plus impressionnant qu'il semble vide.

³³⁴ BARCELLINI Serge, dans l'entretien qu'il nous accordé par visio-conférence le 7 mai 2021. *Op. Cit.*

Il faut attendre 2016 pour qu'une plaque officielle, inaugurée par François Hollande et Angela Merkel, le rappelle solennellement aux visiteurs.

³³⁵ Direct diffusé le 22 septembre 1984 sur Antenne 2 dans l'émission *Le Magazine*, commentaires de Patrick LECOQ, obtenu personnellement auprès de l'INA. Archives de l'INA, CAB90007082_vivre-ensemble-franco-mitterrand-et-helmut-kohl-a-verdun.

³³⁶ Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4910. « *Schéma de déroulement...* ». *Op. cit.*



Intérieur de l'Ossuaire, 22 septembre 1984 / Institut François Mitterrand.

A la sortie de l'Ossuaire, François Mitterrand et Helmut Kohl se retrouvent face à un dispositif particulièrement soigné : nous retrouvons une haie d'honneur mixte de militaires des deux pays, identique à celle des deux cérémonies précédentes, ainsi que les Anciens Combattants et les jeunes. Le protocole est identique à celui des deux étapes précédentes : dépôt de deux couronnes, puis honneurs militaires. Mais cette fois-ci, nous ne sommes plus en « terrain » allemand ou en « terrain » français. Au centre de l'esplanade, face à l'emplacement où doivent se tenir François Mitterrand et Helmut Kohl, un catafalque unique a été déposé, recouvert d'un drapeau partagé en deux : le noir-rouge-et-or allemand côté gauche, le bleu-blanc-rouge français à droite (sur la photo officielle, la perspective est inversée, puisque le photographe fait face aux deux Chefs d'Etat et de gouvernement). Compte-tenu de sa portée symbolique, ce catafalque a donné lieu à bien des discussions préalables. Fallait-il un ou deux cercueils ? Dans la dernière hypothèse, ces cercueils devaient-ils ou non contenir des corps ? Et dans ce cas, devait-il s'agir de corps de soldats inconnus (plus difficiles à trouver du côté allemand, où le port des plaques militaires était plus systématique qu'en France), ou de soldats identifiés (ce qui impliquait alors d'inviter les familles) ? Serge Barcellini se souvient qu'il avait une préférence pour deux cercueils, symbolisant à ses yeux les deux soldats inconnus, un français et l'autre allemand :

*J'avais proposé à l'Elysée une idée folle. De mettre devant l'Ossuaire de Douaumont deux cercueils, un cercueil allemand et un cercueil français, dans lesquels on aurait mis les restes de combattants retrouvés sur le champ de bataille aujourd'hui. En clair, à partir de mai j'avais fait bloquer tous les corps qu'on retrouvait – Excusez-moi d'employer le mot « corps », mais enfin c'étaient les squelettes qu'on retrouvait. Car on en retrouvait encore énormément sur le champ de bataille. Vous savez, on en retrouve tous les ans, sur le champ de bataille. Donc il y en avait quatre ou cinq qui avaient été « coincés » en disant : « on va les garder, et on voit... On peut en mettre un Allemand et un français ». Et l'idée, c'était de mettre François Mitterrand et Kohl devant deux cercueils, français et allemand. Mon idée, c'était de dire : en 1920, on avait choisi un soldat inconnu, français. Aujourd'hui, on se recueille devant deux soldats inconnus, un allemand et un français, retrouvés quatre-vingts ans après sur le champ de bataille.*³³⁷

Son idée n'a pas été retenue. Le choix d'un cercueil unique, vide, précise le sens de la cérémonie : le recours au purement symbolique témoigne en effet d'une volonté d'universalité

³³⁷ BARCELLINI Serge, dans l'entretien qu'il nous accordé par visio-conférence le 7 mai 2021. *Op. Cit.*

qui va bien au-delà de la seule commémoration de la Bataille de Verdun. Nous pouvons aussi souligner la présence d'une « double » musique : une allemande et une française (à Consenvoye, la musique était allemande, à la Nécropole elle était française). Les deux sonneries aux morts donc sont jouées successivement, chacune par son pays respectif, avant que le protocole ne se poursuive avec l'exécution des hymnes nationaux, joués cette fois-ci par le pays partenaire. Nous avons là tout le symbole des commémorations du 22 septembre 1984 : à la fois le caractère spécifiquement national du deuil, qui n'est pas exactement le même en France ou en Allemagne, mais aussi la capacité de ce deuil à transcender le cadre purement national pour s'exprimer dans un hommage aux morts rendu conjointement.

L'organisation de la Rencontre de Verdun a donc été minutieuse : elle n'a visiblement rien laissé au hasard. Les deux premiers moments ont été construits de manière parfaitement symétrique : il s'agissait de mettre en valeur la stricte réciprocité de l'hommage de chacun des deux pays, non seulement à ses propres morts, mais aussi à ceux du pays ami. En dépit du caractère binational des cérémonies, celles-ci restent somme toute relativement classiques. Elles laissent finalement peu de place à un nouvel « art » de commémorer. Certes, nous ne sommes plus dans le cadre de cérémonies glorifiant les héros tombés au combat. C'est ainsi, rappelons-le, que les cérémonies du débarquement avaient encore été perçues : une mise en scène qui tenait presque davantage du film « *Le jour le plus long* » que de la réalité historique.

Plus apaisée, moins fragmentée, la mémoire de la Première Guerre mondiale se prêtait davantage à une cérémonie célébrant la réconciliation fondée sur le deuil commun³³⁸. En ce qui concerne la « Grande Guerre », il n'y a pas (ou plus) à proprement parler la dualité bourreaux / victimes. Sous les croix alignées, il ne reste finalement que des victimes de la folie meurtrière des hommes. Mais là encore, il n'y a rien de réellement nouveau, puisqu'il s'agit d'un héritage de la mémoire combattante, qui s'est développée avant même la fin de la guerre. Nous pouvons ainsi évoquer le succès des récits de fraternisation (réels, mais parfois exagérés comme dans le cas de « la trêve de Noël » 1914). Ceux-ci ont même resurgi au niveau le plus officiel lors des commémorations de 2016, dans le souci de promouvoir une mémoire partagée de la Bataille de Verdun³³⁹.

La présence d'une troisième étape à l'Ossuaire de Douaumont offre cependant une opportunité de transcender ce schéma classique. La spécificité du lieu, franco-allemand de

³³⁸ Auteur non mentionné, « Le symbole de Verdun » in *Le Monde*, 25 septembre 1984.

« *De même était-il habile, pour célébrer la réconciliation et rendre un hommage commun à toutes les victimes, de faire référence à la première guerre mondiale plutôt qu'à la deuxième : quoique plus meurtrier, le conflit de 1914-1918 n'a évidemment pas laissé les mêmes séquelles dans les mémoires et dans les cœurs que l'occupation de l'Hexagone par une Allemagne devenue nazie. Il y a même longtemps que les anciens combattants français et allemands de la Grande Guerre ont noué des liens amicaux par l'intermédiaire de leurs associations et voulu voir dans l'armistice de 1918 une 'paix des braves' avant la lettre.* »

³³⁹ Voir le discours d'Angela Merkel à Douaumont à l'occasion du centenaire de la bataille de Verdun, le 29 mai 2016.

Disponible sur : <https://archiv.bundesregierung.de/archiv-de/meta/startseite/discours-de-la-chancelière-fédérale-angela-merkel-à-l-occasion-de-la-cérémonie-du-centenaire-de-la-bataille-de-verdun-à-la-nécropole-nationale-de-douaumont-608166> (version en français).

Ou sur : <https://www.bundestkanzlerin.de/bkin-de/aktuelles/rede-von-bundestkanzlerin-merkel-im-rahmen-der-gedenkfeier-100-jahre-schlacht-um-verdun-am-29-mai-2016-vor-der-nationalnekropole-von-douaumont-607002> (version en allemand).

Consultés le 1^{er} octobre 2022.

nature s'y prête particulièrement. Mais en analysant le protocole tel qu'il était prévu, nous avons tout de même l'impression qu'il reproduit en grande partie celui qui a déjà été déployé lors des deux étapes précédentes. Nous y retrouvons quasiment les mêmes éléments (même dispositif, même déroulé, mêmes symboles). Il semble donc difficile d'en attendre quelque chose de vraiment nouveau. Un geste a bien été prévu, pour symboliser l'amitié franco-allemande : à l'issue de la cérémonie à l'Ossuaire, François Mitterrand et Helmut Kohl doivent participer à une plantation d'arbre organisée par l'Office Franco-Allemand de la Jeunesse. Cet arbre, planté par les deux Chefs d'Etat et de Gouvernement, viendra compléter les soixante-neuf arbres déjà plantés par les jeunes des deux pays. Le tout marquera le soixante-dixième anniversaire du début de la première Guerre mondiale. Cela suffira-t-il ? L'invitation faite au Chancelier Helmut Kohl avait déjà été accueillie très favorablement, mais beaucoup, en France comme en Allemagne, espéraient un geste fort qui marquerait les esprits. Ce geste ne pouvait venir que d'une initiative des deux acteurs principaux, les seuls à avoir la latitude nécessaire pour bousculer le protocole. Et pour cette raison, ce geste ne pouvait être que de nature éminemment politique.

III. L'irruption de l'inattendu

En consultant les préparatifs des cérémonies, nous avons pu nous rendre compte à quel point celles-ci étaient millimétrées, et ce jusqu'au moindre détail. C'est l'une des caractéristiques des cérémonies commémoratives : elles se déroulent selon une mise en scène précise, où chaque acteur, chaque geste, chaque symbole, est parfaitement cadré. Elles peuvent alors paraître figées : quelle place reste-t-il pour la spontanéité ou l'improvisation, si importantes aux yeux de nos contemporains pour garantir l'authenticité de ce qui est célébré ? Dans ce cadre contraint, celui qui préside la cérémonie le fait non pas en son nom propre, mais au nom de sa fonction : par sa personne, il représente l'ensemble du groupe qui célèbre. Ici, François Mitterrand et Helmut Kohl, en tant que Chef de l'Etat et chef du Gouvernement, symbolisent avant tout leur pays respectif : ce sont la France et l'Allemagne qui commémorent ensemble. Les deux hommes ont ainsi un rôle central dans le déroulement des célébrations, et il est parfaitement normal que les projecteurs soient braqués sur eux. Mais en regardant les images, nous nous apercevons rapidement que les projecteurs ne sont pas seulement braqués, mais pour ainsi dire focalisés sur eux. C'est évidemment un choix des cameramen, mais qui est aussi induit par la manière dont les cérémonies ont été conçues. Certes, il y a un public, mais il est volontairement restreint, pour préserver le recueillement des cérémonies. Et surtout, il est positionné à relativement bonne distance. Les personnes présentes apparaissent alors tout au plus comme des figurants, qu'il est assez facile de laisser hors-cadre. Ce « flou artistique » permet de rendre le public en quelque sorte anonyme, et de lui donner un caractère plus universel, sur des images qui, rappelons-le, sont destinées à être retransmises à la télévision. Mais ce dispositif n'est pas sans conséquences sur la nature même des cérémonies : plus que la cérémonie, ce sont les deux hommes qui sont mis en scène, avec leur personnalité, leur histoire personnelle, et finalement leurs sentiments personnels. Une question se pose alors : les acteurs principaux ne vont-ils pas être tentés d'abuser de leur rôle pour susciter l'émotion ? Comment alors trouver le geste « juste » qui va rejoindre les (télé)spectateurs et favoriser le phénomène

d'identification et de cohésion qui est recherché lors d'une commémoration, et ce sans tomber dans le travers de la manipulation ? Comment innover encore après plusieurs décennies de réconciliation franco-allemande ? Il fallait certes poser un geste nouveau ; mais un tel geste pouvait-il vraiment jaillir spontanément, ou même être laissé à l'improvisation du moment ?

1. Au-delà des Chefs d'Etat et de Gouvernement : des hommes

Pour comprendre l'impact des cérémonies du 22 septembre 1984, il faut d'abord rappeler que l'extrême majorité des Français et des Allemands n'étaient pas présents sur les lieux. Ils ont eu accès aux cérémonies au travers des médias, et en premier lieu par l'intermédiaire de la télévision (les images étaient en effet diffusées en eurovision, avec les aléas techniques du direct de l'époque). F. de La Mure décrit ainsi le dispositif médiatique prévu pour couvrir ce type de commémorations :

*Dans les très grands événements comme ça, les autorités qui organisent ce genre de manifestation ne veulent pas que les photographes, les cameramen se baladent partout en fait. Cela devient très vite la pagaille. Les photographes sont sur des podiums, des points fixes, et il n'y a qu'une seule caméra de télévision, ce qu'on appelle un « télédiffuseur hôte » en fait, et cette caméra travaille pour tout le monde, pour toutes les antennes de télévision. A la fin de la cérémonie, ou en direct, tout est remis gratuitement à tout le monde.*³⁴⁰

La manière dont les cérémonies sont filmées puis montrées aux téléspectateurs devient ainsi un élément essentiel dans la réception du « message » que les deux Chefs d'Etat et de Gouvernement souhaitent envoyer aux téléspectateurs. La première chose qui frappe dans la mise en scène des deux cérémonies, c'est qu'elles sont extrêmement centrées sur les deux hommes. Cette focalisation est encore accentuée par le cadrage, souvent resserré, qui donne alors l'illusion que François Mitterrand et Helmut Kohl sont seuls. Ils sont constamment côte à côte, dans une tenue identique (par-dessus sombre, chemise claire, et cravates rayées similaires), dans une proximité qui exprime la solidarité dans le deuil ; les personnalités, comme nous l'avons vu dans les consignes d'organisation, sont la plupart du temps tenues à l'écart, ce qui donne un caractère presque intimiste à la scène. Cette impression est encore renforcée par l'absence de public ; les militaires, les Anciens Combattants et les jeunes présents le sont d'une manière très statique, ce qui les transforme quasiment en éléments de décor, destinés à mettre en valeur les deux protagonistes de l'Histoire.

Cela nous amène à nous interroger : qui sont les deux hommes qui représentent ici leur pays respectif ? A l'image de millions de leurs compatriotes, François Mitterrand et Helmut Kohl ont des liens personnels avec l'histoire de Verdun. François Mitterrand est né en 1916, l'année même de Verdun, et Helmut Kohl en 1930 : ils sont les représentants de ces générations marquées dans leur mémoire familiale par la Première Guerre mondiale. En ce qui concerne Helmut Kohl, c'est son père qui a combattu à Verdun, notamment à la côte 304, non loin du lieu où se déroulent les cérémonies³⁴¹. Le déplacement officiel se double donc pour lui d'un

³⁴⁰ de LA MURE Frédéric, dans l'entretien qu'il nous a accordé par visio-conférence le 14 mai 2021, *Op. Cit.*

³⁴¹ Bundesarchiv, BA 136 / 30067 - 309. Demande de renseignements remplie au stylo (par Walter Neuer, chef de cabinet du Chancelier ?).

pèlerinage personnel : sa femme Hannelore et son fils aîné Walter sont d'ailleurs présents aux cérémonies ³⁴². François Mitterrand et Helmut Kohl sont aussi les représentants des générations qui ont personnellement vécu le second conflit mondial. François Mitterrand en tant que jeune adulte, Helmut Kohl en tant qu'adolescent. Certes, ce dernier a bénéficié de ce qu'il a lui-même appelé la « *grâce de la naissance tardive* » ; mais il avait tout de même 14 ans lorsqu'il a perdu son frère aîné durant la Bataille de Normandie, à la fin de l'année 1944. Même si quarante années ont passé, le Chancelier est encore marqué par ce souvenir douloureux, souvenir qu'il invoque lui-même pour expliquer son absence aux commémorations du Débarquement. Quant à François Mitterrand, il avait l'âge de participer à la Campagne de France ; il a été blessé puis fait prisonnier en 1940, à l'endroit même où le père d'Helmut Kohl avait combattu en 1916. Lorsqu'il venait en Lorraine, François Mitterrand évoquait régulièrement ses souvenirs de guerre, comme en témoigne Daniel Groscolas :

J'ai connu François Mitterrand bien avant qu'il ne soit président de la République, sur le plan politique. [...] Quand, venant en Lorraine, il atterrissait à Nancy - j'habitais non-loin de l'aéroport - il me demandait en général de l'accueillir et de le conduire là où il animait une réunion où il rencontrait des personnalités. [...] Lors des différents voyages,

« Les Français demandent pour les communiquer à la presse les informations suivantes concernant le père du Chancelier :

Quel était son prénom : Johann

Quel est la date de son décès : le 28.10.1975

Quel âge avait-il lors de la Bataille de Verdun ? 29 ans (né en 1887)

Combien de temps est-il resté à Verdun ? toute la durée de la Bataille

Arme : artillerie

Grade : adjudant-chef puis sous-lieutenant. »

„Für Presseinformation bitten die Franzosen um folgende Auskünfte bezüglich des Vaters des Bundeskanzlers:

Wie lautet der Vorname? Johann

Wann ist er gestorben? 28.10.1975

Wie alt war er, als er vor Verdun lag? 29 (1887)

Wann lag er vor Verdun? die ganze Zeit

Waffengattung: Artillerie

Dienstgrad: Feldwebel-Leutnant, Leutnant.“

Voir aussi, quelques années plus tard l'interview d'Helmut KOHL : « *Kohl: Hand in Hand* », *Opus Cit.*

« ...et ainsi le personnel se mêle au reste ; et le personnel dans ce cas signifie que nous [NdT : François Mitterrand et lui-même] avons souvent parlé de notre histoire familiale. Et mon père était soldat pendant la première guerre, et il a servi à Verdun pendant près de neuf mois. Et dans sa vieillesse (il avait presque 89 ans), au moins tous les deux mois, la nuit, il revivait en rêve son traumatisme... Il montait à l'assaut. C'est lui qui commandait en tant que chef de compagnie, chef de peloton, à Verdun. Ma mère n'arrêtait pas de faire ses remarques à ce sujet. Cela n'a jamais cessé de le tourmenter, toute sa vie durant. »

„...und so geh das persönliche in das andere hinein; und das persönliche heißt in diesem Fall, dass wir oft uns über unsere Familiengeschichte unterhalten hatten. Und mein Vater war am ersten Krieg Soldat, und war fast dreiviertel Jahre in Verdun im Einsatz. Und er hat sich im hohen Alter (er war fast 89) mindestens alle paar Monaten nachts durch den Traum... Traumata verarbeitet, dass er stürmt... Kommandiert hat er als Kompaniechef, Zugführer in Verdun. Meine Mutter hat immer wieder ihre Bemerkungen darüber gemacht. Das hat ihn nie losgelassen, lebenslang.“

³⁴² Bundesarchiv, BA 136 / 30067 - 157. Réponse officielle du Chancelier à l'invitation du président Français : « *C'est volontiers que j'accepte, ainsi que ma femme et mon fils, votre invitation à rendre un hommage conjoint aux morts des deux guerres le 22 septembre de cette année à Verdun. »*

„Gerne nehme ich, auch im Namen meiner Frau und meines Sohnes, Ihre Einladung zur gemeinsamen feierlichen Ehrung der gefallen beider Kriege in Verdun am 22. September dieses Jahres an.“

ses souvenirs concernaient en particulier 1940, quand il a été fait prisonnier. A plusieurs reprises, dans ces déplacements, je commençais à entrer dans son intimité parce que sur certains sites, il me disait : « oh, faites un crochet, je voudrais voir la place ou tel lieu de telle ville ». ³⁴³

Cette captivité a profondément marqué François Mitterrand : elle a été pour lui, comme il en a lui-même témoigné, une étape importante de sa vie et de son évolution politique ³⁴⁴.

Cette coïncidence des histoires personnelles, notamment autour de la mémoire de Verdun, va conduire le Président français à intercaler une étape qui n'était pas prévue dans le programme initial, comme le précise Serge Barcellini :

A partir de là s'est ajouté quelque chose qui n'était pas du tout dans mon programme à moi, la balade quand ils sont allés à Esnes-en Argonne. Ca, c'est Mitterrand qui l'avait lui-même rajouté, parce que c'était son lieu de mémoire à lui, près du Mort-Homme. C'est là où il a été fait prisonnier en 40. ³⁴⁵

³⁴³ GROSCOLAS Daniel, dans l'entretien qu'il nous a accordé par téléphone le 25 mars 2021, *Op. Cit.* Daniel Groscolas y évoque en détail les souvenirs de guerre que lui a confiés François Mitterrand :

« C'était un souvenir militaire qu'il m'a raconté [...]. De mémoire, c'était en juin – j'hésite entre mai et juin – 1940. Son régiment, qui était sur la ligne Maginot, reculait devant l'avancée allemande. [...] Ils ont installé un campement sur la côte 304 qui est l'une des hauteurs au-dessus de Verdun, et qui lors de la bataille Verdun en 1915 et 16, il y a eu de très violents affrontements. [...] Ils avaient été localisés par l'armée allemande qui les a bombardés. Il a pris un éclat d'obus dans l'épaule. Mais dans la débandade de l'armée, car d'après ce qu'il racontait c'était une débandade, il a été mis dans un camion qui est parti vers le sud pour trouver un hôpital pour le soigner. [...] Et de cet hôpital, il a vu l'arrivée de l'armée allemande, et il avait un appareil photo. Il a fait des photos de l'entrée des Allemands dans cette petite ville de Bruyères. Les Français, il y avait quelques blessés français, étaient prisonniers de guerre. Ils les ont regroupés et ils ont transformé l'hôpital de Lunéville en hôpital militaire pour les prisonniers français. [...] Un Allemand est arrivé à l'hôpital à son lit où il était allongé et se reposait, mais il était presque guéri, et l'Allemand lui a dit : 'Vous avez cinq minutes pour rassembler vos affaires, vous partez pour l'Allemagne'. »

³⁴⁴ MITTERRAND François, *Discours prononcé lors de la cérémonie d'ouverture de l'année académique du collège d'Europe, mardi 13 octobre 1987.*

Disponible sur : <https://www.coleurope.eu/fr/events/ceremonie-douverture-campus-de-bruges-17>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

« Par le hasard de la petite histoire, j'ai connu successivement, en l'espace de ces quatre à cinq ans, les camps de prisonniers de guerre en Allemagne, la France occupée, l'Angleterre, l'Afrique du Nord, de nouveau l'Angleterre et de nouveau la France, quelques mois avant la libération de mon pays. Tout cet itinéraire a préparé, il faut bien le dire, tout naturellement, une nouvelle étape de réflexion. »

MITTERRAND François, « Ma part de vérité », in *Œuvres-II*, Paris, Les belles Lettres, 2016, p. 349.

« Ma première rencontre véritable avec d'autres hommes eut lieu au Stalag IX-A où, prisonnier de guerre, la défaite de juin 40 m'avait déposé sous le numéro 21 716 [...]. Sur le flanc d'une colline de Hesse, avec 30 000 hommes jetés là pêle-mêle, tout a recommencé à zéro. À midi, les Allemands faisaient apporter des bassines de soupe au rutabaga ou des boules de pain et débrouillez-vous pour la journée. D'abord, ce fut le règne du plus fort, le gouvernement du couteau. Ceux qui s'emparaient des bassines se servaient par priorité et il convenait d'attendre de leur extrême bonté un peu d'eau sale, pour la survie. Par l'effet de quelle prise de conscience la masse a-t-elle renversé ce pouvoir absolu ? Après tout, le couteau est le couteau, principe simple de l'ordre établi. Pourtant, cela n'a pas duré trois mois. Il faut avoir vu les nouveaux délégués, désignés on ne sait comment, couper le pain noir en six tranches au millimètre près, sous le contrôle écarquillé du suffrage universel. Spectacle rare et instructif. J'ai assisté à la naissance du contrat social. »

³⁴⁵ BARCELLINI Serge, dans l'entretien qu'il nous accordé par visio-conférence le 7 mai 2021. *Op. Cit.*

Notons en effet d'emblée que cette étape n'apparaît quasiment nulle part dans les préparatifs officiels des cérémonies³⁴⁶. L'hélicoptère qui conduit les délégations de Consenvoye à Douaumont survole au passage la côte 304, ce qui permet aux deux hommes de faire une étape à Esnes-en-Argonne, devant le monument aux morts du 23^{ème} Régiment d'Infanterie Coloniale, l'ancien régiment de François Mitterrand. C'est en réalité une véritable cérémonie qui est alors organisée, pour ainsi dire en marge du programme officiel, pour rendre hommage au « Sergent-Chef » François Mitterrand. Un ancien camarade de régiment fait une lecture solennelle de la citation que le Président avait obtenue à l'époque, avant de lui en remettre une copie encadrée. Nous avons là l'équivalent de la remise de médaille qui manquait aux Français... mais celle-ci ne fait pas partie de la cérémonie d'hommage aux morts proprement dit, elle est intercalée dans un cadre et un moment à part.

Avec cette « excursion », c'est la Seconde Guerre mondiale, volontairement occultée jusqu'alors, qui revient au premier plan des cérémonies. Certes, 1940 représente pour la France la débâcle, puis une défaite qui a conduit à la demande d'armistice du 22 juin : cette mémoire se distingue clairement de la mémoire héroïque de la Libération. Mais nous quittons incontestablement « *l'hommage aux morts des combats passés* » pour célébrer un héros... encore bien vivant. Cette séquence à Esnes-en-Argonne marque donc bel et bien un retour à la célébration de la France héroïque, traditionnelle dans le « faire-mémoire » français, mais dont nous pouvons nous demander si elle avait vraiment sa place entre Consenvoye et Douaumont. En mettant ainsi à l'honneur le « héros » François Mitterrand, la commémoration prend inévitablement un accent plus « franco-français ». C'est d'ailleurs le seul moment de l'après-midi où Helmut Kohl, attentif à la traduction que lui murmure Brigitte Sauzay à l'oreille, reste légèrement en retrait, ayant peut-être un peu de mal à trouver sa place.



Esnes-en-Argonne, 22 septembre 1984 : Capture d'écran INA.

Au-delà de ce qui pourrait paraître une incongruité, cette étape d'Esnes-en-Argonne ouvre cependant une perspective qui nous semble innovante. La mémoire de la Première Guerre mondiale, plus consensuelle et moins vive, et qui de ce fait se prête plus facilement à un exercice de commémoration conjointe, pourrait en quelque sorte servir de « *pont* »³⁴⁷ vers une

³⁴⁶ Une seule trace d'un échange préalable concernant cette étape : une annotation manuscrite sur un déroulé allemand en date du 19 septembre 1984. Bundesarchiv, BA 136 / 30067 - 278.

« Atterrissage côte 304. (Le Pdt Mitterrand y a été blessé en 1940). »

„Landing Höhe 304. (Dort wurde Präs. Mitterrand 1940 verwundet).“

³⁴⁷ SAUNIER Georges, « Verdun : le geste Mitterrand-Kohl », in *La Lettre N°49 de l'Institut François Mitterrand*.

Disponible sur : <https://www.mitterrand.org/category/la-lettre/la-lettre-n49>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

réconciliation des mémoires de la Seconde Guerre mondiale, qui elles, comme nous l'avons vu avec la polémique du 6 juin, restent en 1984 encore relativement conflictuelles. Plus de vingt années après le Traité de l'Élysée, nous pouvons nous demander si Français et Allemands ne sont pas confrontés à un nouveau défi : passer du « face à face » de la réconciliation (« on se parle », voire « on accepte de travailler ensemble ») au véritable « côte à côte » de l'amitié (« on regarde dans la même direction pour construire l'avenir ensemble »). Dans cette Rencontre de Verdun voulue par les deux Chefs d'Etat et de Gouvernement, il y a en effet incontestablement une volonté pédagogique ; mais comment transmettre le message dans une cérémonie dont tout discours a été banni ? Evidemment en s'appuyant sur la force des symboles. En mettant ainsi en avant leurs histoires et leurs relations personnelles, François Mitterrand et Helmut Kohl se mettent en scène comme les nouveaux promoteurs l'amitié franco-allemande, dans la continuité de leurs prédécesseurs, Charles de Gaulle et Konrad Adenauer. Avec cette question : que peut-on inventer de nouveau pour marquer qu'une nouvelle étape est franchie ?

2. Nouveau geste ou geste nouveau ?

Ce n'est certainement pas un hasard si le Geste de Verdun a été posé par François Mitterrand et Helmut Kohl précisément à l'issue de la visite de l'Ossuaire, devant cet unique catafalque portant à lui-seul toute la symbolique du lieu. Et pourtant cet unique catafalque, quasiment improvisé comme en témoigne Serge Barcellini, n'a pas forcément été d'emblée une évidence :

*Et la question qui s'est posée, c'est 'Mais qu'est-ce qu'on va leur faire faire devant l'Ossuaire ?'. [...] Donc on a rajouté très tardivement, quelques jours avant la cérémonie – enfin je vous dis quelques jours, c'est peut-être quinze jours, je ne me souviens plus – on a rajouté quelques jours avant le catafalque. [...] Vous comprenez, on avait les deux présidents – on ne savait pas qu'ils allaient se tenir la main - vous avez bien compris – mais on savait qu'ils étaient devant l'Ossuaire [...]. Devant quoi on les met ? Pas devant les escaliers ! [...] Donc c'est là qu'on a décidé, quelques jours avant, l'idée du catafalque. S'il n'y avait pas eu de catafalque, ils ne se serraient pas la main, vous avez compris, ils ne se tenaient pas la main... Mais ça, ce n'était pas programmé. Moi, je ne le savais pas.*³⁴⁸

Nous arrivons au terme d'un après-midi de commémorations déjà particulièrement riche en émotion. François Mitterrand et Helmut Kohl ressortent de l'Ossuaire et se positionnent face au catafalque pour les honneurs militaires. Ils tournent ainsi dos aux officiels. Durant les dernières mesures du *Lied der Deutschen*, on peut voir très nettement le Président Français esquisser un pas, puis un deuxième pas vers sa gauche pour se rapprocher discrètement de son homologue allemand. Peut-être même prononce-t-il à ce moment-là un mot à l'intention d'Helmut Kohl³⁴⁹. C'est dans le silence qui suit, dans ce moment intense qui précède immédiatement l'exécution de l'hymne national français, que l'inattendu, le « hors protocole »

« Le choix de Verdun est non seulement un choix personnel – le père d'Helmut Kohl ainsi que François Mitterrand y ont combattu, les médias insisteront sur ce fait – mais aussi un choix politique : il s'agit d'un lieu consacré à la Première guerre mondiale et non à la Seconde. La guerre de 1914-1918 se trouve ainsi être le pont pour la réconciliation de la Seconde guerre mondiale. »

³⁴⁸ BARCELLINI Serge, dans l'entretien qu'il nous accordé par visio-conférence le 7 mai 2021. *Op. Cit.*

³⁴⁹ Direct diffusé le 23 septembre 1984 sur Antenne 2 dans l'émission *Le Magazine*, *Opus cit.*

par excellence se produit. Les deux hommes se prennent par la main et restent ainsi tout le long de la *Marseillaise*, soit un peu plus d'une minute.

Qui a saisi la main de l'autre ? Le montage des images qui passe justement à ce moment-là à un gros plan sur un Ancien Combattant allemand, ne permet pas de répondre avec certitude à cette question, comme le rappelle F. de La Mure :

*Est-ce que c'est Mitterrand, est-ce que c'est Kohl ? En fait, on ne sait pas. On ne sait pas pour une raison évidente, c'est que quand il y a eu cette fameuse caméra qui filmait pour tout le monde, au moment où ça a eu lieu, le cameraman filmait les troupes. Il y a un grand plan général sur les troupes allemandes et les invités. Donc ça n'a pas été filmé, le moment où ça a été pris. On ne sait pas qui a commencé, en fait. Et on ne saura jamais. Souvent les Allemands disent que c'est Kohl, d'autres que c'est les deux... Bref, je pense qu'on ne saura jamais la vérité. [...] Et quand on regarde la planche contact des photos, je pourrai vous l'envoyer aussi, on ne décèle rien dessus. Rien.*³⁵⁰



Planche contact de Frédéric de La Mure / Douaumont le 22 septembre 1984.

Notons simplement que François Mitterrand reste impassible, regardant toujours devant lui, alors qu'Helmut Kohl tourne son regard vers François Mitterrand. Ce mouvement du regard, qui peut paraître incongru compte-tenu de la gravité et de la solennité du moment, ressemble davantage à un mouvement « réflexe » : nous pouvons donc penser qu'il s'agit de sa part d'une réaction à une initiative du Président Français. Helmut Kohl, quelques années plus tard, a d'ailleurs bien confirmé qu'il en était ainsi : « *Sans que ce fût préparé, François Mitterrand a saisi ma main et nous sommes demeurés ainsi longtemps, main dans la main* »³⁵¹. Le Chancelier allemand était en attente d'un geste depuis l'affaire de la « non-invitation » aux cérémonies du Débarquement. L'organisation d'une cérémonie commune, à Verdun, était déjà en soi un geste fortement symbolique, et comme tel salué dès son annonce des deux côtés du Rhin. Mais par cette main du Président français saisissant celle du Chancelier allemand, la protestation d'amitié devenait tout à coup particulièrement concrète. Le geste était simple, universel, immédiatement compréhensible par tous. C'est sans doute ce qui permet aux commentateurs d'affirmer que le Chancelier avait été particulièrement touché par le geste de son homologue français.

³⁵⁰ de La MURE Frédéric, dans l'entretien qu'il nous a accordé le 14 mai 2021, *Op. Cit.*

³⁵¹ KOHL Helmut, *Erinnerungen: 1982-1990, Opus. Cit., p. 310.*

„Ohne dass es geplamt war, ergriff François Mitterrand meine Hand, und wir verharreten beide lange Hand in Hand.“

*Le chancelier allemand fut soulagé du geste de Mitterrand. Mitterrand, qui gardait toujours ses sentiments pour lui, resta impassible malgré son geste, tandis qu'Helmut Kohl, dans ce moment poignant, tourna son regard vers le Français, soulagé et reconnaissant pour cette expression apparemment modeste d'humanité.*³⁵²

François Mitterrand, interrogé lui-aussi sur le sujet, est toujours resté plutôt évasif ; il était manifestement plus réticent que son homologue allemand à convenir qu'il s'agissait d'une initiative française :

*Je crois que j'ai fait signe au Chancelier Kohl, mais comme il a immédiatement tendu la main, je pense que cette idée a dû nous traverser l'esprit au même moment.*³⁵³

Sans doute ne souhaitait-il pas que le geste parût unilatéral : il voulait en effet éviter de se poser en vainqueur qui tend la main au vaincu, dans un geste qui aurait peut-être paru sur le moment magnanime, mais qui aurait totalement altéré la symbolique de l'événement.

Certes, le côte-à-côte solennel de François Mitterrand et de Helmut Kohl devant le catafalque n'est pas sans rappeler celui de leurs prédécesseurs lors de la Messe de *Te Deum* à Reims en 1962... et c'est sans doute voulu. Le parallèle a d'ailleurs été fait dans les médias³⁵⁴. Mais pouvons-nous affirmer pour autant que le Geste de Verdun n'est finalement qu'une répétition du Geste de Reims ? Un des points communs est sans doute la solennité du cadre, qu'il s'agisse d'une Messe à la cathédrale de Reims ou d'un hommage aux morts devant l'Ossuaire de Douaumont. C'est incontestablement ce cadre qui donne tout son poids à la parole donnée et signifiée ici par le geste, que ce soit devant Dieu ou devant les hommes. En ce sens, le Geste de Verdun rejoint plutôt, de manière symbolique, le serment de paix prononcé lors des cérémonies de 1936³⁵⁵. Il semble toutefois que bien des choses distinguent Reims et Verdun, ces deux photos majeures de la réconciliation franco-allemande. Tout d'abord le contexte : vingt-deux années, soit pratiquement une génération, séparent les deux gestes. Le Geste de

³⁵² WICKERT Ulrich, « Kohl und Mitterrand in Verdun: Warum reichten sie sich die Hände? », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 25. September 2009.

„Der deutsche Kanzler war erleichtert über die Geste Mitterrands. Mitterrand, der seine Gefühle stets für sich bewahrte, blickte trotz seiner Gebärde weiter in sich hinein, während Helmut Kohl in diesem beklemmenden Augenblick erleichtert zu dem Franzosen hinüberschaut, dankbar für diesen scheinbar kleinen Ausdruck von Menschlichkeit.“

³⁵³ MITTERRAND François, Interview accordée au Times de Londres le 24 octobre 1984.

Disponible sur : <https://www.elysee.fr/francois-mitterrand/1984/10/24/interview-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-accordee-au-times-londres-mercredi-24-octobre-1984>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

³⁵⁴ Auteur non mentionné, « Le symbole de Verdun », *Op. Cit.*

« Les occasions de célébrer la réconciliation franco-allemande ont été suffisamment nombreuses, depuis le voyage historique de de Gaulle en République fédérale, en 1962, et la signature du traité de l'Élysée, en 1963, pour qu'il soit difficile de ressentir la cérémonie de Verdun comme un tournant dans l'histoire des relations, longtemps tumultueuses, entre les deux nations voisines. Le fondateur de la Ve République et Konrad Adenauer avaient en leur temps échangé le baiser de paix ; que l'un fût aussi le chef de la France libre et l'autre le premier chancelier de la nouvelle démocratie allemande avait suffi à donner tout son sens à ce geste. »

³⁵⁵ Voir : COCHET François, « XXIX - Douaumont », *Op. Cit.*, p. 423.

« Au-delà de l'évidente récupération politique de la cérémonie par le régime nazi avec la connivence plus ou moins consciente des autres participants, cette manifestation mémorielle dans ses revendications – la paix – comme dans son cérémonial – devant les tombes de l'Ossuaire, à la lumière des flambeaux du deuil, dans une dimension internationale – préfigure bien d'autres cérémonies plus récentes. »

Verdun, contrairement à ce qu'en ont dit certains commentateurs ³⁵⁶, n'était pas, n'était plus, un « geste de réconciliation » à proprement parler, comme le confirme Serge Barcellini :

Ce n'est pas le moment de la réconciliation, c'est déjà fait, la réconciliation. C'est le moment pour moi, si vous voulez le geste de Verdun, c'est le moment visuel et définitif de la réconciliation. Moi, c'est comme cela que je le vis. Ce n'est pas celui de la réconciliation, on l'avait déjà faite, la réconciliation. Effectivement, il faut arrêter de dire...- c'est fait. ³⁵⁷

La réconciliation franco-allemande, esquissée dès l'après-guerre, et ensuite mise en scène puis actée par Charles de Gaulle et Konrad Adenauer, est devenue en 1984 une réalité incontournable de l'équilibre européen et mondial. François Mitterrand, comme Helmut Kohl, étaient cependant bien conscients que cette réconciliation n'était pas acquise une fois pour toutes. Il ne s'agissait pas de s'asseoir au coin du feu pour regarder avec nostalgie l'album de famille, mais bien d'avancer ensemble afin de construire l'étape suivante. Le geste accompli devait donc davantage être un vrai geste d'amitié, où les deux Chefs d'Etat et de Gouvernement seraient sur un pied d'égalité. Il ne s'agissait pas d'une simple poignée de main ; sur la photo de Verdun les deux hommes ne sont plus seulement « côte à côte », ils sont « main dans la main ». Avec son regard de photographe, F. de La Mure insiste :

Le terme couramment utilisé est très mal choisi. Ils n'ont pas échangé une POIGNEE DE MAIN, où la main droite de l'un emboîte celle de l'autre et qui est un geste conventionnel de salutation. Ils se sont mutuellement TENU PAR LA MAIN, dans un geste apparemment spontané de confiance et de fraternité. ³⁵⁸

Il faut ajouter que le Geste de Verdun a ensuite été immédiatement suivi par un bain de foule. Les deux Chefs d'Etat et de Gouvernement sont allés à la rencontre du public : militaires d'active, Ancien Combattants et jeunes confondus. Ce bain de foule, dont l'ambiance contrastait étrangement avec le recueillement des minutes qui avaient précédé, a contribué à élargir la signification du geste posé par François Mitterrand et Helmut Kohl. Il ne s'agissait pas simplement d'un geste protocolaire, mais bien d'un geste amical, qui a donné une coloration particulière aux cérémonies, comme le précise Jean-Louis Dumont :

Et ensuite, ils sont partis, ils ont salué les Anciens Combattants. Chacun trouvait un Ancien Combattant plus ancien. C'était – comment dirais-je ? – c'était une belle cérémonie, il y avait un côté humain, presque... on ne peut pas dire décontracté, mais comment dirais-je, c'était très fort. Les présidents serraient les mains alternativement les uns des autres, se parlaient. ³⁵⁹

³⁵⁶ L'expression n'est pas fautive, certes : elle se trouve dans une majorité des articles parus, aussi bien à l'époque que plus récemment lors des cérémonies du 29 mai 2016. Mais elle est selon nous réductrice.

³⁵⁷ BARCELLINI Serge, dans l'entretien qu'il nous a accordé par visio-conférence le 7 mai 2021, *Op. Cit.*

³⁵⁸ de LA MURE Frédéric, dans l'entretien qu'il nous a accordé par visio-conférence le 14 mai 2021, *Op. Cit.* C'est lui qui souligne.

³⁵⁹ DUMONT Jean-Louis, dans l'entretien qu'il nous a accordé par téléphone le 26 avril 2021, *Op. Cit.*



Esplanade de l'Ossuaire, 22 septembre 1984 / Capture d'écran INA.

Pour F. de La Mure, c'est précisément cette atmosphère « amicale » et moins solennelle qui distingue la photo du Geste de Verdun de celle de la Cathédrale de Reims :

Ce qui est nouveau, c'est que celle-ci, elle parle à tout le monde. Parce qu'une photo dans la cathédrale... Là, c'est le côté physique, amical. Le plus important, c'est vraiment la « poignée de mains » elle-même. Se tenir la main vraiment très longtemps...³⁶⁰

Les protagonistes ont changé eux-aussi : difficile d'imaginer que Charles de Gaulle et Konrad Adenauer aient pu se tenir main dans la main dans le cadre des cérémonies de Reims. En dépit de leur réelle proximité, un tel geste ne correspondait sans doute ni à leur nature, ni aux usages diplomatiques de l'époque. Le cadre enfin n'est pas le même : Reims, lieu du sacre des rois de France mais aussi de la capitulation allemande de 1945, dans la cathédrale bombardée par les Allemands en 1914, reste tout de même un lieu qui peut paraître unilatéral (les Français restent les offensés, les Allemands les offenseurs). L'Ossuaire de Douaumont, lui, de par l'entremêlement des ossements des soldats des deux pays, rend palpable la tragédie fratricide et gomme de fait la distinction vainqueur / vaincu. Il semble donc difficile d'affirmer que le Geste de Verdun ait été une simple répétition de celui de Reims. Avec le recul, il semble même que la photo de Verdun a largement supplanté celle de Reims dans la mémoire collective. C'est sans doute un indice important qui corrobore la thèse que le Geste de Verdun apportait bien quelque chose de nouveau.

3. Geste prémédité ou geste improvisé ?

A la fin de cette journée, une question incontournable se pose, qui n'a cessé d'agiter bien des commentateurs, et qui a resurgi de manière particulièrement aiguë lors de la commémoration de la Bataille de Verdun du 29 mai 2016. S'agissait-il d'un geste préparé ou d'un geste improvisé ? S'il s'agissait d'un geste improvisé, dans une spontanéité qui témoignait de l'émotion ressentie par les deux hommes à ce moment, nous pourrions alors nous interroger sur sa capacité à « survivre » à l'émotion qui l'a suscité. Si le geste, au contraire, avait été préparé, avec une volonté de marquer les esprits, nous serions alors dans le pur geste politique, accompli par deux Chefs d'Etat et de Gouvernement dans l'intention « d'écrire » l'Histoire, de fabriquer les symboles d'une mémoire commune. Nous serions alors dans une démarche qui ressortirait plutôt de ce que R. Koselleck a qualifié de « manipulation »³⁶¹. Il faut dire d'emblée

³⁶⁰ de La MURE Frédéric, dans l'entretien qu'il nous a accordé par visio-conférence le 14 mai 2021, *Op. Cit.*

³⁶¹ Voir *Supra*, chapitre I.

que nous disposons de peu d'éléments objectifs permettant de trancher définitivement la question : nous sommes en effet ici dans le domaine de la spéculation, seuls François Mitterrand et Helmut Kohl savaient véritablement ce qu'il en était. Ce côté mystérieux a très probablement contribué de manière non-négligeable à faire du Geste de Verdun le mythe qu'il est devenu : « Mitterrand, qui n'aimait rien plus que l'ambiguïté, n'était certainement pas mécontent d'avoir suscité ces interrogations. »³⁶². Toutefois, sans pour autant avoir l'ambition de percer totalement le mystère, il reste tout de même possible d'avancer quelques éléments de réponse.

Il faut d'abord prendre en compte ce qu'en ont dit les deux principaux intéressés. Nous disposons des déclarations publiques que les deux hommes ont pu faire au moment où ils étaient encore aux affaires : les journalistes ne se sont pas privés de les interroger sur le sujet. Il y a aussi ce qu'ils ont pu écrire, dans leurs mémoires notamment. Tout cela, bien-sûr, doit toutefois être reçu avec la prudence nécessaire : il n'y a que ce qu'ils ont bien voulu dire ou écrire. Mais nous pouvons croiser les différents éléments, pour tenter d'en souligner les concordances ou les divergences. Il faut premièrement noter que deux hommes ont toujours été unanimes dans leurs déclarations pour affirmer le caractère spontané du geste. Ils ont ainsi toujours formellement démenti s'être mis d'accord au préalable :

*Nous n'en avons pas parlé le moins du monde. Mais, nous trouvant debout devant le cercueil (...), instinctivement, je me souviens, je me suis tourné vers lui, je lui ai tendu la main. Sa main est venue en même temps.*³⁶³

Helmut Kohl confirmera quelques années plus tard les propos de François Mitterrand :

*Quant à ce geste de la main, nous ne l'avons pas prémédité. Il a surgi de la situation.*³⁶⁴

Pour justifier la spontanéité du geste, les deux Chefs d'Etat et de Gouvernement ont aussi beaucoup insisté sur les sentiments qui les avaient saisis, à l'issue d'un après-midi déjà particulièrement riche en émotion. Le Chancelier, peut-être moins réservé que son homologue français, n'avait déjà pu retenir une larme au cimetière de Consenvoye³⁶⁵ : il évoquera dans ses mémoires « des minutes que je n'oublierai jamais »³⁶⁶. Mais la *Marseillaise* de Douaumont,

³⁶² VERNET Daniel, « La poignée de main qu'Helmut Kohl laissera derrière lui », 28 mai 2016.

Disponible sur : <http://www.slate.fr/story/118691/mitterrand-kohl-france-allemande-main-dans-la-main>
Consulté le 1^{er} juin 2022.

³⁶³ MITTERRAND François, interview accordée à la chaîne de télévision allemande ZDF le 30 septembre 1992, sur la réunification allemande, la construction européenne et ses relations personnelles avec le Chancelier Kohl.

Disponible sur : <https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-7865-fr.pdf>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

³⁶⁴ Voir l'interview d'Helmut KOHL : « Kohl: Hand in Hand », *Opus cit.*

„Und diese Geste mit der Hand, die war nicht abgesprochen, sondern es ist in der Situation entstanden.“

³⁶⁵ FENEON Gérard, « Larme de Kohl » in *Le Républicain Lorrain*, 23 septembre 1984.

« La sonnerie aux morts allemande et les deux hymnes nationaux exécutés par la musique de la garde de Bonn enveloppent d'une même émotion, pour la première fois, les anciens combattants des deux pays et les jeunes qui se trouvent coude à coude sur un cimetière allemand en territoire français. Cette minute dégage une senteur de solennité historique indiscutable. Une larme perle à l'œil de Helmut Kohl ».

³⁶⁶ KOHL Helmut, *Erinnerungen: 1982-1990*, *Opus. Cit.*, p. 310.

« Nous avons remonté ensemble les allées de croix noires sous lesquelles reposent 11 148 soldats allemands. Nous avons déposé des gerbes, nous avons signé le livre d'or en silence. Des minutes, que je n'oublierai jamais. »

„Wir schritten gemeinsam durch die Reihen schwarzer Grabkreuze, unter denen 11 148 deutsche Soldaten liegen. Wir legten Kränze nieder, schrieben uns ins Goldene Buch ein und schwiegen. Minuten, die ich niemals vergessen werde“.

main dans la main avec François Mitterrand, restera pour lui marquée d'une intensité particulière : « *Mes sentiments sont difficiles à décrire. Je ne me suis jamais senti aussi proche de nos voisins français* »³⁶⁷. François Mitterrand lui-même reconnaîtra plus tard lors d'une interview avoir été saisi par la force émotionnelle du moment³⁶⁸.

Alors François Mitterrand avait-il « calculé son coup » ? L'entourage du Chef de l'Etat, même s'il reste finalement encore partagé sur le sujet, soutient plutôt la thèse du geste calculé. Mais rappelons qu'il s'agit de proches, qui de surcroît écrivent après le décès de François Mitterrand ; ils le font dans le but évident, et d'ailleurs parfois revendiqué, de contribuer à ériger sa statue pour la postérité. Roland Dumas pour sa part est plutôt catégorique :

*François Mitterrand m'a toujours dit que c'était improvisé, mais je sais que c'était organisé. Il m'a dit, huit jours avant cette visite : 'Roland, réfléchissez à quelque chose de spectaculaire. Je veux qu'on fasse un geste spectaculaire avec Kohl. On m'a proposé diverses choses, je réfléchis, mais réfléchissez de votre côté. Par la suite, François Mitterrand a enjolivé un peu, comme il le faisait souvent. Il y avait toujours une part de vérité, mais il aimait l'embellir. Il m'a raconté la scène ainsi : 'On était tous les deux, là, et à un moment j'ai senti la main d'Helmut Kohl qui touchait la mienne'. Comme s'il parlait d'un rendez-vous amoureux ! Et de fait, sur les images, on a un peu cette impression. Mais à mon avis, l'un et l'autre l'avaient prévu. C'était secret. François Mitterrand comptait beaucoup sur moi pour inventer des mises en scènes, mais cette fois-là, je n'y étais pour rien...'*³⁶⁹

Jack Lang est moins catégorique, mais tout aussi sceptique sur le caractère spontané du Geste de Verdun :

*Mitterrand prétendra que son geste était spontané. Peut-être. Avec plus de pertinence, il en dira aussi : 'le geste que nous avons fait serait resté pâle si ce n'était pas un geste qui avait déjà été accompli dans le cœur de beaucoup d'hommes'.*³⁷⁰

Daniel Groscolas, quant à lui, se souvient d'avoir personnellement interrogé le Président français sur le sujet :

C'était [pendant un voyage d'Etat en Allemagne], à l'hôtel où toute la délégation française vivait. Je ne dormais pas, je suis descendu tardivement au bar [...]. Et tout d'un coup arrive Mitterrand, qui ne dormait pas. Ce fut un moment de détente, où on s'est mis chacun dans un fauteuil pour parler de la journée. Et tout d'un coup Mitterrand me dit « Et Verdun ? ». Il a évoqué des souvenirs. Et alors [...] je lui dis : 'Mais, Monsieur le

³⁶⁷ *Ibid.*

„Meine Gefühle lassen sich schwer beschreiben. Noch nie verspürte ich eine solche Nähe zu unseren französischen Nachbarn“.

³⁶⁸ WICKERT Ulrich, « Kohl und Mitterrand in Verdun: Warum reichten sie sich die Hände? », *Op. cit.*

« Par la suite j'ai demandé à François Mitterrand qui des deux était à l'origine du geste symbolique. Mitterrand répondit qu'il avait soudain ressenti le besoin de sortir de son isolement et de faire un geste pour rejoindre Helmut Kohl. Alors il a tendu la main, et Kohl l'a saisie. »

„Später fragte ich Francois Mitterrand, wer von beiden die symbolische Geste initiiert habe. Mitterrand antwortete, er habe plötzlich das Bedürfnis gespürt, aus seiner Vereinsamung herauszutreten und mit einer Geste Helmut Kohl zu erreichen. Da habe er seine Hand ausgestreckt, und Kohl habe sie ergriffen.“

³⁶⁹ DUMAS Roland, *La Diplomatie sur le vif*, Paris, Presses de Sciences-Po, , 2013.

³⁷⁰ LANG Jack, *Dictionnaire amoureux de François Mitterrand*, Paris, Plon, 2015.

Président, c'est vous qui avez pris l'initiative de prendre la main du Chancelier ? Je n'ai pas bien vu...'. Il m'a répondu : 'Le mérite est aux deux'.³⁷¹

Faut-il vraiment choisir ? Nous faisons nôtre ici la conclusion de F. de La Mure, qui nous semble revenir à l'essentiel :

« Bon, effectivement, si cette histoire de poignée de mains a été un peu préparée par les uns et les autres avant, il a dû être content de son coup. C'est possible. Je n'en sais rien. Quoi qu'il en soit, c'est un cliché qui a bien été diffusé partout. Préparé ou pas préparé, quelque part on s'en fout. Le principal, c'est le résultat. Si la photo touche les gens, c'est quand même le principal. »³⁷²

Pour comprendre le Geste de Verdun, il semble bien qu'un double éclairage soit incontournable. Certes, il y avait sans aucun doute chez François Mitterrand la volonté de poser un geste fort ; il s'agissait de « réparer » les dégâts occasionnés par l'affaire de la non-invitation du Chancelier aux cérémonies de commémoration du Débarquement. Il est plus que probable l'homme politique qu'il était y avait longuement réfléchi. Mais savait-il jusqu'au dernier moment ce qu'il allait faire exactement ? N'a-t-il pas plutôt fait confiance à son intuition qui lui dicterait le bon geste ? Cela en tout cas expliquerait le fait quasiment établi qu'il n'en avait pas parlé à Helmut Kohl... Le Chancelier l'assure, son entourage le confirme ; mais l'indice le plus flagrant se trouve comme nous l'avons vu sur les images de la cérémonie. Tranchant avec la gravité de François Mitterrand, c'est bien l'expression « d'heureuse surprise » qui transparait dans le regard d'Helmut Kohl. Il y a donc probablement eu dans le Geste de Verdun une certaine part d'improvisation. Selon nous, seule la spontanéité, fruit d'une émotion qui semble avoir été sincère, a pu produire une telle justesse (le bon geste, au bon moment). Un geste « programmé », de pure « communication » n'aurait certainement pas atteint le même résultat.

En mettant à ce point en avant leurs histoires personnelles, les deux Chefs d'Etat et de Gouvernement ont voulu marquer l'opinion publique, et témoigner de leur solidarité avec leurs compatriotes. Mais pour que ce geste politique ne concerne pas uniquement le sommet de l'Etat, il s'agissait aussi de célébrer la réconciliation des deux peuples en mettant en avant des symboles forts :

Les symboles [...] sont très importants pour que la mémoire historique se fixe, pour que l'imagination se détourne des façons de penser traditionnelles et dessine un nouveau paysage, ce que pourrait être l'Europe, et la France et l'Allemagne dans l'Europe, et

³⁷¹ GROSCOLAS Daniel, dans l'entretien qu'il nous accordé par téléphone le 25 mars 2021, *Op. Cit.*
Daniel Groscolas poursuit :

« Donc, en réalité, à l'Institut Mitterrand nous avons repris un film qui est dans les archives de la Présidence. En regardant image par image, on n'arrive pas à déterminer. Or, ils ne pouvaient pas communiquer entre eux sans la présence de l'interprète. Aucun des deux ne parlait la langue de l'autre. Et ils ne se parlaient pas en Anglais à la différence de Giscard. Donc moi, je continue de penser que ce fut un geste spontané. Glavany a été lui-même surpris, lui qui avait la responsabilité de cette partie-là, ignorait, ce n'était pas au programme. »

³⁷² de La MURE Frédéric, dans l'entretien qu'il nous a accordé le 14 mai 2021, *Op. Cit.*

*par-delà dans le monde. Tout cela a besoin d'être accompagné de signes et de symboles. Telle sera la rencontre de Verdun le 22 septembre.*³⁷³

Ces symboles ont permis de susciter, chez les participants comme chez les téléspectateurs, une vive émotion. Pour ce faire, les organisateurs ont aussi été aidés par la météo du jour : le ciel, qui avait lui-aussi revêtu les couleurs du deuil, leur a aussi offert une pluie de circonstance. F. de La Mure se souvient ainsi parfaitement de toute « l'ambiance » qui a permis de conférer à son cliché cette tonalité si particulière qui lui a donné tout son sens :

*C'était une atmosphère très bizarre : il pleuvait des cordes, ou du moins il y avait une sorte de brume. Il faisait presque nuit. Il y avait le sanctuaire de Douaumont devant, avec les centaines de milliers de personnes qui étaient mortes à Verdun, derrière, il y avait toutes les troupes franco-allemandes, il y avait tous les invités. Et en fait, c'était une sorte de témoignage entre les morts et les vivants : c'est ça qui était très émouvant, en fait. Devant les morts, on témoignait que l'avenir serait différent. Face aux vivants qui étaient derrière Kohl et Mitterrand. Et c'est cela qui m'a le plus frappé.*³⁷⁴

L'émotion suscitée n'est toutefois pas un vague sentiment de nostalgie réservé aux Anciens Combattants ; elle doit contribuer également à la transmission de la mémoire aux jeunes générations, dont la présence a été souhaitée à leurs côtés. Nous retrouvons là l'un des ressorts classiques de la commémoration, qui est de susciter la communion, notamment la communion intergénérationnelle, entre les participants :

*La jeunesse, pardonnez-moi cette vérité de La Palisse, c'est la réalité de demain. C'est elle qui fera l'histoire. Et il est bon, nécessaire, qu'elle soit instruite, qu'elle sache, et qu'en même temps elle soit capable d'éprouver ces grands moments où le cœur parle, où les sentiments qui animent les peuples épousent la réalité.*³⁷⁵

Avec les cérémonies du 22 septembre 1984 à Verdun, cette communion, qui était autrefois au service de la Nation et devait forger sa cohésion, est appelée à sortir de son cadre national pour s'élargir à la dimension du couple franco-allemand, de l'Europe, voire du monde. Mais la commémoration a-t-elle pour autant vraiment changé de nature, dans la conception ici exprimée par François Mitterrand ? Rien n'est moins sûr : même si ce dernier préfère la notion de « peuple » à celle de « nation » (il n'oublie pas qu'il est socialiste), le déroulement des cérémonies montre qu'il s'agit toujours ici de mise en scène, au service d'un dessein politique. L'intention de François Mitterrand est claire et affirmée : faire mémoire du passé pour écrire l'Histoire :

*Le Chancelier de la RFA et le Président de la République Française ensemble éprouveront le sentiment d'avoir contribué à faire l'histoire de leurs deux peuples. Et au-delà d'avoir donné un élan nouveau à une construction politique qui devrait -si on la comprenait davantage - transformer l'équilibre mondial.*³⁷⁶

³⁷³ MITTERRAND François, Interview accordée à FR3 Lorraine, *Op. Cit.*

³⁷⁴ de La MURE Frédéric, dans l'entretien qu'il nous accordé le 14 mai 2021, *Op. Cit.*

³⁷⁵ *Ibid.*

³⁷⁶ MITTERRAND François, Interview accordée à FR3 Lorraine, *Op. cit.*

Indéniablement, le Geste de Verdun dépasse le cadre d'une simple commémoration. Il s'agit certes, comme annoncé lors du Sommet de Rambouillet, d'un hommage conjoint de la France et de l'Allemagne aux morts des combats passés. Nous retrouvons donc tous les marqueurs classiques de ce type de célébration, avec cette particularité toutefois que celle-ci sort du cadre national pour entrer dans une véritable dimension binationale. Car il s'agit avant tout de célébrer l'amitié entre les deux pays. C'est sans doute cette amitié que François Mitterrand a voulu concrétiser en posant un geste fort, immédiatement compréhensible, qui puisse toucher au cœur et frapper l'imagination. Ce geste s'inscrit dans la continuité de la solidarité sans faille affichée par les deux Chefs d'Etat et de Gouvernement : du soutien de François Mitterrand à Helmut Kohl dans l'affaire des euromissiles au soutien de Helmut Kohl à François Mitterrand sur l'ensemble de ses propositions européennes. Avec ce geste, il y a aussi probablement la naissance d'une amitié personnelle entre les deux hommes, qui vont former un tandem franco-allemand à la longévité inédite.

Nous pouvons même nous demander si la commémoration n'est pas finalement un prétexte. François Mitterrand a besoin de la République Fédérale d'Allemagne, comme d'ailleurs Helmut Kohl a besoin de la France. Il s'agit donc d'abord pour lui de faire un geste fort en direction de la République Fédérale d'Allemagne, et de le faire à la face de l'Europe et du monde. Le Président français l'avait annoncé lors du sommet de Rambouillet : « de *cette amitié franco-allemande dépendront beaucoup d'autres choses* ». Le Geste de Verdun peut donc être considéré comme un véritable programme politique. Il s'agit, afin de répondre aux enjeux du moment, de forger un socle franco-allemand solide capable de peser sur l'équilibre européen (face aux Britanniques notamment) comme sur l'équilibre mondial (face au bloc soviétique).

Mais un geste, même « parlant », reste sujet à interprétation. En l'absence de discours, François Mitterrand et Helmut Kohl pouvaient-ils se permettre de laisser le message politique de cette rencontre dépendre d'un seul geste silencieux ? La Rencontre de Verdun a donc été accompagnée d'un communiqué de presse conjoint, qui en précise dans les grandes lignes les enjeux. La commémoration de Verdun, en raison notamment du lieu choisi et de son histoire, est d'abord l'occasion de promouvoir un certain nombre de valeurs communes. « *Leur hommage conjoint aux morts des combats passés, en un lieu qui marque l'histoire, affirme l'engagement sans retour des deux peuples sur la voie de la paix, de la raison et de la coopération dans l'amitié* »³⁷⁷. Ce sont ces valeurs qui déterminent un objectif politique précis et clairement énoncé : « *L'unification de l'Europe est notre objectif commun, auquel nous œuvrons dans l'esprit de la fraternité* »³⁷⁸.

Face à cette volonté affichée, une question se pose : l'impact de la Rencontre de Verdun a-t-il été à la hauteur de ce que souhaitaient François Mitterrand et Helmut Kohl ? Dans le chapitre qui va suivre, nous nous proposons ainsi d'analyser le retentissement médiatique du Geste de Verdun, dans les jours qui ont suivi les cérémonies. Le Geste posé par François Mitterrand et Helmut Kohl a incontestablement créé la surprise. De ce fait, le Geste de Verdun a suscité de nombreux commentaires, et d'abord « à chaud », dans le cadre des directs proposés par la

³⁷⁷ Communiqué de presse conjoint franco-allemand publié le 22 septembre 1984 à l'issue des cérémonies, *Op. Cit.*

³⁷⁸ *Ibid.*

télévision. Mais dans un monde qui ignorait encore les réseaux sociaux, la majorité des commentaires ne sont en réalité parus que le lendemain, dans la presse écrite. Les journalistes disposaient à ce moment-là du communiqué commun, dont ils se sont largement fait l'écho, et qui offrait en quelque sorte une grille de lecture des images. Cependant, l'écriture journalistique permettait aussi de prendre une certaine distance, face à ce qui pouvait être perçu comme un « discours officiel ». Entre ces deux pôles, nous chercherons donc à analyser comment le Geste de Verdun a été reçu et retransmis dans les médias. Ces derniers n'ont-ils fait que « rendre compte » du geste accompli, ou ont-ils joué un rôle dans l'élaboration du sens ? Et ont-ils ainsi contribué, et dans quelle mesure, à faire du cliché le symbole qu'il est devenu ?

CHAPITRE III

REGARDS MEDIATIQUES CROISES SUR L'ÉVENEMENT

Pour envoyer le signal fort qu'ils souhaitaient, F. Mitterrand et Helmut Kohl devaient non seulement s'assurer de la parfaite organisation des cérémonies, mais aussi de leur retentissement médiatique. Rappelons que le public présent sur place était relativement réduit, et de surcroît dispersé sur les différents lieux. L'appui de la télévision et de la presse écrite, les deux principaux médias de l'époque ³⁷⁹, était donc incontournable.

Certes, à la veille du 22 septembre 1984, l'organisation des cérémonies semble trouver dans les médias un écho globalement favorable. Mais ne faut-il pas nuancer ? En France, notamment, la Rencontre de Verdun ne fait visiblement pas l'unanimité. Le scepticisme, voire les critiques formulées au mois de mai 1984 suite à l'annonce de Rambouillet, resurgissent. Nous pouvons tout d'abord constater une certaine lassitude devant ce qui s'annonce être une N^{ième} mise en scène de la réconciliation franco-allemande. Une certaine ironie, allant jusqu'au cynisme, accompagne aussi parfois les commentaires, en particulier sous la plume des opposants à F. Mitterrand, considéré comme l'instigateur des cérémonies. Les plus critiques voient même dans cette future commémoration une mise en scène à visée politique, ou même démagogique, destinée à camoufler les déboires de relations franco-allemandes, en perte de vitesse depuis la fin de l'ère Valéry Giscard d'Estaing / Helmut-Schmidt. Une difficulté se pose alors aux promoteurs des cérémonies : comment surmonter ces *a priori* et s'assurer que le message envoyé non seulement aux populations des deux pays, mais aussi à l'Europe et au monde, ne soit pas parasité par ces commentaires moins enthousiastes ?

Les deux chefs d'Etat et de gouvernement ont d'abord souhaité assurer à la rencontre de Verdun le plus grand retentissement possible, et en faire un événement. La veille, F. Mitterrand a ainsi accordé à FR3 Lorraine une interview diffusée au niveau national. La couverture médiatique de la Rencontre a été ensuite relativement exceptionnelle pour l'époque. Et l'organisation de cette couverture médiatique a fait partie intégrante de la préparation de la journée, comme nous l'avons montré au chapitre précédent. Les chaînes de télévision étaient présentes : Antenne 2, FR3 Lorraine et la ZDF ont retransmis une partie ou la totalité des différentes cérémonies en direct. FR3 Lorraine, par exemple, a assuré six heures consécutives d'antenne, mêlant directs, reportages, images d'archives de la Bataille de Verdun, interviews et interventions de consultants ³⁸⁰. Au lendemain de la Rencontre, les journalistes présents ont ensuite largement relayé ce premier impact médiatique dans la presse écrite. Nous pouvons en effet constater qu'une large partie des quotidiens, régionaux, nationaux, mais aussi internationaux ont consacré leur une à la rencontre ; et même plus précisément à la photo des

³⁷⁹ La radio ici joue un moindre rôle, puisqu'il n'y a pas de discours : il s'agit avant tout d'une image à transmettre.

³⁸⁰ L'intégrale de l'émission est disponible à l'Institut François Mitterrand.

deux hommes main dans la main ³⁸¹. C'est donc bien le geste posé par F. Mitterrand et Helmut Kohl au cœur des cérémonies qui a d'emblée retenu l'attention des journalistes, et suscité les commentaires.

Précisions méthodologiques :

Ce chapitre s'appuiera sur une revue de presse effectuée autour de la date des cérémonies (nous nous focaliserons ici sur la deuxième quinzaine de septembre 1984) ³⁸². Le corpus retenu est constitué d'articles parus dans la presse régionale de Lorraine, mais aussi de la presse nationale française et de la presse interrégionale allemande. Il comprend également des archives diplomatiques (notamment les revues de presse commentées, effectuées par les ambassades des deux pays) ainsi que des archives télévisuelles françaises et allemandes (les directs et les journaux télévisés du soir). Etant donné le vaste spectre de pistes de recherches possibles, notre corpus ne saurait prétendre à l'exhaustivité. Notre choix s'est d'abord porté sur la presse régionale (*L'Est Républicain* et le *Républicain Lorrain*) ; la Lorraine nous a en effet semblé se trouver au cœur de l'événement à plusieurs titres : non seulement parce que la région accueillait les cérémonies, mais aussi parce qu'elle portait encore dans ses paysages et dans sa mémoire vive les stigmates des combats passés, objets de la commémoration du jour. Cette presse est donc le lieu où pouvait s'exprimer une mémoire négative commune, telle que la définit Henri Rousso :

L'expression « mémoire négative » vient de la psychologie cognitive. Elle permet de distinguer les bons souvenirs, associés à des émotions positives, comme le plaisir, et les mauvais, associés à des émotions négatives, comme la peur ou la douleur. On sait depuis que les seconds ont plus de présence et d'impact sur la psyché. Tout comme la mémoire historique retient plus volontiers les événements violents, les guerres ou les massacres que les progrès de l'humanité. ³⁸³

Cette notion de mémoire négative est certes principalement liée à la Seconde Guerre mondiale et à la Shoah. Mais l'auteur montre également que cette mémoire négative tend depuis quelques années à s'imposer aussi en ce qui concerne la Première Guerre mondiale, dans une évolution qu'il relie explicitement au Geste de Verdun :

On peut d'ailleurs observer une évolution comparable avec la mémoire de la Première Guerre mondiale qui s'impose à nouveau, avec une intensité inédite, comme élément de la mémoire commune européenne. Dans ce domaine aussi, il est frappant de constater à quel point les récits produits au plus haut niveau tendent à dépasser la question de la seule réconciliation – qui rappelle donc qu'il y avait des ennemis les uns en face des autres –, à l'image de ce qu'expriment Helmut Kohl et François Mitterrand en se tenant la main, à Verdun, le 22 septembre 1984. Les discours récents proposent un effacement pur et simple de la notion d'« ennemi ». [...] La Première Guerre mondiale offre ainsi

³⁸¹ Voir la revue de presse des ambassades respectives. Pour la France : Archives diplomatiques, 1930 INVA 4915. Pour l'Allemagne : Bundesarchiv 136 / 30067 - 331 à 336 ou Politisches Archiv, Zwischenarchiv 140630.

³⁸² Nous avons également pris appui sur la revue de presse effectuée par l'Institut François Mitterrand entre les 22 et 25 septembre 1984.

³⁸³ ROUSSO Henry. « Chapitre IX. La mémoire négative de l'Europe », in *Face au passé, Op. Cit.*, pp. 229-264.

*une variante intéressante de « mémoire négative » où, au contraire de la Seconde, les responsabilités sont diluées dans des généralités désincarnées, aisément récupérables pour dénoncer la guerre en général : la folie meurtrière, la volonté de puissance, qui ne nécessitent pas de désigner de manière plus explicite ceux par qui la catastrophe est advenue.*³⁸⁴

C'est bien cette mémoire négative qui est susceptible de servir de socle à la réconciliation franco-allemande, et non la mémoire héroïque, qui par définition est clivante, puisqu'elle désigne un vainqueur et un vaincu. Nous retrouvons là l'une des raisons qui avait présidé au choix de Verdun lors du sommet de Rambouillet³⁸⁵. Cette presse régionale se retrouve d'ailleurs pour une large part dans les dossiers du Bundesarchiv concernant la Rencontre de Verdun : les articles retenus offrent en effet un compte-rendu particulièrement exhaustif de l'ensemble des cérémonies. La presse régionale ne présente toutefois qu'une lecture particulière de l'événement : il était donc nécessaire d'élargir nos recherches à la presse nationale. Etant donné le nombre de quotidiens paraissant à l'époque, nous avons dû faire des choix : les titres retenus l'ont été en raison de leur audience (*Le Monde, Libération...*), mais aussi de la diversité de leur coloration politique (*Le Figaro, l'Humanité...*)³⁸⁶. Dans quelle mesure le soutien ou l'opposition à F. Mitterrand ont-ils pu influencer le regard porté sur les cérémonies ? Il nous a ensuite paru important, même si c'était matériellement plus complexe à réaliser (les articles parus sont tout de même moins nombreux qu'en France), de faire également appel à la presse d'outre-Rhin. Les titres retenus l'ont été essentiellement en raison de leur tirage, ou parfois de leur disponibilité numérique (*Frankfurter Allgemeine Zeitung, Süddeutsche Zeitung, die Zeit...*). Pour compléter ce regard franco-allemand, nous avons pu également consulter les revues de presse des Ambassades : il était particulièrement intéressant de voir ce que les deux Ambassadeurs respectifs avaient retenu des commentaires parus dans le pays partenaire. Pouvons-nous constater une convergence, ou au contraire une divergence entre le regard français et le regard allemand ? Pour compléter cet ensemble, nous avons eu enfin accès à des archives télévisuelles (grâce à l'INA, qui nous a permis d'accéder aux reportages de FR3 Lorraine et d'Antenne 2, mais grâce aussi au service d'archives des deux principales chaînes allemandes ARD et ZDF). Les directs, mais aussi les éditions des journaux télévisés du soir ou de la nuit, nous ont permis de nous interroger : dans quelle mesure ces émissions témoignent-elles quasiment en temps réel de l'impact des cérémonies sur les témoins directs (les journalistes) puis les téléspectateurs ?

Il faut rappeler ici que les organisateurs avaient opté pour l'absence de discours officiel, afin de laisser toute leur force aux images et aux symboles. Toutefois, l'absence de discours laissait aussi libre court à l'interprétation. Il s'agissait en quelque sorte d'un pari : la force du

³⁸⁴ *Ibid.*

³⁸⁵ Voir *Supra*, chapitre II.

³⁸⁶ Les deux titres représentent en outre l'opposition au Président François Mitterrand. *Le Figaro* est proche de la droite, qui vient de remporter les municipales de 1983 et les européennes de 1984 (précisons qu'il s'agit de la droite dite à l'époque « parlementaire », essentiellement RPR et UDF, le Front National n'étant pas représenté à l'Assemblée Nationale). Le journal *L'Humanité*, quant à lui, est proche du Parti Communiste. Or les ministres communistes viennent de quitter le gouvernement, suite à la nomination de Laurent Fabius au poste de Premier Ministre. Cette nomination officialise en réalité le tournant de la rigueur déjà amorcé en 1983 par le gouvernement Pierre Mauroy III.

message suffirait-elle à convaincre et à calmer les critiques ? Ces incertitudes ont conduit les deux chefs d'Etat et de gouvernement à publier une déclaration commune à l'issue des célébrations, afin de préciser leurs intentions. Mais la Rencontre de Verdun a-t-elle pour autant été reçue dans l'esprit souhaité par F. Mitterrand et Helmut Kohl dans cette déclaration commune ? Le déroulement des cérémonies, et plus précisément le geste accompli par F. Mitterrand et d'Helmut Kohl, ont-ils permis de délivrer le message escompté ? Nous avons pu ainsi constater qu'au lendemain des cérémonies, les commentaires médiatiques sont loin d'être univoques ; ils oscillent en effet entre plusieurs interprétations : Mise en scène inutile ou véritable geste historique ? Cérémonie superflue ou véritable geste de réconciliation ? Gesticulation politique ou véritable geste diplomatique ? En confrontant dans ce chapitre les différents regards proposés par notre corpus, nous allons donc tenter de dégager un certain nombre de caractéristiques qui ont permis à ce « moment » d'une cérémonie annoncée comme banale (moment qui a duré à peine plus d'une minute, le temps d'une *Marseillaise*) de devenir « le » Geste de Verdun.

I. Un geste historique ?

A la veille de la Rencontre de Verdun, ce ne sont pas les journalistes, mais les « officiels » qui montent au créneau, pour faire la « promotion » de l'événement. C'est en réalité une véritable opération de communication qui se déploie, relevant presque de la technique de la bande-annonce utilisée pour le cinéma. En Allemagne, c'est le porte-parole du gouvernement fédéral, Peter Boenisch³⁸⁷, qui est à la manœuvre, à l'occasion d'une conférence de presse donnée le 21 septembre 1984, la veille de la Rencontre.

Se recueillir ensemble devant les tombes des soldats, voilà pour les Français comme pour les Allemands un signe extraordinaire de compréhension mutuelle et de réconciliation. Tous les Présidents français, Coty, de Gaulle, Giscard, Pompidou lorsqu'il était Premier

³⁸⁷ Peter Boenisch (1927-2005) fut porte-parole du Gouvernement Fédéral Kohl de 1983 à 1985. Son style, perçu comme plus direct que celui de ses prédécesseurs, a modernisé la fonction. Journaliste de formation, il a été rédacteur en chef de la *Bildzeitung* (1961-1971) avant de faire son entrée dans le Groupe Axel Springer (notamment à la rédaction en chef du journal *Die Welt*). Après sa démission du gouvernement pour cause d'enquête fiscale, il a poursuivi sa carrière en tant que journaliste indépendant, tout en maintenant ses liens avec le groupe Axel Springer dont il fut membre du Conseil de surveillance de 1999 à 2001. En 2003, il est nommé commandeur de l'Ordre du Mérite (Großes Verdienstkreuz des Verdienstordens der Bundesrepublik Deutschland) pour sa contribution à la liberté des médias et son engagement dans les relations germano-soviétiques. (Sa mère était russe, native d'Odessa).

Divers articles parus à l'occasion de son décès sont disponibles en ligne :

https://www.focus.de/politik/deutschland/ex-regierungssprecher_aid_96522.html

<https://www.sueddeutsche.de/politik/tegernsee-peter-boenisch-ist-tot-1.297860>

<https://www.stern.de/panorama/weltgeschehen/peter-boenisch-der-fruehere--bild--chef-ist-tot-3295544.html>

Consultés le 1^{er} octobre 2022.

Signalons aussi un article contemporain au Geste de Verdun :

SPÖRL Gerhard, „Sprecher mit beschränkter Vollmacht“, in *Die Zeit*, 9 Mars 1984.

Disponible sur : <https://www.zeit.de/1984/11/sprecher-mit-beschraenker-vollmacht/komplettansicht>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

ministre, se sont rendus à Verdun, mais ils s'y sont rendus seuls. En accueillant son homologue allemand, et en l'invitant à rendre hommage avec lui aux soldats tombés pour les deux pays, il pose un geste historique. ³⁸⁸

Les propos de Peter Boenisch sont repris dans la presse allemande :

Devant les journalistes réunis vendredi à Bonn, le porte-parole du gouvernement Boenisch a fait remarquer que tous les prédécesseurs de Mitterrand s'étaient rendus seuls à Verdun. En y accueillant Kohl, Mitterrand pose - a-t-il dit - un geste historique. ³⁸⁹

Mais ils semblent aussi avoir frappé les médias français. L'adjectif « historique », qui qualifie d'abord l'invitation faite au Chancelier de se rendre à Verdun, est notamment repris dans plusieurs quotidiens, et parfois même en gros titre ³⁹⁰. Mais sous la plume des commentateurs français, le qualificatif d'« historique » ne saurait se limiter aux cérémonies qui s'annoncent. Ce qui est vraiment « historique », c'est plutôt le processus de réconciliation et de coopération qui s'est enclenché entre la France et l'Allemagne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Le porte-parole du gouvernement ouest-allemand, M. Peter Boenisch, a mis en valeur le 'geste historique' que le président français accomplira aujourd'hui en étant le premier chef d'Etat français à accueillir un chancelier allemand à Verdun. [...] Cette déclaration, sorte de 'lever de rideau' à la cérémonie du souvenir réunissant sur le site de 'l'enfer de Verdun' le président François Mitterrand et le chancelier fédéral Helmut Kohl, marque bien, si cela était encore nécessaire, la profondeur des relations entre les deux pays. ³⁹¹

Les propos de Peter Boenisch sont même évoqués par le quotidien *L'Humanité* :

Soixante-dix ans après le déclenchement du conflit, le président de la République sera le premier à accomplir un tel geste, qualifié à Bonn d' 'historique'. ³⁹²

L'Humanité, pourtant, peut difficilement être soupçonné de vouloir faire la promotion des cérémonies. Dans le contexte, qui est celui de la Guerre froide, le journal ne saurait en effet

³⁸⁸ Bundespresseagentur, Pressekonferenz Nr 110/84.

„Die gemeinsame Begehung der Soldatengräber ist sowohl für die Deutschen wie für die Franzosen ein außergewöhnliches Zeichen der Verständigung und der Versöhnung. Alle französischen Staatspräsidenten, Coty, de Gaulle, Giscard, Pompidou als Premierminister, sind nach Verdun gekommen, aber allein. Indem Präsident Mitterrand seinen deutschen Kollegen in Verdun empfängt und ihn einlädt, mit ihm gemeinsam die Gefallenen beider Länder zu ehren, setzt er ein historisches Zeichen.“

³⁸⁹ Auteur non mentionné, « Kohl und Mitterrand an den Friedhöfen von Verdun », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22. September 1984.

„Vor Journalisten in Bonn, wies Regierungssprecher Boenisch am Freitag darauf hin, dass alle Amtsvorgänger Mitterrands allein nach Verdun gefahren seien. Indem Mitterrand Kohl dort empfange, setzte er ein historisches Zeichen.“

³⁹⁰ A titre d'exemple : Auteur non mentionné, « Invitation 'historique' de Mitterrand / Les Allemands heureux du Geste de Verdun », in *L'Est Républicain*, 22 septembre 1984.

³⁹¹ *Ibid.*

³⁹² RAVERY Jean-Pierre, « Mitterrand reçoit Kohl à Verdun », in *L'Humanité*, 22 septembre 1984.

Voir aussi : Auteur non-mentionné, « Verdun : commémoration Mitterrand-Kohl », in *Le matin*, 22 septembre 1984.

« Jusqu'ici, tous les présidents français qui se sont rendus à Verdun l'avaient fait seuls : 'en accueillant ainsi le chef de l'exécutif allemand, François Mitterrand accomplit un geste historique : Verdun a été longtemps le symbole du combat contre l'ennemi héréditaire', soulignait hier le porte-parole du gouvernement de Bonn. »

soutenir un rapprochement avec la seule Allemagne Fédérale : un tel rapprochement serait perçu comme un renforcement du bloc occidental face à l'Union Soviétique. De plus, en France, le tournant de la rigueur initié par le gouvernement Pierre Mauroy III, et confirmé par la nomination de Laurent Fabius à Matignon, a provoqué en juillet 1984 le départ des ministres communistes du gouvernement. Le Parti Communiste se retrouve donc *de facto* dans l'opposition au Président de la République, et ne tient sans doute pas à relayer une opération de communication en sa faveur. Dans la suite de l'article, l'auteur, Jean-Pierre Ravery, ne manque donc pas de préciser sa pensée. Force est de constater que ces propos n'abondent pas tout à fait dans le sens de ceux du porte-parole du gouvernement fédéral :

Les centaines de milliers de soldats français et allemands broyés dans 'l'enfer de Verdun' de février à décembre 1916 font aujourd'hui l'objet d'une mobilisation post-mortem pour être affectés au renforcement de l'axe Paris-Bonn. L'idée n'est pas nouvelle. ³⁹³

Du côté français, l'annonce de l'événement est assurée par le Président F. Mitterrand en personne, dans une interview accordée à FR3 Lorraine, le 21 septembre 1984, c'est-à-dire là-aussi à la veille des cérémonies.

Je crois que ce sera pour nous un grand moment de recueillement. Le Chancelier de la République fédérale Allemande, le Président de la République française ensemble, éprouveront le sentiment d'avoir contribué à faire l'Histoire de leurs deux peuples et au-delà de ces deux peuples, d'avoir donné un élan nouveau à une construction politique qui devrait si on le comprenait davantage, j'espère qu'on le comprendra davantage, transformer l'équilibre mondial. ³⁹⁴

Cette interview, diffusée à une heure de grande écoute, est également relayée par les chaînes nationales françaises, comme le souligne l'ambassadeur ouest-allemand, Franz Jochen Schoeller :

L'ambassade a appris que le Président français donnera à l'occasion des cérémonies de Verdun une interview à FR3, la troisième chaîne de télévision française, qui doit être retransmise tant sur les chaînes régionales (de l'est de la France) que sur les chaînes nationales. [...] Cette interview sera enregistrée le 20 septembre par FR3 à l'Elysée (durée 8 à 10 minutes). Voici les horaires de diffusion prévus :

- 21 septembre : 19h15, diffusion dans plusieurs éditions régionales du journal.
- 21 septembre : FR3 Soir, édition nationale vers 22h00.
- 22 septembre : FR3 19h00, rediffusion de l'interview dans l'édition spéciale sur la cérémonie de Verdun.
- il est également prévu que les deux chaînes TF1 et Antenne 2 diffusent l'interview le 22 septembre dans leur édition de 13h. » ³⁹⁵

³⁹³ RAVERY Jean-Pierre, « Mitterrand reçoit Kohl à Verdun », in *L'Humanité*, Op. Cit.

³⁹⁴ MITTERRAND François, interview accordée à FR 3 Lorraine le 21 septembre 1984, Op. Cit.

³⁹⁵ Voir Politisches Archiv, Zwischenarchiv 140630.

„Botschaft hat erfahren, dass französischer Staatspräsident anlässlich der Gedenkfeier in Verdun am 22. 09. dem dritten französischen Fernsehprogramm FR3-Lorraine ein Interview gibt, das sowohl regional (Ostfrankreich) als auch national gesendet werden soll. ... Es wird am 20. September im Elysée von FR3 aufgenommen (Dauer 8-10 Minuten). Folgende Sendezeiten sind vorgesehen:

Si l'Ambassadeur insiste sur cette large diffusion, c'est qu'il soutient la demande d'interview que le journaliste Yves Dubois a adressée au Chancelier Kohl.

*Compte tenu du fait qu'aucun discours n'est prononcé lors des commémorations à Verdun, l'interview offrirait au Chancelier l'opportunité de s'exprimer devant les Français sur la signification de cette journée. [...] Suite aux propos d'Andreotti, cette interview pourrait être une bonne occasion de souligner une fois de plus l'ancrage de la question allemande dans la politique occidentale.*³⁹⁶

Malgré les suggestions de l'Ambassadeur, Helmut Kohl sera dans l'interview nettement moins « politique » que son homologue français. A l'appui de son témoignage personnel, il insistera surtout sur le chemin parcouru dans les relations franco-allemandes depuis la Seconde Guerre mondiale. Pour le Chancelier, la Rencontre de Verdun semble plutôt un aboutissement, alors que le Président français met davantage l'accent sur les perspectives qui vont s'ouvrir suite à cet événement. Helmut Kohl soulignera néanmoins lui-aussi le caractère historique de la Rencontre qui va avoir lieu, en raison de la forte symbolique liée au lieu-même de Verdun :

*Et si maintenant un Président français, François Mitterrand, et moi s'y rencontrons, c'est plus qu'un acte symbolique. Nous sommes dans une nouvelle phase historique.*³⁹⁷

L'interview du Chancelier n'a – semble-t-il – trouvé que peu d'écho dans les quotidiens français. En réalité, ce sont surtout les propos du Président français qui sont largement repris par la presse³⁹⁸. Mais nous pouvons tout de même constater que certains commentateurs continuent à utiliser les propos de Peter Boenisch au lendemain du 22 septembre, pour illustrer leurs comptes-rendus des cérémonies³⁹⁹. L'opération de communication semble donc réussie.

-
- 21.09: 19.15 Uhr, mehrere Regionalstationen senden es in den Nachrichten.
 - 21.09: FR3 Soir, Nationale Nachrichtensendung gegen 22.00 Uhr
 - 22.09: FR3 19.00 Uhr, Wiederholung des Interviews in Sondersendung über die Gedenkfeier in Verdun
 - geplant ist ferner, dass die beiden Programme TF1 und Antenne 2 in ihrer Nachrichtensendung am 22. 09., um 13.00 Uhr, das Interview ausstrahlen.“

³⁹⁶ *ibid.*

„Angesichts der Tatsache, dass während der Gedenkfeiern in Verdun keine Reden gehalten werden, böte das Interview dem Bundeskanzler eine gute Möglichkeit, sich gegenüber der französischen Bevölkerung zu der Bedeutung des Tages zu äußern. [...] Angesichts der Andreotti Äußerungen könnte dieses Interview eine gute Gelegenheit bieten, erneut die Einbettung der deutschen Frage in die westliche Politik hervorzuheben.“

³⁹⁷ L'interview est diffusée lors du journal de 20h d'Antenne 2, le 21 septembre 1984.

Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=t0jw7j1Jlc>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

La traduction est celle proposée par la chaîne. Nous choisissons ici de l'utiliser, car les propos originaux du Chancelier, en arrière-fond sonore, sont difficilement audibles.

³⁹⁸ Voir à titre d'exemples (Il s'agit souvent de la une, ce qui explique l'absence de mention des auteurs) :

- RAVERY Jean-Pierre, « Mitterrand reçoit Kohl à Verdun », *Op. Cit.*
- L'interview est diffusée lors du journal de 20h d'Antenne 2, le 21 septembre 1984.
- Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=t0jw7j1Jlc>
- Auteur non mentionné, « Les Allemands heureux du Geste de Verdun », *Op. Cit.*
- Auteur non mentionné, « MM. Mitterrand et Kohl à Verdun », in *Le Monde*, 24 septembre 1984 (mais écrit avant les cérémonies).

³⁹⁹ Après les cérémonies :

- ANTOINE Robert, « Mitterrand-Kohl : l'Europe grandie », in *L'Est Républicain*, 23 septembre 1984.

Mais au-delà du simple écho médiatique, quels sont les éléments qui ont finalement pu convaincre les observateurs de l'importance d'une cérémonie annoncée pourtant comme sans intérêt ? Pouvons-nous aller jusqu'à parler d'un véritable revirement ?

1. « Une improvisation inutile » ? ⁴⁰⁰

A la veille du 22 septembre 1984, nous pouvons d'abord voir s'exprimer dans les médias un certain scepticisme, notamment du côté français. Plusieurs commentateurs présentent la Rencontre de Verdun comme un épisode supplémentaire dans l'histoire déjà longue des commémorations franco-allemandes ; celle-ci ne devrait donc pas apporter quoi que ce soit de vraiment nouveau. Au moment où vont s'ouvrir les cérémonies, la Rencontre de Verdun est ainsi loin d'être assurée du succès escompté. Plusieurs journalistes, dont Henri de Kergorlay, spécialiste de l'Allemagne pour *Le Figaro*, rappellent que la réconciliation allemande est une réalité désormais bien ancrée dans la mentalité des deux pays :

Les cérémonies qui vont se dérouler aujourd'hui à Verdun apparaissent à beaucoup comme tout à fait superflues. Il y a déjà eu entre la France et l'Allemagne tant de commémorations de ce genre qu'on est en droit de se demander s'il était vraiment nécessaire d'évoquer une fois de plus les victimes des guerres franco-allemandes. ⁴⁰¹

Précédant et accompagnant la signature du Traité de l'Elysée, de nombreux gestes de réconciliation avaient déjà été posés par Charles de Gaulle et Konrad Adenauer, afin de sceller la réconciliation franco-allemande aux yeux de l'opinion publique des deux pays. Parmi les gestes les plus marquants, nous pouvons citer ⁴⁰² : l'accueil du Chancelier Adenauer à la Boisserie le 14 septembre 1958, le côté-à-côté de la Messe de réconciliation à Reims le 8 juillet 1962, le discours de De Gaulle à la jeunesse allemande, le 9 septembre de la même année, la signature du Traité de l'Elysée le 22 janvier 1963. Le parallèle avec le Geste de Verdun est généralement plutôt fait avec la cérémonie de Cathédrale de Reims, en raison des points communs que les commentateurs ont pu relever entre les deux clichés. Grâce au Traité, la coopération entre la France et l'Allemagne s'est banalisée. Les rencontres au sommet, institutionnalisées, sont devenues régulières ; au niveau plus local, le réseau associatif s'est densifié, les échanges et les jumelages se sont multipliés. En Allemagne, le *Spiegel* souligne lui-aussi le caractère un peu répétitif, parfois surfait, et donc inutile de ce type de cérémonie :

- Auteur non mentionné, « France-Allemagne : la paix de Verdun », in *Le Quotidien de Paris*, 24 septembre 1984.

⁴⁰⁰ de KERGORLAY Henri, « Mitterrand-Kohl à Verdun : une improvisation inutile ? », in *Le Figaro*, 22 septembre 1984.

⁴⁰¹ Ibid.

Henri de Kergorlay, journaliste au Figaro, est spécialiste de l'Allemagne. Correspondant du Figaro à Bonn dans les années 1960, il a suivi toute l'actualité des relations franco-allemandes pendant plusieurs décennies. Membre cofondateur en 1989 de l'association européenne de journalistes « Europresse ».

(Voir : <http://europresse.eu/history>. Consulté le 1^{er} octobre 2022).

Dans *Le Monde*, voir aussi : « MM. Mitterrand et Kohl à Verdun », *Op. Cit.*

⁴⁰² Voir : MARCOWITZ Reiner, « Vers une mémoire franco-allemande de la Grande Guerre ? Les gestes symboliques de Mourmelon (1962) au Hartmannswillerkopf (2014) », *Op. Cit.*, pp.217-231.

Le style théâtral et muet que Mitterrand a choisi pour mettre en scène sa rencontre avec Helmut Kohl sur l'ancien champ de bataille de Verdun peut sembler à première vue un peu exagéré : après tout, les anciens ennemis héréditaires se retrouvent déjà depuis des décennies à l'occasion de rencontres d'anciens combattants, dans un esprit de recueillement et de réconciliation. ⁴⁰³

Les images de la réconciliation franco-allemande ont donc perdu leur caractère exceptionnel et leur solennité. Une génération s'est écoulée depuis la signature du Traité de l'Élysée : est-il nécessaire, en 1984, et surtout est-il possible d'inventer quelque chose de nouveau ?

On ne peut pas réitérer la rencontre entre Adenauer et de Gaulle à la Cathédrale de Reims, pas plus qu'aucun autre événement de cette dimension historique. ⁴⁰⁴

Notons cependant que la réitération n'est pas forcément synonyme de stricte répétition. Rappelons ici la double temporalité de la commémoration décrite par Pierre Nora : à la fois circulaire (les commémorations reviennent à intervalle régulier à l'occasion des différents anniversaires) et linéaire (les commémorations évoluent toutefois d'un anniversaire à l'autre) ⁴⁰⁵. Les différents clichés qui ont marqué la réconciliation franco-allemande ont donc aussi leur propre histoire, et témoignent à leur manière de l'histoire des relations entre les deux pays, comme le rappellent Hélène Miard-Delacroix et Andreas Wirsching dans un récent ouvrage :

La politique fondée sur le symbole des couples (ou tandems) est devenue une partie intégrante de l'histoire franco-allemande, et les émotions qu'elle suscite servent à assurer une base durable à cette coopération. Au fil des années, c'est quasiment devenu automatique [...]. Il suffit de penser aux images symboliques, comme celle où Adenauer et de Gaulle, debout côte à côte sur une estrade, assistèrent à une messe à la cathédrale de Reims en juillet 1962, et de comparer avec la commémoration du 22 septembre 1984 devant l'Ossuaire de Douaumont à Verdun, où Helmut Kohl et François Mitterrand se tinrent main dans la main dans le silence. De telles images ont été délibérément mises en scène, pour faire passer le message à l'ensemble de la population que l'on avait surmonté la haine héréditaire. ⁴⁰⁶

⁴⁰³ LEICK Romain, « Weiße Kreuze, schwarze Kreuze », in *Der Spiegel*, 17. September 1984.

„Die stumme Theatralik, die Mitterrand als Stilmittel für seinen Auftritt mit Helmut Kohl auf dem ehemaligen Schlachtfeld von Verdun ausgewählt hat, mutet zunächst übertrieben an: Schließlich finden sich die ehemaligen Erbfeinde schon seit Jahrzehnten auf Veteranentreffen bei Verdun in andächtiger Versöhnung zusammen.“

⁴⁰⁴ HELD Robert, „Der Tag in Verdun“, in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22. September 1984.

„Die Begegnung Adenauers und de Gaulles in der Kathedrale von Reims lässt sich nicht wiederholen, so wenig wie irgendein Ereignis von dieser Geschichtlicher Monumentalität.“

⁴⁰⁵ Voir *supra* : chapitre I, note 120 : NORA, Pierre, « L'Ere de la commémoration », *Op. Cit.*, p.982.

⁴⁰⁶ MIARD-DELACROIX Hélène, WIRSCHING Andreas, *Von Erbfeinden zu guten Nachbarn / Ein deutsch-französischer Dialog*, *Op. Cit.*, p. 128.

„Die Symbolpolitik der Paare oder Tandems ist ein Teil der deutsch-französischen Geschichte geworden, und die von ihr erzeugten Emotionen dienen dazu, dieser Zusammenarbeit eine dauerhafte Grundlage zu geben. Im Laufe der Jahre ist das fast ein Selbstläufer geworden, aber im Rückblick können wir unterschiedliche Stufen der Annäherung unterscheiden. Man denke nur an symbolische Bilder, wie Adenauer und de Gaulle in der Kathedrale von Reims im Juli 1962 auf dem Podest einer Messe beiwohnten, und vergleiche das mit der Gedenkveranstaltung am 22. September vor dem Beinhaus von

Mais un autre point paraît préoccuper certains journalistes : les commémorations sont aussi propices à réouvrir les vieilles blessures non cicatrisées du passé. Certains commentateurs se demandent alors s'il est vraiment souhaitable de raviver ainsi constamment les anciennes querelles. Ne risque-t-on pas ainsi de ranimer les vieilles animosités entre les deux pays, que l'on a eu tant de mal à surmonter ?

*Les jeunesses françaises et allemandes d'aujourd'hui se font de leur voisin respectif une idée fort différente de celle que pouvaient avoir leurs aînés. Ces cérémonies donnent donc le sentiment de remonter dans le temps et rappellent une époque révolue alors qu'entre-temps les relations entre les deux pays ont, vaille que vaille, considérablement évolué.*⁴⁰⁷

Même les ardents défenseurs de la coopération franco-allemande semblent faire triste mine : ils souhaiteraient que les gestes soient davantage suivis d'avancées concrètes, notamment dans les domaines où subsistent encore des blocages. Joseph Rován⁴⁰⁸ précise ainsi dans une tribune publiée dans *Le Monde* à la veille de la Rencontre :

*Ce n'est pas seulement l'affrontement de 1916, c'est la division de 843 que nous devons aujourd'hui dépasser si nous voulons conserver aux pays et aux peuples d'Europe une chance d'être encore dans cinquante ans maîtres de leur propre destin, d'un destin qui, sous peine d'effacement collectif, doit désormais s'écrire au singulier. Les espoirs timides suscités par le sommet européen de Fontainebleau se fanent vite. [...] Ne faut-il pas dès lors se souvenir des méthodes de Jean Monnet, et s'avancer hardiment, à six ou même à deux, avec la certitude que les " autres " suivront, tôt ou tard ? Ne peut-on donner à la volonté d'union dans des domaines aussi essentiels que la politique extérieure, la défense, la modernisation de l'industrie, la recherche scientifique la possibilité de se manifester par des nouvelles mises en commun ?*⁴⁰⁹

Les journalistes ne se privent pas de rappeler la genèse de cette Rencontre de Verdun, et les raisons pour lesquelles F. Mitterrand et Helmut Kohl ont décidé d'organiser une cérémonie à Verdun. Cette cérémonie n'est ainsi selon eux qu'un succédané de commémoration, un simple « lot de consolation » offert au Chancelier ouest-allemand, vexé de ne pas avoir été invité en juin en Normandie. Henri de Kergorlay, dans *Le Figaro*, n'y voit une tentative maladroite de réparer une erreur diplomatique :

La rencontre de Verdun n'est, en fait, que le résultat d'une improvisation du président de la République, approuvée par le Chancelier. [...] M. Kohl se faisait une autre idée de cet anniversaire. Sa présence aux côtés des anciens ennemis de son pays devait montrer au monde entier qu'une page était tournée, que l'Allemagne avait changé et se trouvait désormais du côté des 'bons'. [...] Le chef du gouvernement allemand finit par se résigner à l'idée qu'il ne serait pas présent et c'est à titre de compensation que François Mitterrand lui proposa la rencontre de Verdun lors de leur entrevue à Rambouillet le 30

Douaumont in Verdun, bei der Helmut Kohl und François Mitterrand einander an der Hand hielten und schwiegen. Solche Bilder wurden ganz bewusst inszeniert, um der ganzen Bevölkerung die Botschaft zu vermitteln, dass man die Erbfeindschaft überwunden hatte“.

⁴⁰⁷ de KERGORLAY Henri, « Mitterrand-Kohl à Verdun : une improvisation inutile ? », *Op. Cit.*

⁴⁰⁸ Voir *Supra* : chapitre II, note 255.

⁴⁰⁹ ROVAN Joseph, « Au-delà de Verdun » in *Le Monde*, 21 septembre 1984.

mai dernier. Au bout du compte, pour effacer un malentendu, le geste a été plutôt maladroit. ⁴¹⁰

Jean-Yves Lhomeau, pour *Le Monde*, n'est guère plus enthousiaste ; selon lui, la banalisation de ce type de cérémonies en ont fait un non-événement :

À force de répétition, les symboles ne devraient faire ni chaud ni froid. D'autant que, de surcroît, la rencontre de Verdun avait été organisée un peu par raccroc à la suite de la peine ressentie par M. Kohl parce qu'il n'avait pas été invité, le 6 juin dernier, aux cérémonies du quarantième anniversaire du débarquement allié en Normandie. ⁴¹¹

Au lendemain des cérémonies, l'Ambassadeur d'Allemagne lui-même, dans sa revue de presse des quotidiens français, en fait le constat :

La quasi-totalité des journaux relèvent que cette journée a été organisée à cause de l'absence de la RFA aux cérémonies du 6 juin en Normandie. ⁴¹²

Les plus sceptiques voient même dans l'organisation de ces cérémonies une pure mise en scène, destinée à promouvoir la politique européenne du gouvernement. Ils se demandent si ces commémorations n'ont pas finalement un côté superficiel et forcé, destiné à masquer la réalité inévitablement plus complexe des relations encore parfois tendues entre les deux pays ⁴¹³.

Reste qu'une « amitié » qui a besoin d'autant de symboles n'est pas aussi bien établie qu'on veut le dire à Paris et à Bonn. ⁴¹⁴

Certains commentateurs enfin vont jusqu'à remettre en cause l'idée même de commémoration, qu'ils jugent comme une hypocrisie. Ils y voient l'expression par excellence du nationalisme que la mémoire de Verdun devait combattre :

Le Chancelier d'Allemagne fédérale et le président de la République française, suivis d'un bon nombre de généraux s'en vont célébrer la grande réconciliation franco-allemande, à Verdun sur la Meuse, là où se trouve la génération la plus économique pour les caisses de retraite. C'est quand-même bien de se réconcilier comme ça, ils doivent être contents là-dessous, les Français qu'on a fusillés chaque fois qu'ils voulaient parler avec un Helmut. Ce coup-là, c'est fini, la guerre de 14, on n'en parle plus ! Qu'est-ce

⁴¹⁰ de KERGORLAY Henri, « Mitterrand-Kohl à Verdun : une improvisation inutile ? », *Op. Cit.*

⁴¹¹ LHOMEAU Jean-Yves, « L'Europe est notre patrie commune », in *Le Monde*, 25 septembre 1984 (écrit avant les cérémonies).

⁴¹² SCHOELLER Franz-Jochen, revue de presse de Ambassadeur de RFA en France, Bundesarchiv BA 136 / 30067-331.

„Fast alle Zeitungen heben auch hervor, dass dieser Tag wegen der Nichtanwesenheit der BRD bei den Feierlichkeiten vom 6. 6. in der Normandie durchgeführt wurde.“

Parmi ces journaux, outre les extraits déjà mentionnés, nous pouvons citer en particulier :

- Auteur non mentionné, « MM. Mitterrand et Kohl à Verdun », *Op. Cit.*
« Mais le but de cette cérémonie était aussi de dissiper le malaise provoqué par le souhait du chancelier ouest-allemand de pouvoir participer lui aussi à l'anniversaire du débarquement allié du 6 juin 1944 en Normandie, souhait qui n'avait pas été exaucé. »
- Piantanida Nicole, « Verdun : la main dans la main », in *Le Matin*, 24 septembre 1984.
- Ravery Jean-Pierre, « Mitterrand reçoit Kohl à Verdun », *Op. Cit.*
- Rosezweig Luc, « Quatre heures pour la réconciliation », in *Libération*, 22-23 septembre 1984.

⁴¹³ Ces différents points seront abordés dans le chapitre IV.

⁴¹⁴ Piantanida Nicole, « Verdun : la main dans la main », *Op. Cit.*

*qu'on est content ! Ca y est, j'en vois qui rigolent, comme chaque fois qu'on parle de Verdun ou de la Somme. Non, c'est sérieux, le Bundeskanzler et le président, ils vont aller se faire des bisous, dire 'que plus jamais ça'[...]. Ben moi, quand les images de la cérémonie passeront à la télé, je couperai le son, je mettrai la chanson de Craonne (sic) sur la platine, celle des mutins, parce que là-bas aux cérémonies ils vont encore jouer 'la Marseillaise' et le 'Deutschland Uber Ales' (sic) comme en 1914.*⁴¹⁵

Dans le contexte de la Guerre froide, cette mobilisation par les Communistes de la mémoire pacifiste de la Première Guerre mondiale, en particulier celle des « fusillés pour l'exemple », est à l'évidence éminemment politique. *L'Humanité* soutient à ce moment-là les marches pacifistes organisées à l'automne 1984 en République Fédérale, mais aussi en France⁴¹⁶.

Cérémonies répétitives, déconnectées des enjeux contemporains, sans réelle utilité, voire contre-productives : il y a visiblement un réel décalage entre ces *a priori* exprimés à la veille des cérémonies et les attentes du Président de la République, telles qu'il les a formulées lors de l'interview donnée le 21 septembre 1984 à FR3 Lorraine (« *contribuer à faire l'Histoire* », « *donner un élan nouveau à une construction politique qui devrait [...] transformer l'équilibre mondial* »). Nous nous retrouvons ici au cœur du paradoxe du phénomène commémoratif évoqué par Bernard Cotteret et Lauric Henneton :

Une commémoration n'existe pas par elle-même : elle n'est que ce que l'on en fait ; elle est donc la résultante d'un choix, voire d'un ensemble de choix, qui s'apparente à une stratégie d'affirmation identitaire plus ou moins consciente. [...] Leur caractère identitaire prononcé fait des commémorations des objets conflictuels. Si l'intention première est de rassembler, elles ne manquent pourtant pas de diviser. L'identité, sans

⁴¹⁵ KOPNICKI Guy, « La guerre est finie », in *Le Quotidien de Paris*, 22 septembre 1984.

La chanson de Craonne, qui tire son nom du village éponyme situé dans l'Aisne, est une chanson contestataire française entonnée sur le Front entre 1915 et 1917. Elle fut interdite car jugée défaitiste, appelant à la mutinerie et ancrée à l'extrême gauche. Elle se répand par tradition orale, s'adaptant au fur et à mesure aux différents champs de bataille. En 1916, une variante en fait ainsi une chanson sur Verdun :

*« Adieu la vie, adieu l'amour,
Adieu toutes les femmes
C'est bien fini, c'est pour toujours
De cette guerre infâme
C'est à Verdun, au fort de Vaux
Qu'on a risqué sa peau
Car nous sommes tous condamnés
Nous sommes les sacrifiés ».*

La chanson est ensuite associée aux mutineries de 1917, et modifiée (« *...C'est à Craonne sur le plateau qu'on doit laisser sa peau...* »). Elle prend alors son nom définitif de « Chanson de Craonne ». Elle a fait ensuite l'objet de multiples reprises, jusque dans les années les plus récentes. Le refrain de la Chanson de Craonne est notamment chanté par le condamné à mort « Six-sous » dans le film *Un long dimanche de fiançailles* de Jean-Pierre Jeunet (2004). Le 16 avril 2017, son interprétation lors de la célébration officielle du Centenaire de la Bataille du Chemin des Dames, en présence du Président de la République François Hollande, fait encore polémique.

Voir : FORCARI Christophe, « Au chemin des Dames, la Chanson de Craonne continue d'irriter le gradé », in *Libération*, 14 avril 2017.

⁴¹⁶ Voir : Auteur non mentionné, « RFA / Manifestations pacifistes d'automne », in *L'Humanité*, 24 septembre 1984.

Voir aussi : JARREAU Patrick, « Le PCF et la CGT se mobilisent pour la paix : Entretenir la flamme », in *Le Monde*, 29 octobre 1984.

cesse à définir, est 'toujours disputée, voire contestée'. Les commémorations, si elles contribuent bien à 'définir les identités et les légitimités politiques', n'en restent pas moins 'le révélateur de tensions et conflits'. ⁴¹⁷

C'est selon nous tout l'enjeu de ces cérémonies : comment intégrer ces voix discordantes et faire de la Rencontre de Verdun une commémoration capable de « rassembler » ?

2. « Une première » ⁴¹⁸ ?

Au lendemain de la Rencontre de Verdun, nous pouvons cependant percevoir une évolution assez remarquable dans le ton des commentaires. Les quotidiens régionaux, déjà favorables aux cérémonies dès avant leur déroulement, adoptent dans leurs titres des formulations que nous pourrions qualifier d'euphoriques : « *Une grande leçon d'histoire* » (*L'Est Républicain* du 23 septembre 1984), « *L'Europe grandie* » (*L'Est Républicain* du 23 septembre 1984). Outre-Rhin, la *Franfurter Allegemeine Zeitung* du 24 septembre 1984 rend compte de la satisfaction des Allemands face au geste accompli par F. Mitterrand vis-à-vis d'Helmut Kohl : « *Kohl, Mitterrand et une photo qui entrera dans l'histoire* ». *Le Figaro* reste quant à lui étonnamment silencieux : nous formulons ici simplement l'hypothèse que le journal d'opposition ne tient pas particulièrement à saluer le geste de F. Mitterrand ⁴¹⁹. Les commentateurs les plus hostiles, tels Jean-Pierre Ravery pour *L'Humanité*, ne sont certes pas convaincus. Mais il n'en reste pas moins que nous pouvons constater chez ce dernier un réel changement de ton au lendemain des cérémonies :

Spectacle poignant que ces paysages de bord de Meuse tellement gorgés de sang que des cadavres continuent à revenir à la surface, soixante-huit ans après les combats. [...] La cérémonie de samedi aura-t-elle 'donné un élan nouveau à une construction politique qui devrait transformer l'équilibre mondial', comme l'a souhaité vendredi le président de la République ? Ce qui est sûr, c'est qu'en ramenant dans les mémoires le souvenir de la grande boucherie de 14-18 et de celle qui allait ensanglanter à nouveau le continent européen deux décennies plus tard, elle aura aiguillonné l'ardeur des partisans de la paix.» ⁴²⁰

En France, le journal *Le Monde* du 24 septembre 1984 rend compte de ce changement du regard français sur les cérémonies. Un article intitulé « *Le symbole de Verdun* », n'hésite pas à décrire

⁴¹⁷ COTTRET Bernard, HENNETON Lauric, « La commémoration entre mémoire prescrite et mémoire proscrite », *Op. Cit.*, p. 15.

N.B. : les expressions entre guillemets sont reprises à Philippe Raynaud :

RAYNAUD Philippe, « La commémoration : illusion ou artifice ? », in *Le Débat*, 1994/1 n° 78, pp. 99 à 110.

⁴¹⁸ Auteur non mentionné, « Kohl à Verdun, une 'première' pour l'axe Paris-Bonn », in *L'Est Républicain*, 22 septembre 1984.

⁴¹⁹ Le journal titre en effet sur la victoire de Valéry Giscard d'Estaing aux législatives dans le Puy de Dôme, son retour à la politique, et une éventuelle reconstruction de la droite après sa défaite de 1981. La seule allusion aux Cérémonies reste en réalité relativement voilée. Il s'agit d'une caricature de Jacques Faizant qui représente l'ancien Président main dans la main avec Jacques Chirac. Nous y trouvons tous les codes du Geste de Verdun : même posture que François Mitterrand et Helmut Kohl, une urne électorale tient lieu de catafalque, même la pluie battante est représentée ! La réconciliation de la droite française se substitue donc ici à la réconciliation franco-allemande.

⁴²⁰ RAVERY Jean-Pierre, « Mitterrand - Kohl : main dans la main », in *L'Humanité*, 24 septembre 1984.

un véritable revirement, qui conduit l'auteur à s'interroger, dans un questionnement que nous faisons nôtre :

*D'où vient alors que la cérémonie de Verdun, dont l'annonce avait été accueillie par un certain scepticisme ironique, allant de l' 'Encore une !' à l' 'A quoi bon ?', ait pris, samedi 22 septembre, hors de toute actualité, un caractère aussi saisissant ?*⁴²¹

Un simple effet de « bande annonce » n'aurait probablement pas eu un tel impact. Il faut donc chercher dans les cérémonies elles-mêmes des éléments susceptibles d'expliquer le phénomène. A lire les commentateurs du lendemain, la Rencontre de Verdun semble d'abord avoir suscité un effet de « surprise », qui a transformé en événement une cérémonie annoncée comme banale. La majorité des commentaires en tout cas le souligne : l'hommage conjoint des deux Chefs d'Etat et de Gouvernement aux morts des deux pays est finalement bel et bien perçu par les journalistes comme une « première ». L'expression revient même dans certains articles comme un leitmotiv⁴²².

La première image inédite qui a frappé les observateurs, c'est celle d'un président français visitant pour la première fois, de manière officielle, un cimetière militaire allemand.

*Le président et le chancelier se recueillent longuement devant les deux grosses couronnes de roses rouges que les soldats viennent de déposer au centre du cimetière. Au sortir de la nécropole, le président et le chancelier signent le livre du souvenir qui rappellera leur visite, la première dit-on d'un président français à un cimetière allemand en France en compagnie d'un chancelier d'Allemagne.*⁴²³

Faire mémoire des victimes allemandes des deux conflits mondiaux n'a jamais été simple, pas même en Allemagne. Les soldats de la Grande Guerre n'ont jamais eu le statut de héros, si ce n'est sous le Troisième Reich, et ceux de la Seconde Guerre mondiale ont été très souvent indistinctement assimilés aux Nazis⁴²⁴. Cette cérémonie de Consenvoye est donc importante

⁴²¹ Auteur non mentionné, « Le symbole de Verdun », *Op. Cit.*

⁴²² Voir par exemple :

- Auteur non mentionné, « L'acte de foi de Mitterrand et Kohl – Verdun les pèlerins de la réconciliation », in *L'Est Républicain*, 23 septembre 1984.
- Auteur non mentionné, « Mitterrand – Kohl : Main dans la main à Douaumont », in *Le Républicain Lorrain*, 23 septembre 1984.

⁴²³ LAPREVOTE Charles, « A Consenvoye : 'J'avais un camarade' », in *L'Est Républicain*, 23 septembre 1984.

⁴²⁴ HISCHFELD Gerhard et KRUMEICH Gerd, *Deutschland im ersten Weltkrieg*, Frankfurt-am-Main, S-Fischer Verlag, 2013, pp 7-8.

„Dans la mémoire de la plupart des Allemands en revanche, cette guerre semble longtemps être occultée [...]. Cela s'explique par le nombre incommensurable des victimes, militaires mais aussi civiles, de la Seconde Guerre mondiale, en particulier les six millions de Juifs assassinés. Mais aussi par le fait que ses conséquences et ses répercussions politiques et sociales ont profondément et durablement influencé la mémoire historique des contemporains ».

„In der Erinnerung der meisten Deutschen hingegen schien dieser Krieg lange Zeit ausgeblendet zu sein [...]. Verantwortlich hierfür war die kaum zu ermessende Zahl der soldatischen wie der zivilen Opfer im Zweiten Weltkrieg, zumal der sechs Millionen ermordeten Juden. Aber auch seine politischen und sozialen Folgen und Nachwirkungen haben das historische Gedächtnis der Zeitgenossen tief und nachhaltig beeinflusst.“

Voir aussi à ce sujet :

WEINRICH Arndt, « Le traumatisme de la défaite. Mémoires et politiques mémorielles en Allemagne - 1918-1939 », in JALABERT Laurent, MARCOWITZ Reiner, WEINRICH Arndt, *La longue Mémoire de la Grande Guerre – Regards croisés franco-allemands de 1918 à nos jours*, *Op. Cit.*, pp. 109-122.

pour des Allemands qui, en 1984, sont encore en quête de reconnaissance⁴²⁵. Ces derniers s'interrogent donc : cette « première » a-t-elle eu en France le retentissement escompté ? Cette inquiétude n'a pas échappé à l'ambassadeur de France à Bonn, Jacques Morizet :

*Quelques journalistes ont des préoccupations plus immédiates et manient la polémique [...]. Ils relèvent que la télévision française ne s'est pas intéressée, selon eux, à la première partie des cérémonies sur les tombes allemandes.*⁴²⁶

Les reproches qui ont pu être faits outre-Rhin à la télévision française s'appuient-ils sur des données objectives, ou relèvent-ils de la « polémique », comme le prétend l'Ambassadeur ? Il est vrai qu'Antenne 2 n'a retransmis les cérémonies en direct qu'à partir du moment où F. Mitterrand et Helmut Kohl sont arrivés à la Nécropole de Fleury (donc la partie « française »). Mais rappelons que FR3, elle, était bien en direct sur la totalité de la Rencontre. De plus, les reportages diffusés dans les journaux du soir accordent une large place à la partie « allemande » de la Rencontre.

*L'importance de la cérémonie est à souligner parce que pour la première fois un détachement militaire allemand sous commandement allemand a rendu les honneurs en terre française.*⁴²⁷

Soulignons enfin que les commentaires parus le lendemain dans les quotidiens français, notamment dans les quotidiens régionaux, reviennent eux-aussi longuement sur la cérémonie de Consenvoye, dans des comptes-rendus détaillés illustrés par de nombreuses photos. Dans la majorité des commentaires dont nous avons pu prendre connaissance, il est d'abord manifeste que la séquence de Consenvoye a particulièrement marqué, voire touché, les observateurs français. La première partie des cérémonies a en effet permis aux journalistes français, et à travers eux à tous les Français, de découvrir le cimetière de Consenvoye, que la majorité d'entre eux ne connaissait probablement pas. La présence inédite des plus hautes autorités françaises prend ainsi un caractère hautement symbolique. Elle marque la reconnaissance par la France des souffrances endurées par l'ancien ennemi héréditaire. Le soldat allemand n'est plus un ennemi à abattre, mais une victime, au même titre que le soldat français, de la folie des hommes.

C'est dans cet esprit que les différents commentateurs évoquent ensuite le détour de l'hélicoptère présidentiel vers Esnes-en-Argonne. Il s'agit là-aussi d'une « première », même si aucun journaliste ne le relève véritablement. Le moment n'est pas forcément perçu comme essentiel dans le déroulement de l'après-midi. La plupart des commentaires évitent ainsi de

ECHTERNKAMP Jörg, « Vers l'effacement : la Première Guerre mondiale en Allemagne de l'Ouest après 1945 », *ibid.*, pp. 169-181.

⁴²⁵ Voir à ce sujet :

STARK Hans, « De Bonn à Berlin. D'une politique étrangère à l'autre ? », in *Politique étrangère*, n°3 - 1999, pp. 519-532.

MIARD-DELACROIX Hélène et WIRSCHING Andreas, « Devenir visible au-delà de l'Alliance. Helmut Kohl et « l'intérêt national » dans la politique étrangère de la République fédérale d'Allemagne (années 1980 et 1990) », in *Relations internationales*, vol. 184, no. 4, 2020, pp. 9-23.

⁴²⁶ MORIZET Jacques, Revue de presse de l'ambassadeur de France en RFA, Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4915.

⁴²⁷ DUBOIS Yves, « Lorraine Soir », (Edition de 19h du journal régional), 22 septembre 1984. Disponible à l'Institut François Mitterrand.

s'attarder sur la lecture de la citation obtenue par le sergent-chef F. Mitterrand en 1940. Peut-être est-elle mal comprise et jugée un peu déplacée.

MM. Mitterrand et Kohl n'ont pas échangé un mot pendant tout ce temps. Le chancelier allemand respectant cette démarche propre à son hôte, par une totale réserve. Presque un effacement. Très élégant. ⁴²⁸

Les journalistes, français comme allemands, se concentrent plutôt sur F. Mitterrand « blessé » puis « prisonnier » :

Sur le trajet qui menait l'hélicoptère à la Nécropole Nationale de Douaumont, Mitterrand a montré à Kohl la côte 304 où il avait été blessé et fait prisonnier en 1940. ⁴²⁹

La *Süddeutsche Zeitung*, quant à elle, voit dans cette évocation du « soldat Mitterrand » une mise en scène délibérée :

Nul doute que Mitterrand veut se montrer en digne successeur de de Gaulle, laissé pour mort devant Verdun en 1916, avant d'être ramassé par des infirmiers allemands. ⁴³⁰

Mais au-delà de la simple mise en scène, cet *excursus* vers la Seconde Guerre mondiale est-il si incongru qu'il peut le paraître au premier regard ? Dans la mémoire française, comme le rappellent Antoine Prost et Gert Krumeich dans leur ouvrage commun sur Verdun, la Bataille reste tout de même pour une part synonyme de la résistance française qui n'a pas cédé à l'assaut allemand :

Vue du côté allemand, cette bataille est une grande offensive comme il y en eut beaucoup de part et d'autre [...]. Les Français, en revanche, construisent leur bataille de Verdun de telle sorte qu'elle se termine après la reconquête de Douaumont et de Vaux : elle devient ainsi la métaphore de toute une guerre, d'une guerre qui ne peut se terminer qu'après la reprise du terrain perdu en 1914, mais aussi en 1871. Verdun, symbole d'un patriotisme terrien et défensiste, pour lequel gagner est regagner ce que l'on a perdu. ⁴³¹

Mais lors de cette étape, en dépit de l'évocation du « héros » F. Mitterrand, c'est en réalité la mémoire d'une défaite qui est convoquée, celle de la débâcle française de 1940 face à l'armée allemande. Ce simple rappel permet à Verdun de sortir du rapport vainqueur / vaincu. L'accent est aussi mis sur le fait qu'à cet endroit, le père du Chancelier s'est lui-même battu lors de la guerre précédente :

Sous le ciel de plomb de la Lorraine automnale, sous la pluie et les rafales de vent, c'était aussi le Sergent-Chef François Mitterrand, blessé le 14 août 1940 à la côte 451 en

⁴²⁸ FLEAUX Didier, « Pèlerinage à la côte 304 », in *L'Est Républicain*, 23 septembre 1984.

⁴²⁹ Auteur non mentionné, „Mitterrand und Kohl in Verdun: Deutsche und Franzosen sind versöhnt“, in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 24. September 1984.

„Auf dem Flug nach Douaumont zum französischen Nationalfriedhof zeigte Mitterrand Kohl die Höhe 304, wo er 1940 verletzt wurde und in Gefangenschaft geriet“.

⁴³⁰ CHIMELLI Rudolph, „Verharren mit einem langen Händedruck“, in *Süddeutsche Zeitung*, 24. September 1984.

„Ohne Zweifel will Mitterrand sich als würdiger Nachfolger de Gaulles ausweisen, der 1916 vor Verdun für tot liegenlassen und später von deutschen Sanitätern aufgelesen wurde.“

⁴³¹ PROST Antoine, KRUMEICH Gert, *Verdun 1916, Op. Cit.*, Introduction.

Argonne (sic) qui donnait la main au fils de l'adjudant-chef Hans Kohl qui reçut, en 1916, ses galons de lieutenant devant Verdun. ⁴³²

La mémoire de Verdun qui est évoquée ici n'est plus celle du « *on les aura* » de 1916. Elle perd son caractère spécifiquement national, et prend un caractère plus universel. Verdun devient le lieu de mémoire de tous les conflits qui ont opposé la France à l'Allemagne, et plus seulement de la bataille de 1916. C'est ce qui permet d'y organiser ce que Serge Barcellini a qualifié de « cérémonie d'exorcisme » à visée « pédagogique et européenne » ⁴³³. L'ajout de la cérémonie d'Esnes-en-Argonne contribue à renforcer Verdun dans son statut de lieu de mémoire commun, en intégrant aussi la Seconde Guerre mondiale. Mais, en résonance avec les propos de Serge Barcellini, c'est encore *incognito* (la cérémonie est pour ainsi dire à la sauvette, elle n'a manifestement pas le même statut que les autres étapes de l'après-midi), et dans la mesure de ce qui est à l'époque « acceptable » (la campagne de France, et non la période de l'Occupation).

L'étape suivante, la visite du Chancelier ouest-allemand à la Nécropole puis à l'Ossuaire de Douaumont constitue elle-aussi une « première » saluée par bon nombre de commentateurs.

Pour la première fois on a vu un chancelier allemand, tandis que les larmes de bronze déferlaient de la lanterne des morts, prier dans la chapelle de Douaumont, y allumer un cierge, se recueillir longuement, puis aller saluer les anciens de 14-18 et leurs porte-drapeau (sic). ⁴³⁴

Certes, bien avant que ne soit organisée la Rencontre de Verdun, de nombreux Allemands se rendaient déjà à Douaumont ⁴³⁵. Jean-Louis Dumont se souvient de cette présence de pèlerins allemands, qu'il a pu constater tout au long de ses différents mandats de député-maire de Verdun :

⁴³² ROSENZWEIG Luc, « Kamerad ! Mitterrand-Kohl à Verdun ou la paix des familles », in *Libération*, 24 septembre 1984.

⁴³³ BARCELLINI Serge, « Mémoire et mémoires de Verdun 1916-1996 », in *Guerres Mondiales Et Conflits Contemporains*, no. 182, 1996, pp. 90-92.

« L'utilisation de la mémoire de Verdun, comme support d'une politique de rapprochement franco-allemand, a atteint son point d'orgue le 23 septembre 1984, lorsque le chancelier allemand, Helmut Kohl, et le président français, François Mitterrand, se sont recueillis ensemble devant l'Ossuaire de Douaumont avant de visiter le mémorial. [...] En 1984, il apparut en effet impossible d'organiser une cérémonie franco-allemande sur un site de la Seconde Guerre mondiale. Aucun ne présentait l'absolue garantie d'avoir été marqué ni par aucune atrocité nazie, ni par aucun acte de collaboration vichyste. C'est donc Verdun qui fut choisie pour une cérémonie d'exorcisme. [...] Le 23 septembre 1984, le président François Mitterrand [fait déposer une gerbe sur la tombe de Pétain à l'Île d'Yeu]. Cet acte secondaire passe ce jour-là inaperçu. La mémoire combattante de Verdun a réussi sa « dévétainisation » et son adaptation pédagogique et européenne. Elle s'est imposée face à la mémoire « nationale » centrée sur Verdun. »

⁴³⁴ Auteur non mentionné, « L'acte de foi de Mitterrand et Kohl – Verdun les pèlerins de la réconciliation », *Op. Cit.*

⁴³⁵ Nous n'avons pas trouvé de statistiques concernant l'année 1984, mais fait significatif, en mai de cette même année, le guide franco-allemand du Fort, Henri Sturges, est décoré de la croix du mérite de la République Fédérale pour son œuvre au service de la réconciliation franco-allemande.

Voir : ROBERT Denis, « Henri Sturges, l'Apôtre de Douaumont », in *Libération*, 30 mai 1984.

« Début 80, quand l'Office de tourisme de Verdun annonce qu'il recherche un guide bilingue pour Douaumont, Henri n'hésite pas une seconde [...] : 'C'était pour moi un moyen de poursuivre le combat pour la paix. Je ne suis pas un guide, mais un militant européen. J'ai ici une tribune internationale, cinq cent visiteurs par jour. Pas des touristes, des pèlerins. Ceux qui viennent ici enlèvent leur chapeau et de taisent'. »

Les Allemands étaient friands de venir à Verdun, parce qu'ils avaient une part de leur vie, leur capital vivant, de leur capital humain qui était là, ils voulaient connaître leur histoire. ⁴³⁶

Mais le 22 septembre 1984, c'est le plus haut responsable de la République Fédérale qui fait le déplacement, et sa présence prend évidemment un caractère tout particulier. Nous pouvons constater, en tout cas, que cette partie des cérémonies est mise en avant dans la presse allemande. Les commentateurs d'outre-Rhin relèvent ainsi que l'accueil d'Helmut Kohl dans ce haut lieu de la mémoire française constitue une évolution notoire dans le faire-mémoire de leur voisin. En témoigne cette analyse parue dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* :

Le fait que le président Mitterrand, représentant d'une nation victorieuse, ait spontanément pris la main du chancelier allemand à Verdun, haut lieu du patriotisme français, par-dessus un catafalque drapé de tricolore au son de la Marseillaise - et qu'il soit resté comme ça pendant quelques minutes (F.A.Z, 24 septembre) - montre la chance que nous avons avec ce président, en dépit de ses erreurs en politique intérieure, pour ce qui concerne les relations franco-allemandes. Même Giscard, dont les manières quelque peu affectées avec Helmut Schmidt ont souvent été considérées comme une personification de l'amitié franco-allemande, ne s'est pas comporté dans les gestes symboliques et les actions concrètes aussi positivement que Mitterrand envers nous, les Allemands. ⁴³⁷

A la différence de ce qui se vit dans d'autres circonstances, par exemple lors des rencontres sportives, la République fédérale est représentée non seulement par son Chancelier, son drapeau noir-rouge-et-or, son hymne national, mais aussi par son armée (et des soldats munis de leurs armes). C'est, selon nous, inédit depuis la Seconde Guerre mondiale ⁴³⁸. Dans le cadre d'un cimetière militaire allemand, cela pouvait encore se concevoir... Mais à Douaumont, le « cœur de la nation française », cela avait de quoi surprendre. Les

⁴³⁶ DUMONT Jean-Louis, dans l'entretien qu'il nous a accordé par téléphone le 26 avril 2021, *Op. Cit.*

⁴³⁷ GROß Konstantin-Mario, « Mitterrands historische Größe », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 1. Oktober 1984.

„Daß Staatspräsident Mitterrand, der Repräsentant einer Siegnation, jetzt in Verdun, dem Schrein des französischen Patriotismus, bei den Klängen der Marseillaise über einem mit der Trikolore drapierten Sarkophag spontan die Hand des deutschen Kanzlers ergriff - und minutenlang so verharrte (F.A.Z, vom 24. September) - dies zeigt, welch großes Glück wir ungeachtet seiner innenpolitischen Fehler mit diesem Präsidenten bezüglich der deutsch-französischen Beziehungen haben. Selbst Giscard, dessen allerdings ein wenig gekünsteltes Getue mit Helmut Schmidt oft als Personifikation, der deutsch-französischen Freundschaft angesehen wurde, hat sich in symbolischen Gesten wie konkreten Taten gegenüber uns Deutschen nicht so positiv verhalten wie Mitterrand.“

⁴³⁸ DEMESMAY Claire, « 'L'armée allemande est en retrait.' », in DEMESMAY Claire, *Idées reçues sur l'Allemagne. Un modèle en question*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2018, pp. 177-184.

« L'histoire de la Bundeswehr est celle d'une lente normalisation. Sa création, une dizaine d'années après la fin de la barbarie nazie, fut certes rapide. La pression de Washington, inquiet de la menace soviétique dans le contexte de la Guerre froide, y fut pour beaucoup. En revanche, ce n'est qu'un demi-siècle plus tard, en 1999, que la Bundeswehr fut autorisée à mener des opérations de combat à l'étranger. Le processus fut laborieux, chaque étape de cette normalisation faisant l'objet de vives polémiques, qu'il s'agisse de mener une opération humanitaire sur le territoire national (encore aujourd'hui soumise à des conditions drastiques), de participer à des missions de maintien de la paix à l'international ou de combattre à l'étranger. »

commentateurs français sont ainsi frappés de voir pour la première fois l'Allemagne se manifester aussi nettement en tant que nation :

L'image probablement la plus poignante de cette cérémonie : le président Mitterrand et le chancelier Helmut Kohl se serrant la main pendant l'exécution de la Marseillaise, après que le Deutschland über alles ait retenti sur ces lieux historiques. Je crois que c'est la première fois que l'hymne allemand a été joué à Verdun. ⁴³⁹

Mais c'est pourtant bien cette présence affirmée de l'Allemagne qui permet de donner un caractère réellement franco-allemand aux cérémonies de Verdun. La parfaite réciprocité entre les deux pays, voulue et organisée, qui caractérise l'ensemble des cérémonies a impressionné les observateurs.

Une double haie d'honneur mixte franco-allemande avec les militaires des deux pays imbriqués de part et d'autre du cimetière. Les troupes de la première division blindée française, celles de la 34^{ème} brigade blindée allemande sont là. Autrefois, les poilus étaient en uniforme bleu et les feldgrau étaient en tenue caca d'oie. Aujourd'hui les deux armées sont en treillis kakis (sic). Elles se confondent dans le camaïeu vert de gris de l'environnement. C'est cela le début de l'unification. ⁴⁴⁰

Nous sommes ici, rappelons-le, dans le domaine de la mise en scène. Cette symétrie délibérée est au service d'un message envoyé d'abord aux Français et aux Allemands, mais aussi au reste de l'Europe et du monde. Suite aux polémiques des commémorations du 6 juin 1944, la France ne doit pas apparaître comme la puissance victorieuse, faisant l'aumône d'une invitation à une Allemagne vaincue et repentante. Certes, cette mise en scène ne crée rien de nouveau en soi : elle est destinée à célébrer et à réaffirmer la volonté d'amitié entre les deux pays ⁴⁴¹. Elle s'inscrit donc dans une dynamique insufflée plus de vingt années auparavant par le Traité de l'Élysée, et dépasse aussi largement le seul moment de la Rencontre de Verdun ⁴⁴². Mais cette volonté d'amitié prend à Verdun une tonalité particulière : l'hommage commun franco-allemand marque le passage d'une mémoire héroïque de vainqueur, forcément clivante, à une mémoire traumatique, davantage capable de rassembler. Valérie Rosoux note ainsi le caractère particulièrement exemplaire de la mémoire de Verdun :

⁴³⁹ LECOQ Patrick, commentaire pour l'émission d'Antenne 2 *Le Magazine* du 22 septembre 1984, qui retransmet en direct les cérémonies. Archives de l'INA, CAB90007082_vivre-ensemble-francois-mitterrand-et-helmut-kohl-a-verdun.

⁴⁴⁰ FENEON Gérard, « Le pèlerinage de la paix / Mitterrand – Kohl : appel silencieux aux vivants », in *Le Républicain Lorrain*, 23 septembre 1984.

⁴⁴¹ Nous renvoyons à l'intitulé officiel des célébrations : « *Célébration franco-allemande d'amitié célébrée conjointement à Verdun par le Président de la République Française et le Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne le 22 septembre 1984 en hommage aux morts des combats passés* ».

⁴⁴² Voir : MIARD-DELACROIX Hélène, *Le défi européen de 1963 à nos jours*, Op. Cit., Introduction p. 11.

« Avec les transformations profondes de la société et de ses modes de vie, avec l'extinction des grands récits idéologiques et la modernisation technologique, avec la fin des certitudes sur les modèles d'expansion économique et l'aventure de la construction européenne, ses succès et ses déceptions, cette histoire franco-allemande est celle de la convergence de deux voisins de plus en plus engagés dans un rapport de proximité, voire d'intimité. C'est l'histoire de leur ressemblance croissante avec le maintien de différences spectaculaires, mais aussi celle de leur rapprochement volontaire dans la tentative d'agir en commun face à des défis identifiés ensemble : économiques, monétaires ou diplomatiques. »

L'un des exemples les plus frappants à cet égard concerne la transformation du souvenir de Verdun. Le nombre de victimes et la nature impitoyable du combat marquèrent profondément les consciences de part et d'autre du Rhin. Dès 1916, une représentation nationaliste des combats s'élabore en France et en Allemagne. Quelques décennies plus tard, le contexte du rapprochement franco-allemand ouvre la voie à une nouvelle interprétation du passé : la mémoire de Verdun devient le témoignage de tous les combattants, français et allemands. Il n'est plus question de condamnations et d'appels à la revanche, mais d'une seule narration réconciliatrice. Les soldats des deux camps sont englobés dans un même hommage. ⁴⁴³

Par leur caractère résolument franco-allemand, les cérémonies du 22 septembre 1984 ont ainsi constitué à bien des égards (notamment sur le plan symbolique et le plan mémoriel) une véritable « première » qui a marqué les esprits.

Pour la première fois, officiellement, drapeaux français et allemands flottaient dans ce périmètre de Douaumont où chacun s'inclinait devant le sacrifice du compagnon d'armes de l'ennemi d'hier. C'était aussi l'expression d'une volonté d'oublier, mais aussi de puiser dans le sort commun des combattants d'hier des raisons d'espérer. ⁴⁴⁴

3. « Une photo qui fera l'histoire » ⁴⁴⁵?

En dépit de toutes ces images fortes, retransmises par la télévision, mais aussi partagées par de nombreux comptes-rendus illustrés de multiples photos ⁴⁴⁶, une image pourtant s'est imposée dès le lendemain des cérémonies. Celle du Geste de Verdun, qui fait pratiquement toutes les unes pour illustrer les comptes-rendus de la Rencontre. Pour quelles raisons ce « moment » a-t-il éclipsé tous les autres ? Curieusement, le geste en lui-même n'a pas forcément été perçu comme historique au moment où il a été accompli. Dans son compte-rendu des cérémonies au journal de 19h, FR3 Lorraine ne l'évoque même pas. Le Geste de Verdun a été en effet coupé au montage, ce qui montre que sur le moment, il a été considéré par les journalistes comme moins important, ou en tout cas moins symbolique, que la plantation d'arbre qui a suivi ⁴⁴⁷. Il faut cependant mentionner qu'il s'agit là d'un reportage « à chaud », puisqu'une demi-heure à peine s'est écoulée depuis la fin de la cérémonie. Interrogés quelques années plus tard, plusieurs témoins du Geste de Verdun avouent eux-mêmes qu'ils ne lui avaient pas donné, à l'époque, l'importance qu'ils lui accordent aujourd'hui :

⁴⁴³ ROSOUX Valérie, « La réconciliation franco-allemande : crédibilité et exemplarité d'un « couple à toute épreuve » ? », *Op. Cit.*, p. 26.

⁴⁴⁴ ANTOINE Robert, « Mitterrand-Kohl : l'Europe grandie », *Op. Cit.*

⁴⁴⁵ von MÜNCHHAUSEN Thankmar, „Kohl, Mitterrand und ein Foto, das Geschichte machen wird“, in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 24. September 1984.

⁴⁴⁶ Particulièrement dans les éditions régionales : *L'Est Républicain* et *Le Républicain lorrain* publient tous les deux un cahier spécial dans leur édition du 23 septembre 1984 avec de nombreux clichés. C'est toutefois la photo du Geste de Verdun qui a été choisie à chaque fois pour la une.

⁴⁴⁷ Voir *Supra*, chapitre II.

Jean-Louis Dumont ⁴⁴⁸ fraîchement élu député de la Meuse se trouvait juste derrière François Mitterrand et Helmut Kohl quand, le 22 septembre 1984, ils se sont pris la main face à l'Ossuaire de Douaumont. 'C'était un très très grand moment. Cette poignée de main restera à jamais un signe de paix. C'est une photo que je garde'. [...] Personne, sur l'instant, ne peut dire qu'il vit un moment historique : 'On sentait qu'il se passait quelque chose. Mais on n'a pas mesuré la portée universelle', poursuit Jean-Louis Dumont. ⁴⁴⁹

Récemment encore, Jean-Louis Dumont nous a confirmé, puis précisé ses impressions et sa relecture de l'événement :

Oui, on était à 10-15 mètres derrière [...]. Souvent c'est un peu agglutiné derrière, il y avait les ministres, il y avait les députés, il y avait les hauts-fonctionnaires, des invités... vraiment, il y avait du monde. Et beaucoup de représentants d'associations, d'historiens, etc... Et donc on a vécu le moment où le bras de Mitterrand, la main de Mitterrand a rencontré celle de Kohl, et ils sont restés comme ça. Kohl à plusieurs reprises a tourné la tête. Voilà... on a été un peu sidérés. [...] Il y avait une force. Il y a des moments comme ça, on est dans une cérémonie, les gestes prennent une valeur universelle. Et ce geste de Verdun a eu une valeur universelle. Il n'y a pas un dessinateur de presse, de livres qui n'ait fait son dessin ou ses dessins dans les journaux, et cela donne une collection absolument extraordinaire. ⁴⁵⁰

En revenant quelques années plus tard sur le geste, les journalistes rappellent également que le public n'était pas forcément bien placé pour voir le geste accompli par les deux Chefs d'Etat et de Gouvernement. Seuls les militaires de la haie d'honneur étaient proches. Les personnes présentes dans le public étaient, quant à elles, relativement éloignées, et les deux chefs d'Etat et de gouvernement leur tournaient le dos.

Idem pour Dominique Pocreau, actuel directeur de la médiathèque départementale de Meurthe-et-Moselle. À l'époque, il accompagne Job Durupt, député-maire de Tomblaine, dont il est l'attaché parlementaire. Il est d'ailleurs sur la photo, à l'arrière. 'Sur le coup, je n'ai pas percuté que c'était exceptionnel. Ce n'est pas conventionnel, c'est quelque chose de spontané, c'est fou', témoigne-t-il. 'Quand j'y réfléchis, j'ai vécu un moment historique. J'en ai parlé à mes enfants, je leur ai montré cette photo. C'est un des moments les plus marquants de mon existence. Après-coup bien sûr'. ⁴⁵¹

Les photographes eux-mêmes n'ont pas forcément eu conscience de prendre un cliché qui entrerait dans l'histoire : ils ont pris la photo d'une mise en scène, mais la photo en elle-même n'a pas fait l'objet d'une mise en scène ; elle a été prise « sur le vif », à en croire le témoignage recueilli par le journaliste Frédéric Plancard pour *L'Est Républicain* :

⁴⁴⁸ Jean-Louis Dumont a été adjoint au maire de Verdun (1977 à 1983) puis maire de Verdun (1989 à 1995) et député de la Meuse (1981-1993 et 1997-2017).

⁴⁴⁹ PLANCARD Frédéric, « 'D'un seul coup les mains se sont jointes' », in *L'Est Républicain*, 17 juin 2017.

⁴⁵⁰ DUMONT Jean-Louis, dans l'entretien qu'il nous a accordé par téléphone le 26 avril 2021, *Op. Cit.*

⁴⁵¹ PLANCARD Frédéric, « 'D'un seul coup les mains se sont jointes' », *Op. Cit.*

Cette photo qui a fait le tour du monde est celle de Roger Claudin, photographe de L'Est Républicain, qui couvre la visite officielle sous une météo exécrable. Sur le moment 'je ne me suis pas rendu compte que c'était fort', expliquait le photographe en 2014. ⁴⁵²

Ces déclarations vont d'ailleurs dans le même sens que celles de son confrère, F. de La Mure, qui fait lui-aussi part de sa surprise, dans des propos qu'il nous lui-même confirmés lors de l'entretien qu'il nous a accordé :

Il y avait de la bruine ce jour-là, et une ambiance lourde. J'ai été surpris, bien sûr, par la poignée de main entre François Mitterrand et Helmut Kohl. Mais je n'ai pas pu faire d'analyse directe ; j'ai vécu ce moment à travers le filtre de mon appareil photo. Sur le coup, je n'ai pas eu conscience de prendre une photographie historique. ⁴⁵³



Douaumont, 22 septembre 2021 / Frédéric de la Mure

Les éditions plus tardives des journaux télévisés (Antenne 2, ARD, ZDF) ⁴⁵⁴ feront quant à elles davantage une place de choix à ce qui apparaîtra déjà comme le moment marquant des cérémonies. Mais les premiers commentaires de la télévision ne cherchent pourtant pas forcément à mettre en valeur la singularité du Geste de Verdun. Ils font plutôt le rapprochement entre le Geste de Verdun, et les gestes accomplis par Charles de Gaulle et Konrad Adenauer qui restent, en Allemagne comme en France, « la » référence incontournable dans le grand récit

⁴⁵² *Ibid.*

⁴⁵³ de La MURE Frédéric, « La photographie de la poignée de main entre François Mitterrand et Helmut Kohl a failli ne jamais voir le jour », Interview du 27 janvier 2015.

Disponible sur : <https://www.france-allemande.fr/Frederic-de-la-Mure-La.html>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁴⁵⁴ Nous avons pu disposer des émissions suivantes :

- Antenne 2 : *Journal de 20h* de Bernard Rapp.

Disponible sur : <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/cab01032534/antenne-2-le-journal-de-20h-emission-du-22-septembre-1984>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

- ARD : édition de 22h du *Tagesschau* (mise à disposition personnelle par les services du Norddeutscher Rundfunk / Dokumentation und Archive, que nous remercions chaleureusement pour leur diligence).

- ARD : dernière édition de la nuit du *Tagesschau*

Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=THbi9-3WAw>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

de la réconciliation franco-allemande. Ulrich Wickert pour la chaîne ARD, comme Patrick Lecoq pour Antenne 2 ne manquent pas d'y faire allusion :

Et de même que jadis, le Chancelier fédéral Konrad Adenauer et le Général de Gaulle se sont agenouillés ensemble dans la cathédrale de Reims, Mitterrand et Kohl ont scellé cette journée par une poignée de mains symbolique, tandis que résonnait l'hymne national français. (Ulrich Wickert du côté allemand pour la chaîne ARD) ⁴⁵⁵.

Les journalistes soulignent ainsi la continuité des gestes accomplis depuis la Seconde Guerre mondiale par les différents responsables politiques. Il s'agit de montrer la réussite de la politique de réconciliation et de coopération entre la France et l'Allemagne.

Une poignée de mains 25 ans après les accords conclus entre le général de Gaulle et monsieur Konrad Adenauer, qui scellaient la réconciliation franco-allemande – une réconciliation qui est effective maintenant. (Patrick Lecoq du côté français pour la chaîne Antenne 2) ⁴⁵⁶.

Selon Georges-Henri Soutou, le cliché de Verdun a ainsi joué un rôle tout à fait comparable à celui de Reims dans le phénomène de « stylisation » du couple franco-allemand par les médias.

L'expression 'couple franco-allemand' est apparue assez tardivement, sous les gouvernements de Valéry Giscard d'Estaing et de Helmut Schmidt. La formule relève d'ailleurs du cliché journalistique et les historiens préfèrent en général celle de 'moteur franco-allemand de la construction européenne', qui elle-même, quoique moins subjective, reste trop sommaire. Les médias lui préfèrent cependant l'image du 'couple', dont la stylisation a sans doute atteint son sommet en 1962, avec Charles de Gaulle et Konrad Adenauer debout dans la cathédrale de Reims, ou en 1988 (sic) quand François Mitterrand et Helmut (sic) Kohl se sont tenus par la main à Verdun. ⁴⁵⁷

Certains commentateurs soulignent d'emblée que le geste accompli par F. Mitterrand et Helmut Kohl n'a donc pas seulement une valeur commémorative, mais aussi une portée politique :

Douaumont où un président français et un chancelier allemand se sont longuement tenus la main devant un catafalque. Un geste qui voulait surement dire : il ne faut pas seulement honorer les morts d'hier, il faut donner aux vivants d'aujourd'hui un avenir. Un avenir aux Français et aux Allemands d'aujourd'hui. Et c'est en cela que cette journée de commémoration a été au sens fort, au sens plein du terme, une journée politique. ⁴⁵⁸

Il faut dire que les cérémonies ont surtout mis en évidence la proximité du Président français et du Chancelier ouest-allemand. Tout au long de l'après-midi, ce sentiment de proximité a été renforcé par la mise en scène, qui a mis les deux hommes au centre, et par le cadrage des

⁴⁵⁵ WICKERT Ulrich, reportage pour la chaîne ARD, 22 septembre 1984.

„Und wie einst Bundeskanzler Adenauer und Général de Gaulle gemeinsam in der Kathedrale von Reims niederknieten, besiegelten Mitterrand und Kohl diesen Tag mit einem symbolischen Händedruck, während die französische Nationalhymne ausklang.“

⁴⁵⁶ LECOQ Patrick, commentaire pour l'émission d'Antenne 2 *Le Magazine* du 22 septembre 1984, *Op. Cit.*

⁴⁵⁷ SOUTOU Georges-Henri, « L'émergence du couple franco-allemand : un mariage de raison », *Op. Cit.*, p. 727.

Cette « stylisation » atteint son paroxysme dans l'art de la caricature, nous y reviendrons dans le chapitre V.

⁴⁵⁸ BORTOLI Georges, reportage pour le 20h d'Antenne 2, 22 septembre 1984.

cameramen, qui a accentué encore l'effet « gros plan ». Cette proximité inédite est donc commentée dans la majorité des quotidiens du lendemain :

A leur sortie de l'Ossuaire de Douaumont où reposent les ossements de 130 000 soldats français et allemands et après les dépôts de gerbes, et alors que retentissaient les hymnes nationaux, les deux hommes se sont tenus par la main, marquant ainsi leur communion de pensée en ce moment historique. ⁴⁵⁹

Au-delà de la proximité des hommes, la quasi-totalité des commentateurs le soulignent, il y a aussi la proximité des deux pays qu'ils représentent. Jamais la France et l'Allemagne ne semblent avoir été aussi solidaires ⁴⁶⁰. Quelle image pouvait alors illustrer mieux cette proximité que celle des deux chefs d'Etat et de gouvernement main dans la main ? Elle est en parfaite adéquation avec le « message » de la Rencontre de Verdun.

Le Geste de Verdun s'est ainsi presque partout retrouvé à la une, avec ce simple titre « *Mitterrand - Kohl : main dans la main* ». Ce titre parfaitement redondant montre que le cliché se suffisait à lui-même, sans que les journalistes éprouvent le besoin de le commenter davantage. Si la photo du Geste de Verdun est entrée dans l'histoire, c'est sans doute d'abord parce qu'elle était extrêmement parlante.

L'image du président français et du chancelier ouest-allemand main dans la main devant un cercueil recouvert des deux drapeaux est de celles qui ne s'oublie pas. Elle devrait, en particulier, avoir frappé les jeunes, à qui elle aura rappelé les affrontements du passé pour mieux montrer, " a contrario ", le chemin de l'avenir. ⁴⁶¹

L'image a frappé les imaginations, comme le souhaitait F. Mitterrand ⁴⁶², et elle s'est gravée dans les mémoires. Mais ce processus d'entrée dans la mémoire collective n'a été possible que parce les médias se sont emparés du cliché. Comme le rappelle Frédéric de La Mure, nous sommes en 1984 encore dans l'ère qui a précédé la généralisation des smartphones :

C'est le moment qui a surpris vraiment tout le monde. C'est ce moment-là. Je veux dire : si on avait été aujourd'hui, ou même il y a cinq – six ans, tout le monde aurait eu des téléphones portables. Pour moi, j'ai eu de la chance ; pour moi, ce n'est pas une 'photo', n'importe qui aurait pu la faire. Je me trouvais là par hasard. [...] C'est lié à ma profession. Ce n'est pas une 'prouesse artistique'. ⁴⁶³

Est-ce l'évènement « historique » qui a déclenché ce bombardement médiatique, ou le bombardement médiatique qui a créé l'évènement « historique » ? Dans un monde de plus en plus hypermédiatisé, il devient difficile de trancher ⁴⁶⁴. Frédéric de La Mure lui-même hésite, tout en reconnaissant la dynamique spécifique qui est née précisément de la photo elle-même :

⁴⁵⁹ Auteur non mentionné, « Mitterrand – Kohl : Main dans la main à Douaumont », *Op. Cit.*

⁴⁶⁰ Nous reviendrons sur la réalité de cette solidarité affichée au chapitre IV.

⁴⁶¹ Auteur non mentionné, « Le symbole de Verdun », in *Le Monde, Op. Cit.*

⁴⁶² MITTERRAND François, interview accordée à FR 3 Lorraine le 21 septembre 1984, *Op. Cit.*

⁴⁶³ de La MURE Frédéric, dans l'entretien qu'il nous a accordé par visio-conférence le 14 mai 2021, *Op. Cit.*

⁴⁶⁴ CHAMPAGNE Patrick, « Le coup médiatique. Les journalistes font-ils l'évènement ? », *Sociétés & Représentations*, 2011/2 (n° 32), p. 29.

« La notion d'évènement est devenue fortement dépendante de l'industrie des médias. On pourrait presque dire que cette notion est aujourd'hui au cœur de l'activité journalistique, qu'elle est inhérente au fonctionnement même des salles de rédaction, au point qu'on ne sait plus très bien si la presse met

*Je pense que c'est la photo qui a fait vivre l'événement surtout. Les deux sont justes. C'est le cumul des deux en fait. Parce que les cérémonies dans les cimetières, il y en a tous les trois jours. Je pense que la photo est même plus importante que l'événement en lui-même, quelque part...*⁴⁶⁵

La plupart des contemporains en effet n'étaient pas sur place : ils n'ont pas assisté à la scène proprement dite. Mais ils l'ont vue à travers les médias, et c'est cette découverte qui a créé pour eux l'événement. Ce fut le cas par exemple d'Anneliese Poppinga⁴⁶⁶:

*C'est à la télévision que j'ai pu suivre les cérémonies commémoratives de Verdun. Ce fut un moment particulièrement émouvant. Je sais, grâce à ces neuf années passées auprès de Konrad Adenauer, combien la réconciliation et l'amitié franco-allemande lui tenaient à cœur. C'est la raison qui me pousse à vous faire parvenir ces roses, provenant du jardin de Konrad Adenauer.*⁴⁶⁷

C'est alors le cliché qui devient historique : il acquiert sa propre existence, en dehors de l'événement qui l'a vu naître. Et comme toute photo historique, la photo du geste de Verdun a elle aussi sa « petite histoire ». Frédéric de la Mure, alors photographe officiel du Quai d'Orsay, l'auteur de la photo la plus diffusée du Geste de Verdun, se souvient des heureuses circonstances qui lui ont finalement permis de réaliser le cliché presque par « hasard » :

En fait, ce qui s'est passé pour moi a été un hasard pour différentes raisons. [...] Tous les photographes qui participaient étaient convoqués à l'Elysée pour qu'on choisisse nos emplacements. [...] Et le meilleur, que moi j'aurais pris, c'est un endroit où les gens étaient rassemblés, au bout d'une allée, dans le cimetière de Douaumont : il était prévu que le Chancelier et François Mitterrand marchent à côté des croix, et avec un appareil photo, vous savez au téléobjectif, ça écrase un peu les choses, donc ça, ça permettait de saisir le Chancelier et Mitterrand avec des milliers et des milliers de croix. [...] Ce jour-là, je suis arrivé à la réunion avec un quart d'heure ou une demi-heure de retard. Et quand je suis entré, la personne du service de presse de l'Elysée m'a dit : « Monsieur de La Mure, vous êtes en retard, tant pis ! Les places sont attribuées. Bon eh bien, vous aurez la plus mauvaise : il m'en reste une, c'est devant la tombe du soldat inconnu ». C'est comme cela que je me suis retrouvé, seul avec un autre, à cette place. Alors sur le moment je n'étais pas très content, parce que je savais que ce serait une photo

'en une' les événements qui existent indépendamment des journalistes, ou si c'est le fait d'être mis 'en une' qui contribue à faire ce qu'on appelle un événement. »

⁴⁶⁵ de La MURE Frédéric, dans l'entretien qu'il nous a accordé par visio-conférence le 14 mai 2021, *Op. Cit.*

⁴⁶⁶ Anneliese Poppinga (1928-2015) fut une proche collaboratrice de Konrad Adenauer de 1958 à la mort de ce dernier en 1967. Titulaire d'un doctorat en histoire contemporaine – sciences politiques, elle fut chargée de la gestion des archives de l'ancien chancelier, et resta directrice de l'Institut Konrad Adenauer (*Stiftung Bundeskanzler-Adenauer-Haus*) jusqu'en 1990.

⁴⁶⁷ Bundesarchiv 136 / 30067 - 334, lettre d'Annelise POPPINGA, au Président de la République Française François Mitterrand en date du 24 septembre 1984.

„Im Fernsehen habe ich am vergangenen Sonnabend die Gedenkfeierlichkeiten von Verdun mit verfolgen können. Es war ein überaus bewegender Augenblick. Aus meiner neunjährigen Tätigkeit für Konrad Adenauer weiß ich, welch ein Herzanliegen ihm die deutsch-französische Aussöhnung und Freundschaft war. Es drängt mich daher, Ihnen diese Rosen aus dem Garten Konrad Adenauers zu übersenden.“

Les roses sont à l'évidence une allusion à la joute verbale qui avait opposé Charles de Gaulle à Konrad Adenauer suite au préambule ajouté par le Bundestag au Traité de l'Elysée. Voir chapitre I, note 104.

*complètement classique, qui n'aurait aucune chance de publication. Ils seraient au garde-à-vous avec les hymnes nationaux, vous voyez, ce n'était pas... Bon, vu mon retard, je ne pouvais trop rien dire, voilà. Et puis, le jour venu, quelque part la chance m'a souri, et c'est cette photo-là qui a été prise. Donc cela n'a pas été un choix anticipé.*⁴⁶⁸

Quoi qu'il en soit, la photo du Geste de Verdun a largement dépassé le geste en lui-même. Elle fait désormais partie des livres d'histoire, notamment des manuels scolaires⁴⁶⁹. Bien plus, elle est elle-même devenue un « lieu de mémoire », et fait ainsi l'objet de commémorations⁴⁷⁰. Selon l'analyse de Frédéric de La Mure, ce phénomène est dû tout d'abord à la spécificité du support photographique :

*C'est vrai que c'est plus touchant de voir ça en photo, je trouve, qu'en vidéo. La photo laisse une part de rêve que ne laisse pas la télévision. Je pense que la photo a plus marqué que la télévision, honnêtement, sur cette affaire-là.*⁴⁷¹

Le cliché a permis de fixer un « moment », moment sans doute historique, mais qui ne serait pas aussi rapidement entré dans l'histoire sans lui. Nous pouvons même nous demander si la médiatisation n'a pas en quelque sorte « modelé » l'événement, selon un phénomène que décrit Cécile-Anne Sibout :

*Les médias, surtout les images, donnent souvent à l'événement sa puissance de résonance et son sens. En le théâtralisant, ils édifient un socle de souvenirs communs. Comme le montrent C. Urjewicz pour la chute de Berlin, ou F. Audigier pour de Gaulle descendant les Champs-Élysées le 26 août 1944, des images peuvent devenir des icônes ; homogénéisant les représentations, elles risquent de les figer.*⁴⁷²

Entre l'annonce du porte-parole du gouvernement fédéral qui parle déjà de « geste historique » et les commentaires de la presse du lendemain, il semble donc y avoir eu finalement un glissement de sens. Au départ, c'est l'invitation du Chancelier ouest-allemand par le Président français à Verdun qui était qualifié d'« historique ». Il s'agissait effectivement d'une « première » dans l'histoire de la réconciliation franco-allemande.

Mais cet effet d'annonce n'aurait certainement pas suffi à donner vie à un geste qui s'annonçait somme toute comme une répétition des gestes déjà accomplis par Charles de Gaulle et Konrad Adenauer. Ce sont bien les cérémonies elles-mêmes qui, tout à coup, de manière inattendue, ont pris une autre dimension. F. Mitterrand et Helmut Kohl souhaitaient, tous deux, que la Rencontre de Verdun soit un événement marquant dans l'histoire de la réconciliation entre la France et l'Allemagne. Toute l'organisation des cérémonies a donc été pensée pour

⁴⁶⁸ de La MURE Frédéric, dans l'entretien qu'il nous accordé par visio-conférence le 14 mai 2021, *Op. Cit.*

⁴⁶⁹ Voir exemples de manuels de troisième et de terminale générale en annexe. Les récents programmes de terminale (2020) commencent l'histoire de la construction européenne avec Maastricht (1992), alors qu'auparavant ils partaient de 1948. Cette modification a entraîné *de facto* la disparition de la photo des manuels de terminale les plus récents.

⁴⁷⁰ Notamment au Centre Mondial de la Paix à Verdun, nous y reviendrons au chapitre V.

⁴⁷¹ de La MURE Frédéric, dans l'entretien qu'il nous accordé par visio-conférence le 14 mai 2021, *Op. Cit.*

⁴⁷² SIBOUT Cécile-Anne, compte-rendu du colloque « La Libération et les médias en Europe », in *Le Temps des médias*, 2005/2 (n° 5), p. 210. Les actes du colloque ont été publiés : DELPORTE Christian et MARECHAL Denis (dir.), *Les médias et la Libération en Europe 1945-2005*, Paris, L'Harmattan, 2006.

faire de ce 22 septembre 1984 un moment historique. Jamais les symboles choisis n'avaient été aussi forts, jamais la France n'avait accordé une telle place à son voisin d'outre-Rhin, jamais les deux pays n'avaient paru aussi proches. Et cette proximité a fortement touché non-seulement les Anciens Combattants de la Grande Guerre, mais aussi les jeunes, comme en témoigne le bain de foule qui a clôturé les cérémonies.

*Partout, au cimetière allemand de Consenvoye, à Esles-en Argonne (sic) où le président de la République combattit en 1940, à l'ossuaire de Douaumont, au mémorial de Fleury, les deux chefs d'Etat ont médité côte à côte sous les averses, devant les couleurs nationales jadis ennemies, aujourd'hui fraternellement réunies, comme étaient réunis les piquets d'honneur en arme, les musiques militaires jouant alternativement les hymnes nationaux et une foule de jeunes qui ont fait une ovation aux hôtes de Douaumont et à leur suite.*⁴⁷³

Nous pouvons toutefois nous demander si l'impact des cérémonies aurait été aussi fort sans l'initiative du Président français. En prenant la main du Chancelier ouest-allemand, il a posé un geste totalement surprenant dans le cadre d'un protocole strictement établi à l'avance. Mais ce geste non officiel était aussi un geste « d'homme à homme », entre F. Mitterrand et H. Kohl, avec chacun leur histoire et leur mémoire personnelles. C'était donc un geste susceptible de rejoindre tout un chacun dans sa propre histoire, et dans sa propre mémoire.

*Il nous semblait que le moment était venu, aussi bien du point de vue de l'intelligence, que du cœur des hommes. Et, le geste que nous avons fait serait resté pâle et sans vie si ce n'était pas un geste qui avait été également accompli dans le cœur de beaucoup d'hommes.*⁴⁷⁴

Loin d'être incongru, le Geste de Verdun résumait ainsi à lui tout seul le sens que F. Mitterrand et H. Kohl avaient voulu donner aux cérémonies. Les commentateurs eux-mêmes ont parfois été surpris, mais la grande majorité d'entre eux reconnaissent que la Rencontre de Verdun marque une nouvelle étape dans les relations franco-allemandes. Ils ont ainsi largement contribué à faire du Geste de Verdun un geste historique. Ne s'agit-il pour autant que de la simple réussite d'une stratégie de communication ? La Rencontre de Verdun n'a-t-elle fait que susciter l'émotion (par définition fugitive), ou a-t-elle d'emblée été analysée et perçue comme un tournant dans l'histoire de la réconciliation franco-allemande ? A-t-elle vraiment permis d'apporter une pierre à la réconciliation profonde des mémoires des deux pays ?

⁴⁷³ Auteur non mentionné, « Devant 3 000 écoliers français – La rencontre de Douaumont : une grande leçon d'histoire », in *L'Est Républicain*, 23 septembre 1984.

⁴⁷⁴ KOHL Helmut, Conférence de presse conjointe de M. Mitterrand, président de la République et de M. Helmut Kohl, chancelier de RFA, 14 mars 1988.

Disponible sur : <https://www.elysee.fr/francois-mitterrand/1988/03/14/conference-de-presse-conjointe-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-et-de-m-helmut-kohl-chancelier-de-rfa-sur-les-relations-franco-allemandes-durbach-lundi-14-mars-1988>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

II. Un geste de réconciliation ?

Dans un premier temps, selon les termes employés par F. Mitterrand lors de la conférence de presse finale du sommet de Rambouillet, la cérémonie envisagée à Verdun devait être un « *hommage rendu conjointement aux morts des conflits passés* »⁴⁷⁵, rappelant les célébrations du 11 novembre en France ou du *Volkstrauertag*⁴⁷⁶ en République Fédérale. En privilégiant Verdun pour organiser la Rencontre franco-allemande du 22 septembre 1984, F. Mitterrand et H. Kohl ont choisi un lieu particulièrement symbolique, qui était en lui-même porteur d'un message, comme le souligne le communiqué de presse commun publié à l'issue de la Rencontre :

*A Verdun, ce 22 septembre 1984, le président de la République française et le chancelier de la République fédérale d'Allemagne sont venus se recueillir sur les tombes des fils de l'Allemagne et de la France, tombés pour leur pays. Leur hommage conjoint aux morts des combats passés en un lieu qui marque l'Histoire affirme l'engagement sans retour des deux peuples sur la voie de la paix, de la raison et de la coopération dans l'amitié.*⁴⁷⁷

Les lieux des différentes cérémonies (le cimetière militaire allemand de Consenvoye, la Nécropole Nationale de Fleury-devant-Douaumont et l'Ossuaire de Douaumont) inscrivaient clairement la commémoration dans le cadre de la mémoire négative du conflit. Rappelons ici que la ville de Verdun, dont certains monuments évoquaient peut-être un peu trop la victoire française, avait été ainsi soigneusement évitée⁴⁷⁸.

*On y voit, en effet, inscrites dans la pierre, ces phrases qui ne sont vraiment plus de circonstance : 'les Allemands attaqueront sans doute encore... Courage, on les aura !'. Il est temps de gommer dans le granit ces mots maléfiques, à l'heure de ce rapprochement solennel.*⁴⁷⁹

Les cérémonies organisées le 22 septembre devaient donc faire mémoire non d'une victoire, mais d'une tragédie : celle des guerres qui avaient conduit les deux pays à s'entre-déchirer. Par cet exercice de mémoire négative, il s'agissait aussi d'encourager Français et Allemands à poursuivre résolument le chemin de réconciliation entamé.

Mais à la veille des cérémonies, le choix de Verdun au service de ce message de la « réconciliation » ne recueille pas toujours l'assentiment escompté. Les polémiques autour des cérémonies du Débarquement en avaient fait la démonstration quelques mois auparavant⁴⁸⁰ : en 1984, en France comme en Allemagne, les traumatismes liés à la Seconde Guerre mondiale

⁴⁷⁵ Voir la conférence de presse finale du sommet de Rambouillet : *Supra*, chapitre II, note 267.

⁴⁷⁶ Voir *Supra*, Introduction, note 38.

⁴⁷⁷ Déclaration commune à l'issue des cérémonies du 22 septembre 1984, *Communiqué de presse conjoint Franco-allemand*, texte disponible sur <http://www.mitterrand.org/Verdun-le-geste-Mitterrand-Kohl.html> Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁴⁷⁸ Voir *Supra* : chapitre II, notes 287 - 289.

⁴⁷⁹ FENEON Gérard, « Le pèlerinage de la paix... », *Op. Cit.*

⁴⁸⁰ Voir *supra* : Chapitre II, « L'affaire de la « non-invitation ».

sont loin d'être apaisés. La rencontre de Verdun continue ainsi de susciter la polémique : est-il vraiment opportun de toujours et encore ressasser ce qui a opposé la France et l'Allemagne ? N'est-il pas temps de tourner enfin la page ? Mais alors comment transmettre cette mémoire à des générations qui n'ont connu que la réconciliation et qui risquent d'oublier le prix que les deux pays ont dû payer avant d'y parvenir ?

1. « Des lieux qui restent cruels ! »⁴⁸¹

Les commentateurs « sceptiques » qui s'étaient exprimés à la veille des cérémonies ne sont sans doute pas gagnés par l'euphorie de certains de leurs confrères ; mais au final, ils se montrent tout de même touchés par la force des images qui se sont dégagées des cérémonies. C'est en effet la première piste qu'évoque le journal *Le Monde* pour tenter d'expliquer le retentissement de la Rencontre de Verdun : il se serait dégagé de l'ensemble des cérémonies une émotion particulière qui aurait touché les cœurs des personnes présentes.

*Sans doute l'émotion ressentie par les participants, par ceux qui y ont assisté directement ou même simplement par ceux qui en ont vu quelques images à la télévision doit-elle à la solennité du lieu, où plus de sept cent mille soldats des deux pays sont tombés au cours de l'une des plus formidables batailles de tous les temps.*⁴⁸²

Les différents commentateurs de la presse régionale mais aussi nationale, français mais aussi allemands, ont manifestement tenté de transmettre cette émotion au travers de leurs commentaires. Ils font d'abord une large part à la mémoire négative du conflit en général, et de la Bataille de Verdun en particulier. Ils reviennent longuement sur la réalité des combats qui ont opposé les deux belligérants. Ils s'attardent ainsi sur les chiffres, qui rappellent l'ampleur de l'hécatombe subie par les armées des deux anciens pays ennemis. Les journalistes se lancent même dans une sorte de surenchère de chiffres, parfois accompagnée d'images d'archives de l'époque.

*Verdun où se trouvent aujourd'hui le Président de la République et le Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne, c'est une bataille d'écrasement mutuel. Rappelons que 362 000 soldats français et 337 000 soldats allemands – soit au total plus de 700 000 soldats – sont tombés morts, blessés ou disparus [...] Il faut se souvenir de l'acharnement de cette Bataille de Verdun où pratiquement les compagnies, les bataillons, perdaient 25, 40 ou 50 % de leur effectif, parfois davantage, en quelques jours seulement. 700 000 soldats qui se font face à face, 700 000 soldats qui tomberont dans cette bataille.*⁴⁸³

*Il y a soixante-huit ans – moins qu'une vie d'homme – les frères ennemis de l'Europe s'y livrèrent l'une des plus héroïques et meurtrières batailles de l'histoire. Trois-cent soixante mille soldats français y tombèrent et trois-cent trente-cinq mille allemands. Fraternelle boucherie.*⁴⁸⁴

⁴⁸¹ Auteur non mentionné, « Un Allemand seul survivant de son régiment : 'des lieux qui restent cruels' », in *L'Est Républicain*, 23 septembre 1984.

⁴⁸² Auteur non mentionné, « Le symbole de Verdun », in *Le Monde*, *Op. Cit.*

⁴⁸³ LECOQ Patrick, commentaire pour l'émission d'Antenne 2 *Le Magazine* du 22 septembre 1984, *Op. Cit.*

⁴⁸⁴ FRAPPAT Bruno, « Fratrie », in *Le Monde*, 24 septembre 1984.

*Un pèlerinage sur les lieux où près d'un million de Français et d'Allemand tombèrent en 1916.*⁴⁸⁵

*Un cataclysme comme le monde n'en avait jamais encore connu. 65 Millions de soldats allaient s'affronter durant plus de quatre ans. Les morts se chiffrent par millions. Cela se passait il y a soixante-dix ans, c'était la première guerre mondiale.*⁴⁸⁶

Certes, les autorités ont établi des statistiques, mais elles ont leurs limites : nous sommes ici face au phénomène de la mort de masse. Soixante-huit ans après la fin de la Bataille de Verdun, les chiffres sont connus, mais comme le précise A. Prost, les historiens n'y attachent qu'une importance toute relative :

*En fait, dans la France de l'entre-deux-guerres, la reconnaissance de la dette envers les victimes de la guerre et son affirmation de principe étaient plus importantes que son chiffrage. Elle mobilisait les associations d'anciens combattants et nourrissait un contentieux qui entraînait la création de tribunaux spécifiques. Plus encore que cette reconnaissance matérielle, comptait la reconnaissance morale, les hommages symboliques, collectifs et individuels : la question du 'combien ?' passait bien après celle du 'qui ?'. L'addition comptait plus que le total. La mort de masse est faite de soldats dont la trace individuelle doit être à jamais conservée. L'exigence qui s'impose, parce qu'elle est morale, n'est pas de les compter, mais d'en dresser la liste.*⁴⁸⁷

L'objectif des commentateurs n'est évidemment pas celui des historiens⁴⁸⁸ : ce qui prime, c'est plutôt la volonté de susciter l'émotion, de faire prendre conscience au téléspectateur, au lecteur,

⁴⁸⁵ Auteur non mentionné, « Mitterrand – Kohl : Main dans la main à Douaumont », *Op. Cit.*

⁴⁸⁶ LECOQ Patrick, commentaire pour l'émission d'Antenne 2 *Le Magazine* du 22 septembre 1984, *Op. Cit.*

⁴⁸⁷ PROST Antoine, « Compter les vivants et les morts : l'évaluation des pertes françaises de 1914-1918 », in *Le Mouvement Social*, 2008/1 (n° 222), p. 41-60.

A. Prost précise :

« Curieusement, l'évaluation des pertes humaines de la Grande Guerre n'a pas fait l'objet de grands débats en France. Ce fut pourtant pendant la guerre, à certains moments, un sujet âprement discuté : en avril 1917, notamment, partisans et adversaires de Nivelle se sont affrontés sur l'ampleur des pertes du Chemin des Dames. Mais après la guerre, une sorte de consensus s'établit et les chiffres avancés par le célèbre « rapport Marin » ont été très généralement acceptés sans que les pacifistes les contestent comme l'on aurait pu s'y attendre. Ils ont été ensuite repris par le directeur de la Statistique générale de la France, Michel Huber, dans le magistral bilan démographique de la guerre qu'il a publié en 1931 sous l'égide de la Dotation Carnegie, et toutes les études ultérieures, jusqu'aux plus récentes, ont suivi ses conclusions. [...]

⁴⁸⁸ Nous ne prétendons pas ici que les émotions seraient l'apanage du journalisme, et le travers à éviter par les historiens. Dans les dernières décennies, les historiens eux-mêmes ont en effet remis en cause cette distinction, en développant une historiographie des émotions.

Voir : BOQUET Damien et NAGY Pirooska, *Sensible Moyen-Age*, Paris, Le Seuil, 2015, Introduction.

« Les sociétés humaines sont impénétrables à l'observateur qui omet d'en ausculter les palpations émotionnelles, des plus spectaculaires au plus subtiles. Trop longtemps les historiens ont négligé cette vérité élémentaire, par myopie peut-être, et surtout parce qu'ils sont de leur temps et que l'histoire qui s'est constituée comme discipline au XIX^e siècle a eu du mal à prendre les émotions au sérieux et à admettre qu'elles ne se cantonnent pas à l'intime, mais sont une part essentielle des logiques culturelles et sociales. »

Nous évoquons ici le début d'un phénomène propre au journalisme, le sensationnalisme, qui n'est pas nouveau en 1980, mais commence à prendre de plus en plus d'ampleur avec le développement des médias. C'est le début des éditions spéciales commentées en direct, annonciatrices des futures chaînes d'information continue.

de la réalité des combats. Certains commentateurs adoptent ainsi un ton généralement employé pour traiter des différentes catastrophes qui émaillent l'actualité. C'est ce phénomène qu'Eric Aeschimann décrit sous l'appellation de « sensationnalisme » :

Le sensationnalisme est aussi vieux que la presse, mais un changement de nature s'est opéré. [...] L'événement ne réside plus dans le fait brut (par rapport auquel les médias étaient amenés à prendre du recul, ne serait-ce qu'à cause du décalage nécessaire à la réalisation de l'article ou du reportage), mais dans l'émotion instantanée que l'événement a suscitée, ce que les présentateurs appellent être 'dans l'événement'.⁴⁸⁹

Dans l'évocation de cette mémoire négative, les victimes, les soldats tombés au front, sont les premiers témoins convoqués. Les morts témoignent d'une « communauté de destin »⁴⁹⁰, non-seulement entre soldats du même « camp », mais aussi entre soldats français et allemands, susceptible de servir de fondement à une mémoire commune. Cette notion de communauté de destin n'en est qu'à son balbutiement en 1984. Nous souhaitons ici faire le parallèle avec ce que décrit (trente-cinq années plus tard) Fabien Théofilakis à propos des prisonniers de guerre français et allemand de la Seconde Guerre mondiale :

La construction européenne fournit en effet un cadre de référence à une histoire de la captivité en France perçue désormais dans sa finalité réconciliatrice. La publication française de témoignages d'anciens prisonniers allemands est à replacer dans cette dynamique. Celui de Johannes Sticker, paru en 2005, est présenté comme « [...] un petit pas sur la longue route menant du statut de "boche" à celui de compatriote européen ». L'intérêt contemporain porté à cette captivité tient au fait que ces prisonniers ne sont plus vus comme des vaincus mais comme des Européens appartenant à une même communauté de culture, d'histoire et de destin, au même titre que les anciens

⁴⁸⁹ AESCHIMANN Eric, « Le moralisme médiatique », in *Le Débat*, 2006/1 (n° 138), p. 104.

⁴⁹⁰ L'expression est employée par François Mitterrand dans son message au Président Fédéral Karl Carstens le 6 juin 1984, à l'occasion des cérémonies commémoratives du 40^{ème} anniversaire du Débarquement en Normandie. MITTERRAND François, *Message de M. François Mitterrand, Président de la République, au Président de la République fédérale d'Allemagne, à l'occasion de la commémoration du 6 juin 1944*, Paris, mercredi 6 juin 1984. Disponible sur : <https://www.elysee.fr/francois-mitterrand/1984/06/06/message-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-au-president-de-la-republique-federale-dallemagne-a-loccasion-de-la-commemoration-du-6-juin-1944-paris-mercredi-6-juin-1984>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

« Ce six juin, qui rappelle aux Français le début de la libération de leur pays, évoque aussi un combat où tant des vôtres et des nôtres sont tombés au service de leur patrie dans une guerre insensée entre frères d'Europe. - Notre continent en est resté blessé et partagé. Heureusement entre nos peuples, s'est affirmée une communauté de destin. Allemands et Français ont la volonté, j'en suis sûr, de poursuivre et de réussir, avec leurs partenaires de la Communauté l'œuvre -entreprise pour que l'Europe, un jour, soit par elle-même un gage de paix et d'équilibre si nécessaire au monde. - J'adresse par ce message, au peuple allemand comme à vous-même, mes vœux de prospérité et le témoignage de la France. La leçon des luttes passées nous apprend que l'avenir dépend de nous. - Croyez, monsieur le Président, en ma haute considération et en mes sentiments bien cordiaux. »

vainqueurs... Ces changements multiples redéfinissent le statut des captifs : d'« oubliés de l'historiographie », ils sont devenus les pionniers in extremis du rapprochement. ⁴⁹¹

Plusieurs articles, tant en France qu'en Allemagne, rendent ainsi hommage, en citant leurs noms, aux soldats retrouvés et identifiés durant les quelques mois, les quelques semaines, voire les quelques jours à peine précédant les cérémonies. Pour la France, Patrick Lecoq prend le temps dans son commentaire de détailler chacun des noms de ceux qui viennent juste d'être retrouvés :

Ne croyez pas que tous ceux qui ont été enterrés ici ont été retrouvés tout de suite après la bataille, après la guerre. Non, Chaque année, des corps sont encore retrouvés dans les terrains de la région de Verdun. En 1983, le 21 juillet par exemple, cinq soldats que personne n'a pu identifier. En revanche, le 21 juillet aussi, à Esnes, quatre soldats ont été retrouvés, morts, soixante-dix ans après la bataille. Et nous connaissons leurs noms ; et nous savons quelle est leur classe de recrutement ; nous savons quand ils sont partis au front ; nous connaissons leurs matricules. Henri Mortreux, il était de la classe 1917, du recrutement de Limoges, matricule 408, son corps a été retrouvé le 21 juillet 1983. Edouard Allorge, le même jour a été retrouvé ; il était de la classe 1912, du recrutement d'Evreux, il portait le matricule 333. Et puis Augustin Meuriot, et puis Jean-Marie Lamarre, de la classe 1915. Et puis le 28 juillet, à Xivray-et-Marvoisin, Jean Imbert. Puis il n'y a pas que des Français que l'on retrouve. On retrouve également des anciens soldats allemands, morts eux-aussi depuis soixante-dix ans et ensevelis depuis soixante-dix ans dans cette boue à la fois argileuse et crayeuse de cette région de Verdun. Gustav Schmidt, Paul Göhring retrouvés en juillet 1983. Et puis en juillet 1984, le 31 juillet 1984, Gustav Rossmann et Robert Heidika. ⁴⁹²

Dans la presse allemande, nous retrouvons le même type d'énumération, comme par exemple dans l'article de Thankmar von Münchhausen paru dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 24 septembre 1984 :

Cent-mille morts, selon les estimations, reposent encore dans le sol de la forêt. Chaque année, on en retrouve quelques-uns : le 31 août le fantassin Gustav Mann du 109^{ème} régiment, le 3 septembres deux soldats non-identifiés. ⁴⁹³

Les commentateurs, à la télévision comme dans la presse écrite, en France comme en Allemagne, rivalisent aussi de lyrisme pour évoquer les paysages ravagés qui servent de cadre

⁴⁹¹ THEOFILAKIS Fabien, « Le prisonnier de guerre dans l'historiographie française et allemande : étudier la Seconde Guerre mondiale à front renversé », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 274, no. 2, 2019, pp. 17-26.

⁴⁹² LECOQ Patrick, commentaire pour l'émission d'Antenne 2 *Le Magazine* du 22 septembre 1984, *Op. Cit.*
Voir aussi : énumérations similaires chez RAVERY Jean-Pierre, « Mitterrand-Kohl : main dans la main », *Op. Cit.*, et JAMET Dominique, « Ils sont passés », in *Le quotidien de Paris*, 24 septembre 1984. Les plaques étant parfois difficilement lisibles, ces énumérations comportent des variantes (voire des inexactitudes).
Voir aussi le site : <https://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr>
Consulté le 1er octobre 2022.

⁴⁹³ von MÜNCHHAUSEN Thankmar, „Kohl, Mitterrand und ein Foto, das Geschichte machen wird“, *Op. Cit.*
„Hunderttausend Tote, so wird angenommen, liegen noch im Waldboden. Jahr für Jahr werden einige von ihnen gefunden, am 31. August der deutsche Infanterist Gustav Mann vom 109. Regiment, am 3. September zwei Unbekannte.“

à la rencontre. Dans *Le Quotidien de Paris*, Dominique Jamet parcourt les terres ravagées de la « zone rouge » :

On s'est tant battu, il y a soixante-huit ans, pour chaque pouce de cette terre, dont chaque nom de lieu, alourdi du poids des combats et des morts, faisait frissonner d'une horreur qui, croyait-on, ne passerait pas plus que les Allemands. Vaux, Haumont, Douaumont, Charny, Froideterre, c'était la guirlande du massacre, la litanie du sacrifice. On marche ici littéralement sur les morts, et pas seulement dans cet enclos où l'herbe pousse si verte. [...] Il suffit de retourner la terre pour mettre au jour des cadavres enfouis là depuis deux générations, restes non identifiés ou partiellement lorsqu'on trouve parmi les ossements une plaque d'identité rouillée. ⁴⁹⁴

Th. Von Münchhausen lui fait étrangement écho, en empruntant exactement les mêmes accents pour évoquer à son tour les anciens champs de bataille :

Le premier affrontement d'artillerie de l'histoire – on a estimé qu'on avait tiré un obus par centimètre carré – avait sur une durée de dix mois labouré le sol si profondément que pas un brin d'herbe n'y repoussait. Neuf villages, parmi lesquels Douaumont et ses neuf-cents habitants et Fleury, qui changea de main 18 fois, furent rayés de la carte. La forêt qui s'offre aujourd'hui aux regards est toute jeune, à peine deux décennies. Aujourd'hui encore, la terre martyrisée, où les trous d'obus se sont transformés en cuvettes, continue de restituer les dépouilles des victimes de la grande boucherie. ⁴⁹⁵

Ce territoire particulier, où l'on continue de retrouver les corps des soldats, mais aussi des obus non-encore explosés, implique aussi des mesures de sécurité appropriées... notamment lorsqu'on veut creuser pour planter des arbres du souvenir, comme Daniel Groscolas a dû se le rappeler à ses dépens :

Vingt-quatre heures ou quarante-huit heures avant, on me passe une communication, un général français, je ne me souviens plus du tout qui, qui me dit : « Monsieur le Secrétaire Général, vous voulez tuer deux chefs d'Etat ? ». Alors, oui, je lui ai dit : « Vous me parlez de quoi ? ». Alors il me dit : « A Verdun, on ne peut pas piocher comme cela, il y a des obus, des mines, qui restent dans le sol. Il faut faire passer le service de déminage, sans quoi vous risquez un accident ». Ce qui était rigoureusement exact. Donc quarante-huit heures avant, le général s'en est chargé, il a fait passer le service de déminage. ⁴⁹⁶

Dans de ce paysage façonné par la Première Guerre mondiale, un point commun réunit les deux premiers lieux choisis (le cimetière militaire allemand de Consenvoye et la Nécropole Nationale de Fleury-devant Douaumont), et semble avoir particulièrement marqué les journalistes : dans

⁴⁹⁴ JAMET Dominique, « France-Allemagne : la paix de Verdun », in *Le Quotidien de Paris*, 24 septembre 1984.

⁴⁹⁵ von MÜNCHHAUSEN Thankmar, „Kohl, Mitterrand und ein Foto, das Geschichte machen wird“, *Op. Cit.*

„Die erste Materialschlacht der Geschichte - eine Granate je Quadratzentimeter, so hat man ausgerechnet - hatte den Boden in zehn Monaten so tief zerwühlt, daß dort kein Halm mehr wuchs. Neun Dörfer, darunter Douaumont mit neunhundert Einwohnern und Fleury, das achtzehnmal den Besitzer wechselte, waren ausgelöscht. Der Wald, der jetzt ringsum das Auge erfreut, ist jung, zwei Jahrzehnte. Noch immer gibt die gemarterte Erde, in der sich die Granattrichter zu Mulden abgeflacht haben, die Überreste des großen Tötens her.“

⁴⁹⁶ GROSCOLAS Daniel, dans l'entretien qu'il nous accordé par téléphone le 25 mars 2021, *Op. Cit.*

chacun de ces deux lieux, des croix. Une forêt de croix, matérialisant chacune une sépulture, s'ouvre devant le visiteur.

*De la colline de Consenvoye, d'où la vue s'étend au loin, les coteaux aux formes douces, les prairies, les grands bois sourds et profonds, la Meuse endormie, tout le paysage respire le calme, l'harmonie, refuse la stupidité de la guerre. C'est elle pourtant qui a piqueté tout l'arrondi de cette prairie en pente, de croix de bois scrupuleusement alignées qu'un effet de perspective transforme en croix de Lorraine.*⁴⁹⁷

*Douaumont [...], cette esplanade où de part et d'autre se trouvent des croix qui ont été plantées dans les années qui ont suivi la Grande Guerre et où reposent 15 000 soldats français.*⁴⁹⁸



Cimetière de Consenvoye /
Konrad-Adenauer-Stiftung



Nécropole de Douaumont /
Capture d'écran INA

Ces croix, symbolisant à la fois le deuil et la dureté des combats, constituent ainsi une sorte de fil rouge reliant les différentes étapes des cérémonies de l'après-midi.

*Croix de bois, croix de pierre, croix de fer, croix de guerre, nous reprenons notre chemin de croix. Les cimes sombres des sapins, l'affreux ossuaire, les collines de Douaumont se noient dans la pluie et le brouillard, et les projecteurs de la télévision éblouissent le foule hagarde et transie.*⁴⁹⁹

En rendant hommage aussi bien aux morts allemands qu'aux morts français, ces croix sont déjà à elles seules un symbole fort de la communauté de destin qui a finalement réuni les soldats des deux anciennes armées ennemies. Dans leurs commentaires, à la télévision comme dans la presse écrite, les journalistes s'efforcent ainsi de transmettre aux téléspectateurs et aux lecteurs la charge émotionnelle des lieux. Dans le *Journal de 20 heures* d'antenne 2, Georges Bortoli choisit d'ouvrir le reportage consacré aux cérémonies sur des images de Consenvoye, commentées d'une manière particulièrement laconique et poignante :

⁴⁹⁷ JAMET Dominique, « France-Allemagne : la paix de Verdun », *Op. Cit.*

⁴⁹⁸ LECOQ Patrick, commentaire pour l'émission d'Antenne 2 *Le Magazine* du 22 septembre 1984, *Op. Cit.*

⁴⁹⁹ JAMET Dominique, « Ils sont passés », *Op. Cit.*

*11 148 morts au cimetière allemand de Consenvoye, près de Verdun. A quatre morts par croix, cela fait beaucoup de croix, témoins de cette guerre monstrueusement meurtrière.*⁵⁰⁰

Dernière étape et point culminant des cérémonies, l'Ossuaire de Douaumont marque particulièrement les imaginations. Le bâtiment en effet est imposant, du fait d'abord de son architecture, mais aussi en raison de sa symbolique.

*Cérémonie 'en l'honneur des morts des combats passés'. En l'honneur des centaines de milliers de morts de Verdun, des millions de morts de la Première Guerre mondiale, des morts des si nombreuses guerres qui ont opposé les deux peuples voisins. Sous l'effet du vent, un voile de brume recouvre le paysage, la tour de l'Ossuaire, un obus gigantesque, semble émerger de la brume, au pied de l'escalier extérieur se tient le catafalque symbolique avec ses deux drapeaux.*⁵⁰¹



Ossuaire de Douaumont, 22 septembre 1984 / Capture d'écran INA.

*Il est 17h50 quand le chancelier allemand et le président français arrivent à la grande nécropole ; lugubre, ce monument dans la brume. Avec la mémoire de ces sept villages qui ont été rasés aux environs et jamais reconstruits. Avec ces 130 000 Français et Allemands non-identifiés dans la fosse commune. Avec sa tour de 46m de haut, qui a la forme d'un obus démentiel 'responsable de la désintégration des corps'.*⁵⁰²

Les différents médias peuvent ainsi rappeler que le lieu accueille dans une même sépulture soldats français et allemand, symboliquement réunis pour l'éternité dans une destinée commune.

Et voilà ces alvéoles, de ce cloître où sont empilés des monceaux d'ossements. Chaque caveau contient 14m³ d'ossements. Ici reposent, dans ce bâtiment qui fait 130m de long à l'intérieur, ici reposent les restes d'au moins 130 000 soldats non-identifiés, des soldats français ou des soldats allemands.[...] C'est un monument qui par sa forme particulière,

⁵⁰⁰ BORTOLI Georges, 20h d'Antenne 2, 22 septembre 1984, *Op. Cit.*

⁵⁰¹ von MÜNCHHAUSEN Thankmar, „Kohl, Mitterrand und ein Foto, das Geschichte machen wird“, *Op. Cit.*
„Gedenken „zu Ehren der Toten der vergangenen Kämpfe“. Der Hunderttausenden Toten von Verdun, der Millionen Toten des Ersten Weltkrieges, der Toten so vieler Kriege zwischen den beiden Nachbarvölkern. Der Wind weht Schleier von Nieselregen heran, der Turm des Beinhauses, eine gigantische Granate, erhebt sich wie im Nebel, vor der Freitreppe steht der symbolische Katafalk mit den beiden Fahnen.“

⁵⁰² FENEON Gérard, « Le pèlerinage de la paix... », *Op. Cit.*

son aspect très massif et aussi la couleur grise de sa pierre s'intègre totalement dans cette région de France, avec un ciel souvent gris, et parfois comme aujourd'hui pluvieux ; avec une lumière sépulcrale, vous le voyez, à l'intérieur, et qui invite bien-sûr au silence et au recueillement. ⁵⁰³

Cette caractéristique n'était pas forcément connue du grand public, et beaucoup de téléspectateurs, puis de lecteurs, l'ont peut-être découverte à cette occasion. Les commentateurs français et allemands s'accordent ainsi à reconnaître que l'Ossuaire offrait un cadre particulièrement approprié pour poser un geste hautement symbolique de paix et de réconciliation. Côté allemand, Th. Von Münchhausen argumente ainsi le choix du titre de son article :

C'est la photo qui entrera dans l'histoire, l'image qui restera dans les mémoires : le président français et le Chancelier allemand main dans la main devant l'Ossuaire de Douaumont. [...] La réaffirmation solennelle de ce qui est devenu une évidence : la détestation de la guerre, l'amitié entre les deux peuples. ⁵⁰⁴

Côté français, c'est surtout la presse régionale, notamment sous la plume de Robert Antoine pour *L'Est Républicain*, qui rappelle le message de réconciliation porté par le site de Douaumont :

Sanctuaire du recueillement au cœur de l'ancien champ de bataille de Verdun, Douaumont, qui depuis plus d'un demi-siècle interpelle la conscience universelle, était le meilleur choix pour sceller la réconciliation voulue par les deux chefs d'Etat. [...] A Douaumont, soixante-huit ans après l'épreuve d'une guerre sans merci, d'un combat au corps à corps, parfois pour quelques mètres de terrain, les ennemis d'hier ont remporté une victoire commune. 'Plus jamais ça' avaient dit les poilus de 14-18, tout comme les soldats allemands de l'autre côté des tranchées. Il a fallu un nouveau conflit, une autre hécatombe pour que leur souhait devienne réalité sur cette terre de Verdun, linceul de milliers d'hommes fauchés dans la fleur de l'âge. Mais leur message a été entendu. L'espoir s'est levé à Douaumont avec ce pacte symbolique scellé par MM. Mitterrand et Kohl. ⁵⁰⁵

C'est ainsi une évidence pour tous les commentateurs : le Geste des deux chefs d'Etat et de gouvernement et le lieu où il a été accompli sont indissociablement liés. Or il nous faut rappeler ici qu'au moment d'accomplir leur geste, F. Mitterrand et Helmut Kohl sont positionnés au milieu de l'esplanade, et font face à l'Ossuaire. Sur le cliché officiellement retenu pour immortaliser la scène ⁵⁰⁶, celui qui est entré dans les livres d'histoire, le monument n'apparaît

⁵⁰³ LECOQ Patrick, commentaire pour l'émission d'Antenne 2 *Le Magazine* du 22 septembre 1984, *Op. Cit.*

⁵⁰⁴ von MÜNCHHAUSEN Thankmar, „Kohl, Mitterrand und ein Foto, das Geschichte machen wird“, *Op. Cit.*
„Das Foto für die Geschichte, das Bild, das in Erinnerung bleiben wird: der französische Staatspräsident und der deutsche Bundeskanzler Hand in Hand vor dem Beinhaus von Douaumont. [...]Die Bekräftigung dessen, was selbstverständlich geworden ist: des Abscheus vor dem Krieg, der Freundschaft zwischen den beiden Völkern.“

⁵⁰⁵ ANTOINE Robert, « Mitterrand-Kohl à Douaumont : l'Europe grandie », *Op. Cit.*

⁵⁰⁶ Nous pensons ici au cliché de Frédéric de La Mure. Les journalistes étaient en effet majoritairement positionnés en arrière des deux hommes d'Etat, et n'ont pu prendre qu'une photographie « de dos », comme celle utilisée pour la campagne de la CDU pour les élections européennes de 1989.

donc pas : il est en contre-champ. Comment l'Ossuaire a-t-il pu alors rester aussi « présent » dans les mémoires ? Selon nous, cette « absence » matérielle du monument renforce encore son poids symbolique. Tout en se tenant la main, les deux hommes posent inévitablement leur regard sur l'Ossuaire qu'ils viennent de visiter. Ils sont sans doute encore sous l'émotion de cette visite, comme ils en ont témoigné plus tard tous les deux ⁵⁰⁷. Et l'Ossuaire les « regarde » (puisque la photo est prise de son point de vue). L'Ossuaire de Douaumont est ainsi en quelque sorte le « grand témoin » de la scène : il fait intégralement partie de la mémoire de l'événement, personne ne peut oublier que c'est précisément à cet endroit que la photo a été prise.

L'émotion suscitée par la rencontre, et particulièrement par le geste posé par F. Mitterrand et Helmut Kohl, doit enfin beaucoup à la météo du jour : alors que les cérémonies se déroulaient un 22 septembre, le temps était digne d'un mois de novembre.

Le cimetière allemand de Consenvoye, le site où combattit le président Mitterrand en 1940, à Esnes-en-Argonne, l'Ossuaire de Douaumont, le mémorial de Fleury, ont été les étapes de l'émouvant pèlerinage de la réconciliation accompli par le président Mitterrand et le chancelier Kohl, sous un ciel comme tendu de crêpe et mouillé de larmes. ⁵⁰⁸

Il pleut sur leur visage. Il pleut sur nos souvenirs. Il pleut sur la réconciliation. Qu'importe. Il pleuvait aussi sur les poilus et les feldgrau en 1916. Le temps est de circonstance. Dans l'ombre et les intempéries, on se recueille mieux qu'au soleil. ⁵⁰⁹

Sur les images retransmises en direct à la télévision, les pardessus détrempés des deux hommes témoignent des intempéries qui se sont déversées sur eux. Les gros plans permettent aux téléspectateurs de s'identifier aux deux protagonistes : nous sommes bien dans le cadre d'une commémoration dont les « grands prêtres » sont les deux chefs d'Etat et de gouvernement, présidant les cérémonies au nom de leurs deux peuples respectifs.

Samedi après-midi, François Mitterrand a pris la main du chancelier ouest-allemand, Helmut Kohl, alors que les deux hommes, debout, tête nue sous une pluie glaciale, se recueillaient devant un catafalque drapé des couleurs nationales des deux pays. ⁵¹⁰

A la lumière des reportages ainsi qu'à la lecture des articles qui ont accompagné ou suivi immédiatement le Geste de Verdun, nous pouvons ainsi conclure que F. Mitterrand et Helmut Kohl ont globalement réussi leur pari : de nombreux commentaires témoignent en effet que l'émotion est « passée ». En faisant appel aux symboles, et en s'appuyant sur les ressorts émotionnels de la commémoration, ils ont délivré un message fort qui a touché les cœurs, comme l'avait explicitement souhaité F. Mitterrand.

Les symboles [...] aussi sont très importants pour que la mémoire historique se fixe, pour que l'imagination se détourne des façons de penser traditionnelles et dessine un nouveau

⁵⁰⁷ Voir Supra : chapitre II, notes 366 et 367.

⁵⁰⁸ Auteur non mentionné, « L'acte de foi de Mitterrand et Kohl – Verdun : les pèlerins de la réconciliation », *Op. Cit.*

⁵⁰⁹ FENEON Gérard, « Le pèlerinage de la paix... », *Op. Cit.*

⁵¹⁰ PIANATANIDA Nicole, « Verdun, la main dans la main », *Op. Cit.*

*paysage de ce que pourrait être l'Europe et la France et l'Allemagne dans l'Europe et par là dans le monde.*⁵¹¹

2. « Une nouvelle page de la réconciliation »⁵¹² ?

Dans la déclaration commune qui a suivi la rencontre, les deux chefs d'Etat et de gouvernement ont également affirmé que la Rencontre de Verdun était censée marquer « *l'engagement sans retour des deux peuples sur la voie de la paix, de la raison et de la coopération dans l'amitié* »⁵¹³. Mais quel sens donner à ces mots ? S'agissait-il, comme certains commentateurs l'ont indiqué, de célébrer un fait désormais accompli - en quelque sorte d'organiser une « célébration anniversaire » de la grande réconciliation scellée avec la signature du Traité de l'Elysée ? Il est manifeste que le Président de la République, dans l'interview donnée à FR3 Lorraine la veille de la Rencontre, avait une tout autre ambition. Il voyait dans la célébration du 22 septembre l'occasion de donner une impulsion forte, qui marquerait une nouvelle étape des relations franco-allemandes et de la construction européenne. Une question se pose alors : marquer une telle étape était-il nécessaire en 1984 ?

Certes, en 1984, les deux pays ont depuis longtemps tiré les leçons de leur histoire : les gestes accomplis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale entre les deux pays pour marquer leur réconciliation ont été relativement nombreux, et le chemin parcouru est tel qu'il ne semble laisser aucune place à un possible retour en arrière. C'est ce qu'exprime avec force Heinz Werner Hübner, alors directeur de la programmation de la *Westdeutscher Rundfunk* :

*Pour beaucoup de gens dans les deux pays, en particulier pour les plus âgés, la Deuxième Guerre mondiale, en dépit de tout le malheur qu'elle a apporté à l'humanité, a eu comme conséquence salutaire d'éradiquer l'expression 'ennemi héréditaire' - que chacun appliquait à l'autre - du vocabulaire des Allemands et des Français. Sans doute y aura-t-il encore - maintenant comme à l'avenir - des points de vue différents entre Paris et Bonn, dans le domaine politique et dans d'autres domaines. Mais l'idée que ces divergences de vue et de jugement puissent conduire à s'étriper mutuellement n'est pas seulement rendue caduque par les techniques d'armement modernes - elle est tout simplement absurde.*⁵¹⁴

Mais ce qui pourrait paraître une évidence en 1984, près de quarante ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, ne va pas forcément de soi. L'histoire de la dernière confrontation

⁵¹¹ MITTERRAND François, interview accordée à FR3 Lorraine le 21 septembre 1984, *Op. Cit.*

⁵¹² ANTOINE Robert, « Mitterrand-Kohl : l'Europe grandie », *Op. Cit.*

⁵¹³ Déclaration commune à l'issue des cérémonies du 22 septembre 1984, *Communiqué de presse conjoint Franco-allemand, Op. Cit.*

⁵¹⁴ HÜBNER Heinz Werner, DFS, 22 septembre 1984, cité dans la revue de presse du Presse und Informationsamt der Bundesregierung, Politisches Archiv / Zwischenarchiv 140630.

„Für viele Menschen, vor allem den älteren in beiden Ländern, ist trotz allen Unheils, das der Zweite Weltkrieg über die Menschheit gebracht hat, eine segensreiche Folge die Tatsache, daß das Wort „Erbfeind“, jeweils auf den anderen gemünzt, aus dem Sprachschatz der Deutschen und der Franzosen getilgt ist. Zweifellos wird es - wie in der Gegenwart, so auch in Zukunft - Meinungsverschiedenheiten in politischen und anderen Fragen zwischen Paris und Bonn geben. Doch die Vorstellung, daß kontroverse Ansichten und Beurteilungen dazu führen, übereinanderherzufallen, verbietet sich nicht nur wegen der modernen Waffentechnik - sie ist schlicht absurd.“

guerrière entre les deux pays a laissé des traces dans chacune des mémoires nationales. Son influence sur le « débat public » est ainsi notable, comme l'explique Stephan Mertens lorsqu'il interroge, en 2007, les mémoires croisées des deux pays⁵¹⁵. En dépit du chemin de réconciliation parcouru, l'animosité reste parfois encore bien perceptible dans certains commentaires :

*Mais samedi, le recueillement pouvait être quelque peu contrarié par certains éléments du spectacle. 'Stillgestanden' : lorsque le président Mitterrand et le chancelier Kohl arrivèrent au cimetière de Consenvoye, c'est un ordre hurlé par un officier de la Bundeswehr qui firent (sic) se figer au garde-à-vous les chasseurs français et les Panzergrenadiere ouest-allemands, intercalés sur un même rang.*⁵¹⁶

Le ton particulier de ce commentaire montre qu'en 1984, la présence de l'armée allemande sur le territoire français soulève encore les passions : elle réveille en effet, au moins au niveau individuel, les vieux souvenirs de l'Occupation⁵¹⁷. Des deux côtés du Rhin, c'est encore parfois une mémoire blessée qui s'exprime, une mémoire qui doit encore avancer sur le chemin de la réconciliation. Cette mémoire blessée peut prendre la forme de représentations faussées de la réalité historique, qui sont parfois relayées par les médias, comme ce fut le cas par exemple dans cet article de Romain Leick, paru dans le *Spiegel* du 17 septembre 1984 :

Et même si l'on ne fait plus porter à personne la responsabilité de guerre, ni sur les monuments ni dans les musées, même si l'hécatombe, tant chez les Allemands que chez

⁵¹⁵ MARTENS Stephan (Dir.), *La France, l'Allemagne et la Seconde Guerre mondiale. Quelles mémoires ?*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2007, p. 12.

« On ne peut commémorer la Seconde Guerre mondiale - et la Shoah – comme on commémore la Première Guerre mondiale, entre ennemis d'hier aujourd'hui réconciliés. En Allemagne (de l'Ouest), les hésitations, les incertitudes, les contradictions du traitement du nazisme peuvent s'expliquer. Elle a dû assumer tout le poids de l'horreur, contrairement à l'Autriche qui, à cause de l'Anschluss, s'est présentée comme la « première victime » du nazisme, et à la République Démocratique Allemande (RDA), qui s'est construite sur le mythe fondateur de l'antifascisme. La France a dû surmonter les conflits de mémoire liés à l'évocation du régime de Vichy [...] Même au nom de la réconciliation franco-allemande – aussi nécessaire et louable fût-elle – des épisodes dramatiques ont été tus ou refoulés [...]. Pendant très longtemps, le débat public en France et en Allemagne concernant la Seconde Guerre mondiale s'est concentré sur les responsabilités des puissances de l'Axe. Les contours de ce débat aujourd'hui sont en train de changer. »

⁵¹⁶ RAVERY Jean-Pierre, „Mitterrand-Kohl : main dans la main », *Op. Cit.*

⁵¹⁷ 10 années plus tard, la présence de soldats Allemands défilant sur les Champs-Élysées dans le cadre de l'Eurocorps continuera de susciter la polémique. Elle provoque par exemple une vive réaction de l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing. Celui-ci fait alors immédiatement référence aux soldats de la Wehrmacht qu'il a vus défiler sur ces mêmes Champs-Élysées lorsqu'il était encore adolescent, montrant ainsi combien les images peuvent se télescoper dans la mémoire des témoins, au-delà de toute rationalité objective.

GISCARD d'ESTAING Valéry, interview par Bruno Mazure au journal de 20h de France 2 du 8 juin 1994. Disponible aux archives de l'INA : <https://www.ina.fr/video/i09169817/valery-giscard-d-estaing-il-y-a-des-lieux-pour-la-reconciliation-il-y-a-des-moments-pour-le-souvenir-video.html>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

VGE : « *Quand j'étais lycéen à Paris, tous les matins en se réveillant, on entendait... les Allemands... - ça m'émeut – ... qui chantaient sous nos fenêtres. On entendait les pas dans la rue, comme ça... [il imite le bruit des pas avec ses doigts sur la table] ... jusqu'en 44. Eh bien l'idée que l'année où l'on commémore tout de même ces combats, ces sacrifices, nous allons avoir un défilé sur les Champs-Élysées, ça me fait quelque chose.* »

BM : « *Malgré que vous soyez un ardent défenseur de la réconciliation franco-allemande ?* »

VGE : « *Il y a des lieux la réconciliation et il y a des moments pour le souvenir.* »

*les Français, est apparemment documentée de manière impartiale - la distinction entre le bien et le mal, entre le juste et l'injuste reste visible partout. Les croix blanches sont réservées aux Français tombés au combat. A la Nécropole Nationale de Douaumont, où l'on en compte 15 000, un rosier pousse devant chacune d'elles, et sous chaque nom on peut lire l'inscription "Mort pour la France". Les croix allemandes sont noires. Il s'agit-là d'une clause spécifique du traité de Versailles. La couleur sombre devait également être un signe d'infamie pour ceux qui étaient pourtant tombés au combat. Dans la mort, tous étaient loin d'être égaux.*⁵¹⁸

De telles affirmations finissent par mettre à mal le symbole même de la Rencontre de Verdun : l'affirmation d'une égalité des deux peuples devant la tragédie de la Première Guerre mondiale, et la volonté de « réconciliation au-dessus des tombes ». C'est probablement une représentation de la France comme puissance arrogante et dominatrice qui guide l'interprétation du journaliste ; il nous semble transformer ici une simple différence culturelle objective dans l'art de la sépulture militaire en volonté française de discrimination. Il s'agit là d'un processus que décrit Paul Ricoeur, processus qu'il analyse comme un corolaire de la « fragilité » de l'identité :

*Faut-il donc que notre identité soit fragile, au point de ne pouvoir supporter, de ne pouvoir souffrir, que d'autres aient des façons différentes des nôtres de mener leur vie, de se comprendre, d'inscrire leur propre identité dans la trame du vivre-ensemble ? C'est ainsi. Ce sont bien les humiliations, les atteintes réelles ou imaginaires à l'estime de soi, sous les coups de l'altérité mal tolérée, qui font virer de l'accueil au rejet, à l'exclusion, le rapport que le même entretien à l'autre.*⁵¹⁹

La réciproque est évidemment vraie aussi du côté des Français, qui entretiennent eux aussi quelques représentations caricaturales de leurs voisins allemands, comme le montre ce commentaire teinté d'humour de Dominique Jamet, paru dans le *Quotidien de Paris* du 24 septembre 1984 :

Les raucités de la langue germanique, la férocité teutonne, la cruauté barbare des Prussiens, étaient-elles donc une invention française, une comédie allemande pour temps

⁵¹⁸ LEICK Romain, „Weiße Kreuze, schwarze Kreuze“, *Op. Cit.*

„Und auch wenn an den Denkmälern und in den Museen nirgendwo mehr Kriegsschuld verteilt wird, auch wenn das massenhafte Sterben der Deutschen und Franzosen scheinbar unparteiisch dokumentiert wird - die Unterscheidung zwischen Guten und Bösen, Gerechten und Ungerechten bleibt überall sichtbar. Den französischen Gefallenen bleiben weiße Grabkreuze vorbehalten. Auf dem Nationalfriedhof von Douaumont, wo 15 000 stehen, wächst vor jedem einzelnen ein Rosenstock, unter jedem Namen steht die Inschrift "Mort pour la France". Die deutschen Kreuze dagegen sind schwarz. So bestimmte es eigens eine Klausel im Versailler Vertrag. Die düstere Farbe sollte auch für die Gefallenen noch ein Zeichen der Schmach sein. Im Tod waren keineswegs alle gleich.“

Précisons qu'il n'y a jamais eu de telles dispositions dans le Traité de Versailles : la différence de couleur s'explique précisément par le fait l'entretien des cimetières allemands en France était du ressort de l'Allemagne, qui y a appliqué ses propres normes funéraires.

Voir : Traité de Versailles, Partie VI : « Prisonniers de guerre et sépultures », articles 225-226, in *Traité de Versailles 1919, Reproduction intégrale du texte officiel remis à la délégation allemande le 16 mars 1919 et signé le 28 juin 1919*, Librairie Militaire Berger-Levrault, 1920.

Disponible sur : https://fr.wikisource.org/wiki/Trait%C3%A9_de_Versailles_1919

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁵¹⁹ RICOEUR Paul, *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*, *Op. Cit.*, p. 99.

de guerre ? Tout baigne... dans l'eau. [...] Chacun regagne sa chacunière. Tandis que les Allemans (sic) se hâtent de repasser le Rhin, ayant compris que l'amitié est d'autant plus grande et solide que chacun reste chez soi - mais emportant sournoisement un peu de notre terre de France à leurs souliers - nous redescendons de Douaumont sur Verdun. Dix minutes de trajet là où dix mois n'ont pas suffi aux armées du Kronprinz pour faire le dixième de ce chemin. ⁵²⁰

Nous le voyons dans cet exemple, l'évocation de ces stéréotypes débouche inévitablement sur la réaffirmation, à peu de frais, de la supériorité française... Ce qui ne ferait finalement que conforter un éventuel lecteur allemand dans ses propres clichés au sujet des Français, prétendument arrogants et dominateurs...



« Qui a peur du Grand Méchant Loup ? »
Maud MATHIEU, septembre 2021⁵²¹.

L'engrenage est assez facile à percevoir, mais il est plus compliqué à démonter. Il faut sans doute davantage de temps et davantage de connaissance réciproque pour parvenir à tourner définitivement la page des conflits passés dans les mentalités. Quoi qu'il en soit, la forte présence de l'Allemagne dans les cérémonies, au travers de ses symboles nationaux, a visiblement eu un effet « collatéral » : elle a ravivé quelques inimitiés que l'on pouvait penser dépassées depuis longtemps. Quelques jours après les cérémonies, Claude Sarraute⁵²² se fait l'écho de ces vieilles rancunes dans un « billet d'humeur » publié dans *Le Monde* :

Vous êtes au courant de ce qui se passe ? C'est inimaginable. Des parlementaires européens ont eu le culot de demander qu'on débaptise à Londres et à Paris les gares de

⁵²⁰ JAMET Dominique, « France-Allemagne, la Paix de Verdun », *Op. Cit.*

⁵²¹ Source familiale privée. Nous remercions notre mère Maud MATHIEU pour son dessin original, offert dans le cadre de ce travail de recherche.

⁵²² Claude Sarraute (née en 1927, fille de l'écrivain Nathalie Sarraute) fut chroniqueuse puis éditorialiste au quotidien *Le Monde*. Elle fut chargée jusqu'en 1986 de la rédaction de billets d'humeurs quotidiens.

*Waterloo et d'Austerlitz. [...] Les Anglais sont furax, permettez-moi de vous le dire. [...] Je suis d'accord avec eux, pour une fois. Je veux pouvoir continuer à me hausser du col chaque fois que je prends le train pour Bordeaux. Et il n'y pas que nos victoires sur ces bêcheurs, sur ces ramenards d'Anglais. Il y a tout plein de peuples qu'on a bien l'intention de mépriser, de détester, jusqu'à la fin des temps. À commencer par les Allemands, tous des brutes, des Teutons, qui ne peuvent même pas prononcer les 'p'. Moi je veux bien que Kohl et Mitterrand se tiennent par la main et jouent les premiers communiant à la télé. Mais il faut que ça s'arrête là. Si on ne peut même plus rêver que notre béret est un képi et notre baguette un fusil chaque fois qu'on revient de la boulangerie boulevard de Verdun, à quoi ça sert d'être français ?*⁵²³

Les deux nations seraient-elles, malgré tout le chemin parcouru, condamnées à une haine héréditaire ? Les commentateurs soulèvent en effet ici des questions essentielles dans le cadre de notre sujet. Comment guérir, au sens psychologique, des blessures réciproques survenues du fait d'un long et tumultueux voisinage ? Comment chacun des deux pays peut-il permettre à l'autre d'être reconnu avec son identité, son histoire, sa mémoire particulière ? Cela apparaît ici comme une évidence : un travail de fond est nécessaire, un travail de réconciliation des individus, qui peut être initié, soutenu par le politique, mais qui le dépasse aussi largement⁵²⁴. C'est notamment la conviction de Charles Laprévotte, journaliste à *L'Est Républicain* :

*Aucun geste n'est inutile pour exorciser les vieux démons : les plus modestes rencontres de villageois jumelés ne sont pas moins importantes que l'apparat d'un pèlerinage silencieux de Chefs d'Etat allant se recueillir devant les tombeaux de ce qui fut l'élite de la jeunesse européenne [...]. Tout cela se traduit concrètement par des réalisations aussi diverses que les échanges culturels et estudiantins, les jumelages de ville à ville, la construction en commun d'Ariane et d'Airbus, la veille des armées côte à côte et non-plus face à face. Cela se traduit aussi par l'abandon des idées reçues, des vieux clichés, des stéréotypes fallacieux qui ont fait tant de mal aux deux peuples. Les Allemands ne considèrent plus les Français comme des êtres légers, frivoles et inaptes aux disciplines scientifiques, économiques ou civiques. Les Français ne voient plus les Allemands comme des brutes écumantes, prêts à se ruer sur l'Alsace-Lorraine et les Ardennes. Est-ce à dire que toutes les préventions, tous les contentieux, sont abolis à jamais ? L'homme est l'homme, avec sa part de vérité et de lucidité, mais aussi de passion et de déraison, de folie et d'illusions parfois.*⁵²⁵

⁵²³ SARRAUTE Claude, « Nos vieilles batailles », in *Le Monde*, 29 septembre 1984.

⁵²⁴ BAZIN Anne, « Les acteurs publics de la réconciliation en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale », in *Les Cahiers Sirice*, vol. 15, no. 1, 2016, pp. 41-51.

« [...] la réconciliation doit être analysée comme la conjugaison d'une volonté politique et d'actions concrètes de rapprochement à dimension micro -sociétale, qui engage les sociétés autant que la sphère politique. À ce titre, elle ne saurait se limiter aux acteurs publics. »

⁵²⁵ LAPREVOTTE Charles, « L'Europe en pèlerinage », in *L'Est Républicain*, 22 septembre 1984.

J'ai pu moi-même constater une vraie différence parmi mes élèves et mes étudiants, entre ceux qui avaient déjà eu l'occasion de séjourner en Allemagne, et ceux qui ne connaissaient l'Allemagne et les Allemands qu'à travers une image familiale ou médiatique. Dans un tout récent travail (janvier 2021) Océane Guérin, une de mes étudiantes d'hypokhâgne, témoignait :

„Meiner Meinung nach hatten die Austausch eine wichtige Rolle in der Versöhnung der beiden Völker zu spielen. Denn ein Austausch wie Brigitte Sauzay zum Beispiel hat ein neues Bild von den beiden

3. « Ici, la réconciliation a des allures de promesse » ⁵²⁶

C'est pour continuer ce travail de longue haleine que les organisateurs ont tenu à inviter des représentants des jeunes générations, français comme allemands, aux côtés des Anciens Combattants des deux anciens pays ennemis. Jean-Louis Dumont se souvient ainsi de la force du symbole d'une cérémonie conçue comme « intergénérationnelle » :

Or, en définitive, il était déjà prévu par le protocole que cette rencontre se passerait de façon très, très particulière, et en particulier avec des Ancien Combattants français (il y en avait encore quelques-uns) et Anciens Combattants allemands. Et qu'ils feraient une haie pour aller de l'Ossuaire, du parvis de l'Ossuaire, cela faisait quelques centaines de mètres quand-même, de passer, de saluer ces Anciens Combattants qui devaient être présents, aller saluer des jeunes, parce que c'étaient des collégiens de Verdun (ma fille y était, elle était collégienne à cette époque-là) et ils ont planté un arbre. Il y avait un ensemble d'évènements. ⁵²⁷

F. Mitterrand y fait allusion dans l'interview accordée à FR3 Lorraine la veille de la Rencontre :

La jeunesse pardonnez cette vérité de La Palice, c'est la réalité de demain, c'est elle qui fera l'Histoire et il est bon, nécessaire qu'elle soit instruite, qu'elle sache et qu'en même temps elle soit capable d'éprouver ces grands moments où le coeur parle, où les sentiments qui animent les peuples tout d'un coup épousent la réalité de Verdun, témoin de terribles massacres, gloire pour des armées courageuses, bonheur après coup pour ceux qui gagnent et assurent ainsi leur liberté cela a été le cas de la France à l'époque, malheur pour tout le monde en raison du dommage subi dont je répète qu'il pèse encore sur le développement et la capacité interne de nos pays d'Europe. ⁵²⁸

Les commentateurs accordent une large part à cet aspect des cérémonies, notamment dans la presse régionale de Lorraine.

Ländern gemacht. Wenn wir einen Austauschpartner haben, können wir verstehen, dass er wie die Franzosen ist, und kein Feind mehr. Mit den Austauschen zwischen den beiden Ländern können wie den anderen hören und verstehen. Wenn ich an mein persönliches Beispiel denke, habe ich mit meiner Austauschpartnerin Deutsch gesprochen, weil ich eine Freundin haben wollte. [...] Heute ist das etwas Natürliches, einen Austausch mit Deutschland zu machen, weil Frankreich und Deutschland Freunde sind.“

„Selon moi, les échanges avaient un rôle important à jouer dans la réconciliation des deux pays. Car un échange tel que Brigitte Sauzay par exemple a permis de changer l'image des deux pays. Lorsque nous avons un correspondant, nous pouvons comprendre qu'il est comme les Français, et non-plus un ennemi. Avec les échanges entre les deux pays, nous pouvons entendre l'autre, nous pouvons comprendre l'autre. Lorsque je pense à mon exemple personnel, j'ai parlé allemand avec ma correspondante parce que je voulais que nous devenions amies. [...] Aujourd'hui c'est quelque chose de naturel de faire un échange avec l'Allemagne, parce que la France et l'Allemagne sont amies. »

N. B. : Il s'agissait d'argumenter sur l'importance des échanges entre jeunes institutionnalisés par le Traité de l'Élysée et la création de l'OFAJ, à partir du texte de Martin Graff « Je t'aime moi non-plus » paru dans le journal *Die Zeit* du 16 janvier 2003.

⁵²⁶ KOCHERT Francis, « Kamerad, Kamerad, tous - Ici la réconciliation a des allures de promesse », in *Le Républicain Lorrain*, 23 septembre 1984.

⁵²⁷ DUMONT Jean-Louis, dans l'entretien qu'il nous a accordé par téléphone le 26 avril 2021, *Op. Cit.*

⁵²⁸ MITTERRAND François, interview accordée à FR 3 Lorraine le 21 septembre 1984, *Op. Cit.*

*Il était naturel que les jeunes générations, pour la plupart artisans du rapprochement franco-allemand, soient associées à l'événement. Sous le ciel chagrin, battant la semelle, les délégations de scolaires et d'étudiants des deux nations furent témoins de ce tournant historique. Ils étaient plusieurs milliers alignés près de l'Ossuaire, aux côtés des drapeaux des sociétés patriotiques, pour apporter leur caution à cette entente cordiale.*⁵²⁹

En ce qui concerne les Anciens Combattants, les journalistes mettent l'accent sur la fraternité d'armes. Les souffrances endurées ont suscité une solidarité qui a réussi, avant même la fin du conflit, à transcender les lignes de front.

*'Durant la Grande guerre, les prisonniers furent plus humainement traités que pendant la seconde. Je ne suis pas du tout d'accord avec les descriptions d'Eric (sic) Maria-Remarque⁵³⁰ : ce fut assez épouvantable sans qu'on en rajoute. Ce qui est vrai, par contre, c'est ce dont je me souviens de la forêt d'Argonne (ou plutôt ce qu'il en restait) : des conversations, voire même d'échanges de camaraderie entre soldats français et allemands ; on se rendait visite d'une tranchée à l'autre'.*⁵³¹

Les commentateurs relèvent que cette solidarité est manifestée par la présence conjointe des Anciens Combattants français et allemands, comme ici au cimetière de Consenvoye.

Au premier rang des personnalités, devant les jeunes des environs, il y a quelques anciens combattants de 14-18 dont le porte-drapeau des vétérans de Forges-sur-Meuse. Ils écoutent, manifestement émus, les notes poignantes de 'J'avais un camarade' qui est la

⁵²⁹ ANTOINE Robert, « Mitterrand-Kohl à Douaumont : l'Europe grandie », *Op. Cit.*

⁵³⁰ Nous proposons ici deux extraits de l'œuvre d'Erich Maria Remarque, susceptibles d'illustrer les propos de Willi Nothdurft :

REMARQUE Erich Maria, *Im Westen nichts Neues*, 1929.

Version allemande disponible sur : https://archive.org/details/imwestennichtsne0000rema_n7b5

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

Pour la version française : traduction de Alzir HELLA et Olivier BOURNAC, Paris, le Livre de Poche, 1973.

- « Le corned-beef d'en face est renommé sur tout le front. Il est même parfois la raison principale de ces sorties que nous effectuons à l'improviste, car notre nourriture est en général mauvaise ; nous avons continuellement faim. Au total, nous avons ramassé cinq boîtes. Comparés à nous, qui sommes affamés avec notre marmelade de raves, les gens de là-bas sont magnifiquement nourris ; chez eux la viande traîne partout ; on n'a qu'à tendre la main pour en avoir. » (p. 92)

- « Naturellement, tous ces jeunes effectifs ne savent encore presque rien [...]. Ils sont décimés, parce qu'ils distinguent à peine un fusant d'un percutant ; ils sont fauchés parce qu'ils écoutent avec angoisse le hurlement des grosses « caisses à charbon » qui sont inoffensives et qui vont tomber très loin de nous, tandis qu'ils n'entendent pas le murmure léger et sifflant des petits monstres qui éclatent au ras du sol. Ils se serrent l'un contre l'autre, comme des moutons, au lieu de se disperser, et même les blessés sont encore abattus, comme des lièvres, par les aviateurs. Ah ! ces pâles figures de navets, ces mains pitoyablement crispées, cette lamentable intrépidité de ces pauvres chiens qui, malgré tout, vont de l'avant et attaquent, de ces pauvres, de ces braves chiens, qui sont si intimidés qu'ils n'osent même pas crier et qui, les bras, les jambes, la poitrine et le ventre tout déchirés, gémissent doucement en appelant leurs mères et cessent aussitôt qu'on les regarde ! Leurs visages, pointus, duveteux et morts ont cette épouvantable absence d'expression des cadavres d'enfants. » (p. 101)

⁵³¹ Auteur non mentionné, « Un Allemand seul survivant de son régiment : 'des lieux qui restent cruels' », in *L'Est Républicain*, 23 septembre 1984.

sonnerie aux morts en usage dans les cérémonies allemandes, puis les hymnes nationaux des deux pays. ⁵³²

Pour illustrer cette fraternisation dans les tranchées, qui fut en quelque sorte un prélude à la réconciliation au-dessus des tombes, *L'Est Républicain* revient longuement sur le parcours de Willi Nothdurft, l'un des Anciens Combattants faisant partie des invités d'honneur du Chancelier Helmut Kohl. « *Un homme sans haine aucune* », précise le journal. « *En effet, 1913 ne l'avait pas prédisposé à haïr la France, tout au contraire* ». Le parcours franco-allemand de Willi Nothdurft, qui a motivé son invitation par le Chancelier Kohl, a en effet commencé avant-même la Première Guerre mondiale. En 1913, « *il s'était engagé comme beurrier à la Fromagerie des Rochers à Falaise, en Normandie* » ⁵³³. Ce parcours se poursuit dans l'entre-deux-guerres : « *la France, il y revient de 1930 à 1937 pour y décrocher un diplôme de l'Ecole nationale de laiterie d'Aurillac, bienheureux parchemin qui lui permettra lors de l'arrivée des Soviétiques en Silésie où il travaillait dans une laiterie, de se faire passer pour Français* » ⁵³⁴. Il s'agit pour les journalistes de montrer que l'amitié entre la France et l'Allemagne, entre deux pays voisins destinés à entretenir de multiples échanges, est en réalité quelque chose de tout-à-fait naturel. *Le Républicain Lorrain* rapporte ainsi les propos d'un autre Ancien Combattant allemand « *Quand j'étais petit, je ne comprenais pas lorsqu'on m'apprenait à l'école que le Français était l'ennemi héréditaire de l'Allemagne* » ⁵³⁵. Le journal va même jusqu'à réactualiser cette fraternisation des tranchées, en la mettant en scène au sein du public d'Anciens Combattants venus assister aux cérémonies.

Il ne faisait pas un temps à mettre un Ancien Combattant de 14-18 dehors, hier. Le froid, la pluie, l'attente pendant des heures... et pourtant ils étaient là, une dizaine, une quinzaine, stoïques : Pierre Cornic, du Nord, 87 ans, qui a combattu au Chemin des Dames, Désiré Humblot, 94 ans, blessé à la Côte du Poivre en 1916, Alfred Kröhl, 89 ans, un Allemand qui a fait Cumières, la Marne. On tue l'attente en égrenant les souvenirs, en sortant les photos jaunies, écornées, du portefeuille. 'Verdun, j'irais tous les jours de ma vie si je pouvais. Je n'oublierai que lorsque j'aurai fermé les yeux pour toujours'. Que d'émotion ! 'Kamerad, Kamerad, tous' dit en tremblant un vieux combattant allemand qui se souvient [...] les larmes se confondent à la pluie qui bat sur les visages. ⁵³⁶

La réconciliation est ainsi présentée comme une évidence, notamment pour les régions qui ont particulièrement souffert des différents conflits :

'La réconciliation, il faudrait la faire devant une tasse de café chaud', lance Marcel Donneau, président des porte-drapeaux de Meurthe et Moselle. 'Et puis d'ailleurs, pour les Alsaciens Lorrains, il y a longtemps que c'est une réalité'. ⁵³⁷

⁵³² LAPREVOTE Charles, « A Consenvoye : 'J'avais un camarade' », *Op. Cit.*

Pour le chant *Der gute Kamerad* („Ich hatt' einen Kameraden“), voir *Supra*, chapitre 2, note 313537.

⁵³³ *Ibid.*

⁵³⁴ *Ibid.*

⁵³⁵ KOCHERT Francis, « Kamerad, Kamerad, tous - Ici la réconciliation a des allures de promesse », *Op. Cit.*

⁵³⁶ *Ibid.*

⁵³⁷ *Ibid.*

Certains commentaires sont toutefois plus dubitatifs au sujet de cette réconciliation entre anciens ennemis :

*Encore un quart de siècle, et le chef de l'Etat français invitera son collègue allemand à commémorer avec lui chez nous la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les survivants de la troisième rendront les honneurs. On peut dès à présent retenir ses places - de toute façon, ça se passera toujours dans un cimetière.*⁵³⁸

La réconciliation amorcée à la fin de la Première Guerre mondiale n'avait en rien empêché la Seconde. N'est-il pas temps de sortir de ce scénario à répétition ? Les commentateurs suggèrent ainsi parfois en marge que si la réconciliation entre anciens de 14-18 semble désormais acquise, elle reste tout de même un peu plus délicate pour la génération suivante d'Anciens Combattants, présente elle-aussi à Verdun.

*La pluie fait couler ses larmes sur les visages ravlinés des anciens. Les vétérans de 1914 ne disent rien. Ceux de 40 n'en pensent pas moins, comme malgré eux.*⁵³⁹

Faut-il voir dans ces derniers mots une allusion aux Alsaciens-Mosellans enrôlés de force dans l'armée allemande après l'armistice de 1940 ? Si le temps a apaisé les ressentiments de la Première Guerre mondiale, les blessures de la Seconde semblent encore loin d'être refermées.

*M. Dreyer, ancien combattant des Flandres-Dunkerque en 1940 veut dire, lui, aux Allemands : 'Vous avez été un peuple barbare, mais vous avez su changer. Aujourd'hui, les jeunes ne perçoivent plus les choses comme nous et c'est aussi bien.'*⁵⁴⁰

Les commentateurs soulignent ainsi que les Anciens Combattants ne sont pas seulement là pour se souvenir, mais aussi pour témoigner et transmettre la mémoire de la réconciliation aux nouvelles générations. Daniel Groscolas se souvient ainsi du travail effectué des deux côtés du Rhin pour mobiliser les écoles, notamment celles qui avaient un lien particulier avec le partenaire (un jumelage par exemple) :

*Donc, pour l'Office Franco-Allemand, c'était assez simple de mobiliser en France et en Allemagne. [...] Ils ont contacté différentes écoles qui étaient assez actives dans la relation franco-allemande, et qui avaient des partenaires en Lorraine et en Champagne en particulier. [...] J'ai chargé Gert Hammer d'aller dans les établissements allemands et de préparer une réunion, où l'on allait d'abord réunir tous les Allemands. [...] Du côté français, je suis simplement allé voir le Recteur de Nancy, qui était d'ailleurs un ancien résistant très motivé, et je lui ai donné la liste des établissements envisagés. [...] Lui a joué un rôle très important, parce qu'il était motivé, sur un travail préalable avec les élèves, demandant aux professeurs d'histoire de traiter de la Bataille de Verdun.*⁵⁴¹

C'est toutefois l'aspect des cérémonies qui semble avoir le moins convaincu les observateurs. Il faut dire que les conditions météorologiques étaient exécrables, et que les cérémonies avaient pris du retard.

⁵³⁸ JAMET Dominique Ils sont passés, *Op. Cit.*

⁵³⁹ *Ibid.*

⁵⁴⁰ KOCHERT Francis, « Kamerad, Kamerad, tous - Ici la réconciliation a des allures de promesse », *Op. Cit.*

⁵⁴¹ GROSCOLAS Daniel, dans l'entretien qu'il nous a accordé par téléphone le 25 mars 2021, *Op. Cit.*

La nuit tombait donc sur Douaumont, ce qui n'a pas facilité le travail des journalistes, comme le souligne Daniel Groscolas :

*Au moment de la plantation des arbres, tous les photographes ont renoncé en termes de communication, ce fut très mauvais. Les seules photos que j'ai, c'est le photographe de l'Elysée, c'est la Présidence qui me les a envoyées quelques jours après.*⁵⁴²



La plantation d'arbres du 22 septembre 1984.

Photo dédiée par F. Mitterrand et H. Kohl, conservée par D. Groscolas / Capture d'écran [Actu.fr](https://actu.fr)⁵⁴³

Un certain nombre d'articles met en avant la difficulté pour des jeunes à se reconnaître dans ce type de cérémonies.

*Des lycéens d'Offenburg, qui ont visité les sites hier matin autour de Verdun et qui vont rejoindre le chancelier Kohl à Douaumont, laissent gambader leurs impressions : 'Cette rencontre sur les lieux d'un ancien carnage, c'est un geste symbolique essentiel bien-sûr. Mais personnellement, la cérémonie nous semble trop rapide, trop rigoureuse, trop sévère. Même pas le temps de faire un discours. C'est une rencontre trop sèche pour sceller une profonde amitié'.*⁵⁴⁴

Le 22 septembre est une date qui intervient assez rapidement dans les calendriers scolaires, en particulier en France. En raison des congés scolaires de l'été, les détails ont ainsi été communiqués relativement tardivement aux établissements et aux diverses organisations de jeunesse, qui ont eu sans doute un certain mal à s'organiser. Mais selon les commentateurs, elles sont dues aussi à l'organisation-même des cérémonies, sur un seul après-midi, soit un temps très bref qui laisse peu de place à la véritable rencontre.

*Deux mille soldats, mais aussi trois mille écoliers français ont occupé le champ de bataille pour la rencontre. Ne dénombrons point les écoliers allemands qui firent une visite éclair et furent nourris sur place par leurs propres moyens.*⁵⁴⁵

⁵⁴² *Ibid.*

⁵⁴³ https://actu.fr/nouvelle-aquitaine/l-houmeau_17190/l-houmeau-daniel-groscolas-a-l-origine-du-rapprochement-kohl-mitterrand-en-1984_41627192.html

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁵⁴⁴ FENEON Gérard, « Le pèlerinage de la paix... », *Op. Cit.*

⁵⁴⁵ Auteur non mentionné, « Devant 3 000 écoliers français - La rencontre de Douaumont : une grande leçon d'histoire », *Op. Cit.*

N'y aurait-il pas là un sous-entendu un peu plus perfide de la part du journaliste ? Il semble en effet vouloir pointer ici une certaine mauvaise volonté de la part des Allemands, qui seraient peu intéressés par ce type de cérémonie, et par l'histoire en général. Les petits écoliers français, quant à eux, seraient beaucoup plus performants en ce qui concerne le travail de mémoire.

Les membres du corps enseignant n'avaient pas manqué de leur expliquer de long en large le sens profond de cette journée. Aussi se sentirent-ils très motivés par cette Rencontre, haut-lieu de la réconciliation franco-allemande. ⁵⁴⁶

La majorité des commentateurs s'inscrivent toutefois en faux contre ce qui semble bien être un préjugé. Les lycéens allemands auxquels ils donnent la parole reconnaissent certes les difficultés qu'il y a pour eux d'aborder en cours les deux conflits mondiaux :

Il y a là Thomas Buhl, Bernd Scharderer, André Thirion, Christophe Hofler, tous du lycée Oken. Ils sont 50 parmi les 3000 autres jeunes sur le terrain. Ils sont inscrits à une section spéciale d'histoire en première. 'Mais on nous parle encore très peu des deux dernières guerres mondiales dans notre enseignement ; sauf pour montrer la destruction de la démocratie par le socialisme nazi' disent-ils. ⁵⁴⁷

Mais c'est aussi l'occasion pour les journalistes de souligner que le travail de mémoire s'effectue en Allemagne selon d'autres modalités, et peut-être même davantage qu'en France. Tout ne s'apprend pas forcément dans les écoles, comme le rappelle Jean-Louis Dumont dans l'entretien qu'il nous a accordé :

A Verdun, le renouvellement des générations a permis de renouveler aussi le mémoriel par les terrains. C'est le seul site sur lequel on peut venir et voir les trous d'obus, tels qu'ils étaient, tels qu'ils sont depuis plus d'un siècle, les forts [...]. Quand le jeune un peu turbulent s'aperçoit que le nom qui est sur la croix, sur la plaque, c'est dix-huit ans. Quand ils font la différence, 'Tiens, né le...', les deux dates, 'Ah, ils avaient dix-huit ans !'. Combien de témoignages on a comme ça. Le prof, il dit 'Eh bien, oui', quand ils se sont rendus compte de ça, on leur dit 'Voilà, [... soixante-dix...] ans après, ce sont deux chefs d'Etat qui se donnent la main devant l'Ossuaire, où il y avait autant d'Allemands que de Français'. ⁵⁴⁸

En Allemagne, ce travail de mémoire sur le terrain se fait déjà depuis la fin des années 1960, et le retour de l'entretien des cimetières allemands au VDK ⁵⁴⁹.

Des adolescents allemands entretiennent depuis longtemps ce type de cimetière sur notre territoire. L'été, ils logent dans nos écoles. Ils travaillent pour le Volksbund et ont l'impression d'œuvrer depuis toujours pour le rapprochement franco-allemand. ⁵⁵⁰

Au-delà de ces polémiques, plusieurs commentateurs qualifient la Rencontre de Verdun de « grande leçon d'histoire », une leçon en quelque sorte grandeur nature. La Rencontre du 22 septembre a en effet permis aux jeunes des deux pays de découvrir Verdun et son message fort,

⁵⁴⁶ *Ibid.*

⁵⁴⁷ FENEON Gérard, « Le pèlerinage de la paix... », *Op. Cit.*

⁵⁴⁸ DUMONT Jean-Louis, dans l'entretien qu'il nous a accordé par téléphone le 26 avril 2021, *Op. Cit.*

⁵⁴⁹ Voir *Supra* : Chapitre II.

⁵⁵⁰ *Ibid.*

mais aussi de voir concrètement la réconciliation à l'œuvre, notamment avec le témoignage des Anciens combattants.

Belle leçon d'histoire pour ces générations montantes, minute réconfortante pour les anciens combattants, toutes générations confondues, où se mêlaient même un drapeau polonais, celui des déportés, celui des résistants. ⁵⁵¹

Les commentateurs ne manquent pas de souligner combien cette transmission est importante. Les témoins de la Première Guerre mondiale sont en 1984 sur le point de disparaître. Et comme l'affirme Aleida Assmann, avec la disparition des témoins, c'est la mémoire qui est menacée, ici celle de la Première Guerre mondiale :

Tant que les souvenirs ne sont pas extériorisés et fixés dans des supports externes, ils sont instables et fragiles. Souvent, ils disparaissent déjà du vivant de leurs porteurs, mais avec la disparition de ces derniers, ils sont irrémédiablement perdus. ⁵⁵²

Les Anciens Combattants sont en quelque sorte venus transmettre le relais, afin que le chemin de réconciliation entre la France et l'Allemagne puisse se poursuivre. C'est la valeur symbolique que les commentateurs attribuent à la plantation d'arbre effectuée par les jeunes de l'Office Franco-Allemand pour la jeunesse, et parachevée par F. Mitterrand et Helmut Kohl.

Sur la butte ouest de l'Ossuaire, ils ont assisté à la plantation d'un érable par le président et le chancelier, arbre matérialisant la réconciliation parmi les soixante-dix érables qui rappelleront désormais aux pèlerins l'anniversaire du déclenchement de la plus grande bataille de tous les temps. Une nouvelle vie végétale a pris naissance sur ce champ de bataille où la vie humaine, durant six mois, fut quasiment interdite. ⁵⁵³

La présence des jeunes est pour les chroniqueurs le signe que les cérémonies de Verdun ne se bornent pas à rendre hommage aux soldats morts pendant les deux conflits mondiaux, mais qu'elles sont aussi résolument tournées vers l'avenir.

Dans les centaines d'autocars rangés un peu partout, des frimousses de gosses, des milliers de jeunes, Français, Allemands qui donnent une dimension toute particulière à cette cérémonie. Ils sont porteurs de tant d'espérance, ici la réconciliation n'est plus un vain mot. Elle a des allures de promesse. ⁵⁵⁴

⁵⁵¹ ANTOINE Robert, « Mitterrand-Kohl à Douaumont : l'Europe grandie », *Op. Cit.*

⁵⁵² ASSMANN Aleida, *Der lange Schatten der Vergangenheit - Erinnerungskultur und Geschichtspolitik*, *Op. Cit.*, p. 53.

„Solange Erinnerungen nicht veräußerlicht und in externen Speichern fixiert sind, sind sie labil und fragil. Oft vergehen sie schon zu Lebzeiten, mit dem Ableben ihrer Träger aber sind sie unwiederbringlich verloren.“

Aleida Assmann montre ainsi que le silence qui a suivi la Shoah était un moyen pour les bourreaux d'oublier, et que ce silence participait en réalité de la volonté de « mnémocide » portée par l'idéologie nazie. Dans les années 1970, avant qu'il ne soit trop tard, permettre de rompre le silence, transmettre par le biais de témoignages, est donc devenu un « devoir sacré » envers les victimes. Il nous semble que c'est ce même sentiment de « devoir sacré » envers les camarades tombés au combat qui anime les Anciens Combattants qui se sont déplacés à Verdun ce jour-là.

⁵⁵³ ANTOINE Robert, « Mitterrand-Kohl à Douaumont : l'Europe grandie », *Op. Cit.*

⁵⁵⁴ KOCHERT Francis, « Kamerad, Kamerad, tous - Ici la réconciliation a des allures de promesse », *Op. Cit.*

Pour Frédéric de La Mure, ce « message » à la jeunesse est l'un des éléments essentiels de l'histoire que « raconte » la photo du Geste de Verdun :

*Le témoignage devant les morts. C'est le plus important. Et puis montrer à la jeunesse que maintenant, on part sur d'autres choses. Oublions les malheurs pour construire quelque chose. Ils étaient dans un lieu de malheur et ils sont partis, ils ont montré la direction aux autres.*⁵⁵⁵

Les images des cérémonies du 22 septembre 1984 ont suscité chez les promoteurs de la réconciliation franco-allemande une véritable euphorie : au lendemain de la Rencontre de Verdun, les commentaires enthousiastes se multiplient, en France comme en Allemagne.

*Dans ce site qui porte encore visiblement les traces de combats horribles, dans cet univers où seule la mort triomphait il y a soixante-huit ans, la démarche silencieuse de MM. Mitterrand et Kohl a dissipé un tragique malentendu, a tourné définitivement la page du passé, ouvert la voie de l'Europe.*⁵⁵⁶

Cet enthousiasme a parfois conduit certains journalistes à proposer une vision un peu idéalisée des relations franco-allemandes. Ceux-ci n'ignoraient pas, bien-sûr, les difficultés et les différentes polémiques nées à l'occasion des cérémonies. Mais ils ont fait le choix de ne pas s'y attarder, et d'intégrer la rencontre de Verdun, et son moment fort, le Geste de Verdun proprement dit, dans l'histoire déjà riche de la réconciliation entre la France et l'Allemagne. Ulrich Wickert, pour l'Allemagne, insiste sur la solidité du tandem franco-allemand au service de la construction européenne :

*Ce fut une cérémonie qui rencontra en France une approbation unanime car l'entente franco-allemande est ici considérée comme la pierre angulaire de l'Europe.*⁵⁵⁷

Robert Antoine, pour la presse régionale de Lorraine, insiste quant à lui sur le caractère résolument franco-allemand des cérémonies :

*Devant le catafalque drapé aux couleurs françaises et allemandes sur le parvis de l'Ossuaire, le dépôt de gerbe des deux hommes d'Etat fut sans contexte (sic) le moment le plus émouvant de cette journée. Tandis que les détachements franco-allemands rendaient les honneurs, la musique du 151^{ème} RI et de la 34^{ème} brigade blindée allemande exécutaient les hymnes nationaux. Une nouvelle page de la réconciliation s'ouvrait.*⁵⁵⁸

⁵⁵⁵ de La MURE Frédéric, dans l'entretien qu'il nous a accordé par visio-conférence le 14 mai 2021, *Op. Cit.*

⁵⁵⁶ ANTOINE Robert, « Mitterrand-Kohl à Douaumont : l'Europe grandie », *Op. Cit.*

⁵⁵⁷ WICKERT Ulrich, reportage pour la chaîne ARD, *Op. Cit.*

„Es war eine Zeremonie, die in ganz Frankreich ungeteilte Zustimmung fand, denn die deutsch-französische Verständigung geht doch hier als Eckpfeiler für Europa. Und so wie einst Bundeskanzler Adenauer und General de Gaulle gemeinsam in der Kathedrale von Reims niederknieten, besiegelten Mitterrand und Kohl diesen Tag mit einem symbolischen Händedruck, während die französische Nationalhymne ausklang.“

⁵⁵⁸ ANTOINE Robert, « Mitterrand-Kohl à Douaumont : l'Europe grandie », *Op. Cit.*

Il est en effet remarquable que chacun des hymnes nationaux ait été exécuté non par le détachement du pays concerné, mais par le détachement du pays partenaire.

Voir aussi :

ROSENZWEIG Luc, « Kamerad ! Mitterrand-Kohl ou la paix des familles », *Op. Cit.*

Certains éditorialistes, même extérieurs à l'aire franco-allemande, sont allés plus loin : la « première » à laquelle ils avaient assisté devait, selon eux, inévitablement marquer une nouvelle étape dans les relations entre les deux pays. C'est en tout cas l'opinion de Philip Short pour la BBC, citée dans la revue de presse de l'ambassade de la République Fédérale en Grande-Bretagne :

C'est la première fois que des cérémonies de ce genre sont célébrées en commun (par les Français et les Allemands) ; en juin en effet, le chancelier Kohl n'avait pas été invité aux commémorations du D-Day. Avec les cérémonies de Verdun c'est symboliquement un nouveau chapitre qui s'ouvre dans l'histoire de la réconciliation franco-allemande. ⁵⁵⁹

Ce qui nous semble vraiment nouveau avec le Geste de Verdun, c'est que cette réconciliation devient aussi une réconciliation des mémoires. Certes, les historiens, français comme allemands, travaillaient depuis longtemps à un regard commun sur l'histoire de leurs deux pays. Les nombreux échanges favorisés par le Traité de l'Élysée avaient aussi permis à de nombreuses mémoires individuelles de se réconcilier. Mais le Geste de Verdun a agi comme une sorte de catalyseur entre histoire et mémoire individuelle, permettant à une mémoire franco-allemande commune de se révéler. La Rencontre de Verdun, nouvelle pierre apportée à la réconciliation profonde des deux mémoires nationales, française et allemande, constitue donc bien une étape majeure dans l'histoire des relations entre les deux pays, ainsi que le formule Georges-Henri Soutou. Ce dernier qualifie en effet le Geste de Verdun de « *point culminant* » d'une « *nouvelle orientation* » dans la mémoire de Verdun ⁵⁶⁰.

A travers toutes les polémiques que la Rencontre de Verdun soulève encore en 1984, il apparaît clairement que la réconciliation franco-allemande n'est pas une réalité acquise une fois pour toutes. Certes, un chemin s'est ouvert, sur lequel il ne saurait être question d'un retour en arrière. Les responsables politiques des deux pays s'accordent toutefois sur la nécessité vitale

« La fanfare de la Bundeswehr entonne une Marseillaise impeccable. A peine les dernières notes de l'hymne national ont-elles fini de résonner sur les murs sévères de l'ossuaire de Douaumont que la musique de l'armée française entame un 'Deutschland über alles' d'une toute autre qualité que celui généralement bâclé avant les match (sic) de foot ».

JAMET Dominique, « Ils sont passés », *Op. Cit.*

« Belle idée, comme celle de faire interpréter par une fanfare française l'hymne national allemand étrangement assourdi, par une fanfare allemande l'hymne national français curieusement enrichi de trompettes et de clochettes. Il n'y a pas eu besoin de forcer sur le rythme et sur le son, comme prévu en cas de sifflets »

⁵⁵⁹ SHORT Philip, BBC, 22 septembre 1984. (Original en anglais non disponible). Cité dans la revue de presse de l'ambassade, Politisches Archiv, Zwischenarchiv 140630.

„Es ist das erste Mal, dass Feierlichkeiten dieser Art (von Franzosen und Deutschen) gemeinsam gehalten werden; denn zur D-Day-Feier im Juni war Bundeskanzler Kohl nicht eingeladen worden. So symbolisieren die Zeremonien von Verdun einen neuen Abschnitt im französisch-deutschen Versöhnungsprozess.“

⁵⁶⁰ Voir : SOUTOU Georges-Henri, « La construction du symbole de Verdun », in *Revue Défense Nationale*, vol. 787, no. 2, 2016, pp. 27-28.

« Mais le symbole reprit une nouvelle vie autour des thèmes, tous deux liés, de la paix et de la réconciliation franco-allemande. [...] Cette nouvelle orientation avait atteint son point culminant lors de la cérémonie du 22 septembre 1984, lors de la commémoration des morts de la Première Guerre mondiale, où devant un catafalque placé à l'entrée de l'ossuaire de Douaumont, le président Mitterrand saisit de sa main gauche la main droite du chancelier Kohl qui se tenait à ses côtés pour écouter la Marseillaise après avoir écouté l'hymne allemand. Ce geste, dont la photographie fit le tour du monde, reste marqué par une plaque commémorative en bronze, devant l'Ossuaire, face à la Nécropole. »

de poursuivre avec détermination le processus engagé. Cette nécessité, F. Mitterrand comme H. Kohl la rappellent régulièrement ; probablement autant par conviction personnelle que par pragmatisme. H. Kohl déclare ainsi solennellement à Paris, à l'occasion du vingtième anniversaire du traité de l'Élysée, en 1983 :

*Tout cela forge chez les Français comme chez les Allemands la conviction irréfutable que la liberté et la prospérité du voisin sont une condition préalable à leur propre liberté et à leur propre prospérité. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, la coopération franco-allemande est une réalité. Elle est devenue une part considérable, importante et centrale de notre vie politique, économique et culturelle. J'aimerais aller plus loin et dire que pour beaucoup d'entre nous, notamment de ma génération, elle est désormais devenue une part de notre vie personnelle. Nous allons tout mettre en œuvre pour promouvoir cette coopération.*⁵⁶¹

Comme le rappelle Marion Gaillard, F. Mitterrand, en dépit des hésitations des débuts de sa présidence, a fait de cette coopération entre les deux pays « une donnée essentielle de la politique étrangère française » et « l'un de ses objectifs majeurs »⁵⁶².

III. Un geste diplomatique ?

Les cérémonies du 22 septembre 1984 à Verdun ne sont pas seulement une commémoration, elles se veulent aussi une « rencontre ». Pour lancer le reportage sur les cérémonies, Karl-Heinz Köpke (*Tagesschau* du 22 septembre 1984, ARD) choisit en arrière-plan un visuel de type « diplomatique » : une carte, avec comme seules indications : Paris, Bonn et Verdun (située exactement à mi-chemin), et les visages de F. Mitterrand et Helmut Kohl en encadré. Bien sûr, la Rencontre de Verdun n'est pas un sommet franco-allemand au sens classique. Aucune discussion officielle n'est ainsi prévue entre les deux Chefs d'Etat et de

⁵⁶¹ KOHL Helmut, *Discours à l'Hôtel des Monnaies de Paris à l'occasion du 20^{ème} anniversaire du traité de l'Élysée, 21 janvier 1983.*

Disponible sur : <https://www.helmut-kohl-kas.de/>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

„Aus alldem ergibt sich für Franzosen wie Deutsche die unabweisbare Erkenntnis, daß Freiheit und Wohlfahrt des Nachbarn Voraussetzung der eigenen Freiheit und der eigenen Wohlfahrt ist. [...] Herr Präsident, meine Damen und Herren, die deutsch-französische Zusammenarbeit ist Wirklichkeit. Sie ist ein beachtliches und gewichtiges, ein zentrales Stück unseres politischen, unseres wirtschaftlichen, unseres kulturellen Lebens geworden. Ich möchte weitergehen und sagen, sie ist für viele von uns, nicht zuletzt aus meiner Generation, Teil des persönlichen Lebens geworden. Wir wollen alles tun, um diese Zusammenarbeit zu fördern.“

⁵⁶² GAILLARD Marion, « François Mitterrand et l'Allemagne, 1981-1995 », in *Histoire@Politique*, vol. 4, no. 1, 2008, p.16.

« Pourtant, si la politique allemande de François Mitterrand est vivement critiquée sur ce point, c'est également elle qui fait partie de ce qui est considéré comme l'un de ses héritages principaux. Plus encore que son prédécesseur, il est celui qui a ancré la coopération franco-allemande comme une donnée essentielle de la politique étrangère française et fait de la réconciliation durable avec l'Allemagne un de ses objectifs majeurs, la poignée de main de Verdun faisant figure de symbole. »

Gouvernement. Par ailleurs, depuis le Traité de l'Élysée, les sommets franco-allemands sont devenus une institution⁵⁶³ : ils sont suffisamment fréquents pour qu'il ne soit pas nécessaire d'en rajouter. Mais il ne s'agit pas pour autant d'une banale rencontre informelle entre les deux hommes (comme avaient pu l'être par exemple la rencontre à Dabo l'année précédente⁵⁶⁴, ou à Brégançon l'année suivante⁵⁶⁵). Le cadre, celui de la commémoration, est déjà particulièrement officiel. La Rencontre de Verdun répond en effet aussi à des enjeux de politique extérieure non négligeable ; ces enjeux ne vont-ils pas donner à la Rencontre de Verdun une tournure diplomatique ?

Il y a d'abord ce qui concerne directement les relations franco-allemandes : la nécessité de réaffirmer à la face de l'Europe et du monde la solidarité sans faille de la France avec l'Allemagne de l'Ouest. En choisissant Verdun, F. Mitterrand et Helmut Kohl mettent en avant le lieu où les deux pays se sont entre-déchirés, un lieu qui symbolise une inimitié héréditaire ayant laissé place à une réconciliation spectaculaire. C'est symboliquement à Verdun que la division franco-allemande a commencé, avec la partition en 843 de l'Empire carolingien. Faire appel à Verdun, c'est en réalité convoquer l'ensemble de la longue histoire des relations tumultueuses entre la France et l'Allemagne. C'est bien l'analyse que propose l'Ambassadeur de France en Allemagne, Jacques Morizet, ouvrant ainsi une perspective géopolitique plus large :

*La presse retient avant tout la référence au passé que représentent ces cérémonies. On n'avait pas besoin de celles-ci pour fortifier la réconciliation franco-allemande, tant cette dernière est devenue quelque chose de naturel, mais pour la 'clamer' en Europe et dans le monde. MM. Mitterrand et Kohl ont voulu apporter un témoignage historique de ce qui est 'le plus remarquable succès de l'après-guerre', l'amitié franco-allemande.*⁵⁶⁶

Le dernier épisode en date avait laissé des traces : le Chancelier H. Kohl avait tout de même été déclaré de manière officieuse *persona non grata* en Normandie au mois de juin⁵⁶⁷. Tous les

⁵⁶³ Voir : texte du Traité de l'Élysée, disponible sur : <https://www.france-allemande.fr/Traite-de-l-Elysee-22-janvier-1963.html>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

« Les chefs d'Etat et de gouvernement donneront en tant que de besoin les directives nécessaires et suivront régulièrement la mise en œuvre du programme fixé ci-après. Ils se réuniront à cet effet chaque fois que cela sera nécessaire et, en principe, au moins deux fois par an. »

⁵⁶⁴ Voir une série d'archives de l'époque, regroupée sous le titre « L'escapade sylvestre de Mitterrand et Kohl à Dabo ». Disponible sur : <https://www.republicain-lorrain.fr/actualite/2014/09/21/mitterrand-et-kohl-a-dabo-le-rendez-vous-qui-garde-son-mystere>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁵⁶⁵ PORTE Guy, « Au fort de Brégançon, les entretiens Kohl-Mitterrand ne paraissent pas avoir débouché sur des résultats tangibles », in *Le Monde*, 27 août 1985.

⁵⁶⁶ MORIZET Jacques, Revue de presse de l'Ambassadeur de France en RFA, Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4915, *Op. Cit.*

⁵⁶⁷ Voir la revue de presse de l'ambassadeur de la RFA à Londres, Rüdiger von Wechmar (1983-1988), en date du 30 mai 1984 (le lendemain de la conférence de presse finale du sommet de Rambouillet). Bundesarchiv BA 136 / 29951 - 452.

« Au sujet de la participation allemande aux célébrations du jour J, il y a deux éditoriaux qui ont un peu la même tonalité. Selon le Daily Mail, la discussion sur la participation allemande est embarrassante sur le plan diplomatique. Toutefois, 'il est peut-être préférable de limiter les célébrations à ceux qui ont été libérés et à ceux qui ont accompli cette libération'. Le Daily Express écrit que la Grande-Bretagne entretient aujourd'hui les meilleures relations avec l'Allemagne, que la réconciliation est accomplie.

commentateurs le signalent : la Rencontre de Verdun est donc d'abord un geste de réparation face à ce qui a pu être perçu en Allemagne comme une offense, voire une offense grave ⁵⁶⁸. Mais ce geste a-t-il été suffisant pour faire oublier aux observateurs le « couac » du mois de juin ?

S'il est si important de réaffirmer la parfaite solidarité franco-allemande, c'est qu'il y a aussi des enjeux européens : la France a profité de sa présidence du Conseil Européen (premier semestre 1984) pour faire des propositions fortes en matière de relance européenne. Elle a pu compter pour cela sur le soutien total du Chancelier ouest-allemand, notamment face aux Britanniques ⁵⁶⁹. Le Geste de Verdun est donc sans aucun doute un signal fort adressé à Londres, mais aussi aux autres pays de la Communauté Economique Européenne. Toutefois, les observateurs attendent aussi que les déclarations soient suivies par les actes. Nous pouvons donc nous interroger : le Geste de Verdun les a-t-il convaincus, en tout cas sur la volonté des deux Chefs d'Etat et de Gouvernement de peser sur l'avenir de l'Europe ?

Enfin, bien-sûr, l'Europe de 1984 n'est pas une île isolée du reste du monde ; sa sécurité est au cœur de la Guerre froide et des négociations de désarmement qui tentent tant bien que mal de suivre leurs cours entre les Etats-Unis et l'URSS ⁵⁷⁰. L'Europe est en pleine crise des Euromissiles, et F. Mitterrand, Chef d'Etat d'une puissance nucléaire, entend bien avoir son rôle à jouer. Lors de son intervention devant le Bundestag, le 20 janvier 1983 (à l'occasion du vingtième anniversaire du Traité de l'Elysée), le Président français a exprimé son total soutien au Chancelier Kohl ; mais il a réaffirmé en même temps la volonté de la France de conserver son indépendance stratégique, moyen selon lui le plus efficace pour contribuer au maintien de la paix :

Une idée simple gouverne la pensée de la France : il faut que la guerre demeure impossible et que ceux qui y songeraient en soient dissuadés. Notre analyse et notre conviction, celle de la France, sont que l'arme nucléaire, instrument de cette dissuasion,

Néanmoins, le 6 juin devrait être réservé à la mémoire de ceux "qui sont morts pour préserver notre propre liberté et pour libérer les autres. »

„Zur deutschen Beteiligung an D-Day-Feiern gibt es zwei Leitartikel mit etwas gleichem Tenor. Laut Daily Mail ist Diskussion um deutsche Beteiligung zwar eine diplomatische Peinlichkeit. Jedoch: 'Perhaps it is best to confine the celebrations to those who were liberated and those who did the liberating'. Daily Express schreibt, Großbritannien habe heute beste Beziehungen zu Deutschland. Die Versöhnung sei abgeschlossen. Dennoch sollte der 6. Juni einem Gedenken an diejenigen vorbehalten bleiben, 'who died to preserve our own freedom and to free others'."

⁵⁶⁸ SCHOELLER Franz-Jochen, revue de presse de Ambassadeur de RFA en France, Bundesarchiv BA 136 / 30067 – 331, Op. Cit.

« La quasi-totalité des journaux relèvent que cette journée a été organisée à cause de l'absence de la RFA aux cérémonies du 6 juin en Normandie. »

„Fast alle Zeitungen heben auch hervor, dass dieser Tag wegen der Nichtanwesenheit der BRD bei den Feierlichkeiten vom 6. 6. in der Normandie durchgeführt wurde.“

⁵⁶⁹ Nous reviendrons sur ce sujet au chapitre IV.

⁵⁷⁰ VAISSE Maurice, *les Relations internationales depuis 1945*, Armand Colin, Paris, 2021, p. 134.

L'installation progressive en Europe orientale des SS-20, fusées soviétiques à trois têtes nucléaires de 150 kilotonnes chacune, de portée intermédiaire (+ de 5000 km), dirigées vers l'Europe occidentale, et les bombardiers Backfire provoquent l'alarme des Européens. Si ces fusées soviétiques sont incapables d'atteindre l'Amérique, elles menacent directement l'Europe et n'entrent pas dans les calculs de limitation des armes stratégiques (+ de 5500 km) concernées par les SALT II. »

Nous reviendrons plus en détail sur ce contexte international dans le chapitre IV.

qu'on le souhaite ou qu'on le déplore, demeure la garantie de la paix, dès lors qu'il existe l'équilibre des forces [...] la force nucléaire française est et demeurera indépendante. ⁵⁷¹

Or Verdun est aussi la capitale de la paix ⁵⁷². Dans ce contexte international que Georges Saunier juge incontournable pour comprendre la portée du Geste de Verdun, le choix de ce lieu n'est donc pas anodin :

Lorsqu'ils se voient, les deux chefs d'État et de gouvernement échangent leurs impressions, coordonnent leurs diplomaties à l'égard des deux grandes puissances, cherchant à faire prévaloir une sorte d'intérêt européen dans le face à face entre les deux blocs. ⁵⁷³

N'est-ce pas aussi un message que le Président Français et le Chancelier Ouest Allemand souhaitent envoyer au bloc de l'Est ? Là encore, nous pouvons nous interroger : comment ce choix a-t-il été perçu par les commentateurs ?

1. Un « lot de consolation » ? ⁵⁷⁴

L'organisation de la Rencontre de Verdun marque avant tout la volonté des autorités françaises, comme des autorités allemandes, de tourner la page de l'épisode de la commémoration « ratée » du 6 juin 1984.

Main dans la main devant l'Ossuaire de Douaumont. Cette image valait toutes les autres, et c'est celle qu'ont retenue les Allemands. Pour la valeur du symbole qui efface le passé, mais qui vient également effacer les mécomptes récents d'une diplomatie toujours chargée d'histoire : l'absence aux cérémonies de juin 1944, les visites manquées de M. Honecker et Jivkov, et les déclarations de M. Andreotti. ⁵⁷⁵

Accorder au Chancelier allemand, dans ces cérémonies qui pourtant se déroulaient dans un haut lieu de la mémoire française, une place rigoureusement égale à celle du président français, était en soi un message fort. C'était bien-sûr célébrer la réconciliation franco-allemande, en mettant un terme définitif aux polémiques nées autour des commémorations du débarquement. Il n'y

⁵⁷¹ MITTERRAND François, Discours prononcé devant le Bundestag, le 20 janvier 1983 à l'occasion du 20^{ème} anniversaire du Traité de l'Elysée.

Disponible sur : <https://www.elysee.fr/francois-mitterrand/1983/01/20/discours-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-devant-le-bundestag-a-loccasion-du-20eme-anniversaire-du-traite-de-lelysee-sur-la-cooperation-franco-allemande-la-securite-europeenne-et-la-cee-bonn-jeudi-20-janvier-1983>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁵⁷² Titre que la ville s'octroie dès 1966, et qui sera officiellement reconnu par l'ONU lors de la visite de son Secrétaire Général Javier Pérez de Cuéllar, le 7 septembre 1988.

⁵⁷³ SAUNIER Georges, « Verdun, le geste Mitterrand-Kohl », *Op. Cit.*

⁵⁷⁴ Politisches Archiv, Zwischenarchiv 140630, „Gedenkfeier in Verdun am 22. September 1984 / Stimme und Kommentare danach“, Revue de presse du 25 septembre 1984.

„Nul parmi les commentateurs n'omit de mentionner que la Rencontre de Verdun était censée être un 'lot de consolation' en guise de compensation pour la non-invitation du Chancelier pour les cérémonies du 6 juin 1984 marquant le quarantième anniversaire du débarquement allié en Normandie »

„Kaum ein Berichterstatter vergaß zu erwähnen, dass die Gedenkfeier bei Verdun Ersatz und ‚Trostpflaster‘ für die Nichtbeteiligung des Bundeskanzlers an den 40-Jahr-Feiern am 6. Juni 1984 aus Anlass der Landung der Alliierten in der Normandie sein sollte.“

⁵⁷⁵ MORIZET Jacques, Revue de presse, Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4915, *Op. Cit.*

avait plus aucune raison d'exclure l'Allemagne du concert des nations, ni de la bannir de la mémoire et de l'histoire commune du continent européen. Certains commentateurs le notent cependant : la présence de la République Fédérale avec ses symboles nationaux (hymne, drapeau, armée), dans ce qui a été voulu comme une stricte égalité avec la France, amène inévitablement à remettre sur la table la question de l'unité allemande.

*Mitterrand et Kohl à Verdun... Comment ne pas se féliciter de cette cérémonie commune hautement symbolique ? Cela n'exclut pas pour autant que chacun des chefs d'Etat reste attaché à son intérêt national... Cela n'exclut pas non plus les arrière-pensées politiques. Mais ces réserves ne changent rien à l'essentiel, qui est porté par un fort désir de paix, et qui en même temps prouve l'authentique solidarité qui unit aujourd'hui les deux pays... L'unité allemande sera visible cet après-midi au mémorial de Verdun. L'unité allemande est dans le sens de l'histoire. C'est pourquoi nous ne devons pas nous étonner de voir depuis quelques mois se manifester passions, espoirs et craintes. Soyons assurés que ce problème va se poser un jour d'une manière qui déterminera l'avenir de l'Europe. L'autre moitié de l'Allemagne, qui a tout autant fait Verdun, ne sera pas présente à Verdun aujourd'hui. Cela n'est pas normal, et cela ne continuera pas ainsi, - il ne nous faudra pas l'oublier.*⁵⁷⁶

Mais de quelle Allemagne parle-t-on ? Les observateurs relèvent que l'invitation de F. Mitterrand ne s'adressait en réalité qu'à un seul des deux Etats allemands : la République Fédérale, partenaire privilégiée de la France.

*Ce 'geste symbolique de réconciliation par-dessus les tombes', pour reprendre la formule de certains commentateurs a-t-il scellé l'amitié franco-allemande ? S'il s'était agi de cela, les 17 millions de citoyens de la République démocratique allemande se demanderaient sans doute aujourd'hui pourquoi on les a ostensiblement oubliés.*⁵⁷⁷

Quant à parler d'unification des deux Etats allemands, le sujet reste encore un véritable épouvantail pour bon nombre de leurs voisins, au nombre desquels la France figure en bonne place. Il y a d'abord la crainte que l'unification se fasse au prix d'une neutralité de l'Allemagne, comme le souligne Henri Ménudier :

⁵⁷⁶ D'après TESSON Philippe, in *Le Quotidien de Paris*, 22-23 septembre 1984. N'ayant pu disposer du texte original, nous traduisons ici le texte cité dans sa version allemande dans la revue de presse de l'Ambassadeur Franz-Jochen Schoeller, Bundesarchiv 136 / 30067 – 333, Op. Cit.

„Mitterrand und Kohl in Verdun... Wer beglückwünscht sich nicht zu diesem gemeinsamen Auftreten voll hoher Symbolik? Gewiss, sie schließt auch nicht aus, dass jeder der beiden Staatshäupter seinem nationalen Interesse verhaftet bleibt... Sie schließt auch nicht die politischen Hintergedanken aus. Aber diese Reserven ändern nicht das Wesentliche, das von einem starken Friedenswillen getragen wird und zugleich die echte derzeitige Solidarität zeigt, in der sich die beiden Länder heute befinden... Die deutsche Einheit wird an diesem Nachmittag an der Erinnerungsstätte von Verdun sichtbar werden, die deutsche Einheit liegt in der Geschichte. Deshalb sollen wir nicht darüber erstaunt sein, dass sich in unregelmäßigen Abständen seit einigen Monaten Leidenschaften, Hoffnungen und Befürchtungen zeigen. Seien wir versichert, dass dieses Problem eines Tages in einer Weise auftreten wird, die die Zukunft Europas bestimmen wird. Diejenige Hälfte Deutschlands, die Verdun ebenso mitgemacht hat, wird heute nicht in Verdun sein. Dies ist nicht normal, und das wird nicht so bleiben, - dies dürfen wir nicht vergessen.“

⁵⁷⁷ RAVERY Jean-Pierre, « Mitterrand-Kohl : main dans la main », Op. Cit.

*Le président de la République, François Mitterrand a été sensibilisé au problème allemand et à la question d'une éventuelle réunification par le débat allemand sur la double décision de l'OTAN. Il a vite partagé les inquiétudes d'une partie de l'opinion française qui, devant la montée du mouvement écolo-pacifiste et l'apparition de tendances neutralistes, redoutait de voir la République fédérale, en connivence avec l'URSS, se laisser tenter par une réunification dans la neutralité. Cette opinion a toujours été partagée entre la certitude que les Allemands s'accommodent de la division de leur pays, qu'ils ont acceptée, et la crainte que, sous l'effet conjugué de la résignation, des promesses, du chantage et peut-être des menaces soviétiques, ils s'engagent dans un processus de finlandisation.*⁵⁷⁸

La République Fédérale quitterait alors le camp occidental, ce qui bouleverserait l'équilibre de l'Europe dans le contexte de la Guerre froide. Il y a sans aucun doute aussi une peur, fortement ancrée dans les consciences, de voir revenir l'hégémonisme allemand⁵⁷⁹.

Certes : l'engagement de la République Fédérale dans les différentes alliances occidentales (OTAN,...), le travail de mémoire réalisé sur les heures sombres de son histoire, tout cela a permis au pays de recouvrer la respectabilité nécessaire à une bonne coopération. Mais cela a aussi contribué à renforcer le mur qui sépare les deux Etats allemands. Marquée par une vision communiste non seulement du monde, mais aussi de l'histoire, la République Démocratique a fait des choix radicalement différents de ceux de l'Allemagne Fédérale. Cette divergence (qui atteignait en 1984 une deuxième génération d'Allemands) commence tout de même à mettre à mal l'idée même de nation allemande. Elle remet également en cause la perspective à plus ou moins long terme d'une réunification des deux Etats :

Le consensus en République fédérale sur la nécessité de maintenir la question nationale ouverte s'est érodé dans les années 1980 ; principalement parce que la division de la

⁵⁷⁸ MÉNUDIER Henri, « La France et le problème allemand », in *Revue Française De Science Politique*, vol. 37, N°3, 1987, p. 365.

Voir aussi : FRAPPAT Bruno, « Allemagne », in *Le Monde*, 18 octobre 1983.

Il y a cinquante ans, lorsque les Allemands manifestaient, ils étaient bottés, leurs chants étaient guerriers et leurs slogans vengeurs. À l'Ouest, les bons esprits disaient qu'il ne fallait pas s'inquiéter. Les démocraties sommeillaient, ne voyant rien venir. Aujourd'hui, les manifestants d'Allemagne ont une autre allure. Ils sont contre la guerre et courent en espadrilles. À l'Ouest, on s'affole. Qu'elle soit brune, rouge ou verte, l'Allemagne, décidément, nous prend toujours à contre-pied. »

⁵⁷⁹ MÉNUDIER Henri, « La France et le problème allemand », *Op. Cit.*, p. 369.

« Selon les sondages d'opinion, les Français se montrent majoritairement favorables à la réunification allemande depuis le début des années 1980, après y avoir été plutôt hostiles auparavant. D'après le sondage publié par Le Monde du 28 juin 1985 (et qui confirme les tendances antérieures), 59 % des Français trouvent qu'il serait légitime que l'Allemagne soit aujourd'hui réunifiée (20 % ne sont pas d'accord, 21 % ne se prononcent pas). La réunification constituerait-elle un grave danger pour l'Europe ? Non : 39 % ; oui : 28 % ; ne se prononcent pas : 33 %. Une majorité de Français (59 %) pense ainsi qu'il serait légitime que l'Allemagne soit réunifiée et 28 % voient dans la réunification un danger pour l'Europe, avec pour cette dernière question un taux élevé (33 %) de non-réponses. Ces trois chiffres traduisent l'ambiguïté de la position des Français : plutôt favorables à la réunification, ils en appréhendent cependant les effets et restent très sceptiques sur les chances de sa réalisation. Le Monde se demandait, non sans quelque malice, si le sentiment d'une radicale impossibilité ne favorisait peut-être pas cette généreuse compréhension. »

*nation en deux Etats était devenue une réalité apparemment permanente, et parce qu'il semblait y avoir une opposition entre l'impératif de paix et l'impératif d'unité.*⁵⁸⁰

Cependant, l'aspiration de l'Allemagne à redevenir une nation est en 1984 plus forte que jamais, notamment en l'Allemagne de l'Ouest. Et Helmut Kohl, selon l'analyse proposée par Hélène Miard-Delacroix et Andreas Wirsching, incarne cette volonté de manière toute particulière :

*Mais si un homme politique n'avait pas fait son deuil de l'unité allemande, c'était bien Helmut Kohl, chef de la CDU et chancelier de 1982 à 1998. Certes Kohl ne croyait pas que l'on pourrait rapidement ébranler le statu quo de la division. Mais il ne cessa jamais de la qualifier d' 'anomalie' historique à éliminer. Il le fit en particulier lors de ses échanges avec des dirigeants étrangers, laissant pour les historiens des indices de ce qui, à ses yeux, relevait de « l'intérêt national » de la République fédérale, davantage incarnée à l'extérieur par le chancelier que par le ministre des Affaires étrangères.*⁵⁸¹

Rappelons que les rédacteurs de la Constitution ouest-allemande avaient d'emblée inscrit cette aspiration dans le préambule du *Grundgesetz*⁵⁸². La République Fédérale se trouvait donc

⁵⁸⁰ MIARD-DELACROIX Hélène, WIRSCHING Andreas, « Devenir visible au-delà de l'Alliance. Helmut Kohl et « l'intérêt national » dans la politique étrangère de la République fédérale d'Allemagne (années 1980 et 1990) », *Op. Cit.*, p. 9.

« Mais était-ce là vraiment l'intérêt indiscutable de la politique étrangère ouest-allemande ? Les contemporains étaient loin d'être tous d'accord. Et les événements de 1989 ne doivent pas tromper car l'idée que la réunification devait rester l'objectif suprême de la politique de Bonn était contestée pendant les années 1980. Beaucoup dans la classe politique, les milieux économiques et la société civile avaient fini par accepter la division et s'en accommodaient très bien. Elle était devenue 'normale' et on avait entériné l'idée qu'avec le temps, l'État ouest-allemand avait perdu son caractère provisoire. »

Voir aussi : FRIEDRICH Wolfgang-Uwe. „Wir Sind Ein Volk' Die Deutschen Und Die Deutsche Einheit, 1945-1990" in *German Studies Review*, vol. 15, 1992, p. 141.

„Der Grundkonsens in der Bundesrepublik über das Offenhalten der nationalen Frage erodierte in den achtziger Jahren, und zwar hauptsächlich, weil die staatliche Teilung der Nation zu einer anscheinend dauerhaften Realität geworden war und weil zwischen dem Friedens- und dem Einheitsgebot ein Spannungsverhältnis zu bestehen schien.“

⁵⁸¹ MIARD-DELACROIX Hélène, WIRSCHING Andreas, « Devenir visible au-delà de l'Alliance... », *Op. Cit.*, p. 9.

⁵⁸² Préambule de la Loi Fondamentale (version de 1949). Disponible sur : <http://documentarchiv.de/>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

« Conscient de sa responsabilité devant Dieu et devant les hommes, animé par la volonté de préserver l'unité de sa nation et de son Etat, et par celle de servir la paix dans le monde en tant que membre de plein droit d'une Europe unie, le peuple allemand des régions du Bade, de la Bavière, de Brême, de Hambourg, de Hesse, de Basse-Saxe, de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, de Rhénanie-Palatinat, de Schleswig-Holstein, du Bade-Wurtemberg et du Wurtemberg-Hohenzollern a adopté, en vertu de son pouvoir constitutionnel, la présente Loi Fondamentale de la République Fédérale d'Allemagne, afin de donner, pour une période transitoire, de nouvelles règles à la vie de l'Etat. Il a agi également au nom des Allemands qui se sont vu refuser le droit de contribuer à son élaboration. Le peuple allemand dans son ensemble reste appelé à travailler à la pleine unité et la pleine liberté de l'Allemagne, dans la libre autodétermination. »

„Im Bewußtsein seiner Verantwortung vor Gott und den Menschen, von dem Willen beseelt, seine nationale und staatliche Einheit zu wahren und als gleichberechtigtes Glied in einem vereinten Europa dem Frieden der Welt zu dienen, hat das Deutsche Volk in den Ländern Baden, Bayern, Bremen, Hamburg, Hessen, Niedersachsen, Nordrhein-Westfalen, Rheinland-Pfalz, Schleswig-Holstein, Württemberg-Baden und Württemberg-Hohenzollern, um dem staatlichen Leben für eine Übergangszeit eine neue Ordnung zu geben, kraft seiner verfassungsgebenden Gewalt dieses Grundgesetz der Bundesrepublik Deutschland beschlossen. Es hat auch für jene Deutschen gehandelt, denen mitzuwirken

inévitablement tirillée entre son ancrage dans le bloc occidental et une *Ostpolitik* nécessaire afin de ne pas rompre tout lien avec l'Est de l'Allemagne. Dès sa déclaration de politique générale de 1982, Helmut Kohl réaffirme donc l'ancrage occidental de la République Fédérale. Mais il réaffirme aussi en même temps sa volonté, malgré les difficultés prévisibles, de poursuivre le dialogue avec l'Est :

*L'Alliance de l'Atlantique Nord, ainsi que l'amitié et le partenariat avec les États-Unis d'Amérique sont le fondement de la politique étrangère et de sécurité allemande. [...] Le gouvernement fédéral accordera une attention particulière aux relations avec l'Union soviétique et il travaillera à en poursuivre le développement sans relâche. Le gouvernement fédéral ne peut cependant pas ignorer les sérieux obstacles et les reculs engendrés par l'intervention soviétique en Afghanistan, ainsi que par la situation oppressante en Pologne, et enfin surtout par le surarmement soviétique.*⁵⁸³

Les commentateurs allemands le rappellent : au moment où vont s'ouvrir les cérémonies, le Ministre des Affaires étrangères italien vient de faire des déclarations fracassantes au sujet d'une éventuelle réunification allemande. Il a soulevé la polémique en évoquant un possible retour du pangermanisme :

*"Nous sommes tous d'accord sur le fait qu'il doit y avoir de bonnes relations entre les deux Allemagnes, mais nous ne devons pas exagérer dans ce sens. Le pangermanisme doit être surmonté : il y a deux États allemands et ils doivent rester deux". Celui qui parle ainsi est - pour la première fois en vingt ans - un représentant occidental, le ministre italien des affaires étrangères Giulio Andreotti. Une petite phrase, cependant, qui risque de soulever un grave incident avec Bonn.*⁵⁸⁴

La déclaration de Giulio Andreotti n'a fait en réalité que reprendre la célèbre formule (probablement à tort) attribuée à François Mauriac, qui revient en vogue à l'époque : « *J'aime*

versagt war. Das gesamte Deutsche Volk bleibt aufgefordert, in freier Selbstbestimmung die Einheit und Freiheit Deutschlands zu vollenden."

⁵⁸³ Les deux aspects sont développés dans la déclaration de politique générale du premier cabinet Kohl : KOHL Helmut, *Regierungserklärung*, 13. Oktober 1982, *Op. Cit.*

„Fundament deutscher Außen- und Sicherheitspolitik sind das Nordatlantische Bündnis und die Freundschaft und Partnerschaft mit den Vereinigten Staaten von Amerika. [...] Den Beziehungen zur Sowjetunion wird die Bundesregierung besondere Aufmerksamkeit widmen, und sie wird deren kontinuierliche Weiterentwicklung anstreben. Die Bundesregierung kann jedoch die schweren Hindernisse und Rückschläge nicht übersehen, die durch die sowjetische Intervention in Afghanistan, durch die bedrückende Lage in Polen und vor allem auch durch die sowjetische Überrüstung entstanden sind.“

⁵⁸⁴ Voir : Auteur non mentionné, « Andreotti 'Non riunire le Germanie' », in *La Repubblica*, 14 Septembre 1984. Disponible sur : « <https://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/1984/09/14/andreotti-non-riunire-le-germanie.html>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

« Noi tutti siamo d'accordo sul fatto che debbano esistere buoni rapporti tra le due Germanie, ma non bisogna esagerare in questa direzione. Il pangermanesimo va superato: esistono due Stati germanici e due devono rimanere". Chi parla così è - per la prima volta da una ventina d'anni - un esponente occidentale, il ministro degli Esteri italiano Giulio Andreotti. Una piccola frase, che però rischia di sollevare un serio incidente con Bonn. »

tellement l'Allemagne que je suis content qu'il y en ait deux »⁵⁸⁵. Mais elle est perçue comme une ingérence inadmissible dans le droit du peuple allemand à disposer de lui-même. Paris le rappelle d'ailleurs avec une relative fermeté :

*Le porte-parole du ministère des affaires extérieures a fait jeudi 20 septembre la déclaration suivante à propos de la récente polémique soulevée par M. Andreotti, ministre italien des affaires étrangères, selon lequel 'il y a deux États allemands, et ils doivent rester deux'. 'Nous avons été interrogés à propos de déclarations récentes touchant l'Allemagne. La position de la France est connue depuis longtemps ; elle a été rappelée à de nombreuses reprises, depuis 1954, date des accords de Bonn et de Paris. La France apporte son soutien à la politique de la République fédérale d'Allemagne en vue d'aider à l'instauration en Europe d'un état de paix qui permettrait au peuple allemand de réaliser pacifiquement son unité par une libre détermination. Ce droit appartient à tous les Allemands, nul ne peut le leur dénier.'*⁵⁸⁶

Une politique visant à faire émerger une mémoire commune, et à mettre fin au nationalisme (dont F. Mitterrand réaffirmera en 1995 devant le Parlement Européen qu'il conduit inévitablement à la guerre⁵⁸⁷) pouvait-elle pour autant gommer toute référence au national, en évitant en quelque sorte les sujets qui fâchent ? Il semble en tout cas difficile de se

⁵⁸⁵ Voir le commentaire rétrospectif d'Henri Froment-Meurice (1923-2018), qui fut ambassadeur de France en URSS (1979-1981) puis en RFA (1981-1983) :

FROMENT-MEURICE Henri, « François Mitterrand et l'unité allemande. Le point de vue de Helmut Kohl », in *Commentaire*, 2006/2 (Numéro 114), p. 433.

« Quand Kohl écrit que « le ministère parisien des Affaires étrangères et la classe politique à Paris ne tenaient pas l'unité allemande pour souhaitable », je lui donne raison. Vivre avec deux États allemands, chacun solidement ancré dans son camp, était infiniment plus confortable que ne le serait la vie avec une Allemagne réunifiée de quatre-vingts millions d'habitants dont on redoutait qu'elle risque de dominer le continent et peut-être de le rendre instable. Le lamentable mot de Mauriac, « j'aime tellement l'Allemagne que je suis content qu'il y en ait deux », valait toujours, même chez nos Présidents successifs. À Paris, on a en particulier sous-estimé l'attachement de la démocratie chrétienne allemande, revenue au pouvoir avec Kohl, à la cause de l'unité allemande, attachement manifesté par son affirmation constante que la division en deux États n'était pas le dernier mot de l'Histoire et que la question allemande restait ouverte. »

⁵⁸⁶ Auteur non mentionné, « Paris réaffirme le droit du peuple allemand de 'réaliser pacifiquement son unité par une libre détermination », in *Le Monde*, 21 septembre 1984.

⁵⁸⁷ MITTERRAND François, *Discours devant le Parlement Européen à Strasbourg, le 17 janvier 1995*.

Disponible sur : <https://www.elysee.fr/francois-mitterrand/1995/01/17/discours-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-sur-le-programme-de-la-presidence-francaise-de-lunion-europeenne-notamment-en-matiere-delargissement-dunion-economique-et-monetaire-dorganisation-de-leurope-sociale-didentite-cultu>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

« Je m'en suis rendu compte, lorsque j'étais prisonnier, en cours d'évasion. J'ai rencontré des Allemands et puis j'ai vécu quelques temps en Bade-Wurtemberg dans une prison, et les gens qui étaient là, les Allemands avec lesquels je parlais, je me suis aperçu qu'ils aimaient mieux la France que nous n'aimions l'Allemagne. Je dis cela sans vouloir accabler mon pays, qui n'est pas le plus nationaliste loin de là, mais pour faire comprendre que chacun a vu le monde de l'endroit où il se trouvait, et ce point de vue était généralement déformant. Il faut vaincre ses préjugés - Ce que je vous demande là est presque impossible, car il faut vaincre notre histoire et pourtant si on ne la vainc pas, il faut savoir qu'une règle s'imposera, mesdames et messieurs : le nationalisme, c'est la guerre ! La guerre ce n'est pas seulement le passé, cela peut être notre avenir, et c'est vous, mesdames et messieurs les députés, qui êtes désormais les gardiens de notre paix, de notre sécurité et de cet avenir ! »

réconcilier sans assumer non seulement sa propre histoire, mais aussi celle de son partenaire : cela reviendrait à fonder cette réconciliation sur des non-dits. Les choix qu'ont fait les organisateurs de la Rencontre de Verdun (sans aucun doute à l'initiative du Président de la République, ou au moins avec son aval) ont au contraire redonné de la visibilité à l'Allemagne en tant que nation. Inviter le Chancelier fédéral, c'était donc aussi pour la France réaffirmer son soutien à la République Fédérale sur le plan international, en allant plus loin qu'un simple communiqué. Par cette invitation, la France avait l'occasion d'accomplir un geste fort pour réaffirmer que l'Allemagne Fédérale avait bien sa place du côté des « bons » - c'est-à-dire ceux qui défendent les droits de l'homme contre toute forme de barbarie.

Le Geste de Verdun est donc loin d'être un simple « lot de consolation » offert par F. Mitterrand à son ami Helmut Kohl. L'image du Président français et du Chancelier allemand main dans la main, côte à côte, est en effet rétrospectivement un jalon qui nous semble important : le Geste de Verdun a sans doute contribué à rendre plus acceptable pour ses voisins l'idée d'une réunification de l'Allemagne. Quoi qu'il en soit, cette soudaine visibilité de la nation allemande est une première dans l'histoire de la République Fédérale. Au-delà de la perspective de l'unité allemande, peut-être encore bien lointaine en 1984⁵⁸⁸, il s'agissait avant tout pour la France de s'appuyer sur un allié solide pour promouvoir sa politique européenne.

2. « L'Europe grandie »⁵⁸⁹?

Il faut sans doute rappeler ici qu'aux yeux de F. Mitterrand, l'amitié franco-allemande n'est peut-être pas une fin en soi. Les premières années de son mandat ont même été marquées, comme le rappelle Pierre Gerbet, par des tentatives de se libérer d'un partenariat trop privilégié avec le voisin d'Outre-Rhin :

*C'est que, avec l'arrivée à la présidence de la République française de François Mitterrand et la formation du gouvernement socialo-communiste de Pierre Mauroy, la politique européenne de la France s'était nettement infléchie. François Mitterrand, qui avait reproché à Valéry Giscard d'Estaing d'avoir pratiqué un tête-à-tête trop exclusif avec l'Allemagne, chercha tout d'abord à diversifier ses relations avec les autres partenaires de la Communauté en se rendant à Londres, Rome, Athènes, mais sans grand succès.*⁵⁹⁰

Il s'agissait de trouver d'autres partenaires, avec lesquels la France pourrait s'entendre pour faire avancer la construction européenne. Le Royaume-Uni, par exemple, pouvait offrir un contre-poids intéressant à la puissance économique allemande grandissante. La Grèce,

⁵⁸⁸ Voir : BOZO Frédéric, « La France face à l'unification allemande », in CAHN Jean-Paul et PFEIL Ulrich (Ed.), *Allemagne 1974-1990 – de l'Ostpolitik à l'unification*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2009, p. 290.

« Si elles sont incontestablement marquées par l'idée que l'unification allemande est inéluctable, [l]es déclarations [de François Mitterrand] s'inscrivent dans une perspective de long terme. Comme le reconnaît Védrine, si Mitterrand, à la fin des années 1980, perçoit indiscutablement le 'lent mouvement' dans lequel s'inscrit la question allemande, c'est 'sans penser qu'il en verra l'aboutissement'. »

⁵⁸⁹ ANTOINE Robert, « Mitterrand-Kohl : l'Europe grandie », *Op. Cit.*

⁵⁹⁰ GERBET Pierre, « Chapitre 9 - Vers l'Union européenne (1983-1992) », in *La construction de l'Europe*, Armand Colin, Paris, 2007, p. 342.

socialiste, et donc proche de la nouvelle majorité présidentielle française, pouvait quant à elle servir d'alliée politique. Nouvelle venue, elle annonçait la future entrée du sud de l'Europe dans la CEE, un nouvel axe méditerranéen que la France ne pouvait négliger. Les réalités, économiques comme géostratégiques⁵⁹¹, et peut-être aussi l'arrivée d'Helmut Kohl au pouvoir, vont rapidement changer la donne, comme le relève dans son analyse l'historienne Marion Gaillard :

*Si François Mitterrand se montre au départ réticent face à la notion d'axe franco-allemand, il se rallie finalement à cette politique, conscient qu'il est de son importance pour relancer l'Europe, dont il fait, à partir de 1983, sa priorité. [...] La solidarité entre Paris et Bonn se joue en effet dès le départ à un double niveau, celui de l'économie et de la sécurité, dans un contexte où la France a besoin du soutien allemand sur le plan monétaire, tandis que l'Allemagne a besoin du soutien français dans l'affaire des euromissiles.*⁵⁹²

Le président français l'avait exprimé dans la conférence de presse finale de Rambouillet : l'amitié franco-allemande est à ses yeux un socle certes incontournable, mais aussi un socle « dont dépendront beaucoup d'autres choses ». Parmi ces « autres choses », il y a sans aucun doute la construction européenne :

*L'Europe est officiellement coupée en morceaux à la suite des accords qui sont nés du dernier conflit mondial. Mais à l'intérieur de cette Europe-là, la France et l'Allemagne ont compris que, aussi bien pour l'une que pour l'autre, beaucoup d'horizons seraient bouchés pour leur civilisation, leur culture, leur intérêt politique et humain, leur avenir si elles n'associaient pas intimement leurs projections dans la suite des temps, c'est-à-dire si elles ne se composaient pas, d'une Europe ou d'une union politique de l'Europe une réalité dont on peut être sûr qu'elle serait tout aussi tôt placée parmi les principales du monde.*⁵⁹³

La France, durant le premier semestre de l'année 1984, avait assuré la présidence du Conseil Européen. Lors de son discours devant le Parlement de Strasbourg, F. Mitterrand avait dressé les grandes lignes de son plan de relance européenne : faire pression sur le Royaume-Uni, pour sortir des querelles budgétaires intra-communautaires ; améliorer le fonctionnement des institutions, pour éviter les blocages dus au principe d'unanimité ; renforcer la coopération dans tous les domaines, notamment en matière de technologies et de culture ; soutien au projet Spinelli d'Union Européenne⁵⁹⁴. A la veille du sommet de Rambouillet, le soutien sans réserve

⁵⁹¹ Pierre Gerbet poursuit (*Ibid.*) :

„Le rapprochement avec le gouvernement conservateur de Londres n'était guère possible en raison des revendications britanniques sur le budget et les prix agricoles. En revanche, les liens entre Paris et Bonn se resserrèrent à nouveau car l'Allemagne apportait aux thèses britanniques sur l'agriculture un soutien moins net que Londres ne l'espérait. En mai 1982, les gouvernements français et allemand passèrent outre au « veto » britannique sur les prix agricoles (voir p. 306). Le démocrate-chrétien Helmut Kohl, devenu chancelier le 1er octobre, rendit aussitôt visite à François Mitterrand et des relations cordiales se nouèrent entre les deux hommes en dépit de leurs divergences idéologiques, sur la base des intérêts plus que sur des grands projets pour l'Europe, qui viendront plus tard. »

⁵⁹² GAILLARD Marion. « François Mitterrand et l'Allemagne, 1981-1995 », *Op. Cit.*, p. 16.

⁵⁹³ MITTERRAND François, Interview accordée à FR3 Lorraine le 21 septembre 1984, *Op. Cit.*

⁵⁹⁴ MITTERRAND François, *Discours devant le Parlement européen du 24 mai 1984.*

apporté par le Chancelier Kohl aux initiatives du Président Mitterrand avait impressionné les commentateurs⁵⁹⁵. L'annonce de la Rencontre de Verdun, à l'issue du sommet, avait déjà permis de réaffirmer la bonne entente franco-allemande, et de préparer le terrain pour le sommet européen de Fontainebleau qui s'ouvrait le mois suivant.

Même si la France et l'Allemagne de l'Ouest se retrouvent à Verdun en tête à tête, la Rencontre du 22 septembre n'est donc pas qu'une simple rencontre franco-allemande. Elle s'inscrit clairement dans une dynamique européenne. Le Président le rappelle dans l'interview qu'il accorde à FR3 Lorraine à la veille de la Rencontre.

*Axe prioritaire, l'expression est un peu forcée. Ce qui est certain, c'est qu'il n'y aurait pas d'Europe, de communauté économique, c'est son vrai nom, sans un bon accord franco-allemand. Je ne dis pas, et on ne peut pas dire il serait faux et injuste de le dire, que l'accord franco-allemand peut faire l'Europe, je dirai simplement que l'Europe ne peut pas se faire sans un bon accord franco-allemand. C'est à cela que je travaille, je m'y suis beaucoup consacré pendant les six mois de présidence que j'ai exercée à la tête de la Communauté européenne et je vois les divers Chanceliers allemands que j'ai connus et l'actuel chancelier Kohl y consacrer beaucoup d'effort, je m'en réjouis. Cela donne une volonté commune.*⁵⁹⁶

Cette insistance avait frappé les observateurs, dont certains considèrent même que cet aspect « européen » était finalement le message essentiel à retenir des cérémonies.

*Au regard des nombreuses difficultés que traverse la Communauté Européenne, il s'agissait avant tout pour Mitterrand et Kohl de faire devant leurs partenaires la démonstration de la profondeur des liens qui unissent Paris et Bonn, et ainsi d'évoquer l'idée d'un noyau franco-allemand, sans pour autant avoir besoin de formuler cette idée explicitement.*⁵⁹⁷

L'ambassadeur de France à Londres, Emmanuel de Margerie, note également qu'il s'agissait d'envoyer un signal fort aux Britanniques, celui d'un « front » franco-allemand solide, capable de s'imposer face aux positions de Londres.

*Les Anglais y auront trouvé confirmation de la qualité des relations franco-allemandes – et l'on sait à quel point ils jaugent attentivement celles-ci.*⁵⁹⁸

Disponible sur le site : <https://www.elysee.fr/francois-mitterrand/1984/05/24/allocution-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-devant-le-parlement-europeen-a-strasbourg-notamment-sur-la-cooperation-europeenne-les-institutions-communautaires-leurope-jeudi-24-mai-1984>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁵⁹⁵ Voir *Supra* : chapitre II, notes 276-278

⁵⁹⁶ MITTERRAND François, Interview accordée à FR3 Lorraine le 21 septembre 1984, *Op. Cit.*

⁵⁹⁷ Article du *Lübecker Nachrichten* reproduit dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 24 septembre 1984.

„Angesichts der zahlreichen Schwierigkeiten der Europäischen Gemeinschaft ging es Mitterrand und Kohl vor allem darum, den übrigen Partnern die ganze Tiefe der Gemeinsamkeit zwischen Paris und Bonn zu demonstrieren uns damit indirekt an die Idee eines deutsch-französischen Kerns in der EG zu erinnern, ohne diese Idee ausdrücklich erwähnen zu müssen.“

⁵⁹⁸ De MARGERIE Emmanuel, ambassadeur de France au Royaume-Uni, revue de presse de l'ambassadeur, in Archives diplomatiques, 1930 INVA 4915.

Au lendemain des cérémonies, nombre de journalistes insistent eux aussi sur le caractère européen de la Rencontre de Verdun. Certains parmi eux citent même dans leurs comptes rendus la phrase clé de la déclaration commune concernant l'Europe (parfois dans son intégralité, ou alors en reprenant simplement la première phrase, souvent sous le titre « *l'Europe est notre patrie commune* »)⁵⁹⁹.

*L'Europe est notre foyer de civilisation commun et nous sommes les héritiers d'une grande tradition européenne. C'est pourquoi, Français et Allemands, nous avons choisi il y a près de 40 ans de renoncer aux combats fratricides et de nous atteler à la construction en commun de l'avenir. Nous nous sommes réconciliés. Nous nous sommes entendus. Nous sommes devenus des amis. L'unification de l'Europe est notre objectif commun, auquel nous œuvrons dans l'esprit de la fraternité.*⁶⁰⁰

Les journalistes rappellent aussi que, depuis 1945, la réconciliation entre la France et l'Allemagne a été le fondement de la construction européenne. Le Geste de Verdun s'inscrit donc selon eux dans cette dynamique : dans la continuité de leurs prédécesseurs, F. Mitterrand et Helmut Kohl ont donc posé un geste profondément européen⁶⁰¹.

*Les deux hommes d'Etat, au cours d'un pèlerinage sur les lieux où près d'un million de Français et d'Allemand tombèrent en 1916, ont marqué par un geste symbolique l'étroite communauté d'action de Paris et Bonn pour l'avenir de l'Europe.*⁶⁰²

Toutefois, deux types de commentaires s'opposent nettement. Certains commentateurs n'ont pas été convaincus par les cérémonies. Ils ont alors tendance à banaliser le rôle mémoriel des grandes commémorations comme celles de Verdun, et à donner à ces dernières un rôle avant tout politique.

*Kohl et Mitterrand ont annoncé, samedi, qu'ils se reverraient une fois en octobre, avant le sommet franco-allemand qui se tiendra à Bad Kreuznach, l'endroit même de la rencontre De Gaulle-Adenauer, voici 25 ans. Deux symboles, deux de plus, ce ne seront pas les derniers.*⁶⁰³

Certains commentateurs rappellent ainsi que la Rencontre de Verdun s'inscrit dans un calendrier, voire une véritable stratégie européenne des deux pays. Selon eux, il s'agit en réalité d'une simple étape dans la mise en œuvre de la relance européenne initiée par F. Mitterrand avec l'appui d'Helmut Kohl.

Dès vendredi, le président de la République avait, quant à lui, insisté sur le rôle moteur de l'axe Paris-Bonn dans la construction européenne, privilégiant l'aspect européen sur la commémoration historique. Côté allemand, la commémoration de Verdun était interprétée comme le signe le plus tangible d'une « rentrée franco-allemande » dont le coup d'envoi sera donné lors du prochain sommet de Bad Kreuznach, occasion pour

⁵⁹⁹ Voir entre autres : *Le Républicain Lorrain* (23 septembre 1984), *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (24 septembre 1984), *Le Monde* 25 septembre 1984.

⁶⁰⁰ Déclaration commune à l'issue des cérémonies du 22 septembre 1984, *Communiqué de presse conjoint Franco-allemand*, *Op. Cit.*

⁶⁰¹ Voir *Supra* : chapitre III, « *L'Europe grandie ?* ».

⁶⁰² Auteur non mentionné, « Mitterrand – Kohl : Main dans la main à Douaumont », *Op. Cit.*

⁶⁰³ PIANATANIDA Nicole, « Verdun, la main dans la main », *Op. Cit.*

Paris et Bonn de préciser leurs intentions sur la coopération militaire : un hélicoptère de combat ainsi que la création d'un groupe de travail sur les satellites militaires ont en effet été mis en chantier au printemps lors de la rencontre de Sarrebrück. ⁶⁰⁴

Si la coopération militaire entre les deux pays est mise en avant ici, (sans doute parce qu'elle vient d'être renforcée et qu'elle suscite quelques inquiétudes dans le contexte de la Guerre froide), il faut toutefois rappeler que les dossiers en cours sont nombreux, et qu'ils dépassent largement le seul cadre militaire. Nombre de commentateurs émettent ainsi le souhait que la France et l'Allemagne n'en restent pas aux symboles. Ils attendent des actes concrets, susceptibles de donner un nouvel élan à la construction européenne. Ils renvoient ainsi aux deux prochains rendez-vous qui attendent le Président français et le Chancelier allemand : une rencontre en France pour préparer le prochain sommet prévu fin octobre (soit deux rencontres en l'espace d'un mois à peine).

Helmut Kohl et François Mitterrand ont pris, à l'issue des cérémonies de Verdun, la décision de se rencontrer en France avant la fin du mois d'octobre pour parler de l'Europe. Une manière de ne pas laisser l'effusion de Verdun s'effacer dans le souvenir, et de régler, pendant qu'il est encore temps les petits conflits qui peuvent devenir de grosses disputes : l'affaire de l'essence sans plomb, ou les grincements dans la coopération industrielle entre les deux pays, par exemple. ⁶⁰⁵

Mais rappelons qu'aux yeux de F. Mitterrand, la construction européenne n'est probablement pas une fin en soi, pas plus sans doute que l'amitié franco-allemande. Dans sa vision, exposée devant le Parlement européen au mois de mai 1984, les enjeux sont en effet plus larges.

Notre choix s'ordonne autour d'une idée simple. Chacun d'entre nos peuples, aussi riche que soit son passé, aussi ferme que soit sa volonté de vivre, ne peut, seul, peser du poids qui convient sur le présent et l'avenir des hommes sur la terre. Ensemble, nous le pouvons. Mais nous sommes dans une phase où le destin hésite encore. ⁶⁰⁶

Pour la France, comme pour l'Allemagne, il s'agit de continuer à avoir la maîtrise de leur destin dans un monde dominée par l'affrontement des deux grandes puissances que sont les Etats-Unis et l'Union Soviétique. Au cœur de la Guerre froide, divisée, l'Europe de 1984 est en effet toujours susceptible de redevenir un théâtre de guerre. Le choix de Verdun, capitale de la paix, est donc aussi un message fort adressé au reste du monde.

3. « Une prière de paix » ⁶⁰⁷

La Rencontre de Verdun avait comme premier objectif de célébrer la paix retrouvée entre deux nations qui s'étaient affrontées trois fois en l'espace de soixante-quinze ans. Les commentateurs développent donc d'abord une thématique de la paix centrée sur le couple

⁶⁰⁴ JAMET Dominique, « France-Allemagne, la Paix de Verdun », *Op. Cit.*

⁶⁰⁵ ROSENZWEIG Luc, « Kamerad ! Mitterrand-Kohl ou la paix des familles », *Op. Cit.*

Ces différents points, objets de divergences entre les deux pays, nourrissent les discussions franco-allemandes, notamment lors des sommets. Nous y reviendrons dans le chapitre IV.

⁶⁰⁶ MITTERRAND François, Discours devant le Parlement européen du 24 mai 1984, *Op. Cit.*

⁶⁰⁷ FENEON Gérard, « Le pèlerinage de la paix... », *Op. Cit.*

franco-allemand. Les comptes-rendus des cérémonies insistent ainsi sur ce que nous pourrions qualifier de « devoir (ou travail) de mémoire »⁶⁰⁸. Il ne s'agit pas seulement de regarder en arrière et de pleurer les morts, mais de tirer la leçon de la catastrophe afin de construire un avenir de paix.

*Verdun, ce 'pôle de l'horreur où les fils des meilleures générations de ce siècle ont été saignés' invite en effet, comme le rappelait M. Kohl 'les générations à regarder vers l'avenir, vers l'amitié, vers la paix'.*⁶⁰⁹

Les commentateurs insistent également sur le recueillement qui a marqué l'ensemble des cérémonies, dans une atmosphère selon eux propice à la réflexion.

*Leur cheminement muet parmi les 700 000 morts de Verdun, représente une prière de paix adressée aux vivants qui sont les seuls maîtres de leur destinée.*⁶¹⁰

Les morts de la Première Guerre mondiale sont ainsi en quelque sorte convoqués pour servir de témoins à l'engagement des responsables politiques en faveur de la paix : leur sacrifice pour parvenir enfin à l'armistice devrait être pour les générations suivantes une incitation à ne plus jamais reprendre les armes. Plusieurs journalistes rappellent que le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale a malheureusement démontré que leur message n'avait pas été suffisamment entendu⁶¹¹. Certains commentateurs évoquent même la perspective d'une troisième guerre mondiale⁶¹². Dans le contexte où l'Europe sert encore de terrain d'affrontement entre les deux grandes puissances à coup d'installation de missiles de moyenne portée, ce n'est pas, loin s'en faut, une simple vue de l'esprit⁶¹³.

Les commentateurs rappellent aussi que cet engagement des deux hommes au service de la paix est profondément lié à leur histoire personnelle. Leur expérience de la guerre n'est pas qu'un simple souvenir commun : elle est aussi fondatrice de leur engagement politique⁶¹⁴.

⁶⁰⁸ Nous nous appuyons ici sur la distinction établie par Paul Ricoeur entre « travail de mémoire » et « devoir de mémoire ». Le « travail de mémoire » est un processus relevant plutôt de la psychologie : Paul Ricoeur transpose dans le domaine de la mémoire collective les catégories établies par Sigmund Freud sur le plan de la mémoire individuelle. Il s'agit du travail sur soi afin sortir des scénarios à répétition que peut provoquer la mémoire blessée. Le « devoir de mémoire » quant à lui traduit davantage de l'injonction morale, dans un processus de faire mémoire tourné cette fois-ci vers l'autre.

RICOEUR Paul, *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*, Op. Cit., p. 108.

« Le devoir de mémoire est le devoir de rendre justice, par le souvenir, à un autre que soi. [...] Le devoir de mémoire ne se borne pas à garder la trace matérielle, scripturaire ou autre, des faits révolus, mais entretient le sentiment d'être obligés à l'égard de ces autres, dont nous dirons plus loin qu'ils ne sont plus, mais qu'ils ont été. »

⁶⁰⁹ ANTOINE Robert, « Mitterrand-Kohl à Douaumont : l'Europe grandie », Op. Cit.

⁶¹⁰ FENEON Gérard, « Le pèlerinage de la paix... », Op. Cit.

⁶¹¹ Voir par exemple *Supra* : chapitre III notes 536-537.

⁶¹² *Ibid.*

⁶¹³ Nous aborderons plus largement ce contexte international au cours du chapitre IV.

⁶¹⁴ Les deux hommes en ont témoigné. Pour François Mitterrand, voir entre autres chapitre II, notes 125-126 ainsi que le témoignage de Daniel Groscolas qui revient longuement sur cet aspect (en annexe). Pour Helmut Kohl, nous renvoyons au premier tome de ses « Souvenirs ».

KOHL Helmut, *Erinnerungen 1930-1982*, München, Droemer-Knaur-Verlag, 2014.

« Pour moi, en tout cas, ces années avec les innombrables nuits de bombardement, les affectations dans les brigades de pompiers, la rencontre avec la mort à un âge précoce, la perte de mon frère et les conditions chaotiques de la fin de la guerre ont été une expérience profondément marquante. Toute ma

Traversant la nécropole, les deux chefs d'Etat, s'arrêtant devant une tombe, partageaient sans doute le même sentiment. Helmut Kohl, fils d'un ancien de Verdun, frère d'un soldat tombé lors de la Seconde Guerre mondiale, comme le Président Mitterrand, blessé en 1940 à la côte 304, mesuraient à travers la triste expérience de deux guerres, la dimension d'une atrocité, d'une inutilité. [...] Cette réconciliation dans une mort affreuse appelait de fait à la réflexion. Deux chefs d'Etat ont entendu la voix de la raison. ⁶¹⁵

Cet aspect personnel amène les commentateurs à souligner un autre point : en choisissant de faire de Verdun une des pierres angulaires de la mémoire européenne, F. Mitterrand et H. Kohl expriment leur engagement pour la sauvegarde de la paix en Europe et dans le monde. La Rencontre de Verdun fait ainsi fortement écho au discours que F. Mitterrand avait tenu devant le Bundestag en janvier 1983, intervention en quelque sorte fondatrice du rapprochement avec H. Kohl :

Mesdames et messieurs, nos peuples haïssent la guerre, ils en ont trop souffert et les autres peuples d'Europe avec eux. Une idée simple gouverne la pensée de la France : il faut que la guerre demeure impossible et que ceux qui y songeraient en soient dissuadés. Notre analyse et notre conviction, celle de la France, sont que l'arme nucléaire, instrument de dissuasion, qu'on le souhaite ou qu'on le déplore, demeure la garantie de la paix, des lors qu'il existe l'équilibre des forces. Seul cet équilibre, au demeurant, peut conduire à de bonnes relations avec les pays de l'Est, nos voisins et partenaires historiques. Il a été la base saine de ce que l'on a appelé la détente. Il vous a permis de mettre en œuvre votre 'Ostpolitik'. Il a rendu possible les accords d'Helsinki. ⁶¹⁶

Le Geste de Verdun a donc été aussi un signal fort en direction des deux grandes puissances, signal largement commenté dans la presse des deux pays, comme ne manque pas de le remarquer l'Ambassadeur Jacques Morizet dans sa revue de presse :

On remarque ainsi, tantôt pour s'en plaindre, tantôt pour s'en féliciter, que l'on a sans doute également voulu souligner ainsi que les ennemis d'antan se réunissaient contre le nouvel ennemi, l'Est, 'M. Mitterrand voulait prendre la défense de son allié contre la campagne sur le 'revanchisme allemand' de l'Union Soviétique' estime M. Kremp [...] le rédacteur en chef de la Welt. ⁶¹⁷

Il rappelle si besoin la détermination du Président français à renforcer la coopération militaire avec la République fédérale, sans pour autant remettre en cause l'indépendance stratégique de la France.

vie durant, j'ai conservé le souvenir déterminant que la guerre est une chose terrible. Je n'ai pas eu à épeler la phrase 'plus jamais la guerre'. Elle était devenue une partie de ma vie, de mon être."

„Für mich waren jedenfalls diese Jahre mit den zahllosen Bombennächten, den Einsätzen in den Löschtrupps, der Begegnung mit dem Tod in frühen Lebensjahren, dem Verlust des Bruders und den chaotischen Verhältnissen bei Kriegsende eine tief prägende Erfahrung. Zeit meines Lebens blieb die bestimmende Erinnerung, dass Krieg eine furchtbare Sache ist. Ich brauchte den Satz 'Nie wieder Krieg' nicht zu buchstabieren. Er war ein Teil meines Lebens, meines Wesens geworden."

⁶¹⁵ ANTOINE Robert, « Mitterrand-Kohl à Douaumont : l'Europe grandie », *Op. Cit.*

⁶¹⁶ MITTERRAND François, Discours devant le Bundestag du 20 janvier 1983, *Op. Cit.*

⁶¹⁷ Voir : MORIZET Jacques, Revue de presse, Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4915, *Op. Cit.*

Cependant, même si le mot de « paix » fait l'unanimité à l'évocation de Verdun, nous pouvons constater que les commentateurs de l'époque sont tout de même partagés face à ce qu'ils considèrent avant tout comme un message politique. Dans les jours qui précèdent les cérémonies, un certain nombre de journalistes, peut-être davantage en France qu'en Allemagne, expriment leur scepticisme et émettent des réserves plus ou moins importantes. Tantôt cyniques, tantôt fatalistes, ils ne manquent pas de dénoncer un message qui sera forcément brouillé par les réalités politiques du moment - la France et l'Allemagne souhaitent notamment renforcer leur politique commune de défense. Alors les journalistes plutôt proches de la gauche pacifiste s'interrogent : de quelle paix parle-t-on ?

La France et l'Allemagne vont reconnaître aujourd'hui que toutes les guerres qu'elles ont faites étaient autant de conneries ! Elles ne profiteront pas de la circonstance pour renoncer, l'une comme l'autre au fructueux commerce des armes. L'Europe renonce à la guerre pour elle-même. Non parce qu'elle a son passé en Europe, mais parce qu'il lui est difficile de faire autrement. Elle tire cependant profit de son expérience et de sa technologie militaire. De son art de tuer. Massacrez français, achetez de l'exocet et du mirage, détruisez allemand, achetez du panzer de super-qualité. Nous, on a renoncé à tout cela ! On vous jure qu'à Verdun, on ne recommencera plus ! On vous le jure sur un million de cadavres, sur la guerre qu'entre-toutes on révère, celle qui a porté la bêtise à son plus haut niveau... ⁶¹⁸

N'y a-t-il pas en effet une hypocrisie de la France et de l'Allemagne à célébrer la paix alors qu'elles viennent d'organiser des manœuvres communes en préambule à la Rencontre de Verdun... ou qu'elles s'apprentent à développer leur programme commun d'armement ? Dans *L'Humanité*, Jean-Pierre Ravery note, avec une pointe de regret :

Une cérémonie sur les lieux d'une pareille hécatombe ne peut revêtir d'autre signification que celle d'une déclaration de guerre à la guerre. La cérémonie d'aujourd'hui n'a pas tant d'ambition... Cette cérémonie franco-ouest-allemande sera suivie, fin octobre, d'un 44ème sommet Paris-Bonn qui se déroulera à Bad-Kreuznach en RFA et qui sera notamment consacré à la production en commun d'armements. ⁶¹⁹

Ce procès en contradiction, intenté notamment par la presse de gauche, et susceptible de ternir l'image du Geste de Verdun, est pointé par Jacques Morizet dans sa revue de presse :

Quelques journalistes ont des préoccupations plus immédiates et manient la polémique. Ils évoquent les pancartes pacifistes de Verdun : 'Oui à la réconciliation franco-allemande mais pas pour construire des chars et des avions.' ⁶²⁰

Dans le contexte des négociations de désarmement est-ouest qui tentent tant bien que mal de suivre leur cours ⁶²¹, les commentateurs s'interrogent : est-on dans une véritable volonté de

⁶¹⁸ KOPNICKI Guy, « La guerre est finie », *Op. Cit.*

⁶¹⁹ RAVERY Jean-Pierre, « Mitterrand reçoit Kohl à Verdun », *Op. Cit.*

⁶²⁰ MORIZET Jacques, Revue de presse, Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4915, *Op. Cit.*

⁶²¹ VAISSE Maurice, *les Relations internationales depuis 1945*, Armand Colin, *Op. Cit.*, p. 135.

« A la suite de la victoire de la coalition CDU-FDP aux élections allemandes de mars 1983, les premières fusées Pershing II sont installées en Allemagne de l'Ouest à la fin de 1983. C'est un succès inespéré pour l'Alliance atlantique, un grave échec pour l'URSS. Du coup, celle-ci se retire de toutes les négociations de

freiner la surenchère, ou dans une nouvelle version de la vieille formule *si vis pacem para bellum* ?

*L'élite du Vieux monde fin de siècle s'embrasse, et c'est une bonne chose, mais elle devrait dire ; 'Comme ils avaient raison, les déserteurs et les insoumis, comme ils avaient raison ceux qui du fond de leur tranchée, rêvaient de pendre au même arbre les généraux des deux camps !'. Tel devrait être aujourd'hui le message de l'Europe au reste du monde : désertez dans toutes les guerres, c'est le vieux continent qui vous dit ça. Sachez que dans 70 ans, sur vos charniers, l'Irak et l'Iran vont se réconcilier !*⁶²²

D'autres journalistes ironisent, en caricaturant un message qui leur semble sans doute bien naïf face aux menaces concrètes auxquelles le monde est confronté. La France et l'Allemagne ont-elles vraiment les moyens de peser dans le jeu des grandes puissances ?

*Kohl tenait à montrer à Mitterrand l'endroit même où son père et son oncle combattirent contre nos ancêtres les Français. 'Krieg gross malheur !' murmure pensivement le chancelier. A son tour, le président français tient à ce que son invité voie de ses yeux la côte 314 (sic) où il fut blessé et fait prisonnier. 'Krieg gross malheur !' commente gravement le chancelier.*⁶²³

Ces préoccupations semblent rejoindre une partie de l'opinion : le matin même de la Rencontre, en guise de protestation, une manifestation pacifiste est organisée dans la ville même de Verdun.

*Pas une seule bavure dans le déroulement de cette cérémonie, si ce n'est cette discrète manifestation d'un collectif pour le désarmement dans la ville de Verdun. 'Lutter pour la paix, c'est lutter contre l'armée et les ventes d'armes [...] Ce concept de réconciliation franco-allemande, c'est bien joli. Mais s'agit-il de faire de l'Europe une immense zone dénucléarisée ? Ou bien s'agit-il d'augmenter la puissance de feu par des accords militaro-industriels entre les pays ?' murmurent-ils.*⁶²⁴

Dans ces différents commentaires, il apparaît clairement que la réception du Geste de Verdun comme geste pour promouvoir la paix est conditionnée par les enjeux géopolitiques du moment. Les commentateurs proches du bloc de l'Est, notamment, sont critiques face à un rapprochement franco-ouest-allemand qu'ils considèrent comme un front commun contre l'Union Soviétique. En témoigne le compte-rendu rédigé par Régis de Belenet, second puis premier conseiller de l'ambassade de France à Moscou :

désarmement et annonce un fort accroissement de son arsenal nucléaire. La confrontation succède à la concertation et la course aux armements reprend de plus belle. Présentée comme le moyen de mettre fin à l'équilibre de la terreur, elle est relancée par les États-Unis, sous le nom de 'guerre des étoiles'. [...] L'ampleur du programme (26 milliards de dollars), l'innovation technologique qu'il suppose ont un caractère déstabilisant qui remet en question le principe de la dissuasion mutuelle, constitue un risque supplémentaire de découplage entre la défense de l'Amérique et celle de l'Europe, et enfin apparaît comme un défi à l'Union soviétique. Ses dirigeants vont sans cesse réclamer la renonciation des États-Unis à l'IDS, en même temps qu'une reprise des négociations sur le désarmement. »

⁶²² KOPNICKI Guy, « La guerre est finie », *Op. Cit.*

⁶²³ JAMET Dominique, « Ils sont passés », *Op. Cit.*

⁶²⁴ FENEON Gérard, « Le pèlerinage de la paix... », *Op. Cit.*

Il s'agit de la manifestation évoquée par l'ambassadeur Jacques Morizet (voir *supra* : chapitre III, note 620).

Sous le titre 'Réconciliation pour s'amuser ?' la Pravda de ce jour rend compte de la manière suivante des cérémonies de Verdun. 'Le président français F. Mitterrand et le chancelier de RFA Kohl ont pris part à la cérémonie qui s'est déroulée près de Verdun, consacrée à la mémoire des soldats français et allemands morts durant la bataille qui a eu lieu en 1916, lors de la Première Guerre mondiale. Comme l'indique la presse locale, pour la première fois dans l'histoire, le président français a invité à une telle cérémonie le chef du gouvernement de la RFA. Cette année, souligne l'humanité la cérémonie a été conçue en fait comme une manifestation originale, appelée à contribuer au renforcement de ce qu'on appelle 'l'axe Paris-Bonn', orienté en particulier vers l'élargissement ultérieur de la coopération entre la France et la RFA dans le domaine militaire. Des manœuvres communes franco-ouest allemandes qui se sont déroulées près de Verdun, et auxquelles a pris part la 34ème division de blindés de la Bundeswehr coïncidaient avec la fin de la cérémonie. ⁶²⁵

Les commentateurs proches du bloc de l'Est préféreraient que les mouvements pacifistes imposent en Allemagne de l'Ouest une position « neutraliste », qui affaiblirait le camp occidental. Et pourtant, c'est bien ce rapprochement franco-allemand qui a assuré depuis 1945 la paix en Europe, selon les mots de Victor Hugo, repris en partie par F. Mitterrand lors de son discours devant le Bundestag :

L'alliance de la France et de l'Allemagne, c'est la constitution de l'Europe. L'Allemagne, adossée à la France, arrête la Russie ; la France, amicalement adossée à l'Allemagne, arrête l'Angleterre. [...] Cette solution constituera l'Europe, sauvera la sociabilité humaine et fondera la paix définitive. ⁶²⁶

Tant par son origine, la volonté de rattraper l'affaire de la non-invitation du Chancelier aux cérémonies du Débarquement, que par sa signification, le Geste de Verdun a donc bien été perçu comme un geste éminemment diplomatique - ce qu'il était certainement. En choisissant Verdun pour en faire un lieu de mémoire commune entre la France et l'Allemagne, il s'agissait de tourner définitivement la page des affrontements passés et d'affirmer une solidarité sans faille entre les deux pays. Certes, le principe d'une Rencontre à Verdun a été le fruit d'une discussion entre F. Mitterrand et Helmut Kohl, une discussion qui a abouti lors du sommet de Rambouillet. Mais l'initiative du Geste de Verdun proprement dit est, semble-t-il, venue du Président français ⁶²⁷. C'est d'abord un geste vis-à-vis de l'Allemagne fédérale. Cette main tenue, en ces lieux symboliques, a permis de redonner une « dignité » à une Allemagne qui portait encore les séquelles de la Seconde Guerre mondiale : sa division, et son exclusion de la mémoire commune européenne. Pour cela, l'Allemagne avait besoin de la France ; mais la France elle-aussi avait besoin de l'Allemagne pour pouvoir peser en Europe, notamment sur le plan économique.

Les commentateurs l'ont bien compris : c'est face aux partenaires européens qu'il s'agissait de réaffirmer cette solidarité. Le Geste de Verdun a été également perçu comme

⁶²⁵ de BELENET Régis, Revue de presse de l'ambassade, 24 septembre 1984. Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4915, Op. Cit.

⁶²⁶ HUGO Victor, *Le Rhin, lettres à un ami – tome III*, Hetzel, Paris, 1942, pp. 230-232.

⁶²⁷ Voir *supra*, chapitre II, 3. Geste prémédité, ou geste improvisé ?

l'affirmation d'une détermination des deux pays à œuvrer ensemble pour l'avenir de l'Europe. Annoncée lors d'un sommet franco-allemand à la veille d'un sommet européen, la Rencontre de Verdun devait signifier qu'une nouvelle étape s'ouvrait dans la construction européenne. Le Geste de Verdun, au cœur de cette Rencontre, est aussi, et peut-être avant tout, la mise en scène de cette détermination commune. Les commentateurs n'ont pas manqué de le souligner : les cérémonies ont d'ailleurs été immédiatement suivies de l'annonce que F. Mitterrand et Helmut Kohl se retrouveraient dès octobre, en dehors du calendrier officiel, pour intensifier leur coopération en vue du prochain sommet.

C'est peut-être sur la thématique de la paix que les commentateurs ont été le plus perplexes. La presse régionale s'est évidemment focalisée sur la célébration de la paix désormais solidement établie entre la France et l'Allemagne. Verdun, terre meurtrie par les combats, était le lieu idéal pour faire mémoire de la réconciliation franco-allemande. Mais Verdun n'appartient pas seulement au passé. Dans les quotidiens nationaux, les polémiques politiques reprennent le dessus, et les journalistes notent aussi parfois que les leçons de Verdun n'ont pas encore été réellement tirées. La Guerre froide est encore à l'origine de nombreux conflits armés dans le monde. Et les pays en paix comme la France et l'Allemagne sont accusés de profiter de leur prospérité pour vendre des armes aux pays en guerre. Le renforcement de la coopération militaire entre les deux pays, dans le but de garantir la paix en Europe et dans le monde, n'est pas toujours compris, lui non-plus. Le Geste de Verdun devait pourtant témoigner au reste du monde que la paix est possible, lorsque les antagonistes sont résolus à se parler et à vaincre leurs divergences.

A travers les divers commentaires qui ont directement suivi les cérémonies, nous pouvons donc nous apercevoir que le Geste de Verdun a immédiatement eu un large impact médiatique. Les commentaires ont été parfois euphoriques, parfois sarcastiques. Un grand nombre de journalistes y sont allés de leurs adjectifs, pour essayer de caractériser le geste, ou de leurs analyses, pour tenter de le comprendre.

Peut-être pas d'emblée, mais très rapidement tout de même, et surtout ensuite avec le recul, le geste a été perçu comme « historique »⁶²⁸ ; et de fait la médiatisation lui a permis d'entrer dans l'histoire aux côtés des autres clichés célèbres de la réconciliation franco-allemande⁶²⁹. Il a même eu tendance à supplanter ces derniers pour devenir à lui tout seul le symbole de cette réconciliation. Cela apparaît en effet dans bien des gros titres de la presse du lendemain : le Geste de Verdun a souvent été perçu comme un geste de réconciliation. Mais est-ce tout à fait juste ? La réconciliation franco-allemande n'a évidemment pas eu lieu à ce moment-là : la France et l'Allemagne venaient l'année précédente de célébrer le vingtième anniversaire du traité de l'Elysée. Et pourtant, les commentaires parus dans la presse laissent apparaître que toutes les blessures occasionnées par les différents conflits, et notamment la Seconde Guerre mondiale, sont loin d'être totalement cicatrisées. La réconciliation apportée

⁶²⁸ Nous traiterons cet aspect au chapitre V.

⁶²⁹ Au fil des années, il s'est ainsi constitué une sorte d'album de famille. Parmi les clichés les plus marquants, sans être exhaustif, il y a sans aucun doute eu De Gaulle et Adenauer à la cathédrale de Reims en 1962, la signature du traité de l'Elysée en 1963, le Geste de Verdun 1984 et la visite de Joachim Gauck et François Hollande à Oradour-sur-Glane en 2013.

par le Geste de Verdun a donc marqué là aussi une étape : la Rencontre de Verdun fut une première tentative de réconcilier les mémoires nationales, et de fonder une mémoire commune. Enfin, cela n'a pas échappé aux commentateurs, le Geste de Verdun répondait aussi largement aux enjeux politiques du moment. Il s'agissait de faire de la Rencontre de Verdun un moment marquant, un signal envoyé non-seulement à l'Allemagne, mais aussi à l'Europe et au monde. Par ce geste, la France a manifesté sa parfaite solidarité avec une Allemagne fédérale bien ancrée à l'Ouest. En affichant cette solidarité, les deux pays ont ainsi réaffirmé leur détermination à faire front face aux Britanniques, pour sortir du blocage et relancer la construction européenne. Ils ont aussi montré leur volonté de ne pas se laisser emprisonner par le jeu des deux grandes puissances, et de garder leur libre-détermination, face à l'Union Soviétique, mais aussi face à l'allié américain.

Alors, au-delà de tous les commentaires, le geste voulu par F. Mitterrand et Helmut Kohl a-t-il atteint les objectifs que les deux Chefs d'Etat et de Gouvernement lui avaient assignés ? A-t-il vraiment « pesé » sur l'histoire ? En créant l'événement dans une cérémonie qui s'annonçait banale, le Geste de Verdun a suscité un élan nouveau qui a dépassé le cadre de la simple commémoration :

*« En réalité, pour le comprendre, il faut se situer dans une analyse du contexte bien au-delà de cette seule journée. Ce contexte est au moins triple : mondial, européen, national. »*⁶³⁰

C'est ce triple contexte que nous nous proposons d'analyser dans le chapitre suivant.

⁶³⁰ SAUNIER Georges, « Verdun : le geste Mitterrand-Kohl », *Op. Cit.*

CHAPITRE IV

NOUVEAU SOUFFLE OU SOUFFLE NOUVEAU ?

Le Geste de Verdun, même s'il est possible (probable ?) qu'il ait été spontané, n'a pas surgi du néant. S'il a suscité autant de commentaires médiatiques, c'est d'abord parce que F. Mitterrand et H. Kohl l'ont accompli dans un contexte bien particulier. Pouvons-nous alors réduire la Rencontre de Verdun à sa seule dimension commémorative ? N'avait-elle pas également une forte dimension politique, qu'il est difficile d'ignorer ? Le monde de 1984 où elle se déroule est en effet un monde « profondément déstabilisé »⁶³¹. C'est encore le monde de la Guerre froide, dominé par l'opposition est-ouest, comme en témoigne l'absence de représentants soviétiques aux commémorations du quarantième anniversaire du Débarquement en Normandie⁶³². Mais ce monde est entrain de vaciller : nous sommes en quelque sorte dans un « temps suspendu »⁶³³, dans une période qui se situe entre la crise des euromissiles et le début de la *Perestroïka*. Le monde de 1984 est aussi un monde qui est encore déstabilisé par les deux chocs pétroliers successifs des années 1970. Alors que l'économie américaine se redresse, l'Ouest de l'Europe a encore du mal à sortir de la crise économique et financière du début des années 1980 : augmentation du taux de chômage, inflation, instabilité monétaire, difficultés budgétaires... Cette crise économique a des répercussions sur l'ensemble de la Communauté Economique Européenne. Après avoir connu une impulsion majeure dans la seconde partie des années 1970, la construction européenne s'est enlisée dans les querelles budgétaires. Les différents dossiers (approfondissement de la coopération économique, réforme des institutions, élargissement à de nouveaux pays candidats...) sont bloqués. Dans une Europe encore à dix à l'époque, le rôle des deux pays majeurs que sont la France et de l'Allemagne est incontournable. Or la stabilité du couple franco-allemand est elle aussi remise en question. Paris et Bonn viennent en effet de connaître deux changements politiques majeurs. D'abord en France, en mai 1981 : après vingt-trois années passées dans l'opposition, les socialistes reviennent au pouvoir avec l'élection de F. Mitterrand ; puis en République Fédérale, en octobre 1982 : après avoir été écartés du gouvernement depuis treize années, les chrétiens-démocrates sont de retour avec l'accession à la Chancellerie d'H. Kohl.

⁶³¹ L'expression est de Maurice Vaïsse.

⁶³² Pour l'Union Soviétique, il était hors de question de venir célébrer un événement perçu comme anglo-américain, et de laisser les Etats-Unis s'arroger le mérite de la libération de l'Europe du Nazisme. Mais cette absence dépassait de très loin le simple signal diplomatique : elle témoignait en réalité de la véritable rupture mémorielle intervenue entre l'ouest et l'est de l'Europe au sujet de la victoire sur l'Allemagne nazie. Les anciens alliés n'étaient même pas parvenus à s'entendre sur une date commune : la capitulation allemande était célébrée le 8 mai par les alliés occidentaux, alors que le bloc de l'est avait lui retenu 9 mai. Cette rupture entre les anciens Alliés avait d'ailleurs rendu impossible la signature d'un véritable traité de paix avec l'Allemagne, comme cela avait pu se faire à l'issue de la Première Guerre mondiale. Quarante années plus tard, les accords (provisoires) de Potsdam régissaient encore les conditions de paix, et notamment le tracé des frontières.

⁶³³ L'expression est de Georges Saunier.

Les défis auxquels sont confrontés les deux hommes présents sur la photo du Geste de Verdun sont donc immenses. Il s'agit tout d'abord d'assurer la cohésion du bloc occidental, afin de garantir la paix et la sécurité en Europe. Comment faire revenir l'Union Soviétique à la table des négociations, afin de faire baisser la menace nucléaire potentielle que représente le déploiement de missiles à moyenne portée en Europe, tout en restant fidèle à l'Alliance occidentale, seule capable de peser vraiment face aux Soviétiques ? Il s'agit ensuite de relancer la dynamique européenne, qui a fait ses preuves pour assurer la prospérité en Europe de l'Ouest depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Comment régler le différend budgétaire au sein de la Communauté Economique Européenne, et sortir d'une crise économique et financière majeure ? Comment concilier les deux dynamiques, complémentaires mais parfois contradictoires, de l'approfondissement (intensification de la coopération économique, réforme des institutions) et l'élargissement (accueil de l'Espagne et du Portugal) ? Il s'agit enfin de relancer le « moteur » franco-allemand. Certes, le Traité de l'Elysée a permis à la réconciliation franco-allemande de s'ancrer dans la durée... mais aussi dans une certaine habitude. Certains différends continuent parfois de peser entre Paris et Bonn, notamment sur le plan mémoriel. Comment franchir une nouvelle étape, qui permette aux deux pays d'entrer dans des relations de confiance et de proximité renouvelées ?

F. Mitterrand, lors de l'interview qu'il avait accordée à FR3 Lorraine la veille de la Rencontre de Verdun avait affiché des ambitions très hautes :

*Le Chancelier de la République Fédérale Allemande, le Président de la République française ensemble, éprouveront le sentiment d'avoir contribué à faire l'Histoire de leurs deux peuples et au-delà de ces deux peuples, d'avoir donné un élan nouveau à une construction politique qui devrait si on le comprenait davantage, j'espère qu'on le comprendra davantage, transformer l'équilibre mondial.*⁶³⁴

Alors, le geste posé par F. Mitterrand et H. Kohl à Verdun a-t-il été à la hauteur des ambitions du Président français ? A-t-il été capable de « transformer un équilibre mondial » hérité de la Seconde Guerre mondiale ? A-t-il pu « relancer la construction politique » de l'Europe au-delà des simples enjeux économiques et financiers ? A-t-il « contribué à faire l'Histoire » de la France et de l'Allemagne, c'est-à-dire permis aux deux pays d'entamer une nouvelle étape dans leurs relations ?

Le monde de 1984 est un monde instable en train de basculer. La seconde partie des années 1980 sera effectivement marquée par des (r)évolutions majeures : relance européenne, chute du mur de Berlin, unité allemande, fin de la Guerre Froide... Cela nous conduit à nous interroger : quelle a été la place du Geste de Verdun dans cette accélération de l'histoire⁶³⁵ ? Nous allons donc tenter, dans ce chapitre, de relire la période autour de l'année 1984 à la lumière du Geste de Verdun, afin de mieux comprendre, au-delà des simples échos médiatiques, les enjeux du geste posé par F. Mitterrand et H. Kohl.

⁶³⁴ MITTERRAND François, Interview accordée à FR3 Lorraine le 21 septembre 1984, *Op. Cit.*

⁶³⁵ Voir VAÏSSE Maurice, « 5 – La fin du monde bipolaire (1985-1990) », in *Les Relations Internationales depuis 1945, Op. Cit.*, p. 172.

Précisions méthodologiques :

Nous n'avons pas ici l'ambition de faire un travail d'historien : cette période de l'histoire, bien que récente, offre désormais suffisamment de recul et fait l'objet de nombreuses publications. Nous avons pu ainsi nous appuyer sur les travaux de Maurice Vaïsse, Georges-Henri Soutou, Pierre Gerbet, Heinrich-August Winker, Georges Saunier, Hélène Miard-Delacroix, Andreas Wirsching, pour ne citer ici que les principaux. L'objectif cependant n'était pas d'atteindre l'exhaustivité, mais d'obtenir des spécialistes l'indispensable éclairage historique nécessaire à notre étude.

Au cours de nos recherches, nous avons pu toutefois constater que le Geste de Verdun est très souvent mentionné comme une évidence (comme un témoignage de la bonne entente franco-allemande du moment), mais qu'il est en réalité très peu interrogé. Nous avons donc fait en tant que civilisationniste un choix différent : celui de nous focaliser sur le Geste de Verdun, et d'en faire une clé de lecture de la période. Que nous dit-il du contexte où il a été posé, que cache-t-il derrière cette apparente évidence ?

Nous avons pour cela concentré nos recherches en archive sur la période qui encadre le Geste de Verdun, du Sommet franco-allemand de Rambouillet des 28 et 29 mai 1984 au Sommet franco-allemand de Bad-Kreuznach des 29 et 30 novembre 1984. Dans une perspective franco-allemande, nous avons essayé également de confronter archives françaises (archives nationales, archives diplomatiques) et allemandes (Bundesarchiv, politisches Archiv).

Mais le geste de Verdun a aussi été posé par deux hommes bien précis : F. Mitterrand et H. Kohl. Nous avons donc choisi de leur laisser largement la parole. Pour cela nous avons fait appel à leurs différents discours, qui laissent transparaître leurs objectifs du moment, mais aussi à leurs mémoires, qui nous permettent de bénéficier de leur regard rétrospectif.

En croisant toutes ces sources, nous espérons ainsi franchir une étape supplémentaire qui complètera celle des regards médiatiques exposés au chapitre précédent. En croisant ces différentes sources (historiens, archives, mémoires), nous souhaitons ainsi proposer une sorte de prisme, qui permette de révéler toute la richesse du Geste de Verdun, mais aussi éventuellement la part d'ombre qu'il peut comporter.

I. Assurer la cohésion du bloc occidental

Suite à la crise de Cuba de 1962⁶³⁶, et la prise de conscience des risques liés à un éventuel conflit nucléaire entre les deux grandes puissances, la diplomatie avait pris le pas sur l'affrontement. Les rencontres au sommet s'étaient multipliées, et les négociations pour limiter les armements avaient été entamées. Cette politique de détente avait conduit aux accords d'Helsinki, signés en 1975 pour mettre fin à la course aux armements. Les deux grandes puissances avaient également fait en sorte que les tensions ne se concentrent plus sur l'Europe,

⁶³⁶ Cette crise marque le paroxysme de la Guerre froide, suite à la décision de l'URSS de livrer secrètement des missiles de moyenne portée à Cuba, ayant la capacité de menacer directement le sol américain. Après quinze jours de tension, du 14 au 28 octobre 1962, l'Union Soviétique et les Etats-Unis parviennent de justesse à éviter le conflit nucléaire.

et elles s'étaient reportées sur des « foyers secondaires » qui permettaient de s'affronter par pays interposés, sans pour autant remettre fondamentalement en cause la politique détente⁶³⁷. Mais au tournant des années 1970-1980, les tensions est-ouest se sont à nouveau exacerbées. L'Union Soviétique avait certes lâché du lest sur les armements stratégiques à longue portée ; mais les Occidentaux s'interrogent :

*Les discours soviétiques sur le désarmement reflète-t-il le souci des dirigeants de consacrer davantage d'énergie à l'économie soviétique ou un trompe-l'œil destiné à endormir la vigilance de l'adversaire, alors que l'URSS comble son retard stratégique ?*⁶³⁸

Force est de le constater : la politique de détente affichée n'a pas fondamentalement stoppé la course aux armements dans laquelle l'Union Soviétique s'était lancée pour rattraper son retard, technologique notamment, vis-à-vis des Etats-Unis. La crise des euromissiles, l'invasion de l'Afghanistan, et la crise polonaise sont autant de sujets de préoccupation qui font ressurgir la crainte d'un conflit majeur entre les deux grandes puissances.

Dès la fin de l'ère Carter, la politique de détente est ainsi remise en cause par les Américains, qui y voient surtout un moyen pour l'Union Soviétique d'avancer ses pions un peu partout dans le monde. L'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan, qui entre en fonction en janvier 1981, consacre définitivement ce revirement : sans pour autant fermer la porte aux négociations, il s'agit désormais pour les Etats-Unis de faire preuve de fermeté face à l'Union Soviétique, que Ronald Reagan lui-même qualifie en 1983 « *d'Empire du mal* »⁶³⁹. Dans ce nouveau contexte d'instabilité et de nouvelles menaces pour la sécurité et la paix dans le monde, comment assurer la cohésion du bloc occidental ? La question est d'autant plus cruciale pour la République Fédérale, qui se trouve confrontée à deux défis majeurs : maintenir des liens privilégiés avec les Etats-Unis qui garantissent sa sécurité, sans pour autant rompre avec l'Union Soviétique qui détient les clés d'une éventuelle réunification avec l'Allemagne de l'Est.

⁶³⁷ VAÏSSE Maurice, « 4 - Un monde déstabilisé (1973-1985) », in *Les Relations Internationales depuis 1945*, Op. Cit., p. 134.

« Les difficultés du dialogue entre les deux superpuissances semblent substituer une nouvelle guerre froide à la détente dont on se demande si elle n'était pas illusoire. Les conflits locaux se multiplient, à la fois sur d'anciens et de nouveaux terrains d'affrontement, sans pour autant menacer la paix mondiale. La montée de l'intégrisme islamique, la révolution iranienne, l'aventurisme de la Libye de Kadafi, l'expansionnisme du Viêt-Nam, les troubles qui secouent l'Amérique latine et l'Afrique sont autant de manifestations de ce monde déstabilisé. »

⁶³⁸ *Ibid.*

⁶³⁹ Voir REAGAN Ronald, discours à Orlando le 8 mars 1983 devant l'Association Nationale des Evangéliques Disponible sur : <http://voicesofdemocracy.umd.edu/reagan-evil-empire-speech-text/> Consulté le 1^{er} octobre 2022.

« Ainsi, dans vos discussions sur les propositions de gel nucléaire, je vous invite à vous méfier de la tentation de l'orgueil - la tentation de vous déclarer allègrement... euh... au-dessus de tout et d'étiqueter les deux parties comme également fautives, d'ignorer les faits de l'histoire et les impulsions agressives d'un empire du mal, de qualifier simplement la course aux armements de gigantesque malentendu et de vous retirer ainsi de la lutte entre le juste et l'injuste, le bien et le mal. »

“So, in your discussions of the nuclear freeze proposals, I urge you to beware the temptation of pride—the temptation of blithely..uh..declaring yourselves above it all and label both sides equally at fault, to ignore the facts of history and the aggressive impulses of an evil empire, to simply call the arms race a giant misunderstanding and thereby remove yourself from the struggle between right and wrong and good and evil.”

Dans ce contexte, la France, qui possède également l'arme nucléaire et revendique une certaine indépendance face aux deux blocs (nationale, mais aussi européenne) peut-elle offrir une troisième voie ?

Le 22 septembre 1984, F. Mitterrand et H. Kohl se sont retrouvés à Verdun, ville martyre et capitale de la paix. Certes, le champ de bataille de Verdun est un lieu de mémoire avant tout franco-allemand, puisque ce sont les armées de ces deux pays qui s'y sont affrontées. Mais en raison de l'âpreté des combats et du nombre de victimes, Verdun a incontestablement pris une dimension qui dépasse largement le cadre binational. Il est donc difficile d'isoler le choix délibéré de Verdun par F. Mitterrand et H. Kohl du contexte international que nous venons d'évoquer. Les commentateurs en tout cas n'ont pas manqué de faire le lien entre les deux. Un grand nombre de journalistes, en particulier dans la presse régionale de Lorraine, ont estimé que le Geste de Verdun s'inscrivait dans la pleine continuité de la mémoire pacifiste de Verdun, et couronnait les efforts conjoints des deux hommes au service de la paix. Les opposants à F. Mitterrand et à H. Kohl, principalement au sein de la gauche pacifiste, ont souligné au contraire que le Geste posé par les deux hommes manifestait leur solidarité en matière de politique de sécurité et de défense commune, perçue comme agressive vis-à-vis de l'Est. Nous pouvons donc nous interroger : comment le Geste accompli devant l'Ossuaire de Douaumont s'articule-t-il avec l'ensemble de la politique de défense et de sécurité menée par les deux pays ? Que manifestait-il de la politique dans laquelle la France et la République Fédérale avaient décidé de s'engager ?

1. Soutenir la R. F. A. dans la crise des euromissiles

A partir de 1977, le déploiement par l'Union Soviétique de missiles à moyenne portée (les SS-20) sur son territoire a mis fin au relatif équilibre des forces entre les deux grandes puissances. C'est d'abord une révolution technologique : le mirvage permet à l'Union Soviétique de multiplier ses têtes nucléaires par trois, sans que cela soit pris en compte dans les accords de désarmement - ceux-ci ne comptabilisaient que le nombre de missiles, et non le nombre de têtes nucléaires. Mais le déploiement des SS-20, missiles à moyenne portée, provoque surtout un changement radical de la donne stratégique pour les Européens :

L'installation progressive en Europe orientale des SS-20, fusées soviétiques à trois têtes nucléaires de 150 kilotonnes chacune, de portée intermédiaire (5000 kilomètres), dirigées vers l'Europe occidentale, et des bombardiers Backfire provoque l'alarme des Européens. Si ces fusées soviétiques sont incapables d'atteindre l'Amérique, elles menacent directement l'Europe et n'entrent pas dans les calculs de limitation des armes stratégiques (+ de 5000 kilomètres) concernées par les SALT II. »⁶⁴⁰

Ces missiles de moyenne portée sont donc incapables d'atteindre le territoire des Etats-Unis, mais leur précision leur permet par contre de frapper l'arsenal stratégique de l'OTAN stationné en Europe, dans le cadre d'une première attaque surprise. Le champ serait ensuite libre pour une attaque conventionnelle en direction de l'Ouest. Cela a pour première conséquence de

⁶⁴⁰ VAÏSSE Maurice, « 4 - Un monde déstabilisé (1973-1985) », in *Les Relations Internationales depuis 1945*, Op. Cit., p. 134.

rendre obsolète la doctrine de la riposte graduée, qui prévalait depuis la crise de Cuba ⁶⁴¹. En effet, une attaque nucléaire ciblée de la part des soviétiques priverait les Etats-Unis des moyens nécessaires pour organiser une riposte graduée ; ils seraient alors contraints d'avoir recours à des représailles massives pour défendre l'Europe. Mais les Etats-Unis seraient-ils prêts pour autant à risquer une attaque stratégique sur leur propre territoire pour défendre l'Europe ? Le risque ne serait-il pas le découplage entre les Etats-Unis et ses partenaires européens de l'OTAN ?

La crise des euromissiles révèle avant tout une crise de confiance profonde des Etats européens envers la dissuasion américaine élargie. [...] Alors que le traité SALT II s'apprête à définir une parité approximative entre les arsenaux stratégiques américain et soviétique, l'Europe doute que Washington protège ses alliés, le moment venu, par des représailles qui pourraient amener Moscou à frapper à son tour le territoire américain. ⁶⁴²

Au début des années 1980, la Guerre froide se réinvite donc au cœur du continent européen. Face à ce nouveau défi, la France et la République Fédérale d'Allemagne ont des positions à la fois solidaires et divergentes :

Le dualisme du conflit est-ouest qui domina jusqu'en 1989-1990 fut constitutif de l'histoire de la République Fédérale – mais aussi de la France. Pour la première, cela tint à trois données : à sa position « au point de jonction du conflit est-ouest » qui en faisait un « sismographe », au fait qu'à cause de la question allemande, « une crise était possible à tout moment », et à sa dépendance vis-à-vis de la protection par le système de défense occidental, à la mesure de sa vulnérabilité ». [...] La France se trouvait certes dans une position différente tant d'un point de vue géographique que statutaire ; certes, elle cherchait à combattre l'évidence de la bipolarité ; certes aussi, elle s'appliquait à être un « système autonome » affirmant ses propres buts et valeurs », à la différence des deux états Allemands qui se trouvaient dans un « système de dépendance structurelle ». Malgré tout, sa politique étrangère revenait en grande partie aussi « à réagir aux défis de la politique internationale ». ⁶⁴³

Dans quelles mesure ces divergences sont-elles surmontables ? La solidarité affichée entre les deux pays est-elle réelle, ou simplement de façade ? Correspond-elle à des valeurs véritablement communes, ou ne fait elle qu'obéir, par pragmatisme, aux impératifs géostratégiques du moment ?

Les divergences sont dues d'abord à la singularité de chacun des deux pays. De par sa situation géographique, l'ensemble de l'Allemagne, l'Ouest comme l'Est, se trouve en première

⁶⁴¹ PARISI Ilaria, « L'indépendance européenne en question : la France et la crise des euromissiles (1977-1987) », in *Relations internationales*, 2019/2 (n° 178), p. 57.

« Les forces de moyenne portée de l'OTAN sont vieillissantes et, contrairement à ce qui se passe à l'Est, aucune décision concernant leur modernisation n'a encore été prise à la mi-1970 : en l'état, elles ne constituent plus un rempart efficace contre l'arsenal soviétique de portée intermédiaire et ne peuvent de facto neutraliser les forces soviétiques situées à ce niveau de l'escalade, comme le demande la doctrine de la riposte graduée (Flexible Response) adoptée en 1967. »

⁶⁴² *Ibid.*

⁶⁴³ MIARD-DELACROIX Hélène, « 5 – Les questions stratégiques dans un monde bipolaire », in *Le Défi Européen...*, *Op. Cit.*, p. 71.

ligne face à la montée de cette nouvelle menace pour la paix du continent, et plus largement la paix du monde. Les deux Etats allemands sont directement situés sur la faille Est-Ouest, comme H. Kohl le rappelle à son allié américain :

*C'est ainsi que j'ai rappelé à Ronald Reagan que nous étions un pays divisé situé sur la ligne de fracture entre l'Est et l'Ouest, et que le mur et les barbelés se déployaient en plein milieu de l'Allemagne. Cette situation entre les blocs impliquait que nous, Allemands, étions plus sensibles que les autres aux développements de la politique mondiale.*⁶⁴⁴

Par ailleurs, la République Fédérale ne dispose pas de sa propre force de frappe nucléaire, ce qui la rend totalement dépendante de l'OTAN, et donc des Etats-Unis. La politique extérieure de la République Fédérale poursuit donc un double objectif : défendre ses intérêts nationaux, sans pour autant quitter le giron protecteur américain qui garantit sa survie. Pour assurer sa sécurité à long terme, l'Allemagne de l'Ouest doit d'abord faire baisser la menace que constituent les missiles à moyenne portée, qu'ils soient pointés sur elle ou stationnés sur son propre sol :

*En vérité, il n'y a qu'une seule façon de sortir de ce dilemme : nous devons réduire drastiquement les armes nucléaires des deux camps, celles qui menacent notre existence et celles qu'aujourd'hui nous devons tenir opérationnelles pour notre sécurité. La voie vers une plus grande sécurité passe par le renoncement aux armes. Nous voulons toujours agir en ce sens : Construire la paix avec de moins en moins d'armes.*⁶⁴⁵

La question des euromissiles devient donc une question cruciale, qui provoque en octobre 1982 la chute du gouvernement Schmidt, par vote de défiance constructive⁶⁴⁶. Suite aux débats soulevés par la double décision de l'OTAN et ses conséquences - le déploiement des missiles Pershing sur le sol ouest-allemand - une des premières priorités du gouvernement Kohl est de réaffirmer son appartenance à l'Alliance Atlantique. Il n'avait certes jamais été question pour Helmut Schmidt de remettre en cause cette appartenance ; mais H. Kohl la réaffirme de manière plus appuyée que son prédécesseur.

⁶⁴⁴ KOHL Helmut, *Erinnerungen 1982 – 1990*, Op. Cit., p. 63.

„So erinnerte ich Ronald Reagan daran, dass wir ein geteiltes Land an der Nahtstelle zwischen Ost und West waren und dass Mauer und Stacheldraht mitten durch Deutschland führten. Diese Lage zwischen den Blöcken brachte es mit sich, dass wir Deutsche für Entwicklungen der Weltpolitik sensibler waren als andere.“

⁶⁴⁵ KOHL Helmut, *Regierungserklärung*, 4. Mai 1983, Op. Cit.

„Es gibt in Wahrheit nur einen Weg aus diesem Dilemma: Wir müssen die nuklearen Waffen auf beiden Seiten drastisch reduzieren, diejenigen, die unsere Existenz bedrohen, und diejenigen, die wir heute für unsere Sicherheit bereithalten müssen. Der Weg zur mehr Sicherheit führt weg von Waffen. Wir wollen immer danach handeln: Frieden schaffen mit immer weniger Waffen.“

⁶⁴⁶ C'est une spécificité de la constitution de la République Fédérale, adoptée afin de lutter contre l'instabilité politique qui avait caractérisé la fin de la République de Weimar, et finalement entraîné sa chute. Pour renverser un chancelier, et donc un gouvernement, il ne suffit pas que les députés votent la défiance. Les députés à l'origine de la motion de censure doivent proposer un candidat recueillant la majorité des voix du Bundestag. C'est la seconde fois que cette procédure est utilisée dans l'histoire de la République Fédérale. La première motion de censure de 1972 contre Willy Brandt avait échoué. Cette fois-ci, les libéraux quittent la coalition avec les sociaux-démocrates pour rejoindre la CDU, ce qui permet à Helmut Kohl d'obtenir la majorité requise.

Le fondement de la politique étrangère et de sécurité allemande est l'Alliance de l'Atlantique Nord et l'amitié et le partenariat avec les États-Unis d'Amérique. [...] Une position hésitante met en danger l'existence de la République Fédérale d'Allemagne - qui se trouve géopolitiquement au milieu de l'Europe. L'Alliance est le point crucial de l'intérêt national allemand. ⁶⁴⁷

H. Kohl réaffirme cette priorité lors de son deuxième discours de politique générale, suite à sa victoire aux élections de 1983 :

L'Alliance atlantique assure la paix en Europe et constitue un facteur essentiel de stabilité pour le monde entier. Le cœur de l'Alliance demeure l'amitié profondément ancrée avec les États-Unis d'Amérique. ⁶⁴⁸

Mais l'alternance qui consacre le retour de la CDU au gouvernement ne provoque pas pour autant de rupture majeure sur le plan de la politique extérieure ⁶⁴⁹, selon l'analyse d'Heinrich August Winkler :

Pour le gouvernement Kohl-Genscher, cependant, la loyauté envers l'Alliance ne voulait pas dire se détourner de la politique envers l'Est et de la politique interallemande, telles que les avaient menées le gouvernement Schmidt-Genscher. ⁶⁵⁰

Dans ses discours successifs de politique générale, le chancelier Kohl continue à se faire l'ardent défenseur d'une politique de négociation avec Moscou, avec pour objectif clairement affiché d'obtenir le démantèlement des missiles soviétiques :

Notre objectif prioritaire est d'établir et de stabiliser l'équilibre militaire nécessaire au niveau d'armement le plus bas possible, par des résultats de négociation concrets, équilibrés et vérifiables. [...] Le gouvernement fédéral adhère à l'objectif de négociation occidental de l'option zéro réciproque, c'est-à-dire au renoncement complet aux systèmes à moyenne portée soviétiques et américains basés au sol. ⁶⁵¹

⁶⁴⁷ KOHL Helmut, *Regierungserklärung*, 13. Oktober 1982, *Op. Cit.*

„Fundament deutscher Außen- und Sicherheitspolitik sind das Nordatlantische Bündnis und die Freundschaft und Partnerschaft mit den Vereinigten Staaten von Amerika. [...] Eine schwankende Position ist für die Bundesrepublik Deutschland - geopolitisch mitten in Europa - lebensgefährlich. Das Bündnis ist der Kernpunkt deutscher Staatsräson.“

⁶⁴⁸ KOHL Helmut, *Regierungserklärung*, 4. Mai 1983, *Op. Cit.*

„Die Atlantische Allianz sichert den Frieden in Europa, und sie ist ein wesentlicher Faktor der Stabilität für die ganze Welt. Kernstück der Allianz bleibt die fest verwurzelte Freundschaft mit den Vereinigten Staaten von Amerika.“

⁶⁴⁹ C'est le paradoxe de ce vote : Helmut Schmidt, comme son successeur mais à l'opposé de certains membres de son propre parti, était favorable à la double décision de l'OTAN et donc au déploiement des euromissiles américains en cas de refus soviétique de démanteler les SS-20. Notons que le libéral Hans-Dietrich Genscher reste l'inamovible vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères (1974-1982 dans les gouvernements Schmidt, 1982-1992 dans les gouvernements Kohl).

⁶⁵⁰ WINKLER Heinrich-August, *Der lange Weg nach Westen*, *Op. Cit.*, p. 419.

„Bündnistreue hieß für die Regierung Kohl-Genscher jedoch nicht Abkehr von der Ost- und Deutschlandpolitik, wie sie die Regierung Schmidt-Genscher getrieben hatte.““

⁶⁵¹ KOHL Helmut, *Regierungserklärung*, 13. Oktober 1982, *Op. Cit.*

„Unser vordringliches Ziel ist es, das notwendige militärische Gleichgewicht durch konkrete, ausgewogene und nachprüfbare Verhandlungsergebnisse auf einem möglichst niedrigen Niveau der Rüstungen herzustellen und zu stabilisieren. [...] Die Bundesregierung hält am westlichen

Mais aux yeux du chancelier, un démantèlement ne peut être que réciproque. H. Kohl s'oppose ainsi à une partie de l'opinion publique et de la classe politique (essentiellement l'aile gauche de la SPD et les Verts), qui avait rendu l'OTAN et les Etats-Unis responsables de la montée de la tension Est-Ouest.

*Les États-Unis demandent en effet à Moscou de démanteler ses missiles en échange de l'annulation de la double décision, mais sans s'engager en contrepartie à retirer ses armes déjà déployées. Pour les pacifistes, c'est la confirmation que les Américains ne veulent pas négocier, mais bien préparer le déploiement.*⁶⁵²

La priorité pour cette frange de l'opinion était alors le désarmement, fût-il unilatéral, seul moyen de faire baisser la pression et d'écarter le danger d'un conflit.

*Seul un désarmement complet pourrait nous dispenser des moyens militaires pour assurer la paix. (Fischer [Francfort] [Les Verts] : Alors commencez !)*⁶⁵³

Pour le chancelier Kohl au contraire, renoncer à l'installation des Pershing avant d'avoir obtenu le démantèlement des SS-20 serait une erreur, qui ôterait à la République Fédérale tout moyen de se faire entendre.

*Tant que cela ne se produit pas, le concept de dissuasion et de défense fondée sur l'équilibre de l'Alliance reste indispensable. Nous ne pouvons pas nous débarrasser des armes nucléaires du jour au lendemain. Un renoncement unilatéral ne réduirait pas la menace nucléaire qui pèse sur nous, mais augmenterait le danger de guerre [...] Aucun responsable politique ne peut en toute conscience souhaiter des mesures unilatérales de désarmement si cela met en danger sa propre sécurité. Celui qui est désarmé perd la capacité de se défendre, il devient vulnérable au chantage. La sécurité de notre pays reste un bien inaliénable. Celui qui est sans défense, Mesdames et Messieurs, personne ne négocie avec lui.*⁶⁵⁴

Verhandlungsziel der beiderseitigen Null-Lösung fest, d. h. am völligen Verzicht auf landgestützte sowjetische und amerikanische Mittelstreckensysteme.“

⁶⁵² PARISI Ilaria, « L'indépendance européenne en question... », *Op. Cit.*, p. 68.

⁶⁵³ KOHL Helmut, *Regierungserklärung*, 4. Mai 1983, *Op. Cit.*

Nur eine umfassende Abrüstung könnte militärische Mittel zur Friedenssicherung entbehrlich machen. (Fischer [Frankfurt] [GRÜNE]: Dann fangen Sie an!)

Joschka Fischer, tout juste entré au parlement, a participé le 24 octobre 1983 en tant que député au blocus de la base militaire de Francfort-sur-le-Main, en protestation contre la double-décision de l'OTAN. Voir l'interview donnée le 27 juillet 2015 au *Spiegel Geschichte* N°4 / 2015.

Disponible sur : <https://magazin.spiegel.de/EpubDelivery/spiegel/pdf/137332953>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁶⁵⁴ KOHL Helmut, *Ibid.*

Solange dies nicht geschieht, bleibt die Bündniskonzeption von Abschreckung und Verteidigung auf der Grundlage des Gleichgewichts unverzichtbar. Wir können die Nuklearwaffen nicht über Nacht aus der Welt schaffen. Ein einseitiger Verzicht würde die auf uns gerichtete nukleare Bedrohung nicht mindern, sondern die Gefahr eines Krieges erhöhen [...] Niemand, der in politischer Verantwortung steht, kann guten Gewissens einseitige Abrüstungsmaßnahmen wollen, wenn dadurch die eigene Sicherheit in Gefahr gerät. Der Entwaffnete verliert die Fähigkeit zur Selbstverteidigung, er wird erpressbar. Die Sicherheit unseres Landes bleibt ein unverzichtbares Gut. Wer wehrlos ist, meine Damen und Herren, mit dem verhandelt niemand.

L'arrivée d'H. Kohl à la chancellerie, en ce qui concerne la politique extérieure de la République Fédérale, constitue donc davantage un recadrage qu'un véritable changement de cap. L'Allemagne de l'Ouest continue à évoluer sur une ligne de crête ténue, mais vitale pour elle, d'ouverture à l'Est tout en maintenant un partenariat privilégié avec les Etats-Unis.

La France est elle aussi dépendante du parapluie nucléaire américain, seul capable de rivaliser avec celui de l'URSS, mais dans une moindre mesure que la République Fédérale. La France n'est pas non plus à portée immédiate des chars russes (quelles que soient les craintes qu'avaient soulevées dans une partie de l'opinion la victoire de la gauche aux présidentielles de 1981, avec l'entrée de ministres communistes au gouvernement ⁶⁵⁵). Elle ne dépend pas non plus du bon vouloir des deux Grands pour rétablir un jour son unité nationale. Dans l'héritage de la politique étrangère gaullienne, F. Mitterrand revendique de manière plus nette une véritable maîtrise de son destin, non seulement pour la France, mais aussi pour l'Europe. Et cette liberté doit pouvoir s'exercer vis-à-vis des Soviétiques, mais aussi des alliés américains. La politique de F. Mitterrand n'en obéit pas moins à un certain réalisme. Les tensions Est-Ouest se sont en effet exacerbées au début des années 1980, ce qui a conduit le Président français à s'engager en faveur de la double décision de l'OTAN plus nettement que son prédécesseur Valéry Giscard d'Estaing.

En revanche, et ce n'était pas attendu, je souscrivis - sans avoir à me forcer, car telle était ma conviction depuis longtemps - à la double décision de l'OTAN sur les euromissiles. Je m'écartais par-là de l'attitude traditionnelle de notre diplomatie, qui estimait - à juste titre - que la France n'était pas intéressée par le sujet, puisqu'extérieure à l'organisation intégrée. [...] J'apportais cette approbation [...] parce que j'estimais qu'il s'agissait là d'une question majeure et que la France, quel que fût son statut, n'avait pas à se tenir à l'écart des conditions nécessaires à l'équilibre européen. ⁶⁵⁶

Cette approbation de la double décision de l'OTAN ne signifie pas pour autant que F. Mitterrand s'aligne parfaitement sur les positions américaines, comme le souligne l'historien Frédéric Bozo :

Certes, [François Mitterrand] exprime haut et fort le soutien de la France à la « double décision » de l'Otan (déploiement de missiles américains en cas d'échec de la négociation sur les forces nucléaires intermédiaires) et ce soutien constitue bien, comme le soulignera Hubert Védrine, un « acte fondateur ». Mais il n'y a pas pour autant, dans ce dossier, alignement sur la position de Washington, jugée maximaliste par Mitterrand : quoique largement perçu sur le moment comme une prise de position « atlantiste », le discours du Bundestag, le 20 janvier 1983, est en réalité marqué par la recherche de « l'équilibre » dans l'affaire des euromissiles. ⁶⁵⁷

⁶⁵⁵ Voir POTTIER Jean-Marie, « Mais au fait, elle vient d'où cette image des 'chars russes place de la Concorde' ? », 13 avril 2017.

Article disponible sur : <http://www.slate.fr/story/143585/chars-russes-concorde>

Consulté le 15 août 2021.

⁶⁵⁶ MITTERRAND François, *De l'Allemagne, de la France*, Paris, Odile Jacob, 1996, pp. 168-169.

⁶⁵⁷ BOZO Frédéric, « François Mitterrand et la fin de la guerre froide (1981-1991) », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2011/1-2 (N° 101-102), p. 40.

La fin de la crise des euromissiles n'apaise pas ces divergences au sujet des Etats-Unis, bien au contraire. Elles se manifestent tout d'abord face au projet américain d'*Initiative de Défense Stratégique* lancé en 1983 par l'administration Reagan ⁶⁵⁸.

Le 26 mars 1985, le secrétaire américain à la Défense, Caspar Weinberger, proposa donc aux États européens de s'impliquer dans le programme de recherche IDS. L'Élysée resta alors sur la réserve, puis Mitterrand rejeta clairement la proposition en mai, lors de la réunion du G7. [...] L'offre américaine a contraint le gouvernement français à réagir immédiatement : Mitterrand et ses conseillers politiques nourrissaient de sérieux doutes quant à un partenariat égalitaire entre les États-Unis et leurs alliés [...] où les Européens n'auraient qu'un rôle second. [...] De son côté, Helmut Kohl était pris dans un dilemme ; il ne voulait offenser ni l'allié américain ni le partenaire français, et tentait de se soustraire à une décision contraignante. ⁶⁵⁹

F. Mitterrand reconnaît lui-même que le positionnement face aux Etats-Unis est resté la pierre d'achoppement qui a constamment remis en question la solidarité des deux pays en matière de politique étrangère :

Au cours d'un autre sommet des sept, à Williamsburg, (Virginie) en 1983, le front franco-allemand avait subi une première lézarde. Ronald Reagan voulait que l'Alliance Atlantique proclamât sa solidarité indissoluble avec le Japon. [...] Mon veto interdit au sept de conclure. Une vague de communiqués permit de sauver la face. Mais Ronald Reagan ne cachait pas son exaspération, tandis qu'Helmut Kohl, qui désirait avant tout qu'aucun pont ne fût coupé et qui avait servi tout l'après-midi d'aimable compositeur entre les antagonistes, se montra franchement désolé de n'avoir pu empêcher la rupture de solidarité avec la France à laquelle il était fort attaché. [...] Le même cas de figure se produisit quand l'OTAN décida, en 1991 à Bruxelles, de retoucher ses structures militaires en Europe. Adapter l'Alliance au nouvel état de notre continent relevait du bon sens, mais je me méfiais de la forme que prenait ce changement. [...] Helmut Kohl, d'accord sur l'essentiel, c'est-à-dire sur une démarche militaire propre à la Communauté, ne put me suivre jusqu'au bout dans mes réticences. Une fois de plus, l'OTAN et son rôle en Europe servaient de révélateur aux difficultés latentes qui existaient entre l'Allemagne Fédérale et la France. ⁶⁶⁰

Mais dans l'analyse qu'il fait de ses relations avec l'Allemagne à la fin de sa vie, F. Mitterrand aura bien soin de relativiser l'accusation d'anti-américanisme qui lui a été faite. Il préfère mettre l'accent sur la convergence de vues à laquelle il est finalement parvenue avec H. Kohl :

En conclure que notre politique se voulait systématiquement distincte de la politique des États-Unis serait inexact. La guerre du Golfe en témoigna, de même que, par mon discours au Bundestag, j'avais contribué à réunir le front occidental que divisait

⁶⁵⁸ Rendue public le 8 mars 1983, lors du discours sur « l'Empire du mal », cette initiative consistait en un vaste programme de défense anti-missiles, offrant aux Etats-Unis une sorte de « bouclier » capable de la prémunir contre toute attaque stratégique venant de l'Union Soviétique.

⁶⁵⁹ SCHOTTERS Frederike, « Développer une identité européenne propre. La coopération franco-allemande en matière de sécurité et de défense européenne (années 1980) », in *Relations internationales*, 2020/4 (n° 184), p. 29-30.

⁶⁶⁰ MITTERRAND François, *De l'Allemagne, de la France, Op. Cit.*, pp. 137-139.

*l'installation en Europe des fusées Pershing. Mais je n'acceptais pas que la France fût soumise, comme trop d'autres, aux volontés comme aux intérêts de notre allié. Kohl comprenait cette indépendance d'esprit et attendait, je le pense, le moment d'affirmer la sienne, mais les séquelles des deux guerres mondiales le contraignaient à des précautions dont, moins marqué par ces tragédies, il se fût dispensé. »*⁶⁶¹

Dans ce contexte encore largement bipolaire, nous affirmons donc que la Rencontre de Verdun contient donc bien un message adressé aux Soviétiques, mais également aux Américains. Comme le rappelle Georges Saunier, la Rencontre de Verdun s'inscrit également au cœur d'une intense activité diplomatique déployée par F. Mitterrand comme par H. Kohl durant les années 1983-1985⁶⁶². Mais ce message ne saurait toutefois se réduire à un simple geste diplomatique, voire à une simple image de communication vis-à-vis des deux blocs.

Comment ne pas réentendre dans ce geste l'appel que ne cessent de faire les deux Chefs d'Etat et de Gouvernement, afin que les Etats-Unis et l'Union Soviétique retournent à la table des négociations pour faire baisser drastiquement le niveau d'armement, notamment en Europe, et la menace que celui-ci fait peser sur le continent et sur le monde ? Ce n'est pas non plus un geste uniquement symbolique. Il ne s'agit pas seulement d'un affichage de principe, qui consisterait à poser un geste fort destiné à masquer les divergences entre les deux pays. L'affaire des euromissiles l'a montré : la solidarité entre la France et la République Fédérale n'est pas feinte : elle est bien réelle, même si elle reste toujours à construire dans un dialogue constant entre les deux pays.

Sur ce lieu, qui a fait de l'horreur de la guerre le plus puissant moteur de l'engagement pour construire une paix durable, la posture des deux hommes, côte à côte et main dans la main, offre aussi l'image de la détermination et la fermeté. Dans un monde en proie aux bouleversements de la guerre froide finissante, elle témoigne aussi de la stabilité du couple franco-allemand, base solide sur laquelle il est donc possible de construire un avenir.

2. Eviter un nouveau *Sonderweg* allemand

En 1984, en ce qui concerne sa politique extérieure et sa sécurité, l'Allemagne se trouve encore dans une situation héritée des accords de Yalta et de Potsdam. Elle reste dépendante du bon vouloir des anciens Alliés de 1945, et notamment des Etats-Unis et de l'Union Soviétique. En dépit de cette dépendance, la République Fédérale ne s'est pas toutefois contentée de subir un sort imposé de l'extérieur par les anciens vainqueurs, comme le démontrent H. Miard-Delacroix et A. Wirsching :

Après la période de tutelle étroite, et surtout à partir des années 1960, s'imposa progressivement l'idée que « tout en n'étant pas une puissance mondiale », la République

⁶⁶¹ *Ibid.*, p. 139.

⁶⁶² Voir en annexe les notes concernant l'entretien qu'il nous a accordé le 15 avril 2021. Nous citerons ici uniquement les voyages de François Mitterrand aux Etats-Unis en mars 1984, et en URSS en juin 1984 ; et les voyages d'Helmut Kohl aux Etats-Unis en novembre 1984, et en URSS en mars 1985.

N. B. : G. Saunier, de par ses fonctions, est actuellement soumis à un devoir de réserve. Il n'a donc pas souhaité que ses propos soient retranscrits intégralement. Il s'agit donc d'une prise de note, disponible en annexe.

Fédérale avait « des intérêts économiques et culturels à identifier et à défendre au niveau mondial ». [...] Sa politique étrangère reflétait le choix du développement industriel, de l'activité marchande et de la réussite économique comme porteurs d'identité pour la République de Bonn. ⁶⁶³

Les gouvernements successifs ont aussi tenté de développer une politique extérieure originale, dans un exercice d'équilibriste destinée à défendre au mieux - compte-tenu du contexte - ce que nous pourrions appeler les intérêts nationaux de la République Fédérale ⁶⁶⁴. La réunification du pays est ainsi restée un objectif, pas toujours ouvertement affiché, mais en tout cas toujours implicite des différents chanceliers qui se sont succédé en République Fédérale :

L'image des « trois cercles » inventée en son temps par Winston Churchill peut être utilement reprise pour situer la politique étrangère ouest-allemande du temps de la division. Ces trois cercles, débordant en partie l'un sur l'autre, étaient alors l'Alliance atlantique dirigée par les États-Unis, la communauté européenne et les relations avec l'Union soviétique. Le cadre de la politique étrangère de Bonn était ainsi fixé, de même que ses limites. Il fallait en permanence harmoniser trois objectifs, le maintien de la solidarité atlantique, l'intégration européenne et une politique à l'Est fondée sur la détente, condition pour servir « l'intérêt national » allemand, c'est-à-dire pour dépasser la division du pays. ⁶⁶⁵

Avec l'arrivée de Willy Brandt à la chancellerie en 1969 et la mise en œuvre de son *Ostpolitik*, la volonté de maintenir des liens privilégiés avec l'Est de l'Allemagne s'est incarnée de manière beaucoup plus explicite. Cela passait par un renforcement des échanges avec la République Démocratique, mais de manière incontournable aussi par un rapprochement avec la « puissance tutélaire » qu'était l'Union Soviétique. Un troisième volet concernait enfin les relations avec les autres pays de l'est (l'exemple le plus notable étant la Pologne, et la visite de Brandt à Varsovie en décembre 1970). Un tel rapprochement n'était pas toutefois dans susciter des craintes dans le camp occidental. N'était-on pas en train de « perdre » la République Fédérale ? Bonn n'allait-il pas remettre en cause la politique d'ancrage à l'Ouest que les Chrétiens-Démocrates avaient menée jusque-là ? Garantir la paix par la neutralité était une idée séduisante. La République Fédérale n'allait-elle pas « vendre son âme », sinon au communisme, du moins au neutralisme ? Elle pourrait ainsi faire d'une pierre deux coups : à court terme garantir sa sécurité, et à long terme obtenir que l'Union Soviétique n'oppose plus de veto à une éventuelle réunification. D'autant plus qu'avec l'arrivée d'H. Kohl, elle dispose désormais un nouveau chancelier qui incarne un volontarisme davantage affirmé au sujet de la

⁶⁶³ MIARD-DELACROIX Hélène, WIRSCHING Andreas, « Devenir visible au-delà de l'Alliance... », *Op. Cit.*, p. 10.

⁶⁶⁴ Précisons toutefois que ce terme « d'intérêts nationaux » n'apparaît que rarement de manière explicite.

Voir : MIARD-DELACROIX Hélène, WIRSCHING Andreas, « Devenir visible au-delà de l'Alliance... », *Op. Cit.*, p. 9.

« Les termes d'intérêt national ont été très peu employés en allemand après 1945. Cela tient à deux raisons. À cause de leur passé, puis du statut particulier en découlant, il aurait été malvenu pour les Allemands de revendiquer haut et fort des intérêts propres sur la scène internationale. Par ailleurs, l'usage du qualificatif « national » avait été rendu difficile par les abus du nationalisme dans le passé et par la division du pays dans le présent. Aussi la formule 'd'intérêts nationaux' allemands a-t-elle été d'un emploi comparativement rare jusqu'aux années 1980, les politiques et diplomates recourant plutôt à des euphémismes pour qualifier ce que recouvrent ces termes chez les voisins. »

⁶⁶⁵ *Ibid.*, p. 9.

question de l'unité allemande, comme le soulignent Hélène Miard-Delacroix et Andreas Wirsching :

Mais si un homme politique n'avait pas fait son deuil de l'unité allemande, c'était bien Helmut Kohl, chef de la CDU et chancelier de 1982 à 1998. Certes Kohl ne croyait pas que l'on pourrait rapidement ébranler le statu quo de la division. Mais il ne cessa jamais de la qualifier d'« anomalie » historique à éliminer. ⁶⁶⁶

Dans ses mémoires, celui qui sera devenu entre-temps le chancelier de l'unité allemande ne manque pas de rappeler sa détermination :

Durant des années et des décennies, j'ai comme peu d'autres rappelé l'unité de la nation. Il ne s'agissait pas uniquement de belles paroles, et je n'ai pas attendu le jour de l'unité allemande pour évoquer le dépassement de la division dans une Europe unie. Quelle volée de bois vert n'ai-je pas reçu de la part de ceux qui avaient accepté depuis longtemps et pour toujours le système des deux États, et qui m'ont dénoncé comme un homme du passé chaque fois que j'évoquais l'ordre de tir à vue le long du Mur et de la frontière intérieure de l'Allemagne et d'autres blessures dues à la division, et que je déplorais le manque de liberté d'opinion et les restrictions de circulation. Contrairement à de nombreux politiciens du SPD et des Verts qui ont essayé de me renvoyer dans le coin droit de l'échiquier politique, la clause sur l'unification de la Loi fondamentale a toujours eu pour moi la priorité absolue. ⁶⁶⁷

Or l'idée même de réunification de l'Allemagne était loin de faire l'unanimité chez ses voisins, elle faisait tout-à-coup ressurgir le spectre du pangermanisme. Cela pouvait-il aller jusqu'à la remise en cause des frontières fixées provisoirement à Potsdam ? Des craintes en tout cas s'exprimaient en ce sens, même parmi les plus hauts responsables. Les déclarations du Ministre des Affaires Etrangères italien Giulio Andreotti venaient ainsi tout juste de rajouter de l'huile sur le feu, quelques jours à peine avant les cérémonies de Verdun ⁶⁶⁸. C'est dans ce contexte-là aussi que s'inscrit le geste posé par F. Mitterrand et H. Kohl. Symboliquement, la République Fédérale et la France se retrouvent main dans la main. L'image véhiculée par les deux chefs d'Etat et de gouvernement est forte, mais a-t-elle vraiment le même sens à Paris et à Bonn ? Elle peut en effet s'interpréter diversement. Nous pouvons donc nous interroger : les deux partenaires sont-ils au même niveau (comme deux amis) ? Ou en adoptant un regard plus critique, l'un des deux est-il « l'adulte » qui saisit la main de « l'enfant » (pour l'empêcher de s'échapper et ainsi de se mettre en danger) ?

⁶⁶⁶ *Ibid.*, p. 9.

⁶⁶⁷ KOHL Helmut, *Erinnerungen 1982-1990*, Op. Cit., p. 168.

Über Jahre und Jahrzehnte hinweg habe ich wie wenig andere die Einheit der Nation in Erinnerung gerufen. Das waren keine Sonntagsreden, und ich beschränkte mich auch nicht nur auf den Tag der deutschen Einheit, um auf die Überwindung der Teilung in einem geeinten Europa hinzuweisen. Was habe ich Prügel von denen einstecken müssen, die sich längst und für alle Zeit mit der Zweistaatlichkeit abgefunden hatten und mich immer dann als Mann von gestern denunzierten, wenn ich auf den Schießbefehl an Mauer und Innendeutscher Grenze und andere Wunden der Teilung hinwies und das Fehlen von Meinungs- und Reisefreiheit beklagte. Im Gegensatz zu vielen Politikern von SPD und Grünen, die mich in die rechte politische Ecke zu stellen versuchten, hatte das Vereinigungsgebot des Grundgesetzes für mich immer oberste Priorität.

⁶⁶⁸ Voir *Supra*, Chapitre III, notes 584-586.

La mise à l'écart de la République Fédérale lors du 40^{ème} anniversaire du débarquement en Normandie avait eu pour corollaire, sans doute involontaire mais réel, d'isoler Bonn de ses alliés occidentaux. Du point de vue unanime des observateurs politiques français et allemands de l'époque, c'est exactement ce que recherchait l'Union Soviétique dans son bras de fer avec le camp occidental.

L'Union Soviétique veut toujours semer la zizanie entre les pays de l'OTAN. Il faut que l'alliance préserve son unité. Un dialogue transatlantique intensif doit pouvoir empêcher les États-Unis de se découpler de l'Europe. ⁶⁶⁹

Cette politique soviétique d'ostracisation de la République Fédérale revêt selon eux essentiellement deux aspects : l'accusation de « revanchisme » lancée par Moscou à l'encontre de Bonn, et la promotion du mouvement pacifiste présent sur le territoire de l'Allemagne de l'Ouest :

Les Soviétiques, toujours à la recherche de la division des occidentaux, pèsent fortement sur leurs alliés pour isoler la RFA, restreignent leurs relations politiques avec celle-ci et, en revanche, semblent poursuivre ou relancer des contacts avec les partenaires occidentaux de Bonn. Les Allemands ont l'impression d'être mis en quarantaine. En toile de fond se développe la campagne contre le 'revanchisme' allemand (et japonais). La propagande soviétique vise tout particulièrement le révisionnisme territorial ('question allemande' ; Kouriles) et la militarisation de ces deux pays. ⁶⁷⁰

Pour lutter contre cette campagne, H. Kohl est obligé de marteler constamment les principes qui dictent la politique extérieure de son gouvernement. Pour parer à toute accusation d'hégémonisme, qui selon les détracteurs de l'Allemagne ferait retourner celle-ci à ses vieux démons, H. Kohl rappelle d'abord que le respect des droits de l'homme, et notamment de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, sont les principes inaliénables qui guident la République Fédérale :

Mais comme tous ses prédécesseurs depuis Adenauer, Kohl a souligné constamment que la question allemande était essentiellement une question de droits de l'homme et de liberté. Le droit du peuple allemand à l'autodétermination et à l'unité de l'État restait valide. Au premier plan, il y avait les efforts visant à "rendre les conséquences de la division plus supportables pour le peuple et à préserver l'unité de la nation". ⁶⁷¹

⁶⁶⁹ Politisches Archiv / Zwischenarchiv 140668. 44. Deutsch-französische Konsultationen der Staats- bzw. Regierungschefs in Bad Kreuznach am 29. 30. Oktober 1984. Gesamt- Gesprächsführungs-Vorschlag für den Herrn Bundeskanzler.

„SU will nach wie vor Keil zwischen NATO-Staaten treiben. Bündnis muss Geschlossenheit bewahren. Intensiver transatlantischer Dialog soll Abkoppelung der USA von Europa verhindern.“

⁶⁷⁰ Archives diplomatiques, 1930 INVA 4912, Compte-rendu du groupe de travail franco-allemand sur l'URSS et les pays de l'Est du 4 décembre 1984.

⁶⁷¹ WINKLER Heinrich-August, *Der lange Weg nach Westen, Op. Cit.*, p. 422.

Aber wie alle seine Vorgänger seit Adenauer betonte auch Kohl immer wieder, dass die deutsche Frage im Kern eine Frage der Menschenrechte und der Freiheit sei. Der Anspruch des deutschen Volkes auf Selbstbestimmung und staatliche Einheit blieb aufrechterhalten. Im Vordergrund stand das Bemühen, die Folgen der Teilung für die Menschen erträglicher [zu] machen und die Einheit der Nation [zu] wahren.“

Ces principes fixent d'abord les conditions dans lesquelles l'unification de l'Allemagne pourrait se réaliser. La première de ces conditions est le respect de la constitution, et des Traités signés et approuvés par le Bundestag.

Nous le savons : Nous, Allemands, ne pouvons pas changer la situation de division par nos propres forces. Mais nous pouvons et devons, si possible, la rendre plus supportable et moins dangereuse. En réalité, elle ne peut être modifiée à long terme que dans le cadre d'un ordre de paix durable en Europe. Pour surmonter la division de l'Allemagne, nous avons besoin du soutien de l'Alliance et de la Communauté européenne. Ils nous garantissent la sécurité et la liberté, ils soutiennent l'espoir d'unité - non seulement de l'Allemagne mais aussi de l'Europe. L'Alliance et une Europe unie - nous en avons besoin plus que d'autres. (Interruption des Verts : Elles cimentent la division !). La politique du gouvernement fédéral à l'égard de l'Allemagne reste déterminée par la Loi fondamentale de la République Fédérale d'Allemagne, le traité sur l'Allemagne, les traités sur l'Europe de l'Est, les lettres sur "l'unité allemande" ainsi que la résolution du Bundestag du 17 mai 1972, à laquelle tous les groupes parlementaires - CDU/CSU, SPD et FDP - ont souscrit, le traité fondamental et les décisions de la Cour constitutionnelle Fédérale de juillet 1973 et juillet 1975. ⁶⁷²

La principale crainte des voisins de l'Allemagne concerne le respect des frontières issues des accords de Potsdam (accords qui, rappelons-le, étaient au début de nature provisoire). Certes, la République Fédérale les a reconnues comme « inviolables »... mais pas comme « intangibles » ⁶⁷³. H. Kohl précisera (mais a posteriori, après la signature du traité « 2+4 » qui règlera définitivement la question des frontières ⁶⁷⁴) :

⁶⁷² KOHL Helmut, *Regierungserklärung*, 4. Mai 1983, *Op. Cit.*

Wir wissen: Aus eigener Kraft allein können wir Deutschen den Zustand der Teilung nicht ändern. Wir können und müssen ihn aber, wenn möglich, erträglicher und weniger gefährlich machen. Ändern kann er sich in Wahrheit auf Dauer nur im Rahmen einer dauerhaften Friedensordnung in Europa. Für die Überwindung der deutschen Teilung haben wir den Rückhalt im Bündnis und in der Europäischen Gemeinschaft nötig. Sie garantieren uns Sicherheit und Freiheit, sie stützen die Hoffnung auf Einheit - nicht nur Deutschlands, sondern auch Europas. Das Bündnis und das geeinte Europa - wir brauchen sie mehr als andere. (Zuruf von den GRÜNEN: Die zementieren die Teilung!). Die Deutschlandpolitik der Bundesregierung bleibt bestimmt durch das Grundgesetz der Bundesrepublik Deutschland, den Deutschlandvertrag, die Ostverträge, die Briefe zur "Deutschen Einheit" sowie die Entschließung des Deutschen Bundestages vom 17. Mai 1972, der alle Fraktionen - CDU/CSU, SPD und FDP - zugestimmt haben, den Grundlagenvertrag und die Entscheidungen des Bundesverfassungsgerichts vom Juli 1973 und vom Juli 1975.

⁶⁷³ WINKLER Heinrich-August, *Der lange Weg nach Westen*, *Op. Cit.*, p. 287.

„Die Bonner Option auf eine friedliche Veränderung der innerdeutschen Grenze konnten Scheel und Bahr dadurch wahren, dass der Vertrag nicht, wie die sowjetische Seite formuliert hatte, von der ‚Unveränderbarkeit‘, sondern von der ‚Unverletzlichkeit der Grenzen‘ sprach.“

⁶⁷⁴ Sur ce sujet voir : STETA Annick, « François Mitterrand et l'unité allemande », in *Commentaire*, 2004/3 (Numéro 107), p. 823.

« La doctrine allemande était sur ce point fort simple : si la République Fédérale avait reconnu en 1970 l'inviolabilité des frontières existantes y compris la frontière Oder-Neisse, alors même que les territoires situés à l'est de cette ligne n'avaient pas été officiellement annexés par les puissances victorieuses du Reich au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, elle avait refusé de s'engager sur cette frontière au nom de l'Allemagne tant que celle-ci n'aurait pas été réunifiée. À l'évidence, l'Allemagne n'avait pas l'intention de réclamer des territoires perdus au profit de la Pologne et de l'Union soviétique et vidés de

*Bien que les partis de l'Union eussent jadis rejeté l'Acte final d'Helsinki, le nouveau gouvernement fédéral s'en tenait désormais au strict respect des accords et préconisait le renforcement du processus de la CSCE, qui avait débuté en 1973 avec la première "Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe" (CSCE). [...] Trois éléments en particulier caractérisaient l'Acte final d'Helsinki : la reconnaissance des frontières de l'après-guerre, une plus grande coopération économique entre l'Ouest et l'Est, et des concessions du bloc de l'Est en matière de respect des droits de l'homme.*⁶⁷⁵

Bonn fait tout pour rassurer ses voisins : il n'y aura pas de révisionnisme unilatéral des frontières – en tout cas pas des frontières extérieures de l'Allemagne. Cependant, H. Kohl défend aussi constamment l'idée que les droits de l'homme sont précisément ce qui justifie les aspirations du peuple allemand à l'unité. Comme le Chancelier le rappelle devant le Bundestag, lors de ces deux premiers discours de politique générale, une partie des Allemands n'a pas recouvré la liberté après 1945 :

*Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, tous ensemble nous ne pouvons obtenir de force l'unité de la nation ; mais le préambule de la Loi fondamentale reste valable pour nous tous : Le peuple allemand tout entier reste appelé à parachever l'unité et la liberté de l'Allemagne dans la libre autodétermination. [...] Le Mur, les barbelés et les ordres de tirer à vue ne sont pas et ne peuvent pas être le dernier mot entre l'Est et l'Ouest, en Allemagne, en Europe et dans le monde. L'humanité et la raison refusent de l'accepter.*⁶⁷⁶

Mesdames et Messieurs, une frontière dangereuse traverse l'Allemagne, là où se trouve encore le centre de l'Europe. Cette frontière divise les Allemands, elle divise les Européens, elle divise l'Est et l'Ouest. La raison et l'humanité ne peuvent accepter que le droit à l'autodétermination s'arrête à cette ligne. (Applaudissements de la CDU/CSU et du FDP). L'expérience historique le montre : L'état actuel des choses n'est pas immuable. Realpolitik : oui, résignation : non ! (Applaudissements de la CDU/CSU et du FDP). Cela fait maintenant 30 ans que le soulèvement populaire du 17 juin 1953 dans la sphère d'influence soviétique a démontré au monde entier la volonté de liberté des Allemands. Le mur, les barbelés, les ordres de tirer à vue et le harcèlement sont encore aujourd'hui une agression contre l'humanité. Là où ils existent, il n'y a pas de normalité.

leurs populations germaniques, et était prête à reconnaître la frontière Oder-Neisse lorsqu'elle aurait renoué avec son unité et recouvré sa pleine souveraineté. »

⁶⁷⁵ KOHL Helmut, *Erinnerungen 1982-1990*, Op. Cit., p 66.

„Auch wenn die Unionsparteien einst die Schlussakte von Helsinki abgelehnt hatten, bestand die neue Bundesregierung jetzt auf strikter Einhaltung der Abmachungen und trat für eine Stärkung des KSZE-Prozesse ein, der 1973 mit der ersten ‚Konferenz für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa‘ (KSZE) begonnen hatte. [...] Vor allem drei Elemente prägten die Schlussakte von Helsinki: die Anerkennung der Nachkriegsgrenzen, eine stärkere wirtschaftliche Zusammenarbeit zwischen West und Ost und Zugeständnisse des Ostblocks in bezug auf die Achtung der Menschenrechte.“

⁶⁷⁶ KOHL Helmut, *Regierungserklärung*, 13. Oktober 1982, Op. Cit.

„Herr Präsident, meine Damen und Herren, wir alle können die Einheit der Nation nicht erzwingen; aber für uns alle gilt die Präambel des Grundgesetzes: Das gesamte Deutsche Volk bleibt aufgefordert, in freier Selbstbestimmung die Einheit und Freiheit Deutschlands zu vollenden. [...] Mauer, Stacheldraht und Schießbefehl sind und können nicht das letzte Wort zwischen Ost und West sein, in Deutschland, in Europa und in der Welt. Menschlichkeit und Vernunft weigern sich, dies hinzunehmen.“

(Applaudissements de la CDU/CSU et du FDP). Nous ne restons pas muets lorsque les droits de l'homme sont violés. ⁶⁷⁷

Nous assistons ainsi au retour dans l'espace politique de la notion de « nation allemande », mise à mal par le nazisme. Le 500^{ème} anniversaire de la naissance de Martin Luther, célébré en 1983, prend dans ce contexte une importance symbolique particulière, comme le souligne le Chancelier :

L'unité de la nation signifie aussi que les gens se rencontrent, qu'ils se retrouvent aussi dans une histoire commune. En ce sens, je crois pouvoir dire que de nombreuses pensées vont aussi aujourd'hui de la République Fédérale d'Allemagne vers Eisenach, où commencent, au château de la Wartburg, les célébrations de Luther organisées par les Eglises. ⁶⁷⁸

Comme le rappelle H. A. Winkler, la figure du Réformateur, un temps boudée par la République Démocratique qui la jugeait trop « réactionnaire », est aussi réhabilitée à l'Est :

'Le nom de Luther est associé à la première révolution sur le sol allemand, la première révolution bourgeoise', a expliqué Honecker. 'De Luther sont parties des forces révolutionnaires qui ont largement dépassé les frontières des États allemands de l'époque'. ⁶⁷⁹

Sans doute y avait-il aussi, selon lui, l'arrière-pensée de se concilier l'Eglise Evangélique dans la confrontation avec le bloc occidental sur les Euromissiles :

Cela s'explique notamment par le fait que les dirigeants du parti et de l'État de la RDA considéraient les églises comme des alliés dans la lutte contre le réarmement de l'OTAN et évitaient donc tout conflit ouvert avec elles. [...] La SED ne pouvait pas se permettre un nouveau Kirchenkampf au début des années 1980 pour une autre raison : 1983 n'était pas seulement le centenaire de la mort de Karl Marx, mais aussi le cinq-centième anniversaire de la naissance de Martin Luther [...] Les deux devaient être honorés de

⁶⁷⁷ KOHL Helmut, *Regierungserklärung*, 4. Mai 1983, Op. Cit.

Meine Damen und Herren, eine gefährliche Grenze verläuft quer durch Deutschland - dort, wo noch immer die Mitte Europas liegt. Diese Grenze trennt die Deutschen, sie trennt die Europäer, sie trennt Ost und West. Vernunft und Menschlichkeit können sich nicht damit abfinden, daß an dieser Linie das Selbstbestimmungsrecht aufhören soll. (Beifall bei der CDU/CSU und der FDP). Die geschichtliche Erfahrung zeigt: Der gegenwärtige Zustand ist nicht unabänderlich. Realpolitik: ja, Resignation: nein! (Beifall bei der CDU/CSU und der FDP). Es sind jetzt 30 Jahre, seitdem der Volksaufstand des 17. Juni 1953 im sowjetischen Machtbereich aller Welt den Freiheitswillen der Deutschen demonstrierte. Mauer, Stacheldraht, Schießbefehl und Schikanen sind auch heute noch ein Anschlag auf die Menschlichkeit. Wo sie existieren, gibt es keine Normalität. (Beifall bei der CDU/CSU und der FDP). Wir schweigen nicht, wenn Menschenrechte verletzt werden.

⁶⁷⁸ *Ibid.*

Einheit der Nation heißt auch, daß Menschen einander begegnen, daß sie sich auch in der gemeinsamen Geschichte wiederfinden. In diesem Sinne, so glaube ich, sagen zu dürfen, gehen auch heute von der Bundesrepublik Deutschland viele Gedanken hinüber nach Eisenach, wo auf der Wartburg die kirchlichen Luther-Feiern beginnen.

⁶⁷⁹ WINKLER Heinrich-August, *Der lange Weg nach Westen*, Op. Cit., p. 427.

Luthers Name sei mit der ersten Revolution auf deutschem Boden, der frühbürgerlichen Revolution, verbunden, erklärte Honecker. ‚Von Luther gingen Revolutionäre Impulse aus, die weit über die damaligen deutschen Staaten hinausreichten‘.

*manière fastueuse, afin de montrer au monde entier, mais surtout aux Allemands de la République Fédérale, que la RDA avait dépassé une conception étroite du progrès historique et savait rendre justice au grand réformateur ainsi qu'aux grands artisans de l'histoire allemande en général.*⁶⁸⁰

Mais même si les raisons de mettre en avant Luther diffèrent de part et d'autre du Rideau de Fer, cet anniversaire permet aux Allemands de renouer avec une histoire qui retranscende la division arbitraire imposée par les Alliés à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Dans ce dossier d'une éventuelle réunification allemande, nous pouvons constater que F. Mitterrand prétendra par la suite avoir toujours été bien conscient que la division de l'Allemagne n'avait pas vocation à devenir définitive.

*La double domination américaine et soviétique avait habitué les dirigeants occidentaux à se croire installés dans un temps immobile. Ils agissaient comme si les rapports de force sur notre continent étaient à jamais figés et attendaient des Allemands qu'ils se résignent à leur sort.*⁶⁸¹

Selon son analyse rétrospective, l'aspiration légitime des peuples à disposer d'eux-mêmes finirait par l'emporter :

*J'avais la conviction qu'en dépit des fautes du II^e Reich et des crimes du III^e, après tant de souffrances et de sacrifices subis, après tant d'espérances aussi, l'unité d'un peuple qui, dans sa diversité, se sentait, se voulait d'abord allemand était irréversible.*⁶⁸²

En 1984, le Président français affiche donc son soutien au gouvernement ouest-allemand, même si une lecture attentive laisse transparaître certaines réserves⁶⁸³ :

- Question. - Laissez-moi revenir un instant aux affaires étrangères. Il nous reste très peu de temps et je voudrais une réponse rapide à une question inhabituelle. L'Allemagne de l'Ouest comme l'Allemagne de l'Est ont toutes les deux une politique de réunification.

⁶⁸⁰ *Ibid.*, p. 426.

Das lag zu einem daran, dass die Partei- und die Staatsführung der DDR in den Kirchen Partner im Kampf gegen die Nachrüstung der NATO sah und darum vor dem offenen Konflikt mit ihnen zurückscheute. [...] Einen Kirchenkampf konnte sich die SED zu Beginn der achtziger Jahre auch noch aus einem anderen Grund nicht leisten: 1983 jährte sich nicht nur der 100. Todestag von Karl Marx, sondern auch der 500. Geburtstag von Martin Luther [...] Beide sollten umfassend gewürdigt werden, um aller Welt, namentlich aber den Deutschen in der Bundesrepublik, vor Augen zu führen, dass sich die DDR über ein verengtes Verständnis von historischem Fortschritt hinausentwickelt hatte und dem großen Reformator wie großen gestalten der deutschen Geschichte ganz allgemein gerecht zu werden wusste.

⁶⁸¹ MITTERRAND François, *De l'Allemagne, de la France*, Op. Cit., p. 19.

⁶⁸² *Ibid.*, p. 20.

⁶⁸³ Nous n'entrerons pas ici dans la polémique apparue au sujet de l'attitude de François Mitterrand face à l'unification allemande lorsqu'il s'y trouvera effectivement confronté en 1990. Sur la notion « d'équilibre » qui animait la politique de François Mitterrand, voir : STETA Annick, « François Mitterrand et l'unité allemande », *Op. Cit.*, p. 822.

« L'équilibre des puissances, antienne d'une vision dix-neuviémiste des relations internationales, demeure au centre de ses préoccupations : sa crainte du poids accru d'une Allemagne réunifiée au sein d'une Europe dont la construction reposait, à cette époque, presque entièrement sur la capacité d'entraînement du couple franco-allemand lui interdit de « souhaiter la reconstitution d'un pôle dominant au centre de l'Europe ». D'où son attachement aux frontières existantes qui l'amena à réclamer la reconnaissance par la République Fédérale allemande, préalablement à la réunification, de la ligne Oder-Neisse séparant la Pologne de la RDA. »

Beaucoup dans le monde craignent une telle réunification, si toutefois elle est possible. Du point de vue de la sécurité européenne, pas du point de vue de l'Allemagne, quelle est votre position sur la réunification de l'Allemagne ?

- Le Président. - On ne peut que comprendre les Allemands qui vivent près de 40 ans après la fin de la deuxième guerre mondiale avec un statut sur le plan de la sécurité qui ne correspond pas à la puissance économique et politique de ce pays et qui vivent également dans un état de rupture et déchirement en deux Allemagnes. C'est donc pour eux une préoccupation dominante, et c'est normal. Le problème pour les autres est que l'attraction naturelle et légitime des Allemands à se retrouver ne puisse pas déséquilibrer le centre de l'Europe et l'équilibre du monde. Mais j'ai confiance dans le gouvernement de l'Allemagne, très démocratique, dans le peuple Allemand qui est notre ami, après tant de drames. C'est une conquête mutuelle d'avoir bâti cette amitié et -que ce soit la majorité actuelle ou l'opposition sociale-démocrate -, ce sont des gens qui serviront les intérêts de l'Allemagne, mais pas contre la paix, mais pas contre la démocratie. ⁶⁸⁴

Ce soutien s'inscrit dans la continuité de celui exprimé l'année précédente devant le Bundestag, et il est affirmé de surcroît depuis les Etats-Unis, lors d'une visite d'Etat. Cela vaudra d'ailleurs à F. Mitterrand la reconnaissance du gouvernement fédéral :

Remerciements au président Mitterrand d'avoir compris notre désir d'unité et d'avoir soutenu notre position sur la question allemande à l'occasion de sa visite d'État aux États-Unis (interview télévisée, Atlanta, 25 mars 1984). Ce soutien est d'autant plus précieux pour nous que nous savons que nous ne pourrions réaliser l'unité allemande, dans le cadre d'un ordre de paix européen, qu'avec l'aide de nos amis occidentaux. Nous sommes immunisés contre la tentation d'un Sonderweg neutraliste. ⁶⁸⁵

Il faut toutefois préciser qu'en 1984, dans l'esprit du Président français, la réunification allemande reste une perspective encore bien lointaine comme il le reconnaîtra lui-même :

Peu après mon élection à la présidence de la République, je me souviens d'avoir demandé à mes proches collaborateurs [...] d'ordonner nos réflexions de politique extérieure autour d'une hypothèse majeure : en l'an 2000, c'en serait fini de l'empire soviétique. J'avais repris ce thème en 1982 lors d'une conversation avec le chancelier allemand Helmut Schmidt auquel j'avais dit 'L'unification allemande est inscrite dans l'histoire. Il faudra que l'empire Soviétique soit affaibli, ce qui interviendra dans les quinze ans », puis en 1984 avec Margareth Thatcher qui, sceptique, m'entendit répéter : 'A mon sens,

⁶⁸⁴ MITTERRAND François, Interview accordée à la télévision américaine "Cable News Network" à Atlanta, samedi 24 mars 1984.

Disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/discours/134951-interview-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-accorde>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁶⁸⁵ Bundesarchiv BA 136 / 29950 – 140. Innerdeutsche Beziehungen / Gesprächsführungsvorschlag Rambouillet, 16. Mai 1984.

Dank an Staatspräsident Mitterrand für Verständnis unseres Wunsches nach Einheit und Unterstützung unserer Position in der deutschen Frage anlässlich seines Staatsbesuches in den USA (Fernsehinterview, Atlanta, am 25. 03. 1984). Unterstützung ist für uns deshalb so wertvoll, weil wir wissen, dass wir nur mit Hilfe unserer westlichen Freunde die deutsche Einheit im Rahmen einer europäischen Friedensordnung erreichen können. Gegen neutralistischen Sonderweg sind wir immun.

*à la fin du siècle, l'empire soviétique se sera effondré... L'Union Soviétique ne tiendra pas la distance'. Encore avais-je tiré trop long.*⁶⁸⁶

Même s'il pense que l'unification allemande est inéluctable, et que la France doit s'y préparer, il ne prévoit sans doute pas de s'y trouver lui-même confronté.

Plus préoccupante à ses yeux est sans doute la vague pacifiste qui a atteint son paroxysme en 1983, parallèlement aux débats sur la double-décision de l'OTAN au Bundestag⁶⁸⁷, comme le rappelle Philipp Gassert :

*Les photos de presse de l'année 1983 furent dominées par des chaînes humaines, des sit-in, des manifestations monstres. L'Allemagne vécut un « automne chaud » ponctué de nombreuses actions de protestation : scènes de théâtre au coin des rues, défilés locaux, blocus de dépôts de missiles pour finir par de gigantesques manifestations centrales comptant des centaines de milliers de participants comme le rassemblement à Bonn du 22 octobre 1983 et la « chaîne humaine » de 108 km entre Ulm et Stuttgart qui réunit environ 400 000 personnes. La « paix » fut pendant quelques mois le thème dominant.*⁶⁸⁸

De manière à première vue paradoxale, ce mouvement pacifiste est donc davantage pris au sérieux par l'Elysée qu'un prétendu « revanchisme » allemand. Il est en effet susceptible de rapprocher les Allemands de l'Ouest du bloc de l'Est, et de fissurer le camp occidental.

*Au début des années 1980, et en raison de la force de l'opposition à la mise en place de missiles américains en Allemagne (les fameux « Euromissiles »), beaucoup s'inquiétèrent de la montée de tendances neutralistes en RFA. François Mitterrand lui-même partageait au départ ces inquiétudes, semble-t-il, et il réagit tout à fait dans le sens de la « double sécurité ». C'est ainsi qu'il faut interpréter son discours fameux au Bundestag le 20 janvier 1983, et non pas, comme on le fit en général à l'époque, comme un pur et simple ralliement à l'atlantisme. Sa crainte était que la RFA, si le chancelier Kohl était désavoué par le Bundestag dans la question du stationnement des missiles Pershing en Allemagne, ne glisse vers le neutralisme. Dans ce cas, Moscou deviendrait le principal partenaire de la RFA et la France perdrait sa position privilégiée à Moscou.*⁶⁸⁹

Et de fait : l'ampleur de la mobilisation de l'autre côté du Rhin, et même, sur l'ensemble du territoire des deux Etats allemands avait de quoi impressionner :

Les formes d'action furent exceptionnelles des deux côtés du mur : tandis que ce fut par l'ampleur des manifestations à l'ouest, à chaque fois plusieurs centaines de milliers de manifestants, [...] ce fut par le recours à des actions inhabituelles en RDA, une apparemment timide mais audacieuse apparition dans l'espace public : décades pour la

⁶⁸⁶ MITTERRAND François, *De l'Allemagne, de la France*, Op. Cit., p. 13.

⁶⁸⁷ L'assemblée élue au Bundestag le 6 mars 1983 voit pour la première fois le parti écologiste *Die Grünen* franchir la barre des 5%, et donc faire son entrée au parlement.

⁶⁸⁸ GASSERT Philipp, « La bataille pour la paix : résistance contre la double décision de l'OTAN et politique étrangère ouest-allemande », *Allemagne d'aujourd'hui*, 2016/1 (N°215), p. 162.

⁶⁸⁹ SOUTOU Georges-Henri, « François Mitterrand et la guerre froide : fin de partie », in *Revue Défense Nationale*, 2021/5 (N° 840), p. 47.

paix invitant des jeunes de l'Ouest, séminaires, jeûnes, « messes-blues », manifestations à vélo, publication de samizdats. ⁶⁹⁰

L'opposition au déploiement des missiles à moyenne portée est à l'évidence un thème susceptible de réunir les pacifistes des deux Allemagne. Mais le camp occidental a-t-il véritablement raison de s'alarmer ? Pouvons-nous déceler un dénominateur commun à ce pacifisme de circonstance ? Selon Hélène Miard-Delacroix, il y a certes des convergences entre les deux mouvements pacifistes qui se développent à l'ouest et à l'est, mais il faut cependant les relativiser, du fait des nombreuses divergences qui existent entre les deux mouvements.

Certes, la paix est devenue un élément constitutif du discours dans les deux Allemagne, mais ce ne fut ni par rapport à la même image du passé, ni par rapport à la même représentation de la guerre, ni dans un effort commun et coordonné – tout au contraire. ⁶⁹¹

Pour fédérer les deux mouvements pacifistes qui s'expriment des deux côtés du Rideau de Fer, il faudrait une vision commune de ce que signifie la paix, et un consensus sur les moyens de la garantir. Or en 1984, dans le contexte de la Guerre froide, un tel consensus n'est pas envisageable, en raison de leurs profondes divergences idéologiques ⁶⁹².

Les Allemands auraient pu trouver un socle commun dans les traumatismes des deux conflits mondiaux de la première partie de XX^{ème} siècle ; peut-être même plus encore que leurs voisins, en raison du rôle qu'ils y ont joué et des conséquences qu'ils ont dû assumer. De cette histoire, il aurait pu émerger une mémoire traumatique nationale, susceptible de susciter un engagement commun pour la paix ⁶⁹³. Les propos du chancelier Ouest-Allemand rappellent ainsi parfois ceux des mouvements pacifistes de l'entre-deux-guerres :

Après ce qu'a vécu notre peuple dans son histoire au cours de ce siècle, en particulier au cours de ses deux grandes guerres, avec toutes les épreuves et la misère qui se sont abattues sur notre pays, nous disons à tous les citoyens de notre pays, et nous le crions à la face de tous les peuples du monde : nous, les Allemands, ne voulons ni une guerre nucléaire ni une guerre conventionnelle. Nous voulons la paix dans la liberté. ⁶⁹⁴

Mais la mémoire, notamment celle de la Seconde Guerre mondiale, a été investie par le politique, voire par l'idéologie à l'Est. H. Miard-Delacroix doute ainsi que la vision de l'histoire

⁶⁹⁰ MIARD-DELACROIX Hélène, « La paix, une responsabilité spécifique et partagée ? » in *Allemagne 1974-1970 Op. Cit.*, pp. 65-66.

⁶⁹¹ *Ibid.*, p. 57.

⁶⁹² *Ibid.*, p. 64.

« Le mouvement pacifiste occidental et le mouvement indépendant en RDA réclamaient pareillement la fin de la confrontation des blocs. Mais ils se différenciaient largement dans leur cohésion et dans leurs perspectives. De même, ils avaient en commun une critique de l'ordre établi, mais avec la différence majeure de la nature du régime critiqué et des conditions de pratique de la liberté d'opinion et d'expression. »

⁶⁹³ Nous pensons ici au mouvement pacifiste de l'entre-deux-guerre, né de la mémoire combattante de 14-18, qui avait suscité un « *Plus jamais cela* » français, auquel faisait écho le « *Nie wieder Krieg* » allemand.

⁶⁹⁴ KOHL Helmut, *Regierungserklärung*, 13. Oktober 1982, *Op. Cit.*

Nach den geschichtlichen Erfahrungen unseres Volkes in diesem Jahrhundert, vor allem in zwei großen Kriegen, mit all der Not und dem Elend, das über unser Land gekommen ist, sagen wir allen Bürgern unseres Landes, und wir rufen es allen Völkern der Welt zu: Wir, die Deutschen, wollen weder einen nuklearen Krieg noch einen konventionellen Krieg. Wir wollen den Frieden in Freiheit.

de l'Allemagne développée par le Chancelier soit partagée par les autorités est-allemandes, et surtout par les autorités soviétiques dont elles ne peuvent se démarquer.

*Si la formule 'Plus de guerre ne doit partir de l'Allemagne' accompagna le rejet du nazisme, le sens des mots n'était pas le même de part et d'autre du mur. Le discours de paix fut autonome par rapport à l'idée d'une responsabilité allemande pour le passé, deux schémas d'identification distincts s'étaient installés par rapport à celui-ci : à l'Ouest l'acceptation de la charge et la volonté d'en tirer les leçons, à l'Est le rejet de la responsabilité sur l'autre Allemagne, dénoncée comme repère d'anciens nazis, dans une lecture idéologique fondée sur le lien affirmé entre capitalisme et fascisme.*⁶⁹⁵

Pour les Soviétiques, les auteurs de guerre sont donc clairement dans le camp occidental. En raison de cette divergence fondamentale, il est difficile pour les mouvements pacifistes ouest-allemands et est-allemands de se rejoindre sur des objectifs communs. Le mouvement ouest-allemand réunit plusieurs composantes, qui ont en commun de remettre en cause le modèle de société construit par la République Fédérale, dans une dynamique née de la contestation de 1968 :

*Le mouvement pacifiste à l'Ouest trouvait sa cohésion dans l'hostilité au réarmement et à l'application de la double-décision ; elle se couplait chez les participants les plus actifs d'une critique du régime ouest-allemand notamment en raison de la fonction de creuset de ce mouvement qui rassemblait une grande variété d'activistes venus des mouvements sociaux des années 1970, écologistes, initiatives citoyennes, militants anti-nucléaires en particulier, avec une forte présence de la tradition de l'opposition extra-parlementaire APO.*⁶⁹⁶

Une telle remise en cause est par contre impensable en République Démocratique. Les revendications doivent en effet rester conforme à la ligne officielle définie par Moscou et les autorités est-allemandes. L'opposition à l'application de la double décision de l'OTAN répond à ce critère, et devient donc un point de ralliement « acceptable » pour le régime :

*Le mouvement est-allemand indépendant d'opposition s'était, lui, organisé autour de la menace nucléaire mais était dirigé directement contre les mesures tangibles de militarisation de la société est-allemande.*⁶⁹⁷

Cette porte ouverte aux revendications n'est cependant pas sans risque pour le régime. Les mouvements pacifistes est-allemands réclament en effet un désarmement généralisé : cela implique le démantèlement des SS-20 installés par l'Union Soviétique, qui n'est manifestement pas à l'ordre du jour.

L'Union Soviétique n'est pas parvenue à mobiliser le mouvement pacifiste pour imposer ses objectifs unilatéraux à l'Ouest. Au contraire, elle se voit obligée à présent de faire face également à des résistances s'exprimant dans les gouvernements et au sein des

⁶⁹⁵ MIARD-DELACROIX Hélène, « La paix, une responsabilité spécifique et partagée ? », *Op. Cit.*, p. 58.

⁶⁹⁶ MIARD-DELACROIX Hélène, « La paix, une responsabilité spécifique et partagée ? », *Op. Cit.*, p. 64.

⁶⁹⁷ *Ibid.*, p. 64.

*peuples des petits états concernés du Pacte de Varsovie contre le déploiement de ses fusées nucléaires.*⁶⁹⁸

Hélène Miard-Delacroix établit ainsi clairement un lien entre le mouvement pacifiste est-allemand et les événements de novembre 1989 :

*Néanmoins, l'impact du mouvement est-allemand fut celui d'un ébranlement plus souterrain, car il donna naissance au 'Mouvement pour les droits civiques' dans les années 1980 [...] Ainsi le mot d'ordre de paix, fit, jusqu'à la chute du régime, fonction de véhicule pour des revendications en matière de démocratie et de droits fondamentaux. [...] Une certitude est que la révolution étonnement pacifique de l'automne 1989 tint ce caractère au fait qu'elle fut le résultat du mouvement pacifiste développé au sein des Eglises en RDA.*⁶⁹⁹

Avec la chute du Mur de Berlin, la question de la réunification allemande s'est alors posée beaucoup plus rapidement que prévu, faisant ressurgir les craintes face à une Allemagne qui serait de nouveau « hors de contrôle ». Mais l'affaiblissement de l'Union Soviétique permettra à la République Fédérale d'intégrer les Länder de l'Est, comme le prévoyait la constitution de 1949, sans avoir pour autant à quitter les alliances occidentales. Il ne faudrait toutefois pas anticiper : en 1983, en ce qui concerne la possibilité d'un mouvement pacifiste qui serait susceptible de réunir tous les Allemands et de faire éclater le cadre encore bien présent de la Guerre Froide, la conclusion d'Hélène Miard-Delacroix est sans appel :

*Les transferts relativement faibles malgré l'interdépendance des problématiques pesèrent peu par rapport aux conditions inégales d'exercice de la liberté.*⁷⁰⁰

En dépit de tous les espoirs – ou de toutes les craintes - suscitées par la vague pacifiste que la double-décision de l'OTAN a suscitée en Allemagne, il n'y a pas de « convergence des luttes », mais bien deux mouvements pacifistes distincts. Le danger d'une dérive neutraliste de la République Fédérale a-t-il pour autant été exagéré ?

Certes, le neutralisme n'a jamais tenté H. Kohl lui-même, mais il séduisait une partie non-négligeable de l'opinion publique, et les débats au Bundestag furent houleux. F. Mitterrand, par son soutien sans faille à H. Kohl, a incontestablement joué un rôle dans la victoire des chrétiens-démocrates aux élections du 6 mars 1983, puis dans le feu vert du Bundestag au stationnement des missiles Pershing, le 22 novembre de la même année. Cette ratification par le parlement de la double-décision de l'OTAN finit de rassurer le bloc occidental sur l'ancrage à l'Ouest de la République Fédérale.

Au moment où F. Mitterrand et H. Kohl se rencontrent à Verdun, la crise des euromissiles est pour ainsi dire derrière eux. La France n'a plus besoin de « retenir » un voisin ouest-allemand tenté par le neutralisme. Dans ces conditions, il nous semblerait erroné de considérer le Geste de Verdun comme une simple main tendue en direction de la République Fédérale.

⁶⁹⁸ Von BRAUNMÜHL Gerold, Archives diplomatiques, 1930 INVA 4912, Compte-rendu du Groupe de travail franco-allemand sur les pays de l'est du 30 mai 1984.

⁶⁹⁹ MIARD-DELACROIX Hélène, « La paix, une responsabilité spécifique et partagée ? », *Op. Cit.*, p. 69.

⁷⁰⁰ *Ibid.*

Le « main dans la main » est un geste plutôt statique. Dans ce geste, les deux pays ne sont plus à la recherche d'une cohésion, ils l'ont atteinte. Leur posture nous semble ainsi plutôt acter la victoire du camp occidental : celle de la cohésion en dépit de la politique de division poursuivie par l'Union Soviétique. Elle témoigne que la République Fédérale qui a réussi son intégration occidentale, et qu'elle est désormais immunisée contre la tentation d'un nouveau *Sonderweg*. Un mois à peine après la Rencontre de Verdun, lors Sommet franco-allemand de Bad-Kreuznach, H. Kohl le réaffirme avec force dans un discours tenu à l'occasion du traditionnel dîner :

*Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, notre politique interallemande est aussi une politique européenne de paix, car nous ne pourrions surmonter la division de l'Allemagne qu'avec le soutien de nos voisins européens. Nous sommes également conscients de la grande responsabilité que notre pays en particulier doit assumer en tant que facteur de stabilité au centre de l'Europe. Personne ne doit croire que les Allemands négligeraient à nouveau leur responsabilité européenne. En même temps, tous les Européens savent que pour l'Allemagne, le dépassement de la division de l'Europe nécessite un règlement pacifique doit être accepté par l'ensemble du peuple dans une libre autodétermination. La liberté est la condition de l'unité. Elle ne peut être son prix. Accuser le gouvernement fédéral de revanchisme dans ce contexte, c'est se méprendre sur ses intentions politiques - pour le dire de manière diplomatique.*⁷⁰¹

Mais nous ne pouvons pas nous empêcher de penser, cependant, que le cliché présente une part d'ambiguïté : il offre aussi l'image d'une Allemagne « prise par la main », donc encore sous tutelle. Cette « tutelle » des anciens vainqueurs de la seconde Guerre mondiale ne sera véritablement levée qu'avec le Traité « 2+4 » et l'unité allemande du 3 octobre 1990.

3. Construire une politique de défense commune

Les différentes périodes de détente et de tensions qui se sont succédé depuis la Seconde Guerre mondiale ont montré aux Européens qu'ils ne pouvaient pas laisser le dialogue se limiter aux deux Grands. Mais pour prendre son destin en main, l'Europe doit aussi surmonter ses divisions. L'idée d'une coopération européenne en matière de défense n'est pas vraiment nouvelle. Comme le rappelle Georges-Henri Soutou, elle naît dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale :

⁷⁰¹ KOHL Helmut, Politisches Archiv / Zwischenarchiv 140668, Tischrede des Bundeskanzler Kohls am 29. Oktober 1984 (Gipfel Bad Kreuznach).

Herr Präsident, meine Damen und Herren, auch unsere Deutschlandpolitik ist europäische Friedenspolitik, da wir die deutsche Teilung nur mit Unterstützung der Nachbarn in Europa überwinden können. Wir sind uns auch bewusst, welch' große Verantwortung gerade unser Land als Stabilitätsfaktor in der Mitte Europas zu tragen hat. Niemand soll glauben, die Deutschen würden noch einmal ihre europäische Verantwortung missachten. Zugleich wissen alle Europäer, dass die Überwindung der Teilung Europas für Deutschland eine Friedensordnung voraussetzt, die vom ganzen Volk in freier Selbstbestimmung angenommen werden muss. Freiheit ist die Bedingung der Einheit. Sie kann nicht ihr Preis sein. Die Bundesregierung in diesem Zusammenhang des Revanchismus zu bezichtigen, heißt, ihre politischen Intentionen gründlich zu verkennen – um es diplomatisch auszudrücken.

*En fait, le sujet hante l'Europe depuis le Coup de Prague en 1948. Cependant, il faut distinguer trois choses : la défense de l'Europe, qui est actuellement assurée d'abord par l'Alliance atlantique, l'Europe de la défense, qui est un chantier en cours, et l'Armée européenne, notion qui va beaucoup plus loin, mais qui est avant tout un slogan, à la réalisation fort incertaine.*⁷⁰²

L'organisation d'une défense européenne revêt alors principalement deux objectifs. Il s'agit dans un premier temps d'empêcher une remilitarisation sans contrôle de l'Allemagne, en l'intégrant dans une structure européenne capable de l'encadrer. Avec la cristallisation de la Guerre froide, il devient aussi nécessaire de s'organiser pour être capable de répondre à la menace soviétique. Les premières bases sont posées par le Traité de Bruxelles de 1948.

Toutefois, au regard de ce qui s'est fait en matière de coopération économique, la défense apparaît comme le parent pauvre de la construction européenne. L'échec le plus marquant reste celui de la Communauté Européenne de Défense : les Français, qui craignent de perdre leur indépendance, refusent le 30 août 1954 de ratifier le Traité. Cet épisode montre la difficulté des Européens de l'Ouest à dépasser leurs divergences, mais ces derniers ne se résignent pas pour autant. Quelques mois plus tard seulement, l'Union de l'Europe Occidentale voit le jour⁷⁰³. La rapidité de la réaction provoque une prise de conscience de l'urgence de s'entendre sur les questions de sécurité et de défense. L'UEO a-t-elle pour autant les moyens de mettre en œuvre une politique de défense véritablement européenne ? Les sept membres fondateurs (les futurs membres de la CEE et la Grande-Bretagne) font tous partie de l'OTAN, ce qui rend a priori l'organisation dépendante des Etats-Unis. L'Union Soviétique d'ailleurs ne s'y trompe pas, et réplique en créant le Pacte de Varsovie en 1955. Les deux organisations européennes, à l'Ouest comme à l'Est, restent donc largement amarrées à leur puissance tutélaire respective.

Une seconde tentative pour donner une dimension politique à la coopération européenne voit le jour au début des années 1960 avec le plan Fouchet. Là encore, le projet échoue, et la France se retrouve isolée : elle refuse à la fois le caractère supranational, et la trop grande influence américaine (incarquée notamment par la Grande-Bretagne, considérée comme le cheval de Troie des Etats-Unis). Pour sortir de cet isolement, le Général de Gaulle se tourne vers la République Fédérale et tente de la convaincre qu'elle a aussi besoin de la France pour garantir sa sécurité. En témoigne le discours qu'il a tenu devant les officiers de l'Ecole de Guerre allemande à Hambourg en 1962 :

Voici aussi que se dresse une colossale menace mondiale et que l'alliance atlantique qui s'est formée pour la contenir ne vaut que si les Français et les Allemands sont d'accord sur les deux rives du Rhin. [...] En raison de notre nature propre aussi bien que du commun danger, la coopération organique de nos armées en vue d'une seule et même défense est donc essentielle à l'union de nos deux pays. [...] L'armement, dans sa conception et dans sa réalisation, exige maintenant, pour être valable- qui ne le sait

⁷⁰² SOUTOU George-Henri, « L'Armée européenne : une gageure historique et structurelle », in *Revue Défense Nationale*, 2019/4 (N° 819), p. 15-21.

⁷⁰³ Traité de Bruxelles modifié par les Accords de Paris du 23 octobre 1954, accords ratifiés cette fois-ci par le parlement français le 30 décembre de la même année. La fondation de l'UEO a donc même précédé celle de la Communauté Economique Européenne (Traité de Rome de 1957).

*mieux que vous ? - la mise en œuvre de ressources et de capacités, scientifiques, techniques, industrielles, financières, dont les limites s'élargissent tous les jours.*⁷⁰⁴.

A défaut de construire une politique de défense commune à six (ou sept avec la Grande-Bretagne), il paraît par contre possible de commencer par un noyau franco-allemand. Ce noyau servirait par la suite de « moteur » susceptible d'entraîner les autres pays :

*La France et l'Allemagne pourront d'autant mieux s'assurer des moyens de la puissance qu'elles conjugueront leurs possibilités. À fortiori sera-ce vrai, si celles de leurs voisins d'Europe s'associent avec les leurs.*⁷⁰⁵

Le Traité de l'Élysée comporte ainsi tout un volet concernant la sécurité et la défense⁷⁰⁶. Mais le projet de défense européenne tel qu'il était envisagé par CH. de Gaulle reste néanmoins une « gageure » aux yeux de G.-H Soutou⁷⁰⁷. Là encore, les dispositions prévues font long feu. Le Traité se voit doté d'un préambule exigé par le Bundestag : l'atlantisme revendiqué de la CDU fait passer au second plan la nécessité d'une politique européenne de défense commune :

*Tout cela [...] reposait sur un accord géopolitique fondamental entre de Gaulle et le chancelier Adenauer : la crise de Cuba à l'automne précédent avait prouvé la nécessité pour les Européens de reprendre en mains leur sécurité car, en cas de crise, les Américains penseraient d'abord à eux. Mais le Bundestag ne partageait pas l'analyse du chancelier Adenauer et fit précéder le traité, lors du débat de ratification, d'un préambule qui réaffirmait le rôle primordial de l'Alliance atlantique. Une majorité de responsables allemands n'avaient nulle envie d'être les brillants seconds de Paris. Et finalement le volet stratégique du traité de l'Élysée devait végéter, malgré sa pertinence stratégique, pour des raisons politiques.*⁷⁰⁸

Certes, des projets communs voient néanmoins le jour. Mais les deux pays ne parviennent pas à mettre en place la concertation étroite prévue par les dispositions du Traité de l'Élysée :

L'insuccès du Traité de l'Élysée se traduisit en matière militaire mais pas par l'arrêt de projets communs : ainsi s'entendit-on encore en 1963 et 1964 sur la fabrication de missiles, engins antichars Milan et Hot puis engins anti-aériens Roland. Mais ce furent

⁷⁰⁴ de GAULLE Charles, Allocution devant les officiers de l'École de guerre allemande, Hambourg, 7 septembre 1962.

Disponible sur :

<https://www.charles-de-gaulle.org/lhomme/dossiers-thematiques/de-gaulle-et-lallemagne/allocution-devant-les-officiers-de-lecole-de-guerre-allemande-hambourg-7-septembre-1962/>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁷⁰⁵ *Ibid.*

⁷⁰⁶ SOUTOU George-Henri, « L'Armée européenne : une gageure historique et structurelle », *Op. Cit.*, p. 16.

Le traité de l'Élysée prévoyait, outre les réunions régulières des principaux responsables et des chefs d'état-major, une coopération étendue en matière de politique extérieure, « en vue de parvenir, autant que possible, à une position analogue » sur tous les problèmes d'intérêt commun. De plus, le traité de l'Élysée comportait en matière de défense un volet important. [...] L'objectif était ambitieux. »

⁷⁰⁷ *Ibid.*

La défense européenne était bien présente dans l'esprit du général de Gaulle quand il conclut avec la RFA en janvier 1963 le traité de l'Élysée : celui-ci était bilatéral, mais il était aussi une pierre d'attente pour reprendre le projet d'Union politique à Six (couramment appelé « Plan Fouchet ») que nos partenaires avaient finalement repoussé en 1961.

⁷⁰⁸ *Ibid.*

*les seuls succès... A partir de 1965, l'échec du Traité se manifesta dans des désaccords lors des rencontres ministérielles et d'état-major, de telle sorte que les dispositions du Traité entrèrent dans une profonde léthargie.*⁷⁰⁹

Et sans cette impulsion franco-allemande, c'est toute la politique européenne de défense qui marque le pas.

Avec la remise en cause de la détente au tournant des années 1970-1980, la question de la défense de l'Europe revient au premier plan. Est-il possible de construire une véritable politique européenne de défense, qui devienne davantage autonome et soit mieux à même de défendre les intérêts européens ? Très vite également, une autre question surgit : une politique européenne de défense peut-elle se limiter à l'Ouest du continent ? Comment assurer la sécurité sur l'ensemble du continent, alors que celui-ci est coupé en deux par le Rideau de fer ? Et comment y parvenir sans pour autant rompre le lien vital avec les Etats-Unis, ni remettre en cause l'appartenance à l'Alliance atlantique ? Comment concilier des intérêts nationaux parfois divergents ? Les points de vue de l'Allemagne de l'Ouest, qui doit concilier son ancrage occidental et ses liens avec l'URSS et les pays de l'Est, n'est pas toujours celui de la France, puissance nucléaire soucieuse de son indépendance. La rencontre du 22 septembre 1984 a lieu précisément à l'issue de manœuvres franco-allemandes organisées dans la région⁷¹⁰. Ces manœuvres (dont l'ampleur est à notre connaissance inédite sur le territoire français) marquent la relance de la coopération franco-allemande en matière de défense⁷¹¹. Ici encore, il paraît difficile d'isoler le geste de Verdun de ce contexte. Les troupes qui ont participé aux manœuvres sont présentes, et à côté des Anciens Combattants, ce sont bien les militaires d'active des deux pays qui rendent hommage à leurs aînés tombés au combat. Le symbole est fort, mais pose aussi une nouvelle fois la question : s'agit-il d'un simple affichage, ou l'image traduit-elle une réalité plus profonde des relations qui unissent (ou divisent) la France et la République Fédérale en matière de défense ?

A partir du milieu des années 1970, les craintes de Paris et de Bonn se confirment : les Américains ont tendance à se replier sur leurs propres intérêts. Peuvent-ils alors toujours être

⁷⁰⁹ MIARD-DELACROIX Hélène, *Le Défi Européen*, Op. Cit., p. 73.

⁷¹⁰ de WECK Roger, „Freundschaft über Gräbern - Helmut Kohl und François Mitterrand ehrten die Toten der Weltkriege“, in *Die Zeit*, 28. September 1984.

Weit größeren Symbolgehalt und "eminent politische Bedeutung" hatte das gemeinsame Manöver, das vor der Gedenkfeier deutsche und französische Truppen in der Gegend östlich von Verdun durchführten. An der Übung beteiligten sich 1200 deutsche Soldaten mit modernster Ausrüstung und etwa 80 Kettenfahrzeugen. [...] Es war ein merkwürdiges Bild, als auf dem Weg in die Kaserne bundesdeutsche Panzer zur Hauptverkehrszeit über die Hauptverkehrsstraße von Verdun rollten. Noch ungewöhnlicher schien, daß "in dieser historischen Region" deutsche Tornado und F-104 Angriffe flogen – sie kamen schnell mal von der Nato-Herbstübung 'rüber.

Les manœuvres communes, menées par les troupes allemandes et françaises dans la région située à l'est de Verdun avant la commémoration, avaient une valeur symbolique bien plus importante et une "signification éminemment politique". 1200 soldats allemands, dotés d'un équipement de pointe, et d'environ 80 véhicules à chenilles ont participé à l'exercice. [...] Ce fut une image étrange que de voir rentrer à la caserne des chars allemands, en roulant sur la route principale de Verdun à l'heure de pointe. Il était encore plus inhabituel de voir des Tornado et des F-104 allemands effectuer des vols d'entraînement "dans cette région historique" - ils rentraient tout juste de l'exercice d'automne de l'OTAN.

⁷¹¹ En 1962, à Mourmelon, en marge de la venue à Reims de Charles de Gaulle et Adenauer, il ne s'agissait que d'un simple défilé.

considérés comme un partenaire absolument fiable dans la défense des intérêts de l'Europe ? Français comme Allemands redoutent de plus en plus un découplage entre l'Europe et les Etats-Unis :

*Mitterrand et Kohl partageaient tous deux le même point de vue : leurs doutes sur la pérennité du bouclier américain pour défendre l'Europe les poussaient à chercher à dégager cette dernière de la dépendance américaine.*⁷¹²

*Comme en son temps Adenauer et de Gaulle [Helmut Kohl] jugeait l'intégration européenne en termes de sécurité d'autant plus nécessaire que, selon lui, les États-Unis ne se verraient nullement obligés ad infinitum de défendre leurs partenaires européens. Mitterrand allait encore plus loin, estimant que les Américains laisseraient tomber un jour l'Europe ou que, s'ils restaient, ce serait pour « donner des ordres ».*⁷¹³

L'annonce du déploiement du programme américain d'*Initiative de Défense Stratégique* renforce encore les doutes de Paris et de Bonn sur la réelle volonté des Etats-Unis d'engager leurs intérêts vitaux en cas d'agression soviétique en Europe.

*Dans le contexte de la Guerre froide, l'annonce faite par Reagan, en mars 1983, que les États-Unis allaient se doter d'un système spatial anti-missile menaçait d'intensifier la course aux armements nucléaires. Ce fut, pour les alliés européens, une sonnette d'alarme : si le plan de l'administration Reagan se réalisait, il ôterait toute crédibilité aux armes nucléaires françaises et britanniques et rendrait incertain le bouclier de défense américain. Ainsi, les circonstances historiques et la similarité des perceptions française et allemande sur ces questions créaient-elles, au début des années 1980, une coïncidence d'intérêt favorable à une coopération en matière de défense.*⁷¹⁴

Le regain des tensions Est-Ouest, ainsi que la crise des euromissiles, jouent en quelque sorte un rôle de révélateur. Dans un monde encore dominé par les relations entre les deux grandes puissances, la marge de manœuvre des puissances « moyennes » telles que la France, et a fortiori la République Fédérale, est extrêmement étroite :

*Depuis l'échec de la Communauté européenne de défense (CED) en 1954 et le réarmement de la RFA dans le cadre de l'OTAN, un an plus tard, la dimension militaire de la construction européenne n'évoluait plus qu'à l'intérieur du cadre du partenariat euro-américain, c'est-à-dire à l'intérieur de l'Alliance atlantique. L'émergence de la Communauté en tant qu'espace économique, monétaire et commercial indépendant, la prise de distance entre la France et les États-Unis depuis le retrait de Paris en 1966 du système militaire intégré de l'OTAN, ainsi que l'aggravation des relations Est-Ouest depuis la fin des années 1970 rendaient cependant une plus grande autonomie militaire des Européens de l'Ouest indispensable.*⁷¹⁵

⁷¹² SCHOTTERS Frederike, « Développer une identité européenne propre... », *Op. Cit.*, p. 29.

⁷¹³ LAPPENKÜPER Ulrich, « Une communauté de destin en des temps turbulents : les relations franco-allemandes de 1982 à 1990 », *Op. Cit.*, p. 180.

⁷¹⁴ SCHOTTERS Frederike, « Développer une identité européenne propre... », *Op. Cit.*, p. 26.

⁷¹⁵ STARK Hans, « La politique d'intégration européenne comme élément de la stratégie d'ancrage à l'Ouest de la République Fédérale 1982-1989 », *Allemagne d'aujourd'hui*, 2016/1 (N° 215), p. 202.

Soumis à la même menace, la France et la République Fédérale sont poussées à une solidarité objective : il s'agit de garantir la sécurité de l'ensemble du continent, en se donnant les moyens de résister à la pression de l'Union Soviétique. Mais cette solidarité se limite-t-elle pour autant à une simple convergence d'intérêts ? Au cœur des deux conflits qui ont embrasé l'Europe et le monde dans la première moitié du XXème siècle, la France et l'Allemagne ont une histoire qui leur permet d'assumer un rôle particulier dans la préservation de la paix. F. Mitterrand comme H. Kohl rappellent constamment leur engagement dans ce domaine, et leur conviction commune : la paix ne peut être garantie à long terme que par la négociation, et non par l'escalade du réarmement. H. Kohl en fait une ligne directrice de sa déclaration de politique générale du 12 octobre 1982 :

Notre objectif prioritaire est d'établir et de stabiliser au niveau d'armement le plus bas possible l'équilibre militaire indispensable, par des résultats de négociation concrets, équilibrés et vérifiables. [...] Le gouvernement fédéral reste attaché à l'objectif de négociation occidental de l'option zéro réciproque, c'est-à-dire au renoncement complet aux systèmes terrestres de moyenne portée soviétiques et américains. ⁷¹⁶

F. Mitterrand lui fait écho le 20 janvier 1983, lors de son discours devant le Bundestag :

C'est pourquoi la détermination commune des membres de l'Alliance atlantique et leur solidarité doivent être clairement confirmées pour que la négociation aboutisse - aboutisse, condition nécessaire à la non installation des armes prévues par la "double décision" de décembre 1979 `fusées Pershing II`. - ... Ce que nous voulons d'abord, mais vous aussi, c'est la paix. La paix n'est possible que par la négociation. ⁷¹⁷

La réduction de la menace que représente le déploiement des armes en Europe implique d'abord une solidarité occidentale, mais également la recherche du dialogue avec l'URSS et les pays de l'Est. F. Mitterrand et H. Kohl sont d'accord sur ce point, mais dans ce dossier, c'est bien la République Fédérale qui peut jouer un rôle de premier plan en relançant son *Ostpolitik*. Le Chancelier réaffirme ses intentions lors de son discours de politique générale du 4 mai 1983 :

Nous vivons sur la faille entre l'Est et l'Ouest. Cela fait peser des poids particuliers sur notre sécurité, et nous contraint dans à nous engager particulièrement dans un débat intellectuel et politique avec les systèmes de société communistes, mais cela nous oblige aussi à trouver un terrain d'entente. [...] Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, il est important pour nous de renouveler et d'améliorer la qualité de nos relations avec l'Union Soviétique et les pays du Pacte de Varsovie. Nous nous efforçons de mener des discussions à tous les niveaux avec les États d'Europe de l'Est, en particulier avec l'Union soviétique, et, si possible, de les approfondir. ⁷¹⁸

⁷¹⁶ KOHL Helmut, *Regierungserklärung*, 13. Oktober 1982, *Op. Cit.*

Unser vordringliches Ziel ist es, das notwendige militärische Gleichgewicht durch konkrete, ausgewogene und nachprüfbarere Verhandlungsergebnisse auf einem möglichst niedrigen Niveau der Rüstungen herzustellen und zu stabilisieren. [...] Die Bundesregierung hält am westlichen Verhandlungsziel der beiderseitigen Null-Lösung fest, d. h. am völligen Verzicht auf landgestützte sowjetische und amerikanische Mittelstreckensysteme.

⁷¹⁷ MITTERRAND François, *Discours devant le Bundestag du 20 janvier 1983*, *Op. Cit.*

⁷¹⁸ KOHL Helmut, *Regierungserklärung*, 4. Mai 1983, *Op. Cit.*

Parallèlement, les deux pays prennent davantage conscience de leur extrême dépendance vis-à-vis des Etats-Unis. La République Fédérale, d'abord, située en première ligne et dépourvue de sa propre force de dissuasion nucléaire. Mais la France n'a guère plus de marge de manœuvre. Même si elle est une puissance nucléaire, contrairement à la République Fédérale, sa force de frappe n'a rien à voir avec celle des Etats-Unis et de l'URSS. F. Mitterrand le rappelle régulièrement, afin de justifier son refus de voir comptabiliser les forces françaises dans les négociations de désarmement. Il le fait une nouvelle fois en répondant aux questions du journaliste François-Henri de Virieu, à l'occasion du numéro exceptionnel de l'émission « l'heure de vérité » du 16 novembre 1983, spécialement consacré aux questions de défense :

*Nous ne sommes pas à Genève, on ne nous a pas invités, nous n'avons pas demandé à l'être. Voyez la situation de ces deux pays, la Russie `URSS` et les Etats-Unis d'Amérique, comme cela, face à face, qui prendraient en compte l'armement d'un pays comme le nôtre, absent, disposeraient de son armement ! [...] Nos 98 charges nucléaires seraient tout aussitôt absorbées par cette négociation particulière. En supposant qu'elles soient gelées, comme on dit, qu'est-ce qu'il resterait à la France ? Rien que son armée conventionnelle et différentes armes d'un tout autre ordre. Qu'est-ce qui resterait aux Etats-Unis d'Amérique ? Environ 9000 charges nucléaires ! Qu'est-ce qui resterait à l'Union soviétique ? Environ 9000 charges nucléaires ! De telle sorte que la comparaison entre 9000 d'un côté, et 98 de l'autre, implique la réponse : avant de songer à demander à la France de renoncer à son autonomie de défense, à sa défense tout court - c'est le cœur de notre défense que cet armement, c'est la sécurité du pays - il faudrait tout de même que les deux grands partenaires songent à réduire considérablement leurs armes.*⁷¹⁹

La multiplication des rencontres bilatérales a donc pour but de transformer les points d'éventuels désaccord⁷²⁰ en sujets de discussion. Ce qui est visé, c'est la confiance entre Paris et Bonn. Chacun des partenaires doit connaître les préoccupations et les positions de l'autre, et apprendre à en tenir compte. De manière tout-à-fait confidentielle, un groupe de travail franco-allemand sur l'URSS et les pays de l'Est est créé, suite au sommet de Paris de 1982. Dans une note adressée à François Plaisant, Dominique Chassard, sous-directeur « Europe Centrale » au Quay d'Orsay, résume ainsi la genèse de ce groupe :

Wir leben an der Trennungslinie zwischen Ost und West. Das legt uns besondere Lasten für unsere Sicherheit auf, zwingt uns in besonderem Maße zur geistig-politischen Auseinandersetzung mit kommunistischen Gesellschaftssystemen, verpflichtet uns aber auch zur Verständigung. [...] Herr Präsident, meine sehr verehrten Damen und Herren, uns liegt daran, eine neue und bessere Qualität der Beziehungen zur Sowjetunion und zu den Staaten des Warschauer Pakts zu erreichen. Wir streben an, die Gespräche mit den osteuropäischen Staaten, insbesondere mit der Sowjetunion, auf allen Ebenen zu führen und, wenn möglich, zu vertiefen.

⁷¹⁹ MITTERRAND François, L'Heure de Vérité, Antenne 2, 16 novembre 1983.

Texte disponible sur : <https://www.elysee.fr/francois-mitterrand/1983/11/16/entretien-televisé-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-accorde-a-antenne-2-lors-de-lemission-lheure-de-verite-sur-la-politique-de-defense-la-securite-europeenne-et-la-politique-etrangere-de-la-france-paris-mercredi-16-novembre>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

Vidéo disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=uTYF6Na2BDE>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁷²⁰ Nous les développerons un peu plus loin, dans la partie concernant « les sujets qui fâchent ».

*Le groupe franco-allemand 'pays de l'est' a été créé en février 82 (39^{ème} sommet) à un moment où nous cherchions à mieux amarrer la République Fédérale à l'Occident (manifestations pacifistes, risque de dérive neutraliste) et à endiguer les tentations de Bonn à céder à d'éventuelles avances de Moscou. La décision n'a pas fait l'objet d'un texte ou d'un mandat car il avait été convenu de lui garder un caractère confidentiel. De même, il avait été convenu que l'existence du groupe devait être confidentielle. La déclaration adoptée à la fin du sommet précise simplement : 'Le Président et le Chancelier... ont décidé que les deux pays resserreraient encore la concertation de leurs politiques étrangères'. Cette formule vague recouvre en fait la création du groupe 'pays de l'Est' car dans un premier temps le projet de déclaration comportait 'particulièrement en ce qui concerne leurs relations avec l'Union Soviétique et les autres pays est-européens'. Ce membre de phrase a été rayé. Il n'y a donc pas d'acte de naissance du groupe dont vous êtes responsable.*⁷²¹

Lors de la conférence de presse conjointe donnée à l'issue du sommet, Helmut Schmidt reste ainsi discret et ne répond que de manière très vague aux questions des journalistes :

Question.- Monsieur le chancelier, si je suis bien informé, les deux gouvernements ont décidé de se lancer dans une série intensive de consultations concernant la sécurité, est-ce que cela signifie que la France et l'Allemagne voudraient prendre un nouvel élan pour s'occuper des questions de défense ?

*- Le Chancelier.- (traduction de la Présidence) Je ne suis pas sûr d'avoir très bien compris votre question, dans la mesure où elle vise la relance d'un plan qui a existé il y a plus de 25 ans et qui était lié avec le nom d'un homme politique français, M. Pleven, la réponse serait négative. Par contre il est exact que nous pensons qu'il est nécessaire et même que cela va de soi de procéder dans-le-cadre des relations franco - allemandes à une harmonisation de nos politiques extérieures, il est nécessaire que la stratégie militaire fasse l'objet d'une analyse commune et d'un éclairage commun. C'est pourquoi nos deux ministres des affaires étrangères et de la défense vont se réunir ainsi que leurs collaborateurs. Je ne crois pas trahir de secret en disant que moi-même, ainsi que le Président de la République française, nous nous tiendrons très soigneusement informés de ce qui s'y passe et qu'éventuellement nous interviendrons.*⁷²²

La discrétion permet notamment une plus grande liberté. Il s'agit d'éviter de froisser le partenaire américain, et même les autres partenaires européens, qui pourraient se sentir tenus à l'écart de ces discussions. Inutile également de braquer l'Union Soviétique, qui pourrait estimer être la cible des travaux du groupe. La concertation se met donc en place, mais elle est retardée par le changement de coalition en République Fédérale :

⁷²¹ CHASSARD Dominique (Sous-Directeur Europe centrale), Archives Diplomatiques 1930 INVA 4912.

La note manuscrite n'est pas datée, mais elle a probablement été rédigée en 1984, suite à la nomination de François Plaisant au poste de directeur Europe du Ministère des Affaires Etrangères.

⁷²² SCHMIDT Helmut, Conférence de presse conjointe à l'issue du Sommet franco-allemand de Paris du 25 février 1982.

Disponible sur <https://www.vie-publique.fr/discours/135951-conference-de-presse-conjointe-de-m-francois-mitterrand-president-de->

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

La concertation envisagée sur la politique à l'Est a tourné court à la suite de la nomination en avril à Berlin est du partenaire de M. Dufourcq, M. Bräutigam. Ce dernier qui avait rencontré le 31 mars le directeur d'Europe n'a pas été remplacé jusqu'à présent et le programme de travail mis au point à cette occasion (cinq réunions d'ici octobre destinées à préparer un rapport en vue du prochain sommet franco-allemand) n'a pu être mis en œuvre. [...] La difficulté de trouver une date convenant à la fois aux quatre ministres a retardé à plusieurs reprises cette réunion. Le rendez-vous finalement pris pour le 1^{er} juillet à Paris a dû être annulé à la demande de nos partenaires en raison des problèmes internes que connaissait alors la coalition gouvernementale à Bonn. ⁷²³

C'est l'arrivée d'H. Kohl à la chancellerie qui donne une véritable impulsion à la concertation franco-allemande en matière de défense. Sur les questions de politique étrangère, son prédécesseur Helmut Schmidt était en porte-à-faux avec son propre parti. La victoire de la CDU aux élections de mars 1983 clarifie d'abord la situation sur le plan interne. Cette clarification a ensuite des répercussions dans les relations avec la France : le lien entre Helmut Schmidt et F. Mitterrand n'a jamais vraiment fonctionné. Ce dernier devient finalement plus proche d'H. Kohl. Nous pourrions dire en quelque sorte, que l'héritier de Charles de Gaulle (en matière de politique étrangère) retrouve l'héritier revendiqué de Konrad Adenauer. Cette proximité se déploie ensuite pleinement à partir du vingtième anniversaire du Traité de l'Elysée, et du discours de président français devant le Bundestag. A partir de 1984, la concertation franco-allemande prend un tournant plus européen. Inquiets de ne pas froisser les partenaires européens en leur donnant l'impression de faire cavalier seul, la France et la République Fédérale décident de réactiver l'Union de l'Europe Occidentale.

Comme les progrès de la collaboration franco-allemande inquiétaient d'autres Européens, notamment les Italiens, le ministre français des Affaires étrangères, Claude Cheysson, envisagea de relancer des consultations régulières au sein de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), alors que les consultations étaient suspendues depuis 1972 au sein de cette organisation européenne d'assistance militaire. ⁷²⁴

L'occasion leur en est fournie avec le trentième anniversaire de l'organisation, célébré à Rome le 27 octobre 1984 ⁷²⁵.

Mitterrand cherche à élargir l'expérience mise en place par Paris et Bonn en engageant en 1984 la relance de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Les pourparlers avancent très lentement, mais le dialogue franco-allemand reste ainsi le noyau dur et le point de départ pour l'établissement d'un dialogue sécuritaire continental. Ainsi est-ce dans le cadre du dialogue franco-allemand que la France manifeste sa volonté d'une plus grande

⁷²³ Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4912, Compte-rendu du Groupe de travail franco-allemand sur l'URSS et les pays de l'Est du 16 juillet 1982.

⁷²⁴ SCHOTTERS Frederike, « Développer une identité européenne propre... », *Op. Cit.*, p. 28.

⁷²⁵ L'UEO se déploiera ensuite pleinement avec la fin du Rideau de Fer et de la Guerre Froide, en ouvrant aux pays de l'Est le statut de « membre associé » (Pologne Hongrie, République Tchèque en 1999). Son rôle sera ensuite progressivement assumé par l'Union Européenne : adoption de la Politique Etrangère de Sécurité Commune (PESC, Traités de Maastricht 1992 et d'Amsterdam 1997), puis de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD, Traité de Nice 2001), puis de la Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC, Traité Lisbonne 2009). Ce qui conduira à sa dissolution en 2011.

*ouverture vers les questions intéressant la sécurité européenne. Après la réactivation des clauses militaires du Traité de l'Élysée en 1982, les deux pays peuvent constater que ce dialogue a permis une familiarisation avec leurs postures stratégiques respectives : malgré des différences persistantes, la défense de l'Europe est indiscutablement un point d'intérêt commun.*⁷²⁶

Avec le recul, les concertations mises en place ont incontestablement permis de favoriser une plus étroite coopération de Paris et de Bonn en matière de sécurité et de défense. Un premier bilan datant de 1988, de l'historien David S. Yost (historien américain spécialiste de Relations Internationales et de Défense) permet déjà de constater des avancées notables :

*Trois grands pas ont été franchis depuis 1982. Premièrement, les échanges de point de vue ont pris un caractère institutionnel (mise en place des rencontres régulières mentionnées dans le traité de l'Élysée ainsi que d'une Commission franco-allemande de sécurité et de défense). En second lieu, la France a augmenté ses moyens de participation éventuelle à la défense de la République Fédérale (annonce de la réorganisation de l'armée et de la création d'une Force d'action rapide (FAR) constituée de 47 000 hommes répartis en cinq divisions). Enfin, la France, fait sans précédent, a décidé de consulter l'Allemagne de l'Ouest sur l'utilisation éventuelle d'armes nucléaires tactiques.*⁷²⁷

Selon la thèse défendue par Frederike Schotters, ce sont précisément les divergences franco-allemandes qui ont permis ces avancées :

*Mais – et c'est ainsi que s'enchevêtrèrent développements technologiques et processus d'intégration européenne – les lignes rouges inhérentes à la coopération franco-allemande, loin d'entraver les initiatives politiques en matière de défense européenne, les ont plutôt stimulées. Afin d'éviter une grave crise de confiance entre Bonn et Paris, on intensifia les initiatives franco-allemandes en matière de défense conventionnelle, avec l'établissement par exemple d'un programme de formation militaire franco-allemand. Sur le plan symbolique, des exercices militaires communs soulignèrent même la coopération bilatérale en matière de défense en 1986 et en 1987.*⁷²⁸

L'auteure va même plus loin en affirmant le poids de la coopération européenne en matière de défense dans la fin de la Guerre froide :

*Les processus d'intégration franco-allemand et européen de la seconde moitié des années 1980 influencèrent les initiatives de Mikhaïl Gorbatchev relatives au désarmement. Ainsi, le développement de l'intégration européenne avec, en son centre, la relation franco-allemande a-t-il eu un rôle essentiel dans la phase finale de la Guerre froide. Une fois de plus, la Guerre froide et les progrès de l'intégration européenne étaient intimement liés.*⁷²⁹

⁷²⁶ PARISI Ilaria, « L'indépendance européenne en question : la France et la crise des euromissiles (1977-1987) », *Op. Cit.*, p. 62.

⁷²⁷ YOST David, « La coopération franco-allemande en matière de défense », in *Politique étrangère* 1988 / 53-4, p. 842.

⁷²⁸ SCHOTTERS Frederike, « Développer une identité européenne propre... », *Op. Cit.*, p. 32.

⁷²⁹ *Ibid.*, p. 35.

L'étroite concertation entre Paris et Bonn a indéniablement permis de poser les bases de la future politique européenne, conformément à la vision qu'en avaient F. Mitterrand et H. Kohl. Mais celle-ci à la fin des années 1980 n'était encore qu'embryonnaire : elle n'a pu se déployer pleinement qu'avec la réunification de l'Allemagne, et la fin de la division en Europe.

Dans les publications, la photo du Geste de Verdun a souvent été recadrée pour accentuer le gros plan sur les deux chefs d'Etat et de Gouvernement⁷³⁰. F. Mitterrand et H. Kohl semblent ainsi isolés ; mais il y a tout de même autour d'eux un contexte qu'il est difficile d'ignorer. La cérémonie du 22 septembre 1984 reste par son esprit une cérémonie avant tout militaire. Dans son objet d'abord : il s'agit de rendre hommage aux soldats tombés lors des conflits. Pour cela, les organisateurs ont fait appel à tous les codes de la commémoration (hymnes, sonnerie aux morts, dépôt de couronnes, minute de silence...). Cet aspect est toutefois encore renforcé par la présence massive des soldats des deux pays, qui viennent de participer à des manœuvres communes.

Le Geste de Verdun, et l'engagement qu'il représentait, avaient besoin de témoins. Or, si nous regardons la configuration choisie pour la cérémonie, le public situé en arrière n'est pas véritablement témoin du geste (car il ne voit F. Mitterrand et H. Kohl que de dos). Ce n'est que plus tard, grâce à la photo et à sa diffusion, que tous pourront devenir témoins de la scène. Au moment où le geste a été posé par F. Mitterrand et H. Kohl, les véritables témoins sont d'une part les soldats morts qui reposent dans l'Ossuaire, et d'autre part les militaires qui forment sur les côtés la haie d'honneur.

Compte-tenu de l'histoire des deux pays, et du nombre de conflits qui ont vu s'affronter soldats français et allemands, le symbole est d'abord fort en lui-même. Mais cela va bien au-delà : dans le contexte de l'année 1984 que nous venons d'évoquer, la présence des deux armées n'est pas seulement symbolique. A Douaumont, nous assistons ainsi probablement à la naissance de ce qui deviendra la Brigade Franco-Allemande (en 1989), puis l'Eurocorps (Sommet de La Rochelle en 1992). Cette présence « imbriquée » des soldats des deux armées concrétise à elle seule la volonté des deux pays d'intensifier leur coopération en matière de défense au service de la paix.

II. Relancer la construction européenne

Lorsque la France assume à son tour la présidence de la Communauté Européenne au premier semestre 1984, la construction européenne semble marquer le pas. En comparaison avec la dynamique insufflée par Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt dans la seconde partie des années 1970, le « moteur » franco-allemand fonctionne apparemment moins bien, et plusieurs chantiers sont pour ainsi dire au point mort :

⁷³⁰ Sur la couverture de la publication d'Hélène Miard-Delacroix et d'Andreas Wirsching, *Vom Erbfeinden zu guten Nachbarn*, *Op. Cit.*, l'effet est poussé à l'extrême : un gros plan sur les deux mains qui se tiennent. Tout le reste est hors-champ (notamment le visage des deux hommes) ou flou (on devine simplement les jambes d'un journaliste qui traversait devant les rangs du public au moment où la photo a été prise).

Outre l'arrêt des négociations d'adhésion à la CEE avec l'Espagne et le Portugal, les développements de l'Europe communautaire se trouvaient paralysés par les demandes de la Grande-Bretagne. Son nouveau Premier ministre, Margaret Thatcher, réclamait en effet une vaste révision du budget de la CEE, au travers de son fameux chèque ; réclamation qui empêchait tout nouvel accord entre les Dix. ⁷³¹.

Sur le plan économique tout d'abord, le projet d'Union Economique et Monétaire n'avance plus. Malgré la création du Système Monétaire Européen (1979), l'Ouest de l'Europe est rattrapé par la crise économique consécutive aux deux chocs pétroliers successifs de 1973 et 1979. La montée des chiffres du chômage, et le retour de l'inflation inquiètent, et mettent à mal la volonté d'harmonisation des politiques économiques et monétaires. Sur le plan politique ensuite, les réformes amorcées avec la création du Conseil Européen (1974) et l'élection au suffrage universel du Parlement Européen (1979) ont du mal à porter leurs fruits. Les sommets devaient gagner en efficacité : ils semblent plutôt s'enliser dans les questions budgétaires. Les autres questions passent alors au second plan : notamment le projet d'union européenne élaboré par le Parlement Européen. Mais aussi la question de l'élargissement : l'Espagne et le Portugal frappent à la porte de la Communauté Economique Européenne, et les négociations d'adhésion n'avancent pas davantage.

Le responsable de tous ces blocages est clairement désigné : il s'agit de la Grande-Bretagne de Margareth Thatcher. En refusant tout accord sur le montant des compensations qu'elle doit recevoir de la Communauté, Londres empêche de boucler le budget communautaire pour la seconde partie de la décennie. C'est le fonctionnement même de la Communauté Economique Européenne qui est en danger. F. Mitterrand et H. Kohl tombent assez facilement d'accord sur la stratégie à mettre en œuvre : faire ensemble pression sur la Grande-Bretagne pour parvenir à un accord acceptable, tant pour Londres que pour ses neuf partenaires. Cela permettra ensuite de relancer le processus d'intégration économique, mais aussi politique ; de clôturer les négociations avec les pays candidats ; de redonner à la CEE un dynamisme qui lui permette de peser sur les affaires du monde à hauteur de ses ambitions.

Incontestablement, le sommet de Fontainebleau des 25 et 26 juin 1984 a été un succès : il a mis fin aux blocages et permis de relancer durablement la construction européenne. Or nous constatons que la photo utilisée pour illustrer cette relance européenne est très souvent celle de F. Mitterrand et H. Kohl main dans la main devant l'Ossuaire ⁷³². Cela nous amène à nous interroger : Comment se fait-il qu'un geste qui n'a pas été posé dans un contexte européen, mais plutôt dans un cadre strictement franco-allemand, ait pris une telle dimension européenne ? Le Geste de Verdun, qui a été plutôt posé après-coup - trois mois après Fontainebleau - était-il encore vraiment nécessaire ? Les objectifs que s'étaient fixés F. Mitterrand et H. Kohl n'avaient-ils pas été atteints, sans qu'il y eût besoin de cette démonstration supplémentaire de solidarité ?

⁷³¹ SAUNIER Georges, « De la Communauté à l'Union européenne. L'action européenne de François Mitterrand (1981-1995) », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2011/1-2 (N° 101-102), p. 20.

⁷³² Il est quasi impossible d'en recenser toutes les occurrences : ouvrages universitaires, manuels, publications diverses, expositions... Nous nous contenterons donc d'évoquer ici quelques exemples. Elle est souvent présentée en gros plan, cadrage qui permet paradoxalement d'éliminer le contexte (catafalque, militaires sur le côté, public en arrière – plan), et de se centrer sur les deux hommes.

1. Sortir de la crise économique et monétaire

En 1984, les pays de l'Europe de l'Ouest ont encore du mal à sortir de la crise économique déclenchée par le second choc pétrolier de 1979. Alors que les Etats-Unis sont en pleine relance, les deux principales économies, celle de la France mais aussi celle de la République Fédérale, marquent le pas. Pour tenter d'endiguer la crise, le gouvernement Barre, comme le gouvernement Schmidt, avaient mis en œuvre une politique de rigueur budgétaire. Mais la victoire de la gauche en France aux élections présidentielles de 1981 change la donne :

En effet, la politique européenne du gouvernement socialiste différait profondément de celle pratiquée précédemment. Les socialistes entendaient faire « l'Europe des travailleurs et non celle du grand capital ». Ils considéraient que le Marché commun n'était qu'une zone de libre-échange à peine améliorée avec un tarif extérieur trop bas pour protéger les secteurs industriels en difficulté. Ils estimaient que les politiques communes étaient quasiment inexistantes et demandaient leur développement. Surtout, après avoir accusé Giscard d'avoir fait une politique « importée d'Allemagne », ils entendaient garder la maîtrise de la politique économique nationale pour mettre en œuvre le socialisme en France au sein d'une Europe libérale. ⁷³³

La politique de « relance » mise en œuvre par le gouvernement Mauroy, accompagnée de l'entrée de ministres communistes au gouvernement n'est pas sans interroger outre-Rhin. Ne risque-t-il pas de creuser les déficits et de provoquer une inflation difficile à contrôler ? ⁷³⁴. Or celle-ci devient en France galopante pour atteindre le pic de 9,3% en 1982 ⁷³⁵. Outre la panique passagère qu'elle a pu provoquer dans les milieux économiques et financiers, la nouvelle politique économique de la France provoque aussi une attaque en règle du Franc.

Renaud de la Genière, dès le 15 août 1981, avertit Jean-Yves Haberer : le creusement du déficit budgétaire et de la balance commerciale de la France, consécutif à la politique de relance décidée par le gouvernement, est à l'origine « d'une vive spéculation à l'encontre du franc français : le taux de l'euro-franc atteint 360 % au jour le jour ». Ce chiffre astronomique reflète la prime de risque qu'il faut dès lors accepter de payer pour se procurer des devises contre franc, alors que l'ensemble des opérateurs de marché, depuis le 10 mai 1981, vendent massivement des francs, persuadés qu'une dévaluation est imminente. Le 4 octobre 1981, de fait, le franc est dévalué de 8,5 %, mettant fin provisoirement à la spéculation. [...] Mais le répit est de courte durée puisque les tensions contre le franc reprennent dès février 1982. ⁷³⁶

⁷³³ GERBET Pierre, *La Construction de l'Europe*, Op. Cit., p. 342.

⁷³⁴ Les Allemands, en raison de leur propre histoire, redoutent en effet particulièrement l'inflation. Le spectre de la grande inflation de 1923 est toujours dans les esprits, et explique pour une part l'attachement viscéral des Allemands au Deutsche Mark, jusqu'à sa disparition dans le cadre de la création de l'Euro.

⁷³⁵ Voir *Tableaux de l'Economie Française 1983*, p. 88.

Disponible sur : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6480851f/f90.item>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁷³⁶ FEIERTAG Olivier, « La France, le dollar et l'Europe (1981-1989). Aux origines globales de l'euro », *Histoire@Politique*, 2013/1 (n° 19), pp. 136-137.

La France est obligée de procéder à trois dévaluations successives ⁷³⁷. Le fossé semble de plus se creuser entre la France et la République Fédérale, les deux pays qui sont le socle de la Communauté Economique Européenne ⁷³⁸. Le danger est alors de voir la France sortir du SME : va-t-elle faire cavalier seul pour sortir de la crise et maintenir son cap contre vents et marées ?

Dans ce contexte, l'année 1983 apparaît comme une année charnière. Il y a même eu toute une dramatisation autour du « tournant de la rigueur » pris par le gouvernement français ⁷³⁹. Comme le rappelle Pierre Gerbet, F. Mitterrand est en effet pris dans un choix cornélien : rester fidèle à ses idéaux socialistes en poursuivant sa politique de relance, ou rester fidèle à ses idéaux européens en mettant en œuvre une politique de rigueur, nécessaire au maintien de la France dans la Communauté Economique Européenne :

Le président Mitterrand se trouva, en mars 1983, devant la nécessité d'un choix drastique. Ou bien continuer la politique socialiste de relance économique en s'affranchissant des contraintes du SME et peut-être en rétablissant le protectionnisme, mais cette option, que plusieurs membres du gouvernement et des personnalités du monde des affaires conseillaient au Président, était-elle praticable puisque les réserves en devises auraient été insuffisantes pour défendre le franc, même fortement dévalué ? De toute façon, elle risquait d'isoler la France et de compromettre l'existence même de la Communauté économique. Ou bien maintenir le franc dans le SME et continuer d'observer les règles du Marché commun en obtenant l'aide communautaire, mais à condition de pratiquer désormais une politique de rigueur. C'était là un choix économique et politique d'une importance capitale pour la France et pour l'Europe. ⁷⁴⁰

D'autres historiens sont plus nuancés ⁷⁴¹. Ils font déjà remarquer que l'infléchissement de la politique française n'a pas été aussi brutal qu'il y paraît : les premiers signes sont en effet

⁷³⁷ Ibid., p. 137.

Au lendemain de l'échec de la tentative française d'une concertation monétaire internationale au sommet du G7 réuni à Versailles au début de juin 1982 et alors que le dollar s'envole, dopé par les placements aux États-Unis des avoirs libanais qui fuient la guerre civile, le franc est une nouvelle fois dévalué le 12 juin 1982. [...] « Le retour à l'équilibre de la balance de paiements courants, prévient toutefois le gouverneur, est le seul remède qui puisse permettre au franc de recouvrer la santé. Toutes les autres prescriptions ne sont que des analgésiques ». Au début de 1983, le lacet se resserre : le niveau des réserves officielles est négatif. Le dollar contre franc s'est apprécié de 27 % en 1981 et de 17 % en 1982. Le tournant de la rigueur qui suit la nouvelle dévaluation du franc le 21 mars 1983 n'a pas d'autre origine. L'effet des mesures d'austérité, se félicite La Genière, a été immédiat : « Les sorties de devises enregistrées sur le marché des changes au début du mois de mars avaient été importantes, atteignant presque 4 milliards de dollars. Depuis lors, en une dizaine de jours, les trois quarts de cette somme ont été récupérés et il est permis de penser que ce mouvement se poursuivra... Les marchés ont ratifié les nouveaux cours ».

⁷³⁸ Tant pour des raisons historiques qu'économiques : par leur réconciliation, la France et la RFA ont d'abord rendue possible la création de la CEE. Les 'trente glorieuses' et le 'miracle économique' leur ont ensuite permis d'en devenir les deux premières puissances économiques.

⁷³⁹ Voir dès juin 1982, suite à la seconde dévaluation du Franc, l'article d'Alain DUHAMEL, « La fin du romantisme », in *Le Monde*, 26 juin 1982.

⁷⁴⁰ GERBET Pierre, *La Construction de l'Europe*, Op. Cit., p. 344.

⁷⁴¹ Voir : SAUNIER Georges, « La politique de la gauche et le tournant de 1983 », 6 juin 2016.

Disponible sur :

<https://www.jean-jaures.org/publication/la-politique-economique-de-la-gauche-et-le-tournant-de-1983/>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

apparus dès la fin 1982. Car force est de le constater : la politique de relance n'a pas permis d'endiguer le chômage en France. La situation économique se dégrade, et la France se voit obligée de revenir à un certain pragmatisme. Quant à la possibilité de voir la France sortir de l'Europe, il paraît tout de même difficile de remettre en cause la conviction européenne de F. Mitterrand. Erik Orsenna, qui à l'époque écrivait les discours du Président français, en témoigne :

*Mais la valeur du mark n'était pas une question économique. Il y avait derrière la question de l'Allemagne, et derrière la question de l'Allemagne, il y avait la question de l'Europe. C'est ce qui en faisait une question clé. Il y avait un Système monétaire européen. Le choix qui était devant nous était ou de mettre de l'ordre, ou de sortir du Système monétaire européen. Or Mitterrand, pour moi, avait une seule conviction profonde : l'Europe. Pour deux raisons. D'abord, plus jamais la guerre en Europe. C'était chez lui une conviction absolue, sur laquelle il n'a jamais transigé, alors qu'il a beaucoup varié sur le reste. Ensuite, il pensait que le seul espace pertinent pour avoir une puissance était l'Europe. Sa conviction était à la fois négative et positive. Il l'a souvent répété : la France est notre patrie, mais notre avenir, c'est l'Europe. C'est ce qui me semble avoir été déterminant dans ses choix.*⁷⁴²

Entre son « aile gauche » et l'Europe, il est peu probable que F. Mitterrand ait hésité longtemps. Le gouvernement socialiste n'avait plus à affronter d'échéances électorales à court terme. Il n'avait donc plus besoin d'afficher une politique résolument de gauche pour obtenir le soutien des communistes :

*A cette époque, il savait déjà qu'il n'avait plus rien à craindre des communistes. Leur départ du gouvernement ne pouvait changer grand-chose. Son autorité sur la gauche était incontestée. Et puis, entre les principes du socialisme et l'Europe, il n'y avait pas, au fond, de vraie concurrence. Mitterrand était attaché à quelques idées socialistes, les droits de l'homme, l'égalité des chances, le refus de la morgue de l'argent. Mais entre l'idéologie socialiste et la poursuite de la construction européenne, s'il fallait faire un choix, la deuxième l'emportait sans discussion. Je peux me tromper. Mais c'est l'impression que j'ai.*⁷⁴³

C'est de cette période que date le véritable rapprochement entre F. Mitterrand et H. Kohl : une sorte de pacte gagnant-gagnant. F. Mitterrand soutient H. Kohl dans la crise des euromissiles, pas seulement par amitié mais aussi pour garantir sa propre sécurité et l'ancrage occidental de la République Fédérale. H. Kohl soutient le Franc en acceptant une réévaluation du Mark, là

Les travaux historiques sur le « tournant de mars 1983 », qui se sont étoffés ces dernières années, sont venus nuancer la notion de tournant brutal, inscrivant au contraire ces événements dans une perspective plus longue. [...] Patrick Ponsolle, l'un des acteurs de cette période, lors d'entretiens menés à l'institut François-Mitterrand en mars 2013, est revenu sur cette image de « tournant ». Il lui préfère celle de carrefour : « [À un carrefour] on s'arrête au stop, on regarde à droite, à gauche et puis on continue tout droit. » La métaphore nous semble pertinente et rend certainement mieux compte de ce qui s'est passé à cette époque.

⁷⁴² Entretien avec Erik Orsenna « Le choix de François Mitterrand », *Le Débat*, 2013/2 (n° 174), p. 7. L'écrivain, aujourd'hui membre de l'Académie Française, était en 1983-1984 conseiller culturel à l'Élysée.

⁷⁴³ *Ibid.*

non plus pas seulement par amitié, mais aussi pour garantir la stabilité monétaire et en échange d'un retour de Paris à une politique de rigueur :

En effet, s'il s'est montré désireux de diversifier les liens diplomatiques de la France, il s'est aussi rapidement rendu compte du caractère incontournable de la relation avec Bonn. D'une part, parce que chacun étant pour l'autre le principal partenaire économique, une réelle interdépendance s'est installée entre les deux pays, rendant notamment l'appui de l'Allemagne indispensable pour rétablir le franc. D'autre part, parce que cette dernière ayant toujours cherché auprès de la France une garantie supplémentaire face à l'URSS par rapport à celle que lui offraient les États-Unis, Paris disposait d'une monnaie d'échange pour inciter Bonn à se montrer solidaire sur le plan économique et monétaire. Enfin, parce que les dirigeants des deux pays, et particulièrement Helmut Kohl et François Mitterrand, savent à quel point l'entente franco-allemande est essentielle aux avancées d'une construction européenne vue comme la garantie de la paix. ⁷⁴⁴

Cet accord franco-allemand rétablit en quelque sorte la convergence de politique économique des deux premières puissances européennes. Il constitue un préalable indispensable à toute relance de la politique économique commune au sein de la Communauté Européenne.

La crise, présente dans les deux pays, a fait ainsi apparaître deux évidences. Tout d'abord, aucune des économies européennes n'est suffisamment forte pour surmonter la crise par ses propres moyens : la France et l'Allemagne ont besoin l'une de l'autre. Au début des années 1980, la situation économique outre-Rhin n'est pas forcément meilleure qu'en France. La République Fédérale atteint elle-aussi un taux de chômage inédit depuis la Seconde Guerre mondiale ⁷⁴⁵. Sur le plan économique, la France a souvent tendance à se comparer défavorablement à son voisin allemand. Mais les analystes montrent qu'il faut nuancer : la France l'emporte même sur certains indicateurs, comme le taux de croissance ⁷⁴⁶ et sa balance commerciale s'améliore ⁷⁴⁷. Ensuite, deuxième évidence, le SME ne parvient pas à réguler de manière satisfaisante l'instabilité monétaire de la période : il est donc nécessaire de renforcer la coopération entre Européens pour mettre fin à l'instabilité et sortir de la crise. Les difficultés

⁷⁴⁴ GAILLARD Marion, « Mitterrand, le couple franco-allemand et l'Europe (1981-1995) », *Op. Cit.*, p. 10.

⁷⁴⁵ Voir : BACH H.-U., BRINKMANN Ch., KOHLER H., KOLLER M., KRIDDE H., REYHER L., SPITZNAGEL E. , „Der Arbeitsmarkt in der Bundesrepublik Deutschland in den Jahren 1983 und 1984 – insgesamt und regional“, in *Mitteilungen aus der Arbeitsmarkt- und Berufsforschung*, 4/1983, p. 326.

Disponible sur : http://doku.iab.de/mittab/1983/1983_4_MittAB_Autorengemeinschaft.pdf

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁷⁴⁶ Il est négatif en République Fédérale en 1982 :

[-0,3] chiffre de OCDE.

Voir : https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&DataSetCode=PDB_GR

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

[-0,4] chiffre de la Banque Mondiale.

Voir : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?end=1982&start=1981>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁷⁴⁷ Voir aux Archives Fédérales le rapport de l'ambassadeur Hans-Jochen Schoeller : *Stand der deutsch-französischen Beziehungen*, 26 avril 1984, BA 136 / 29949 – 78.

traversées ont ainsi mis en lumière les limites de l'intégration européenne, ainsi que le chemin qui restait encore à parcourir.

*L'emprise de la Communauté sur les décisions nationales reste faible. Car il n'y a pas de transfert de pouvoirs. [...] Les disparités entre économies européennes ont eu tendance à s'approfondir depuis 1974 : le rapprochement des niveaux de vie a été stoppé et les inégalités régionales s'accroissent. C'est pourquoi un effort de convergence beaucoup plus important serait nécessaire.*⁷⁴⁸

Comme le remarque à son tour Marion Gaillard, des divergences de vue subsistent en effet entre F. Mitterrand et H. Kohl :

*Cela ne veut pas dire qu'ils s'accordent naturellement sur tout, loin de là. Nombreux sont les sujets sur lesquels leurs points de vue initiaux divergent largement, que ce soit sur la libre circulation des capitaux ou sur l'indépendance de la Banque centrale européenne. Néanmoins, forts de leur complicité réelle, de leur amitié et de leur engagement commun en faveur de l'intégration européenne, ils parviennent la plupart du temps à surmonter leurs désaccords pour aboutir à un compromis.*⁷⁴⁹

Le Geste de Verdun ne signifie pas en effet que la France et la République Fédérale ont définitivement aligné leur politique économique, loin de là. Mais F. Mitterrand et H. Kohl, en cherchant à réduire leurs divergences, ont ouvert la voie à une nouvelle dynamique européenne en matière de politique économique. La crise n'a pas eu qu'un rôle négatif : elle a mobilisé les énergies des Etats membres, et démontré la solidité de la Communauté Economique Européenne.

*Au total, si l'union économique n'est pas réalisée, des efforts ont été faits pour aller dans cette direction. [...] Une certaine convergence s'est produite, grâce à l'intégration elle-même et à l'identité des problèmes à résoudre. La crise n'a pas remis en cause les résultats acquis : les Etats membres ont évité le retour au protectionnisme sauf mesures partielles et épisodiques et ont mieux affronté la récession ensemble qu'en ordre dispersé.*⁷⁵⁰

2. Mettre fin au blocage britannique

Le choix de l'Europe par le gouvernement français étant acté, il s'agit désormais de sortir la Communauté Economique du blocage dans lequel elle s'est enlisée.

François Mitterrand, qui a dû se résoudre à un changement radical de sa politique économique afin de rester dans le SME, souhaite que ce « sacrifice » ne soit pas vain. Il faut donc « désembourber » l'Europe. C'est ce à quoi il s'attèle lors de sa présidence de la Communauté au premier semestre 1984. Prenant personnellement en charge ce

⁷⁴⁸ GERBET Pierre, *La Construction de l'Europe*, Op. Cit., p. 297.

⁷⁴⁹ GAILLARD Marion, « Mitterrand, le couple franco-allemand et l'Europe (1981-1995) », Op. Cit, p. 11.

⁷⁵⁰ GERBET Pierre, *La Construction de l'Europe*, Op. Cit., p. 297.

*dossier, il entame un tour des capitales européennes pour trouver une issue pérenne à la question de la contribution britannique, clé de la relance.*⁷⁵¹

Si F. Mitterrand ne ménage pas ses efforts, c'est que les enjeux dépassent de loin la seule question du budget. Du budget en effet dépendent l'ensemble des dossiers en attente : sans accord pérenne sur cette question, impossible d'envisager l'avenir à long terme de la Communauté Economique Européenne :

*De 1981 à 1983, c'est-à-dire dans les premières années du septennat de François Mitterrand, le problème du chèque britannique empoisonna les relations entre États membres. Les chefs d'État et de gouvernements passèrent des heures, lors des sommets européens, sur des dossiers très techniques à la recherche de compromis acceptables par tous. Car en effet, au travers des demandes britanniques, c'est l'ensemble du financement de la Communauté qui est en question et, par extension, l'ensemble des politiques communes. Réforme de la Pac, du Fonds social européen, du Fonds européen de développement régional — et notamment les aides aux pays méditerranéens —, lancement de coopérations scientifiques, d'une politique sidérurgique, de « l'Europe bleue », élargissement à l'Espagne et au Portugal, etc., tous ces dossiers piétinaient, attendant, de réunion en réunion, qu'un accord global intervînt.*⁷⁵²

Le journaliste Philippe Sassier, à l'occasion de l'ouverture du sommet européen de Fontainebleau, donne ainsi une idée de l'atmosphère qui s'est installée dans les sommets européens :

*Stuttgart juin 1983. Derrière les sourires des chefs d'Etat et de gouvernement, il y a les soucis. Tous savent que l'Europe, qui fête ses 25 ans, arrive à un tournant de son histoire, où la menace un énorme fossé : le déficit financier. Commence alors une partie de bras de fer entre ceux qui veulent dépenser moins, et ceux qui réclament qu'on cotise plus. [...] 'Il n'y a pas que vous qui soyez pauvre', lance François Mitterrand à Maggie Thatcher. Le ton est donné entre celle qui défend son porte-monnaie et celui qui défend ses agriculteurs.*⁷⁵³

La Grande-Bretagne estime en effet que sa contribution au budget européen est excessive, car elle bénéficie en effet moins que ses partenaires de la politique agricole commune (le principal poste du budget). Un système de compensation est certes prévu (la Communauté reverse une certaine somme aux Etats concernés), mais Londres juge la somme insuffisante.

Londres estimait en effet payer trop (notamment du fait de ses importations de produits agricoles non-communautaires) et recevoir trop peu en retour de Bruxelles. Effectivement, le Royaume-Uni, dont la part de l'agriculture dans l'économie est faible, bénéficiait peu des aides liées à la Politique agricole commune. Or, la Pac était de très

⁷⁵¹ GAILLARD Marion, « François Mitterrand et l'Allemagne, 1981-1995 » *Op. Cit.*, p. 4.

⁷⁵² SAUNIER Georges, « De la Communauté à l'Union européenne. L'action européenne de François Mitterrand (1981-1995) », *Op. Cit.*, p. 21.

⁷⁵³ SASSIER Philippe, journal de 20h d'Antenne 2 du 25 juin 1984.

Disponible sur : <https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000001383/les-sommets-europeens-de-stuttgart-a-fontainebleau-juin-1983-juin-1984.html>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

loin la première dépense de la Communauté. À l'inverse, la France, dont l'agriculture était exportatrice, bénéficiait pleinement de la Pac et du système de répartition budgétaire. ⁷⁵⁴

Margareth Thatcher réclame donc une revalorisation de sa compensation, à hauteur de 1.333 millions d'ECU, montant refusé à l'unanimité par les neuf autres membres (ces derniers fixent la limite à 1.000 millions) ⁷⁵⁵. Or à la veille du sommet de Fontainebleau de juin 1984, aucun compromis ne semble encore trouvé. L'observateur Philippe Sassier n'est pas très optimiste sur les chances des chefs d'Etat et de gouvernement de parvenir à un accord :

Le chancelier allemand et le président français veulent redonner un souffle politique à l'Europe. Mais à Fontainebleau, comme à Bruxelles ou à Athènes hier, ils entendront une voix féminine et familière leur murmurer : 'I want my money back !' : rendez-moi mon argent ! ⁷⁵⁶

Dans ce dossier, selon l'analyse de Marion Gaillard, le danger est que chacun des partenaires, à l'image de la Grande-Bretagne, privilégie ses intérêts nationaux immédiats par rapport aux intérêts communautaires à plus long terme. La France doit prendre en compte le risque d'alliance objective entre la Grande-Bretagne et la République Fédérale sur la question des compensations :

Ici encore, l'entente avec Bonn est primordiale. La RFA est en effet, comme la Grande-Bretagne, un contributeur net du budget de la CEE et Margaret Thatcher tente de la rallier à sa cause. ⁷⁵⁷

L'historienne fait toutefois remarquer que ces tentatives de Londres sont vaines. H. Kohl a fait le choix de l'Europe, et donc celui de la France :

Helmut Kohl sait combien la construction européenne est positive pour son pays, tant sur le plan économique que politique. Elle doit donc se poursuivre et même s'intensifier et, pour ce faire, il ne peut pas compter sur Londres. Il privilégie donc l'alliance avec Paris au détriment d'une diminution de la contribution de son pays au budget communautaire. ⁷⁵⁸

Au cours de nos recherches, nous avons pu toutefois constater que cette entente avec la France n'empêche pas pour autant l'Allemagne de tout faire pour parvenir à un règlement plus global

⁷⁵⁴ SAUNIER Georges, « De la Communauté à l'Union européenne. L'action européenne de François Mitterrand (1981-1995) », *Op. Cit.*, p. 20-28.

⁷⁵⁵ Voir BOSSUAT Gérard, « Chapitre 7 - Les grandes espérances au tournant du siècle », in *La France et la construction de l'unité européenne - De 1919 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2012, pp. 173-204.

⁷⁵⁶ SASSIER Philippe, journal de de 20h d'Antenne 2 du 25 juin 1984, *Op. Cit.*

A travers la libre traduction des propos attribués à Margareth Thatcher, il y a évidemment une allusion non-fortuite au personnage d'Harpagon (Molière, *L'Avare*, Acte IV scène 7).

Cette remarque nous rappelle aussi que Margareth Thatcher était la seule femme membre du Conseil Européen. En 2022, elles sont cinq, en comptant la Présidente de la Commission Européenne Ursula von der Leyen. Source : <https://www.consilium.europa.eu/fr/european-council/>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁷⁵⁷ GAILLARD Marion, « François Mitterrand et l'Allemagne, 1981-1995 », *Op. Cit.*, p. 19.

⁷⁵⁸ *bid.*

de la question des compensations. Bonn veut ainsi assurer, et à plus long terme, ses propres intérêts :

*Nous devons continuer à insister pour que, en même temps que les paramètres sont fixés pour la Grande-Bretagne, le niveau de déclenchement et le taux de compensation (en pourcentages selon le tableau des chiffres de la Commission européenne) soient également fixés pour l'Allemagne. Par ailleurs, cela garantira que tout État membre qui supporte une charge budgétaire trop lourde par rapport à sa prospérité relative pourra "bénéficier d'une mesure corrective en temps utile" (citation du projet de conclusions du Sommet Européen de Bruxelles). En effet, ce n'est que si les valeurs pour deux pays - Grande-Bretagne et Allemagne - sont fixées que celles-ci pourront servir de bases à un mécanisme de correction communautaire qui, en temps voulu, c'est-à-dire une fois la situation avérée, prendra automatiquement effet pour tout autre État membre. Après l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, cela pourrait un jour devenir important particulièrement pour la France.*⁷⁵⁹

Les négociations traînent en longueur, et faute d'accord, le gouvernement fédéral craint aussi que le gouvernement français ne revienne sur les compromis⁷⁶⁰ auxquels il a déjà consenti :

*Rechercher la possibilité d'une solution qui permette de sortir de l'impasse et qui soit susceptible de faire l'objet d'un consensus, y compris avec le Royaume-Uni. [...] Dans ce sens, inciter la partie française à ne pas remettre en cause les progrès réalisés après le Conseil européen de Bruxelles des 19/20 mars 1984, car alors nous perdrons dès le départ toute chance d'aboutir à un accord avec la Grande-Bretagne.*⁷⁶¹

Les Allemands sont également conscients que F. Mitterrand, déjà en difficulté sur le plan de la politique intérieure, ne souhaite pas mécontenter l'opinion publique française à la veille des

⁷⁵⁹ Bundesarchiv, BA 136 / 29950 - 40, Gesprächsthemen des Bundeskanzlers Rambouillet.

„Wir müssen nach wie vor darauf bestehen, dass gleichzeitig mit Festlegung der Parameter für GB auch für D Auslöseschwelle und Ausgleichsatz (in Prozentsätzen gemäß Zahlentabelle der EGK) bestimmt werden. Auf diese Weise wird übrigens sichergestellt, dass jeder MS, der gemessen an seinem relativen Wohlstand eine zu große Haushaltslast trägt, „zu gegebener Zeit in den Genuss einer Korrekturmaßnahme gelangen“ kann (Zitat aus Entwurf der Schlussfolgerungen des Brüsseler ER). Denn nur wenn die Werte für zwei Länder – GB und D- festgelegt sind, können diese als Eckpunkte für einen gemeinschaftlichen Korrekturmechanismus dienen, der zu gegebener Zeit, d.h. bei Vorliegen entsprechender Tatbestände, automatisch auch wirksam für jeden anderen MS wirksam wird. Dies könnte nach Beitritt von SP und P eines Tages gerade für F wichtig werden.“

⁷⁶⁰ Voir : GERBET Pierre, *La Construction de l'Europe*, Op. Cit., pp. 348-349.

« Pour obtenir de l'Allemagne réticente l'accroissement du budget communautaire par le relèvement du plafond de la TVA de 1 % à 1,4 %, la France, qui tenait à cette augmentation des ressources pour financer la PAC et les politiques nouvelles qu'elle préconisait, dut faire des concessions. Elle accepta la fixation de quotas laitiers, les productions des exploitations laitières étant contingentées dans chaque pays et les dépassements pénalisés, ainsi que le principe d'une discipline budgétaire tant pour les dépenses agricoles que pour les autres. Elle obtenait le démantèlement par phases des montants compensatoires mais l'Allemagne, malgré l'avis de la Commission, pouvait les remplacer par des subventions à ses agriculteurs d'effet équivalent. » »

⁷⁶¹ Bundesarchiv, BA 136 / 29950 - 40, Gesprächsthemen des Bundeskanzlers Rambouillet, Op. Cit..

„Möglichkeit einer Lösung suchen, die aus Sackgasse herausführt und Aussicht auf Konsensfähigkeit einschließlic GBs hat. [...] in diesem Sinne auf frz. Seite einwirken, die nach dem ER in Brüssel vom 19./20.03.1984 erzielten Fortschritte jedenfalls nicht in Frage zu stellen, da dann Einigung mit GB von vornherein aussichtslos wäre.“

élections européennes. Les négociations en cours sur la politique agricole commune mobilisent en effet fortement les agriculteurs français ⁷⁶². La date limite pour parvenir à un accord est donc repoussée après les élections, au Sommet européen de Fontainebleau :

(Si, comme nous le supposons, la partie française considère pour des raisons de politique intérieure qu'il n'est pas opportun d'aboutir à une solution avant les élections européennes :) La dernière occasion de résoudre le problème sera la session du Conseil européen de Fontainebleau (25/26 juin) ; si ce Conseil européen devait se terminer lui-aussi sans accord sur le paquet global, cela soulèverait non seulement de sérieux doutes dans la population de nos pays quant à la capacité des gouvernements européens à agir, mais cela plongerait également la Communauté européenne dans une crise financière d'une extrême gravité. ⁷⁶³

Grâce à l'intense action diplomatique déployée par F. Mitterrand en amont, les « neuf » abordent finalement le sommet de Fontainebleau en opposant à la Grande-Bretagne un front uni ; comme le précise G. Saunier, Margareth Thatcher n'a plus d'alternative :

Lors du Conseil européen de Bruxelles, en mars 1984, tous les partenaires s'entendirent sur ce schéma, ce qui débloqua l'ensemble des autres dossiers. Tous, sauf la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher. Mais celle-ci était désormais isolée au sein des Dix. Si bien que lorsque s'ouvrit, en juin 1984, le Conseil européen de Fontainebleau présidé par François Mitterrand, la France et l'Allemagne présentèrent un front commun, indiquant à la « Dame de fer » que l'accord était à prendre ou à laisser et qu'en cas de nouveau refus, les neuf autres iraient de l'avant. La tension était à son comble. Finalement, la Grande-Bretagne accepta. ⁷⁶⁴

Nous ferons remarquer toutefois que l'accord n'a pas été obtenu au détriment de la Grande-Bretagne. Certes, il s'agissait bien de forcer la main de Margareth Thatcher afin qu'elle lève son veto. Mais la « Dame de Fer » ne pouvait céder que dans des conditions finalement acceptables pour la Grande-Bretagne. Il fallait éviter qu'il y ait un « vainqueur » et un « vaincu », ce qui nous vaut cet échange savoureux rapporté par Jacques Attali, et repris par Gérard Bossuat :

⁷⁶² Voir la chronique de Thomas SNEGAROFF, publiée le 30 mars 2015 sur *France Info* : « Quand les agriculteurs manifestaient contre les quotas laitiers (1984) ».

Disponible sur :

https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/histoires-d-info/quand-les-agriculteurs-manifestaient-contre-les-quotas-laitiers-1984_1774893.html

Consulté le 1er octobre 2022.

⁷⁶³ Bundesarchiv BA 136 / 29950 – 40, Gesprächsthemen des Bundeskanzlers Rambouillet, *Op. Cit.*

(Falls, wie wir vermuten, frz. Seite Lösung vor EP-Wahl aus innenpolitischen Gründen nicht für opportun hält:) Letzte Gelegenheit für Lösung des Problems ist dann aber ER-Tagung in Fontainebleau (25./26.06.); sollte auch dieser ER ohne Einigung über Gesamtpaket enden, so würde dies nicht nur ernste Zweifel in Bevölkerung unserer Länder an Handlungsfähigkeit europäischer Regierungen wecken, sondern EG auch in äußerster finanzielle Bedrängnis bringen.

⁷⁶⁴ SAUNIER Georges, « De la Communauté à l'Union européenne. L'action européenne de François Mitterrand (1981-1995) », *Op. Cit.*, p. 20-28.

Qui a gagné ? Le Royaume-Uni n'a pas obtenu le mécanisme permanent qu'il réclamait depuis toujours. La compensation est de 66 % au lieu de 80,5 % dans l'accord provisoire du 30 mai 1980. Thatcher pourtant ose dire à Mitterrand : « Je vous remercie de m'avoir cédé à Fontainebleau, car cela a permis de débloquer l'Europe ». Mitterrand lui répond : « Je ne voudrais pas polémiquer avec vous sur le mot "céder". L'essentiel est que vous le croyiez ». ⁷⁶⁵

En effet, la réussite du Sommet de Fontainebleau ne peut pas être considérée uniquement comme un succès franco-allemand face à la Grande-Bretagne. Cette réussite a été obtenue grâce à une concertation franco-allemande la plus étroite possible, au service de la construction européenne. C'est cette manière d'aborder les dossiers qui a permis de mettre fin au blocage britannique et de relancer la construction européenne ⁷⁶⁶. Le cliché du Geste de Verdun, en présentant F. Mitterrand et H. Kohl main dans la main, a donc finalement parfaitement illustré ce que pouvait être le « nouveau moteur franco-allemand » mis en œuvre au Conseil Européen de Fontainebleau : c'est cette adéquation qui explique en grande partie la dimension européenne du geste.

3. Trouver l'équilibre entre approfondissement et élargissement

Pour le Président français comme pour le Chancelier allemand, relancer l'intégration économique de l'Europe était un préalable incontournable. Mais ce volet économique ne saurait selon eux être une fin en soi. Il est en effet nécessaire de redonner du sens à l'Europe, et la relance européenne doit correspondre à un projet d'ordre politique : il s'agit pour l'Europe de se doter de moyens qui lui permettent de répondre aux défis du moment. L'un comme l'autre considèrent en effet que l'intégration économique n'est qu'une étape dans un processus beaucoup plus large, politique mais aussi social et culturel de l'unification de l'Europe. C'est ce que F. Mitterrand réaffirme avec force le 24 mai 1984 devant le Parlement Européen :

L'Europe se perdrait si elle devait, à mesure qu'elle grandit, se confondre avec la zone de libre-échange à laquelle on continue, tout autour d'elle, d'aspirer. [...] C'est au-delà du marché commun lui-même qu'il faut porter notre regard. A quoi sert l'Europe ? A cette question, il faut répondre sous peine de perdre en fin de compte et notre identité, et notre raison d'être, et nos raisons d'agir. ⁷⁶⁷

⁷⁶⁵ BOSSUAT Gérard, « Chapitre 7 - Les grandes espérances au tournant du siècle », in *La France et la construction de l'unité européenne - De 1919 à nos jours*, Op. Cit., p. 178.

La citation est de Jacques ATTALI, *Verbatim, tome 1 - Chronique des années 1981-1986*, Op. Cit., p. 1080.

⁷⁶⁶ Voir : SAUNIER Georges, « De la Communauté à l'Union européenne. L'action européenne de François Mitterrand (1981-1995) », Op. Cit., p. 20-28.

« Après trois années d'atermoiements et plusieurs mois d'intenses négociations, la diplomatie mitterrandienne, avec l'aide de la chancellerie allemande, enregistrait à Fontainebleau son premier grand succès européen. Succès incontestable puisqu'en plus de permettre un accord global sur l'ensemble des contentieux agro-budgétaires, les conclusions de Fontainebleau en appelèrent à une nouvelle étape de l'intégration européenne et formèrent pour cela deux comités de réflexion. Enfin, l'accord permettait d'entrevoir la fin des négociations pour l'élargissement à l'Espagne et au Portugal. Un an plus tard, une fois les dernières difficultés levées, le traité d'adhésion avec ces deux pays fut signé, Paris trouvant avec Madrid et Lisbonne deux nouveaux alliés au sein de la CEE. »

⁷⁶⁷ MITTERRAND François, *Discours devant le Parlement européen du 24 mai 1984*, Op. Cit.

H. Kohl lui fait immédiatement écho quelques jours plus tard, dans un entretien accordé au *Figaro* le 28 mai :

*C'est pourquoi il est important de nous remettre sans cesse en mémoire la perspective politique de la Communauté. Celle-ci a été et reste de nos jours encore l'unification de l'Europe. Les fondateurs de la Communauté ne voulaient pas seulement une union douanière élargie avec une caisse de soutien commune, mais ils voulaient l'union politique de l'Europe.*⁷⁶⁸

Les blocages des mois précédents l'ont démontré : une réforme institutionnelle de la Communauté Economique Européenne devient nécessaire.

*Le Conseil européen connaît des limites : il a la capacité d'arbitrer sur des cas précis et des dossiers préparés, mais se réunit trop brièvement pour pouvoir étudier l'ensemble des problèmes et trouver des accords globaux, ce qui reste le rôle du Conseil des ministres et que ce dernier ne remplit pas suffisamment. Il ne constitue pas vraiment un gouvernement européen ; il doit décider à l'unanimité et chaque membre dépend de son propre Parlement.*⁷⁶⁹

Du côté de l'opinion publique, les dirigeants ne sont plus forcément perçus comme capables de dépasser leurs intérêts nationaux et leurs rivalités pour parvenir à un accord. C'est donc le Parlement européen, fort de la nouvelle légitimité que lui a conféré l'élection au suffrage universel, qui reprend l'initiative. Celui-ci se prononce donc le 14 février 1984 en faveur du projet *Spinelli* d'union politique de l'Europe. L'accueil des chefs d'Etat et de gouvernement est mitigé - ils entendent garder leur souveraineté et finiront par rejeter le projet – mais la dynamique qui conduira au Traité de l'Union Européenne de Maastricht est lancée.

Le premier obstacle à la dynamique européenne reste la règle de l'unanimité. Dans l'esprit du traité de Rome, elle ne concernait que les sujets majeurs, mais elle s'est petit à petit imposée dans tous les domaines. Elle pouvait encore fonctionner avec six Etats membres. Mais la Communauté Economique Européenne a connu deux élargissements successifs : d'abord la Grande-Bretagne, l'Irlande et le Danemark en 1973, puis la Grèce en 1981. Ce sont dix pays qui doivent s'entendre, bientôt douze avec l'Espagne et le Portugal qui frappent à la porte. La Grande-Bretagne est en train d'en faire la démonstration : un seul pays peut ainsi bloquer le fonctionnement de la Communauté Economique Européenne toute entière. Il s'agit donc, tout en restant fidèle à l'esprit communautaire, de trouver un remède à ce dysfonctionnement majeur du processus de décision. La création du Conseil Européen devait permettre de débloquer les sujets sensibles au plus haut niveau : visiblement, cette instance a aussi ses limites, puisque les Dix ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les questions budgétaires. Certes, dans son discours du 24 mai 1984, F. Mitterrand défend son bilan en mettant en avant les progrès :

Depuis trop longtemps l'Europe s'attarde dans des querelles dérisoires qui lui font perdre de vue l'objet même de sa démarche. Il fallait réagir et comprendre qu'aucune grande perspective pour l'Europe n'avait de chance de sortir du domaine du rêve tant qu'elle resterait empêtrée dans le maquis des petits procès. Pour en finir, une méthode de travail

⁷⁶⁸ KOHL Helmut, interview au *Figaro* du 28 mai 1984, disponible au Bundesarchiv BA 136 / 29951 - 339.

⁷⁶⁹ GERBET Pierre, *La Construction de l'Europe*, Op. Cit., p. 326.

*a été fixée à Stuttgart. Elle s'est à l'expérience révélée heureuse. Puis est apparue, à Athènes la trame des conciliations qui devaient se réaliser à Bruxelles, notamment en matière agricole, budgétaire et industrielle. A l'exception d'un seul, tous les contentieux ont été réglés. En les rappelant brièvement on verra que, la route déblayée, nous avons repris notre marche en avant. Non que le désaccord qui existe soit négligeable, loin de là. Mais contrairement à ce que beaucoup redoutaient, il n'a pas bloqué le mécanisme européen.*⁷⁷⁰

Pour sortir de la crise, F. Mitterrand défend donc devant le Parlement européen de Strasbourg la nécessité d'un assouplissement de la règle de l'unanimité, qu'il présente comme un retour au fonctionnement initial prévu par le Traité de Rome :

*La vie des institutions communautaires est marquée par de multiples imperfections. Aucune n'est à proprement parler insupportable, mais leur accumulation crée une contrainte permanente et diffuse dont nous ne cessons pas de payer le -prix. Il y a tout d'abord la règle de l'unanimité, dont la pratique est poussée bien au-delà de ce que commandent les traités, et même que ne le prévoyait le compromis de Luxembourg. Comment l'ensemble complexe et diversifié qu'est devenue la Communauté `CEE` peut-il se gouverner selon les règles de la Diète de cet ancien royaume de Pologne, dont chaque membre pouvait bloquer les décisions ? On sait comment cela a fini. Il est temps de revenir à une pratique plus normale et plus prometteuse. Le gouvernement français, qui avait été à l'origine de ce compromis, a déjà proposé d'en restreindre l'usage à des cas précis. La pratique plus fréquente du vote sur des questions importantes annonce le retour au traité.*⁷⁷¹

Dans les domaines où l'intégration européenne piétine, faute d'obtenir l'unanimité, le Président français se déclare même disposé à avancer à partir d'accords partiels avec les pays qui y seraient prêts - c'est ce que les journalistes ont très rapidement surnommé « l'Europe à deux vitesses », projet suscitant l'opposition de personnalités comme Simone Veil⁷⁷². F. Mitterrand clarifie sa position :

A situation nouvelle doit correspondre un traité nouveau, qui ne saurait, bien entendu, se substituer aux traités existants, mais les prolongerait dans les domaines qui leur échappent. Tel est le cas de l'Europe politique. Pour une telle -entreprise, mesdames et

⁷⁷⁰ MITTERRAND François, Discours devant le Parlement européen du 24 mai 1984, *Op. Cit.*

Dans la suite de son discours, François Mitterrand évoque les accords conclus sur différents sujets : les quotas laitiers, le démantèlement progressif des montants compensatoires monétaires, la mise en œuvre du programme 'esprit', la nécessité de maîtriser les dépenses sans diminuer le budget, relèvement du taux de TVA, l'adhésion de l'Espagne et du Portugal.

Mais la conclusion résolument optimiste du Président français ne fait pas l'unanimité chez les historiens. Le jugement de Pierre Gerbet est ainsi sans appel. Voir : GERBET Pierre, *La Construction de l'Europe, Op. Cit.*, p. 348.

Ces mesures ne seraient toutefois pas suffisantes pour éviter l'accroissement du budget communautaire, surtout avec le lancement de politiques nouvelles. Le Conseil européen de Bruxelles (19-20 mars 1984) échoua en raison des exigences de Mme Thatcher quant à la 'compensation' à accorder à la Grande-Bretagne.

⁷⁷¹ MITTERRAND François, Discours devant le Parlement européen du 24 mai 1984, *Op. Cit.*

⁷⁷² Voir : Auteur non mentionné, « Mme Veil : l'Europe à deux vitesses serait une solution beaucoup trop facile », in *Le Monde*, 24 mars 1984.

messieurs, la France est disponible. M'exprimant en son nom, je la déclare prête à examiner, à défendre votre projet qui, dans son inspiration, lui convient. Je suggère, à cette fin que s'engagent des conversations préparatoires qui pourraient déboucher sur une conférence des Etats membres intéressés, le projet d'Union européenne et la déclaration solennelle de Stuttgart serviraient de base à ces travaux. ⁷⁷³

Mais cet assouplissement ne risque-t-il pas de porter ombrage aux « petits » Etats de la Communauté, qui pourraient ainsi ne plus avoir droit au chapitre face aux « grands » que sont la France et l'Allemagne ? La démarche du Président français ne se veut pas exclusive : il ne s'agit pas d'imposer au reste des Etats membres un diktat franco-allemand ⁷⁷⁴. Le Chancelier allemand de son côté s'applique en effet à le souligner :

Mais cela ne signifie pas que nos deux pays tenteraient de mettre les autres Européens en minorité ou de leur décerner des notes au palmarès des bons ou des mauvais Européens. La CEE est une communauté d'Etats européens libres, et non pas une association hégémonique. ⁷⁷⁵

Il s'agit de donner une nouvelle impulsion qui permette aux Etats qui le souhaitent d'aller plus loin dans l'intégration, en espérant que les autres suivront. Les deux chefs d'Etat et gouvernement, là encore, œuvrent dans le même sens. Il s'agit de pragmatisme, comme le précise F. Mitterrand dans la suite de son discours :

D'aucuns ont parlé d'une "Europe à plusieurs vitesses" ou "à géométrie variable". Cette démarche, qui traduit une réalité, s'impose. On veillera à la rendre complémentaire et non pas concurrente de la structure centrale, qui reste la Communauté `CEE`. ⁷⁷⁶

Cette évolution devient d'autant plus urgente que la Communauté Economique Européenne tend à s'agrandir. Avec l'Espagne et le Portugal, elle est en train de négocier sa troisième phase d'élargissement. Comme le rappelle H. Kohl :

Toute extension de la Communauté est source de problèmes : les nouveaux membres doivent s'intégrer économiquement et politiquement dans un système qui est déjà rodé. Comme le montrent les négociations difficiles avec l'Espagne et le Portugal, ce n'est pas simple du tout et exige des concessions de part et d'autre. Toute extension implique le danger d'une édulcoration de la Communauté européenne parce que l'établissement d'un consensus se complique avec le nombre croissant de membres. Plus il y a de membres, plus les intérêts sont divergents, et il devient plus difficile de trouver le dénominateur commun. ⁷⁷⁷

Après la Grèce, ce sont deux nouveaux pays du sud, eux-aussi en pleine transition démocratique, qui s'appêtent à entrer. Là encore, c'est l'accord budgétaire du Sommet de Fontainebleau qui va permettre d'aborder la phase finale des négociations, pour une adhésion

⁷⁷³ *Ibid.*

⁷⁷⁴ Comme cela sera reproché plus tard à Nicolas Sarkozy et à Angela Merkel au moment de la crise financière de 2008, et des difficultés avec la Grèce. En témoigne la désignation méprisante de « Merkozy » qui sera employée pour critiquer la « trop » bonne entente franco-allemande.

⁷⁷⁵ KOHL Helmut, interview au Figaro du 28 mai 1984, *Op. Cit.*

⁷⁷⁶ MITTERRAND François, Discours devant le Parlement européen du 24 mai 1984, *Op. Cit.*

⁷⁷⁷ KOHL Helmut, interview au Figaro du 28 mai 1984, *Op. Cit.*

fixée au 1^{er} janvier 1986. F. Mitterrand et H. Kohl sont d'accord sur le principe de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Dès de son discours de politique générale du 4 mai 1983, le chancelier H. Kohl profite de la présence du Président du gouvernement d'Espagne, Felipe Gonzáles, pour réaffirmer sa volonté de voir les négociations aboutir rapidement :

Mesdames et Messieurs, le Président du gouvernement d'Espagne, M. Felipe Gonzáles-Márques, son épouse et les membres de sa délégation ont pris place dans la tribune diplomatique. Je vous souhaite la bienvenue au Bundestag allemand. (Longs applaudissements nourris de tous les groupes parlementaires). Nous accordons une importance particulière à votre visite, Monsieur le Premier ministre, et à celle de votre délégation en République Fédérale d'Allemagne, précisément en ce moment. Elle permet d'approfondir les relations amicales entre nos deux pays, auxquelles les parlements ont largement contribué. Nous saluons les décisions espagnoles en faveur de l'Europe et de la sécurité européenne. Nous espérons et souhaitons que les négociations sur l'adhésion de l'Espagne à la Communauté européenne progresseront également à la suite de votre visite et qu'elles pourront bientôt être menées à bien. (Vifs applaudissements de tous les groupes politiques). ⁷⁷⁸

La République Fédérale affiche un soutien appuyé à une adhésion qui renforce le pilier européen de l'OTAN :

Dans cette même salle, Monsieur le Premier ministre, l'été dernier, le drapeau espagnol a été inclus parmi les drapeaux des États membres de l'Alliance de l'Atlantique Nord. Le Bundestag allemand, qui vous est reconnaissant d'avoir inclus Berlin dans votre programme de visites, vous souhaite, Monsieur le Premier ministre, ainsi qu'à votre délégation, de fructueuses discussions ici à Bonn, un agréable séjour dans notre pays et un avenir florissant pour l'Espagne. (Vifs applaudissements de tous les groupes parlementaires). ⁷⁷⁹

⁷⁷⁸ KOHL Helmut, introduction précédant la *Déclaration de politique générale du 4 mai 1983*, Op. Cit.

„Meine Damen und Herren, auf der Diplomatentribüne haben der Ministerpräsident Spaniens, Herr Felipe Gonzáles-Márques, seine Gattin und die Mitglieder seiner Delegation Platz genommen. Ich begrüße Sie herzlich im Deutschen Bundestag. (Anhaltender lebhafter Beifall bei allen Fraktionen). Wir messen Ihrem Besuch, Herr Ministerpräsident, und dem Ihrer Delegation in der Bundesrepublik Deutschland zu diesem Zeitpunkt besondere Bedeutung bei. Er dient der weiteren Vertiefung der freundschaftlichen Beziehungen unserer beiden Länder, zu der die Parlamente wesentlich beigetragen haben. Wir begrüßen die spanischen Entscheidungen für Europa und die europäische Sicherheit. Wir hoffen und wünschen, daß die Verhandlungen um den Beitritt Spaniens zur Europäischen Gemeinschaft auch durch Ihren Besuch Fortschritte machen und bald zu einem erfolgreichen Abschluß geführt werden können.“

⁷⁷⁹ *Ibid.*

„In diesem Saal, Herr Ministerpräsident, fand im Sommer des vergangenen Jahres die spanische Flagge Aufnahme unter den Flaggen der Mitgliedstaaten des Nordatlantischen Bündnisses. Der Deutsche Bundestag, der Ihnen dankbar ist, daß Sie Berlin in Ihr Besuchsprogramm einbezogen haben, wünscht Ihnen, Herr Ministerpräsident, und Ihrer Delegation gute Gespräche hier in Bonn, einen angenehmen Aufenthalt in unserem Lande und eine gute Zukunft für Spanien. (Lebhafter Beifall bei allen Fraktionen).“

Ces deux nouveaux pays lui offriront également de nouveaux débouchés industriels. F. Mitterrand, tout en soutenant l'adhésion de l'Espagne et du Portugal se montre plus circonspect :

*A la nécessité politique reconnue par tous, non seulement en raison de la courageuse reconquête de la démocratie assumée par ces deux pays, mais aussi par la simple constatation qu'ils sont d'Europe, pleinement, et que le nier serait injurier l'histoire passée et à venir, s'opposent des interrogations : n'allons-nous pas aggraver les tensions, réduire la cohésion de l'actuelle Communauté, ou bien est-il concevable que les conditions de l'intégration économique puissent d'ici longtemps être remplies ?*⁷⁸⁰

La France (rejointe par l'Italie) redoute en effet la concurrence, notamment sur le marché de la pêche, et sur celui des fruits et légumes :

*Cela supposera un examen sans complaisance des économies comparées, une harmonisation des régimes sociaux et fiscaux, une soumission mutuelle aux règles de loyale concurrence et un calendrier d'exécution. Cela exigera aussi un effort de l'actuelle Communauté pour qu'elle assainisse préalablement son fonctionnement et qu'elle se prépare, au moyen notamment des programmes intégrés méditerranéens, à traiter les productions du Sud comme elle l'a fait des productions du Nord. Les producteurs, de leur côté, voudront comprendre qu'on ne peut à la fois se réclamer des lois du marché afin de produire sans frein des quantités indéfinies tout en se protégeant des mêmes lois par le bouclier des garanties de prix. Je note, en tout cas, qu'un progrès décisif a été accompli sur deux chapitres qui n'avaient pas encore été abordés : l'agriculture et la pêche.*⁷⁸¹

Il apparaît que le gouvernement allemand a bien pris acte, à l'époque, des réserves de F. Mitterrand, tout en soulignant comme lui les progrès accomplis :

*Ses déclarations sur l'adhésion sont plus préoccupantes. Sur le plan politique, il soutient l'adhésion, mais fixe les obstacles économiques à un niveau tel qu'ils sont difficiles à franchir. Le rétablissement du fonctionnement de la communauté et l'établissement d'un régime égal pour les produits méditerranéens et pour les produits agricoles du Nord sont pour lui des conditions préalables à l'adhésion. Cela inclut également le fonctionnement du programme intégré méditerranéen pour l'amélioration de la culture agricole du Sud. Néanmoins, il a exprimé l'espoir que les négociations soient conclues en septembre 1984 et que l'adhésion prenne effet le 1er janvier 1986.*⁷⁸²

⁷⁸⁰ MITTERRAND François, *Discours devant le Parlement européen du 24 mai 1984*, Op. Cit.

⁷⁸¹ *Ibid.*

⁷⁸² Politisches Archiv, Zwischenarchiv 140667, Rede Mitterrands vor dem EP in Straßburg am 24. 5. 1984 / erste, vorläufige Bewertung, 25. Mai 1984.

„Anlass zur Sorge bereiten eher seine Äußerungen zum Beitritt. Er bejaht den Beitritt politisch, legt aber die wirtschaftlichen Hürden derart hoch, dass sie schwer zu überspringen sind. Die Wiederherstellung der Funktionsfähigkeit der Gemeinschaft und ein gleiches Regime für Mittelmeerprodukte wie für nördliche Agrarprodukte macht er zu Vorbedingungen des Beitritts. Dazu gehört auch ein Funktionieren des integrierten Mittelmeerprogramms zur Verbesserung der südlichen Agrarkultur. Gleichwohl spricht er die Hoffnung auf Verhandlungsabschluss im September 1984 und Wirksamwerden des Beitritts zum 1.1.1986 aus.“

De fait, toutes les questions n'ont pas pu être réglées lors du sommet de Fontainebleau : la priorité était clairement le règlement du contentieux avec la Grande-Bretagne :

*Des orientations pour l'élargissement ont été rappelées ou fixées. Rappelées : c'est la date de fin septembre 1984 pour la négociation, avec, pour la négociation avec l'Espagne, un retard vraisemblable mais pas souhaité ; et si cette hypothèse se présentait, il est demandé avec fermeté aux négociateurs d'en avoir terminé dans le courant de l'année 1984, de telle sorte que les différentes procédures de ratification selon les pays étant mises en œuvre, l'entrée de l'Espagne et du Portugal ait lieu comme prévu le 1er janvier 1986. A ces textes sur l'élargissement ont été ajoutés un certain nombre d'orientations, en particulier, la nécessité d'examiner entre partenaires de la Communauté et avec l'Espagne et le Portugal trois séries de problèmes : la maîtrise de la pêche, la maîtrise de la production de vin, et l'harmonie dans des dispositions qui seront prises entre l'agriculture et l'industrie.*⁷⁸³

Les discussions franco-allemandes doivent donc se poursuivre lors du sommet suivant de Bad-Kreuznach (29 et 30 octobre 1984). Le gouvernement allemand, qui souhaite visiblement accélérer le processus du côté français en fixe les grands principes :

*Il faut donner un nouvel élan au processus d'intégration. Arrêt = régression
Adhésion de l'Espagne et du Portugal.*

- *Toutes les parties doivent faire des concessions sur les questions litigieuses.*
- *Un nouveau retard dans les négociations provoquerait des dommages politiques ; mise en danger les jeunes démocraties en Espagne et au Portugal ; problèmes de politique intérieure dans ces pays ; répercussions sur l'adhésion de l'Espagne à l'OTAN.*
- *L'élargissement au Sud est politiquement important pour l'unification de l'Europe. La défense des intérêts nationaux, en comparaison, est d'une importance secondaire.*⁷⁸⁴

Quoi qu'il en soit, l'impulsion est donnée. Il n'y aura pas de marche arrière, ni de retards exagérés : l'adhésion de l'Espagne et du Portugal aura bien lieu à la date prévue.

Les conceptions franco-allemandes ne sont donc pas forcément identiques, mais elles sont perçues comme complémentaires, et le gouvernement fédéral salue l'avancée que représente les déclarations du Président français :

⁷⁸³ MITTERRAND François, *Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue du Conseil européen de Fontainebleau, notamment sur la coopération européenne et la fin des contentieux avec la Grande-Bretagne, Fontainebleau, mardi 26 juin 1984.*

Disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/discours/135204-conference-de-presse-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republiq>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁷⁸⁴ Politisches Archiv, Zwischenarchiv 140668 Bad-Kreuznach, Gesamt-Gesprächsführungs-Vorschlag für den Herrn Bundeskanzler 24. Oktober 1984.

*Integrationsprozess muss neue Anstöße erhalten. Stillstand = Rückschritt
Beitritt Spaniens und Portugal.*

- *In strittigen Fragen müssen alle Beteiligten nachgeben.*
- *Weitere Verzögerung der Verhandlungen bewirkt politische Schäden; Gefährdung der jungen Demokratien in Spanien und Portugal; innenpolitische Probleme dort; Rückwirkungen auf NATO-Mitgliedschaft Spaniens.*
- *Süderweiterung ist politisch wichtig für Einigung Europas. Verteidigung nationaler Interessen demgegenüber nachrangig.*

*En ce qui concerne la question de l'Europe politique, la concordance entre la façon dont Mitterrand envisage la procédure et la réalisation concrète, et les déclarations du chancelier et du ministre fédéral est frappante. Ses propos peuvent être interprétés comme la continuation et le complément de la manière dont l'Allemagne conçoit la recherche d'une initiative politique européenne afin de résoudre les problèmes communautaires les plus importants.*⁷⁸⁵

Mais les Allemands connaissent aussi les réticences toutes gaulliennes de F. Mitterrand face à une intégration politique qui irait trop loin en direction de la supranationalité. Tout en affichant leur satisfaction, ils restent tout de même prudents et réalistes quant aux motivations réelles du Président français :

*Le lieu et le moment du discours doivent également être considérés dans le contexte des prochaines élections au Parlement européen, qui sont en France un test de politique intérieure dans une bien plus large mesure que dans d'autres États membres. [...] Reste à voir si les commentaires positifs de Mitterrand concernant le projet de traité du PE sont davantage qu'une simple courbette en direction des parlementaires.*⁷⁸⁶

La Rencontre de Verdun, rappelons-le, a été décidée et annoncée au sommet franco-allemand de Rambouillet - le sommet où la France et l'Allemagne ont fait leurs dernières mises au point avant d'affronter la Grande-Bretagne au sommet européen de Fontainebleau. Ici non plus, il ne peut s'agir d'un hasard. Dès son annonce, les observateurs ne s'y sont pas trompés : la cérémonie a été perçue comme une manifestation appuyée de la solidarité franco-allemande sur les dossiers européens⁷⁸⁷. Et de fait, cette solidarité a permis de débloquer les dossiers, et de relancer durablement le processus de construction européenne.

Le tournant communautaire s'appuie sur le tandem franco-allemand. L'entente entre le socialiste François Mitterrand et le démocrate-chrétien Helmut Kohl s'approfondit. Mitterrand a apporté le soutien de la France au déploiement en Allemagne des nouveaux missiles nucléaires américains, Pershing II, contre les SS 20 soviétiques. Une communauté de destin franco-allemande naît, selon les mots du président lui-même. La fraternité des deux hommes, réunis devant les tombes du cimetière militaire de Verdun, main dans la main, le 22 septembre 1984, symbolise la construction d'une conscience collective européenne commencée le 9 mai 1950. La paix, définitivement scellée par la

⁷⁸⁵ Politisches Archiv, Zwischenarchiv 140667, Rede Mitterrands vor dem EP in Straßburg am 24. 5. 1984 / erste, vorläufige Bewertung, 25. Mai 1984.

„Zur Frage des „politischen Europa“ ist die Übereinstimmung der prozeduralen und sachlichen Vorstellungen Mitterrands mit Erklärungen des Bundeskanzlers und Bundesministers auffallend. Sie lassen sich als Fortführung und Gegenstück der deutschen Vorstellungen nach einer Lösung der wichtigsten Gemeinschaftsprobleme durchzuführenden europa-politischen Initiative interpretieren.“

⁷⁸⁶ *Ibid.*

„Ort und Zeitpunkt der Rede sind auch im Zusammenhang mit den bevorstehenden EP-Wahlen zu sehen, die in Frankreich in weit stärkerem Masse ein innenpolitischer Test sind als in anderen MS. [...] Ob die positiven Äußerungen Mitterrands zum Vertragsentwurf des EP im Übrigen wesentlich mehr als eine Verbeugung vor den Parlamentariern sind, bleibt abzuwarten.“

⁷⁸⁷ Voir *Supra*, chapitre III, « L'Europe grandie ? »

*réconciliation de la France et de l'Allemagne, devient un nouveau lieu de mémoire pour l'Europe du xxi^e siècle.*⁷⁸⁸

En dépit de quelques nuances, il y a en effet une étonnante convergence entre les analyses du socialiste français et du chrétien-démocrate allemand⁷⁸⁹; Certes, F. Mitterrand et H. Kohl n'ont ni l'un ni l'autre transigé sur l'intérêt national de leur propre pays au nom de l'Europe. Mais ils ont tous les deux vu l'Europe comme étant un projet conforme à leur intérêt national. Et c'est sur cette convergence que les deux hommes se sont appuyés pour bâtir leur projet de relance européenne.

Cependant, le cliché de Verdun signifie, nous semble-t-il, davantage. F. Mitterrand et H. Kohl se présentent, et sont reconnus tous deux comme des Européens convaincus. En mai 1984, à Strasbourg, devant les parlementaires européens, F. Mitterrand rappelle une fois de plus son parcours, comme il l'avait fait l'année précédente devant les parlementaires du Bundestag :

C'est en ma qualité de président du Conseil européen pour ce premier semestre de 1984 que je m'adresse à vous. [...] Mais c'est aussi l'Européen de France qui s'exprime, celui dont l'engagement personnel a accompagné chaque étape de la naissance de l'Europe. Lorsqu'en mai 1948 trois ans exactement après la fin de la guerre, l'idée européenne a pris forme, c'était au Congrès de La Haye. J'y étais et j'y croyais. Lorsqu'en 1950 Robert Schuman a lancé le projet de la Communauté européenne du charbon et de l'acier `CECA` j'y adhérais et j'y croyais. Lorsqu'en 1956 le vaste chantier du Marché commun s'est ouvert avec la participation très active du gouvernement français de l'époque, j'y étais et j'y croyais. Et aujourd'hui alors qu'il nous faut sortir l'Europe des Dix de ses

⁷⁸⁸ BOSSUAT Gérard, « Chapitre 7 - Les grandes espérances au tournant du siècle », in *La France et la construction de l'unité européenne - De 1919 à nos jours*, Op. Cit., p. 176.

⁷⁸⁹ Nous ne notons pour l'instant ici que les convergences : nous reviendrons sur les divergences dans la partie suivante plus spécifiquement franco-allemande.

Dans son discours devant le Parlement européen, François Mitterrand évoque la nécessité de lever les obstacles à la libre-circulation des biens et des personnes à l'intérieur de la Communauté, d'harmoniser les politiques sociales notamment en matière de lutte contre le chômage, de travailler ensemble à la protection de l'environnement, de répondre aux nouveaux défis technologiques, d'intensifier les échanges linguistiques et culturels entre les Etats membres, de promouvoir ensemble la paix, la démocratie et les droits de l'homme.

Dans son discours de politique générale du 13 octobre 1982, Helmut Kohl affirmait quant à lui :

« Nous allons ouvrir de nouvelles voies vers l'unification de l'Europe. L'idée européenne a suscité la réconciliation par-delà les frontières et a jeté les bases d'un ordre de paix durable en Europe. La politique européenne a été, et est toujours avant tout une politique pour promouvoir la paix dans la liberté. Nous devons de nouveau, et plus que jamais aider nos concitoyens à en prendre conscience, en prenant des mesures très concrètes :

- par un démantèlement accru des contrôles aux frontières,
- en intensifiant les relations culturelles, et
- en améliorant et en renforçant les échanges entre jeunes. »

„Wir wollen neue Wege zur Einigung Europas öffnen. Die europäische Idee hat Versöhnung über die Grenzen hinweg geschaffen und den Grundstein für eine dauerhafte Friedensordnung in Europa gelegt. Europapolitik war und ist immer zuerst eine Politik für den Frieden in Freiheit.

Das müssen wir wieder mehr als bisher ins Bewußtsein unserer Bürger bringen durch ganz konkrete Schritte:

- durch mehr Abbau der Grenzkontrollen,
- durch eine Intensivierung der Kulturbeziehungen und
- durch eine Verbesserung und Verstärkung des Jugendaustausches.“

querelles et la conduire résolument sur les chemins de l'avenir, je puis le dire encore, j'en suis et j'y crois. ⁷⁹⁰

H. Kohl met sans doute moins l'accent sur son parcours personnel que son homologue. En 1995, devant le parlement de Strasbourg, il évoquera tout de même un souvenir européen de jeunesse fondateur :

J'ai vécu ma première profession de foi européenne - je l'ai déjà dit dans cette Assemblée - à l'âge de dix-sept ans, non loin d'ici, à la frontière entre le Palatinat et l'Alsace. Nous, les lycéens de différentes écoles d'Alsace et du Palatinat, avons arraché les poteaux frontières et chanté des chansons européennes. Nous en étions sûrs : "l'Europe" est là ! - L'Europe était encore loin, les pieux ont été enfoncés à nouveau et nous avons été chassés de l'autre côté de la frontière. Aujourd'hui, "l'Europe" est devenue une évidence pour la génération de nos enfants. ⁷⁹¹

Mais il n'en est pas moins frappant de voir que la totalité des hommages qui lui furent rendus lors de son décès mettent en avant « *L'Européen convaincu* » - expression qu'il avait lui-même avait employée lors de la présentation de son dernier livre, *Par souci de l'Europe : un appel* :

Croyez-moi : je sais de quoi je parle. J'ai connu moi-même la guerre. Mon frère a été tué pendant cette guerre. J'ai connu de nombreux décès. Ensuite, j'ai encore été Chancelier fédéral allemand pendant 16 ans. J'ai connu le bon et le mauvais. Je n'ai jamais cessé de croire en l'Europe. J'ai toujours été un Européen convaincu. Et jusqu'à ma dernière heure, je me battrais toujours pour l'Europe, pour la paix et la liberté. ⁷⁹²

Ces quelques mots d'H. Kohl rappellent que son engagement européen, comme celui de F. Mitterrand, est fondé sur l'horreur de la guerre, horreur dont Verdun est devenu le symbole. Le Geste posé en ce lieu commence donc par faire mémoire du chemin de réconciliation et d'intégration déjà parcouru depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le cliché des deux hommes main dans la main rend compte également d'une posture au présent : la solidarité

⁷⁹⁰ MITTERRAND François, *Discours devant le Parlement européen du 24 mai 1984*, Op. Cit.

⁷⁹¹ KOHL Helmut, *Für ein gemeinsames Europa in Frieden und Freiheit* - Rede des Bundeskanzlers in Straßburg, 4. Oktober 1995.

Disponible sur : <https://www.bundesregierung.de/breg-de/service/bulletin/fuer-ein-gemeinsames-europa-in-frieden-und-freiheit-rede-des-bundeskanzlers-in-strassburg-801548>

Consulté le 1er octobre 2022.

„Ich habe mein erstes europäisches Bekenntnis - das habe ich in diesem Haus schon einmal gesagt - als Siebzehnjähriger nicht weit von hier an der pfälzisch-elsässischen Grenze erlebt. Wir Gymnasiasten von verschiedenen Schulen aus dem Elsaß und der Pfalz haben Grenzpfähle herausgerissen und europäische Lieder gesungen. Wir waren ganz sicher: "Europa" ist da! - Es war noch weit weg, die Pfähle sind wieder eingerammt und wir sind über die Grenze zurückgejagt worden. Heute ist "Europa" für die Generation unserer Kinder ziemlich selbstverständlich.“

⁷⁹² KOHL Helmut, allocution du 3 novembre 2014 à l'occasion de la sortie de son livre *Aus Sorge um Europa : ein Appel*.

Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=h4JuTukKbIA>

Consulté le 1er octobre 2022.

„Glauben Sie mir: ich weiß, wovon ich rede. Ich habe den Krieg noch selbst erlebt. Mein Bruder ist in diesem Krieg gefallen. Ich habe sehr viele Tode erlebt. Ich war dann noch 16 Jahre deutscher Bundeskanzler. Ich habe gute und schlechte erlebt. Ich habe nie aufgehört, an Europa zu glauben. Ich war immer ein überzeugter Europäer. Und ich werde bis meine letzte Stunde, ich werde immer für Europa kämpfen, für Frieden und Freiheit.“

franco-allemande au sein de la communauté européenne. Enfin, la posture adoptée trace un avenir : les deux hommes regardent dans la même direction, celle de l'Europe que tous deux veulent construire ⁷⁹³. Le Geste de Verdun apparaît ainsi comme un nouveau jalon posé dans le processus de la construction européenne. Nous pointerons cependant deux petits bémols. Sur le cliché, les deux hommes sont d'abord bien seuls. Il n'y a que la France et la République Fédérale, les autres pays européens sont absents. Ensuite, les citoyens paraissent bien loin : en arrière-plan, il n'y a que les invités officiels. Cela nous interroge : la photo du Geste de Verdun est-elle encore appropriée pour témoigner des enjeux de la construction européenne d'aujourd'hui ? N'est-elle pas trop liée à F. Mitterrand et à H. Kohl, trop liée à son époque d'une Europe qui fonctionnait encore à dix, et finalement peut-être trop franco-allemande ?

III. Renforcer la coopération franco-allemande

Même si le Geste de Verdun a été perçu comme un geste qui avait aussi une dimension européenne, il reste en effet malgré tout un geste avant tout franco-allemand. Cela est dû d'abord au lieu choisi pour la Rencontre. A la différence de la Bataille de la Somme (où ont combattu également des soldats britanniques), la Bataille de Verdun n'a concerné que la France et l'Allemagne. Reflet de cette réalité, la cérémonie a été elle-aussi conçue comme une cérémonie franco-allemande. Les deux chefs d'Etat et de Gouvernement n'ont pas convié leurs homologues européens, les symboles déployés sont uniquement français ou allemands ⁷⁹⁴.

La Rencontre de Verdun est aussi une invitation personnelle que F. Mitterrand a adressée à H. Kohl. La cérémonie, qui devait selon la dénomination officielle manifester « *l'amitié franco-allemande* », et rendre hommages aux « *morts des combats passés* », avait également un caractère intime. F. Mitterrand a fait une étape sur les lieux où il a été fait prisonnier en 1940. H. Kohl est venu avec son épouse et l'un de ses fils, et il a allumé un cierge à la chapelle de l'Ossuaire. L'appellation officielle de la Cérémonie était suffisamment évasive pour lui permettre de rendre hommage (un hommage bien évidemment muet) à son propre frère, tombé en Normandie en 1944. A cette occasion, et c'était voulu par les organisateurs, ce ne sont donc pas seulement les mémoires nationales des deux pays qui ont été évoquées, mais aussi les histoires personnelles des deux hommes.

F. Mitterrand et H. Kohl ont marqué l'histoire par leur longévité aux responsabilités, ce qui statistiquement les place parmi les responsables politiques qui se sont le plus rencontrés dans leur carrière. Ils ne se seraient peut-être pas choisis, mais leurs responsabilités les ont obligés à travailler ensemble. La photo du Geste de Verdun est devenue le symbole de leur étroite collaboration. Mais en tant « qu'instantané », le cliché pose question : le geste initié par F. Mitterrand n'a-t-il constitué qu'un moment, le temps d'une commémoration, ou témoigne-t-

⁷⁹³ En réalité pas toujours, en fonction du moment exact où le cliché a été pris. Helmut Kohl, sans doute surpris dans un premier temps, a brièvement tourné son regard en direction de François Mitterrand. Mais les publications retiennent généralement un cliché où les deux hommes regardent droit devant eux.

⁷⁹⁴ Le drapeau et l'hymne européen ne seront adoptés officiellement qu'en 1986 par les différentes Communautés Européennes (suite au Conseil Européen de Milan de 1985).

il vraiment d'un lien durable qui s'est établi entre les deux hommes, au-delà de leurs différences et de leurs éventuelles divergences ?

Compte tenu du statut des deux hommes, la question s'étend inévitablement aux deux pays qu'ils représentent. Ce « main dans la main », que nous dit-il des relations franco-allemandes ? Sont-elles aussi idylliques que ce que suggère la photo ? Les commentateurs l'ont souligné : il y a dans ce geste une part d'affichage. Le Geste de Verdun fait partie d'une séquence dense, orchestrée entre les sommets franco-allemands de Rambouillet (en mai 1984) et de Bad-Kreuznach (en novembre 1984), et destinée à mettre scène la solidarité franco-allemande. Cette mise en scène correspond-elle à la réalité, ou bien est-elle surfaite ? La solidarité franco-allemande n'est-elle dictée que par les intérêts communs du moment, ou marque-t-elle une nouvelle étape dans un processus de plus long terme ? Quoi qu'il en soit, le Geste de Verdun donne l'occasion de faire un bilan. Quels sont les points de convergence entre la France et l'Allemagne ? Quels sont les sujets qui fâchent encore ? Comment le Geste de Verdun (et plus globalement l'ensemble de la séquence) a-t-il permis d'avancer sur la réconciliation plus profonde, celle des mémoires ?

1. Un nouveau « couple » aux affaires

Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt avaient constitué une sorte de modèle du « couple franco-allemand qui fonctionne bien ». Pendant une période de sept années, de 1974 à 1981, ils avaient en effet coopéré, pour insuffler une nouvelle dynamique à la Communauté Européenne (Mise en place du SME, création du Conseil Européen, élection du parlement européen au suffrage universel direct, adhésion de la Grèce). Leur action en faveur de l'intégration européenne s'est d'ailleurs poursuivie bien au-delà de leur départ du pouvoir :

Pour les Européens d'aujourd'hui, Jacques Delors, François Mitterrand et Helmut Kohl sont les architectes visibles de la monnaie unique. En réalité, Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt en restent les principaux initiateurs, non pas seulement en raison de la création du Système monétaire européen en 1978, considéré comme la pierre angulaire de l'union monétaire, mais aussi parce qu'ils ont allié leurs forces après leur départ du pouvoir pour accompagner la création de la zone euro, et de son corollaire, la monnaie européenne. Durant cinq ans, entre 1986 et 1993, le « couple » Giscard d'Estaing-Schmidt a exercé une réelle influence sur le cours de la construction européenne au travers du Comité pour l'Union monétaire de l'Europe. En tant qu'anciens dirigeants, Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt jouissaient d'une plus grande liberté d'action, de l'expérience des négociations européennes, tout comme d'une importante notoriété, qui leur permirent de s'imposer auprès des décideurs.⁷⁹⁵

Tout cela n'avait été possible que par la bonne entente qui régnait entre les deux hommes, notamment sur les sujets économiques, mais aussi en matière de politique extérieure. Georges-

⁷⁹⁵ PELLEGRINI Laurence, *Les activités du « couple » Valéry Giscard d'Estaing-Helmut Schmidt après 1981/82. L'entente personnelle au service de l'Union monétaire de l'Europe*, thèse sous la direction de Karl-Heinz Götze, soutenue à Marseille le 20 septembre 2013.

Disponible sur : <https://www.theses.fr/180050826>

Consulté le 1er octobre 2022.

Henri Soutou dresse ainsi un tableau du couple Giscard d'Estaing-Schmidt qui met en valeur le rôle de la personnalité des deux hommes, mais aussi celui des circonstances auxquelles ils ont été confrontés :

Sur bien des sujets, Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt se comprenaient sans difficulté et avaient une vision convergente des choses. [...] Tout d'abord, au milieu des années 1970, la RFA apparaissait de plus en plus aux Français comme un modèle de gestion économique et sociale et comme un exemple de décentralisation efficace. En outre, Raymond Barre, Premier ministre en août 1976, adopta une politique budgétaire, monétaire et économique beaucoup plus compatible avec celle de Bonn que celle de ses prédécesseurs. Enfin, Giscard d'Estaing et Schmidt se retrouvèrent à partir de 1977 dans une commune méfiance à l'égard du président Jimmy Carter, dont ils n'appréciaient ni la politique économique, ni le militantisme des Droits de l'homme qui leur paraissait porteur de tensions dangereuses pour la stabilité Est/Ouest. ⁷⁹⁶

Cela ne voulait pas dire que V. Giscard d'Estaing et H. Schmidt étaient parfaitement d'accord sur tous les dossiers. L'auteur rappelle ainsi que la défense des intérêts nationaux n'était pas toujours exclue :

Bien entendu, il y avait du côté français des arrière-pensées. En particulier, l'Allemagne devait rester divisée : de tous les présidents français, Giscard fut le plus brutalement formel à ce sujet, en particulier lors de ses échanges avec les Soviétiques, avec lesquels il recherchait une sorte de réassurance discrète. De son côté, le chancelier Schmidt développa sa propre politique en direction de Moscou, par exemple lors de la visite de Brejnev à Bonn en mai 1978, en particulier avec l'accord de coopération économique et industrielle conclu pour 25 ans à cette occasion entre les deux pays [...] Il n'en reste pas moins qu'en dépit des arrière-pensées de part et d'autre, une réelle coopération franco-allemande fut mise en place à l'époque. ⁷⁹⁷

Les deux chefs d'Etat et de gouvernement avaient cependant donné, dans les années 1970, l'image d'une proximité jusque-là inédite. D'autant plus que cette proximité avait été particulièrement médiatisée, grâce notamment à la télévision :

L'étroitesse des relations franco-allemandes au sommet dans cette phase résulta à la fois du hasard de la bonne entente personnelle et de l'opportunité de son instrumentalisation. Non seulement les échanges informels se multiplièrent, en particulier au domicile privé de l'un et de l'autre, mais les relations amicales furent bruyamment mises en avant lors de conférences de presse, d'interviews, par exemple à l'occasion du satellite commun en 1975. S'appelant par leur prénom et évoquant leur prochaine partie d'échecs, Schmidt et Giscard se présentèrent délibérément dans une intimité tranchant avec la solennité d'Adenauer et de Gaulle dans la cathédrale de Reims. ⁷⁹⁸

⁷⁹⁶ SOUTOU Georges-Henri, « L'émergence du couple franco-allemand : un mariage de raison », *Op. Cit.*, p. 733.

⁷⁹⁷ *Ibid.*, p. 734-735.

⁷⁹⁸ MIARD-DELACROIX Hélène, *Le Défi européen*, *Op. Cit.*, pp. 61-62.

Par la suite, les deux hommes ont d'ailleurs continué à évoquer régulièrement leur amitié dans les médias. En 2005, à l'occasion du référendum sur la nouvelle constitution européenne, l'ancien chancelier Helmut Schmidt y a consacré encore une tribune dans le journal *Le Monde* :

L'amitié qui nous lie, Valéry Giscard d'Estaing et moi-même, dure aujourd'hui depuis quatre décennies. Cette amitié singulière est caractérisée par une confiance sans retenue, la fiabilité et la similitude de la réflexion. A ce jour, cela fait même trente années supplémentaires qu'elle survit à notre sortie de la vie politique active. A ma connaissance, jamais encore on n'avait établi un rapport de confiance aussi étroit entre un président de la République française et un chancelier allemand. ⁷⁹⁹

Valéry Giscard d'Estaing n'a pas été en reste. Dans un témoignage datant de 2008, qui sera republié au décès de l'ancien chancelier allemand, il est ainsi revenu sur ce qui a fait selon lui la spécificité de leur relation :

Le meilleur souvenir que je garde de nos innombrables rencontres, c'est le dîner en tête-à-tête que nous avons partagé à Blaesheim en Alsace, le 19 juillet 1977, accompagnés de nos deux ministres des Affaires étrangères. J'avais invité Helmut Schmidt à me rejoindre dans un restaurant typique avec des vitraux colorés et des géraniums aux fenêtres, le restaurant « Au Bœuf », à l'ouest de Strasbourg. C'était la première rencontre intime dans l'histoire de deux dirigeants de l'Allemagne et de la France dans le cœur de cette province souvent déchirée par les rivalités, au parler germanique, mais à la sensibilité et à l'identité françaises. Il ne subsistait aucune trace des affrontements passés, aucune mise en scène de nos fonctions présentes. Quand Helmut Schmidt est descendu de sa voiture et est entré dans le restaurant avec un naturel parfait, j'ai réalisé que la simplicité était la sœur jumelle de l'amitié, et qu'elle portait celle-ci à son plus haut niveau. C'était, en effet, comme il l'a exprimé, l'âge d'or des relations franco-allemandes. ⁸⁰⁰

Mais en l'espace d'à peine dix-huit mois (entre mai 1981 et octobre 1982) ont lieu en France et en Allemagne deux changements de majorité qui vont successivement renouveler les deux acteurs principaux. Nous pouvons alors nous demander : quelles vont être les répercussions de ce changement au plus haut niveau sur les relations franco-allemandes ? Le premier tournant, vécu plutôt comme un tsunami de l'autre côté du Rhin, est la victoire à l'élection présidentielle du socialiste F. Mitterrand, le 10 mai 1981. L'intéressé lui-même semble s'amuser (a posteriori) des réactions provoquées dans les chancelleries :

Peu d'élections importantes en France avaient suscité autant de désappointement et de tiédeur dans les chancelleries que celle du 10 mai 1981 qui vit mon propre succès. [...] Que ce soit à Washington, à Moscou, à Bonn, à Pékin, à Londres, à Rome, ou à Damas, partout on s'inquiétait. [...] Il serait excessif d'écrire que les réticences américaines et russes furent compensées par l'adhésion allemande. De ce côté aussi, la réserve

⁷⁹⁹ SCHMIDT Helmut, tribune publiée dans *Le Monde* le 13 mai 2005.

Disponible sur : https://www.lemonde.fr/disparitions/article/2020/12/03/helmut-schmidt-en-2005-valery-giscard-d-estaing-a-compris-ce-qu-etait-l-idee-europeenne_6062021_3382.html

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁸⁰⁰ GISCARD D'ESTAING Valéry, « Témoignage : Hommage à Helmut Schmidt », in *L'Europe en Formation*, 2012/4 (n° 366), p. 9.

*l'emporte. Il est vrai que l'enthousiasme n'avait pas lieu d'être au rendez-vous. J'avais avec le chancelier Schmidt des difficultés assez sensibles et répétées au sein de l'Internationale socialiste... Je connaissais les rapports personnels d'amitié qui l'unissaient au Président Giscard.*⁸⁰¹

Certes les deux hommes se connaissent : ils appartiennent en théorie tous les deux au même mouvement socialiste européen. Mais leur conception du socialisme est radicalement divergente, et le moins que l'on puisse dire est qu'ils n'ont pas particulièrement d'« atomes crochus ». Les socialistes français, de manière générale, n'apprécient guère les socio-démocrates allemands :

*Helmut Schmidt incarnait pour les socialistes français d'alors la social-démocratie dans sa tiédeur et supposée connivence avec le capitalisme.*⁸⁰²

Les socio-démocrates allemands sont effrayés par le programme commun de la gauche (1972) qui a servi de base aux 110 propositions du candidat Mitterrand, et amené l'entrée de ministres communistes au gouvernement :

*François Mitterrand était pour une bonne partie du SPD, en particulier pour l'aile modérée du chancelier, l'épouvantail qui osait promouvoir la stratégie de l'union de la gauche et confier à des communistes des ministères d'un État démocratique occidental. Vue comme l'expression d'un radicalisme doctrinaire, la partie économique du Programme commun était jugée très aventureuse à la Chancellerie et inquiétait particulièrement – en février 1981 Schmidt aurait dit en parlant de l'éventualité de l'élection de François Mitterrand : «ne me parlez pas de malheur... ».*⁸⁰³

Mais Helmut Schmidt est bien obligé de s'en accommoder. En ce début des années 1980, les deux chefs d'Etat et de gouvernement sont confrontés à deux défis majeurs : l'aggravation des tensions Est-Ouest, et l'aggravation de la crise économique. La France et la République Fédérale peuvent-elles se permettre de les relever isolément ? Les deux hommes, malgré leurs divergences, sont vite persuadés de la nécessité de poursuivre les relations étroites entre Bonn et Paris.

*Pourtant, malgré les velléités du président français de sortir de l'« axe » franco-allemand et en dépit d'une relation « fraîche » entre les deux hommes, la réalité s'impose vite à eux. Or, cette réalité c'est le caractère incontournable de l'entente franco-allemande.*⁸⁰⁴

Une première rencontre a donc lieu très rapidement, dans les jours qui suivent l'investiture de F. Mitterrand. Mais il apparaît aussi que les deux dirigeants ne peuvent se contenter du simple minimum diplomatique. Helmut Schmidt ne pourra certes jamais avoir la même relation avec F. Mitterrand qu'avec son prédécesseur. Mais la relation franco-allemande doit se poursuivre au-delà de ceux qui l'incarnent momentanément.

⁸⁰¹ MITTERRAND François, *De l'Allemagne, de la France*, Op. Cit., pp. 157 et 167.

⁸⁰² MIARD-DELACROIX Hélène, „Latche“, in HEINEN Armin et HÜSER Dietmar (Dir.), *Tour de France, eine historische Rundreise*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2008, p. 285.

⁸⁰³ *Ibid.*

⁸⁰⁴ GAILLARD Marion, « François Mitterrand et l'Allemagne, 1981-1995 », Op. Cit., p. 17.

*L'idée s'imposa qu'il fallait transformer l'essai de la première rencontre positive du 24 mai 1981, lever les préventions allemandes et forcer la mise en place d'une relation personnelle entre les dirigeants.*⁸⁰⁵

Pour donner un caractère plus personnel aux relations entre F. Mitterrand et Helmut Schmidt, il est donc décidé d'inviter le chancelier allemand à la résidence privée du président français à Latche le 7 octobre 1981. Selon l'analyse qu'Hélène Miard-Delacroix donne du récit que fera le Chancelier de cette visite une dizaine d'années plus tard, l'opération semble plutôt réussie :

*Le récit de Schmidt traduit en plusieurs endroits sa surprise face à la nouvelle réalité du socialiste français jugé jusqu'alors plutôt inquiétant : admirant « sa bibliothèque qui était aussi son bureau », Schmidt relève, dans l'analyse que fait Mitterrand de l'attitude à adopter face à Reagan, de l'adresse et de la finesse. Et il a cette façon caractéristique de reconnaître avoir été séduit : « j'ai eu pour la première fois le sentiment de le comprendre. » L'admiration socialement située, avec le prestige qu'ont les livres dans le milieu de la petite bourgeoisie lettrée et éclairée dont Schmidt est issu, fut sans aucun doute un effet voulu et calculé par Mitterrand, dont les trois domiciles, rue de Bièvre, Latche et l'Élysée, étaient envahis par les bibliothèques. [...] Tel qu'il est décrit par Schmidt, le bureau circulaire dans la bergerie de Latche, dont « les murs étaient recouverts de rayonnages remplis de livres jusqu'au plafond », est le repaire du sage et Mitterrand apparaît, tel Montaigne dans sa tour, comme un « homme de lettres » (en français dans le texte) qui ne peut pas être entièrement mauvais.*⁸⁰⁶

Le Président français se rend ensuite au domicile privé d'Helmut Schmidt à Hambourg, le 14 mai 1982. Si l'on en croit la description que F. Mitterrand fait de son homologue dans son essai *De l'Allemagne, de la France* presque quinze années après, il semble que la visite en Allemagne ne lui a pas laissé une impression aussi positive :

*Schmidt, la casquette de la Hanse vissée sur le crâne, appartenait à ce monde-là. Il en était l'expression, l'interprète, il allait en tête d'un peuple de marchand. Je n'ai pas oublié l'espèce de stupeur qui s'empara de lui quand, au cours du sommet de mai, j'entamai le développement sur le danger qu'il y avait à faire la Communauté financière économique, si l'on avançait du même pas l'Europe des hommes, l'Europe sociale que je qualifiais pour la première fois d'espace social européen.*⁸⁰⁷

Certes, F. Mitterrand apprécie tout de même l'amateur d'art et le musicien que fut aussi le Chancelier :

*Je lui vis peu à peu un autre visage. Celui qu'il me réservait dans sa petite maison de Hambourg quand il jouait avec art et sensibilité les Lieder allemands.*⁸⁰⁸

Mais ces quelques lignes ne sont pas de nature à relativiser le portrait féroce dressé par le Président français quelques lignes auparavant :

⁸⁰⁵ MIARD-DELACROIX Hélène, „Latche“, *Op. Cit.*, p. 286.

⁸⁰⁶ *Ibid.*, pp. 287-288.

⁸⁰⁷ MITTERRAND François, *De l'Allemagne, de la France*, *Op. Cit.*, p. 170.

⁸⁰⁸ *Ibid.*, p. 169.

*Je me souviens de sa façon d'être, lors du Conseil européen, brutale, agressive, qui carrait son visage et donnait à son regard un éclat toujours furieux. Il parlait la tête appuyée sur un coude et sortait de sa poche de veste des papiers en vrac qu'il jetait sur la table et qui avaient tous pour objet de souligner l'énormité des sacrifices financiers consentis par l'Allemagne Fédérale à l'Europe.*⁸⁰⁹

Ces deux portraits croisés montrent que tous les préjugés que les deux hommes avaient l'un contre l'autre ne sont pas tombés, en tout cas pas du côté de F. Mitterrand qui garde la dent dure vis-à-vis de son homologue.

Le second changement majeur a lieu avec l'accession à la chancellerie du chrétien-démocrate H. Kohl. A priori, les observateurs pouvaient craindre que les divergences ne s'aggravent. Rien, en effet, comme ils le reconnaissent tous les deux, ne prédestinait les deux hommes à s'entendre. A la fin de sa vie, F. Mitterrand écrira de son côté :

*Nos choix de société, nos engagements politiques, nos amitiés et, peut-être nos caractères, tout à priori devait nous séparer.*⁸¹⁰

Affirmation qu'H. Kohl reprendra son compte quelques années plus tard, dans des propos étrangement similaires :

*Ma relation personnelle avec François Mitterrand est un sujet à part entière. En réalité, nous n'étions pas du tout faits l'un pour l'autre.*⁸¹¹

Comme le précise Ulrich Lappenküper, les deux hommes ne se connaissaient pas vraiment, avant que leurs fonctions respectives ne les obligent à travailler ensemble :

*Compte tenu du style politique de "diplomatie du sommet fondée sur les liens interpersonnels" privilégié par le nouveau chef de gouvernement allemand, M. Kohl, le fait que son futur interlocuteur le plus important à Paris lui soit totalement inconnu n'a rien arrangé.*⁸¹²

Ils s'étaient simplement croisés, et les premières impressions laissées à H. Kohl par celui qui n'était encore à l'époque que le chef des socialistes français étaient pour le moins mitigées, selon le récit qu'en fait Jürgen Hartmann :

Kohl avait également exprimé, dans un cercle restreint, une profonde aversion pour Mitterrand lors d'un congrès du Mouvement européen à Bruxelles le 5 février 1976,

⁸⁰⁹ MITTERRAND François, *De l'Allemagne, de la France*, Op. Cit., p. 169.

⁸¹⁰ *Ibid.*, pp. 135-136.

⁸¹¹ KOHL Helmut, „Diskussionsbeitrag zur Konferenz Die Ära Kohl im Gespräch“, in *Historisch-Politische Mitteilung* 10 (2003), p. 311.

„Meine persönliche Beziehung zu François Mitterrand ist ein eigenes Thema. Wir waren eigentlich überhaupt nicht füreinander geschaffen.“

⁸¹² LAPPENKÜPER Ulrich, „Die Entwicklung der deutsch-französischen Beziehungen in den 1980er und 1990er Jahren“, in *Historisch-Politische Mitteilungen* 20 (2013), p.249.

„Angesicht des vom neuen deutschen Regierungschef Kohl bevorzugten Politikstils der ‚personenbezogene[n] Gipfeldiplomatie‘ wirkte es nicht eben förderlich, dass ihm sein zukünftig wichtigster Gesprächspartner in Paris persönlich bisher völlig unbekannt war.“

*lorsque celui qui était alors le leader du Parti socialiste français est entré dans la salle de conférence en prenant une allure toute liturgique.*⁸¹³

Cette impression a sans doute marqué le futur chancelier ; elle n'a pu que s'accroître après l'accession de F. Mitterrand à la Présidence de la République, et la conscience qu'avait ce dernier d'incarner la France :

*Helmut Kohl ne s'est jamais fait d'illusions sur la perception de soi, la conscience de soi de son homologue français. François Mitterrand comme Jacques Chirac ont toujours parlé au nom de la République française parce qu'ils en étaient « l'incarnation » de par leur fonction. Mitterrand ne disait pas "je", mais toujours "France" quand il s'agissait de lui-même.*⁸¹⁴

Cette première impression a en tout cas visiblement influencé sa manière d'aborder F. Mitterrand lors de leur première rencontre, à en croire le récit qu'en fera a posteriori le Chancelier, non sans humour :

*Ce n'était pas un homme "à qui on sautait au cou spontanément". Lorsque je l'ai rencontré pour la première fois, je me suis efforcé de rester le plus courtois possible. J'ai appris d'Adenauer le dicton selon lequel il faut saluer le drapeau tricolore trois fois alors que pour le drapeau fédéral une seule fois suffit - ce n'est pas un manque de respect pour le drapeau fédéral, mais une simple prise en compte qu'il s'agit de la Grande Nation. Je pense que c'était une attitude très raisonnable.*⁸¹⁵

Le comportement de F. Mitterrand énervait sans doute parfois H. Kohl, mais il y avait aussi chez le Chancelier une certaine admiration pour son homologue français :

*François Mitterrand était, dans les rangs des politiciens européens, quelqu'un que l'on pouvait à juste raison compter parmi les hommes et des femmes les plus cultivés. Il connaissait parfaitement la culture européenne.*⁸¹⁶

⁸¹³ HARTMANN Jürgen, 'Das Frankreichbild Helmut Kohls', in *Historisch-Politische Mitteilungen* 20 (2013), p.243.
„Eine tiefe Abneigung gegen Mitterrand hatte Kohl auch in einem kleinen Kreis bei einem Kongress der Europäische Bewegung am 5. Februar 1976 in Brüssel geäußert, als der damalige Vorsitzende der Sozialistischen Partei Frankreichs mit liturgischer Attitüde in den Konferenzraum einzog.“

⁸¹⁴ KÜSTERS Hanns Jürgen, 'Helmut Kohl und Frankreich' – Einführung, in *Historisch-Politische Mitteilungen* 20 (2013), p.230.

„Helmut Kohl machte sich nie Illusionen über das Selbstverständnis, das Selbstbewusstsein seines Gegenübers auf französischer Seite. François Mitterrand wie auch Jacques Chirac sprachen immer im Namen der Französischen Republik, weil sie von Amts wegen deren „Inkarnation“ waren. Mitterrand sagte nicht „ich“, sondern stets „Frankreich“, wenn er sich meinte.“

⁸¹⁵ KOHL Helmut, Diskussionsbeitrag zur Konferenz „Die Ära Kohl im Gespräch“, Op. Cit., pp. 311-312.
„Er war kein Mann, »mit dem man sich schnell umarmte«. Als ich ihn erstmals traf, legte ich sehr Wert darauf, äußerste Courtoisie zu wahren. Von Adenauer kannte ich den Ausspruch, man müsse die Trikolore dreimal grüßen und die Bundesflagge nur einmal – nicht aus mangelndem Respekt vor der Bundesflagge, sondern aus dem einfachen Hinnehmen der Grande Nation. Das war, glaube ich, eine sehr vernünftige Einstellung.“

⁸¹⁶ *Ibid.*, p. 312.

„Zudem war François Mitterrand in der Riege europäischer Politiker jemand, den man aus gutem Grund zu den bestgebildetsten Männern und Frauen zählen konnte. Er kannte sich bestens in der europäischen Kultur aus.“

H. Kohl ne manquait en outre jamais de rendre hommage à l'action européenne de son homologue, particulièrement en cette année 1984 où leur action conjointe avait permis de faire sortir la Communauté Economique du blocage où elle s'était enlisée. Beau joueur – ou fin stratège – le Chancelier en attribue tout le mérite au Président français :

Au cours du premier semestre de l'année 1984, vous avez assuré la présidence de la Communauté européenne. Avec la constance et la persévérance qui vous caractérisent, avec une foi inébranlable dans l'avenir de l'Europe, et malgré les fatigues physiques liées à l'exercice de la présidence, vous avez accompli une charge de travail sans précédent dans l'histoire des Conseils européens. [...] Le succès du Conseil européen de Fontainebleau à la fin du mois de juin de cette année est pour une large mesure à mettre à votre honneur, Monsieur le Président. Vous avez montré aux Etats membres de la Communauté, mais aussi au reste du monde, le rôle que votre pays, la France, est prêt et déterminé à jouer dans le processus d'unification européenne. ⁸¹⁷

Ces propos, certes tenus dans le cadre d'un toast, dépassent semble-t-il la simple politesse exigée dans ce type de circonstances. Peut-être un peu trop, compte tenu de la maxime d'Adenauer concernant le triple salut au drapeau tricolore, qu'H. Kohl avait certainement toujours en tête ? Faut-il y voir aussi, en filigrane, la reconnaissance d'H. Kohl envers F. Mitterrand pour le geste qu'il vient de poser à Verdun ? En tout cas ces propos ne devaient pas laisser F. Mitterrand insensible. Ce dernier fera à la fin de sa vie un portrait d'H. Kohl nettement plus flatteur que ne le sera celui consacré à Helmut Schmidt :

Proche de la social-démocratie-allemande et souhaitant son succès, j'ai appris à estimer l'homme qui la combattait et l'avait écartée de la conduite des affaires. ⁸¹⁸

Sachant ce que F. Mitterrand pensait de la social-démocratie allemande, la formule ne manque pas d'ironie. Nous pouvons nous demander si le principal atout d'H. Kohl n'était pas au départ d'avoir été l'adversaire d'H. Schmidt, et d'avoir provoqué son départ de la Chancellerie. Evidemment, en treize année de « cohabitation », les deux hommes vont apprendre à se connaître. F. Mitterrand poursuit :

J'étais sensible à son rude bon sens, à sa connaissance des ressorts humains, à sa faculté d'encaisser les coups, à sa forme d'intelligence, dont trop d'intellectuels méjugeaient l'acuité. ⁸¹⁹

Face à celui qui a tout de même été le chancelier de l'unité allemande et de l'Union Européenne, et qui entame à l'époque son quatrième mandat, n'est-ce pas là pour F. Mitterrand une manière détournée de reconnaître finalement que lui aussi, au début, avait sous-estimé H. Kohl ?

⁸¹⁷ KOHL Helmut, *Projet de toast pour le sommet de Bad-Kreuznach*, Politisches Archiv / Zwischenarchiv 140668.

„Im ersten Halbjahr 1984 haben Sie den Vorsitz in der Europäischen Gemeinschaft innegehabt. Sie haben mit der Ihnen eigenen Beständigkeit und Beharrlichkeit, im festen Glauben an die Zukunft Europas und ungeachtet der mit Präsidentschaft verbundenen physischen Anforderungen ein Arbeitspensum erfüllt, das in der Geschichte der Europäischen Räte seinesgleichen sucht. [...] Der Erfolg des Europäischen Rates von Fontainebleau Ende Juni ds. Js. ist in besonderem Masse Ihr Verdienst, Herr Präsident. Sie haben den Mitgliedstaaten der Gemeinschaft und auch der übrigen Welt gezeigt, welche Rolle Ihr Land, Frankreich, im europäischen Einigungsprozess einzunehmen bereit und entschlossen ist.“

⁸¹⁸ MITTERRAND François, *De l'Allemagne, de la France*, Op. Cit., p. 136.

⁸¹⁹ *Ibid.*, p. 136.

A l'évidence, les liens qui se sont établis entre les deux chefs d'Etat et de gouvernement ont dépassé le cadre institutionnel de la coopération franco-allemande. Selon nous, cela est dû avant tout au fait que l'un comme l'autre avaient le sens du poids de l'histoire, et de leur responsabilité en tant que chef d'Etat ou de gouvernement ⁸²⁰. Même s'ils appartiennent à deux générations différentes, les deux hommes restent aussi tributaires de l'histoire de leurs deux pays. Elle a fait d'eux d'ardents défenseurs de la paix en Europe fondée sur la réconciliation franco-allemande. Mais ce qu'ils ont vécu a nécessairement façonné leur image de l'autre. F. Mitterrand restait très marqué par son expérience de la guerre et de la captivité en Allemagne, qu'il l'évoquait souvent. Certes, il mettait plutôt en avant le côté positif de cette expérience, qui lui avait permis de ne pas tomber dans une haine systématique des Allemands, ce dont H. Kohl lui saura gré :

Vous savez peut-être qu'il s'est échappé trois fois de captivité. Il a été trahi deux fois, les deux fois par des Français. Cela nous a servi. Il n'avait aucune pensée de vengeance envers nous. Il avait eu des expériences positives en captivité allemande. Il avait appris à connaître une Allemagne d'un tout autre genre - l'Allemagne des petites gens. Lorsque Mitterrand nous parlait de son maître-charpentier en Thuringe, il le faisait avec chaleur et sympathie. Malgré la guerre, il voyait en lui un honnête homme. ⁸²¹

Mais cela ne voulait pas dire pour autant qu'il était devenu un germanophile convaincu. Selon le témoignage de Daniel Groscolas, F. Mitterrand savait aussi retourner les Allemands contre eux-mêmes :

Le Président du Land reprochait le financement européen de l'agriculture française, trouvant que c'était très cher, que la part de la France était trop grande. Et François Mitterrand a répondu, c'est le seul moment qui a été très tendu, [...] c'est la seule fois qu'il évoquait la guerre durant ce voyage, en disant : « Je préfère conserver ce souvenir : [...] lors d'une évasion, je n'avais pas mangé depuis 48h quand je suis arrivé dans votre ville, pour être à nouveau prisonnier. Je mourais de faim, et c'est une vieille femme qui m'a tendu un morceau de pain. Je préfère conserver cette image ». C'était cinglant. ⁸²²

⁸²⁰ Nous partageons ainsi l'analyse de M. Gaillard : AILLARD Marion, « Mitterrand, le couple franco-allemand et l'Europe (1981-1995) », *Op. Cit.*, p. 11.

« Cette obsession de la paix en Europe les pousse ainsi à faire avancer l'intégration communautaire. Elle les invite également à renforcer les liens bilatéraux entre leurs deux pays pour consolider la réconciliation franco-allemande et l'ancrer définitivement dans les mentalités. Il s'agit pour eux de toucher, au-delà des élites et des cercles politiques, les opinions publiques, les peuples. Cela se traduit par une volonté de « théâtraliser » leur relation, de « mettre en scène » leur amitié. Le geste historique de Verdun le 22 septembre 1984 s'inscrit dans cette logique. Tout comme le général De Gaulle et Konrad Adenauer dans la cathédrale de Reims en 1962, François Mitterrand et Helmut Kohl cherchent à toucher les citoyens en jouant sur le registre symbolique et émotionnel. »

⁸²¹ KOHL Helmut, Diskussionsbeitrag zur Konferenz „Die Ära Kohl im Gespräch“, *Op. Cit.*, p. 312.

„Sie wissen vielleicht, dass er dreimal aus der Gefangenschaft geflohen war. Dabei war er zweimal verraten worden, jeweils von Franzosen. Das war vorteilhaft für uns. So verspürte er uns gegenüber keine Rachedgedanken. Er hatte positive Erfahrungen in der deutschen Gefangenschaft gemacht. Er hatte ein Deutschland ganz anderer Art kennen gelernt – das Deutschland der kleinen Leute. Wenn Mitterrand von seinem Schreinermeister in Thüringen erzählte, tat er dies voller Wärme und Sympathie. Trotz des Krieges sah er in ihm einen anständigen Mann.“

⁸²² GROSCOLAS Daniel, dans l'entretien téléphonique qu'il nous a accordé le 25 mars 2021, *Op. Cit.*

H. Kohl lui aussi restait marqué par son expérience précoce de la guerre. Il avait perdu son frère lors de la bataille de Normandie, expérience qu'il continuera d'évoquer jusque dans ses derniers interviews. Il avait aussi connu après-guerre l'occupation française de sa région, le Palatinat. Lui non plus n'avait aucune raison d'être spontanément francophile, comme l'explique le politologue Jürgen Hartmann :

*Les Français [furent] alors puissance occupante pour la deuxième fois au XXe siècle. Il y régnait une misère noire que, contrairement aux zones américaines et britanniques, la puissance occupante ne pouvait rien faire pour atténuer. À cause des réquisitions, dont j'ai moi-même un terrible souvenir, ils ont même été tenus en partie responsables de la situation alimentaire catastrophique. [...] C'est dans cet environnement que Helmut Kohl va vivre sa socialisation politique. Rien n'incite à rechercher la proximité ou même l'amitié des Français.*⁸²³

Curieusement, cette expérience à la fois commune et différente de la guerre a très certainement contribué à les rapprocher, et c'est sans doute le cliché pris sur l'esplanade de l'Ossuaire de Douaumont qui le manifeste de la manière la plus flagrante. Dans ce processus, la « grâce de la naissance tardive » a probablement joué un rôle. H. Kohl ne pouvait en aucun cas avoir été un acteur de la guerre, il ne pouvait qu'en être une victime. Helmut Schmidt, lui, était de la même génération que F. Mitterrand. Il avait été officier de la Wehrmacht, mobilisé comme tous ceux de sa génération, pris dans un engrenage qui le dépassait. Comme il l'évoque lui-même, il avait été contraint d'assister à l'un des procès qui ont suivi l'attentat du 20 juillet 1944 :

*Il y a quelques mois, j'ai eu l'occasion de voir pour la première fois certains des extraits des procès spectaculaires du soi-disant tribunal populaire contre les hommes et les femmes du 20 juillet. Et cela a ravivé en moi le traumatisme que j'ai ressenti il y a 35 ans lorsque, jeune soldat, j'ai été contraint sur ordre d'assister à l'un de ces procès pendant une journée.*⁸²⁴

⁸²³ HARTMANN Jürgen, 'Das Frankreichbild Helmut Kohls', *Op. Cit.*, p. 233.

„Die Franzosen [waren] nun schon zum zweiten Mal im 20. Jahrhundert Besatzungsmacht. Es herrschte bittere Not, zu deren Linderung, anders als in der amerikanischen und britischen Zone, die Besatzungsmacht nichts beitragen konnte. Wegen der Requisitionen, an die ich selbst schlimme Erinnerungen habe, wurden sie teilweise sogar verantwortlich gemacht für die katastrophale Ernährungslage. [...] So sah das Umfeld aus, in dem Helmut Kohl seine politische Sozialisierung erfahren sollte. Nichts spricht dafür, die Nähe oder gar die Freundschaft der Franzosen zu suchen.“

⁸²⁴ SCHMIDT Helmut, *Zum Gedenken an den 20. Juli 1944. Erklärung des Bundeskanzlers am 19. Juli 1979 zu Beginn der vom deutschen Fernsehen ausgestrahlten Sendung: "Verschwörung gegen Hitler – der deutsche Aufstand am 20. Juli 1944"*.

Disponible sur :

<https://www.bundesregierung.de/resource/blob/974430/476228/3ff5a545da354528cf1fcd1e68ea5980/35-jahrestag-widerstand-data.pdf>

Consulté le 1er octobre 2022.

„Vor einigen Monaten hatte ich die Gelegenheit, einige der Ausschnitte von Schauprozessen des sogenannten Volksgerichtshofs gegen die Frauen und Männer des 20. Juli zum ersten Mal zu sehen. Und ich wurde dabei ganz lebendig erinnert an die Erschütterung, die ich damals verspürte, als ich vor 35 Jahren als junger Soldat einmal für einen Tag als Zuhörer zu einem dieser Prozesse abkommandiert war.“

Helmut Schmidt avait un grand-père juif, ce qu'il a caché à l'époque car cela l'aurait empêché de faire carrière dans la Wehrmacht. Mais cette information devait être ignorée de François Mitterrand, car elle n'a été révélée au grand public qu'en 1984.

Était-ce un sujet qui pouvait être abordé entre F. Mitterrand et Helmut Schmidt ? En tout cas H. Kohl note la surprise du Président français - étonnante en effet de sa part - lorsqu'il lui présente Ewald von Kleist, le dernier survivant des officiers impliqués de l'attentat du 20 juillet contre Hitler.

*D'autre part, il n'était pas très au fait de l'histoire allemande récente. J'ai un jour organisé une rencontre entre lui et Ewald von Kleist dans mon bureau, afin qu'il puisse rencontrer un témoin contemporain de premier plan du 20 juillet. Car je n'ai cessé de constater combien peu de dirigeants français avaient entendu parler de la Résistance allemande.*⁸²⁵

La mobilisation d'H. Schmidt dans la Wehrmacht continue aujourd'hui encore à faire débat⁸²⁶. Il est possible qu'elle ait été aussi un obstacle dans sa relation avec F. Mitterrand, même si nous ne pouvons pas ici en apporter la preuve directe. Le sergent-chef F. Mitterrand et le lieutenant H. Schmidt auraient-ils pu se tenir par la main à Verdun ? Rien n'est moins sûr.

Aussi improbable que cela ait pu paraître a priori, le couple Mitterrand - Kohl est perçu désormais comme de ceux qui ont le mieux fonctionné. F. Mitterrand lui-même relève a posteriori le paradoxe :

*Or nous avons porté plus haut l'entente entre nos deux pays et, par une étroite relation personnelle, rendu à la Communauté européenne l'élan qui lui manquait.*⁸²⁷

Comment l'expliquer ? Il y a d'abord la longévité du couple au pouvoir, qui a pour conséquence que les deux hommes se sont côtoyés bien davantage que leurs prédécesseurs, comme le rappelle Hanns Jürgen Küsters :

Voir : WINKLER Heinrich-August, „Das Holz, aus dem Kanzler geschnitzt werden“, in *Die Zeit*, 9. Oktober 2003. Voir aussi : *Am Ende des Jahrhunderts – Helmut Schmidt im Gespräch mit Valéry Giscard d'Estaing*, Gespräch, moderiert von Christoph Bertram (Die Zeit), NDR/ARTE, 1998. Mise à disposition personnelle par les services des archives d'Arte.

⁸²⁵ KOHL Helmut, Diskussionsbeitrag zur Konferenz „Die Ära Kohl im Gespräch“, *Op. Cit.*, p. 312.

„Andererseits war er nicht so bewandert in der jüngsten deutschen Geschichte. Ich initiierte einmal eine Begegnung zwischen ihm und Ewald von Kleist in meinem Büro, damit er einen führenden Zeitzeugen des 20. Juli kennen lernen konnte. Denn ich habe immer wieder entdeckt, wie wenig führende Franzosen überhaupt etwas vom deutschen Widerstand wussten.“

⁸²⁶ En mai 2017, la décision de l'Université Helmut Schmidt de décrocher une photo d'H. Schmidt en lieutenant de la Luftwaffe prise en 1940 relance le débat. (Il s'agit d'une université qui forme les officiers de la Bundeswehr, créée en 1972 par H. Schmidt qui était alors Ministre de la Défense, et qui a pris son nom en 2003).

Voir : HEMICKER Lorenz, „Dummes Zeug“, in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 14. Mai 2017.

« La photo d'Helmut Schmidt dérange. Elle montre l'un des hommes politiques les plus importants et les plus respectés de notre démocratie en officier du Troisième Reich. Mais la Bundeswehr doit pouvoir s'accommoder de cet inconfort. L'université devrait remettre la photo telle quelle, sans aucun commentaire. Les officiers doivent être capables d'y faire face. Tout le reste serait du révisionnisme mal compris. »

„Das Foto von Helmut Schmidt ist unbequem. Es zeigt einen der wichtigsten und geachtetsten Politiker unserer Demokratie als Offizier des Dritten Reiches. Aber diese Unbequemlichkeit muss die Bundeswehr aushalten können. Die Universität sollte das Foto wieder aufhängen, so wie es ist, ohne jeden Kommentar. Die Offiziere müssen sich mit ihm auseinandersetzen können. Alles andere wäre falsch verstandene Geschichtsbereinigung.“

⁸²⁷ MITTERRAND François, *De l'Allemagne, de la France*, *Op. Cit.*, p. 136.

Il suffit de penser aux consultations franco-allemandes, dont 32 ont eu lieu deux fois par an comme prévu rien que pendant les 16 années de mandat d'Helmut Kohl, et aux 50 réunions du Conseil européen, où le Chancelier et le Président français prennent généralement le petit-déjeuner ensemble le deuxième jour des négociations, ou encore aux réunions dans le cadre des sommets de l'OTAN et autres réunions au plus haut niveau, sans parler des réunions préparatoires bilatérales et des appels téléphoniques à ce même niveau. [...] Les contacts franco-allemands ont atteint une intensité et une qualité sans précédent sous l'ère Kohl, et dépassent de manière incomparable les relations de l'ère Adenauer. ⁸²⁸

A travers les différents changements de dirigeants, tant en France qu'en Allemagne, le Traité de l'Élysée a ainsi rempli son objectif : institutionaliser les relations franco-allemandes de façon à ce qu'elles ne puissent plus être remises en question, quel que soit le bord politique des plus hauts responsables. Comme le rappelle Hélène Miard-Delacroix :

La perspective pour ainsi dire « fonctionnelle » du traité ne fut pas négligeable dans les intentions de de Gaulle et Adenauer : conscients qu'ils ne pourraient longtemps, eux-mêmes et ensemble, donner forme à une coopération étroite entre la France et l'Allemagne de l'Ouest, ils misèrent sur les vertus de la rencontre, de l'information et de l'échange pour obliger leurs successeurs à, au moins, s'écouter et prendre connaissance des objectifs et des contraintes de l'autre. Dès le premier point du texte, le traité stipulait en effet que « les Chefs d'État et de Gouvernement se réuniront à cet effet chaque fois que cela sera nécessaire et, en principe, au moins deux fois par an ». ⁸²⁹

Mais le Traité de l'Élysée n'est pas qu'un simple mode d'emploi de la relation franco-allemande. Il est né de la proximité de deux hommes, Ch. de Gaulle et K. Adenauer. La première image officielle des deux hommes est rappelons-le, l'image de la visite privée du Chancelier allemand à la Boisserie. Le « Traité d'amitié franco-allemand » a aussi besoin de s'incarner dans ses dirigeants. La mise en scène de la proximité du couple Schmidt - Giscard d'Estaing avait très bien fonctionné. Mais le choix du cadre intime avait tout de même ses limites :

Néanmoins, Schmidt admet que des symboles comme la poignée de main de Verdun manquaient à son répertoire politique de l'époque : "Nous avons complètement sous-

⁸²⁸ KÜSTERS Hanns Jürgen, „Helmut Kohl und Frankreich – Einführung“ in *Historisch-Politische Mitteilungen* 20 (2013), Op. Cit., p.229.

„Denken Sie nur an die deutsch-französischen Konsultationen, von denen in den 16 Jahren Amtszeit Helmut Kohls allein 32 planmäßig zweimal jährlich stattfanden und die 50 Treffen des Europäischen Rates, bei denen es gewöhnlich am zweiten Verhandlungstag zwischen dem Bundeskanzler und dem französischen Staatspräsidenten zu einem gemeinsamen Frühstück kommt, oder die Begegnungen im Rahmen von NATO-Gipfeltreffen und sonstigen Zusammenkünften auf höchster Ebene, ganz zu schweigen von den bilateralen Vorbereitungstreffen und Telefonaten auf dieser Ebene. [...] Die deutsch-französischen Kontakte erreichten in der Ära Kohl eine bis dahin nicht gekannte Intensität und Qualität und sind nicht mehr mit den Beziehungen aus der Ära Adenauer vergleichbar.“

⁸²⁹ MIARD-DELACROIX Hélène, « Les apports du traité de 1963 », *Allemagne d'aujourd'hui*, 2018/4 (N° 226), pp. 8-9.

*estimé l'impact que peuvent avoir les grands gestes sur la psychologie des masses. C'était une erreur."*⁸³⁰

La mise en scène d'un milieu tout de même perçu comme « bourgeois » ne risquait-il pas aussi de donner l'image d'une élite dans laquelle beaucoup de Français et d'Allemand auraient beaucoup de mal à se reconnaître ? Par la suite, la tentative de remettre en scène cette proximité entre H. Schmidt et F. Mitterrand avait, elle, par contre complètement échoué : les difficultés des deux hommes à s'entendre étaient connues. Avec l'arrivée à la chancellerie d'H. Kohl, la question alors se posait de nouveau : comment redonner à l'opinion publique une image crédible de proximité ?

A Verdun, la proximité des deux dirigeants s'affiche d'une manière totalement différente. Le cadre choisi est on ne peut plus solennel et officiel. Il s'agit d'une commémoration, moment où F. Mitterrand et H. Kohl incarnent avant tout leur fonction. Le lieu choisi, Verdun, replace de surcroît ce moment dans une histoire longue des relations entre les deux pays. Verdun ne renvoie pas uniquement à la bataille de 1916, mais bien au-delà au Traité du même nom qui, en 843 fonde en quelque sorte les futures relations entre les deux pays⁸³¹. Toutefois, le geste posé par F. Mitterrand et H. Kohl au cœur de cette cérémonie officielle est aussi un geste du registre intime. La crédibilité des deux protagonistes est alors renforcée par le fait qu'ils sont aussi porteurs de leur propre histoire familiale et personnelle. La Bataille de Verdun a concerné leurs familles comme elle a concerné chacune des familles françaises et allemandes : chacune possède son ancien combattant auquel elle peut se référer. Les deux hommes incarnent aussi l'expérience du deuil et de la captivité. En 1984, cette expérience n'appartient pas seulement au souvenir familial. Elle est susceptible de rejoindre personnellement tous ceux qui ont plus d'une quarantaine d'années, c'est-à-dire une grande part de la population. Ce sont tous ces éléments réunis qui font que l'identification fonctionne si bien. Le cliché du geste de Verdun est ainsi devenu le symbole de l'amitié qui a fini par se nouer non seulement entre deux hommes, mais aussi entre deux peuples, en dépit de toutes leurs différences.

2. Une solidarité sans faille ?

Face aux défis auxquelles elles sont confrontées, la France et la République Fédérale sont d'abord désireuses d'afficher une solidarité sans faille. Le geste posé à Verdun n'était pas seulement destiné à faire une belle photo, à laisser un joli souvenir dans les livres d'histoire pour les générations futures. F. Mitterrand, lors de l'interview qu'il a accordée la veille à FR3, laisse entendre que l'organisation d'une cérémonie franco-allemande à Verdun répond aussi à une stratégie :

⁸³⁰ MEIER Albrecht, "Ungleiche Freunde", in *Tagesspiegel*, 11. Dezember 2013.

„Dennoch gesteht Schmidt zu, dass Symbole wie der Handschlag von Verdun in seinem damaligen politischen Repertoire gefehlt hätten: ‚Wir haben die massenpsychologische Bedeutung der großen Gesten völlig unterschätzt. Das war ein Fehler.‘“

⁸³¹ Voir GROÛE Rolf, *Du royaume franc aux origines de la France et de l'Allemagne 800-1214, Histoire franco-allemande. Volume 1, Op. Cit. Voir Supra*, note 64.

*Nous nous rencontrons, nous discutons, nous nous appelons au téléphone, nous confrontons nos points de vue à la veille des grandes conférences internationales, bref le dialogue franco-allemand est vivant et prometteur. La rencontre de Verdun s'inscrit dans cette longue suite d'événements qui devrait donner à l'Europe ce visage dont je parlais.*⁸³²

Au cœur de la Rencontre, le geste des deux chefs d'Etat et de gouvernement main dans la main était on ne peut plus clair : il ne manifestait pas seulement une réconciliation, déjà acquise depuis longtemps, mais aussi une détermination commune. Les commentateurs d'ailleurs ne s'y sont pas trompés⁸³³. Mais cette détermination à œuvrer ensemble n'était-elle qu'un affichage politique et diplomatique, ou était-elle bien réelle ?

En effet, entre Paris et Bonn, les divergences n'ont pas manqué durant les mois qui précédaient : relations avec Moscou, relations avec Washington, politique économique, intégration européenne... La fin de « l'âge d'or » Valéry Giscard d'Estaing – Helmut Schmidt a remis en lumière les difficultés latentes du dialogue franco-allemand. F. Mitterrand ne cache pas les difficultés, lors de la conférence de presse conjointe qui clôture le sommet franco-allemand de Paris du 25 février 1982 :

*Mais, monsieur, nous sommes deux pays démocratiques et nous sommes deux pays différents. Deux pays démocratiques, cela veut dire que la politique conduite dans nos pays résulte du choix des populations sur des programmes et des engagements politiques. Personne n'a décidé que pour toute éternité la France et l'Allemagne verraient dans le même moment leur opinion publique choisir exactement les mêmes objectifs et adopter les mêmes programmes. D'autre part, les vocations nationales de l'Allemagne et de la France ne peuvent pas être identiques. Ce qu'on leur demande, c'est de s'harmoniser assez pour que cette étroite entente prévale sur les divergences. C'est ce que nous faisons. Si tout était a priori harmonieux, nous n'aurions même pas besoin de nous rencontrer, sinon pour déjeuner ou dîner ensemble. On le fait d'ailleurs, mais cela ne suffirait pas. Bon, nos politiques sont parfois divergentes. Je dois dire précisément parce que nous discutons, nous les rapprochons. Eh bien vous pouvez le constater. Il suffit d'observer nos actes et de lire nos textes. Nous les avons rapprochées assez pour pouvoir engager, à l'égard de l'extérieur, c'est-à-dire à l'égard des Etats-Unis d'Amérique et de la Communauté `CEE`, bien que nous soyons à l'intérieur de la Communauté, des démarches communes.*⁸³⁴

La France et la République Fédérale ont chacune des intérêts nationaux à défendre, que ce soit dans le domaine de la défense et de la sécurité, ou dans le domaine économique. Le défi pour les deux pays consiste alors à transcender la simple défense de ses propres intérêts. Il s'agit de trouver une position commune, qui prenne en compte les intérêts de chacun et qui permette de peser sur les affaires de l'Europe et du monde. Comme le rappelle F. Mitterrand ; deux années plus tard, devant les parlementaires européens :

⁸³² MITTERRAND François, Interview accordée à FR3 Lorraine le 21 septembre 1984, *Op. Cit.*

⁸³³ Nous renvoyons à l'analyse des commentaires médiatiques du chapitre III.

⁸³⁴ MITTERRAND François, conférence de presse conjointe à l'issue du Sommet franco-allemand de Paris du 25 février 1982, *Op. Cit.*

*Notre choix s'ordonne autour d'une idée simple. Chacun d'entre nos peuples, aussi riche que soit son passé, aussi ferme que soit sa volonté de vivre, ne peut, seul, peser du poids qui convient sur le présent et l'avenir des hommes sur la terre. Ensemble, nous le pouvons. Mais nous sommes dans une phase où le destin hésite encore.*⁸³⁵

Tout n'a pas commencé avec l'arrivée d'H. Kohl à la Chancellerie. Des premiers jalons importants avaient été posés du temps d'H. Schmidt, notamment la réactivation des clauses du Traité de l'Élysée concernant la politique commune de défense et de sécurité au Sommet de Paris de février 1982. En matière de politique étrangère, les positions de F. Mitterrand et H. Schmidt s'étaient déjà rapprochées : tous deux souhaitaient la fermeté envers Moscou dans l'affaire des euromissiles.

*D'emblée, [François Mitterrand] affiche sur ce terrain une volonté de rupture avec son prédécesseur. Reprochant à Valéry Giscard d'Estaing d'avoir voulu préserver les relations avec l'URSS au risque de l'apaisement — une ligne qui s'est révélée payante lors des élections présidentielles —, il adopte immédiatement à l'égard de l'Est une attitude de grande fermeté et s'affirme pendant plus de deux ans comme l'allié le plus déterminé des États-Unis face au renouveau de l'« expansionnisme » soviétique. [...] À un président de centre droit attaché à l'entente avec l'URSS succède donc un président de gauche (dont le gouvernement, dirigé par Pierre Mauroy, compte de surcroît quatre ministres communistes pour la première fois depuis 1947) préparé au bras de fer avec Moscou.*⁸³⁶

Les deux hommes se rejoignaient aussi sur la position à adopter vis-à-vis de Washington. Ni l'un ni l'autre n'étaient des atlantistes forcenés, mais contrairement aux membres les plus à gauche de leur propre camp, ils n'ont pas non plus versé dans l'antiaméricanisme. Ils voyaient dans les États-Unis le seul moyen de résister au chantage soviétique et de préserver ainsi l'indépendance et la sécurité de l'Europe.

*Car Mitterrand, derrière une rhétorique très « nouvelle guerre froide », est en fait soucieux — comme le chancelier ouest-allemand Helmut Schmidt — de préserver les acquis de la détente en Europe. S'il considère que la fermeté face à l'Est est nécessaire hic et nunc (à l'instar de ce que fut la politique de De Gaulle au moment des crises de Berlin et Cuba vingt ans plus tôt), il a au fond fait sienne la vision du Général, affirmant dès la fin de 1981 que 'tout ce qui permettra de sortir de Yalta sera bon'.*⁸³⁷

Face à la crise des euromissiles, les positions de F. Mitterrand et celles d'H. Schmidt étaient donc finalement relativement proches. L'analyse de F. Bozo ci-dessus est par ailleurs confortée par les archives que nous avons pu consulter. L'ambassadeur de France à Bonn de l'époque, Henri Froment-Meurice, dans un compte-rendu au Ministère des Affaires étrangères, précise en effet que le Chancelier se réjouit même de la tournure plutôt favorable qu'ont pris les discussions franco-allemandes sur les relations Est-Ouest :

⁸³⁵ MITTERRAND François, Discours devant le Parlement Européen du 24 mai 1984, *Op. Cit.*

⁸³⁶ BOZO Frédéric, « François Mitterrand et la fin de la guerre froide (1981-1991) », *Op. Cit.*, p. 40.

⁸³⁷ *Ibid.*

*Evoquant son expérience de la coopération franco-allemande et se félicitant de constater que les nouveaux dirigeants français poursuivaient dans cette voie, le Chancelier a souligné les grandes satisfactions qu'il avait éprouvées dans le domaine de la politique internationale : c'était là que, d'une manière générale, l'on était vraiment arrivé à des résultats remarquables. Il a cité les relations est-ouest, la sécurité. [...] A cet égard, le Chancelier souhaitait que l'on dépasse les positions de principe et que l'on s'attaque aux problèmes concrets à étudier et aborder en commun, tant vis-à-vis des Etats-Unis que de l'URSS.*⁸³⁸

Le caractère confidentiel donné à la création du groupe de travail franco-allemand pour l'URSS et les pays de l'Est, au Sommet de Paris de février 1982, témoigne même d'une certaine « complicité » entre Paris et Bonn, qui se lancent ainsi dans une concertation bilatérale autonome, aussi bien vis-à-vis de l'Ouest que de l'Est.

Le cadre de travail est donc posé, et lorsqu'il arrive à la Chancellerie en octobre 1982, H. Kohl peut ainsi être rassuré quant aux intentions du Président français. Mais le retour au pouvoir de la CDU ne va-t-il pas rebattre les cartes ? Les chrétiens-démocrates sont en effet traditionnellement atlantistes. Dans ses deux discours successifs de politique générale, le Chancelier réaffirme solennellement l'importance de la relation privilégiée de la République Fédérale avec les Etats-Unis⁸³⁹. Ce qui inquiétait aussi Paris, c'était la vague pacifiste qui était en train de se développer outre-Rhin. Nous trouvons encore une trace de cette préoccupation en 1984, dans le rapport sur les relations franco-allemande établi par l'ambassadeur Franz-Jochen Schoeller à la veille du sommet franco-allemand de Fontainebleau :

*A cela se sont ajoutés des signes d'inquiétude concernant la stabilité à long terme de la République Fédérale d'Allemagne, en raison des manifestations pacifistes qui ont eu lieu dans notre pays, et du malaise, encore perçu comme largement répandu chez les jeunes, concernant la mise en œuvre de la double décision de l'OTAN.*⁸⁴⁰

Des deux côtés donc, un geste fort s'impose. Le Chancelier, qui se heurte à une forte opposition quant à la mise en œuvre de la double-décision de l'OTAN, a besoin du soutien de F. Mitterrand pour assurer sa propre position. Le Président français, lui, souhaite que l'incertitude cesse du côté allemand, et que le Bundestag ratifie au plus vite l'installation des fusées Pershing.

La première étape visible du rapprochement entre F. Mitterrand et H. Kohl a donc lieu lors du vingtième anniversaire du Traité de l'Elysée. C'est précisément cette date que le Président français choisit symboliquement pour réaffirmer son soutien au Chancelier. Son discours devant les députés du Bundestag constitue en lui-même un message fort : celui d'une solidarité sans faille des deux côtés du Rhin⁸⁴¹. Son propos s'articule autour d'une conviction

⁸³⁸ FROMENT-MEURISSE Henri, Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4911, *Entretien avec le Chancelier Schmidt*, 18 février 1982.

⁸³⁹ Voir *Supra*, notes 644 et 645.

⁸⁴⁰ SCHOELLER Hans-Jochen, Bundesarchiv, BA 136 / 29949 – 76.

„Hinzugekommen sind Anzeichen der Sorge hinsichtlich der langfristigen Stabilität der Bundesrepublik Deutschland angesichts der bei uns stattgefundenen Friedensdemonstrationen und des bei der Jugend als noch verbreitet gesehenen Unbehagens über die Implementierung des NATO-Doppelbeschlusses.“

⁸⁴¹ WINKLER Heinrich-August, *Der lange Weg nach Westen*, Op. Cit., p. 408.

„Kohl ließ sich seinerseits von einem Wahlhelfer unterstützen, wie er der SPD nicht unangenehmer hätte sein können: Am 20 Januar sprach Frankreichs sozialistischer Staatspräsident François Mitterrand

majeure : la nécessité d'une solidarité occidentale afin de garantir la paix et la sécurité en Europe, dont dépendent aussi la paix et la sécurité dans le monde. Pour H. Kohl comme pour F. Mitterrand, l'équilibre des forces, garanti par les Américains, reste la seule manière d'y parvenir, en faisant reculer l'Union Soviétique et en la faisant revenir à la table des négociations. Le Chancelier réaffirme avec force sa position lors de son discours de politique générale, le 13 octobre 1982 :

*Mesdames et Messieurs, assurer la paix sans les armes : C'est un souhait compréhensible, un beau rêve, mais c'est surtout une illusion périlleuse [...]. Ce n'est que si l'Union Soviétique sait qu'elle doit fermement compter avec le stationnement de systèmes américains en Europe à partir de la fin de 1983 que l'on pourra compter sur sa volonté de contribuer aux bons résultats des négociations.*⁸⁴²

F. Mitterrand pour sa part déclare le 20 janvier 1983 devant le Bundestag :

*Notre analyse et notre conviction, celle de la France, sont que l'arme nucléaire, instrument de dissuasion, qu'on le souhaite ou qu'on le déplore, demeure la garantie de la paix, des lors qu'il existe l'équilibre des forces. Seul cet équilibre, au demeurant, peut conduire à de bonnes relations avec les pays de l'Est, nos voisins et partenaires historiques. Il a été la base saine de ce que l'on a appelé la détente. Il vous a permis de mettre en œuvre votre "ost-politik" (sic). Il a rendu possible les accords d'Helsinki.*⁸⁴³

Certes, certaines divergences subsistent entre la France et la République Fédérale, qu'il ne faudrait pas minimiser. Mais H. Kohl comme F. Mitterrand sont déterminés à dépasser ces divergences : ils ont tous les deux la conviction que seule la cohésion et la fermeté du bloc occidental permettront de reprendre le dialogue avec l'Union Soviétique, et à long terme de ralentir la course aux armements et de garantir la paix. La diplomatie française, comme la diplomatie allemande, peuvent ainsi se féliciter du succès de la solidarité franco-ouest-allemande dans l'affaire des euromissiles :

En mettant à exécution également le second volet de la double décision de l'OTAN du 12 décembre 1979, l'Alliance a appliqué sa politique en 1983 de façon crédible et conséquente, et fournit par là une preuve impressionnante de sa cohésion. Le soutien de la France au stationnement des F. N. I. représente une contribution essentielle à la position de fermeté envers l'Est. [...] L'Union Soviétique n'est pas parvenue au

anlässlich des 20. Jahrestags der Unterzeichnung des deutsch-französischen Freundschaftsvertrages in der letzten Plenarsitzung des neunten Deutschen Bundestagtag und setzte sich bei dieser Gelegenheit demonstrativ für die konsequente Verwirklichung des Doppelbeschlusses ein.

« Kohl, quant à lui, reçut le soutien d'un assistant électoral qui n'aurait pas pu être plus désagréable pour le SPD : Le 20 janvier, le président socialiste français François Mitterrand s'exprima lors de la dernière séance plénière du neuvième Bundestag allemand à l'occasion du 20e anniversaire de la signature du traité d'amitié franco-allemand, et à cette occasion il a plaidé de manière appuyée pour une application cohérente de la double décision. »

⁸⁴² KOHL Helmut, *Regierungserklärung*, 13. Oktober 1982, *Op. Cit.*

„Meine Damen und Herren, Frieden schaffen ohne Waffen: Das ist ein verständlicher Wunsch, ein schöner Traum, aber es ist vor allem eine lebensgefährliche Illusion [...]. Nur wenn die Sowjetunion weiß, daß sie mit einer Stationierung der amerikanischen Systeme ab Ende 1983 in Europa fest rechnen muß, kann mit ihrer Bereitschaft gerechnet werden, zu guten Verhandlungsergebnissen beizutragen.“

⁸⁴³ MITTERRAND François, *Discours devant le Bundestag du 20 janvier 1983*, *Op. Cit.*

*découplage aussi bien politique que militaire de l'Europe de l'Ouest vis-à-vis des Etats-Unis qu'elle visait – et qu'elle continue de viser à l'avenir. Le risque d'une hégémonie soviétique en Europe s'est considérablement réduit. Dans l'ensemble, l'Union Soviétique a subi une défaite politique de poids et est entrée pour une période indéterminée dans une phase de réexamen des moyens et des voies de réalisation de ses objectifs, qui restent inchangés.*⁸⁴⁴

Face à l'application de la double décision de l'OTAN, et à l'annonce du programme d'*Initiative de Défense Stratégique* par les Américains, les Soviétiques ont finalement repris les négociations, comme le souhaitaient F. Mitterrand et H. Kohl. La suite est connue : c'est l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev qui accélèrera le processus et permettra aux négociations sur les missiles à moyenne portée d'aboutir en 1987.

Mais Paris et Bonn ont aussi des vues divergentes en matière de politique économique : l'arrivée des socialistes au pouvoir en France avait provoqué un changement de politique qui avait beaucoup inquiété outre Rhin. Pour combattre la crise économique du début des années 1980, et notamment la montée du chômage, deux stratégies s'affrontent : la France s'engage dans une politique de relance alors que l'Allemagne souhaite davantage de rigueur budgétaire⁸⁴⁵. Si une partie de la SPD avait quelques appréhensions vis-à-vis de la politique économique du gouvernement socialiste français, que dire alors de la CDU ? Pour cette dernière en effet, la présence de communistes dans le gouvernement français représente également l'épouvantail absolu. Pas seulement en matière de relations internationales, mais aussi en matière de politique économique. Dans une interview accordée à Daniel Verdet pour le journal *Le Monde* en 1976 H. Kohl, alors simple président de la CDU, affirmait encore :

DV- Avec votre slogan " La liberté au lieu du socialisme " ne risquez-vous pas d'indisposer de futurs partenaires éventuels en Europe ?

HK- Que nous soyons anticommunistes est la chose la plus naturelle du monde. Quoi qu'aient pu briser les nazis, la division actuelle de l'Allemagne est l'œuvre de communistes. Pour nous, il n'y a pas d'eurocommunisme, pas d'accommodements possibles avec le totalitarisme. Il n'y a pas un peu de liberté et un peu de communisme. [...]

⁸⁴⁴ Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4912, Groupe de travail franco-allemand sur les pays de l'Est, actualisation du rapport de 1982, Bonn, janvier 1984.

⁸⁴⁵ MIARD-DELACROIX Hélène, „Ungebrochene Kontinuität – François Mitterrand und die deutschen Kanzler Helmut Schmidt und Helmut Kohl, 1981–1984“, in *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, N° 44 (1999), pp. 544-545.

„Gerade im ökonomischen Bereich befand sich die neue französische Regierung - im Gegensatz zu ihrer Vorgängerin - in vollkommenem Dissens zum deutschen Partner. Die im Wahlprogramm des neuen Präsidenten propagierte Wirtschaftspolitik (Aufstockung des Grundgehalts und verschiedener Zulagen, Einführung der 35-Stunden-Woche, Senkung des Rentenalters und gleichzeitige Schaffung von Arbeitsplätzen) erschien Helmut Schmidt, der als Meister der Sparpolitik in Europa galt, zumindest als abenteuerlich.“

« « En particulier dans le domaine économique, le nouveau gouvernement français - contrairement au précédent - était en total désaccord avec son partenaire allemand. La politique économique développée dans le programme électoral du nouveau président (augmentation du salaire de base et de diverses allocations, introduction de la semaine de 35 heures, abaissement de l'âge de la retraite et création d'emplois dans le même temps) semblait pour le moins aventureuse à Helmut Schmidt, considéré comme le maître de l'austérité en Europe. »

DV- Voulez-vous dire qu'une coopération européenne serait impossible si l'union de la gauche arrivait au pouvoir en France ?

*HK- Je m'appelle Helmut Kohl, pas Helmut Schmidt. Je suis absolument opposé à proférer à l'avance des menaces contre d'autres. Je compte sur la grande intelligence et sur la sagesse des citoyens français. C'est une question que je ne me pose pas actuellement.*⁸⁴⁶

Lorsqu'H. Kohl arrive au pouvoir, ce qu'il redoutait s'est produit, et le nouveau Chancelier est bien obligé de s'accommoder. Or à la fin de l'année 1982, la crise économique et monétaire en France s'est encore aggravée. Le gouvernement français doit donc dévaluer le Franc pour la troisième fois. Pour réduire l'impact de la dévaluation, Paris a absolument besoin du soutien de la Bundesbank : il faut que Bonn, de son côté, réévalue le Mark. Toutefois, pour obtenir ce soutien, la France doit faire des concessions, et rééquilibrer sa politique budgétaire vers plus de rigueur. H. Kohl admet rétrospectivement, avec humour, que cela n'a pas dû être simple pour celui qui s'était fait élire sur la base du programme commun de la gauche, et qui se faisait le chantre d'une Europe qui soit aussi sociale⁸⁴⁷, qui ne soit pas uniquement régie par des intérêts financiers :

*Son image de l'Allemagne a considérablement changé au fil du temps : en témoigne le fait que, sur le plan économique, il était de plus en plus convaincu qu'il valait mieux travailler étroitement avec les Allemands que d'agir contre eux. Il n'a certainement pas été facile pour lui de s'en rendre compte. La Bundesbank allemande était plutôt pour lui un épouvantail, et quand le président de la Bundesbank franchissait la porte, la stature imposante de ce dernier lui faisait immédiatement comprendre, du moins extérieurement, que le franc avait une moindre valeur [que le Mark].*⁸⁴⁸

Le Chancelier allemand nouvellement élu ne manque pas de souligner les concessions qu'il a dû faire lui-aussi ; conscient des critiques que celles-ci vont pouvoir susciter dans son propre camp, il s'emploie, lors de sa déclaration de politique générale, d'en justifier la nécessité devant le Bundestag :

Au cours des dernières semaines, nous, les Allemands, avons prouvé que nous sommes des partenaires loyaux, lorsqu'il a fallu fixer de nouveaux taux de change dans le système monétaire européen. Ce n'est que dans un esprit de responsabilité commune en faveur d'une économie mondiale libre que nous pourrons surmonter la crise financière internationale qui couve. La coopération entre les pays créanciers et débiteurs, entre les

⁸⁴⁶ KOHL Helmut, Interview par Daniel Vernet, in *Le Monde*, 19-20 septembre 1976.

⁸⁴⁷ Voir entre autres : MITTERRAND François, *Discours devant le Bundestag du 20 janvier 1983*, Op. Cit.

« Qu'on me permette d'ajouter que l'Europe m'apparaît trop souvent comme exclusivement marchande et qu'elle devrait s'appliquer davantage à la dimension sociale que supposerait un large espace européen. »

⁸⁴⁸ KOHL Helmut, Diskussionsbeitrag zur Konferenz „Die Ära Kohl im Gespräch“, Op. Cit., p. 312.

„Wie sehr sich sein Deutschlandbild im Laufe der Zeit geändert hatte, zeigte sich daran, dass er auf der ökonomischen Seite immer mehr die Überzeugung gewann, es sei besser, mit den Deutschen eng zusammen zu arbeiten als gegen die Deutschen zu operieren. Dies einzusehen war sicher für ihn nicht leicht. Die Deutsche Bundesbank war ihm eher ein Gräuel, und der großgewachsene Bundesbankpräsident machte ihm, wenn dieser durch die Tür kam, zumindest äußerlich deutlich, dass der Franc weniger wert war.“

banques centrales, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, ainsi que les banques commerciales, est essentielle pour éviter une escalade incontrôlable.⁸⁴⁹

Même si l'effort de la Bundesbank servait *in fine* les intérêts européens, et donc les intérêts de la République Fédérale, l'implication d'H. Kohl a très probablement contribué à rapprocher encore les deux hommes, ainsi que le note H. Miard-Delacroix :

*Dans une perspective franco-allemande, il n'est pas seulement anecdotique que, contre l'avis de tous les experts, le chancelier Kohl décida à la mi-mars de réévaluer le Mark dans le SME pour aider la France à sortir de ses difficultés. Qualifié par Jacques Delors de test du partenariat franco-allemand, ce geste ne fut plus jamais évoqué en bilatéral mais Helmut Kohl estime que Mitterrand a été impressionné 'que cet Allemand détériore ses comptes pour lui venir en aide'.*⁸⁵⁰



« Les relations franco-allemandes sont au beau fixe... »

Maud MATHIEU, août 2021⁸⁵¹

⁸⁴⁹ KOHL Helmut, *Regierungserklärung*, 4. Mai 1983, *Op. Cit.*

„Wir Deutsche haben in den vergangenen Wochen bei der Neufestsetzung der Wechselkurse im Europäischen Währungssystem bewiesen, daß wir faire Partner sind. Nur im Geist gemeinsamer Verantwortung für eine freie Weltwirtschaft werden wir die schwelende internationale Finanzkrise überwinden können. Die Zusammenarbeit zwischen Gläubiger- und Schuldnerländern, zwischen Notenbanken, Weltbank und Internationalem Währungsfonds sowie den Geschäftsbanken ist unerlässlich, um unkontrollierbare Zuspitzung zu vermeiden.“

⁸⁵⁰ MIARD-DELACROIX Hélène, *Le Défi européen*, *Op. Cit.*, p. 66.

⁸⁵¹ Source familiale privée. Nous remercions notre mère Maud MATHIEU pour son dessin original, offert dans le cadre de ce travail de recherche.

Le geste d'H. Kohl en faveur du franc est donc le deuxième jalon important dans l'expression de la solidarité franco-allemande : la réciproque, en quelque sorte, du discours de F. Mitterrand devant le Bundestag. De même que la crise des euromissiles avait obligé la France et l'Allemagne à harmoniser leurs politiques de sécurité et de défense, la crise économique et financière a contraint les deux pays coopérer plus étroitement en matière de politique économique. C'est l'entente entre Paris et Bonn qui a permis au Franc de se maintenir dans le Système Monétaire Européen, et de relancer ensuite la construction européenne.

La séquence de mai-juin 1984 constitue la troisième étape décisive dans le rapprochement entre F. Mitterrand et H. Kohl. Cette séquence ne doit rien au hasard : il s'agit de préparer le futur Conseil Européen de Fontainebleau (25 et 26 juin 1984). F. Mitterrand, désireux de relancer la construction européenne, a besoin de la République Fédérale pour accentuer la pression sur la Grande-Bretagne et sortir de blocage où la Communauté Economique Européenne est enlisée depuis de longs mois. Le volontarisme qu'il affiche devant les parlementaires européens, à la veille à la fois du sommet franco-allemand de Rambouillet et en prélude au futur sommet européen de Fontainebleau, est immédiatement salué côté allemand :

Les propos de Mitterrand sur la création d'une Union européenne vont dans le même sens que les considérations exprimées à plusieurs reprises par le Chancelier et le Ministre fédéraux en faveur d'une nouvelle initiative européenne :

- La proposition de Mitterrand, selon laquelle seuls les pays qui sont prêts devraient conclure un traité correspond aux déclarations répétées du chancelier et du ministre fédéral, qui ont annoncé que nous demanderions qui serait prêt pour une union politique (c'est-à-dire peut-être pas tous les partenaires).

- L'idée de Mitterrand de convoquer une conférence pour discuter de l'union politique repose sur des considérations similaires à la suggestion faite à plusieurs reprises par le Chancelier de revenir à l'esprit de Messine.⁸⁵²

H. Kohl exprime ainsi de manière appuyée dans la presse française son total soutien aux initiatives prises par F. Mitterrand :

Comme vous ne l'ignorez pas, je me sais d'accord avec le président Mitterrand dans le désir d'accomplir un pas de plus sur la voie de l'organisation politique de l'Europe et j'ai pris connaissance avec joie et satisfaction de son discours du 24 mai devant le

⁸⁵² Politisches Archiv / Zwischenarchiv 140667, Rede Mitterrands vor dem EP in Straßburg am 24. 5. 1984 / erste, vorläufige Bewertung, 25. Mai 1984, Op. Cit.

„Die Ausführungen Mitterrands zur Schaffung einer Europäischen Union gehen in die gleiche Richtung wie die von Bundeskanzler und Bundesminister mehrfach geäußerten Überlegungen für eine neue Europainitiative:

-Der Vorschlag Mitterrands, nur diejenigen Länder, die dazu bereit seien sollten einen Vertrag schließen, entspricht wiederholten Äußerungen des Bundeskanzlers und des Bundesministers, die angekündigt haben, wir würden die Frage stellen, wer zu einer politischen Union bereit ist (also möglicherweise nicht alle Partner).

- Der Gedanke Mitterrands, eine Konferenz zur Beratung über die politische Union einzuberufen, geht von ähnlichen Überlegungen aus wie die verschiedentlich vorgetragene Anregung des Bundeskanzlers, zum Geist von Messina zurückzukehren.“

Parlement européen de Strasbourg. Le président Mitterrand peut être assuré de mon soutien intégral s'il s'agit de faire l'Europe. ⁸⁵³

Dans cette stratégie, le sommet franco-allemand de Rambouillet des 29 et 30 mai a joué un rôle décisif ⁸⁵⁴. La conférence de presse finale donnée par F. Mitterrand et H. Kohl est d'abord consacrée à lever l'hypothèque que constituait la polémique autour des cérémonies du 6 juin, et à annoncer la cérémonie prévue à Verdun :

Ainsi, l'anniversaire des combats passés, et définitivement passés, sera-t-il suivi peu après de cérémonies qui marqueront que nous sommes engagés sans retour dans l'avenir sur la base d'une amitié franco-allemande dont dépendront beaucoup d'autres choses. ⁸⁵⁵

Le Président français met ensuite l'accent sur les avancées permises effectuées lors du Sommet. Il prend d'abord bien soin de préciser que ces avancées serviront de base de discussion au Conseil Européen de Fontainebleau :

Sur le plan économique et dans le même cadre de discussions qui iront nourrir Fontainebleau et Londres, nous avons parlé des problèmes qui touchent l'évolution des taux d'intérêt, de l'argent, du budget de la Communauté et nous avons noté, puisque c'est le sujet même de nos entretiens, que dans les relations franco-allemandes, de réels progrès pouvaient être constatés. ⁸⁵⁶

Ces progrès vont d'abord dans une harmonisation qui doit faciliter les échanges entre les deux pays. Il s'agit là d'un premier laboratoire d'un processus que F. Mitterrand comme H. Kohl souhaitent voir s'étendre à l'ensemble de la Communauté Economique Européenne :

C'est ainsi que l'on avait engagé, il y a quelque temps, vous vous en souviendrez, un débat sur les normes pour les aligner, les harmoniser, de sorte qu'il n'y ait plus, ou le minimum possible, d'embarras aux échanges. Et nous avons constaté que 120 normes ont été établies en correspondance étroite, qu'en particulier les normes françaises, étudiées par les laboratoires compétents, ont été acceptées par nos partenaires allemands. ⁸⁵⁷

Le Président français met aussi en avant les accords conclus sur la réalisation de programmes communs, notamment dans le domaine de la défense : hélicoptère anti-char, satellite d'observation, manœuvres militaires terrestres. Il annonce une intensification de la coopération dans les domaines de la technologie, de l'environnement, de la communication... Mais l'annonce la plus spectaculaire pour le grand public est sans doute celle de l'abolition des formalités aux frontières en ce qui concerne la circulation des personnes :

Enfin, pour les douanes, afin de faciliter les communications, les échanges, non seulement nous avons noté les décisions prises pour améliorer les franchises pour le passage des voyageurs - notamment dans les sommes d'argent qu'ils peuvent, en valeur, détenir - mais aussi et surtout, le Chancelier et moi-même, après avoir parlé longuement, avons décidé

⁸⁵³ KOHL Helmut, Interview au Figaro du 28 Mai 1984, *Op. Cit.*

⁸⁵⁴ Dans l'entretien que nous avons eu avec lui, Georges Saunier précise : sans Rambouillet, pas d'accord à Fontainebleau, pas d'Acte Unique, pas de Traité sur l'Union Européenne.

⁸⁵⁵ MITTERRAND François, Déclaration conjointe à l'issue du Sommet franco-allemand de Rambouillet, *Op. Cit.*

⁸⁵⁶ *Ibid.*

⁸⁵⁷ *Ibid.*

*de procéder dès maintenant - l'application étant étudiée très bref délai par les autorités compétentes - à l'abolition de toute formalité pour les voyageurs, les personnes entre l'Allemagne et la France, la France et l'Allemagne.*⁸⁵⁸

La mesure est à la fois très pratique et très symbolique. En insistant sur leur implication personnelle, F. Mitterrand et H. Kohl font ainsi ressortir combien leur propre proximité, en tant que dirigeants, contribue au rapprochement des citoyens des deux pays. Nous avons là en filigrane ce qui fera aussi une des spécificités du message contenu dans le Geste de Verdun. Tous les sujets peuvent être abordés, et ils sont nombreux, comme le fait remarquer F. Mitterrand à la fin de son intervention :

*Vous le voyez, nous avons beaucoup travaillé, nous avons pas mal abouti. La preuve en est que mon expose a été par nécessité fort long.*⁸⁵⁹

Une preuve de plus, s'il la fallait, de la bonne santé des relations franco-allemandes. Pendant le Sommet de Rambouillet, Paris et Bonn, en faisant les concessions nécessaires, ont pu élaborer les derniers détails de l'accord proposé à la Grande-Bretagne⁸⁶⁰. Les étroites discussions entre Paris et Bonn leur ont permis de désamorcer les éventuels points de désaccord, autant de failles où la Grande-Bretagne était susceptible de s'engouffrer. Mais au-delà de cet aspect technique, le Sommet de Rambouillet a joué aussi un rôle politique. F. Mitterrand et H. Kohl y ont fait la démonstration de leur cohésion, qui a été décisive pour la réussite du Conseil Européen de Fontainebleau⁸⁶¹. Le sommet européen de Fontainebleau fut ainsi un triple succès. Ce fut certes un succès personnel pour F. Mitterrand : même si la présidence allemande de l'année précédente avait déjà permis un certain nombre d'avancées à Stuttgart, c'est sous sa Présidence que la question budgétaire a pu être définitivement débloquée. Mais ce fut également un succès pour la Communauté Economique Européenne, qui s'en est trouvée durablement relancée. Et ce fut enfin un succès pour le couple franco-allemand : jamais les deux pays n'avaient affiché une telle solidarité.

Le Geste de Verdun du 22 septembre 1984 constitue donc indéniablement le point d'orgue de cette séquence. Selon nous, il ne se situe pas prioritairement dans la continuité de ceux déjà posés dans le passé. Il se comprend plutôt dans la continuité des deux gestes forts qui

⁸⁵⁸ *Ibid.*

⁸⁵⁹ *Ibid.*

⁸⁶⁰ GERBET Pierre, *La Construction de l'Europe, Op. Cit.*, pp. 348- 349.

« La « compensation » versée à la Grande-Bretagne était fixée aux deux tiers de l'écart entre ses paiements au titre de la TVA et ses recettes en provenance du budget communautaire, mais Bonn réduisit sa contribution à cette ristourne, ce qui majorait celle de la France. Enfin Bonn obtenait de lier l'augmentation des ressources à l'admission de l'Espagne alors que Paris craignait la concurrence des produits espagnols pour l'agriculture du Sud-Ouest et aurait souhaité avoir le temps de négocier davantage. »

⁸⁶¹ Voir : GAILLARD Marion, « François Mitterrand et l'Allemagne, 1981-1995 », *Op. Cit.*, p. 19.

« C'est parce qu'elle n'a pas pu briser la solidarité franco-allemande que la Dame de fer a été contrainte d'accepter un accord qui est certes relativement favorable à son pays mais qui est loin de ce qu'elle souhaitait au départ. »

Voir aussi : BOSSUAT Gérard, « Chapitre 7 - Les grandes espérances au tournant du siècle », in *La France et la construction de l'unité européenne - De 1919 à nos jours, Op. Cit.*, p. 178.

« L'acceptation de l'offre franco-allemande, généreuse, de 66 % est due à l'entente franco-allemande et à la ténacité de Mitterrand. »

l'ont immédiatement précédé, le discours du Bundestag de F. Mitterrand et la réévaluation du Mark acceptée par H. Kohl. Il s'agit pour les deux hommes de ne pas laisser se perdre la nouvelle dynamique qu'ils viennent d'insuffler au cœur de la Communauté Economique Européenne. En ce sens, il s'agit bien là de l'affichage d'une volonté politique.

Mais l'image donnée à Verdun va au-delà de la simple stratégie de communication. D'abord parce qu'elle résume à elle seule les résultats déjà engrangés. La France et l'Allemagne viennent de démontrer par les actes que leur solidarité est réelle et fructueuse. Ensuite, parce cette image est destinée à s'inscrire dans l'histoire des deux pays, histoire concentrée en quelque sorte sur ce lieu. L'antagonisme entre la France et l'Allemagne ont plusieurs fois mené le monde à la catastrophe. Leur solidarité est donc un impératif qui va dans le sens de l'histoire. Enfin parce cette image est aussi programmatique : elle annonce la volonté des deux pays d'avancer ensemble.

Le Geste de Verdun manifeste ainsi que la réconciliation franco-allemande est désormais un fait accompli et acté. Il signifie qu'il s'agit désormais d'avancer vers autre chose : une relation fondée sur la confiance réciproque, et la coopération dans la totalité des domaines. Ce n'est donc pas simplement un point d'orgue, mais aussi le commencement d'une nouvelle relation. Mais la confiance nécessite aussi que l'on traite les sujets qui fâchent encore.

3. Les sujets qui fâchent

A la veille du Sommet de Rambouillet, dans son rapport préparatoire du 26 avril 1984, l'Ambassadeur de la République Fédérale en France, Hans-Jochen Schoeller, ne peut ainsi que souligner l'excellence des relations franco-allemandes ⁸⁶². Cela ne l'empêche toutefois pas d'émettre quelques « bémols ». Plusieurs sujets de discussion continuent en effet d'assombrir les relations franco-allemandes.

Toutefois, malgré ce bilan indéniablement positif, la coopération bilatérale connaît un certain nombre de problèmes ; il y a aussi certaines évolutions qui pourraient entraver la poursuite de la coopération au fil du temps. ⁸⁶³

Sur le plan économique, l'Ambassadeur est plutôt optimiste face à l'infléchissement de la politique française vers plus de rigueur. Il ne manque pas toutefois de souligner que les difficultés budgétaires de la France vont empêcher celle-ci de donner toute sa mesure en matière de coopération, ce qui pourrait à terme empêcher la réalisation de programmes communs :

Cependant, la France reste un partenaire délicat dans le processus d'intégration européenne, dont la politique, compte tenu de la situation économique française difficile, est clairement aussi déterminée par les réflexes nationaux et les intérêts politiques intérieurs du gouvernement. [...] La France sera probablement moins disposée et moins

⁸⁶² SCHOELLER Hans-Jochen, Bundesarchiv BA 136 / 29949 - 77 à 29949 - 84.

⁸⁶³ *Ibid.*, BA 136 / 29949 - 77.

„Trotz dieser unbestreitbar positiven Bilanz gibt es aber eine Reihe von Problemen in der bilateralen Kooperation sowie auch Entwicklungen, die sich erst im Laufe der Zeit als die weitere Zusammenarbeit hemmend erweisen könnten.“

*à même d'accepter des charges financières dans le cadre de la Communauté Européenne.*⁸⁶⁴

L'Ambassadeur regrette aussi le manque de coopération dans le domaine environnemental : la pollution du Rhin, les pluies acides en Forêt Noire et dans les Vosges, la généralisation de l'essence sans plomb sont autant de sujets qui alimentent les discussions⁸⁶⁵. Mais selon nous, ces tensions ne démontrent pas une réelle divergence entre Bonn et Paris. Les sujets abordés concernent des espaces frontaliers, donc par nature partagés entre les deux pays : ne s'agit-il pas plutôt de banales querelles de voisinage ? Certes, la France et l'Allemagne n'ont à l'époque pas la même sensibilité écologique. Mais F. Mitterrand, dans son intervention à Strasbourg du 24 mai 1984, n'en affirme pas moins la nécessité d'une étroite collaboration européenne pour répondre aux défis environnementaux :

*L'espace naturel mérite autant de soins. S'il s'agit de protéger l'environnement, les frontières nationales ont encore moins de raison d'être. Pourtant, les habitudes de pensée, les susceptibilités nationales résistent au bon sens. L'eau du Rhin borde ou traverse trois pays de la Communauté `CEE`. Ce qui corrompt l'environnement de l'un nuit aux autres de la même façon [...]. Les pluies acides ont altéré en profondeur les forêts d'Allemagne. Elles rongent maintenant les forêts des Vosges et gagnent vers le nord les pays scandinaves. [...] De même, la réduction de la teneur du plomb dans l'essence est au centre de négociations ardues. Le but ainsi clairement identifié, aurons-nous la sagesse d'aller vers lui sans plus tarder ? Je n'ose l'affirmer.*⁸⁶⁶

L'ambassadeur déplore enfin la faiblesse des échanges entre les deux pays dans le domaine scolaire et universitaire.

*L'intensification de l'enseignement des langues et de la coopération scientifique convenue dans le traité de l'Elysée (dont l'anniversaire a été largement célébré en 1983) est également restée lettre morte.*⁸⁶⁷

Ce jugement peut paraître sévère, notamment pour l'Office Franco-Allemand de la jeunesse, qui n'a cessé de développer les échanges entre jeunes des deux pays. Mais il se base sur les chiffres de l'apprentissage de la langue du partenaire et des échanges universitaires, qui eux sont nettement moins encourageants⁸⁶⁸. Il faut dire que le français et l'allemand ont du mal à

⁸⁶⁴ SCHOELLER Hans-Jochen, Bundesarchiv BA 136 / 29949 - 74 et 29949 - 75.

„Frankreich bleibt allerdings ein im europäischen Integrationsprozess delikater Partner, dessen Politik angesichts der schwierigen französischen Wirtschaftslage deutlich von nationalen Reflexen und der innenpolitischen Interessenlage der Regierung mitbestimmt wird. [...] Frankreich dürfte weniger geneigt und in der Lage sein, finanzielle Belastungen im Rahmen der EG hinzunehmen.“

⁸⁶⁵ Voir le sommaire du dossier préparatoire au Sommet de Fontainebleau, Politisches Archiv / Zwischenarchiv 140667.

⁸⁶⁶ MITTERRAND François, Discours devant le Parlement Européen du 24 mai 1984, *Op. Cit.*

⁸⁶⁷ SCHOELLER Hans-Jochen, Bundesarchiv BA 136 / 29949 - 80.

Die im Elysée-Vertrag (dessen Jahrestag 1983 ausgiebig gefeiert wurde) beschlossenen Intensivierung des Sprachunterrichts und der wissenschaftlichen Zusammenarbeit ist ebenso toter Buchstabe geblieben.

⁸⁶⁸ L'ambassadeur précise qu'un rapport a été remis au Ministre Alain Savary, qui fait état 'd'un certain tassement de l'apprentissage de l'Allemand en LV1', et d'un 'net recul' en LV2. La solution proposée est le renforcement de l'apprentissage de la LV2 au collège et au lycée, et l'abaissement des seuils d'ouverture de classe (de 15 à 10 élèves, sachant que le seuil était fixé à l'époque à 8 en espagnol). Deux étapes importantes seront ensuite

rivaliser avec l'anglais, qui reste la première langue étrangère étudiée dans chacun des deux pays. Il faut toutefois ici souligner une différence fondamentale entre la France et la République Fédérale : le gouvernement français peut plus facilement infléchir la situation que le gouvernement fédéral, car l'éducation reste en Allemagne du domaine des Länder. Or ceux-ci, selon l'Ambassadeur, ne montrent pour la promotion du français qu'un « *intérêt limité* ». Quant aux échanges universitaires, ils sont encore freinés par les difficultés de reconnaissance des diplômes. L'Ambassadeur pointe également le « *manque d'attractivité des universités allemandes* », la « *maîtrise insuffisante de la langue* » et « *l'immobilisme obstiné des Français* »⁸⁶⁹. Mais le principal obstacle est pour lui le manque de réelle volonté politique, qui se traduit dans les choix budgétaires faits par le gouvernement français :

*Le budget du ministère français de l'éducation prévoit certes des bourses pour les étrangers qui viennent étudier en France, mais pas pour les Français qui partent étudier à l'étranger. Cette disposition budgétaire reflète la conviction française (qui n'est bien sûr plus exprimée par personne sous cette forme) selon laquelle il n'y a fondamentalement rien à apprendre à l'étranger.*⁸⁷⁰

Ce sont là des chantiers à long terme, mais non moins essentiels pour que la France et l'Allemagne parviennent à une réelle connaissance mutuelle, qui ne se limite pas aux échanges commerciaux. Comme le rappelle l'écrivain et journaliste alsacien Martin Graff, en 2003 à l'occasion du quarantième anniversaire du traité de l'Élysée :

*La langue est la clé d'accès à la culture de l'autre. Adenauer parlait incroyablement bien le français. Beaucoup d'Allemands l'ignorent. Le général en était sans doute flatté. Son arrière-arrière-grand-père, Ludwig Philipp Kolb, était originaire de Baden. Ce n'est pas un hasard si tous deux ont négocié le traité bilingue de l'Élysée. Tout comme Charles le Chauve et Louis le Germanique l'ont fait avant eux en 842 dans leurs Serments de Strasbourg. Qui sait jusqu'à quel point le bilinguisme des rédacteurs a influencé l'esprit du Traité de l'Élysée ? La danse des langues ouvre l'âme et nous permet de nous confronter à la façon de penser de différents peuples.*⁸⁷¹

franchies avec le quarantième anniversaire du Traité de l'Élysée (2003), et le *Plan d'Action pour la Langue du Partenaire* (2005-2010).

Voir : <https://www.education.gouv.fr/la-cooperation-franco-allemande-5141>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

Nous-mêmes, qui faisons partie de cette génération, n'avons pu bénéficier de l'apprentissage précoce de l'allemand au primaire (à partir du CM1) que parce que nous étions à l'époque en Alsace. Ensuite, à notre entrée en sixième en région parisienne, rien n'était prévu, nous avons dû reprendre l'apprentissage de l'allemand à zéro.

⁸⁶⁹ SCHOELLER Hans-Jochen, Bundesarchiv BA 136 / 29949-81.

⁸⁷⁰ *Ibid.*

„Im Budget des französischen Erziehungsministeriums sind zwar Stipendien für Ausländer in Frankreich, nicht jedoch zum Studium im Ausland vorgesehen. Diese Haushaltsbestimmung reflektiert die französische (in dieser Form natürlich von niemandem mehr vertretene) Vorstellung, dass es im Ausland im Grunde nichts zu lernen gibt.“

⁸⁷¹ GRAFF Martin, „40 Jahre Elysée-Vertrag: Je t'aime moi non plus“, *Op. Cit.*

Die Sprache ist der Schlüssel zur jeweiligen Kultur. Adenauer sprach verblüffend gut Französisch. Viele Deutsche wissen es nicht. Dem General schmeichelte es zweifellos. Sein Ururgroßvater Ludwig Philipp Kolb stammte aus Baden. Nicht umsonst haben beide den zweisprachigen Elysée-Vertrag ausgehandelt. Genau wie Karl der Kahle und Ludwig der Deutsche es ihnen 842 in ihren Straßburger Eiden vorgemacht haben. Wer weiß, inwiefern die Zweisprachigkeit der Verfasser den Geist des Elysée-Vertrags

Parmi les sujets d'incompréhension mutuelle, que l'Ambassadeur qualifie lui-même de « problématique », il y a la question du parapluie nucléaire français. C'est sans doute sur ce dernier point que la divergence avec la France est la plus sensible. La République Fédérale, comme la France, est d'abord tributaire de son histoire. Pour recouvrer sa pleine souveraineté, elle a dû renoncer à devenir une puissance nucléaire, décision dont le journaliste et ancien conseiller à l'OTAN Detlef Puhl rappelle les enjeux :

*Dans un pays industrialisé, fier de sa technologie de pointe, renoncer au développement, à la production et à la possession de l'arme nucléaire a constitué un acte politique extrêmement significatif.*⁸⁷²

Pour les Allemands, le renoncement au nucléaire n'est cependant pas uniquement un choix imposé par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Comme le rappelle Detlef Puhl, il a aussi une dimension éthique, qui compte-tenu là-aussi de l'histoire de l'Allemagne, a joué davantage en Allemagne qu'en France :

*Le débat en Allemagne sur les armes nucléaires est toxique parce qu'il a une forte dimension éthique et morale qui touche à l'histoire de l'Allemagne.*⁸⁷³

La France, au contraire, a fait de l'arme nucléaire l'instrument de sa souveraineté : c'est l'héritage d'une politique d'indépendance nationale voulue et initiée par le général de Gaulle dès les années 1960. La France s'est retirée en 1966 du commandement militaire intégré de l'OTAN, et dispose désormais de sa propre force de dissuasion qui devrait la mettre à l'abri d'une attaque stratégique. Bien que cette force de frappe ne lui permette pas de rivaliser avec l'Union Soviétique, elle est en mesure de jouer un rôle suffisamment dissuasif pour espérer garantir la sécurité de la France :

beeinflusste? Der Tanz der Sprachen öffnet die Seele und ermöglicht es uns, mit der Mentalität verschiedener Völker zu denken.

⁸⁷² PUHL Detlef, « Allemagne : dissuasion nucléaire... quelle dissuasion ? », in *Les Champs de Mars*, 2013/1 (N°25), p. 125.

Detlef Puhl poursuit ainsi son analyse :

« Dans le cas de l'Allemagne, à qui cette renonciation a été imposée, mais qui l'a acceptée puis adoptée de plein gré, la dissuasion nucléaire a toujours eu un aspect à la fois de soumission et de confession : soumission au régime de protection nucléaire contre la menace soviétique établie par les USA et l'OTAN ; confession de l'absence d'ambitions militaires stratégiques allemandes propres. Et, la dissuasion nucléaire a aussi toujours eu un aspect Angst : peur des Allemands que leur pays ne devienne un champ de bataille nucléaire en cas de guerre majeure entre l'Est et l'Ouest, avec les conséquences néfastes qu'on peut facilement imaginer. Bref, pour la majorité des Allemands, y compris la classe politique, il a toujours mieux valu - et il vaut toujours mieux - de ne pas trop parler de ce sujet. »

⁸⁷³ PUHL Detlef, « Un dialogue franco-allemand sur l'arme nucléaire peut-il aboutir ? », in *Allemagne d'aujourd'hui*, 2021/1 (N° 235), p. 92.

Detlef Puhl explique ensuite ce qu'il entend par « une forte dimension éthique et morale » :

« Un pays responsable d'une guerre d'anéantissement en Europe peut-il se permettre de menacer de recourir à l'usage d'armes de destruction massive même s'il s'agit « simplement » dans le pire des cas de se défendre ? [...] Les photographies des dévastations provoquées par le lancement de bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki en août 1945 – les seuls cas de recours à l'arme nucléaire – montrent que la destruction de toute vie y a été totale. Ainsi, la question de savoir si l'on est pour ou contre l'arme nucléaire n'est pas seulement une question de vie ou de mort mais une question morale sur ce qui est le bien et ce qui est le mal. »

*La force nucléaire française est et demeurera indépendante. Cette indépendance, avec tout ce qui en découle, n'est pas seulement un principe essentiel de notre souveraineté - c'est sur le Président de la République française, et sur lui seul, que repose la responsabilité de la décision - elle accroît également, je vous demande d'y réfléchir, elle accroît également l'incertitude pour un agresseur éventuel et seulement pour lui. Elle rend du coup plus effective la dissuasion et par la même, je le répète l'impossibilité de la guerre.*⁸⁷⁴

L'enjeu pour le chef de l'Etat français est alors de démontrer au reste du monde, mais plus particulièrement à son partenaire ouest-allemand, que cette faiblesse peut en réalité devenir une force⁸⁷⁵. F. Mitterrand se refuse donc à rendre explicite l'extension du parapluie nucléaire français à la République Fédérale. Mais cette incertitude pèse dans les relations avec Bonn, qui souhaiterait de la part de la France un engagement plus formel en cas d'agression sur le territoire de la République Fédérale⁸⁷⁶. L'ambassadeur ne peut donc que constater l'incompréhension qui règne entre les deux pays :

*L'intérêt vital de la stratégie de défense avancée pour l'Allemagne n'est souvent pas reconnu en France, mais - sans prendre en compte les motifs politiques et psychologiques sous-jacents - rejeté comme militairement inopportun.*⁸⁷⁷

Cette analyse politique contemporaine se trouve éclairée par le regard rétrospectif de nombreux historiens et politologues sur ces « temps turbulents » (Ulrich Lappenküper). En effet, la portée des missiles français ne leur permettait pas d'atteindre le territoire de l'Union Soviétique, mais seulement celui de l'Allemagne Fédérale. L'argument selon lequel le territoire allemand serait protégé par l'arsenal nucléaire français ne tenait pas : en cas d'emploi, les Allemands de l'Ouest seraient *de facto* les premières victimes⁸⁷⁸. En 1984, l'ambassadeur Hans Jochen Schoeller

⁸⁷⁴ MITTERRAND François, Discours devant le Bundestag 20 janvier 1983, *Op. Cit.*

⁸⁷⁵ Voir : PARISI Ilaria, « L'indépendance européenne en question... », *Op. Cit.*, pp. 68-69.

« La réactivation des clauses militaires du Traité de l'Élysée, restées sans suites depuis 1963, participe de la volonté mitterrandienne de montrer quel est l'apport de la politique de défense de la France à la sécurité de l'Europe et comment la RFA en bénéficie aussi. [...] Au-delà de la protection atlantique, Bonn peut profiter aussi de l'indépendance de la dissuasion française, dans le sens où les armes de la force de frappe constituent un élément d'incertitude dont Moscou doit tenir compte si jamais il décidait de se lancer dans une agression contre la RFA et plus largement l'Europe. »

⁸⁷⁶ MANFRASS-SIRJACQUES Françoise, « La coopération militaire depuis 1963 », in *Le couple franco-allemand en Europe*, MENUJER Henri (Dir.), Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 1993, p. 90.

« La France [...] avait choisi, elle, une stratégie basée sur l'imprévisibilité et le risque incalculable pour l'adversaire. Elle était cependant aussi imprévisible et incalculable pour l'ami et allié que pour l'ennemi potentiel. L'autonomie de décision qui sous-tendait l'imprévisibilité de la stratégie française contribuait à ce que les Allemands perçoivent leur sécurité comme entièrement dépendante des États-Unis et de l'Alliance. »

⁸⁷⁷ SCHOELLER Hans-Jochen, Bundesarchiv BA 136 / 29949 - 77, *Op. Cit.*

„Das vitale deutsche Interesse an der Vorneverteidigung wird in Frankreich häufig nicht anerkannt, sondern – ohne Rücksicht auf die dahinterstehenden politischen und psychologischen Begründungen – als militärisch unzweckmäßig verworfen.“

⁸⁷⁸ LAPPENKÜPER Ulrich, « Une communauté de destin en des temps turbulents : les relations franco-allemandes de 1982 à 1990 », *Op. Cit.*, p. 180.

« Qui plus est les fusées Pluton (puis les Hadès) allaient réellement peser sur les relations franco-allemandes ; en effet « avec une portée de 120 km, situées derrière la frontière et leur emploi ne devant

craint de plus que la France ne privilégie ses forces tactiques au détriment des forces conventionnelles, notamment celles stationnées en République Fédérale :

*La loi de programmation militaire 1984-1988, votée en juin 1983, a clairement montré que la France, pour des raisons économiques, ne pouvait pas maintenir ses efforts antérieurs à la fois dans le domaine conventionnel et dans le domaine nucléaire.*⁸⁷⁹

Malgré la pression exercée par Bonn, F. Mitterrand ne reviendra pas sur sa position :

*La revendication présentée à Paris fin mai 1984 par le ministre fédéral de la Défense Wörner d'être informé de l'usage prévu des fusées Pluton, si celles-ci devaient être employées sur le territoire ouest- ou est-allemand provoqua de vigoureuses irritations entre Bonn et Paris.*⁸⁸⁰

Des assurances seront données toutefois quant au maintien des troupes françaises stationnées en République Fédérale, en particulier à Berlin. Mais le sujet du nucléaire restera sensible jusqu'à la fin de la Guerre froide : le désaccord étant constaté, la France et la République Fédérale limiteront donc leur coopération en matière de sécurité et de défense aux domaines strictement conventionnels⁸⁸¹.

Parmi les « ombres » que l'Ambassadeur discerne encore dans les relations franco-allemandes, il y a également un litige qui, au premier abord, peut sembler totalement anachronique. Ce litige concerne en effet deux sujets qui sont encore des conséquences directes

résulter que d'une décision nationale souveraine, elles ne pouvaient être une arme de défense commune car leurs têtes nucléaires exploseraient sur le territoire allemand ».

⁸⁷⁹ SCHOELLER Hans-Jochen, Bundesarchiv BA 136 / 29949 – 77, *Op. Cit.*

„Das im Juni 1983 verabschiedete militärische Programmgesetz 1984-1988 hat sichtbar werden lassen, dass Frankreich aus ökonomischen Gründen die bisherigen Anstrengungen auf konventionellem und nuklearem Gebiet nicht aufrechterhalten kann.“

⁸⁸⁰ MANFRASS-SIRJACQUES Françoise, « La coopération militaire depuis 1963 », *Op. Cit.*, p. 93.

⁸⁸¹ Le sujet a récemment ressurgi dans l'actualité, suite au discours du Président Emmanuel Macron devant l'École de Guerre, le 7 février 2020.

Disponible sur : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/02/07/discours-du-president-emmanuel-macron-sur-la-strategie-de-defense-et-de-dissuasion-devant-les-stagiaires-de-la-27eme-promotion-de-lecole-de-guerre>

Consulté le 1er octobre 2022.

La fin de la Guerre froide n'a en effet en rien mis fin au risque nucléaire, faisant même surgir de nouvelles menaces, auxquelles la France et l'Allemagne sont solidairement confrontées :

Dans ce domaine, la multipolarité nucléaire actuelle n'a rien de comparable avec la logique qui prévalait lors de la Guerre froide. Contrairement à la France et à ses alliés, certains Etats optent sciemment pour des postures nucléaires opaques, voire agressives, incluant une dimension de chantage ou de recherche du fait accompli. Les équilibres dissuasifs entre puissances sont ainsi devenus plus instables. Avec la prolifération des missiles aux technologies plus avancées, nous sommes également confrontés à une situation inédite où des puissances régionales sont, ou vont être, en mesure de toucher directement le territoire de l'Europe.

Ces nouvelles menaces, sans remettre en question l'indépendance stratégique de la France en tant que puissance nucléaire, poussent toutefois cette dernière à infléchir sa position vers davantage de multilatéralisme :

Soyons clairs : les intérêts vitaux de la France ont désormais une dimension européenne. Dans cet esprit, je souhaite que se développe un dialogue stratégique avec nos partenaires européens qui y sont prêts sur le rôle de la dissuasion nucléaire française dans notre sécurité collective. Les partenaires européens qui souhaitent s'engager sur cette voie pourront être associés aux exercices des forces françaises de dissuasion. Ce dialogue stratégique et ces échanges participeront naturellement au développement d'une véritable culture stratégique entre Européens.

de la seconde Guerre mondiale : les Alsaciens-Mosellans incorporés de force dans la Wehrmacht d'une part, et la Forêt du Mundat et les biens sous séquestre français d'autre part. Dans le premier dossier, il s'agit de trouver un moyen d'obtenir de Bonn une indemnisation pour les Français qui ont été contraints de servir sous l'uniforme allemand.

*Des Alsaciens et de Lorrains, en nombre d'environ 130.000 (dont 90.000 encore vivants) ont été incorporés de force dans l'armée allemande pendant la seconde guerre mondiale, à la suite de l'annexion par le IIIème Reich des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Les préjudices corporels subis par les incorporés de force ont été indemnisés par le gouvernement français, qui a fait bénéficier les intéressés des dispositions prises en faveur des anciens combattants de l'armée française. Restait cependant à régler l'indemnisation des dommages moraux et professionnels.*⁸⁸²

Or la question reste compliquée techniquement : Bonn ne veut pas remettre en cause l'accord de Londres de 1953 qui prévoit le gel des éventuelles dettes de guerre de l'Allemagne jusqu'à la signature du traité de paix définitif (signature devenue quarante ans après très hypothétique en raison de la Guerre Froide). Le gouvernement allemand ne veut pas ouvrir avant l'heure la boîte de Pandore, un créant avec la France un précédent où s'engouffreraient aussitôt tous les autres pays, afin de réclamer à leur tour des indemnités :

*Des négociations difficiles se sont engagées avec la république Fédérale d'Allemagne à ce sujet. Les pourparlers ont duré de nombreuses années : les autorités allemandes faisaient en effet tout leur possible pour faire traîner les choses, en excipant des dispositions de l'accord de Londres du 27 février 1953 sur les dettes extérieures allemandes nées de la guerre – qui prévoit le report de l'examen des créances jusqu'à la conclusion d'un traité de paix – et en faisant état de leur crainte de demandes reconventionnelles – en particulier de la Belgique et surtout du Luxembourg.*⁸⁸³

Dans le second dossier, il s'agit de régler un litige frontalier. Ce litige concerne la forêt du Mundat. C'est un dossier qu'H. Kohl devait bien connaître, puisque la parcelle de forêt est située dans le Palatinat, à la frontière franco-allemande au nord de Wissembourg. Située en territoire allemand, cette parcelle était passée en 1949 sous souveraineté française pour faciliter l'approvisionnement en eau de Wissembourg :

*Au lendemain de la guerre, une partie de cette forêt (688 ha) a été placée sous administration française, en application du protocole du 22 mars 1949, émanant du Comité des frontières occidentales de l'Allemagne (où la partie allemande était représentée par la puissance occupante française).*⁸⁸⁴

La parcelle n'était certes pas bien grande, mais fort symbolique. En premier lieu, cette cession n'avait pas été entérinée par la République Fédérale, mais seulement de manière unilatérale par la France – ce qui pouvait l'apparenter à une annexion. Ensuite, le sujet touchait à la question des frontières - ultra-sensible pour les Allemands, qui avaient déjà subi des pertes substantielles

⁸⁸² *Incorporés de force alsaciens et lorrains dans l'armée allemande*, Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4912, l'auteur de la note n'est pas mentionné.

⁸⁸³ *Ibid.*

⁸⁸⁴ *Ibid.*

de territoire à l'Est. Dans le même dossier, il y avait aussi le problème des biens passés sous séquestre français :

*En application de l'accord de Paris du 14 janvier 1946 sur les réparations, plusieurs centaines de petites propriétés de la région de Wissembourg – essentiellement des vignobles, demeurent sous séquestre. Leurs propriétaires allemands peuvent exploiter ces propriétés, moyennant le paiement d'une redevance, mais n'ont pas le droit de les vendre.*⁸⁸⁵

La République Fédérale demande donc la levée du séquestre, afin que les Allemands concernés puissent retrouver la pleine propriété de leurs biens. En quarante ans, les deux sujets ont fini par s'imbriquer, et les deux gouvernements ne sont jamais parvenus à un accord.

*Bien qu'il n'y ait pas de lien formel, lien en outre que la partie française a toujours évité de reconnaître explicitement, il lui a été clairement stipulé que la Commission du budget du Bundestag n'était pas disposée à lever le blocage qualifié des fonds destinés aux personnes incorporées de force, sans un règlement satisfaisant de la question de la forêt du Mundat et des terres sous séquestre [...].*⁸⁸⁶

Pour faire avancer le dossier des incorporés de force, une commission ad-hoc s'était mise au travail à partir de 1979, sous la direction de Daniel Hoeffel (Alsacien) et Alex Moeller (Allemand), dont les conclusions avaient servi de base à un accord franco-allemand signé le 31 mars 1981. Une fondation « pour l'entente franco-allemande » devait permettre de contourner les accords de 1953 sur les dettes de guerre. Un calendrier de versements avait même été fixé. Mais le problème n'était pas résolu pour autant, le Bundestag refusant d'inscrire les versements au budget, tant que la question de la Forêt du Mundat et des biens sous séquestre n'était pas réglée.

Au moment où Paris et Bonn désirent célébrer la réconciliation franco-allemande, cela fait désordre. Il est temps de solder les vieux comptes.

*Au point où en sont actuellement les choses, il paraît à la fois inévitable et souhaitable qu'un effort soit fait du côté français pour aider le gouvernement fédéral à faire approuver l'accord du 31 mars 1981 sur les incorporés de force par le Bundestag. Les autorités Fédérales se trouvent en effet dans une situation délicate : elles veulent éviter que la remise à plus tard de l'exécution de l'accord ne pèse sur le climat général des relations franco-allemandes [...]; elles considèrent que les contentieux frontaliers du Mundat et des séquestres n'ont pas, et de loin, la même importance que l'affaire des incorporés de force ; elles sont cependant sans autres armes, face à la position prise par le Bundestag, que le geste de bonne volonté attendu de la France.*⁸⁸⁷

⁸⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁸⁶ Notes préparatoires à la conférence de Rambouillet, Bundesarchiv BA 136 / 29949 - 355.

Wenngleich formelles Junktim nicht besteht und französische Seite im übrigen auch ausdrücklicher Anerkennung eines Zusammenhangs steht auswich, wurde ihr doch deutlich gemacht, dass Haushaltsausschuss Bundestags die qualifizierte Sperre für Zwangsrekrutiertenmittel nicht ohne befriedigende Regelung Mundatwald- und Sequesterlandfrage aufzuheben [...] bereit war.

⁸⁸⁷ Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4912, *Incorporés de force alsaciens et lorrains dans l'armée allemande*, Op. Cit.

A la veille du Sommet de Rambouillet, la situation s'est enfin débloquée : grâce à la bonne volonté française, soulignée d'ailleurs par le gouvernement allemand, un compromis est trouvé. La République Fédérale retrouve ainsi la souveraineté sur la Forêt du Mundat, et les incorporés de force vont pouvoir recevoir de l'argent de la fondation « pour l'entente franco-allemande » alimentée par Bonn. Un échange de notes, en date du 10 mai 1984 (quelques jours à peine avant le Sommet de Rambouillet), met au point les derniers détails :

Expression de notre gratitude à l'égard de la partie française pour sa coopération étroite et amicale, également pendant la phase préparatoire du règlement. Le règlement des différentes questions permet maintenant aussi l'entrée en vigueur, à partir du 10 juin 1984, de l'accord franco-allemand du 31 mars 1981 mentionné ci-dessus ; la première tranche de 100 millions de DM sera alors exigible. Avec le règlement détaillé du sort de la forêt de Mundat (souveraineté allemande, propriété française de la forêt [...]), le sujet des conséquences de la guerre vis-à-vis de la France, qui remontait à un passé malheureux, a ainsi été en principe résolue. ⁸⁸⁸

Loin d'être anecdotique, le règlement de ce contentieux qui traînait depuis des décennies marque bien la volonté des deux gouvernements de tourner la page des combats « passés et définitivement passés », selon l'expression que F. Mitterrand a employée lors de la conférence de presse donnée à l'issue du traité de Rambouillet. La solution trouvée est aussi le fruit de la volonté réciproque des deux gouvernements de comprendre les positions et les difficultés de l'autre, afin de faire les justes concessions nécessaires pour aboutir.

En épilogue au Geste de Verdun, un autre geste a été accompli par le Président français, le mois suivant, lors du Sommet de Bad-Kreuznach des 29 et 30 octobre 1984 : le retour (ou la restitution) du canon *Vogel Greif* (*Le Griffon* en français) à la ville de Coblenche ⁸⁸⁹. L'histoire de ce canon est à elle seule un reflet des relations tumultueuses qui ont existé entre la France et l'Allemagne, particulièrement dans la période qui s'étend de la Révolution française à la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit d'une pièce d'artillerie monumentale (près de 1300 kg ⁸⁹⁰), coulée en 1524 à Francfort-sur-le Main pour la forteresse d'Ehrenbreitstein. Cette forteresse surplombe la ville de Coblenche, au confluent du Rhin et de Moselle. Le *Vogel Greif* est resté à Ehrenbreitstein jusqu'en 1799, date où les troupes napoléoniennes s'emparent de la forteresse et transportent le canon, via la Moselle, jusqu'à Metz où il reste caché. La première demande de restitution a lieu en 1815, mais les Français, prétextant sa destruction, refusent de le rendre ⁸⁹¹. Le *Vogel Greif* reste d'abord caché, puis il est transféré, probablement en 1866, aux

⁸⁸⁸ Notes préparatoires à la conférence de Rambouillet, Bundesarchiv BA 136 / 29949 – 355, *Op. Cit.*

„Ausdruck des Dankes an die französische Seite für die enge und freundschaftliche Zusammenarbeit, auch bei den Vorbereitungen für die Regelung. Die Regelung der Einzelfragen ermöglicht nunmehr auch das Inkrafttreten des erwähnten deutsch-französischen Abkommens vom 31. 03. 1981 mit Wirkung vom 10. 06. 1984; dann wird die 1. Tranche von 100 Mio DM fällig. Mit der Detailregelung des Mundatwald-Schicksals (deutsche Souveränität, französisches Eigentum am Wald [...]) ist somit die Kriegsfolgenthematik gegenüber Frankreich, die aus einer unseligen Vergangenheit stammte, im Grundsatz gelöst.“

⁸⁸⁹ Lors de nos recherches à Coblenche au Bundesarchiv sur un sujet franco-allemand, nous avons pu constater qu'il était impossible d'échapper aux deux symboles franco-allemands de la ville : l'ancien Président Valéry Giscard d'Estaing qui y est né, et le canon *Vogel Greif*, exposé au Musée Régional de la citadelle d'Ehrenbreitstein.

⁸⁹⁰ Voir le bon de transport, consultable aux Archives Municipales de Coblenche dans le dossier « *Vogel Greif* ».

⁸⁹¹ Voir : WEIß Petra, „Der Vogel Greif zwischen Deutschland und Frankreich“, in *Neue Forschungen zur Festung Koblenz und Ehrenbreitstein Bd. 2*, Regensburg, Schnell und Steiner, 2006, p. 160.

Invalides. Suite à la chute de Metz en 1870 et à son annexion à l'Empire Allemand, la deuxième demande de restitution n'a guère plus de succès⁸⁹². En 1940, Hitler n'aura pas les mêmes scrupules. Le retour du *Vogel Greif* à la forteresse d'Ehrenbreitstein est organisé en grandes pompes, et le canon est proposé - dans une logique de propagande - à l'admiration du public allemand : « *Là, installé dans la cour supérieure du château, près du mur du rempart, avec la bouche orientée vers l'Ouest, il fut à nouveau un objet d'attraction pour les visiteurs*⁸⁹³ ». Après la défaite nazie, les Français occupent une nouvelle fois Coblenz, et le *Vogel Greif* retourne aux Invalides en 1946. Il faut attendre l'arrivée à la présidence de Valéry Giscard d'Estaing pour que soient ravivés les espoirs des habitants de Coblenz de voir revenir « leur » canon :

*La circonstance, peut-être heureuse, que le président français Giscard d'Estaing soit né à Coblenz, nous semble appropriée pour que vous le contactiez personnellement en tant que Coblençais et lui demandiez d'intervenir en faveur du rapatriement du Vogel Greif. [...] Si le Vogel Greif devait rejoindre son lieu d'origine sur l'Ehrenbreitstein par des moyens pacifiques, ce serait le signe que l'amitié franco-allemande ne se résume pas à des discours officiels.*⁸⁹⁴

Mais le Maire ne parvient pas à obtenir le geste attendu du Président français, pas même lorsqu'il accompagne le Président fédéral Walter Scheel lors de sa visite officielle à Paris :

Lors de ces réceptions officielles, tout sans exception est régi par un protocole très strict. [...] Il n'est pas possible, en revanche, d'aborder des questions particulières. [...] Même

„1815 forderte die Stadt Koblenz den Vogel Greif und noch sechs weitere Kanonen zurück. [...] Aber von französischer Seite hieß es, die Kanone sei zersägt.“

« En 1815, la ville de Coblenz a exigé la restitution du Vogel Greif et de six autres canons. [...] Mais côté français, on a prétendu que le canon avait été scié. »

⁸⁹² Voir : FUßINGER Lars, *Der Wandel der Bedeutung der Kanone ‚Vogel Greif‘ im Rahmen des deutsch-französischen Verhältnisses*, Mémoire en Histoire non publié, 2006, pp. 8 et 10, disponible aux Archives Municipales de Coblenz, dossier „Vogel Greif“.

„Nach dem deutsch-französischen Krieg 1870/71, [...] wurde von General Feldmarschall Moltke erwägt, die Kanone vom Verlierer zurückzufordern. Bismarck unterstützte diese Überlegung nicht und so blieb der Greif weiterhin französisch [...] da es Schmach genug für Frankreich war, dass die deutsche Einheit im Versailler Spiegelsaal proklamiert wurde.“

« Après la guerre franco-allemande de 1870/71, [...] le maréchal Moltke envisagea de réclamer le canon au vaincu. Bismarck ne soutient pas cette idée, et le Griffon resta donc français [...] car c'était déjà suffisamment humiliant pour la France que l'unité allemande soit proclamée dans la Galerie des Glaces à Versailles. »

⁸⁹³ WEIß Petra, „Der Vogel Greif zwischen Deutschland und Frankreich“, *Op. Cit.*, p. 162.

„Dort wurde er, auf dem Oberen Schlossohof nahe der Wallmauer mit der Mündung in Richtung Westen aufgestellt, wieder eine Attraktion für die Besucher.“

⁸⁹⁴ Lettre d'Ewald THUL (Président du Tribunal de Grande Instance de Coblenz) à Willi HÖRTER (Maire de Coblenz) en date du 29 décembre 1974, disponible aux Archives Municipales de Coblenz, dossier „Vogel Greif“.

„Der vielleicht glückliche Umstand, dass der französische Staatspräsident Giscard d'Estaing in Koblenz geboren ist, lässt uns angezeigt erscheinen, dass Sie sich an ihn als Koblenzer persönlich wenden und ihn um seine Vermittlung bei der Rückführung des Vogel Greif bitten. [...] Sollte der Vogel greif tatsächlich einmal auf friedlichem Wege in seine Heimat auf dem Ehrenbreitstein gelangen, so wäre dies ein Signal dafür, dass deutsch-französische Freundschaft nicht nur aus Festtagsreden besteht.“

*pendant le repas, cela n'est pas permis par le protocole. Ce type de discussion est réservé au Président fédéral, ou aux membres éminents de la délégation.*⁸⁹⁵

C'est finalement l'accession à la Chancellerie d'H. Kohl (qui en tant qu'ancien Ministre-Président de Rhénanie-Palatinat connaît bien le dossier) qui permet d'aboutir⁸⁹⁶. En pleine négociation sur le déblocage des fonds destinés aux Incorporés de force en échange d'un règlement définitif de la question de la forêt du Mundat, le député Heinz Schwarz ironise :

*Si le canon ne nous coûte pas aussi cher que la forêt du Mundat, pourquoi ne réussissons-nous pas à le ramener à Ehrenbreitstein, ou au Deutsches Eck, afin qu'il ne "tire" pas en direction de l'Ouest.*⁸⁹⁷

Le canon en réalité n'est pas « rendu » à la ville de Coblenz : il fait l'objet d'un « prêt permanent », renouvelable tous les cinq ans par reconduction tacite⁸⁹⁸. Cela n'empêche pas les oppositions en France : le directeur du Musée de l'Armée, le général Georges Le Diberder démissionne pour exprimer son désaccord⁸⁹⁹. Dix années plus tard, F. Mitterrand évoquera à nouveau les difficultés auxquelles il a été confronté avant de pouvoir « rendre » le canon aux Allemands :

Je me souviens des années passées où nous avons eu beaucoup de débats et de difficultés pour un canon. C'était un canon détenu par la France au Musée des Invalides et qui s'est retrouvé à Coblenz. Je vous ferai grâce du récit des mille et une aventures ! [...] Donc

⁸⁹⁵ Lettre de Willi HÖRTER à Friedhelm JANSEN en date du 23 avril 1975, disponible aux Archives Municipales de Coblenz, dossier „Vogel Greif“.

„Bei solchen offiziellen Staatsempfängen wird ausnahmslos alles von einem sehr strengen Protokoll bestimmt. [...] Spezielle Anliegen können hingegen nicht zur Sprache gebracht werden. [...] Auch während des Essens ist dies protokollmäßig nicht zulässig. Solche Gespräche sind nur dem Bundespräsidenten oder den führenden Mitgliedern der Delegation vorbehalten.“

⁸⁹⁶ Ce qui vaudra à Helmut Kohl les remerciements chaleureux du Maire, dans une lettre plus personnelle que celui-ci lui adresse le 29 avril 1985, disponible aux Archives Municipales de Coblenz, dossier „Vogel Greif“.

„Ich bin mir bewußt, daß ich es ausschließlich deinem persönlichen Engagement zu verdanken habe, dass die Kanone wieder nach Koblenz zurückgekommen ist; denn alle früheren Bemühungen vor deiner Amtszeit sind vergeblich gewesen. Dies wissen auch meine Koblenzer Mitbürger zu schätzen.“

« Je suis conscient que c'est entièrement grâce à ton engagement personnel que le canon est revenu à Coblenz, car tous les efforts précédents avant ton mandat sont restés vains. Mes administrés eux-aussi t'en sont reconnaissants. »

⁸⁹⁷ Lettre de Heinz SCHWARZ (député de la CDU au Bundestag) à Willi HÖRTER, en date du 28 juillet 1983, disponible aux Archives Municipales de Coblenz, dossier „Vogel Greif“.

„Wenn die Kanone nicht so teuer wird wie der Mundatwald, warum sollten wir es nicht schaffen diese wieder zum Ehrenbreitstein zu holen, oder zum Deutschen Eck, damit sie nicht in Richtung Westen „schießt“.“

⁸⁹⁸ Voir : article 5 de la convention passée entre le Musée de l'Armée (Paris) et la Ville de Coblenz, disponible aux Archives Municipales de Coblenz, dossier „Vogel Greif“.

⁸⁹⁹ ZWACH Eva, *Deutsche und englische Militärmuseen im 20. Jahrhundert*, Münster, LIT Verlag, 1999, p. 131.

„Aus Protest gegen die Rückführung nach Deutschland erklärte der Direktor des Pariser Musée de l'Armée seinen Rücktritt, da er sie als einen unzulässigen Eingriff in seine museale Hoheit begriff. Seiner Ansicht nach befand sich die Kanone zu Recht in französischem Besitz, und es bestand keinerlei Notwendigkeit - auch nicht zur Wahrung staatlicher Interessen - dies abzuändern.“

« Pour protester contre le rapatriement en Allemagne, le directeur du musée de l'Armée à Paris a présenté sa démission, car c'était pour lui une atteinte inacceptable à sa liberté muséographique. Selon lui, le canon était légitimement en possession de la France et il ne voyait pas la moindre nécessité - pas même pour raison d'État - d'y changer quoi que ce soit. »

la bataille pour le canon aurait pu être sanglante. Elle était d'autant plus étrange que ce canon n'avait jamais servi. [...] Et quand nous sommes allés l'admirer avec le Chancelier dans son havre que l'on peut imaginer définitif, j'étais accompagné quand même d'une réprobation profonde de la part d'un certain nombre d'historiens, de conservateurs de nos musées, qui j'en suis convaincu, ne me l'ont pas encore pardonné mais qui changeront peut-être d'opinion en pensant que ce soir, sont revenues en France, vingt-huit œuvres d'art, et que leur retour n'est dû qu'à la générosité du Chancelier d'Allemagne sans même que l'idée d'échange n'ait germé dans aucun esprit. ⁹⁰⁰

De fait, la valeur du *Vogel Greif* est avant tout symbolique. Il fait aussi partie de la stratégie de communication mise en œuvre par Paris et Bonn pour manifester leur parfaite entente, comme le relève la presse locale :

Que la forteresse d'Ehrenbreitstein et la remise du canon "Vogel Greif" aient constitué une toile de fond télégraphique pour manifester l'unité et la volonté commune d'une Europe unie, c'est une évidence. ⁹⁰¹

Mais, outre les va-et-vient effectués entre les deux pays, il possède une particularité inattendue. Les spécialistes ont découvert que le canon n'a probablement jamais tiré un seul coup de feu :

Cependant, il n'aurait jamais tiré : le trou pour la mèche, où la mèche aurait dû être allumée, est séparé de la chambre à poudre à l'intérieur du canon par environ dix à douze centimètres de bronze. Le trou pour la mèche n'a jamais été percé jusqu'à la chambre à poudre. Le musée d'État de Coblenz a ainsi apporté la preuve qu'aucun coup de feu n'a jamais été tiré depuis le "Greif". Cette découverte a également permis de corroborer l'hypothèse selon laquelle le canon n'avait servi qu'à des fins de dissuasion et de représentation. ⁹⁰²

Ce « détail » contribue à faire du *Vogel Greif* une arme de paix. Il serait donc non seulement une arme de guerre devenue un symbole de réconciliation entre la France et l'Allemagne, mais aussi une arme conçue d'emblée pour la dissuasion, c'est-à-dire fondamentalement pour éviter la guerre, selon la thèse de Lars Fußinger :

⁹⁰⁰ MITTERRAND François, *Allocution sur la restitution à la France d'une collection de tableaux, notamment du peintre Claude Monet, l'amitié et la coopération franco-allemandes, Mulhouse le 30 mai 1994.*

Disponible sur : <https://www.elysee.fr/francois-mitterrand/1994/05/30/allocution-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-sur-la-restitution-a-la-france-dune-collection-de-tableaux-notamment-du-peintre-claude-monet-lamitie-et-la-cooperation-franco-allemandes-mulhouse-le-30-mai-1994>

Consulté le 1er octobre 2022.

⁹⁰¹ BURGER Peter, „Wat dat all kost!“, in *Rhein-Zeitung*, 31. Oktober 1984.

„Dass die Festung Ehrenbreitstein und die Übergabe der Kanone ‚Vogel Greif‘ dabei eine telegene Kulisse zur Demonstration der Eintracht und des gemeinsamen Willens für ein geeintes Europa boten, liegt auf der Hand.“

⁹⁰² Auteur non mentionné, „Bewiesen: ‚Vogel Greif‘ hatte nur lahme Flügel“, in *Rhein-Zeitung*, 14. November 1984.

„Zu einem Abschuss jedoch wäre es nie gekommen: das Zündloch, an dem die Lunte hätte entzündet werden müssen, ist von der Pulverkammer im Innern des Geschützes durch etwa zehn bis 12 Zentimeter Bronze getrennt. Das Zündloch wurde niemals zur Pulverkammer durchgebohrt. Damit hat das Koblenzer Landesmuseum den Beweis erbracht, dass aus dem ‚Greif‘ tatsächlich niemals ein Schuss abgefeuert wurde. Die Vermutung, die Kanone habe nur der Abschreckung und der Repräsentation gedient, wurde mit dieser Entdeckung ebenfalls erhärtet.“

La façon dont le Greif a été coulé montre qu'on admettait qu'un canon pouvait également exercer un pouvoir symbolique sur un adversaire, à condition d'être suffisamment grand et menaçant. ⁹⁰³

Certes, nous pourrions rétorquer à l'auteur que le *Vogel Greif* n'a pas tout à fait rempli sa fonction, étant donné le nombre des conflits qui ont opposé la France et l'Allemagne au cours de ses quatre siècles d'existence ; mais son caractère d'arme dissuasive est évidemment très symbolique, dans le contexte qui suit directement la crise des euromissiles. Cet épisode démontre aussi combien la lecture qui est faite d'un geste symbolique est tributaire des préoccupations de l'époque où il est accompli.

A notre sens, le Geste de Verdun est incontestablement un geste qui témoigne combien F. Mitterrand et H. Kohl étaient déterminés à donner un nouveau souffle aux relations Est-Ouest, à la construction européenne et aux relations franco-allemandes. Il est ainsi le reflet de l'époque où il a été posé. C'est un geste de paix, dans un monde confronté à la menace nucléaire. F. Mitterrand et H. Kohl, en affichant une solidarité sans faille dans la crise des euromissiles, ont contribué à mettre fin à l'escalade et à relancer les négociations sur le désarmement. Certes, il faudra attendre encore 1987 pour que soit finalement décidé le démantèlement des missiles à moyenne portée en Europe, mais la dynamique s'est alors inversée. C'est aussi un geste européen : les efforts de la France et de la République Fédérale pour parvenir à un consensus ont amené leurs partenaires, et notamment la Grande-Bretagne, à faire de leur côté aussi les compromis nécessaires. La solidarité franco-allemande a donc permis une véritable relance de la construction européenne. C'est enfin un geste franco-allemand qui témoigne des relations personnelles qui se sont établies entre les deux hommes, et de leur volonté d'affronter ensemble les défis du moment, au-delà de leurs éventuelles divergences.

C'est sans doute ici que le geste accompli par F. Mitterrand et H. Kohl fait preuve d'une radicale nouveauté. Dans les relations franco-allemandes, une étape supplémentaire est franchie : celle du passage de la réconciliation à l'amitié, de la coopération à la confiance. La concertation entre les deux pays se fait de plus en plus étroite et ouverte : il devient ainsi possible de traiter les sujets qui fâchent, au lieu de les passer sous silence pour éviter les éventuels conflits. Il devient possible aussi de traiter en amont les éventuelles divergences pour parvenir dans pratiquement tous les domaines à une position commune. Cela permet au duo franco-allemand de peser d'une manière toute nouvelle dans les relations internationales. Les menaces et les crises internationales ont ainsi permis à la France et à l'Allemagne de prendre davantage conscience de leur communauté de destin, selon l'expression employée par F. Mitterrand dans le message envoyé au Président fédéral Karl Carstens à l'occasion de la commémoration du 6 juin 1944 :

Ce six juin, qui rappelle aux Français le début de la libération de leur pays, évoque aussi un combat où tant des vôtres et des nôtres sont tombés au service de leur patrie dans une

⁹⁰³ FUBINGER Lars, *Der Wandel der Bedeutung der Kanone ‚Vogel Greif‘ im Rahmen des deutsch-französischen Verhältnisses*, Op. Cit., p. 10.

„Schon beim Guß des Greifen (sic) erkannte man, daß eine Kanone auch eine symbolische Macht auf einen Gegner ausstrahlen kann, wenn sie von immenser Größe und Bedrohlichkeit ist.“

*guerre insensée entre frères d'Europe. - Notre continent en est resté blessé et partagé. Heureusement entre nos peuples, s'est affirmée une communauté de destin. Allemands et Français ont la volonté, j'en suis sûr, de poursuivre et de réussir, avec leurs partenaires de la Communauté, l'œuvre entreprise pour que l'Europe, un jour, soit par elle-même un gage de paix et d'équilibre si nécessaire au monde.*⁹⁰⁴

Parvenir à un compromis est certes assez banal sur les dossiers techniques, sur lesquels il est toujours possible de transiger. Depuis le Traité de l'Elysée, les cabinets ministériels travaillent de plus en plus étroitement pour trouver un consensus. Mais c'est plus complexe lorsque les sujets traités touchent plus directement les intérêts nationaux (la défense et la sécurité par exemple), ou les questions mémorielles. C'est sur ce dernier point que l'évolution nous semble la plus significative. Les polémiques autour des cérémonies du 6 juin avaient montré combien la Seconde Guerre mondiale était encore un sujet sensible, en France comme en Allemagne. Le choix de Verdun a encore tenu compte de cette réalité, et il a permis de focaliser les célébrations sur la Première Guerre mondiale. Mais la volonté de régler en amont de vieux contentieux comme celui de l'indemnisation des Incorporés de force ou de la forêt du Mundat montre bien aussi la prise de conscience qu'il était temps de tourner la page. Les deux acteurs principaux de la Rencontre de Verdun, F. Mitterrand et H. Kohl ont tous les deux connu la Seconde Guerre mondiale, même si c'est de manière différente. Par leur simple présence, ils témoignent que là aussi qu'une nouvelle étape dans le travail de réconciliation des mémoires est possible.

La spécificité du Geste de Verdun est donc de concentrer à la fois les enjeux du passé (la réconciliation), ceux du présents (les difficultés à affronter ensemble) et ceux de l'avenir (les défis à relever). La photo de F. Mitterrand et d'H. Kohl main dans la main à Verdun n'est pas seulement un geste politique répondant aux enjeux spécifiques du moment. Elle témoigne aussi d'une histoire que nous qualifierions non pas de commune (les spécificités ne sont pas gommées), mais de partagée (chacun des deux pays entre dans une compréhension plus profonde des spécificités de l'autre). C'est en prenant conscience de cette histoire « partagée » que la France et l'Allemagne ont approfondi leur relation, ce qui leur a permis faire preuve d'une réelle solidarité au-delà de leurs intérêts spécifiquement nationaux. Il y a là un véritable souffle nouveau, qui pourrait, aujourd'hui encore nous semble-t-il, inspirer les relations internationales.

⁹⁰⁴ MITTERRAND François, *Message envoyé au Président de la République Fédérale d'Allemagne à l'occasion de la commémoration du 6 juin 1944.*

Disponible sur : <https://www.elysee.fr/francois-mitterrand/1984/06/06/message-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-au-president-de-la-republique-federale-dallemagne-a-loccasion-de-la-commemoration-du-6-juin-1944-paris-mercredi-6-juin-1984>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

CHAPITRE V

**DE LA CARICATURE
AU MYTHE**

Avec l'intérêt croissant porté à l'histoire des mentalités, le dessin de presse est devenu une source d'information précieuse pour l'historien :

*« L'une des caractéristiques de l'histoire immédiate est d'offrir un plus large éventail de sources documentaires que les périodes plus anciennes. Outre de l'incalculable source orale, [...] l'historien de l'immédiat dispose, en effet, d'un autre gisement documentaire considérable : celui des images ; que celles-ci soient fixes comme la caricature, la bande dessinée, la photographie, ou animées comme les productions cinématographiques et audiovisuelles. »*⁹⁰⁵

Au premier degré, le dessin de presse offre tout d'abord un abondant témoignage concernant le regard que pouvaient porter les contemporains sur les événements et les réalités du moment. Et ce regard, lorsqu'il est celui d'un caricaturiste, peut se révéler particulièrement perçant et révélateur. La caricature devient ainsi en quelque sorte un miroir grossissant, qui permet d'étudier « à la loupe » les diverses composantes d'une société donnée. Mais par sa nature même, qui le destine à la parution, le dessin de presse s'adresse aussi à un public ; et sa spécificité est de le faire dans un langage qui reste souvent codé (l'auteur peut avoir recours par exemple à l'allusion, au sous-entendu, au second degré...). Pour que son dessin soit reçu, le dessinateur doit donc s'assurer que son lecteur possède les clefs de lecture indispensables. Le dessin de presse, par la connivence qu'il instaure entre l'auteur et le lecteur, devient ainsi une sorte de révélateur du « savoir partagé » d'une société donnée :

*Étudier la caricature, c'est regarder les événements politiques d'autrefois à travers le regard des hommes du passé, c'est retrouver les valeurs qui les motivaient et les sentiments qui les animaient. C'est en un mot accéder aux mentalités d'une époque révolue. Le champ est vaste. La richesse et l'enjeu de ce type de sources sont immenses.*⁹⁰⁶

⁹⁰⁵ SOULET Jean-François, « Chapitre 7 - Les sources iconographiques et audiovisuelles », in SOULET, Jean-François (Dir.), *L'histoire immédiate. Historiographie, sources et méthodes*, Paris, Armand Colin « U », 2012, p. 167.

⁹⁰⁶ VAN YPERSELE Laurence, « La caricature et l'historien », in COURTOIS Luc et PIROTTE Jean (Dir.), *Images de la Wallonie dans le dessin de presse (1910-1961). Une enquête dans la presse d'action wallonne*, Louvain-la-Neuve, Fondation wallonne Pierre-Marie et Jean-François Humblet, 1993, p. 113-117.

L'image des deux chefs d'Etat et de Gouvernement sur l'esplanade de l'Ossuaire de Douaumont, main dans la main devant un catafalque recouvert des deux drapeaux français et allemand, était à la fois hautement symbolique et totalement inédite. Chargée de sens et immédiatement reconnaissable, elle possédait d'emblée toutes les caractéristiques propres à attirer l'attention des caricaturistes. Dès le lendemain des cérémonies, en France comme en Allemagne, le Geste de Verdun a donc fait très rapidement son entrée dans le dessin de presse. Mais s'agissait-il là d'un simple phénomène passager, lié à l'actualité de l'événement, ou bien le phénomène a-t-il été plus durable ?

A l'occasion du trentième anniversaire du Geste de Verdun, en 2014, le Centre Mondial de la Paix et des Libertés et des Droits de l'Homme à Verdun a pu organiser une large exposition, entièrement consacrée au Geste de Verdun dans le dessin de presse :



Un des deux visuels choisis pour l'affiche de l'exposition « Le Geste de Verdun »

Les organisateurs de l'exposition sont formels : le temps relativement long qui s'est écoulé depuis l'événement donne désormais le recul nécessaire, et ce recul permet d'affirmer que la présence du Geste de Verdun dans le dessin de presse dépasse le simple fait d'actualité. La richesse du corpus présenté témoigne en effet d'une fécondité qui ne s'est pas démentie au fil des années :

30 ans après, le geste de Verdun est une image iconique culturelle inscrite dans la conscience populaire et politique qui dépasse largement le seul cadre des relations franco-allemandes. Si l'image est reprise comme baromètre de l'entente du couple franco-allemand, elle est devenue depuis quelques années une référence pour illustrer bien d'autres situations de politique intérieure, internationale ou même sociétale. Au sein de l'exposition « le geste de Verdun : Mitterrand-Kohl », plus de 15 % des dessins présentés ont été publiés durant les 2 dernières années, preuve d'un regain très net d'intérêt des dessinateurs de presse pour ce symbole.⁹⁰⁷

⁹⁰⁷ Dossier de presse de l'exposition *Le Geste de Verdun* 2014.

Disponible sur :

<http://www.cmpaix.eu/le-geste-de-verdun/140912%20dossier%20de%20presse%20Le%20Geste%20de%20Verdun.pdf>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

La scénographie choisie pour la présentation des dessins est particulièrement révélatrice⁹⁰⁸. Elle met en évidence que la représentation du Geste de Verdun dans le dessin de presse est un phénomène qui n'est absolument pas linéaire, et qui a évolué au fil des années. Nous pouvons ainsi imaginer que l'unification allemande a marqué une étape importante ; et que par la suite, les changements de dirigeants à la tête des deux pays ont également apporté leur lot d'évolutions. De même qu'il existe une histoire des relations franco-allemandes, nous pouvons ainsi constater qu'il semble exister en parallèle une histoire de la représentation de ces relations dans le dessin de presse :

*Eclairage essentiel, le geste de Verdun est mis en perspective dans le temps long de la relation entre la France et de l'Allemagne. [...] L'ensemble de ces dessins sont le reflet de plus de quatre-vingt-dix ans d'actualité diplomatique, croquée par la presse française et allemande. Ils offrent un regard critique mais néanmoins empathique sur les relations entre la France et l'Allemagne, et invitent le visiteur à l'observation et à la réflexion.*⁹⁰⁹

A partir des dessins de presse parus en France et en Allemagne, nous pouvons donc nous interroger. Le Geste de Verdun n'est-il qu'une étape parmi d'autres dans la représentation des relations franco-allemandes, ou a-t-il introduit une nouveauté qui a considérablement et durablement transformé les caricatures sur le sujet ? Pouvons-nous constater à travers ces dessins de presse l'émergence d'une « vision » commune de l'événement ? Ou au contraire, la subsistance de regards nationaux qui témoigneraient de la difficulté de parvenir à une mémoire franco-allemande véritablement commune, ou du moins partagée ? Le Geste de Verdun est-il enfin resté, dans sa représentation, un geste uniquement « franco-allemand » ? Ou est-il parvenu à sortir de ce cadre initial pour prendre au fil des années une valeur plus universelle ?

Précisions méthodologiques :

Les relations franco-allemandes ont toujours été une source d'inspiration particulièrement riche pour les dessinateurs de presse des deux pays. En témoignent les nombreuses expositions, parfois itinérantes, qui y ont été consacrées ces dernières années. En 2013, le Centre Mondial de la Paix a ainsi accueilli en 2012 « *Drôle de peuple / komisches Volk* », consacrée aux dessins de Plantu. En 2013, le Goethe Institut a proposé l'exposition itinérante « *Paarlauf – Pas de deux* » et le Musée Tomi Ungerer de Strasbourg a organisé celle intitulée « *Du duel au duo* », consacrée aux différents « couples » franco-allemands qui se sont succédés depuis 1963. La Mairie de Poitiers a présenté en 2015, dans le cadre de son jumelage avec la ville de Marburg (Hesse) une exposition intitulée « *Allemagne-France, 50 ans de*

⁹⁰⁸ Les dessins sont en effet présentés en 5 sections distinctes :

- Prologue (dessins réalisés avant le geste de Verdun)
- Les 5 premières années après le Geste de Verdun
- Après la réunification de l'Allemagne
- Les nouveaux acteurs (les successeurs du couple fondateur)
- Epilogue (les gestes d'amitié et de réconciliation inspirés du Geste de Verdun)

⁹⁰⁹ Dossier de presse de l'exposition *Le Geste de Verdun* 2015.

Disponible sur :

http://www.memorial-charlesdegaulle.fr/UserFiles_degaulle/files/DP%20Geste%20de%20Verdun-21-03-2015%20BD.pdf

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

caricatures ». Tout récemment encore, en 2021, la préfecture de la Meuse a mis à l'honneur « *Baguette & Bratwurst* », le travail de la jeune illustratrice Annika Franck, commandé par l'Institut français de Mannheim. Il nous a fallu toutefois nécessairement faire des choix. Ce chapitre sera donc essentiellement consacré à un événement qui, *a posteriori*, s'est révélé être décisif pour l'orientation de nos recherches. A l'occasion du trentième anniversaire du Geste de Verdun, en 2014, le Centre Mondial de la Paix et des Libertés et des Droits de l'Homme à Verdun a organisé une exposition entièrement consacrée au Geste de Verdun dans le dessin de presse, que nous avons pu personnellement visiter. C'est principalement cette exposition qui nourrira notre réflexion. La richesse du corpus présenté (110 dessins) nous permet d'appuyer notre analyse sur un choix de caricatures déjà largement représentatif. Cependant, le panel retenu ne saurait être exhaustif, compte tenu du nombre considérable de dessins produits. Les organisateurs eux-mêmes le reconnaissent d'ailleurs volontiers, il leur a fallu faire une sélection. Afin de mettre en perspective les choix opérés, nous avons donc choisi d'élargir le panel proposé dans l'exposition. Des sites tels que celui de la CVCE (Centre virtuel de la Connaissance sur l'Europe rattaché à l'Université du Luxembourg) ou celui du DFI (Institut franco-allemand de Ludwigsburg) proposent en effet leur propre sélection de caricatures. Nous avons eu aussi recours au blog de l'association *Cartooning for peace*⁹¹⁰, « Libérons les crayons », hébergé par le journal *Le Monde*. Des recherches (en ligne essentiellement, en raison des difficultés dues à la pandémie) nous ont également permis de découvrir quelques pépites, et de compéter ainsi les dessins présentés par l'exposition qui, par définition, s'arrêtait en 2014. Malgré tout, nous ne saurions nous non-plus prétendre à l'exhaustivité. Il ne s'agit là que d'une mise en perspective, destinée à alimenter la réflexion. Notre réflexion s'appuiera aussi sur les travaux qui ont pu concerner les caricatures franco-allemandes. Citons, entre autres, la thèse de Marie-Pierre Delépine⁹¹¹ qui consacre un chapitre au Geste de Verdun, ou la journée d'étude interdisciplinaire qui s'est tenue en 2013 à l'Université de Franche-Comté⁹¹², qui aborde elle toutefois une perspective plus large.

Dans ce chapitre consacré au dessin de presse, nous ne pouvons enfin pas passer sous silence que certains des dessinateurs dont nous commenterons les caricatures ont été victimes de l'attentat perpétré dans les locaux de Charlie Hebdo le 7 janvier 2015 (Cabu, Charb, Honoré, Tignous et Wolinski). Et le 16 octobre 2020, c'est Samuel Paty, un professeur d'histoire-géographie qui a été assassiné pour avoir appuyé son cours sur l'étude des caricatures de Mahomet. Même si ces événements dramatiques dépassent largement le cadre de notre étude,

⁹¹⁰ Voir le site de l'association : <https://www.cartooningforpeace.org>. Consulté le 1^{er} octobre 2022.

« *Cartooning for Peace est une association née d'un événement et d'une rencontre. Les réactions sanglantes à la publication des caricatures de Mahomet dans le journal danois, le Jyllands-Posten, le 30 septembre 2005 ont conduit à une rencontre fondatrice : le 16 octobre 2006, Kofi Annan, prix Nobel de la Paix et Secrétaire général des Nations Unies, et Plantu, journaliste et dessinateur au journal français Le Monde et L'Express, réunissent douze dessinateurs internationaux autour d'un colloque 'Désapprendre l'intolérance – dessiner pour la paix'.* »

⁹¹¹ DELEPINE Marie-Pierre, *Présidents et chanceliers dans les caricatures politiques : représentation et symbolique du couple franco-allemand (1950-1998)*, sous la direction de Anne Saint Sauveur-Henn, soutenue à Paris 3 en 2007.

⁹¹² KRAPOTH Stéphanie, ASTANGUL-RALLO Claire (éd.), *Les Relations franco-allemandes en perspective. Sources, méthodes et temporalités pour une approche des représentations depuis 1870*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2016.

ils ont suscité une vive émotion, ainsi qu'une abondante et précieuse réflexion sur le statut de la caricature dans des Etats démocratiques attachés à la liberté d'expression tels que le sont la France ou l'Allemagne.

I. Un geste caractéristique ?

Un motif de caricature, pour être efficace, doit posséder des caractéristiques immédiatement reconnaissables pour les lecteurs. Ce sont ces caractéristiques qui permettront à ces derniers d'identifier immédiatement la référence. Une question s'impose donc d'emblée : pouvons-nous identifier des caractéristiques qui nous permettent de reconnaître à coup sûr une représentation du Geste de Verdun ? Nous avons vu dans les chapitres précédents que le Geste de Verdun était à l'origine un geste mémoriel, mais aussi un geste politique et diplomatique. Par son caractère inédit, il a aussi été rapidement perçu comme un geste à dimension historique.

Quels sont les traits qui ont été retenus par les caricaturistes au moment du geste, lorsque celui-ci faisait partie de l'actualité ? Ces traits sont-ils les mêmes en France et en Allemagne ? Comment ont-ils été traités ? Les caricaturistes ont-ils été plutôt féroces, ou ont-ils été plutôt bienveillants ? Le recul (presque 40 ans) nous invite également à vérifier la solidité de ces traits caractéristiques. Comment ont-ils évolué au fil des années ? Sont-ils toujours les mêmes ? Quels sont ceux qui ont résisté à l'épreuve du temps ? Sont-ils toujours identifiables par un lecteur plus jeune, qui n'a pas été témoin de l'évènement ? Et si oui, ont-ils toujours la même signification symbolique ?

1. Un lieu : Verdun

Le premier message véhiculé par le Geste de Verdun tient au choix du lieu retenu pour les cérémonies. Verdun est un lieu de mémoire de la Première Guerre mondiale, mais aussi de la mémoire pacifiste qui s'est développée dès les années 1920 autour des anciens champs de bataille. L'annonce du choix de Verdun pour la cérémonie était déjà en elle-même porteuse de sens⁹¹³. Ce qui a marqué les contemporains, c'est d'abord le lieu particulièrement solennel et grave choisi pour la commémoration. Comme le rappelle F. de La Mure :

*« C'est ça qui était très émouvant, en fait. Devant les morts, on témoignait que l'avenir serait différent. »*⁹¹⁴

Et de fait, la symbolique des lieux n'a pas échappé aux caricaturistes : les deux premières caricatures de notre panel consacrées explicitement à la Rencontre de Verdun la reprennent, ou plutôt même l'anticipent, puisqu'elles ont en réalité précédé les cérémonies du 22 septembre 1984. La première (Fig. 1) est en effet parue dans le *Canard Enchaîné* du 19 septembre 1984, trois jours avant la Rencontre de Verdun. La seconde (Fig. 2) est parue dans *Le Républicain*

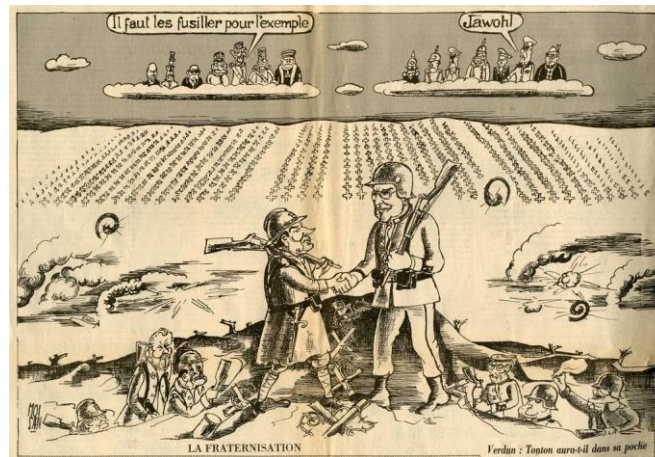
⁹¹³ Voir *Supra*, chapitre II.

⁹¹⁴ de La MURE Frédéric, dans l'entretien qu'il nous a accordé le 14 mai 2021, *Op. Cit.*

Lorrain le matin même des cérémonies. Les deux dessinateurs présentent ainsi à l'avance leur vision de ce que pourrait être l'événement. Et ces deux visions divergent radicalement.

R. Moisan (Fig. 1) fait le choix de mettre en œuvre une mise en scène particulièrement élaborée :

Fig. 1



Roland Moisan, *Le Canard Enchaîné*, 19. 09. 1984

La multiplicité des éléments présents dans la caricature témoigne de la richesse de la thématique mémorielle de Verdun, que le dessinateur tente de synthétiser, tout en juxtaposant soigneusement les éléments, afin d'éviter les éventuels amalgames. La mise en scène commence par le décor où se déroule la scène, un décor particulièrement complexe. Nous voyons en effet apparaître trois niveaux ; or ces niveaux ne sont pas commandés par le réalisme du dessin. Ils s'inscrivent en réalité dans une perspective chronologique. Au premier plan, le champ de bataille résonne encore de la violence des combats et nous ramène donc en 1916 à la Bataille de Verdun, et à la mémoire de la Première Guerre mondiale. Les personnages placés au centre de ce décor, F. Mitterrand et H. Kohl, renvoient eux à l'actualité et à la cérémonie qui va avoir lieu et à l'actualité immédiate du 22 septembre 1984. Ces personnages permettent alors de faire le lien avec le deuxième plan, un alignement de croix, qui évoque de manière tout à fait caractéristique l'un des lieux choisis pour les commémorations, la Nécropole de Douaumont. Au troisième plan enfin, des personnages placés sur des nuages surplombent pour ainsi dire ces deux premiers niveaux et commentent la scène : ce sont *a priori* des officiers, des responsables politiques ou des généraux de la Première Guerre mondiale⁹¹⁵. Ils sont eux pour ainsi dire « hors du temps », puisque morts depuis longtemps, et ils interviennent du haut de leur éternité. Ils n'en apparaissent pas moins comme complètement désuets, à l'image de la polémique qu'ils soulèvent en observant la scène de réconciliation qui se produit sous leurs yeux. Comme le souligne Marie-Pierre Delépine :

⁹¹⁵ Pour les Français, il nous semble distinguer Poincaré (premier personnage en partant de la gauche ?) Clémenceau (troisième personnage en partant de la gauche ?), Pétain (quatrième personnage en partant de la gauche ?), un juge qui peut symboliser les tribunaux militaires chargés de juger les soldats coupables de fraternisation (dernier personnage à droite). En ce qui concerne les Allemands, les traits sont moins nets ; la caricature s'adresse en effet à un public français qui ne reconnaîtrait pas forcément les personnes. Les personnages représentés le sont plutôt pour leurs « costumes » : outre le traditionnel casque à pointe, nous pouvons voir une casquette qui fait plutôt penser à la Seconde Guerre mondiale (le troisième personnage en partant de la gauche pourrait même être Hitler), et un chapeau traditionnel bavarois.

Emprunte de morbidité et de cynisme, cette représentation souligne la cruauté des dirigeants de l'époque et fait de ses derniers les responsables du carnage au cours duquel s'affrontèrent sans relâche les deux peuples. [...] Le geste de François Mitterrand et d'Helmut Kohl est commenté – du haut de deux nuages distincts – par le haut-commandement des deux armées en présence. Les chefs d'alors sont en effet choqués par l'attitude de leurs successeurs et voudraient – d'un commun accord – [les] voir 'fusiller pour l'exemple'.⁹¹⁶

Cette superposition invite le lecteur à une double remise en cause. L'évocation des fusillés pour l'exemple est une brèche volontairement ouverte dans une mémoire française qui se voudrait monolithique et uniquement héroïque. Elle souligne l'absurdité et l'atrocité de la guerre, thématique où précisément peuvent se rejoindre Anciens Combattants français et allemands. En pleine Guerre froide, cette superposition pointe également la responsabilité, et la responsabilité personnelle, des dirigeants actuels dans la préservation de la paix. F. Mitterrand et H. Kohl sont bien accompagnés d'un certain nombre de ministres⁹¹⁷; mais ceux-ci sont au second plan, émergeant à peine des tranchées. Le caricaturiste rappelle ainsi que la volonté politique des Chefs d'Etat et de Gouvernement se heurte parfois aux divergences qui peuvent surgir à propos de dossiers concrets (en matière de politique économique, de politique de sécurité et de défense...⁹¹⁸). Ainsi, la caricature interroge : face au poids du passé et aux défis du présents, la cérémonie de Verdun ne sera-t-elle donc qu'une Nième mise en scène, destinée à promouvoir une réconciliation et un pacifisme de façade ?

B. Ferreira (Fig. 2) nous livre quant à lui une représentation nettement plus sobre :

Fig. 2



Verdun. Réconciliation franco-allemande – 21 septembre 1984.

Bernard Ferreira, *le Républicain Lorrain*, 22. 09. 1984.

Le dessinateur a en effet choisi de concentrer en une image les deux éléments qu'il percevait comme essentiels dans la future Rencontre de Verdun : les croix blanches (caractéristiques,

⁹¹⁶ DELEPINE Marie-Pierre, *Présidents et chanceliers dans les caricatures politiques : représentation et symbolique du couple franco-allemand (1950-1998)*, Op. Cit.

⁹¹⁷ Il nous semble reconnaître du côté français Claude Cheysson (Relations extérieures), Charles Hernu (Défense) et Roland Dumas (Affaires européennes, et porte-parole du gouvernement). Du côté allemand, c'est plus délicat : nous ne reconnaissons pas les ministres attendus : ni Hans-Dietrich Genscher (Affaires étrangères) ni Manfred Wörner (Défense). Sans doute le caricaturiste jugeait-il que leur visage n'était de toute façon pas connu du grand public français, à qui la caricature était destinée.

⁹¹⁸ Voir *Supra*, chapitre IV.

comme pour le dessin de Moisan (Fig. 1), de la Nécropole de Douaumont, et représentant la mémoire traumatique de Verdun) et la poignée de main (symbole de la réconciliation franco-allemande). Cette concentration a pour effet d'accentuer le contraste entre les deux éléments, et de leur donner une force symbolique encore plus grande. Avec cette manière de procéder, c'est toute la symbolique de la Rencontre de Verdun qui est au centre du dessin, et non les protagonistes du Geste : ces derniers ne sont même pas représentés – ce qui constitue une exception dans le panel de caricatures dont nous disposons. B. Ferreira (Fig. 2) délaisse complètement le côté « mise en scène » dénoncé par R. Moisan (Fig. 1) pour se concentrer sur la symbolique mémorielle de l'évènement. En raison d'évidentes convergences, nous pouvons rapprocher ce dessin de celui réalisé l'année suivante par le caricaturiste allemand H.-G. Georg Rauch (Fig. 3). Les deux dessinateurs utilisent en effet exactement les mêmes symboles (les croix blanches et la poignée de main). Cette juxtaposition nous permet toutefois de remarquer une différence sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir : en observant l'orientation des mains, nous pouvons constater que la poignée de main « d'avant » le Geste de Verdun est encore représentée dans une logique de « face à face ». La poignée de main de 1985 a adopté la posture du « côte-à-côte », typique du Geste de Verdun. Il n'est pas anodin enfin que le dessin allemand ait été publié au lendemain du quarantième anniversaire du 8 mai 1945. Nous pouvons y déceler un appel à étendre la réconciliation à la mémoire de la Seconde Guerre mondiale, ce qui en 1985 est encore compliqué, notamment en France ⁹¹⁹.

Fig. 3



Hans Georg Rauch, *Die Zeit*, 10. 05. 1985

Dans leur efficacité, ces deux dessins concentrent en quelque sorte tous les enjeux de l'époque autour d'une mémoire commune, fondée sur le deuil commun et la réconciliation. Nous retrouvons ici les mêmes fractures que celles que nous avons constatées au sein des commentateurs dans le chapitre III : les dessinateurs de la presse régionale de Lorraine et la presse allemande sont, eux, nettement moins féroces que leurs homologues de la presse nationale française, et notamment de la presse d'opposition au président de la République.

Cependant, force est de constater que le cadre de Verdun ne s'est pas imposé dans les caricatures (il n'est représenté que sur quatre d'entre-elles). En 1984, le temps de la

⁹¹⁹ Voir *Supra*, chapitre IV.

réconciliation sur les tombes est pour ainsi dire dépassé : il s'agit d'entrer dans une nouvelle ère, celle d'une coopération de plus en plus étroite entre la France et l'Allemagne. Même si le « main dans la main » a tiré toute sa force du fait qu'il ait été accompli à Verdun, il semble que la mémoire collective ait peu à peu oublié la symbolique du lieu pour lui donner une valeur encore plus universelle. Verdun certes n'a pas oublié le geste des deux chefs d'Etat et de Gouvernement : tous les cinq ans, une journée de commémoration est organisée au Centre Mondial de la Paix et des Droits de l'Homme, qui laisse à chaque fois une large place au Geste. C'est dans ce cadre notamment qu'a été présenté pour la première fois le panel de caricatures qui a déclenché notre recherche, et sur lequel nous nous appuyons principalement dans ce chapitre. Mais curieusement l'inverse semble être moins vrai : les références à Verdun et à sa mémoire sont par la suite totalement absentes des caricatures dont nous avons eu connaissance⁹²⁰. Nous pouvons certes trouver de nombreuses allusions plus générales aux « conflits passés », et nous reviendrons sur cet aspect mémoriel qui continue de traverser les caricatures. Mais Verdun en tant que tel disparaît : il n'y a par la suite plus aucune allusion, ni à Verdun, ni aux champs de bataille de la Première Guerre mondiale.

A ce stade, nous pouvons formuler plusieurs hypothèses. Dans une première hypothèse nous pourrions penser que la référence est tellement connue que toute mention de Verdun serait superflue. Mais ce qui était sans doute vrai au moment où le geste a été accompli, du fait de son l'hypermédiatisation, nous semble nettement moins pertinent presque quarante années plus tard. Dans notre expérience de recherches, lorsque nous avons parlé du « Geste de Verdun », nous avons fréquemment constaté (sans pour autant faire de statistiques, ce n'était pas notre propos) que très peu de personnes savaient en réalité de quoi nous parlions. Il fallait déjà s'adresser à des personnes d'un certain âge, ou à des spécialistes des relations franco-allemandes. Quant à nos étudiants, seuls ceux qui sont passés par une section européenne histoire-géographie en allemand savaient dans les grandes lignes de quoi il s'agissait (cette période de la construction européenne n'est en effet plus explicitement au programme d'histoire du lycée, qui débute avec Maastricht en 1992⁹²¹).

La seconde hypothèse que nous pourrions formuler est la suivante : l'image des deux Chefs d'Etat et de Gouvernement aurait fini par s'affranchir de son cadre d'origine, pour acquérir une autre dimension, plus universelle. Surgissent alors plusieurs interrogations : la grande majorité du public n'a-t-il pas oublié que le geste avait eu lieu à Verdun, pour ne finalement ne retenir que la symbolique qu'il exprimait ? Quels liens cette image entretient-elle encore avec le lieu d'où elle a surgi, lieu qui faisait sens à l'époque ? Pouvons-nous nous alors encore réellement parler de « Geste de Verdun », et si oui, dans quel sens faut-il comprendre cette expression ?

⁹²⁰ Nous rappellerons simplement que cette date, qui était censée marquer une commémoration, ne correspondait en réalité à aucun anniversaire précis (voir *Supra*, chapitre II). Le Geste de Verdun s'est ainsi rapidement affranchi de la date effective de sa réalisation pour prendre une valeur plus universelle.

⁹²¹ Voir *Programmes et ressources en histoire-géographie - voie GT*.

Disponible sur : <https://eduscol.education.fr/1667/programmes-et-ressources-en-histoire-geographie-voie-gt>
Consulté le 1^{er} octobre 2022.

2. Deux hommes : François Mitterrand et Helmut Kohl

Incontestablement, la mémoire du Geste de Verdun est aussi liée à celle des deux hommes qui l'ont accompli. Le couple Mitterrand-Kohl, par sa longévité et son dynamisme, a particulièrement marqué l'histoire des relations franco-allemandes ⁹²². Le Geste de Verdun est ainsi devenu symbolique, non seulement des relations entre les deux pays, mais aussi des liens qui se sont tissés au fil des années entre F. Mitterrand et H. Kohl. Les caricatures prennent alors parfois un ton plus personnel, et jouent davantage sur l'émotion. Trez (Fig. 4) met en scène la proximité des deux hommes à l'occasion de la campagne présidentielle de 1988.

Fig. 4



Trez, *EnTREZ, c'est ouvert*, 1988

Certes, H. Kohl ne soutient pas ouvertement F. Mitterrand dans la campagne ⁹²³. Mais F. Mitterrand joue largement de sa proximité avec H. Kohl pour façonner son image « d'européen » ⁹²⁴ :

Ainsi, la présence du candidat Mitterrand en 1988 apparaît très indirecte, celui-ci misant sur une communication figurative allusive, plutôt que sur un forcing verbal. [...] Plusieurs comptes rendus retransmis de ses déplacements lui donnent l'occasion de

⁹²² Voir *Supra*, chapitre IV.

⁹²³ Voir : Auteur non mentionné, « La rencontre Kohl-Mitterrand en Forêt-Noire Un " non-candidat " au coeur de l'Europe », in *Le Monde*, 16 mars 1988.

« Pour écarter toute malencontreuse inférence, tout soupçon mal venu d'ingérence de sa part dans la campagne électorale française, le chancelier a pris grand soin de souligner qu'il s'agissait là d'amitié entre les deux pays, indépendamment des deux personnes qui les représentaient, et que si "préférence" il y avait, c'était celle de l'Allemagne pour la France et non sa préférence propre pour tel ou tel futur président de la République française. [...] Il n'empêche ; cette invitation en Forêt-Noire était fort bien venue pour le non-candidat Mitterrand, champion au demeurant du rapprochement avec la RFA. »

⁹²⁴ Le clip officiel de campagne, conçu par Jacques Séguéla, réunit en 80 secondes environ cinq-cents plans qui retracent à une vitesse vertigineuse une sorte d'épopée de 200 ans d'histoire de France depuis la Révolution Française. Le dernier plan de la séquence, avec une entorse chronologique qui permet de le laisser plus longtemps à l'écran et d'en faire une sorte de point d'orgue, est précisément le Geste de Verdun.

Clip disponible sur : <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/i07060787/francois-mitterrand-1988>
Consulté le 1^{er} octobre 2022.

*s'afficher notamment aux côtés d'Helmut Kohl pour symboliser la politique européenne qui donnera sens à son second septennat.*⁹²⁵

Lorsque F. Mitterrand quitte le pouvoir en 1995, ce sont treize années de coopération étroite qui s'achèvent entre les deux hommes. Huit jours avant la fin de son mandat, le 8 mai 1995, le Président français se rend à Berlin pour prononcer son dernier discours officiel. Dans ce discours-testament, il réaffirme encore une fois son engagement européen, fondé sur son expérience de la guerre, puis de la réconciliation franco-allemande :

*Je suis venu à vous ce soir, à Berlin, en ma qualité de Président de la République française et c'est à ce titre que je vous parle. Comme il s'agit de l'un des derniers actes que j'accomplirai dans ce rôle ; je suis fier que cela soit ici avec vous. [...] Je suis venu célébrer chez vous le 8 mai 1945, exactement comme l'ont fait le Président et le Chancelier allemands ce matin à Paris. C'est une réflexion sur le sens de ce 8 mai que je veux approfondir, car je crois que nos fils considéreront avec étonnement ce rassemblement de tant de peuples qui se sont tant meurtris, cette célébration d'un événement où la victoire et la défaite se mêlent, où chacun compte et pleure ses morts, en oubliant parfois de s'émerveiller que de ces morts soit née la prise de conscience de ce qu'une civilisation peut faire et de ce qu'elle ne doit pas faire, de ce que l'avenir attend et de ce qu'il interdit.*⁹²⁶

Le Geste de Verdun sert ainsi tout naturellement de référence à Pancho (Fig. 5). Le dessin est empreint de nostalgie : les mains ne se joignent plus, F. Mitterrand s'éloigne en saluant son homologue de son légendaire chapeau. Le lecteur perçoit bien qu'une époque se termine :

Fig. 5



Pancho, *Le Monde*, 10. 05. 1995

⁹²⁵ ROUQUAN Olivier, « La stratégie de communication de François Mitterrand en 1988 », in *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 2007/1 (n° 7), p. 125.

⁹²⁶ MITTERRAND François, *Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur la commémoration de la fin de la seconde guerre mondiale, la victoire contre le nazisme, la réconciliation franco-allemande et la construction européenne, Berlin le 8 mai 1995.*

Disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/discours/205118-allocution-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-sur-la>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

Voir aussi : Auteur non mentionné, « Le testament européen », in *Le Monde*, 10 mai 1995.

L'émotion atteint son comble lors des obsèques de F. Mitterrand à Notre-Dame de Paris le 11 janvier 1996. Pour évoquer les larmes apparues sur le visage d'H. Kohl lors de la cérémonie, Chaunu (Fig. 6) fait une fois de plus appel au Geste de Verdun :

Fig. 6



Chaunu 1996, « Les larmes d'Helmut », *Ouest France* (?), 1996

L'absent est signifié par la rose et le chapeau qui sont restées à terre. Ces objets très souvent associés à F. Mitterrand représentent symboliquement l'héritage que ce dernier a laissé. Indirectement, la question est posée : que va-t-il advenir du Geste de Verdun, une fois disparu l'un des protagonistes ?

Sans surprise, F. Mitterrand et H. Kohl sont ainsi au centre de la quasi-totalité des caricatures de notre panel, en ce qui concerne la période où ils étaient tous les deux au pouvoir (entre octobre 1982 et mai 1995). Mais ils ne disparaissent pas pour autant des caricatures réalisées ultérieurement. L'arrivée d'un nouveau chef d'Etat ou de Gouvernement à la tête de l'un ou l'autre pays pousse naturellement les dessinateurs à la comparaison, et leur donne l'occasion de s'interroger : comment les « nouveaux acteurs » vont-ils se glisser dans les pas de leurs prédécesseurs ?

En 1996, E. Chaunu (Fig. 7) représente le nouveau président français J. Chirac en amoureux transi, qui semble tout intimidé de devoir prendre place aux côtés d'H. Kohl :

Fig. 7



Emmanuel Chaunu, lieu de parution non mentionné, 1996

En utilisant la métaphore de la demande en mariage, le caricaturiste souligne certes la continuité de la relation franco-allemande. Mais nous ne pouvons pas nous empêcher de nous interroger. Dans cette évocation du Geste de Verdun, F. Mitterrand (qui vient de décéder) est par excellence le grand absent : il n'est ni nommé ni représenté. Mais il est en réalité omniprésent. N'est-ce pas donc pas aussi devant ce « grand absent » que J. Chirac est intimidé ? Le caricaturiste suggère ainsi qu'il ne sera pas facile pour le nouveau Président français de remplacer son prédécesseur, face à H. Kohl qui, lui, est encore aux responsabilités. Même si la différence de taille ne joue plus, la figure d'H. Kohl, protagoniste original, reste imposante. J. Chirac est représenté non-pas plus petit, mais pliant les genoux dans une attitude de déférence... mais qui peut tout aussi bien être interprétée comme une attitude de soumission vis-à-vis de son homologue allemand.

La décision de J. Chirac de dissoudre l'Assemblée Nationale ouvre en France une nouvelle période de cohabitation. C'est donc exceptionnellement le « couple » Jospin – Kohl qui devient la cible de Plantu (Fig. 8) :

Fig. 8



Plantu, *Le Monde*, 21. 09. 1997

Pendant la campagne législative, le socialiste L. Jospin a très peu évoqué la poursuite de la construction européenne, sujet qui continue de diviser la gauche française. Plantu représente donc L. Jospin qui, une fois nommé premier ministre, s'empresse (de manière assez peu convaincante, comme le suggère la police d'écriture de ses propos) de rassurer son homologue. Le caricaturiste ne se contente toutefois pas de représenter L. Jospin et H. Kohl dans l'attitude du Geste de Verdun. Sur son nuage, F. Mitterrand est lui-aussi présent : il semble veiller à la bonne poursuite de la politique de coopération étroite avec l'Allemagne au service de l'Europe, qu'il avait initiée quinze années auparavant.

Après son départ de la chancellerie, et même s'il n'est pas encore décédé, H. Kohl rejoint rapidement F. Mitterrand au-dessus du cadre, tous deux devenant des sortes de figures tutélaires chargées de veiller sur le couple franco-allemand. Plantu (Fig. 9) illustre ainsi la rencontre de Blaesheim (en Alsace) du 31 janvier 2001. La serveuse habillée en Alsacienne et apportant une choucroute suggère que la scène a lieu dans une *Winstub* (un restaurant alsacien traditionnel typique). La convivialité semble ainsi prendre le pas sur les désaccords politiques. Après les divergences franco-allemandes apparues au Sommet européen de Nice du mois de décembre

précédent, il s'agit de recoller les morceaux et de mettre en place un processus de concertation encore plus étroit entre les deux pays (qui prendra d'ailleurs le nom de « *processus de Blaesheim* »).

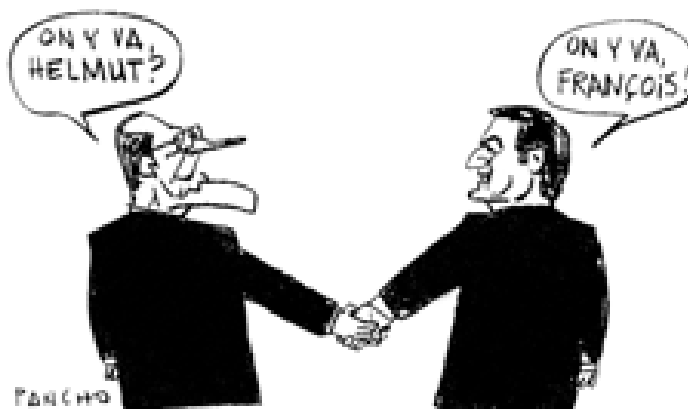
Fig.9



Plantu, *Le Monde*, 01. 02. 2001

Curieusement, ce ne sont pas Ch. de Gaulle et K. Adenauer mais bien F. Mitterrand et H. Kohl qui sont invoqués comme figures tutélaires ce dessin de Pancho (Fig. 10), paru à l'occasion du quarantième anniversaire du Traité de l'Élysée :

Fig. 10



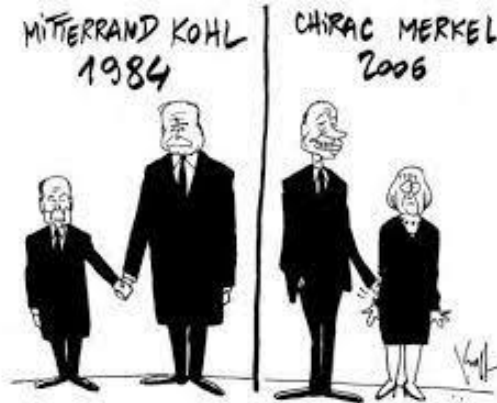
Pancho, *Le Monde*, 23. 01. 2003

Début 2003, J. Chirac comme G. Schröder entament chacun leur second mandat. Le « couple » devrait être désormais bien établi, et avoir remplacé le duo initial. Mais en utilisant les prénoms de leurs prédécesseurs, Pancho laisse entrevoir que ce n'est pas le cas : le Geste de Verdun reste toujours lié aux deux hommes qui l'ont accompli.

Sur quelques caricatures, au fur et à mesure que les années passent, la référence au couple initial devient encore plus explicite. Certains dessinateurs ont même recours au procédé du parallélisme, afin de mieux dénoncer ce qu'ils considèrent comme une dégradation des relations franco-allemandes. Le contraste est parfois poussé à l'extrême. Sur cette caricature de Kroll (Fig. 11), le geste d'origine s'est même transformé en une « main aux fesses » du Président français à la Chancelière. Faut-il y voir une simple illustration du « mauvais tour »

joué à l'Allemagne par la France, qui vient de rejeter par référendum le projet de Constitution européenne, ce qui a entraîné des tensions dans le « couple »⁹²⁷ ? Pour le public belge, le dessinateur rappelle les noms des protagonistes originaux et la date, mais notons que Verdun en tant que tel n'est pas mentionné. Ce n'est pas l'aspect mémoriel qui intéresse le dessinateur, mais le geste en tant que symbole des relations franco-allemandes.

Fig. 11



Kroll, <https://www.lesoir.be>, 2006

Sur ce dessin de J. Cardon (Fig. 12), ces indications n'apparaissent même pas : les deux silhouettes et l'attitude des protagonistes initiaux sont jugées suffisamment reconnaissables pour le public français pour qu'il ne soit pas nécessaire de les mentionner. N. Sarkozy est représenté cette fois-ci non-plus debout, mais sur un brancard. En pleine crise de la zone euro, le caricaturiste stigmatise ainsi l'impuissance de la France à résister face à l'Allemagne qui impose sa politique de rigueur :

Fig. 12



Jacques Cardon, lieu de parution non mentionné, 16. 11. 2011

⁹²⁷ Voir : Auteur non mentionné, « Jacques Chirac et Angela Merkel testent la viabilité du couple franco-allemand », in *Le Monde*, 23 janvier 2006.

Voir aussi : Auteur non mentionné, « Angela Merkel et Jacques Chirac se rencontrent pour relancer la construction européenne », in *Le Monde*, 5 juin 2006.

Le procédé ici nous paraît tout de même ambigu : s'agit-il d'une simple allusion au fait que J. Chirac avait la réputation d'être « porté sur les femmes », ou d'une mise en scène plus machiste du fait que pour la première fois, une femme est présente dans le « couple » ?

Le couple formé par F. Mitterrand et H. Kohl à Verdun devient ainsi une sorte de baromètre⁹²⁸ de l'état de la relation entre les deux pays. Comme le note le dossier pédagogique qui accompagne l'exposition « Le Geste de Verdun », l'image de F. Mitterrand et H. Kohl continue même à être employée de manière symbolique de la relation franco-allemande, même lorsqu'il s'agit en réalité de représenter leurs successeurs :

Ainsi en 2014, alors qu'Angela Merkel dirige le gouvernement allemand et que François Hollande est président en France, ce sont Kohl et Mitterrand qui sont utilisés par Pohle dans une vision catastrophiste du couple franco-allemand. Aujourd'hui, Kohl rêverait de faire rôti le coq gaulois tandis que Mitterrand tirerait au canon sur l'aigle allemand... (Fig. 13)⁹²⁹:

Fig. 13



Marlene Pohle, *toonpool.com*, 17 juin 2014

C'est indéniable : le « fantôme » du couple fondateur F. Mitterrand / H. Kohl continue de hanter les caricatures de leurs successeurs, que ce soit sous forme de prénoms (Pancho, Fig. 45), de parallèles visuels (Kroll, Fig. 46 ou Cardon, Fig. 47), ou d'allusion dans les paroles prononcées par les protagonistes (Plantu, Fig. 50). Nous assistons là à un phénomène comparable à celui qui a accompagné l'accolade de l'Élysée : Ch. de Gaulle et Konrad Adenauer ont été eux aussi largement convoqués lorsqu'il s'agit de promouvoir les relations franco-allemandes. Dans la mémoire collective, F. Mitterrand, H. Kohl et le Geste de Verdun

⁹²⁸ L'image est de F. Mitterrand. Nous l'appliquons ici à l'univers des caricatures franco-allemandes. La caricature agit comme un miroir, et permet comme un baromètre de mesurer l'état de la relation entre les deux pays.

« *Quoi d'étonnant si, aujourd'hui, ce qu'on appelle le "couple franco-allemand" est devenu comme une sorte de baromètre de l'Europe. On nous épie, on nous ausculte. La moindre de nos brouilles supposées met en alarme rédactions et chancelleries.* »

Voir : MITTERRAND François, *Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur l'entente franco-allemande et la construction de l'unité européenne, Baden Baden le 25 novembre 1994.*

Disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/discours/128614-allocution-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-sur-l>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁹²⁹ Fiche pédagogique accompagnant l'exposition *Le Geste de Verdun*.

Disponible sur : <https://www.cmpaix.fr/SE/fichePeda-GesteDeVerdun.pdf>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

sont indissociablement liés. En témoignent les innombrables références au geste qui ont été utilisées dans la presse lors des cérémonies du Centenaire de la Bataille, le 29 mai 2016, ou l'année suivante lors du décès de l'ancien Chancelier allemand, le 16 juin 2017⁹³⁰. En 2020, la référence à F. Mitterrand et H. Kohl est toujours utilisée : Plantu y a recours pour illustrer *l'Initiative franco-allemande pour la relance européenne face à la crise du coronavirus* prise par les deux pays le 18 mai 2020 :

Fig. 14



Plantu, *Le Monde*, 19. 05. 2020

Mais sur la caricature, E. Macron est obligé de raviver la mémoire d'A. Merkel : « *Tu te souviens ? A Verdun... Mitterrand et Kohl...* ». Cela nous interroge : parallèlement, n'est-ce pas Plantu lui-même qui est ici contraint d'explicitier une référence, devenue moins évidente pour le lecteur d'aujourd'hui ? En effet, nous pouvons constater que la référence au couple initial n'est présente que sur une partie des dessins de notre panel ; elle a même tendance à s'estomper au fil des années. Elle disparaît même quasiment à partir de l'arrivée à la Chancellerie d'A. Merkel (sauf à l'occasion des anniversaires ou des commémorations, où elle ressurgit). Evoquer le couple Mitterrand-Kohl ne semble plus incontournable pour faire référence au Geste de Verdun, comme le montrent, entre autres, ces deux exemples⁹³¹ :

Fig. 15



Plantu, *Le Monde*, 21. 03. 2012

Fig. 18



Thomas Plabmann, *Berliner Zeitung*, 06. 06. 2014

⁹³⁰ Voir entre autres :

- KILB Andreas, „Ein Heer von Toten ruht unter dem Wald“, in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 29. Mai 2016.
- BLAVIGNAT Yohan, « Helmut Kohl, père de la réunification allemande, est mort », in *Le Figaro*, 16 juin 2017.
- VERNET Daniel, « Mort de Helmut Kohl, l'artisan de la réunification allemande », in *Le Monde*, 17 juin 2017.

⁹³¹ Nous commenterons ces caricatures en temps voulu, au fur et à mesure où nous traiterons des thématiques qu'elles abordent : nous ne les présentons ici pour l'instant qu'à titre d'illustration de notre propos.

Après s'être affranchi de son lieu d'origine, le Geste de Verdun s'affranchirait-il petit à petit aussi de ses protagonistes initiaux ? Que reste-t-il alors de caractéristique, qui permette de le reconnaître ?

3. Une posture : main dans la main

En tant que « geste de paix et de réconciliation », le Geste de Verdun ne constitue pas une première. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais déjà dès le lendemain de la Grande Guerre, des gestes de paix ont été échangés entre dirigeants français et allemands. Ces gestes ont été marquants, et ils ont naturellement trouvé leur place dans le dessin de presse. De même que le geste de Verdun s'inscrit dans l'histoire des relations franco-allemandes, sa représentation s'inscrit elle-aussi dans l'histoire des caricatures franco-allemandes. Une section de l'exposition « *Le Geste de Verdun* » est ainsi consacrée aux gestes franco-allemands qui ont précédé le Geste de Verdun. Par définition, ces caricatures ne représentent pourtant pas directement le Geste de Verdun, puisqu'elles sont antérieures aux cérémonies du 22 septembre. Les organisateurs s'en expliquent :

*Le geste de réconciliation du 22 septembre 1984 n'est pas né ex nihilo. Il a des précurseurs, de toute sorte, qui ont eux aussi servi de modèles aux dessinateurs de presse.*⁹³²

« *Prologue* » (dossier de presse de l'exposition de 2014), « *prélude* » (fiche pédagogique à destination des enseignants) ou « *gestes précurseurs* » (dossier de presse de l'exposition de 2015) : les différents termes choisis nous invitent à un questionnement. Quels liens pouvons-nous donc faire entre les représentations du Geste de Verdun dans la caricature, et les différentes représentations des gestes qui l'ont précédé ? Pouvons-nous suivre les organisateurs de l'exposition et distinguer des éléments du Geste de Verdun qui sont déjà présents, comme en germe, dans les dessins de presse antérieurs au 22 septembre 1984 ? Ou devons-nous déceler au contraire une radicale nouveauté dans les dessins consacrés au Geste de Verdun ?

Le premier geste qui est présenté comme précurseur par l'exposition « *Le Geste de Verdun* » est celui accompli dès l'entre-deux-guerres par Aristide Briand et Gustav Stresemann. Deux éléments ont, nous semble-il, permis aux organisateurs de l'exposition de retenir cette caricature dans leur panel : La dimension interpersonnelle est manifeste, et nous pouvons déjà voir apparaître une poignée de mains. Aristide Briand et Gustav Stresemann, en signant les accords de Locarno qui leur ont valu de recevoir en 1926 le prix Nobel de la paix, sont souvent considérés par les historiens comme les précurseurs du rapprochement franco-allemand⁹³³.

⁹³² Fiche pédagogique de l'exposition *Le Geste de Verdun*, *Op. Cit.*

⁹³³ GUIEU Jean-Michel, « Le rapprochement franco-allemand dans les années 1920 : esquisse d'une véritable réconciliation ou entente illusoire ? », in *Les Cahiers Sirice*, 2016/1 (N° 15), p. 25-40.

« Si l'histoire de la réconciliation franco-allemande ne saurait être décrite comme un processus inéluctable se poursuivant d'un après-guerre à l'autre, elle peut néanmoins gagner à être davantage attentive aux efforts menés en sa faveur au cours des années 1920, car non seulement ceux-ci étaient encore bien vivants dans le souvenir des acteurs du rapprochement franco-allemand après la Seconde Guerre mondiale, mais aussi parce qu'ils permettent de broser un récit plus complexe des relations franco-allemandes, dépassant le constat d'une seule et même « guerre de Trente ans » entre 1914 et 1945. »

Fig. 17



Karl Arnold, *Simplicissimus*, 11. 10. 1926

Mais la représentation proposée ici n'en reste pas moins ambiguë. Comment faut-il par exemple interpréter le geste de leur bras gauche ? Car la légende qui accompagne le dessin « A Berlin !! » / « A Paris !! » fait clairement référence aux cris de guerre de 1914, largement médiatisés à des fins de propagande.



Carte postale, Historial de la Grande Guerre - Péronne, 1914, <https://archives.somme.fr/>



Oskar Tellgmann, *Mobilmachung*, 02. 08. 1914 (domaine public)

La caricature de K. Arnold (Fig. 17) nous semble donc particulièrement significative, car elle rassemble deux éléments qui peuvent sembler contradictoires, mais qui néanmoins cohabitent. D'une part, le « couple » formé par A. Briand et G. Stresemann a pu être idéalisé par les contemporains, comme sur cette une du *Petit Journal Illustré* de 1928 (Fig. 18), qui célèbre le rôle des deux hommes dans la consolidation de la paix entre les deux pays. Mais d'autre part, cette idéalisation n'a pas empêché pour autant le regard critique. Dans une caricature parue en 1926 dans le journal satirique *Kladderadatsch*, W. Hahmann (Fig. 19) propose bien un « côte à côte » (comme dans le Geste de Verdun) entre les deux hommes sur la « prairie de la paix »... mais l'entente franco-allemande est menacée par un taureau furieux qui surgit en arrière-plan, taureau qui est baptisé « le chauvinisme français ». Nous reviendrons sur cette cristallisation entre idéalisation et regard critique, car elle nous semble caractériser également une grande partie des caricatures du Geste de Verdun. Quoi qu'il en soit, ces représentations d'A. Briand

et de G. Stresemann montrent que dans l'entre-deux-guerres, les intérêts nationaux restent en réalité bien présents, comme le rappelle Jean-Michel Guieu ⁹³⁴.

Fig. 18



Auteur non mentionné, Le Petit Journal,
09. 09. 1928 (Hors exposition)

Fig. 19



Werner Hahmann, Kladderadatsch,
10. 11. 1926 (CVCE)

En conséquence, la dénonciation de « l'autre » reste encore un trait saillant de la caricature dans les deux pays. De même qu'il est encore délicat de parler de véritable réconciliation, ou de réel embryon de mémoire commune avant la Seconde Guerre mondiale, il paraît difficile de considérer que les caricatures de l'entre-deux-guerres font appel à un « savoir partagé », et sont donc au sens strict véritablement « franco-allemandes ». En ce qui concerne la caricature d'A. Briand et de G. Stresemann présentée dans le cadre de l'exposition, nous sommes donc davantage dans l'ordre du « prologue » que d'un véritable « geste précurseur » du Geste de Verdun.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le motif de la « poignée de mains » continue d'accompagner les représentations des relations franco-allemandes. Un des dessins choisis pour l'exposition montre cependant qu'au moment de la Déclaration Schuman (9 mai 1950), préambule à la création de la CECA, la réconciliation franco-allemande n'allait pas forcément de soi. Parmi les « gestes précurseurs » choisis par les organisateurs, nous pouvons ainsi découvrir ce dessin, paru en 1950 sous la plume d'Henri-Paul Gassier (Fig. 20). Le caricaturiste joue ici sur le parallélisme parfait des deux poignées de main : celle de Montoire entre Pétain et Hitler, et celle entre R. Schuman et K. Adenauer. A cette époque, la mémoire de l'Occupation est encore vive, et le rapprochement avec l'Allemagne mis en œuvre par R. Schuman et K. Adenauer est parfois encore assimilé à une nouvelle forme de « collaboration » :

⁹³⁴ *Ibid.*

« Il est certain toutefois que cette réconciliation répondait avant tout à un choix tactique de la part des deux hommes et qu'elle leur paraissait la manière la plus efficace de servir les intérêts de leur nation respective. Si Stresemann souhaite le rapprochement avec la France, c'est qu'il espère en effet redonner à son pays une position d'influence internationale [...]. Loin d'une prétendue naïveté dont ses adversaires politiques l'accableront, Briand est en réalité convaincu depuis longtemps que l'avenir de la relation franco-allemande se fera au détriment de la France et que l'Allemagne retrouvera bientôt toute sa puissance. C'est pourquoi sa politique consiste à enserrer l'Allemagne dans un réseau de liens et d'engagements internationaux limitant sa marge de manœuvre révisionniste. »

Fig. 20



Henri-Paul Gassier, lieu de parution non-précisé
24. 06. 1950

Mais en 1984, presque deux générations ont passé depuis l'Occupation, et nous ne sommes plus dans ce cas de figure. Le rapprochement ne manque donc pas de faire réagir G. Saunier, qui rappelle en outre la spécificité du Geste de Verdun :

*Il ne s'agit donc pas, à proprement parler, d'une poignée de main, qui relie habituellement les deux mains droites, mais d'un geste ad hoc. Le rapprochement avec la poignée de main de Montoire, que certains caricaturistes ont cru déceler, est donc, y compris sur ce plan, tendancieux.*⁹³⁵

La fiche pédagogique qui accompagne cette caricature propose toutefois plusieurs pistes d'interprétation au lecteur :

*Ce rapprochement peut être interprété positivement (5 ans après la fin de la guerre, la France et l'Allemagne entrent dans une logique de réconciliation) ou négativement (cette décision n'est-elle pas prématurée alors que les cicatrices de l'occupation ne sont pas refermées ?).*⁹³⁶

Un dessin de M. Szczuk (Fig. 21) datant de la même époque, également retenu pour l'exposition, présente ainsi la réconciliation franco-allemande de manière nettement plus positive. Les figures de Marianne et de Michel, symbolisant respectivement la France et l'Allemagne, sont représentés sous les traits reconnaissables de R. Schuman et K. Adenauer. Assis sur un tas de charbon, avec des industries et une exploitation minière représentées en arrière-plan, les deux personnages semblent, tels des amoureux transis, au début de leur histoire d'amour. Le parallélisme avec Montoire mis en scène par H. P. Gassier (Fig. 30) peut donc aussi, de manière paradoxale, accentuer le caractère tout à fait novateur de la politique de réconciliation mise en œuvre par le « couple » Schuman / Adenauer. C'est ce qui permet aux organisateurs de l'exposition de le présenter, à juste titre, comme un véritable couple « précurseur » :

⁹³⁵ SAUNIER Georges, « Verdun, le Geste Mitterrand-Kohl », *Op. Cit.*

⁹³⁶ Fiche pédagogique de l'exposition *Le Geste de Verdun*, *Op. Cit.*

Fig. 21



Mirko Szczuk, Die Welt,
13. 05. 1950

Cependant, le « couple » précurseur par excellence, ne serait-ce que par la place qu'il tient dans l'exposition (il est présent sur 14 des 110 dessins, soit environ un dessin sur huit) est bien celui formé par Ch. de Gaulle et K. Adenauer. Les dessins choisis témoignent en effet d'un changement remarquable intervenu dans la représentation du « couple » franco-allemand au lendemain de la signature du Traité de l'Elysée. Les deux caricatures de 1962 (Fig. 22 : la visite d'Adenauer à Reims en juillet et Fig. 23 : le voyage de de Gaulle en Allemagne en septembre) conservent encore une poignée de main traditionnelle :

Fig. 22



von höherer Warte betrachten...

Fritz Behrendt, *Süddeutsche Zeitung*,
09. 07. 1962

Fig. 23



Hanns-Erich Köhler, lieu de parution non précisé
1962.

Certes, les corps se rapprochent et l'autre main qui se pose sur les épaules du partenaire annonce déjà une certaine proximité. Mais ce n'est pas encore une véritable accolade. Celle-ci ne fait son apparition dans les caricatures qu'au lendemain du Traité de l'Elysée, en France (Fig. 24) comme en Allemagne (Fig. 25). Par la signature du traité de l'Elysée, Ch. de Gaulle et K. Adenauer voulaient signifier qu'une nouvelle étape était franchie sur le chemin de la réconciliation franco-allemande. Et ils l'ont fait tout particulièrement en échangeant cette accolade immédiatement après la signature, geste inédit à ce niveau diplomatique :



Le général de Gaulle embrasse le chancelier allemand Konrad Adenauer après la signature du traité de coopération franco-allemand le 22 janvier 1963 dans le salon Murat du Palais de l'Élysée. AFP.

Le geste a été tellement marquant qu'il a fini par résumer en lui-même cette nouvelle étape. Il s'est alors naturellement imposé dans le dessin de presse, ce qui indéniablement a transformé de manière définitive la représentation du couple franco-allemand. L'accolade fait désormais partie de l'histoire de la caricature franco-allemande :

Fig. 24



Kamb, *L'Humanité*,
22. 01. 1963

Fig. 25



Wilhelm Hartung, *Die Welt*,
24.01.1963 (CVCE)

Mais inversement, ce phénomène de médiatisation par la caricature a contribué à faire entrer le geste des deux Chefs d'Etat et de gouvernement dans la mémoire collective, et d'atteindre ainsi une sorte de consécration. Si le geste est bien à l'origine des caricatures qu'il a suscitées, c'est bien le dessin de presse qui a permis au geste d'atteindre toute sa dimension, et d'entrer ainsi au panthéon des gestes historiques. Dès lors, la question se pose inévitablement : pouvons-nous affirmer que nous assistons à un phénomène comparable en ce qui concerne le Geste de Verdun ? Et jusqu'où cette comparaison peut-elle aller ?

A Verdun, F. Mitterrand et H. Kohl ont eux-aussi accompli un geste « historique », une « première », qui introduit une nouvelle posture dans l'album de famille franco-allemand⁹³⁷.

⁹³⁷ Voir *Supra*, chapitre III.

Un « main dans la main » était jusque-là inédit dans les clichés officiels des chefs d'Etat et de Gouvernement. Les deux hommes sont passés du traditionnel face-à-face au « côte-à-côte ». Comme l'observe F. de la Mure, le Geste de Verdun se distingue ainsi fortement d'une poignée de main diplomatique classique :

*Le terme couramment utilisé est très mal choisi. Ils n'ont pas échangé une POIGNEE DE MAIN, où la main droite de l'un emboîte celle de l'autre et qui est un geste conventionnel de salutation. Ils se sont mutuellement TENUS PAR LA MAIN, dans un geste apparemment spontané de confiance et de fraternité.*⁹³⁸

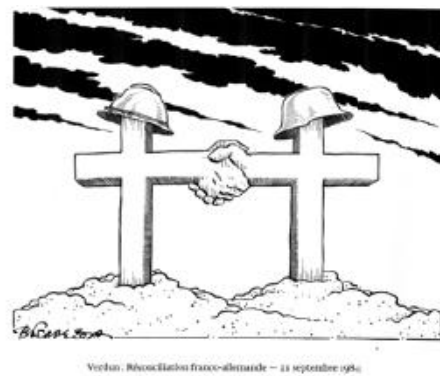
Nous pouvons même constater que le changement de posture des dirigeants est tellement marquant qu'il permet de « dater » les caricatures franco-allemandes en fonction du Geste de Verdun. Nous retrouvons là le phénomène qui avait accompagné la signature du Traité de l'Elysée vingt ans auparavant. Les dessins parus avant la cérémonie, comme celui de Moisan (Fig. 26) ou celui de B. Ferreira (Fig. 27) représentent encore une poignée de main classique :

Fig. 26



Roland Moisan, *Le Canard Enchaîné*,
19. 09. 1984

Fig. 27



Bernard Ferreira, *le Républicain Lorrain*,
22. 09. 1984

Par contre, ceux réalisés après la cérémonie, comme celui de Lap (Fig. 28) ou celui de H. G. Rauch (Fig. 29), ont aussitôt reproduit, puis adopté de manière quasi définitive la posture de F. Mitterrand et H. Kohl :

Fig. 28



Lap, *Le Canard Enchaîné*,
26. 09. 1984

Fig. 29



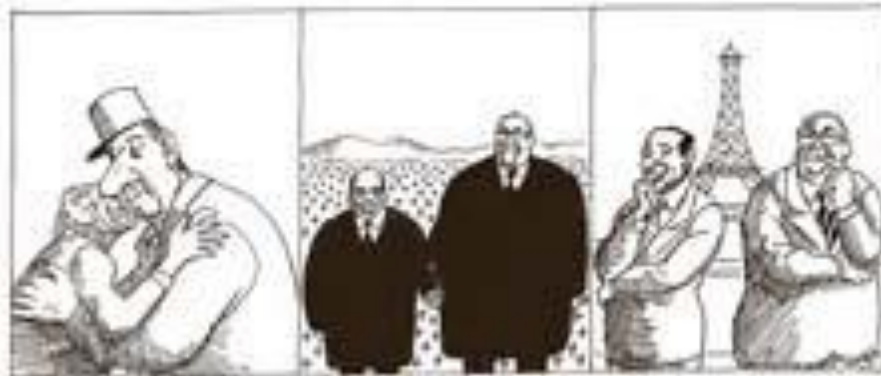
Hans Georg Rauch, *Die Zeit*,
10. 05. 1985

⁹³⁸ de La MURE Frédéric, dans l'entretien qu'il nous a accordé par visio-conférence le 14 mai 2021, *Op. Cit.*

Grâce à la télévision et à la presse écrite qui ont diffusé largement le cliché, la référence est largement, sinon universellement connue. L'attitude des deux dirigeants est reconnaissable entre toutes. Elle peut donc aisément être utilisée par les caricaturistes. H. G. Rausch (Fig. 29) n'a même plus besoin de représenter F. Mitterrand et H. Kohl : l'évocation de la posture en « ombre chinoise » est suffisamment évocatrice.

En effet, le Geste de Verdun ne s'est pas seulement inscrit dans l'histoire des relations franco-allemandes. Il a aussi durablement marqué l'histoire de la représentation franco-allemande dans le dessin de presse, comme nous pouvons le voir sur ce dessin de Lang (Fig. 30) qui retrace en une sorte de « mini bande dessinée » l'histoire des relations franco-allemandes à travers les gestes symboliques des dirigeants :

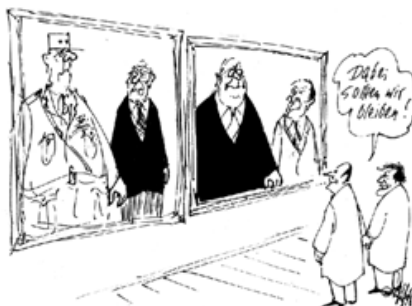
Fig. 30



Ernst-Maria Lang, *Süddeutsche Zeitung*,
13. 05. 1995

L'accolade de l'Élysée et le Geste de Verdun y sont présentés comme deux étapes d'égale importance. J. Chirac et H. Kohl semblent alors se demander quel nouveau geste ils vont bien pouvoir inventer pour continuer à écrire cette « histoire ». Ils n'y parviendront d'ailleurs pas. En effet, tous les successeurs de F. Mitterrand et H. Kohl seront à un moment ou un autre représentés dans l'attitude du Geste de Verdun. Nous pouvons même constater que sur certaines caricatures, l'attitude de F. Mitterrand et H. Kohl a fini, par « déteindre » rétrospectivement sur Ch. de Gaulle et K. Adenauer. Certains dessinateurs, comme F. Wolf (Fig. 31) ou R. Hachfeld (Fig. 32) ne représentent même plus Ch. de Gaulle et K. Adenauer avec l'accolade qui les a caractérisés : ils leur font adopter à leur tour le « main dans la main » de Verdun :

Fig. 31



Fritz Wolf, Lieu de parution non mentionné,
1998

Fig. 32



Rainer Hachfeld, *Le Monde*,
12. 01. 1996

Dans l'histoire de la caricature, le « main dans la main » de Verdun est ainsi devenu la posture caractérisant le couple franco-allemand, indépendamment parfois, comme nous le verrons, de toute contextualisation.

A travers ces deux dernières caricatures, nous pouvons constater que le Geste de Verdun a durablement, et même rétrospectivement transformé la représentation du « couple » franco-allemand dans le dessin de presse. Pouvons-nous aller jusqu'à dire qu'il a remplacé l'accolade de l'Elysée dans la mémoire collective ? En tout cas, il l'a indéniablement supplanté dans le dessin de presse, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord son actualité : le dessin de presse par définition est en phase avec l'actualité qui le suscite. Depuis l'accolade de l'Elysée, une génération est passée. Cela ne veut pas dire que celle-ci est tombée dans l'oubli. Mais le Geste de Verdun, qui a été de surcroît très fortement médiatisé, est à l'évidence plus parlant pour un lecteur de la fin du XX^{ème} siècle et du début du XXI^{ème} siècle. Ensuite, le Geste de Verdun n'abolit pas l'accolade de l'Elysée, mais il en est en quelque sorte le prolongement. Il est donc normal que les caricaturistes se mettent « à l'ordre du jour » et adoptent le geste qui leur semble le plus adéquat pour symboliser les relations franco-allemandes.

II. Un geste tourné en dérision

Le message principal des cérémonies, et plus particulièrement encore du Geste de Verdun lui-même, c'est celui de la proximité et de la solidarité sans faille que F. Mitterrand et H. Kohl ont voulu afficher entre la France et l'Allemagne. Se tenir « main dans la main », cela va bien au-delà du simple geste diplomatique, comme le rappelle Marie-Pierre Delépine :

Le message délivré par le mano a mano était particulièrement évocateur puisque la symbolique des mains déclenche dans l'inconscient collectif – et ceci au-delà des réminiscences historiques – une vague d'associations d'idées comme l'union, la solidarité ou l'amitié. Décodable par tous, le geste de Verdun-1984 illustre au mieux la déclaration commune des deux dirigeants : 'Nous nous sommes réconciliés. Nous nous sommes compris. Nous sommes devenus amis'.⁹³⁹

Les commentateurs ont ainsi très vite repéré que le Geste de Verdun n'était pas seulement un geste mémoriel, mais aussi un geste politique destiné à créer l'événement⁹⁴⁰. Une partie des dessinateurs de presse s'en est donc naturellement emparée, comme elle l'aurait fait de n'importe quel fait d'actualité.

Nul ne s'étonnera que les dessins de presse qui commentent le geste de Verdun ne le font en général pas en applaudissant aveuglément. Lorsque les politiques parlent de réconciliation ou font étalage de l'harmonie et de l'amitié qui règnent entre eux, les dessinateurs réagissent avec le scepticisme qui est une de leurs déformations professionnelles. Ils préfèrent mettre à nu ce qui s'offre à leur

⁹³⁹ DELEPINE Marie-Pierre, *Présidents et chanceliers dans les caricatures politiques : représentation et symbolique du couple franco-allemand (1950-1998)*, Op. Cit., p. 302.

⁹⁴⁰ Voir *Supra* : chapitres II et III.

plume. Ce n'est pas la façade qui les intéresse, mais ce qu'il y a derrière. Ils exigent que la pratique politique réalise ce que la politique des symboles promet. Même s'ils l'expriment avec humour, ils sont impitoyables si ceci n'est pas le cas. »⁹⁴¹

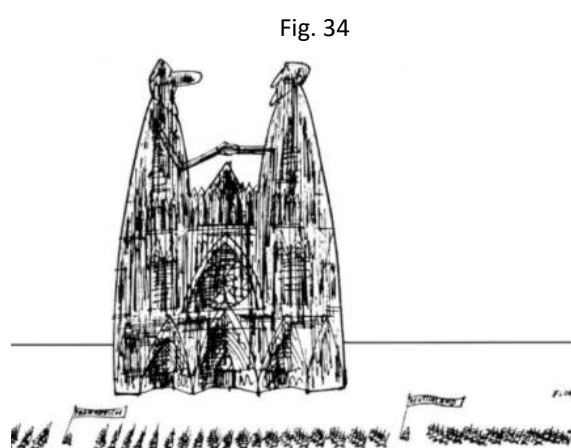
Quels sont les traits qui ont été principalement brocardés ? Les caricaturistes ont-ils fini par remettre en cause le geste officiel « venu d'en-haut » ? Le Geste de Verdun n'était-il finalement à leurs yeux qu'une mise en scène hypocrite et burlesque ? Quelle a pu être finalement l'influence des dessins de presse sur la perception du geste ?

1. Une différence de taille...

Paradoxalement en effet, la proximité que les deux dirigeants ont affichée pendant la cérémonie a fini par se retourner contre eux : elle a d'abord souligné la différence de stature entre les deux hommes, contraste que ces derniers n'avaient sans doute pas imaginé si flagrant, mais qui n'a pas échappé aux caricaturistes. L'exagération des caractéristiques physiques des protagonistes, afin de rendre les personnages immédiatement reconnaissables, voire de les tourner en dérision, est l'un des ressorts classiques de l'art caricatural. Les figures de Ch. de Gaulle et de K. Adenauer s'y prêtaient déjà, notamment du fait de la haute taille des deux hommes. W. Hicks pour le journal *Die Welt* (Fig. 33), et P. Flora pour le journal *Die Zeit* (Fig. 34), avaient ainsi repris quasiment le même visuel pour illustrer la rencontre de Colombey-les-deux-Eglises (14 septembre 1958) et celle de Reims (8 juillet 1962) :



Wolfgang Hicks, *Die Welt*,
16. 09. 1958 (CVCE)



Reims
Paul Flora, *Die Zeit*,
06. 07. 1962 (CVCE)

Sur ces deux dessins, la haute taille des deux dirigeants est ainsi une sorte de point commun qui symbolise la réconciliation des deux pays. Mais cela va bien au-delà de la simple caractéristique physique objective. Nous pouvons constater que Ch. De Gaulle et K. Adenauer font l'objet d'une égalité de traitement ; aucun des deux n'est représenté comme étant supérieur à l'autre⁹⁴².

⁹⁴¹ FEKL Walther / RONGE Peter (commissaires des dessins de presse de l'exposition), « Le Geste de Verdun – un lieu de mémoire franco-allemand », in *Dossier de presse de l'exposition Le Geste de Verdun 2014, Op. Cit.*

⁹⁴² Depuis les accords de Paris de 1954, l'Allemagne Fédérale a certes recouvré sa pleine souveraineté, et la France n'est plus la puissance occupante de tutelle. Mais il faut rappeler qu'en ce début des années 1960, cette

Le regard porté sur les deux hommes est alors plutôt bienveillant. Mais vingt années plus tard, les choses ont changé, en raison notamment du nouveau poids économique de la République Fédérale. Il y a entre les deux pays comme une « inversion du rapport de forces », illustrée par Moisan (Fig. 35), dans cette caricature parue à l'occasion du vingtième anniversaire du Traité de l'Elysée :

Fig. 35



Moisan, *Le Canard Enchaîné*,
26. 01. 1983

*La différence de taille entre De Gaulle et Adenauer d'une part, Mitterrand et Kohl d'autre part est en effet curieusement le reflet de l'inversion des rapports de force entre la France et l'Allemagne entre ces deux dates. En 1963, la France de De Gaulle est encore en situation de force alors qu'en 1983, la crise économique a considérablement affaibli la France à l'avantage de l'Allemagne.*⁹⁴³

Dans le couple Mitterrand-Kohl, celui qui est visé par la caricature, c'est celui que la comparaison dessert, c'est-à-dire en l'occurrence le Président français (plus petit, et moins imposant que son homologue). Nous pouvons constater que ce sont plutôt (voire exclusivement) les dessinateurs français qui jouent sur ce registre, et cela s'explique. Certes, la stature d'H. Kohl a souvent été la cible des caricaturistes outre-Rhin⁹⁴⁴. Mais dans le cas du Geste de

vision ne correspond pas à la réalité : l'Allemagne reste un pays divisé, qui n'a pas les moyens de peser dans les relations internationales. Sous la plume des caricaturistes, qui sont tous les deux allemands, la comparaison avec Ch. de Gaulle est donc plutôt flatteuse pour K. Adenauer. Celui-ci symbolise ici un pays désormais appelé à jouer pleinement son rôle dans le concert des nations, au même titre que la France.

⁹⁴³ Fiche Pédagogique proposée autour de l'exposition « Le Geste de Verdun », *Op. Cit.*

⁹⁴⁴ Voir : VERNET Daniel, « Mort de Helmut Kohl, l'artisan de la réunification allemande », *Op. Cit.*

« Sa silhouette est une aubaine pour les humoristes. Son embonpoint – il pèse quelque 130 kg –, qu'il soigne une fois par an, à Pâques, par une cure drastique sur les bords d'un lac autrichien, sa haute taille (1,93 m), qui l'a fait surnommer « le géant noir du Palatinat », lui valent plus de quolibets que de respect. On le représente avec une tête en poire à la Daumier caricaturant Louis-Philippe. »

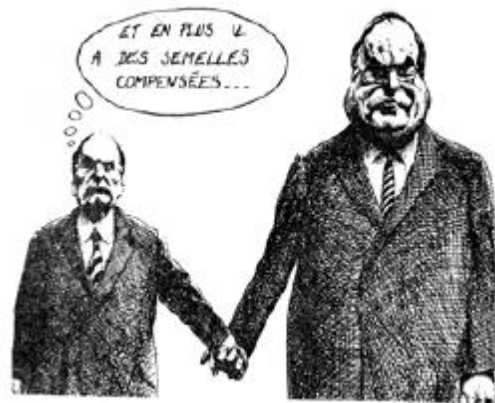
Voir aussi : GUNKEL Christoph, „Die Rache der Birne“, in *Spiegel Geschichte*, 16. Juni 2017.

„Nach Kohls politischem Aufstieg in den Siebzigerjahren arbeiteten sich Generationen von Zeichnern an diesem lebenden Denkmal ab. Kein anderer Bundeskanzler wurde von ihnen dabei derart massiv mit einer Mischung aus mitleidigem Spott und boshafter Häme überzogen - und doch so oft so grandios unterschätzt.“

Verdun, les Allemands sont plutôt reconnaissants pour le geste accompli. Ils sont donc davantage bienveillants envers les deux dirigeants que leurs homologues français, plus féroces. Dans un contexte politique intérieur français où l'opposition au Président de la République se développe, *Le Canard Enchaîné*, n'a aucune raison de ménager F. Mitterrand comme nous avons pu le constater dans l'exemple déjà cité (dessin de Lap, Fig 28).

Le numéro du Canard enchaîné paru le mercredi suivant la Rencontre de Verdun propose ainsi deux versions de la mise en scène de cette « différence de taille ». La première est proposée par Ferdinand Guiraud (Fig. 36) :

Fig. 36



Ferdinand Guiraud, *Le Canard Enchaîné*,
26. 09. 1984

L'effet comique passe ici essentiellement par le contenu de la bulle évoquant les supposées arrière-pensées du Président français. C'est tout d'abord un moyen pour le caricaturiste de dénoncer l'hypocrisie qui se cache derrière les postures officielles : l'engagement franco-allemand de F. Mitterrand, pas plus d'ailleurs que celui d'Helmut Kohl, ne sont totalement dénués de calculs⁹⁴⁵. Mais F. Guiraud va plus loin : la différence de taille entre les deux hommes invite à la comparaison, et les réflexions intimes prêtées au Président français le surprennent en plein complexe d'infériorité vis-à-vis de son homologue allemand. Or F. Mitterrand n'était certainement pas familier de tels sentiments vis-à-vis d'Helmut Kohl⁹⁴⁶ ; il paraît ainsi difficile de les lui attribuer personnellement. Il semble donc évident que le Président français représente ici davantage que lui-même. Ce qui est visé, c'est davantage la société française dans son ensemble, et le sentiment diffus d'infériorité qui la traverse, notamment face à la puissance économique de son voisin allemand.

Lap quant à lui transforme F. Mitterrand et H. Kohl en Laurel et Hardy, les deux protagonistes devenant ainsi les héros malgré eux d'une comédie burlesque (Fig. 28). L'effet

« Après l'ascension politique de Kohl dans les années 1970, des générations de dessinateurs se sont attaquées à ce monument vivant. Aucun autre chancelier fédéral n'a été gratifié à ce point d'un tel mélange de sarcasme condescendant et de hargne malveillante - et n'a été cependant aussi souvent si superbement sous-estimé. »

⁹⁴⁵ Voir *Supra*, chapitre 4.

⁹⁴⁶ *Ibid.*

burlesque tient de ce que les deux protagonistes ont échangé leur uniforme, ce qui les rend tous les deux ridicules. F. Mitterrand apparaît ainsi dans un uniforme surdimensionné, ce qui peut soulever chez les lecteurs bien des interrogations. Le Président français a-t-il vraiment les moyens de ses ambitions politiques internationales ? H. Kohl, quant à lui, est bien à l'étroit dans son uniforme étriqué. Là encore, des questions surgissent : combien de temps l'Allemagne restera-t-elle encore à l'étroit dans le cadre que lui ont assigné les Alliés après 1945 ? De plus, et ce n'est pas un détail, les habits échangés entre les deux personnages sont des uniformes militaires. A travers le ridicule à les voir affublés d'uniformes surdimensionnés ou sous-dimensionnés, c'est l'idée même d'une possible réconciliation au-delà des conflits qui semble remise en question. Les cérémonies telles que celle de Verdun, mise en scène pompeuse de la réconciliation, ne sont-elles pas qu'une comédie ? Les mémoires nationales sont-elles vraiment « interchangeables », en d'autres mots susceptibles de se transformer en mémoire commune ? Le dessinateur en tout cas semble en douter...

En 1989, avec la peur de la Réunification allemande, le motif de la différence de taille ressurgit de manière forte dans la presse française. Comme le font justement remarquer les commissaires de l'exposition *Le Geste de Verdun*, cette « peur » modifie quelque peu la représentation du geste de Verdun :

*L'époque après la chute du Mur est dominée par une façon bien particulière d'utiliser le geste de Verdun. Si avant les mains et bras forment souvent un V à peu près isocèle signalisant que les partenaires se valent, c'est dorénavant la différence de taille qui se trouve accentuée. L'Allemagne devenant, puis devenue plus grande fait peur – non seulement en France d'ailleurs. Mais elle fait rire aussi. La corpulence de Helmut Kohl, déjà naturellement imposante, est hyperbolisée, exagérée démesurément, de telle sorte que la ligne formée par les deux bras.*⁹⁴⁷

Le personnage d'H. Kohl, qui n'entre même plus dans le cadre du dessin de Pancho (Fig. 37), est-il devenu le symbole d'une Allemagne désormais incontrôlable ?

Fig. 37



Pancho, *Le Monde*,
14. 10. 1989

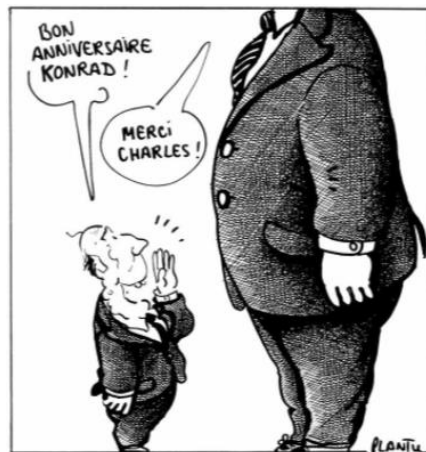
⁹⁴⁷ FEKL Walther / RONGE Peter (commissaires des dessins de presse de l'exposition), « Le Geste de Verdun – un lieu de mémoire franco-allemand », *Op. Cit.*

Les paroles prêtées à H. Kohl, qui se veulent rassurantes, contrastent avec la réalité représentée sur la caricature. Elles perdent ainsi tout leur crédit. Faut-il y voir de la part du caricaturiste la dénonciation d'un certain aveuglement de la classe politique française face aux événements qui sont en train de se dérouler en Allemagne de l'Est - aveuglement qui d'ailleurs a souvent été reproché à F. Mitterrand lui-même⁹⁴⁸ ? La caricature fait en tout cas parfaitement écho à l'article paru dans le même numéro du Monde, « *La France, l'Allemagne et l'autruche* » :

*Le sujet est extrêmement sensible. [...] Chaque mot peut réveiller en France des frayeurs endormies, la hantise plus ou moins consciente de voir 75 ou 80 millions d'Allemands proclamer l'avènement du "quatrième Reich", dans une Europe bismarckienne qui paierait de sa tranquillité la fin de sa division, ou celle, plus rationnelle, de voir se constituer à l'est de la France une puissance économique colossale.*⁹⁴⁹

Le même visuel d'un H. Kohl ne rentrant plus dans le cadre du dessin est utilisé par Plantu (Fig. 38) en 1993, à l'occasion du trentième anniversaire du Traité de l'Elysée :

Fig. 38



Plantu, *Le Monde*,
23. 01. 1993

Avec la Réunification, la « supériorité » allemande sur la France semble ainsi définitivement actée.

⁹⁴⁸ Voir à ce sujet : LAPPENKÜPER Ulrich, *Mitterrand und Deutschland - Die enträtselte Sphinx*, München, Oldenbourg Verlag, 2011, p. 260.

Ulrich Lappenküper résume ainsi la controverse :

"L'attitude du chef de l'Etat français est en revanche au centre de débats et de controverses depuis des années. Alors que certains reprochent à Mitterrand son « attentisme, voire [...] sa passivité » et son manque « d'audace » dans les semaines de l'hiver 1989/90, d'autres défendent la thèse selon laquelle il s'est imposé dans le processus d'unification avec son credo d'un équilibre entre « la légitimité de l'autodétermination allemande et la nécessité de la stabilisation européenne » et a ainsi contribué de manière décisive à la réussite du processus".

„Die Haltung des französischen Staatschefs steht dagegen seit Jahren im Zentrum kontroverser Debatten. Während die einen Mitterrand in den Wochen des Winters 1989/90 „Attentismus, ja [...] Passivität“ und fehlende „Kühnheit“ vorhalten, vertreten andere die These, er habe sich im Einigungsprozess mit seinem Credo eines Gleichgewichts zwischen „la légitimité de l'autodétermination allemande et la nécessité de la stabilisation européenne“ durchgesetzt und dadurch maßgeblich zum Gelingen des Prozesses beigetragen.“

⁹⁴⁹ Auteur non mentionné, « *La France, l'Allemagne et l'autruche* », in *Le Monde*, 14 octobre 1989.

Les dessinateurs vont ensuite s'adapter à la taille des nouveaux acteurs. Jacques Chirac, plus grand que ses homologues, sera ainsi épargné. Mais l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy relance le ressort comique de la différence de taille, comme le montre ce dessin de J. Cardon (Fig. 39) :

Fig. 39



Jacques Cardon, Lieu de parution non-mentionné,
26. 10. 2011

En réalité, N. Sarkozy a sensiblement la même taille qu'A. Merkel, et ce n'est plus le physique des protagonistes qui justifie la caricature. C'est bien le poids de la France dans le couple franco-allemand qui est visé, au moment où l'Europe est confrontée à une grave crise de la zone euro. J. Cardon dénonce ici l'alignement de N. Sarkozy sur la politique de rigueur d'A. Merkel. C'est d'ailleurs cet alignement qui a été dénoncé par ses détracteurs sous l'appellation de « Merkozy » :

*Un néologisme est né à la faveur de ce G20 : la Merkozy. Traduction de la bonne entente entre Angela Merkel et Nicolas Sarkozy à Cannes. Mais il y a évidemment beaucoup d'ironie, de sarcasme, de blâme derrière le recours à ce néologisme. D'abord, c'est une façon de dénoncer l'attitude de la chancelière allemande et du président français qui, selon Daniel Cohn-Bendit, se sont comportés comme de grossiers personnages avec le premier ministre grec. Ce directoire aurait imposé son diktat aux pays européens en difficulté : marche ou crève. Ensuite, c'est une façon de dire, pour l'opposition française, que l'ogre allemand a mangé le petit français, en faisant de Nicolas Sarkozy l'obligé, le valet d'Angela Merkel. Dans le couple, c'est elle qui porterait la culotte.*⁹⁵⁰

La différence de taille entre les dirigeants français et allemands est alors redevenue un sujet à part entière pour les caricaturistes, qui vont contribuer à l'ancrer durablement dans l'inconscient collectif. Vingt ans après la Réunification allemande, les craintes françaises se focalisent de nouveau sur la puissance économique de l'Allemagne, capable d'imposer à l'ensemble de l'Europe la politique d'austérité qu'elle juge incontournable pour le sauvetage de l'Euro.

⁹⁵⁰ THEARD Yves, *L'Europe de la Merkozy !*, in *Le Figaro*, 4 novembre 2011.

*Cette tendance de la représentation du duo Merkel et Sarkozy liés l'un à l'autre dans un déséquilibre indéniable se renforce progressivement par la suite, avec la poursuite des concertations et de la coopération franco-allemande au sujet d'une politique financière pour l'Europe. [...] L'une des compositions qui revient fréquemment est celle d'une Angela forte et surpuissante qui est aux côtés d'un Nicolas plutôt petit et en difficulté.*⁹⁵¹

Le même visuel poursuivra également le successeur de N. Sarkozy, F. Hollande :

Fig. 40



Jean-Michel Delambre, *Le Canard Enchaîné*,
Mai 2012

Sous la plume de J. M. Delambre (Fig. 40), l'élection du socialiste F. Hollande en 2012 n'est aux yeux d'A. Merkel qu'un « *petit malheur* » qui ne modifiera en rien le rapport de force. Le nouveau Président français ne parviendra pas à imposer une politique économique davantage tournée vers la relance, comme le rappelle Pierre-Emmanuel Thomann :

*Le président français François Hollande, élu en mai 2012, avait promis de rééquilibrer les relations franco-allemandes en fonction de la vision de la gauche française plus éloignée de l'ordolibéralisme allemand que la droite et traditionnellement favorable à une politique de relance budgétaire. [...] Dans le projet européen, c'est la tension et la rivalité franco-allemandes qui font avant tout vivre le couple franco-allemand comme moteur du projet européen. Lorsque les options alternatives ont été tentées sans grand succès, notamment une alliance plus prononcée du gouvernement de François Hollande avec les gouvernements italien et espagnol pour s'éloigner de l'Europe de la rigueur, les deux partenaires se sont rendu compte qu'ils restaient incontournables l'un pour l'autre, même de manière asymétrique.*⁹⁵²

La différence de taille entre les deux dirigeants a ainsi fini par devenir un véritable lieu commun, ce qui soulève une question : quel rôle la caricature a-t-elle joué dans ce phénomène ?

⁹⁵¹ PADBERG Gabriele, « Le couple *Merkozy* à travers les caricatures dans la presse (2007-2012), in KRAPHOT Stéphanie et ASLANGUL-RALLO Claire (Dir.), *Les Relations franco-allemandes en perspective – Sources, méthodes et temporalités pour une approche des représentations depuis 1870*, Presses Universitaires e Franche-Comté, Besançon, 2016, p. 399.

⁹⁵² THOMANN Pierre-Emmanuel, *Le couple franco-allemand et la dimension géopolitique de la crise de l'euro*, Hérodote, 2013/4 (n° 151), pp. 55-56.

Certes, le dessin de presse n'a fait que mettre en évidence une différence qui existait déjà sur la photo, et que nous pourrions considérer donc comme objective. Mais cette différence est entrée dans la mémoire collective. Plus de trente-cinq ans après, le photographe Frédéric de la Mure l'évoque encore dans l'entretien qu'il nous a accordé. Il la généralise même à l'ensemble des soldats français et allemands :

*C'était assez drôle. Généralement, dans ce genre de cérémonie, on met d'un côté les militaires français, et de l'autre côté les militaires allemands. Et là, ils avaient décidé de mélanger Allemands et Français en les alternant : un Français, un Allemand, un Français, un Allemand. Et ce qui était très drôle, c'est que les soldats allemands avaient une tête de plus que les français. Et donc, on avait des nains de jardin chez nous, et des très grands. [...] C'était vraiment en dents de scie. Tous les militaires allemands, c'était comme ça, avaient tous une tête de plus.*⁹⁵³



Haie d'honneur franco-allemande – 22 septembre 1984

Planche contact / Frédéric de La Mure

(Les soldats français ont l'arme sur le torse, les soldats allemands l'arme à l'épaule).

Certes, le décalage apparaît effectivement de manière caricaturale sur les photos que F. de La Mure a prises durant les cérémonies ; mais il y avait forcément des exceptions qui confirmaient la règle. Ce cliché des soldats des deux pays n'en reste pas moins particulièrement significatif. En réalité, il reflète comme un miroir la différence de taille entre deux chefs d'Etat et de Gouvernement, et cette différence a fini par devenir représentative du décalage entre la France et l'Allemagne. En stigmatisant le contraste, les caricaturistes ont probablement contribué à le faire entrer dans la mémoire collective. Nous pouvons ainsi affirmer que la différence de taille entre F. Mitterrand et H. Kohl a durablement marqué les esprits, au point même de devenir symbolique bien au-delà de leurs propres personnes.

⁹⁵³ de La MURE Frédéric, dans l'entretien qu'il nous a accordé le 14 mai 2021, *Op. Cit.* Nous remercions encore une fois M. de La Mure de nous avoir communiqué ses planches contact.

2. Une hypocrisie ?

Le message principal des cérémonies, et plus particulièrement encore du Geste de Verdun lui-même, c'est en effet celui de la proximité et de la solidarité sans faille que F. Mitterrand et H. Kohl ont voulu afficher entre la France et l'Allemagne. Se tenir « main dans la main », cela va bien au-delà du simple geste diplomatique, comme le rappelle Marie-Pierre Delépine⁹⁵⁴. Mais force est de constater en effet que la réalité des relations entre les deux pays ne correspond pas toujours à la mise en scène idyllique présentée par le discours officiel. Comme le rappelle G. Saunier, en arrière-fond du Geste de Verdun, il y a tout de même des points de désaccord, ou du moins de discussion, entre F. Mitterrand et H. Kohl :

*Bien entendu, il reste certains dossiers délicats entre les deux gouvernements. Paris voudrait que la RFA s'engage plus avant sur le projet de train à grande vitesse européen ou sur celui de satellite d'observation. Bonn voudrait approfondir les discussions avec les Français sur l'armement nucléaire, sur la pollution automobile, etc. Mais, indépendamment de ces divergences, force est de constater que les deux pays cherchent ensemble la voie d'un accord. Un mois après la rencontre de Verdun, le 44e sommet franco-allemand de Bad-Kreuznach démontrera que l'on ne cache pas les difficultés mais qu'elles ne nuisent pas à la bonne entente entre les délégations.*⁹⁵⁵

Les deux hommes voulaient donc un geste fort, propre à faire taire toute rumeur de divergence entre la France et la République Fédérale d'Allemagne. Les caricaturistes eux, ne sont pas dupes : ils ne tardent pas à utiliser le Geste de Verdun pour dénoncer le décalage qui existe entre le message affiché et la réalité des relations franco-allemandes. Sans parole mais plus parlant qu'un long discours, le Geste de Verdun appartient au domaine du langage corporel universel. Porteur d'une symbolique forte et explicite, il se prête ainsi particulièrement à la caricature. Au lendemain du sommet franco-allemand de Bad Kreuznach, à peine un mois après le Geste de Verdun, J. Kerleroux (Fig. 41) détourne ainsi le visuel de Verdun pour illustrer les difficultés concernant le projet de satellite franco-allemand⁹⁵⁶. Les deux hommes restent bien main dans la main... mais ils commencent déjà à se tourner le dos, dans une attitude qui est elle-aussi éminemment parlante. Les bulles ne servent qu'à expliciter l'objet du désaccord, elles ne portent pas l'essentiel du sens de la caricature. Le caricaturiste reste en réalité dans le même registre que le geste originel, celui du langage corporel ; mais cette fois-ci pour dénoncer l'hypocrisie d'une proximité affichée, puis rapidement oubliée :

⁹⁵⁴ DELEPINE Marie-Pierre, *Présidents et chanceliers dans les caricatures politiques : représentation et symbolique du couple franco-allemand (1950-1998)*, Op. Cit., p. 302.

⁹⁵⁵ SAUNIER Georges, IFM Lettre N°49, Op. Cit.

⁹⁵⁶ YOST David, *La coopération franco-allemande en matière de défense*, Op. Cit., p.843.

« L'Allemagne de l'Ouest a remis indéfiniment sa décision de participer à la construction du satellite d'observation militaire français Hélios en raison de son coût et de la fréquence des nappes nuageuses au-dessus de l'Europe centrale et orientale. Les observateurs français soupçonnent les Allemands d'avoir peur d'offenser les Etats-Unis en mettant au point des moyens techniques indépendants de surveillance. »

Fig. 41



Jean Kerleroux, lieu de parution non précisé,
31. 10. 1984 ⁹⁵⁷

Si le temps des combats militaires est bien « *passé et définitivement passé* » ⁹⁵⁸, des sujets de discordance peuvent survenir et brouiller le message du Geste de Verdun. La première divergence significative, surtout pointée par les dessinateurs allemands, survient à l'occasion de l'Initiative de Défense Stratégique proposée par les Américains ⁹⁵⁹ :

Fig. 42



Horst Busse, *Rhein-Neckar-Zeitung*,
30. 05. 1985

Fig. 43



Walter Hanel, lieu de publication non précisé,
1986

Alors que H. Busse (Fig. 42) voit dans ces divergences un simple nuage menaçant les relations franco-allemandes, W. Hanel (Fig. 43), lui, ironise sur les tentatives françaises de retenir une République Fédérale, toujours tentée de privilégier les relations avec les Etats-Unis. P. Leger (Fig. 44) reprend quasiment la même symbolique pour illustrer les tensions nées en 1989 face à la perspective de la réunification allemande :

⁹⁵⁷ « - Alors Helmut, tu ne veux pas faire un satellite militaire d'observation avec moi ? »

« - Dis-donc François, tu ne trouves pas que j'ai déjà assez d'ennuis comme ça ? »

⁹⁵⁸ MITTERRAND François, *Conférence de presse à l'issue du 49^{ème} sommet franco-allemand de Rambouillet*, *Op. Cit.*

⁹⁵⁹ Voir *Supra*, chapitre IV.

Fig. 44



Peter Leger, *Süddeutsche Zeitung*,
17. 11. 1989 (CVCE)

Les symboles nationaux (bonnet phrygien de Marianne et bonnet de nuit de Michel) font leur réapparition. A travers le dossier que F. Mitterrand tient à la main, c'est la question de l'avenir de la Communauté Economique Européenne qui est posée.

La période qui s'ouvre avec la chute du Mur de Berlin (9 novembre 1989) est en effet une période de tensions entre les deux pays⁹⁶⁰. Lorsqu'il s'agit d'évoquer la perspective de la réunification allemande, les deux hommes ne sont plus vraiment « main dans la main » : F. Mitterrand en effet ne cache pas ses réticences, au grand agacement d'H. Kohl⁹⁶¹. Chez Cabu (Fig. 45), l'attitude des deux hommes en 1990 est ainsi opposée à celle de 1984, rappelée sous forme de bulle pour mieux souligner le contraste :

Fig. 45



Cabu, *Le Canard Enchaîné*,
21. 02. 1990

⁹⁶⁰ Sur ce sujet, voir : LAPPENKÜPER Ulrich, „IX. Peripetie : Die Wiedervereinigung Deutschlands 1989/90“, in *Mitterrand und Deutschland. Die enträtselte Sphinx, Op. Cit.*, pp 259-303.

⁹⁶¹ Sur ce sujet voir : MIARD-DELACROIX Hélène, « Entre agacement, inquiétude et compréhension : les dirigeants français et l'unification allemande », in *Ein 'neues' Deutschland? Eine deutsch-französische Bilanz 20 Jahre nach der Vereinigung*, Dir. MARCOWITZ Rainer, München, Oldenbourg-Verlag, 2010, pp. 62-80.

Le dessinateur emploie ici un langage corporel particulièrement significatif : nous voyons F. Mitterrand à terre, tentant de toutes ses forces de résister à H. Kohl qui le tire par le pied. Cabu stigmatise ainsi l'impuissance du Président français, face à son homologue qui cherche à l'entraîner à marche forcée. F. Mitterrand peut-il résister ainsi au « sens de l'histoire », qui rend la réunification allemande inéluctable ?

Ainsi les divergences en matière de coopération internationale finissent par être jugées à l'aune du Geste de Verdun. Cardon (Fig. 46) choisit de jouer sur l'ironie provoquée par le contraste existant entre la volonté politique affichée, parfois de manière démonstrative (« nous sommes d'accord sur tout »), et la réalité signifiée par la bulle (« en fait, nous sommes en désaccord sur tout ») :

Fig. 46



Cardon, lieu de parution non précisé,
1991

La formulation proposée dans la bulle est sans aucun doute caricaturale ⁹⁶², mais elle accentue le trait, et provoque de ce fait le rire. Les débats qui ont lieu en France en 1992 à l'occasion du référendum sur le Traité de Maastricht font ressortir dans le pays une forte opposition qui ne vise pas uniquement le Traité lui-même, mais aussi la politique du gouvernement Bérégovoy, et au-delà à F. Mitterrand lui-même. Visiblement, la détermination des dirigeants ne suffit plus à convaincre l'opinion publique. W. Hanel (Fig. 47) illustre les inquiétudes allemandes de voir l'avenir de l'Europe suspendu à la décision française : Marianne, qui glisse de la main gauche son bulletin dans l'urne, retient de l'autre la « vache » symbole de l'Europe. Cette vache, sur laquelle sont assis notamment F. Mitterrand et H. Kohl, semble sur le point de lui échapper : elle est représentée sous forme d'un ballon gonflable prêt

⁹⁶² Voir : Fiche pédagogique de l'exposition *Le Geste de Verdun*, Op. Cit.

« Le constat de Cardon n'est pas très optimiste en 1991, alors que Mitterrand et Kohl s'opposent fortement sur la question de la reconnaissance de la Croatie, née des guerres de l'ex-Yougoslavie. Afin de souligner le retournement de situation entre la période idyllique du geste de Verdun et cette époque, le dessinateur montre les deux hommes de dos, comme tournant le dos à leurs anciennes relations harmonieuses. »

Le désaccord à ce moment-là concerne en réalité la question de la reconnaissance de la Croatie, certes importante, mais qui ne fait pas le « tout » de la relation franco-allemande.

à s'envoler. Si elle s'envole, il semble évident que la vache « Europe » sera bien difficile à dompter pour ceux qui sont assis dessus :

Fig. 47



Walter Hanel, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*,
05. 09. 1992

Les difficultés à maîtriser la « vache » Europe contrastent avec la fermeté affichée par les deux hommes en 1984, afin de surmonter le blocage britannique et de relancer la construction européenne. En 1992, ce sont en effet pour une grande part les divergences en matière de politique économique qui mettent à mal la solidarité franco-allemande :

Fig.48



Honoré, *Charlie Hebdo*,
09. 12. 1992

Honoré (Fig. 48), pour *Charlie Hebdo*, stigmatise ainsi un H. Kohl solidement ancré dans le sol, mais près de « laisser tomber » (l'image on ne peut plus significative) un F. Mitterrand suspendu dans le vide. L'effet comique vient du contraste entre la situation dans laquelle se trouve le Président français, et les propos qui lui sont prêtés (« Nous sommes parvenus à un compromis »). Le « compromis » que ce dernier revendique semble ainsi plutôt tenir de la

méthode Coué que d'une réelle assurance du soutien des Allemands dans les négociations du Gatt ⁹⁶³.

Régulièrement, les anniversaires franco-allemands (essentiellement celui de la signature du Traité de l'Elysée, et non celui du Geste de Verdun dont la date semble largement oubliée) sont pour les dessinateurs l'occasion de dresser une sorte de bilan. Neuf années après le Geste de Verdun, pour célébrer les trente ans du Traité de l'Elysée en 1993, E. Chaunu (Fig. 49) joue sur le contraste. Il mobilise le Geste de Verdun, mais avec en arrière-plan le motif du combat entre le coq et l'aigle, mêlant ainsi le symbole de la réconciliation franco-allemande à celui de leur rivalité héréditaire. Cette juxtaposition de signifiés contradictoires peut certes témoigner du chemin parcouru... mais elle peut aussi dénoncer les difficultés du couple franco-allemand à dépasser les vieux antagonismes.

Fig. 49



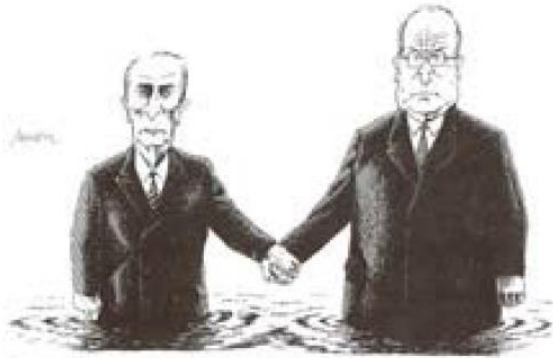
Emmanuel Chaunu, lieu de parution non-précisé,
1993

Les anniversaires sont souvent l'occasion de faire un bilan. Qu'est donc devenu le geste de réconciliation et d'amitié que F. Mitterrand avait voulu adresser à son homologue allemand ? Quoi qu'il en soit, les années passent, et le couple reste stoïque dans son attitude. En apparence en tout cas... Car le Geste de Verdun subit lui-aussi l'outrage du temps, faisant apparaître ce que les dessinateurs analysent comme une dégradation des relations franco-allemandes. Dix années après Verdun, la polémique autour des cérémonies du Débarquement semble se répéter. Lorsque surgissent une nouvelle fois les difficultés soulevées par la question de la participation allemande aux cérémonies, le « couple » franco-allemand finit de manière métaphorique par prendre l'eau (chez Gerhard Mester, Fig. 50) ... ou par être envahi par les toiles d'araignée (chez Jürgen Tomicek, Fig. 51) :

⁹⁶³ Le dossier pédagogique de l'exposition commente ainsi la caricature :

« En vue d'une renégociation des accords dans le cadre du „GATT“, la France et l'Allemagne ont longtemps poursuivi des buts assez divergents. François Mitterrand, qui est socialiste, est en effet peu convaincu des bienfaits de la libération des échanges préconisée par le GATT alors qu'Helmut Kohl, qui est un libéral, est acquis à cette cause. Il semble beaucoup plus en phase avec les principes de la mondialisation, ce qui lui permet de garder les pieds sur terre alors que François Mitterrand flotte dans le vide, comme si son idéalisme ne lui permettait pas de trouver sa place dans les nouvelles règles économiques mondiales. »

Fig. 50



Gerhard Mester, lieu de parution non précisé,
22. 03. 1994

Fig. 51



Jürgen Tomicek, *Bonner Rundschau*,
10. 06. 1994

3. Une trahison du message de Verdun ?

A contrario, mais de manière plus marginale, le Geste de Verdun est aussi utilisé par les caricaturistes qui souhaitent fustiger la « trop » bonne entente entre les deux pays, ou du moins leurs dirigeants. Dès la signature du Traité de l'Elysée, certains dessinateurs comme Kamb (Fig. 52), stigmatisent la « trop » bonne entente franco-allemande en matière de politique de défense :

Fig. 52



Kamb, *L'Humanité* (?),
Pas de date de parution mentionnée

Ch. de Gaulle, habillé en Gaulois, porte un casque en forme d'ogive nucléaire. En pleine Guerre Froide, il s'agit de dénoncer la coopération militaire franco-allemande ainsi que la volonté du Président français de doter la France d'une force nucléaire. *L'Humanité* critique évidemment cette politique, que les communistes perçoivent comme dirigée contre le bloc de l'Est. C'est une constante qui persistera jusqu'à la chute du Mur de Berlin.

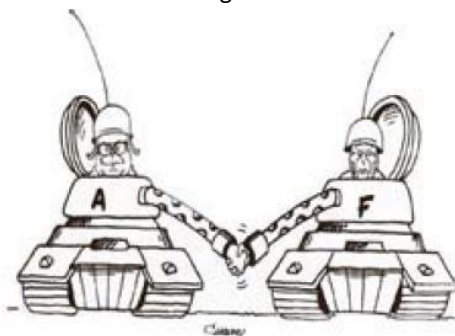
Presque trente années plus tard, le projet de brigade franco-allemande, puis les manœuvres franco-allemandes « Moineau hardi », auxquelles F. Mitterrand et H. Kohl assistent le 24 septembre 1987, sont à leur tour exploités et brocardés.



Déplacement en RFA, manœuvres franco-allemandes « Moineau hardi ». 24/09/1987.
Institut François Mitterrand.

E. Chaunu (Fig. 53) représente les deux protagonistes installés dans des chars. Certes, ces chars ne sont plus dirigés l'un contre l'autre, mais ils se dirigent ensemble dans la même direction. Le dessin interroge : la France et l'Allemagne ont-elles un ennemi commun ? Et si oui lequel ? Les deux chefs d'Etat et de Gouvernement apparaissent donc comme des va-t-en-guerre, ce qui est en totale contradiction avec le message pacifiste de Verdun. Et cette contradiction est même suffisamment explicite pour se passer de commentaire. Plantu (Fig. 54) représente lui-aussi les chars, mais complète son dessin en donnant la parole aux protagonistes. La référence au Geste de Verdun est ici un moyen pour le caricaturiste de dénoncer d'une manière particulièrement solennelle les ventes d'armes ⁹⁶⁴.

Fig. 53



Emmanuel Chaunu, *Ouest-France*,
Juin 1987

Fig 54



Plantu, *Le Monde*,
25. 09. 1987

⁹⁶⁴ Le dialogue qui s'instaure est en effet une allusion à l'actualité politico-médiatique française. Voir : Auteur non-mentionné, « Les réactions au licenciement de Michel Polac Conflit privé ou affaire politique ? », in *Le Monde*, 25 septembre 1987.

« La procédure de licenciement entamée par la direction de TF 1 à l'encontre de M. Michel Polac continue de susciter une vive polémique, tant dans les milieux politiques que chez les professionnels de la communication. [...] La prochaine émission de "Droit de réponse" qui devait être consacrée aux ventes d'armes est d'ores et déjà remplacée par un épisode de la série "Columbo" intitulée - ironie du sort - "Tout n'est qu'illusion." »

Les deux mises en scènes proposées, qui utilisent le Geste de Verdun de manière paradoxale, sont explicites : elles dénoncent une politique que les auteurs estiment hypocrite. Nous retrouvons ici des points de vue proches de ceux défendus par certains commentateurs dès 1984 dans leurs articles. Les caricaturistes remettent en cause le discours officiel présentant la coopération franco-allemande en matière de défense comme une politique de défense de la paix. Ils y voient au contraire soit une politique de renforcement du camp occidental, qui ne fait qu'accroître les tensions internationales et augmenter le risque de guerre, soit une politique de défense d'intérêts politico-financiers au mépris des Droits de l'Homme ⁹⁶⁵.

Ces caricatures (Fig. 53 et Fig. 54) contrastent avec deux caricatures allemandes de Fritz Behrendt (Fig. 55) et de K. Pielert (Fig. 56) sur le même sujet. Sur la première, F. Mitterrand et H. Kohl sont représentés en train de trinquer, dans un geste qui symbolise l'amitié. Sur la seconde, les deux protagonistes partagent le même char, portant à la fois la croix de fer symbole de la *Bundeswehr* allemande et la cocarde tricolore française (et non dans deux chars différents, comme sur le dessin d'E. Chaunu, Fig. 26) :

Fig. 55



Fritz Behrendt, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*,
27. 06. 1987 (CVCE)

Fig. 56



Klaus Pielert, *Westdeutsche Allgemeine Zeitung*,
25. 09. 1987

Les deux caricaturistes allemands mettent donc davantage en avant la thématique du chemin de réconciliation parcouru. Ce chemin est rappelé par les différents conflits franco-allemands évoqués en arrière-plan, cette fois en contraste, et non en parallèle. Il faut dire que l'Allemagne Fédérale - ses dirigeants mais aussi une large partie de l'opinion publique - considère cette coopération comme essentielle à sa sécurité ⁹⁶⁶:

« Parallèlement se poursuit l'intensification de la coopération franco-allemande en matière de sécurité. En effet, la perspective d'un accord américano-soviétique portant sur l'élimination des missiles nucléaires de moyenne portée va dynamiser la coopération militaire et diplomatique entre Bonn et Paris. Les Allemands cherchent le soutien de la France pour faire pression sur Washington afin de mieux tenir compte de leurs intérêts spécifiques, tandis que la France, toujours méfiante à l'égard des prétendues velléités

⁹⁶⁵ Voir *Supra*, chapitre III.

⁹⁶⁶ En raison des mouvements pacifistes qui se sont exprimés en République Fédérale au milieu des années 1980 (voir *Supra*, chapitre IV), il existe probablement outre-Rhin des caricatures qui dénoncent elles-aussi la coopération militaire franco-allemande. Mais nous n'en avons pas trouvé.

*pacifistes et anti-nucléaires ouest-allemandes, préfère nouer un dialogue militaire étroit avec Bonn pour mieux peser sur les choix allemands. »*⁹⁶⁷

Après le décès de F. Mitterrand (le 8 janvier 1996), de manière certes plus marginale, mais en lien avec le sujet précédent, « l'affaire Elf » donne l'occasion aux caricaturistes français d'aller encore plus loin dans leur dénonciation de prétendues collusions entre les deux pays. Afin d'illustrer les soupçons concernant l'implication de l'entreprise française dans le financement de la campagne du Chancelier, certains caricaturistes, tels Jean-Michel Delambre (Fig. 57) ou Trez (Fig. 58), n'hésitent pas à détourner le Geste de Verdun pour en dévoiler un prétendu « côté caché » :

Fig. 57



Jean-Michel Delambre, *Le Canard Enchaîné*
26. 01. 2000

Fig. 58



Trez, *TREZ corsé*,
Paris, 2000⁹⁶⁸

Les dessinateurs révèlent ainsi ce que le public n'aurait pas vu sur la photo officielle : la pompe à essence (qui aurait été hors-champ, et que J. M. Delambre fait réapparaître en ayant recours à un plan plus large) ou les billets qui auraient circulé de main en main (que Trez rend visibles en utilisant le stratagème de la loupe). Certes, les ficelles sont suffisamment grosses pour apparaître d'emblée au lecteur : celui-ci comprend immédiatement que ces mises en scène n'ont rien à voir avec la réalité du Geste de Verdun. Mais le symbole n'en est pas moins écorné : et avec lui, c'est l'ensemble du « récit officiel » des relations franco-allemandes et de leur exemplarité qui est remis en cause.

Les caricaturistes n'ont ainsi pas épargné les dirigeants, dénonçant parfois dans le Geste de Verdun une mise en scène d'abord burlesque et finalement hypocrite. Faut-il pour autant voir dans ces caricatures une volonté des dessinateurs de tourner en dérision le geste posé par F. Mitterrand et H. Kohl ? Nous constatons en effet que la dérision qui a pu parfois accompagner le Geste de Verdun au début, lorsque celui-ci était encore un geste d'actualité, a totalement disparu au fil des années, et notamment après le départ du pouvoir des deux protagonistes d'origine. Entre F. Mitterrand et H. Kohl, il n'est plus alors question de différence de taille ou d'hypocrisie. Bien au contraire : les dessinateurs utilisent majoritairement la référence au Geste de Verdun pour dénoncer la dégradation des relations entre les deux pays

⁹⁶⁷ STARK Hans, « La politique d'intégration européenne comme élément de la stratégie d'ancrage à l'Ouest de la République fédérale 1982-1989 », *Op. Cit.*, p. 203.

⁹⁶⁸ « - Mitterrand aurait financé la campagne d'Helmut Kohl ! »

« - Mais c'est vrai ! Sur la photo, on voit nettement les billets passer de la main à la main... »

(nous n'avons pas trouvé de contre-exemple, ou la comparaison serait flatteuse pour les successeurs). Le Geste de Verdun s'en trouve alors idéalisé : il renvoie à une sorte « d'âge d'or » de la relation franco-allemande, qui n'existe plus et dont on peut se demander d'ailleurs s'il a jamais existé ⁹⁶⁹.

C'est tout le paradoxe qui transparait à travers l'ensemble des dessins réunis pour l'exposition : même si le geste occupe le centre de la représentation, il n'en n'est pas la cible. Les caricaturistes peuvent viser les dirigeants, leurs arrière-pensées, ou de manière plus générale les relations franco-allemandes. Mais finalement, ils ne s'attaquent jamais au Geste de Verdun proprement dit ; cela donne l'impression que celui-ci, en raison de sa force symbolique, est devenu pour ainsi dire « hors d'atteinte ». N'est-ce pas le signe qu'il a fini par devenir une référence, voire même un symbole auquel il devient difficile de toucher, parce qu'il renvoie à des valeurs partagées ? :

La République a sans doute besoin de symboles, la démocratie a certainement besoin de critique. Nous avons tous besoin de nous insurger parfois, mais aussi de rire ou de sourire de temps en temps. Les dessins réunis dans cette exposition nous offrent tout cela. Dans leur ensemble et dans toute leur pluralité, ils réussissent quelque chose de paradoxal et de très fort : ils rendent un grand hommage largement irrespectueux à ce geste de paix. ⁹⁷⁰

III. Un geste « étalon » ?

Cependant, si nous nous bornons à cette logique de l'actualité, le Geste de Verdun aurait dû connaître un destin semblable à celui de l'accolade de l'Elysée et disparaître petit à petit du dessin de presse pour se cantonner aux livres d'histoire. Or, visiblement, si nous en croyons les organisateurs de l'exposition, il n'en est rien ; en témoigne le large panel de dessins réunis par les organisateurs du Geste de Verdun, qui est de surcroît loin d'être exhaustif :

Même si notre corpus ne remplit pas les critères exigés par la science pour parler de représentativité statistique, le constat suivant n'en est pas moins éloquent : 15 sur les 94 dessins mettant en scène le geste de Verdun ont été créés ces dernières deux années et demie, depuis début 2012, ce qui est un chiffre nettement au-dessus de la moyenne des 30 dernières années, alors qu'une baisse de la fréquence ne serait pas étonnante après tant d'années. Le motif central de notre exposition jouit donc d'une très grande vitalité dans les deux pays. La pérennité de cette référence commune souligne que, au-delà de toute divergence d'interprétation inévitable, ce geste joue pleinement son rôle fédérateur et que le dessin de presse y participe à sa manière – décalée et décapante, désacralisante, irrévérencieuse. ⁹⁷¹

⁹⁶⁹ Voir *Supra*, chapitre IV.

⁹⁷⁰ FEKL Walther / RONGE Peter (commissaires des dessins de presse de l'exposition), Exposition « Le Geste de Verdun », panneau d'introduction.

⁹⁷¹ *Dossier de presse de l'exposition Le Geste de Verdun 2014, Op. Cit.*

Certes, il faut relativiser ces affirmations en tenant compte que les années 2012-2014 qui sont ici évoquées sont des années commémoratives (Traité de l'Elysée, puis Geste de Verdun), particulièrement propices à redonner à ces événements un caractère d'actualité. Mais nous sommes tout de même conduits à nous interroger : comment expliquer que le Geste de Verdun ait pris dans la caricature une telle dimension, qui dépasse de loin le simple fait d'actualité ? Si l'avatar caricatural a eu une telle longévité, cela tient avant tout au caractère du geste original. Geste franco-allemand, geste européen, geste de réconciliation : le geste accompli par F. Mitterrand et H. Kohl était porteur d'une forte symbolique. Comment les caricaturistes se sont-ils emparés de cette symbolique ? Comment ont-ils contribué à la véhiculer ? L'ont-ils remise en question ou au contraire renforcée ?

1. Le Geste de Verdun et le mythe du couple franco-allemand

Le « couple franco-allemand » est devenu ce que beaucoup d'historiens considèrent aujourd'hui comme un mythe. Cela ne veut pas dire qu'il ne repose pas sur une certaine réalité. Comme le rappelle H. Stark :

*Même s'il peine à résister aux fractures qui caractérisent l'évolution du système international depuis la fin de la Guerre froide, le tandem franco-allemand existe. D'abord et surtout grâce au message qu'il envoie au monde depuis plus de soixante ans : deux États ennemis et deux sociétés qui se sont entre-déchirés pendant un siècle et demi, qui se sont fait la guerre à trois reprises en soixante-dix ans et dont la rivalité a été en très grande partie à l'origine des deux guerres mondiales, ont su se réconcilier. Ils ont été les architectes et demeurent les garants officiels d'une Union européenne qui assure pour l'essentiel la prospérité, la liberté des échanges et des mouvements, l'État de droit et le rayonnement global du Vieux Continent.*⁹⁷²

Mais il s'agit d'une réalité mise en récit, qu'il convient donc d'interroger. Le récit s'est construit au fil des années, au fur et à mesure des gestes posés par les différents dirigeants de deux pays. Les caricaturistes ont évidemment accompagné chacune des péripéties de cette vie de couple, contribuant pour une large part à l'ancrer dans l'imaginaire collectif. Les représentations du premier « couple » Briand / Stresemann sont annonciatrices d'un phénomène qui va apparaître après la Seconde Guerre mondiale : dans le dessin de presse, les traditionnels symboles nationaux (le bonnet phrygien et le casque à pointe, le coq et l'aigle, Marianne et Michel...) laissent petit à petit la place aux dirigeants des deux pays, selon un phénomène décrit par Ursula E. Koch :

En France et en Allemagne, la caricature politique d'actualité est dominée par les portraits humoristiques et satiriques des personnalités politiques les plus en vue. On reconnaît telle ou telle personnalité à ses caractéristiques physiques (la taille, le poids, le nez, les oreilles) et proéminentes, la tête étant souvent posée sur un corps plus petit, à

⁹⁷² STARK Hans, « Le tandem franco-allemand est-il un mythe ? », dans : Bertrand Badie éd., *La France, une puissance contrariée. L'état du monde 2022*, Paris, La Découverte, 2021, p. 182.

*son attirail ou à ses accessoires habituels (par ex. la veste et le collier d'Angela Merkel), ou encore à des gestes simples.*⁹⁷³

Cette personnalisation de la représentation a été favorisée par l'hypermédiatisation des hommes politiques, au travers non-seulement la presse, mais désormais aussi de la télévision : leurs visages sont bien connus du public, et peuvent donc être utilisés par les caricaturistes. Marianne et Michel, qui sont encore largement présents dans les années 1950, prennent petit à petit les traits des dirigeants des deux pays.

Sur la caricature allemande de Mirko Szczuk (Fig. 59), qui suit la Déclaration Schuman du 9 mai 1950, les deux dirigeants apparaissent encore avec les traditionnels accessoires de Marianne (le bonnet phrygien) et de Michel (le bonnet de nuit), mais les traits de leur visage sont bien reconnaissables. Le dessinateur représente les deux dirigeants dans une posture qui évoque celle d'amoureux transis : ce sont les premiers pas du « couple » franco-allemand, thématique qui va petit à petit s'imposer non-seulement dans le « récit » des relations franco-allemands⁹⁷⁴, mais aussi dans le monde du dessin de presse.

Fig. 59



Mirko Szczuk, Die Welt,
13. 05. 1950

La signature du Traité de l'Elysée en 1963 a incontestablement marqué un tournant dans la représentation des relations entre les deux pays, tournant qui apparaît désormais comme définitif. Ce sont désormais les Chefs d'Etat et de Gouvernement eux-mêmes qui occupent le centre de la caricature. A partir de 1963, Ch. De Gaulle et K. Adenauer prennent en effet tout l'espace caricatural, que ce soit en France ou en Allemagne, comme le souligne Marie-Pierre Delépine :

Après 1963, la définition identifiant le couple franco-allemand aux deux hommes respectivement chargés des plus hautes affaires de l'Etat en France et en Allemagne s'est

⁹⁷³ KOCH Ursula E, « L'image de l'autre dans la société civile. Le miroir des caricatures », in *Allemagne d'aujourd'hui*, 2015/4 (N° 214), p. 132.

⁹⁷⁴ L'expression est V. ROSOUX. Voir *Supra*, Introduction, note 6.

*imposée, elle est devenue très familière. [...] Les hommes politiques sont ainsi devenus de véritables figures de proue des relations bilatérales.*⁹⁷⁵

Cette hyperpersonnalisation de la représentation franco-allemande a accompagné la naissance du mythe du « duo » franco-allemand. A tel point qu'il est difficile de trancher : le mythe a-t-il précédé la représentation, ou s'en est-il nourri ? Quoi qu'il en soit, nous assistons avec Ch. De Gaulle et K. Adenauer à l'institutionnalisation d'une représentation qui perdure jusqu'à nos jours. Celle du « duo » franco-allemand. Les dessinateurs allemands ont plutôt recours à l'image du « tandem », car l'image est plus courante que celle du « couple » dans l'imaginaire collectif du pays. Nous pouvons voir ainsi apparaître des duos de conducteurs musiciens, acrobates, en vélo, en voiture... ou même en char d'assaut. Le « duo » devient parfois un véritable « couple », dans la continuité de celui formé par Michel et Marianne dans les années 1950. Cette thématique du « couple » est développée surtout dans les caricatures françaises mais pas exclusivement. Le « couple » franco-allemand finit même par avoir des enfants : les principaux projets qui ont permis l'intégration européenne. En 1962, dans le contexte de l'échec du plan Fouché, c'est en quelque sorte un « enfant dans le dos » que les Allemands auraient faits aux Français, selon le caricaturiste H. Köhler (Fig. 60). En 1978, sous la plume de Trez (Fig. 61), le « fruit » de la coopération franco-allemande, la naissance du serpent monétaire, est au contraire assumé par les deux « parents »... au grand effroi toutefois de la sage-femme qui semble plutôt surprise par la nature du « bébé » :

Fig. 60



à Paris!
 „Charlie, du stiel“ -- de ihm schi!
 Hanns Köhler, F. A. Z.,
 02. 07. 1962 (CVCE)

Fig. 61



Trez, France-Soir,
 06. 12. 1978 (CVCE)

R. Hachfeld (Fig. 62) n'hésite pas à manier le grotesque, en associant la future naissance de l'Euro à une parodie de la Nativité (le contexte du mois de décembre s'y prête). Quant à G. Bedenek (Fig. 63), il ironise sur les difficultés du couple franco-allemand à s'entendre sur le futur dirigeant de la banque central européenne. Le « bébé » porte les drapeaux néerlandais et français, signe du compromis trouvé (le Néerlandais Wim Duisenberg cèdera à mi-mandat son poste au Français Jean-Claude Trichet, une fois le passage à l'Euro accompli) :

⁹⁷⁵ DELEPINE Maire-Pierre, *Présidents et chanceliers dans les caricatures politiques : représentation et symbolique du couple franco-allemand (1950-1998)*, Op. Cit., p. 49.

Fig. 62



Rainer Hachfeld, *Le Monde*,
14. 12. 1996 (CVCE)

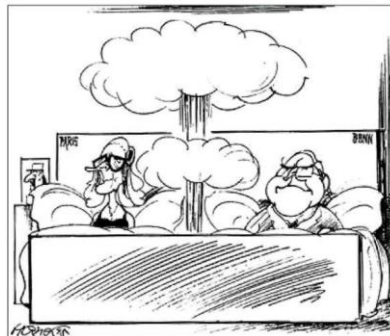
Fig. 63



Gabor Bedenek, *Stuttgarter Zeitung*,
05. 05. 1998

La vie de couple sert aussi parfois d'illustration aux difficultés rencontrées entre les dirigeants. En 1995, Hamel (Fig. 64) met en scène de manière résolument triviale la décision de J. Chirac de reprendre les essais nucléaires français :

Fig. 64



Hamel, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 12. 07. 1995 (CVCE)

L'arrivée d'une femme dans le couple, avec l'accession d'A. Merkel à la chancellerie en 2005, permet aux dessinateurs d'exploiter au maximum la thématique du couple. La vie conjugale devient alors une véritable mine pour représenter les aléas des relations franco-allemandes. La question du *leadership* dans le « couple » continue à inspirer les caricaturistes, comme dans ces dessins de Jacek (Fig. 65) ou de Kiro (Fig. 66) qui utilisent tous deux la métaphore de la danse de salon :

Fig. 65



Jacek, lieu de parution non mentionné,
2007

Fig. 66



Kiro, *Le Canard Enchaîné*,
23. 01. 2013

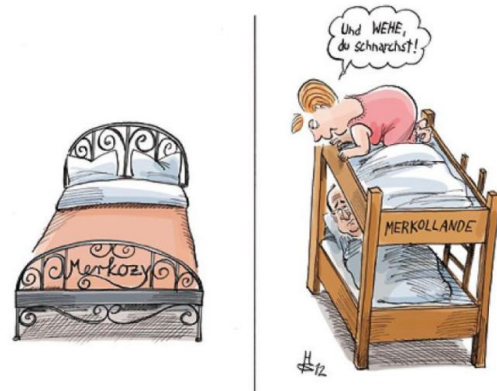
En 2012, l'accession de F. Hollande à la présidence de la République est perçue comme moins favorable à la coopération franco-allemande. Selon Plantu (Fig. 67), le couple tente tant bien que mal de sauvegarder les apparences. La mésentente se traduit chez Sakurai (Fig. 68) par la décision pour le couple de faire « lit à part ». En raison du poids que l'Allemagne a pris en Europe, et notamment pour imposer à ses partenaires une politique de rigueur budgétaire, c'est bien entendu A. Merkel qui occupe la couchette supérieure, et fait sa loi dans le couple (« Malheur à toi si tu ronfles » !):

Fig. 67



Plantu, *Le Monde*,
17. 05. 2012 (CVCE)

Fig. 68



Sakurai, *Berliner Zeitung*,
08. 05. 2012 (CVCE)

Face aux difficultés, certains dessinateurs ironisent également sur les tentatives de la France de relancer les relations franco-allemandes, et de « ranimer » la flamme dans le « couple ». Ixène (Fig. 69) représente N. Sarkozy en amoureux transi, face à une A. Merkel qui ne s'en laisse pas conter et reste tout à fait lucide. N. Vadot (Fig. 70) choisit lui l'allusion à la scène emblématique du film de James Cameron, *Titanic*. Faut-il y voir la représentation d'un « couple » franco-allemand en plein naufrage ?

Fig. 69



Ixène, *Famille Chrétienne*,
07. 02. 2011

Fig. 70



Nicolas Vadot, *L'Echo*,
18. 04. 2018

Alors qu'il en avait fait l'un des axes de sa campagne électorale, et même un marqueur face à son adversaire du second tour, E. Macron ne parvient pas en effet à relancer autant qu'il le

souhaite la dynamique franco-allemande au service de l'Europe. H. Sakurai stigmatise ainsi l'absence de réponse allemande aux initiatives françaises, en représentant A. Merkel en train d'imiter son répondeur téléphonique, afin de faire croire qu'elle est indisponible⁹⁷⁶ :

Fig. 71



Haiko Sakurai, <https://www.scoopnest.com>, 2017

Fig. 72



Georges Million, <http://www.millioncartoons.com> 27. 09. 2017

Fin 2017-début 2018, au moment de célébrer les cinquante-cinq ans du Traité de l'Elysée, la Chancelière fait en effet face à des difficultés de politique intérieure, et aux longues négociations qui ont été nécessaires à la formation de son gouvernement de grande coalition, comme le rappelle le dessinateur G. Million (Fig. 72). Alors que le Président français vient la solliciter, la Chancelière allemande est occupée à la cuisine, en train de choisir des ingrédients aux couleurs des différents partis siégeant au Bundestag, afin de préparer la « tambouille gouvernementale ».

La Chancelière a fini par marquer la caricature par sa longévité au pouvoir, qui égale, celle d'H. Kohl et celle de F. Mitterrand. Elle a vu se succéder quatre présidents français (J. Chirac, N. Sarkozy, F. Hollande et E. Macron) et finit ainsi par être présentée comme une « croqueuse d'hommes », comme sur ces caricatures de P. Kroll (Fig. 73) et d'E. Chaunu (Fig. 74) :

Fig. 73



Pierre Kroll, *Et c'est normal, tout ça ?* Octobre 2017

Fig. 74



Emmanuel Chaunu, *L'Union-L'ardennais* 04. 11. 2021 (Blog LLC)

⁹⁷⁶ « Ti-da-da... Vous êtes en relation avec une messagerie électronique... Je suis actuellement indisponible, je m'occupe de la formation de mon gouvernement... Ti-da-da... Veuillez rappeler ultérieurement... »

Les années Merkel ont donc particulièrement inspiré les caricaturistes, comme Gabriele Padberg le conclut de son étude :

Il reste à souligner que l'iconographie franco-allemande n'a sans doute jamais été aussi abondante ni ingénieuse qu'à l'époque de Merkozy. Cette prolifération a d'ailleurs fertilisé la représentation du nouveau « couple » (ou plutôt « non-couple » Merk(h)ollande.⁹⁷⁷

Il sera intéressant de voir ce que devient la métaphore du couple avec l'arrivée au pouvoir d'Olaf Scholz, mais il est fort probable qu'elle devienne moins productive que sous les mandats successifs d'A. Merkel.

Curieusement, dans ce parcours des différentes représentations du « couple » franco-allemand, F. Mitterrand et H. Kohl font figure d'exception. En effet, nous avons trouvé d'innombrables caricatures évoquant le « duo », la coopération voire la brouille entre amis. Mais la thématique du « couple » proprement dite est absente, alors qu'elle est employée à un moment ou à un autre pour tous leurs prédécesseurs et leurs successeurs. Seule la chaîne de télévision gay Pink TV, en 2004, ose utiliser ainsi l'image du « couple » Mitterrand-Kohl pour illustrer sa campagne publicitaire.



Pink.tv
2004



Philippe Honoré, *Charlie Hebdo*,
03. 11. 2004

Ce détournement suscite alors la polémique⁹⁷⁸, ce qui ne manque pas de faire réagir Ph. Honoré (Fig. 75). Le dessinateur choisit ici de reproduire fidèlement la photographie choisie pour illustrer la publicité. Ce n'est donc pas le dessin qui est porteur de sens, mais le texte qui l'accompagne⁹⁷⁹, un texte assez long, et relativement complexe pour un dessin de

⁹⁷⁷ PADBERG Gabriele, « Le couple Merkozy à travers les caricatures dans la presse (2007-2012) », in *Les relations franco-allemandes en perspective, Op. Cit.*

⁹⁷⁸ Voir : COHEN-BACRI Sarah-Lou, « L'Institut Mitterrand voit rouge avec Pink TV », in *20 Minutes*, 29 octobre 2004.

Disponible sur : <https://www.20minutes.fr/television/38595-20041029-television-l-institut-mitterrand-voit-rouge-avec-pink-tv>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁹⁷⁹ Texte de la caricature :

« 'Il n'y a pas que le sexe dans la vie de couple' et pas que de l'imagination dans les agences de pub. Quel rapport entre ce slogan et la photo de Kohl et Mitterrand ? Pourquoi eux ? Ben... Ils se tiennent par la main ?... Le couple franco-allemand ? C'est de l'humour, coco ! Et pourquoi pas la poignée de main de

presse, et donc qui interroge. Mais de la part d'un caricaturiste, qui a fait du détournement d'image son métier, il ne peut être pris qu'au second degré : l'auteur brocarde visiblement non le détournement de la photo-culte, mais les polémiques que ce détournement suscite. Dans leur dossier pédagogique, les organisateurs de l'exposition en tirent la conclusion suivante, que nous reprenons à notre compte :

*La poignée de main Kohl-Mitterrand est devenue un élément de l'imaginaire collectif, à tel point que la publicité s'en est emparé.*⁹⁸⁰

C'est effectivement une des raisons qui a dû guider le choix des publicitaires. Mais nous souhaitons toutefois aller plus loin : il y a sans doute aussi de la part de la chaîne une volonté de provocation qu'il ne faut pas négliger. Quelques mois avant, le 5 juin 2004 a été célébré (encore illégalement) le premier mariage homosexuel. Le choix de cette photo est à l'évidence pour Pink-TV un choix militant. Mais la polémique autour de ce choix nous interroge : le Geste de Verdun, intervenu très tôt dans la période où les deux hommes ont été aux responsabilités, a fini par devenir emblématique de leur coopération au service de la paix et de l'Europe. Il est devenu symbolique. Serait-il ainsi devenu « sacré », et donc en quelque sorte « intouchable » par les caricaturistes ? Quelques mois auparavant, Plantu (Fig. 76) avait lui-aussi utilisé le Geste de Verdun, pour faire le raccourci entre le mariage de Bègles, et les célébrations du Débarquement prévues le lendemain (« *Oh, my God !! On a débarqué à Bègles !!* ») :

Fig. 76



Plantu, *Le Monde*,
05.06.2004

Or cette caricature, à notre connaissance, n'avait pas suscité de polémique. Il faut dire que F. Mitterrand et H. Kohl, n'y étaient pas directement représentés. Ils étaient remplacés deux soldats, sous forme de statue, symbolisant chacun des deux pays. De surcroît, la colombe de la paix, ainsi que les croix représentées sur la plage, rappelaient l'aspect mémoriel, ce qui donnait

Montoire ? A croire que TF1 a inspiré ce concept en béton. La confusion comme moyen de rendre le cerveau disponible. Celui des homos cette fois ! »

⁹⁸⁰ Dossier pédagogique, *Op. Cit.*

au dessin sa part de gravité. Contrairement à la publicité de Pink-TV, cette caricature n'avait donc pas été perçue comme un de « crime de lèse-majesté »⁹⁸¹.

Dans cette représentation du couple franco-allemand, le Geste de Verdun marque incontestablement un tournant. Il a introduit au sein du couple franco-allemand une proximité, une solidarité inédite qui inspire encore jusqu'à aujourd'hui les relations franco-allemandes. Les innombrables caricatures ont tout d'abord permis aux lecteurs de devenir familiers de ce récit. Elles ont permis aux lecteurs de s'approprier les images officielles, de les commenter, mais aussi de les remettre en question. En taclant les différends, les caricaturistes ont probablement permis de dédramatiser un certain nombre de divergences. Mais surtout, quelles que soient les difficultés du « couple », il y avait en toile de fond le Geste de Verdun. Les caricatures franco-allemandes offrent ainsi un témoignage significatif de ce que le Geste de Verdun est devenu. Entre l'original et son « avatar » caricatural, il y a manifestement eu interaction. Les différentes caricatures sont certes nées de la photo initiale. Mais elles ne se sont pas contentées de la reproduire : grâce à leur art, les dessinateurs de presse ont contribué aussi à en dévoiler petit à petit toute la richesse. Le geste est désormais constamment utilisé comme une référence, une sorte d'idéal des relations franco-allemandes, parfois en dehors de toute contextualisation : Verdun a disparu, les acteurs initiaux ont disparu... mais le « main dans la main » est resté.

2. Le Geste de Verdun et le mythe du moteur franco-allemand de l'Europe

Indissociable du mythe du « couple » franco-allemand, il y a aussi celui de son rôle moteur dans la construction européenne. La France et l'Allemagne font partie des Etats fondateurs de la Communauté Economique Européenne. C'est leur réconciliation qui a rendu possible la construction européenne, et leur histoire autant que leur poids économique leur a permis de jouer un rôle majeur dans cette construction. L'image du « moteur » franco-allemand » fait partie de l'imaginaire collectif. Selon S. Kahn, il s'agit même d'une

⁹⁸¹ La publicité de Pink-TV a même fait l'objet d'une question au gouvernement le 23 novembre 2004 :

« Texte de la QUESTION : *M. Jean-Claude Decagny [député UMP du Nord] souhaite attirer l'attention de M. le ministre délégué aux anciens combattants sur la campagne de presse de la chaîne thématique Pink TV qui utilise la scène historique de la réconciliation franco-allemande à Verdun entre deux chefs d'État main dans la main pour des fins publicitaires. C'est pourquoi il souhaiterait connaître son sentiment sur cette affiche.*

Texte de la REPONSE : *Le ministre délégué aux anciens combattants mesure parfaitement toute la portée symbolique de l'image représentant le président Mitterrand et le chancelier Kohl, unis dans un geste de réconciliation historique devant l'ossuaire de Douaumont, à Verdun. Il est convaincu que cette perception est partagée par l'immense majorité des Françaises et des Français qui éprouvent également considération et respect pour les sacrifices consentis par nos soldats dans les combats héroïques de la Première Guerre mondiale. Il rappelle que la politique de mémoire, résolument tournée vers les jeunes générations, vise précisément à faire connaître ces pages d'histoire et à obtenir l'adhésion des plus jeunes aux valeurs dont la défense a justifié ces sacrifices. Le ministre précise, par ailleurs, qu'il appartient au seul bureau de vérification de la publicité, autorité indépendante, de contrôler les campagnes publicitaires telles que celle présidant au lancement d'une nouvelle chaîne de télévision, dans le cadre des dispositions législatives relatives à la liberté de la presse. »*

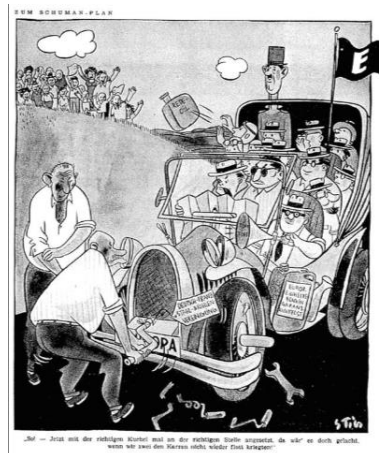
Disponible sur : <https://questions.assemblee-nationale.fr/q12/12-51578QE.htm>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

construction, qui a permis de faire accepter aux différents Etats les abandons de souveraineté qu'impliquait le projet européen :

*La construction du mythe du couple franco-allemand, moteur de l'Europe, a précisément pour fonction d'habiller et d'apprêter ce changement de paradigme de la souveraineté. Changement de paradigme, en effet : la mutualisation n'est pas la mise sous tutelle ou la perte de l'indépendance. Il correspond à une rupture avec le nationalisme. Le discrédit profond et durable du nationalisme fut, et demeure, la condition nécessaire à l'intégration européenne. Celle-ci met chacun des pays qui y adhère sur un pied d'égalité, tout du moins d'égale dignité. Ce faisant, cette démarche repose sur l'accord librement consenti et négocié à des transferts partiels et ponctuels de souveraineté nationale.*⁹⁸²

Fig. 77



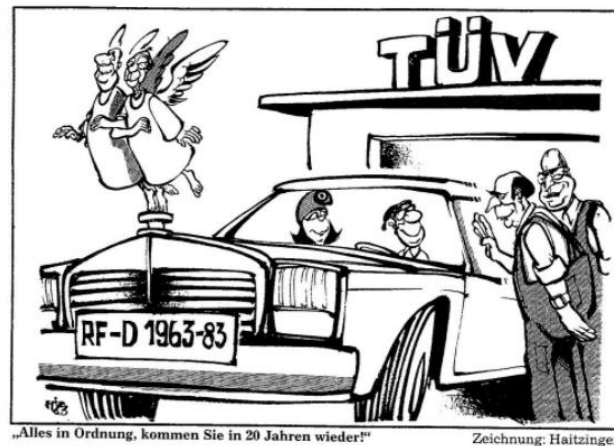
STIG (Roland Stigulinsky), *Der Tintenfisch. Das humoristische Blatt des Saarlandes*,
Mai 1950 (CVCE)

La métaphore du « moteur franco-allemand » est apparue très tôt dans les caricatures, comme le montre ce dessin de Roland Stigulinsky paru en 1950, et représentant R. Schuman et K. Adenauer. Cette image des deux dirigeants conjuguant leurs efforts pour relancer l'Europe fait désormais partie des « classiques » des représentations franco-allemandes. A chaque actualité, mais aussi à l'occasion des anniversaires de la signature du Traité de l'Elysée, ou des changements de dirigeants, les caricaturistes offrent ainsi toute une série de variations sur ce thème. Et sur la durée, l'ensemble de ces variations permet de retracer une véritable « histoire » du « moteur » franco-allemand, qui fonctionne plus ou moins bien selon les péripéties de l'actualité. En 1983 à l'occasion du 20^{ème} anniversaire du Traité de l'Elysée, H. Haitzinger (Fig. 78) représente la coopération franco-allemande sous un jour plutôt positif. Marianne et Michel sont au volant d'un véhicule aux allures de Mercedes, plutôt rutilant, dont le bouchon de radiateur est à l'effigie des deux pères fondateurs, Ch. de Gaulle et K. Adenauer. Au moment où Paris et Bonn affichent leur totale solidarité tant dans la crise des euromissiles que dans la crise monétaire, le « moteur » franco-allemand est en parfait état, et peut passer le « contrôle technique ». Avant même le Geste de Verdun, nous avons là une représentation plutôt idéalisée des relations franco-allemandes. Le couple de garagistes Mitterrand-Kohl, plutôt jovial, donne

⁹⁸² KAHN Sylvain, « La crise grecque et les troubles de la mémoire européenne », in *Esprit*, 2010/12 (Décembre), p. 119.

rendez-vous au couple franco-allemand dans vingt ans... rendez-vous que ne manqueront pas les caricaturistes.

Fig. 78



Horst HAITZINGER, *Tagesspiegel*,
20. 01. 1983 (CVCE)

Les changements de dirigeants donnent ainsi l'occasion aux caricaturistes l'occasion de s'interroger sur le devenir du « moteur » franco-allemand : va-t-il continuer à fonctionner ? Luff (Fig. 79) représente ainsi la France (reconnaisable à sa cocarde tricolore) et l'Allemagne prenant place sur un hors-bord nommé « Europe ». Elles expriment ainsi leur inquiétude : « *Espérons que le nouveau moteur fonctionnera aussi bien que l'ancien* ». L'ancien moteur auquel il est fait référence est le couple Mitterrand-Kohl, qui apparaît ainsi indirectement comme un modèle de référence qu'il sera difficile de remplacer :

Fig. 79

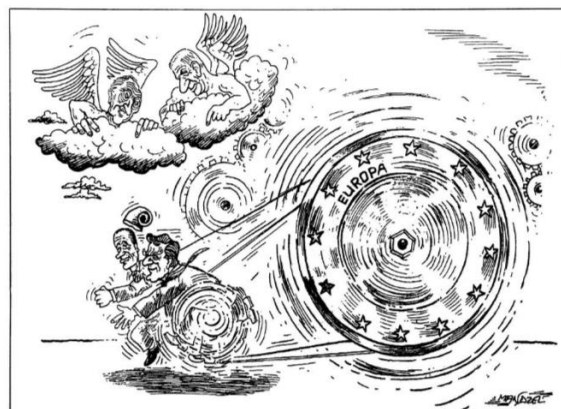


Luff (Rolf Henn), *Stuttgarter Zeitung*,
19.05.1995

En 2003, à l'occasion du quarantième anniversaire, du Traité de l'Elysée, ce dessin de W. Mandzel (Fig. 80) représente J. Chirac et G. Schroeder prenant cette fois-ci la place du moteur, et entraînant eux-mêmes par leurs efforts la dynamique européenne, toujours sous le regard bienveillant de Ch. de Gaulle et K. Adenauer. La caricature tranche avec celle de 1983.

Le moteur fonctionne, certes, mais cela semble plutôt laborieux. En montrant les efforts déployés par les dirigeants, le regard du caricaturiste semble beaucoup plus réaliste. Selon Joachim Schild, ce réalisme correspond aussi à une nouvelle manière des dirigeants de mettre en scène les relations franco-allemandes : il ne s'agit plus de « cacher » les divergences, pour présenter comme à Verdun une solidarité sans faille, mais de témoigner au contraire des efforts consentis pour les surmonter ⁹⁸³.

Fig. 80



40 Jahre deutsch-französischer Motor

WAZ-Zeichnung: Waldemar Mandzel

Waldemar Mandzel, Westdeutsche Allgemeine,
22. 01. 2003

Cette caricature de Cabu (Fig. 81), parue en mai 2012 suite à l'élection de F. Hollande à la présidence de la République Française, est à mettre elle-aussi en contraste avec celle de 1983 :

Fig. 81



Cabu, *Le Canard Enchaîné*,
09. 05 .2012

⁹⁸³ SCHILD Joachim, « Les relations franco-allemandes dans une Europe élargie : la fin d'une époque ? », *Revue internationale et stratégique*, 2002/4 (n° 48), p. 31.

« Dans la presse des deux pays, le pessimisme domine les commentaires depuis le sommet européen de Nice, clôturé le 11 décembre 2000. De part et d'autre, d'anciens dirigeants politiques ont estimé nécessaire de manifester leur inquiétude et de lancer des signaux d'alarme. Ce qui paraît nouveau tient à ce que les responsables politiques des deux pays cherchent de moins en moins à « embellir » l'état des relations franco-allemandes. »

Le couple franco-allemand ne conduit plus de Mercedes, mais une Trabant, une marque de voitures est-allemande. Nous pouvons y voir une allusion aux origines est-allemandes de la Chancelière. Mais l'évocation de la Trabant teinte aussi le dessin d'une certaine nostalgie ⁹⁸⁴. Cette nostalgie ne saurait concerner « l'ancien conducteur » (N. Sarkozy) : il est bien mentionné qu'il a perdu tous ses points, ce qui n'offre pas une image très positive de son bilan (du moins, si l'on en croit le verdict des urnes, en ce qui concerne l'opinion publique française). Il est difficile de ne pas voir dans ce changement de « standing » (le passage de la Mercedes à la Trabant) une dégradation de la manière dont le couple franco-allemand est perçu. La nostalgie qui transparait concerne plutôt l'idéal représenté en son temps par la Mercedes : le « couple » qui fait désormais référence, celui formé par F. Mitterrand et H. Kohl. Même si ces derniers n'apparaissent pas sur ce dessin précisément, ils restent bien présents dans l'imaginaire collectif. Les « ratés » du moteur franco-allemand sont parfois tels que, sur certaines caricatures, un certain pessimisme l'emporte. Cinquante ans après le traité de l'Elysée, le « couple » F. Hollande / A. Merkel est en effet perçu comme un tandem fonctionnant moins bien que celui de ses prédécesseurs... B. Mohr (Fig. 82) représente ainsi un « moteur » franco-allemand dont l'état s'est considérablement dégradé, et dont on peut se demander s'il fonctionne encore. L'impression de dysfonctionnement se confirme cette caricature de X. Delucq (Fig. 83) parue elle-aussi à l'occasion du cinquantième anniversaire du traité de l'Elysée. La non-fonctionnalité de « l'engin » sur lequel sont installés F. Hollande et A. Merkel est suffisamment criante pour se passer de tout commentaire : comment le « duo » franco-allemand pourrait-il avancer, si chacun prend une direction opposée ?

Fig. 82



Burkhard Mohr, Saarbrücker Zeitung,
23. 01. 2013 (CVCE)

Fig. 83



Xavier Delucq, Huffington Post,
21. 01. 2013

Le regard des caricaturistes sur les différents duos qui se succèdent est ainsi mitigé. Certains, mettent l'accent sur les efforts du duo pour faire avancer la construction européenne. W. Hartung (Fig. 84) représente en 1962 ainsi Ch. de Gaulle et K. Adenauer sous les traits d'un duo d'acrobates portant à eux-seuls l'ensemble de leurs partenaires :

⁹⁸⁴ Pour un lecteur germaniste, la Trabant renvoie inévitablement à ce que les sociologues ont appelé « l'Ostalgie », la nostalgie qu'éprouvent certains allemands de l'Est vis-à-vis d'une R. D. A. largement idéalisée.

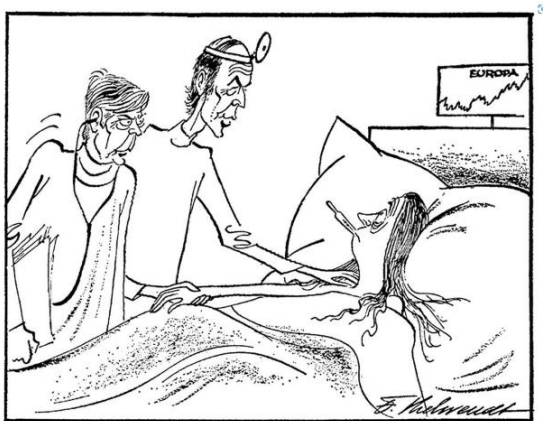
Fig. 84



Wilhelm Hartung, Die Welt,
07.09.1962

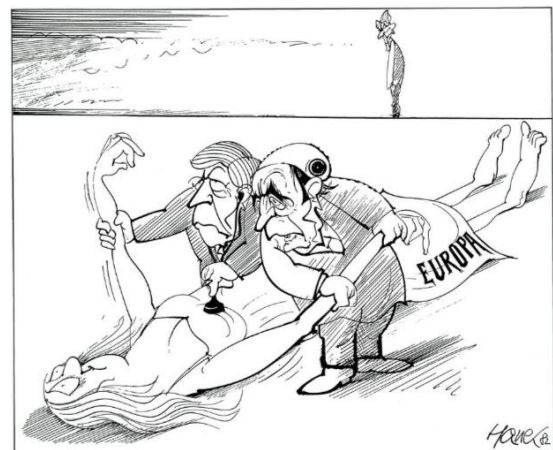
Un motif récurrent est également la représentation du duo franco-allemand sous forme de médecins se penchant au chevet d'une Europe alitée et malade. Les caricaturistes saluent ainsi les différents plans successifs de relance européenne :

Fig. 85



Fritz Behrendt, Frankfurter Allgemeine Zeitung,
29.05.1974

Fig. 86



Walter Hanel, Frankfurter Allgemeine Zeitung,
17.05.1982

La relance européenne initiée par F. Mitterrand et H. Kohl au premier semestre 1984, après le relatif échec du sommet de Bruxelles en mars donne à W. Hanel (Fig. 87) l'occasion de représenter les deux dirigeants unissant leurs efforts pour redonner le sourire à une Europe mal en point, embourbée notamment dans le blocage britannique⁹⁸⁵ :

⁹⁸⁵ Voir *Supra*, chapitre IV.

Fig. 87



Walter Hanel, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*,
29. 03. 1984

Le couple franco-allemand est ainsi présenté parfois de manière humoristique comme le « sauveur de l'Europe ».

Fig. 88



Karl-Heinz Schoenfeld, *Handelsblatt*,
16. 11. 1995

En 1995, K.-H. Schoenfeld (Fig. 88) représente ainsi H. Kohl et J. Chirac comme les nouveau Moïse et Aaron conduisant le peuple européen vers la terre promise de l'union monétaire. En 2011, A. Merkel et N. Sarkozy doivent affronter les conséquences de la crise financière. Oli (Fig. 89) les représente dans un geste qui rappelle celui de Verdun, tenant la main à un petit personnage symbolisant l'Euro, auquel ils viennent d'envoyer une bouée de sauvetage :

Fig. 89



Olivier Pirnay (Oli), <https://www.humeurs.be>
17. 08. 2011

Fig. 90



Silvan Wegmann, <https://www.swen.ch>,
04. 06. 2017

S. Wegmann (Fig. 90), quant à lui, représente en 2017 E. Macron et A. Merkel sous les traits des héros de la série américaine *Baywatch*⁹⁸⁶. L'allusion à la série américaine décrédibilise cette fois-ci l'action des deux chefs d'Etat et de Gouvernement : la mise en scène hollywoodienne ne doit pas masquer les difficultés : sur la gauche, nous avons une évocation du Brexit, avec un canot aux couleurs britanniques en train de se renverser), et sans doute à la crise migratoire (d'autres canots, évoquant les embarcations de fortune utilisées par les migrants pour atteindre les côtes européennes) ne sont pas meilleure posture.

C'est une évidence : les caricaturistes ne se contentent pas de vanter les qualités du moteur franco-allemand : ils mettent également en évidence les dysfonctionnements qui empêchent ce moteur de fonctionner correctement. Le duo franco-allemand peut ainsi être perturbés par des dissonances politiques. Sur ce dessin de Padry (Fig. 91) daté de 1964, l'atlantisme du nouveau Chancelier L. Erhard, impose une autre musique que celle jouée jusque-là par Ch. de Gaulle et K. Adenauer)... :

Fig. 91

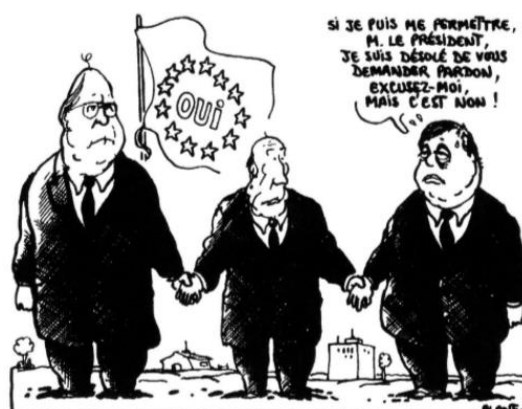


— Sauvage L...

Padry, *Aux écoutes du monde*,
13. 11. 1964 (CVCE)

Près de trente années plus tard, Plantu (Fig. 92) a lui-aussi recours à la stratégie de l'intrus qui vient perturber le duo franco-allemand (« Si je puis me permettre, M. le Président, je suis désolé de vous demander pardon, excusez-moi, mais c'est non ! ») :

Fig. 92



Plantu, *Le Monde*,
05. 09. 1992

⁹⁸⁶ *Alerte à Malibu*. Le film de Seth Gordon, inspiré de la série, vient alors juste de sortir au cinéma, en mai 2017.

Il s'agit en l'occurrence de Ph. Seguin, un des principaux défenseurs du « non » lors de la campagne qui a précédé le référendum français sur la ratification du Traité de Maastricht. Le dessin paru dans le monde fait ainsi référence au débat télévisé de la veille, qui a opposé Ph. Seguin au Président français, pesant lui de tout son poids en faveur du « oui ».

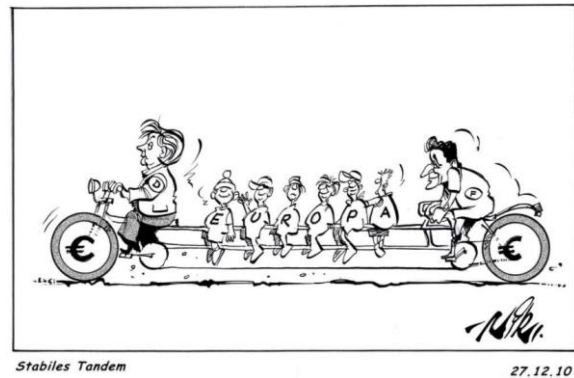
Le « duo » peut être aussi taraudé par des questions de *leadership*. La question posée par K. Pielert (Fig. 93) à propos du duo V. Giscard d'Estaing – H. Schmidt, qui se font encore des politesses en 1980 (« Qui prend la place de devant ? »), ne se pose manifestement plus pour N. Ebert (Fig. 94) en 2012 à propos du duo N. Sarkozy – A. Merkel :

Fig. 93



„Und wer sitzt vorn?“
Klaus Pielert, *Westdeutsche Allgemeine Zeitung*,
08. 07. 1980 (CVCE)

Fig. 94



Stabiles Tandem
Nik EBERT, *Stuttgarter Nachrichten*,
21. 01. 2011 (CVCE)

Selon certains caricaturistes, les « ratés » du moteur peuvent ainsi provenir de la volonté de *leadership* de l'un ou l'autre pays dans le couple. La poignée de main se change ainsi parfois en « bras de fer », comme sur ce dessin d'H. Sakurai (Fig. 95) paru en 2011, à l'occasion de la rencontre de Blaesheim⁹⁸⁷ :

Fig. 95



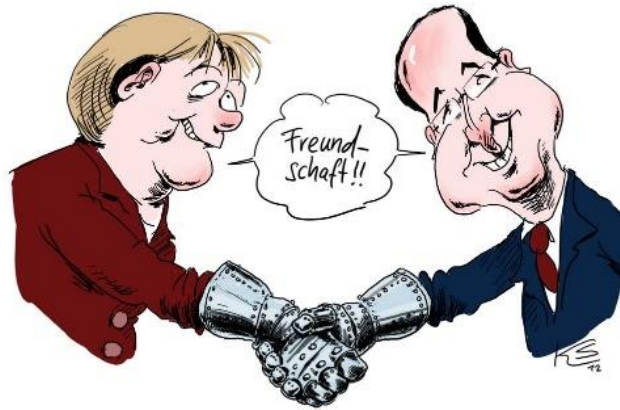
Heiko Sakurai, *Die Welt*,
31. 01. 2001

⁹⁸⁷ SCHILD Joachim, « Les relations franco-allemandes dans une Europe élargie : la fin d'une époque ? », *Revue internationale et stratégique*, 2002/4 (n° 48), p. 31.

« Dans la presse des deux pays, le pessimisme domine les commentaires depuis le sommet européen de Nice, clôturé le 11 décembre 2000. De part et d'autre, d'anciens dirigeants politiques ont estimé nécessaire de manifester leur inquiétude et de lancer des signaux d'alarme. Ce qui paraît nouveau tient à ce que les responsables politiques des deux pays cherchent de moins en moins à « embellir » l'état des relations franco-allemandes. »

Klaus Stuttmann (Fig. 96) propose lui-aussi en 2012 une variation sur ce motif du bras de fer. Les gants de fer dont sont affublés A. Merkel et F. Hollande lors de l'échange de la traditionnelle poignée de main sont ainsi annonciatrices du rapport de force que le Président français va devoir engager avec la Chancelière allemande pour infléchir sa politique européenne d'austérité :

Fig. 96



Klaus Stuttmann, <https://www.stuttmann-karikaturen.de>,
15. 05. 2012.

L'attitude du rapport de forces est d'ailleurs jugée tellement caractéristique des relations entre les deux pays que la caricature de K. Stuttmann a été adoptée comme « tête d'affiche » de l'exposition itinérante *Paarlauf – Pas de deux* organisée en 2013 par le Goethe Institut, dans le cadre des événements proposés à l'occasion des cinquante ans du traité de l'Elysée.

Mais pour certains caricaturistes, c'est aussi parfois la « trop » bonne entente du couple franco-allemand qui nuit à l'efficacité du moteur. Lorsqu'elles agissent de concert, comme lors du Geste de Verdun, la France et l'Allemagne ont ainsi un poids qui leur permet de contraindre leurs partenaires. Dès le début, le duo franco-allemand, sous les traits à l'époque de Ch. de Gaulle et de K. Adenauer, est représenté comme prédominant. En témoigne cette caricature d'H-E. Köhler (Fig. 97), parue en 1962 :

Fig. 97



„Unsere Union ist nicht exklusiv – sie hat Platz für alle!“

Hanns Erich Köhler, Frankfurter Allgemeine Zeitung
12.09.1962

La différence de taille entre le duo franco-allemand et leurs partenaires européens est significative : Ch. de Gaulle et K. Adenauer, tout en faisant mine de se montrer accueillants, semblent prêt à mettre les autres dans leur poche.

Le Geste que F. Mitterrand et H. Kohl ont accompli à Verdun se voulait profondément européen⁹⁸⁸. Et pourtant, nous pouvons constater que ce geste a été perçu surtout comme un geste franco-allemand. Il est de ce fait relativement peu utilisé dans les caricatures pour parler de l'Europe, et cela se comprend. Les deux hommes ont en effet affiché une proximité, une solidarité, voire un volontarisme qui ont donné au duo franco-allemand un poids inédit. Et cette posture était certes un choix politique : la France et l'Allemagne souhaitaient peser de tout leur poids pour faire avancer l'Europe. Toutefois, sur l'image, les deux hommes sont seuls, sans leurs partenaires européens. Le Geste de Verdun a ainsi pu finir par apparaître comme un geste paradoxalement exclusif, quoi qu'en aient dit les protagonistes⁹⁸⁹. N'a-t-elle pas ainsi contribué à façonner une image de duo dominateur, qui sera par la suite reprise par les caricaturistes ?

Quelques années plus tard, pour illustrer cette « volonté de domination », H. Haitzinger (Fig. 98) actualise à sa façon un dessin du caricaturiste James Gillray datant de 1805. J. Chirac et G. Schroeder sont représentés en train de se partager l'Europe, comme les Français et Britanniques du temps de Napoléon. Pour une fois, ce n'est pas le dirigeant français qui est caricaturé sous les traits de l'Empereur français, mais le Chancelier allemand :

Fig. 98



Horst Haitzinger, *Badische Zeitung*,
07.12.2000

La critique devient particulièrement acerbe durant l'ère « Merkozy » : A. Merkel et N. Sarkozy sont régulièrement accusés de vouloir imposer leur loi (la politique de rigueur) au reste de l'Europe. Placide (Fig. 99) représente ainsi le duo en train de « faire danser » les Grecs :

⁹⁸⁸ Déclaration commune à l'issue des cérémonies du 22 septembre 1984, *Communiqué de presse conjoint Franco-allemand*, Op. Cit.

⁹⁸⁹ Voir *Supra*, chapitres III et IV.

Fig. 99



Placide, <https://www.leplacide.com>, 03. 05. 2010

En juillet 2020, à l'occasion du conseil européen de Bruxelles, le couple-franco-allemand est à nouveau convoqué. Le dessinateur Kak (Patrick Lamassoure, Fig. 100) brocarde les difficultés à faire adopter par l'ensemble des pays européens *l'initiative franco-allemande de relance européenne face à l'épidémie de coronavirus* :

Fig. 100



Kak, <https://www.lopinion.fr>

20 juillet 2020

Les masques de circonstance permettent de reconnaître les pays dits « frugaux » (de gauche à droite : Autriche, Pays-Bas, Danemark, Suède). De manière humoristique, ces derniers s'étonnent du « revirement » de la Chancelière allemande, traditionnellement plutôt favorable à l'austérité, et qu'ils ne reconnaissent plus. C'est encore une fois la solidarité franco-allemande, mise en scène par visio-conférence interposée, qui a permis de faire bouger les lignes et de parvenir à un accord.

Que ce soit pour le saluer, pour en montrer les limites, ou le remettre en cause, de nombreux caricaturistes ont ainsi mis en scène le *leadership* franco-allemand dans le processus de construction européenne. Par leurs caricatures, les dessinateurs de presse ont ainsi inévitablement contribué à ancrer dans l'imaginaire collectif des deux pays le mythe du couple franco-allemand moteur de l'Europe. Parmi tous les couples qui se sont succédé, celui formé

par F. Mitterrand et H. Kohl est perçu comme l'un des plus européens. Ces deux caricatures de Plantu nous semblent ainsi très significatives :



Plantu, *Le Monde*,
29.06.1985 (CVCE)



Plantu, *Le Monde*,
30.10.1993

Le parallélisme des dessins met en évidence la radicale différence des situations évoquées. En 1985, Plantu (Fig. 101) fait allusion au projet de réforme des institutions européennes (le futur Traité de Maastricht) présenté par le couple franco-allemand lors du conseil européen de Milan (28-29 juin 1985). L'attitude de F. Mitterrand et H. Kohl évoque à la fois la solidarité et le dynamisme du couple franco-allemand. Huit ans plus tard (Fig. 102), lors du Sommet européen de Bruxelles (29 octobre 1993) le couple semble avoir perdu tout son dynamisme. Leur « impréparation » stigmatisée par le caricaturiste traduit leur désarroi et leur impuissance à relancer le moteur franco-allemand pour sortir l'Europe de la crise économique. La conclusion semble aller de soi : quand le moteur franco-allemand « déraile », l'Europe toute entière est en panne. Rappelons ici les mots de F. Mitterrand :

Ce qui est certain, c'est qu'il n'y aurait pas d'Europe, de communauté économique c'est son vrai non sans un bon accord franco-allemand. Je ne dis pas, et on ne peut pas dire il serait faux et injuste de le dire, que l'accord franco-allemand peut faire l'Europe, je dirai simplement que l'Europe ne peut pas se faire sans un bon accord franco-allemand. C'est à cela que je travaille, je m'y suis beaucoup consacré pendant les six mois de présidence que j'ai exercée à la tête de la Communauté européenne et je vois les divers Chanceliers allemands que j'ai connus et l'actuel chancelier Kohl y consacrer beaucoup d'effort, je m'en réjouis. Cela donne une volonté commune. Nous nous rencontrons, nous discutons, nous nous appelons au téléphone, nous confrontons nos points de vue à la veille des grandes conférences internationales, bref le dialogue franco-allemand est vivant et prometteur.⁹⁹⁰

Sur cette caricature parue en 2000 pour illustrer le projet de nouvelle constitution européenne (qui sera adopté en 2005), le dessinateur Plantu (Fig. 103) a une fois de plus recours au Geste de Verdun, cette fois-ci immortalisé sous forme de statue :

⁹⁹⁰ MITTERRAND François, interview accordée à FR3 Lorraine le 21 septembre 1984, *Op. Cit.*

Fig. 103



Plantu, *Le Monde*,
28. 06. 2000

En « statufiant » le Geste de Verdun, et en le faisant présenter par J. Chirac comme étant à l'origine du projet de nouvelle constitution, Plantu souligne la dimension symbolique que celui-ci a fini par acquérir.

3. Le Geste de Verdun et le mythe de la réconciliation

Le Geste de Verdun ne se résume toutefois pas à sa seule dimension franco-allemande, ou européenne. C'est aussi un geste de réconciliation des mémoires, comme nous l'avons montré à l'occasion des polémiques qui ont accompagné, en 1984 comme en 1994, la commémoration du débarquement allié en Normandie. Certes, les questions mémorielles ne sont manifestement pas centrales sur la grande majorité des caricatures qui traitent du Geste de Verdun. Mais cela ne veut pas dire pour autant qu'elles n'y sont pas évoquées. Les caricaturistes, comme les historiens, ont interrogé ce que nous pourrions appeler le mythe de la réconciliation franco-allemande. V. Rosoux explicite ainsi sa démarche, que nous reprenons à notre compte :

*Il convient néanmoins de s'interroger sur la portée et les limites de ce grand récit de réconciliation. De fait, l'évocation émue du passé et les serments réciproques de fidélité ne font-ils pas parfois figure de pure rhétorique au regard d'intérêts largement contradictoires ? La représentation cristallisée d'une « mission historique commune » peut-elle atténuer les inquiétudes suscitées par les choix futurs de chacun des deux partenaires ? Qu'il s'agisse de commerce ou d'agriculture, de politique européenne ou de défense, les deux gouvernements ne parviennent pas toujours à masquer leurs différends sous les traits d'une solidarité à toute épreuve.*⁹⁹¹

⁹⁹¹ ROSOUX Valérie, « La réconciliation franco-allemande : crédibilité et exemplarité d'un 'couple à toute épreuve' », *Op. Cit.*, p. 23.

Quelques mois à peine après les cérémonies, le dessinateur Cabu (Fig. 104) revisite ainsi la rumeur des « mains coupées », qui a cristallisé en 1914 toutes les peurs nées de l'avancée allemande, et des exactions possiblement commises par certains soldats ⁹⁹² :

Fig. 104



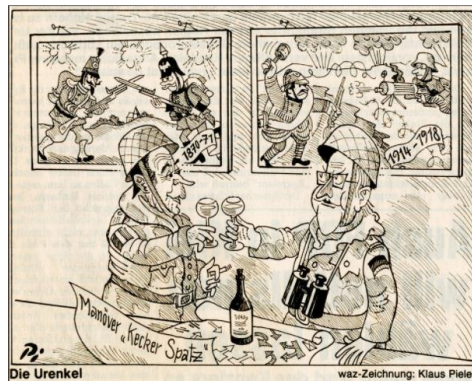
Cabu, *Hara-Kiri*, Janvier 1985

La différence de stature entre les deux dirigeants est même outrée jusqu'à faire de F. Mitterrand un « enfant », donnant la main à « l'adulte » H. Kohl et le questionnant pour tenter de se rassurer. Cette posture montre clairement que la terreur exagérée éprouvée par F. Mitterrand relève en réalité de la peur enfantine, une peur tout à fait irrationnelle et démentie par les faits. La référence à la Prusse (symbole pour les Français de la brutalité de l'Allemagne) semble également bien hors de propos... sauf qu'H. Kohl tient effectivement, plus ou moins bien cachée dans sa main gauche, la scie du supplice. Là encore, les deux personnages ne font bien sûr que représenter leur pays respectif. En forçant sur le décalage entre la représentation (la scie) et la réalité censée être connue du lecteur (la réconciliation franco-allemande acquise), le caricaturiste stigmatise l'image fantasmée de l'autre qui peut encore subsister dans l'inconscient collectif. En dépit de tout le chemin parcouru, cette image de l'autre semble encore marquée par les trois dernières guerres (le caricaturiste remonte à la Prusse et à la guerre de 1870 !) et la réconciliation des mémoires semble alors loin d'être acquise. Nous retrouvons ici les mêmes fractures que celles que nous avons constatées au sein des commentateurs dans le chapitre III : les dessinateurs de la presse régionale de Lorraine et la presse allemande sont, elles, nettement moins féroces que leurs homologues de la presse nationale française, et notamment de la presse d'opposition au président de la République.

⁹⁹² Voir : HORNE John, « Les mains coupées : 'atrocités allemandes' et opinion française en 1914 », in *Guerres Mondiales et Conflits Contemporains*, no. 171, Presses Universitaires de France, 1993, pp. 29-45.

Nous constatons ainsi que l'évocation de ces mémoires blessées semble quasi-exclusivement française. En Allemagne, les guerres du passé ne sont finalement pas un sujet : elles ne sont présentes sur les dessins que pour célébrer le chemin parcouru, comme sur les deux caricatures allemandes de F. Behrendt (Fig. 105) et de K. Pielert (Fig. 106), parues à l'occasion des manœuvres franco-allemandes « *Moineau hardi* » organisées en septembre 1987. Sur le premier dessin, F. Mitterrand et H. Kohl sont représentés certes en uniforme, mais des uniformes quasi identiques et modernes (et non comme précédemment dans les uniformes des conflits passés). Les deux hommes sont en train de trinquer, probablement à l'amitié franco-allemande comme cela est désormais de tradition lors de chaque sommet ⁹⁹³ :

Fig. 105



Fritz Behrendt, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*,
27. 06. 1987 (CVCE)

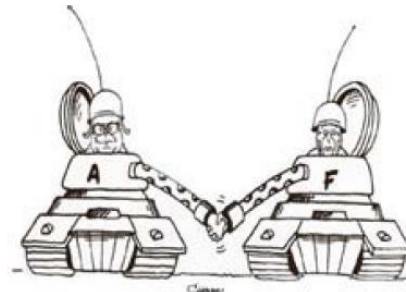
En arrière-plan, sous forme de tableaux accrochés au mur, les conflits de 1870-1871 et de 1914-18 sont présents, mais sous forme de contraste. Ils sont là comme un rappel des erreurs du passé qui ont été surmontées et qu'il ne faudra pas commettre à nouveau. Notons toutefois qu'il y a une absence très significative : celle du conflit de 1939-45. Nous noyons dans cette absence un signe supplémentaire que si la mémoire de la Première Guerre mondiale semble s'être apaisée, il n'en va pas visiblement de même pour celle de la Seconde, passée ici sous silence. Sur le deuxième dessin (Fig. 106), les deux protagonistes partagent le même char, portant à la fois la croix de fer symbole de la *Bundeswehr* allemande et la cocarde tricolore française (et non dans deux chars différents, comme sur le dessin d'E. Chaunu, Fig. 107) :

Fig. 106



Klaus Pielert, *Westdeutsche Allgemeine Zeitung*,
25. 09. 1987

Fig. 107



Emmanuel Chaunu, *Ouest-France*,
Juin 1987

⁹⁹³ Voir Supra, chapitres II et IV, les différents extraits des discours et des toasts prononcés à ces occasions.

Le champ de réconciliation ouvert par Kl. Pielert semble plus large que celui proposé par F. Behrendt (Fig. 105). Les dates ne sont pas mentionnées, mais aux uniformes portés par les soldats, nous pouvons reconnaître non-seulement la guerre de 1870 et la Première Guerre mondiale, mais aussi les guerres napoléoniennes (considérées par beaucoup d'historiens comme un tournant dans la prise de conscience nationale allemande ⁹⁹⁴) et la Seconde Guerre mondiale, qui cette fois-ci est intégrée au processus de réconciliation.

Avec la Réunification, les vieilles peurs françaises ne tardent toutefois pas à ressurgir, phénomène dont nous trouvons l'écho dans plusieurs caricatures. Face à ce qui est perçu en France comme la renaissance d'une l'Allemagne menaçante, notamment sur le plan économique, les caricaturistes ressortent les vieux « accessoires », comme en témoigne cette caricature de F. Guiraud (Fig. 108). Uniforme militaire, casque à pointe prussien, ogre à l'appétit visiblement féroce, « nach Paris ! » de 1914 : tout l'inconscient collectif est mobilisé... à des fins cathartiques, ou pour dénoncer les nouvelles ambitions allemandes ? Difficile de trancher : ce rôle revient en effet à chaque lecteur qui, selon sa sensibilité, interprétera différemment la caricature :

Fig. 108



Ferdinand Guiraud, *Le Canard Enchaîné*,
22. 11. 1989 (CVCE)

G. Wolinski (Fig. 109) se réfère quant à lui explicitement à la volonté affichée de F. Mitterrand de subordonner la question de la Réunification allemande à celle de la garantie des frontières. Les frontières que le Président français veut voir garanties, ce sont en réalité celles avec la Pologne (la ligne Oder-Neisse, fixée « provisoirement » lors des accords de Potsdam de 1945). Or dans la caricature, ce qui est mis au premier plan, c'est la question de l'Alsace et de la Lorraine, en réalité parfaitement anachronique en 1990. S'agit-il d'une attaque contre F. Mitterrand lui-même, dont les réticences sont jugées hors de propos ? Cet anachronisme

⁹⁹⁴ Voir par exemple: WINKLER Heinrich-August, *Der lange Weg nach Westen, 1. Band, Op. Cit.*, p. 54.

„Ob man von deutschem Nationalismus als politischer Bewegung vor Napoleon, genauer gesagt: vor dem ihm herbeigeführten Untergang des Heiligen Römischen Reiches, sprechen kann, ist höchst zweifelhaft.“

« Quant à savoir si l'on peut parler de nationalisme allemand en tant que mouvement politique avant Napoléon, ou plus précisément avant la chute du Saint Empire Romain qu'il a provoquée, c'est fort discutable ».

délibéré de la part de G. Wolinski souligne en tout cas combien la peur du révisionnisme frontalier allemand est profondément ancrée dans l’imaginaire collectif français ⁹⁹⁵.

Fig. 109



Georges Wolinski, *Le Nouvel Observateur*,
8 mars 1990

Mais plus que la crainte du révisionnisme frontalier, qui s’avère rapidement être infondée, c’est la crainte du nouveau poids économique de la République Fédérale d’Allemagne qui devient bien réelle pour les Français.

Fig. 110



Willem, *Libération*, 25. 03. 1994

En 1994, l’absence annoncée du chancelier Kohl, et donc de la République Fédérale d’Allemagne, aux commémorations du cinquantième anniversaire du Débarquement allié en Normandie crée encore un certain malaise en Allemagne, et fait une nouvelle fois ressurgir un sentiment d’infériorité par rapport au voisin français. De manière unique à notre connaissance, la différence de taille entre F. Mitterrand et H. Kohl est inversée sur ce dessin de Willem (Fig. 110). Cette nouvelle « affaire » du 6 juin montre combien le chemin est encore long pour parvenir à une mémoire apaisée, et *a fortiori* commune de la Seconde Guerre mondiale. Dix

⁹⁹⁵ Récemment encore, le Traité d’Aix-la-Chapelle a été accusé par une frange de l’opinion française que l’on pourrait qualifier de « souverainiste », de céder l’Alsace-Lorraine à l’Allemagne. Voir : BERROD Nicolas et TESORIERE Ronan, « Perte de souveraineté, vente de l’Alsace-Lorraine : ce « Traité d’Aix-la-Chapelle » qui nourrit les fantasmes », in *Le Parisien*, 21 janvier 2019.

années après le Geste de Verdun, la scène de la « non-invitation » se répète. L'allusion à la date du 8 juin montre également un autre décalage : c'est à cette date que F. Mitterrand a prévu de se rendre à Heidelberg, pour un grand discours européen à destination de la jeunesse.

*En trois jours il me semble avoir franchi plusieurs siècles. Hier et les jours précédents, j'étais avec les dirigeants des pays qui appartenaient au cours de la dernière guerre à l'Alliance où se trouvait la France. Nous constatons ensemble ce que la guerre avait détruit, ce que la guerre avait tué et nous espérons que demain il en irait autrement. C'est de cela que je viens vous parler aujourd'hui. [...] Je viens aborder avec vous les siècles du futur qu'il s'agit maintenant de bâtir. Croyez-vous que cela soit facile ? Les passions, les rivalités, les intérêts nous ont séparés et nous ont opposés. Pour qu'un même projet nous réunisse maintenant, il nous faut une volonté politique, une énergie farouche et il faut dire ensemble : "Nous construisons l'Europe où nous sommes déjà rassemblés".*⁹⁹⁶

La caricature de Willem (Fig. 110) souligne ainsi de manière cruelle la contradiction qu'il peut y avoir entre la « *volonté politique* », « *l'énergie farouche* » revendiquées par F. Mitterrand de se rassembler pour construire l'Europe, et l'impossibilité objective de parvenir à commémorer ensemble, au plus haut niveau, l'événement qui marque le début de la libération de l'Europe. Pour mettre fin à cette nouvelle polémique de la « non-invitation », il faut de nouveau un Geste fort. Cette fois-ci, F. Mitterrand invite l'Eurocorps à défiler sur les Champs-Élysées dans le cadre des cérémonies du 14 juillet 1994. Comme nous l'avons vu avec la réaction de V. Giscard d'Estaing⁹⁹⁷, la présence de troupes allemandes, même au sein d'un corps d'armée européen dérange encore :

Dans ce dessin paru dans *Le Monde* à cette occasion, Pancho (Fig. 111) utilise une fois de plus le ressort de la différence de taille et de la stature d'H. Kohl pour illustrer le malaise français, face à cette présence allemande qui peut paraître encore déplacée à certains. Ces deux caricatures témoignent ainsi du décalage mémoriel qui existe encore en 1994 entre les deux pays, malgré la fin de la Guerre Froide qui aurait dû tourner définitivement la page de la Seconde Guerre mondiale. Il faut en effet attendre encore dix années supplémentaires, en juin 2004, pour qu'un geste similaire à celui de Verdun soit accompli sur un lieu de mémoire de la Seconde Guerre mondiale. En invitant G. Schröder aux cérémonies du Débarquement, J. Chirac franchit une étape importante que F. Mitterrand et H. Kohl n'avaient pas pu franchir. En choisissant d'utiliser le Geste de Verdun pour illustrer les cérémonies, Plantu suggère qu'un pas d'égale importance a été accompli avec l'accueil du Chancelier allemand sur les plages du Débarquement. La présence pour la première fois du Président russe Vladimir Poutine marque aussi un tournant : jusque-là la Russie ne souhaitait pas de présence officielle pour la commémoration d'un événement qu'elle juge comme secondaire dans le récit de sa « grande guerre patriotique » pour la libération de l'Europe du nazisme.

⁹⁹⁶ MITTERRAND François, *Allocution sur la nécessité pour les jeunes, Français et Allemands, de s'unir pour la construction de l'Europe, Heidelberg le 8 juin 1994.*

Disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/discours/129953-allocution-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-sur-la>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

⁹⁹⁷ Voir *Supra*, note 517.

Fig. 111



Pancho, *Le Monde*,
17. 07. 1994

Une autre étape importante dans la réconciliation des mémoires a été l'accueil, le 4 septembre 2013 par F. Hollande à Oradour-sur-Glane du Président Fédéral Joachim Gauck. Pour illustrer les cérémonies, Plantu (Fig. 112) a encore une fois recours au Geste de Verdun :

Fig. 112



Plantu, *Le Monde*,
05. 09. 2013

Ici encore, sous la plume du caricaturiste, l'actualité de la commémoration entre en collision avec une autre actualité, comme le précise le dossier de presse de l'exposition :

*Plantu établit un parallèle entre les victimes d'Oradour et celle de Bachar El Assad en Syrie, qui vient d'utiliser des armes chimiques interdites. Le dessinateur dénonce ainsi l'inaction de l'Europe sur le dossier syrien. En arrière-plan sur le tableau est évoquée la guerre en Syrie.*⁹⁹⁸

⁹⁹⁸ Dossier de presse de l'exposition Le Geste de Verdun 2014, Op. Cit.

Verdun - Oradour-sur-Glane – la Syrie : en s'affranchissant des lieux et des dates, le Geste de Verdun retrouve ici sa dimension plus universelle de dénonciation de la guerre, et de défense de la paix.

L'année suivante, le 6 juin 2014, le soixante-dixième anniversaire du Débarquement en Normandie est célébré, comme dix ans avant en présence de Vladimir Poutine. Mais cette fois-ci, c'est la guerre en Ukraine qui s'invite aux cérémonies :

Après l'élection au premier tour du Président Porochenko, le Président Hollande invite ce dernier aux cérémonies du 70e anniversaire du Débarquement, ainsi que le Président Poutine, et organise le 6 juin un déjeuner auquel participe également la chancelière Merkel. Cette rencontre ne permettra pas l'arrêt des combats, mais elle crée de facto une instance de pilotage pour la recherche d'un règlement sous le nom de 'format Normandie'.⁹⁹⁹

Le caricaturiste Th. Plaßmann (Fig. 113) représente B. Obama et V. Poutine au milieu d'un cimetière militaire. Le contexte du Débarquement fait penser au cimetière américain de Colleville-sur-Mer, mais ce cimetière pourrait aussi bien celui de la Nécropole de Douaumont : il prend ici une valeur universelle. Le « Nie wieder Krieg » - plus jamais la guerre – prononcé par les deux personnages confirme que nous sommes bien là dans une dénonciation plus globale de l'absurdité de la guerre, le message par excellence de Verdun :

Fig. 113



Thomas Plaßmann, *Berliner Zeitung*,
06. 06. 2014

Et de fait, c'est bien le Geste de Verdun que reproduisent les Présidents russe et américain. Le Geste de Verdun est aussi présent sur la caricature de K. Stuttmann (Fig. 114) parue au lendemain de la cérémonie de commémoration du centenaire du début de la Première Guerre mondiale, le 3 août 2014 au Hartmannswillerkopf en Alsace :

⁹⁹⁹ MOREL Pierre, « La médiation en urgence. Esquisse d'une typologie », Archives de philosophie du droit, 2019/1 (Tome 61), p. 39-54.

Fig. 114



Klaus Stüttmann, *Tagesspiegel*,

05. 08. 2014 ¹⁰⁰⁰

Les deux présidents, J. Gauck et F. Hollande, semblent toutefois bien impuissants à stopper l'escalade en Ukraine. Certes, les deux caricaturistes suggèrent chacun à leur manière que le Geste de Verdun se révèle être un vœu pieux. Mais ce vœu pieux se fonde sur l'espoir suscité par la médiation franco-allemande dans le cadre du « format-Normandie ». La France et l'Allemagne apparaissent ainsi comme un modèle de réconciliation : non seulement à Verdun, mais aussi en Normandie. Trente années après le Geste de Verdun, la réconciliation des mémoires dont le geste se voulait annonciateur semble enfin être accomplie.

A travers ce parcours des caricatures utilisant le Geste de Verdun, nous pouvons finalement constater des convergences et des divergences dans les perceptions spontanées de l'événement par les caricaturistes, mais aussi dans l'utilisation symbolique qu'ils en ont fait par la suite. A l'image des commentaires parus dans la presse, l'annonce des cérémonies a suscité d'abord un certain scepticisme. Ce n'est pas une surprise. L'événement était considéré *a priori* plutôt comme un non-événement, une Nième mise en scène de la réconciliation franco-allemande, qui n'avait donc pas grand-chose à apporter de nouveau.

Les caricaturistes se sont ensuite tout naturellement emparés du double message politique que F. Mitterrand et H. Kohl avaient voulu délivrer à Verdun. Un message d'abord de solidarité franco-allemande : dans la continuité de leurs prédécesseurs, les dessinateurs ont donc brocardé les mésententes successives. Mais avec le Geste de Verdun apparaît ce qui nous semble être une nouveauté : le geste devient une sorte d'idéal, un symbole intouchable qui va servir d'aune pour juger de la politique franco-allemande de tous les successeurs des protagonistes initiaux. Le couple Mitterrand / Kohl succède ainsi au couple qui jusque-là faisait référence, celui formé par Ch. de Gaulle et K. Adenauer... il le supplante même parfois. Un message européen ensuite : il faut reconnaître que sur ce plan, le message reste tout de même ambigu. Il témoigne d'une solidarité sans faille du couple franco-allemand au service de

¹⁰⁰⁰ „Schon gehört? Putin startet ein Großmanöver an der Grenze zur Ukraine!!“

„Da bleibt uns keine Alternative: wenn der eskaliert, dann eskalieren wir doch auch!!“

« T'as entendu ? Poutine se lance dans de grandes manœuvres à la frontière de l'Ukraine !! »

« Alors nous n'avons pas d'autre alternative : s'il se lance dans l'escalade, eh bien nous nous y lancerons nous aussi !! »

l'Europe, faisant de F. Mitterrand et H. Kohl des dirigeants perçus comme de grands européens, à l'image de leurs prédécesseurs V. Giscard d'Estaing et H. Schmidt. Mais le visuel en lui-même est aussi porteur d'un certain isolement du couple franco-allemand face à leurs partenaires. Le Geste de Verdun a pu ainsi, involontairement de la part des protagonistes, renforcer l'image d'un couple franco-allemand imposant sa loi au reste de l'Europe. Cette perception a atteint son apogée avec la dénonciation du couple « Merkozy », à la suite de la crise financière de 2008. Quoi qu'il en soit, le Geste de Verdun témoigne d'une volonté de solidarité dont certains caricaturistes, parfois amusés, reconnaissent tout de même qu'elle a pu permettre de surmonter certaines crises. *A contrario*, certains caricaturistes dénoncent aussi l'impuissance des dirigeants à surmonter les difficultés.

A quoi peut-on finalement reconnaître le Geste de Verdun ? Les caricatures nous l'enseignent : incontestablement à l'attitude des personnages, main dans la main. Mais cette attitude s'est aussi banalisée, finissant par perdre de sa spécificité, pour être utilisée de manière globale pour parler des relations franco-allemandes, parfois de la manière la plus triviale. Et pourtant, le Geste de Verdun est resté en fin de compte dans l'imaginaire collectif comme un geste de paix et de réconciliation. « Plus jamais la guerre » : si beaucoup de lecteurs ont finalement oublié que le Geste a été accompli à Verdun, le message de Verdun, lui, continue de transparaître dans les caricatures les plus récentes. Le Geste de Verdun s'est donc petit à petit, au fil des caricatures, détaché de ses contingences (lieu, protagonistes...) pour prendre une valeur plus universelle : c'est dans ce sens qu'il peut continuer, même si c'est dans une acception un peu différente de celle de 1984, à être appelé « Geste de Verdun ».

CONCLUSION

A l'heure où nous achevons notre travail de recherches sur le Geste de Verdun, voici venu le moment de faire le bilan du chemin parcouru. Pour comprendre notre projet, il faut se rappeler qu'il a vu le jour en 2014, à l'occasion du trentième anniversaire du geste posé par F. Mitterrand et H. Kohl. A l'époque, l'heure était incontestablement à la commémoration. La France et l'Allemagne sortaient tout juste des cérémonies du cinquantième anniversaire de la signature du Traité de l'Elysée, qui s'étaient étendues de juillet 2012 à juillet 2013¹⁰⁰¹. L'année 2014, outre la commémoration du Geste de Verdun, s'ouvrait également sur les cérémonies du soixante-dixième anniversaire du Débarquement en Normandie, le 6 juin, et celles du début de la Première Guerre mondiale, le 3 août, au Hartmannswillerkopf. L'année 2015 annonçait quant à elle les commémorations liées à la fin de la Seconde Guerre mondiale : celle de la libération du camp d'extermination d'Auschwitz, le 27 janvier, et celle de la capitulation du régime nazi, le 8 mai. Cette actualité particulièrement riche nous a paru propice pour entamer une réflexion sur les commémorations franco-allemandes. Notre premier souci fut alors de fixer les bornes chronologiques de notre étude.

En reprenant l'histoire des relations franco-allemandes, nous avons très rapidement été confrontée à une affirmation présentée comme une évidence : la période qui s'étend de la guerre de 1870-1871 à nos jours serait très nettement divisée en deux. A soixante-quinze années de conflit entre les deux pays (1870-1945) auraient succédé soixante-quinze années de réconciliation (de 1945 à nos jours). C'est en tout cas la version « officielle » présentée par le Centre d'Information et de Documentation de l'Ambassade d'Allemagne (CIDAL) à l'occasion du cinquantième anniversaire du Traité de l'Elysée :

*Pendant 75 ans, entre 1870 et 1945, le centre du continent européen a ainsi vécu au rythme des affrontements entre ses puissances voisines et rivales : la France et l'Allemagne. [...] Sur les ruines encore fumantes de ces tragédies, pourtant, le cours de l'Histoire s'est inversé. La réconciliation franco-allemande est devenue, après la Seconde Guerre mondiale, le ressort d'une reconstruction pacifique de l'Europe.*¹⁰⁰²

La trace de ce « grand récit », nous avons aussi pu la trouver dans les manuels scolaires¹⁰⁰³. Ceux-ci en effet, dans leur grande majorité, prennent soin de présenter les étapes les plus

¹⁰⁰¹ Voir *Supra*, Introduction, note 26.

¹⁰⁰² Brochure parue à l'occasion de l'exposition *L'Allemagne et la France, un demi-siècle d'amitié et de coopération*, présentée par le Centre d'information et de Documentation de l'Ambassade d'Allemagne à Paris (CIDAL) à l'occasion du 50e anniversaire du traité de l'Élysée, p. 4.

Disponible sur :

<https://allemagneenfrance.diplo.de/blob/1409712/e78c85a059eaa6404d3d99dd6367e4f9/50ans-elysee-datei-data.pdf>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

¹⁰⁰³ Quelques extraits sont consultables en annexe.

significatives de la réconciliation franco-allemande, et les illustrent en mettant en exergue les clichés particulièrement marquants. Assez facilement, nous avons ainsi pu repérer que trois clichés semblaient se distinguer par leur caractère incontournable. La photo de Ch. de Gaulle et K. Adenauer, côte à côte, dans la Cathédrale de Reims, le 8 juillet 1962 ; la photo de la signature du Traité de l’Elysée par les deux mêmes protagonistes, le 22 janvier 1963 ; et la photo de F. Mitterrand et H. Kohl sur l’esplanade de l’Ossuaire de Douaumont, le 22 septembre 1984. A plusieurs reprises, nous avons en outre pu constater que la photo du Geste de Verdun avait été choisie comme unique symbole de la construction européenne dans son ensemble ¹⁰⁰⁴. Parmi ces trois photos, la troisième en arrivait donc même parfois à supplanter les deux autres. Ce parti pris nous a semblé traduire à lui seul ce qui était présenté comme une autre évidence : sans la réconciliation franco-allemande, la construction européenne n’aurait pas été possible. Nous avons ainsi vu dans le choix de certains manuels la confirmation d’un autre phénomène : le grand récit de la réconciliation franco-allemande était devenu aussi l’un des mythes fondateurs de la construction européenne, dans le sens ou l’entend H. Miard-Delacroix :

Quand on parle d’un mythe fondateur, ce n’est pas pour se moquer, mais pour dire qu’un grand récit est intégrateur et qu’il donne un sens à une action commune. Et je pense que, dans cette acception du terme mythe, oui, le couple franco-allemand, la « réconciliation franco-allemande », la coopération franco-allemande réussie dans la deuxième partie du XXe siècle, est aussi un mythe important pour nos sociétés, pour la mémoire de notre Europe occidentale et pour l’Europe actuellement en construction, dans le sens où c’est une histoire qui enjolive volontiers la réalité du passé mais qui pose de grands principes, soit des normes de valeur transportées de génération en génération pour continuer d’en tirer les bénéfices. ¹⁰⁰⁵

Dans ce grand récit, la Rencontre de Verdun, et plus particulièrement le geste posé par F. Mitterrand et H. Kohl au cours de cette Rencontre, ont donc été perçus comme décisifs, à l’égal même de la signature du Traité de l’Elysée, même parfois la surpassant. Visiblement, la photo du Geste ne représentait pas seulement le geste concret accompli ce jour-là : elle symbolisait bien plus qu’elle-même. Elle manifestait l’extraordinaire passage d’une haine multiséculaire qui opposait les deux pays à une solidarité sans faille, une amitié indéfectible, finissant par cristalliser en elle toute la mémoire des relations franco-allemandes. La manifestation organisée au Centre Mondial de la Paix, à l’occasion du trentième anniversaire du geste, a fini de nous en convaincre : incontestablement, le Geste de Verdun avait désormais le statut de « lieu de mémoire » :

Ce terme a connu un considérable élargissement de son sens grâce aux travaux d’une équipe d’historiens animée par Pierre Nora. Il ne désigne plus seulement des lieux géographiques, mais aussi symboles et allégories, textes et images emblématiques, institutions etc., bref toutes sortes de topoï concourant à la formation et la transmission d’une identité collective. [...] C’est dans ce sens que la scène que nous avons baptisée du nom de « geste de Verdun » est devenue un lieu de mémoire – qui plus est, un lieu de

¹⁰⁰⁴ Voir notamment le manuel d’Histoire-Géographie de troisième paru en 2021 aux éditions Lelivrescolaire.fr (Hachette), extrait en annexe.

¹⁰⁰⁵ MIARD-DELACROIX Hélène, « La France, l’Allemagne et le récit européen : (re)constructions et réalités », in *Revue internationale et stratégique*, 2022/3 (N° 127), p. 53.

*mémoire commun aux deux peuples, contribuant donc à l'élaboration d'une identité partagée.*¹⁰⁰⁶

Notre projet initial fut donc de partir de la Rencontre de Verdun, afin d'interroger ce lieu de mémoire et d'étudier quelles avaient été ses répercussions sur les commémorations franco-allemandes. Et cette étude devait nous mener jusqu'au début des commémorations du Centenaire en 2014.

Pour ce faire, nous avons dû d'abord questionner l'évidence de la réconciliation franco-allemande, qu'était censée manifester le Geste de Verdun. Si cette réconciliation était un fait accompli, que pouvait bien apporter un geste supplémentaire tel que celui accompli par F. Mitterrand et H. Kohl en 1984 ? Revisiter le chemin parcouru, comme nous l'avons fait au début de notre étude, nous a ainsi permis de nuancer le mythe : la réconciliation, aussi spectaculaire fût-elle, ne s'était pas faite spontanément. En outre, elle n'avait pas non plus été la prérogative exclusive des responsables politiques : elle avait aussi été, et pour une large part, le fruit de l'engagement de la société civile qui souhaitait, en France comme en Allemagne, mettre définitivement un terme aux guerres à répétition. De nombreux acteurs avaient ainsi précédé, accompagné et pérennisé les différentes étapes jalonnées par les décisions politiques. Cela n'avait cependant pas empêché une partie de l'opinion d'être plus réservée, voire hostile à la réconciliation franco-allemande, pour des raisons parfois mémorielles (un passé trop douloureux qui « ne passe pas ») ou parfois idéologiques (une opposition de principe à un processus perçu comme télécommandé par les Américains et dirigé contre le bloc de l'Est). Il avait donc aussi été nécessaire que s'affirmât une volonté politique : celle des dirigeants successifs des deux pays, qui ont souhaité ne pas reproduire les erreurs de la fin la Première Guerre mondiale. Cette volonté de réconciliation avait en outre bénéficié, dans l'immédiat après-guerre, de l'appui des Etats-Unis : ceux-ci souhaitaient faire de l'Europe de l'Ouest un rempart contre le communisme, et lui ont donné, par l'intermédiaire du Plan Marshall, les moyens économiques de sa reconstruction. Mais la paix revenue était alors perçue comme fragile, peut-être d'autant plus fragile qu'elle n'avait pas été signée, faute d'accord entre les puissances alliées. Elle devait donc être garantie par une coopération de plus en plus étroite entre les anciens ennemis réconciliés. C'est tout le sens de la Déclaration Schuman du 9 mai 1950, première étape d'un long processus dont il faut bien reconnaître qu'il doit être sans cesse poursuivi et approfondi. Récemment encore, la signature du Traité d'Aix-la-Chapelle, le 18 janvier 2019, a montré la volonté des deux pays de franchir encore un pas supplémentaire.

Dans ce processus, les historiens sont unanimes pour considérer que la signature du Traité de l'Elysée constitue une étape majeure. Mais à l'appui des nombreux travaux qui ont été publiés à l'occasion du cinquantième anniversaire du traité, nous avons pu faire un constat : la thèse, selon laquelle celui-ci aurait scellé la réconciliation franco-allemande, était pour une part trompeuse. Certes, le traité avait mis en place des institutions qui avaient permis de garantir la coopération entre les deux gouvernements, quels que fussent les successeurs de Ch. de Gaulle et K. Adenauer. Mais les années de recul permettaient aussi de constater qu'il n'avait en rien empêché les désaccords entre les deux pays, voire même parfois les crises. La période Hollande – Merkel durant laquelle nous avons commencé nos recherches, était ainsi perçue

¹⁰⁰⁶ Dossier de presse de l'exposition Le Geste de Verdun 2014, Op. Cit.

comme particulièrement compliquée. Au milieu de ces difficultés, la commémoration du cinquantième anniversaire du traité tombait pour ainsi dire à point : elle permettait d'une part de faire un bilan, parfois sévère, du chemin parcouru, mais aussi de réaffirmer la volonté commune de surmonter les difficultés. En reprenant les déclarations officielles, mais aussi les témoignages de certains acteurs de l'époque, ainsi que les archives disponibles, il apparaît clairement que c'est bien cette volonté qui a conduit à organiser le 22 septembre 1984 une cérémonie franco-allemande à Verdun.

En étudiant la genèse de cette cérémonie, nous avons d'abord pu établir que celle-ci se voulait d'abord commémorative. C'est ainsi en effet qu'elle est présentée dans le projet initial, tel qu'il avait été énoncé par F. Mitterrand lors de la conférence finale du Sommet de Rambouillet, le 29 mai 1984 :

*M. le Chancelier de la République fédérale allemande et moi-même sommes convenus que nous nous retrouverons pour célébrer nos morts en un lieu qui marque l'histoire : fin septembre, nous nous inclinerons devant des tombes allemandes et devant des tombes françaises, en particulier à Verdun.*¹⁰⁰⁷

En outre, nous avons constaté que tous les commentateurs de l'époque, mais également tous les historiens qui ont travaillé sur le Geste de Verdun, étaient unanimes : la Rencontre elle-même, mais plus particulièrement encore le geste qui l'avait couronnée, étaient issus d'une querelle mémorielle. Il s'agissait bien de mettre fin à la polémique qui avait surgi à propos de la commémoration du quarantième anniversaire du Débarquement allié en Normandie : fallait-il ou non inviter les Allemands ? Deux lignes s'étaient alors affrontées : celle qui défendait une certaine forme d'oubli au nom de la réconciliation franco-allemande, et celle qui l'interdisait au nom d'un nécessaire devoir de mémoire. Visiblement, la réconciliation des mémoires était un phénomène beaucoup plus lent que celui de la réconciliation politique : les blessures subsistaient, parfois encore vives, dont les politiques devaient tenir compte. Il s'avérait donc qu'en dépit des apparences, le travail de réconciliation des mémoires de la Seconde Guerre mondiale était encore loin d'être abouti à l'époque. Poursuivre ce travail était donc encore nécessaire des deux côtés du Rhin, comme l'ont montré d'une part la querelle des historiens, en Allemagne, et d'autre part les polémiques autour du rôle de F. Mitterrand sous Vichy, suivies des procès de la fin des années 1990, en France.

Pour aborder notre sujet, il ne fallait donc pas nous appuyer uniquement sur l'histoire des relations franco-allemandes, mais aussi sur la riche réflexion déjà menée sur la mémoire collective. Les travaux des sociologues, notamment ceux du précurseur en ce domaine que fut M. Halbwachs, nous ont ainsi permis de nous appuyer sur une première certitude : commémorer, faire mémoire ensemble était un processus complexe qui n'allait pas de soi. Certes, la mémoire est au départ une capacité naturelle, spontanée, qui fait qu'un individu donné se souvient de ce qu'il a vécu. Mais il faut ajouter aussi qu'aucun individu n'est complètement isolé, ce qui a pour conséquence que la mémoire individuelle pure n'existe pas ; elle devient immédiatement une mémoire partagée, et donc collective. Et inévitablement, cette mémoire « collective » finit par forger l'identité du groupe qui se reconnaît en elle. De même, l'idée

¹⁰⁰⁷ MITTERRAND François, *Conférence de presse à l'issue des 43ème consultations franco-allemandes de Rambouillet, Op. Cit.*

d'une mémoire exclusivement nationale, qui existerait indépendamment de celle des pays voisins, relève plutôt du mythe que de la réalité - encore plus aujourd'hui dans un monde qui est de plus en plus globalisé. Incontestablement, la France et l'Allemagne ont une histoire commune, mais une « mémoire commune » est-elle pour autant possible pour deux pays qui se sont si violemment affrontés dans leur histoire récente ? Face à l'échec en ce domaine qu'avaient constitué les commémorations du Débarquement, les commémorations de Verdun représentaient en réalité un défi que les organisateurs comptaient bien relever, en faisant appel à la mémoire un peu plus lointaine, un peu plus apaisée et donc un peu plus consensuelle de la Première Guerre mondiale.

Une autre difficulté concernait ensuite la question de la transmission. La mémoire, individuelle comme collective, est aussi fragile que les individus qui la portent : elle est inévitablement menacée par la mort et l'oubli. Pour lutter contre cette disparition, il est nécessaire de transmettre cette mémoire aux générations suivantes. C'est ainsi que se forge la mémoire qu'A. Assmann a qualifiée de « culturelle ». En 1984, les témoins de la Première Guerre mondiale étaient encore présents, mais ils devenaient de moins en moins nombreux. Il était donc urgent d'assurer le passage du flambeau aux générations suivantes. Grâce aux archives gouvernementales, et notamment grâce aux différents courriers échangés entre les organisateurs et les associations d'Anciens Combattants, nous avons pu établir que les uns comme les autres partageaient ce souci de la transmission. Il a ainsi très rapidement été envisagé de faire appel à l'OFAJ, afin d'assurer la présence des plus jeunes aux côtés des Anciens Combattants. Cette présence des plus jeunes est certes depuis le début une tradition dans les commémorations françaises de la Première Guerre mondiale ¹⁰⁰⁸. Mais la nouveauté consistait cette fois à organiser une rencontre qui fût à la fois intergénérationnelle et binationale. Nous regrettons pour notre part que les journalistes aient parfois fait un bilan plutôt mitigé de l'opération. Certes, elle avait ses limites ; mais les témoignages recueillis par les médias auprès des jeunes à l'issue de la Rencontre montre aussi combien l'expérience les a marqués.

Les historiens, tout comme les sociologues ou les philosophes, nous mettent cependant en garde : la mémoire transmise perd alors sa nature « spontanée » pour devenir une mémoire construite, fabriquée. Elle fait l'objet d'une mise en récit, qui selon R. Koselleck ouvre la porte à la manipulation, voire aux abus décrits par T. Todorov. Le grand récit de la réconciliation franco-allemande (sauf aux yeux de ses détracteurs ¹⁰⁰⁹) ne peut certes pas être assimilé à ces tentatives de manipulation et d'abus. Il s'est développé dans une Europe démocratique où la recherche scientifique, comme les médias, ont eu toute liberté de l'interroger et de le remettre en question. Il n'en reste pas moins que ce récit a incontestablement servi, et sert encore, un

¹⁰⁰⁸ Voir DALISSON Rémi, « Chapitre 3. Âge d'or, sacralisation et politisation du 11 Novembre (1922-1939) », in *11 novembre. Du Souvenir à la Mémoire*, sous la direction de DALISSON Rémi. Paris, Armand Colin, « Hors collection », 2013, p. 64.

« À mesure que le temps passe, les écoliers sont de mieux en mieux placés dans les cortèges, au point de finir immédiatement derrière les combattants. Car ils sont l'avenir de la France et les vedettes du jour au point d'être parfois les plus nombreux comme à Thorigny où ils sont plus de 100 sur un cortège de 300 personnes en 1928 ! »

¹⁰⁰⁹ Voir par exemple le dossier présenté par le site de l'UPR (Union Populaire républicaine, parti fondé par François Asselineau) : *Les 50 ans de mystification du Traité franco-allemand de l'Elysée*, publié le 20 janvier 2013. Disponible sur : <https://www.upr.fr/dossiers-de-fond/le-mythe-du-couple-franco-allemand-traite-elysee/> Consulté le 1^{er} octobre 2022.

dessein politique : celui de la construction européenne. La place centrale que tient le cliché du geste de Verdun dans ce récit nous a alors nécessairement conduite à nous interroger sur la façon dont le geste a été fabriqué, puis utilisé par le monde politique.

Nous avons ainsi pu établir que pour parvenir à commémorer ensemble, la France et l'Allemagne, au-delà de tout ce qui les avait opposées, ou même les opposait encore, avaient pu malgré tout se reconnaître une « communauté de destin », selon l'expression utilisée par F. Mitterrand dans son message au Président de la République fédérale, Karl Carstens, à l'occasion du 6 juin 1984. Les années de « réconciliation » avaient ainsi été marquées par la sortie de chacun des deux pays de son propre roman national, pour faire davantage de place à la réalité et à la mémoire de l'autre. De nombreux historiens, tels H. Rouso, Th. Serrier s'interrogent toutefois : est-il possible de construire cette communauté de destin uniquement sur des événements traumatiques, de construire un avenir sur la mémoire de Verdun et d'Auschwitz ? C'est là que, selon nous, le Geste de Verdun offrait une spécificité. Tout en s'inscrivant dans le cadre d'une cérémonie commémorative, il affirmait en même temps la volonté de la dépasser. Le geste échangé permettait ainsi de mêler la mémoire traumatique (celle des millions de soldats tombés au front, symbolisée par le lieu choisi) à une mémoire plus heureuse (celle de la réconciliation, symbolisée par la présence conjointe de F. Mitterrand et H. Kohl). Un deuxième questionnement s'est alors imposé : comment expliquer qu'un simple geste, accompli dans le cadre d'une cérémonie commémorative, ait prit dans l'histoire des relations franco-allemandes et dans la mémoire collective la même importance qu'un traité ?

Lorsque nous avons commencé à travailler sur le Geste de Verdun lui-même, nous le reconnaissons humblement, nous avons été surprise par sa richesse. Certes, nous la pressentions ; mais comme pour une toile de maître, les années passant avaient fini par recouvrir le cliché d'un vernis qui avait terni les couleurs originales. De plus, la photo n'était pas isolée : elle faisait partie d'un film, de toute une séquence qu'il s'agissait de reconstituer. La deuxième grande étape de notre travail a donc consisté pour ainsi dire en une œuvre de restauration : il s'agissait de retrouver dans les documents d'archives, médiatiques comme gouvernementales, ainsi que dans les témoignages des acteurs de l'époque que nous avons pu recueillir, la saveur originale de la Rencontre et du geste. Et ce travail a été bien plus riche, et a donc nécessité bien plus de temps que nous ne l'avions prévu. Nous avons également été ramenée au principe de réalité : celui de l'accès aux archives. Celles de 1984 étaient bien disponibles, mais il s'est révélé impossible, aussi bien en France qu'en Allemagne, d'accéder aux archives datant de moins de trente ans. Or nous souhaitions diversifier nos sources, afin de pouvoir les croiser : il nous a ainsi paru hasardeux de ne compter que sur les archives de presse pour la période la plus récente. De surcroît, il nous semblait également que nous changions pour ainsi dire d'époque. Selon nous, ce changement s'est manifesté pour la première fois lors des commémorations du soixante-dixième anniversaire du débarquement, le 6 juin 2014 : le commémoratif s'est alors doublé d'une intense phase diplomatique de négociations avec la Russie, sous un format quadripartite (Ukraine, Russie, France, Allemagne), qui a d'ailleurs pris l'appellation de « format Normandie ». Certes, il y avait encore les commémorations du Centenaire, mais avec le début de la crise en Ukraine, les attentats terroristes des années 2015-2016, les élections de 2017 dans les deux pays, la crise des gilets jaunes, et enfin la pandémie, le politique s'invitait clairement de nouveau au premier plan. N'entrons-nous pas là dans une période qui pouvait

offrir quelques similitudes avec celle de 1984, caractérisée elle-aussi par un certain nombre de crises (les euromissiles, le blocage budgétaire de la Communauté Economique Européenne, la crise économique...) ? Comme les mois passaient, il nous a donc fallu prendre une décision, à l'instigation de notre Comité de Suivi Individuel, et avec son appui. Nous avons ainsi choisi de changer radicalement de perspective : plutôt que de nous disperser en adoptant une démarche diachronique, certes passionnante, mais en l'état irréaliste, nous avons choisi de nous focaliser sur le Geste de Verdun lui-même.

En commençant à « décortiquer » le Geste de Verdun, nous avons constaté que le statut de « lieu de mémoire » que celui-ci semblait avoir acquis, il le devait d'abord au fait qu'il s'était greffé sur un autre lieu de mémoire qui existait avant lui : Verdun. Comme le souligne Anne-Sophie Anglaret, le geste par F. Mitterrand et H. Kohl vient en quelque sorte perpétuer une « légende » déjà bien vivante, celle du lieu emblématique entre tous de la Première Guerre mondiale :

*Si la bataille de Verdun s'est installée dès 1916 dans le « roman national », sa mémoire a elle aussi gagné au fil des décennies des allures de légende. Comme toute épopée, elle a ses dates marquantes, de la construction de l'ossuaire de Douaumont par Monseigneur Ginisty à la célèbre poignée de mains partagée par François Mitterrand et Helmut Kohl en 1984.*¹⁰¹⁰

Pour les Français, Verdun avait longtemps été un lieu de mémoire purement français, l'un des grands moments du roman national : le symbole idéalisé de la résistance victorieuse à l'envahisseur allemand. Mais cette mémoire officielle s'était immédiatement, dès la fin de la Première Guerre mondiale, doublée d'une mémoire plus « proche du terrain », celle des Anciens Combattants. Là, ce n'était plus la victoire qui était mise en avant, mais les souffrances endurées par les combattants, quelle que fût leur nationalité. La question du sens de la tragédie qui s'était déroulée sur les champs de bataille, et qui avait touché indistinctement les deux pays, dépassait en réalité le cadre strictement national : elle avait permis à Verdun d'entrer également, mais dans une moindre mesure, dans la mémoire collective allemande.

A. Prost et G. Krumeich en ont fait la démonstration : aujourd'hui encore, la mémoire allemande de Verdun ne peut pas être confondue avec la mémoire française de la Bataille. Le chemin de la mémoire commune est complexe, et chacun des pays, tout en intégrant progressivement la réalité de la mémoire de l'autre, garde ses spécificités. Mais les Anciens Combattants, français comme allemands, ont pu néanmoins se reconnaître dans une mémoire de type traumatique. Les souffrances n'étaient pas tant perçues comme des souffrances infligées par l'autre, que comme des souffrances inutiles provoquées par des dirigeants et une hiérarchie qui étaient allés à la guerre et avaient fait basculer leurs peuples dans une folie collective. L'Europe, puis le monde, ont été ainsi entraînés dans un engrenage, auquel l'armistice de 1918 n'a que provisoirement mis fin. Le Traité de Versailles, considéré par les Allemands comme étant revanchard de la part des Français, n'avait fait en réalité que préparer la catastrophe suivante. C'est ce processus infernal que les dirigeants ont voulu définitivement enrayer après

¹⁰¹⁰ ANGLARET Anne-Sophie, « Le Mémorial de Verdun et les enjeux de la mémoire combattante, 1959-2011 », in *Revue historique*, 2014/1 (n° 669), pp. 30-31.

1945, en assurant résolument la promotion de la réconciliation franco-allemande, et de la construction européenne. Les Anciens Combattants des deux pays, s'étaient déjà fait, dès l'entre-deux-guerres, les promoteurs de ce message de « réconciliation sur les tombes » : Verdun était ainsi déjà porteur d'une mémoire franco-allemande commune, bien avant la Rencontre du 22 septembre 1984 ¹⁰¹¹.

Selon les témoignages, rares mais concordants, que nous avons pu consulter aux archives, F. Mitterrand et H. Kohl sont donc assez rapidement tombés d'accord sur le choix du lieu, au moment où ils ont décidé d'organiser une cérémonie franco-allemande. Verdun était en effet particulièrement adapté : il renvoyait à la Première Guerre mondiale, évitant soigneusement la Seconde, à l'image de ce qui s'était fait avec Ch. de Gaulle et K. Adenauer à Reims. Il s'agissait d'une mémoire apaisée, qui pouvait s'appuyer sur les Anciens Combattants des deux pays, lesquels faisaient depuis longtemps la promotion de la paix et de la réconciliation. En 1984, une autre raison faisait qu'un geste était possible précisément à Verdun : il se trouvait que les deux protagonistes principaux étaient intimement concernés, car le lieu faisait partie de leur mémoire familiale et personnelle. H. Kohl était encore marqué par les cauchemars qui avaient poursuivi toute sa vie durant son père, ancien combattant à Verdun. F. Mitterrand, quant à lui, était né l'année même de la Bataille ; mais Verdun était pour lui surtout le lieu où il avait été fait prisonnier en 1940, expérience qui l'avait profondément marqué et transformé selon son propre témoignage. Nous avons cependant aussi établi que F. Mitterrand et H. Kohl pouvaient difficilement aller plus loin, en incluant explicitement toute la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Cela tenait là aussi, pour une part, à leur histoire personnelle. Pour H. Kohl, l'obstacle était clairement la mort de son frère dans la bataille de Normandie. F. Mitterrand, quant à lui, préférait que les projecteurs soient braqués sur son passé de prisonnier de guerre blessé puis évadé. Deux bonnes raisons de ne pas évoquer la Seconde Guerre mondiale explicitement, ou du moins de s'en tenir à la Campagne de France.

Grâce aux travaux d'H. Miard-Delacroix, nous avons pu aussi mieux comprendre ce qui différencie profondément la mémoire de la Première Guerre mondiale de celle des années noires. Son analyse est la suivante : contrairement à ce qui est possible pour la Grande Guerre, il est difficile ici de s'aventurer sur le terrain d'une responsabilité partagée. Cela tient à la nature particulière du nazisme – ce qui ne veut pas toutefois dire qu'il faille pour autant évacuer la responsabilité du régime de Vichy. Si nous poursuivons sa réflexion dans le contexte du Geste de Verdun, la conséquence logique est qu'il ne pouvait y avoir de « réconciliation sur les tombes » de la Seconde Guerre mondiale – ce que nous a d'ailleurs confirmé S. Barcellini :

Quand Reagan a voulu copier en quelque sorte le geste de Verdun, ça été une erreur fondamentale parce qu'on ne peut pas sur 39-45. [...] Le geste de Reagan est tombé à

¹⁰¹¹ Il s'agit selon nous d'une lecture qui n'est possible *qu'a posteriori*. La réconciliation franco-allemande se heurte encore à bien des obstacles dans l'entre-deux-guerres : elle n'est encore qu'embryonnaire. C'est surtout après la Seconde Guerre mondiale, avec notamment la construction en 1967 du Mémorial, sous l'impulsion de M. Genevoix, que Verdun va acquérir ce statut de lieu de mémoire de la réconciliation.

Voir : KRUMEICH Gerd, « Les lieux de mémoire : France-Allemagne », in *Questions de communication*, 2004/2 (n°6), *Op. Cit.*

« Personne n'oubliera la photographie du geste emblématique de François Mitterrand et Helmut Kohl se tenant la main. Je ne sais pas si ce qui a uni ces deux chefs d'État était prémédité ou si leur geste recoupait une sensibilité historique mais, parfaitement « vraie », la photographie participe aujourd'hui du mythe de Verdun. »

*plat, enfin il a été même fortement critiqué, parce qu'il était sur 39-45. Reagan aurait fait du 14-18, personne n'aurait rien dit.*¹⁰¹²

La polémique déclenchée l'année suivante, en 1985, lors de la visite du président Ronald Reagan à Bitburg l'a en effet démontré : entre « bourreaux » et « victimes », les morts ne pouvaient avoir le même statut.

H. Miard-Delacroix parvient toutefois à esquisser des parallèles dans l'évolution de la mémoire française et de la mémoire allemande, qui sont autant de pistes précieuses dans la perspective de l'élaboration d'une mémoire commune. Chacun des deux pays a d'abord connu dans l'immédiat après-guerre une période d'épuration, marquée par une forte anamnèse : il s'agissait de faire mémoire pour rompre avec la tragédie qui venait de s'écouler. Cette phase a permis une première prise de conscience des crimes commis, et la tenue d'une première phase judiciaire. Mais il s'agissait ensuite de reconstruire, et notamment de reconstruire l'unité nationale : la IV^{ème} République et la République fédérale se sont mises en place. La période d'anamnèse a donc été suivie d'une phase de relative amnésie (principalement politique, car les chercheurs, eux, ont continué leur travail de mémoire). Il y a eu ainsi comme un « couvercle », qui a fini par sauter, d'ailleurs un petit peu plus tôt en Allemagne qu'en France. Outre-Rhin, une nouvelle phase judiciaire s'est ouverte au début des années 1960 (en particulier avec l'ouverture des procès de Francfort) et les jeunes générations ont commencé à demander des comptes à leurs aînés. Le débat public a atteint son paroxysme à la fin des années 1980, permettant pour ainsi dire de « crever l'abcès » avant la Réunification. En France, il a fallu attendre la mort du Général de Gaulle pour voir naître, dans les années 1970, les premières mises en cause de l'attitude de certains Français vis-à-vis du régime de Vichy. Ce n'est toutefois qu'à la fin des deux septennats de F. Mitterrand, dans les années 1990, que ces remises en causes sont devenues officielles (avec commémoration de la rafle du Vel' d'Hiv de 1995, les procès Touvier et Papon, et l'affaire Bousquet)¹⁰¹³. Selon le processus décrit par H. Rouso, la France et l'Allemagne, puis plus généralement l'ensemble de l'Europe et le monde sont entrés dans une troisième phase d'hypermnésie, c'est-à-dire d'omniprésence de la mémoire d'Auschwitz dans le débat public. En 1984, nous n'étions encore qu'au début de cette troisième phase : la cérémonie de Verdun, telle quelle, n'était donc pas à cette époque transposable sur un lieu de la Seconde Guerre mondiale : la mémoire de l'Occupation était encore trop vive, en raison des nombreux témoins de l'époque encore présents, et pour une part encore taboue. Mais nous sommes aussi pour notre part persuadée qu'un tel « copier-coller » n'est pas davantage possible aujourd'hui encore - et ne le sera jamais - toujours en raison de la nature des crimes commis par les nazis. La cérémonie de Verdun a certes ouvert la voie à celles de Caen et d'Oradour-sur-Glane, mais celles-ci n'ont pu en réalité avoir lieu que bien des années plus tard, et selon d'autres modalités¹⁰¹⁴.

¹⁰¹² BARCELLINI serge, dans l'entretien qu'il nous a accordé, *Op. Cit.*

¹⁰¹³ Le livre de Pierre PEAN, *Une Jeunesse française*, qui revient sur les années de jeunesse de F. Mitterrand (1934-1947), avec une partie polémique sur ses liens avec le gouvernement de Vichy (notamment la photo de couverture où il est reçu par Pétain) ne paraîtra aux éditions Fayard qu'en 1994.

¹⁰¹⁴ A Oradour-sur-Glane, par exemple, les victimes étaient uniquement françaises. La cérémonie est certes franco-allemande, du fait de la présence du Président J. Gauck aux côtés de F. Hollande ; mais sur les images, il n'y a à notre connaissance aucun drapeau allemand, ni aucun militaire allemand. Cela nous interroge : redouterait-on encore en haut-lieu un amalgame entre la SS et la Bundeswehr ?

Compte-tenu des enjeux mémoriels, la préparation des cérémonies a donc été minutieuse, comme en témoignent les nombreux échanges entre les deux ambassades, conservées aux Archives Diplomatiques en France et au Politisches Archiv en Allemagne. Il y avait certes la part de mise en scène inhérente aux commémorations elles-mêmes, qui devaient correspondre à un rituel bien rodé : dépôt de gerbe, sonnerie aux morts, hymne national. Mais il y avait aussi une part de mise en scène particulière, propre à la Rencontre de Verdun. La parfaite symétrie entre les deux pays, l'aspect de « pèlerinage », avec ces deux premiers lieux parallèles pour se rejoindre en un troisième lieu « commun ». Enfin, surtout, le gros plan mis sur les deux protagonistes, qui correspond aussi à la volonté des organisateurs de mettre en avant les histoires personnelles des deux hommes. Nous avons trouvé par exemple dans les archives allemandes la trace des demandes de renseignements envoyées par la France, afin de reconstituer les liens qui unissaient le père d'H. Kohl à Verdun. Ces informations, ainsi que celles concernant F. Mitterrand, ont été ensuite abondamment communiquées aux journalistes, qui ont été ainsi chargés de les rendre publiques. Les archives montrent également que le positionnement des journalistes, et notamment des caméras, était lui-aussi soigneusement étudié en vue du direct télévisé. Il s'agissait de garantir l'atmosphère de recueillement, sans pour autant manquer aucune des images symboliques qui seraient proposées.

En reprenant ces images, nous avons pu relever qu'une caractéristique se dégageait : la volonté de présenter un parfait parallélisme entre la France et l'Allemagne. Le choix des lieux (Consenvoie puis Douaumont), la disposition des haies d'honneur (systématiquement mixtes), le déroulement des cérémonies (avec sonnerie aux morts et hymnes des deux pays) : tout était fait pour exprimer la réciprocité. Les Français rendaient aussi hommage aux Allemands, et les Allemands rendaient aussi hommage aux Français. Par ses caractéristiques, son histoire, sa dimension symbolique, l'Ossuaire de Douaumont était donc fort logiquement le lieu où devait aboutir ce pèlerinage : il s'agissait d'un lieu franco-allemand par excellence, puisque dès l'origine y reposaient ensemble, sans distinction, les ossements de soldats des deux pays. Toutes les conditions étaient donc réunies pour que les deux Chefs d'Etat et de gouvernement puissent poser un geste fort, qui a marqué les imaginations, comme le souhaitait F. Mitterrand ¹⁰¹⁵.

En dépit de cette préparation minutieuse, la Rencontre de Verdun est toutefois une cérémonie qui a aussi comporté une part d'improvisation. Elle ne correspondait en effet à aucun calendrier, et au départ, elle n'était pas prévue au programme. Logiquement, une commémoration à Verdun aurait plutôt dû se caler dans le courant de l'année 1986, à l'occasion des soixante-dix ans de la Bataille ¹⁰¹⁶. Il s'agit donc manifestement d'une décision prise dans l'urgence, afin de faire taire la polémique de la Normandie. Et cette décision était venue d'en-haut : les archives en font foi, F. Mitterrand et H. Kohl se sont personnellement investis du dossier. En tout état de cause, ce sont eux qui gardaient la main pour sortir du cadre strictement protocolaire, et marquer les cérémonies de leur empreinte. Le caractère volontairement solennel

Le direct de la cérémonie France 3 Limousin) est disponible sur :

<https://www.youtube.com/watch?v=jGfKLLM59IU>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

¹⁰¹⁵ Voir *Supra*, chapitre II note 373.

¹⁰¹⁶ Voir BARCELLINI Serge, dans l'entretien qu'il nous a accordé, *Op. Cit.*

« S'il n'y avait pas eu le 6 juin 1984, il n'y aurait pas eu la Rencontre de Verdun. La Rencontre de Verdun est totalement liée au 6 juin. D'où mon idée de positionner La Marne, et non pas Verdun qui devait être commémorée en 1986. »

des cérémonies a ainsi donné naissance à un geste particulièrement surprenant. Les déclarations du principal intéressé en témoignent, et elles se rejoignent, qu'elles aient eu lieu avant ou après les cérémonies : en organisant la Rencontre de Verdun, F. Mitterrand avait clairement l'intention de marquer l'histoire. Pour cela, il ne suffisait pas simplement d'habiller le rituel commémoratif traditionnel aux couleurs franco-allemandes : il fallait poser un geste nouveau, qui frappe l'opinion publique. Avec le recul, il est évident que Geste de Verdun a parfaitement rempli ce rôle. Mais il n'a pu le faire que parce que l'opinion publique des deux pays pouvaient s'y reconnaître, comme le précisera a posteriori le Président français :

*Si notre geste fut bien compris, n'était-ce pas le signe que les mentalités avaient commencé d'évoluer ? Les enquêtes d'opinions le démontrent à l'envi : la solidarité de nos deux peuples est devenue réalité. Déjà s'esquissent, pour demain, les contours d'une véritable fraternité.*¹⁰¹⁷

Cet impact du Geste de Verdun aurait toutefois été limité s'il n'avait touché que les personnes physiquement présentes. C'est la médiatisation (télévision et presse écrite) qui a permis à l'image de se fixer dans la mémoire collective des deux pays. L'annonce d'une nouvelle cérémonie franco-allemande avait pourtant au départ rencontré un accueil plutôt mitigé. Certes, cette annonce avait suscité l'enthousiasme dans la presse régionale de Lorraine, où la mémoire de la Première Guerre mondiale et de Verdun était plus vive que dans le reste du pays. Elle avait été également bien accueillie dans la presse allemande, qui se réjouissait de l'invitation faite au Chancelier, et la considérait comme une juste réparation. Mais par contre, elle n'avait pas spécialement emballé la presse nationale française. Les commentateurs « parisiens » reprochaient avant tout à la cérémonie de n'être qu'un événement improvisé, créé de toutes pièces afin de mettre fin à la polémique de la non-invitation du Chancelier à Caen. Il ne s'agissait selon eux que d'une mise en scène supplémentaire, destinée à promouvoir une fois de plus la réconciliation franco-allemande. Les critiques se poursuivaient en alléguant que la réconciliation était depuis longtemps acquise : il était donc parfaitement inutile de ressortir des livres d'histoire les conflits passés, au risque même de faire renaître les ressentiments entre les deux pays. La presse communiste, qui revendiquait sa proximité avec l'Union Soviétique, voyait même dans ce rapprochement franco-allemand l'expression d'un militarisme dirigé contre le bloc de l'Est, et donc tout à fait contraire au message pacifiste de Verdun.

Le Président français a donc dû lui-même faire la promotion des cérémonies, dans une interview accordée à FR3 Lorraine, afin d'expliquer la portée de la Rencontre. Celle-ci s'annonçait déjà comme « historique », selon les mots du porte-parole du gouvernement ouest-allemand, puisque c'était la première fois qu'un Chancelier de la République fédérale se rendait à Verdun en visite officielle. Les cérémonies furent en effet marquées par un certain nombre de « premières » : première visite d'un président français au cimetière allemand de Consenvoye,

¹⁰¹⁷ MITTERRAND François, *Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, lors du 25ème anniversaire du Traité de l'Elysée, sur le développement des relations militaires, économiques et culturelles franco-allemandes*, Paris, Palais de l'Elysée, vendredi 22 janvier 1988.

Disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/discours/137456-discours-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-lors-du>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

première visite d'un chancelier allemand à la Nécropole puis à l'Ossuaire de Douaumont, première cérémonie aussi délibérément franco-allemande à un si haut niveau. En étudiant les réactions des différents commentateurs de l'époque, nous avons pu établir que ces « premières » ont atteint leur objectif : elles ont permis de créer un effet de surprise dans une cérémonie qui s'annonçait somme toute comme parfaitement banale. La première partie des cérémonies, retransmise elle-aussi en direct, a permis à tous les journalistes français, et à travers eux à tous les téléspectateurs, de découvrir le cimetière allemand de Consenvoye. Commencer par ce lieu, probablement inconnu du public français, a été un puissant moyen de décentrer la France de sa mémoire nationale de Verdun. La suite des cérémonies, à la Nécropole de Douaumont prenait alors forcément un autre éclairage : cette visite préalable « en terre ennemie » obligeait d'emblée à prendre en compte la souffrance et le deuil de l'autre, et de renoncer définitivement à une mémoire uniquement héroïque de la Bataille de Verdun.

Certes, cela n'était possible que parce que cet hommage, à Verdun ne concernait finalement que les morts de la Première Guerre mondiale, en dépit de la formulation de l'invitation officielle adressée au Chancelier (« aux morts des deux guerres mondiales »), ou même de l'intitulé officiel des cérémonies (« aux morts des combats passés ») ¹⁰¹⁸. L'étape imprévue qui s'est glissée entre les deux cérémonies, celle d'Esnes-en-Argonne, a permis cependant d'esquisser un premier pas en direction de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Lors de la campagne de France, le sergent-chef F. Mitterrand, français, avait lui-aussi connu l'expérience de la défaite et la captivité. Cette évocation lors d'une cérémonie officielle constituait aussi selon nous une première : la France commençait à sortir d'une mémoire qui en dépit des travaux des historiens restait encore largement héroïque, et marquée mythe d'une « France libérée par elle-même ». Dans ce domaine, rejoignant ainsi l'analyse de G. Saunier, nous sommes persuadée que le Geste accompli par F. Mitterrand et H. Kohl a permis une fois encore d'ouvrir la voie. Même si cela a pris du temps, il a préparé l'opinion aux gestes ultérieurs accomplis par leurs successeurs, cette fois-ci dans le cadre de cérémonies touchant la Seconde Guerre mondiale.

Pour la première fois selon nous, il y avait dans l'organisation de ces commémorations une réelle volonté de la France de donner à son partenaire davantage que l'habituel « strapontin », que nous pourrions résumer de la manière suivante : une présence allemande, certes, au nom de la réconciliation franco-allemande, mais discrète, pour ne pas réveiller en France les vieux démons de la germanophobie. Cette fois-ci, la présence de l'Allemagne fédérale, et de l'Allemagne fédérale en tant que nation, à l'égal de la France, était manifeste (soldats, drapeau, hymne national accompagnaient le Chancelier). C'était à notre sens inédit sur la scène internationale, et cela, si nous en jugeons par les commentaires de l'époque, a manifestement beaucoup frappé les observateurs ¹⁰¹⁹. Nous sommes ainsi pour notre part convaincue que la cérémonie de Verdun a permis d'avancer sur l'acceptabilité pour l'opinion publique française de la future brigade franco-allemande. Certes, tout n'est pas fait, comme l'ont montré les remous provoqués dix années plus tard par la présence de cette brigade dans le cadre de l'Eurocorps lors du défilé du 14 juillet 1994 (et donc de soldats allemands en uniforme

¹⁰¹⁸ Voir *Supra*, chapitre II, note 329.

¹⁰¹⁹ Les journalistes, par exemple, étaient encore visiblement mal informés sur l'hymne national allemand. Voir *Supra*, chapitre II, note 314.

sur les Champs-Élysées). Mais la Rencontre de Verdun, par son caractère qui se voulait aussi militaire, a été un premier pas. Et c'est bien sur ce dernier point qu'elle nous a semblé la plus novatrice pour l'époque. Jusque-là, en Allemagne de l'Ouest, la référence à la nation se faisait plutôt discrète, principalement en raison du traumatisme qu'avait représenté les douze années du régime nazi. A nos yeux, la Rencontre de Verdun a ainsi marqué symboliquement une étape importante dans l'affirmation de la légitimité de l'Allemagne à exister de nouveau en tant que nation, et donc ultimement vers la Réunification.

Le geste posé par F. Mitterrand et H. Kohl au moment le plus intense des commémorations, à la sortie de la visite de l'Ossuaire, allait même en réalité beaucoup plus loin que la traditionnelle poignée de mains diplomatique. C'était un geste inédit, surprenant, qui dans un premier temps pouvait sembler trancher avec le caractère solennel des cérémonies. Se tenir par la main : cela ne s'était jamais vu dans le cadre de relations internationales entre dirigeants. Un tel geste, improbable sur le lieu qui symbolisait l'une des pires confrontations entre les deux pays, scellait de manière particulièrement démonstrative l'amitié entre les deux dirigeants. En tant que tel, il n'apparaissait pourtant nullement déplacé : il a d'emblée été perçu comme un geste spontané entre deux hommes saisis par l'émotion. C'est ainsi en tout cas qu'il a toujours été présenté par les deux protagonistes, désireux de le préserver de tout soupçon de calcul politique répondant à des pures fins de communication. Certes, nous sommes parvenue à la conviction qu'il était difficile de prétendre que ce geste fût totalement improvisé. Mais il « sonnait » juste : les comptes-rendus que nous avons pu consulter sont en effet unanimes sur la force de l'émotion qui s'est dégagée. Les Anciens Combattants présents, mais aussi les jeunes générations, soldats comme écoliers, et plus largement les téléspectateurs, n'ont pas forcément réalisé immédiatement la dimension que le Geste de Verdun allait prendre, mais tous ont été rejoints par la gravité du moment. Ce geste, posé précisément sur l'esplanade de l'Ossuaire, à la fois devant les vivants et les morts, était bien plus qu'un simple geste de solidarité et d'amitié. Dans un tel cadre, il a pris quasiment une valeur de serment, rejoignant ainsi la grande cérémonie qui s'était tenue en ce lieu près de cinquante années auparavant, en 1936. Il avait aussi une portée universelle : tout un chacun pouvait aisément s'identifier à cette solidarité dans le deuil. La mémoire personnelle des dirigeants rejoignait la mémoire populaire dans une communion qui, selon les témoignages de l'époque dont nous avons pu disposer, était perceptible :

*Il y avait le sanctuaire de Douaumont devant, avec les centaines de milliers de personnes qui étaient mortes à Verdun, derrière, il y avait toutes les troupes franco-allemandes, il y avait tous les invités. Et en fait, c'était une sorte de témoignage entre les morts et les vivants : c'est ça qui était très émouvant, en fait. Devant les morts, on témoignait que l'avenir serait différent. Face aux vivants qui étaient derrière Kohl et Mitterrand. Et c'est cela, je trouve, qui m'a le plus frappé.*¹⁰²⁰

C'est très probablement la raison qui a permis au Geste de Verdun de supplanter le Geste de Reims ; non pas aux yeux des historiens, dont le rôle est de mettre les deux en corrélation, mais dans la mémoire collective, qui par nature est sélective. Nous assistons à Verdun à la naissance d'un nouveau « couple phare » des relations franco-allemandes. Les deux dirigeants ont ainsi

¹⁰²⁰ de La MURE Frédéric, dans l'entretien qu'il nous a accordé, *Op. Cit.*

rejoint Ch. de Gaulle et K. Adenauer dans l'iconographie. V. Giscard d'Estaing et H. Schmidt, en dépit de leur coopération remarquable qui s'est poursuivie bien après leur départ du pouvoir, n'ont pas bénéficié d'une telle image. Par la suite, les successeurs n'y parviendront pas non plus ; l'image de Verdun en effet devenu mythique : il y aura différentes tentatives de la reproduire (à Caen en 2004, à Oradour-sur-Glane en 2013 pour les plus marquantes), mais ces clichés ne parviendront jamais à atteindre un tel impact : l'image inédite était devenue banale, les gestes suivants étaient dans la continuité, ils ne constituaient plus une « première ».

Le Geste de Verdun a ainsi quasi unanimement bénéficié d'un écho médiatique favorable, voire enthousiaste, qui ne s'est pas démenti au cours du temps. D'abord en Allemagne fédérale où un tel geste était particulièrement attendu. Le pays, à l'image de son Chancelier, a été touché de l'attention du Président français, prodiguée de surcroît dans un haut-lieu de la mémoire française. Mais aussi en France, nous avons pu établir que les détracteurs des futures cérémonies eux-mêmes avaient finalement été touchés et avaient modéré leurs critiques. Certes, quelques caricatures françaises, au début, ont tourné le geste en ridicule. Mais le phénomène s'est vite révélé épidermique, et n'a pas duré. Paradoxalement, le geste a toutefois aussi été victime de cette médiatisation exceptionnelle. Il est devenu symbolique, et même finalement mythique. De là a jailli le soupçon que son importance avait peut-être été exagérée. A une période où les dirigeants politiques, comme le rappelle G. Saunier, commençaient à se soucier de communication, ne s'agissait-il pas avant tout d'une stratégie, certes réussie, mais qui finalement n'avait pas changé grand-chose ? A ce sujet, F. Cochet semble en effet plutôt dubitatif :

*Dans ces évolutions de moyen terme, la très célèbre poignée de main entre le président François Mitterrand et le chancelier Kohl, lors de la cérémonie du 22 septembre 1984, apparaît bien plus comme une queue de comète que comme un acte matriciel.*¹⁰²¹

L'enjeu de notre analyse était donc aussi de faire la part des choses. Les enjeux de communication de l'époque n'ont plus beaucoup d'intérêt pour le public d'aujourd'hui. Un geste qui se serait résumé à un « coup de com' » aurait en effet eu du mal à survivre à l'émotion qu'il a générée à l'époque. Il fallait donc retrouver derrière la communication les enjeux plus profonds qui avaient motivé d'abord l'organisation de la rencontre, et ensuite l'accomplissement de ce geste inédit.

Le Geste de Verdun était peut-être spontané, mais il n'était certainement pas gratuit. Les déclarations officielles préalables le démontrent : il s'agissait pour les deux gouvernements, mais particulièrement pour F. Mitterrand, de donner un sens à la Rencontre. Tout d'abord, le geste traduisait sa volonté de « réparation » vis-à-vis de l'Allemagne écartée des cérémonies du Débarquement. La confiance du partenaire est un acquis fragile ; les blessures, et particulièrement les blessures mémorielles qui touchent à l'identité, peuvent toujours la remettre en question. Il s'agissait bien de redonner sa place à l'Allemagne Fédérale, y compris dans ses symboles nationaux (armée, hymne, drapeau). Il s'agissait aussi de concrétiser les déclarations faites par F. Mitterrand à l'occasion du 6 juin 1984, en honorant comme il se devait

¹⁰²¹ COCHET François, « XXIX - Douaumont », *Op. Cit.*, p. 425.

le parcours exemplaire qu'avait accompli la République fédérale depuis la Seconde Guerre mondiale.

En sortant du rituel, F. Mitterrand et H. Kohl ont délibérément quitté la pure commémoration. Le Geste de Verdun en lui-même, en effet, n'était pas destiné à commémorer quoi que ce fût, puisque c'était une « première ». Il devait sortir de l'ordinaire, et marquer l'opinion publique des deux pays, et même au-delà celle de toute l'Europe et du monde entier. A partir de ce moment-là, il devenait un signal, dont il est difficile de dire qu'il n'était pas politique. Comme nous l'avons établi, la Rencontre de Verdun avait été annoncée, puis s'était déroulée, dans un calendrier politique parfaitement établi. Le geste n'avait donc pas été uniquement provoqué par l'émotion du moment. Les deux années qui venaient de s'achever avaient en effet été deux années d'intense coopération entre les deux pays : sortie progressive de la crise de euromissiles, renforcement de la solidarité franco-allemande, relance européenne. Le Geste de Verdun venait ainsi couronner une séquence, qui avait en réalité commencé avec l'arrivée au pouvoir d'H. Kohl en octobre 1982.

Nous avons pu ainsi établir qu'il s'agissait pour les deux dirigeants de manifester le caractère absolu de la solidarité franco-allemande, notamment en matière de politique extérieure. Et tout d'abord face à la menace que représentait la crise des euromissiles, non-seulement pour l'Allemagne, mais pour l'ensemble du continent européen. En réactivant dès la fin de l'année 1982 les dispositions du Traité de l'Elysée en matière de politique de défense et de sécurité commune, les deux Chefs d'Etat et de gouvernement avaient aussi permis de relancer l'idée d'une défense européenne. Les différents accords de coopération n'ont certes pas tous abouti : il y a eu notamment l'échec du char franco-allemand. Mais la volonté était désormais d'afficher une identité européenne qui, sans pour autant se désolidariser des Etats-Unis, soit désormais capable de prendre son destin en mains. Certes des désaccords subsisteront, et ne tarderont pas à ressurgir, notamment à propos de l'Initiative de défense stratégique, et de l'extension à la République fédérale du parapluie nucléaire français. Mais une coopération de plus en plus étroite se met en place : il y a désormais entre les deux pays une confiance qui permet d'évoquer l'ensemble des sujets, et plus seulement ceux sur lesquels existe un accord minimal. Le tournant symbolisé par le Geste de Verdun est engagé : vingt années plus tard, à l'occasion de la seconde guerre en Irak, la France et l'Allemagne vont pour la première fois se distancer de leur partenaire américain en refusant de prendre part au conflit :

*La résistance franco-allemande aux positions américaines a eu le mérite de situer l'enjeu à venir : faire de l'Union un acteur capable, sur le plan international, d'influencer le cours des choses, d'imprimer sa marque et de définir des objectifs, de concevoir l'Europe des vingt-cinq comme un ensemble géopolitique.*¹⁰²²

En 1984, la nécessité d'une solidarité objective ne se limitait toutefois pas au seul domaine diplomatique. Depuis les crises pétrolières des années 1970, l'Europe de l'Ouest était confrontée à une profonde crise économique : hausse des prix, notamment dans le secteur de l'énergie, perte de compétitivité, montée du chômage... Face à ces difficultés, la France et l'Allemagne avaient pris deux voies apparemment radicalement différentes. En Allemagne, les sociaux-démocrates comme les chrétiens-démocrates qui leur avaient succédé défendaient la

¹⁰²² MARTENS Stephan, « L'Allemagne n'est plus américaine », in *Outre-Terre*, 2003/N° 5, p. 189.

rigueur budgétaire et la stabilité de la monnaie. Les gouvernements allemands successifs étaient donc particulièrement inquiets de voir la France, devenue socialiste en 1981, s'engager dans une politique de relance économique, qui creusait les déficits et mettaient en danger le franc. Il devenait nécessaire de rapprocher la politique économique des deux pays, afin d'éviter une rupture qui aurait pu conduire à la sortie du Franc du Système Monétaire Européen. Cela aurait pu signifier la remise en cause de tout ce qui avait été mis en place sous l'impulsion de V. Giscard d'Estaing et H. Schmidt : symboliquement, voir l'un des pays fondateurs de la CEE décrocher aurait très certainement signifié l'arrêt de la construction européenne. Ce scénario catastrophe n'était toutefois pas envisageable aux yeux de l'Européen convaincu qu'était F. Mitterrand. Les mesures nécessaires de rigueur ont donc été prises au niveau national, dès la fin de l'année 1982. Mais pour surmonter la crise, la France avait aussi besoin du soutien de son partenaire allemand. L'Allemagne de l'Ouest, quant à elle, avait besoin de la stabilité du Franc, et a donc accepté de dévaluer. Il y a ainsi eu cette prise de conscience qu'aucune des économies européennes n'était assez forte pour surmonter seule les difficultés. Le Geste de Verdun a alors aussi manifesté cette réalité : les deux pays étaient déterminés à affronter la crise main dans la main. Certes, les spécificités nationales n'en seront pas gommées pour autant. Les deux pays, aujourd'hui encore ont du mal à se comprendre, en raison de la subsistance de caractéristiques propres à la France, ou propres à l'Allemagne, que S. Martens résume ainsi :

*Certaines 'résistances' sur le plan européen s'expliquent par l'existence de visions divergentes, enracinées dans deux sociétés, qui sont le résultat de trajectoires historiques, de défis économiques et de choix collectifs différents.*¹⁰²³

L'enjeu en temps de crise est de sortir de la tentation du repli sur soi, et d'une vision d'un intérêt national qui prétendrait exister indépendamment celui des plus proches partenaires. Les difficultés rencontrées avec la Grande-Bretagne, qui bloquait depuis plusieurs mois l'accord budgétaire indispensable au bon fonctionnement de la Communauté Economique Européenne, ont aussi fait prendre conscience de la nécessité de réformer les modalités de prise de décision au sein des Dix. Dans son discours devant le Parlement Européen du 24 mai 1984, F. Mitterrand a ainsi évoqué l'idée d'assouplir la règle de l'unanimité. Car, en s'élargissant, la CEE ne pouvait plus fonctionner comme à ses débuts : l'idée était que les pays les plus motivés (notamment la France et l'Allemagne) avancent, en espérant que leur détermination finirait par persuader ceux qui étaient plus réticents. Il s'agissait également à l'époque de préparer les futurs élargissements de la CEE. Cette nécessité de réforme se fait d'ailleurs de nouveau sentir aujourd'hui, alors que l'Union Européenne compte désormais 27 membres, et que la candidature de pays tels que l'Ukraine et la Moldavie oblige à inventer de nouvelles modalités de participation à la construction européenne. L'idée de permettre différents rythmes au sein de l'UE, afin que les pays moteurs puissent exercer leur force d'entraînement sans être exagérément freinés par les partenaires qui ont besoin de davantage de temps pour mettre en œuvre les réformes nécessaires, a ainsi ressurgi lors du discours d'E. Macron devant le même Parlement Européen le 9 mai 2022 :

¹⁰²³ MARTENS Stephan, *L'urgence européenne – Eloge de l'engagement franco-allemand*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2021, p. 67.

*On a peur d'assumer d'être plus ambitieux, [...] et nous avons tort parce que ces cercles d'avant-garde n'excluent pas, mais c'est permettre à ceux et celles qui veulent avancer un peu plus loin d'entraîner les autres et de rendre l'ambition désirable, au lieu de rendre l'attentisme plus risqué. Je sais parfois les craintes qu'il y a d'une Europe à plusieurs vitesses, elle existe déjà, mais accélérer le rythme, relever nos ambitions, créer de la convergence en son cœur, sans format prédéfini, sans jamais exclure, mais aussi sans jamais laisser les plus sceptiques, ou les plus hésitants freiner est ce qui permettra à notre Europe de s'affirmer comme puissance.*¹⁰²⁴

L'enjeu en 1984, et c'est sans doute vrai encore aujourd'hui, était donc que le « couple » franco-allemand retrouvât son dynamisme. La photo du Geste de Verdun correspondait tellement bien à cette volonté partagée par F. Mitterrand et H. Kohl, qu'elle semblerait presque avoir été fabriquée pour la circonstance. L'image de ces deux hommes main dans la main, si semblables tout à coup en dépit de leurs différences, a en effet profondément marqué l'imaginaire collectif. Et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'étude du contexte historique nous a permis d'établir que l'image n'arrivait pas « par hasard ». Toute l'année 1983, puis l'année 1984 avait vu se multiplier les déclarations, puis les gestes concrets de solidarité. Au geste de solidarité et de soutien du Président français lors de la crise des euromissiles avait répondu le geste de solidarité et de soutien du Chancelier allemand lors de la crise monétaire. Ainsi le Geste de Verdun n'était pas qu'une technique de communication : il résumait aussi en lui seul tous ces gestes. La réalité concrète de la coopération avait ainsi précédé l'image ; celle-ci n'était donc pas vide de sens. La photo offrait un témoignage crédible de proximité. Elle permettait plus facilement une identification de l'opinion publique que les images qui avaient été mises en avant pour promouvoir le couple Giscard d'Estaing – Schmidt : ces dernières en effet avaient été parfois perçues comme ayant été « fabriquées »¹⁰²⁵.

Le cliché de Verdun allait par ailleurs aussi contribuer à installer le « couple » Mitterrand – Kohl. La photo représentait non seulement une amitié entre deux pays que tout avait opposés, mais de surcroît une amitié entre deux hommes que tout aurait dû opposer. En reprenant les travaux des historiens qui ont travaillé sur les relations entre les deux dirigeants, nous avons été surpris de constater combien cette amitié était au départ improbable. Dans leurs déclarations rétrospectives, F. Mitterrand comme H. Kohl semblent eux-mêmes étonnés du chemin qu'ils avaient finalement pu accomplir ensemble. Certes, la longévité au pouvoir, et l'intensité du rythme des rencontres binationales instauré par le Traité de l'Elysée, ont finalement concouru à ce que les deux hommes réussissent à s'acclimater l'un à l'autre, et à ce que la confiance naisse. Cette stabilité était sans précédent, et n'a encore eu jusqu'à présent

¹⁰²⁴ MACRON Emmanuel, *Déclaration de M. Emmanuel Macron, président de la République, sur la construction européenne et le conflit en Ukraine*, Strasbourg, le 9 mai 2022.

Disponible sur :

<https://www.vie-publique.fr/discours/285102-emmanuel-macron-09052022-union-europeenne>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

¹⁰²⁵ Voir l'exemple donné par H. MIARD-DELACROIX, in *Partenaires de choix ? Le chancelier Helmut Schmidt et la France, 1974-1982*, Berne, Peter Lang, 1993, p. 89.

« L'inauguration, en janvier 1975, du satellite *Symphonie* construit en collaboration est révélatrice du marketing appliqué au binôme franco - allemand. Helmut Schmidt, à Bonn, et Valéry Giscard d'Estaing, à Paris, conversent sous les projecteurs, s'appellent par leur prénom, évoquent leur prochaine partie d'échecs et vantent la qualité de leur concertation ... »

aucun d'équivalent (A. Merkel a dû travailler avec quatre présidents français différents, comme le rappellent de manière cocasse certaines caricatures). Cela suffit déjà à donner au « couple » un statut particulier, et à le faire entrer dans l'histoire. Mais les deux dirigeants ne se sont pas contentés des consultations régulières. Ils ont petit à petit pris l'habitude de se rencontrer, de manière parfois informelle, chaque fois qu'un sujet nécessitait une concertation plus étroite. Nous évoquerons ici simplement par exemple la visite d'H. Kohl à Brégançon (en 1985, principalement au sujet de l'Initiative Stratégique de Défense américaine) ou à Latché (en 1990, cette fois-ci au sujet de la Réunification allemande). La décision d'organiser une cérémonie à Verdun, prise au mois de mai 1984 lors d'un tête-à-tête entre F. Mitterrand et H. Kohl en marge du Sommet de Rambouillet pour éteindre la polémique du 6 juin, nous paraît finalement déjà emblématique de cette nouvelle manière de travailler ensemble adoptée par les deux dirigeants.

Les différentes crises qu'ont traversées les deux pays ont ainsi mobilisé les énergies, poussé chacun des gouvernements à une coopération de plus en plus étroite pour parvenir à les surmonter. Ces crises ont ainsi paradoxalement insufflé au « couple » franco-allemand et à la construction européenne une dynamique nouvelle et durable. Ce processus peut ainsi se révéler particulièrement significatif pour la période que nous traversons actuellement. L'image des deux dirigeants main dans la main marque la fin de politiques privilégiant uniquement les intérêts nationaux. Cela ne veut pas dire que l'intérêt national ne reste pas pour chacun une priorité ; mais cet intérêt est désormais davantage perçu comme passant par l'autre. Il s'agit bien là d'une étape nouvelle, qui va donner un nouveau souffle non seulement aux relations franco-allemandes, mais aussi à la construction européenne. En jouant sur les mots, nous allons même jusqu'à affirmer qu'il s'agit même en réalité d'un souffle nouveau, c'est-à-dire d'une dynamique qui va transformer en profondeur les relations entre les deux pays.

Certes, faire alliance n'était pas nouveau dans l'histoire des relations internationales. Notons toutefois qu'il avait jusqu'alors le plus souvent été question de faire alliance « contre » d'autres : il suffit de rappeler la constitution de la Triple-Entente et de la Triple-Alliance, système d'alliance qui n'a pas été sans responsabilité dans l'engrenage fatal de la Première Guerre mondiale. La nouveauté, ici, est qu'il s'agit aussi d'une alliance « pour », c'est-à-dire dans l'intérêt des autres pays voisins. Certes, il fallait aussi résister à la pression soviétique, voire à la pression américaine. Mais avant tout, il s'agissait d'une alliance au service de la construction européenne. Le risque évidemment était que la France et l'Allemagne, précédant leurs partenaires, n'apparussent comme voulant imposer leur volonté aux autres pays membres. C'est là le principal bémol que nous souhaitons mettre dans l'utilisation du cliché de Verdun comme un symbole de la construction européenne : les deux partenaires y apparaissent trop isolés pour pouvoir s'accorder au contexte actuel aussi parfaitement qu'en 1984. Aujourd'hui, malgré son poids incontestable, le couple franco-allemand ne peut plus avancer seul en espérant que les autres suivront. Il doit désormais convaincre : dans un monde devenu infiniment plus complexe, il est impuissant sans l'appui de ses partenaires :

Il ne suffit évidemment pas que les deux peuples se mettent d'accord pour imposer une politique, l'Union est le contraire d'un concert des nations, il faut convaincre, négocier, emporter la conviction, afin de trouver un compromis. [...] L'efficacité du « moteur » franco-allemand, lorsqu'il est opérationnel, tient à sa capacité à construire des

*accommodements dans lesquels tous les pays, ou une large majorité de pays, peuvent se retrouver à défaut d'en être totalement satisfaits. »*¹⁰²⁶

Le Geste de Verdun, pas plus que le Traité de l'Élysée, n'ont en rien permis de tout régler. Mais il y a eu cette prise de conscience que l'intérêt national est plus efficacement défendu par la prise en compte des intérêts de l'autre, qu'une solution négociée est forcément meilleure pour chacun des deux partenaires qu'une solution unilatérale. Les désaccords franco-allemands ne seront désormais plus conçus comme un obstacle à la coopération. De plus en plus, au lieu d'être minimisés pour rassurer l'opinion publique, ils seront lucidement assumés. Certes, il est excessif de dire que le geste de Verdun a permis de débloquent la situation et de surmonter les crises de l'époque. Au mois de septembre 1984, le sommet de Fontainebleau a déjà eu lieu, la tension sur les euromissiles est déjà en train de retomber. Mais pour autant, nous sommes encore dans ce que G. Saunier a qualifié de « temps suspendu »¹⁰²⁷. Les décisions sont prises, les déclarations ont eu lieu. Mais il s'agit désormais pour le couple franco-allemand de prouver sa détermination à agir. Ce qui frappe alors dans ce geste, c'est la volonté des deux protagonistes à peser sur le destin de leur pays, de l'Europe et même du monde. Pour cela, ils se présentent comme les dirigeants de deux pays capables d'assumer leur histoire, faite de conflits et de réconciliation, et de la proposer comme un modèle possible de relations internationales. Inutile de dire que les commentateurs, comme les caricaturistes, les attendaient au tournant : comment ces bonnes intentions allaient-elles continuer à se traduire dans les faits ?

Près de quarante années se sont écoulées depuis le Geste de Verdun : ces quatre décennies permettent aussi d'avoir le recul nécessaire pour tenter d'esquisser le bilan du chemin parcouru. Il ne s'agissait pas de prétendre à l'exhaustivité, ni de reprendre uniquement les nombreux bilans sur les relations franco-allemandes parus lors du cinquantième anniversaire du Traité de l'Élysée. Notre question était bien plus spécifique : nous souhaitions savoir ce qu'était devenu ce geste, dont les dirigeants des deux pays attendaient tant à l'époque. Il ne s'agissait pas non-plus, à ce stade déjà avancé de nos recherches, de nous lancer finalement dans une étude sociologique que nous avons d'emblée écartée pour des raisons déjà évoquées dans notre introduction. Nous disposions par contre d'un important panel de caricatures, qui nous ouvraient un champ d'investigation particulièrement prometteur. Ces caricatures nous donnaient tout d'abord un témoignage sur la réception du geste, et sur l'évolution de cette perception tout au long de la période. Elles provenaient ensuite des deux pays, ce qui allait permettre de conforter notre perspective franco-allemande. Enfin, elles offraient également une opportunité sans équivalent de mettre à jour les nouveaux stéréotypes, ceux qui avaient remplacé petit à petit les traditionnels bonnets phrygiens et casques à pointe. En effet, les caricaturistes se sont rapidement emparés du geste de Verdun, et ils l'ont retravaillé à leur manière : ils ne sont donc pas pour rien dans l'élaboration du mythe du geste de Verdun, et dans son accès au statut de lieu de mémoire.

La première constatation que nous avons pu faire est que le geste accompli a d'abord été traité comme n'importe quel événement de l'actualité. Les caricatures ont d'ailleurs, dans l'ensemble, reflété les commentaires qui étaient parus, à la veille comme au lendemain des

¹⁰²⁶ MARTENS Stephan, *L'urgence européenne – Eloge de l'engagement franco-allemand*, Op. Cit., p. 96.

¹⁰²⁷ Voir les notes prises lors de l'entretien que Georges SAUNIER nous a accordé en annexe.

cérémonies. Certains caricaturistes, plutôt du côté allemand mais aussi en Lorraine, ont ainsi été particulièrement sensibles au message de réconciliation sur les tombes propre à Verdun. Ils ont donc voulu traduire dans leurs dessins l'atmosphère et l'émotion qui s'étaient dégagées lors des cérémonies, et mettre en valeur le cadre dans lequel le geste s'était accompli. Pour ce faire, ils ont retenu principalement deux éléments caractéristiques, souvent présentés de manière brute pour mieux en souligner les contrastes : l'alignement des croix, symbole de l'absurdité de la folie meurtrière de la guerre, et celui la poignée de mains, symbole de la réconciliation. Ils sont allés à l'essentiel. Ces dessins, souvent poignants, ont privilégié l'aspect mémoriel. Ils permettaient, en quelque sorte à eux seuls, d'illustrer le grand récit de la réconciliation franco-allemande que nous avons déjà évoqué. Nous avons cependant fait le constat que les caricaturistes, en France comme en Allemagne, se sont rapidement affranchis du cadre de Verdun, en tout cas de la représentation concrète de celui-ci. Mais, ce-faisant, ne sont-ils pas finalement restés fidèles au cliché original, qui s'était focalisé sur les deux protagonistes, et avait délibérément laissé tout le reste « hors champ » ?

Les deux hommes du Geste de Verdun occupent en effet, sur le cliché de Verdun comme dans l'histoire des relations franco-allemandes, une place toute particulière. Aidés en cela par leur longévité au pouvoir, mais aussi en raison de leur détermination et de leurs efforts, ils ont même fini par sembler porter à eux-seuls les relations entre les deux pays, et à devenir exemplaires¹⁰²⁸. Nous avons aussi établi que les caricaturistes avaient été particulièrement sensibles aux liens personnels qui s'étaient noués entre les deux hommes. Certes, la focalisation des caricatures sur les acteurs de la réconciliation franco-allemande n'était pas un phénomène tout à fait nouveau. A. Briand et G. Stresemann, puis K. Adenauer, d'abord avec R. Schuman puis avec Ch. de Gaulle, et enfin V. Giscard d'Estaing et H. Schmidt, pour ne citer que les duos les plus « productifs » en matière de dessin de presse, avaient déjà incarné et personnifié en leur temps les relations entre les deux pays. Mais les liens d'amitié ont visiblement été perçus ici comme étant encore plus profonds : en témoigne l'émotion qui se dégage des dessins parus à la mort de F. Mitterrand, en janvier 1996. C'est ainsi un véritable « couple » de dignes successeurs des pères fondateurs qui est né à Verdun, et leur « main dans la main » en est devenue la représentation officielle.

Certes, après avoir quitté le pouvoir, F. Mitterrand et H. Kohl n'occuperont plus le centre des caricatures : leurs successeurs vont tout naturellement prendre leur place. Mais force est de le constater : les « couples » suivants seront désormais, le plus souvent, croqués dans l'attitude du Geste de Verdun. Ils seront en quelque sorte contraints d'endosser le « costume » taillé par F. Mitterrand et H. Kohl. Costume impressionnant pour certains, véritable carcan pour d'autres, peu importe : il deviendra un « incontournable », tout comme est devenue incontournable la politique d'étroite coopération entre les deux pays. Bien plus : même s'ils ne sont plus au centre, les deux protagonistes initiaux ne disparaissent pas pour autant des caricatures. Souvent, ils seront encore présents, et pas seulement de manière allusive : ils apparaîtront désormais sous forme de figures tutélaires, en surplomb du dessin, rejoignant ainsi Ch. de Gaulle et K. Adenauer, qu'ils finiront même parfois par remplacer. Certes, le « couple »

¹⁰²⁸ De nombreux Présidents et Chanceliers ont obtenu le prix Charlemagne, récemment encore A. Merkel (en 2008) et E. Macron (en 2018). Mais F. Mitterrand et H. Kohl sont les seuls à l'avoir obtenu conjointement, la même année, en 1988. Sans doute le cliché de Verdun n'y est-il pas pour rien.

ou le « tandem » franco-allemand était déjà un motif de caricature avant le Geste de Verdun. Mais avec le recul, nous avons remarqué que c'est la posture de Verdun qui lui a définitivement donné forme : même Ch. de Gaulle et K. Adenauer ont fini par l'adopter sur certains dessins.

Facilement reconnaissable et de surcroît inédite, la posture adoptée par les protagonistes se prêtait en effet particulièrement bien à la caricature : les dessinateurs s'en sont donc rapidement emparés. De même que le geste au départ mémoriel est finalement devenu un geste politique, de même nous avons pu constater que les dessins de presse ont ainsi très rapidement quitté la sphère mémorielle, pour prendre des accents nettement plus politiques. En France surtout, les satiristes ont tout naturellement fait preuve de leur « insolence » coutumière pour brocarder leur principale cible : le Président français, considéré comme le principal instigateur des cérémonies. Nous n'avons pas remarqué de phénomène équivalent dans les caricatures allemandes : H. Kohl a certes été lui-aussi largement caricaturé par les dessinateurs de son pays ; mais jamais, à notre connaissance, sur arrière-fond du geste de Verdun. La raison en est selon nous qu'il était difficile de se moquer d'un Chancelier dans le cadre même où avait eu lieu un tel geste de reconnaissance de la part de son homologue français. Du côté français par contre, ce qui a avant tout frappé le regard des observateurs critiques que sont les dessinateurs de presse, c'est manifestement la différence de stature des deux protagonistes. D'autant plus que, de manière tout-à-fait fortuite mais non moins flagrante, cette différence était encore accentuée par le parallélisme rigoureux de la mise en scène choisie. Pour traduire le sentiment d'infériorité que les Français éprouvaient souvent vis-à-vis de leur voisin d'outre-Rhin, les caricaturistes français n'ont d'ailleurs pas hésité à exagérer démesurément cette différence de taille. Mais selon nous, le procédé était tout-de-même à double tranchant : il a sans doute aidé à prendre conscience que ce sentiment était disproportionné, mais il a aussi contribué à ancrer ce « complexe » français dans l'imaginaire collectif. La différence de taille continuera ainsi de hanter les représentations des successeurs des deux hommes, même lorsqu'elle ne correspondra plus à la réalité : elle finira par symboliser l'écart entre les deux pays, réel ou supposé, notamment en matière de puissance économique.

Les représentations proposées par les dessinateurs ont aussi révélé les clichés et les préjugés qui subsistent entre les deux pays. Elles confirment l'impression que nous avaient laissé les commentaires parfois mitigés qui avaient accompagné en France l'annonce des cérémonies. Les caricaturistes ont ainsi largement utilisé les vieux stéréotypes (prussiens, casque à pointe...) pour stigmatiser les peurs françaises, notamment face à la perspective de la réconciliation allemande. Certes, dans le contexte de Verdun, ces représentations se voulaient clairement anachroniques, et étaient dénoncées comme telles. Mais le phénomène nous a tout-de-même interrogée : qu'est-ce qui avait poussé les caricaturistes à faire ressurgir ces stéréotypes, qui semblaient avoir été dépassés depuis longtemps ? Le phénomène nous a en réalité offert, en images, la démonstration que la guérison des mémoires est un processus de long terme. Les dirigeants politiques peuvent et doivent l'accompagner, mais ils ne peuvent en rien la brusquer à coup de commémorations. F. Mitterrand et H. Kohl en étaient d'ailleurs parfaitement conscients, lorsqu'ils ont choisi avec grand soin Verdun, afin d'y organiser la première commémoration franco-allemande « conjointe » qui ait eu lieu à si haut niveau. Et ce choix, *a posteriori*, s'est révélé judicieux : l'image de Verdun s'est ancrée elle aussi dans l'imaginaire collectif, se substituant petit à petit aux anciennes représentations belliqueuses. Elle a ainsi en quelque « obligé » les deux protagonistes qui en avaient été à l'origine. Nous

sommes quant à nous persuadée que le Geste de Verdun a créé un précédent (voire un antidote), qui a poussé F. Mitterrand et H. Kohl à surmonter les incompréhensions mutuelles et les turbulences, notamment au début de l'année 1990, précisément au sujet de la Réunification allemande.

Les caricaturistes ont aussi utilisé le Geste de Verdun pour dénoncer impitoyablement toute forme d'hypocrisie par rapport au message que celui-ci véhiculait : l'affichage d'une solidarité sans faille. Que ce soit sur les questions de politique étrangère face au projet américain d'*Initiative Stratégique de Défense*, sur la Réunification, sur les questions économiques lors du passage à l'Euro, pour ne citer que quelques exemples, les dessinateurs se sont ainsi emparés de chaque moment de désaccord, en faisant très précisément référence au Geste de Verdun. Les caricaturistes n'ont pas oublié non plus que le message de Verdun était aussi un message pacifiste : « plus jamais la guerre ». Le geste a donc aussi été utilisé pour brocarder la politique commune de défense franco-allemande. Les représentations des deux protagonistes dans la posture de Verdun, mais sur des chars, mettait en image ce qui était perçu comme une hypocrisie de la part de F. Mitterrand et de H. Kohl : ceux-ci prétendaient défendre la paix tout en mettant en œuvre une politique de réarmement qui ne pouvait que préparer une nouvelle guerre. Nous avons pu toutefois établir, grâce à notre travail sur les archives, et à l'appui de la littérature scientifique sur le sujet, que cette vision d'une politique de défense commune franco-allemande agressive vis-à-vis du bloc de l'Est était pour une part idéologique. Nous rejoignons ainsi la thèse de F. Schotters, selon laquelle la solidarité franco-allemande a plutôt contribué à faire baisser les tensions internationales du début des années 1980.

Nous avons essayé de le démontrer : en dépit de toutes ces caricatures, *in fine*, c'est rarement le geste lui-même que les dessinateurs brocardent. Ceux-ci s'attaquent plutôt à ce que celui-ci est devenu. Les comparaisons ainsi suscitées avec les successeurs ne sont ainsi jamais flatteuses pour ces derniers. Elles dénoncent toujours une certaine dégradation de l'état des relations franco-allemande par rapport à « l'âge d'or » que représenterait le Geste de Verdun. Cet « âge d'or » est même devenu une référence pour les caricaturistes, comme il est d'ailleurs devenu une référence dans les manuels scolaires, et même pour les historiens. La posture de Verdun a même fini par symboliser à elle seule la réconciliation franco-allemande, et à servir de baromètre pour juger des relations entre les deux pays. Pour mieux dénoncer le fossé qui sépare parfois la réalité quotidienne des relations franco-allemandes de l'idéal affiché d'une solidarité sans faille et d'une amitié indéfectible, les caricaturistes ne s'attaquent pas au Geste de Verdun, mais au contraire, ils le sacralisent. Nous avons même pu constater que le Geste de Verdun est devenu en quelque sorte intouchable. Il est désormais un modèle du genre, que l'on évoque volontiers, non sans une certaine nostalgie. Il se retrouve alors, de fait, hors du champ de la caricature. Compte-tenu du nombre de dessins de presse faisant référence au Geste de Verdun, il nous semble même que la caricature a en quelque sorte pris le relais de la photo, contribuant ainsi de manière non négligeable à la naissance du mythe.

Limites et perspectives

Par ces coïncidences dont le seul le Hasard a le secret, au moment où nous achevons la rédaction de notre étude, voici que nous sommes tombée sur ce passage du Livre de l'Ecclésiaste :

*« Vanité des vanités, tout est vanité ! Quel profit l'homme retire-t-il de toute la peine qu'il se donne sous le soleil ? [...] Tout discours est fatigant, on ne peut jamais tout dire. [...] Rien de nouveau sous le soleil. »*¹⁰²⁹

Loin de nous décourager, ce passage nous permet simplement de remettre notre travail à sa juste place. Il a évidemment ses limites, que nous souhaitons humblement reconnaître ici. Il ne s'agit en rien d'invoquer des excuses, mais de recenser quelques pistes que nous aurions bien aimé avoir pu explorer. Nous espérons bien d'ailleurs en avoir personnellement l'occasion dans les années à venir, ou au moins susciter chez d'autres l'envie de reprendre le flambeau.

Il y a tout d'abord les limites extérieures, auxquelles bien malgré nous nous avons été confrontée. Continuer à enseigner, et ainsi pouvoir partager au fur et à mesure nos découvertes à nos élèves et à nos étudiants dans le cadre des programmes officiels, qui fort heureusement s'y prêtaient, a été une vraie joie. Mais cette « double vie » a incontestablement été un frein dans l'avancée de nos recherches. Nos travaux se sont donc malheureusement prolongés au-delà de ce qui était prévu. Mais ce contre-temps nous a aussi permis d'approfondir notre réflexion sur la durée, et d'ouvrir, nous l'espérons, de nouvelles perspectives.

Nous avons en outre été confrontée à la difficulté d'accéder aux archives, notamment en ce qui concerne les plus récentes. Les contacts pris sont souvent restés sans réponse (cela a été le cas par exemple dans un deuxième temps aux Archives Nationales), ou alors nous avons reçu des réponses négatives (par exemple du Bundesarchiv ou du Politisches Archiv). Nous avons aussi remarqué que les archives concernant F. Mitterrand sont particulièrement verrouillées (du moins en ce qui concerne les chercheurs non encore aguerris). Nous avons pu néanmoins accéder à un fonds conséquent de documents passionnants, tant du côté français qu'allemand, qui nous ont permis pour ainsi dire d'entrer dans les « coulisses » du Geste de Verdun. Nous avons pu ensuite confronter ce fonds au témoignage de quelques acteurs de l'époque, comme Frédéric de La Mure (alors photographe du Quay d'Orsay, auteur du cliché), Daniel Groscolas (alors Directeur Général de l'OFAJ), Jean-Louis Dumont (alors Député de la Meuse) ou de spécialistes des questions mémorielles comme Serge Barcellini, ou de spécialistes de F. Mitterrand comme Georges Saunier. Leurs témoignages et leurs réflexions nous ont permis d'enrichir considérablement notre travail. Des demandes d'entretien ont été par contre été déclinées par deux des proches de l'ancien Président, que nous aurions volontiers interviewés. Nous avons donc réussi à rassembler beaucoup d'éléments, mais qui par la force des choses ne sont pas exhaustifs : il y a là tout un champ de recherches qui mériterait d'être exploré dans les années qui viennent, une fois que l'accès aux archives sera facilité... mais cependant avant que les témoins ne disparaissent.

Durant la seconde partie de nos recherches, au moment où notre sujet s'était enfin précisé, les déplacements ont ensuite été largement compliqués par la crise sanitaire. Nous avons ainsi beaucoup travaillé en ligne lorsque c'était possible. Mais tout n'était pas disponible en ligne, notamment en ce qui concerne la presse : l'année 1984 n'a pas toujours été numérisée. Là encore, il reste un champ d'investigation disponible pour de futurs travaux. La riche base de données de l'Institut François Mitterrand nous a toutefois aidée à pallier le manque, du moins du côté français.

¹⁰²⁹ *Livre de l'Ecclésiaste (Qohèlet), chapitre 1, versets 2 – 3 et 8 – 9.*

Nous avons aussi été confrontée à nos propres limites. Nous avons en effet l'ambition de réaliser un travail franco-allemand, et nous nous y sommes efforcée dans toute la mesure de nos moyens : en confrontant les sources des deux pays, en faisant appel aux travaux de recherches tant français qu'allemands. Nous avons aussi essayé d'aborder sans préjugé à la vision de « l'autre ». Mais nous avons bien conscience d'être restée pour une part un peu « française ». Tout simplement parce qu'il reste difficile d'oublier ce que nous sommes, mais aussi parce que lorsque l'on réside en France, l'accès au volet français reste quoi qu'on en dise plus facile. Que ce constat soit un vibrant plaidoyer pour toutes les équipes internationales de chercheurs. Nombre de publications dans le domaine franco-allemand sont désormais proposées par des binômes binationaux : nous aurions volontiers travaillé dans ce cadre, qui nous aurait ouvert encore d'autres perspectives. Certes, une cotutelle aurait été une excellente alternative, mais cela n'a malheureusement pas été possible.

Nous avons ainsi dû consentir progressivement à abandonner certains champs de recherche pourtant prometteurs (notamment tout ce qui concerne l'aspect sociologique de notre sujet), qui pourront être explorés lors de travaux ultérieurs. Nous avons dû enfin circonscrire notre étude au Geste de Verdun lui-même : c'est forcément un peu réducteur, mais cela n'avait à notre connaissance jamais été fait de manière aussi détaillée. Cela aura permis, nous l'espérons, de poser les bases nécessaires à de futures recherches concernant les commémorations suivantes : nous pensons notamment à celle du 6 juin 2004 à Caen, à celle du 11 novembre 2009 à l'Arc-de-Triomphe, à celle du 4 septembre 2013 à Oradour-sur-Glane, à celle du 4 août 2014 au Hartmannswillerkopf, à celle du 29 mai 2016 à Verdun, et à l'*Itinérance Mémoirelle* de novembre 2018, qui a eu tout un volet franco-allemand, de la clairière de Rethondes au Bundestag.

Nous n'allons pas à ce stade, nous lancer dans une étude comparative. Mais nous souhaitons néanmoins ouvrir quelques questionnements. Parmi toutes ces commémorations, celle qui spontanément semble le plus se rapprocher de celle de 1984, c'est celle qui a été organisée sur les mêmes lieux, trente-deux années plus tard, à l'occasion du Centenaire de la Bataille de Verdun. Inévitablement, la cérémonie du 29 mai 2016 a fait écho à celle, restée dans toutes les mémoires, de 1984. Tous les commentateurs ont été contraints d'y faire allusion, et les jours précédents, maints reportages télévisés ont montré les images de l'époque. La première partie de la journée, la cérémonie au cimetière allemand de Consenvoye, s'est d'ailleurs déroulée de manière quasiment identique à celle qu'avaient vécue François Mitterrand et Helmut Kohl... Mais alors que la Rencontre de Verdun constituait une première en 1984, puisque qu'aucun président français ne s'était jamais rendu à Consenvoye, le côté répétitif donnait à la cérémonie de 2016 un caractère de passage obligé. Ce qui en faisait, pour ainsi dire, une commémoration de la commémoration. Elle n'était plus improvisée, et répondait au contraire à un calendrier très précis : le 29 mai était aussi précisément le jour où s'étaient déroulées les cérémonies du cinquantenaire, en 1966, sous la présidence de Ch. de Gaulle. Que pouvait-on alors inventer de nouveau pour la suite de la journée, sachant qu'elle aurait lieu au même endroit, à l'Ossuaire de Douaumont ?

Mais s'agissait-il pour autant d'un *remake* ? La génération de 1984 comportait encore des Anciens Combattants, qui étaient particulièrement sensibles à ce que représentait un champ de bataille. La nouveauté est venue de l'accueil d'A. Merkel non plus seulement sur le champ

de bataille, comme son prédécesseur, mais à Verdun même. Elle s'est rendue à l'hôtel de ville, visite qui comme nous l'avons vu avait été soigneusement évitée en 1984. Jean-Louis Dumont nous d'ailleurs précisé le sens qu'il donnait à cette partie des cérémonies :

*Elle a été reçue par la Ville de Verdun. C'est la première fois qu'un chef d'Etat, un chancelier ou une chancelière en l'occurrence, venait à l'hôtel de ville de Verdun. [...] Elle a été, je pense, particulièrement bien reçue par le Maire, qui a su trouver les mots qu'il fallait, et donner en quelques minutes du sens à ce passage. Pas simplement pour signer. Bien-sûr, on signe le livre de la Paix, le livre d'or de la ville de Verdun. Mais aussi pour que les personnes qui étaient là se rendent compte qu'on vivait encore une nouvelle étape. Une autre génération.*¹⁰³⁰

Lors de la cérémonie de 1984, la mise en scène - car il s'agissait bien d'une mise en scène - mettait en effet l'accent sur l'hommage aux morts, le recueillement, le silence. Avec une sobriété voulue, et l'absence de discours qui jusqu'alors caractérisait généralement ce type de commémoration - seul un communiqué de presse commun sera transmis aux journalistes en fin de cérémonie. L'ensemble devait servir en quelque sorte d'écrin au geste posé par François Mitterrand et Helmut Kohl. Au final, ce sont les deux hommes qui ont été mis en scène et sont devenus, de fait, les acteurs principaux de cette cérémonie. En 2016, certes, l'hommage aux morts était également présent. Mais cet hommage était mis en scène par le réalisateur Volker Schlöndorff, avec au centre de la cérémonie les 3400 jeunes représentant la jeunesse des deux pays. Le résultat fut hommage volontairement bruyant (les tambours du Bronx scandent la scénographie, et évoquent sans aucun doute l'artillerie), un hommage volontairement bariolé (les t-shirts des 3400 jeunes, ostensiblement multicolores, tranchaient avec les images quasiment noir et blanc de 1984), et enfin un hommage tout en mouvement (qui contrastait avec le caractère plutôt figé des cérémonies officielles). Cette mise en scène n'a d'ailleurs pas été sans susciter de polémique - même s'il est permis de se demander si ces polémiques concernaient bien, comme elles l'affirmaient, le devoir de mémoire ... ou si elles n'étaient pas plutôt de nature politicienne. Quoi qu'il en soit, il nous semble que la cérémonie quittait ici le domaine de la commémoration proprement dite, pour entrer dans un autre univers, celui du spectacle.

Certes, le geste de 1984 appartenait déjà indéniablement au monde de l'image - celle probablement que François Mitterrand notamment voulait laisser dans les livres d'histoire. A ce moment-là, plusieurs générations, de chaque côté du Rhin, avaient encore grandi dans cette image de l'ennemi héréditaire. Il restait même encore des témoins qui avaient vécu la Première Guerre Mondiale. Cela explique en partie l'impact qu'avait pu avoir le Geste de Verdun sur ceux qui avaient personnellement vécu la division des deux pays. De surcroît, le geste choisi était universel et parlait quasiment à toutes les cultures. Cela explique pourquoi il est lui-même devenu, depuis près de quarante ans, un lieu de mémoire, une référence incontournable de l'histoire des relations franco-allemandes. Mais depuis, plus d'une génération avait passé, et même les témoins de la Seconde Guerre Mondiale s'étaient raréfiés. Il s'agissait donc moins de faire mémoire que de transmettre aux jeunes générations... et de trouver les moyens appropriés pour le faire. Comment créer des représentations, si possible authentiques, chez des jeunes qui

¹⁰³⁰ DUMONT Jean-Louis, dans l'entretien qu'il nous a accordé, *Op. Cit.*

n'avaient absolument pas grandi dans cette culture-là ? Les jeunes qui ont participé à l'évocation de V. Schlöndorff ont, sans aucun doute, vécu là une expérience qui les aura marqués. Mais il est à craindre que cette expérience ne soit tout de même éphémère, si elle n'a pas été accompagnée d'un véritable travail de mémoire et d'une réflexion historique sérieuse ¹⁰³¹. Cela amène à s'interroger sur l'impact qu'ont pu avoir les images de 2016 : peut-il être comparable à celui des images de 1984 ? Probablement pas, et pour cette raison : le geste de 1984, tout en commémorant le passé, proposait de construire un futur, et donc finalement appelait les nouvelles générations. Il est tout de même difficile de voir dans les images de 2016 autre chose qu'une mise en scène du passé. Leur caractère artistique n'empêche pas que l'évocation est restée finalement relativement close sur elle-même, et qu'elle était donc nettement moins susceptible de marquer les esprits.

Une autre différence frappante, c'est que la journée du 22 septembre 1984 était uniquement franco-allemande. En 2016, par contre, les Institutions Européennes étaient largement présentes et visibles : dans les invités (le Président du Parlement Européen Martin Schultz et le Président de la Commission Européenne Jean-Claude Juncker) et les symboles (la cérémonie s'est conclue par l'hymne européen et l'évocation chorégraphique du drapeau européen) ¹⁰³². Cette présence montre tout d'abord que le couple franco-allemand ne se confond plus, comme cela pouvait encore être le cas en 1984, avec une Europe qui compte désormais 27 pays. Peut-être est-ce aussi une nouvelle étape dans la mémoire de la Première Guerre Mondiale, qui devient moins binational pour revêtir un caractère plus européen. Nous touchons là à une évolution majeure qui différencie à notre sens les deux commémorations. En 1984, le cadre est encore exclusivement franco-allemand. En 2016, les organisateurs sont à la recherche de quelque chose de plus européen. C'est d'ailleurs, selon S. Bercellini, une des limites du message de Verdun aujourd'hui :

C'est un des grands problèmes de la sortie du centenaire. [...] La sortie du Centenaire, c'est l'assassinat de Verdun. J'adore, moi, quand je dis ça ! [...] La grande mémoire, c'est la mémoire internationale de la bataille de la Somme. C'est celle-là qui a pris le devant. Ça, c'est clair et net. Verdun est trop franco-allemand... Il faut le faire, hein ! Verdun est trop franco-allemand par rapport à une mémoire plus large qui doit être internationale, et que la Somme porte beaucoup mieux. ¹⁰³³

Alors, faut-il commémorer le Geste de Verdun ? Et les commémorations mériteraient-elles de dépasser le cadre, prestigieux certes, mais nécessairement confidentiel, du Centre Mondial de la Paix ? La question se pose, au moment où nous allons approcher du quarantième anniversaire du geste posé par F. Mitterrand et H. Kohl. Notre réponse est clairement affirmative maintenant que, du moins nous l'espérons, nous avons contribué à mieux comprendre pourquoi et comment le mythe s'est construit. Mais il ne s'agit pas de produire une

¹⁰³¹ Nous avons eu l'occasion d'échanger récemment à ce sujet avec un formateur de l'OFAJ, qui était présent aux cérémonies de 2016. Il n'a malheureusement pas souhaité être nommé cité, mais nous pouvons tout de même préciser qu'il regrettait fortement ce manque d'accompagnement pédagogique.

¹⁰³² Les images des cérémonies sont disponibles sur : <https://video-streaming.orange.fr/actu-politique/ceremonie-a-l-ossuaire-de-douaumont-CNT0000019s1hU.html>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

¹⁰³³ BARCELLINI Serge, dans l'entretien qu'il nous a accordé, *Op. Cit.*

commémoration nostalgique, à l'image de celles proposées par les médias, lorsque ces derniers nous invitent au plaisir un peu suranné de nous replonger dans les vieux « tubes » ou les vieilles émissions des années 1980.

Certes, le Geste de Verdun a bien été un « tube » des années 1980, si nous prenons ce mot dans le sens d'un « succès », repris par tous les médias, qui a marqué l'imaginaire collectif. Mais il n'a pas seulement été une formidable réussite en matière de communication. Notre étude a démontré qu'il a aussi marqué une réelle étape supplémentaire dans l'histoire des relations franco-allemandes. Surprenant tous les commentateurs de l'époque, ce long « main dans la main » n'a pas été qu'une simple répétition des gestes précédemment accomplis. Si le Traité de l'Elysée a « scellé » la réconciliation (nous conservons malgré tout cette expression, puisqu'elle traduit malgré tout l'institutionnalisation que le traité met en place), le Geste de Verdun l'a selon nous « couronnée », c'est-à-dire qu'il lui a donné les moyens de rayonner aux yeux de l'Europe et du monde. En effet, ce geste simple, mais ô combien signifiant, a manifesté une nouvelle manière de penser les relations internationales ; il a ainsi contribué à ériger la France et l'Allemagne en modèle de réconciliation, phénomène dont S. Martens donne quelques exemples :

*La coopération franco-allemande a même donné l'idée de développer des instruments pour favoriser la réconciliation entre des communautés qui se sont combattues, comme au Rwanda. Le rapprochement franco-allemand a été considéré comme un modèle pour la réconciliation polono-ukrainienne. [...] Exemple, repère, référent dans d'autres régions du monde, le cas franco-allemand est même évoqué dans le cadre des relations franco-algériennes.*¹⁰³⁴

S. Martens souligne toutefois aussi les limites de cet exercice de transposition, notamment le risque d'une idéalisation excessive des relations franco-allemandes, qui ne tiendrait plus compte ni du passé qui l'a précédée, ni des obstacles auxquelles elle est aujourd'hui encore nécessairement confrontée. C'est, nous l'avons évoqué, le principal inconvénient du fait que le Geste de Verdun se réduise la plupart du temps à un cliché – dans tous les sens du terme. Comme tous les mythes, il s'agit aussi pour une part une construction *a posteriori* qui, sans un travail de décryptage, embellit immanquablement la réalité et enferme dans une certaine nostalgie. Cependant notre travail a permis nous l'espérons de démontrer que le Geste de Verdun ne renvoyait pas uniquement pas à un temps où la solidarité allemande aurait été sans faille, à des « jours heureux » qu'il faudrait à tout prix essayer de retrouver. Les différentes crises que nous avons traversées, ainsi que les caricatures sur fond de Geste de Verdun qui les ont illustrées l'ont démontré : la réconciliation n'est pas un acquis, elle est un chantier auxquels les dirigeants doivent sans cesse travailler. Dans son dernier *Eloge de l'engagement franco-allemand* S. Martens nous avertit ainsi d'emblée :

Il n'existe pas de baguette magique pour créer un partenariat solide, la réconciliation franco-allemande n'est pas une magie, c'est une alchimie délicate dont la formule doit être transmise de génération en génération et si par malheur elle devait venir à s'égarer, l'histoire a montré que le prix à payer pour la redécouvrir est très élevé. »¹⁰³⁵

¹⁰³⁴ MARTENS Stephan, *L'urgence européenne – Eloge de l'engagement franco-allemand*, Op. Cit., p. 28.

¹⁰³⁵ *Ibid.*, p. 7.

Notre travail avait aussi pour objectif de contribuer, même si c'est bien modestement, à ce que la « formule » dont F. Mitterrand et H. Kohl avaient visiblement trouvé le secret, ne se perde pas. Alors, en quoi le geste posé il y a quarante ans par F. Mitterrand et H. Kohl a-t-il encore aujourd'hui quelque chose à nous apprendre ? Nous avons particulièrement été frappée par le fait que S. Martens poursuive son plaidoyer en faveur de « la transmission de la formule » en insistant sur la nécessité de prendre de la hauteur :

*Cette transmission est malmenée par le culte d'aujourd'hui porté à la vitesse, qui permet à peine de comprendre et de maîtriser des changements qui pourtant soulèvent des problèmes humains ou philosophiques, y compris sur le sens même de la relation franco-allemande. [...] Ainsi, loin du lyrisme de certains discours ou de la violence des déclarations germanophobes nourries de raccourcis historiques ou de stéréotypes, il faut décrypter les enjeux essentiels pour le partenariat franco-allemand, voire l'enjeu le plus important : partager l'idéal d'une communauté européenne de la paix et de la prospérité, en se basant sur les leçons de l'histoire.*¹⁰³⁶

Il rejoint ainsi F. Mitterrand était à l'époque déjà habité par la même conviction :

*« Les occasions de rencontres, les symboles aussi sont très importants pour que la mémoire historique se fixe, pour que l'imagination se détourne des façons de penser traditionnelles et dessine un nouveau paysage de ce que pourrait être l'Europe et la France et l'Allemagne dans l'Europe et par là dans le monde. »*¹⁰³⁷

La réussite du geste, c'est donc selon nous d'avoir intimement associé le commémoratif et le politique. Certes, ces deux dimensions étaient déjà présentes dans les gestes accomplis par Ch. de Gaulle et K. Adenauer : c'est bien pour cela qu'ils avaient aussi profondément marqué l'opinion publique. Mais néanmoins, la Seconde Guerre mondiale restait encore très proche, et le mémoriel restait largement en retrait, comme par exemple lors de la cérémonie de Reims. C'est le politique qui dominait : il s'agissait de construire l'Europe. En 1984, la dimension politique reste bien présente : il est impossible de dissocier le Geste de Verdun du contexte dans lequel il a été accompli. Evidemment, il s'agissait d'un geste de bonne volonté de la France vis-à-vis de l'Allemagne, afin de réaffirmer sa parfaite solidarité avec son voisin et la volonté commune de construire l'Europe et de faire face à la menace soviétique. Mais en choisissant Verdun, F. Mitterrand et H. Kohl voulaient aussi poser un geste qui soit non seulement un geste politique, mais aussi un geste mémoriel, et un geste destiné à entrer dans la postérité. Il s'agissait de mieux répondre aux défis du présent en s'appuyant sur la mémoire du passé, afin de proposer un avenir. Présent – passé – futur : nous pouvons ainsi appliquer au cliché du Geste de Verdun ce Sylvie Barnay nous dit des œuvres d'art :

L'histoire montre que les images qui continuent à nous frapper sont des images en mouvement, laissant passer le temps par la fenêtre de leur histoire. Ce sont de semblables images qui resteront sans doute aussi parce que leur futur aura déjà eu lieu au passé,

¹⁰³⁶ *Ibid.*

¹⁰³⁷ MITERRAND François, *Interview donnée à FR3 Lorraine le 21 septembre 1984, Op. Cit.*

*autrement dit au futur antérieur, temps des eux opposés du passé et du futur, conjuguées au présent dans un moment vécu d'éternité.*¹⁰³⁸

En faisant mémoire « des fils de l'Allemagne et de la France tombés pour leur pays », François Mitterrand et Helmut Kohl avaient bien conscience d'écrire une nouvelle page de l'histoire de nos deux pays, page dont le « Geste de Verdun » est devenu l'emblème.

Bien évidemment, les défis auxquels sont confrontées la France et l'Allemagne ne sont plus aujourd'hui les mêmes qu'en 1984. Quoique... La guerre en Ukraine vient de réactualiser les menaces qui existaient pendant la Guerre froide, que l'Europe croyait pourtant avoir définitivement éloignées. La question des relations avec la Russie est toujours au cœur de l'avenir du continent. Les différentes crises ont ranimé les divergences entre les pays de l'Union Européenne. La Grande-Bretagne ne bloque plus le budget, mais elle a claqué la porte, et les questions budgétaires n'en continuent pas moins à diviser les membres de l'Union. Pour surmonter les crises celle-ci devra, comme en 1984, poursuivre les réformes de ses institutions. La relation franco-allemande reste plus que jamais à consolider, alors que chacun peut être tenté à nouveau de défendre uniquement ses propres intérêts (en matière économique, mais aussi de santé ou désormais d'énergie). Bien entendu, les analogies s'arrêtent là : il s'agit pour les dirigeants non pas de reproduire le Geste de Verdun, mais bien de répondre aux défis du monde présent, ainsi que S. Martens le rappelle dans sa conclusion :

*Plus que jamais, dans une Europe à la croisée des chemins, Paris et Berlin doivent, en accord avec les autres pays membres, être capables d'audace géopolitique en relançant le projet collectif européen.*¹⁰³⁹

Les avancées considérables qu'ont représenté en 2020 l'*Initiative Franco-allemande pour la relance européenne face à la crise du coronavirus*, les récentes décisions prises par l'Allemagne en matière de livraisons d'armes à l'Ukraine et de renoncement progressif au gaz russe nous donnent bon espoir que la « formule » ne soit pas tout à fait perdue. C'est bien cette « formule » qu'avaient employée en leur temps F. Mitterrand et H Kohl, et qui les a conduits à poser le Geste de Verdun. Y aurait-il eu là un de ces moments particuliers de l'histoire, de ceux que Stefan Zweig aurait qualifié de « *Sternstunde* »¹⁰⁴⁰ ? Nous terminerons en rappelant la définition que l'écrivain a lui-même donnée de ces moments particuliers de l'histoire :

Dans ce "mystérieux atelier de Dieu", comme Goethe appelle respectueusement l'histoire, il se produit également une quantité incommensurable d'événements insignifiants et ordinaires. Ici aussi, comme partout dans l'art et dans la vie, les moments sublimes, les moments inoubliables sont rares. [...] Il faut toujours que s'écoulent des millions d'heures du monde inutiles avant qu'apparaisse une heure véritablement historique, une heure étoilée de l'humanité. [...] Lorsqu'une telle heure universelle se produit, elle devient

¹⁰³⁸ BARNAY Sylvie, *Un air de déjà vu et d'encore jamais vu, imaginer l'art de demain*, Conférence de Carême à Notre-Dame de Paris du 6 mars 2016.

Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=8KohpQ4dDbI>

Consulté le 1^{er} octobre 2022.

¹⁰³⁹ MARTENS Stephan, *L'urgence européenne – Eloge de l'engagement franco-allemand*, Op. Cit., p. 107.

¹⁰⁴⁰ Il s'agit d'un néologisme créé par S. Zweig. La traduction officielle de son essai est : « *Les très riches Heures de l'Humanité* ». Nous maintiendrons toutefois la traduction littérale « d'heure étoilée », afin de garder à l'expression toute sa force évocatrice.

*décisive pour des décennies et des siècles. [...] Ce qui autrement se déroule tranquillement, tour à tour et côte à côte, se comprime en un seul instant qui détermine tout et décide de tout ; un seul oui, un seul non, un trop tôt ou un trop tard rend cette heure irréversible pour cent générations et détermine la vie d'un individu, d'un peuple et même le cours du destin de toute l'humanité. [...] Quelques-unes de ces heures étoilées - je les ai appelées ainsi parce qu'elles brillent, lumineuses et immuables, comme des étoiles, au-dessus de la nuit de l'éphémère - j'essaie de les évoquer ici, à travers les époques et les zones les plus diverses.*¹⁰⁴¹

¹⁰⁴¹ ZWEIG Stefan, *Sternstunden der Menschheit*, Göttingen, LIWI-Verlag, 2020, p. 5.

„Auch in dieser »geheimnisvollen Werkstatt Gottes«, wie Goethe ehrfürchtig die Historie nennt, geschieht unermesslich viel Gleichgültiges und Alltägliches. Auch hier sind wie überall in der Kunst und im Leben die sublimen, die unvergesslichen Momente selten. [...] Immer müssen Millionen müßige Weltstunden verrinnen, ehe eine wahrhaft historische, eine Sternstunde der Menschheit in Erscheinung tritt. [...] Ereignet sich eine solche Weltstunde, so schafft sie Entscheidung für Jahrzehnte und Jahrhunderte. [...] Was ansonsten gemächlich nacheinander und nebeneinander abläuft, komprimiert sich in einen einzigen Augenblick, der alles bestimmt und alles entscheidet; ein einziges Ja, ein einziges Nein, ein Zufrüh oder ein Zuspät macht diese Stunde unwiderruflich für hundert Geschlechter und bestimmt das Leben eines Einzelnen, eines Volkes und sogar den Schicksalslauf der ganzen Menschheit. [...] Einige solcher Sternstunden – ich habe sie so genannt, weil sie leuchtend und unwandelbar wie Sterne die Nacht der Vergänglichkeit überglänzen – versuche ich hier aus den verschiedensten Zeiten und Zonen zu erinnern.“

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

I. Archives (classées par provenance)

1. Bundesarchiv (Archives fédérales)

- Bundesarchiv BA 136 / 29949 – 74. Rapport de Ambassadeur Hans-Jochen SCHOELLER : Stand der deutsch-französischen Beziehungen, 26 avril 1984.
- Bundesarchiv BA 136 / 29949 - 75. Rapport de Ambassadeur Hans-Jochen SCHOELLER : Stand der deutsch-französischen Beziehungen, 26 avril 1984.
- Bundesarchiv, BA 136 / 29949 – 76. Rapport de Ambassadeur Hans-Jochen SCHOELLER : Stand der deutsch-französischen Beziehungen, 26 avril 1984.
- Bundesarchiv BA 136 / 29949 – 80. Rapport de Ambassadeur Hans-Jochen SCHOELLER : Stand der deutsch-französischen Beziehungen, 26 avril 1984.
- Bundesarchiv BA 136 / 29949 - 77 à 29949 - 84. Rapport de l'ambassadeur Hans-Jochen SCHOELLER : Stand der deutsch-französischen Beziehungen, 26 avril 1984.
- Bundesarchiv BA 136 / 29949 – 78. Rapport de Ambassadeur Hans-Jochen SCHOELLER : Stand der deutsch-französischen Beziehungen, 26. April 1984.
- Bundesarchiv BA 136 / 29949 - 355. Notes préparatoires à la conférence de Rambouillet.
- Bundesarchiv BA 136 / 29950 - 40, Gesprächsthemen des Bundeskanzlers Rambouillet.
- Bundesarchiv BA 136 / 29950 – 140. Innerdeutsche Beziehungen / Gesprächsführungsvorschlag Rambouillet, 16. Mai 1984.
- Bundesarchiv BA 136 / 29950-142 : Notes préparatoires au sommet de Rambouillet, concernant les cérémonies du 6 juin.
- Bundesarchiv BA 136 / 29951-411, Protokoll der Plenarsitzung der 43. Deutsch-französischen Konsultationen am 29. Mai 1984 in Paris (verbatim de la session plénière du 29 mai 1984 / 43ème sommet franco-allemand de Paris, disponible malheureusement uniquement en allemand, même pour partie concernant François Mitterrand).
- Bundesarchiv, BA 136 / 29951-430 à 432, Pariser Presse vom 30.05.1984 zum deutsch-französischem Gipfel und zum 6. Juni 1984, revue de presse concernant le sommet de Rambouillet et le 6 juin (sans signature, peut-être de l'ambassadeur Franz-Jochen SCHOELLER ?).
- Bundesarchiv BA 136 / 29951 - 452. Revue de presse de l'ambassadeur de la RFA à Londres, Rüdiger von Wechmar (1983-1988), en date du 30 mai 1984.
- Bundesarchiv BA 136 / 30067 - 157. Réponse officielle du Chancelier à l'invitation du président Français.
- Bundesarchiv BA 136 / 30067 - 122. Note sur l'organisation des trois cérémonies.
- Bundesarchiv BA 136 / 30067 - 173 à 178. Questions en suspens.
- Bundesarchiv BA 136 / 30067 - 214. Polémique du 6 juin 1984.
- Bundesarchiv BA 136 / 30067 - 278. Note sur Esnes-en-Argonne.
- Bundesarchiv BA 136 / 30067 - 309. Demande de renseignements remplie au stylo (par Walter Neuer, chef de cabinet du Chancelier ?).
- Bundesarchiv BA 136 / 30067 - 331 à 333. Revue de presse de l'ambassade de R. F. A. en France.

- Bundesarchiv BA 136 / 30067 - 334. Lettre d'Annelise POPPINGA, au Président de la République Française François Mitterrand en date du 24 septembre 1984.
- Bundesarchiv BA 136 / 30067 - 536 à 537. Texte de la plaque et lettre de remerciement au Président du VDK en date du 12 février 1985 (expéditeur inconnu).
- Bundesarchiv BA 136 / 30068 – 17. Lettre de Karl WEISHÄUPL (Président du VdK), au Chancelier Helmut KOHL, en date du 11 mai 1984.
- Bundesarchiv BA 136 / 30068 – 18. Lettre de Karl WEISHÄUPL, président du VDK, à René PEYRE, président de l'UFAC, en date du 11 mai 1984.
- Bundesarchiv BA 136 / 30068 – 22. Lettre de Karl WEISHÄUPL, Président du Comité Allemand pour la Coopération Européenne des Soldats et Victimes de guerre, au Chancelier Helmut KOHL, en date du 6 juin 1984.
- Bundesarchiv BA 136 / 30068 – 33. Lettre d'Heino GÄFGEN (ancien combattant Allemand de Verdun) au Chancelier Helmut KOHL, en date du 30 mai 1984, afin de solliciter une invitation aux cérémonies.

2. Politisches Archiv (Ministère des Affaires Etrangères allemand)

- Politisches Archiv, Zwischenarchiv 140630. Revue de presse de l'ambassade de R. F. A. en France.
- Politisches Archiv, Zwischenarchiv 140630. Projet d'intervention dans les médias.
- Politisches Archiv, Zwischenarchiv 140630, „Gedenkfeier in Verdun am 22. September 1984 / Stimme und Kommentare danach“, Revue de presse du 25 septembre 1984.
- Politisches Archiv, Zwischenarchiv 140667, 25. Mai 1984 / Rede Mitterrands vor dem EP in Straßburg am 24. 5. 1984 / erste, vorläufige Bewertung.
- Politisches Archiv / Zwischenarchiv 140667. Sommaire du dossier préparatoire au Sommet de Fontainebleau.
- Politisches Archiv / Zwischenarchiv 140668. 44. *Deutsch-französische Konsultationen der Staats- bzw. Regierungschefs in Bad Kreuznach am 29. 30. Oktober 1984. Gesamt-Gesprächsführungs-Vorschlag für den Herrn Bundeskanzler.*
- Politisches Archiv / Zwischenarchiv 140668. KOHL Helmut, Projet de toast pour le sommet de Bad-Kreuznach.
- Politisches Archiv / Zwischenarchiv 140668, KOHL Helmut, Projet de discours pour le dîner du 29 octobre 1984 (Sommet de Bad Kreuznach).

3. Archives Diplomatiques (Ministère des Affaires Etrangères français)

- Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4910. Schéma de déroulement de la cérémonie du 22 septembre 1984, établi par l'Etat-Major particulier de la Présidence de la République, en date du 19 septembre 1984.
- Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4910. Programme.
- Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4910. Appellation officielle de la cérémonie.
- Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4911. FROMENT-MEURISSE Henri, *Entretien avec le Chancelier Schmidt*, 18 février 1982.

- Archives Diplomatiques 1930 INVA 4912. CHASSARD Dominique (Sous-Directeur Europe centrale), note manuscrite sur le groupe de travail franco-allemand sur l'URSS et les pays de l'Est ;
- Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4912, Compte-rendu du Groupe de travail franco-allemand sur l'URSS et les pays de l'Est du 16 juillet 1982.
- Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4912, Groupe de travail franco-allemand sur les pays de l'Est, actualisation du rapport de 1982, Bonn, janvier 1984.
- Archives diplomatiques, 1930 INVA 4912, Compte-rendu du groupe de travail franco-allemand sur l'URSS et les pays de l'Est du 4 décembre 1984.
- Archives Diplomatiques, 1930 INVA 4913, « Réactions de la presse aux consultations franco-allemandes », Revue de presse rédigée par Jacques Morizet, ambassadeur de France en RFA.
- Archives diplomatiques, 1930 INVA 4915. Revue de presse de l'Ambassade de France à Bonn.
- Archives diplomatiques, 1930 INVA 4915. Revue de presse de l'ambassadeur de France au Royaume-Uni, Emmanuel De MARGERIE.

4. Archives Nationales (Fonds François Mitterrand, obtenues par dérogation)

- Archives Nationales, dossier AG / 5(4) / CD / 185. (Archives Présidence F. Mitterrand). Note de H. Védrine sur la coopération franco-allemande.
- Archives Nationales, dossier AG / 5(4) / 10121. (Archives Présidence F. Mitterrand). Premier projet de S. Barcellini.
- Archives Nationales, dossier AG / 5(4) / 10121. (Archives Présidence F. Mitterrand). Note de J. Glavany à J. L. Bianco sur l'état d'impréparation des cérémonies.
- Archives Nationales, dossier AG / 5(4) / CD / 163. (Archives Présidence F. Mitterrand). Choix des invités.
- Archives Nationales, dossier AG / 5(4) / CD / 163. (Archives Présidence F. Mitterrand). Invitation officielle à H. Kohl.
- Archives Nationales, dossier AG / 5(4) / 6523. (Archives Présidence F. Mitterrand). Programme des cérémonies.
- Archives Nationales, dossier AG / 5(4) / 6527. (Archives Présidence F. Mitterrand). Projet de communiqué de presse.
- Archives Nationales, dossier AG / 5(4) / 13101. (Archives Présidence F. Mitterrand). Appellation officielle de la cérémonie.
- Archives Nationales, dossier AG / 5(4) / 10121. (Archives Présidence F. Mitterrand). Positionnement de la presse.
- Archives Nationales, dossier AG / 5(4) / 13101. (Archives Présidence F. Mitterrand). Liste des membres la délégation française.
- Archives Nationales, dossier AG / 5(4) / 573. (Archives Présidence F. Mitterrand). Cadeaux officiels 22 septembre 1984.
- Archives Nationales, dossier AG / 5(4) / 10121. (Archives Présidence F. Mitterrand). Remerciements association « Pétain-Verdun ».

- Archives Nationales, dossier AG / 5(4) / CD / 163. (Archives Présidence F. Mitterrand). Lettre de Mme A. Poppinga (envoi des roses).

5. Archives municipales de la ville de Coblenz (Dossier « Vogel Greif »)

- Convention passée entre le Musée de l'Armée (Paris) et la Ville de Coblenz
- Lettre d'Ewald THUL (Président du Tribunal de Grande Instance de Coblenz) à Willi HÖRTER (Maire de Coblenz) en date du 29 décembre 1974
- Lettre de Willi HÖRTER (Maire de Coblenz) à Friedhelm JANSEN en date du 23 avril 1975.
- Lettre de Heinz SCHWARZ (député de la CDU au Bundestag) à Willi HÖRTER, en date du 28 juillet 1983.
- Lettre de remerciements du Maire à Helmut Kohl en date 29 avril 1985.
- BURGER Peter, „Wat dat all kost!“, in *Rhein- Zeitung*, 31. Oktober 1984.
- Auteur non mentionné, „Bewiesen: ‚Vogel Grief‘ hatte nur lahme Flügel“, in *Rhein-Zeitung*, 14. November 1984.

II. Entretiens (Sources non publiées)

- Entretien avec **M. Serge BARCELLINI**, à l'époque Chargé de Mission auprès du Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants (M. Jean LAURAIN). Par « Zoom », le vendredi 7 mai 2021. Durée : 1h08.
- Entretien avec **M. Frédéric DE LA MURE**, à l'époque Photographe officiel du Quai d'Orsay. Par « Zoom », le vendredi 14 mai 2021. Durée : 54'08.
- Entretien avec **M. Georges SAUNIER**, historien des Relations Internationales, Chargé de Mission à l'Institut François Mitterrand (2003-2018). Par « Zoom », le 15 avril 2021.
- Entretien avec **M. Daniel GROSCOLAS**, à l'époque Directeur Général de l'OFAJ. Par téléphone, le 25 mars 2021. Durée : 1h08.
- Transcription de l'entretien avec **M. Jean-Louis DUMONT**, à l'époque Député de la Meuse (1981-1993 / 1997-2017) puis Maire de Verdun (1989-1995). Par téléphone, le 26 avril 2021. Durée : 1h02.

III. Relations franco-allemandes

1. Ouvrages scientifiques

- CALLA Cécile et DEMESMAY Claire, *Que reste-t-il du couple franco-allemand ?*, Paris, La documentation française, 2013.
- DEFRANCE Corine / PFEIL Ulrich, *Entre guerre froide et intégration européenne ; Reconstruction et rapprochement*, (Histoire franco-allemande en 11 volumes / volume 10), Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2012.

- DEFRANCE Corine / PFEIL Ulrich, *La France, l'Allemagne et le traité de l'Elysée*, Paris, CNRS Editions, 2012.
- GROË Rolf, *Du royaume franc aux origines de la France et de l'Allemagne*, (Histoire franco-allemande en 11 volumes / volume 1), Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2014.
- GROSSER Alfred, *Le Crime et le mémoire*, Flammarion, Paris 1991.
- GROSSER Alfred et MIARD-DELACROIX Hélène, *Allemagne – Un exposé pour comprendre, un essai pour réfléchir*, Paris, Flammarion, 1994.
- GROSSER Alfred, *L'Allemagne de Berlin, différente et semblable*, Paris, Alvik, 2002.
- GROSSER Alfred, *La France, semblable et différente*, Paris, Alvik, 2005.
- KRAPOTH Stéphanie, ASTANGUL-RALLO Claire (  d.), *Les Relations franco-allemandes en perspective. Sources, méthodes et temporalités pour une approche des représentations depuis 1870*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2016.
- MARCOWITZ Reiner et MIARD-DELACROIX Hélène (Dir.), *50 ans de relations franco-allemandes*, Paris, Nouveau Monde Editions, 2012.
- MARTENS Stephan, *L'urgence européenne – Eloge de l'engagement franco-allemand*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2021.
- MIARD-DELACROIX Hélène, *Partenaires de choix ? Le chancelier Helmut Schmidt et la France, 1974-1982*, Berne, Peter Lang, 1993.
- MIARD-DELACROIX Hélène, *Le Défi Européen de 1963 à nos jours*, (Histoire franco-allemande / volume 11), Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaire du Septentrion, 2011.
- MIARD-DELACROIX Hélène / WIRSCHING Andreas, *Von Erbfeinden zu guten Nachbarn – Ein deutsch-französischer Dialog*, Stuttgart, Reclam, 2019.
- WEIß Petra, „Der Vogel Greif zwischen Deutschland und Frankreich“, in *Neue Forschungen zur Festung Koblenz und Ehrenbreitstein Bd. 2*, Regensburg, Schnell und Steiner, 2006

2. Chapitres d'ouvrages / Articles scientifiques

- ASHOLT Wolfgang, «   ditorial. Les relations franco-allemandes : entre passion et crépuscule », in *Allemagne d'aujourd'hui*, 2013/3 (N   205), pp. 3-6.
- ASTANGUL Claire, « De la haine héréditaire à l'amitié indéfectible », in *Revue historique des armées*, 256 | 2009, pp. 3-13.
- BOZO Frédéric, « La France face à l'unification allemande », in CAHN Jean-Paul et PFEIL Ulrich (Ed.), *Allemagne 1974-1990 – de l'Ostpolitik à l'unification*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2009, pp. 285-301.
- DEFRANCE **Corine**, « Comment repenser et renouer les relations franco-allemandes après Dachau ? », in *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, N  48-2/2016, pp. 453-471.
- GROË Rolf, « Est-il français ou allemand ? », in *L'Histoire*, 2014/12 (né 406), pp. 64-68.
- KAELBLE Hartmut, « Allemagne-France : convergences et divergences », in *Le couple franco-allemand en Europe*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 1993, pp. 132-140.
- GUEROT Ulrike, « Noces d'or franco-allemandes : le couple est-il fini ? », *Politique   trang  re*, 2012/4 (Hiver), pp. 755-768.

- GUIEU Jean-Michel, « Le rapprochement franco-allemand dans les années 1920 : esquisse d'une véritable réconciliation ou entente illusoire ? », in *Les Cahiers Sirice*, 2016/1 (N° 15), pp. 25-40.
- LAPPENKÜPER Ulrich, „Die Entwicklung der deutsch-französischen Beziehungen in den 1980er und 1990er Jahren“, in *Historisch-Politische Mitteilungen* 20 (2013), pp. 247-264.
- LAPPENKÜPER Ulrich, VAILLANT Jérôme, « Une communauté de destin en des temps turbulents : les relations franco-allemandes de 1982 à 1990 », in *Allemagne d'aujourd'hui*, 2016/1 (N° 215), pp. 173-194.
- LELLOUCHE Pierre, « France-Allemagne : le double déni », in *Politique étrangère*, 2012/4 (Hiver), pp. 739-754.
- MANFRASS-SIRJACQUES Françoise, « La coopération militaire depuis 1963 », in *Le couple franco-allemand en Europe*, MENUQUIER Henri (Dir.), Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 1993, pp. 87-98.
- MARTENS Stephan, « La civilisation allemande dans les études germaniques en France : ingénierie et atouts », in *Visions franco-allemandes*, N°8 / juillet 2006.
- MÉNUQUIER Henri, « La France et le problème allemand », in *Revue Française De Science Politique*, vol. 37, N°. 3, 1987, pp. 358-370.
- MIARD-DELACROIX Hélène, « Les apports du traité de 1963 », *Allemagne d'aujourd'hui*, 2018/4 (N° 226), pp. 8-18.
- MIARD-DELACROIX Hélène, « Entre agacement, inquiétude et compréhension : les dirigeants français et l'unification allemande », in MARCOWITZ Rainer (Dir.), *Ein 'neues' Deutschland? Eine deutsch-französische Bilanz 20 Jahre nach der Vereinigung*, München, Oldenbourg-Verlag, 2010, pp. 62-80.
- MIARD-DELACROIX Hélène, « La France, l'Allemagne et le récit européen : (re)constructions et réalités », in *Revue internationale et stratégique*, 2022/3 (N° 127), pp. 51-63.
- OSMONT Matthieu, « De nouvelles relations ? L'ouverture de l'ambassade de France à Bonn en 1955 », in *Relations internationales*, 2007/1 (n° 129), pp. 67-83
- PRAT Olivier, « 'La Paix par la jeunesse'. Marc Sangnier et la réconciliation franco-allemande, 1921-1939 », in *Histoire@Politique* [Online], 2010/1 - n° 10.
Disponible sur :
<http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=10&rub=dossier&item=100>
- PUHL Detlef, « Un dialogue franco-allemand sur l'arme nucléaire peut-il aboutir ? », in *Allemagne d'aujourd'hui*, 2021/1 (N° 235), pp. 90-102.
- ROSOUX Valérie, « La réconciliation franco-allemande : crédibilité et exemplarité d'un 'couple à toute épreuve' ? », in *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 100 | 2007, pp. 23-36.
- SCHILD Joachim, « Les relations franco-allemandes dans une Europe élargie : la fin d'une époque ? », *Revue internationale et stratégique*, 2002/4 (n° 48), pp. 31-42.
- SCHOENBORN Benedikt, « Les réticences du chancelier Erhard à l'égard de la France (1963-1966) », in *Relations internationales*, 2006/2 (n° 126), pp. 3-13.
- SCHOTTERS Frederike, « Développer une identité européenne propre. La coopération franco-allemande en matière de sécurité et de défense européenne (années 1980) », in *Relations internationales*, 2020/4 (n° 184), pp. 25-37.

- SOUTOU Georges-Henri, « L'émergence du couple franco-allemand : un mariage de raison », *Politique étrangère*, 2012/4 (Hiver), pp. 727-738.
- STARK Hans, « Paris-Berlin : relation solide, rapports asymétriques, politiques antinomiques », in *Politique étrangère*, 2012/4 (Hiver), pp. 769-781.
- STARK Hans, VAILLANT Jérôme, « Éditorial. Des difficultés franco-allemandes », in *Allemagne d'aujourd'hui*, 2018/4 (N° 226), pp. 3-5.
- STARK Hans, « Le tandem franco-allemand est-il un mythe ? », dans : Bertrand Badie éd., *La France, une puissance contrariée. L'état du monde 2022*, Paris, La Découverte, 2021, pp. 182-188.
- VAILLANT Jérôme, « La coopération franco-allemande à l'épreuve du traité de l'Élysée. Retour sur quarante ans d'attentes, de déceptions et de succès », in *Revue internationale et stratégique*, 2002/4 (n° 48), pp. 23-30.
- VAILLANT Jérôme, « Déconcertante Angela ? Imprévisible François ? », in *Allemagne d'aujourd'hui*, 2013/2 (N° 204), pp. 3-6.

3. Presse : Articles / Tribunes / Lettres ouvertes... (ordre chronologique)

- « L'escapade sylvestre de Mitterrand et Kohl à Dabo » (19 juillet 1983).
Disponible sur :
<https://www.republicain-lorrain.fr/actualite/2014/09/21/miterrand-et-kohl-a-dabo-le-rendez-vous-qui-garde-son-mystere>
- Auteur non mentionné, « Bonn und Paris demonstrieren Einvernehmen rundum », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 30. Mai 1984.
- Auteur non mentionné, « Plus de Rhin ? », in *Le Monde*, 31 mai 1984.
- BRIGOULEIX Bernard, « La fin du sommet franco-allemand de Rambouillet », in *Le Monde*, 31 mai 1984.
- PORTE Guy, « Au fort de Brégançon, les entretiens Kohl-Mitterrand ne paraissent pas avoir débouché sur des résultats tangibles », in *Le Monde*, 27 août 1985.
- Auteur non mentionné, « La rencontre Kohl-Mitterrand en Forêt-Noire Un " non-candidat " au coeur de l'Europe », in *Le Monde*, 16 mars 1988.
- GROSSER Alfred, « Deux siècles de haine et de passion », in *L'express*, 2 janvier 2003.
- JAMET Constance, « Les grandes étapes de la réconciliation franco-allemande », in *Le Figaro*, 10 novembre 2009.
- THEARD Yves, *L'Europe de la Merkozy !*, in *Le Figaro*, 4 novembre 2011.
- COHN-BENDIT Daniel et JOLY Eva, « Le traité Merkozy, ou l'impasse européenne », in *Libération*, 8 décembre 2011.
- Auteur non mentionné, « Hollande et Merkel célèbrent à Reims cinquante ans d'amitié franco-allemande », in *Le Monde*, 8 juillet 2012.
- Auteur non mentionné, „Ludwigsburg feiert De Gaulle -Rede“, in *Die Welt*, 23. September 2012.
- Brochure parue à l'occasion de l'exposition *L'Allemagne et la France, un demi-siècle d'amitié et de coopération*, présentée par le Centre d'information et de Documentation de l'Ambassade d'Allemagne à Paris (CIDAL) à l'occasion du 50e anniversaire du traité de l'Élysée.

Disponible sur :

https://allemagneenfrance.diplo.de/blob/1409712/e78c85a059eaa6404d3d99dd6367e4f9/5_0ans-elysee-datei-data.pdf

- Dossier présenté du site de l'UPR (Union Populaire républicaine, parti fondé par François Asselineau) : *Les 50 ans de mystification du Traité franco-allemand de l'Élysée*, publié le 20 janvier 2013.

Disponible sur : <https://www.upr.fr/dossiers-de-fond/le-mythe-du-couple-franco-allemand-traite-elysee/>

- MARTIN-GENIER Patrick « Le couple franco-allemand à l'épreuve du temps », in *Le Monde*, 21 janvier 2013.
- GRAFF Martin, « Je t'aime moi non-plus », in *Die Zeit*, 16. Januar 2003.
- DESJARDIN Thierry, *Non, l'amitié franco-allemande n'existe pas plus que l'Europe*, publié sur son blog le 03 août 2014.

Disponible sur : <http://www.thierry-desjardins.fr/2014/08/non-lamitie-franco-allemande-nexiste-pas-plus-que-leurope>

- STRAUSS-KAHN Dominique, « To my German friends ; An meine deutschen Freunde ; A mes amis allemands », *Lettre ouverte sur Twitter*, 18 juillet 2015.

Texte disponible sur : https://www.lemonde.fr/economie/article/2015/07/18/a-mes-amis-allemands-le-texte-de-dsk-qui-fustige-les-conditions-de-l-accord-avec-la-grece_4688728_3234.html

- BERROD Nicolas et TESORIERE Ronan, « Perte de souveraineté, vente de l'Alsace-Lorraine : ce « Traité d'Aix-la-Chapelle » qui nourrit les fantasmes », in *Le Parisien*, 21 janvier 2019.
- MAZUIR Valérie et BEYEKLIAN Elisabeth, « Les temps forts de la réconciliation franco-allemande en images », in *Les Echos*, 17 septembre 2021.

4. *Varia*

- HUGO Victor, *Le Rhin, lettres à un ami – tome III*, Hetzel, Paris, 1942.

- Biographie de Marc Sangnier proposée par Olivier PRAT.

Disponible sur : <http://www.marc-sangnier.com/biographie.html>

- FRANZ Stock, *Franz Stock, Wegbereiter der Versöhnung. Tagebücher und Schriften*, Herder, Freiburg im Breisgau, 2017 (édition allemande) / *Journal de Guerre. Écrits inédits de l'aumônier du Mont-Valérien*, Paris, Éditions du Cerf, 2017 (édition française). Edition établie sous la direction de GUEREND Jean-Pierre, introduction d'Étienne FRANCOIS.

- *Déclaration Schuman du 9 mai 1950 pour la création de la CECA*.

Disponible sur : https://european-union.europa.eu/principles-countries-history/history-eu/1945-59/schuman-declaration-may-1950_fr

- Site du BILD :

<http://www.bild-documents.org/index.php/component/content/article/18-presentation/41-origine-sejours-linguistiques>

- Texte du Traité de l'Élysée.

Disponible sur : <https://www.france-allemande.fr/Traite-de-l-Elysee-22-janvier-1963.html>

- FUBINGER Lars, *Der Wandel der Bedeutung der Kanone ‚Vogel Greif‘ im Rahmen des deutsch-französischen Verhältnisses*, Mémoire en Histoire non publié, 2006, pp. 8 et 10, disponible aux Archives Municipales de Coblenz, dossier „Vogel Greif“.
- Discours de présentation prononcé le 10 décembre 2012 par Thorbjørn JAGLAND lors de la remise du Prix Nobel de la Paix 2012 décerné à l’Union Européenne.
Disponible sur :
<https://www.nobelprize.org/prizes/peace/2012/ceremony-speech/>
- Brochure parue à l’occasion de l’exposition *L’Allemagne et la France, un demi-siècle d’amitié et de coopération*, présentée par le Centre d’information et de Documentation de l’Ambassade d’Allemagne à Paris (CIDAL) à l’occasion du 50e anniversaire du traité de l’Élysée, p. 4.
Disponible sur :
https://allemagneenfrance.diplo.de/blob/1409712/e78c85a059eaa6404d3d99dd6367e4f9/5_0ans-elysee-datei-data.pdf
- Dossier sur les cinquante ans du Traité de l’Elysée présenté par le site de l’UPR (Union Populaire républicaine, parti fondé par François Asselineau) : *Les 50 ans de mystification du Traité franco-allemand de l’Elysée*, publié le 20 janvier 2013.
Disponible sur : <https://www.upr.fr/dossiers-de-fond/le-mythe-du-couple-franco-allemand-traite-elysee/>

IV. Contexte historique : France, Allemagne, Europe, Relations internationales

1. Ouvrages scientifiques

- CAHN Jean-Paul et PFEIL Ulrich (Ed.), *Allemagne 1974-1990 – de l’Ostpolitik à l’unification*, Villeneuve-d’Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2009.
- GERBET Pierre, *La construction de l’Europe*, Armand Colin, Paris, 2007.
- VAÏSSE Maurice, « Un chaos multipolaire », in *Les Relations Internationales depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 2021.
- WINKLER Heinrich-August, *Der lange Weg nach Westen - Deutsche Geschichte Band 2 - Vom ‘Dritten Reich’ bis zur Wiedervereinigung*, München, C.H. Beck, 2000.

2. Chapitres d’ouvrages / Articles scientifiques

- BACH H.-U., BRINKMANN Ch., KOHLER H., KOLLER M., KRIDDE H., REYHER L., SPITZNAGEL E., „Der Arbeitsmarkt in der Bundesrepublik Deutschland in den Jahren 1983 und 1984 – insgesamt und regional“, in *Mitteilungen aus der Arbeitsmarkt- und Berufsforschung*, 4/1983, pp. 325-344.
- BOSSUAT Gérard, « Chapitre 7 - Les grandes espérances au tournant du siècle », in *La France et la construction de l’unité européenne - De 1919 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2012, pp. 173-204.

- DEMESMAY Claire, « 'L'armée allemande est en retrait.' », in DEMESMAY Claire (Dir.), *Idées reçues sur l'Allemagne. Un modèle en question*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2018, pp. 177-184.
- FEIERTAG Olivier, « La France, le dollar et l'Europe (1981-1989). Aux origines globales de l'euro », *Histoire@Politique*, 2013/1 (n° 19), pp. 128-142.
- FRIEDRICH Wolfgang-Uwe. „'Wir Sind Ein Volk' Die Deutschen Und Die Deutsche Einheit, 1945-1990“ in *German Studies Review*, vol. 15, 1992, pp. 131-163.
- GASSERT Philipp, « La bataille pour la paix : résistance contre la double décision de l'OTAN et politique étrangère ouest-allemande », *Allemagne d'aujourd'hui*, 2016/1 (N°215), pp. 162-172.
- LE RIDER Jacques, « Après l'unification : retour à la normalité de la nation allemande ? », in *Le Débat*, 1991/1 n° 63, pp. 117-134.
- MARTENS Stephan, « L'Allemagne n'est plus américaine », in *Outre-Terre*, 2003/N° 5, pp. 175-190.
- MIARD-DELACROIX Hélène et WIRSCHING Andreas, « Devenir visible au-delà de l'Alliance. Helmut Kohl et « l'intérêt national » dans la politique étrangère de la République fédérale d'Allemagne (années 1980 et 1990) », in *Relations internationales*, vol. 184, no. 4, 2020, pp. 9-23.
- ORSENNA Erik, « Le choix de François Mitterrand », *Le Débat*, 2013/2 (n° 174), pp. 4-9.
- PARISI Ilaria, « L'indépendance européenne en question : la France et la crise des euromissiles (1977-1987) », in *Relations internationales*, 2019/2 (n° 178), pp. 57-71.
- PUHL Detlef, « Allemagne : dissuasion nucléaire... quelle dissuasion ? », in *Les Champs de Mars*, 2013/1 (N° 25), pp. 125-128.
- SAUNIER Georges, « La politique de la gauche et le tournant de 1983 », 6 juin 2016. Disponible sur : <https://www.jean-jaures.org/publication/la-politique-economique-de-la-gauche-et-le-tournant-de-1983/>
- SOUTOU George-Henri, « L'Armée européenne : une gageure historique et structurelle », in *Revue Défense Nationale*, 2019/4 (N° 819), pp. 15-21.
- STARK Hans, « De Bonn à Berlin. D'une politique étrangère à l'autre ? », in *Politique étrangère*, n°3 - 1999, pp. 519-532.
- STARK Hans, « La politique d'intégration européenne comme élément de la stratégie d'ancrage à l'Ouest de la République Fédérale 1982-1989 », *Allemagne d'aujourd'hui*, 2016/1 (N° 215), pp. 194-204.
- YOST David, « La coopération franco-allemande en matière de défense », in *Politique étrangère 1988 / 53-4*, pp. 841-854.

3. Presse (ordre chronologique)

- DUHAMEL Alain, « La fin du romantisme », in *Le Monde*, 26 juin 1982.
- Auteur non mentionné, « Mme Veil : l'Europe à deux vitesses serait une solution beaucoup trop facile », in *Le Monde*, 24 mars 1984.
- Auteur non mentionné, « Andreotti 'Non riunire le Germanie' », in *La Repubblica*, 14 Septembre 1984.

- Auteur non mentionné, « Paris réaffirme le droit du peuple allemand de ‘réaliser pacifiquement son unité par une libre détermination », in *Le Monde*, 21 septembre 1984.
- Auteur non mentionné, « RFA / Manifestations pacifistes d’automne », in *L’Humanité*, 24 septembre 1984.
- JARREAU Patrick, « Le PCF et la CGT se mobilisent pour la paix : Entretenir la flamme », in *Le Monde*, 29 octobre 1984.
- Auteur non-mentionné, « Les réactions au licenciement de Michel Polac Conflit privé ou affaire politique ? », in *Le Monde*, 25 septembre 1987.
- FISCHER Joschka, „Das große Desaster“, in *Spiegel Geschichte* N°4 / 2015.
- SNEGAROFF Thomas, « Quand les agriculteurs manifestaient contre les quotas laitiers (1984) », in *Francetvinfo.fr*, 30 mars 2015.
Disponible sur : https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/histoires-d-info/quand-les-agriculteurs-manifestaient-contre-les-quotas-laitiers-1984_1774893.html
- POTTIER Jean-Marie, « Mais au fait, elle vient d’où cette image des ‘chars russes place de la Concorde’ ? », in *slate.fr*, 13 avril 2017.
Disponible sur : <http://www.slate.fr/story/143585/chars-russes-concorde>

4. *Varia*

- Préambule de la Loi Fondamentale (version de 1949). Disponible sur : <http://documentarchiv.de/>
- REAGAN Ronald, discours à Orlando le 8 mars 1983 devant *l’Association Nationale des Evangéliques*
Disponible sur : <http://voicesofdemocracy.umd.edu/reagan-evil-empire-speech-text/>
- *Tableaux de l’Economie Française 1983*, p. 88.
Disponible sur : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6480851f/f90.item>
- SASSIER Philippe, journal de 20h d’Antenne 2 du 25 juin 1984 (Sommet européen de Fontainebleau).
Disponible sur : <https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000001383/les-sommets-europeens-de-stuttgart-a-fontainebleau-juin-1983-juin-1984.html>

V. Geste de Verdun

1. Chapitres d’ouvrages / Articles scientifiques

- SAUNIER Georges, « Verdun : le geste Mitterrand-Kohl », in *La Lettre* N°49 de l’Institut François Mitterrand.
- Disponible sur : <https://www.mitterrand.org/category/la-lettre/la-lettre-n49>

2. Presse française (par ordre chronologique)

- Auteur non mentionné, « Sur les lieux de la plus formidable des empoignades : Mitterrand-Kohl à Verdun pour une ‘première’ historique », in *L’Est Républicain*, 31 mai 1984.

- Auteur non mentionné, « Mitterrand-Kohl à Douaumont, mais pas à Verdun : déception dans la Meuse du Nord », in *Le Républicain Lorrain*, 16 septembre 1984.
- ROVAN Joseph, « Au-delà de Verdun » in *Le Monde*, 21 septembre 1984.
- de KERGORLAY Henri, « Mitterrand-Kohl à Verdun : une improvisation inutile ? », in *Le Figaro*, 22 septembre 1984.
- KOPNICKI Guy, « La guerre est finie », in *Le Quotidien de Paris*, 22 septembre 1984.
- LAPREVOTE Charles, « L'Europe en pèlerinage », in *L'Est Républicain*, 22 septembre 1984.
- RAVERY Jean-Pierre, « Mitterrand reçoit Kohl à Verdun », in *L'Humanité*, 22 septembre 1984.
- Auteur non-mentionné, « Verdun : commémoration Mitterrand-Kohl », in *Le matin*, 22 septembre 1984.
- Auteur non mentionné, « Invitation 'historique' de Mitterrand / Les Allemands heureux du Geste de Verdun », in *L'Est Républicain*, 22 septembre 1984.
- Auteur non mentionné, « Kohl à Verdun, une 'première' pour l'axe Paris-Bonn », in *L'Est Républicain*, 22 septembre 1984.
- ROSEZWEIG Luc, « Quatre heures pour la réconciliation », in *Libération*, 22-23 septembre 1984.
- ANTOINE Robert, « Mitterrand-Kohl : l'Europe grandie », in *L'Est Républicain*, 23 septembre 1984.
- FENEON Gérard, « Larme de Kohl » in *Le Républicain Lorrain*, 23 septembre 1984.
- FENEON Gérard, « Le pèlerinage de la paix / Mitterrand – Kohl : appel silencieux aux vivants », in *Le Républicain Lorrain*, 23 septembre 1984.
- FLEAUX Didier, « Pèlerinage à la côte 304 », in *L'Est Républicain*, 23 septembre 1984.
- KOCHERT Francis, « Kamerad, Kamerad, tous - Ici la réconciliation a des allures de promesse », in *Le Républicain Lorrain*, 23 septembre 1984.
- LAPREVOTE Charles, « A Consenvoye : 'J'avais un camarade' », in *L'Est Républicain*, 23 septembre 1984.
- Auteur non mentionné, « Devant 3 000 écoliers français – La rencontre de Douaumont : une grande leçon d'histoire », in *L'Est Républicain*, 23 septembre 1984.
- Auteur non mentionné, « L'acte de foi de Mitterrand et Kohl – Verdun les pèlerins de la réconciliation », in *L'Est Républicain*, 23 septembre 1984.
- Auteur non mentionné, « Mitterrand – Kohl : Main dans la main à Douaumont », in *Le Républicain Lorrain*, 23 septembre 1984.
- Auteur non mentionné, « Un Allemand seul survivant de son régiment : 'des lieux qui restent cruels' », in *L'Est Républicain*, 23 septembre 1984.
- FRAPPAT Bruno, « Fratrie », in *Le Monde*, 24 septembre 1984.
- Auteur non mentionné, « France-Allemagne : la paix de Verdun », in *Le Quotidien de Paris*, 24 septembre 1984.
- PIANTANIDA Nicole, « Verdun : la main dans la main », in *Le Matin*, 24 septembre 1984.
- RAVERY Jean-Pierre, « Mitterrand - Kohl : main dans la main », in *L'Humanité*, 24 septembre 1984.
- ROSENZWEIG Luc, « Kamerad ! Mitterrand-Kohl à Verdun ou la paix des familles », in *Libération*, 24 septembre 1984.

- JAMET Dominique, « Ils sont passés », in *Le quotidien de Paris*, 24 septembre 1984.
- JAMET Dominique, « France-Allemagne : la paix de Verdun », in *Le Quotidien de Paris*, 24 septembre 1984.
- Auteur non mentionné, « MM. Mitterrand et Kohl à Verdun », in *Le Monde*, 24 septembre 1984.
- Auteur non mentionné, « Le symbole de Verdun » in *Le Monde*, 25 septembre 1984.
- LHOMEAU Jean-Yves, « L'Europe est notre patrie commune », in *Le Monde*, 25 septembre 1984.
- SARRAUTE Claude, « Nos vieilles batailles », in *Le Monde*, 29 septembre 1984.
- COHEN-BACRI Sarah-Lou, « L'Institut Mitterrand voit rouge avec Pink TV », in *20 Minutes*, 29 octobre 2004.
Disponible sur : <https://www.20minutes.fr/television/38595-20041029-television-l-institut-mitterrand-voit-rouge-avec-pink-tv>
- Auteur non mentionné, « Il y a trente ans, Mitterrand tendait ‘ instinctivement ‘ la main à Kohl », in *Les Echos*, 19 septembre 2014.
- de La MURE Frédéric, « La photographie de la poignée de main entre François Mitterrand et Helmut Kohl a failli ne jamais voir le jour », Interview du 27 janvier 2015. Disponible sur : <https://www.france-allemande.fr/Frederic-de-la-Mure-La.html>
- VERNET Daniel, « La poignée de main qu'Helmut Kohl laissera derrière lui », in *slate.fr*, 28 mai 2016.
Disponible sur : <http://www.slate.fr/story/118691/mitterrand-kohl-france-allemande-main-dans-la-main>
- PLANCARD Frédéric, « ‘D’un seul coup les mains se sont jointes’ », in *L'Est Républicain*, 17 juin 2017.

3. Déclarations officielles / Communiqués / Interviews

- Déclaration commune à l'issue des cérémonies du 22 septembre 1984, *Communiqué de presse conjoint Franco-allemand*. Texte disponible sur <http://www.mitterrand.org/Verdun-le-geste-Mitterrand-Kohl.html>
- BOENISCH Peter, *Bundespresseagentur, Pressekonferenz Nr 110/84*. Conférence de presse du porte-parole du gouvernement ouest-allemand sur les futures cérémonies.
- KOHL Helmut, Intervention au journal de 20h d'Antenne 2, le 21 septembre 1984.
Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=t0jw7j1J1c>
- KOHL Helmut, *Conférence de presse conjointe de M. Mitterrand, président de la République et de M. Helmut Kohl, chancelier de RFA, 14 mars 1988*.
Disponible sur : <https://www.elysee.fr/francois-mitterrand/1988/03/14/conference-de-presse-conjointe-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-et-de-m-helmut-kohl-chancelier-de-rfa-sur-les-relations-franco-allemandes-durbach-lundi-14-mars-1988>
- KOHL Helmut, „*Hand in Hand*“. La date de l'interview n'est pas précisée (le Chancelier y apparaît déjà âgé, donc l'interview a été réalisée plusieurs années après son départ de la Chancellerie). Disponible sur : <https://www.zeitzeugen-portal.de/videos/7Bj6-y0NfZU>

- MITTERRAND François, *Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à FR3 Lorraine, à l'occasion des cérémonies commémoratives de Verdun, 21 septembre 1984.*
Disponible sur : <https://www.elysee.fr/francois-mitterrand/1984/09/21/interview-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-accordee-a-fr3-lorraine-a-loccasion-des-ceremonies-commemoratives-de-verdun-paris-palais-de-lelysee-vendredi-21-septembre-1984>
- MITTERRAND François, *Déclaration à la presse du Président de la République à l'issue des 43èmes consultations franco-allemandes au sommet au château de Rambouillet.*
- MITTERRAND François, *Interview accordée au Times de Londres le 24 octobre 1984.*
Disponible sur : <https://www.elysee.fr/francois-mitterrand/1984/10/24/interview-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-accordee-au-times-londres-mercredi-24-octobre-1984>
- MITTERRAND François, *interview accordée à la chaîne de télévision allemande ZDF le 30 septembre 1992, sur la réunification allemande, la construction européenne et ses relations personnelles avec le Chancelier Kohl.*
Disponible sur : <https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-7865-fr.pdf>

4. Presse allemande (par ordre chronologique)

- LEICK Romain, « Weiße Kreuze, schwarze Kreuze », in *Der Spiegel*, 17. September 1984.
- Auteur non mentionné, « Kohl und Mitterrand an den Friedhöfen von Verdun », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22. September 1984.
- HELD Robert, „Der Tag in Verdun“, in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22. September 1984.
- Auteur non mentionné, „Mitterrand und Kohl in Verdun: Deutsche und Franzosen sind versöhnt“, in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 24. September 1984.
- CHIMELLI Rudolph, „Verharren mit einem langen Händedruck“, in *Süddeutsche Zeitung*, 24. September 1984.
- von MÜNCHHAUSEN Thankmar, „Kohl, Mitterrand und ein Foto, das Geschichte machen wird“, in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 24. September 1984.
- WICKERT Ulrich, « Kohl und Mitterrand in Verdun: Warum reichten sie sich die Hände? », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 25. September 2009.
- de WECK Roger, „Freundschaft über Gräbern - Helmut Kohl und François Mitterrand ehrten die Toten der Weltkriege“, in *Die Zeit*, 28. September 1984.
- GROß Konstantin-Mario, « Mitterrands historische Größe », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 1. Oktober 1984.
- KILB Andreas, „Ein Heer von Toten ruht unter dem Wald“, in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 29. Mai 2016.
- MEISTER Martina, „Wie ein Schlachtfeld zur Stadt des Friedens werden soll“, in *Die Welt*, 29. Mai 2016.
- WIEGEL Michaela, „Neues Gedenken an 300 000“, in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 29. Mai 2016.

- Auteur non mentionné, „Merkel und Hollande auf den Spuren Kohls und Mitterrands“ in *Focus*, 29. Mai 2016.
- KRUMEICH, "Das Wort Vaterland hat ihr nicht gepasst" in *Der Spiegel*, 30. Mai 2016.

5. Télévision

- ANTENNE 2 : BORTOLI Georges, reportage pour le 20h de Bernard Rapp, 22 septembre 1984. Disponible sur : <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/cab01032534/antenne-2-le-journal-de-20h-emission-du-22-septembre-1984>
- ANTENNE 2 : LECOQ Patrick, commentaire pour l'émission *Le Magazine*, 22 septembre 1984. (Mise à disposition personnelle par les archives de l'INA, CAB90007082_vivre-ensemble-francois-mitterrand-et-helmut-kohl-a-verdun).
 - ARD : WICKERT Ulrich, reportage pour le *Tagesschau*, 22 septembre 1984. (Mise à disposition personnelle par les services du Norddeutscher Rundfunk / Dokumentation und Archive).
 - ARD : dernière édition de la nuit du *Tagesschau*, 22. September 1984. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=THbI9-3WAw>
 - FR3 LORRAINE. DUBOIS Yves, « Lorraine Soir », (Edition de 19h du journal régional), 22 septembre 1984. Disponible à l'Institut François Mitterrand.

6. Exposition *Le Geste de Verdun*

- Dossier de presse de l'exposition *Le Geste de Verdun* 2014. Disponible sur : <http://www.cmpaix.eu/le-geste-de-verdun/140912%20dossier%20de%20presse%20Le%20Geste%20de%20Verdun.pdf>
- Dossier de presse de l'exposition *Le Geste de Verdun* 2015. Disponible sur : http://www.memorial-charlesdegaulle.fr/UserFiles_degaulle/files/DP%20Geste%20de%20Verdun-21-03-2015%20BD.pdf
- Fiche pédagogique accompagnant l'exposition *Le Geste de Verdun*. Disponible sur : <https://www.cmpaix.fr/SE/fichePeda-GesteDeVerdun.pdf>

VI. François Mitterrand, Helmut Kohl, autres dirigeants

• François MITTERRAND

1. Ouvrages scientifiques

- LAPPENKÜPER Ulrich, *Mitterrand und Deutschland - Die enträtselte Sphinx*, München, Oldenbourg Verlag, 2011.
- PEAN Pierre, *Une jeunesse française*, Paris, Fayard, 1994.

2. Chapitres d'ouvrages / Articles scientifiques

- BOZO Frédéric, « François Mitterrand et la fin de la guerre froide (1981-1991) », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2011/1-2 (N° 101-102), pp. 39-45.
- GAILLARD Marion, « François Mitterrand et l'Allemagne, 1981-1995 », in *Histoire@Politique*, 2008/1 (n° 4), (en ligne) pp. 1-16.
- GAILLARD Marion, « Mitterrand, le couple franco-allemand et l'Europe (1981-1995) », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2011/1-2 (N° 101-102), pp. 9-12.
- MIARD-DELACROIX Hélène, „Latche“, in HEINEN Armin et HÜSER Dietmar (Dir.), *Tour de France, eine historische Rundreise*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2008, pp. 397-407.
- MIARD-DELACROIX Hélène, „Ungebrochene Kontinuität – François Mitterrand und die deutschen Kanzler Helmut Schmidt und Helmut Kohl, 1981–1984“, in *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, N° 44 (1999), pp. 539-558.
- ROUQUAN Olivier, « La stratégie de communication de François Mitterrand en 1988 », in *Parlement[s]*, in *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 2007/1 (n° 7), pp. 121-137.
- SAUNIER Georges, « De la Communauté à l'Union européenne. L'action européenne de François Mitterrand (1981-1995) », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2011/1-2 (N° 101-102), pp. 20-28.
- SOUTOU Georges-Henri, « François Mitterrand et la guerre froide : fin de partie », in *Revue Défense Nationale*, 2021/5 (N° 840), pp. 47-52.
- STETA Annick, « François Mitterrand et l'unité allemande », in *Commentaire*, 2004/3 (Numéro 107), pp. 821-824.

1. Mémoires / récits autobiographiques /témoignages

- ATTALI Jacques, *Verbatim, tome 1 - Chronique des années 1981-1986*, Paris, Fayard, 1993.
- DUMAS Roland, *La Diplomatie sur le vif*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2013.
- LANG Jack, *Dictionnaire amoureux de François Mitterrand*, Paris, Plon, 2015.
- MITTERRAND François, *De la France de l'Allemagne*, Paris, Odile Jacob, 1996.
- MITTERRAND François, « Ma part de vérité », in *Œuvres-II*, Paris, Les belles Lettres, 2016.

2. Déclarations officielles / Communiqués / Interviews

- MITTERRAND François, *Discours prononcé devant le Bundestag, le 20 janvier 1983 à l'occasion du 20^{ème} anniversaire du Traité de l'Elysée*.
Disponible sur : <https://www.elysee.fr/francois-mitterrand/1983/01/20/discours-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-devant-le-bundestag-a-loccasion-du-20eme-anniversaire-du-traite-de-l-elysee-sur-la-cooperation-franco-allemande-la-securite-europeenne-et-la-cee-bonn-jeudi-20-janvier-1983>

- MITTERRAND François, *L'Heure de Vérité*, Antenne 2, 16 novembre 1983.
Texte disponible sur : <https://www.elysee.fr/francois-mitterrand/1983/11/16/entretien-televisé-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-accorde-a-antenne-2-lors-de-lemission-lheure-de-verite-sur-la-politique-de-defense-la-securite-europeenne-et-la-politique-etrangere-de-la-france-paris-mercredi-16-novembre>
- MITTERRAND François, *Interview accordée à la télévision américaine "Cable News Network" à Atlanta, samedi 24 mars 1984.*
Disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/discours/134951-interview-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-accorde>
- MITTERRAND François, *Discours devant le Parlement européen du 24 mai 1984.*
Disponible sur le site : <https://www.elysee.fr/francois-mitterrand/1984/05/24/allocution-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-devant-le-parlement-europeen-a-strasbourg-notamment-sur-la-cooperation-europeenne-les-institutions-communautaires-leurope-jeudi-24-mai-1984>
- MITTERRAND François, *Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue du Conseil européen de Fontainebleau, notamment sur la coopération européenne et la fin des contentieux avec la Grande-Bretagne, Fontainebleau, mardi 26 juin 1984.*
Disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/discours/135204-conference-de-presse-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republiq>
- MITTERRAND François, *Déclaration à la presse de M. François Mitterrand à l'issue des 43èmes consultations franco-allemandes du sommet de Rambouillet, 29 mai 1984.*
Disponible sur : <https://www.elysee.fr/francois-mitterrand/1984/05/29/declaration-a-la-presse-de-m-francois-mitterrand-a-lissue-des-43eme-consultations-franco-allemandes-au-sommet-chateau-de-rambouillet-mardi-29-mai-1984>
- MITTERRAND François, *Message de M. François Mitterrand, Président de la République, au Président de la République fédérale d'Allemagne, à l'occasion de la commémoration du 6 juin 1944, Paris, mercredi 6 juin 1984.*
Disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/discours/136047-message-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-au-presid>
- MITTERRAND François, *Discours prononcé lors de la cérémonie d'ouverture de l'année académique du collège d'Europe, mardi 13 octobre 1987.*
Disponible sur : <https://www.coleurope.eu/fr/events/ceremonie-douverture-campus-de-bruges-17>
- MITTERRAND François, *Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, lors du 25ème anniversaire du Traité de l'Elysée, sur le développement des relations militaires, économiques et culturelles franco-allemandes, Paris, Palais de l'Elysée, vendredi 22 janvier 1988.*
Disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/discours/137456-discours-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-lors-du>

- MITTERRAND François, *Allocution sur la restitution à la France d'une collection de tableaux, notamment du peintre Claude Monet, l'amitié et la coopération franco-allemandes, Mulhouse le 30 mai 1994.*
Disponible sur : <https://www.elysee.fr/francois-mitterrand/1994/05/30/allocution-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-sur-la-restitution-a-la-france-dune-collection-de-tableaux-notamment-du-peintre-claude-monet-lamitie-et-la-cooperation-franco-allemandes-mulhouse-le-30-mai-1994>
- MITTERRAND François, *Allocution sur la nécessité pour les jeunes, Français et Allemands, de s'unir pour la construction de l'Europe, Heidelberg le 8 juin 1994.*
Disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/discours/129953-allocution-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-sur-la>
- MITTERRAND François, *Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur l'entente franco-allemande et la construction de l'unité européenne, Baden Baden le 25 novembre 1994.*
Disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/discours/128614-allocution-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-sur-l>
- MITTERRAND François, *Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur la commémoration de la fin de la seconde guerre mondiale, la victoire contre le nazisme, la réconciliation franco-allemande et la construction européenne, Berlin le 8 mai 1995.*
Disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/discours/205118-allocution-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-sur-la>

3. Varia

- Auteur non mentionné, « Le testament européen », in *Le Monde*, 10 mai 1995.
- *Clip officiel de campagne de François Mitterrand, élections présidentielles françaises de 1988* conçu par Jacques Séguéla, disponible sur : <https://www.ina.fr/ina-eclairage-actu/video/i07060787/francois-mitterrand-1988>

• Helmut KOHL

1. Chapitres d'ouvrages / Articles scientifiques

- FROMENT-MEURICE Henri, « François Mitterrand et l'unité allemande. Le point de vue de Helmut Kohl », in *Commentaire*, 2006/2 (Numéro 114), pp. 425-433.
- Hartmann Jürgen, ‚Das Frankreichbild Helmut Kohls‘, in *Historisch-Politische Mitteilungen* 20 (2013), pp. 233-245.
- Küsters Hanns Jürgen, ‚Helmut Kohl und Frankreich‘ – Einführung, in *Historisch-Politische Mitteilungen* 20 (2013), pp. 29-32.

2. Mémoires et récits autobiographiques

- KOHL Helmut, *Erinnerungen 1930-1982*, München, Droemer-Knaur-Verlag, 2014.

- KOHL Helmut, *Erinnerungen 1982-1990*, München, Droemer-Knaur-Verlag, 2005.
- KOHL Helmut, „Diskussionsbeitrag zur Konferenz *Die Ära Kohl im Gespräch*“, in: *Historisch-Politische Mitteilung 10* (2003), pp. 311-324.

3. Déclarations officielles / Communiqués / Interviews

- KOHL Helmut, Interview par Daniel Vernet, in *Le Monde*, 19-20 septembre 1976.
- KOHL Helmut, *Déclaration de politique générale*, 13 octobre 1982.
Disponible sur : <https://dserver.bundestag.de/btp/09/09121.pdf>
- KOHL Helmut, *Discours à l'Hôtel des Monnaies de Paris à l'occasion du 20^{ème} anniversaire du traité de l'Elysée*, 21 janvier 1983.
Disponible sur : <https://www.helmut-kohl-kas.de/>
- KOHL Helmut, *Déclaration de politique générale*, 4 mai 1983.
Disponible sur : <https://dserver.bundestag.de/btp/10/10004.pdf>
- KOHL Helmut, interview au *Figaro* du 28 mai 1984, disponible au Bundesarchiv BA 136 / 29951 - 339.
- KOHL Helmut, *Für ein gemeinsames Europa in Frieden und Freiheit* - Rede des Bundeskanzlers in Straßburg, 4. Oktober 1995.
Disponible sur : <https://www.bundesregierung.de/breg-de/service/bulletin/fuer-ein-gemeinsames-europa-in-frieden-und-freiheit-rede-des-bundeskanzlers-in-strassburg-801548>
- KOHL Helmut, allocution du 3 novembre 2014 à l'occasion de la sortie de son livre *Aus Sorge um Europa : ein Appel*.
Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=h4JuTukKblA>

4. Presse

- BLAVIGNAT Yohan, « Helmut Kohl, père de la réunification allemande, est mort », in *Le Figaro*, 16 juin 2017.
- GUNKEL Christoph, „Die Rache der Birne“, in *Spiegel Geschichte*, 16. Juni 2017.
- BLACHERE Thomas, „Helmut Kohl et François Mitterrand en 1984 : retour sur un jour historique“, in *Le Parisien*, 16 juin 2017.
- VERNET Daniel, « Mort d'Helmut Kohl, l'artisan de la réunification allemande », in *Le Monde*, 17 juin 2017.
- Auteur non mentionné, „Altkanzler Helmut Kohl ist gestorben“, in *Die Welt*, 16. Juni 2017 (Fotostrecke 7/17).
- Auteur non mentionné, „Helmut Kohl ist tot“, in *Der Spiegel*, 16. Juni 2017 (Fotostrecke 11/28).

5. Télévision

- *Journal de 20H* de France 2 du 16 juin 2017.
Disponible sur : https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/allemande/mort-d-helmut-kohl-l-ex-chancelier-allemand-a-marque-l-histoire_2240087.html

- *Tagesschau* (ARD, 20 Uhr), 16. Juni 2017.
Disponible sur : <https://www.tagesschau.de/multimedia/video/video-299413.html>

- **Autres dirigeants**

1. **Ouvrages scientifiques / thèse**

- HIRSCH Felix, *Gustav Stresemann 1878-1978*, Berlin, Berlin Verlag, 1978.
- PELLEGRINI Laurence, *Les activités du « couple » Valéry Giscard d'Estaing-Helmut Schmidt après 1981/82. L'entente personnelle au service de l'Union monétaire de l'Europe*, thèse sous la direction de Karl-Heinz Götze, soutenue à Marseille le 20 septembre 2013.
Disponible sur : <https://www.theses.fr/180050826>
- PEYREFITTE Alain, *C'était de Gaulle*, volume 1, Paris, Fayard, 1994.

2. **Déclarations officielles / Communiqués / Interviews**

- de GAULLE Charles, *Allocution devant les officiers de l'École de guerre allemande, Hambourg, 7 septembre 1962*.
Disponible sur : <https://www.charles-de-gaulle.org/lhomme/dossiers-thematiques/de-gaulle-et-lallemagne/allocution-devant-les-officiers-de-lecole-de-guerre-allemande-hambourg-7-septembre-1962/>
- Images du voyage de Charles de Gaulle en Allemagne (8-11 septembre 1962)
<https://fresques.ina.fr/de-gaulle/fiche-media/Gaulle00224/voyage-en-allemande.html>
- de GAULLE Charles, *Discours prononcé à Douaumont le 29 mai 1966*, disponible aux archives de l'INA.
Disponible sur : <https://www.ina.fr/video/CAF97011897>
- GISCARD d'ESTAING Valéry, interview par Bruno Mazure au journal de 20h de France 2 du 8 juin 1994. Disponible aux archives de l'INA :
<https://www.ina.fr/video/i09169817/valery-giscard-d-estaing-il-y-a-des-lieux-pour-la-reconciliation-il-y-a-des-moments-pour-le-souvenir-video.html>
- SCHMIDT Helmut, *Zum Gedenken an den 20. Juli 1944. Erklärung des Bundeskanzlers am 19. Juli 1979 zu Beginn der vom deutschen Fernsehen ausgestrahlten Sendung: "Verschwörung gegen Hitler – der deutsche Aufstand am 20. Juli 1944"*.
Disponible sur : <https://www.bundesregierung.de/resource/blob/974430/476228/3ff5a545da354528cf1fcd1e68ea5980/35-jahrestag-widerstand-data.pdf>
- SCHMIDT Helmut, *Conférence de presse conjointe à l'issue du Sommet franco-allemand de Paris du 25 février 1982*.
Disponible sur <https://www.vie-publique.fr/discours/135951-conference-de-presse-conjointe-de-m-franco-mitterrand-president-de-l>
- CHIRAC Jacques, *Discours prononcé le 16 juillet 1995, lors des cérémonies commémorant la grande rafle des 16 et 17 juillet 1942*.

Disponible sur : <https://www.elysee.fr/jacques-chirac/1995/07/16/allocution-de-m-jacques-chirac-president-de-la-republique-sur-la-responsabilite-de-letat-francais-dans-la-deportation-des-juifs-durant-la-deuxieme-guerre-mondiale-et-sur-les-valeurs-de-liberte-de-justice-et-de-tolerance-qui-fondent-lidentite-franca>

- *Am Ende des Jahrhunderts – Helmut Schmidt im Gespräch mit Valéry Giscard d'Estaing*, Gespräch, moderiert von Christoph Bertram (Die Zeit), NDR/ARTE, 1998. (Mise à disposition personnelle par les services des archives d'Arte).
- SARKOZY Nicolas, *Cérémonie franco-allemande en hommage aux fusillés de la clairière du Mont Valérien et à l'occasion du 60^{ème} anniversaire de la mort de l'Abbé Franz Stock*, 23 février 2008.

Disponible sur : https://www.france-allemande.fr/IMG/pdf/Dossier_de_presse.pdf

- MERKEL Angela, *Discours à Douaumont à l'occasion du centenaire de la bataille de Verdun, le 29 mai 2016*.

Disponible sur : <https://archiv.bundesregierung.de/archiv-de/meta/startseite/discours-de-la-chanceliere-federale-angela-merkel-a-l-occasion-de-la-ceremonie-du-centenaire-de-la-bataille-de-verdun-a-la-necropole-nationale-de-douaumont-608166> (version en français) ou sur : <https://www.bundeskanzlerin.de/bkin-de/aktuelles/rede-von-bundeskanzlerin-merkel-im-rahmen-der-gedenkfeier-100-jahre-schlacht-um-verdun-am-29-mai-2016-vor-der-nationalnekropole-von-douaumont-607002> (version en allemand).

- MACRON Emmanuel, *Discours du Président de la République au Bundestag, à Berlin le 18 novembre 2018*.

Disponible sur : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2018/11/18/le-president-de-la-republique-a-berlin-pour-la-commemoration-du-18-novembre>

- MACRON Emmanuel, *Discours du Président Emmanuel Macron sur la stratégie de défense et de dissuasion devant les stagiaires de la 27^{ème} promotion de l'école de guerre*.

Disponible sur : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/02/07/discours-du-president-emmanuel-macron-sur-la-strategie-de-defense-et-de-dissuasion-devant-les-stagiaires-de-la-27eme-promotion-de-lecole-de-guerre>

- MERKEL Angela, *Rede von Bundeskanzlerin Merkel zur deutschen EU-Ratspräsidentschaft 2020 vor dem Europäischen Parlament am 8. Juli 2020 in Brüssel*.

Disponible sur : <https://www.bundesregierung.de/breg-de/aktuelles/rede-von-bundeskanzlerin-merkel-zur-deutschen-eu-ratspraesidentschaft-2020-vor-dem-europaeischen-parlament-am-8-juli-2020-in-bruessel-1767368>

- MACRON Emmanuel, *Déclaration de M. Emmanuel Macron, président de la République, en hommage aux Compagnons de la Libération, à Paris le 11 novembre 2021*.

Disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/discours/282409-emmanuel-macron-11112021-compagnons-de-la-liberation>

- MACRON Emmanuel, *Discours du Président de la République devant le Parlement Européen, 19 janvier 2022*.

Disponible sur : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/01/19/discours-du-president-emmanuel-macron-devant-le-parlement-europeen>

- MACRON Emmanuel, *Déclaration de M. Emmanuel Macron, président de la République, sur la construction européenne et le conflit en Ukraine, Strasbourg, le 9 mai 2022*.
Disponible sur :
<https://www.vie-publique.fr/discours/285102-emmanuel-macron-09052022-union-europeenne>

3. Presse

- FISCHER Joschka, „Außenpolitik im Widerspruch. Was Gustav Stresemann erreichte, woran er scheiterte und was daraus gelernt wurde“, in *Die Zeit*, 3. Februar 2000.
- WINKLER Heinrich-August, „Das Holz, aus dem Kanzler geschnitzt werden“, in *Die Zeit*, 9. Oktober 2003.
- SCHMIDT Helmut, tribune publiée dans *Le Monde* le 13 mai 2005.
Disponible sur : https://www.lemonde.fr/disparitions/article/2020/12/03/helmut-schmidt-en-2005-valery-giscard-d-estaing-a-compris-ce-qu-etait-l-idee-europeenne_6062021_3382.html
- Auteur non mentionné, « Jacques Chirac et Angela Merkel testent la viabilité du couple franco-allemand », in *Le Monde*, 23 janvier 2006.
- Auteur non mentionné, « Angela Merkel et Jacques Chirac se rencontrent pour relancer la construction européenne », in *Le Monde*, 5 juin 2006.
- GISCARD D’ESTAING Valéry, « Témoignage : Hommage à Helmut Schmidt », in *L’Europe en Formation*, 2012/4 (n° 366), pp. 3-9.
- HEMICKER Lorenz, „Dummes Zeug“, in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 14. Mai 2017.

VII. Mémoires de guerre (Verdun / Grande Guerre / Seconde Guerre mondiale)

1. Ouvrages scientifiques

- JALABERT Laurent, MARCOWITZ Reiner, WEINRICH Arndt, *La longue Mémoire de la Grande Guerre – Regards croisés franco-allemands de 1918 à nos jours*, Villeneuve d’Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2017.
- HISCHFELD Gerhard et KRUMEICH Gerd, *Deutschland im ersten Weltkrieg*, Frankfurt-am-Main, S-Fischer Verlag, 2013.
- MARTENS Stephan (Dir.), *La France, l’Allemagne et la Seconde Guerre mondiale. Quelles mémoires ?*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2007.
- NOLTE Ernst, *Der europäische Bürgerkrieg 1917–1945. Nationalsozialismus und Bolschewismus*, Propyläen Verlag, 1987.
- PROST Antoine / KRUMEICH Gerd, *Verdun 1916*, Villeneuve d’Ascq, Editions de Noyelles, 2015.
- TRAVERSO Enzo, *A feu et à sang. De la guerre civile européenne 1914-1945*, Paris, Stock, 2007.

2. Chapitres d'ouvrages / Articles scientifiques

- ANGLARET Anne-Sophie, « Le Mémorial de Verdun et les enjeux de la mémoire combattante, 1959-2011 », in *Revue historique*, 2014/1 (n° 669), pp. 29-50.
- ARONOWICZ Annette et ROLLAND Jacques. « Reagan, Weizsäcker et la visite au cimetière de Bitburg », in *Esprit N°123 /2*, Editions Esprit, Paris, 1987, pp. 87-101.
- BARCELLINI Serge, « Diplomatie et commémorations. Les commémorations du 6 juin 1984 : une bataille de mémoire. », in *Guerres Mondiales et Conflits Contemporains*, N°. 186, 1997, pp. 121-146.
- BARCELLINI Serge, « Mémoire et mémoires de Verdun 1916-1996 », in *Guerres Mondiales Et Conflits Contemporains*, no. 182, 1996, pp. 90-92.
- BAZIN Anne, « Les acteurs publics de la réconciliation en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale », in *Les Cahiers Sirice*, vol. 15, no. 1, 2016, pp. 41-51.
- BECKER Jean-Jacques / KRUMEICH Gerd, « En guise de conclusion », in BECKER Jean-Jacques, KRUMEICH Gerd (Dir.), *La Grande Guerre. Une histoire franco-allemande*, Paris, Tallandier « Texto », 2012, pp. 307-308.
- BECKER Jean-Jacques, « 7. 'La fleur au fusil' : retour sur un mythe », in PROCHASSON Christophe (éd.), *Vrai et faux dans la Grande Guerre*, Paris, La Découverte « L'espace de l'histoire », 2004, pp. 152-165.
- BERTRAND Sébastien, « Le centenaire de la Première Guerre mondiale dans la relation franco-allemande », in *Revue de l'Institut Français d'Histoire en Allemagne [Online]*, N°5 | 2013.
- Voir DALISSON Rémi, « Chapitre 3. Âge d'or, sacralisation et politisation du 11 Novembre (1922-1939) », in *11 novembre. Du Souvenir à la Mémoire*, sous la direction de DALISSON Rémi. Paris, Armand Colin, « Hors collection », 2013, pp. 57-90.
- ECHTERNKAMP Jörg, « Vers l'effacement : la Première Guerre mondiale en Allemagne de l'Ouest après 1945 », in JALABERT Laurent, MARCOWITZ Reiner, WEINRICH Arndt, *La longue Mémoire de la Grande Guerre – Regards croisés franco-allemands de 1918 à nos jours*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2017, pp. 169-181.
- GRANDHOMME Jean-Noël, « Le Mémorial de l'Alsace-Moselle et le 'Mur des noms' ou de la difficulté à créer une mémoire 'consensuelle' », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2019/4 (N° 276), pp. 11-23.
- HORNE John, « Les mains coupées : 'atrocités allemandes' et opinion française en 1914 », in *Guerres Mondiales et Conflits Contemporains*, no. 171, Presses Universitaires de France, 1993, pp. 29-45.
- JARAUSCH Konrad H., „Normalisierung oder Re-Nationalisierung? Zur Umdeutung Der Deutschen Vergangenheit“ in *Geschichte Und Gesellschaft*, vol. 21, n°4, 1995, pp. 571-584.
- KASTNER Jens, „1968 und die Auseinandersetzung mit dem Nationalsozialismus“, in *Forschungsjournal NSB*, Jg. 21, 3 /2008, pp. 45-56.
- KRUMEICH Gerd, « Verdun », in BOER Pim, DUCHHARDT Heinz, KREIS Georg, SCHMALE Wolfgang (Hrsg.), *Europäische erinnerungsorte 2 – Das Haus Europa*, München, Oldenbourg-Verlag, 2012, pp. 437-444.

- KRUMEICH Gerd, « Bataille de Verdun : De chaque côté du Rhin, on a construit un mythe », in *Géo histoire*, en ligne, 28 mai 2016.
- MOREAU-TRICHET Claire, « La propagande nazie à l'égard des associations françaises d'anciens combattants de 1934 à 1939 », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2002/1 (n° 205), p. 55-70.
- PROST Antoine, « Compter les vivants et les morts : l'évaluation des pertes françaises de 1914-1918 », in *Le Mouvement Social*, 2008/1 (n° 222), p. 41-60.
- PROST Antoine, « Commémorer sans travestir. La guerre de 1914-1918 comme grand événement », in *Le Débat*, 2013/4 (n° 176), pp. 137-144.
- SOUTOU Georges-Henri, « Chapitre VI. 1914-1918 : la Première Guerre mondiale », in *L'Europe de 1815 à nos jours*, Dir. Georges-Henri Soutou, Presses Universitaires de France « Nouvelle Clio », Paris, 2009, p. 159-180.
- SOUTOU Georges-Henri, « La construction du symbole de Verdun », in *Revue Défense Nationale*, 2016/2 (N° 787), pp. 23-28.
- THEOFILAKIS Fabien. « Le prisonnier de guerre dans l'historiographie française et allemande : étudier la Seconde Guerre mondiale à front renversé », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 274, no. 2, 2019, pp. 17-26.
- WEINRICH Arndt, « Le traumatisme de la défaite. Mémoires et politiques mémorielles en Allemagne - 1918-1939 », in JALABERT Laurent, MARCOWITZ Reiner, WEINRICH Arndt, *La longue Mémoire de la Grande Guerre – Regards croisés franco-allemands de 1918 à nos jours*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2017. pp. 109-122.
- WINTER Jay, « Souvenir de la Grande Guerre dans l'histoire culturelle britannique depuis les années Soixante », in *Sociétés & Représentations*, 2006/2 (n° 22), PP. 17-31.

3. Presse (ordre chronologique)

- FRAPPAT Bruno, « Allemagne », in *Le Monde*, 18 octobre 1983.
- ROVAN Joseph, « Le sens d'une célébration », in *Le Monde*, 28 mai 1984.
- ROBERT Denis, « Henri Sturges, l'Apôtre de Douaumont », in *Libération*, 30 mai 1984.
- SARRAUTE Claude, « Débarquement », in *Le Monde*, 23 mai 1984.
- REIßMÜLLER Johann Georg, « Wie könnte ein deutscher Regierungschef in der Normandie mitfeiern? Ein Gespräch von Johann Georg Reißmüller mit Bundeskanzler Kohl », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 5. Juni 1984.
- Auteur mentionné uniquement sous les initiales G.R., « Gemischte Gefühle » in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 7. Juni 1984.
- Auteur non mentionné, « Wo junge Soldaten starben », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 8. Juni 1984 (originellement paru dans les *Lübecker Nachrichten*, date non mentionnée).
- VAILLANT Jérôme, « ...Oui ! », in *Le Monde*, 8 juin 1984.
- LICHTENSTEIN H.-B. (ancien FFC / Paris), « Fallait-il inviter le chancelier Kohl ? Non ! », in *Le Monde*, 8 juin 1984.
- de BRESSON Henri, « Les sentiments mitigés des Allemands de l'Ouest », in *Le Monde*, 8 juin 1984.

- REIßMÜLLER Johann Georg, « Nach den Siegesfeiern », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 9. Juni 1984.
- de BRESSON Henri, « La polémique sur Bitburg a éclipsé la préparation du sommet de Bonn » in *Le Monde*, 2 mai 1985.
- WICHERS Thomas, « An einem passenderen Ort » in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 6 mai 1985.
- KLOTH Hans-Michael, „Der leise Tod des letzten Veteranen“, in *Der Spiegel*, 24. Januar 2008.
- PICARD Maurin, « 200 000 enfants de soldats allemands seraient nés en France », in *Le Figaro*, 30 novembre 2009.
- HOPQUIN Benoît, « Lazare Ponticelli, le dernier Poilu français », in *Le Monde*, 12 mars 2008.
- CAILLAT Sophie, « Oradour-sur-glâne, l’Alsace et le Limousin se déchirent encore », article publié en ligne le 16 septembre 2012.
Disponible sur :
<https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-nos-vies-connectees/20120916.RUE2480/oradour-sur-glâne-l-alsace-et-le-limousin-se-dechirent-encore.html>
- VIROT Pascal, « De l’indifférence de 1954 au raté de 1994 », in *Libération*, 5 juin 2014.
- d’ALENCON François, « D-Day : en 1964, la chaise vide du général de Gaulle », in *La Croix*, 6 juin 2014.
- DERENS Jean-Arnault, « 1914 : la faute aux Balkans », in *Le Monde Diplomatique*, juin 2014, p.10.
- BUISSON Jean-Christophe, « Quand un coup de feu accouche de l’histoire », in *Le Figaro*, 27 juin 2014.
- Auteur non mentionné, « Hollande et Merkel appellent à protéger "la maison" Europe, en célébrant le centenaire de Verdun », in *Le Point*, 29 mai 2016.
- FLANDRIN Antoine, « Hollande à Douaumont : ‘Aimons notre patrie mais protégeons l’Europe’ », in *Le Monde*, 29 mai 2016.
- LUCAS Rosalie (?), « Hollande et Merkel célèbrent Verdun et défendent l’Europe », in *Le Parisien*, 29 mai 2016.
- BRAGANCA Manu, « La curieuse histoire de "Mein Kampf" en version française », *Le point*, 10 juin 2016.
- FORCARI Christophe, « Au chemin des Dames, la Chanson de Craonne continue d’irriter le gradé », in *Libération*, 14 avril 2017.
- Auteur non mentionné, « La belle histoire du sergent Fournier », in *La nouvelle République*, 21 février 2018.
- Auteur non mentionné, « D-Day : Moscou appelle à ne pas ‘exagérer’ l’importance du Débarquement », in *Sud-Ouest*, 5 juin 2019.
- BOZO Frédéric, « 6 juin 1944 : ‘ Une célébration de plus en plus instrumentalisée par la diplomatie’ », in *Le Monde*, 6 juin 2019.
- BAILLY Anne-Françoise, « Procès d’un ancien nazi en Allemagne : un Dijonnais parmi les témoins-clés », in *Le Bien Public*, 10 mai 2022.

4. Varia

- ROLLAND Romain, « Au-dessus de la mêlée », in *Journal de Genève*, 22-23 septembre 1914
- Traité de Versailles, Partie VI : « Prisonniers de guerre et sépultures », articles 225-226, in *Traité de Versailles 1919, Reproduction intégrale du texte officiel remis à la délégation allemande le 16 mars 1919 et signé le 28 juin 1919*, Librairie Militaire Berger-Levrault, 1920.
- GINISTY Charles (Mgr), Discours prononcé au Trocadéro le 16 février 1919, à l'occasion du troisième anniversaire de la Bataille de Verdun, paru dans *L'Echo de l'Ossuaire et des Champs de Bataille de Verdun*, N°1 septembre-octobre 1921.
Disponible sur : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6267868v/f18.image>
- PAUL-BONCOUR Joseph, discours du 7 août 1932 à l'occasion de l'inauguration de l'Ossuaire de Douaumont, publié au *Journal Officiel de la République Française* du 31 août 1932.
- WALTER Jacques, « L'ossuaire de Douaumont dans des quotidiens français : de l'idée à l'inauguration », in *Le Temps des médias*, 2015/2 (n° 25), pp. 244-263.
- Page du site de la VDK sur le cimetière militaire allemand de Consenvoye :
<https://kriegsgraeberstaetten.volksbund.de/friedhof/consenvoye>
- REMARQUE Erich Maria, *Im Westen nichts Neues*, 1929. Version allemande (en annexe) disponible sur : https://archive.org/details/imwestennichtsne0000rema_n7b5. Version française : traduction de Alzir HELLA et Olivier BOURNAC, Paris, le Livre de Poche, 1973.
- Texte du Serment de Verdun à la une du *Populaire* du 13 juillet 1936.
Disponible sur : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k822356k>
- *Le Bulletin Meusien*, 18 juillet 1936.
Disponible sur : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6306560s/f1.item.zoom>
- Edition spéciale de *L'Est Républicain* en date du 29 mai 1966.
- SCHOLL Hans / SCHMORELL Alexander, tract N°5.
Disponible sur le site de la Bundeszentrale für politische Bildung.
<http://www.bpb.de/geschichte/nationalsozialismus/weisse-rose/61025/flugblatt-v>
- ZWEIG Stefan, *Die Welt von Gestern*, Vorwort, 1944.
Disponible sur : <https://www.projekt-gutenberg.org/zweig/weltgest/chap001.html>
- MANN Thomas, « Deutschland und die Deutschen », in *Thomas Mann- Essays 1938-1945 – Band 5*, Frankfurt am Main, Fischer, 1996.
- von WEISZÄCKER Richard, *Gedenkveranstaltung im Plenarsaal des Deutschen Bundestages zum 40. Jahrestag des Endes des Zweiten Weltkrieges in Europa*, 8. Mai 1985.
Disponible sur : https://www.bundespraesident.de/SharedDocs/Reden/DE/Richard-von-Weizsaecker/Reden/1985/05/19850508_Rede.html
- Cérémonies du Centenaire de la Bataille de Verdun.
Disponibles sur : <https://video-streaming.orange.fr/actu-politique/ceremonie-a-l-ossuaire-de-douaumont-CNT0000019s1hU.html>

VIII. Mémoire, Histoire, Oubli

1. Ouvrages scientifiques / thèse

- ASSMANN Aleida / FREVERT Ute, *Geschichtsvergessenheit, Geschichtsversessenheit - Vom Umgang mit deutschen Vergangenheiten*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1999.
- ASSMANN Aleida, *Der lange Schatten der Vergangenheit*, München, C. H. Beck, 2014.
- BESANCON Alain, *Le malheur du siècle - sur le communisme, le nazisme, et l'unicité de la Shoah*, Paris, Fayard, 1998.
- den BOER Pim, DUCHHARDT Heinz, KREIS Georg, SCHMALE Wolfgang (Hrsg.) *Europäische erinnerungsorte 2 – Das Haus Europa*, München, Oldenbourg-Verlag, 2012.
- BOQUET Damien et NAGY Piroska, *Sensible Moyen-Age*, Paris, Le Seuil, 2015.
- CONAN Eric et ROUSSO Henry, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994.
- CYRULNIK Boris, *Autobiographie d'un épouvantail*, Paris, Odile Jacob, 2008.
- CYRULNIK Boris, *Sauve-toi, la vie t'appelle*, Paris, Odile Jacob, 2012.
- FRANCOIS Etienne / SCHULZE Hagen, *Deutsche Erinnerungsorte (Band 1)*, München, C. H. Beck, 2002.
- HALBWACHS Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994 (Première édition : Paris, Alcan, 1925).
- HALBWACHS Maurice, *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997 (1^{ère} édition Paris, Presses Universitaires de France, 1950).
- LECONTE Jacques, *Introduction à la psychologie positive*, Malakoff, Dunod « Psycho Sup », 2014.
- MÜNKLER Herfried, *Die Deutschen und ihre Mythen*, Berlin, Rowohlt, 2008.
- NIETZSCHE Friedrich, *Unzeitgemässe Betrachtungen*. Disponible sur le site du Projet Gutenberg : <https://www.projekt-gutenberg.org/nietzsch/unzeit1/unzeit1.html>, texte de l'édition Insel Taschenbuch 1981.
- NORA Pierre, *Les lieux de mémoire / 1. la République*, Paris, Gallimard, 1984.
- NORA Pierre, *Les Lieux de mémoire*, Tome III, Paris, Gallimard, 1992.
- NORA Pierre, *Présent, Nation, Mémoire*, Paris, Gallimard, 2011.
- OFFENSTADT Nicolas, *L'Histoire bling-bling - La fin du roman national*, Paris, Stock, 2009.
- RICOEUR Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Editions du Seuil, 2000.
- ROUSSO Henry, *La dernière catastrophe*, Paris, Gallimard, 2012.
- ROUSSO Henry, *Face au passé. Essai sur la mémoire contemporaine*, Paris, Belin, 2016.
- SOULET, Jean-François (Dir.), *L'histoire immédiate. Historiographie, sources et méthodes*, Paris, Armand Colin « U », 2012.
- TODOROV Tzvetan, *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa, 2015 (Première édition 1995).
- TURETTI Laurent, *Les Français et le territoire national 1870-1914*, Thèse de doctorat sous la direction de Alfred WAHL, soutenue à l'Université de Metz en janvier 2003.
- WIEVIORKA Annette, *L'Ère du témoin*, Paris, Plon, 1998.

- WIEVIORKA Olivier et WINOCK Michel, *Les lieux de l'histoire de France*, Paris, Éditions Perrin, 2017.

2. Chapitres d'ouvrages / Articles scientifiques

- BEDARIDA François, « Le temps présent et l'historiographie contemporaine », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2001/1 (n° 69), pp. 153-160.
- COCHET François, « XXIX - Douaumont », dans : Olivier Wieviorka éd., *Les lieux de l'histoire de France*. Paris, Perrin, « Hors collection », 2017, pp. 413-429.
- ESCHER Clemens, „Genese des Hymnenstreits“, in „*Deutschland, Deutschland, Du mein Alles!*“ *Die Deutschen auf der Suche nach ihrer Nationalhymne 1949 – 1952*, Verlag Ferdinand Schöningh, Paderborn, 2017, pp. 27-72.
- FINKIELKRAUT Alain, « Entretien », *Revue internationale et stratégique*, 2005/2 (N°58), pp. 87-96.
- FRANCOIS Etienne et SERRIER Thomas, « Lieux de mémoire européens », in *La Documentation Photographique*, Paris, mai-juin 2012.
- FUREIX Emmanuel, « Chapitre II. La République, forme politique et compromis social », in *Le siècle des possibles. 1814-1914*, sous la direction de FUREIX Emmanuel, Paris, Presses Universitaires de France, 2014, pp. 188-189.
- GRINSHPUN Yana, « Introduction. De la victime à la victimisation : la construction d'un dispositif discursif », in *Argumentation et Analyse du Discours*, N° 23 | 2019, en ligne : <https://journals.openedition.org/aad/3400>
- HARTOG François, « La montée du présentisme », in *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Le Seuil, Paris, 2003.
- KHOURY Rafiq, « Un peuple en Palestine », *Revue Projet*, 2001/3 (n° 267), pp. 24-31.
- KOSELLECK Reinhard, *Gibt es ein kollektives Gedächtnis ?*, Maison des Sciences de l'Homme et de la Société, Sofia, 2004, pp. 23-28.
- KRUMEICH Gerd, « Les lieux de mémoire : France-Allemagne », in *Questions de communication*, 2004/2 (N° 6), pp. 233-246.
- MOREL Pierre, « La médiation en urgence. Esquisse d'une typologie », *Archives de philosophie du droit*, 2019/1 (Tome 61), p. 39-54.
- ROUSSO Henry, « Vers une mondialisation de la mémoire », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2007/2 (n° 94), pp. 3-10.
- SERRIER Thomas, « A la recherche des lieux de mémoire européens », in *Revue de l'IFHA en ligne*, 5 | 2013.
- SOUTOU Georges-Henri, « La construction du symbole de Verdun », in *Revue Défense Nationale*, vol. 787, no. 2, 2016, pp. 27-28.
- THIESSE Anne-Marie, « La fabrication culturelle des nations européennes », in JOURNET Nicolas (éd.), *La Culture. De l'Universel au Particulier*, Auxerre, Éditions Sciences Humaines « Synthèse », 2002, pp. 224-226.

3. Presse (ordre chronologique)

- NOLTE Ernst, „Vergangenheit, die nicht vergehen will“, in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 6. Juni 1986.
- HABERMAS Jürgen, „Eine Art Schadensabwicklung“, in *Die Zeit*, 11. Juli 1986.
- d'AREMBAUD Arnaud, « L'oubli fait partie du bon fonctionnement de la mémoire », in *L'Express*, 25 janvier 2011.
- KÖNIG Daniel, *Patriotismus in Deutschland*, Hamburg, Diplomica Verlag, 2012.
- LEINEMANN Jürgen, « Ein glückliches Volk. Deutschland, ein Sommermärchen – die Fußball-WM wird zur nationalen Love Parade » (sans date de parution).
Disponible sur : <http://www.spiegel.de/jahreschronik/a-452551.html>
- UNTERSINGER Martin, « 'Droit à l'oubli' : Google débouté par la justice européenne », in *Le Monde*, 13 mai 2014.
- REHFELD Claus-Stephan, « Auferstanden zu Einigkeit, Recht und Freiheit » paru en 2015 sur le site de la Deutschlandfunk.
Disponible sur :
<https://www.deutschlandfunkkultur.de/geschichte-der-deutschen-nationalhymne-auferstanden-zu-100.html>
- SCHULZ Bernhard, „30 Jahre Historikerstreit - Die Vergangenheit, die doch vergeht“, in *Der Tagespiegel*, 6. Juni 2016.

4. Témoignages / Essais

- ELTCHANINOFF Michel, *Les nouveaux Dissidents*, Paris, Stock, 2016.
- HAITIWAJI Gulbahar / MORGAT Rozenn, *Rescapée du goulag chinois*, Paris, Editions des Equateurs, 2021
- KAVAL Allan, « Nadia Murad, des chaînes de l'Etat islamique au prix Nobel de la paix », in *Le Monde*, 5 octobre 2018.
- GIRTANNER Maïti / TABARD Guillaume, *Même les bourreaux ont une âme*, Paris, Editions de la Loupe, 2008.
- VEIL Simone, Propos de repris (sans indication de source) sur :
<http://histoiregeographieapaulclaudel.blogspot.fr/2014/02/simone-veil-et-la-shoah-temoigner.html>
- WIESEL Elie, *La Nuit*, Paris, Editions de Minuit, 1958 / réédition de 2007 avec nouvelle préface
- ZWEIG Stefan, *Sternstunden der Menschheit*, Göttingen, LIWI-Verlag, 2020.

IX. Images et mises en scène

1. Ouvrages scientifiques

- BENOIST Stéphane, *Rome, le prince et la Cité. Pouvoir impérial et cérémonies publiques (Ier siècle av. - début du IVe siècle apr. J.-C.)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2005.
- COTTRET Bernard et HENNETON Lauric (dir.), *Du bon usage des commémorations. Histoire, mémoire et identité, XVI^e-XXI^e siècle* », Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010.
- KRAPOTH Stéphanie, ASTANGUL-RALLO Claire (éd.), *Les Relations franco-allemandes en perspective. Sources, méthodes et temporalités pour une approche des représentations depuis 1870*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2016.

2. Articles scientifiques et chapitres d'ouvrage

- CHAMPAGNE Patrick, « Le coup médiatique. Les journalistes font-ils l'événement ? », *Sociétés & Représentations*, 2011/2 (n° 32), pp. 25-43.
- AESCHIMANN Eric, « Le moralisme médiatique », in *Le Débat*, 2006/1 (n° 138), pp. 104-114.
- GARCIA Patrick, « Jacques Chirac au Panthéon. Le transfert des cendres d'André Malraux (23 novembre 1996) », in *Sociétés & Représentations*, 2001/2 (n° 12), pp. 205-222.
- MARCOWITZ Reiner, « Vers une mémoire franco-allemande de la Grande Guerre ? Les gestes symboliques, de Mourmelon (1962) au Hartmannswillerkopf (2014) », in JALABERT Laurent, MARCOWITZ Reiner, WEINRICH Arndt, *La longue Mémoire de la Grande Guerre – Regards croisés franco-allemands de 1918 à nos jours*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2017.
- KOCH Ursula E, « L'image de l'autre dans la société civile. Le miroir des caricatures », in *Allemagne d'aujourd'hui*, 2015/4 (N° 214), pp. 129-143.
- PADBERG Gabriele, « Le couple *Merkozy* à travers les caricatures dans la presse (2007-2012) », in KRAPOTH Stéphanie et ASLANGUL-RALLO Claire (Dir.), *Les Relations franco-allemandes en perspective – Sources, méthodes et temporalités pour une approche des représentations depuis 1870*, Presses Universitaires e Franche-Comté, Besançon, 2016, pp. 393-420.
- RAYNAUD Philippe, « La commémoration : illusion ou artifice ? », in *Le Débat*, 1994/1 n°78, pp. 99 à 110.
- VAN YPERSELE Laurence, « La caricature et l'historien », in COURTOIS Luc et PIROTTE Jean (Dir.), *Images de la Wallonie dans le dessin de presse (1910-1961). Une enquête dans la presse d'action wallonne*, Louvain-la-Neuve, Fondation wallonne Pierre-Marie et Jean-François Humblet, 1993, p. 113-117.

3. *Varia*

- BARNAY Sylvie, *Un air de déjà vu et d'encore jamais vu, imaginer l'art de demain*, Conférence de Carême à Notre-Dame de Paris du 6 mars 2016.
Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=8KohpQ4dDbI>
- DELEPINE Marie-Pierre, *Présidents et chanceliers dans les caricatures politiques : représentation et symbolique du couple franco-allemand (1950-1998)*, sous la direction de Anne Saint Sauveur-Henn, soutenue en 2007 à Paris 3.
- ZWACH Eva, *Deutsche und englische Militärmuseen im 20. Jahrhundert*, Münster, LIT Verlag, 1999.

ANNEXES

I. Entretien avec M. Serge BARCELLINI	p. 463
II. Entretien avec M. Frédéric de LA MURE	p. 475
III. Entretien avec M. Georges SAUNIER	p. 493
IV. Entretien avec M. Daniel GROSCOLAS	p. 499
V. Entretien avec M. Jean-Louis DUMONT	p. 511
VI. Extraits d'archives	p. 523
VII. Extraits de manuels scolaires	p. 539
VIII. Notre album de famille franco-allemand	p. 545

ANNEXE 1

Transcription de l'entretien avec M. Serge BARCELLINI

Président du Souvenir Français,

A l'époque Chargé de Mission auprès du Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants

Par « Zoom », le vendredi 7 mai 2021

Durée : 1h08

Texte relu et corrigé par M. Serge Barcellini

- Nous pourrions peut-être commencer avec la genèse du geste de Verdun. Il est donc né à Rambouillet, lors du sommet franco-allemand, mais j'imagine que l'idée avait déjà germé en amont.

En 1984, je dirigeais la délégation à la mémoire du Ministère des Anciens Combattants. Et j'avais, depuis 1982, imaginé et mis en œuvre les programmes commémoratifs du pays. En 1983, nous avons monté de très belles opérations, en particulier le 40^{ème} anniversaire du décès de Jean Moulin. François Mitterrand avait présidé la principale cérémonie le 17 juin à l'Arc de Triomphe.

Nous avons également commémoré la libération de la Corse. François Mitterrand n'avait pas pu y assister, le ministre de la Défense présidait. Puis ce fut la cérémonie du 11 novembre 1943 à Oyonnax, le défilé des Maquisards en 1943 à Oyonnax présidés par François Mitterrand. Je vous explique cela pour bien comprendre la genèse de ce que je sais de Verdun. Donc nous sommes en novembre 1983, et la question qui se pose est : « Et qu'est-ce qu'on va faire pour le 6 juin 1984 ? ». J'ai alors proposé de commémorer sur une plage (cela constituait une grande nouveauté). Jusqu'en 1983, on commémorait le 6 juin dans les villes, et non pas sur les plages. Je me suis alors rendu en Normandie avec Henri Nallet, qui était à l'époque conseiller à l'Elysée et qui fut par la suite ministre, et le général Saulnier, qui était alors chef de cabinet militaire de l'Elysée. En Normandie, nous avons choisi la plage d'Utah-Beach qui était une plage américaine. Nous avons alors élaboré un nouveau concept composé d'une cérémonie internationale à Utah-Beach et de cérémonies nationales qui devaient se placer après la cérémonie internationale.

La cérémonie franco-française se déroula à Ouistreham, lieu du débarquement du commando Kieffer, avec François Mitterrand. Lors de l'annonce du programme, je ne me souviens plus si c'était en avril (ou en mars, ou en février) 1984... s'est posée la question des invités, quels seraient les chefs d'Etat qu'on inviterait ? J'ai alors fait une proposition à l'Elysée (les archives sont au Service Historique) : « On va inviter des Chefs d'Etat qui ont eu des troupes sous leur propre uniforme et sous leur propre commandement ». Cela réduisait singulièrement le nombre d'invités. Bien-sûr, il y avait les Anglais, les Canadiens, il y avait cinq ou six pays. Devait-on inviter les Allemands ?

J'ai rédigé une note à François Mitterrand pour lui poser la question. Ce dernier décida que c'était trop tôt pour inviter les Allemands.

- Donc c'est bien une décision du Président Mitterrand ?

Là c'est clair, c'est une décision de François Mitterrand. Il pensait que c'était trop tôt pour associer les Allemands à un geste de 39-45. Cette décision ouvre une discussion. Parmi les premières réactions, celle de Simone Veil, qui a dit : « C'est une grave erreur, au moment où s'impose l'Europe, on doit associer les Allemands ». Après, je ne suis plus dans le secret quant à la décision de Rambouillet. Rambouillet, vous me rappelez la date ?

- Fin mai. Le 28-29 mai 1984.

Lors de cette rencontre, il est décidé de faire un geste franco-allemand en réponse à la non-participation du 6 juin 1984.

En juin, Jacques Attali m'appelle pour me demander mon avis sur le choix d'un lieu pour une cérémonie à monter en septembre.

Je ne vous cache pas que je n'avais pas proposé Verdun. Je lui réponds : « La Marne » où se préparait le 70ème anniversaire de la bataille.

J'ai immédiatement compris que cela ne retenait pas l'intérêt de l'Elysée. L'une des raisons que l'on ne m'a pas dites, mais qui était claire, la Marne, c'était une victoire française alors qu'ils recherchaient une bataille « à égalité ». Et Verdun est d'abord une bataille franco-allemande avant d'être une victoire française. C'est cela qu'il faut retenir de Verdun. Et donc Verdun est choisi et annoncé par l'Elysée.

Dès lors, je reviens dans le circuit avec Jean Glavany qui est à l'époque le chef de cabinet de l'Elysée. Je me suis rendu à deux reprises à Verdun avec Jean Glavany pour monter la cérémonie. J'avais alors fait une proposition étonnante : placer devant l'ossuaire de Douaumont deux cercueils, un cercueil allemand et un cercueil français, dans lesquels on aurait mis les restes d'un combattant allemand et d'un combattant français retrouvés sur le champ de bataille en 1984. A cette fin j'avais fait conserver tous les corps qu'on retrouvait – Excusez-moi d'employer le mot « corps » car c'étaient des squelettes qu'on retrouvait. On en retrouvait encore très souvent sur le champ de bataille. Et l'idée proposée était de faire se recueillir François Mitterrand et Helmut Kohl devant deux cercueils, français et allemand avec le message suivant : « En 1920, on avait choisi un soldat inconnu français. Aujourd'hui, on se recueille devant deux soldats inconnus, un allemand et un français, retrouvés soixante-dix ans après ensemble sur le champ de bataille ». Cette idée n'a pas été acceptée. J'ai le souvenir encore d'Attali me disant : « Que va penser Hara-Kiri ? ». Le pouvoir anticipait un dessin d'Hara-Kiri, avec les deux chefs d'Etat devant les deux cercueils...

Dès lors le programme s'ébaucha.

Première décision : faire une cérémonie dans le cimetière français de Douaumont avec en parallèle une cérémonie dans un cimetière allemand.

Consenvoye situé à l'extérieur du champ de bataille s'imposait parce qu'en 1920, il avait été décidé de ne pas inhumer un seul corps allemand sur le champ de bataille de Verdun. Il n'y a

pas de cimetière allemand sur le champ de bataille de Verdun. On les a inhumés à l'extérieur du champ de bataille, on ne voulait pas alors « polluer » notre victoire.

Deuxième décision : un geste symbolique avec la plantation d'un arbre par l'Office Franco-Allemand de la Jeunesse à côté de l'Ossuaire. Dès lors la question se pose « Que faire devant l'Ossuaire ? » puisqu'on m'avait supprimé mes deux cercueils. Donc on a rajouté très tardivement, quelques jours avant la cérémonie un catafalque. S'il n'y avait pas eu de catafalque, ils ne se serraient pas tenu la main même si ce geste n'était pas programmé.

A ce programme, François Mitterrand ajouta un déplacement en hélicoptère avec le Chancelier Kohl sur un lieu de mémoire personnel, près du Mort-Homme. C'est là où il avait été fait prisonnier en 1940.

J'ai accueilli les deux présidents – j'étais à l'époque directeur au ministère – à l'entrée du cimetière de Douaumont, en bas. Si vous voyez le lieu : ils sont arrivés en-bas, puis ils ont remonté le cimetière en direction de l'Ossuaire de Douaumont. François Mitterrand m'a présenté Helmut Kohl et je les ai suivis.

Dans la mise en œuvre de ce « moment mémoriel », Jean Glavany a joué un grand rôle.

Mes correspondants à l'Élysée étaient Jacques Attali sur les moments décisionnels et Jean Glavany sur la mise en œuvre. Parmi les décisions qui ont été également prises, c'est le choix des accompagnateurs de François Mitterrand. L'idée était de choisir quelques grands témoins, dont le Grand rabbin Kaplan.

Voilà ce que je peux vous dire sur cette cérémonie qui demeure gravée dans les mémoires. L'implication de Mitterrand est importante ; celle de Kohl, je ne sais pas. Les réactions des Anciens Combattants ? A ma connaissance, je n'en ai vu aucun refuser cette initiative. Alors que, en Normandie, on en aurait eu. Parce qu'en 84, vous imaginez le nombre d'Anciens Combattants de 39-45 qui restaient. On n'est pas dans la même complexité. C'est pour cela qu'il a fallu attendre Jacques Chirac pour arriver à inviter les Allemands le 6 juin.

- Il me semble qu'en Normandie, on a vraiment deux générations. Il y a les Anciens Combattants de 14-18 qui l'ont regretté...

Absolument !

- Et la génération de 39-45 qui était hostile.

Mais la plus importante, c'était la génération 39-45. C'était cela le problème, alors qu'à Verdun, on n'avait pas ce problème. Donc voilà de ce que je peux vous dire. Vous me parlez de la nécropole allemande de La Cambe en Normandie et des polémiques qui accompagnent les cérémonies qui y sont organisées. C'est une question récurrente. En 1984, la cérémonie allemande a été organisée à La Cambe. Or on avait décidé que chaque cérémonie nationale serait présidée par un ministre français. Pour les Norvégiens, si je me souviens bien, on avait mis Louis Mexandeau. A La Cambe, le problème s'est posé car si La Cambe est magnifique, c'est sans doute le plus beau cimetière de toute la Normandie, ils y reposent des soldats Allemands qui sont remontés pour arrêter les troupes anglo-américaines après le 6 juin. Or, dans ces troupes qui remontaient, il y a celles qui sont passées à Oradour. Parmi les SS qui ont

massacré Oradour, un nombre important ont été tués ensuite en Normandie et sont inhumés à La Cambe. Dès lors, peut-on commémorer dans un cimetière où reposent les assassins d'Oradour ? Cette question reste d'actualité.

Au soixante-quinzième anniversaire du 6 juin, il n'y avait pas de ministre français à La Cambe...

- Donc Jean Laurain n'y est pas allé ?

Je m'interroge sur sa présence. Il faut regarder dans mes archives qui sont au Service Historique de la Défense à Vincennes.

- Volontiers. Car sans le 6 juin, il n'y avait pas de Rencontre de Verdun, ni de geste de Verdun.

S'il n'y avait pas eu le 6 juin 1984, il n'y aurait pas eu la Rencontre de Verdun. La Rencontre de Verdun est totalement liée au 6 juin. D'où mon idée de positionner La Marne, et non pas Verdun qui devait être commémorée en 1986.

- Et en même temps, ça avait du sens, ce catafalque, parce que l'Ossuaire, justement, regroupe les corps des Allemands et des Français.

Oui – sauf qu'en 1984, on n'osait pas encore dire qu'il y avait beaucoup de soldats d'Allemands inhumés dans l'Ossuaire. Maintenant, c'est public.

- Cela a vraiment été dit publiquement, je dirais, en 2016 pour le Centenaire, quand Angela Merkel est venue.

C'est cela. Moi, j'avais fait installer à Verdun un drapeau allemand et un drapeau européen sur le Fort de Douaumont, là où des soldats Allemands sont enterrés sous un mur écroulé. Cette installation de drapeaux a occasionné une forte polémique. Et c'était pourtant en 2010. Cela restait sensible.

- Il n'y a plus d'Anciens Combattants de la Première Guerre mondiale, ça joue aussi.

La disparition des survivants rend en effet possible une écriture de l'histoire plus sereine. Ensuite vous m'avez demandé d'aborder le déroulement de la cérémonie. J'y étais, mais mes souvenirs sont fragmentés. Ce jour-là, j'ai assuré l'accueil en bas du cimetière et j'ai participé dans le carré rapproché à la cérémonie où les deux présidents se sont tenus la main. Sans savoir que se jouait alors un moment historique. Cette cérémonie est-elle exceptionnelle ? Oui, c'est une nouveauté. 1984, c'est la première fois que l'Etat commémore en franco-allemand. Du franco-allemand, on commençait à le faire à Verdun. Mais ce n'étaient pas des gestes politiques. C'étaient des gestes associatifs. On avait fait du « franco-allemand » devant la chapelle de Fleury-lès-Douaumont, qui est juste à côté. La route qui conduit à Douaumont avait été baptisée du nom du Corps Européen, franco-allemand. Le Mémorial de Verdun faisait aussi du franco-allemand. 1984 constituait une radicale nouveauté. Cela a été vécu comme le moment définitif

de la réconciliation. Ce fut le moment visuel et définitif de cette réconciliation. Un moment construit sur 14-18 et non sur 39-45.

- Moi, j'attendais beaucoup pour l'an dernier. Malheureusement, le coronavirus a empêché de faire cela, mais moi j'attendais beaucoup un geste de cette ampleur-là pour l'an dernier.

Oui, absolument. On le fera sur 39-45 au quatre-vingtième anniversaire (2024). Mais c'est quand-même plus compliqué. Cela reste fondamentalement plus compliqué. Aller dans un cimetière comme Consenvoye, cela ne pose aucun problème. Aller sur un cimetière comme La Cambe, cela passe mal.

- On a bien vu, l'année d'après, la visite de Reagan à Bitburg a créé un scandale.

Absolument. Quand Reagan a voulu copier en quelque sorte le geste de Verdun, ça été une erreur fondamentale parce qu'on ne pouvait pas faire sur 39-45 ce qu'on faisait sur 14-18. Le geste de Reagan a été fortement critiqué. Le futur grand geste, ce sera 2024. Les survivants se compteront en quelques dizaines...

- Alors oui, excusez-moi, je reviens quand-même sur le moment : ça s'est passé comment ? Parce que vous avez vu ça. Est-ce que vous vous souvenez comment vous avez réagi ? Est-ce que vous l'avez perçu, déjà ?

Oui, j'ai bien vu qu'ils se tenaient la main. Est-ce que j'ai mesuré la force du moment ? Je pense que non.

- Il y avait sans doute une atmosphère particulière ?

Premièrement, il n'y avait pas de limites de public. Aujourd'hui, on quantifie, on surveille, on fait attention. En 1984, ce n'était quasiment pas quantifié. Il y avait énormément de public. Si vous regarderez les photos d'après – des années en -6 après – 86 qui n'est encore pas quantifié, mais en 1996, 2006, 2016, tout est limité. On surveille tout. Trois cartes, il faut montrer trois cartes pour rentrer, etc. etc. En 1984 on n'a compté ni le nombre d'élus locaux, ni le nombre de porte-drapeaux, ni les anciens combattants. Quand vous comparez avec Emmanuel Macron pour son « itinérance mémorielle » en 2018... quelle différence.

- 2018, pour la fin du Centenaire.

En 2018, il n'y avait de pandémie, regardez la cérémonie présidée par Emmanuel Macron à Verdun devant l'Ossuaire et comparez-la avec celle de François Mitterrand en 1984. C'est un tremblement de terre. Désormais, on surveille tout on limite tout. On compte le nombre de porte-drapeaux, on compte le nombre d'associations, tout est limité. Par contre, la télévision, c'est en direct. Là, en 84, rien n'était compté.

- Après, il y a les risques terroristes... Mais en 84, il y avait aussi des risques ?

Et bien en 84, on était moins craintifs. Il y avait des risques mais on ne quantifiait pas. Alors que le bain de foule, vous imaginez ce que c'était ? C'était hallucinant ! Maintenant, il n'y a plus rien. 84, c'est vrai qu'il s'est passé quelque chose. J'avais déjà réalisé des initiatives franco-allemandes, mais à petit niveau. J'avais déjà monté des cérémonies avec Jean Laurain et un ministre allemand. J'avais fait du franco-allemand avec la VDK. Mais rien de comparable à Verdun 1984.

- Est-ce que ça, ce n'était pas lié à la personnalité des deux chefs d'Etat, aussi bien Mitterrand que Kohl ?

Mitterrand, c'était un homme de mémoire. Il avait d'abord une mémoire personnelle. Pour 2021, nous préparons deux initiatives. Mitterrand est fait prisonnier à Esnes-sur-Argonne. Qu'est-ce qu'il fait après : il est amené à Lunéville. Et là, il est à l'hôpital de Lunéville, parce qu'il est blessé. On va apposer une plaque sur l'hôpital. Ensuite, il est fait prisonnier. Il s'évade et arrive par Metz. Et on va apposer une plaque en Moselle. Le destin personnel de Mitterrand s'inscrit dans l'histoire de France. Concernant le chancelier Kohl, son père avait combattu à Verdun d'où ce croisement mémoriel entre les deux présidents.

En tout cas, oui, comparées aux cérémonies d'après, elle est exceptionnelle. Honnêtement, j'aurais mauvaise grâce à vous dire que j'ai senti la photo qui s'imposerait. Ce n'est pas vrai.

- Est-ce que François Mitterrand en a reparlé après ?

Mitterrand, c'était Mitterrand. Je n'étais qu'un « petit » haut fonctionnaire. Bien que j'aie été dans un cabinet ministériel – et bien que je connaissais bien François Mitterrand car j'avais organisé pour lui le congrès du parti socialiste à Metz – je n'ai pas eu l'occasion de lui en reparler. C'est Jean Glavany qui pourrait vous le dire, c'est Jacques Attali qui pourrait vous le dire. Alors on me dit que Hubert Védrine a joué un rôle important, ce que je veux bien croire. Moi, je ne peux pas vous parler de lui. Je ne l'ai jamais eu en face de moi pour monter cet anniversaire. Hubert Védrine était à l'Elysée donc je conçois qu'il a joué un rôle.

Alors, est-ce qu'il y a eu des réticences ? Je n'en ai pas rencontrées. En tout cas pas dans le monde ancien combattant. J'étais au ministère des Anciens Combattants, avec Jean Laurain, c'est avec lui que je suis arrivé au ministère. Je n'ai aucun souvenir de critiques du monde combattant. Aucun. Autant on risquait d'en avoir le 6 juin, autant à Verdun, il ne pouvait pas y en avoir.

La répercussion de cette cérémonie est exceptionnelle. Entre 1981 et le départ de Mitterrand, c'est la seule photo qui restera de la politique mémorielle. Il n'en restera pas d'autres. Que Mitterrand ait fait un geste pour Jean Moulin en 1983, personne ne s'en souvient. Qu'il soit allé le 11 novembre 1983 à Oyonnax dans l'Ain, ils s'en souviennent seulement à Oyonnax. Le seul geste dont on se souvient, c'est celui-là, c'est Kohl-Mitterrand.

- Et vous savez pourquoi ?

Et bien oui, la photo. Elle est géniale cette photo ! Ils se tiennent la main, ils sont tous les deux. Tout le monde s'interroge pourquoi et quand ils ont décidé de se tenir la main. On peut raconter une histoire avec cette photo. Pour moi, c'est ça qui est important. Raconter une histoire. La photo permet tout. Et puis après, il y a l'histoire de la photo. Je me souviens du parti socialiste, quand il s'est servi de la photo en mettant François Mitterrand un peu plus grand pendant la campagne électorale.

- C'est la campagne européenne qui a suivi, celle de 89 ?

C'est cela.

- La photo a été utilisée aussi par la CDU, en Allemagne. Mais de dos. Sur les affiches allemandes, on voit Kohl et Mitterrand de dos.

Il est de face pour les socialistes. Elle est de face, sauf qu'il a fallu grandir Mitterrand. Alors ils ne l'ont pas grandi, ils ont choisi la seule photo où ils étaient à peu près de la même taille. Avec la perspective.

C'est la cérémonie de référence aujourd'hui dans la mémoire de Verdun.

- Et d'ailleurs, il n'y a plus jamais un chancelier qui est revenu à Verdun, jusqu'à Angela Merkel pour le Centenaire.
- Cela me fait penser à une question : est-ce que vous savez pourquoi Kohl et Mitterrand ne sont pas allés à Verdun même ? Pourquoi ne sont-ils pas passés par la ville ? Est-ce uniquement une question de temps ?

Guerre ouverte avec le maire. C'était compliqué avec le maire ! A Verdun, je vais vous parler deux mots de politique de mémoire. A Verdun, depuis l'origine, il y a la mémoire de la ville et la mémoire du champ de bataille. Et ce n'est pas la même chose. Aujourd'hui encore – pour que vous compreniez bien cette guerre qu'il y a, je vous donne l'exemple du TGV. Le TGV arrive, au milieu de nulle part, si vous allez à Verdun. Il s'arrête à 29 kilomètres de Verdun, et à 31 kilomètres de Bar-le-Duc. Mais c'était simple, après : il suffisait de mettre un petit train pour aller de la gare TGV au champ de bataille. Et on aurait eu des centaines de milliers de visiteurs qui seraient arrivés par TGV, qui iraient sur le champ de bataille, qui reviendraient le soir et qui repartiraient. Cela, c'est impossible. Pourquoi ? Parce que si vous faites ça, vous ne passez plus par la ville de Verdun. Or, quand vous arrivez à la gare TGV, la seule chose que vous trouvez, ce sont des bus qui vous amènent à la gare de Verdun. Et après pour monter sur le champ de bataille, c'est difficile ! Vous êtes coincés à Verdun, donc vous êtes obligés d'aller au restaurant ou à l'hôtel à Verdun. Donc les municipalités de Verdun refusent tout lien direct entre le TGV et le champ de bataille.

Entre la ville de Verdun et le champ de bataille, c'est la guerre, depuis l'origine. D'où la cérémonie en 1984, le problème se pose comme pour toutes les cérémonies. Pour toutes les cérémonies les années en -6 se pose ce problème : il faut passer à la fois dans la ville et sur le

champ de bataille. Et là, on avait un problème, je ne me souviens plus lequel, avec le maire de Verdun et François Mitterrand ne voulait pas aller à Verdun. Donc, il n'y est pas allé.

Alors que toutes les années en -6, il y a forcément le passage – regardez même Emmanuel Macron en 2018, pendant l'itinérance, il est allé à l'Hôtel de Ville, puis après il est monté sur le champ de bataille. François Hollande y est allé. Nicolas Sarkozy. Je me souviens au moins de Sarkozy, j'y étais pour Sarkozy. Il est allé dans la ville, et sur le champ de bataille. C'est toujours la dualité, à Verdun. Et cette dualité est un problème touristique, parce que vous n'arrivez pas à vendre ni l'un ni l'autre suffisamment, puisque c'est une concurrence permanente. Et encore aujourd'hui, en 2021, il y a une concurrence entre la ville, qui a ses propres lieux de mémoire, et le champ de bataille, qui a ses propres lieux de mémoire. Tout cela finit par coûter très cher.

- En 1984, ce n'est peut-être pas tout-à-fait la même mémoire, la ville de Verdun le champ de bataille de Douaumont ?

J'ai beaucoup écrit sur le problème de la mémoire à Verdun. Je vous renvoie à ce que j'ai écrit. Une mémoire plus victorieuse à Verdun et une mémoire plus souffrante et combattante sur le champ de bataille.

- Dès le départ, dès 1920 ?

Oui, dès le départ. La mémoire des Poilus est sur le champ de bataille. La grande mémoire victorieuse à Verdun.

- C'est vraiment une question que je me pose : cette image, est-ce qu'elle est encore vraiment d'actualité ? L'Allemagne est réunifiée...

Ma réponse est : Non elle n'est plus d'actualité. On a fait le Centenaire, vous avez bien compris ce qu'ont fait les Allemands pendant le Centenaire ? Alors je vous donne la réponse : les Allemands ont dit « Si vous nous invitez, on viendra ». Point. Ils n'ont rien fait pour le Centenaire. Il n'y a pas eu de geste allemand pour le Centenaire. Pas un. Là où on les a invités, ils sont venus. Mais le Centenaire n'a pas été un Centenaire franco-allemand. Les Allemands ne construisent pas la même politique de mémoire que les Français. C'est clair et net.

- Surtout pas sur la Première Guerre mondiale...

Surtout pas sur la Première Guerre mondiale. Quand vous allez au musée de l'histoire allemande à Berlin, vous comprenez cela. Vous comprenez que 14-18 tient peu de place dans le musée alors que la place pour 39-45 est exceptionnelle. Alors est-ce que la mémoire, la politique de mémoire est centrale chez les Allemands ? Elle ne l'a jamais été. Alors est-ce que cette photo est encore importante ? Oui. Dans les manuels scolaires.

- Quand j'ai vu les derniers manuels scolaires, j'ai été dubitative. Parce qu'il ne me semble pas l'avoir trouvée...

Elle n'y est plus ?

- Je cherche, je cherche...

Elle y était, dans les manuels...

- Dans le manuel franco-allemand, évidemment...

Bien-sûr ! Qui ne marche pas. Le manuel ne marche pas, on va le dire entre-nous. Et dans les autres, elle n'y est plus ? C'est intéressant ce que vous me dites. Je n'ai pas regardé.

- Les collègues d'histoire parlent de Verdun, c'est une évidence. Ce n'est pas parce que ce n'est plus officiellement au programme que les collègues n'en parlent pas. Mais l'accent a été mis sur la Somme.

C'est un des grands enjeux touristiques du centenaire ! La sortie du Centenaire, c'est « l'abaissement mémoriel » de Verdun. La sortie du Centenaire, c'est une mémoire franco-française qui n'intéresse plus personne. Et donc la grande mémoire, c'est la mémoire internationale de la bataille de la Somme. C'est celle-là qui a pris le devant. Verdun est trop franco-allemand par rapport à une mémoire plus large qui doit être internationale, et que la Somme porte beaucoup mieux.

Ma vision des politiques mémorielles, je l'ai présentée dans mes cours à Sciences Po.

Je commençais toujours mon cours par : « Dans l'expression 'politique mémorielle', le terme de 'politique' est supérieur à celui de 'mémorielle' ». Ca veut tout dire ! Par exemple aujourd'hui, la vision d'Emmanuel Macron, elle est amplement politique. Dans ce cas-là en particulier, le mot 'politique' est largement supérieur au mot 'mémoriel'. Le problème aujourd'hui c'est de savoir : « Ce qu'on veut en faire de cette politique mémorielle ? », est-ce qu'on veut en faire une politique mémorielle sur le long terme, dans ce cas-là, le mémoriel doit l'emporter sur le politique. Ou veut-on faire de la communication, dans ce cas-là, le mot 'politique' l'emporte sur le mot 'mémoriel'. Donc quand on me dit « On fait de la transmission », je dis : « Et bien, c'est pas avec des gestes mémoriels qu'on fait de la transmission ». C'est l'enjeu des politiques mémorielles aujourd'hui. François Mitterrand savait ce qu'était une politique mémorielle. Je vous rappelle qu'il avait été ministre des Anciens Combattants. Il était très à l'aise avec le monde ancien combattant. En 1984 il y avait encore trois millions d'Anciens Combattants. Une des premières décisions de François Mitterrand en 1981 fut de recréer le 8 mai.

A l'époque, j'étais attaché parlementaire de Jean Laurain. J'ai écrit le discours prononcé par le ministre à l'Assemblée Nationale. La politique mémorielle de François Mitterrand reste à écrire.

- A l'Institut François Mitterrand, ils n'ont pas fait ça encore ?

Non, cela n'a pas été fait.

Donc, qu'est-ce que je peux vous dire d'autre ? Alors 2004 Chirac-Schroeder, je n'y étais pas. J'y étais en 2014 avec Hollande. En 2004, j'étais Directeur Général des services de la région Lorraine. Je ne m'occupais absolument pas de politique de mémoire.

- Et pas de la Normandie...

Pas de la Normandie, j'étais totalement extérieur à ces dossiers. Oradour-sur-Glane, oui, j'y suis allé. Mais pas avec Hollande. J'y suis allé avec Valls. Il était ministre de l'Intérieur.

Le Centenaire : je n'étais pas à l'Hartmannswillerkopf, donc je ne peux pas vous en parler. Je n'étais pas à Douaumont en 2016. Donc je ne peux pas en parler. J'étais par contre à Douaumont avec Macron en 2018. Tout était limité. C'était la première sortie des gilets jaunes.

- Donc à Verdun, il était attendu à Verdun par les gilets jaunes ?

La première sortie des gilets jaunes, c'est Verdun. J'avais signalé à la Présidence qu'il était dangereux de limiter les invités pour l'itinérance mémorielle. Je n'ai pas été écouté.

A Douaumont, il y avait 50 porte-drapeaux. Vous savez combien il y a de porte-drapeaux en Meuse ? Il doit y en avoir plus de 1.000. On avait limité à 50. Vous imaginez ? L'itinérance mémorielle était construite pour la télévision.

La politique mémorielle, c'est simple, si vous faites de la mémoire, écoutez et associez le peuple, si vous faites de la politique, choisissez la télévision. Les politiques mémorielles de François Mitterrand, il y avait le peuple en Normandie comme à Verdun. Le 6 juin 84 où il y avait des problèmes de sécurité, c'est la première fois de ma vie où j'ai été obligé d'installer pour les cérémonies des détecteurs à métaux. La première cérémonie en France avec détecteurs à métaux, 'c'est le 6 juin 84'. Parce que l'équipe de Reagan l'a exigé. Pour rentrer sur la tribune, il fallait passer dans les détecteurs à métaux.

Avant 84, on n'en avait jamais mis dans les cérémonies. Depuis, on en met partout. Et pourtant, en 84, même avec les détecteurs à métaux, on avait quand même associé le peuple. On avait invité un nombre exceptionnel d'Anciens Combattants. Aujourd'hui, on commémore pour les télévisions. C'est autre chose. Et quand vous ne faites que de la com', vous ne travaillez pas pour le long terme. Vous faites du court-terme. Or, les politiques de mémoire, elles sont construites pour le long terme. voilà les enjeux aujourd'hui.

Que voulez-vous d'autre ? Pour terminer, je me souviens d'un épisode en 84, c'est que j'ai eu beaucoup d'ennuis avec l'ancien ministre Triboulet qui avait géré les cérémonies, jusqu'en 1983, c'est lui qui était le « patron » du 6 juin. Et quand on a voulu le déposséder en 84, il a fait une crise absolue. Lettre à François Mitterrand me mettant en cause. Jean Glavany m'a appelé et m'a dit : « Que fait-on pour en sortir ? ». Je lui ai dit : « Vous l'élevez au grade de grand-croix de la Légion d'honneur ». Ce fut fait et la polémique s'arrêta.

- C'est pour cela que je tenais aussi à vous rencontrer...

- En ce qui concerne la politique mémorielle, dans les journaux de l'époque, on trouve encore beaucoup de gens qui disent « c'est que de la com' ».

Absolument ! En 84, je me souviens, j'écrivais les discours pour Jean Laurain. Et il se faisait accrocher à l'Assemblée Nationale. Vous imaginez quand il arrivait pour le budget du ministère, les députés se levaient en disant : « Vous parlez politique de mémoire pour ne pas augmenter les pensions ou les retraites ! ». C'est-à-dire qu'ils concevaient la politique de mémoire comme une astuce financière. La politique de mémoire était encore considérée comme une astuce « Refusez de donner le juste dû aux Anciens Combattants et vous cachez ça derrière de la mémoire ». Aujourd'hui, la ministre déléguée à la Mémoire ne présente que des initiatives mémorielles.

- Je vous remercie beaucoup.

ANNEXE 2

Transcription de l'entretien avec M. Frédéric de LA MURE

Alors Photographe officiel du Quai d'Orsay

Par « Zoom », le vendredi 14 mai 2021

Durée : 54'08

Texte relu et corrigé par M. de La Mure

Vous pouvez me présenter en deux mots ce que vous faites, avant qu'on commence ?

- Actuellement, je suis professeure d'Allemand en classe préparatoire littéraire à Angoulême, et j'ai commencé une thèse sur le geste de Verdun. Du franco-allemand. Pas une thèse d'historienne, je suis civilisationniste. Alors bien-sûr, j'ai recours à des techniques d'historien, je fais quand même pour une part un travail d'historien, mais avec d'autres éclairages peut-être que les historiens. J'ai commencé ce travail en 2014, au moment où il y avait eu l'exposition au Centre Mondial de la Paix, autour du geste de Verdun, où étaient rassemblées des dizaines de caricatures.

Vous avez vu l'exposition ?

- Oui. Je suis venue à Verdun, et j'ai eu l'occasion de la voir. Donc, j'ai beaucoup travaillé sur la mémoire, sur le regard des historiens, sur la presse, sur les archives. Là, j'en suis aux entretiens. J'essaye de contacter différentes personnes. Quelques politiques : M. Jean-Louis Dumont - le député-maire, quelques acteurs : M. Daniel Groscolas pour l'OFAJ, M. Serge Barcellini pour les questions de politique mémorielle, peut-être encore M. Jean Glavany... Un panel de personnes susceptibles d'éclairer le geste en complément des archives. L'objectif est de faire vivre ce geste, et pas seulement de le remettre à la mode, parce que c'est l'anniversaire.
- Alors j'aurais une première question, étant tout-à-fait novice en ce qui concerne votre métier. Comment s'organise ce genre d'événement au niveau de la presse et des photographes ? Pour bien me représenter comment cela se passe. Y a-t-il d'un côté la presse, et un peu à part les photographes officiels comme vous, au Quay d'Orsay ? Je ne sais pas du tout comment cela se passe...

Alors, comment cela s'est passé par rapport à tout ça ? De manière assez classique. Surtout dans - comment dire ? – dans les très grands événements comme ça, les autorités qui organisent ce genre de manifestation ne veulent pas que les photographes, les cameramen se baladent partout en fait. Cela devient très vite la pagaille. Les photographes sont sur des podiums, des points fixes, et il n'y a qu'une seule caméra de télévision, ce qu'on appelle un « télédiffuseur hôte »

en fait, et cette caméra travaille pour tout le monde, pour toutes les antennes de télévision. A la fin de la cérémonie, ou en direct, tout est remis gratuitement à tout le monde.

- Donc c'est pour cela que la ZDF, notamment, a retransmis les images françaises ? Elle n'avait pas ses propres images ?

Oui, tout à fait. C'est pour ça. Il y avait un télédiffuseur hôte, oui. Et c'est aussi pour ça qu'ils ne veulent pas que les journalistes de presse écrite et les photographes se baladent partout, parce qu'ils veulent ce que j'appellerais des « images propres ».

- Surtout dans ce type de cérémonie, j'imagine ?

Oui. Aujourd'hui, c'est de plus en plus comme ça, parce qu'il y a de plus en plus de monde dans ce métier-là. En fait, ce qui s'est passé pour moi a été un hasard pour différentes raisons. Dans ces grandes cérémonies, ce n'est pas parce que j'étais photographe au Ministère des Affaires Etrangères que j'avais un passe-droit. Souvent, on est avec les autres journalistes, ne serait-ce que pour ne pas les gêner, parce qu'il suffit qu'il y en ait un qui avance, puis un autre, et c'est la pagaille. Donc moi, je n'avais aucun passe-droit. C'est là qu'a commencé une drôle d'histoire. Tous les photographes qui participaient étaient convoqués à l'Elysée pour qu'on choisisse nos emplacements. Parce que, en fait, il y avait plusieurs emplacements. Et le meilleur, que moi j'aurais pris, c'est un endroit où les gens étaient rassemblés, au bout d'une allée, dans le cimetière de Douaumont : il était prévu que le Chancelier et François Mitterrand marchent à côté des croix, et avec un appareil photo, vous savez au téléobjectif, ça écrase un peu les choses, donc ça, ça permettait de saisir le Chancelier et Mitterrand avec des milliers et des milliers de croix.

- Donc ça, c'était votre idée au départ : les deux hommes au milieu des croix ?

Oui, parce qu'une bonne photo de presse, c'est une photo qui a le moins possible besoin de légende. Qu'on la comprenne symboliquement. Et il s'est trouvé, vous l'avez lu parce que je l'ai souvent racontée, cette histoire-là, c'est que je suis arrivé en retard. J'avais autre chose à faire au Ministère des Affaires Etrangères ce jour-là, je suis arrivé à la réunion avec un quart d'heure ou une demi-heure de retard. Et quand je suis entré, la personne du service de presse de l'Elysée m'a dit : « Monsieur de La Mure, vous êtes en retard, tant pis ! Les places sont attribuées. Bon eh bien, vous aurez la plus mauvaise : il m'en reste une, c'est devant la tombe du soldat inconnu ». C'est comme cela que je me suis retrouvé, seul avec un autre, à cette place. Alors sur le moment je n'étais pas très content, parce que je savais que ce serait une photo complètement classique, qui n'aurait aucune chance de publication. Ils seraient au garde-à-vous avec les hymnes nationaux, vous voyez, ce n'était pas... Bon, vu mon retard, je ne pouvais trop rien dire, voilà. Et puis, le jour venu, quelque part la chance m'a souri, et c'est cette photo-là qui a été prise. Donc cela n'a pas été un choix anticipé.

- C'est cela qui est intéressant : qu'une photo qui s'annonçait classique, vue, revue et re-revue ait pris, tout à coup, cette dimension...

Oui, tout à fait.

- Et selon vous, c'est dû à quoi ? La poignée de main ? On s'attendait à les voir au garde-à-vous, et tout-à-coup, il y a une attitude complètement improbable...

Bien-sûr, c'est la poignée de main. C'est le moment qui a surpris vraiment tout le monde. C'est ce moment-là. Je veux dire : si on avait été aujourd'hui, ou même il y a cinq – six ans, tout le monde aurait eu des téléphones portables. Pour moi, j'ai eu de la chance ; pour moi, ce n'est pas une « photo », n'importe qui aurait pu la faire. Je me trouvais là par hasard, c'est ce que je vous disais dans le mail.

- Oui, à l'époque, dans le public, les gens n'avaient pas leur appareil photo...

C'est pour cela que je dis que pour moi, c'est le hasard : c'est lié à ma profession. Ce n'est pas une « prouesse artistique ». Mais ce qui est amusant, je ne sais pas si vous le voyez, là : il y a un livre qui a été publié chez Actes Sud sur l'histoire vraie des photos depuis 1965. Ils en ont choisi une vingtaine, qui ont marqué les cinquante dernières années, dont la mienne. Ils en ont fait tout un article. Je pourrai vous l'envoyer. Ça m'a amusé de me dire : « Tiens, je suis dans le box-office de ces photos-là ! ».

- Excusez-moi : il n'y avait absolument rien qui avait fuité, en disant « A l'Ossuaire, il va se passer quelque chose... » ?

Ah non, non. Rien du tout. Bon, c'est la question qu'on me pose régulièrement. « Qui a commencé ? » Est-ce que c'est Mitterrand, est-ce que c'est Kohl ? En fait, on ne sait pas. On ne sait pas pour une raison évidente, c'est que quand il y a eu cette fameuse caméra qui filmait pour tout le monde, au moment où ça a eu lieu, le cameraman filmait les troupes. Il y a un grand plan général sur les troupes allemandes et les invités. Donc ça n'a pas été filmé, le moment où ça a été pris. On ne sait pas qui a commencé, en fait. Et on ne saura jamais. Souvent les Allemands disent que c'est Kohl, d'autres que c'est les deux... Bref, je pense qu'on ne saura jamais la vérité. Et quand on regarde la planche contact des photos, je pourrai vous l'envoyer aussi, on ne décèle rien dessus. Rien. Donc est-ce que c'était prévu, pas prévu ? Je n'en sais rien.

Moi je faisais mes photos, au téléobjectif, je n'ai pas un instant pensé que ça pouvait arriver ce genre de choses. Je n'ai pas préparé. J'ai vu la poignée de mains. Comme ça. C'était pris.

- Moi, tout ce que je crois déceler sur les images, c'est qu'on voit quand-même que François Mitterrand fait deux petits pas vers sa gauche, au fur et à mesure que l'hymne allemand se termine. Ça, c'est très net. On voit qu'il se rapproche un tout petit peu... bon... Est-ce que c'est un indice ? Je n'en sais rien. Quelqu'un m'a même suggéré, de manière un peu sibylline, « Est-ce qu'on n'a pas fait le plan de coupe à ce moment-là, au cas où Mitterrand tend la main, et Kohl ne répond pas, parce qu'il n'a pas compris... alors, on coupe, au cas où... ». Toutes les interprétations sont possibles...

Toutes les interprétations sont plausibles, en fait. Ils se seraient arrangés avant, ou pas... C'était une atmosphère très bizarre : il pleuvait des cordes, ou du moins il y avait une sorte de brume. Il faisait presque nuit. Il y avait le sanctuaire de Douaumont devant, avec les centaines de milliers de personnes qui étaient mortes à Verdun, derrière, il y avait toutes les troupes franco-allemandes, il y avait tous les invités. Et en fait, c'était une sorte de témoignage entre les morts et les vivants : c'est ça qui était très émouvant, en fait. Devant les morts, on témoignait que l'avenir serait différent. Face aux vivants qui étaient derrière Kohl et Mitterrand. Et c'est cela qui m'a le plus frappé. Et sinon, je ne sais pas si je devance votre question, mais là où j'ai réalisé en fait la puissance de cette photo, ce n'a pas été sur le moment même : dans mon métier, on passe à toute vitesse d'un événement à l'autre, donc il faut que ça macère un peu tout ça. Ça a été quelques années plus tard : j'avais exposé à la Maison de l'Arche de la Défense mes photographies diverses sur la diplomatie des pays que j'avais traversés à droite et à gauche, et bien-sûr cette photo était présentée. J'avais été interviewé par un journaliste de France Inter sur le lieu de l'exposition-même. On passait de photo en photo, et je les commentais. Il y avait du public qui visitait l'exposition. A moment donné, on se fait apostropher par une personne relativement âgée, qui nous coupe dans l'interview, et me dit : « - C'est vous, l'auteur de la photo ? ». « - Oui, tout à fait ! ». Et elle me dit : « Vous savez, pour moi, cette photo, c'est la fin de la guerre ». Et elle se met à pleurer. Elle me répète : « J'habite à Strasbourg, et pour moi, cette photo, c'est la fin de la guerre ». C'est à ce moment-là que j'ai pris conscience de la puissance de cette photographie. Et du reste, quand Mitterrand est mort, cette photo a été utilisée dans les livres de condoléances de tous les postes diplomatiques français, ambassades et consulats.

- J'ai surtout en tête le décès de Kohl, où il s'est produit exactement la même chose. Au moment du décès de Kohl, elle a ressurgi absolument partout.

Elle a ressurgi à ce moment-là, fatalement...

- Je voulais vous demander : le lendemain, la photo a fait toutes les unes des journaux, quasiment. Donc là, on doit se dire qu'il s'est passé quelque chose.

Oui, elle était partout.

- Pas forcément la vôtre, car il y avait quelques confrères aussi.

Oui, on était deux à l'avoir faite.

- Est-ce que dans votre carrière, il y a d'autres photos qui ont pris cet impact-là ? Est-ce que vous pourriez comparer avec d'autres clichés. Je pense que vous en avez des centaines et des milliers.

Oui, j'ai eu la chance de voyager dans 140 pays différents avec le Ministère des Affaires Etrangères. Mais celle-ci, c'est celle dont on parle le plus souvent.

- On vous en parle beaucoup. Mais vous, personnellement, dans les clichés que vous avez pu prendre, est-ce qu'il y en a d'autres qui ont cette dimension-là, ou peut-être plus, pourquoi pas ?

Au point de vue historique, non. C'est la plus forte. Forcément. On a tous été baignés par ça, notre génération. Par la fin de la guerre. Non, c'est vraiment celle-ci. Largement celle-ci.

- Si on la prend comme une poignée de main classique, c'est une photo très diplomatique. D'après vous, quelle est la différence ?

Le terme couramment utilisé est très mal choisi. Ils n'ont pas échangé une POIGNEE DE MAIN, où la main droite de l'un emboîte celle de l'autre et qui est un geste conventionnel de salutation. Ils se sont mutuellement TENUS PAR LA MAIN, dans un geste apparemment spontané de confiance et de fraternité.

- En même temps, dès qu'il y a un sommet, une rencontre, dès qu'il y a des négociations, ce que les gens attendent, c'est la poignée de mains entre les participants.

Oui, tout à fait. Cela fait partie de la « grande caravane ». Mais là, c'était dans un cimetière quand même... Le cimetière, la météo... tout cela a joué.

- Justement, puisque vous étiez en même temps témoin, quelle ambiance régnait sur cette esplanade ?

C'était assez drôle. Généralement, dans ce genre de cérémonie, on met d'un côté les militaires français, et de l'autre côté les militaires allemands. Et là, ils avaient décidé de mélanger Allemands et Français en les alternant : un Français, un Allemand, un Français, un Allemand. Et ce qui était très drôle, c'est que les soldats allemands avaient une tête de plus que les français. Et donc, on avait des nains de jardin chez nous, et des très grands. Attendez, je vais essayer de vous montrer une photo de ça.

- Remarquez, c'était à l'image des Chefs d'Etat...

C'était drôle... C'était un petit clin d'œil. C'était vraiment en dents de scie. Tous les militaires allemands, c'était comme ça, avaient tous une tête de plus. Tous ces soldats avaient entre vingt et trente ans.

- Donc vous, vous n'avez été que devant l'Ossuaire ? Vous n'étiez pas présent à Consenvoye ou sur les autres lieux ? Dans ces cas-là, on ne bouge pas.

Non, on ne bouge pas. C'était marrant aussi : pour y aller, le gouvernement français avait affrété un train qui venait de Paris. Dans le train, il y avait beaucoup d'invités et beaucoup d'Anciens Combattants. Et puis les journalistes. C'était un train spécial. Cela fait partie des choses drôles :

je n'arrêtais pas d'entendre dans les haut-parleurs du train qu'on avait retrouvé une médaille par terre, une décoration... Tous les militaires étaient arrivés avec toutes leurs décorations... C'était une tragédie lorsqu'ils les égaraient...

- Oui, parce que les Anciens Combattants étaient encore très nombreux à être venus...

Oui, c'est ça qui était émouvant aussi. Leurs souvenirs...

- C'était soixante-dix ans après tout de même !

Oui, ils avaient tous plus de quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-dix ans.

- Et vous avez pu un peu discuter avec les gens qui étaient là, ou votre métier vous a empêché de les rencontrer ?

Non, on n'avait absolument pas le temps. Parce qu'après, vous savez, dans ce genre de choses, le train vous dépose, et puis vous repartez aussi sec dans l'autre sens.

- Oui, excusez-moi, je ne connais vraiment pas les conditions d'exercice de votre métier, c'est pour cela que je vous pose la question pour essayer de me représenter les choses...

Mon métier aux Affaires Etrangères, ç'a été de couvrir la vie diplomatique française, l'action de la France à l'étranger. Mais j'ai quitté le Ministère il y a deux ans maintenant. Et vous, dans tous les commentaires qu'on vous a faits, qu'est-ce qui vous a frappée ? Dans ce que vous avez eu jusqu'à maintenant ?

- Moi, ce qui m'a frappée, peut-être, je ne sais pas si vous l'avez perçu, c'est cette différence entre la cérémonie en elle-même, évidemment une cérémonie dans le recueillement, et le bain de foule qu'il y a eu après. Le contraste entre les deux. Parce qu'à la télévision, la foule semble relativement loin - c'était voulu, je pense - et on n'a pas l'impression qu'il y avait tant de monde que ça. Et en fait si : si j'ai bien compris il y avait un monde fou.

J'ai souvent assisté à des sommets franco-allemands à droite et à gauche, aussi bien en France qu'en Allemagne. Auparavant, dans ce genre de cérémonies, il y avait souvent après des bains de foule. Depuis l'attentat du 11 septembre aux Etats-Unis, tout cela a été supprimé, malheureusement. Mais à l'époque, c'était encore avant le 11 septembre : les mesures de sécurité étaient beaucoup moins strictes. Aujourd'hui le public qui est invité à ce genre de choses est très, très éloigné.

- C'est le 11 septembre qui a mis fin à ce type de bains de foule d'après vous ? Vous avez vraiment senti une différence ?

Dans mon travail lui-même, pour moi, ça a été une véritable rupture, le 11 septembre.

- C'est intéressant, parce que j'ai entendu beaucoup de plaintes. Maintenant, ce n'est plus comme c'était en 84. Ils ne rencontrent plus personne quand on veut faire un geste mémoriel.

Non, non. Les sommets franco-allemands, maintenant, ça a lieu soit à l'Élysée, soit à Berlin. Avant le 11 septembre, une fois par an, il y avait un sommet franco-allemand qui se passait alternativement dans une ville de province en France, et dans une ville d'Allemagne. Quand les visites officielles se passent à Paris, tout le monde râle parce que ça met la pagaille : Paris est bouclé, ça ne circule pas, et tout le monde s'en fout. Par contre, dans des petites villes en province, souvent, les écoles s'arrêtaient, il y avait un monde fou dans la rue. Les magasins étaient pavoisés aux couleurs du pays reçu. Nous, les journalistes, on était toujours invités dans les villes la veille, pour voir comment ça se passait. C'était hyper sympa pour la découverte de l'autre. Moi j'ai été comme ça dans au moins une quinzaine de villes allemandes, et j'étais super content d'y aller, parce que c'était autre chose... Désormais, quand on va à Berlin, c'est complètement fermé. A la Chancellerie, ça n'a plus du tout la même âme. ... Ces sommets-là ont disparu sous cette ancienne forme, pareil pour les sommets franco-espagnols et franco-anglais, tout cela a disparu avec l'histoire du 11 septembre.

- Puisque nous parlons des sommets. Est-ce que vous étiez à Rambouillet, fin mai 1984, lorsqu'ils ont annoncé la décision d'aller à Verdun. Est-ce que vous vous souvenez de cette annonce ?

Oui, oui. J'y étais aussi. Bon, je ne me souviens plus bien du sujet de cette visite, vous trouverez ça dans les archives. Mais oui, j'y étais. Rambouillet, c'est un endroit où peu de chefs d'Etat sont invités. Rambouillet donne un peu un côté intimiste à la rencontre. Je m'y suis trouvé une fois avec Eltsine, j'y étais pour les négociations sur le Kosovo qui ont duré de longs mois.

- Pour Helmut Kohl, c'était une première, j'imagine ?

Oui, je pense.

- Est-ce que vous étiez au sommet suivant, à Bad-Kreuznach. Ils sont allés à Coblenz, et les Allemands ont récupéré le canon « Le Griffon » ? Est-ce que vous vous souvenez de cela ?

Non, je n'étais pas à Coblenz.

- C'est un vieux canon qui a fait des allers-retours entre les deux pays, et à la suite de la rencontre de Verdun, le canon est retourné à Coblenz.

Ce qui était intéressant sur Verdun aussi, c'est que le chancelier n'avait pas été invité aux cérémonies du quarantième anniversaire sur les plages du Débarquement.

- Je crois d'ailleurs que les plages, c'était une première pour le Débarquement. On n'avait jamais fait cela sur les plages avant. On allait plutôt en ville.

Pour moi, c'était la première fois que j'allais sur les plages ; et puis après, tous les dix ans, régulièrement.

- François Mitterrand avait lancé le truc, donc ça a été repris, mais je crois que c'est lui qui avait lancé l'idée d'aller sur les plages.

Je pense, je ne sais pas du tout, mais je pense que – même si pas au niveau des chefs d'Etat, chaque année il y a certainement eu des cérémonies sur les plages, vu le nombre de victimes qu'il y a eu là-bas. Sinon, je peux vous montrer d'autres photos d'accolades franco-allemandes par partage d'écran. Vous voyez cette photo ?

- Ah oui, forcément ! 20 ans après à Caen...

C'était à Caen en 2004, tout de suite après les plages du Débarquement.

- D'ailleurs, c'est un gros problème : quoi faire après le geste de Verdun ? Les chefs d'Etat ont dû se creuser les méninges...

Ils ont dû se gratter la tête, oui...

- Et il y a celle d'Oradour après avec Hollande et Gauck. Ce qu'il y a de particulier avec ces deux dernières photos, c'est qu'elles concernent la Seconde Guerre mondiale. C'est la grande nouveauté : en 1984, ce n'était pas envisageable.

Non, ce n'était pas envisageable.

Sur celle-là, vous avez les militaires. On voit les soldats allemands et français. Vous voyez la différence de taille entre tous, là ? Et donc, je vais vous montrer une autre photo. Vous voyez la première photo : on voit les croix, les gens ont suivi, et puis après marché. Donc les photographes étaient au bout cette allée-là. Et puis voyez, là ils sont devant la tombe du soldat inconnu. Et puis, je vais vous montrer la photo : ça va très vite.

- Oui, effectivement, ça va très très vite. Entre la troisième et la quatrième photo, ça y est, ils se sont pris la main...

Donc on ne voit pas, quand on regarde le déroulé de très près, qui a commencé.

- En même temps je me dis : celui qui a tourné la tête, c'est Kohl. Si Mitterrand avait été surpris, on aurait sûrement vu une réaction. Or, il n'a pas bougé du tout.

C'est tellement à la fraction de seconde aussi : c'est le problème.

- Mitterrand n'a pas bougé d'un sourcil. Or, je pense que si Kohl lui avait pris la main sans que ce soit prévu, Mitterrand aurait tout de même bougé. Il aurait eu du mal à refréner tout mouvement de surprise, aussi maître de lui-même fût-il...

Oui, d'accord. Et puis après, les dernières photos, là, c'est Mitterrand qui rejoint les invités. Et puis après, nous on a dû repartir, et il pleuvait, on ne voyait plus rien.

- Et puis après, lors la plantation d'arbres, il faisait quasiment nuit. Effectivement, la météo apparaît bien sur vos planches.

Oui, on voit bien l'humidité. On voit que c'est trempé.

- Il n'y a qu'à voir leurs par-dessus : ils sont dégoulinants. Ils ont sans doute dû changer après.

On voit bien que ce n'était vraiment pas l'idéal. Il y a une photo que j'aime bien avec Kohl et Mitterrand, c'est celle-ci.

- Oui, cela les représente bien, c'est bien eux. Mais cette photo-là, elle est plus tardive ; elle a bien dix ans de plus...

C'est le côté « la force de l'Allemagne... la France à côté ». Elle correspond à la population.

- Il n'y a qu'à regarder les caricatures : en 1984, déjà, la différence de taille a largement été exploitée.

Et sinon, il y a une dernière photo que j'aime bien, aussi, que je voulais vous montrer. C'est celle-ci, peut-être est-ce que vous la connaissez. C'est à Potsdam.

- Non, celle-là je ne la connaissais pas.

Ils étaient dans la rue, ils sont montés dans l'immeuble, et pour moi c'est vraiment « au théâtre ce soir ». Elle est sympa.

- C'est vrai ! Et puis avec ces briques, c'est impressionnant : ça fait vraiment décor de carton-pâte.

Pour moi, cette photo, c'est un peu l'opposé de l'autre, la poignée de mains. En version sympa.

- Moi, elle me rappelle aussi celle de l'élection de Chirac en 2005.

Oui, tout à fait.

- De même que les images de la déambulation dans l'Ossuaire rappellent énormément celles du Panthéon en 1981. François Mitterrand aimait bien ce genre de cérémonies mémorielles.

Et en fait, vu que moi, j'étais vraiment baigné par tout ça – comme je le disais, j'ai quitté le Quai d'Orsay il y a deux ans – la première chose que j'ai faite en quittant ce ministère, j'ai fait un énorme reportage sur l'ancien Rideau de fer. J'ai fait ça à bicyclette, cela m'a pris cinq semaines. Je suis parti du nord de Lübeck, et puis je suis descendu comme ça jusqu'à Trieste, en traversant neuf pays, et en ne travaillant en photographie que sur le no-man's-land. C'est-à-dire qu'il y avait selon les endroits entre cinq et dix kilomètres de zone où pendant cinquante ans, personne n'a pu aller. J'étais équipé d'une ancienne carte est-allemande, un ami m'avait trouvé ça dans une brocante. Donc je suis resté dans cette zone qui était, à l'époque, entièrement minée. Et ce qui était formidable, c'est qu'il y avait encore les routes bétonnées utilisées par les Vopos, des routes hyper-étroites, qu'aucune voiture ne peut prendre. Moi, avec ma bicyclette, je pouvais passer. J'ai fait tout un travail là-dessus, et je trouvais que c'était un complément au travail diplomatique que j'avais fait au Quai d'Orsay. Et ça, en France, ça a très bien marché par rapport au trentième anniversaire de la chute du Mur de Berlin. C'est très intéressant, les relations franco-allemandes...

- Revenons peut-être à François Mitterrand. Est-ce qu'il était soucieux des photos, de la manière dont la relation franco-allemande apparaissait dans la presse ? Est-ce qu'il y avait des consignes ?

J'ai travaillé pour plusieurs chefs d'Etat différents. Quand vous arrivez à ce niveau de fonction, vous avez des gens autour de vous qui s'occupent de ça. Je crois qu'ils n'ont pas le temps, dans leur tête, de s'occuper vraiment de leur image. Arrivé à un certain stade... Bon, effectivement, si cette histoire de poignée de mains a été un peu préparée par les uns et les autres avant, il a dû être content de son coup. C'est possible. Je n'en sais rien. Quoi qu'il en soit, c'est un cliché qui a bien été diffusé partout. Préparé ou pas préparé, quelque part on s'en fout. Le principal, c'est le résultat. Si la photo touche les gens, c'est quand même le principal.

- Et vous êtes encore sollicité à propos de cette photo ?

Très régulièrement, oui. J'ai souvent été interviewé à son sujet, dans des journaux ou à la radio.

- Encore aujourd'hui ?

Oui, quand ça correspond à la date. Et quand on tape mon nom, on tombe souvent sur la photo.

- Et vous savez elle est très présente dans les publications, les manuels scolaires... Parce que là, vous êtes au courant, forcément...

Oui, tout à fait, elle est très présente. C'est vraiment ce que j'appellerais la « photo générique ».

- Et vous savez où ? J'ai remarqué que dans les derniers manuels scolaires qui viennent de sortir, avec la réforme des programmes du baccalauréat, la photo a tendance à disparaître, ce qui m'a beaucoup étonnée.

Au départ, je n'ai pas regardé la liste. Donc je ne peux pas vous dire. Mais je croyais que les manuels disparaissaient de plus en plus au profit d'internet ? Vous confirmez ?

- Oui. C'est très étonnant que cette photo disparaisse des manuels d'histoire par exemple. Sauf dans le manuel franco-allemand, évidemment.

Tout dépend de la place qu'ils y consacrent... Souvent les programmes après la Seconde Guerre mondiale n'ont pas eu le temps de traiter cette partie-là.

- Dans l'album de famille franco-allemand, quelle vous semble être la place de cette photographie ? Parce qu'on a quand-même plusieurs photos dans cet album de famille. Je pense évidemment à de Gaulle et Adenauer à Reims, mais pas uniquement. Vous, en tant que photographe, comment est-ce que vous voyez cela ?

Moi, je pense que c'est vraiment le tournant d'une page, en fait, cette photo. Par l'acte symbolique de la main, dans ce cimetière.

- Par rapport à la cathédrale de Reims, qu'est-ce qui vous semble être nouveau ?

Ce qui est nouveau, c'est que celle-ci, elle parle à tout le monde. Parce qu'une photo dans la cathédrale... Là, c'est le côté physique, amical. Le plus important, c'est vraiment la « poignée de mains » elle-même. Se tenir la main vraiment très longtemps... Parce que c'est au moins deux minutes, cette histoire-là.

- Alors la Marseille dure exactement, je vais vous le dire, une minute. J'ai chronométré.

Mais il y a eu l'autre aussi ?

- Alors ils se sont tenus la main pendant la Marseillaise uniquement. Mais c'est vrai que ça paraît extrêmement long. Alors que quand on chronomètre, c'est une minute.

C'est vrai qu'on fixe dès qu'on touche comme ça au mémoriel.

- L'effet photo du coup immortalise : c'est comme s'ils ne s'étaient plus lâché la main.

C'est vrai que c'est plus touchant de voir ça en photo, je trouve, qu'en vidéo. La photo laisse une part de rêve que ne laisse pas la télévision. Je pense que la photo a plus marqué que la télévision, honnêtement, sur cette affaire-là.

- Oui, sûrement. Et d'après vous, elle raconte quoi, cette photo ? Bon, le caractère humain, bien-sûr... Mais je ne sais pas, qu'est ce que vous voyez d'autre ?

Moi, c'est ce que je vous ai dit : c'est le témoignage devant les morts. C'est le plus important. Et puis maintenant montrer à la jeunesse que maintenant, on part sur d'autres choses. Oublions les malheurs pour construire quelque chose. Ils étaient dans un lieu de malheur et ils sont partis, ils ont montré la direction aux autres.

- Et puis on pense à d'autres réconciliations. Moi j'ai en tête par exemple la poignée de mains autour de Clinton, entre Rabin et Arafat.

Rabin et Arafat, oui.

- Ou en Afrique du Sud, il n'y a pas de photo, mais il y a un processus de réconciliation aussi. Est-ce que la photo de Verdun vous paraît avoir joué un rôle. Est-ce que quelque part c'est devenu, je ne sais pas, une espèce de symbole, de modèle ? Quand on dit « Verdun » tout est dit. Est-ce que quand on dit « Kohl-Mitterrand a Verdun », est-ce qu'on a le même phénomène ?

Je pense que la photo d'Arafat et de Rabin a autant d'importance, d'autant plus pour les Palestiniens actuellement. Je pense que pour eux, c'est aussi important que Kohl-Mitterrand. Bien que l'histoire tourne mal pour eux, mais ça, c'est encore une autre histoire...

- Et est-ce que vous avez eu des réactions négatives, par rapport à cette photo ?

Non, personne. On ne m'a jamais dit : « Tout ça, c'est du pipeau, c'était monté ». Jamais, jamais. Non c'est pour cela que je trouve que c'est comme une statue quelque part maintenant.

- Ce qui est étonnant, c'est que si on l'avait mise en scène, on n'aurait pas mieux fait.

Et même si maintenant, on prouvait qu'elle a été mise en scène, tout le monde dirait : « C'est bien, elle a joué son rôle ».

- Peut-être que les meilleures mises en scène, c'est celles que l'on avait pas tout-à-fait prévues...

Oui, tout-à-fait, en plus.

- Ce sont celles qui fonctionnent le mieux.

Pour moi, honnêtement, les deux versions sont possibles.

- Moi, j'ai la conviction que, bon, tout était évidemment prévu : catafalque etc..., mais je pense que la poignée de mains, tout de même, il y avait une petite part d'improvisé.

Oui, je pense aussi.

- Mitterrand savait qu'il ferait quelque chose

Quand même, dans les services de communication, on peut être capable de préparer des choses comme ça aussi.

- Mais là, quand même, il y a une saveur particulière qui me fait dire : « Ce n'était peut-être pas tout-à-fait prévu » ...

Oui, tout- je suis d'accord avec vous. Mais vous savez, avec les années, on prévoit de plus en plus. C'est millimétré.

- Et puis peut-être que l'image aussi a pris davantage d'importance. Dans les années 80 déjà. Mais là, peut-être qu'on oserait plus en disant : « Voilà, comment ça va être caricaturé, comment tout le monde va réagir, ça va twitter... »

Maintenant, les politiques surveillent tout, beaucoup plus. Maintenant, comment dire, un politique, il ne va plus dans un musée quand il est en voyage à l'étranger, parce qu'on va dire qu'il ne fait rien, qu'il fait du tourisme. Tout est détourné, manipulé après, c'est terrible... Il y a une sorte de paralysie générale, de peur... Du coup, ça déshumanise un peu la fonction des politiques de toujours avoir peur de leur image, de comment ils vont se retrouver dans les réseaux sociaux. Moi je sais que dans ma carrière avant, il m'arrivait avec des ministres de prendre un café, des choses comme ça. Ce genre de choses actuellement, c'est impossible, parce que si on est pris en photo à une terrasse d'un café, c'est qu'on ne fout rien. Et c'est dommage quelque part. Quelquefois, avec l'ambiance d'un café dans un pays, on touche un peu autre chose aussi. Voilà, donc c'est un peu triste. Honnêtement, par rapport à la question que vous me posiez au début : comment est organisé ce genre d'événement, c'est de plus en plus codifié et contrôlé. Contrôlé parce qu'on a peur justement des réseaux sociaux et de ce genre de choses.

- A mon sens, la photo, elle n'a pas tant été détournée que ça. Bon, il y a eu les caricatures, bien-sûr.

Moi, je n'ai pas vu de photo trafiquée par dessus.

- A moment donné, il y avait une légende comme quoi on avait raccourci le bras de Kohl pour que Mitterrand soit plus grand. Mais ça n'a jamais été démontré.

Non, je n'ai pas vu de montage photographique dessus. Non, mais effectivement, il y a une sorte de respect par rapport à cette image, c'est amusant.

- L'image a été utilisée par François Mitterrand dans sa campagne de 88. Elle termine le spot officiel de la campagne. Mais il s'agissait des images filmées, je pense, ce n'était pas la photo en elle-même.

Non, c'étaient les images filmées.

- La CDU a fait la même chose pour les européennes de 89 en Allemagne. Mais là, c'était de dos. Je pense que les collègues allemands devaient en effet être de l'autre côté.

Ceux qui étaient dans l'allée, on les a laissés, après, à quelques mètres, pour pouvoir prendre de dos. Ils étaient derrière les invités en fait. Il y avait un trou à un endroit, donc ils ont pu prendre leurs photos. De temps en temps, elle est publiée de dos aussi, la photo. Elle est bien aussi de dos. C'est autre chose. Mais tout le monde la connaît, en fait, cette photo.

- Oui, ça fonctionne parce qu'on sait qui c'est. Cette photo fonctionne parce qu'on sait qui est François Mitterrand et qui est Helmut Kohl. Le passé qu'ils ont par rapport aux deux guerres...

On connaît la photo de face aussi, donc on la comprend tout de suite en fait.

- Les deux hommes ont leur histoire personnelle, et je crois que cela joue aussi dans cette photo. Avec les responsables actuels qui n'ont pas connu la Seconde Guerre mondiale, cela ne fonctionnerait pas... Enfin pas de la même manière. Il faudrait inventer autre chose.

Et il y a le temps qui passe aussi. Les jeunes actuellement, qui entendent parler de cette photo, je pense que cela ne leur dit pas grand-chose. Dans l'anecdote justement, ce que je disais, ce que je montrais sur le Rideau de Fer : il y avait un responsable de la communication à la RATP – parce que j'avais fait une exposition pour le métro à Paris – et je lui disais : Est-ce que cela vous intéresse, il peut y avoir une cérémonie pour le trentième anniversaire de la chute du Mur de Berlin, d'avoir une exposition sur mon travail sur le Rideau de Fer ? Et la personne me répond textuellement : « Rideau de quoi ? ». La personne devait avoir trente-cinq ans, dans ces années-là, et elle ne voyait pas de quoi je parlais. C'est fou le décalage...

- C'est très étonnant. Parce que n'importe quel élève – je dirai un élève qui a mis quand même les pieds au lycée, au collège effectivement peut-être pas : il faut avoir mis les pieds au lycée. Mais au lycée, cela paraît invraisemblable qu'on entende pas parler du Rideau de Fer.

Oui, c'est incroyable. Moi, ça m'avait beaucoup frappé. Alors du coup, après, quand j'ai essayé de trouver des supports pour diffuser tout ça, j'espérais avoir au téléphone des gens qui avaient plus de quarante ans ! Je pense que la photo de Verdun, c'est le même problème.

- Elle fonctionne pour les gens qui connaissent, pour les gens qui connaissent leur histoire. Si on montre cette photo à un public qui n'est pas averti, je pense qu'effectivement cela ne fonctionne pas.

C'est une histoire de générations.

- Il y a beaucoup de non-dits sur cette photo. C'est extrêmement parlant, mais il faut avoir les clefs.

Et puis la photo, aussi, aurait pu être en couleur. Mais bon, déjà, je ne savais pas du tout que cela allait tourner comme ça. Mais surtout, j'ai toujours préféré travailler en noir et blanc. Je trouve que c'est toute une ambiance.

- Oui, ça, c'est intéressant. C'est vrai que l'originale est en noir et blanc.

Je trouve que c'est plus intéressant, le noir et blanc. Je vous ai montré la planche contact, cela donne une certaine beauté, ce noir et blanc. Il fait même déjà un peu nuit. En couleur, cela aurait été totalement différent.

- Alors cela est aussi un sentiment personnel, je trouve que cela efface aussi le contraste qu'il y a au niveau du catafalque. Je trouve qu'il fait très « flashy » sur les photos couleurs : entre le vert des couronnes, le schwarz-rot-gold allemand et le bleu-blanc rouge français. Pour moi, il y a trop de couleurs. Et le noir et blanc permet de gommer ça.

Tout-à-fait. En noir et blanc, il y a une gamme dans les gris. Et en plus, comme je vous l'ai dit : il y avait un temps spécialement approprié pour le noir et blanc. Brumeux et mélancolique. Et vous comptez les terminer quand vos travaux ?

- Théoriquement, il faudrait que je soutienne en décembre. Donc c'est en train de se terminer.

Et vous allez soutenir ça où ?

- Alors moi, je suis à l'Université d'Angers. Ma directrice de thèse est sur Angers.

A Angers, d'accord.

- L'entretien va me permettre de rajouter pas mal de choses sur la photo en elle-même.

Parce que moi, sur le background, je vous l'ai dit, on est reparti très vite.

- Il y a des politiques qui sont restés plus longtemps, des historiens... Moi, ce qui m'intéressait ici, c'était la photo en elle-même. C'est pour cela que je me suis adressée au photographe...

Le côté drôle dans l'affaire, c'était vraiment le hasard total, dans tous les sens du terme. Tout cela pour un retard en fait...

- La vie est surprenante, parfois... En tout cas, je vous remercie.

Voilà, voilà... Bon, je vous envoie quelques documents par mail : les planches contact...

- Et puis moi je vous envoie la transcription quand elle est prête. Pas immédiatement, par contre : il me faudra un peu de temps, je n'ai pas de secrétariat.

Prenez votre temps.

- Je vous renvoie tout cela pour pouvoir vous citer dans mon texte, et je mettrai également l'intégrale de l'interview en annexe. Que vous puissiez relire et me dire si la transcription est fidèle à vos propos. Il n'y a pas de secret d'Etat, je pense...

Non, non ! On n'est pas là pour ça... Mais c'est vrai que cela a été un moment émouvant. Cela fera partie d'un des événements les plus forts que j'aurai vécus au Quay d'Orsay dans ma carrière.

- Surtout après coup, en voyant ce que c'est devenu après... Comme vous le disiez très bien, sur le moment on ne réalise peut-être pas tout à fait ce qu'il se passe.

Oui, tout-à-fait... L'importance que le moment a en fait... Moi, je n'ai pas connu les deux guerres mondiales, je pense que cela joue aussi : si j'avais combattu à Verdun, j'aurais peut-être vu cela d'une autre façon aussi...

- J'aurais tout-de-même une dernière question : est-ce que d'après vous, c'est l'événement qui a provoqué une bonne photo, où est-ce que c'est la photo qui après coup a provoqué l'événement ? C'est vraiment la question que je me pose : est-ce que l'événement était tel que cela a fait la bonne photo qu'on connaît, ou est ce que c'est le fait que cette photo ait été prise, qu'elle ait été publiée, utilisée... qui a fait que le geste est devenu un événement ?

Je pense que c'est la photo qui a fait vivre l'événement surtout. Les deux sont justes. C'est le cumul des deux en fait. Parce que les cérémonies dans les cimetières, il y en a tous les trois jours. Je pense que la photo est même plus importante que l'événement en lui-même, quelque part...

- Le chancelier allemand à Verdun, c'était la première fois tout de même...

En plus, c'est son père, à Kohl, qui avait été blessé à Verdun, je crois ?

- Oui, c'est cela. Et son frère est tombé pendant la bataille de Normandie. Alors pas en Normandie, en novembre, un peu plus tard, mais pendant la bataille de Normandie. C'est l'une des raisons pour laquelle Kohl n'a jamais voulu venir en Normandie... Il

n'était pas franchement invité, mais il n'avait pas envie de s'y rendre non-plus. C'est la génération suivante, Chirac et Schröder.

- Eh bien, écoutez je vous remercie beaucoup en tout cas. Merci pour votre disponibilité.

Pas de problème. Ok, parfait. Au revoir et bon courage !

- Merci, et au revoir !

ANNEXE 3

Entretien avec M. Georges SAUNIER

Historien des Relations Internationales,

Chargé de Mission à l'Institut François Mitterrand (2003-2018)

Par « Zoom », le 15 avril 2021

Prise de notes réalisée par nous ¹⁰⁴².

M. Saunier a été durant quinze ans chargé de Mission à l'Institut François Mitterrand (2003-2018). Ses fonctions actuelles (Coordonnateur des formations au Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale) sont assorties d'une interdiction de communication, ce qui explique que cet entretien n'ait pu être enregistré.

M. Saunier a beaucoup publié sur la période 1981-1984, jusqu'au sommet européen de Fontainebleau (juin 1984). Dans le prolongement de ce sommet, la Rencontre de Verdun de septembre constitue un moment mémoriel fort, qui est comme le point d'orgue de la relance européenne initiée par la présidence française (premier semestre 1984).

En 2014, M. Saunier a été sollicité par le Centre Mondial de la Paix de Verdun pour le trentième anniversaire du geste de Verdun, et l'inauguration de l'exposition de caricatures organisée à cette occasion. Un compte-rendu de son intervention a été publiée dans la lettre 49 de l'Institut François Mitterrand en date du 15 décembre 1984. Cela lui a permis de solliciter différents acteurs de la Rencontre de Verdun : Daniel Groscolas (Secrétaire Général de l'OFAJ), Jean Musitelli (Conseiller Diplomatique de François Mitterrand), Pierre Morel (Conseiller technique à la Présidence de la République, en charge des Affaires européennes), Gérard Collet (Conseiller en communication de l'Elysée).

N.B. : A partir de 1983-1984, François Mitterrand appelle à l'Elysée une équipe spécialement chargée de sa communication. C'est le début de la professionnalisation de la communication élyséenne, on commence à s'intéresser à l'image : c'est dans ce contexte-là aussi qu'est né le Geste de Verdun. (Voir les travaux de Marie-Françoise Lévy).

Les conditions de cette communication ont ensuite été un peu particulières (public hétéroclite : politiques, anciens présents en 1984, écoliers...) ce qui fait que le texte publié par l'IFM ne reflète pas forcément tout ce travail en amont. Cependant, à la relecture aujourd'hui, M. Saunier le trouve assez fidèle à son état d'esprit de l'époque et ne trouve pas grand-chose à y retrancher.

¹⁰⁴² Cet entretien, d'un peu plus d'une heure, n'a pas été enregistré, afin de respecter le devoir de réserve de M. Georges Saunier (Au moment de l'entretien Coordonnateur des formations au Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale).

- La notoriété du geste de Verdun.

En 2007, la Commission européenne fêtait l'anniversaire des relations entre la CEE (puis l'UE) et la Chine. Le Directeur de recherches de M. Saunier faisait partie de l'équipe d'historiens de la Commission Européenne. C'est ainsi que M. Saunier a fait partie du panel d'historiens invités à Canton (Guangzhou) dans le cadre d'une série de conférences scientifiques assortie d'échanges diplomatiques (initiative que l'on pourrait associer au « softpower »). L'enjeu était de savoir si la réconciliation européenne pourrait être une sorte de modèle pour une réconciliation entre différents pays d'Asie (Chine-Taïwan / Chine-Japon...). Il y avait là aussi un certain nombre de défis mémoriels, et l'image de Verdun avait été reprise à cette occasion par l'un des intervenant chinois. Cette intervention avait ainsi donné lieu à un échange ; pouvait-on imaginer ce type de geste en Asie ? Le geste Mitterrand-Kohl était associé à celui de De Gaulle-Adenauer à Reims, geste bien connu à l'étranger.

- Le « climat » qui précédait la cérémonie.

Dans la presse, avant comme après le geste, il n'y a pas eu que des papiers positifs. « Opération de communication », « manipulation », « De Gaulle avait déjà tout fait »... Assez rapidement, il y a eu une inversion. Le projet européen commence à prendre de l'importance dans le projet mitterrandien, dans une volonté de marquer l'histoire. En témoigne le clip de campagne de François Mitterrand en 1988 : une succession rapide d'images évoquant les points saillants de l'histoire de l'Europe depuis la Révolution Française, dont la dernière est précisément (en dehors de toute chronologie) le geste de Verdun. Les communicants ont ainsi utilisé l'image de Verdun, ce qui prouve qu'elle était bien perçue comme positive. L'hostilité de 1984 a rapidement été contrebalancée par la suite.

Toutefois, en 1994 le défilé sur les Champs-Élysées d'hommes en uniforme continue de faire polémique, même dans le cadre de l'Eurocorps. Les plaies de la Deuxième Guerre mondiale, en 1984 comme en 1994, sont encore ouvertes, et c'est loin d'être terminé. Même sous drapeau européen. C'était pourtant l'objectif des Pères fondateurs de l'Europe : que la construction européenne permette aux blessures de cicatriser.

En 1984, c'est donc un geste encore audacieux. L'idée de François Mitterrand, c'est de sceller la réconciliation franco-allemande : les débuts de la construction européenne ont permis de se réconcilier, tout cela est maintenant derrière nous, il s'agit de franchir une étape et d'aller plus loin.

Il ne faut pas oublier cependant que François Mitterrand, dans sa politique européenne, pense au leadership français. La scénographie donne la part belle aux Français. La cérémonie a lieu en France, c'est le président français qui invite...

Pourquoi à Verdun ? Parce qu'en 1984, soixante-dix ans après le début de la Première Guerre mondiale, c'est un symbole fort, parce qu'il n'y a pas eu la Normandie en juin, c'était encore trop tôt. Même si le sommet de Rambouillet et la réunion du G7 ont permis de déminer le terrain.

Il faut noter aussi que cette Rencontre s'inscrit dans toute une stratégie de voyages présidentiels tout au long de l'année 1984 : Etats-Unis en mars 1984, URSS en juin 1984...

Il est difficile de savoir d'où vient l'idée : les conseillers se parlent tous les jours au téléphone sans que l'on ait forcément des traces... Mais dès l'automne 1983, dans le cadre de la préparation des futures commémorations du 6 juin, la question est posée : Que fait-on des Allemands ?

- Les symboles au rendez-vous

La première caractéristique est qu'il s'agit d'un hommage aux morts. On ne parle pas. L'accent est mis sur les images. On se tait, ce qui évite aussi d'avoir à traiter dans un discours de questions mémorielles compliquées...

En ce qui concerne le geste de Verdun lui-même, il ne s'agit évidemment pas d'une poignée de mains classique. Lors des rencontres diplomatiques, les médias filment prioritairement les poignées de mains qui symbolisent la volonté de dialoguer des interlocuteurs. Ici nous avons deux hommes, deux hommes face à la mort, deux hommes face aux morts de leur pays. Les drapeaux sont mêlés. C'est le geste de deux hommes d'Etat, mais aussi celui de deux êtres humains contre la mort, du geste de deux amis.

- Le monde de la Guerre Froide

Le geste de Verdun n'est pas forcément un geste en direction des deux grandes puissances de l'époque. Cependant afficher la solidarité du couple franco-allemand permet de desserrer l'étreinte et les contraintes de la guerre froide.

Pragmatisme et idéalisme sont chez François Mitterrand complètement indissociables. C'est la part des grands hommes d'Etat. Mitterrand fait aussi de la Realpolitik.

Kohl et Mitterrand s'entendent bien. L'un et l'autre entretiennent un rapport avec la première et avec la Seconde Guerre mondiale. Mitterrand est d'une culture plutôt livresque, littéraire ; Kohl est plutôt d'une culture historique. Mais tous les deux se retrouvent. Ils essaient chacun à leur manière d'allier la gestion des dossiers concrets à la volonté de réaliser un projet politique. En 1984, en ce qui concerne les relations internationales, on est en quelque sorte dans un temps suspendu (entre le sommet de Fontainebleau et l'annonce du projet américain d'IDS).

Certes, il y a la question du bouclier nucléaire Français. Les Français refusent d'aller jusqu'à dire que les intérêts vitaux (justifiant l'utilisation de l'arme atomique française) iraient jusqu'à couvrir le territoire ouest allemand. Donc en dernière analyse, pour les Allemands, ce qui compte, ce qui est prioritaire, ce sont les Etats-Unis. Il est hors de question pour l'Allemagne de se fâcher avec les Etats-Unis. Mais on ne peut pas dire qu'il y ait vraiment de nuages dans les relations franco-allemandes.

- Le projet européen

Hubert Védrine rappelle que le projet européen est présent chez François Mitterrand dès 1981. Seulement l'Europe est enlisée, le projet européen est plombé par les querelles budgétaires et l'attitude de la Grande-Bretagne. Fontainebleau constitue un tournant.

C'est simple : on peut aller jusqu'à dire que sans Fontainebleau, il n'y a pas d'Acte Unique Européen. Fontainebleau permet à l'année 1985 de se dérouler dans de bonnes conditions. Et sans Acte Unique Européen pas de Traité de Maastricht. L'Europe telle qu'on la connaît aujourd'hui n'aurait pas été possible.

- Paris-Bonn, Bonn-Paris

Deux thèses ici s'affrontent. Il y a celle du tournant de 1983 dans le premier septennat de François Mitterrand. La prudence s'impose. Patrick Ponsolle (directeur de cabinet adjoint de Laurent Fabius, alors ministre du Budget) parle lui de « carrefour ». Il n'y a qu'à regarder la déclaration de politique générale de Pierre Mauroy en 1981 : la relance est très prudente. Il s'agit surtout d'un habillage politique. Certes, il y a les nationalisations, et l'Etat devient le patron de certaines entreprises... mais tant que le patron (l'Etat) ne décide pas l'autarcie, les contraintes du marché subsistent. Les socialistes n'ont jamais voulu quitter l'économie de marché. En 1984, nous avons simplement la confirmation que le carrefour a été franchi. Il s'agissait pour François Mitterrand de surprendre en nommant un jeune premier ministre, énarque de 38 ans, et cela a marché. C'est un tournant politicien plus qu'un véritable tournant économique.

On a souvent une image faussée de la situation économique de l'époque. La dette en 1984 est mieux maîtrisée en France qu'en Allemagne.

François Mitterrand n'était pas un « béat » de la réconciliation franco-allemande. Mais à partir du moment où il maîtrise cette réconciliation, et peut en tirer avantage, il se dit qu'il peut parler aux Allemands.

François Mitterrand attachait évidemment de l'importance aux questions mémorielles. A la suite de la sortie du livre de Pierre Péan, face aux attaques, il aurait pu faire le discours de Chirac (Vel'd'hiv / 1995). Mais il ne l'a pas fait : il n'acceptait pas un certain nombre de formulations, en particulier que la République soit considérée comme responsable des crimes du régime de Vichy.

Il a bien conscience qu'il incarne la fonction présidentielle, et que celle-ci a une dimension mémorielle.

- La scénographie

Un geste tel que celui de Verdun pour la Seconde Guerre mondiale était inimaginable à l'époque. Lors des préparatifs des commémorations du 6 juin, la question s'est posée. Selon le processus habituel dans les prises de décision, des scénarios ont été élaborés. Côté britannique,

côté américain, côté soviétique, qu'en dit-on ? De plus, il semble que les Allemands ne sont pas preneurs.

Apparemment l'idée d'un cimetière apparaît dès qu'on s'interroge sur la Normandie. Cela ne s'est pas fait. L'année suivante, la visite de Reagan à Bitburg a elle-même fait polémique. A Verdun, l'avantage était que les corps étaient ceux de soldats de la Première Guerre mondiale, et que les deux nationalités étaient mêlées.

Le geste a-t-il été réglé à l'avance ? Il n'y a en tout cas aucune trace écrite évoquant une organisation du geste. Il faut toutefois rappeler l'extrême prudence des Allemands concernant toutes les questions mémorielles. Pouvait-on laisser place à l'improvisation ? Et puis que se passe-t-il si au moment voulu, Helmut Kohl ne saisit pas la main qui lui est tendue... ? Il faut remarquer qu'une coupure de plan intervient au moment où François Mitterrand initie le geste... (gros plan sur un ancien combattant allemand). A-t-elle été prévue par l'équipe de communication de l'Elysée, au cas où... ?

Difficile de donner une réponse tranchée. Il y avait aussi l'émotion du moment qui a pu conduire à un geste spontané. En tout cas, cela correspond bien à la façon de penser de François Mitterrand : préparer, mais tout en se laissant une marge d'improvisation.

- En conclusion...

La souveraineté retrouvée de l'Allemagne après la réunification marque un tournant dans la relation franco-allemande. C'est une nouvelle étape, la fin de la guerre froide. Après la chute du mur, la question de la réconciliation ne se pose plus.

La réconciliation franco-allemande était en quelque sorte pour les Allemands un outil. D'une part pour obtenir des Européens le soutien à la réunification, d'autre part pour dépasser le poids mémoriel de la Seconde Guerre mondiale. Après la réunification, ce n'est plus vraiment un sujet.

Le geste a pu se faire parce que la relation entre Mitterrand et Kohl était bonne, il y avait un bon travail des équipes avant le geste de Verdun. Le geste de Verdun n'a pas vraiment créé cette bonne relation, mais en a plutôt été la manifestation.

Un tel geste serait difficile par exemple entre la Corée du Sud et le Japon. Côté japonais, il y aurait l'Empereur qui a un rôle tout particulier : difficile de trouver un homologue coréen...

Aujourd'hui, certes, l'honnête citoyen sait globalement de quoi on parle lorsqu'on évoque le geste de Verdun. Mais il n'est plus vraiment d'actualité. Le fédéralisme est en plein reflux, les nationalismes reviennent sur le devant de la scène. Le processus d'intégration européenne a été brutalement stoppé avec le Brexit. Ce départ constitue une première depuis la fondation de la CEE ; c'est un événement considérable dont on a du mal à imaginer encore les conséquences (les problèmes en Irlande du Nord, la revendication écossaise d'indépendance...).

Le but de l'Europe, c'était de limiter, de tempérer les nationalismes, de promouvoir un libéralisme pas seulement un libéralisme économique, mais aussi un libéralisme culturel et citoyen.

Contre-carrer le libéralisme et s'arc-bouter sur des schémas nationaux, c'est remettre profondément en cause tout le chemin parcouru depuis la Seconde Guerre mondiale. On voit

resurgir en France et en Allemagne des débats qui n'ont plus rien de commun entre les deux pays, et sont donc source d'incompréhension : la laïcité en France, le nucléaire en Allemagne... Le président Macron court après un geste du type de Verdun, qui relancerait la dynamique européenne. Mais c'est compliqué dans une période où la covid semble donner raison à ceux qui veulent fermer les frontières.

ANNEXE 4

Transcription de l'entretien avec Monsieur Daniel GROSCOLAS

A l'époque Directeur Général de l'OFAJ

Par téléphone, le 25 mars 2021

Durée : 1h08

M. Groscolas :

J'avais envie en introduction de vous expliquer ma relation avec Mitterrand qui était très particulière. J'habitais en Lorraine, à Nancy, dans la banlieue de Nancy. J'étais responsable de la ligue française de l'enseignement, il y a des ligues dans différents pays, c'était la ligue française bien-sûr. Et je sillonnais toute l'académie de Nancy Metz où j'étais responsable, donc je connaissais bien la région.

J'ai connu François Mitterrand bien avant qu'il ne soit président de la République, sur le plan politique. Quand, venant en Lorraine, il atterrissait à Nancy - j'habitais non-loin de l'aéroport - il me demandait en général de l'accueillir et de le conduire là où il animait une réunion où il rencontrait des personnalités.

La présence dans une voiture permet au fur et à mesure que l'on voit certains paysages... Cela suscitait chez lui des réactions par rapport à ses souvenirs de guerre. Car la Lorraine, pour beaucoup de générations d'hommes, évoquait des souvenirs militaires, pas seulement des guerres. Mais la France a réalisé un certain nombre de fortification au niveau de la frontière avec des casernes, et toutes différentes générations y ont fait leur service militaire, et lorsqu'on évoquait des villes comme Toul, Lunéville, qui sont des petites villes, 10-15000 habitants, et néanmoins, dans la mesure où ils y avaient séjourné pendant un an ou deux ans, selon la durée du service militaire, ça évoquait des souvenirs. Cela me frappait toujours, à des réunions nationales, quand je disais que j'étais de Nancy, « oh, j'ai fait mon service militaire dans votre secteur ».

Donc François Mitterrand était dans cette catégorie. Lors des différents voyages, ses souvenirs concernaient en particulier 1940, quand il a été fait prisonnier. A plusieurs reprises, dans ces déplacements, je commençais à entrer dans son intimité parce que sur certains sites, il me disait : « oh, faites un crochet, je voudrais voir la place ou tel lieu de telle ville ». Et une fois, passant à Lunéville, il me dit – c'est curieux avec François Mitterrand, jusqu'à la fin de ses jours, mais pas seulement avec moi, de façon générale, le tutoiement n'était pas... même si l'on devenait proches, c'était le vouvoiement – donc à Lunéville, il m'a raconté son lien avec cette ville, me disant, « j'ai

été prisonnier à Lunéville, j'avais été blessé, et j'ai eu des soins pendant deux mois, par une jeune infirmière en particulier – il m'a donné son nom – oh, retrouvez-la. Je voudrais la voir. » Et avec le concours – dans les jours suivants j'ai pris contact avec le correspondant local du journal régional qui s'appelle L'Est Républicain, qui a mis une petite annonce, et j'ai retrouvé la jeune infirmière qui avait plus de soixante ans. Et donc, cela a créé des liens, et lorsqu'on parlait de choses comme ça, on parlait régulièrement de l'Allemagne. Alors en particulier, une autre fois, nous étions non-loin de Verdun, et il me dit : « Connaissez-vous la côte 304 ? ». Je ne sais pas si vous connaissez comment on voit les côtes sur les cartes d'Etat major. C'était un souvenir militaire qu'il m'a raconté, que j'ai retrouvé ensuite dans des livres. De mémoire, c'était en juin – j'hésite entre mai et juin – 1940. Son régiment, qui était sur la ligne Maginot, reculait devant l'avancée allemande. C'est ce qu'on a appelé en France l'évacuation. Ils ont reçu l'ordre – il était sur Stenay d'après ce qu'il m'a dit – et lui, ils ont installé un campement sur la côte 304 qui est l'une des hauteurs au-dessus de Verdun, et qui lors de la bataille Verdun en 1915 et 16, il y a eu de très violents affrontements. Lui, dormait ; ils avaient creusé des trous pour leur protection et dans la nuit, il y a eu un tir d'obus. Ils avaient été localisés par l'armée allemande qui les a bombardés. Il a pris un éclat d'obus dans l'épaule. Mais dans la débandade de l'armée, car d'après ce qu'il racontait c'était une débandade, il a été mis dans un camion qui est parti vers le sud pour trouver un hôpital pour le soigner. Ils n'avaient pas d'infirmier avec eux, ils n'avaient personne. Et alors, ultérieurement, une autre fois, nous nous connaissions de mieux en mieux, au fil des voyages, il me dit « Et si je venais, non-pas pour tenir une réunion, si je venais pour refaire avec vous l'itinéraire que j'ai fait jusqu'à l'hôpital ? ». Alors il m'a expliqué comment il a abouti à Lunéville. C'est assez incroyable, alors ils ont mis une semaine, sous les mitrilles, et dans les colonnes, le camion qui le transportait a roulé un peu au hasard. François Mitterrand, lors de ce trajet, à certains moments, il confondait les noms des communes, des villes, il ne les donnait pas dans l'ordre chronologique, donc j'ai fait sur une carte Michelin un tracé de l'itinéraire avec des incertitudes sur ce tracé, mais j'avais bien compris qu'ils avaient suivi le fleuve de la Meuse. Et donc nous avons fait tout cet itinéraire. D'après son témoignage, il est arrivé à Vittel où il a eu les premiers soins. Là, à Vittel, il y avait un poste d'infirmiers, mais qui était débordé, ils avaient de nombreux blessés, donc ils lui ont fait les premiers soins, mais ça faisait presque une semaine qu'ils étaient partis. Et d'ailleurs, on leur a conseillé de continuer leur chemin. Et il a repris la route, le camion a repris la route, et je crois c'est un petit village, qui a un hôpital, enfin il doit y avoir 2000 habitants, à Bruyères dans les Vosges. Et là, il a été accueilli dans cet hôpital. En faisant un tel itinéraire, nous avons mis une journée, parce qu'on s'est beaucoup arrêtés, mais nous aurions fait ça en trois heures, et j'ai du mal à imaginer d'ailleurs qu'ils aient mis plus d'une semaine pour faire ce trajet. Donc il m'a raconté des tas d'anecdotes, certaines amusantes et d'autres tragiques. De mitraille, il y a eu des morts, des blessés, lui restait dans le camion. Donc il y avait des avions qui mitraillaient et les militaires qui étaient à l'avant du camion se précipitaient pour se cacher dans les fossés. Et quand ils revenaient, ils venaient le voir pour voir s'il était encore en vie. C'étaient des anecdotes de ce type. Et de cet hôpital, il a vu l'arrivée de l'armée allemande, et il avait un appareil photo. Il a fait des photos de l'entrée des Allemands dans cette petite ville de

Bruyères. Les Français, il y avait quelques blessés français, étaient prisonniers de guerre. Ils les ont regroupés et ils ont transformé l'hôpital de Lunéville en hôpital militaire pour les prisonniers français. Et donc il a été rapatrié sur Lunéville, et pendant deux mois donc il a été soigné par cette jeune fille.

Et donc j'arrive au final de cette anecdote, ce qui va être un peu l'un des fils conducteurs. Cette personne, qui avait plus de soixante ans, je suis allée la voir, elle a commencé à me conter des anecdotes sur le prisonnier Mitterrand. En particulier qu'il a envisagé une évasion. Peut-être il allait beaucoup mieux, et il a fait une tentative qui a échoué. Mais elle m'a dit qu'il lui avait beaucoup écrit, et en particulier lors de ces évasions. Et un jour, tous les ans, je lui envoyais des vœux, à cette dame, cela a duré plus de 10-15 ans, et un jour elle m'a téléphoné pour me dire « Je voudrais vous voir ». Elle pensait que ces jours étaient comptés, elle était gravement malade d'un cancer, elle me dit : « je voudrais vous confier toutes les lettres que François Mitterrand m'a adressées ». Ces lettres, je les ai depuis données à l'Institut François Mitterrand. Dans ces lettres, on retrouve un petit peu la suite. Et en particulier une carte dans laquelle il lui dit – c'est posté de Vichy – « j'ai réussi ma troisième - alors il ne dit pas évasion, craignant sans doute que la police, la Gestapo, je ne sais qui, l'identifie comme prisonnier échappé. Alors c'était « promenade » je ne me souviens plus exactement la formule. Et donc une fois que j'ai lu ces documents, là il était président de la République lorsque j'ai reçu ces documents – il m'a dit quand je l'ai informé « Ecoutez, nous reparlerons de tout ce qui est dans ces courriers, mais quand je ne serai plus président. En regard de mes fonctions actuelles, je n'ai vraiment aucun moment de disponible ». Tout cela pour vous dire que lors des différents voyages en Lorraine, notre conversation essentielle a porté sur la deuxième guerre mondiale, sur ces souvenirs de prisonnier. Il a fait trois évasions, plus celle depuis l'hôpital, et depuis les différents stalags où il a été. Je n'y suis pas allé, sur les lieux en Allemagne. C'est le Chancelier allemand qui a fait la guerre contre les nazis, qui était passé dans un pays nordique, Willy Brandt. Willy Brandt n'habitait pas loin, il était en retraite quand j'étais secrétaire de l'OFAJ. L'OFAJ était en face de Bonn, la capitale allemande, c'était avant la chute du mur, donc le siège était à Bad Honnef, là où résidait le chancelier Adenauer. Et Willy Brandt vivait à Unkel, et Willy Brandt a fait avec François Mitterrand plusieurs voyages sur les sites où il a été fait prisonnier de guerre. Moi, je n'ai fait avec lui que les trajets sur la partie française.

Donc, tout cela c'est pour vous dire qu'avec François Mitterrand, nous avons beaucoup parlé des relations avec l'Allemagne. D'une part, il a été sensible au fait que – j'avais été amené à lui parler de ma propre vie – et il m'avait interrogé sur la guerre, quels souvenirs j'avais. Alors je lui ai dit « Ecoutez, j'avais deux ans en 1940, je n'ai aucun souvenir ». Mon père était sur la ligne Maginot, a été fait prisonnier, et dès que je lui ai dit que mon père avait été fait prisonnier, visiblement son attention a été grande car en 1945, il est devenu, je ne sais pas si c'était secrétaire d'Etat, mais il était responsable des prisonniers de guerre après la Libération. Et je lui ai raconté des anecdotes concernant le retour de mon père. J'appartiens à cette génération qui n'a connu son père qu'à l'âge de sept ans. Mon père a été libéré et n'est revenu en France qu'en 1945. Et donc ces détails, je ne

sais pas pourquoi, créaient chez lui beaucoup de sympathie. Nous parlions beaucoup de l'Allemagne et à Nancy je m'étais investi dans le jumelage de Nancy avec Karlsruhe et là encore, c'était un prétexte de discussions sur les Allemands, sur la RDA également, et j'avais adhéré à France-RDA et Nancy s'était jumelée avec Dresde. Enfin, c'était pas tout à fait Dresde, c'était dans le Kreis de Dresde, la ville de Freital. J'avais des connaissances en Allemagne de l'Est, qui me faisaient d'ailleurs des confidences parce que nous nous connaissions bien. Et Mitterrand s'y intéressait beaucoup, m'interrogeait sur ces relations avec l'Est. Il s'y projetait dans l'avenir et je savais combien pour lui il était important d'obtenir, de parvenir à une réconciliation dans une perspective de coopération et il savait que je partageais tout à fait son avis.

Donc, entre nous, il y avait... – je n'étais pas secrétaire général de l'OFAJ et lui n'était pas président pour la période dont je vous parle – c'est ce qui vous permettra de mieux comprendre « l'opération Verdun ».

- *Savez-vous si François Mitterrand a pu conserver les photos prises à Bruyères ?*

Là, j'ai toute une anecdote. Quand nous sommes arrivés à Bruyères, il me dit. « Ce qui est formidable, c'est que quand j'ai été... alors il m'a raconté comment il est parti en Allemagne. Un Allemand est arrivé à l'hôpital à son lit où il était allongé et se reposait, mais il était presque guéri, et l'allemand lui a dit : « Vous avez cinq minutes pour rassembler vos affaires, vous partez pour l'Allemagne ». Et là, il ne trouvait pas de papier, il a griffonné un mot sur un papier d'emballage, un papier imprimé. L'infirmière n'était pas là, donc il lui a laissé un message, et il lui a laissé l'appareil photo à envoyer à ses parents. J'ai ce document, ce bout de papier écrit qui est assez émouvant. Il lui met « Je pars pour l'Allemagne, je ne sais pas où. Prévenez mes parents ». Et il m'a raconté donc à son retour en France, il devait être secrétaire d'Etat ou ministre, l'infirmière est passée pour le voir. Mais il n'était pas disponible ce jour-là, elle est passée au ministère pour le voir... Je me prends les pieds dans le tapis, c'est autre chose, elle est passée pour le voir simplement. Pardon... L'appareil photo, l'infirmière l'a envoyé à son père, il a récupéré quand il a été libéré l'appareil photo. Il a donné les photos à développer et elles étaient bonnes. Alors j'en ai parlé depuis à son fils, qui m'a dit « Ecoute, on va essayer de retrouver ces photos de l'entrée de l'armée allemande. Mais pour l'instant, ils ne les ont pas retrouvées. A l'époque, en 1945, il a fait développer cinq ans après les photos de 1940 qui étaient bonnes.

- *Pourriez-vous préciser la période où François Mitterrand a effectué ces pèlerinages avec Willy Brandt sur les lieux de sa captivité en Allemagne ?*

Il y a eu quelques voyages, alors c'est bien avant 1981. J'ai fait tous ces déplacements avec lui, cela devait être dans les années 1978-1979. Willy Brandt, c'était avant : 1976-1977. Quand François Mitterrand a été élu, il a été élu le 10 mai, sa prise de fonction était, je ne sais plus, le 20 et quelque. Et entre les deux, il a refait un itinéraire en Allemagne avec Willy Brandt. Ce qui montre bien que chez lui c'était presque le premier objectif : la relation avec l'Allemagne. Et si je vais jusqu'au bout, une fois qu'il a été élu, moi je n'avais plus eu de contact avec lui jusqu'à...

Ah, si, il m'avait dit avant les élections « Si je suis élu – à cette époque la Lorraine était très marquée par le problème de la future disparition de la sidérurgie. Et donc il était venu peu de temps avant son élection à Metz, à Longwy tenir des réunions avec les sidérurgistes. Et il m'avait dit : « Si je suis élu, mon premier voyage en province, ce sera en Lorraine ». Et il a tenu parole. Alors, je ne sais plus, en fin de l'année 1981 – on doit retrouver ça dans les journaux – il a fait un voyage en Lorraine. Il est venu et il a été reçu en Mairie de Nancy. Moi, j'étais simple invité dans une réunion où il y avait beaucoup de monde. Et au moment où il repartait, il m'aperçoit dans la foule. Alors il est venu, il a fendu la foule. Il est venu vers moi, il m'a pris par le bras et il a marché – c'était à l'étage – je le vois descendre les escaliers pour aller à sa voiture qui l'attendait en bas pour me parler, pour me dire « Que devenez-vous ? Ainsi de suite... C'était très amical et puis ça s'est terminé par « A bientôt » et quelques temps après, j'avais un coup de fil. C'est ma femme qui a décroché et qui me dit « C'est le président ». Je lui dis « C'est une plaisanterie ! ». Je prends le téléphone et j'ai bien reconnu sa voix. Où il m'a dit « Vous vous souvenez de nos entretiens ? ». Je lui dis « Oui, oui, très bien ». « Eh bien écoutez, il y a une fonction qui vous conviendrait bien. C'est au tour de la France – à cette époque-là le secrétaire général de l'OFAJ était nommé par les deux gouvernements, c'était un mandat de cinq ans. Dans l'intervalle j'avais changé de fonction dans la ligue de l'enseignement, j'étais devenu directeur des relations internationales. Il le savait, je ne sais par quelle voix, il me dit « Vous vous occupez des relations internationales, mais les relations franco-allemandes sont une priorité. Le poste revient à la France. Si vous étiez candidat, je pense que vous seriez nommé ». Et c'était tout le message qu'il m'a délivré. Donc je ne connaissais pas les modalités, la procédure de nomination. Il fallait faire acte de candidature au Ministère de la Jeunesse et des Sports. Il y avait comme un appel d'offre qui avait été lancé. Et donc j'avais toujours ces fonctions de responsable des relations internationales à la ligue nationale. Et ma surprise a été grande lorsque professionnellement j'étais invité à la réception du Président algérien [Boumediene] et j'étais à l'ambassade, c'était une simple réception, c'était à l'ambassade d'Algérie. C'était un événement parce que c'était la première fois qu'un responsable algérien depuis l'indépendance était à Paris – et François Mitterrand avait une image négative par rapport à la guerre d'Algérie, en ce sens que – je m'en étais expliqué avec lui - car je suis de l'âge, j'ai été militaire 27 mois en Algérie, et j'en conservais des souvenirs précis - donc je l'avais interrogé sur une phrase qui lui a toujours été reprochée, où il avait déclaré à la presse - je crois qu'il y a eu des exécutions de prisonniers, de terroristes et il avait répondu « L'Algérie ; c'est la France », et j'ai eu de longs échanges avec lui où il me disait « dans la mesure où l'Algérie, c'est la France, la législation française s'applique, et quand on est terroriste, on encourt des condamnations ». Donc à une réception de Boumediene où j'étais professionnellement, il m'aperçoit et il dit à Boumediene : « je vous présente Monsieur Groscolas que le Conseil des Ministres de ce matin a nommé Secrétaire Général de l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse. ». Comme nomination, c'était très original. J'ai vu Boumediene ouvrir de gros yeux et qui ignorait, j'en suis sûr, l'office franco-allemand pour la jeunesse, et tout cela. C'est comme cela que j'ai appris que je venais d'être nommé. Donc, il y avait cette connivence, et j'ai reçu – nous sommes en 1984 là – un coup de fil de l'Elysée, sa secrétaire personnelle en disant « le Président souhaiterait que vous veniez le

voir tel jour à telle heure ». J'y suis allé, ça a été très bref, d'ailleurs, il m'a bien reçu, et il m'a dit cette phrase – il me l'a répétée presque en permanence, c'était « Vous vous souvenez bien de nos échanges sur les relations avec l'Allemagne », il me redit ça et il me dit « maintenant que vous êtes en fonction, la priorité c'est vraiment de l'OFAJ, il y a des activités d'échange, ça contribue puissamment à cette réconciliation souhaitée, mais avec le Chancelier Kohl qui venait de prendre ses fonctions, nous sommes d'accord pour organiser une cérémonie qui symbolise cette réconciliation ». Réfléchissez. Alors à Verdun, il me donne la date, ce sera à Douaumont, mais pour l'instant ce n'est pas organisé. Mais il faudrait qu'il y ait une partie jeunesse. Réfléchissez et faites-moi une proposition ».

– *Alors il y tenait ? Il tenait explicitement à ce que les jeunes soient présents ?*

Tout à fait ! Donc, pour l'Office Franco-Allemand, c'était assez simple de mobiliser en France et en Allemagne. Côté allemand, nous avons recherché – ce n'est pas moi, parce que l'OFAJ, ce n'est pas une administration terrible, mais il y a quand-même, à l'époque il y avait soixante-dix salariés et donc le service qui s'occupait des échanges scolaires je les ai chargés de me faire une proposition. Ils ont contacté différentes écoles qui étaient assez actives dans la relation franco-allemande, et qui avaient des partenaires en Lorraine et en Champagne en particulier. Et moi je suis allé voir - l'organisation allemande sur le plan scolaire, vous le savez, relève des Länder – Donc, c'est mon adjoint - à cette époque, l'OFAJ, quand un Secrétaire Général avait une nationalité, le Secrétaire Général Adjoint avait l'autre nationalité. Donc, mon adjoint s'appelait Gert Hammer – qui est devenu d'ailleurs Secrétaire Général quand j'ai quitté mes fonctions - donc j'ai chargé Gert Hammer d'aller dans les établissements allemands et de préparer une réunion, où l'on allait d'abord réunir tous les Allemands. Et je n'ai pas fait la même chose du côté français, je suis simplement allé voir le Recteur de Nancy, qui était d'ailleurs un ancien résistant très motivé, et je lui ai donné la liste des établissements envisagés. Et je crois que personnellement, il a agi – vous connaissez l'administration française : si un recteur s'engage très fortement sur un projet, ça a fort écho auprès des chefs d'établissement et de toute la hiérarchie.

– *Vous connaissez le nom de ce recteur ?*

Je cherche son nom au fond de ma mémoire – hélas, il est décédé. Je vais le retrouver. C'était un passionné d'aviation et il avait été dans un maquis. Il s'était battu, et lui aussi était très motivé par la réconciliation franco-allemande. La motivation dans les établissements a été différente, Allemagne, je ne sais plus dans quel établissement, nous avons fait une réunion des élèves qui allaient venir à Verdun, et j'y suis allé. Mon adjoint, préalablement, avait été dans les différents établissements et nous avons regroupé tout le monde, d'abord pour que la délégation allemande se connaisse. Et côté français, c'est simplement sur Verdun que je les ai vus. Mais ils avaient un travail important, et c'étaient tous des établissements qui avaient entretenu des relations, qui étaient appariés, qui étaient jumelés avec un autre établissement allemand.

– *Et la fameuse plantation d'arbres ?*

J'ai eu un message de l'Elysée que le responsable de la manifestation dans sa totalité serait le Chef de cabinet de la Présidence, qui était Jean Glavany. Je suis parti avec Jean Glavany et je suis allé avec lui, huit-dix jours avant, nous sommes allés à Douaumont et nous avons fait le parcours et envisagé les différentes phases. Et je lui ai expliqué la phase de plantation des arbres, et Mitterrand m'a fait savoir qu'il n'y avait aucun problème, qu'il était tout à fait d'accord sur la proposition.

– *Savez-vous si les jeunes ont participé aux différentes étapes de l'après-midi ou s'ils étaient spécialement sur un site ?*

Certains ont un très mauvais souvenir, parce que le hasard a fait que parmi les enseignants, j'avais une cousine, qui était professeure d'allemand dans une petite bourgade, dans un petit collège non-loin de Verdun. Chaque fois que je la vois, elle m'en reparle parce qu'il pleuvait terriblement, et il n'y avait aucun abri. Donc, nous avons tous été très mouillés mais nous étions tous [à Douaumont], personne n'a fait l'itinéraire sauf Brigitte Sauzay et moi. Brigitte Sauzay, pardon c'était la traductrice de toute la relation franco-allemande. Je dois dire que Brigitte, qui était une amie, quand je voulais savoir quelque chose et que le Président n'était pas... je n'osais pas le déranger, elle était en mesure presque de me dire ce que le Président déciderait. Parce qu'elle avait été dans une telle intimité dans la relation avec Kohl qu'elle y adhérait, et elle comprenait tout. J'ai le souvenir, c'était extraordinaire, protocolairement, un chef d'Etat, il y a un voyage officiel que les diplomates appellent « le voyage d'Etat », et François Mitterrand, alors je ne sais plus en quelle année, a fait un voyage d'Etat en Allemagne, à la différence de tous ces aller-retours pour des concertations, pour des réunions. Et il s'est trouvé que je sois l'un des invités de ce voyage, donc je l'ai accompagné pendant tout le voyage, et j'ai le souvenir... Alors un voyage d'Etat, c'est un voyage très protocolaire, il ne se décide rien, c'est plutôt la découverte. Quand l'avion présidentiel est arrivé au-dessus de l'Allemagne, les chasseurs allemands encadraient et faisaient des figures. C'était presque touristique. Par exemple, à Aix-la-Chapelle, Kohl a fait ouvrir le trésor de la Cathédrale, et nous avons vu des ossements qui seraient les os de Charlemagne Enfin, c'était très touristique. Mais à certains moments, il y avait des réceptions dans des villes, et je ne sais plus dans quelle ville l'accueil a été par le Président du Land... ah, il faudrait que je regarde la carte... Toujours est-il que le Président du Land reprochait le financement européen de l'agriculture française, trouvant que c'était très cher, que la part de la France était trop grande. Et François Mitterrand a répondu, c'est le seul moment qui a été très tendu, François Mitterrand a terminé son intervention avec une image qui était... c'est la seule fois qu'il évoquait la guerre durant ce voyage, en disant : « Je préfère conserver le souvenir – alors je résume, il a dit – lors d'une évasion, je n'avais pas mangé depuis 48h quand je suis arrivé dans votre ville, pour être à nouveau prisonnier. Je mourais de faim, et c'est une vieille femme qui m'a tendu un morceau de pain. Je préfère conserver cette image. C'était cinglant. Et je me souviens de Brigitte Sauzay qui traduisait en allemand, à un certain moment, elle ne traduisait pas, elle devançait le discours présidentiel dans sa traduction.

- *Nous en étions aux jeunes, et à leur participation aux cérémonies, et en particulier à la plantation d'arbres.*

Donc les jeunes étaient sur le terrain, ils n'ont pas suivi l'itinéraire. Tout le monde était très mouillé et fort malheureusement, il y a eu une série d'averses. Il y a eu une première phase, ils se sont pris par la main préalablement, moi j'étais avec Brigitte Sauzay, on s'était éloignés car Glavany avait fait installer un catafalque, et donc il fallait que ce soit tout à fait sur un espace dégagé, et il y avait du public qui était contenu. D'ailleurs, on le voit sur la photo, la photo un peu historique là, on voit tous les invités, nous avec Brigitte, nous étions cachés derrière un arbre, et nous regardions. Et après, il a fallu que je courre jusqu'à l'endroit de plantation des arbres, quand ils sont arrivés, pour les accueillir.

- *J'ai du mal à me rendre compte des conditions surplace. Est-ce qu'on arrivait tout de même à suivre la cérémonie, parce que, je trouve, le public était très éloigné ?*

Les cérémonies se sont déroulées à différents endroits. Le temps fort, ce fut devant le catafalque quand ils se sont pris par la main. Le public était là.

- *Le public était là, mais s'est-il rendu compte sur le moment de ce qu'il se passait ? Parce du fait que le moment ait été pris en photo, et qu'après il soit devenu un geste médiatique, on ne se rend pas très bien compte de la manière dont cela a été perçu sur le moment...*

Je n'ai pas eu l'impression que sur le moment, ça soit immédiatement perçu. Parce que, ensuite, ils sont venus pour planter des arbres, et après en voiture, ils sont partis vers Verdun, à un kilomètre de la plantation des arbres, et là, je crois que cela a été transformé et amélioré, il y a comme un musée. Et donc à nouveau, ils sont redescendus là, mais moi je ne suivais pas parce que je voyais avec tous les responsables, les chefs d'établissement qui étaient avec leurs élèves, et ainsi de suite, leur rapatriement, et je passais plus tard, je crois que c'était vers 17H, à la télé, à Verdun, et eux passaient une demi-heure plus tôt, les deux chefs d'Etat.

- *Une dernière question sur la cérémonie de 2016, puisqu'on a beaucoup fait le parallèle entre les deux. La cérémonie du Centenaire de la Bataille de Verdun, quand Angela Merkel est venue rencontrer François Hollande, et qu'ils ont refait le même parcours. Avec cette grande mise en scène de Volker Schlöndorff avec les jeunes qui ont traversé la Nécropole...*

Alors j'étais invité, et quand j'ai su certains détails d'organisation, j'ai trouvé que c'était trop de cinéma, et je n'y suis pas allé. Mais la fille de ma cousine, qui était en 1984 avec moi, et qui était devenue dans l'intervalle professeure, était avec des élèves pour la cérémonie dont vous me parlez. Elle m'en a parlé, mais euh... apparemment, je n'ai pas voulu approfondir, c'était délicat pour moi. Je ne voulais pas entendre de critiques, mais elle me disait que les élèves n'avaient pas été beaucoup informés, qu'il n'y avait pas eu préalablement à la cérémonie, une sensibilisation, une information des élèves.

- *Cela avait été le cas en 1984 ?*

Euh, non. Moi j'avais veillé surtout à la partie allemande, parce que c'était la hiérarchie de l'Education Nationale... Ah, ça y est, c'était le Recteur Chalin, le nom me revient. Lui a joué un rôle très important, parce qu'il était motivé, sur un travail préalable avec les élèves, demandant aux professeurs d'histoire de traiter de la Bataille de Verdun. Je n'ai pas suivi d'ailleurs, je ne sais pas si vous le savez, j'ai regardé à la télévision, les belles images des enfants courant dans un bois, il y avait un bel éclairage, tout cela a été filmé une semaine plus tôt. Ce qui a été transmis à la télé, ce n'est pas ce qu'ont vu les spectateurs. Le réalisateur allemand... je n'ai pas de détails, mais je pense que c'étaient des lycéens locaux sur ces images, très belles d'ailleurs. Heureusement qu'ils ont filmé à l'avance, car comme en 1984, il faisait très mauvais temps et il n'y avait pas cet éclairage qu'il y a eu lors de la prise de vue. Alors nous, en 1984, au moment de la plantation des arbres, tous les photographes ont renoncé en termes de communication, ce fut très mauvais. Les seules photos que j'ai, c'est le photographe de l'Elysée, c'est la Présidence qui me les a envoyées quelques jours après. J'ai dans mon bureau une photo signée de Kohl et de Mitterrand avec les deux plantant chacun leur arbre. Ils l'ont fait en commun, chaque fois, il y en avait un qui tenait l'arbre et l'autre qui avait la bêche. Je dois tout vous dire tout de même une anecdote : j'ai commis une erreur que je n'aurais pas dû commettre car je connaissais le contexte. Vingt-quatre heures ou quarante-huit heures avant, on me passe une communication, un général français, je ne me souviens plus du tout qui, qui me dit : « Monsieur le Secrétaire Général, vous voulez tuer deux chefs d'Etat ? ». Alors, oui, je lui ai dit : « Vous me parlez de quoi ? ». Alors il me dit : « A Verdun, on ne peut pas piocher comme cela, il y a des obus, des mines, qui restent dans le sol. Il faut faire passer le service de déminage, sans quoi vous risquez un accident ». Ce qui était rigoureusement exact. Donc quarante-huit heures avant, le général s'en est chargé, il a fait passer le service de déminage. Et les trous ont été faits préalablement, puis rebouchés, comme cela la terre était meuble et c'était beaucoup plus facile de faire les plantations.

- *Est-ce que vous savez d'où est venue l'idée de restaurer le site et l'affichage autour de cette plantation d'arbre ? Lorsque je suis venue à Verdun lors du trente-cinquième anniversaire, on a inauguré, vous vous souvenez, le nouvel affichage expliquant pourquoi des arbres avaient été plantés... L'ancien semblait s'être détérioré ?*

Oh la la, si vous saviez ! J'ai des petits enfants qui sont déjà grands d'ailleurs, qui n'ont jamais... qui ne connaissent pas la Lorraine. Et qui reprochaient tout le temps, qui me disaient « Mais tu nous parles tout le temps de la Lorraine, mais on ne connaît pas ». Donc, une fois j'ai décidé de faire un voyage pendant trois jours, en juillet, sur les lieux de famille. J'ai préparé un arbre généalogique, nous sommes allés sur les lieux de naissance et de décès de nos ancêtres. En passant non-loin de Verdun, tout un coup je songe... je leur dis « on va aller voir comment les arbres ont poussé ». Et donc, nous arrivons sur les lieux. Il n'y avait plus le panneau indicateur que j'avais fait installer. Donc, sur le coup, je m'en suis inquiété en me disant « Mais c'est quelqu'un d'hostile ». Dans ma tête, je me disais « Tout le monde n'était peut-être pas d'accord sur la réconciliation ». Et de retour à La Rochelle, j'ai commencé à téléphoner au Sous-Préfet, au Maire,

et tout le monde ignorait... On a fini par me dire « Contactez – on m’a donné le numéro des – ce doit être les Eaux et Forêts – qui sont chargées de l’entretien de tout l’espace de Douaumont, et je ne sais plus le grade de la personne me disant « Ecoutez, il y a un employé qui attache beaucoup d’importance à ce secteur, je vais l’interroger ». Et c’était simplement que mon panneau avec le temps – c’était en bois – était très détérioré, et il l’avait tout simplement retiré. J’ai tout de même été un peu choqué que, si je n’étais pas passé, il n’y aurait pas eu de mémoire.

- *Oui, parce qu’on n’en parle pratiquement plus, c’est dommage. Le geste de Mitterrand et Kohl a tellement pris d’importance que la plantation d’arbres est passée un peu à côté...*

Alors oui, au niveau communication, il n’y a presque pas de mémoire, mais cela tient au temps... Tout à l’heure, je vous parlais du voyage d’Etat parce que ça a duré plusieurs jours. Et, ce qui était rare, un soir, il y avait toujours un repas officiel en soirée, et nous dormions tous, le gouvernement et moi, sur les différents sites, chaque fois, c’était un hôtel où toute la délégation française vivait. Je ne dormais pas, je suis descendu tardivement au bar, où j’allais retrouver un ami d’ailleurs. Et tout d’un coup arrive Mitterrand, qui ne dormait pas. Ce fut un moment de détente, où on s’est mis chacun dans un fauteuil pour parler de la journée. Et tout d’un coup Mitterrand me dit « Et Verdun ? ». Il a évoqué des souvenirs. Et alors... ah, oui, il y a un point qui vous intéresse : je lui dis : « Mais, Monsieur le Président, c’est vous qui avez pris l’initiative de prendre la main du Chancelier ? Je n’ai pas bien vu... ». Il m’a répondu : « Le mérite est aux deux ». Donc, en réalité, à l’Institut Mitterrand nous avons repris un film qui est dans les archives de la Présidence. En regardant image par image, on n’arrive pas à déterminer. Or, ils ne pouvaient pas communiquer entre eux sans la présence de l’interprète. Aucun des deux ne parlait la langue de l’autre. Et ils ne se parlaient pas en Anglais à la différence de Giscard. Donc moi, je continue de penser que ce fut un geste spontané. Glavany a été lui-même surpris, lui qui avait la responsabilité de cette partie-là, ignorait, ce n’était pas au programme.

- *C’est difficile à analyser. Mais j’ai du mal à penser qu’il ait tourné la tête comme cela tout à coup, dans ce cadre si protocolaire, s’il n’avait pas été surpris...*

Moi, j’ai essayé de savoir... Alors Helmut Kohl, quand il avait une soirée libre, ou qu’il avait envie de se changer les idées, ça c’était du « Kohl », il allait dans une pizzeria de Bad-Honnef où j’allais parfois. Et il m’arrivait... quand il me voyait, nous avions un petit échange. Souvent, il m’interpelait sur Verdun. D’ailleurs, il disait « Ah, voilà l’homme de Verdun ! ». Ou c’était toujours une appellation liée à Verdun.

- *Cela l’a marqué aussi beaucoup je pense ?*

Oui...

- *Vous avez eu l’occasion d’en parler avec lui ?*

Dans mon bureau, j’ai la photo des deux en train de planter leurs arbres, signée des deux. Mon

Secrétaire Général adjoint, Gert Hammer, était un proche d'Helmut Kohl comme j'étais un petit peu complice avec François Mitterrand. Ce qui facilitait beaucoup les choses dans notre mandat. Quand je voulais savoir quelle était la position des Allemands, j'en parlais à Gert Hammer qui me disait « Je vais aller à la Chancellerie ».

- *Une dernière question, pour conclure : est-ce qu'un tel geste, concernant cette fois-ci la Seconde Guerre mondiale, vous semblerait possible ? Et c'est vrai que pour le soixante-quinzième anniversaire l'an dernier, on aurait attendu un geste symbolique. Malheureusement, le coronavirus n'a pas permis d'organiser une cérémonie franco-allemande semblable. Est-ce que vous pensez que ce serait nécessaire, encore ?*

L'affrontement n'était pas tout à fait du même type. Pour la Seconde Guerre mondiale en France, c'était un front qui sans arrêt a bougé. Tandis que Verdun, c'était le verrou fondamental. Ou Verdun cédait, et les Allemands entraient en France, enfin ça a été Sedan d'abord, mais Verdun a eu cette portée symbolique, et c'est pourquoi la cérémonie a eu un grand écho. Et nous avons été surpris dans le public, il y avait davantage de militaires, enfin d'anciens combattants allemands que français.

- *Et vous pensez que la cérémonie de 1984 a changé l'image de Verdun, en France ? les Français justement avaient cette image : Verdun on ne passera pas, c'est la résistance aux Allemands... Cette image encore de vainqueurs, tout de même...*

Oh, tout à fait ! Moi on m'en parle souvent. Très fréquemment, y compris à La Rochelle où j'habite maintenant, je suis surpris... Les profs d'histoire en particulier, quand ils veulent parler de la Première Guerre mondiale, à un moment ou à un autre, ils citent la cérémonie de Verdun, qui est dans de nombreux livres d'histoire de France, maintenant. Quant à François Mitterrand, j'ai eu la chance de l'accompagner lors de son voyage en RDA, juste après la chute du mur. Et à Erfurt, il a fait un discours qui était toujours un discours sur la relation France-Allemagne. Alors que les gens de RDA, ce n'était pas leur première préoccupation. Mais il tenait à marquer que la France était attentive et se réjouissait de l'évolution politique.

- *Nos différentes obligations nous obligent maintenant à clore cet entretien. Me permettez-vous de vous recontacter pour d'éventuelles questions ou précisions supplémentaires ?*

Oui, vous pouvez me rappeler.

- *C'est très aimable de votre part. En tout cas un grand merci pour le temps que vous m'avez consacré. Vos réponses ont été précieuses, je vais les retranscrire et les intégrer dans mon travail de thèse. Je vous souhaite une très bonne fin de journée.*

Entendu, bonne fin de journée à vous aussi.

ANNEXE 5

Transcription de l'entretien avec M. Jean-Louis DUMONT

A l'époque Député de la Meuse (1981-1993 / 1997-2017) puis Maire de Verdun (1989-1995)

Par téléphone, le 26 avril 2021

Durée : 1h02

François Mitterrand a mis en place ce rendez-vous. Et aujourd'hui encore, il n'y a pas longtemps, il y avait de la part des Allemands, ou d'autres, des expositions qui marquaient le geste de Verdun.

En face du Sénat, il y a une galerie, je ne sais pas si elle existe encore, il y a tout de même plusieurs années que je n'y suis pas allé, qui était occupée par une délégation allemande qui dépendait de l'Ambassade. Et il y a eu une exposition sur le geste de Verdun assez magnifique.

- Vous vous souvenez en quelle année ?

Oh, cela remonte à il y a pas mal d'années. Ce n'était pas mon dernier mandat (jusqu'en 2017). Si je reviens à la soirée, la veille, Serge Barcellini était en communication évidemment avec son ministre pour savoir ce qu'il se passait, et Charles Hernu, le ministre de la défense, lui, avait prévu un défilé. Il voulait à tout prix, mais alors à tout prix, faire défiler quelques chars, enfin quelques troupes françaises et allemandes pour marquer cela. Or, en définitive, il était déjà prévu par le protocole que cette rencontre se passerait de façon très, très particulière, et en particulier avec des Ancien Combattants français (il y en avait encore quelques-uns) et Anciens Combattants allemands. Et qu'ils feraient une haie pour aller de l'Ossuaire, du parvis de l'Ossuaire, cela faisait quelques centaines de mètres quand-même, de passer, de saluer ces Anciens Combattants qui devaient être présents, aller saluer des jeunes, parce que c'étaient des collégiens de Verdun (ma fille y était, elle était collégienne à cette époque-là) et ils ont planté un arbre. Il y avait un ensemble d'évènements. Et donc, à dix heures du soir, téléphone, Hernu réclamait à tout prix de faire un défilé militaire. Mitterrand a dit « non, il n'y aura pas de défilé militaire ». Il n'était pas content, le Charles ! Moi j'ai vécu ça aux côtés de Serge Barcellini, et donc le lendemain, effectivement, nous sommes remontés... Alors c'était un temps gris, c'est souvent le cas sur le plateau de Douaumont au mois de septembre. Il a dû pleuvoir, je pense que les collégiens et ma fille avaient dû être mouillés le matin par un crachin, et donc un peu d'humidité... et quand on est remonté à travers le cimetière militaire de Douaumont, je ne sais pas si vous connaissez l'endroit, il y a l'Ossuaire qui barre un peu l'horizon quand on regarde vers le nord, et le cimetière est organisé avec en deux parties avec au milieu une allée absolument très très large, où la plupart du temps, c'est là que l'on fait les cérémonies, les troupes, etc... Le dernier grand exercice qui a eu lieu, c'est pour le Centenaire, si vous avez quelques photos, images ou films, c'était impressionnant. Le dernier jour du Centenaire, avec

François Hollande et Angela Merkel. Ils avaient demandé aux jeunes de traverser le cimetière, mais alors là en transversale. Ils ne remontaient pas vers l'Ossuaire, ils passaient devant l'Ossuaire, et cela avait choqué un peu, parce cela allait vite, ils couraient, enfin bon, voilà... Peu importe, ça c'était quelques années après.

Mitterrand-Kohl, eh bien oui, on a remonté. Tout le monde s'est arrêté en haut de la butte, et puis la cérémonie s'est déroulée. C'est vrai qu'au moment où la Marseillaise a retenti, Mitterrand et Kohl se sont donné la main. Et nous, on était juste derrière, ça avait, enfin ça donnait, ça avait du sens. Il y avait une force. Il y a des moments comme ça, on est dans une cérémonie, les gestes prennent une valeur universelle. Et ce geste de Verdun a eu une valeur universelle. Il n'y a pas un dessinateur de presse, de livres qui n'ait fait son dessin ou ses dessins dans les journaux, et cela donne une collection absolument extraordinaire.

- Alors là, j'aurais une question : qu'avez-vous vu exactement, étant donné que vous étiez relativement près ?

Oui, on était à 10-15 mètres derrière, il y avait la route. Mitterrand et Kohl, seuls, devant une sorte de catafalque. Ils ont déposé leur gerbe, et nous on était derrière, il y avait plusieurs rangs. Moi, j'étais sur la butte juste derrière. D'ailleurs je ne me retrouve pas sur les photos, je me dis « Tiens, c'est peut-être moi qui suis là », mais bon... ce n'est pas sûr. Avec tout ce tout ce monde... Souvent c'est un peu agglutiné derrière, il y avait les ministres, il y avait les députés, il y avait les hauts-fonctionnaires, des invités... vraiment, il y avait du monde. Et beaucoup de représentants d'associations, d'historiens, etc... Et donc on a vécu le moment où le bras de Mitterrand, la main de Mitterrand a rencontré celle de Kohl, et ils sont restés comme ça. Kohl à plusieurs reprises a tourné la tête. Voilà... on a été un peu sidérés. Et ensuite, ils sont partis, ils ont salué les Anciens Combattants. Chacun trouvait un Ancien Combattant plus ancien. C'était – comment dirais-je ? – c'était une belle cérémonie, il y avait un côté humain, presque... on ne peut pas dire décontracté, mais comment dirais-je, c'était très fort. Les présidents serraient les mains alternativement les uns des autres, se parlaient. Et ensuite, ils sont allés plus loin. Moi je suis resté dans ce secteur-là. Chacun après repartait vers d'autres pans de la cérémonie.

- Vous n'étiez pas à Fleury ?

L'Ossuaire de Douaumont est en partie sur le territoire de Fleury, et en partie sur le territoire de Douaumont.

- Pardon, je parlais du mémorial. Après la plantation d'arbres, ils sont allés au Mémorial de Fleury.

Mais là, c'étaient les deux chefs d'Etat. C'était beaucoup plus privé. Et quand on l'a revécu avec Merkel, elle a montré qu'elle était très, très touchée. Il y a eu de l'émotion. Elle a été reçue par la Ville de Verdun. C'est la première fois qu'un chef d'Etat, un chancelier ou une chancelière en l'occurrence, venait à l'hôtel de ville de Verdun. Ensuite, les deux à Douaumont. Moi, quand j'étais adjoint au maire, le premier maire socialiste qu'il y a eu à Verdun, on avait institué le jour de l'anniversaire de la bataille de Verdun. On avait fait venir les personnalités qui n'étaient pas obligatoirement des militaires. On avait eu une rencontre, dans les années – cela devait être 1978 ou 80 – moi, j'ai été élu député en 81, cela devait être 80, je pense. Ernst Junger avait été invité, j'étais jeune à l'époque, enfin encore jeune ! Et Marcel Amblard. Ernst Junger que l'on connaît, il est Prussien, j'ai passé un week-end absolument extraordinaire.

Passer 48h avec Ernst Junger. Et il y avait un Ancien Combattant, que je connaissais déjà, Marcel Amblard, qui était aveugle de guerre. Alors pas à Verdun, mais aveugle de guerre à 18 ans, il avait 18 ans, dans l'Argonne. Cela devait être en 15. La grande bataille d'Argonne. Et donc, comme j'étais le rapporteur – vous savez, la vie s'écrit comme ça. Quand je suis arrivé en 81 à l'Assemblée Nationale, j'ai demandé à avoir la commission des finances, ce qui n'était pas évident, et j'ai été appuyé par Christian Pierret, député-maire de Saint-Dié des Vosges, enfin voilà, on se connaissait un petit peu, et donc il m'avait appuyé et j'étais là. Et quand Laignel a distribué des rapports, je voulais l'agriculture ou je ne sais plus quoi. Il m'a dit « Dumont, tu es de Verdun, toi ? » « Oui » « Eh bien toi, les Anciens Combattants ». C'est comme ça que s'écrit l'histoire. J'ai fait des rencontres à l'époque vraiment assez exceptionnelles. Où l'un des présidents de ceux de Verdun quelques années plus tard était venu me voir pour que j'appuie les demandes de médailles. C'étaient des vrais combattants à l'époque. Ils avaient survécu à la guerre. Il y avait toujours des tendances à dire « Pétain, il faudrait que... ». Et lui me disait « Monsieur le Député, je ne souhaite pas que Pétain soit ramené à Verdun, vous comprendrez facilement pourquoi : je suis juif ».

– François Mitterrand lui-même a fait déposer une gerbe à l'Île d'Yeu ?

Alors, Mitterrand faisait déposer une gerbe, oui, à l'Île d'Yeu, ça c'est... enfin cela ne se fait plus maintenant. Mais à Verdun, il y a toujours eu une gerbe du président de la République. C'est Mitterrand qui l'a institué, c'était le 11 novembre. Le préfet ou la préfète de la Meuse déposait au nom du président de la République une gerbe. C'était la première cérémonie du 11 novembre à Verdun. Bon maintenant, avec le Covid, les préfets ont la trouille de sortir, ils ne veulent personne autour d'eux. C'est du folklore, maintenant, les préfets de la République. Ils sont nommés par Macron... enfin... C'est autre chose. Voilà. Donc je reviens à la cérémonie, le geste de Verdun, son impact, vous le mesurez en faisant une thèse. Il y a de quoi faire : c'est une référence ! Il se trouve que dans les années qui ont suivi, j'ai présidé une association comme Maire de Verdun, l'association internationale. Il y avait des villes messagères de la paix désignées par l'ONU. Et on avait fait une association un peu plus européenne, qui dépassait quand même largement les limites de l'Europe, des villes martyrs-villes de la paix. On trouvait Hiroshima ou toutes les villes comme Guernica, Berlin, Varsovie. On a fait avec le Dalai-Lama une grande cérémonie à Varsovie.

Le geste de Verdun a permis, j'allais dire, de dynamiser – il existait ici ou là des écoles de la paix, en Italie par exemple en particulier. C'étaient encore des mouvements ex-camarades, ex-compagnons du communisme à la grande époque - et donc le geste de Verdun a permis de signaler par exemple aux jeunes générations que l'on pouvait se réconcilier. La question qui se posait était : « Mais pourquoi les Allemands et les Français se sont-ils réconciliés si facilement ? » Bon, il y a eu deux grands hommes d'Etat, de Gaulle et le Chancelier Adenauer qui ont lancé ces opérations. Mais les Allemands étaient chez eux, les Français étaient sur leur territoire. Quand je suis allé dans des territoires d'ex-Yougoslavie, par exemple, au titre de ces villes martyrs-villes de la paix, chaque strate religieuse venait me présenter un territoire en disant : « là, c'était notre église, là où nous avons nos martyrs. Et puis le suivant venait en disant : « c'est là que sont nos martyrs, et c'était une mosquée ». Sur le même site religieux, plusieurs générations s'étaient cognées, et donc on pouvait néanmoins témoigner que, après s'être étripés, massacrés, effectivement on pouvait se tendre la main, on pouvait se dire pour les jeunes qui sont là à côté de nous, devant nous, derrière nous, pour ces jeunes, on doit construire la paix. Donc le geste de Verdun est significatif d'une démarche que des Allemands

et des Français avaient initiée déjà depuis quelques années. Le franco-allemand, la jeunesse, tout cela, cela a pu prospérer, je pense, du fait de cette poignée de mains entre deux hommes devant l'ossuaire de Douaumont, devant un catafalque et avec des jeunes, des très jeunes, et des très très anciens. Voilà, toutes les générations étaient là. Et ça a permis de rappeler que en 1936, il y avait 10 ou 15000 Anciens Combattants français qui étaient à Douaumont, et qui ont reçu une délégation d'Anciens Combattants allemands, ils étaient quelques centaines dit-on, et le mot d'ordre avait été de dire « plus jamais ça ! », mais ensemble. « Plus jamais ça ! ». Donc, voyez, c'était très fort. Donc au moment de ce geste, on n'imaginait pas que cela allait avoir cette importance dans les médias, dans l'histoire de chacun même, des individus ou des groupes qui ont fait prospérer ce geste de Verdun. Il a bien prospéré. Donc voilà, ce qu'on peut dire de cela, et quand on dit que « bof, oui, tout cela, ça ne sert à rien, démontrer le respect pour ceux qui sont morts, bon ça c'est à Douaumont. Parce que l'Ossuaire de Douaumont, les ossements, ils sont français et allemands... et africains, Afrique du Nord, Afrique noire, voilà, voire de ceux qui s'étaient engagés de l'Extrême-Orient. C'est symbolique de l'union après la mort des ossements, qui sont respectés, évidemment. Et il faut qu'à chaque fois, on le dise. Alors lorsqu'on parlait de Pétain, tout à l'heure, il y a quelques pétainistes qui sont autour de l'Ossuaire. Moi, j'en ai connu qui venaient, bon j'étais à la Mairie de Verdun, ils étaient discrets, ils n'étaient pas... ceux qui venaient avec leurs grands manteaux noirs, ils faisaient ça discrètement. Ils faisaient une Messe quelques jours avant le 11 novembre. Ça, c'est de l'histoire... Il y a très peu de livres d'histoire qui ... mais bon, il faut aussi s'en souvenir.

- Est-ce que vous savez pourquoi, en 1984, François Mitterrand et Helmut Kohl ne sont pas passés par Verdun ?

La Bataille a eu lieu devant Verdun. Il n'y avait pas de raison précise. A chaque fois qu'un président de la République se déplace, on l'invite à venir à l'Hôtel de Ville. Chirac a rencontré des jeunes à Verdun, il n'a pas voulu rencontrer telle ou telle personne. Voilà. La Ville de Verdun reçoit à l'occasion de l'anniversaire de la bataille de Verdun. C'est là où il y a toute une infrastructure, évidemment. Donc, il y a des égos qui sont... mais je me souviens quand Monsieur Sarkozy est venu un 11 novembre, il est allé directement à Douaumont. Il a reçu Charles d'Angleterre et bien d'autres chefs d'Etat, je ne sais plus lesquels il y avait, il n'y avait pas le chancelier, mais bon, voilà. Donc, par contre, pour le Centenaire, je pense que le côté symbolique, c'était effectivement que la Chancelière vienne à l'Hôtel de Ville. Pas très longtemps, mais cela a été assez fort, c'était la première fois qu'un chancelier venait à l'Hôtel de Ville de Verdun. Sachant que Verdun était une ville du Saint-Empire Germanique. On n'a pas attendu 70, 14-18 et compagnie. La guerre a été une constante et les alliances, les Rois, les Princes et compagnie, enfin c'est toute une belle et grande histoire avec des frontières qui passaient, sauf que l'on a bien vu que l'émotion de la chancelière Merkel, elle ne s'attendait pas à ça, voilà. Elle a été, je pense, particulièrement bien reçue par le Maire, qui a su trouver les mots qu'il fallait, et donner en quelques minutes du sens à ce passage. Pas simplement pour signer. Bien-sûr, on signe le livre de la Paix, le livre d'or de la ville de Verdun. Et aussi pour que les personnes qui étaient là se rendent compte qu'on vivait encore une nouvelle étape. Une autre génération. Donc, oui, souvent les chefs d'Etat sont passés par Verdun, pas obligatoirement pour les... enfin en dehors des cérémonies. Mais le président de la République est toujours venu, quel qu'ait été ce président de la République. Le président de la République est toujours venu chaque dixième anniversaire. Et le premier ministre, on dit même que Castex viendrait cette année, le premier ministre pour les cinquèmes. Et donc ça, c'est l'officiel. Il y a eu d'autres façons de mener des opérations de mémoire en fonction bien-sûr aussi parfois des

calendriers républicains, qui permettaient aux chefs d'Etat de venir, de se rencontrer. Et aujourd'hui, on sent bien que Douaumont est là, le mémorial a été dans sa muséographie amélioré, modernisé, avec un vrai parcours franco-allemand de la mémoire. Sur la Citadelle, là ce sera ouvert vers fin juin je pense, ou début juillet, compte-tenu des élections locales. Moi je suis un partisan farouche de la conservation de la mémoire à Verdun, et d'en faire un outil pédagogique. C'est moi qui ai créé, avec les autres collègues, le président du Conseil Départemental, le sénateur Longuet et ceux de l'époque, les militants de l'époque, ils étaient très nombreux, le Centre Mondial de la Paix, des Libertés et des Droits de l'Homme, alors cela fait un peu pompeux, mais les villes messagères de la paix avaient choisi le Maire de Verdun comme premier président de cette organisation. Et quand moi j'ai été élu Maire, aussitôt j'ai été élu président, parce que cela démontrait l'impact universel de Verdun sur la souffrance de l'homme au combat (chair à canon etc...) et aussi donc le respect qu'on leur devait et enfin comment ne pas recommencer ça. Donc le geste de Verdun, vous avez raison de vous en préoccuper, il faut le valoriser et une thèse souvent peut servir à ça. Surtout sur la mémoire.

- C'est vraiment la question que je me pose : est-ce que cela parle encore à nos jeunes aujourd'hui ?

Peut-être pas, peut-être pas... mais il faut néanmoins le rappeler. Vous savez, quand je suis allé en Serbie – en Croatie, je suis passé très rapidement parce que j'étais plutôt de l'autre côté. En Serbie, j'étais aux mille jours du siège de Sarajevo. A l'époque où on atterrissait dans un avion militaire russe, c'était quand-même assez particulier comme cérémonie... en 1995... Il y avait d'ailleurs Lévy qui y était... Autant à Varsovie, c'était le Dalai-Lama, mais là, c'était Bernard-Henri Lévy, et il y avait quelques autres personnalités. Les villes islamiques étaient fortement représentées et donc Kouchner est passé, d'ailleurs rapidement. Mais c'était un peu comme des parisiens quand ils se baladent, c'était pas très différent. Et si vous voulez, le geste de Verdun a marqué son époque, il a prospéré, il a fait des émules. Moi, on m'avait invité par exemple en Israël, à un colloque Palestiniens-Israéliens – alors de Palestiniens d'Israël pour discuter de tout cela. C'était une époque où il n'y avait pas la même ambiance qu'en ce moment. Ça avait du sens. Et donc on a organisé au Centre Mondial de la Paix la première rencontre entre jeunes Israéliens entre 14 et 16 ans et Palestiniens, qui s'étaient affrontés au cours de la première intifada. On a refait la même chose à la troisième - je crois - intifada. Bon, est-ce que Verdun doit continuer ça ? Dans la municipalité actuelle, on n'y trouve pas d'intérêt. Il y a un repli sur Verdun, mais ça peut revenir, je ne sais pas.

- Et puis il y a la période qu'on traverse, qui n'est pas favorable.

Oui, ça c'est... bon voilà... Et ça, on ne sait pas comment on sortira du confinement, du manque... enfin voilà, de ce qui se passe en ce moment.

- C'est tout de même la victoire du repli sur soi et du nationalisme, tout le contraire de la réconciliation franco-allemande...

Tout à fait ! Et à Verdun, on doit continuer à faire ça. Le Maire, semble-t-il, de temps en temps a de bonnes réactions. A moment donné, dans son entourage, il y avait des personnes qui y étaient attentives. Mais il y a aussi tout un courant « Ras-le bol, la guerre, on n'en parle plus, les vieux, après tout ils s'en vont... » bon, beh voilà. Vous savez, ce qu'il s'est passé dans les EHPAD montre aussi l'égoïsme, le tri qu'on faisait. Le président de la République a dit « on trie »... enfin « on est en guerre ». Le principe de la guerre, pour le service de santé c'est « on

trie ». Qui va mourir sur le champ de bataille parce qu'on ne peut rien faire ? Qui on peut éventuellement sauver ? Qui est transportable immédiatement ? Tout ça, moi je l'ai vécu avec tout ce que l'on a appris sur la médecine de guerre. Il y a eu des rencontres de médecins, de chirurgiens à Verdun, des colloques. Alors est-ce que cela, ça continuera ? Tout le monde a vieilli, beaucoup sont disparus. Mais je pense que tant au Centre Mondial, au Mémorial, mais dans les lieux, on doit mettre en valeur le geste de Verdun. Souhaitons que cela puisse se poursuivre. Parce qu'au-delà des affrontements, des discussions, des gens qui ne veulent pas entendre parler de paix, il faut que les jeunes générations sachent qu'au moins à un moment donné, des hommes ont su se mettre d'accord. C'est pour cela que j'ai cité de Gaulle et Adenauer. Ils ont réussi à lancer les premières opérations de jumelage par exemple. Et ça a prospéré, les jumelages. Alors aujourd'hui, c'est moins... il y a moins d'ardeur qu'au début. On a aussi d'autres capacités de voyages. Mais il y a des symboles.

– On a oublié aussi à quel point on s'est tapé dessus...

Ah, beh tout à fait ! parce que l'école, l'histoire... Alors nous, on entendait l'histoire, aussi locale. Moi quand j'étais tout petit, la référence... Ce n'était pas les Allemands qu'on craignait. C'était les Suédois ! Voilà, la Guerre de Trente ans ! J'ai lu quelques livres parce que tout le monde s'interroge encore aujourd'hui pour savoir si Attila est passé ou non à Verdun. Il semblerait qu'il ait rasé quelque part du côté de Metz, et qu'il soit passé entre Verdun et la dernière commune de la Meuse. Enfin, à l'époque elle était je ne sais pas où. Voilà, il y avait 100 000 personnes qui se baladaient. Voilà, donc il y avait les estafettes qui allaient voir ce qu'il se passait et le gros de la troupe qui marchait sans arrêt, qui mangeait, qui détruisait... Verdun a connu onze sièges, mais pas celui d'Attila. Verdun était une ville particulière, sur la Meuse, et à l'époque, l'eau, c'était quand-même de passage. Les Vikings sont venus, je ne sais plus, à 15-20 kilomètres de Verdun. Et là, il y a eu une bataille qu'on a reconstituée – vous voyez, les historiens ne manquent pas d'imagination ! Bon, les Vikings étaient venus par la Meuse, en remontant la Meuse, ils sont venus à quelques kilomètres de Verdun.

– D'où en 16, on a décrété que les Allemands ne passeraient pas... On comprend bien le rôle qu'a pris Verdun dans tout cela...

Tout à fait ! Bon, moi je ne m'occupe plus de rien du tout, à l'âge que j'ai. Enfin, on connaît tous nos étapes dans la vie. A quoi ça sert ? Moi, j'ai vu l'Assemblée Nationale, je suis venu pour voir, cela ne servait à rien, bon... Pourvu qu'il n'y ait pas un zozo qui vienne balancer une grenade là-dedans... On est dans un pays, maintenant dans une Europe, qui n'est pas que l'Europe de l'argent ou du croque-en-jambe, mais qui doit être aussi l'Europe qui fait servir ses réconciliations et ce travail pour le développement humain.

– C'est l'enjeu de la sortie de crise...

Je pense qu'avec... enfin comment dire, il faut que je sois prudent dans mon expression, parce qu'on ne peut pas dire des choses trop dures, on peut le dire quand on est dans l'entre soi, mais bon... Je ne vois pas le pays – enfin il peut y avoir une idée géniale, à un moment donné, il peut y avoir quelqu'un qui se lève, il y aura peut-être de nouveau... Vous savez, il y a de nouveaux Maires, de nouvelles Maires. La montée en puissance du nombre de femmes élues maires... Moi, j'ai connu dans mon département, les premières femmes qui devenaient Maires – il y en avait quelques-unes. Enfin bon, c'était anecdotique. Mais là, avant l'élection chaque Maire

réunissait son conseil municipal en disant : « Là, faut qu'on ait des femmes ». On choisissait la femme qui viendrait au Conseil municipal. Puis après, elles ont été candidates, puis voilà... Les binômes – ma femme est conseillère départementale – Les binômes, elle a vécu la première vague. Les femmes étaient là parce qu'une loi imbécile avait amené la création des binômes. Aujourd'hui, c'est différent : elles ont pris la pleine mesure de ce que cela représentait, je vois le réseau qu'elles forment auprès des partis politiques. Ça évolue. On est encore dans un pays qui doit vivre des évolutions, des petites révolutions, ou de grandes révolutions et je pense que le geste de Verdun, même si c'est deux hommes qui l'ont fait, dans quelques années, on aura peut-être à regarder ça de près. On en aura besoin comme outil pédagogique. Bon, la pédagogie, aujourd'hui...

- Le geste a tendance à disparaître des manuels d'histoire...

On n'a pas su valoriser, comme il le fallait, au bon moment. Le Maire envoie, que ce soit celui d'aujourd'hui ou celui d'hier, un courrier au ministre pour l'engueuler, évidemment. Les livres sont déjà imprimés, et donc c'est bien quand-même dans la haute administration d'aujourd'hui, celle qui gère en définitive, que se joue l'avenir de la France. Et on a mis comme premier Ministre un haut fonctionnaire. J'étais fonctionnaire, de l'Education Nationale, je suis barbu, j'étais enseignant. Enseignant du technique, tout de même cela a une autre... Si vous voulez, quand on crée ça, on se dit « Mais pourquoi on veut oublier notre histoire, alors qu'on ne cesse de dire « On n'a d'avenir que si l'on connaît l'histoire ». C'est tout, ce n'est pas... La covid sera l'heure de vérité. Disons : on ne sera plus le cinquième pays du monde, on sera peut-être le vingt-cinquième. Je ne sais pas. Cela change tout. Oui, ça change tout, voilà. Le problème, ce n'est pas la fierté d'être Français. Le problème, c'est que le pays où il y a eu les Lumières ne peut pas l'oublier. On ne peut pas faire n'importe quoi. Et on ne change pas un mot parce que c'étaient les anciens qui l'avaient fait. Et c'est ce que j'ai entendu moi, avant la covid : « les vieux, y'en a assez, ras-le-bol, la guerre, ça y est, ça suffit, on tourne la page ». Oui, mais il ne reste plus rien s'il n'y a pas ça. Donc, on ne va pas dire « Venez à Verdun, vous saurez ce que c'est que la guerre ». « Venez à Verdun, c'est une ville d'histoire, d'histoire à tout point de vue ». L'utilisation de l'eau, la défense certes, mais aussi, c'est le dernier marché aux esclaves européen, Verdun. Quand on faisait des prisonniers, quand les troupes faisaient des prisonniers, ils les vendaient. Au plus offrant. Les castrats étaient fabriqués à Verdun, avec deux pierres, boum !

- Jusqu'à quand ?

Oh, cela remonte à pas mal de siècles. C'était après la Guerre de Trente ans. A chaque fois qu'il y avait des guerres, il y avait des bandes, des équipes, des clans, certaines populations qui se vendaient au plus offrant. Alors les Suédois, ils étaient un jour contre, puis un jour ils étaient avec nous. Ca dépendait qui commandait dans la région. Enfin on a quand même connu, en Lorraine, les Ducs de Bourgogne, c'était différent. Je ne suis pas un historien, ce n'est pas un spécialiste qui parle, mais c'est vrai que quand on se replonge dans toute cette histoire, on se dit que la connaître un tout petit-peu, dans ses grands événements, c'est bon. Et le geste de Verdun, comme le traité qui a créé l'Europe, voilà, ce sont des éléments qu'il faut valoriser. Vous savez, tous les jeunes qui ont fait des études dans les pays européens, en passant par Erasmus, moi ma fille y est allée, en Angleterre ou en Ecosse, elle est allée au Royaume-Uni, sincèrement, elle en a ramené... C'est des étapes... Et quand on dit tout cela on pourrait l'oublier, c'est fini, et tout le reste, est-ce qu'il faut continuer... Nos jeunes, enfin cela fait tout

de même une génération, ce sont égayés dans tous les pays. Il y en a qui sont restés en Chine, par exemple. Des jeunes Français, qui ont passé des diplômes en bac je ne sais plus combien, ça existe. Et qui connaissent une chinoise, se disent « je vais faire ma vie là », des entreprises qui simplement les ont embauchés. Dans tous les pays, c'est comme ça. C'est un monde nouveau, c'est aussi une migration intellectuelle, qui peut compter dans un pays. Donc il vaut mieux quand-même connaître notre histoire.

- Puisque nous parlons des jeunes, y a-t-il beaucoup de jeunes qui viennent sur Verdun ?

Ah oui, oui. Tous les ans, on a des stagiaires, des allemands. Les Allemands étaient friands de venir à Verdun, parce qu'ils avaient une part de leur vie, leur capital vivant, de leur capital humain qui était là, ils voulaient connaître leur histoire. Et c'est vrai que lorsque le mur de Berlin est tombé, il y a peut-être moins de jeunes qui sont venus parce qu'ils ont transféré toute énergie mémorielle et solidaire vers les Länder de l'Allemagne de l'Est. Mais, oui, on a toujours beaucoup d'Allemands qui viennent. Je ne sais pas si ça continuera. Bon, mais maintenant c'est vrai que, oui, vous avez raison : quid de l'après-covid ? Parce que la covid ne va pas s'arrêter du jour a lendemain, il n'y a plus de covid, non. On va redonner de la liberté, pas complète d'ailleurs. On voit ça dans les textes qui sont en préparation. Il y aura des envies d'espace. Alors nous, on a la Meuse, ceux qui font du bateau descendent ou remontent la Meuse et viennent à Verdun. Il y a des espaces verts, les bois. Enfin, les bois, on a une forêt qui souffre beaucoup avec tant la sécheresse que les bestioles, enfin bon. C'est pour cela que je pense que, à Verdun, le renouvellement des générations a permis de renouveler aussi le mémoriel par les terrains. C'est le seul site sur lequel on peut venir et voir les trous d'obus, tels qu'ils étaient, tels qu'ils sont depuis plus d'un siècle, les forts... En ce moment on a une histoire avec une caserne qu'on est en train de démolir, c'est-à-dire qu'il n'y aura plus de traces de casernement, alors que dans toutes les communes, même à Paris, je m'occupais des HLM, je ne suis plus dedans, j'ai arrêté quand j'ai quitté la présidence, il y a quelques mois. A Paris, il y a des anciennes, casernes qui ont été complètement réhabilitées - tout en gardant l'architecture - complètement réhabilitées à l'intérieur. On a même réutilisé les pavés et avec du logement très social, du logement intermédiaire, et du logement privé. Il y a de belles opérations qui ont été menées.

- Et à Verdun, on détruit ?

A Verdun, les pelleteuses arrivent. On n'a pas réussi à convaincre le Maire. Et pourtant c'est un jeune, c'est un prof d'histoire. Moi, je venais de la campagne profonde, et vu ce que représentait Verdun pour une génération. Aujourd'hui, on parle tous de l'atome, du nucléaire. L'électricité et aussi la bombe. Quand on fait un séjour, quelques jours, à Hiroshima, à l'époque où les guides, c'étaient des personnes qui avaient été sous la bombe, sous les radiations, à ce moment-là on se dit qu'il faut conserver cette mémoire, aussi atroce soit-elle, pour dire « attention, voilà ce qui peut arriver ». Et quand on va à Auschwitz, j'ai dû faire trois séjours à Auschwitz. Ma fille m'en veut, bon, elle y est allée après, ma fille m'en veut, on l'avait laissée - ma femme est d'origine polonaise, on l'avait laissée chez les cousins, parce qu'on ne voulait pas, elle avait six ans, elle était un peu jeune pour y aller. Mais aujourd'hui, on y va comme si on allait à Disney Land. C'est quand-même pas la même chose. Bon, je vais pas parler comme ça, comme un vieux schnock, mais je crois que Verdun, par son histoire, par différentes batailles, 1870, voilà, la bataille de 1916, la bataille devant Verdun, la ville, Verdun, le nom étant donné à la bataille, on doit pouvoir témoigner. Si on ne les met plus, comment dirais-je, dans les livres d'histoire, de l'école, au moins qu'ils viennent sur le terrain voir ça. Ils passent

24 heures, deux jours s'il le faut, ils apprennent des choses. Quand le jeune un peu turbulent s'aperçoit que le nom qui est sur la croix, sur la plaque, c'est dix-huit ans. Quand ils font la différence, « Tiens, né le... », les deux dates, « Ah, ils avaient dix-huit ans ! ». Combien de témoignages on a comme ça. Le prof, il dit « Eh bien, oui », quand ils se sont rendus compte de ça, on leur dit « Voilà, cent ans après, avant les cent ans c'était quatre-vingt-dix ans, quatre-vingts ans après, ce sont deux chefs d'Etat qui se donnent la main devant l'Ossuaire, où il y avait autant d'Allemands que de Français. Merkel y est venue, Ernst Junger y est venu. Voilà ; le geste de Verdun. Bon, j'ai beaucoup divagué, mais c'est un peu mon travers...

- Non, non : c'est très intéressant. Cela permet de montrer que le geste n'est pas simplement une relique exhumée des années 1980...

Non, non. Ce geste a eu une action, a éclairé des cheminements dans d'autres pays. J'ai cité Israël. Je peux vous dire que du côté de sites européens, Verdun ça représente quelque chose, tout comme Hiroshima, et d'autres. Donc, il faut faire prospérer le geste de Verdun, car c'est un signe fort pour tendre la main à l'autre, et essayer de le comprendre. Quand même. Et puis après, l'égoïsme, les nations, les riches, les puissants, bon voilà... Sans parler du djihadisme, évidemment... la fraternité, en ce moment... Et la fraternité, cela n'a rien de catholique, d'israélite, ni d'islamique. D'autres questions ?

- J'aurais peut-être des questions sur l'organisation en elle-même de la Rencontre. Si vous vous souvenez un peu comment ça s'est fait, comment vous avez été contacté, la genèse...

De manière anecdotique, j'avais pensé à Charles Hernu, qui voulait faire défiler ses chars.

- Oui, je n'en suis toujours pas revenue... Concrètement, il voulait les faire défiler où ?

Eh bien lui, il voulait faire un défilé sur la route qui passe devant l'Ossuaire.

- La route parallèle, celle que l'on traverse pour monter à l'Ossuaire ? Celle qui délimite la Nécropole et l'esplanade ?

Voilà.

- Est-ce que vous savez si à l'Ossuaire, ils ont encore les livres d'or, et notamment ce qu'ont pu écrire François Mitterrand et Helmut Kohl en 1984 ?

Oh, oui, ils ont dû garder tout précieusement, je suppose. Mais en ce moment, c'est fermé. Je dois avoir le numéro de téléphone du Directeur. Ecoutez, je vais essayer de me renseigner.

Mitterrand était allé déjà, mais tout seul, dans un petit village, après Consenvoye, appelé Esnes-en-Argonne, où en 39 il y a eu un bombardement et Mitterrand a reçu un éclat d'obus dans le dos. C'est très simple, dans la ruralité, en dehors du village, il y a un petit monument, franco-français, un monument allemand, et durant mon mandat, tous les ans, il y avait une cérémonie avec des Français, des représentants allemands, pour déposer une gerbe. Donc Mitterrand y est allé, et c'est devenu un pèlerinage pour quelques-uns, certainement. Plus haut, ce sont les Corses. Vous savez, c'est une terre un peu de mémoire, donc les gens quand ils se promènent, ils vont regarder dans leur famille si quelqu'un n'était pas dans le coin. On a accueilli Madame Merkel à Consenvoye, au cimetière allemand de Consenvoye.

- Oui, ils ont refait à peu près le même parcours. Il y avait une allusion très claire à la cérémonie de 1984.

Alors, la préparation... Je vais vous envoyer le téléphone de Serge Barcellini, vous pourrez dire que c'est moi qui vous l'ai donné. Si je trouve des éléments, je vous envoie un message. Et après comme cela vous pourrez prendre contact avec lui. Il faut que je puisse le contacter. Or en ce moment, tous les sites sont fermés.

- Le seul souci pour moi, c'est que j'arrive à la fin de mon travail, puisque la soutenance est prévue en décembre. Mais d'ici là, je pense que cela aura réouvert.

A titre tout à fait personnel, je vous félicite d'avoir eu cette ambition de faire une thèse sur le geste de Verdun.

- Comme je vous le disais, je suis professeure d'allemand, et d'origine, je suis alsacienne. Mes parents ne sont pas alsaciens, mais moi je suis alsacienne, mes parents ont passé plus de quarante ans en Alsace. Et mon père était encore de cette génération – il était de 1922 – et mon grand-père était en occupations après la Première Guerre mondiale. Mon père est né à Mayence.

D'accord, oui d'accord !

- C'est vrai qu'en tant qu'Alsacienne, j'ai aussi été baignée de tout ça. C'est un peu normal.

Et puis l'Alsace a vécu d'autres événements. Qui marquent politiquement. Toute la discussion sur le droit local.

- Oui, c'est reparti pour un tour là...

Le droit local c'est l'Alsace, et un département, la Moselle. Ce n'est pas la Lorraine.

- En tout cas, je souhaite bon courage à ceux qui voudront s'attaquer à cela, parce que je pense que l'Alsace a de la mémoire, tout de même. Toucher aux particularités alsaciennes...

Quand je suis arrivé en 1981, j'ai découvert le droit local à l'Assemblée Nationale. Il y avait toujours un député alsacien, de droite, de gauche ou d'ailleurs qui était là quand on pouvait éventuellement parler du droit local. Et un jour dans une discussion – je me permets de dire ça – manifestement, il y avait un amendement, et en regardant dans l'Assemblée, on a vu une vingtaine ou une trentaine de députés. Pas un Mosellan. Et évidemment, pas un Alsacien. Comment ça se fait ? Et c'était Strauss-Kahn qui était au banc des ministres. Et donc, je l'avais entendu qui disait : « il n'y a personne du droit local ». Alors moi, je n'ai rien dit, et au moment où l'amendement a été appelé, j'ai dit simplement : « Il est défendu ». Je ne vous dis pas la tête de Strauss-Kahn. J'avais pris la parole : « Oui, oui. Il est défendu ». Il avait répondu, évidemment, sur le fond. Ce n'était pas extraordinaire, mais voilà, moi j'ai eu un réflexe de solidarité envers mes collègues mosellans. C'était quand-même particulier. Tout le monde l'admettait. Donc aujourd'hui, quand la France Insoumise, enfin les députés de la France Insoumise, s'insurgent « les curés, etc... », c'est autre chose. C'est dans les gènes des Alsaciens. Vous savez, quand on a discuté sur la grande région, je me permets de vous le dire, moi j'étais à la commission des finances, j'avais beaucoup d'autres occupations, j'ai fait deux soirées au moment crucial de la discussion, où j'ai entendu des choses absolument abominables.

Bon, peu importe. Donc, j'ai fait une réflexion le lendemain lors de la deuxième soirée. J'ai pris la parole, il devait être minuit. Parce que moi, j'ai connu Adrien Zeller, qui était président de la Région, je l'avais rencontré d'ailleurs sur une mission que l'on m'avait confiée. Sincèrement, il faut quand même entendre déjà les Alsaciens, toutes les qualités qu'ils ont, voire les défauts, parce quand ils s'y mettent, ils cognent fort. Même les Mosellans, qui ne sont pas tout-à-fait du même acabit que les Alsaciens, ils sont très, très attachés à (leur droit local). Alors les Mosellans, ils ne feraient pas la révolution pour le conserver, mais les Alsaciens, je pense que... voilà. Ils sont profondément attachés à cela parce qu'ils ont eu une vie tellement compliquée. Moi, j'ai rencontré un Alsacien, un Malgré-Nous, il était ouvrier, il était allé du côté de la Russie, parce qu'on les envoyait directement en Russie, au front. Bon alors, moi j'avais à l'époque quatorze-quinze ans, le gars, il était un peu brut de décoffrage, quand il racontait des choses qui étaient un peu... Il était en recherche. Voilà, c'était terrible. Si on ne comprend pas la situation, voire la souffrance. Soit comprendre aussi ce qu'ils ont vu, voire peut-être même ce qu'ils ont fait – comme dans toute guerre. Ils sont pris presque en esclave d'une armée. Il faut prendre un peu de recul, et élever un peu le débat quand on voit tout cela. Et c'est peut-être au nom de tous ces gens, qui sont disparus depuis longtemps, qui ne vous verront pas travailler, mais c'est surtout aussi pour leurs descendants qu'il faut savoir de quoi on parle. Il faut expliquer. Bon, c'est peut-être trop ambitieux. J'espère que votre thèse permettra d'allumer ici ou là quelques lumières.

– Fort modestement : j'ai bien conscience des limites de mon travail...

Oui. Mais enfin, vous êtes enseignante. Je l'ai été aussi un petit peu. Quand on est député, on est amené à écouter des gens et à leur dire parfois des choses. Vous les croisez dix ans après : « Ah, vous m'aviez dit à telle époque que...etc... Je m'en suis souvenu, j'ai fait ça... ». Bon, il y a des réussites. En tant que Maire, on marie des gens, et après il viennent vous dire : 'Beh non, ça y est, je suis divorcé, ça n'a pas duré ». Tout cela, c'est peut-être encore la richesse de la relation humaine. Voilà, j'espère ne pas vous avoir...

– Non, non : c'était passionnant. Une autre question qui me venait peut-être. Vous connaissez sûrement bien François Mitterrand, et ses relations avec la Lorraine.

Alors déjà, l'épouse de François Mitterrand, Danièle, est née à Verdun.

– Non, ça alors ! C'est un scoop... Merci.

Danièle Mitterrand est née Gouve, à Verdun. Alors Gilbert Mitterrand, je lui ai dit « Tu viens à Verdun, on se fera un repas républicain, tu diras quelques mots, et je te ferai visiter la chambre, la pièce où ta mère est née.

– Parce qu'en 1984, elle n'a pas pu venir, je crois.

Non. François Mitterrand, il est passé quelques fois à Verdun, il faisait toujours référence à Verdun par rapport à la guerre. Et il faisait référence à Verdun par rapport au village de Esnes-en Argonne.

– Là où il a été blessé.

Et c'est Roland Dumas qui un jour m'avait expliqué qu'en effet, il pouvait témoigner que François Mitterrand avait une cicatrice dans le dos. Parce qu'en 81, quand il y a eu la cérémonie au Panthéon, il y a eu une pluie après. Et ils se sont retrouvés tous les deux repartant vers

l'Elysée pour se changer et s'essuyer, torse nu. Comme Saint Thomas, il avait découvert... Bon, raconté par Roland Dumas, c'était...

- Oui, cela doit avoir un peu de sel...

Et Roland Dumas, justement, c'est dans la montée de Douaumont le 22 septembre, que je lui avais indiqué un dossier – comment dirai-je – franco-africain un peu particulier. Comme quoi, vous voyez, à chaque fois que je chemine à Douaumont pour aller au mâât aux couleurs ou dans une cérémonie, j'ai toujours une pensée en disant « Et bien oui, c'est là où on est allé au-devant d'un geste magnifique ». Voilà.

- Eh bien, écoutez, je vous remercie beaucoup. Comme je vous l'avais précisé, je me suis permis d'enregistrer ce que nous disions de façon à le retranscrire. Je vous enverrai de toute façon le texte. Je ne publie rien sans vous envoyer le texte. Et je rajouterai éventuellement quelques questions si j'y pense d'ici là.

D'accord, à votre disposition !

- En tout cas, merci beaucoup de votre disponibilité, de vos réponses.

Oh, moi, je suis retraité alors...

- Oui, c'est peut-être plus simple, effectivement. Mais voilà. Il y a toujours des éclairages qui sont particuliers, intéressants, et puis vous voyez, on apprend toujours quelque chose...

Et bien moi aussi, j'apprendrai quelque chose. Voilà.

- Un grand merci en tout cas, je vous souhaite une bonne soirée.

Merci, au revoir.

- Au revoir.

ANNEXE 6

EXTRAITS D'ARCHIVES

Invitation de François Mitterrand à Helmut Kohl / 6 septembre 1984.
Archives diplomatiques, 1930 INVA 4910.

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

Paris,
le 6 septembre 1984

Monsieur le Chancelier *et de la suite,*

A l'issue des 43èmes Consultations franco-allemandes au sommet qui nous ont réunis à Rambouillet les 28 et 29 mai dernier, nous étions convenus de rendre conjointement à Verdun, dans le courant du mois de septembre de cette année, un hommage solennel aux morts des deux dernières guerres. A cette fin, je vous propose de nous rencontrer dans cette ville le 22 septembre prochain. Il me serait très agréable d'accueillir également à cette occasion Madame Kohl et votre fils.

Dès que Votre Excellence aura bien voulu me faire part de ses intentions, le programme de sa visite pourra être organisé par l'intermédiaire de nos ambassades.

Je Vous prie d'agréer, Monsieur le Chancelier,
l'expression de ma haute considération *et de mes fidèles sentiments*

François Mitterrand

Son Excellence
Monsieur Helmut KOHL
Chancelier
de la République Fédérale
d'Allemagne

BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND
DER BUNDESKANZLER

Bonn, den 13. September 1984

1. Seiner Exzellenz
dem Präsidenten der Französischen
Republik
Herrn François Maurice Mitterrand

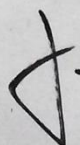
Paris

Sehr geehrter Herr Präsident, lieber Freund,

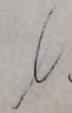
für Ihr Schreiben vom 12. September 1984 und Ihre darin ausgesprochene
Einladung danke ich Ihnen.

Gerne nehme ich, auch im Namen meiner Frau und meines Sohnes, Ihre Ein-
ladung zur gemeinsamen feierlichen Ehrung der Gefallenen beider Welt-
kriege in Verdun am 22. September dieses Jahres an.

Mit freundlichen Grüßen



2. Wv. 211



Dr. Heino Gäffen
Bundeskanzleramt
Eng. - 1. JUNI 1984
30068 / 33
30.5.84
Anlagen des Herrn Bundeskanzlers.

Bez. die im Rahmen der getroffenen Vereinbarung,
Ende September gemeinsames in Vordien die
Gefallenen zu ehren.
Meine Bitte: Ich möchte an dieser Ehre
teilnehmen.
Begründung: Jahrgang 1916 war ich aus
Anlaß 1914 einer der jüngsten Kriegspfeilige
des 1. Nassauischen Feldartillerie-Regiments
„Oranien“ in Mainz-Gonsenheim. Zuletzt
als Bataillieführer einmal verwundet, habe
ich den ganzen Krieg bei dem aktiven Regiment
mitgemacht, 1916 den Angriff auf Vordien mit
Raketen der 21. Sturm-Division (18. A.K.)
kommandiert, Pfeffernüssen usw.: Sturm und
Vordien sind lebendige Erinnerungen.
Die Kameradschaft meines Regiments lebt heute
noch, meist Blüthen sind Kinder der „Oranien“
hoffen sich noch einmal im Jahr.
Bis vor etwa 20 Jahren haben wir, Offiziere
und Mannschaften, regelmäßig Fahrten
zu den Kriegsgräbern gemacht, Vordien
mit vergewen. Heute? Das Alter setzt
Grenzen. Allmählich bin ich wohl der
letzte „Oranien“. K 6829/84

Sie können verstehen, dass es mir ein tief-gegründetes Anliegen ist, in Erinnerung an mein geliebtes Regiment noch einmal in Vordien des vilen dort Gefallenen Kameraden die Verbundenheit zu erneuern und zusätzlich sei sein mit dem ehemaligen Gegner, über des Gräber Freunde geworden.

Ich würde mich sehr freuen, wenn Sie mich irgendwo in die Septemberfeier 1984-Vordien einreden könnten.

Mit vilen Dank für Ihre Mithewaltung

Freundliche Grüße.
 Dr. med. pol. Heino Gäfgen.
 Spinoza Straße 8
68 Mannheim 1

geboren: 8. 12. 1896

Sob darf wohl bei der Seltenheit obiger Begabtheit im Vorlage dieses Briefes bei Herrn Bundeskanzler persönlich bitten.

Schéma de la cérémonie de Consenvoye.
 Archives diplomatiques, 1930 INVA 4910.

Annexe 3
 Consenvoye

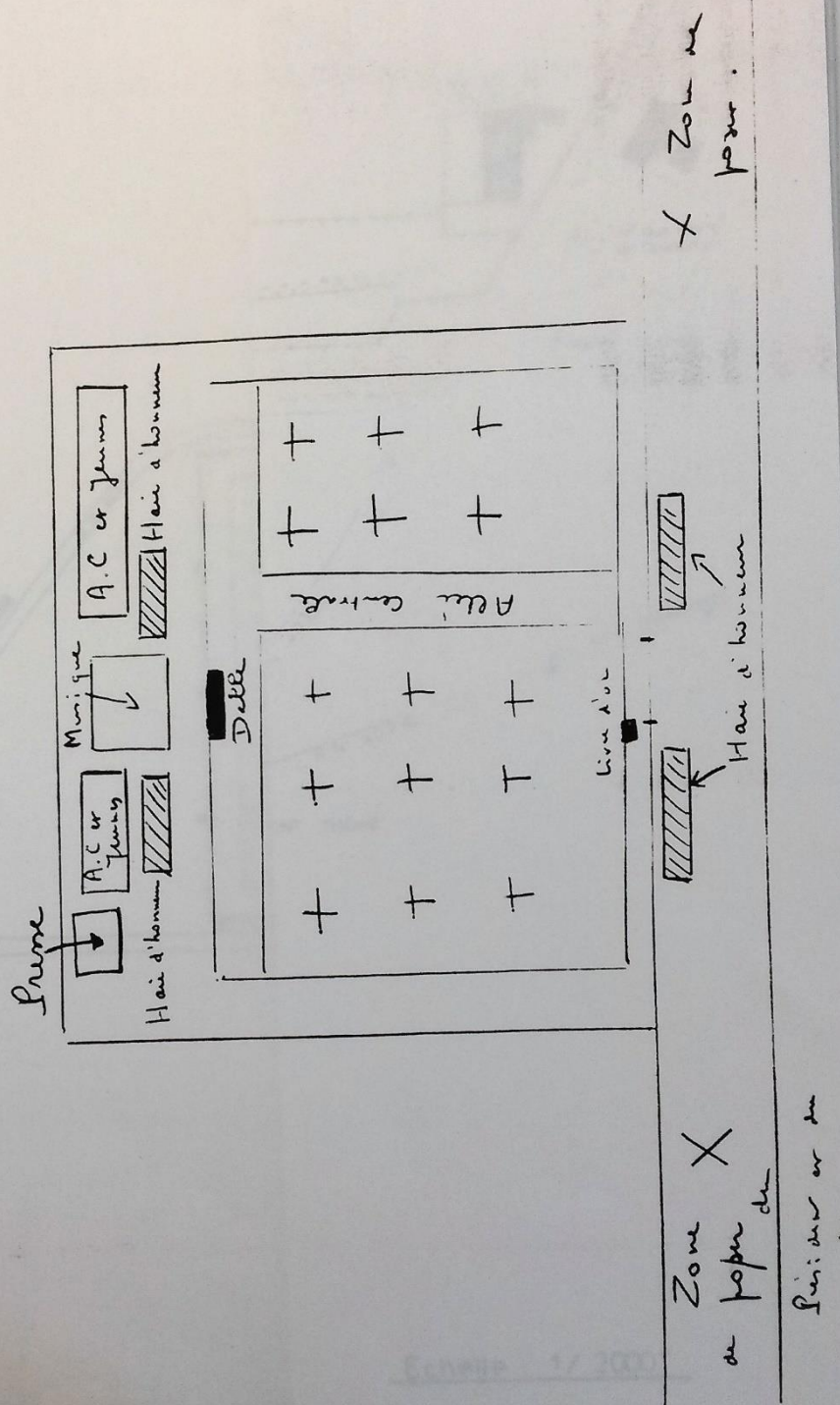


Schéma de la Cérémonie à l'Ossuaire de Douaumont.

Archives diplomatiques, 1930 INVA 4910.

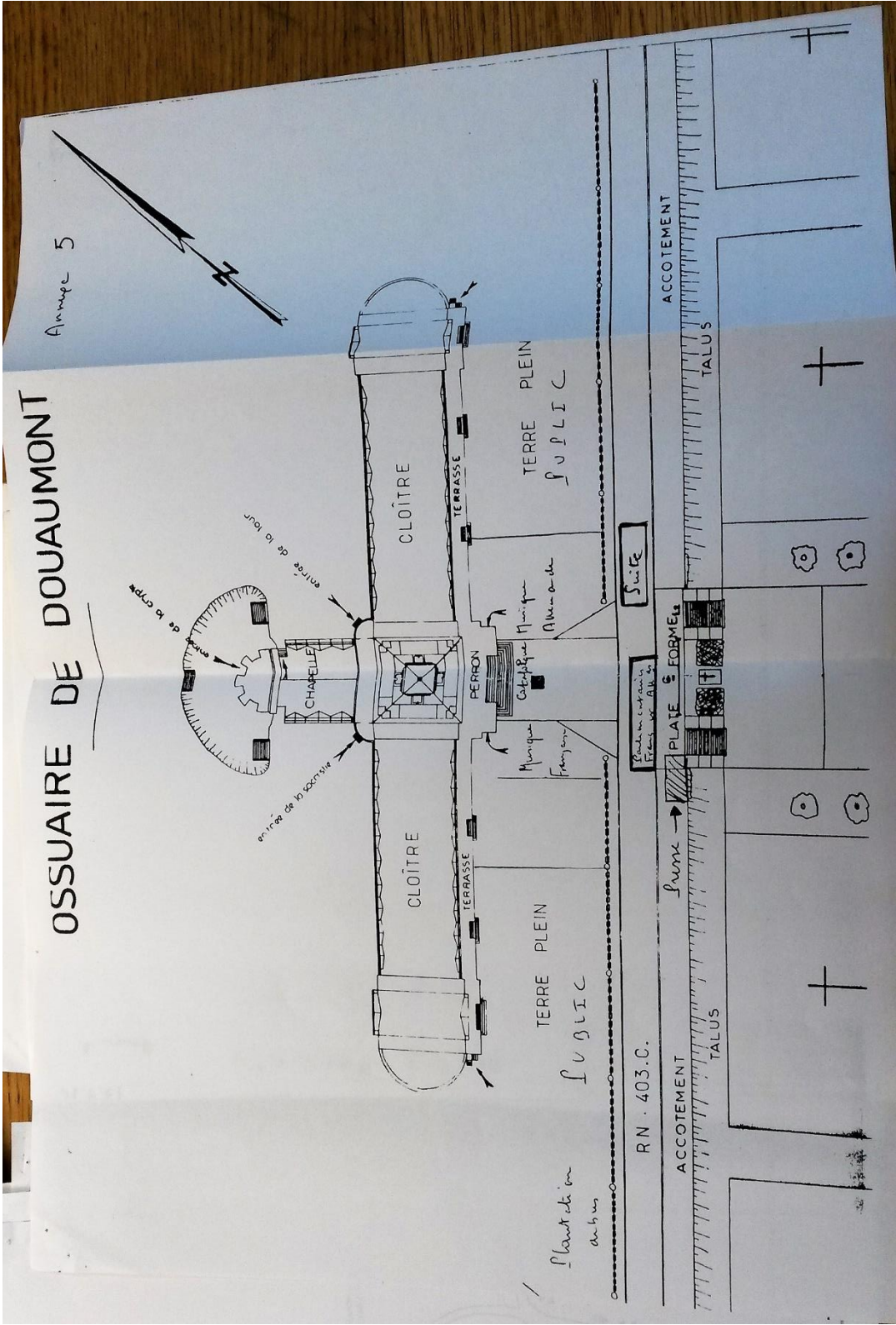


Planche contact des cérémonies (N°1) de M. Frédéric de La MURE



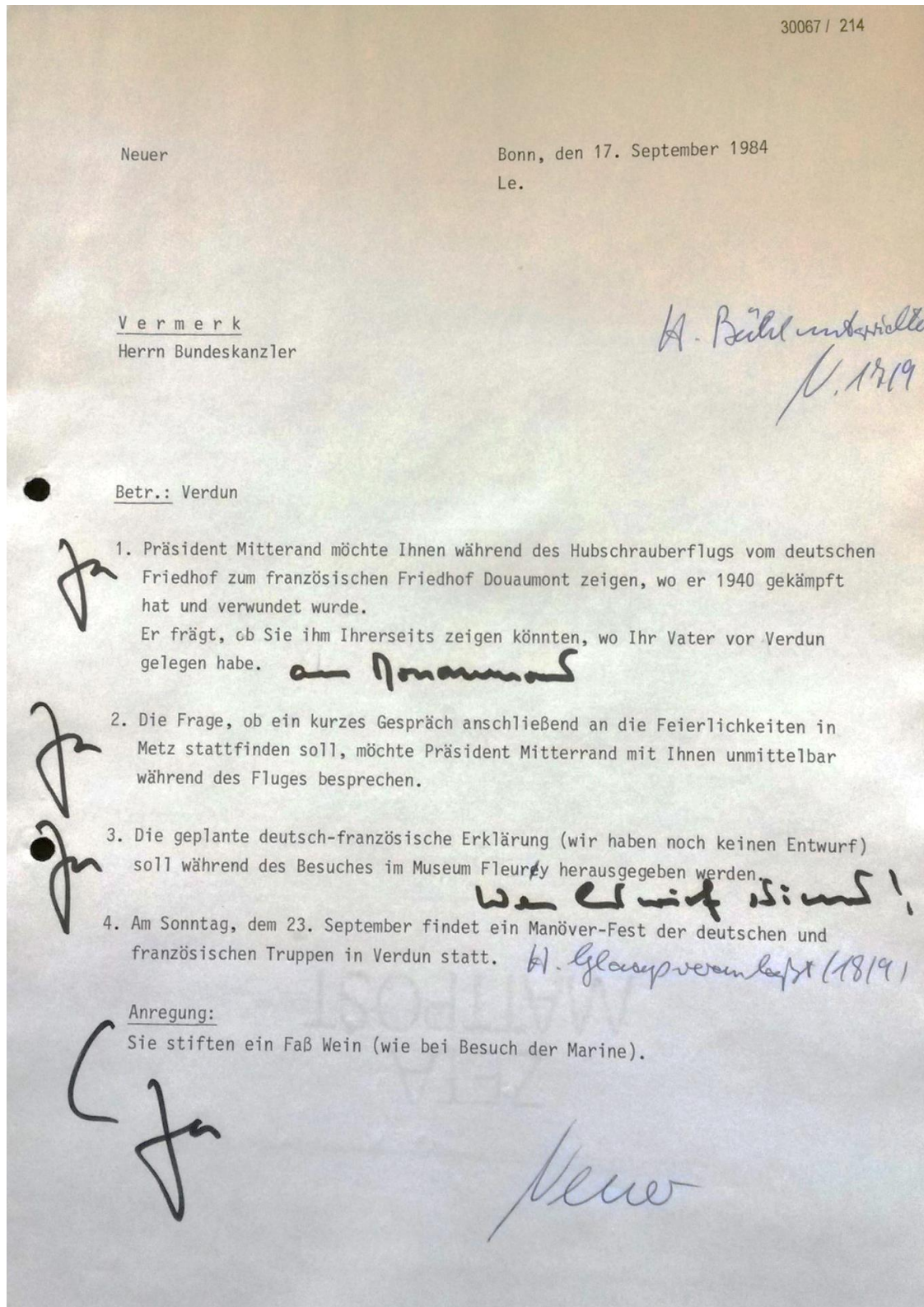
ICE - ALLENVAUX VERDUN 22 SEPTEMBRE 1984 PHOTOS: F. DE LA MURE

Planche contact des cérémonies (N°2) de M. Frédéric de La MURE

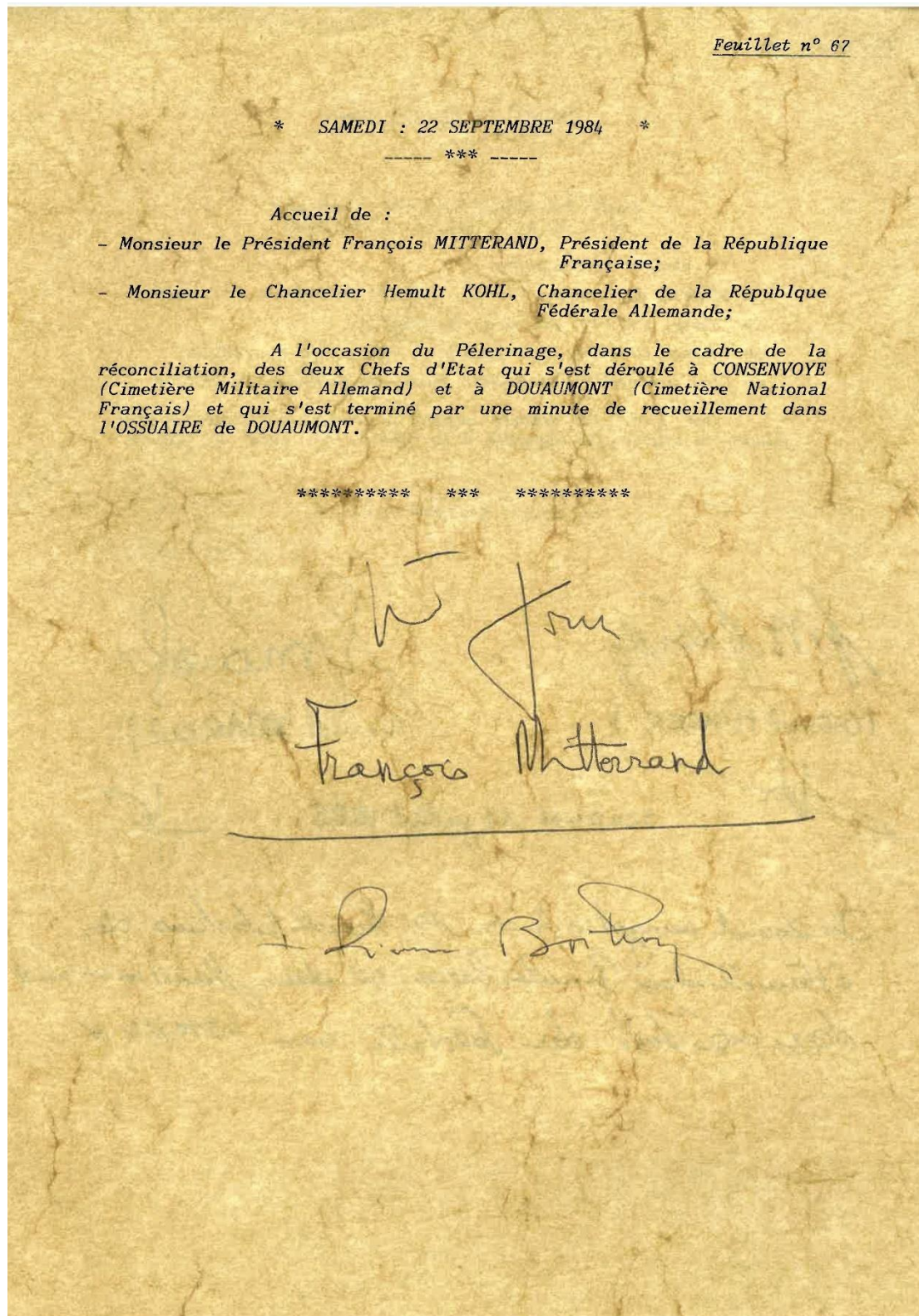


FRANCE - ARCEMAYNE VERDUN 22 SEPTEMBRE 1984 (C)
PHOTOS : F. DE LA MURE

Document annoté par Helmut Kohl, où nous pouvons reconnaître son « Ja » caractéristique.
Bundesarchiv BA 136 / 30067 / 214.



Page du livre d'or de l'Ossuaire de Douaumont signée par F. MITTERRAND et H. KOHL.
Mise à disposition personnelle par la Direction de l'Ossuaire, que nous remercions.

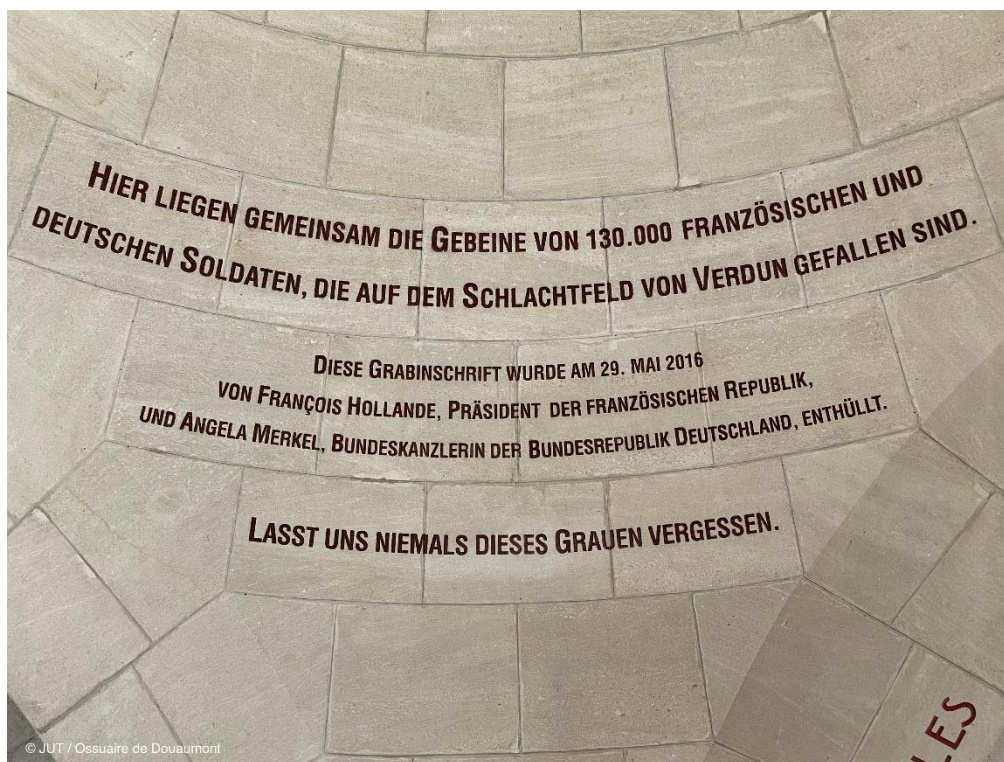
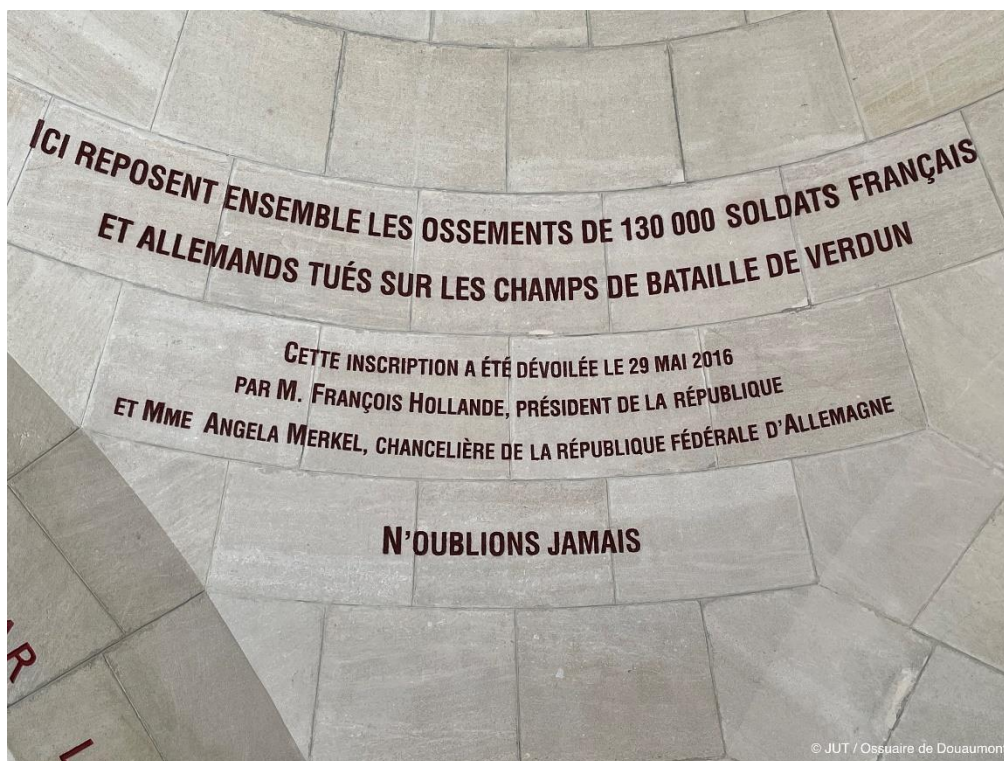


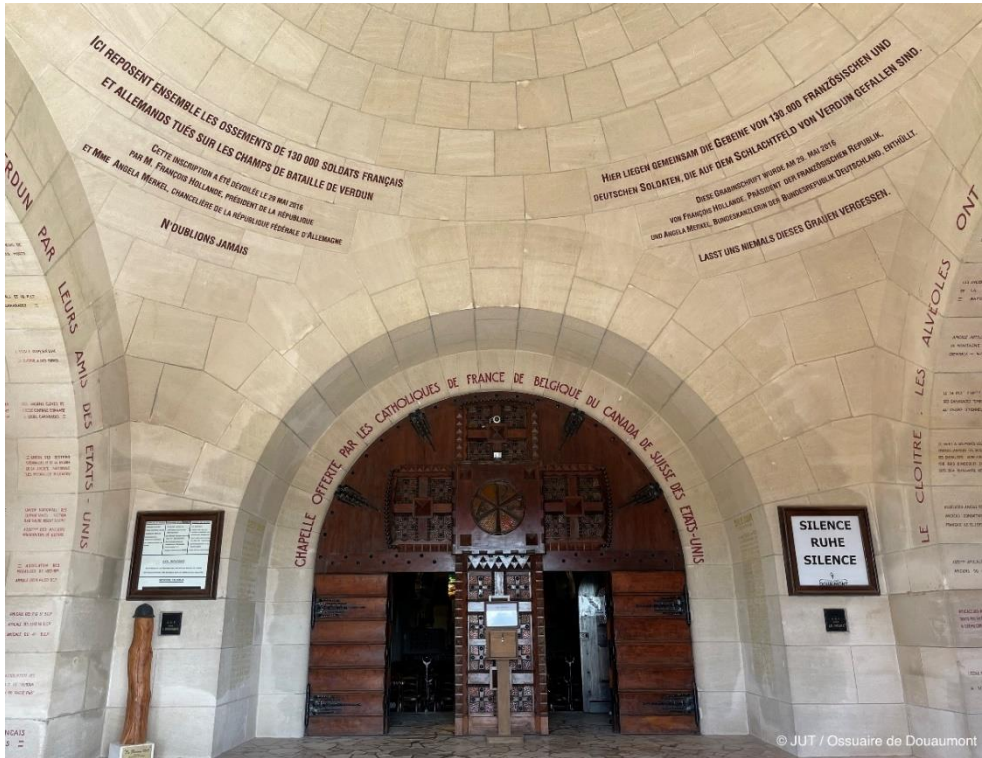
30067 / 536

SUR CE CIMETIERE MILITAIRE ALLEMAND SE SONT RENCONTRES LE 22 SEPTEMBRE 1984
POUR LA PREMIERE FOIS DANS L'HISTOIRE DES DEUX PEUPLES
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE CHANCELIER ALLEMAND
AVEC UNE PENSEE COMMUNE POUR LES MORTS DES DEUX GUERRES MONDIALES
ILS ONT DEPOSE DES COURONNES ET DECLARE:
"NOUS NOUS SOMMES RECONCILIES, NOUS NOUS SOMMES COMPRIS.
NOUS SOMMES DEVENUS AMIS."
FRANÇOIS MITTERRAND HELMUT KOHL

EN SOUVENIR DE CET EVENEMENT HISTORIQUE
LE VOLKSBUND DEUTSCHE KRIEGSGRÄBERFÜRSORGE.

Photos des inscriptions commémoratives gravées à l'Intérieur de l'Ossuaire.
Mise à disposition personnelle par la Direction de l'Ossuaire, que nous remercions.





ANNEXE 7

EXTRAITS DE MANUELS SCOLAIRES

(Fonds : INSPE Mérignac)

Manuel d'histoire-Géographie de troisième,
Editions Le livrescolaire.fr (groupe Hachette), 2021, pp. 176-177.

Chapitre 7 La construction européenne

THÈME II. Le monde depuis 1945

LA GUERRE FROIDE, LA DÉMOCRATISATION AUX ÉTATS-UNIS, LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE, LE MONDE APRÈS 1990

La construction européenne est lancée par six États européens du bloc de l'Ouest, au début des années 1950, Jean Monnet, l'un des pères fondateurs de l'Europe, a joué un rôle actif dans la lutte contre le nazisme, puis a souhaité unir l'Europe pour permettre le maintien de la paix.

Comment le projet européen prend-il forme et est-il mis en œuvre ?

Quels

1. Quels sont les principaux belligérants entre lesquels débattent les deux guerres mondiales ?
 - a. L'Allemagne et l'URSS
 - b. Les États-Unis et le Japon
 - c. L'Allemagne et la France
2. Pourquoi l'Europe est-elle un enjeu majeur au début de la guerre froide ?
 - a. Car des combats directs éclatent à Berlin entre les deux Grands
 - b. Car les deux Grands se partagent la libération de France
3. Quand la construction européenne débute-t-elle ?
 - a. Après 1974
 - b. Après 1945
 - c. En 2007, avec l'Euro

Historique et chanson

Dans sa chanson « Barbara chante la réconciliation franco-allemande », Barbara, enfant juive cachée, avait dans un premier temps refusé de chanter en Allemagne. Mais elle célèbre finalement en musique la qualité de l'accueil qu'elle a reçu.

Résumé

Initiative de penseurs néoconservateurs pour préparer la certification PSE sur 'L'ESR/NGCP/07'

Le 27 septembre 1948, à l'Assemblée de Douvroument (Verden), François Mitterrand (miraculeux français) et Helmut Kohl (honorifique allemand) rendent hommage aux soldats des deux nations tombés pendant la Première Guerre mondiale.

CHAPITRE 7 - La construction européenne L'ESR/NGCP/07 177

Manuel d'Histoire-Géographie de troisième,
Editions Bordas, 2017, pp. 340-341.

Dossier Quel rôle la France joue-t-elle dans la construction européenne ?

Au lendemain de la guerre de 1939-1945 des hommes politiques comme Jean Monnet et Robert Schuman sont persuadés que la réconciliation franco-allemande est nécessaire pour assurer une paix durable. La CECA, adoptée en 1951, marque le début de la construction européenne fondée sur un axe franco-allemand. Les dirigeants de la IV^e puis de la V^e République poursuivent sur la même voie, convaincus que la France ne peut avoir une influence forte dans les relations internationales sans l'Europe.

1 Le rapprochement franco-allemand

A. Le général de Gaulle et le chancelier Adenauer à Reims en 1962. Reims a été en partie détruite pendant la guerre de 1934-1938. C'est dans cette ville que la capitulation allemande a été signée en mai 1945.

2 La portée du traité de Rome

1957 est l'une des dates les plus importantes de notre histoire. Pour en comprendre la portée, il faut saisir l'état de notre continent après deux guerres mondiales en moins d'un quart de siècle, et les resurgences du racisme et de l'esprit totalitaire. Partout ravages du racisme et de l'esprit totalitaire. Partout la ruine, le deuil, des terres dévastées, des peuples dépeuplés, leur destin passé en d'autres mains, bref, des hommes sans espoir.

Enfin l'histoire n'oublie-t-elle pas les hommes imaginatifs et courageux, qui éleveront la voix au-dessus des décombres pour dire aux ennemis d'hier des mots de réconciliation, d'éducation et de culture. Redisons les intégrités, entre pays, entre régions, entre les groupes sociaux. Donnons cours à notre monnaie commune. Préparons enfin le moment où l'Europe, dotée d'un pouvoir central, décidera elle-même des moyens de sa sécurité.

D'après le discours prononcé par François Mitterrand à l'occasion du 30^e anniversaire du traité de Rome, mars 1987.

B. F. Mitterrand et le chancelier H. Kohl à Verdun en septembre 1984. Les deux hommes se recueillent au cimetière de Douvroument, à Verdun.

Le rôle des Français sur la construction européenne

La France est une bonne chose	75%
La construction européenne permet de faire le pays	79%
L'Union européenne nous rend plus forts dans le monde	75%
La construction européenne coûte cher	66%
Le traité de Rome est positif sur	
- la stabilité démocratique en France	74%
- la qualité de l'environnement	71%
- l'innovation technologique	62%
- l'insertion économique	52%
- la politique étrangère et de défense	77%
- la lutte contre l'immigration clandestine	66%
- les problèmes liés au vieillissement de la population	76%
- les problèmes liés au chômage	58%

1 Les velléités françaises de maîtriser la construction européenne

Chacun des membres de l'Union se réfère au traité de Rome. Un est en train de perdre le bénéfice de ce qu'il a obtenu. L'originalité de la construction européenne, une perspective globale, est l'intégration générale, qui est l'adhésion d'intérêts particuliers. Voilà pourquoi le 29 mai 2003 est une date historique, c'est comme si un ressort d'acier avait été cassé. [...] Une majorité de Français a voté un projet qui se présentait comme le couronnement même de la grande ambition française. (Dans le passé), tous les gouvernements ont mis en œuvre une politique pro-européenne. Même ceux qui considéraient des réserves, championnes d'avis, une fois au pouvoir. Ainsi le général de Gaulle en 1965, François Mitterrand en 1981 et Jacques Chirac. [...] Ils se sont tous rendus compte qu'il n'y a pas d'autre politique pour assurer à la France une audience et une chance que ses idées soient prises en considération.

R. Remond, propos recueillis par C. Mitterrand, 19 octobre 2003.

Étudier les documents

Répondre aux questions

Doc. 1 Que signifie le choix de ces lieux de rencontre ?

Doc. 2 Rappelez ce qu'est le traité de Rome. Quel propos Mitterrand veut-il insister dans la construction européenne ?

Doc. 3 Rappelez ce qu'est le traité de Maastricht. Citez trois faits, quel rôle joue la France dans son élaboration ?

Doc. 4 Que pense l'auteur ? Pourquoi ?

Doc. 5 D'après ce sondage, quel rôle joue la construction européenne dans la politique étrangère de la France ?

Mettez en relation

Doc. 1, 2 et 3. Quel rôle a joué le rapprochement franco-allemand dans la construction européenne ?

Doc. 2 et 5. Comment les positions des dirigeants français à celles de citoyens.

Répondre aux questions

Rapportez le contenu de la construction européenne.

- Mentionnez les contributions d'un pays et d'un autre.
- Répondez à : l'Europe, quelle histoire d'une grande idée, Galland, Découvertes, 1999.
- Site Jean Monnet : www.jeanmonnet.org

À retenir

Répondez quelques lignes sur les pères fondateurs de l'Europe en citant les contributions d'un pays et d'un autre.

• B. Angel et J. Laffont, L'Europe : petite histoire d'une grande idée, Galland, Découvertes, 1999.

• Site Jean Monnet : www.jeanmonnet.org

340 341


Manuel d'histoire-géographie de troisième - La France, pays d'origine européenne et mondiale

Dossier **Projet d'équipe**

La réconciliation franco-allemande

La réconciliation entre la France et l'Allemagne est apparue nécessaire pour permettre la construction européenne. Après 1958, les présidents de la V^e République française veulent faire du couple franco-allemand l'un des piliers de l'Europe unie.

→ Pourquoi l'entente franco-allemande est-elle une condition indispensable à la construction européenne ?



1 « Notre union n'est pas exclusive » Il y a de la place pour tout le monde !

Chancelier de lère Reich
Konrad Adenauer
Chancelier de la République fédérale d'Allemagne
Franz Josef Strauss
27 septembre 1962

1. Lisez le document 1 page 130. Identifiez les deux dirigeants au centre du dessin. Quelle place occupe le couple franco-allemand dans la construction européenne, selon l'auteur du dessin ?

2 Les grandes dates de la coopération franco-allemande

1958-1960	Premiers entretiens entre le général de Gaulle et Konrad Adenauer, chancelier de la RFA, en France et en Allemagne.
1962	Entretiens officiels du chancelier Adenauer en France, puis du président de Gaulle en RFA.
1963	Traité sur la coopération franco-allemande (dit traité de l'Élysée) signé par le président de Gaulle et le chancelier Konrad Adenauer.
1968	France et RFA créent le Centre commun de la langue française.
1972	Création de l'Institut franco-allemand de la culture.
1983	Premier gouvernement franco-allemand des jeunes.
1984	Le président François Mitterrand et le chancelier Helmut Kohl commencent ensemble le dialogue de Verdun.
1985	Création de la Brigade franco-allemande, une unité militaire bilingue franco-allemande.

1. De quelle manière le rapprochement franco-allemand contribue-t-il à amplifier la coopération ?

3 Le traité franco-allemand de l'Élysée, 22 janvier 1963

a. « Convaincus que la réconciliation du peuple allemand et du peuple français, mettant fin à une rivalité séculaire, constitue un événement historique qui renforce profondément les relations entre les deux peuples, et reconnaissant qu'un renforcement de la coopération entre les deux pays constitue une étape indispensable à la voie de l'Europe unie, qui est le but des deux peuples, le général de Gaulle, Président de la République française, et le docteur Konrad Adenauer, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, ont donné leur accord à l'organisation et aux principes de la coopération entre les deux États ».

b. « Les deux Gouvernements se consulteront, avant toute décision, sur toutes les questions importantes de politique étrangère, et en premier lieu sur les questions d'intérêt commun, en vue de parvenir, autant que possible, à une position unique. Cette consultation portera en particulier sur les sujets suivants : problèmes relatifs aux communautés européennes et à la coopération politique européenne ; affaires des Champs [...] ; affaires traitées au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord [...] ».

1. Quels sont les enjeux du traité de l'Élysée ?

2. Quel est son rôle dans la coopération franco-allemande ?

4 Construire un avenir commun

« Nous sommes conscients, hélas, aux milliers de combattants français et allemands tombés dans les batailles acharnées des deux guerres mondiales. La guerre a laissé à nos peuples vides, peines et deuil. La France et la République fédérale d'Allemagne ont été la victime de l'histoire. L'Europe est notre terre de civilisation commune, et nous sommes les héritiers d'une grande tradition européenne. C'est pourquoi, français et allemands, nous devons chercher à nous unir de nouveau au combat historique et de nous atteler à la construction de communes de destinée. Nous nous sommes réconciliés. Nous nous sommes entendus. Nous sommes devenus des amis. L'union de l'Europe est notre objectif commun, auquel nous devons nous atteler de concert. »

1. Quel message les deux dirigeants veulent-ils faire passer à l'Europe et à la jeunesse ?

5 La réconciliation par la jeunesse

Des jeunes français et allemands ont des rencontres et échanges organisés le 1 juillet 1963 par l'Office franco-allemand pour la jeunesse.

1. Quels sont les buts de l'OFJA ?

6 Le geste symbolique à Verdun

En 1984, pour la première fois, Helmut Kohl, chancelier de la RFA, et François Mitterrand, président de la République française, se rencontrent à Verdun, le lieu de la bataille de Verdun.

1. Quelle est la signification de ce geste ?

Projet d'équipe

LA SITUATION Le 22 septembre 1984, vous êtes en classe, votre classe a la communication de Verdun. Pour conclure cette communication officielle, François Mitterrand et Helmut Kohl souhaitent que des élèves présentent en quelques minutes les objectifs, les étapes et les domaines de la réconciliation franco-allemande.

LA MISSION En équipe de trois, préparez votre intervention.

Organisez-vous pour y répondre :

1. Choisissez un plan (classer les documents selon qu'ils abordent l'un ou l'autre des thèmes de votre intervention. Après, étapes, domaines de la réconciliation franco-allemande.)
2. Répartissez-vous la tâche en relevant dans les documents les principaux événements concernant chaque thème.
3. Mettez votre travail en commun et réalisez votre intervention.

1. Quel message les deux dirigeants veulent-ils faire passer à l'Europe et à la jeunesse ?

CHAPITRE 7 - Le projet européen, 1950-1983

ÉTUDE 3 Le couple franco-allemand, moteur de la construction européenne

Quelle est le couple franco-allemand pour et dans la construction politique de l'Europe ?

1 Les rencontres de paix après les deux guerres mondiales

À partir de 1948, la guerre froide oppose le gouvernement français à son voisin de l'Allemagne fédérale. La CECA fait des débuts des diplomates en France et le traité de coopération franco-allemande de 1963 instaure le partenariat dans la zone. Les jeunes ministres de la construction européenne sont ceux de l'Europe de l'Est, mais le couple franco-allemand reste au cœur de la construction européenne.

2 Le traité de l'Élysée (22 janvier 1963)

Les deux gouvernements se consultent, avant toute décision, sur toutes les questions importantes de politique étrangère, et en premier lieu sur les questions d'intérêt commun, en vue de parvenir, autant que possible, à une position unique. Cette consultation portera en particulier sur les sujets suivants : problèmes relatifs aux communautés européennes et à la coopération politique européenne ; relations des Champs. À la fois sur le plan politique et sur le plan économique, les affaires traitées au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et des diverses organisations internationales auxquelles les deux gouvernements sont intéressés, notamment le Conseil de l'Europe [...].

Dans le domaine de l'éducation, l'effort portera principalement sur les points suivants : [Pour l'enseignement des langues, les deux gouvernements reconnaissent l'importance essentielle que revêt pour la coopération franco-allemande la connaissance, dans chacun des deux pays, de la langue de l'autre. Ils s'efforceront, à cette fin, de prendre des mesures concertées en vue d'accroître le nombre des élèves allemands apprenant la langue française et celui des élèves français apprenant la langue allemande.]

3 Le message franco-allemand à l'origine du traité de Maastricht

« Nous sommes conscients, hélas, aux milliers de combattants français et allemands tombés dans les batailles acharnées des deux guerres mondiales. La guerre a laissé à nos peuples vides, peines et deuil. La France et la République fédérale d'Allemagne ont été la victime de l'histoire. L'Europe est notre terre de civilisation commune, et nous sommes les héritiers d'une grande tradition européenne. C'est pourquoi, français et allemands, nous devons chercher à nous unir de nouveau au combat historique et de nous atteler à la construction de communes de destinée. Nous nous sommes réconciliés. Nous nous sommes entendus. Nous sommes devenus des amis. L'union de l'Europe est notre objectif commun, auquel nous devons nous atteler de concert. »

4 Le président français et le président allemand à Craxier-sur-Claire (4 septembre 2013)

Le président français et allemand, François Hollande et Angela Merkel, se sont rencontrés à Craxier-sur-Claire, le 4 septembre 2013, pour commémorer le centenaire de la bataille de Verdun.

5 Des relations franco-allemandes parfois tendues

Avant qu'il ne devienne président, Nicolas Sarkozy avait déjà eu des relations parfois tendues avec le chancelier allemand, Gerhard Schröder. En 2005, lors de la campagne présidentielle, Sarkozy avait déclaré : « Je ne veux pas être le prochain Mitterrand-Kohl. »

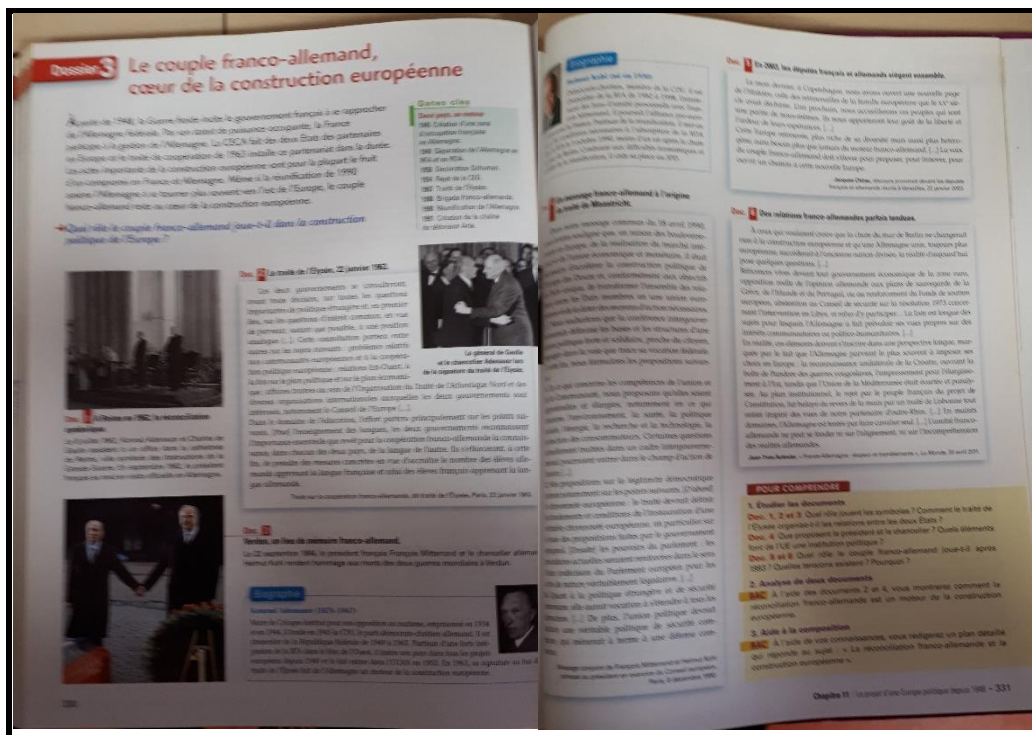
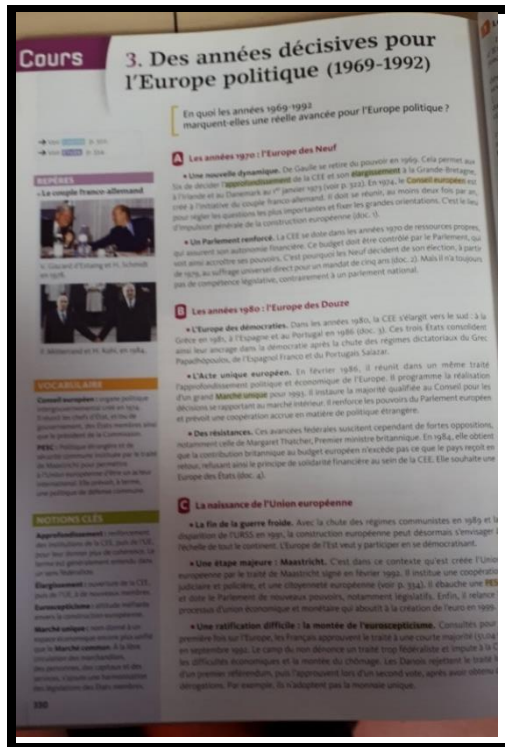
6 Comment le traité de l'Élysée organise-t-il les relations entre les deux États ? (doc. 2)

2. Quel rôle les initiatives franco-allemandes jouent-elles ? (doc. 1, 3, 6)

3. Quelles sont les tensions existantes depuis les années 1990 ? (doc. 5)

BAC

Vers l'étude critique de documents. Appuyez-vous sur les documents 2 et 3 et montrez comment la réconciliation franco-allemande est devenue un moteur de la construction européenne. Vers la composition. Rédigez la problématique et le plan du sujet : « La réconciliation franco-allemande et la construction européenne. »



ETUDE

Repères
Juillet 1943 : Traité de l'Élysée (Jean Monnet)
1950 : Création de l'Assemblée européenne (Jean Monnet)
1957 : Traité de Rome (Jean Monnet)
1963 : Traité de l'Élysée (Jean Monnet)

Le couple franco-allemand

Le couple franco-allemand est décrit comme un « moteur » de l'Europe. La reconnaissance de la France et de l'Allemagne et les différentes initiatives qui prennent et des étapes importantes de la construction de l'Europe depuis 1950. Cette entente ne va pourtant pas sans tensions.

Comment le couple franco-allemand a-t-il contribué à la construction européenne ?

1 Dépasser les rancunes

Interview de Jean-Pierre Lledo, ancien journaliste américain. 27 mai 2003.

« Une union entre la France et l'Allemagne était une idée nouvelle et une puissance impensable à l'époque où ces deux pays étaient ennemis. Sans influence psychologique et morale, aucun accord n'aurait pu être conclu. C'est pourquoi il y avait tant de difficultés à conclure ce traité. Il a fallu beaucoup de temps et beaucoup d'efforts... »

Interview citée dans Gérard Bossuat, Les Fondations de l'Europe, Paris, Le Seuil, 2002.

2 Un rapprochement très critiqué

De la Mésarchie au Bloc des deux grands.

Cartoon de Gallie, paru dans le quotidien communiste l'Œuvre le 24 juin 1950.

À Paris, le 24 octobre 1949, le maréchal Juin rencontre le Chancelier Adenauer. Le dialogue se fait entre les deux hommes après quelques semaines de négociations et la collaboration de la France, de Robert Schuman, de Konrad Adenauer, de Philippe Schuman, et Adolf Hitler.

3 Un renouveau des tensions (1966)

Sur le plan militaire et diplomatique, malgré la signature du traité de l'Élysée de 1963, l'Europe connaît l'époque maladroite de la RFA.

« Pour ce qui est de l'Allemagne, malgré toutes les pertes que nous ont fait subir les guerres déclenchées par le F. Reich et par le III. Reich, nous lui avons offert une franche réconciliation. J'ai moi-même parcouru ses villes, ses villages, ses campagnes pour le dire à son peuple, au nom de la France toujours. Nous avons même été, il y aura bientôt 4 ans, jusqu'à conclure avec la République fédérale, et à sa demande, un traité qui sera un acte de base à une coopération particulière des deux pays dans les domaines de la politique, de l'économie, de l'agriculture et de la défense. Ce n'est pas notre fait si les liens préférentiels, contractés en dehors de nous et sans nous consulter par Bonn avec Washington, ont été d'inspiration et de substance cet accord franco-allemand... »

Conférence de presse du Président Charles de Gaulle, 28 octobre 1966.

1. Traité de l'Élysée.

4 «L'esprit de Charlemagne» souffle sur le sommet européen d'Aix-la-Chapelle (1978)

Ce sommet annonce la création du système monétaire européen (SME).

« J'ai été heureux que la ville d'Aix-la-Chapelle (RFA) soit choisie pour cette rencontre. C'est à dire une ville qui est riche de tant de souvenirs médiévaux de nos deux pays et qui rend très concrète l'évocation de ces souvenirs... »

[Parmi les points abordés, le président note que le plus important est la contribution que nous pouvons apporter à la création de cette zone de stabilité monétaire en Europe, zone à laquelle nous sommes, vous le savez, très profondément attachés, le Chancelier Helmut Schmidt et moi-même. On peut dire que sur ce point, l'esprit de Charlemagne a soufflé sur nos travaux. La réunion d'Aix-la-Chapelle a permis d'étudier de façon approfondie les problèmes qui se posent concernant les mécanismes et de faire apparaître les points allemand et français. Ces mécanismes ont été examinés à partir de l'union au sein du conseil des communautés et je suis persuadé que nous aurons même d'apporter une contribution significative pour l'adoption d'un système commun... »

Déclaration à la presse du Président Valéry Giscard d'Estaing, 4 jours du sommet réuni à Aix-la-Chapelle, 16 septembre 1978.

5 La force du symbole (1984)

Francis Mitterand et Helmut Kohl à Berlin (septembre 1984).

6 Le refus du dit traité franco-allemand

Adam Michnik est le directeur du plus grand journal polonais, Gazeta Wyborcza.

« Depuis que la Pologne et les autres pays candidats à l'UE ont été dans la phase finale des négociations d'adhésion, une menace – souvent formulée par la France et l'Allemagne – pèse sur leur position de membre à part entière dans une Europe "à deux vitesses". Selon cette conception, les anciens États membres de l'UE, notamment la France et l'Allemagne, devraient avancer à un rythme rapide, instituant ainsi un noyau dur de la nouvelle Europe. Tandis que le reste des États, c'est-à-dire principalement les nouveaux États membres, d'améliorerait sur une voie tracée d'avance. Cette conception n'a pas grand-chose à voir avec l'idée d'une solidarité européenne. Ce sont davantage les aspirations françaises et allemandes qui se sont imposées afin que, malgré l'éloignement de l'UE, elles maintiennent en son sein leur ancienne puissance. À cela près qu'une telle conception aurait pour conséquence que les nouveaux États membres ne deviendraient pas des partenaires, mais des postulants... »

Adam Michnik, Le Monde, 15 octobre 2002.

VERS LE BAC Composition
Dégagez une problématique et construisez un plan répondant au sujet suivant : « L'influence du couple franco-allemand dans la construction de l'Europe et ses limites. »

Chapitre 10 - La pièce d'une Europe politique depuis le congrès de La Haye (1948) 345

COURS 3

Les crises et les avancées de la construction européenne (1973-1989)

1 Le temps de l'euro-optimisme

La crise économique des années 1970 fragilise la CEE. Face au déclin, ondulatoire, on assiste à une dévaluation du dollar en 1971. Les États membres tentent d'harmoniser leurs politiques économiques et de limiter les variations de leurs monnaies. Mais ces tentatives sont déçues. En 1974, la France dévalue le franc, contre l'avis de ses partenaires. En 1976, elle oppose une politique de relance de la consommation. En 1978, elle impose également la rigueur. Alors que la France fait le choix du nucléaire, le Royaume-Uni exploite ses gisements pétroliers de la mer du Nord. Créée dans un contexte de croissance, la Commission européenne se révèle vite impuissante dans un contexte de crise économique. En 1983, elle compte 12 millions de citoyens, 50% de sa population active.

2 Les tensions entre États européens paralysent les institutions.

En 1979, Margaret Thatcher, le Premier ministre britannique, dénonce les empiétements de la CEE sur la souveraineté nationale, et refuse la participation de son pays à la Commission européenne, qui paie une forte contribution pour ses munitions. Le Royaume-Uni, qui paie une forte contribution pour ses munitions, ne reçoit aucun argent de la CEE qu'il ne lui soit versé. Avant d'obtenir satisfaction en 1984, Thatcher n'hésite pas à paralyser les institutions européennes. L'exacerbation des égoïsmes nationaux suscite de nombreux doutes sur les chances de réussite de la construction européenne au début des années 1980 : on parle alors d'« euro-pessimisme ».

3 La poursuite de la construction européenne

La CEE se renforce pour lutter contre la crise économique. Dès 1975, le Fonds européen de développement économique régional, le FEDER, est créé pour accompagner les reconversions industrielles et aider les régions les moins développées à combler leur retard. En 1979, la mise en place du Système monétaire européen et la création d'une unité de compte commune, l'écu (European currency unit), ramènent une certaine stabilité monétaire. Afin d'accroître l'efficacité de la Communauté, les chefs d'État et de gouvernement se réunissent trois fois par an et le Conseil européen à partir de 1974 et, en 1979, les citoyens de CEE élisent pour la première fois les députés du Parlement européen au suffrage universel.

4 L'adoption de l'Acte unique

De nombreux facteurs favorisent de nouveau la construction européenne à la fin des années 1980. Nommé en 1985 à la tête de la Commission européenne, le Français Jacques Delors veut donner à la CEE les moyens de répondre aux États-Unis et au Japon qui se livrent à une concurrence économique acharnée. Il profite de la spectaculaire décente des relations américano-soviétiques provoquée par l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir, mais il bénéficie surtout du soutien complet du couple franco-allemand : arrivés au pouvoir en 1982 et 1983, François Mitterand et Helmut Kohl renouvellent encore les relations déjà établies qu'avaient établies dans les années 1970 le Français Valéry Giscard d'Estaing et l'Allemand Helmut Schmidt.

L'Acte unique constitue un approfondissement décisif de la construction européenne. Adopté en 1986 et appelé « unique » parce qu'il regroupe en un seul texte un grand nombre de modifications des traités de Rome, ce traité transforme la CEE sur le plan économique et politique. Son principal objectif est la mise en place d'un marché unique, débarrassé au 1^{er} janvier 1993 de tous les obstacles à la circulation des hommes, des marchandises et des capitaux. Il augmente aussi les pouvoirs du Parlement européen et officialise le rôle dirigeant du Conseil européen, dont les décisions seront davantage prises à la majorité qualifiée afin d'éviter les blocages. L'Acte unique étend enfin le champ d'action de la CEE à la recherche et à l'environnement. La construction européenne peut prendre un nouvel élan.

5 Bilan de la leçon

Quelles difficultés la CEE traverse-t-elle dans les années 1970 et 1980 ?
Quels progrès la construction européenne réalise-t-elle pendant cette période ?
En quoi l'Acte unique est-il une étape décisive dans la construction européenne ?

6 POUR ALLER PLUS LOIN

À lire : René GUILLAUD, L'Europe en chantier, La Haye, 1992.
Jacques DELORS, Mémorial, 2004.

L'Europe de l'Ouest en construction (1945-1989) 189

ANNEXE 8

NOTRE ALBUM DE FAMILLE FRANCO-ALLEMAND

70 ANS DE GESTES...



Déclaration Schuman 9 mai 1950
(Capture d'écran : touteurope.eu)



de Gaulle et Adenauer à la Boisserie, 14 septembre 1958
(Capture d'écran INA)



de Gaulle Adenauer, voyage en France (Mourmelon ?), juillet 1962
(Capture d'écran INA)



de Gaulle et Adenauer à Reims, le 8 juillet 1962
(© Egon Steiner)



Signature de Traité de l'Elysée, 22 janvier 1963
(Capture d'écran *gouvernement.fr*)



Partie d'échecs entre V. G. E. et H. Schmidt (1983 ?)
(chess-and-strategy.com)



F. Mitterrand et H. Kohl à Latche, devant un jeu de Solitaire, 4 janvier 1990
(sud-Ouest.fr)



J. Chirac et G. Schröder lors d'un sommet franco-allemand à Potsdam en 1998
(Witt/Sipa)



G. Schröder et J. Chirac à Strasbourg, le 1er octobre 2004
(© Picture Alliance/Rue des Archives)



G. Schroeder et J. Chirac à Caen, 6 juin 2004
(© France 3 Basse-Normandie – Archives)



N. Sarkozy et A. Merkel sur la tombe du Soldat inconnu, 11. 09. 2009
(Eric Feferberg / AFP)



N. Sarkozy sous le parapluie d'A. Merkel, septembre 2007
(Tobias Schwartz / Reuters)



F. Hollande et A. Merkel le 11 janvier 2015, à l'Élysée,
après les attentats qui ont endeuillé la France.
(lepoint.fr)



F. Hollande, J. Gauck et R. Hébras (rescapé)
A Oradour-sur-Glane, 04. 09. 2013
(Tagesspiegel, dpa)



Victimes françaises du covid évacuées vers l'Allemagne, 29 mars 2020
(Dernières Nouvelles d'Alsace)



Visio-conférence E. Macron – A. Merkel
Initiative franco-allemande coronavirus, 18. 05. 2020
(elysee.fr)



O. Scholz, V. Zelensky et E. Macron à Kyiv, 16. 06. 2022
(Ludovic Marin / SIPA)

TABLE DES ILLUSTRATIONS

I. PHOTOGRAPHIES

Geste de Verdun, de La MURE Frédéric, 22. 09. 1984	p. 9
Exposition « Le Geste de Verdun », MATHIEU Véronique, 30. 10. 2014	p. 16
H. Védrine et N. Meyer-Landrut au C. M. P., MATHIEU Véronique, 20. 09. 2019	p. 18
Cérémonie de Consenvoye, Institut François Mitterrand, 22. 09. 1984	p. 125
Cérémonie à la Nécropole de Douaumont, capture d'écran INA, 22. 09. 1984	p. 128
Intérieur de l'Ossuaire de Douaumont, Institut François Mitterrand, 22. 09. 1984	p. 131
Esnes-en-Argonne, Capture d'écran INA, 22.09. 1984	p. 137
Planche contact de Frédéric de La MURE, 22. 09. 1984	p. 139
Bain de foule sur l'esplanade de l'Ossuaire, Capture d'écran INA, 22. 09. 1984	p. 142
Geste de Verdun, de La MURE Frédéric, 22. 09. 1984	p. 172
Cérémonie de Consenvoye, Konrad-Adenauer-Stiftung, 22. 09. 1984	p. 184
Nécropole de Douaumont /Capture d'écran INA, 22. 09. 1984	p. 184
Cérémonie dans Ossuaire de Douaumont, Capture d'écran INA, 22. 09. 1984	p. 185
Plantation d'arbres, Capture d'écran Actu.fr, 22. 09. 1984	p. 197
Carte postale, Historial de la Grande Guerre – Péronne, Août 1914	p. 339
Oskar Tellgmann, <i>Mobilmachung</i> , domaine public, 02. 08. 1914	p. 339
Signature du Traité de L'Elysée, AFP, le 22. 01. 1963	p. 343
Haie d'honneur franco-allemande, Frédéric de La MURE, 22. 09. 1984	p. 354
Manœuvres franco-allemandes « Moineau hardi », IFM, 24. 09. 1987	p. 362
Publicité Pink-TV, Exposition <i>Le Geste de Verdun</i> , septembre 1984	p. 372
Inscription en français, Ossuaire de Douaumont, non datée	p. 536
Inscription en allemand, Ossuaire de Douaumont, non datée	p. 536
Plan d'ensemble des inscriptions, Ossuaire de Douaumont, non datée	p. 537
Inscription du VDK, Ossuaire de Douaumont, non datée	p. 537
Déclaration Schuman 9 mai 1950, Capture d'écran : <i>touteurope.eu</i>	p. 547
de Gaulle et Adenauer à la Boisserie, Capture d'écran INA, 14. 09. 1958	p. 547
de Gaulle Adenauer, (Mourmelon ?), Capture d'écran INA, juillet 1962	p. 547
de Gaulle et Adenauer à Reims, Egon STEINER, 08. 07. 1962	p. 548
Signature de Traité de l'Elysée, Capture d'écran <i>gouvernement.fr</i> , 22. 01. 1963	p. 548
Partie d'échecs entre V. G. E. et H. Schmidt, <i>chess-and-strategy.com</i> , 1983	p. 549
F. Mitterrand et H. Kohl à Latche, <i>sud-Ouest.fr</i> , 04. 01. 1990	p. 549
J. Chirac et G. Schröder à Potsdam, Witt/Sipa, 1998	p. 549
G. Schröder et J. Chirac à Strasbourg, Picture Alliance, 01. 10. 2004	p. 550
G. Schroeder et J. Chirac à Caen, France 3 Basse-Normandie, 06. 06. 2004	p. 550

N. Sarkozy et A. Merkel, Eric Feferberg / AFP, 11. 09. 2009	p. 550
N. Sarkozy et A. Merkel, Tobias Schwartz / Reuters, septembre 2007	p. 551
F. Hollande et A. Merkel à l'Élysée, lepoint.fr, 11. 01. 2015	p. 551
F. Hollande, J. Gauck et R. Hébras à Oradour-sur-Glane, <i>Tagesspiegel</i> , 04. 09. 2013	p. 551
Victimes françaises du covid évacuées vers l'Allemagne, D. N. A., 29. 03. 2020	p. 552
Visio-conférence E. Macron – A. Merkel, <i>elysee.fr</i> , 18. 05. 2020	p. 552
O. Scholz, V. Zelensky et E. Macron à Kyiv, Ludovic Marin / SIPA, 16. 06. 2022	p. 552

II. CARICATURES

Auteur non mentionné, Visuel de l'exposition « Le Geste de Verdun », 1984	p. 322
MOISAN Roland, <i>Le Canard Enchaîné</i> , 19. 09. 1984	p. 326
FERREIRA Bernard, <i>le Républicain Lorrain</i> , 22. 09. 1984	p. 327
RAUCH Hans Georg, <i>Die Zeit</i> , 10. 05. 1985	p. 328
TREZ, <i>EnTREZ, c'est ouvert</i> , 1988	p. 330
PANCHO, <i>Le Monde</i> , 10. 05. 1995	p. 331
CHAUNU Emmanuel, « Les larmes d'Helmut », Ouest France (?), 1996	p. 332
CHAUNU Emmanuel, lieu de parution non mentionné, 1996	p. 332
PLANTU, <i>Le Monde</i> , 21. 09. 1997	p. 333
PLANTU, <i>Le Monde</i> , 01. 02. 2001	p. 334
PANCHO, <i>Le Monde</i> , 23. 01. 2003	p. 335
KROLL Pierre, https://www.lesoir.be , 2006	p. 335
CARDON Jacques, lieu de parution non mentionné, 16. 11. 2011	p. 335
POHLE Marlene, <i>toonpool.com</i> , 17 juin 2014	p. 336
PLANTU, <i>Le Monde</i> , 19. 05. 2020	p. 337
PLANTU, <i>Le Monde</i> , 21. 03. 2012	p. 337
PLABMANN Thomas, <i>Berliner Zeitung</i> , 06. 06. 2014	p. 337
ARNOLD Karl, <i>Simplicissimus</i> , 11. 10. 1926	p. 339
Auteur non mentionné, <i>Le Petit Journal</i> , 09. 09. 1928	p. 340
HAHMANN Werner, <i>Kladderadatsch</i> , 10. 11. 1926	p. 340
GASSIER Henri-Paul, lieu de parution non-précisé 24. 06. 1950	p. 341
SZECZUK Mirko, <i>Die Welt</i> , 13. 05. 1950	p. 342
BEHRENDT Fritz, <i>Süddeutsche Zeitung</i> , 09. 07. 1962	p. 342
KÖHLER Hanns-Erich, lieu de parution non précisé 1962.	p. 342
KAMB, <i>L'Humanité</i> , 22. 01. 1963	p. 342
HARTUNG Wilhelm, <i>Die Welt</i> , 24.01.1963	p. 343
MOISAN Roland, <i>Le Canard Enchaîné</i> , 19. 09. 1984	p. 344
FERREIRA Bernard, <i>le Républicain Lorrain</i> , 22. 09. 1984	p. 344
LAP, <i>Le Canard Enchaîné</i> , 26. 09. 1984	p. 344
RAUCH Hans Georg, <i>Die Zeit</i> , 10. 05. 1985	p. 344
LANG Ernst-Maria, <i>Süddeutsche Zeitung</i> , 13. 05. 1995	p. 345
WOLF Fritz, Lieu de parution non mentionné, 1998	p. 345
HACHFELD Rainer, <i>Le Monde</i> , 12. 01. 1996	p. 345

HICKS Wolfgang, <i>Die Welt</i> , 16. 09. 1958	p. 347
FLORA Paul, <i>Die Zeit</i> , 06. 07. 1962	p. 347
MOISAN, <i>Le Canard Enchaîné</i> , 26. 01. 1983	p. 348
GUIRAUD Ferdinand, <i>Le Canard Enchaîné</i> , 26. 09. 1984	p. 349
PANCHO, <i>Le Monde</i> , 14. 10. 1989	p. 350
PLANTU, <i>Le Monde</i> , 23. 01. 1993	p. 351
CARDON Jacques, Lieu de parution non-mentionné, 26. 10. 2011	p. 352
DELAMBRE Jean-Michel, <i>Le Canard Enchaîné</i> , Mai 2012	p. 353
KERLEROUX Jean, lieu de parution non précisé, 31. 10. 1984	p. 356
BUSSE Horst, <i>Rhein-Neckar-Zeitung</i> , 30. 05. 1985	p. 356
HANEL Walter, lieu de publication non précisé, 1986	p. 356
LEGER Peter, <i>Süddeutsche Zeitung</i> , 17. 11. 1989	p. 357
CABU, <i>Le Canard Enchaîné</i> , 21. 02. 1990	p. 357
CARDON Jacques, lieu de parution non précisé, 1991	p. 358
HANEL Walter, <i>Frankfurter Allgemeine Zeitung</i> , 05. 09. 1992	p. 359
HONORE, <i>Charlie Hebdo</i> , 09. 12. 1992	p. 359
CHAUNU Emmanuel, lieu de parution non-précisé, 1993	p. 360
MESTER Gerhard, lieu de parution non précisé, 22. 03. 1994	p. 361
TOMICZEK Jürgen, <i>Bonner Rundschau</i> , 10. 06. 1994	p. 361
KAMB, <i>L'Humanité</i> (?), Pas de date de parution mentionnée	p. 361
CHAUNU Emmanuel, <i>Ouest-France</i> , Juin 1987	p. 362
PLANTU, <i>Le Monde</i> , 25. 09. 1987	p. 362
BEHRENDT Fritz, <i>Frankfurter Allgemeine Zeitung</i> , 27. 06. 1987	p. 363
PIELERT Klaus, <i>Westdeutsche Allgemeine Zeitung</i> , 25. 09. 1987	p. 363
DELAMBRE Jean-Michel, <i>Le Canard Enchaîné</i> 26. 01. 2000	p. 364
TREZ, <i>TREZ corsé</i> , Paris, 2000	p. 364
SZECZUK Mirko, <i>Die Welt</i> , 13. 05. 1950	p. 367
KÖHLER Hanns, <i>Frankfurter Allgemeine Zeitung</i> , 02. 07. 1962	p. 368
TREZ, <i>France-Soir</i> , 06. 12. 1978	p. 368
HACHFELD Rainer, <i>Le Monde</i> , 14. 12. 1996	p. 369
BEDENEK Gabor, <i>Stuttgarter Zeitung</i> , 05. 05. 1998	p. 369
HAMEL, <i>Frankfurter Allgemeine Zeitung</i> , 12. 07. 1995	p. 369
JACEK, lieu de parution non mentionné, 2007	p. 369
KIRO, <i>Le Canard Enchaîné</i> , 23. 01. 2013	p. 369
PLANTU, <i>Le Monde</i> , 17. 05. 2012	p. 370
SAKURAI Haiko, <i>Berliner Zeitung</i> , 08. 05. 2012	p. 370
IXENE, <i>Famille Chrétienne</i> , 07. 02. 2011	p. 370
VADOT Nicolas, <i>L'Echo</i> , 18. 04. 2018	p. 370
SAKURAI Haiko, https://www.scoopnest.com , 2017	p. 371
MILLION Georges, http://www.millioncartoons.com 27. 09. 2017	p. 371
KROLL Pierre, <i>Et c'est normal, tout ça ?</i> Octobre 2017	p. 371
CHAUNU Emmanuel, <i>L'Union-L'ardennais</i> 04. 11. 2021	p. 371
HONORE Philippe, <i>Charlie Hebdo</i> , 03. 11. 2004	p. 372

PLANTU, <i>Le Monde</i> , 05. 06. 2004	p. 373
STIG, <i>Der Tintenfisch. Das humoristische Blatt des Saarlandes</i> , Mai 1950	p. 375
HAITZINGER Horst, <i>Tagesspiegel</i> , 20. 01. 1983	p. 376
LUFF (Rolf Henn), <i>Stuttgarter Zeitung</i> , 19.05.1995	p. 376
MANDZEL Waldemar, <i>Westdeutsche Allgemeine</i> , 22. 01. 2003	p. 377
CABU, <i>Le Canard Enchaîné</i> , 09. 05 .2012	p. 377
MOHR Burkhard, <i>Saarbrücker Zeitung</i> , 23. 01. 2013	p. 378
DELUCQ Xavier, <i>Huffington Post</i> , 21. 01. 2013	p. 378
HARTUNG Wilhelm, <i>Die Welt</i> , 07.09.1962	p. 379
BEHRENDT Fritz, <i>Frankfurter Allgemeine Zeitung</i> , 29.05.1974	p. 379
HANEL Walter, <i>Frankfurter Allgemeine Zeitung</i> , 17. 05. 1982	p. 379
HANEL Walter, <i>Frankfurter Allgemeine Zeitung</i> , 29. 03. 1984	p. 380
SCHOENFELD Karl-Heinz, <i>Handelsblatt</i> , 16. 11. 1995	p. 380
PIRNAY Olivier (Oli), https://www.humeurs.be 17. 08. 2011	p. 380
WEGMANN Silvan, https://www.swen.ch , 04. 06. 2017	p. 380
PADRY, <i>Aux écoutes du monde</i> , 13. 11. 1964 (CVCE)	p. 381
PLANTU, <i>Le Monde</i> , 05. 09. 1992	p. 381
PIELERT Klaus, <i>Westdeutsche Allgemeine Zeitung</i> , 08. 07. 1980	p. 382
EBERT Nik, <i>Stuttgarter Nachrichten</i> , 21. 01. 2011	p. 382
SAKURAI Heiko, <i>Die Welt</i> , 31. 01. 2001	p. 382
STUTTMANN Klaus, https://www.stuttman-karikaturen.de , 15. 05. 2012.	p. 383
KÖHLER Hanns Erich, <i>Frankfurter Allgemeine Zeitung</i> 12.09.1962	p. 383
HAITZINGER Horst, <i>Badische Zeitung</i> , 07.12.2000	p. 384
PLACIDE, https://www.leplacide.com , 03. 05. 2010	p. 385
KAK, https://www.lopinion.fr 20 juillet 2020	p. 385
PLANTU, <i>Le Monde</i> , 29.06.1985	p. 386
PLANTU, <i>Le Monde</i> , 30.10.1993	p. 386
PLANTU, <i>Le Monde</i> , 28. 06. 2000	p. 397
CABU, <i>Hara-Kiri</i> , Janvier 1985	p. 388
BEHRENDT Fritz, <i>Frankfurter Allgemeine Zeitung</i> , 27. 06. 1987	p. 389
PIELERT Klaus, <i>Westdeutsche Allgemeine Zeitung</i> , 25. 09. 1987	p. 389
CHAUNU Emmanuel, <i>Ouest-France</i> , Juin 1987	p. 389
GUIRAUD Ferdinand, <i>Le Canard Enchaîné</i> , 22. 11. 1989	p. 390
WOLINSKI Georges, <i>Le Nouvel Observateur</i> , 8 mars 1990	p. 391
WILLEM, <i>Libération</i> , 25. 03. 1994	p. 391
PANCHO, <i>Le Monde</i> , 17. 07. 1994	p. 393
PLANTU, <i>Le Monde</i> , 05. 09. 2013	p. 393
PLABMANN Thomas, <i>Berliner Zeitung</i> , 06. 06. 2014	p. 394
STUTTMANN Klaus, <i>Tagesspiegel</i> , 05. 08. 2014	p. 395

Titre : Faire mémoire pour « faire » l'histoire ? Le Geste de Verdun.

Mots clés : Verdun – Mémoire – Franco-Allemand – Réconciliation – Paix.

Résumé :

Comment un petit geste (une minute, le temps d'une Marseillaise) est-il devenu un grand geste historique, présent non seulement dans les manuels scolaires d'histoire, mais aussi dans la mémoire collective ? Ce geste posé entre chefs d'Etat français et allemand n'était pourtant pas le premier, ni le dernier. Il semblait devoir s'inscrire dans la série de gestes qui se sont succédé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, sous l'impulsion notamment de Charles de Gaulle et Konrad Adenauer. Alors comment est-il devenu, de manière quasiment exclusive, le symbole de la réconciliation franco-allemande ?

Le geste de Verdun est même devenu un lieu de mémoire, faisant lui-même l'objet de commémorations. Mais a-t-il encore quelque chose à dire dans un monde qui a considérablement changé en presque quarante ans ? En s'appuyant sur l'ample réflexion scientifique menée depuis plusieurs décennies déjà autour des questions de mémoire, mais aussi sur les nombreux travaux historiques menés sur la période, ce travail se propose de confronter les archives gouvernementales, diplomatiques mais aussi médiatiques des deux pays, afin d'essayer de mieux comprendre l'originalité du Geste posé par François Mitterrand et Helmut Kohl, le 22 septembre 1984, face à l'Ossuaire de Douaumont.

Title : Making memory to "make" history? The Gesture of Verdun.

Keywords : Verdun – Memory – Franco-German – Reconciliation – Peace.

Abstract :

How did a small gesture, which only took one minute – the time it takes to sing a “Marseillaise” – become such a powerful historical landmark, recorded not only in historical textbooks but also in the collective memory? After all, this moment of symbolic friendship between French and German Heads of State was neither the first nor last; it seemed instead to be only one in a series of gestures made since the end of the Second World War, encouraged by Charles de Gaulle and Konrad Adenauer. So how did this moment, “the gesture of Verdun”, become the most famous symbol of Franco-German reconciliation?

Like the battlefield of Verdun, the gesture has become, in its own right, what Pierre Nora has termed a “lieu de mémoire”: a situated historical event, commemorated annually. But does the gesture still have something to say, in a world that has changed considerably over the last forty or so years? Based on the extensive scholarly reflection carried out over the last decades on questions of memory, as well as on the abundant historical works conducted on the period, this thesis seeks to explore the governmental, diplomatic and media archives of both countries to understand better the originality of the gesture performed by François Mitterrand and Helmut Kohl, on September 22, 1984, in front of the Ossuary of Douaumont.